DOCUMENTS

de la

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES
SUR L'ORGANISATION INTERNATIONALE
SAN FRANCISCO, 1945

Tome IV

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS
COMMENTAIRES ET PROJETS D'AMENDEMENTS
Texte Français, etc.

Edités en collaboration avec la LIBRARY OF CONGRESS

1945
UNITED NATIONS INFORMATION ORGANIZATIONS
LONDRES NEW YORK

TABLE DES MATIERES

	Langue	*Numéro*	*Série*	*Page*
Les Nations Unies: Propositions de Dumbarton Oaks	F	Doc. 1	G 1	1
Propositions complémentaires de la Chine	F	Doc. 1	G 1(a)	23
Position du Gouvernement de l'Uruguay	F Esp	Doc. 2	G 7(a)	24
Nouvelles propositions du Gouvernement d'Uruguay	F Esp	Doc. 2	G 7(a)(1)	39
Commentaires du Gouvernement Haitien	F	Doc. 2	G 7(b)	83
Proposition d'amendement soumise par la Délégation d'Haiti	F	Doc. 2	G 7(b)(1)	84
Opinión de la Secretaría de Relaciones Exteriores de México	Esp	Doc. 2	G 7(c)	86
Amendements soumis par la Délégation du Mexique	F Esp	Doc. 2	G 7(c)(1)	211
Observations du Gouvernement du Venezuela	F Esp	Doc. 2	G 7(d)(1)	242
Observations du Gouvernement Brésilien et Commentaires présentés à la Conférence Inter Américaine	F	Doc. 2	G 7(e)	324
Amendements présentés par la Délégation Brésilienne	F	Doc. 2	G 7(e)(1)	335
Observaçoes do Brasil. Nota do Ministro Interino das Relaçoes Exteriores do Brasil	Port	Doc. 2	G 7(e)(2)	337
Amendements de la Délégation Brésilienne	F	Doc. 2	G 7(e)(3)	340
Nouveaux amendements proposés par la Délégation Brésilienne	F	Doc. 2	G/7(e)(4)	342
Observations du Gouvernement du Guatemala	F Esp	Doc. 2	G 7(f)	345
Commentaires de la Délégation du Guatemala	F Esp	Doc. 2	G 7(f)(1)	352
Commentaires du Gouvernement du Panama	F Esp	Doc. 2	G/7(g)	357
Commentaires supplémentaires de la Délégation du Panama	F Esp	Doc. 2	G/7(g)(1)	361
Projets d'amendements présentés par la Délégation du Panama	F Esp	Doc. 2	G 7(g)(2)	368
Commentaires du Gouvernement de Costa Rica, le 5 décembre 1944	F Esp	Doc. 2	G 7(h)	387
Observations du Gouvernement de Costa Rica, le 4 mai 1945	F Esp	Doc. 2	G 7(h)(1)	395
Observations du Gouvernement du Chili	F Esp	Doc. 2	G 7(i)	403
Amendements et propositions supplémentaires présentés par la Délégation du Chili	F Esp	Doc. 2	G/7(i)(1)	423
Suggestions du Gouvernement des Pays-Bas	F	Doc. 2	G/7(j)	448
Amendements soumis par la Délégation des Pays-Bas	F	Doc. 2	G/7(j)(1)	464
Proposition additionnelle présentée par la Délégation des Pays-Bas	F	Doc. 2	G 7(j)(2)	471
Suggestions du Gouvernement Belge	F	Doc. 2	G/7(k)	472
Amendements présentés par la Délégation Belge	F	Doc. 2	G/7(k)(1)	476
Résumé des observations présentées par le Gouvernement du Paraguay	F Esp	Doc. 2	G 7(l)	485
Observations du Gouvernement du Honduras	F Esp	Doc. 2	G/7(m)	491
Observations du Gouvernement Norvégien	F	Doc. 2	G/7(n)	499

	Langue	Numéro	Série	Page
Textes d'amendements présentés par la Délégation Norvégienne	F	Doc. 2	G/7(n)(1)	511
Projets d'amendements du Gouvernement Français	F	Doc. 2	G/7(o)	522
Projet d'amendements français au chapitre IX, section A et C	F	Doc. 2	G/7(o)(1)	534
Projet d'amendement français au chapitre XII, paragraphe 1	F	Doc. 2	G/7(o)(2)	535
Commentaires et amendements présentés par la Délégation de l'Équateur	F Esp	Doc. 2	G/7(p)	536
Suggestions du Gouvernement Égyptien	F	Doc. 2	G/7(q)	639
Amendements proposés par la Délégation Égyptienne	F	Doc. 2	G/7(q)(1)	645
Memorandum du Gouvernement du Libéria	F	Doc. 2	G/14(a)	654
Observations du Gouvernement Tchécoslovaque	F	Doc. 2	G/14(b)	656
Suggestions présentées par l'Iran	F	Doc. 2	G/14(c)	663
Projet de "Préambule à la Charte des Nations Unies" proposé par la Délégation Sud-Africaine	F	Doc. 2	G/14(d)	665
"Préambule à la Charte des Nations Unies", texte proposé par la Délégation Sud-Africaine	F	Doc. 2	G/14(d)(1)	667
Amendement complémentaire proposé par la Délégation Sud-Africaine	F	Doc. 2	G/14(d)(2)	668
Suggestions du Gouvernement Turc	F	Doc. 2	G/14(e)	670
Amendements présentés par la Délégation Turque	F	Doc. 2	G/14(e)(1)	676
Amendements soumis par la Délégation de la Nouvelle-Zélande	F	Doc. 2	G/14(f)	678
Amendement présenté par la Délégation de la Nouvelle-Zélande: Chapitre X—Secrétariat	F	Doc. 2	G/14(f)(1)	681
Amendements complémentaires présentés par la Délégation de la Nouvelle-Zélande	F	Doc. 2	G/14(f)(2)	682
Amendements présentés par la Délégation de Cuba	F Esp	Doc. 2	G/14(g)	683
Propositions complémentaires présentées par la Délégation de Cuba	F Esp	Doc. 2	G/14(g)(1)	717
Projet de statut de la Cour Internationale de Justice soumis par la Délégation de Cuba	F Esp	Doc. 2	G/14(g)(2)	726
Dispositions additionnelles présentées par la Délégation Cubaine	F Esp	Doc. 2	G/14(g)(3)	742
Propositions d'amendements soumises par le Gouvernement de l'Inde	F	Doc. 2	G/14(h)	748
Amendements présentés par la Délégation Hellénique	F	Doc. 2	G/14(i)	752
Proposition de la Délégation du Salvador	F Esp	Doc. 2	G/14(j)	755
Texte des amendements présentés par la Délégation des Philippines	F Esp	Doc. 2	G/14(k)	757
Amendements présentés par l'Australie	F	Doc. 2	G/14(l)	773
Amendements présentés par la Délégation de l'Iran	F	Doc. 2	G/14(m)	784
Amendements soumis par la Délégation d'Éthiopie	F	Doc. 2	G/14(n)	788
Memorandum de la Délégation de la République Dominicaine	F Esp	Doc. 2	G/14(o)	792

	Langue	Numéro	Série	Page
Amendements présentés par la Délégation du Royaume-Uni	F	Doc. 2	G 14(p)	817
Amendement présenté par la Délégation Chinoise	F	Doc. 2	G 14(q)	820
Propositions soumises par la Délégation de la République de Bolivie	F Esp	Doc. 2	G 14(r)	821
Projet d'amendement présenté par la Délégation Colombienne	F Esp	Doc. 2	G 14(s)	841
Amendements présentés par la Délégation Canadienne	F	Doc. 2	G 14(t)	845
Motions de la Délégation Péruvienne	F Esp	Doc. 2	G 14(u)	852
Amendements additionnels proposés par les États-Unis	F	Doc. 2	G 14(v)	856
Amendement au chapitre VIII, section C, paragraphe 2 proposé par la Délégation Soviétique	R	Doc. 2	G/14(w)	859
Texte d'un amendement présenté par la Délégation de l'U. R. S. S.	F	Doc. 2	G/14(w)(1)	860
Amendements soumis par les Délégations du Brésil, de la République Dominicaine et des États-Unis du Mexique	F Esp	Doc. 2	G 25	861
Chapitre – – – Régime de tutelle internationale. Avant-projet français	F	Doc. 2	G 26(a)	866
Arrangements concernant le trusteeship international, proposés par les États-Unis	F	Doc. 2	G/26(c)	869
Trusteeship de certains territoires. Projet de chapitre à insérer dans la Charte. Proposition du Royaume-Uni	F	Doc. 2	G/26(d)	871
Propositions de la Délégation Chinoise au sujet du trusteeship international	F	Doc. 2	G/26(e)	878
Amendements proposés par la Délégation Soviétique au projet américain concernant le trusteeship international	F	Doc. 2	G 26(f)	881
Projet commun d'amendement au chapitre VIII, section C par les Délégations du Chili, de la Colombie, de Costa Rica, de l'Équateur et du Pérou	F Esp	Doc. 2	G 28	884
Amendements proposés par les Gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Union Soviétique et de la Chine	F	Doc. 2	G 29	888
Amendements additionnels adoptés par les Gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Union Soviétique et de la Chine	F	Doc. 2	G 29(a)	895
Proposition soumise par les Délégations du Brésil et de la Chine	F	Doc. 446	G/52	897
Propositions soumises par la Délégation de la République Soviétique Socialiste de l'Ukraine	F R	Doc. 447	G/53	899
Projet de fusion des amendements proposés au chapitre VIII, section C	F	Doc. 510	G/62	901
Tableau des amendements, observations et propositions concernant les Propositions de Dumbarton Oaks	F	Doc. 288	G/38	905

AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS PAR PAYS

	Page
Australie	773
Belgique	472, 476
Bolivie	821
Brésil	324, 335, 337, 340, 342, 861, 897
Canada	845
Chili	403, 423, 884
Chine	23, 820, 878, 888, 895, 897
Colombie	841, 884
Costa Rica	387, 395, 884
Cuba	683, 717, 726, 742
Égypte	639, 645
El Salvador	755
Équateur	536, 884
États Unis	856, 869, 888, 895
Éthiopie	788
France	522, 534, 535, 866
Grèce	752
Guatemala	345, 352
Haiti	83, 84
Honduras	491
Inde	748
Iran	784
Liban	663
Libéria	654
Mexique	86, 211, 861
Norvège	499, 511
Nouvelle-Zélande	678, 681, 682
Panama	357, 364, 368
Paraguay	485
Pays-Bas	448, 464, 471
Pérou	852, 884
Philippines	757
République Dominicaine	792, 861
Royaume-Uni	817, 871, 888, 895
Tchécoslovaquie	656
Turquie	670, 676
U. R. S. S.	859, 860, 881, 888, 895, 899
Union Sud-Africaine	665, 667, 668
Uruguay	24, 39
Venezuela	242

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 1 (French)
G/1

GENERAL

LES NATIONS UNIES

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS
RELATIVES A
L'ÉTABLISSEMENT D'UNE
ORGANISATION INTERNATIONALE GÉNÉRALE

Une Organisation Internationale devrait être établie sous le titre "Les Nations Unies", dont la Charte renfermerait les dispositions nécessaires pour mettre en oeuvre les propositions qui suivent.

CHAPITRE I

BUTS

Les buts de l'Organisation devraient être les suivants:

1. Maintenir la paix et la sécurité internationales; et à cette fin prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et éliminer les dangers qui menacent la paix, réprimer les actes d'agression ou autres atteintes portées à la paix, et préparer ou réaliser par des moyens pacifiques le règlement des différends internationaux qui risquent d'entraîner la rupture de la paix.

2. Développer les relations amicales entre les Nations et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde.

3. Réaliser une coopération internationale en vue de résoudre les problèmes humanitaires internationaux tels que ceux d'ordre économique et social.

4. Coordonner et centraliser les efforts des Nations en vue de parvenir à ces fins communes.

CHAPITRE II

PRINCIPES

Dans la poursuite des buts visés au Chapitre I, l'Organisation et ses membres devraient agir conformément aux principes suivants:

1. L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats épris d'un idéal de paix,

2. Tous les membres de l'Organisation, afin d'assurer à chacun d'entre eux la jouissance des droits et avantages résultant de sa qualité de membre de l'Organisation s'engagent à remplir les obligations assumées par eux aux termes de la Charte.

3. Tous les membres de l'Organisation régleront leurs différends par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ne soient pas mises en danger.

4. Tous les membres de l'Organisation s'abstiendront, dans leurs relations internationales, de recourir aux menaces ou à l'emploi de la force, incompatibles, en toute hypothèse, avec les buts de l'Organisation.

5. Tous les membres de l'Organisation seconderont, dans toute la mesure de leurs moyens, toute action entreprise par l'Organisation conformément aux dispositions de la Charte.

6. Tous les membres de l'Organisation s'abstiendront de prêter assistance à un Etat contre lequel l'Organisation aura entrepris une action d'ordre préventif ou coercitif.

En vue de maintenir la paix et la sécurité internationales, l'Organisation devrait prendre toutes les mesures qu'elle jugerait nécessaires pour que les Etats non-membres agissent conformément à ces principes.

CHAPITRE III

MEMBRES

1. Devrait pouvoir être membre de l'Organisation tout Etat épris d'un idéal de paix.

CHAPITRE IV

PRINCIPAUX ORGANES

1. Les principaux organes de l'Organisation devraient être :

a) Une Assemblée générale

b) Un Conseil de Sécurité

c) Une Cour internationale de Justice

d) Un Secrétariat.

2. L'Organisation devrait avoir en outre tous les organismes subsidiaires qui pourraient se révéler nécessaires.

CHAPITRE V

L'ASSEMBLEE GENERALE

Section A - Composition

Tous les membres de l'Organisation devraient être membres de l'Assemblée Générale, et le nombre de représentants de chacun d'eux à l'Assemblée Générale devrait être spécifié par la Charte.

Section B - Fonctions et pouvoirs

1. L'Assemblée Générale devrait avoir le droit de prendre en considération les principes généraux de coopération ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris les principes régissant le désarmement et la

réglementation des armements; de discuter toutes questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui seraient soumises par un ou plusieurs membres de l'Organisation ou par le Conseil de Sécurité et de faire des recommandations sur ces principes ou questions. Toutes questions de ce genre, qui entraîneraient une action quelconque, devraient être soumises au Conseil de Sécurité par l'Assemblée Générale avant ou après délibération. L'Assemblée Générale ne devrait, de sa propre initiative, faire aucune recommandation sur une question, quelle qu'elle soit, ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales, lorsque le Conseil de Sécurité s'occupe de cette question.

2. L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir d'admettre de nouveaux membres dans l'Organisation, sur la recommandation du Conseil de Sécurité.

3. L'Assemblée Générale devrait, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, avoir le pouvoir de suspendre l'exercice de tous les droits et privilèges conférés aux membres de l'Organisation pour tout membre contre lequel auraient été prises des mesures préventives ou coercitives par le Conseil de Sécurité. L'exercice des droits et privilèges ainsi suspendu, pourrait être restitué par décision du Conseil de Sécurité. L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir sur recommandation du Conseil de Sécurité, d'exclure de l'Organisation tout membre qui persisterait à violer les principes de Charte.

6

4. L'Assemblée Générale devrait élire les membres non-permanents du Conseil de Sécurité et les membres du Conseil Economique et Social prévu au Chapitre IX. Elle devrait avoir le pouvoir de nommer, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, le Secrétaire Général de l'Organisation. Elle devrait exercer, en ce qui concerne la nomination des juges de la Cour de Justice Internationale, les fonctions qui pourraient lui être attribuées par le Statut de la Cour.

5. L'Assemblée Générale devrait répartir les frais de l'Organisation entre ses membres et devrait avoir le pouvoir d'approuver les budgets de l'Organisation.

6. L'Assemblée Générale devrait entreprendre des études et faire des recommandations destinées à promouvoir la coopération internationale dans les domaines politique, économique et social, et à régler les situations susceptibles de porter préjudice au bien-être général.

7. L'Assemblée Générale devrait faire des recommandations en vue de coordonner les activités d'organismes internationaux spécialisés, tels que les organismes économiques et sociaux, qui entreraient en relations avec l'Organisation en vertu d'accords conclus entre eux et l'Organisation.

8. L'Assemblée Générale devrait recevoir et examiner les rapports annuels ou spéciaux émanant du Conseil de Sécurité et d'autres organes de l'Organisation.

Section C - Vote

1. Chaque membre de l'Organisation devrait avoir une

voix à l'Assemblée Générale.

2. Les décisions importantes de l'Assemblée Générale, y compris les recommandations relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales, les décisions concernant l'élection des membres du Conseil de Sécurité, l'élection des membres du Conseil Economique et Social, l'admission de membres, la suspension de l'exercice des droits et privilèges des membres, l'exclusion de membres, enfin les questions d'ordre budgétaire, devraient être prises à la majorité des deux-tiers des membres présents et votants. Quant aux autres questions, y compris la détermination de celles devant faire l'objet d'un vote de l'Assemblée à la majorité des deux-tiers, les décisions devraient être prises à la majorité simple.

Section D - Procédure

1. L'Assemblée Générale devrait se réunir en sessions annuelles régulières, et chaque fois que les circonstances l'exigeraient en sessions spéciales.

2. L'Assemblée Générale devrait adopter ses propres règles de procédure et désigner son Président pour chaque session.

3. L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir d'instituer les organismes et offices qu'elle jugerait nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

Chapitre VI

LE CONSEIL DE SECURITE

Section A
COMPOSITION

Le Conseil de Sécurité devrait être composé de représentants de onze membres de l'Organisation, à raison d'un par membre. Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, de la République de Chine et, le moment venu, de la France, devraient avoir des sièges permanents. L'Assemblée Générale devrait désigner six Etats pour occuper les sièges non-permanents. Ces six Etats devraient être élus pour une période de deux ans, trois d'entre eux se retirant chaque année. Ils ne devraient pas être immédiatement rééligibles. A la première élection des membres non-permanents, trois devraient être choisis par l'Assemblée Générale pour une période d'un an, et trois pour une période de deux ans.

Section B
PRINCIPAUX POUVOIRS ET FONCTIONS

1. Afin de permettre à l'Organisation d'agir promptement et efficacement, les membres de l'Organisation devraient, dans la Charte, conférer au Conseil de Sécurité la responsabilité essentielle en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et convenir que, dans l'exercice des fonctions lui incombant de ce fait, le Conseil agit en leur nom.

2. En remplissant ces fonctions, le Conseil de Sécurité devrait agir conformément aux buts et principes de l'Organisation.

3. Les pouvoirs propres accordés au Conseil de Sécurité en vue de lui permettre de remplir ces fonctions sont exposés au Chapitre VIII.

4. Tous les membres de l'Organisation devraient s'engager à accepter les décisions du Conseil de Sécurité et à les exécuter conformément aux dispositions de la Charte.

5. Afin de favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales, en consacrant une proportion aussi faible que possible des ressources humaines et économiques aux armements, le Conseil de Sécurité, avec l'aide du Comité d'État-Major visé au Chapitre VIII, Section B, paragraphe 9, devrait être chargé d'élaborer des plans pour l'établissement d'un système de règlementation des armements, et de les soumettre aux membres de l'Organisation.

Section C
VOTE

(Ci-dessous le texte de la Section C proposé à la Conférence de Yalta)

1. Chaque membre du Conseil de Sécurité devrait avoir une voix.

2. Les décisions du Conseil de Sécurité sur les questions de procédure devraient être prises à la majorité de sept voix.

3. Les décisions du Conseil de Sécurité sur toutes les autres questions devraient être prises à la majorité de sept voix dont celles des membres permanents, sous cette réserve

10

que, pour les décisions visées au Chapitre VIII, Section A, et dans la deuxième phrase du paragraphe I du Chapitre VIII, Section C, une partie à un différend devrait s'abstenir de voter.

Section D
PROCÉDURE

1. Le Conseil de Sécurité devrait être organisé de manière à pouvoir fonctionner de façon continue, et chaque État membre du Conseil de Sécurité devrait avoir une représentation permanente au siège de l'Organisation. Il pourrait se réunir en tels autres lieux qu'il jugerait les plus propres à faciliter sa tâche. Des réunions auxquelles chaque État membre du Conseil de Sécurité pourrait, s'il le désirait, se faire représenter par un membre du gouvernement ou un autre représentant spécial, devraient avoir lieu périodiquement.

2. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir d'instituer les organismes ou offices qu'il juge nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions, y compris des sous-comités régionaux du Comité d'État-Major.

3. Le Conseil de Sécurité devrait adopter ses propres règles de procédure, y compris la manière de choisir son Président.

4. Tout membre de l'Organisation devrait participer à la discussion de toute question soumise au Conseil de Sécurité, chaque fois que le Conseil de Sécurité juge que les intérêts de ce membre de l'Organisation se trouvent particulièrement affectés.

5. Tout membre de l'Organisation qui n'est pas représenté au Conseil de Sécurité et tout État non-membre de l'Organisation, s'il est partie à un différend examiné par le Conseil de Sécurité, devrait être invité à participer à la discussion ayant trait à ce différend.

Chapitre VII

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

1. Il devrait exister une Cour Internationale de Justice, qui formerait l'organe judiciaire principal de l'Organisation.

2. La Cour devrait être constituée et devrait fonctionner conformément à un Statut qui devrait être annexé à la Charte de l'Organisation et en faire partie.

3. Le Statut de la Cour de Justice Internationale devrait être, soit (a) le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale, restant en vigueur avec les modifications qu'il semblerait utile d'y apporter, soit (b) un nouveau Statut, à la préparation duquel le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale devrait servir de base.

4. Tous les membres de l'Organisation devraient ipso facto être parties au Statut de la Cour Internationale de Justice.

5. Les conditions dans lesquelles les États non-membres de l'Organisation pourraient devenir parties au Statut de la Cour Internationale de Justice devraient, dans chaque cas, être determinees par l'Assemblée Générale, sur la recommandation du Conseil de Sécurité.

Chapitre VIII

ARRANGEMENTS POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES, Y COMPRIS LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DE L'AGRESSION

Section A
RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS

1. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir d'enquêter sur tout différend ou toute situation susceptible d'entraîner un désaccord entre nations ou d'engendrer un conflit, afin de déterminer si sa prolongation pourrait menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

2. Tout État, qu'il soit ou non membre de l'Organisation, pourrait attirer l'attention de l'Assemblée Générale ou du Conseil de Sécurité sur un différend ou une situation de ce genre.

3. Les parties à un différend dont la prolongation semble devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales devraient s'engager, avant tout, à en rechercher la solution par la négociation, la médiation, la conciliation, l'arbitrage ou le règlement judiciaire, ou autres moyens pacifiques de leur choix. Le Conseil de Sécurité devrait enjoindre aux Parties de régler leur différend par de tels moyens.

4. Si, toutefois, les États séparés par un différend de la catégorie visée au paragraphe 3 ci-dessus ne réussissaient pas à le régler par les moyens indiqués dans ce paragraphe, ils devraient s'engager à le soumettre au Conseil de Sécurité.

Le Conseil de Sécurité devrait, dans chaque cas, décider si la prolongation du différend en question est ou n'est pas, en fait, susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et, par conséquent, si le Conseil de Sécurité doit intervenir dans ce différend, et, le cas échéant, s'il doit agir selon le paragraphe 5.

5. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir, à n'importe quel moment de l'évolution d'un différend tel que celui visé au paragraphe 3 ci-dessus, de recommander les procédures ou méthodes de règlement appropriées.

6. Les différends juridiques devraient, d'une manière générale, être soumis à la Cour Internationale de Justice. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir de porter devant la Cour, pour avis, les questions de droit que soulèveraient d'autres différends.

7. Les dispositions des paragraphes 1 et 6 de la Section A ne devraient pas être applicables aux situations ou différends nés de questions que le droit international laisse à la compétence nationale exclusive de l'État intéressé.

Section B
DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE DE MENACES À LA PAIX OU D'ACTES D'AGRESSION ET MESURES À PRENDRE À CE SUJET.

1. Au cas où un différend ne serait pas résolu, conformément aux procédures indiquées dans le paragraphe 3 de la Section A, ou conformément aux recommandations faites selon le paragraphe 5 de la Section A par le Conseil de Sécurité,

14

celui-ci, s'il juge que la situation ainsi créée présente un danger pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, devrait prendre toutes mesures nécessaires à ce maintien, en conformité avec les buts et principes de l'Organisation.

2. D'une manière générale, le Conseil de Sécurité devrait déterminer s'il y a danger pour la paix, rupture de la paix, ou acte d'agression, et devrait faire des recommandations ou décider des mesures à prendre en vue de maintenir ou de rétablir la paix et la securité.

3. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir de déterminer les mesures diplomatiques, économiques ou autres, ne comportant pas le recours à la force armée, qui devraient être prises pour rendre ses decisions efficaces, et de prescrire aux membres de l'Organisation d'appliquer ces mesures. Ces mesures peuvent comporter l'interruption totale ou partielle, des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radio-télégraphiques ou autres, et la rupture des relations diplomatiques et economiques.

4. Si le Conseil de Sécurité estimait ces mesures inadéquates, il devrait avoir le pouvoir d'entreprendre telles opérations aériennes, navales ou terrestres, qui pourraient être nécessaires au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales. Ces opérations pourraient comprendre des actions de forces telles que des démonstrations et blocus, aériennes, navales ou terrestres, menées par des membres de l'Organisation.

5. Afin que tous les membres de l'Organisation puissent contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales, chacun des membres de l'Organisation devrait s'engager à mettre à la disposition du Conseil de Sécurité, à la demande de celui-ci et conformément à l'accord spécial ou aux accords qu'ils auraient pu conclure entre eux, les forces armées, les facilités et l'aide nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cet accord ou ces accords devraient fixer le nombre et la nature de ces forces, ainsi que le genre de facilités et d'aide à fournir. Un tel ou de tels accords devraient être négociés aussitôt que possible, et devraient, dans chaque cas, être soumis à l'approbation du Conseil de Sécurité et à la ratification des États signataires, selon leurs procédures constitutionnelles.

6. Afin de permettre à l'Organisation de prendre d'urgence des mesures d'ordre militaire, des contingents aériens nationaux devraient être tenus, par ses membres, à la disposition immédiate de l'Organisation en vue d'une action de coercition internationale combinée. La puissance et le degré de préparation de ces contingents et les plans prévoyant cette action combinée devraient être fixés par le Conseil de Sécurité, avec l'aide du Comité d'État-Major, dans les limites prescrites par l'accord spécial ou les accords spéciaux visés au paragraphe 5 ci-dessus.

16

7. Les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil de Sécurité en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales devraient être prises par tous les membres de l'Organisation agissant de concert ou par certains d'entre eux, selon l'appréciation du Conseil de Sécurité. Pour l'application de ces mesures, les membres de l'Organisation agiraient de leur propre chef et par l'intermédiaire des organismes spécialisés et offices appropriés dont ils sont membres.

8. Des plans pour l'emploi de la force armée devraient être élaborés par le Conseil de Sécurité, avec l'aide du Comité d'État-Major visé au paragraphe 9 ci-dessous.

9. Il serait constitué un Comité d'État-Major, dont les attributions seraient de conseiller et d'assister le Conseil de Sécurité pour tout ce qui concerne les besoins d'ordre militaire du Conseil en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales, pour l'emploi et le commandement des forces mises à sa disposition pour la réglementation des armements, et le désarmement éventuel. Il devrait être responsable, sous l'autorité du Conseil de Sécurité, de la direction stratégique de toutes les forces armées mises à la disposition du Conseil de Sécurité. Le Comité serait composé des Chefs d'État-Major des États membres permanents du Conseil de Sécurité ou de leurs représentants. Tout membre de l'Organisation qui n'aurait pas de représentation permanente au Comité devrait être invité par le Comité à s'associer à lui lorsque la bonne exécution des travaux du Comité exigerait

une telle participation. Ensuite de quoi devraient être mises au point les questions relatives au commandement des forces.

10. Les membres de l'Organisation devraient se prêter une assistance mutuelle pour l'application des mesures décidées par le Conseil de Sécurité.

11. Un Etat, membre ou non de l'Organisation, qui se trouverait en présence de problèmes économiques spéciaux résultant de l'application de mesures adoptées par le Conseil de Sécurité, devrait avoir le droit de consulter ledit Conseil pour la solution de ces problèmes

Section C
ARRANGEMENTS REGIONAUX

1. Rien dans la Charte ne devrait s'opposer à l'existence d'arrangements ou d'organismes régionaux pour traiter des questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales qui peuvent faire l'objet d'une action de caractère régional, à condition que ces arrangements ou organismes et leurs activités soient compatibles avec les buts et les principes de l'Organisation. Le Conseil de Sécurité devrait encourager le règlement des différends de caractère local par l'intermédiaire de ces arrangements régionaux ou par ces organismes régionaux, soit sur l'initiative des Etats intéressés, soit à la suggestion du Conseil de Sécurité.

2. Le Conseil de Sécurité devrait, chaque fois qu'il convient, faire usage de ces arrangements ou organismes en vue

18

de l'application, sous son autorité, de mesures coercitives, mais aucune mesure coercitive ne devrait être appliquée en vertu d'arrangements régionaux ou par des organismes régionaux sans l'autorisation du Conseil de Sécurité.

3. Le Conseil de Sécurité devrait en tout temps être tenu pleinement au courant des activités entreprises ou envisagées en vertu d'arrangements régionaux ou par des organismes régionaux, en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales.

Chapitre IX

DISPOSITIONS RELATIVES A LA COOPERATION ECONOMIQUE ET SOCIALE SUR LE PLAN INTERNATIONAL.

Section A
BUT ET RELATIONS

1. En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires au maintien de relations amicales et pacifiques entre Nations, l'Organisation devrait faciliter la solution des problèmes humanitaires internationaux d'ordre économique, social et autre, et promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'Assemblée Générale et, sous son autorité, un Conseil Economique et Social, devraient être chargés de l'accomplissement de cette fonction.

2. Les différentes organisations et les offices spécialisés de caractère économique, social et autre, auraient, dans leurs domaines respectifs, des responsabilités spécifiées par leur règlement. Des relations devraient être établies entre l'Organisation et tous organismes et offices de cette nature

dans des conditions qui seraient définies par un accord entre le Conseil Economique et Social et les autorités compétentes de l'organisation spécialisée ou office, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale

Section B
COMPOSITION ET VOTE

Le Conseil Economique et Social devrait être composé de représentants de dix-huit membres de l'Organisation. Les Etats destinés à être ainsi représentés devraient être élus par l'Assemblée Générale pour une période de trois ans. Chacun de ces Etats aurait un représentant disposant d'une voix: Les décisions du Conseil Economique et Social devraient être prises à la simple majorité des représentants présents et votants.

Section C
FONCTIONS ET POUVOIRS
DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

1. Le Conseil Economique et Social devrait avoir le pouvoir :

(a) de mettre à exécution dans la limite de ses fonctions les recommandations de l'Assemblée Générale;

(b) de faire des recommandations, sur sa propre initiative, sur des questions humanitaires internationales d'ordre économique, social et autre;

(c) de recevoir et mettre à l'étude les rapports des organismes et offices de caractère économique, social ou autre, mis en relation avec l'Organisation, et de coordonner leurs activités par le moyen de consultations avec ces organismes ou offices, et de

recommandations à eux adressées;

(d) d'examiner les budgets administratifs de ces organismes spécialisés ou offices en vue de leur faire des recommandations;

(e) de mettre le Secrétaire Général à même de fournir des renseignements au Conseil de Sécurité;

(f) d'aider le Conseil de Sécurité, sur la demande de celui-ci; et

(g) de remplir toutes autres fonctions, dans les limites générales de sa compétence, qui pourraient lui être assignées par l'Assemblée Générale.

Section D
ORGANISATION ET PROCEDURE

1. Le Conseil Economique et Social devrait instituer une Commission Economique, une Commission Sociale et toute autre Commission qu'il jugerait nécessaire d'établir. Ces Commissions devraient être composées d'experts. Il devrait y avoir un personnel permanent qui ferait partie du Secrétariat de l'Organisation.

2. Le Conseil Economique et Social devrait prendre toutes dispositions utiles pour que les représentants des organisations spécialisées ou offices puissent participer, sans voter, à ses délibérations et à celles des Commissions instituées par lui.

3. Le Conseil Economique et Social devrait adopter ses propres règles de procédure et la méthode selon laquelle il choisira son Président.

Chapitre X

SECRETARIAT

1. Il devrait y avoir un Secrétariat composé d'un Secrétaire Général et du personnel nécessaire. Le Secrétaire Général devrait être le principal fonctionnaire administratif de l'Organisation. Il devrait être élu par l'Assemblée Générale, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, pour une période et aux conditions déterminées par la Charte.

2. Le Secrétaire Général devrait participer, en cette qualité, à toutes les réunions de l'Assemblée Générale, du Conseil de Sécurité et du Conseil Economique et Social, et devrait présenter à l'Assemblée Générale un rapport annuel sur les travaux de l'Organisation.

3. Le Secretaire Général devrait avoir le droit d'attirer l'attention du Conseil de Sécurité sur tout ce qui lui semblerait pouvoir menacer la paix et la sécurité internationales.

Chapitre XI

AMENDEMENTS

Les amendements devraient entrer en vigueur, à l'égard de tous les membres de l'Organisation, après adoption par un vote des deux tiers des membres de l'Assemblée Générale, et ratification par les membres de l'Organisation ayant un siège permanent au Conseil de Sécurité et par une majorité

des autres membres de l'Organisation, selon leurs procédures constitutionnelles respectives.

Chapître XII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

1. En attendant l'entrée en vigueur de l'accord spécial ou des accords spéciaux dont il est question au Chapître VIII, Section B, paragraphe 5, et conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la Déclaration des Quatre Nations, signée à Moscou le 30 octobre 1943, les Etats parties à cette Déclaration devraient se consulter entre eux et, s'il y a lieu, avec d'autres membres de l'Organisation, en vue de telle action commune au nom de l'Organisation, qui pourrait être nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

2. Aucune disposition de la Charte ne devrait faire obstacle aux mesures prises ou autorisées, vis-à-vis des Etats ennemis et comme suite à la présente guerre, par les Gouvernements responsables de ces mesures.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 1 (FRENCH)
G/1 (a)
May 2, 1945

GENERAL

PROPOSITIONS COMPLEMENTAIRES DE LA CHINE SUR LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

Les quatre gouvernements à l'invitation desquels se tient à San Francisco la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation Internationale, ont décidé d'appuyer les propositions suivantes qui ont été présentées par le gouvernement de la Chine:

" 1. La Charte devrait contenir des dispositions prévoyant spécifiquement que les ajustements et les règlements de litiges internationaux seront réalisés en accord avec les principes de la justice et du droit international.

" 2. L'Assemblée devrait être chargée d'engager les recherches et de faire les recommandations nécessaires pour tout ce qui intéresse le développement et la revision des règles et principes du droit international.

" 3. Le Conseil Economique et Social devrait prendre des dispositions pour le développement de l'Instruction et pour toute autre forme de coopération culturelle."

Ces propositions furent avancées au cours de la période des consultations Chinoises, l'automne dernier, à Dumbarton Oaks, et elles furent acceptées à l'époque par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Chine. Après avoir été étudiées par le gouvernement Soviétique, celui-ci s'est maintenant déclaré d'accord pour appuyer la présentation de ces propositions à la Conférence de San Francisco.

The United Nations Conference on International Organization

Doc.2 (FRENCH)
G/7(a)
May 2,1945

GENERAL

Le 28 Septembre 1944

URUGUAY (TRADUCTION)

AMBASSADE DE L'URUGUAY
WASHINGTON, D.C.

POSITION DU GOUVERNEMENT DE L'URUGUAY A L'EGARD DES PROJETS D'UNE ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE DU MONDE

I

Le Gouvernement de l'Uruguay se rallie à l'opinion qui a été exprimée sur la nécessité d'établir une Organisation internationale réunissant tous les pays qui désirent la paix et la sécurité, afin de permettre de réaliser, par la coopération internationale, les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires au maintien de relations pacifiques et amicales des nations.

Il estime que la Société des Nations, créée à la fin du dernier conflit mondial, offre une base qui pourrait être utilisée à cet effet; il pense également qu'il y aurait quelque avantage à conserver une institution qui, dans la mesure de ses possibilités, a rendu des services importants à l'entente et à la paix mondiales. Il suffirait, à son avis, d'y apporter les réformes de structure nécessaires pour permettre à la Société des Nations, dont l'esprit et l'idéal ont toujours rencontré l'appui constant de l'Uruguay, de remplir efficacement la tâche susmentionnée.

Si cette opinion n'a pas gain de cause, l'Uruguay, en raison des circonstances, accepterait une nouvelle Société des Nations qui, par son influence et ses interventions, pourrait constituer une garantie positive de paix et de sécurité internationales.

II

Le Gouvernement de l'Uruguay voudrait que la Nouvelle Société des Nations--sion décide de l'organiser d'une manière effective--

représentât par rapport à la Société instituée par le Traité de Versailles un véritable progrès et une amélioration marquée; il déclare dès à présent qu'il s'opposera à toute mesure quiconstituerait une regression par rapport à l'ancienne Société des Nations.

En conséquence, il désire que cette Organisation internationale consolide et améliore les garanties de sécurité et de paix, renforce les moyens destinés à prévenir la guerre et à empêcher l'agression, perfectionne les procédures judiciaires arbitrales pour le règlement pacifique des différends et litiges internationaux, transforme le monde en une seule unité juridique et, d'une façon générale, développe la coopération économique, politique et intellectuelle entre les pays.

D'autre part, l'Uruguay désire que l'idéal de liberté, de justice et de droit qui a inspiré la lutte victorieuse des Nations Unis contre l'Axe prédomine dans la constitution, le plan de travail et l'autorité de l'Organisation internationale, pour assurer definitivement le respect de la dignité humaine, le règne du droit dans les relations entre les peuples, la disparition des doctrines raciales et la répudiation de la force.

III

Le Gouvernement de l'Uruguay soutiendrait un projet qui instituerait au sein de la Société des Nations une Assemblée représentative ou tout autre organe pleinement capable de développer et de faciliter la coopération internationale, étant entendu que toutes les nations associées seraient représentées et jouiraient en son sein de la même situation juridique et d'une égalité absolue.

IV

De même, il serait désirable de créer un Conseil ou organe exécutif de la Société des Nations.

En ce qui concerne la composition de ce Conseil, l'Uruguay réaffirme, conformément aux règles constantes des traditions diplomatiques, son idéal d'une organisation entièrement démocratique de la société internationale, dans laquelle il n'y aurait pas de différence de prérogatives et de traitement entre les membres, et dont l'organe directeur serait composé de membres, désignés par l'Assemblée, jouissant de droits identiques.

En raison des circonstances actuelles, le Gouvernement Uruguayen accepterait, mais à titre provisoire seulement, que les quatre nations qui ont supporté le plus grand poids de la guerre--les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume Uni, la Russie et la Chine-- se

se réservent des sièges dans le Conseil de la Société des Nations, en raison de la contribution militaire, économique et morale qu'ils ont apportée à la victoire sur l'Axe, et de leurs responsabilités et de leurs devoirs dans le maintiende la paix et dans l'établissement d'un ordre juridique mondial.

Il envisagerait avec la sympathie la plus vive, l'adjonction de la France aux quatre membres permanents du Conseil, en hommage aux services qu'elle a rendus à la cause du droit et de la liberté, à son rôle spirituel, à sa haute culture, dont le rayonnement s'est étendu à tous les peuples civilisés et, particulièrement aux peuples de l'Amérique dès le début même de leur lutte pour leur indépendance.

De même, il se ralliera à toute proposition qui tiendrait compte dans la composition du Conseil, tel qu'il a été défini plus haut, des nations de l'Amérique latine unies dans leur idéal d'organisation internationale.

V

Le Gouvernement de l'Uruguay est d'avis, en outre, qu'il importerait de prévoir dansl'organisation du Conseil, des dispositions précises garantissant effectivement les droits, les désirs et les opinions des nations qui ne seront pas représentées dans cet organisme et, en particulier, des petites nations.

Parmi ces mesures possibles, on peut envisager, par exemple la fixation de majorités spéciales lorsqu'il s'agira d'adopter des décisions d'une importance fondamentale, la reconnaissance du droit pour lespays qui ne seront pas représentés au Conseil mais qui seront soit touchés par ces décisions, soit intéressés à celles-ci, de participer aux délibérations et d'exprimer leur avis sans pourtant jouir du droit de vote; la détermination des pouvoirs des pays élus par l'Assemblée pour constituer l'organe exécutif et la fixation de leur nombre afin d'éviter toute situation qui porterait atteinte aux droits et à la souveraineté des petits Etats.

VI

Le Gouvernement del'Uruguay juge désirable la constitution d'une Cour Internationale de Justice, qui connaîtrait tous les différends de caractère international, sans aucune exception, soumis à son examen.

Il devra donc être stipulé que tout différend, conflit ou litige entre nations, quels qu'en soient la nature, devra obligatoirement être soumis à la Cour de Justice Internationale, si la question n'a pu être résolue d'abord à l'amiable ou par une procédure d'arbitrage.

Cette opinion fondée sur la conviction que tous les litiges internationaux peuvent être règlés par des moyens de droit et sur

la crainte qu'une distinction entre différends d'ordre juridique et différends d'ordre politique, et l'exclusion de ces derniers de la compétence de la Cour Internationale de Justice, ne provoque à nouveau l'intervention de la force dans les conflits entre nations. Si nous admettions cette distinction et cette exclusion, il n'y aurait pas de progrès sensibles sur l'institution similaire créée par le Traité de Versailles (Articles 13 et 14).

VII

Le Gouvernement de l'Uruguay n'est pas favorable à la création d'un super-Etat disposant de ses propres forces de police et d'autres éléments de puissance coercitive.

Mais il estime opportun de rechercher des arrangements efficaces présentant toutes les garanties nécessaires et en vertu desquels les nations maintiendraient dans la mesure de leurs moyens des forces armées suffisantes pour prévenir la guerre, le cas échéant, et en rendre impossible la préparation délibérée; ces forces armées devraient à tout moment être disponibles en vue d'une action commune. Ces forces, composées d'éléments de toutes les nations associées, conformément aux possibilités de chacune d'elles, seraient à la disposition de l'Organisation internationale pour maintenir la paix et châtier les pays qui transgresseraient la loi et prépareraient la guerre. On remédierait ainsi à l'ineffifacité des instruments prévus jusqu'à présent à cet effet.

VIII

En ce qui concerne le paragraphe précédent, le Gouvernement uruguayen, tout en restant attaché au principe de la non-intervention affirmée dans les conventions pan-américaines, estime que la liberté d'un pays ne saurait aller jusqu'à un point incompatible avec la coexistence paisible et assurée des autres membres de la communauté internationale; dans le cas où un Etat quelconque menacerait cette coexistence pacifique, l'intervention collective des autres Etats serait justifiée, dans le seul but de maintenir la paix.

Le moment, les modalités et le degré de cette intervention collective devraient être déterminés par l'Organisation internationale.

IX

Le Gouvernement uruguayen désire que l'on formule une garantie expresse de la vie et de l'indépendance des nations; que l'on reconnaisse formellement l'obligation pour les nations associées de l'Organisation internationale de maintenir au besoin par laforce, l'intégrité des droits et des frontières des pays menacés ou attaqués. En cas de menace ou d'attaque contre une des nations associées, l'Organisation internationale imposera le recours à l'un des moyens pacifiques de règlement des conflits et, en cas d'échec de cette procédure, défendra la nation attaquée avec les forces armées dont elle dispose, et châtiera l'agresseur. Le Gouvernement uruguayen déclare dès maintenant qu'il proposera en temps voulu les mesures tendant à mettre cette idée en pratique.

-X-

Le Gouvernement uruguayen estime, en ce qui concerne le système inter-américain, que l'Organisation mondiale devrait avoir une souplesse suffisante pour admettre les organismes régionaux, parmi lesquels figurerait celui des peuples américains.

Toutefois, il subordonne l'existence d'organismes régionaux, tel que celui qui lie les pays américains aux conditions suivantes: ces organismes devraient venir en complément de l'Organisation mondiale, agir dans leur propre sphère, accepter et appliquer les décisions de l'Organisation, n'opposer en aucun cas un continent ou une région à d'autres continents ou régions et ne constituer d'aucune façon une source d'isolationisme ou une cause de séparation des nations qui les composent avec les autres nations du monde.

Afin d'assurer le bon fonctionnement de la communauté mondiale des nations dans ses rapports avec les organismes régionaux, le Gouvernement uruguayen estime opportun d'adopter les principes suivants:

a) Les systèmes juridiques de l'Organisation mondiale et des organismes régionaux ne devraient ni s'exclure ni se remplacer mais être combinés et coordonnés en vue de consolider le règne du droit.

b) Les pays faisant partie d'un organisme régional pourront avoir recours à la juridiction del'Organisation mondiale et participer aux garanties légales, aux plans de sécurité et aux systémes de coopération de la Société des Nations.

Sous cette forme, le panaméricanisme ne serait pas incompatible avec la communauté mondiale.

XI

Le Gouvernement uruguayen est d'avis que le Panaméricanisme rendra des services utiles dans la période d'après-guerre; c'est pourquoi il estime, qu'en vue d'assurer et d'accroître le bon rendement de ce système, il conviendrait de confirmer les résultats obtenus au cours des récentes conférences panaméricaines, de fixer de façon complète sa structure légale et d'éviter la constitution, parmi ses membres, de blocs particuliers susceptibles de conspirer contre l'union nécessaire et d'être une source de dissensions et de rivalités pleines de dangers.

XII

Le Gouvernement de l'Uruguay est d'avis que l'Organisation Mondiale devra défendre le système de sécurité collective non seulement avec les moyens matériels et les forces armées dont disposent les nations, chacune selon ses capacités, mais aussi par l'éviction des pays qui professeront des doctrines d'agression et de guerre; qui enfreindront les principes du droit, de la justice et de la liberté et qui, de ce fait, seront susceptibles de saper, de troubler

et de détruire l'ordre mondial de paix par le droit. La démocratie est, selon son opinion, la plus ferme et la plus haute garantie de la coexistence pacifique des peuples; et en la démocratisation de la société internationale, il verrait le système le plus parfait pour le maintien de la paix et de la sécurité.

La mise en pratique de cette mesure serait sujette à des objections et des difficultés; même, appliquée de façon abusive dans l'avenir, elle pourrait dégénérer en une forme d'intervention indirecte de certains peuples dans les affaires des autres, les premiers exigeant des seconds, par exemple, l'élection d'un gouvernement déterminé.

Par conséquent, notre gouvernement est d'avis que l'Organisation Mondiale devrait exiger de ses membres, avant leur admission, non pas telle ou telle forme de gouvernement, mais--au nom de son idéal et des intérêts des peuples épris de paix-- un respect sincère des libertés essentielles, inhérentes à la personne humaine,

Dans l'atmosphère politique et morale des régimes qui reconnaissent le droit à la critique, et la liberté de pensée et de religion, qui permettent à l'individu de connaître les réalités du monde et les événements dans leur vérité, qui n'étouffent pas les consciences par la misère et la terreur, il serait à peu près impossible aux autocraties qui se seraient emparés du pouvoir de conduire impunément les peuples vers les ruines et les souffrances d'une autre guerre.

-XIII-

Le Gouvernement de l'Uruguay estime, également, que la paix ne doit pas être considérée comme une fin en soi, mais comme un point de départ, un moyen et un instrument pour parvenir à l'amélioration des conditions économiques et spirituelles de la vie des peuples et des hommes. C'est pour cela qu'il juge utile et même nécessaire de donner aux principes de la Charte de l'Atlantique une application pratique; il faut chercher le moyen de faire disparaître outout au moins d'atténuer les nationalismes économiques et les doctrines protectionistes qui bouleversent le commerce mondial, et s'efforcer d'organiser la coopération et les échanges entre les peuples.

-XIV-

Conformément à ces buts élevés, le Gouvernement de l'Uruguay a décidé, par un décret daté du 26 Juillet 1944, que: "Dans toutes les réunions internationales où sont étudiés et élucidés les problèmes relatifs à la législation internationale du travail et à l'organisation économique, juridique et sociale du monde d'après-guerre, les délégués de la République resteront fidèles au principe que--afin de contribuer à l'amélioration de la situation économique et spirituelle des peuples, d'empêcher les troubles provoqués par la pratique du "dumping" dans le commerce international et pour hâter l'adoption

d'une législation du travail fondée sur un idéal d'équilibre et de justice-- les Gouvernements et les peuples devraient donner la préférence, dans leurs échanges internationaux, aux produits et marchandises des pays qui appliquent les principes juridiques et éthiques de la protection des travailleurs contre l'exploitation par l'Etat ou par les individus; ils devraient refuser les marchandises et produits venant des pays qui abaissent leurs prix de revient aux dépens des droits, de la santé et de la liberté des masses ouvrières; et ne pas conclure d'accords commerciaux avec les pays qui conservent un système d'organisation du travail dans lequel la personne humaine se voit opprimée."

****

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (Spanish)
G/7 (a)

GENERAL

URUGUAY
September 28, 1944

LA POSICION DEL GOBJERNO DEL URUGUAY RESPECTO A LOS PLANES DE ORGANIZACION INTERNACIONAL DE POST-GUERRA PARA EL MANTENIMIENTO DE LA PAZ Y SEGURIDAD EN EL MUNDO

I

El Gobierno Uruguayo sustenta la opinión de que es necesario establecer una organización internacional que comprenda a todos los países amantes de la paz y la seguridad, y cuyo fin sería facilitar la creación, mediante la cooperación internacional, de condiciones de estabilidad y bienestar necesarios para las relaciones pacíficas y amistosas entre las naciones.

Opina que la Sociedad de las Naciones creada inmediatamente después de la pasada conflagración mundial, ofrece una base aprovechable para realizar aquellos propósitos; y piensa, asimismo, que quizás fuera ventajoso conservar una institución que ha prestado en la medida de sus posibilidades, importantes servicios a la paz y a la cooperación universales. Bastaría, a su juicio, introducir en su estructura las reformas que se estimasen convenientes, para que la Sociedad de las Naciones, - a cuyo espíritu y a cuyos ideales el Uruguay ha guardado indeclinable lealtad, - pudiese cumplir amplia y satisfactoriamente la finalidad mencionada.

Si tal criterio no hiciese camino, admitiría, en razón de las circunstancias actuales, la organización de una nueva Sociedad de las Naciones, que constituyera, por su eficacia y su influencia benoficiosas, la garantía positiva de la paz y la seguridad internacionales.

II

El Gobierno Uruguayo aspira a que la nueva Sociedad de las Naciones - en caso de optarse por la solución de organizarla efectivamente - represente un progreso y un desarrollo perfectivo respecto a la instituída por el Pacto de Versalles; y adelanta, desde ahora, que expresaría su oposición a cuanto pudiese significar un retroceso con relación a aquel sistema.

En tal posición, desea que la organización internacional consolide y mejore las garantías de la seguridad y de la paz, fortalezca los instrumentos de prevención de la guerra y represión de las agresiones, perfeccione los procedimientos judiciales o arbitrales de arreglo pacífico de los diferendos y conflictos entre los Estados, convierta al mundo en una unidad de derecho y estimule y promueva, ampliamente, la cooperación económica, política y espiritual de los países.

A la vez, desea que los ideales de libertad, justicia. y derecho que han orientado la lucha victoriosa contra el Eje, prevalezcan en el sistema, el programa y la obra de la organización internacional, consolidando definitivamente el respeto a la dignidad de la persona humana, el imperio de las normas jurídicas en las relaciones de los pueblos, el rechazo de las doctrinas de preeminencia racial y el repudio a la fuerza.

III

El gobierno Uruguayo prestaría su apoyo a un plan para instituir en la Sociedad de las Naciones una Asamblea o cuerpo plenamente representativo, con amplia responsabilidad para promover y facilitar la cooperación internacional, en el concepto de que todas las naciones asociadas estarán representadas y actuarán en su seno con la misma categoría jurídica y en plano de perfecta igualdad.

IV

Asimismo se considera conveniente la creación de un Consejo u organismo ejecutivo de la Sociedad de las Naciones.

En cuanto a su integración, reafirma, de acuerdo con las normas constantes de la tradición diplomática Uruguaya, el ideal de una organización plenamente democrática de la sociedad internacional, en la que no hayan diferencias de prerrogativas y tratamientos entre sus miembros, y a cuya dirección puedan

ingresar los asociados, por designación de la Asamblea, con idénticos derechos.

Frente a las circunstancias presentes, aceptaría, pero con carácter transitorio, que las cuatro naciones que han soportado el mayor peso de esta guerra - Estados Unidos, el Reino Unido, Rusia y China - se les asegure puestos en el Consejo de la Sociedad de las Naciones, en atención a los tributos militares, económicos y morales que han prestado a la victoria sobre el Eje y a sus responsabilidades y deberes en las tareas de consolidación de la paz y creación de un orden jurídico mundial.

Consideraría con la más viva simpatía la inclusión de Francia en el número de los integrantes permanentes del Consejo, como homenaje a sus servicios a la causa de la libertad y del derecho, a su significación espiritual y a su jerarquía de cultura, irradiada a todos los pueblos civilizados, y, especialmente, a los americanos, desde los orígenes mismos de sus luchas emancipadoras.

De igual modo, apoyaría toda tendencia que tuviese en cuenta en la integración del Consejo, con el carácter indicado, a las naciones de la América Latina, solidarizadas con los ideales inspiradores de la organización internacional.

El Gobierno Uruguayo entiende, además, que sería conveniente establecer en la organización del Consejo, disposiciones precisas que constituyesen la garantía eficaz de los derechos, el pensamiento y la voluntad de las naciones no representadas en el organismo, y, particularmente, de los Estados menos fuertes.

Entre las medidas posibles, debería preverse que se requieran mayorías especiales para adoptar resoluciones de importancia y trascendencia, se acuerde a las naciones no representadas en el Consejo, pero afectadas por sus decisiones o interesadas en ellas, el derecho de intervenir en sus deliberaciones, con voz y sin voto; se determine las facultades de las naciones que serán elegidas por la Asamblea para integrar el organismo ejecutivo y se fije el número de las mismas para evitar cualesquiera contingencias contrarias a los derechos y la personalidad de los países pequeños.

VI

El Gobierno Uruguayo considera conveniente la constitución de una Corte Internacional de Justicia, la que

debería entender en todos los diferendos de carácter internacional, sin excepción alguna, que sean sometidos a su consideración.

A este fin, estima que debería establecerse que toda diferencia, oposición o conflicto entre naciones, cualquiera sea su carácter, debe ser sometido obligatoriamente a la Corte Internacional de Justicia, si antes no hubiera sido solucionado por medios amistosos o procedimientos arbitrales.

La tesis se fundamenta en la seguridad de que todos los diferendos internacionales son materia de solución por el derecho, y en el temor de que la distinción entre disputas jurídicas y disputas políticas, así como la exclusión de las últimas de la competencia de la Corte Internacional de Justicia, pudiesen rehabilitar la intervención de la fuerza en los conflictos de los pueblos.

Si se cayese en la distinción y en la exclusión indicadas, no se avanzaría sensiblemente con respecto al institutosimilar creado por el Pacto de Versalles (Artículos 13 y 14).

VII

El Gobierno Uruguayo no participa de la idea de crear un super-estado con sus propias fuerzas policiales y otros atributos de poder coercitivo, para el cual no considera preparados, ni dispuestos, a los pueblos en las circunstancias presentes.

Pero juzga conveniente, con todas las garantías exigibles y necesarias, buscar arreglos eficaces mediante los cuales las naciones mantendrían, en relación con su capacidad, fuerzas adecuadas para hacer frente a la necesidad de impedir la guerra y de hacer imposible la preparación deliberada para la guerra, y tendrían las tales fuerzas disponibles para una acción conjunta cuando fuere necesario.

Esas fuerzas militares, integradas por todos los asociados, de acuerdo con las posibilidades de cada uno, estarían a disposición de la organización internacional, para mantener la paz y sancionar a los violadores del derecho y a los organizadores de la guerra. Se evitaría, de tal modo, la inocuidad de los instrumentos utilizados hasta la fecha con el fin indicado.

VIII

Con referencia al punto anterior, el Gobierno Uruguayo, si bien manteniendo firme su adhesión al principio de no intervención consagrado en las Convenciones Panamericanas, considera que la libertad de un país no puede extenderse hasta un límite incompatible con la convivencia pacífica y segura de los otros integrantes de la comunidad internacional, y que, en el caso de que algun Estado atentase contra esa convivencia pacífica y segura de los demás, se justificaría la colectiva intervención de las naciones a los efectos exclusivos de mantener la paz.

La oportunidad, el modo y el grado de la intervención colectiva, tendrían que ser determinados por la organización internacional.

IX

El Gobierno Uruguayo desea que se consagre, de modo expreso, la garantía de la independencia y la subsistencia de las naciones, estableciéndose categoricamente para los asociados de la organización internacional, la obligación de sostener, aun con las armas, la integridad de los derechos y las fronteras de los países amenazados o agredidos. En caso de amenaza o de ataque a una nación asociada, la organización internacional impondría el recurso a uno de los modos pacíficos de solución de los conflictos, y, en su defecto, defendería al país agredido con las fuerzas armadas a su disposición, sancionando debidamente al agresor. El Gobierno Uruguayo anuncia, desde ahora, que oportunamente iniciará las gestiones para llevar adelante esta idea.

X

En cuanto al sistema interamericano, el Gobierno Uruguayo considera que la organización universal podría tener la suficiente flexibilidad como para admitir organizaciones regionales entre las cuales se comprendería la de los pueblos americanos.

Pero, condiciona la existencia de los sistemas regionales, como el interamericano, a que sean complementarios de la organización universal, actúen dentro de su misma órbita, acepten y cumplan sus decisiones, no puedan producir en ningún caso la oposición de un Continente o una región u otros continentes o regiones, y no representen de ninguna

manera el aislamiento o la desconexión de las naciones que los integran con respecto a las otras naciones del mundo.

A fin de asegurar el conveniente funcionamiento de la comunidad mundial de naciones en su coexistencia con los sistemas regionales, el Gobierno Uruguayo estima deseable que se establecieran las siguientes bases:

a) Los sistemas jurídicos de la organización mundial y las organizaciones regionales, no deben excluirse o sustituirse, sino articularse y coordinarse, pero fortaleciendo el imperio del derecho.

b) Los países que integren un sistema regional, podrán dirigirse a las jurisdicciones de la organización mundial, y participarán de las garantías jurídicas, los planes de seguridad y los sistemas de cooperación de la Sociedad de las Naciones.

En tal forma, el panamericanismo no sería incompatible con la comunidad mundial.

XI

El Gobierno Uruguayo es de opinión que el panamericanismo rendirá resultado fecundo en la post-guerra, y estima conveniente, a los efectos de asegurar y acrecentar su mejor eficacia, que se mantengan las conquistas alcanzadas en las últimas Conferencias Panamericanas, se establezca su completa estructura jurídica, y se impida en su seno la formación de bloques particulares que conspirarían contra la unidad necesaria y serían fuente y foco de inevitables y peligrosas desavenencias y rivalidades.

XII

Cree el Gobierno Uruguayo que la organización mundial tendría que apoyar el sistema de la seguridad colectiva, no sólo en la base material indispensable de la fuerza armada integrada por todos los asociados según su capacidad, sino en la base política y el fundamento espiritual, de no admitir la incorporación de naciones que profesan doctrinas de agresión y de guerra; trasgredan los principios

del derecho, la justicia y la libertad; y estén predispuesta, por ello mismo, a socavar a remover o a destruír el orden de la paz jurídica del mundo.

La democracia es, a su juicio, la más sólida y alta garantía de la convivencia pacífica de los pueblos; y en la democratización de la sociedad internacional, reconocería el sistema más perfecto para el mantenimiento de la paz y la seguridad.

En la prática, sin embargo, el temperamento sugerido hallaría inconvenientes y dificultades. Y aún mismo, abusivamente aplicado en el futuro, podría derivar hacia una forma indirecta de intervencionismo de unos pueblos sobre los otros, al exigir aquellos a éstos, por ejemplo, la elección de un gobierno determinado.

Por ello entiende que la organización mundial no debe exigir a sus integrantes, antes de la respectiva incorporación, una forma concreta de gobierno; pero sí requerir de ellos, - en nombre de sus ideales y de los intereses de todos los pueblos vinculados a la paz, - el respeto efectivo a las libertades esenciales e inherentes a la persona humana.

En el ambiente político y moral de regímenes en que haya derecho de crítica y libertad de opinión y de cultos; en que los individuos se enteren de las realidades del mundo y la verdad de los sucesos; y en que el terror y la miseria no amordacen las conciencias, sería poco menos que imposible que las autocracias adueñadas del poder pudiesen llevar a los pueblos, impunemente, al desangramiento y las destrucciones de una nueva guerra.

XIII

También considera el Gobierno Uruguayo que la paz no debe ser juzgada como un fin en sí misma, sino como un punto de partida, un medio y un instrumento para realizar el mejoramiento de las condiciones económicas y espirituales de la vida de los pueblos y los hombres. A dichos fines, opina que sería conveniente y aún necesario, que se diese realidad y aplicación a los principios de la Carta del Atlántico, se buscase el modo de impedir o aminorar los nacionalismos económicos y los proteccionismos perturbadores del comercio mundial, y se tratase de organizar la cooperación y el intercambio de los pueblos.

XIV

Respondiendo a esos altos fines, el Gobierno Uruguayo ha resuelto, por decreto de fecha 26 Julio de 1944, que: "Los delegados de la República sostendrán en todas las reuniones internacionales en que se estudien y diluciden problemas relacionados con la legislación internacional del trabajo y la organización económica, jurídica y social del mundo en la post-guerra, el principio de que, - para contribuir a mejorar la situación económica y espiritual de los pueblos, prevenir el ejercicio perturbador del "dumping" en el comercio internacional, y estimular la adopción de legislaciones del trabajo inspiradas en ideales y móviles de reparación y justicia, - los gobiernos y los pueblos prefieran, en el intercambio comercial, las mercaderías y productos de los países en que rijan y se cumplan los principios jurídicos y éticos de protección y amparo de los trabajadores contra la explotación del Estado o de los particulares; desechen las mercaderías y productos de los países que obtienen el menor costo de los mismos a expensas del derecho, la salud y la libertad de las masas trabajadoras; y no concierten convenios comerciales con las naciones que mantengan organizaciones del trabajo opresivas para la persona humana."

Setiembre 28 de 1944

The United Nations Conference on International Organization

DOC.2, (FRENCH)
G/7 (a) (1)
May 8, 1945

GENERAL

NOUVELLES PROPOSITIONS DU GOUVERNEMENT D'URUGUAY SUR LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS.

(COMMISSION I - COMITE 1)

PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS A APPORTER AU TITRE DE L'ORGANISATION ET AUX TEXTES DES CHAPITRES 1 et 2 DES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS. (Le texte des amendements est souligné.) Il est institué une Organisation Internationale qui s'appellera l'Association des Nations, composée d'Etats, Dominions et Colonies, qui se gouvernent eux-mêmes librement.

CHAPITRE I, BUTS

Les buts de l'Organisation seront les suivants :

1. Maintenir la paix, la sécurité et la justice internationales et, à cette fin, prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et éliminer les dangers qui menacent la paix, réprimer les actes d'agression ou autres atteintes portées à la paix et préparer ou réaliser par des moyens pacifiques et équitables le règlement de différends internationaux qui risquent d'entraîner la rupture de la paix.

2. Développer les relations amicales entre les Nations et prendre toutes autres mesures propres à assurer la paix universelle par le règne de la morale et du droit.

3. Réaliser une coopération internationale en vue de résoudre les problèmes internationaux de caractère économique, social, culturel et humanitaire.

4. Assurer la reconnaissance et garantir le respect des droits et libertés fondamentales de l'homme sans distinction de race, de sexe, de croyance ou autre statut social. Ces libertés et ces droits seront définis dans une charte spéciale. La "Charte du Genre Humain" mentionnée ci-dessus sera soumise à l'examen de l'Assemblée dans un délai de six mois, par une Commission Technique et Juridique désignée par l'Assemblée, chaque Gouvernement en ayant été informé

à l'avance; elle contiendra :

(a) La déclaration des droits et

(b) un système efficace de garantie juridique internationale de ces droits.

5. Coordonner et centraliser les efforts des Nations en vue de parvenir à ces fins communes.

CHAPITRE II. PRINCIPES

Dans la poursuite des buts visés au Chapitre I, l'Organisation et ses membres devraient agir conformément aux principes suivants:

1. L'Organisation est fondée sur les principes essentiels

(a) de l'égalité juridique de tous ses membres;

(b) du maintien de leur indépendance politique et de leur intégrité territoriale, et des droits inhérents à leur souveraineté absolue,

2. Tous les membres de l'Organisation, afin d'assurer à chacun d'entre eux la jouissance des droits et avantages résultant de sa qualité de Membre de l'Organisation, s'engagent:

(a) à respecter les règles fondamentales du droit international et des droits essentiels de l'homme établies et garanties par toutes les nations;

(b) à observer* les accords, conventions et traités qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions de la présente Charte, et de faire accorder leurs systèmes constitutionels aux principes de la présente Organisation;

(c) à maintenir la liberté des communications et informations internationales;

(d) à remplir fidèlement toutes les obligations qui leur incombent conformément à la Charte.

(Le texte actuel des Articles 3, 4, 5 et 6 reste sans changement.)

Le dernier paragraphe sera conçu ainsi qu'il suit:

"En vue de maintenir la paix et la sécurité internationales,

*[Corrigendum voir p.54]

l'Organisation doit prendre toutes les mesures qu'elle jugera nécessaires pour que les Etats non membres se conforment à ses principes."

(COMMISSION I - COMITE 2)

PROJET DE CHAPITRE DEVANT REMPLACER LE CHAPITRE III DES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

CHAPITRE III. MEMBRES

1. Toutes les nations participant à la Conférence de San Francisco seront membres permanents de l'Organisation; elles s'engageront à maintenir la paix du monde au moyen de systèmes internes de droit et de liberté propres à rendre la justice effective.

2. Du fait que l'Organisation est universelle et permanente les Etats membres ne peuvent s'en retirer et les autres nations doivent être considérées comme en faisant partie; cependant leur statut de membres de l'Organisation ne sera établi que lorsque l'Assemblée jugera qu'elles sont à même d'en faire partie.

(COMMISSION I* - COMITE 2)

PROJETS DE DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES AU CHAPITRE XII DISPOSITIONS TRANSITOIRES

(Le texte actuel des Articles 1 et 2 reste sans changement.)

3. En attendant l'approbation de la Charte des Droits du Genre Humain, et du système de garanties, les droits fondamentaux à la vie, à la liberté du culte, à la liberté de conscience, à l'égalité des races et à l'égalité devant la loi, seront respectés par les membres de l'Organisation et lorsque des accusations signalant la violation de ces principes seront portées devant lui, le Conseil de Sécurité devra prendre les mesures appropriées.

4. Les nations productrices d'armements et de matériels de guerre en général étudieront les moyens de transformer les stocks disponibles, à la fin de la guerre, en instruments de travail pacifique et d'empêcher qu'ils ne soient répartis dans le reste du monde pour des fins militaires.

5. Les membres de l'Association des Nations s'engagent à promulguer, dans leurs pays respectifs, des lois visant à déclarer illégales les opérations industrielles et commerciales se rapportant à du matériel du guerre, sans exception, à moins que ces opérations ne soient entreprises par l'Etat intéressé,

*[Corrigendum voir p.54]

lui-même.

Le Chapitre X, Paragraphe 1, devra être conçu comme suit:

1. Il y aura un Secrétariat, composé d'un secrétaire général et du personnel nécessaire, de caractère largement international, et dont les fonctions seraient accessibles également aux hommes et aux femmes. Le Secrétaire Général sera le principal secrétaire administratif de l'Organisation; il sera élu par l'Assemblée Générale parmi trois candidats nommés et la durée de ses fonctions sera de cinq ans.

En acceptant leur nomination, les membres du secrétariat doivent s'engager à exercer leurs fonctions et à régler leur conduite suivant le plus haut intérêt de la communauté internationale, à l'exclusion de toute autre. Ils ne pourront ni demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité étrangère au secrétariat lui-même.

Le Chapitre X, Paragraphe 3, devra être conçu comme suit:

3. Le Secrétaire Général aura le droit d'attirer l'attention du Conseil de Securité sur toutes les questions qui, à son avis, pourraient menacer la paix et la sécurité internationale, ou l'inviolabilité des dispositions du présent Statut.

* AMENDEMENTS AU CHAPITRE IV - PRINCIPAUX ORGANES

Le texte actuel du paragraphe 1 reste sans changement.

Le paragraphe 2 devrait être conçu comme suit:

2. La représentation et la participation aux organes de l'Organisation sera également accessible aux hommes et aux femmes, dans les mêmes conditions.

Le paragraphe 3 sera constitué par le paragraphe 2 des propositions originales.

COMMISSION II- COMITE I *

Le Chapitre V, Section B, Paragraphe 1, devra être conçu comme suit:

L'Assemblée Générale aur le droit de prendre en considération et de formuler, sur l'initiative de l'un quelconque de ses membres ou de ceux du Conseil de Securité, des recommendations concernant:

(a) Les principes généraux de coopération pour le maintien de la paix et de la securité internationales;

*[Corrigenda voir p.54]

(b) Les questions se rapportant au maintien de la paix et de la sécurité internationales, tout particulièrement dans le cas où les actes sont à l'encontre des buts énumérés au chapitre I du Statut.

(c) Les amendements à incorporer dans le Statut de l'Organisation.

Toute question qui entraînerait une action quelconque, doit être soumise par l'Assemblée Générale au Conseil de Sécurité soit avant soit après délibération. L'Assemblée Générale, retenant son droit d'examen, ne devra, de sa propre initiative, faire aucune recommandation sur une question ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales, lorsque le Conseil de Sécurité s'occupe de cette question.

Le Chapitre V, Section B, paragraphe 2, devra être conçu comme suit:

L'Assemblée Générale aura le pouvoir d'admettre de nouveaux membres dans l'Organisation sur la recommandation du Conseil de Sécurité et d'appuyer* de telles recommandations.

Le Chapitre V, Section B, paragraphe 3, devra être conçu comme suit:

L'Assemblée Générale, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, pourra suspendre l'exercice de tous les droits et privilèges conférés aux Membres de l'Organisation contre lesquels le Conseil de Sécurité aurait pris des mesures préventives ou coercitives. L'exercice des droits et privilèges ainsi suspendu pourra être restitué par décision du Conseil de Sécurité, après que cette décision, accompagnée d'un exposé des motifs aura été communiquée à l'Assemblée Générale. (La dernière phrase de ce paragraphe concernant l'exclusion de membres de l'Organisation est omise.)

Le Chapitre V, Section B, paragraphe 4, devra être conçu comme suit:

L'Assemblée Générale élira les membres non permanents du Conseil de Sécurité et les membres du Conseil Economique et Social prévu au Chapitre IX. Elle désignera le Secrétaire-General de l'Organisation sur une liste de trois candidats soumis par le Conseil de Sécurité et elle exercera, en ce qui concerne l'élection des juges de la Cour Internationale de Justice, les fonctions qui lui seront conférées par le Statut de la Cour.

* Le Chapitre V, Section C, paragraphe 2, devra être conçu comme suit:

38

*[Corrigenda voir p.54]

Les décisions importantes de l'Assemblée Générale, y compris les recommandations relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales; l'élection des membres du conseil de sécurité; les décisions concernant l'élection des membres du Conseil Economique et Social; l'admission de membres et la suspension de l'exercice des droits et privilèges des membres, ainsi que les questions budgétaires seront prises à la majorité des deux-tiers des membres présents et votants. Sur les autres questions, y compris la determination de celles qui doivent faire l'objet d'un vote à la majorité des deux-tiers, les decisions de l'Assemblée Générale seront prises à la majorité simple.

Le Chapitre V, Section D, paragraphe 1, devra être conçu comme suit:

L'Assemblée Générale se réunira en sessions annuelles régulières et, chaque fois que les circonstances l'exigeront, en session spéciale, sur l'initiative du Conseil de Securité ou de l'Assemblée elle-même, a la majorité simple de ses membres.

COMMISSION III - COMITE 3

AMENDEMENTS AU CHAPITRE VIII, SECTION B, PARAGRAPHE 9 DES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS.

Le texte du paragraphe mentionné sera redigé comme suit:

9. (a) Il sera constitué un Comité d'Etat-Major, qu'aura pour fonctions de conseiller et d'assister le Conseil de Sécurité pour tout ce qui concerne les besoins d'ordre militaire du Conseil en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales, pour l'emploi et le commandement des forces mises à sa disposition pour la reglementation des armements et le désarmement eventuel. Le Comité Major sera responsable, sous l'autorité du Conseil de Sécurité, de la direction strategique de toutes les forces armées mises à la disposition du Conseil de Sécurité. Le Comité serait composé des chefs d'Etat-Major des Etats-Membres permanents du Conseil de Securité et du Chef d'Etat-Major de chacune des regions militaires entre lesquelles le monde est divisé, ou de leurs réprésentants.

(b) Le Conseil de Sécurité déterminera les regions militaires entre lesquelles le monde sera divisé.

(c) Il y aura, dans chaque région, un Etat Major Régional composé d'un représentant de chacun

des pays compris dans la région et dont le Chef sera élu par eux. Le Chef devra appartenir à l'un des pays constituant la région, et pourra être relevé de ses fonctions par le Comité d'Etat-Major Militaire.

(d) Chaque pays mettra une partie de ses forces militaires à la disposition de l'Organisation mondiale, et ces forces entreront en action sur l'ordre du Conseil de Sécurité, agissant par l'intermédiaire des Etats-Majors Régionaux ou sur l'ordre de l'Etat Major Régional en cas d'invasion du territoire de l'un des pays de la région, notification en étant donnée au Conseil de Sécurité qui pourra exercer son droit de contrôle sur les mesures prises.

(e) Lorsque les bases necessaires pour des opérations militaires, navales ou aériennes, seront d'une importance telle que le pays dans lequel elles doivent être établies se trouve dans l'incapacité d'en supporter la charge financière ce pays recevra, sur sa demande, toute l'assistance économique et technique dont il pourra avoir besoin, mais les bases demeureront sous le commandement et l'administration exclusive des nationaux de ce pays.

(f) Les questions concernant le commandemant de ces forces seron réglées ulterieurement.

(COMMISSION II - COMITE 3)

Projet d'addition au Chapitre IX, Section A, paragraphe 1, dont le texte devra être conçu comme suit:

1. En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires au maintien de relations pacifiques et amicales entre Nations, l'Organisation devra faciliter la solution des problemes humanitaires internationaux d'ordre économique, social et culturel ou autre; developper le respect des droits, des libertés fondamentales de l'homme, et encourager l'application du principe démocratique de l'égalité des droits et des devoirs pour l'homme et pour la femme dans des conditions egales.

Le Chapitre IX, Section D, paragraphe 1 des Propositions de Dumbarton Oaks devra être conçu comme suit:

1. Le Conseil Economique et Social instituera une commission des questions economiques, une commission des questions

*sociales et toute autre commission qu'il jugera utile d'établir. Ces commissions devront être composées d'experts. Elles disposeront d'un personnel permanent qui fera partie du Secrétariat de l'Organisation.

Le Conseil Economique et Social pour la création de la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle s'inspirera des principes suivants:

1. La Commission se composera de dix-huit membres élus par l'Assemblée Générale, et la durée de leur mandat sera de six ans, chaque élection portant sur le tiers de ces membres.

2. Elle aura pour fonction essentielle de donner des avis à l'Assemblée et de contrôler tous les organes dont se composera l'Organisation.

3. Il sera créé un Comité d'experts de vingt et un membres permanents, composé des sections suivantes: enseignement primaire, secondaire, supérieur et industriel; arts, sciences et lettres.

4. Chaque Section pourra s'adjoindre à titre provisoire des membres supplémentaires pour recueillir des informations sur les problèmes qui aura été soumis à son examen.

5. Il sera constitué un Comité des échanges intellectuels, composé de sept membres.

6. Ce Comité sera chargé d'entretenir des relations avec les différents organismes chargés de l'éducation dans les divers pays et en particulier d'assurer l'échange d'étudiants et des professeurs, en facilitant autant que possible la création de bourses à l'intention des personnes désirant compléter leur instruction.

7. Le Comité s'efforcera, par l'intermédiaire de ces organismes d'obtenir que l'instruction donnée dans le monde entier, vise à faciliter le rapprochement et la connaissance mutuelle des différent pays en développant des idées de respect et d'amitié réciproques.

8. Il entreprendra également la publication d'ouvrages propres à répandre tout ce qui se rapporte à la culture internationale et en leur donnant une diffusion aussi grande que possible.

*[Corrigendum voir p.54]

L'Organisation de Coopération intellectuelle sera autorisée:

(a) à mettre à effet dans le cadre de ses attributions, les recommandations de l'Assemblée;

(b) à formuler toutes recommandations se rapportant aux questions culturelles;

(c) à recevoir et à examiner les rapports des institutions ou organismes culturels qui entretiennent des relations avec l'Organisation et à coordonner les travaux de ces institutions ou organismes par voie de recommandations et d'avis;

(d) à exercer toutes les fonctions qui pourraient lui être assigner dans le cadre général de ses attributions par l'Assemblée Générale.

(COMMISSION II - COMITE 3)

AMENDEMENTS AU CHAPITRE IX DES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS, PROPOSES PAR LE GOUVERNEMENT DE L'URUGUAY

Dispositions se rapportant à la coopération internationale dans la solution des problèmes d'ordre économique et social.

(Note: Les dispositions soulignées constituent les amendements dont l'adoption est proposée.)

SECTION A: PROPOSITIONS ET COMMENTAIRES

1. Les Nations Unies reconnaissent que le progrès économique et le bien-être social sont des conditions essentielles à l'existence d'une paix permanente fondée sur les relations amicales entre les Nations. Elles déclarent que le but fondamental de l'Etat est d'assurer le bonheur de l'homme dans la société, sans distinction de race, de religion ou de sexe, et dans des conditions propres à lui assurer la liberté et la dignité, la sécurité économique et des facilités égales. Elles affirment que le refus ou le mauvais vouloir de certaines nations d'établir des conditions humaines et justes de travail et d'existence entravent l'effort des autres Nations dans la poursuite des objectifs indiqués plus haut et, par conséquent, retardent le progrès et le bien-être des peuples. Ce sont ces raisons pour lesquelles les Nations proclament la nécessité de créer une Organisation pour favoriser une coopération harmonieuse

entre les Etats qui facilitent la solution de leurs problèmes d'ordre économique, social et humanitaire, et en même temps de développer le respect des droits et libertés essentiels de l'homme.

Les Nations Unies s'accordent à reconnaître que parmi les fins que l'Organisation doit poursuivre, une importance toute spéciale doit être attribuée à celles qui suivent:

A. Coopération en vue du rétablissement du commerce international et du développement des investissements de capitaux afin de relever les revenus, de réduire le chomage et d'augmenter la consommation sur la base de l'égalité d'accès au commerce, aux matières premières et aux produits nécessaires au développement économique des peuples.

B. (1) Amélioration des conditions de travail, en réaffirmant et en confirmant le principe que "le travail humain n'est pas une marchandise".

(2) Etablissement d'un niveau de vie assurant à l'homme les moyens d'obtenir une nourriture suffisante, un logement salubre, des vêtements convenables et tous autres éléments essentiels à une vie saine et heureuse, à l'abri de la crainte et du besoin.

(3) Protection de la femme et de l'enfant, dans une mesure propre à assurer la stabilité morale et le bien-être économique et social de la famille.

C. Coopération intellectuelle entre les Nations pour stimuler le développement culturel des peuples, leur attachement à la paix et à la justice, le respect de la sainteté des traités et des sentiments de bon-voisinage.

L'Assemblée Générale et, sous son autorité, un Conseil Economique et Social, devraient être chargés de ces fonctions. Etant donné que la paix socialeest indisponsable au bien-être et au développement des peuples, les employeurs et les travailleurs des Etats Membres seront invités à participer avec leur Gouvernement respectif aux activités de l'Organisation en question.

2. Les différentes Organisations et les offices techniques de caractère économique, social et autre, auront dans leurs domaines respectifs, les devoirs spécifiés par leurs statuts. Des relations devraient être établies entre l'Organisation et tous organismes et offices de cette nature dans des conditions

qui seraient définies par un accord entre le Conseil Economique et Social, et les autorités compétentes de l'Organisation technique ou de l'office intéressé, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale.

En ce qui concerne la protection des travavailleurs et l'amélioration des conditions de travail, l'Assemblée pourrait faire en sorte de confier les fonctions qui y sont relatives, à l'Organisation Internationale du Travail, conformément au programme et aux principes de sa constitution, et sans préjudice des changements qu'il pourrait être jugé nécessaires d'apporter à son fonctionnement.

SECTION B:

COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE ET DU CONSEIL

Vote

1. (a) Pour la discussion et le vote sur les questions qui se rapportent à la coopération internationale, en vue de la solution des problèmes économiques et sociaux, les délégations à l'Assemblée Générale de l'Organisation devraient être composées de deux membres qui représenteraient respectivement d'une part les employeurs, et d'autre part les travailleurs des Etats membres de l'Organisation.

(b) Chaque Délégué pourrait être assisté dans l'exercice de ses fonctions de conseillers techniques dont le nombre pourra être de deux au plus, pour chacun des problèmes inscrits à l'ordre du jour. L'un de ces conseillers techniques devrait être une femme, pour les discussions des problèmes se rapportant à la protection de la femme. Les conseillers techniques devraient également remplir les fonctions de délégués suppléants.

(c) Les représentants des employeurs et des travailleurs ainsi que leurs conseillers techniques devraient être désignés par les Etats qui sont membres de l'Organisation, sur la recommandation des Organisations commerciales ou ouvrières les plus représentatives.

(d) Les décisions de l'Assemblée pour lesquelles il n'est pas fixé de majorité spéciale devraient être adoptées à la majorité simple pourvu que la majorité de tous ses membres et la majorité des délégués des gouvernements soient présents.

50

2. Le Conseil Economique et Social devrait être composé de dix-huit des membres de l'Organisation. Les Etats représentés au Conseil seront élus par l'Assemblée Générale pour une période de trois ans. Chacun de ces Etats aura un représentant disposant d'une voix. Les décisions du Conseil Economique seront prises à la simple majorité des représentants présents.

SECTION C:

POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE ET DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

1. Les décisions de l'Assemblée Générale pourraient revêtir l'une des formes suivantes:

(a) la "recommandation" invitant les autorités compétentes de chacun des Etats Membres à adopter certaines mesures concernant une question donnée.

(b) le "projet de Convention Internationale" à soumettre pour ratification aux autorités compétentes de chacun des Etats qui sont Membres de l'Organisation.

Immédiatement après la création de l'Organisation, l'Assemblée Générale devrait proposer aux Etats qui sont Membres de l'Organisation, les règlements qui sont considérés comme nécessaires pour faciliter l'application de ses "recommandations" et la ratification du "projet" de conventions, et en faire respecter les dispositions. Il serait établi, en même temps, des règlements concernant le vote sur des résolutions de ce genre.

2. Le Conseil Economique et Social devrait avoir le pouvoir:

(a) de mettre à éxécution dans la limite de ses fonctions les recommandations de l'Assemblée Générale;

(b) de faire des recommandations, sur sa propre initiative et dans le cadre de ses attributions, sur les questions humanitaires internationales d'ordre économique, social et autres;

* (c) de recevoir et d'examiner les rapports des organismes et offices de caractère économique, social ou autres qui sont reliés à l'Organisation, et de coordonner leurs activités au moyen de consultations avec ces organismes ou offices et de recommandations à eux adressées.

*[Corrigendum voir p.54]

SECTION C:

ORGANISATION ET PROCEDURE

1. Le Conseil Economique et Social devrait instituer une Commission Economique, une Commission Sociale, une commission sur les problèmes d'éducation et de culture, et toutes autres commissions qu'il jugerait nécessaires. Les Membres de l'Organisation qui ne sont pas représentés au Conseil Economique et Social devraient avoir des sièges aux dites commissions autant qu'il le sera possible et opportun. Les Commissions mentionnées devraient avoir des directeurs et des assistants techniques. Elles disposeront d'un personnel permanent qui fera partie du Secrétariat de l'Organisation.

2. Le Conseil Economique et Social prendra toutes dispositions utiles pour que les représentants des Organismes ou offices techniques puissent participer à titre consultatif à ces délibérations et à celles des commissions établies par lui.

3. Le Conseil Economique et Social adoptera ses propres règles de procédure et la méthode selon laquelle il choisira son président.

(COMMISSION III - COMITE I)

Le Chapitre VI, Section A, devrait être conçu comme suit:

Le Conseil de Sécurité comprendra les représentants de onze membres de l'Organisation, à raison d'un par membre. Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, de la République de Chine, et le moment venu, de la France, auront des sièges permanents. L'Assemblée Générale élira six Etats pour occuper les sièges non permanents, accordant une représentation aux groupes régionaux dont l'individualité internationale est généralement reconnue, en attribuant ces sièges à tour de rôle à chacun des Etats qui composent ces groupes et qui ne seraient pas représentés au Conseil de Sécurité. (Le reste du texte de la section A des Propositions de Dumbarton Oaks demeure sans changement.)

(COMMISSION III - COMITE I)

Le Chapitre VI, Section B, paragraphe 5, devra être conçu comme suit:

Afin de favoriser l'établissement et le maintien de la Paix et de la Sécurité Internationales en consacrant une

52

portion aussi faible que possible des ressources humaines et économiques aux armements, le Conseil de Sécurité avec l'aide du Comité d'Etat Major prévu au Chapitre VIII, Section B, paragraphe 9, sera chargé d'élaborer des plans en vue de l'établissement d'un système de réglementation des armements, dont la fabrication sera exclusivement réservée aux gouvernements, et de les soumettre aux Membres de l'Organisation.

Le Chapitre VI, Section C, devra comprendre un nouveau paragraphe, numéro 4, conçu comme suit:

4. Le Conseil de Sécurité devra examiner tous les trois ans, ou de sa propre initiative, la possibilité de rendre généralement applicable à toutes les résolutions, les règles énoncées à la dernière partie du paragraphe 3 ci-dessus.

(COMMISSION III - COMITE 2)

REGLEMENTS PACIFIQUES DES DIFFERENDS

Chapitre VIII, Section A, des Propositions de Dumbarton Oaks

Les différends justiciables d'un tribunal devront être portés devant la Cour Internationale de Justice. Le Conseil de Sécurité pourra demander l'avis de la Cour sur toutes questions juridiques se rapportant à d'autres différends.

Dans le cas des différends que le Conseil de Sécurité ne considérerait pas justiciables de la Cour et pour le règlement desquels les Parties n'ont pas pu tomber d'accord, de la manière prévue aux dispositions du paragraphe 3, de la Section A du présent Chapitre, ce Conseil devra constituer d'urgence un tribunal d'arbitrage pour le règlement du différend.

A cette fin, le Conseil de Sécurité aura le pouvoir de décider du nombre des arbitres, de leur désignation et de leurs pouvoirs, ainsi que de la procédure que le tribunal devra suivre.

Dans le choix des arbitres, il importe de veiller à ce que par leur nationalité, leur éducation et leur expérience, ils offrent toutes garanties de compétence et d'impartialité.

(COMMISSION IV - COMITE I)

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Dispositions supplémentaires à l'article 36 se rapportant à la compétence obligatoire de la Cour, approuvées par le Comité des Juristes des Nations Unies à Washington, D.C., le 20 avril 1945.

Lorsque la Cour décidera qu'une question qui lui a été soumise n'est pas de caractère juridique, elle instituera un tribunal d'arbitrage que sera chargé de la résoudre.

A cet effet, elle aura le pouvoir de prendre toutes décisions utiles sur le nombre, la désignation et les pouvoirs des arbitres, ainsi que sur la procédure que le Tribunal d'Arbitrage devra appliquer.

54

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/7 (a) (2)
May 24, 1945

GENERAL

CORRIGENDA AUX NOUVELLES PROPOSITIONS DU GOUVERNEMENT DE L'URUGUAY SUR LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

Doc. 2 (FRENCH) G/7 (a) (1)

Page 2, 2 (b):
Après "observer", insérer les mots "de bonne foi".

Page 3, ligne 19:
Remplacer "(COMMISSION I - COMITE 2)" par "(COMMISSION III - COMITE 2)".

Page 4, après la ligne 20:
Au-dessus de "AMENDEMENTS AU CHAPITRE IV - PRINCIPAUX ORGANES", insérer "(COMMISSION I -COMITE 2)".

Page 4, ligne 29:
Remplacer "(COMMISSION II - COMITE 1)" par "(COMMISSION II - COMITE 2)"

Page 5, Chapitre V, Section B, paragraphe 2, ligne 3:
Au lieu de "d'appuyer", insérer "de provoquer".

Page 5:
Au-dessus de: "Le Chapitre V, Section C, paragraphe 2, devra être conçu", à l'avant-dernière ligne, ajouter "(COMMISSION II, COMITE 1)".

Page 8, ligne 1:
A la suite du mot "sociales", insérer "une Commission Internationale de Coopération Intellectuelle".

Page 12:
A la suite du paragraphe (c), insérer les paragraphes (d), (e), (f) et (g) du Chapitre IX, Section C, des Propositions de Dumbarton Oaks.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (SPANISH)
G/7 (a) (1)
May 5, 1945

GENERAL

DELEGACIÓN DEL URUGUAY

A LA

CONFERENCIA DE LAS NACIONES UNIDAS

SOBRE

ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL

PROPOSICIÓN URUGUAYA

56

COMISION I - Comitó 1

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONES UNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL

PROPOSICION URUGUAYA

PROYECTO PARA SUSTITUIR EL NOMBRE DE LA ORGANIZACION Y EL TEXTO DE LOS CAPITULOS PRIMERO Y SEGUNDO DEL PLAN DE DUMBARTON OAKS

(Con el texto subrayado de las modificaciones.)

Créase un Organismo Internacional denominado Asociación de Naciones, integrado por Estados, Dominios y Colonias que se gobiernen libremente.

CAPITULO I. FINES

Los fines del organismo serán:

1. Mantener la paz, la seguridad y la justicia internacionales; y a ese fin tomar medidas colectivas efectivas para la prevención y eliminacion de amenazas a la paz y la supresión de actos de agresión u otros quebrantamientos de la paz, y para lograr por medios pacificos y equitativos el ajuste y la solución de controversias internacionales que pudieran derivar en quebrantamientos de la paz;

2. Fomentar relaciones de amistad entre las naciones y tomar las medidas adecuadas para asegurar la paz universal por el imperio de la moral y del derecho;

3. Lograr la cooperación internacional en la solución de problemas económicos, sociales, culturales y humanitarios internacionales;

4. Promover el reconocimiento y garantizar el respeto de las libertades y derechos humanos esenciales sin distinción de raza, sexo, creencia o condición social, que serán definidos en una carta especial;

Dicha "Carta del Ser Humano" será sometida a la consideración de la Asamblea, dentro del término máximo de seis meses por una Comision Técnico-jurídica, designada por la Asamblea, con previo conocimiento de cada Gobierno, y deberá contener:

a) Declaraciones de Derechos; y
b) Régimen de tutela jurídica internacional efectiva de los mismos.

5. Proporcionar un centro donde armonizar la acción de las Naciones en la consecución de estos fines comunes.

CAPITULO II. Principios.

Para lograr los fines expuestos en el Capítulo Primero, el Organismo y sus miembros deberán actuar de acuerdo con los principios siguientes:

1. El Organismo se fundamenta en los principios esenciales,

   a) de la igualdad jurídica de todos sus miembros;
   b) del mantenimiento de la independencia política e integridad territorial de los mismos, y de los derechos inherentes a su plena soberanía.

2. A fin de asegurar a todos los miembros los derechos y beneficios inherentes a la condición de miembros del Organismo, se comprometen:

   a) al respeto de las normas fundamentales del Derecho Internacional y de los derechos esenciales del ser humano, internacionalmente consagrados y garantizados; de buena fe

   b) a la observancia de los Acuerdos, Convenios y Tratados que no sean inconciliables con las prescripciones del presente Estatuto; y al ajuste de sus regímenes constitucionales a los principios jurídicos de esta organización;

   c) a mantener la libre comunicación e información internacionales;

   d) al cumplimiento fiel de todas las obligaciones asumidas de conformidad con el Estatuto del Organismo.

(Los números 3, 4, 5 y 6 mantiénense en su redacción actual.)

El párrafo final tendrá la siguiente forma:

Para mantener la paz y la seguridad internacionales, el Organismo deberá tomar todas las medidas que juzgare necesarias para que los Estados no miembros obren de acuerdo con sus principios.

COMISION I - Comité 2

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONES UNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL

PROPOSICION URUGUAYA

PROYECTO PARA SUSTITUIR EL CAPITULO TERCERO DEL PLAN DE DUMBARTON OAKS

CAPITULO III. MIEMBROS.

1. Son miembros permanentes del Organismo, todas las naciones participantes en la Conferencia de San Francisco, quienes quedan comprometidas a ser sostenedoras de la paz universal, en regímenes internos de derecho y libertad, realizadores de la justicia.

2. La universalidad y permanencia de la organización veda el retiro de ella e impone se considere integrada por las demás naciones, las que tendrán en suspenso su calidad de miembros hasta tanto la Asamblea estime que se hallan en condiciones de actuar en el organismo.

DELEGACIÓN DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONES UNIDAS SOBRE
ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL

PROPOSICIÓN URUGUAYA

PROYECTO DE DISPOSICIONES COMPLEMENTARIAS DEL CAPÍTULO XII - SOLUCIONES TRANSITORIAS

(Los números 1 y 2 se mantienen con el mismo texto)

3.- Hasta tanto se sancione la Carta de Derechos del Ser Humano y el régimen de garantías, los derechos esenciales a la vida, la libertad de creer y pensar, la igualdad de razas y de tratamiento jurídico serán respetados por los miembros del Organismo,- y el Consejo de Seguridad deberá atender las denuncias que a su seno llegaran, por violaciones de tales principios.-

4.- Las naciones productoras de armamentos y materiales bélicos en general estudiarán la forma de transformar los stocks existentes al terminar la guerra en instrumentos de tarea pacífica, evitando su distribución para fines militares en el resto del mundo.-

5.- Los miembros de la Asociación de Naciones se comprometen a legislar en cada país, a fin de establecer la ilicitud de toda actividad industrial y comercial sobre implementos de guerra,- sin excepciones,- que no fuera cumplida por el propio Estado.-

---

60

COMISION I - Comité 2

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONESUNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL

PROPOSICION URUGUAYA

El Capítulo X - parágrafo 1, tendrá la siguiente redacción:

1.- Habrá una Secretaría compuesta de un Secretario General y del personal que fuere necesario, integrado mediante amplia representación internacional e igualmente accesible a hombres y mujeres. El Secretario General será el primer funcionario administrativo del Organismo; será designado por la Asamblea General de una terna propuesta y su mandato durará cinco años.

Los miembros de la Secretaría, al aceptar su designación deberán comprometerse a inspirar sus actividades y regular su conducta teniendo sólo en cuenta los intereses superiores de la Comunidad Internacional. No podrán solicitar ni recibir instrucciones de ningun Gobierno o autoridad ajena a la misma Secretaría.-

---

El Capítulo X - parágrafo 3, tendrá la siguiente redacción:

3.- El Secretario General tendrá la facultad de llevar ante el Consejo de Seguridad cualquier asunto que en su opinión amenazare la paz y la seguridad internacionales o la inviolabilidad de las prescripciones de este Estatuto.-

---

590

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONESUNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL

PROPOSICION URUGUAYA

Modificación al Capítulo IV,- Cuerpos Principales:

El numeral 1 se mantiene en su actual redacción.-

El numeral 2 tendría la siguiente redacción:

2.- La representación y participación en los cuerpos de la Organización será accesible tanto al hombre como a la mujer, en igualdad de condiciones.-

El numeral 3 mantiene la redacción del numeral 2 del proyecto de bases.

62

COMISION II - Comité 2

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONES UNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL

PROPOSICION URUGUAYA

El Capítulo V - apartado B - parágrafo 1, tendrá la siguiente redacción:

La Asamblea General a iniciativa de cualquiera de sus miembros o los del Consejo de Seguridad tendrá facultad para considerar y formular recomendaciones sobre: a) los principios generales de cooperación para la conservación de la paz y la seguridad internacionales; b) las cuestiones relativas a la conservación de la paz y la seguridad internacionales, especialmente en los casos en que en los hechos se contraríe algunos de los fines enunciados en el Capítulo I del Estatuto; c) enmiendas a introducirse en el Estatuto de la Organización. Cualquier cuestión sobre la cual sea necesario tomar acción, la Asamblea General deberá referirla al Consejo de Seguridad, ya sea antes o después de discutirla. La Asamblea General, manteniendo su derecho de exámen, no hará a iniciativa propia recomendaciones sobre materia alguna relativa a la conservación de la paz y la seguridad internacionales en que el Consejo de Seguridad estuviere interviniendo.

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONES UNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL

PROPOSICION URUGUAY

El Capítulo V - apartado B - parágrafo 2, tendrá la siguiente redacción:

La Asamblea General tendrá facultad para admitir nuevos miembros del Organismo a recomendación del Consejo de Seguridad, y para promover tales recomendaciones.-

---

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONESUNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL

PROPOSICION URUGUAYA

El Capítulo V - apartado B - parágrafo 3 tendrá la siguiente redacción:

La Asamblea General tendrá facultad para, a recomendación del Consejo de Seguridad, suspender del ejercicio de cualesquiera derechos o privilegios inherentes a su condición de miembros del Organismo, a cualquiera de éstos contra quien el Consejo de Seguridad haya tenido que tomar acción preventiva o compulsiva. El ejercicio de los derechos y privilegios de esa manera suspendido podrá restablecerse mediante decisión del Consejo de Seguridad previamente comunicada en sus fundamentos a la Asamblea General. (Se suprime el último párrafo de este parágrafo relacionado con la expulsión de miembros del Organismo.)-

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONESUNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL

PROPOSICION URUGUAYA

El Capítulo V - apartado B - parágrafo 4 tendrá la siguiente redacción:

La Asamblea General elegirá los miembros no permanentes del Consejo de Seguridad y los miembros del Consejo Económico y Social que se establece en el Capítulo IX. La Asamblea General tendrá facultad para elegir al Secretario General del Organismo de una terna propuesta por el Consejo de Seguridad; y con respecto a la elección de los jueces del Tribunal Internacional de Justicia, desempeñará las funciones que le confirieren los Estatutos de dicho Tribunal.-

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONESUNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL

PROPOSICION URUGUAYA

El Capítulo V - apartado C - parágrafo 2 tendrá la siguiente redacción:

Las decisiones importantes de la Asamblea General, inclusive las recomendaciones con respecto a la conservación de la paz y la seguridad internacionales; la elección de miembros del Consejo de Seguridad; la elección de miembros del Consejo Económico y Social; la admisión de miembros y la suspensión del ejercicio de los derechos y privilegios inherentes a los miembros; y las cuestiones de presupuesto se adoptarán por una mayoría de votos de dos terceras partes de los miembros presentes que voten. En las demás cuestiones, inclusive la determinación de categorías adicionales de cuestiones a decidirse por una mayoría de dos terceras partes de votos, las decisiones de la Asamblea General se adoptarán por simple mayoría de votos.-

---

Comisión II - Comité 1

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONES UNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL

PROPOSICION URUGUAYA

El Capítulo V - apartado D - parágrafo 1 tendrá la siguiente redacción:

La Asamblea General celebrará sesiones regulares todos los años y sesiones especiales, a iniciativa del Consejo de Seguridad o de la propia Asamblea por mayoría simple de sus miembros, cuando la situación lo exigiera.-

---

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONES UNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL.

Modificación del parágrafo 9 del Apartado B, del Capítulo VIII del plan Dumbarton Oaks

---

El texto del referido parágrafo tendrá la siguiente redacción:

9. a) Debería establecerse una Comisión de Estado Mayor cuyas funciones deberían ser las de asesorar y ayudar al Consejo de Seguridad en todas las cuestiones relativas a las necesidades militares del Consejo de Seguridad para la conservación de la paz y la seguridad internacionales, al empleo y comando de las fuerzas puestas a su disposición, a la regulación de armamentos y al posible desarme. Sujeta esta Comisión al Consejo de Seguridad, debería ser responsable de la dirección estratégica de cualesquiera fuerzas armadas puestas a la disposición del Consejo de Seguridad. La Comisión debería componerse de los Jefes de Estado Mayor de los miembros permanentes del Consejo de Seguridad y del Jefe de Estado Mayor de cada una de las regiones militares en que se divida el mundo, o por sus representantes.-

b) El Consejo de Seguridad establecería las regiones militares en que se dividiría el mundo.-

c) En cada región habría un Estado Mayor Regional compuesto por un representante de cada país que integra esa región y su Jefe sería elegido por ellos, siendo de uno de esos países y podría ser separado de su cargo por la Comisión de Estado Mayor.-

d) Cada país tendría, a disposición de la Organización Mundial, una parte de sus fuerzas militares y esas fuerzas actuarían por disposición del Consejo de Seguridad, por vía de los Estados Mayores Regionales, o por disposición del Estado Mayor Regional en caso de invasión territorial a alguno de los miembros de la región, con aviso al Consejo de Seguridad, el cual podría detener tal acción.-

e) Cuando haya que establecer bases de operaciones militares, navales o aéreas de tal magnitud que el país en que deban establecerse no pueda financiarlas, ese país recibirá ayuda económica y técnica, si las solicita, pero quedarán bajo el comando y con personal exclusivamente nacionales.-

f) Las cuestiones sobre comando de las fuerzas deberían solucionarse subsiguientemente.-

---

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONES UNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL.

PROPOSICION URUGUAYA

Propuesta de agregado al parágrafo 1, apartado A, del Capítulo IX, cuyo texto quedará redactado como sigue:

1.- Con el propósito de crear las condiciones de estabilidad y bienestar necesarios para mantener relaciones de paz y amistad entre las Naciones, el Organismo deberá facilitar la solución de problemas de carácter económico, social y cultural y de otros problemas humanitarios internacionales; promover el respeto a los derechos humanos y a las libertades fundamentales y fomentar la aplicación del principio democrático de igualdad de derechos y deberes en igualdad de condiciones para el hombre y la mujer.-

Comisión II - Comité 3

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONES UNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL.

PROPOSICION URUGUAYA

El Capítulo IX, Apartado D, párrafo 1 del plan de Dumbarton Oaks, tendrá la siguiente redacción:

1.- El Consejo Económico y Social deberá establecer una comisión económica, una comisión social, una comisión internacional de cooperación intelectual, y las demás comisiones que fueren necesarias. Dichas comisiones deberán estar constituídas por peritos. Deberá haber un cuerpo permanente de empleados que deberá formar parte de la Secretaría del Organismo.-

---

A título de bases a tenerse en cuenta por el Consejo Económico y Social, para organizar la Comisión Internacional de Cooperación Intelectual, se formulan las siguientes:

1.- Se compondrá de 18 miembros elegidos por la Asamblea General, que durarán seis años en sus funciones y serán renovables por terceras partes.-

2.- Su función principal será de consejera ante la Asamblea y de supervisora de todos los organismos que constituyan la Organización.-

3.- Comisión de peritos compuesta de 21 miembros con carácter permanente, dividida en las siguientes secciones: enseñanza primaria, secundaria, superior e industrial; artes ciencias y letras.-

4.- Cada Sección podrá designar un mayor número de miembros con carácter transitorio con el fin de asesorarse en los problemas sometidos a su estudio.-

5.- Comisión de intercambio cultural: se compondrá de siete miembros.

6.- Se ocupará de mantener relaciones con todos los organismos que dirijan la enseñanza en los diversos países y fomentar especialmente el intercambio de alumnos y profesores, facilitando en lo posible la creación de becas que se ofrecerán a las personas que deseen perfeccionar sus conocimientos.-

7.- Con esos mismos organismos tratará de que la enseñanza que se imparta en todo el mundo tienda al acercamiento y conocimiento de las naciones, difundiendo ideas de mutuo respeto y amistad.

8.- Se ocupará también de editar las publicaciones que difundan to-

do lo relativo a la cultura internacional, distribuyéndolas lo más profusamente posible.-

---

La organización de cooperación intelectual debería tener autoridad:

a) para llevar a cabo, dentro del marco de sus funciones, recomendaciones de la Asamblea General;

b) para hacer recomendaciones, a iniciativa propia, con respecto a asuntos culturales;

c) para recibir y considerar informes de las organizaciones o entidades culturales que mantuvieran relaciones con el organismo, y para coordinar las actividades de dichas organizaciones o entidades mediante consultas o recomendaciones;

d) para desempeñar las demás funciones que dentro del marco gen de su competencia le pudiera asignar la Asamblea General.-

---

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONE UNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL

ENMIENDAS QUE PROPONE EL URUGUAY CON RELACION AL CAPITULO IX DE LAS PROPUESTAS DE DUMBARTON OAKS

Disposiciones para la cooperación internacional en la solución de los problemas económicos y sociales

(NOTA: Las disposiciones subrayadas son las enmiendas que se proponen.)

APARTADO A. PROPOSITOS Y RELACIONES

1) Las Naciones Unidas reconocen que el progreso económico y el bienestar social son condiciones esenciales para la existencia de una paz permanente fundada en relaciones amistosas entre los Estados. Declaran que el fin del Estado es la felicidad del hombre dentro de la sociedad, sin distinción de raza, credo o sexo, y en condiciones que le aseguren la libertad y la dignidad, la seguridad económica y la igualdad de oportunidades. Afirman que la negativa o el desinterés de cualquier nación para establecer condiciones de trabajo y de vida humanas y justas obstaculiza el esfuerzo de las demás naciones en la consecución de los objetivos ya expresados, deteniendo por consecuencia, el progreso y el bienestar de los pueblos. Y proclaman por esas razones la necesidad de que el Organismo fomente una acción internacional armónica de los Estados, facilitándoles la solución de los problemas de carácter económico, social y humanitario y promoviendo a la vez el respeto a los derechos y a las libertades esenciales de la persona humana.

Coinciden las Naciones Unidas en reconocer que, entre los propósitos a desarrollar por el Organismo, revestirían primordial importancia:

A) La cooperación para la restauración del comercio internacional y el fomento de las inversiones de capitales como medio de obtener altos niveles de ingreso, empleo y consumo en base a la igualdad de acceso al comercio, a las materias primas, y a los bienes de producción necesarios para el desarrollo económico de los pueblos.

B) (I) El mejoramiento de las condiciones de trabajo que reafirme y fortalezca el principio de que "el trabajo humano no es una mercancía."-

(II) La efectividad de un nivel de existencia que le asegure al hombre el acceso a la alimentación adecuada, a la habitación higiénica, a la indumentaria decente y a los demás elementos esenciales para una vida sana y feliz, libre del temor a la necesidad.-

(III) La protección del niño y de la mujer en la medida que asegure la estabilidad moral y el bienestar económico y social de la familia.

C) La cooperación intelectual entre las Naciones para estimular el mejoramiento cultural de los pueblos, su amor a la Paz y a la Justicia, el respeto a la santidad de los Tratados y el sentimiento de la buena vecindad.-

La reponsabilidad para el desempeño de esta función debería descansar en la Asamblea General y, sujeto a la autoridad de la Asamblea General, en un Consejo Económico y Social. Reconociendo que la paz social es indispensable al bienestar y al progreso de los pueblos, los patrones y los obreros de los Estados Miembros serían invitados a participar con sus gobiernos respectivos en la referida función del Organismo.-

2) Las distintas organizaciones y entidades especializadas de carácter económico, social y de otra naturaleza tendrían en los campos respec-

tivos las responsabilidades que estipularan sus Estatutos. Deberían establecerse relaciones entre cada una de dichas organizaciones o entidades y el Organismo, conforme a los términos que se determinaren por acuerdo entre el Consejo Económico Social y las autoridades competentes de la organización o entidad especializada que sea del caso, sujeto a la aprobación de la Asamblea General.-

Por lo que se refiere a la Protección de los Trabajadores y al mejoramiento de las condiciones de trabajo, la Asamblea podría disponer que las funciones relacionadas con esta materia fueran ejercidas por la Organización Internacional del Trabajo de acuerdo con el programa y las normas de su constitución y funcionamiento, sin perjuicio de los ajustes que se estimasen necesarios.-

APARTADO B.

COMPOSICION DE LA ASAMBLEA Y DEL CONSEJO

Votación

1) a) Para la discusión y votación sobre asuntos relacionados con la cooperación internacional en la solución de los problemas económicos y sociales, las Delegaciones de los Estados Miembros a la Asamblea General del Organismo se integrarían con dos delegados profesionales que representarían, respectivamente, a los patrones y a los trabajadores de cada uno de dichos Estados Miembros.

b) Cada delegado podría actuar acompañado de hasta dos consejeros técnicos por cada una de las cuestiones que figuraran en la orden del día. Uno de estos consejeros técnicos debería ser mujer cuando se discutieran problemas relacionados con la protección de las mujeres. Los consejeros técnicos actuarían además como delegados-suplentes.

590

c) los representantes profesionales, así como sus consejeros técnicos deberían designarlos los Estados Miembros a propuesta de las organizaciones profesionales más representativas que existieran en el territorio de cada una de ellas.

d) Las resoluciones de la Asamblea para las que no se estableciese una mayoría especial deberían ser adoptadas por simple mayoría de votos a condición de que se hallaren presentes la mayoría del total de sus miembros y la mayoría de los delegados gubernamentales.-

2) El Consejo Económico y Social debería componerse de dieciocho miembros del Organismo. La Asamblea debería elegir por términos de tres años los Estados que han de tener representación en dicho Consejo. Cada uno de dichos Estados debería tener un representante con derecho a un voto. Las decisiones del Consejo Económico deberían tomarse por simple mayoría de votos de los representantes que estuvieren presentes.

APARTADO C

RESOLUCIONES Y AUTORIDAD DE LA ASAMBLEA Y DEL CONSEJO ECONOMICO Y SOCIAL.

1) Las resoluciones de la Asamblea General podrían adoptar la forma de:

a) Una "recomendación" para que las autoridades competentes de cada uno de los Estados Miembros adoptaran medidas sobre un asunto determinado.

b) Un "proyecto de convenio internacional" para ser sometido a la ratificación de la autoridad o autoridades competentes de cada uno de los Estados Miembros.

Inmediatamente de constituído el organismo, la Asamblea General propondrá a la aceptación de los Estados Miembros las disposiciones que estimase necesarias para facilitar la aplicación de sus "recomendaciones" y la rat'

ficación de los "proyectos de convenios", así como también el respeto a las disposiciones contenidas en ellos. También se establecerían en esa oportunidad las disposiciones concernientes a la votación de esa clase de resoluciones.-.-

2) El Consejo Económico y Social debería tener autoridad:

a) Para llevar a cabo, dentro del marco de sus funciones recomendaciones de la Asamblea General.

b), Para hacer recomendaciones a iniciativa propia y dentro del marco de sus funciones, con respecto a asuntos económicos y sociales y a otros asuntos humanitarios de carácter internacional;

c) Para recibir y considerar informes de las organizaciones o entidades económicas sociales y de otras naturalezas, que mantuvieran relaciones con el Organismo, y para coordinar las actividades de dichas organizaciones o entidades mediante consultas o recomendaciones;

d) Para examinar los presupuestos administrativos de dichas organizaciones o entidades especializadas a fin de someter recomendaciones a su consideración;

e) Para disponer lo necesario para que el Secretario General pueda suministrar informes al Consejo de Seguridad;

f) Para ayudar al Consejo de Seguridad cuando éste lo solicitare; y

g) Para desempeñar las demás funciones que dentro del marco general de su competencia le pudiere asignar la Asamblea General.

APARTADO D,

ORGANIZACION Y PROCEDIMIENTO,

1) El Consejo Económico y Social debería establecer una comisión económica, una comisión social, una comisión para los problemas de la educación

y de la cultura, y las demás comisiones que fueren necesarias. En dichas comisiones debería darse intervención a los Estados Miembros que no tuvieren representación en el Consejo Económico y Social en la medida que fuere posible y conveniente. Las referidas comisiones tendrían directores y asistentes técnicos.

Debería haber un cuerpo permanente de empleados que debería formar parte de la Secretaría del Organismo.-

2) El Consejo Económico y Social debería hacer arreglos adecuados para que los representantes de las organizaciones o entidades especializadas participaran sin voto en las deliberaciones de aquel y en las de las comisiones que él estableciera.-

3) El Consejo Económico y Social debería adoptar sus propias reglas de procedimiento y el método de elegir su Presidente.-

---

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONES UNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL.

PROPOSICION URUGUAYA

El Apartado A del Capítulo VI tendrá la siguiente redacción:

El Consejo de Seguridad se compondrá de un representante de cada uno de once miembros del Organismo. Los representantes de los Estados Unidos de América, del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, de la Unión de las Repúblicas Socialistas Soviéticas, de la República de China y, oportunamente, de Francia tendran asientos permanentes. La Asamblea General deberá elegir seis Estados para cubrir los asientos no permanentes dando representación a las unidades regionales con individualidad internacional generalmente reconocida y, por rotación dentro de ellas, a cada uno de los Estados que las integran, y no estén representadas en el Consejo de Seguridad.-

(El resto del artículo mantiene la misma redacción del proyecto.)

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONES UNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL

PROPOSICION URUGUAYA

El Capítulo VI - apartado B - parágrafo 5 tendrá la siguiente redacción:

A fin de promover el establecimiento y la conservación de la paz y la seguridad internacionales con la menor utilización posible de los recursos humanos y económicos del mundo con fines de armamento, el Consejo de Seguridad tendrá, con la cooperación de la Comisión de Estado Mayor a que se refiere el párrafo 9 - apartado B - Capítulo VIII, responsabilidad de trazar los planes para el establecimiento de un sistema regulador de los armamentos cuya fabricación estará reservada exclusivamente a los Gobiernos, que se someterían a los miembros del Organismo.-

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONES UNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL.

PROPOSICION URUGUAYA

En el Capítulo VI - apartado C - se agregará, con el número 4, un parágrafo que tendrá la siguiente redacción:

4. El Consejo de Seguridad examinará cada tres años o a iniciativa propia, la posibilidad de generalizar a todos los casos de decisiones la regla contenida en el segundo párrafo del precedente numeral.-

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONES UNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL.

PROPOSICION URUGUAYA

SOLUCION PACIFICA DE CONTROVERSIAS

Capítulo VIII del Plan Dumbarton Oaks.

APARTADO A.

.....

6.- Las controversias justiciables se referirán al Tribunal Internacional de Justicia. El Consejo de Seguridad podrá requerir la opinión del Tribunal sobre cuestiones legales relacionadas con otras controversias.-

Si se trata de controversias que el Consejo de Seguridad considera no justiciables y las partes no se han puesto de acuerdo para solucionarlas, según lo dispuesto en el parágrafo 3, Apartado A, del presente Capítulo, el mismo Consejo constituirá con carácter de urgencia, un Tribunal de Arbitraje para la solución de la controversia.-

A tal efecto el Consejo de Seguridad tendrá facultades para resolver lo referente al número, el nombre y los poderes de los árbitros, así como el procedimiento a que deberá ajustarse el Tribunal.-

Se tendrá en cuenta para la elección de árbitros, que su nacionalidad, títulos y experiencia ofrezcan las mayores garantías de competencia e imparcialidad.-

---

Comisión IV - Comité 1

DELEGACION DEL URUGUAY
A LA
CONFERENCIA DE LAS NACIONES UNIDAS
SOBRE
ORGANIZACION INTERNACIONAL

PROPOSICION URUGUAYA

TRIBUNAL INTERNACIONAL DE JUSTICIA. Disposición aditiva, a continuación del artículo 36 (texto de jurisdicción obligatoria) aprobado por la Comisión de Juristas de las Naciones Unidas, reunida en Washington, D.C., el 20 de abril de 1945.-

---

Cuando la Corte considere que un asunto que le ha sido sometido no tiene carácter jurídico, deberá constituír un Tribunal de Arbitraje, destinado a resolverlo.-

A tal efecto, tendrá competencia para decidir todo lo referente al número, nombre y poderes de los árbitros, así como respecto al procedimiento a que deberá ajustarse el Tribunal Arbitral.-

---

The United Nations Conference on International Organization

Doc 2 (FRENCH)
G/7 (b)
May 1, 1945

GENERAL

HAITI,
le 27 octobre 1944

COMMENTAIRES DU GOUVERNEMENT HAITIEN SUR LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

MEMORANDUM

Le Gouvernement Haitien a pris connaissance avec le plus vif intérêt, des propositions élaborées à Dumbarton Oaks quant à l'établissement d'une Organisation internationale, dont les buts, tels qu'ils sont exposés, méritent son approbation la plus entière.

Les moyens d'atteindre à ces buts ont été examinés par le Gouvernement Haitien avec le même soin et il ne peut que souscrire à toutes les vues exprimées, persuadé qu'il est, qu'elles seront propres à asseoir la paix dans le monde qui naîtra de l'épouvantable catastrophe que nous vivons par le fait de cette guerre sans merci, et qu'elles contribueront à prévenir dans une très large mesure tous actes d'agression.

Le Gouvernement Haitien est prêt à adhérer aux statuts qui seront tirés des propositions qui lui ont été soumises. Il pense que l'Organisation "Les Nations Unies", telle qu'elle est envisagée, aura dans l'après-guerre, une mission heureuse et fructueuse, puisqu'elle prévoit les moyens coercitifs nécessaires pour faire respecter ses décisions, en vue du maintien de la Paix dans le monde.

(Le présent memorandum porte la signature du Président de la République de Haiti, et a été transmis par l'Ambassadeur Haitien au Département d'Etat le 27 Octobre, 1944. La suite du memorandum ne se rapporte pas aux propositions de Dumbarton Oaks.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 2 (FRENCH)
G/7 (b) (1)
May 4, 1945.

GENERAL

PROPOSITION D'AMENDEMENT SOUMISE PAR LA DELEGATION DE LA REPUBLIQUE D'HAITI

AU CHAPITRE II DES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

La Délégation Haitienne considère comme une heureuse et utile innovation d'avoir introduit dans un des premiers chapitres du Projet de Charte de Dumbarton Oaks, un énoncé des principes essentiels qui doivent servir de base à l'Organisation "Les Nations Unies" et en conditionner le fonctionnement et le développement.

Il apparait néanmoins que, pour être complète et produire toute son efficacité, cette énonciation devrait tenir compte autant des aspirations et principes, sans cesse réaffirmés dans les Conférences Internationales, que de la leçon objective des faits révélant qu'en sus des causes économiques, le Conflit mondial actuel s'est alimenté, de la façon la plus intensive et la plus cruelle, des perturbations psychologiques créées par les discriminations religieuses et raciales des doctrines politiques que précisément combattent les "Nations Unies" restant fidèles à l'idéal démocratique de liberté et de dignité humaines. Les faits postulent pour les Etats comme pour les individus de nouvelles garanties juridiques et politiques plus précises. C'est pourquoi, à côté du principe fondamental de l'égalité souveraine de tous les Etats amants de la Paix, - qui gagnera sans doute à être formulé en termes plus nets - la Délégation Haitienne a l'honneur de proposer d'inscrire formellement comme corollaire, le principe de la non-discrimination raciale ou religieuse, en modifiant le paragraphe 1 du Chapitre II des Propositions de Dumbarton Oaks, comme suit :

" L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats épris de paix et excluant de leurs " rapports toute discrimination raciale ou religieuse."

PROPOSITION D'AMENDEMENT SOUMISE PAR LA DELEGATION DE LA REPUBLIQUE D'HAITI

AU CHAPITRE IX DES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

La Délégation de la République d'Haiti estime qu'au Chapitre IX des Propositions de Dumbarton Oaks, intitulé: "Arrangements relatifs à la Coopération Economique et Sociale sur un Plan International" une attention spéciale aurait dû être accordée à l'important problème de l'éducation des peuples en vue de la Paix.

Si les mesures d'ordre politique, économique et militaire, prévues par les Propositions de Dumbarton Oaks, peuvent en effet assurer dans le monde le désarmement physique des peuples, c'est par l'éducation seule que l'on doit espérer arriver à leur désarmement moral. C'est par l'éducation seule que l'on peut développer dans le coeur des hommes les sentiments d'amour et de tolérance à l'égard du prochain sans lesquels il ne saurait y avoir de paix durable et juste.

Le premier soin des dictateurs en arrivant au pouvoir a été de s'emparer de la jeunesse des écoles. C'est de ce point stratégique qu'ils ont pu mener le reste de leur campagne : abolir les libertés, persécuter les minorités, mentir, tuer, voler et s'en prendre même à Dieu. On se demande parfois comment des êtres humains ont pu accepter à se soumettre à un régime aussi abject. L'explication est claire, les dictateurs avaient su prendre l'âme de leur peuple et la former à l'image de la leur.

Dans ces conditions, la Délégation de la République d'Haiti estime que l'organisation internationale qu'il s'agit de créer a pour devoir d'accorder, comme il est dit ci-dessus, une attention spéciale au problème de l'éducation des peuples.

Pour cette raison, elle a l'honneur de proposer qu'au Chapitre IX des Propositions de Dumbarton Oaks, après les mots "économique et sociale", qui reviennent assez souvent dans le texte, il soit ajouté le mot "éducationnel".

Elle propose également, qu'à la Section D de ce même chapitre, intitulée : "Organisation et Procédure", il soit prévu l'institution d'une commission d'éducation qui serait chargée d'assurer la coopération intellectuelle entre les peuples et de travailler au développement dans le monde de demain de systèmes d'éducation, bases sur un idéal de justice, d'égalité, de liberté et de paix.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (Spanish)
6/7 (c)

GENERAL

MEXICO
October 31, 1944

OPINION

DE LA

SECRETARIA DE RELACIONES EXTERIORES DE MEXICO

SOBRE EL

PROYECTO DE DUMBARTON OAKS

PARA LA CREACION DE UNA

ORGANIZACION INTERNACIONAL GENERAL

C/7 (c)
Dec. 31, 1944

MEMORANDUM
OPINION DE LA SECRETARIA DE RELACIONES EXTERIORES DE MEXICO SOBRE EL PROYECTO DE DUMBARTON OAKS

Con fecha 14 de julio último, el Gobierno de los Estados Unidos de América, por conducto de su Embajada en México, sometió a la Secretaría de Relaciones Exteriores un memorándum informándola respecto al adelanto de los estudios por él realizados para la elaboración de un Proyecto de Constitución, a fin de establecer una Organización Internacional destinada a conservar la paz y garantizar la seguridad colectiva; y comunicándole que, en fecha próxima, se iniciarían conversaciones sobre dicho tema con los Gobiernos de la Gran Bretaña, de la Unión Soviética y de China.

Se expresaba igualmente, en el memorándum aludido, que los puntos de vista generales del Gobierno de los Estados Unidos de América acerca de la naturaleza y funciones de la proyectada Organización Internacional, habían sido expuestos por el señor Presidente Roosevelt, en las declaraciones que formuló el 15 de junio del año en curso; y se añadía que los planes elaborados por los Estados Unidos estaban lejos de ser definitivos por lo que se deseaba conocer la opinión de la Secretaría de Relaciones Exteriores sobre la materia, ya que se juzgaba esencial, para conseguir éxito en la tarea de que se trata, llevar a cabo un amplio y libre intercambio de los puntos de vista de todas las Naciones, grandes y pequeñas.

Se ponía finalmente de relieve el hecho de que, si bien las primeras pláticas iban a celebrarse exclusivamente con la Gran Bretaña, la Unión Soviética y China, "ya que son éstas tres Naciones las que, con los Estados Unidos, están avocados a llevar el peso de la responsabilidad principal para la conservación de la paz durante los años de la postguerra", ello no significaba que se pretendiese vulnerar el principio de la igualdad jurídica de todos los Estados, ni mucho menos que se hubiera pensado en prescindir del concurso de las Repúblicas de nuestro Continente--cuya aportación ha contribuído tanto a los importantes resultados obtenidos en las asambleas internacionales celebradas durante la presente guerra--o en desconocer el trascendental papel que el sistema Interamericano está llamado a desempeñar en la postguerra.

Con fecha 5 de septiembre último, la Secretaría de Relaciones Exteriores dió respuesta al referido memorándum, manifestando que, como el Titular de la misma, señor Licenciado Ezequiel Padilla, había ya tenido oportunidad de exponer repetidas veces su posición respecto a la materia en cuestión, consideraba que la mejor manera de precisar tal posición consistía en dar a conocer un Proyecto de Constitución para el Organismo Internacional en estudio, en cuya elaboración había procurado exponer en forma metódica las ideas que le parecían esenciales.

El Gobierno de los Estados Unidos ha transmitido a la Secretaría de Relaciones Exteriores, con fecha 9 del actual, el texto de las proposiciones, fruto de la Conferencia de Dumbarton Oaks, para la creación de una Organización Internacional General que se intitularía "Las Naciones Unidas", así como el de las declaraciones formuladas por el Secretario de Estado, señor Cordell Hull, en el sentido de que tales proposiciones "en su presente forma no son completas ni definitivas" y que "están ahora listas para su cabal estudio y discusión por parte de los pueblos de todos los países" ya que "la Organización que sea creada debe reflejar las ideas y anhelos de todas las Naciones amantes de la paz que participen en su creación", para lo que se requerirá una conferencia general de las Naciones Unidas.

La Secretaría de Relaciones Exteriores estimó, en consecuencia, que contribuiría útilmente al intercambio de opiniones, al que tanta importancia concede con razón el señor Secretario Hull, efectuando un estudio comparativo del Proyecto de Dumbarton Oaks, con el Proyecto Mexicano que, según ya antes se dijo, transmitió el 5 de septiembre al Gobierno de los Estados Unidos de América.

A tal objeto está consagrada la parte central del presente memorándum. Se ha tomado como base para la comparación el Proyecto de Dumbarton Oaks (en su traducción preliminar al castellano preparada por el Departamento de Estado) y, con excepción del preámbulo y los tres primeros capítulos de dicho documento--que se examinan en conjunto ya que los puntos en ellos tratados se encuentran íntimamente vinculados en la exposición hecha en el proyecto mexicano--en todos los demás capítulos se ha procedido al estudio de los mismos por separado, insertando paralelamente las previsiones relativas del Proyecto Mexicano y formulando, al final de cada uno de ellos, un comentario más o menos extenso según lo requiera la importancia de la materia que en ellos se trata.

Tomando en cuenta que el Proyecto Mexicano ha sido redactado en la forma más concisa posible, ya que está encaminado a precisar únicamente todos aquellos puntos que se juzgaron esenciales para que la futura Organización responda mejor a los fines que se persiguen, se ha creído conveniente, en varios casos, repetir algunos de sus artículos, pues a veces uno solo de éstos comprende estipulaciones que, en la exposición detallada del Proyecto de Dumbarton Oaks, se encuentran incluidas en diferentes capítulos.

Por otra parte, con objeto de ampliar y enriquecer este estudio, y tomando en consideración que, según lo expresó el señor Presidente Roosevelt en sus declaraciones del 15 de junio y lo ha repetido posteriormente el Secretario de Estado, señor Hull, "todos los planes y sugestiones de grupos, organizaciones e individuos han sido cuidadosamente discutidos y examinados" por el Gobierno de la Unión Americana desde antes de la Conferencia de las Cuatro Potencias que acaba de efectuarse, se ha estimado oportuno establecer en algunos casos un paralelo con las estipulaciones contenidas, tanto en el Pacto de la Sociedad de las Naciones--que, independientemente del juicio que se tenga de él, representa el primer intento de aplicación práctica del principio de la seguridad colectiva en el orden mundial--como en tres distintos trabajos publicados en fecha reciente y que, por el número y la calidad de sus autores y por formular proposiciones concretas para la estructuración y funcionamiento de la maquinaria internacional que venga a reemplazar a la Liga de Ginebra, pueden, probablemente, considerarse como los de mayor trascendencia entre los centenares de proyectos análogos dados a la publicidad durante los últimos años.

Son estos tres proyectos(x) los siguientes: el "Proyecto de Pacto para la futura Autoridad Internacional", elaborado por el Comité Ejecutivo de la Unión de la Sociedad de las Naciones de Londres, del que forman parte, entre

(x) Los fragmentos que se insertan en este Memorándum son traducciones de los textos publicados en los números de la "International Conciliation" correspondientes a febrero, abril y agosto del año en curso.

otras reputadas personalidades, el Vizconde Cecil de Chelwood, el Profesor Gilbert Murray y Lord Lytton: el estudio intitulado "El Derecho Internacional del Futuro: Postulados, Principios y Proposiciones", fruto de la labor conjunta de un muy numeroso grupo de internacionalistas de primera fila de los Estados Unidos y del Canadá (ciento cuarenta y cinco, exactamente) entre los que se hallan nombres del prestigio de Clyde Eagleton, Charles G. Fenwick, Manley O. Hudson, Frederick S. Dunn, Frederic R. Coudert, George A. Finch, Philip C. Jessup, Pitman B. Potter y John B. Whitton, y el "Proyecto para una Constitución de la Organización Internacional General", redactado por quince internacionalistas norteamericanos--algunos de los cuales habían participado en el anterior estudio, y entre los que figuran Manley O. Hudson, James T. Shotwell, Malcolm W. Davis, Clark M. Eichelberger, Philip C. Jessup, Frank G. Boudreau, Huntington Gilchrist y Quincy Wright--y al que ha dado posteriormente su adhesión la Comisión para el Estudio de la Organización de la Paz, que agrupa cerca de un centenar de especialistas estadounidenses en cuestiones internacionales, varios de los cuales desempeñan altos puestos técnicos en la administración pública de su país. (Para mayor concisión se designará en adelante a dichos planes como "Plan Técnico Británico", "Plan Técnico Americano-Canadiense" y "Plan Técnico Estadounidense").

Por último, además de los comentarios formulados después de cada capítulo, se hace al final de este memorándum una síntesis que contiene las conclusiones generales que, en opinión de la Secretaría de Relaciones Exteriores de México, se desprenden del análisis efectuado en el estudio comparativo de que se viene hablando.

x x
x

PROYECTO DE DUMBARTON OAKS:

Debería establecerse un organismo internacional con el nombre de Las Naciones Unidas, cuyo Estatuto contuviera las disposiciones necesarias para hacer efectivas las propuestas siguientes:

Capítulo I

FINES

Los Fines del Organismo deberían ser:

1.- Mantener la paz y la seguridad internacionales; y a ese fin, tomar medidas colectivas efectivas para la prevención y eliminación de amenazas a la paz y la supresión de actos de agresión u otros quebrantamientos de la paz, y para lograr por medios pacíficos el ajuste y la solución de controversias internacionales que pudieran derivar en quebrantamientos de la paz;

2.- Fomentar relaciones de amistad entre las naciones y tomar otras medidas adecuadas para fortalecer la paz universal.

3.- Lograr la cooperación internacional en la solución de problemas económicos y sociales y otros problemas humanitarios internacionales; y

PROYECTO MEXICANO.

1.- Se reconoce como regla fundamental de conducta de los Gobiernos el Derecho Internacional. Con objeto de precisar los principios esenciales del mismo, todos los Miembros de la comunidad de Naciones se comprometen a observar las normas enunciadas en la "Declaración de Derechos y Deberes de los Estados" y en la "Declaración de Derechos y Deberes Internacionales del Hombre" que figuran como anexo al presente Pacto (1), las que deberán ser revisadas de tiempo en tiempo con objeto de que correspondan a las necesidades y aspiraciones de la convivencia internacional.

2.- Para facilitar la aplicación práctica de tales normas, en el terreno nacional, así como la de todas las disposiciones del presente Pacto, sin necesidad de someterlas nuevamente a los organismos constitucionales respectivos, todos los Gobiernos se obligan a adoptar, a la mayor brevedad, las medidas legislativas que

(1) Con suficiente antelación a la firma del Pacto deberán elaborarse sendos proyectos de las declaraciones en cuestión por un Comité de Expertos de las Naciones Unidas.

4. Proporcionar un centro donde armonizar la acción de las naciones en la consecución de estos fines comunes.

Capítulo II

PRINCIPIOS

Para lograr los fines expuestos en el Capítulo I, el Organismo y sus miembros deberían actuar de acuerdo con los principios siguientes:

1. El Organismo se fundamenta en el principio de la igualdad soberana de todos los estados amantes de la paz.

2. A fin de asegurar a todos los miembros los derechos y beneficios inherentes a la condición de miembros del Organismo, éstos se comprometen a cumplir con las obligaciones por ellos asumidas de conformidad con el Estatuto del Organismo.

3. Los miembros del Organismo dirimirán sus controversias por medios pacíficos de forma que no se quebranten la paz y la seguridad internacionales.

4. Los miembros del Organismo se abstendrán de usar en sus relaciones internacionales la amenaza o la fuerza en forma alguna que sea incompatible con los fines del Organismo.

5. Los miembros del Organismo prestarán toda clase de ayuda al Organismo en cualquier acción que tome éste de conformidad con las disposiciones del Estatuto.

6. Los miembros del Organismo se abstendrán de prestar ayuda a estado alguno contra el cual el Organismo esté tomando acción preventiva o compulsiva.

El Organismo debería garantizar que los estados que no son miembros del Organismo actuaran de acuerdo con los principios expuestos, hasta donde fuere necesario para mantener la paz y la seguridad internacionales.

Capítulo III

MIEMBROS

1. Todos los estados amantes de la paz deberían tener la oportunidad de ser miembros.

sean necesarias.

3. Para ayudar al logros del mismo objetivo, en el orden internacional, y con el fin de regular la convivencia de los Estados, dentro de una paz permanente que garantice la seguridad colectiva y el bienestar general, se crea una Unión Permanente de Naciones de la que deben ser Miembros todos los Estados, Dominios y Colonias que se gobiernen libremente.

4. Se exceptúa de la obligación anterior a aquellos Estados que, por su escasa extensión territorial, no puedan asumir - en opinión de la Asamblea- las obligaciones estipuladas en el presente Pacto.

C O M E N T A R I O

El análisis comparado de los textos que acaban de transcribirse permite hacer los siguientes comentarios:

A.- El proyecto de Dumbarton Oaks estipula el respeto de ciertos principios generales -enumerados en el capítulo II- únicamente como instrumentos para conseguir la realización de los fines -incluídos en el capítulo I- del Organismo Internacional que se proyecta. A la luz de los documentos internacionales básicos, adoptados por las Naciones democráticas en lucha contra las potencias totalitarias -Carta del Atlántico y Declaración de las Naciones Unidas- resultaría conveniente invertir el orden de dicha exposición y seguir, más bien; el del Proyecto Mexicano, ya que, conforme al texto de tales documentos y a declaraciones de los principales estadistas de las Naciones Unidas, los pueblos de éstas han venido sacrificando vidas y recursos durante cinco años, en la mas destructora de las guerras, para impedir la violación y conseguir la observancia de los principios reconocidos como fundamentales del Derecho Internacional, y no simplemente para constituir un Organismo Internacional por muy nobles que sean sus fines. No debe hablarse, pues, de principios al servicio de un organismo, sino de un organismo destinado a conseguir la aplicación práctica de tales principios. No son éstos los instrumentos de aquél, sino el organismo el medio para que la validez de los primeros sea hecha realidad.

B.- Los principios de conformidad con los cuales deberían actuar los Miembros de la Organización Internacional, según lo dispuesto en el capítulo II del Proyecto de Dumbarton Oaks, figuran, indudablemente, entre aquéllos universalmente reconocidos como principios fundamentales del Derecho Internacional. Sin embargo, la enumeración que ahí se hace resulta incompleta en lo que atañe a los Derechos y Deberes de los Estados y adolece de una grave laguna en lo relativo a los Derechos y Deberes Internacionales del Hombre, cuyo respeto constituye uno de los objectivos esenciales de la presente guerra, según lo expresado en el Preámbulo de la Declaración de las Naciones Unidas en cuyo segundo párrafo se lee:

"Convencidos de que es esencial obtener una victoria absoluta sobre sus enemigos para defender la vida, la libertad, la independencia y la libre profesión de cultos, así como para preservar los derechos humanos y la justicia, tanto en su propio suelo como en otras tierras...".

De ahí que parezca más adecuado y conforme a los ideales de las Naciones democráticas el método seguido en el Proyecto Mexicano. En éste, se comienza, en efecto, por dejar claramente asentado que "se reconoce como regla fundamental de conducta de los Gobiernos el Derecho Internacional". Semejante afirmación coincide con la inserta en el Preámbulo del Pacto de la Sociedad de las Naciones en el que se estipuló que las Altas Partes Contratantes se comprometían a "observar rigurosamente las prescripciones del Derecho Internacional, reconocidas, de aquí en adelante, como regla de conducta efectiva de los Gobiernos".

Tomando en cuenta la necesidad de precisar los principios esenciales del mismo Derecho Internacional, se prevé luego la adopción por todos los Miembros de la comunidad de Naciones de una "Declaración de Derechos y Deberes de los Estados" y una "Declaración de Derechos y Deberes Internacionales del Hombre", las cuales deberían ser redactadas en forma de proyecto por un Comité de Expertos de las Naciones Unidas.

Para llevar a cabo la redacción de la primera, podría efectuarse un estudio comparado y selectivo entre los principios incorporados en el Capítulo II del Proyecto de Dumbarton Oaks y los contenidos en varios de los documentos internacionales o nacionales recientes que mayor trascendencia revistan en conexión con este tema, tales como: el "Plan Técnico Británico"; el "Plan Técnico Americano-Canadiense"; el "Plan Técnico Estadounidense"; el "Proyecto de Declaración de Principios Fundamentales del Derecho Internacional Moderno", preparado por el internacionalista Alejandro Alvarez y que, con anterioridad a la presente conflagración había sido aprobado, entre otras instituciones, por la Unión Jurídica Internacional y la International Law Association; la "Convención sobre Derechos y Deberes de los Estados" suscrita en la Séptima Conferencia Interamericana y el "Protocolo Adicional relativo a No Intervención" de la Conferencia de Consolidación de la Paz de Buenos

96

Aires; la "Declaración de Principios Americanos" adoptada por la Octava Conferencia Interamericana de Lima, y la "Declaración sobre Reafirmación de Principios Fundamentales de Derecho Internacional" elaborada por el Comité Jurídico Interamericano de Río de Janeiro.

Sin pretender invadir lo que debe ser tarea de la competencia del Comité de Expertos de las Naciones Unidas ya mencionado, baste apuntar la conveniencia -indicando al mismo tiempo brevemente los motivos- de que, en la Declaración de Derechos y Deberes de los Estados que se elabore figuren los tres siguientes principios que no están incluídos en el Proyecto de Dumbarton Oaks:

1.- Respeto de la integridad territorial y de la independencia política.

Este principio podría incluirse en la Declaración en los siguientes términos:

"Ningún Estado atentará contra la integridad territorial o la independencia política de otro. Tampoco podrán constituirse nuevos Estados ni alterarse la delimitación geográfica o la forma de Gobierno de los ya existentes sin la aprobación de la Asamblea".

Las razones que sirven de base a la anterior proposición, por lo que se refiere a la primera parte de ella, resultan obvias y no necesitan comentario, ya que el respeto de la integridad territorial y la independencia política debe formar parte de todo sistema de seguridad colectiva; y en cuanto a la segunda parte, serán también evidentes para quienquiera que no haya echado en olvido los métodos de agresión solapada empleados por las potencias totalitarias con la creación de Estados artificiales y de regímenes peleles.

2.- No intervención.

Este principio, piedra angular del Sistema Interamericano, merece figurar en primer término entre los que el Nuevo Mundo puede aportar como contribución propia a la integración del Organismo Internacional General que se cree. A este respecto es pertinente recordar -por la actualidad que encierran- las siguientes palabras del Subsecretario de Estado de los Estados Unidos, señor Edward R. Stettinius Jr. quien, en discurso del 12 del presente octubre, afir-

mé que "los principios en que se basa el Sistema Interamericano son fruto de una larga y fecunda experiencia y no puedan menos que tener gran influencia en el modo en que ha de operar el Organismo Internacional que se está proyectando".

La incorporación de tal principio en la Declaración podría efectuarse -siguiendo la terminología consagrada en la "Convención sobre Derechos y Deberes de los Estados" y en el "Protocolo Adicional -relativo a No Intervención"- como sigue:

"Ningún Estado tiene derecho a intervenir, directa o indirectamente, y sea cual fuere el motivo, en los asuntos interiores o exteriores de otro".

Por lo demás, la extensión al orden universal de este principio americano ha sido ya propuesta explícitamente por el autorizado grupo de internacionalistas de los Estados Unidos y del Canadá que, en el "Plan Técnico Americano-Canadiense", sugieren la inclusión del mismo entre los principios del Derecho Internacional, proponiendo, al respecto, una redacción ("Cada Estado tiene el deber legal de abstenerse de toda intervención en los asuntos internos de cualquier otro Estado") sobre la cual ofrece claras ventajas -en opinión de la Secretaría de Relaciones Exteriores de México- la adoptada en las Asambleas Interamericanas.

En cuanto a los motivos y procedentes internacionales que puedan aducirse en favor de la consagración universal del principio de no intervención, parece suficiente reproducir aquí la exposición hecha en el citado "Plan Técnico Americano-Canadiense", ya que refleja el punto de vista común de los ciento cuarenta y cinco distinguidos autores del proyecto en cuestión:

"El principio de que, en sus asuntos internos, cada Estado debe estar libre de intervención de parte de otros Estados que obren por sí y ante sí, es corolario del precepto general que establece que cada uno de los Estados que constituyen la Comunidad de Estados debe ser responsable de su propia conducta.

"No han sido raros los casos en el pasado en los cuales un Estado poderoso ha tratado de imponer su voluntad sobre un Estado menos poderoso - con respecto al modo de disponer éste su propia -- economía, y en que el temor engendrado por tal accion ha sido un factor de perturbación en las relaciones entre muchos Estados. Tal intromisión llegó a ser tan frecuente que se hicieron esfuerzos - para justificarla, por medio de tentativas de ley que permitiesen la intervención, y estas tentativas hasta derivaron cierto asomo de autoridad, de un fallo dictado por un tribunal de la Corte Permanente de Arbitraje en el caso de la 'Venezuela Preferential Claims.'

"Algunas de las Repúblicas Americanas, -- que han sido victimas de la aludida intervención por largo tiempo, han urgido que sea censurada enfáticamente, y sus esfuerzos condujeron a la inclusion, en la Convención sobre Dorechos y Deberes de los Estados, adoptada en Montevideo en 1933, de la clausula de que 'ningun Estado tiene derecho de intervenir en los asuntos internos ni en los externos de otro'. Esa Convención, ratificada por diez y seis Estados Americanos, fué complementada por - un Protocolo adoptado en Buenos Aires en 1936, y - por la Declaración de Principios Americanos aprobada en Lima en 1938, los que, ambos, ratificaron el principio. Dichas disposiciones, en su parte alusiva a la intromisión en los asuntos externos, deben entenderse en sentido de prohibir todo intento por parte de un Estado, obrando por si y ante si, para controlar las relaciones entre otros Estados. No tratan de evitar que algún Estado haga valer su interés en un asunto que esté bajo discusión por -- otros Estados. Tampoco impiden el esfuerzo de la Comunidad de Estados para proteger el interés general en las relaciones entre Estados, tal como el - interés por la paz que diecinueve Estados Americanos trataron de amparar por la declaración de 3 de agosto de 1932, con referencia alla controversia - sobre el Chaco, entre Bolivia y Paraguay.

"Asimismo, muchos Estados, en otras partes del orbe, han intentado sustraerse a los peligros de la intervención. En declaraciones anexas a las Convenciones que definen la Agresión del 3 y 4 de julio de 1933, la Unión Soviética y sus vecinos de

claraban que ningún acto de agresión, tal como se definía, podía quedar justificado fundándolo en -- "la condición interna de un Estado, por ejemplo; - su estructura política, económica o social; supues tos defectos en su administración; disturbios debi dos a huelgas, revoluciones, contra-revoluciones o guerra civil".

"En 1933 los Estados Unidos de America y - la Unión Soviética celebraron un convenio en cuya virtud cada una de las Partes se comprometió a -- "abstenerse de intervenir en cualquier forma en -- los asuntos internos" de la otra. En 1937, la Con ferencia de Bruselas declaró que "no existe justi- ficación en derecho para el uso de la fuerza arma- da por cualquier país con el fin de intervenir en el régimen interior de otro." Muy recientemente,- también en el Tratado de Ayuda Mutua de 1942, la Gran Bretaña y la Unión Soviética se comprometie-- ron a actuar de acuerdo con el principio de "no in tromisión en los asuntos interiores de otros Esta- dos".

"El principio reafirma un precepto de dere cho existente; censura a todo Estado que obre por si y ante sí para inmiscuirse en los asuntos inter nos de otro Estado. No excluye la acción que se - adopte en nombre de la comunidad de Estados y con el mandato de un Organismo competente de la Comuni dad de Estados, en caso de que se determinase que las condiciones prevalecientes en el territorio de algún Estado amenacen la paz y el orden internacio nales.

"La enunciación de este principio en la ho ra presente, no sólo estaría en armonía con las -- tendencias de la opinión universal, sino que sumi- nistraría una garantía necesaria a los Estados pe- queños, de que el mundo del futuro será un mundo - en que puedan vivir de acuerdo con sus propias as- piraciones, sin ser molestados. Generalizaría la declaración hecha por los Ministros de Relaciones Exteriores en Río de Janeiro en 1942, de "que el - principio de que la conducta internacional ha de - inspirarse en la política del "buen vecino", es -- norma del Derecho Internacional del Continente Ame recano."

3.- Igualdad de jurisdicción sobre nacionales y extranjeros.

La inclusión de este principio en la Declaración podría efecturarse en términos muy semejantes a los empleados en el artículo 9 de la "Convención sobre Derechos y Deberes de los Estados", estipulándose, por ejemplo, lo que sigue:

"La jurisdicción de los Estados en los límites del territorio nacional se aplica a todos --- los habitantes. Los nacionales y los extranjeros se hallan bajo la misma protección de la legislación y las autoridades nacionales, y los Estados - extranjeros no podrán pretender, para sus nacionales, derechos diferentes, ni más extensos que los de los nacionales del Estado de domicilio".

Las cuestiones relativas a la protección diplomática y a los innumerables abusos cometidos so pretexto de la misma ponen de relieve la conveniencia de dejar solemnemente consagrado en el terreno universal este principio que se halla ya plenamente incorporado en el patrimonio jurídico interamericano y que - viene a complementar el principio de no intervención. Por otra parte, si se siguen en la Constitución del - Organismo Internacional General que se cree los lineamientos trazados en el Proyecto Mexicano, nadie podría ya encontrar justificación alguna para abogar -- por el mantenimiento de un estatuto de privilegio para los extranjeros residentes en determinados Estados. En efecto, todos los Estados del mundo deberán obligatoriamente formar parte del Organismo. Además, como ya se dijo, todos esos mismos Estados se comprometerían a respetar, no sólo las prescripciones de la - Declaración de que se viene hablando, sino también -- los principios contenidos en la "Declaración de los - Derechos y Deberes Internacionales del Hombre"; y el Organismo Internacional se encargaría de velar por -- que tal observancia se llevase fielmente a la práctica. Quedaría así salvada la única objeción atendible que hayan formulado los más ardientes partidarios de la protección diplomática cuyos inconvenientes han sido señalados por numeroso tratadistas; o sea la de - que, para que pueda aceptarse sin restricción alguna el principio de la igualdad de derechos entre el nacional y el extranjero como límite maximo a que éste puede aspirar en los países de su residencia, hay que

garantizarle un "standard mínimo de justicia civiliza da".

En efecto, mediante el sistema propuesto - en el Proyecto Mexicano, ese standard quedaría plenamente asegurado; su garantía sería una garantía internacional, y no librada al arbitrio del Gobierno del - Estado de origen, como hasta ahora ha sucedido. La - Comisión para el Estudio de la Organización de la Paz, en la Tercera Parte de su Cuarto Informe consagrada a "la salvaguardia internacional de los derechos humanos", ha apuntado a este respecto con sobrada razón:

"El Derecho Internacional ha operado basándose en el principio de que se está protegiendo el interés que la Nación tiene en un tratamiento justo de sus propios ciudadanos en el extranjero. La protección no se extiende al ciudadano en su carácter de ser humano -que es lo que se trata de lograr- sino en su status de ciudadano de una nación que se encuentra en el territorio de otra. No son pues derechos humanos qua derechos humanos los que son así salvaguardados".

Al establecerse, no sólo los principios generales, sino también los procedimientos y la maquinaria internacional adecuada para la aplicación de los primeros, según las disposiciones contenidas en el -- Proyecto Mexicano, se habría dado un paso adelante de enorme trascendencia en favor de los derechos asenciales de la persona humana, cosa que constituye uno de los primeros objectivos de las Naciones Unidas, conforme al texto dela Declaración firmada por las mismas el 1º de enero de 1942, y paralelamente se removería todo obstáculo a la aprobación universal de un principio como el que más arriba se ha propuesto para su inclusión en la Declaración de Derechos y Deberes de -- los Estados.

En cuanto a la Declaración de los Derechos Internacionales del Hombre, tampoco falta el material necesario que pueda proporcionar precedentes para su elaboración. Tales derechos-que, como todos los derechos, implican deberes correlativos- no tienen, en -- efecto, ninguna novedad, pues, como Jacques Dumas lo ha demostrado, datan de los tiempos de la Ley Mosaica y se encuentran inscritos en las primeras páginas del Pentateuco. En la actualidad, casi todos se hallan - consagrados, con mayor o menor énfasis o más o menos

amliamente, en la totalidad de las Constituciones nacionales en vigor, que siguen al respecto la tradición, iniciada por la Declaración de Independencia de los Estados Unidos y la Declaración de los Derechos del Hombre de la Revolución Francesa. Lo que hay de nuevo en esta materia, es que, principalmente a partir de los años que siguieron a la anterior Guerra Mundial, se ha abierto paso cada día con mayor fuerza la tendencia -cuyo principio director se encuentra ya oficialmente consagrado en la Declaración de las Naciones Unidas- a conseguir, por una parte, que los derechos en cuestión sean precisados en una Declaración convencionalmente adoptada por todos los Estados; y, por la otra, que se organice un sistema internacional destinado a lograr que dicho documento obtenga aplicación práctica.

En 1928, la Academia Diplomática Internacional aprobó un voto en tal sentido; el Instituto de Derecho Internacional hizo cosa parecida en 1929. Numerosos internacionalistas de las más diversas nacionalidades: Brown Scott, Geouffre de Lapradelle, Shotwell, Mandelstam, Politis, Spiropoulos, Dumas, Seferiades, etc., han trabajado perseverantemente con el mismo fin; la Liga de los Derechos del Hombre, en Francia, y un Comité presidido por Lord Sankey, en Inglaterra, han elaborado sendos proyectos de Declaración; la "Declaración de Principios para la Paz" aprobada en 1943 por las Iglesias católica, protestante y judía de la Unión Americana, el "Programa de Postguerra" dado a la publicidad por la Federación Americana del Trabajo, el "Plan Técnico Americano-Canadiense" y el "Plan Técnico Estadounidense", son otros tantos documentos que contienen previsiones relativas a la materia en cuestión.

El Instituto Americano de Derecho de los Estados Unidos ha publicado, en el año en curso, un nuevo y muy completo Proyecto de Declaración, fruto de detenidos estudios; la "Comisión para el Estudio de la Organización de la Paz", presidida por el distinguido internacionalista James T. Shotwell, que formó parte de la Delegación de los Estados Unidos a la Conferencia de la Paz, ha consagrado totalmente la tercera parte de su Cuarto Informe a la "Salvaguardia Internacional de los Derechos Humanos", y, por último, la Segunda y Tercera Conferencias de la Federación Interamericana de Abogados, reunidas respectivamente en Río de Janeiro (1943) y en México (1944), han suscri-

to sendas Resoluciones urgiendo la necesidad de la --- adopción internacional de parecida Declaración y el - establecimiento de la maquinaria y procedimientos internacionales apropiados que garanticen la aplicación de los principios generales en ella contenidos.

En los incisos 3 y 4 de la Resolución aprobada en la Tercera Conferencia de México, en agosto - último, se decidió:

"3.- Poner de relieve la necesidad de que la Declaración de los Derechos y Deberes Internacionales del Hombre sea adoptada por todos los Gobiernos y de que se establezca al mismo tiempo la maquinaria y procedimientos internacionales apropiados que garanticen la aplicación práctica de -- los principios generales contenidos en la Declaración.

"4.- Sugerir, como medida propicia para -- conseguir tal aplicación, que, cualquiera que sea la forma de organización internacional que se adopte para mantener la paz, se establezca entre los - Organismos auxiliares de la misma, uno que tenga a su cargo todas las cuestiones relativas a la protección internacional de los Derechos del Hombre".

Por lo demás, no sólo en la Doctrina de autores e instituciones, sino aun en el Derecho Internacional positivo, se encuentran antecedentes de tal -- protección internacional de los Derechos del Hombre,- aun cuando sea en forma parcial y rudimentaria, como es el caso, por ejemplo, en la Convención XII de la - Segunda Conferencia de La Haya relativa al establecimiento de una Corte Internacional de Presas, en la -- Convención que instituyó la Corte de Justicia Centroamericana en 1907, en los Tratados relativos a Minorías adoptados a raíz de la pasada Guerra Mundial, en el Régimen de los Mandatos de la Sociedad de las Naciones, en la Jurisprudencia de los Tribunales Arbitrales Mixtos creados por los Tratados de Paz, y en - la Constitución de la Organización Internacional del Trabajo.

Como se vé, un Comité de Expertos de las - Naciones Unidas tendría abundante material en qué inspirarse para elaborar un proyecto completo sobre esta

cuestión. Resultaría fuera de lugar aquí pretender anticiparse a su trabajo haciendo un estudio profundizado de la materia, por lo que bastara apuntar como - normas generales que sería conveniente tener presentes al respecto las dos siguientes:

1.- Que los Derechos Internacionales del - Hombre implican correlativamente la existencia de deberes internacionales de acción y de abstención por - parte del individuo. En particular, convendría preocuparse de sancionar el deber internacional del hombre de abstenerse de toda labor de incitación a la -- violencia entre los Estados, para lo cual sería indispensable que éstos se comprometiesen internacionalmente a establecer en sus respectivas legislaciones nacionales lo que se ha llamado "la incriminación de la propaganda de guerra", siguiendo el ejemplo de algunos códigos penales anteriores a la presente conflagración, y de los que el más explícito es el vigente en Polonia hasta la invasión nazi, cuyo artículo 113 establece: "El que incite a una guerra de agresión-- será castigado con pena de prisión hasta por cinco -- años". La incitación a la guerra deberá además clasificarse en adelante entre los "delicta juris gentium", al lado de aquellos delitos -la piratería, el tráfico de esclavos, la trata de mujeres, etc.- que se encuentran sujetos al régimen de la "universalidad del derecho de castigar", lo que implica, en la materia aquí tratada. que para aplicar la sanción respectiva a los infractores, será competente cualquier Estado sin tener en cuenta ni la extraterritorialidad eventual de la infracción, ni tampoco el Estado contra el cual la propaganda vaya dirigida.

2.- Que, como lo expresó la Tercera Conferencia Interamericana de Abogados en su Resolución ya antes aludida, "al organizar la maquinaria y procedimientos internacionales en cuestión (los destinados a garantizar la aplicación de los principios generales contenidos en la Declaración) deberá tenerse especial cuidado en salvaguardar el principio de la igualdad - jurídica de los Estados y en precaverse contra la posibilidad de que el sistema que se establezca pueda - ser desviado de sus nobles objectivos específicos para aprovecharse, por un Estado o grupo de Estados, con finalidades egoístas o contrarias al Derecho Internacional..."

Conviene, finalmente, hacer notar que el Proyecto Mexicano se inspira en las mismas ideas que ha expresado el señor Presidente Roosevelt en su discurso del 12 del actual, al indicar que "al igual que la propia Constitución de los Estados Unidos, la Carta de las Naciones Unidas no debe ser estática e inflexible sino debe adaptarse a las condiciones variables del progreso -social, económico y político- de todo el mundo". De ahí que se haya previsto en el artículo 1 del Proyecto Mexicano que ambas declaraciones "deberán ser revisadas de tiempo en tiempo con objeto de que correspondan a las necesidades y aspiraciones de la convivencia internacional". El hecho de que figuren en un anexo al Pacto del Organismo y no en el cuerpo de éste, permitirá hacerles sucesivamente las modificaciones que vayan siendo indispensables sin necesidad de modificar dicho Pacto.

C.- El Capítulo I del Proyecto de Dumbarton Oaks constituye una exposición, atinadamente desarrollada, de los mismos fines del Organismo Internacional que figuran en el Proyecto Mexicano en forma muy concisa al indicar que aquél tendría entre sus objetivos el de "regular la convivencia de los Estados dentro de una paz permanente que garantice la seguridad colectiva y el bienestar general". Sin embargo, ese capítulo, a pesar de ser mucho más extenso en su redacción, resulta de menos amplia comprehensión que las estipulaciones del Proyecto Mexicano, ya que éste, además de los fines indicados, asigna al organismo el de "facilitar la aplicación práctica de tales normas (todas las contenidas en las dos Declaraciones de que se ha venido hablando)... en el orden internacional".

D.- El Proyecto de Dumbarton Oaks no incluye previsión alguna que corresponda a lo expuesto en el artículo 2 del Proyecto Mexicano para conseguir la aplicación práctica de las normas internacionales por los Estados, en sus respectivas jurisdicciones nacionales, lo que constituye una omisión de patente gravedad.

En efecto, dejando a un lado las discusiones teóricas de las dos grandes Escuelas, monista y dualista, del Derecho, es evidente que en la inmensa mayoría de los regímenes democráticos de nuestros días las pautas básicas de la vida nacional de cada Estado se encuentran contenidas en sus Constituciones respectivas. No basta, en consecuencia, para que las normas del Derecho Internacional reciban aplicación en el terreno interior, con declarar la supremacía de

tal Derecho. Dichas normas, como se lee en una de -- las respuestas formuladas al cuestionario preparado - por la Sociedad de las Naciones con vista a la Conferencia para la Codificación del Derecho Internacional, "no ligan sino a los Estados como tales. El Derecho Internacional no forma automáticamente parte del Derecho Nacional. En principio, pertenece a cada Estado el asegurar sobre su territorio y en la forma que le parezca apropiada la observancia del Derecho Internacional. La medida en la que desee, con tal fin, --- transformar en Derecho del país las normas del perecho Internacional depende de su apreciación y de su - régimen".

Esta situación, que es la que hasta ahora ha existido, debe ser modificada si se quiere que el Derecho de Gentes deje de ser un conjunto de normas abstractas cuya obediencia queda librada al arbitrio de los Gobiernos. Después de precisar los principios fundamentales de los Derechos y Deberes de los Estados y de los Derechos y Deberes Internacionales del - hombre en dos Declaraciones, y de que estos documentos hayan obtenido la aprobación de todos los Estados, será preciso proceder a lo que se ha llamado la "incorporación del Derecho Internacional" en los derechos nacionales.

Para lograrlo, es imprescindible, en primer término, que todos los Estados incluyan en sus Constituciones o leyes fundamentales, disposiciones análogas a las contenidas en la Constitución de Mexico -- ("Artículo 133.- Esta Constitución las Léyes del Congreso de la Unión, que emanen de ella y todos los Tratados que estén de acuerdo con la misma celebrados y que se celebren por el Presidente de la República, -- con aprobación del Senado, serán la Ley Suprema de toda la Unión..."); en la de los Estados Unidos de América ("Articulo 6.- Todos los tratados celebrados o que se celebren bajo la autoridad de los Estados Unidos, serán la ley suprema del país..."); en la de - la República Argentina ("Artículo 31.- Esta Constitución, las leyes de la Nación que en su consecuencia - se dicten por el Congreso y los tratados con las potencias extranjeras son la ley suprema de la Nación..."); en la adoptada en Alemania a raíz de la pasada guerra mundial ("Artículo 4.- Las reglas del Derecho Internacional generalmente reconocidas, se considerarán reglas obligatorias en Derecho alemán"); en la de la Republica Española, promulgada en 1931 ("Artículo 7.-El Estado español acatará las normas universales del De-

recho Internacional, incorporándolas a su derecho positivo"), y en la de Austria, del primero de mayo de 1934 ("Artículo 8.- Las reglas de Derecho Internacional Público generalmente reconocidas se consideran como formando parte del Derecho Federal").

Pero lo anterior no basta, ya que mientras la Comunidad Internacional siga estando constituída, como seguramente lo estará en la postguerra, por Estados soberanos, el Derecho Internacional no se convierte en derecho interno sino dentro de los límites en que este último se preocupe de reglamentar la aplicación de las normas de aquel. Eso fue lo que la Conferencia de Jurisconsultos Americanos, reunida en Río de Janeiro en 1927, expresó en el artículo 2 del proyecto de convención número 1, por ella adoptado, que está redactado en los siguientes términos: "El Derecho Internacional positivo forma parte de la legislación de cada Estado y, con tal carácter, será, en las materias de su dominio y de acuerdo con las prescripciones de la Constitución Política, aplicado por las autoridades nacionales".

Es, pues, preciso, una vez adoptado el principio general de la incorporación al Derecho interno, del Derecho Internacional, proceder a que esa incorporación tenga efectos positivos poniendo de acuerdo la Constitución no sólo con los principios fundamentales del Derecho de Gentes, sino también con todas aquellas reglas internacionales derivadas de los mismos. A este respecto, el ejemplo más provechoso y digno de imitarse se encuentra probablemente en la Constitución de la República Española a la que antes se hizo alusión y que, tras de consagrar, como ya se dijo, en su artículo 7, la incorporación de las normas universales del Derecho Internacional a su derecho positivo, se preocupa en diversos artículos (6, 65, 76, 77 y 78) de formular reglas constitucionales detalladas para dar cumplimiento a aquellas normas, creando lo que un autor ha llamado con razón "El Derecho Constitucional de la Paz".

Así el artículo 6 prescribe la "renuncia a la guerra como instrumento de política nacional", adoptando la terminología del Tratado sobre Renuncia a la Guerra o Pacto Kellogg-Briand; el 65 establece que, "todos los Convenios Internacionales ratificados por España e inscritos en la Sociedad de las Naciones y que tengan carácter de ley internacional, se considerarán parte constitutiva de la legislación española, que habrá de acomodarse a lo que en aquellos se dispon

ga... No podrá dictarse ley alguna en contradicción con dichos Convenios, si no hubieran sido previamente denunciados conforme al procedimiento en ellos establecido..."; el 76 resuelve, entre otras cosas, que "los proyectos de Convenio de la Organización Internacional del Trabajo serán sometidos a las Cortes en el plazo de un año, y, en caso de circunstancias excepcionales, de dieciocho meses, a partir de la clausura de la Conferencia en que hayan sido adoptados. Una vez aprobados por el Parlamento, el Presidente de la República suscribirá la ratificación, que será comunicada, para su registro, a la Sociedad de las Naciones. Los demas Tratados y Convenios internacionales ratificados por España también deberán ser registrados en la Sociedad de las Naciones, con arreglo al artículo 18 del Pacto de la Sociedad, a los efectos que ahí se provienen. Los Tratados y Convenios secretos y las clausulas secretas de cualquier Tratado o Convenio no obligarán a la Nación"; el artículo 77 estipula: "El Presidente de la República no podrá firmar declaración alguna de guerra sino en las condiciones prescritas en el Pacto de la Sociedad de las Naciones, y sólo una vez agotados aquellos medios defensivos que no tengan carácter bélico, y los procedimientos, judiciales o de conciliación y arbitraje establecidos en los Convenios internacionales de que España fuere parte, registrados en la Sociedad de las Naciones. Cuando la Nación estuviera ligada a otros países por tratados particulares de conciliación y arbitraje, se aplicarán éstos en todo lo que no contradigan los Convenios generales. Cumplidos los anteriores requisitos, el Presidente de la República habrá de estar autorizado por una ley para firmar la declaración de guerra"; el 78 dispone: "El Presidente de la República no podrá cursar el aviso de que España se retira de la Sociedad de las Naciones sino anunciándolo con la antelación que exige el pacto de esa Sociedad, y mediante previa autorización de las Cortes, consignada en una ley especial, votada por mayoría absoluta".

No sólo la Constitución, sino también aquellas ramas del Derecho interno que sea necesario, deberán ser puestas en armonía con las normas y reglas del Derecho Internacional. La República Española dió igualmente a este respecto un ejemplo digno de imitarse, al completar las disposiciones contenidas en los artículos 6 y 77 de la Constitución, mediante el artículo 129 del Código Penal del 27 de octubre de 1932, en el que se prescribe: "Incurrirá en la pena de reclusión mayor el Presidente de la República que, con

infracción del artículo 77 de la Constitución, firmare un Decreto: 1o.- Declarando la guerra sin las condiciones previstas en el Pacto de la Sociedad de las Naciones y sin agotar previamente los medios defensivos que no tengan carácter bélico, y los procedimientos establecidos en los Convenios internacionales de que España fuere parte. 2o.- Declarando la guerra sin haberse autorizado por una ley. En la misma pena incurrirán los Ministros que refrenden el decreto".

Otro punto de particular importancia, sobre todo para que las medidas de acción preventiva y de sanción que deba adoptar el Organismo Internacional de la postguerra puedan ser aplicadas en forma expedita, estriba en que, como lo indica el artículo 2 del Proyecto Mexicano, los Gobiernos se obliguen a "adoptar a la mayor brevedad las medidas legislativas que sean necesarias", para que las disposiciones de la Constitución del Organismo puedan ser aplicadas sin necesidad de someterlas nuevamente, en cada caso, a la aprobación de los organismos parlamentarios respectivos.

E.- El Capítulo III del Proyecto de Dumbarton Oaks, al establecer que "todos los Estados amantes de la paz deberían tener la oportunidad de ser Miembros", se adhiere al sistema de integración adoptado para la Sociedad de las Naciones, o sea, el de ingreso y retiro libres.

Tal sistema, como lo puso claramente de relieve la experiencia de la Liga, ofrece los más serios peligros para que la institución que se organice pueda alcanzar los fines que se persiguen. Así parecen haberlo visto los autores de los planes doctrinales de mayor valor publicados a últimas fechas. El "Plan Técnico Americano-Canadiense", por ejemplo, indica en su proposición primera: "La Comunidad de los Estados debería ser organizada sobre una base universal. Todos los Estados que existan o que puedan llegar a existir en el futuro, deberían quedar incluídos en ella. No debería formularse estipulación alguna para la expulsión o el retiro de ningún Estado". Y el "Plan Técnico Estadounidense", por su parte, en su Artículo IV, párrafos a y b establece: "La Constitución de la Organización Internacional General debería estipular que ésta deberá comprender en todo tiempo a todos los Estados que existan, y, por lo tanto, no debería formularse estipulación alguna para la expulsión o el retiro de ningún Estado. Una lista anexa a la Constitución debería contener los nombres de los Estados que existan en ese momento".

2

110

Con objeto de ilustrar las razones que --- evidencian la necesidad de la universalidad obligatoria del Organismo internacional que se establezca, -- baste traducir aquí algunos de los párrafos más salientes del Comentario formulado, para fundamentar la proposición del "Plan Técnico Americano-Canadiense" arriba transcrita, por el grupo de eminentes internacionalistas que lo redactaron, comentario que ofrece la ventaja de reflejar el punto de vista común de todos sus autores -ciento cuarenta y cinco, como ya se dijo- al respecto:

> "Para que la comunidad de los Estados -se lee en dicho comentario- pueda proteger y hacer -- progresar los intereses de todos los pueblos y --- proscribir el uso de la fuerza por parte de cualquier Estado, y para que sus órganos estén capacitados para funcionar con autoridad mundial, debe - organizársele sobre una base universal. Todos los Estados de la Comunidad de los Estados, todos los Estados a los que se aplica el Derecho Internacional, deben quedar incluídos en la Organización.

Para que la Organización de la Comunidad - de los Estados sea efectiva, para que tenga pers---- pectivas de permanencia, debe estar en posibilidad de continuar sobre una base universal. Por lo tanto, no debería formularse previsión alguna para el retiro de ningún Estado y no debería ser posible - la expulsión de ningún Estado.

"Una Organización internacional que no sea universal, que, aun cuando incluya a muchos Estados, excluya a otros, no sólo sería menos eficiente, sino que también tropezaría con graves riesgos de desafío y oposición. Si incluye únicamente Estados de determinado carácter político o ideológico, ello fomentaría la formación de un grupo rival y hostil. Una unión de Estados democráticos podría verse enfrentada a una unión de Estados no democráticos; y la historia reciente ha demostrado que una unión - de Estados que piensen lo mismo puede conducir a - la formación de otra unión de Estados que piensen lo contrario.

"A través de la historia de la Liga, los - esfuerzos de los Estados, desplegados por conducto

de la Sociedad de las Naciones, fueron obstaculizados por la necesidad de hacer una distinción entre los Miembros y los no Miembros. Las actividades de la Sociedad exigieron en muchos campos que se recurriera a la cooperación de Estados no Miembros, y fué necesario convocar frecuentemente conferencias diplomáticas con ese fin. Sin embargo y progresivamente, la distinción llegó a ser de menor importancia, y cuando en 1939 se proyectó una nueva Comisión Central de Cuestiones Económicas y Sociales, los Estados Unidos instaron y la Asamblea de la Sociedad reconoció, que debía permitirse a todos los Estados que participaran en los trabajos de la Comisión..."

"La proposición (la número 1 formulada en el Plan y ya antes reproducida) se ajusta al precedente sentado por la Unión de Repúblicas Americanas, de las que no ha sido ni excluída ni expulsada ninguna República Americana, y de la que ninguna ha intentado retirarse. Se apega a una reciente declaración del Comité Jurídico Interamericano, en el sentido de que "la Comunidad Internacional será organizada sobre la base de la cooperación de todos los Estados" y que "ningún Estado podrá permanecer legítimamente apartado de la futura Organización internacional". Realizaría las claras implicaciones de la Carta del Atlántico, que subraya el "disfrute por todos los Estados, grandes o Pequeños, vencedores o vencidos" de las condiciones que sean necesarias para su prosperidad económica, así como la más amplia colaboración "entre todas las Naciones", en el terreno económico; una paz con la que puedan beneficiarse "todas las Naciones", y el ---- abandono del empleo de la fuerza por "todas las Naciones del Mundo".

"Una Organización de la Comunidad de los Estados, sobre una base universal, sería competente para conocer de cualquier asunto de interés para la Comunidad de los Estados. Esto no quiere decir que algunos problemas no tuvieran que ser tratados por organismos cuya esfera de acción fuese especial y limitada, y es claro que tales organismos podrían crearse dentro del marco de una organización universal. Empero, si sólo fuesen formadas algunas uniones especiales y limitadas, el mundo retornaría al escenario de los cincuenta años que

precedieron a 1919. Como cuestión permanente, se requerirá una Organización general para tratar problemas que son algo más que temporales, así como para la coordinación de actividades especiales...

"Inicialmente, debería ser especificada la inclusión de los Estados, mencionándose todas las entidades existentes como Estados a la sazón. En lo sucesivo, la inclusión de cualquier entidad como Estado en la Comunidad de los Estados ya organizada, constituiría su reconocimiento por todos los demás Estados.

"Si las condiciones existentes en ciertos Estados al terminar la guerra condujesen a cualesquiera restricciones respecto a su participación activa, deberá pensarse que la Organización quedaría quebrantada si tales restricciones fuesen algo más que temporales, y deberá preverse la supresión de las mismas lo más pronto posible.

"La Organización de la Comunidad de los Estados sobre una base universal, no excluiría el agrupamiento de ciertos Estados para fines que no fuesen incompatibles con los de la Organización universal. Tal agrupamiento de Estados pudiera basarse en la vecindad regional, en las relaciones históricas o en intereses mutuos".

Tomando en cuenta todo lo antes expuesto, el sistema de integración obligatoria establecido en el párrafo final del Art. 3 del Proyecto Mexicano -con la excepción indicada en el Art. 4 del mismo- parece responder mejor que las estipulaciones respectivas del Proyecto de Dumbarton Oaks, tanto a los principios de la Carta del Atlántico, que cuentan con la adhesión de todas las Naciones Unidas, como a la tendencia dominante entre los internacionalistas de nuestros días y a las lecciones que pueden sacarse del funcionamiento de la Sociedad de las Naciones.

No en vano se ha insistido con frecuencia en que la paz es indivisible. Para garantizar la seguridad colectiva cada Estado -según los términos empleados en la "Recomendación Preliminar sobre Problemas de la Postguerra", aprobada en septiembre de 1942 por el Comité Jurídico Interamericano- "deberá considerar que es de su propio interés vital mantener la -

ley y el orden internacionales y que toda amenaza o - todo acto de violencia contra cualquier Miembro de la Comunidad es una acción directa contra todos y cada - uno de ellos". Tal cosa sólo podrá conseguirse me--- diante el procedimiento de constitución universal pro puesto en el Proyecto Mexicano.

F.- De aceptarse que el Organismo internacional que se cree deberá ser forzosamente universal, -y que, en consecuencia, estarán llamados a integrarlo todos los Estados, "grandes o pequeños", "vencedores o vencidos" según las palabras empleadas en la -- Carta del Atlántico, al referirse a la igualdad de acceso al comercio y a las materias primas del Mundo- sería conveniente que el nombre del mismo no fuese el de "Las Naciones Unidas", sino más bien otro distinto, ya sea el de "Unión Permanante de Naciones" o alguno similar.

Por lo demás debe subrayarse que el título sugerido en el Proyecto Mexicano, aunque diferente -por tratarse de un organismo universal y permanente- del de "Las Naciones Unidas", contiene elementos gramaticales que claramente lo vinculan con éstas.

PROYECTO DE DUMBARTON OAKS

Capítulo IV

CUERPOS PRINCIPALES

1. El Organismo debería tener como --- cuerpos principales los siguientes:

a. Una Asamblea General;

b. Un Consejo de Seguridad;

c. Un tribunal internacional de justicia; y

d. Una Secretaría.

2. El Organismo debería tener las dependencias subsidiarias que juzgare necesarias.

PROYECTO MEXICANO

6.- La U.P.N. realizará sus propósitos mediante tres órganos fundamentales: la Asamblea, el Consejo y la Secretaría General.

26.- Para los efectos del artículo - precedente, se acuerda la subsistencia de la Corte Permanente de Justicia Internacional, a cuyo Estatuto deberán hacerse las modificaciones que la Asamblea estime apropiadas para el mejor -- desempeño de sus funciones.

39.- Para el mejor desempeño de su labor tendiente a garantizar y promover el bienestar general, en todas aquellas ---

cuestiones que interesen a la comunidad internacional, la U.P.N. creará o adaptará todos los organismos necesarios, los cuales quedarán bajo su autoridad y entre los que deberán existir con carácter permanente, los destinados especialmente a las siguientes materias:

a) Protección de los Derechos Internacionales del Hombre;

b) Desarrollo de la economía y del comercio internacional;

c) Fomento y coordinación de las comunicaciones terrestres, marítimas y aéreas;

d) Mejoramiento de las condiciones de los trabajadores y abolición del desempleo;

e) Altimentación y salubridad;

f) Agricultura:

g) Problemas financieros y de inversiones;

h) Problemas demográficos y migraciones;

i) Cooperación intelectual;

j) Protección de la infancia;

k) Protección de los pueblos en tutela;

l) Tráfico de mujeres.

El consejo propondrá a la Asamblea -- las medidas necesarias para dar cumplimiento a lo dispuesto en el presente artículo.

C O M E N T A R I O

El análisis comparado de los textos que acaban de transcribirse permite hacer los siguientes comentarios:

A.- Sería de desearse que en el Art. 1 del presente capítulo del Proyecto de Dumbarton Oaks se hiciesen las dos siguientes modificaciones: 1.- Que se adicionase entre los órganos principales del Organismo en proyecto al "Consejo Económico y Social"; y 2.- Que se suprimiese de la enumeración de dichos órganos al "Tribunal Internacional de Justicia".

Se formula en seguida una breve exposición de las razones que hacen aconsejables dichas modificaciones:

1.- Adición del "Consejo Economico y Social".

En la actual redacción del Proyecto de Dumbarton Oaks, resulta extraño encontrar en el capítulo IX una serie de disposiciones detalladas relativas a un "Consejo Económico y Social" sin que exista en los capítulos anteriores, y especialmente en el presente capítulo IV, la menor referencia al mismo. De ahí la conveniencia de que tal Consejo quede incluído entre los órganos principales de "Las Naciones Unidas", ya que bajo cualquier aspecto que se le considere debe colocársele en el mismo plano que a los tres órganos fundamentales de que constaba la Sociedad de las Naciones, y que son los que figuran en el Proyecto Mexicano. En efecto, el Consejo Económico y Social, que constituye una encomiable innovación respecto al sistema de la Liga, será, en el terreno de su competencia -económico-social- el equivalente del "Consejo de Seguridad", en el jurídico-político. Este se ocupará de organizar el mecanismo necesario para conseguir en la práctica la "liberación del temor", en tanto que aquél, conforme a las facultades de que se le inviste en el capítulo IX estará encargado de una labor análoga en lo que atañe a la "liberación de la necesidad".

2.- Supresión del Tribunal Internacional de Justicia en la enumeración de los órganos principales del Organismo.

La Corte Permanente de Justicia Internacional, aunque vinculada con la Sociedad de las Naciones, estaba considerada, al igual que la Organización Internacional del Trabajo, como un "organismo autónomo". Las tendencias que se han manifestado entre los especialistas que a últimas fechas han venido estudiando las reformas que convendría hacer al Estatuto de la Corte, pugnan, en sentido diametralmente opuesto al del Proyecto de Dumbarton Oaks, por acentuar dicha autonomía. Es éste el criterio que inspira las conclusiones a que al respecto ha llegado el grupo de eminentes juristas que constituyen el "Comité Informal Interaliado sobre el futuro de la Corte Permanente de Justicia Internacional" (en el que están representados los Gobiernos de los siguientes países: Bélgica, Canadá, Checoeslovaquia, Francia, Gran Bretaña, Grecia, Holanda, Luxemburgo, Noruega, Nueva Zelanda y Polonia), los cuales, en el Informe impreso en Londres en febrero del año en curso y transmitido posteriormente para su consideración a todos los Gobiernos de las Naciones Unidas y Asociadas, consagran íntegramente el Capítulo III de dicho estudio a la "Conexión entre la Corte y una Organización Internacional General". Se traduce a continuación el texto de este capítulo, que fundamenta el punto de vista que antes se ha expuesto, y que se halla así redactado:

"12.- Para los fines de este informe, vamos a suponer que después de la guerra se creará alguna forma de Organización Internacional General, tal como la que prevé, por ejemplo, el párrafo 4 de la Declaración de Moscú del 30 de octubre de 1943. No es necesario que nos engolfemos en teorías acerca de cuál vaya a ser la naturaleza de dicha Organización; pero, sea cual fuere, la cuestión de si la Corte debe tener alguna relación con ella, y en tal caso, cómo se establecería esa relación, es uno de los puntos más importantes que exigirá que se llegue a una resolución con respecto al porvenir de la Corte.

"13.- En la actualidad, la Corte Permanente de Justicia Internacional se halla estrechamente vinculada con la Sociedad de las Naciones. Fué creada como consecuencia del artículo 14 del Pacto, que encargó al Consejo que presentara a los Miembros de la Sociedad de las Naciones, un proyecto para su establecimiento. El propio artículo

dispone que la Corte puede emitir opiniones de carácter consultivo "sobre cualquier disputa o cuestión que le fuere turnada por el Consejo o por la Asamblea". De ahí resultó que la Corte sólo podía dar opiniones consultivas en los casos en que la cuestión le fuera así sometida. Conforme a su Estatuto, los jueces de la Corte son electos por la Asamblea y por el Consejo de la Sociedad de las Naciones. Los gastos de la Corte son sufragados por la Sociedad de las Naciones; su presupuesto forma parte del de dicha Sociedad, y está sujeto a examen y aprobación por las autoridades financieras de ella, en su carácter de tales. Esta es una relación cuya naturaleza puede calificarse de orgánica, y la primera pregunta que surge es la de si sería conveniente una relación de esta índole con la futura Organización Internacional.

"14.- A nuestro juicio, debe contestarse negativamente la anterior pregunta. Creemos que no puede haber duda de que la Corte, en el pasado, ha sufrido, hasta cierto punto, a causa de su relación orgánica con la Sociedad de las Naciones, relación que, lógicamente o no, tuvo el resultado de que su prestigio dependiera, en cierto grado, de la variable suerte de la Sociedad de las Naciones. A mayor abundamiento, esta relación orgánica fué, sin duda, el motivo, parcialmente cuando menos, de la renuncia de algunos Estados para ser Partes en el Estatuto, y del hecho de que otros cortaran sus relaciones con la Corte, al retirarse de la Sociedad de las Naciones.

"15.- Aún más, parece posible que cualquiera Organización Internacional General, en sus primeras etapas, sea de carácter experimental y que, posiblemente, sufra modificaciones como resultado de la experiencia. Sin embargo, es claramente deseable que la Corte descanse sobre una base permanente y no se halle expuesta a ser afectada por cualesquier cambios que pudiera sufrir la Organización.

"16.- Otra consideración que nos conduce a idéntica conclusión, es la de que tal relación orgánica entre la Corte y una Organización Internacional General, no funcionará eficazmente a menos que los Miembros de ambas instituciones sean enteramente, o cuando menos prácticamente, los mismos.

120 Esto no sucedió en el caso de la Corte Permanente y de la Sociedad de las Naciones, ya que no todos los Estados Partes en el Estatuto eran Miembros de la Sociedad, ni tampoco todos los Miembros de ésta eran Partes en el Estatuto, lo que originó inconvenientes considerables en la práctica. Probablemente se considerará deseable que el carácter de la Corte sea universal, en el sentido de que sea facultativo para todos los Estados llegar a ser Partes en el Estatuto, y por ende adquirir el derecho de participar en las actividades relacionadas con la Corte; pero no parece probable que éste sea el caso, tratándose de la futura Organización Internacional, durante sus primeros años cuando menos.

"17.- Por lo tanto, nosotros aconsejamos que no debe continuar la relación orgánica que ha existido entre la Corte Permanente de Justicia Internacional y la Sociedad. Esto no quiere decir, sin embargo, que no debe haber ninguna relación, en lo absoluto, entre la Corte y la Organización Internacional. A nuestro juicio, debe considerarse a la Corte como parte del mecanismo de que dispone la Organización, lo que parece compatible con las proposiciones que hasta ahora se han presentado con relación a dicha Organización, las que, hasta donde nosotros sabemos, tienden todas ellas a prever la existencia de una Corte Internacional como parte de su mecanismo. Una vez creada la Corte, le sería facultativo a la Organización Internacional hacer de ella el uso que juzgare conveniente; por ejemplo, podría disponer en su propia Constitución las condiciones bajo las cuales sus Miembros estarían obligados a presentar controversias de carácter justiciable a la Corte, y podría, en la misma forma, prescribir cualesquier medidas que considerare como procedentes para asegurar el cumplimiento efectivo de los fallos de la Corte...

"18.- Es, por supuesto, esencial que no se perjudique de modo alguno la independencia de los jueces de la Corte, por cualquier relación existente entre ésta y la Organización Internacional General. Pero no parece que se haya considerado nunca que la independencia de los jueces de la Corte Permanente de Justicia Internacional (como cosa distinta del prestigio de la propia Corte, en lo general) haya sido afectada por su relación orgánica con la

Sociedad de las Naciones, y no tenemos motivo alguno para suponer que el vinculo mucho menos estrecho con la Organización Internacional, que nosotros aconsejamos, pudiese tener tal efecto...

"20.- Quizá suceda, con el transcurso del tiempo, que la experiencia demuestre la conveniencia de una relación más estrecha entre la Corte y la Organización Internacional General; pero esto dependería del curso que tomaran los acontecimientos y de la forma que eventualmente asumiera la Organización. El hecho de que, en un principio, dicha relación hubiera sido del tipo que nosotros aconsejamos, no habría de impedir el establecimiento, más tarde, de la vinculación más estrecha que las Naciones pudieran considerar procedente en una fecha posterior".

Las objeciones expuestas en el texto del Capítulo III del Informe del Comité Informal Interaliado, que acaba de transcribirse, guardan todas íntegramente su valor para un Organismo internacional como el proyectado en Dumbarton Oaks, de ingreso y retiro libres, a semejanza de la Sociedad de las Naciones. Pero aun en el caso de un Organismo de integración universal obligatoria, como el preconizado en el Proyecto Mexicano, se juzga conveniente que la Corte Permanente de Justicia Internacional no quede incluída entre los órganos del futuro Organismo Internacional General, sino que goce de amplia autonomía, aun cuando, desde luego, deberán existir determinadas relaciones entre la Corte y el Organismo, como aquéllas a que se refiere el Art. 17 del Informe arriba reproducido- ya que, como institución jurídica que es, la Corte deberá mantener, en el más alto grado posible, la independencia en el ejercicio de sus funciones de la que dependerá principalmente su prestigio y autoridad moral, por lo cual ganará mucho viéndose libre de cualesquiera repercusiones, directas o indirectas, de las contingencias a que estáexpuesto un organismo predominantemente político, como forzosamente será el Organismo Internacional General que llegue a crearse.

B.- Respecto al artículo 2 del capítulo del Proyecto de Dumbarton Oaks que se viene comentando, parece preferible la redacción del artículo 39 del Proyecto Mexicano, ya que tiene la ventaja de especificar claramente todas las cuestiones esenciales de carácter

humanitario, económico y social sobre las cuales hay consentimiento unánime en el sentido de que será preciso ocuparse de ellas en lo futuro, mediante organismos especializados. Por lo demás, para todas esas cuestiones, con excepción de la Protección Internacional de los Derechos del Hombre, existían ya organismos más o menos idóneos y desarrollados en la Sociedad de las Naciones. Bastará, en consecuencia, hacer en ellos las adaptaciones y perfeccionamientos que las circunstancias exijan. Por lo que se refiere al nuevo Organismo que habría que crear, o sea el destinado a garantizar internacionalmente la protección de los derechos humanos a que antes se ha aludido, podrían encontrarse, como base de discusión, sugestiones dignas de ser aprovechadas en la Tercera Parte del Cuarto Informe de la Comisión para el Estudio de la Organización de la Paz, presidida por el doctor Shotwell, la cual, como ya antes se ha dicho en el Comentario relativo a los tres capítulos anteriores del Proyecto de Dumbarton Oaks, está íntegramente consagrada a este tema, bajo el título de "La Salvaguardia Internacional de los Derechos Humanos", y en la que se propone, por una parte, el establecimiento de una "Comisión Permanente de las Naciones Unidas sobre Derechos Humanos", y por la otra, la organización, en cada uno de los Estados, de Comités Nacionales correspondientes a dicha Comisión. Esta, conforme ahí se recomienda, "sería un cuerpo casi autónomo formado por expertos, no sólo juristas, sino tambien otras personas de experiencia en asuntos públicos. Estaría investida de facultades de investigación y de recomendación. Su función sería el desarrollo contínuo de standards de derechos humanos y la adopción de métodos para su salvaguardia efectiva". En cuanto a los Comités Nacionales tendrían por funciones, entre otras, "el establecimiento de procedimientos legales más adecuados, siempre que se necesitase, para la salvaguardia de los derechos garantizados constitucionalmente", ya que, a pesar del papel que desempeñe la Comisión Permanente Internacional, "la garantía de los derechos humanos debe necesariamente seguir siendo una cuestión esencialmente nacional y local".

No está por demás insistir, dada la importancia que ello tiene para los Estados pequeños, en la absoluta necesidad de que, al organizar la maquinaria internacional de que se viene hablando, "deberá tenerse especial cuidado en salvaguardar el principio de la igualdad jurídica de los Estados y en precaverse contra

la posibilidad de que el sistema que se establezca pueda ser desviado de sus nobles objetivos específicos para aprovechárselo por un Estado o grupo de Estados, con finalidades egoístas y contrarias al Derecho Internacional..." (Tercera Conferencia Interamericana de Abogados).

Finalmente, de adoptarse la redacción del Proyecto Mexicano, habría que modificar el último párrafo del artículo 39 en cuestión, ya que, tomando en cuenta la atinada innovación introducida en el Proyecto de Dumbarton Oaks al proponer la creación de un "Consejo Económico y Social" -que tendría a su cargo, según se estipula en el Capítulo IX, "la solución de problemas de carácter económico y social y de otros problemas humanitarios internacionales, y promover el respeto a los derechos humanos y a las libertades fundamentales"- correspondería a dicho Consejo (y en consecuencia se cambiaría en el párrafo de que se viene hablando la palabra "Consejo" por la de "Consejo Económico y Social") el proponer a la Asamblea "las medidas necesarias para dar cumplimiento a lo dispuesto en el presente artículo" según lo sugerido en el Proyecto Mexicano.

PROYECTO DE DUMBARTON OAKS

Capítulo V

LA ASAMBLEA GENERAL

Apartado A: COMPOSICION

Todos los miembros del Organismo deberían ser miembros de la Asamblea General y deberían tener el número de representantes que prescriba el Estatuto del Organismo.

Apartado B: FUNCIONES Y AUTORIDAD

1. La Asamblea General debería tener derecho a considerar los principios generales de cooperación para la conservación de la paz y la seguridad internacionales, inclusive los principios que rijan el desarme y regulen los armamentos; a discutir todas la cuestiones relativas a la conservación de la paz y la seguridad internacionales que traigan a su consideración cualquier miembro o miembros del Organismo o el Consejo de Seguridad; y a hacer recomendaciones con respecto a cualquiera de dichos principios o cuestiones. Cualquier cuestión sobre la cual sea necesario tomar acción, la debería referir la Asamblea General al Consejo de Seguridad ya sea antes de discutirla o después de hacerlo. La Asamblea General no debería hacer, a iniciativa propia, recomendaciones sobre materia alguna relativa a la conservación de la paz y la seguridad internacionales en que el Consejo de Seguridad estuviere interviniendo.

2. La Asamblea General debería tener autoridad para admitir nuevos miembros al Organismo a recomendación del Consejo de Seguridad.

3. La Asamblea General debería tener autoridad para, a recomendación del Consejo de Seguridad, suspender del ejercicio de cualesquiera derechos o privilegios inherentes a su condición de miembros del Organismo, a cualquiera de éstos contra quien el Consejo de Seguridad haya tenido que tomar acción preventiva o compulsiva. El ejercicio de los derechos y privilegios de esa manera suspendido podrá restablecerse mediante decisión del Consejo de Seguridad. La Asamblea General debería tener autoridad para expulsar del Organismo, a recomendación del Consejo de Seguridad, a cualquier miembro del Organismo que infrinja de manera persistente los principios estipulados en el Estatuto.

PROYECTO MEXICANO

7.- La Asamblea se compondrá de tres Delegados, cuando más, de cada uno de los Miembros de la U.P.N., los que no dispondrán sino de un voto.

21.- Tanto la Asamblea como el Consejo tienen competencia sobre todos los problemas que afecten o puedan afectar la independencia política y la integridad territorial de todas las Naciones, la seguridad colectiva o el bienestar general de los Miembros de la U.P.N.

23.- No obstante lo indicado en el artículo anterior (el número 22, reproducido más adelante, al tratar del Apartado B del Capítulo VI del Proyecto de Dumbarton Oaks), la Asamblea, a solicitud de la mitad más uno de los Miembros de la U.P.N., examinará cualquier resolución aprobada por el Consejo, la que tendrá definitivamente fuerza obligatoria si la aprueban las tres cuartas partes de las Delegaciones presentes en la Asamblea, y siempre que, dentro de esas tres cuartas partes, figuren los votos de todos los Miembros del Consejo.

24.- La Asamblea podrá examinar igualmente las cuestiones a que se refiere el artículo 21 siempre que así lo solicite la mitad más uno de los Miembros de la U.P.N. y sus resoluciones serán obligatorias para todos los Miembros de la misma, cuando sean aprobadas por las tres cuartas partes de las Delegaciones presentes y que dentro de esas tres cuartas partes figuren todos los Delegados al Consejo. En caso contrario, ya sea que la resolución no haya sido aprobada por las tres cuartas partes de las Delegaciones presentes en la Asamblea o que dentro de esas tres cuartas partes no figuren los votos de todos los Delegados al Consejo, la Asamblea y el Consejo nombrarán una Comisión paritaria a fin de que resuelva mediante el voto de las tres cuartas partes de sus Miembros, las medidas que deban adoptarse.

30.- En caso de que un Estado, sin recurrir a la guerra o a medidas susceptibles de acarrear la guerra no acate una decisión del Consejo o de la Asamblea, o un fallo arbitral o una sentencia judicial, el Consejo o la Asamblea dictará las medidas necesarias para que se dé cumplimiento a las estipulaciones contenidas en el presente Pacto.

36.- La Asamblea recomendará a los Miembros la revisión de aquellos tratados o compromisos internacionales que resulten inaplicables o que puedan poner en peligro el orden internacional o la paz entre las naciones. En el caso de que los Miembros interesados, o alguno de ellos, no den cumplimiento a la recomendación de la Asamblea, ésta resolverá sobre las medidas que deban adoptarse.

4. La Asamblea General debería elegir los miembros no permanentes del Consejo de Seguridad y los miembros del Consejo Económico y Social que se establece en el Capítulo IX. La Asamblea General debería tener autoridad para elegir, a recomendación del Consejo de Seguridad, al Secretario General del Organismo; y con respecto a la elección de los jueces del tribunal internacional de justicia, debería desempeñar las funciones que le confirieren los estatutos de dicho tribunal.

12.- Los Delegados semipermanentes representan a los Estados cuya responsabilidad para el mantenimiento de la paz es más considerable dentro de la comunidad internacional. Corresponde a la Asamblea fijar, cada ocho años, cuáles son estos Estados.

17.- El Secretario General será electo por la Asamblea a proposición de la mayoría de los Miembros del Consejo....

5.- La Asamblea General debería prorratear los gastos entre los miembros del Organismo y debería tener autoridad para aprobar los presupuestos del Organismo.

10.- Los gastos de la U.P.N. se repartirán entre los Miembros de la misma en la proporción que determine la Asamblea.

6. La Asamblea General debería iniciar estudios y hacer recomendaciones para promover la cooperación internacional en materias políticas, económicas y sociales, y para ajustar situaciones que pudieran perjudicar el bienestar general.

-40-

7. La Asamblea General debería hacer recomendaciones para coordinar las políticas de entidades de carácter económico y social, y de otras entidades internacionales especializadas que establecieran relaciones con el Organismo de conformidad con acuerdos entre dichas entidades y el Organismo.

8. La Asamblea General debería recibir y considerar informes anuales y especiales del Consejo de Seguridad e informes de otras dependencias del Organismo.

19. Los Delegados al Consejo y a la Asamblea gozan, en el ejercicio de sus funciones, de privilegios e inmunidades diplomáticas, privilegios e inmunidades que se hacen extensivos a las actividades y edificios de la U.P.N.

Apartado C: VOTACION

1. Cada miembro del Organismo debería tener un voto en la Asamblea General.

2. Las decisiones importantes de la Asamblea General, inclusive las recomendaciones con respecto a la conservación de la paz y la seguridad internacionales; la elección de miembros del Consejo de Seguridad; la elección de miembros del Consejo Económico y Social; la admisión de miembros, la suspensión del ejercicio de los derechos y privilegios inherentes a los miembros, y la expulsión de miembros; y las cuestiones de presupuesto, se deberían tomar por una mayoría de votos de dos terceras partes de los miembros presentes que voten. En las demás cuestiones, inclusive la determinación de categorías adicionales de cuestiones a decidirse por una mayoría de dos terceras partes de votos, las decisiones de la Asamblea General se deberían tomar por simple mayoría de votos.

7.- La Asamblea se compone de tres Delegados, cuando más, de cada uno de los miembros de la U.P.N., los que no disponen sino de un voto.

9.- La Asamblea adoptará sus decisiones por la mayoría de las tres cuartas partes de los votos de las Delegaciones presentes.

Apartado D: PROCEDIMIENTO

1. La Asamblea General debería celebrar sesiones regulares todos los años, y sesiones especiales cuando la situación la exigiera.

2. La Asamblea General debería adoptar sus propias reglas de procedimiento, y elegir un Presidente para cada sesión.

3. La Asamblea General debería tener autoridad para establecer los cuerpos y entidades que juzgare necesarios para el desempeño de sus funciones.

8.- La Asamblea se reúne en sesión ordinaria una vez al año en la sede de la U.P.N. y, en sesiones extraordinarias, a las que sea convocada por el Secretario General o a solicitud del Consejo, o de la mitad más uno de los Miembros de la U.P.N.

C O M E N T A R I O

El análisis comparado de los textos que acaban de transcribirse permite hacer los siguientes comentarios:

A.- El Apartado A de este Capítulo del Proyecto de Dumbarton Oaks, relativo a la composición de la Asamblea General del Organismo, coincide con el artículo 7 del Proyecto Mexicano, con la sola diferencia de que aquél deja la determinación del número de Delegados que cada país deba tener en la Asamblea al "Estatuto del Organismo", en tanto que el Proyecto Mexicano sigue el procedimiento marcado en el Pacto de la Sociedad de las Naciones, al fijar, como máximo, tres Delegados para cada uno de los Estados Miembros.

B.- El Apartado B es seguramente de los que más se prestan a fundadas críticas. En efecto, de acuerdo con las "funciones y autoridad" ahí asignadas a la Asamblea General, ésta ni siquiera podría controlar su propia integración, ya que, al contrario de lo que sucedía en la Sociedad de las Naciones (en la que, conforme a lo dispuesto en el párrafo 2 del artículo 1, la Asamblea era soberana para decidir, mediante voto de las dos terceras partes de sus Miembros, respecto a la admisión de un Estado en la Liga), sólo tendría autoridad para admitir nuevos Miembros al Organismo "a recomendación del Consejo de Seguridad", según lo estipulado en el artículo 2 del Apartado B que se viene comentando. No dispondría de poder de decisión sino para el nombramiento de los Miembros no permanentes del Consejo de Seguridad, los Miembros del Consejo Económico y Social y el Secretario General, así como para expulsar o suspender "a recomendación del Consejo de Seguridad" a alguno de los Estados Miembros y para aprobar el presupuesto del Organismo. Para cualquiera otra clase de decisiones, la Asamblea es del todo impotente y se ve reducida únicamente a "considerar", "discutir" y "hacer recomendaciones". No sólo, sino que llega a estipularse expresamente que "cualquiera cuestión sobre la cual sea necesario tomar acción, la debería referir la Asamblea General al Consejo de Seguridad, ya sea antes de discutirla o después de hacerlo". Como, además, "la Asamblea General no debería hacer, a iniciativa propia, recomendaciones sobre materia alguna relativa a la conservación de la paz y la seguridad internacionales en que el Consejo de Seguridad estuviera interviniendo"; y como, por otra parte, conforme se dispone en el artículo 1 del Apartado D del

Capítulo VI, "el Consejo de Seguridad debería organizarse de manera que pudiera funcionar sin interrupción", lo que lo pone en aptitud de intervenir inmediatamente en cualquier asunto que pueda presentarse, se llega, en conclusión, a estar en presencia de una Asamblea General, que aun para esa misión secundaria de "discutir" y "hacer recomendaciones" que parecía estarle reservada, encontrará muy pocas cuestiones que no le sean vedadas por la estipulación que arriba se ha transcrito. Por último, se da el caso de que una decisión tomada por la Asamblea, "a recomendación del Consejo de Seguridad" para suspender del ejercicio de sus derechos a un Miembro del Organismo, puede ser posteriormente anulada "mediante decisión del Consejo de Seguridad" sin que sea necesario consultar al respecto a la Asamblea General.

El Proyecto de Dumbarton Oaks discrepa abiertamente en esta materia, de los procedimientos establecidos para los cuatro Organismos de carácter mundial de cuya creación se han ocupado, durante la guerra, las Naciones Unidas: la "UNRRA" "Administración de las Naciones Unidas para el Socorro y la Rehabilitación", ya actualmente en funciones : el "Fondo Monetario Internacional", el "Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento" y el "Organismo de las Naciones Unidas sobre Alimentación y Agricultura", instituciones estas tres últimas, cuyas constituciones han sido ya suscritas por todas las Naciones Unidas y Asociadas, aun cuando no se establezcan todavía.

En efecto, el Convenio firmado en Washington el 9 de noviembre de 1943 por el que se estableció la "UNRRA", estipula en lo que atañe a las funciones y autoridad del "Consejo" de la misma (que equivale a la "Asamblea General" del Organismo previsto en el Proyecto de Dumbarton Oaks) y del " Comité Central" de dicho Consejo (que corresponde al "Consejo de Seguridad" de que aquí se viene tratando) lo que sigue:

"Cada Gobierno Miembro nombrará un representante y tantos suplentes como sean necesarios, al Consejo de la Administración de las Naciones Unidas para el Socorro y la Rehabilitación, que será el cuerpo directivo de la Administración..."

"... En los períodos en que el Consejo no se encuentre reunido, el Comité Central, cuando sea necesario, tomará decisiones en asuntos de emergencia. Todas estas decisiones constarán en las actas del Comité Central, las cuales se comunicarán prontamente a cada Gobierno Miembro. El Consejo podrá reconsiderar dichas decisiones en cualquier sesión ordinaria o en cualquier sesión extraordinaria..."

132

"Los Miembros (del Comité de Abastecimientos) serán nombrados por el Consejo, y este podrá autorizar al Comité Central a hacer nombramientos de emergencia en los períodos en que el Consejo no se encuentre reunido, y dichos nombramientos subsistirán hasta la próxima reunión del Consejo...".

"El Consejo podrá autorizar al Comité Central a hacer estos nombramientos (los de Miembros del Comité del Consejo para Europa y del Comité del Consejo para el Extremo Oriente) en casos de emergencia, en los períodos en que el Consejo no se encuentre reunido; y dichos nombramientos subsistirán hasta la próxima reunión del Consejo..."

(Artículo III, párrafos 1, 3, 4 y 5).

El "Convenio sobre un Fondo Monetario Internacional", aprobado por la Conferencia Monetaria y Financiera de las Naciones Unidas celebrada en Bretton Woods, en julio último, establece, por lo que se refiere a la organización y gobierno de dicha Institución:

"El Fondo tendrá una Junta de Gobernadores (equivalente a la "Asamblea General" del Proyecto de Dumbarton Oaks) Directores Ejecutivos (que corresponden más o menos al "Consejo de Seguridad" del mencionado Proyecto) un Director Administrador y el personal correspondiente".

"Todos los poderes del Fondo radicarán en la Junta de Gobernadores, compuesta de un gobernador y un suplente nombrados por cada participante en la forma que éste determine..."

"La Junta de Gobernadores podrá delegar en los Directores Ejecutivos la autoridad para ejercer cualesquiera funciones de la Junta, excepto las de:...(se enumeran en seguida ocho de las más importantes funciones del Fondo que no pueden ser delegadas).

(Artículo XII, sección 1, y sección 2 párrafos a y b).

El "Convenio sobre un Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento", suscrito lo mismo que el anterior instrumento por los delegados de cuarenta y cuatro Naciones en la aludida Conferencia de Bretton Woods, dispone, en lo que toca a la organización y gobierno de dicho Organismo:

"El Banco tendrá una Junta de Gobernadores (equivalente a la "Asamblea General" del Proyecto de

2

Dumbarton Oaks), Directores Ejecutivos (que corresponden más o menos al "Consejo de Seguridad" del mencionado Proyecto) un Presidente, y aquellos otros funcionarios y miembros del personal para desempeñar las funciones que el Banco determine".

"Todos los poderes del Banco radicarán en la Junta de Gobernadores, la cual constará de un gobernador y un suplente nombrados por cada uno de los países participantes en la forma que el mismo determine...".

"La Junta de Gobernadores podrá delegar en los Directores Ejecutivos autoridad para ejercer cualesquiera facultades de la Junta, excepto las siguientes:... (se enumeran en seguida siete de las más importantes funciones del Fondo que no pueden ser delegadas)".

(Artículo V, sección 1, y sección 2, párrafos a y b).

La "Constitución del Organismo de las Naciones Unidas sobre Alimentación y Agricultura" -en su texto definitivo publicado el 1º de agosto del año en curso, después de tomar en cuenta las opiniones emitidas por todos los Gobiernos Miembros de la Comisión Interina creada por la Conferencia de Hot Spring- estipula:

"Se establecerá una Conferencia del Organismo (equivalente a la "Asamblea General" del Proyecto de Dumbarton Oaks) en la que cada Nación participante tendrá un representante".

"La Conferencia determinará la política del Organismo, aprobará su presupuesto, y ejercitará los demás poderes que le confiere esta Constitución".

"La Conferencia nombrará un Comité Ejecutivo (que corresponde al "Consejo de Seguridad" del Proyecto de Dumberton Oaks) que se compondrá de no menos de nueve ni más de quince miembros..."

"La Conferencia podrá delegar en el Comité Ejecutivo los poderes que considere convenientes, a excepción de los que se exponen en el párrafo 2 del artículo II (admisión de nuevos miembros), en el artículo IV (que comprende las actividades de mayor importancia del Organismo), en el párrafo 1 del artículo VII (nombramiento del Director General), y en los artículos XIII (relaciones con el

Organismo Internacional General que eventualmente se cree) y XX (enmiendas a la Constitución)".

(Artículos III, párrafo 1 IV, párrafo 1; y V, párrafo 3).

Como se ve, en todos estos instrumentos internacionales se halla incorporado el principio de que el órgano supremo es aquél en el que se encuentran representados todos los Estados Miembros, el cual, si bien puede delegar algunas de sus atribuciones en otro órgano de integración limitada, guarda siempre la supremacía y un determinado poder de control sobre la acción del segundo.

Quizás podría argüirse que las cuatro instituciones a que acaba de hacerse referencia son de carácter económico social, y que, para el manejo de las cuestiones de tal índole encomendadas al "Consejo Económico y Social" del Organismo Internacional General, se han previsto análogas normas democráticas en el Proyecto de Dumbarton Oaks. Pero, aceptando desde luego que no puede establecerse una paridad absoluta entre dichas instituciones, encaminadas a lograr la "liberación de la necesidad" y la Organización Internacional General que tenga por misión el realizar la "liberación del temor", debe rechazarse categóricamente que para esta última sea necesario, ni menos conveniente, el hacer caso omiso del principio fundamental de la igualdad de derechos de todos los Estados, sean cuales fueren su magnitud y su poder, principio por el que han venido luchando los pueblos de las Naciones Unidas. Hay ciertamente diferencia entre la tarea de asegurar la abundancia y el empleo para todos, y la de prevenir o castigar las agresiones. Pero esta diferencia no podrá nunca explicar, ni menos justificar, el que se prescinda de ciertas normas democráticas fundamentales. Es fácil comprobar esta tesis si se examina la jurisdicción y facultades reconocidas a la Asamblea o Cuerpo plenamente representativo, lo mismo en el Pacto del único Organismo internacional semejante al que se proyecta que hasta ahora haya existido-la Sociedad de las Naciones-que en los tres planes técnicos que se han venido citando en el presente estudio:

Pacto de la Sociedad de las Naciones.

"La Asamblea conocerá de todas las cuestiones que entren dentro de la esfera de actividad de la Sociedad o que afecten a la paz del mundo".

(Artículo 3°, párrafo 3)

"Plan Técnico Británico":

"La Autoridad Internacional actuará por medio de una reunión general de todos sus Miembros llamada "Asamblea" y un Comité Central de determinados Miembros llamado "Consejo". Cada uno de dichos órganos tendrá jurisdicción para tratar cualquier cuestión internacional, incluyendo las que surjan de los tratados de paz, que afecte a la paz del mundo o a la promoción del bienestar de las Naciones".

(Artículo II)

"Plan Técnico Americano-Canadiense":

"La Asamblea General, que se reunirá cada vez que lo requieran las circunstancias y por lo menos una vez al año, tendrá autoridad general para tratar toda cuestión que interese a la Comunidad de los Estados".

(Proposición 2, párrafo 2).

"Plan Técnico Estadounidense":

"La Asamblea tendría facultades para tratar cualquier cuestión que afecte la paz del mundo o la buena inteligencia entre los pueblos de que la paz depende".

"La Asamblea tendría facultades para adoptar medidas generales para prevenir y suprimir el uso de la fuerza por parte de los Estados en sus relaciones con otros Estados".

"La Asamblea tendría facultades para proveer a la distribución (entre los Estados Miembros) de la carga que tales medidas (las de carácter económico y militar que prescriba el Consejo) puedan entrañar".

(Artículo 16 párrafos a y b y artículo 17 párrafo b)

Como puede apreciarse por esta somera exposición -y como podrá comprobarse con mayor evidencia

más adelante, al tratar de las cuestiones expuestas en el Capítulo VI, y sobre todo en el VIII, del Proyecto de Dumbarton Oaks- en ninguno de estos cuatro documentos, relativos todos, no a organismos económico-sociales, sino a organismos de idéntica naturaleza al que se desea crear ahora, se ha creído necesario o conveniente despojar al cuerpo plenamente representativo, o Asamblea, de su autoridad suprema y su control sobre el funcionamiento del Organismo.

Resulta fácil explicar por qué en estos cuatro documentos, lo mismo que en el Proyecto Mexicano, se ha estimado que, para asegurar el eficaz funcionamiento del Organismo Internacional General, no precisa en forma alguna privar a éste de sus características democráticas. Sin duda hay que prever una estructura y funcionamiento del Organismo Internacional que permita a éste tomar decisiones y traducirlas en actos rápida y eficientemente cuando las circunstancias lo requieran. Pero, para hacer frente a esta necesidad conviene tener en cuenta que sólo se presentará con carácter de urgencia inaplazable frente a situaciones "de emergencia". Puede, pues, muy bien darse satisfacción a tal necesidad, sin sacrificar el principio básico de la igualdad soberana de todos los Estados, grandes y pequeños, consagrado expresamente en el Capítulo II del mismo Proyecto de Dumbarton Oaks. Si es inconveniente edificar un sistema que en la práctica resulte estéril, también lo es erigir otro que en la realidad se traduzca en la preponderancia de un pequeño grupo de Estados sobre todos los demás.

Para evitar un extremo no hay que caer en el opuesto, máxime cuando resulta factible conciliar las dos necesidades primordiales en presencia: la de salvaguardar, no solo en teoria sino tambien en la práctica, la igualdad juridica de los Estados Miembros, con la de capacitar al Organismo Internacional para emplear eficientemente medios de prevención y de sanción que garanticen la seguridad colectiva. A tal fin están encaminados los Artículos 21, 22 (que se encuentra reproducido en la parte correspondiente al Capítulo VI del Proyecto de Dumbarton Oaks, por referirse a las facultades del Consejo), 23, 24 y 27 (cuyo texto puede consultarse en la parte relativa al Capitulo VIII del Proyecto de Dumbarton Oaks) del Proyecto Mexicano, en los que se establece un procedimiento que será analizado

posteriormente, al tratar de la solución pacífica de las controversias y de los métodos para prevenir o sancionar las transgresiones al orden internacional. De ahí que el Proyecto Mexicano mantenga en su Artículo 21 que la Asamblea tiene competencia general "sobre todos los problemas que afecten o puedan afectar la independencia política y la integridad territorial de todas las Naciones, la seguridad colectiva o el bienestar general de los miembros de la U.P.N".

En resumen, la limitación de funciones de la Asamblea General en el Proyecto de Dumbarton Oaks resulta, como se desprende del análisis antes realizado, en desacuerdo, tanto con los precedentes que, en el terreno económico social, ofrecen las instituciones creadas o proyectadas hasta ahora por las Naciones Unidas, como con los principios que en el orden de la seguridad colectiva, preconizan el Pacto de la Sociedad de las Naciones y los tres planes técnicos de los que se ha venido haciendo mención.

Semejante limitación no se compadece con "el principio de la igualdad soberana de todos los Estados amantes de la paz" -teóricamente consagrado en el Artículo 1 del Capítulo II del Proyecto de Dumbarton Oaks- principio que no hace sino corroborar el proclamado en la Carta del Atlántico, reafirmado en la "Declaración Conjunta de las Cuatro Potencias de Moscú" ("4º.- Que reconocen la necesidad de establecer, en el plazo más corto posible, una Organización Internacional General para conservar la paz y la seguridad internacionales basada en el principio de la igualdad de soberanía de todos los Estados amantes de la paz y a la que podrán ingresar todos esos Estados (grandes y pequeños"), y al que, por lo que se refiere especialmente a los Estados Unidos, han dado su adhesión, tanto el señor Presidente Roosevelt, (quien, a raíz de las Conferencias de Moscú y de Teherán, expresó, el 24 de diciembre de 1943, refiriéndose a las declaraciones generales en ellas aprobadas: "La Gran Bretaña, Rusia, China, los Estados Unidos y sus aliados representan más de las tres cuartas partes de la población total de la tierra. Mientras esas cuatro Naciones de gran poderío militar permanezcan juntas en su determinación de conservar la paz, no habrá posibilidad de que ninguna Nación agresora comience otra guerra mundial. Pero esas cuatro Potencias deben estar unidas y cooperar con todos los pueblos amantes de la libertad de Europa, de Asia, de Africa, y de las Américas. Los derechos de cada Nación, grande o pequeña, de-

ben ser respetados y preservados tan celosamente como lo son los derechos de cada individuo en nuestra propia República. La doctrina de que el fuerte debe dominar al débil es la doctrina de nuestros enemigos y nosotros la rechazamos"), como su Secretario de Estado, señor Cordell Hull, (el que, en las declaraciones que formuló el 1º de junio último, tuvo afirmaciones tan explícitas como ésta: "En lo que se refiere a este Gobierno -el de la Unión Americana- todas las veces que he dicho algo sobre esta materia he subrayado siempre...nuestra disposición y propósito de cuidar de que todas las Naciones. Especialmente las pequeñas, se mantengan en un pie de igualdad con todas las demás...") y el Senado, que, en su Resolución 192, conocida bajo el nombre de "Resolución Conally" adoptó, el 5 de noviembre del año pasado, una tesis que coincide íntegramente, en su parte esencial, con el párrafo 4º de la Declaración de las Cuatro Potencias arriba transcrito.

Además, haciendo referencia al papel que debe corresponder a las Naciones Americanas, el señor Cordell Hull, el 18 de noviembre de 1943, a su regreso de la Unión Soviética, manifestó ante el Congreso de su país, refiriéndose al mismo párrafo 4º de la Declaración de Moscú ya antes mencionado:

"Desearía hacer particularmente hincapié en esta parte de la Declaración. El principio de la igualdad soberana de todos los Estados pacíficos, sea cual fuere su extensión y su fuerza, como socios en el futuro sistema de seguridad general será la piedra angular sobre la cual se construirá la futura organización internacional."

"La adopción de este principio fué particularmente bien recibida por nosotros. En ninguna parte ha sido aplicada más ampliamente la concepción de la igualdad soberana, durante los últimos años, que en la familia americana de naciones, cuya contribución al esfuerzo común en tiempo de guerra será ahora seguida por su representación en la obra de construir las instituciones de la paz".

C.- En el Proyecto de Dumbarton Oaks no existe ninguna estipulación que corresponda a la incorporada en el Art. 36 del Proyecto Mexicano. Es ésta una omisión que convendría reparar, debido a la necesidad que existe de que el Organismo Internacional General que se

crea disponga de procedimientos eficaces para adaptar a las exigencias de una convivencia internacional basada en la justicia, aquellas situaciones, derivadas o no de algún tratado, que ameriten fundadamente su revisión.

No es, en efecto, posible hacer del Derecho Internacional -lo mismo que de cualquier otro Derecho en su esfera respectiva, pero en forma mucho más acentuada- un armazón rígido destinado a mantener "statu quo" que pueden ser excelentes en el momento en que se les consagró, pero que mañana resultaran caducos e insostenibles. La mejor garantía de observancia de la norma jurídica internacional estriba, por el contrario, en una flexibilidad que, mediante procedimientos previamente estipulados, permita crear cierta estabilidad en el orden, dentro de la perpetua evolución de la vida. De ahí que tanto como de la solución pacífica de los conflictos internacionales, convenga preocuparse de que no lleguen a presentarse las condiciones que necesariamente los engendrarían.

La Comisión para el Estudio de la Organización de la Paz, en su Informe Preliminar publicado desde noviembre de 1940, hacía notar:

"La paz, bajo las condiciones de la vida moderna, no puede ser una condición estática de vida lograda por la renuncia a la guerra ni un simple deseo piadoso de vivir en paz. La paz debe ser un proceso dinámico y contínuo para lograr la libertad, la justicia, el progreso y la seguridad en una escala mundial. Muchos problemas jamás pueden resolverse de modo final. Recurren bajo diferentes formas tan eternamente como la vida misma. Los procesos de la paz, sin embargo, harían posibles médicos de hacer frente a estos problemas que surgen, en un plano más elevado que el combate físico en masa. La paz requiere la sustitución de la guerra, que cada vez se hace más destructiva, por procesos internacionales que, a la vez que protejan las formas de vida nacional contra la violencia exterior, faciliten la adaptación a nuevas condiciones y promuevan cambios constructivos de interés común. La paz supone cualquiera organización internacional que sea necesaria, de acuerdo con las condiciones de los tiempos que se vivan, para proteger los intereses y promover el progreso de la humanidad".

El numeroso y autorizado grupo de internacionalistas de los Estados Unidos y del Canadá, autores del proyecto que se ha venido designando en este estudio bajo el título de "Plan Técnico Americano-Canadiense", al fundamentar uno de los "postulados del Derecho Internacional del porvenir" por ellos propuesto, hacen notar:

> "La estabilidad es un factor importante en las relaciones internacionales, pero sólo es posible alcanzarla si se puede hacer frente a las nuevas condiciones a medida que éstas se presenten. Si se desea mantener relaciones amistosas entre todos los Estados, resultan esenciales procedimientos regulares para los reajustes que puedan necesitarse; y el establecimiento de tales procedimientos no puede esperar hasta el momento en que se presente la libre competencia de los Estados interesados".

Por otra parte, lo mismo el Pacto de la Sociedad de las Naciones que los tres documentos de carácter doctrinal ya varias veces citados, incluyen - como podrá verse por la transcripción de los párrafos respectivos que a continuación se hace - disposiciones más o menos amplias y precisas, destinadas a llenar esta necesidad de métodos apropiados para conseguir lo que en la terminología internacional se ha venido designando bajo el nombre genérico de "cambios pacíficos":

Pacto de la Sociedad de las Naciones:

> "La Asamblea podrá en cualquier tiempo invitar a los Miembros de la Sociedad a que procedan a nuevo exámen de los tratados que hayan dejado de ser aplicables, así como de las situaciones internacionales cuyo mantenimiento pudiera poner en peligro la paz del mundo".
>
> (Artículo 19)

"Plan Técnico Británico":

> "Cualquier Miembro de la Autoridad Internacional puede también llamar la atención de la Asamblea o del Consejo sobre cualquier condición de los asuntos internacionales que amenace la paz o el buen entendimiento entre las naciones de que la paz depende, incluyendo los términos de cualesquiera tratados

que se alegue se hayan vuelto inaplicables, injustos o peligrosos para la paz".

(Artículo 13)

"Plan Técnico Americano-Canadiense":

"El mantenimiento de relaciones justas y pacíficas entre los Estados requiere procedimientos regulares mediante los cuales puedan readjustarse las situaciones internacionales cuando se presente la necesidad".

"A petición de cualquiera de las Partes en un tratado o compromiso, el Tribunal Permanente de Justicia Internacional tendrá competencia para pronunciar sentencia declaratoria al efecto de que dicho tratado o compromiso ha perdido total o parcialmente su fuerza obligatoria, en el sentido de que no podrá exigirse en adelante su cumplimiento, si el Tribunal decidiere que el tratado o compromiso fué celebrado teniendo en cuenta un estado de cosas cuya continuada existencia fué el factor determinante que las movió a asumir las obligaciones estipuladas, y que tal estado de cosas ha sufrido cambio fundamental".

"A solicitud de cualquiera de las Partes en el tratado o compromiso, con el voto de las dos terceras partes de sus miembros y el acuerdo de la Asamblea General, dado también con el voto de dos terceras partes, el Consejo Ejecutivo tendrá autoridad para recomendar la revisión de cualquier tratado o compromiso vigente que no le parezca acorde con las circunstancias existentes".

"Si alguna de las Partes dejare de colaborar de buena fe en la revisión recomendada por el Consejo Ejecutivo, el Tribunal Permanente de Justicia Internacional será competente para pronunciar, a petición de cualquier otra Parte, una sentencia declaratoria al efecto de que el tratado o compromiso en cuestión ha perdido total o parcialmente, su fuerza obligatoria, si el Tribunal decidiere que en las circunstancias existentes el tratado o compromiso ha llegado a ser indebidamente oneroso para alguna o algunas de las Partes".

142

"Por iniciativa propia o a solicitud de cualquier Estado, y con el voto de las dos terceras partes de sus miembros y el acuerdo de la Asamblea General, dado también con el voto de sus dos terceras partes, el Consejo Ejecutivo tendrá autoridad para recomendar la modificación de cualquier situación cuya prolongada existencia pusiere en peligro el buen entendimiento entre los Estados".

(Postulado 6 y proposiciones 20, 21 y 22)

"Plan Técnico Estadounidense":

"La Corte Permanente de Justicia Internacional tendría jurisdicción, a solicitud de cualquiera de las partes en un convenio entre Estados que no haya sido totalmente ejecutado, para dar un fallo declaratorio en el sentido de que, debido a cambio esencial de las circunstancias, el convenio ha dejado de ser obligatorio".

"El Consejo estaría facultado, mediante voto de las dos terceras partes de sus Miembros, concurrente con el voto de las dos terceras partes de la Asamblea, para recomendar la revisión por las partes de cualquier convenio entre Estados que no haya sido totalmente ejecutado, basándose en que ya no se adapta a las condiciones existentes".

"Si cualquier parte en el convenio no cooperara en la revisión recomendada, la Corte Permanente de Justicia Internacional tendría jurisdicción, a solicitud de cualquier otra parte, para rendir un fallo declaratorio en el sentido de que el convenio se ha vuelto injustamente oneroso y ha dejado en consecuencia de ser obligatorio."

"El Consejo estaría facultado, por un voto de las dos terceras partes concurrente con el voto de las dos terceras partes de la Asamblea, para recomendar el reajuste, por los Estados interesados, de cualquier situación cuya continuada existencia podría poner en peligro el buen entendimiento entre los Estados".

(Artículos 32, 33 y 34)

La extensión con que, como se ve, está tratado este punto en los dos planes más recientes, o sea, el Americano-Canadiense y el Estadounidense, es un argumento más en favor de la inclusión en el Proyecto de Dumbarton Oaks de disposiciones análogas a la consignada en el artículo 36 del Proyecto Mexicano.

D.- El Proyecto Mexicano otorga a la Asamblea, en su artículo 12, la facultad de nombrar a los "delegados semipermanentes" al Consejo (que corresponden a los "permanentes" del Proyecto de Dumbarton Oaks). Las razones que fundamentan la estipulación contenida en el Artículo en cuestión se expondrán en el comentario relativo al Capítulo VI del documento que se viene analizando, en el que se trata del "Consejo de Seguridad".

E.- El Proyecto de Dumbarton Oaks no incluye previsiones respecto a los privilegios e inmunidades diplomáticos de que, en el ejercicio de sus funciones, deberían gozar —cosa sobre la que seguramente existe acuerdo general— los delegados a la Asamblea General, por lo que sería de desear que se añadiese un artículo análogo al que en el Proyecto Mexicano lleva el número 19.

F.- En lo que atañe a la votación, punto al que se refiere el Apartado C del presente capítulo, parece preferible la proporción de "tres cuartas partes de los votos de las delegaciones presentes" establecida en el Proyecto Mexicano, a la de "dos terceras partes" de los mismos votos, según se prevén el Proyecto de Dumbarton Oaks. En efecto, si para una Asamblea como la de este último documento sería más que suficiente la mayoría así indicada, para otra, investida de las facultades que el Proyecto Mexicano considera debe poseer dicho órgano, sería conveniente que se exigiese una mayoría más considerable.

G.- No hay observaciones que formular a ninguno de los artículos del Apartado D, referente a cuestiones de procedimiento, las cuales coinciden esencialmente con el artículo 8 del Proyecto Mexicano.

PROYECTO DE DUMBARTON OAKS

PROYECTO MEXICANO

Capítulo VI

EL CONSEJO DE SEGURIDAD

Apartado A: COMPOSICION

El Consejo de Seguridad debería componerse de un representante de cada uno de once miembros del Organismo. Los representantes de los Estados Unidos de América, del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, de la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas, de la República de China, y oportunamente, de Francia deberían tener asientos permanentes. La Asamblea General debería elegir seis Estados para cubrir los asientos no permanentes. Estos seis Estados deberían elegirse por un término de dos años, tres de ellos se retirarían cada año; y no podrían sucederse a sí mismos. En la primera elección de los miembros no permanentes, la Asamblea General debería seleccionar tres miembros para servir un término de un año cada uno de ellos, y tres por un término de dos años.

11. El Consejo se compone de seis Delegados semipermanentes y de seis Delegados electos mediante el procedimiento que determine la Asamblea.

12. Los Delegados semipermanentes representan a los Estados cuya responsabilidad para el mantenimiento de la paz es más considerable dentro de la comunidad internacional. Corresponde a la Asamblea fijar, cada ocho años, cuáles son estos Estados.

2

Apartado B: AUTORIDAD Y FUNCIONES PRINCIPALES.

1. A fin de asegurar que el Organismo actúe con prontitud y eficacia, los miembros del Organismo deberían conferir al Consejo de Seguridad, por Medio del Estatuto, responsabilidad original en la conservación de la paz y la seguridad internacionales, y deberían aceptar que en el desempeño de dichas obligaciones de acuerdo con dicha responsabilidad, el Consejo actuaría en su nombre.

2. En el desempeño de dichas obligaciones, el Consejo de Seguridad debería actuar de conformidad con los fines y principios del Organismo.

3. Los poderes específicos conferidos al Consejo de Seguridad para desempeñar dichas obligaciones se prescriben en el Capítulo VIII.

21. Tanto la Asamblea como el Consejo tienen competencia sobre todos los problemas que afecten o puedan afectar la independencia política y la integridad territorial de todas las Naciones, la seguridad colectiva o el bienestar general de los Miembros de la U.P.N.

22. El Consejo examinará las cuestiones a que se refiere el artículo anterior, a solicitud de cualquier Miembro de la U.P.N. y sus resoluciones serán obligatorias para todos los Miembros de la misma, salvo la excepción a que se refiere el artículo siguiente.

23. No obstante lo indicado en el artículo anterior, la Asamblea, a solicitud de la mitad más uno de los Miembros de la U.P.N., examinará cualquier resolución aprobada por el Consejo, la que tendrá definitivamente fuerza obligatoria si la aprueban las tres cuartas partes de las Delegaciones presentes en la Asamblea, y siempre que, dentro de esas tres cuartas partes, figuren los votos de todos los Miembros del Consejo.

2

4. Los miembros del Organismo deberían comprometerse a aceptar las decisiones del Consejo de Seguridad y de llevarlas a cabo de acuerdo con las disposiciones del Estatuto del Organismo.

5. A fin de promover el establecimiento y la conservación de la paz y la seguridad internacionales con la menor utilización posible de los recursos humanos y económicos del mundo con fines de armamento, el Consejo de Seguridad debería tener, con la cooperación de la Comisión de Estado Mayor a que se refiere el párrafo 9, Apartado B, Capítulo VIII, responsabilidad de trazar los planes para el establecimiento de un sistema regulador de los armamentos, que se someterían a los miembros del Organismo.

28. Los Miembros de la U.P.N. se comprometen solemnemente a acatar las decisiones del Consejo. . .

37. Los Miembros de la U.P.N. reconocen que el mantenimiento de la paz exige la reducción de los armamentos nacionales al mínimum compatible con la seguridad de sus respectivos territorios y con la ejecución de las obligaciones internacionales contraídas en el presente Pacto. El Consejo tendrá a su cargo preparar los planes y tomar las resoluciones pertinentes para que tal reducción sea llevada a la práctica.

19. Los Delegados al Consejo y a la Asamblea gozan, en el ejercicio de sus funciones, de privilegios e inmunidades diplomáticas, privilegios e inmunidades que se hacen extensivos a las actividades y edificios de la U.P.N.

Apartado C: VOTACION

(El procedimiento para votar en el Consejo de Seguridad no se ha determinado todavía.)

15. Las decisiones del Consejo se votarán por unanimidad, salvo en las cuestiones de simple procedimiento o en los casos en los que expresamente se estipule lo contrario en el presente pacto.

Apartado D: PROCEDIMIENTO

1. El Consejo de Seguridad debería organizarse de manera que pudiera funcionar sin interrupción, y cada estado miembro del Consejo de Seguridad debería estar representado permanentemente en la sede del Organismo. El Consejo podría celebrar reuniones en aquellos otros lugares que a su juicio facilitaren mejor su trabajo. Deberían celebrarse reuniones periódicas en las que cada Estado miembro del Consejo de Seguridad podría estar representado, si así lo deseare, por un miembro de su gobierno o por algún otro representante especial.

2. El Consejo de Seguridad debería tener autoridad para establecer las dependencias o entidades que considerare necesarias para el desempeño de sus funciones, inclusive subcomisiones regionales de la Comisión de Estado Mayor.

13. El Consejo se reúne cuatro veces al año en sesiones ordinarias y en las extraordinarias para las que sea convocado por el Secretario General o a solicitud de uno de los Miembros de la U.P.N., siempre que, en este último caso, estén de acuerdo en ello la mitad más uno de los Miembros del Consejo.

3. El Consejo de Seguridad debería adoptar sus propias reglas de procedimiento, inclusive el método de seleccionar su Presidente.

4. Cualquier miembro del Organismo debería participar en la discusión de las cuestiones que se trajeran a la consideración del Consejo de Seguridad, cuando el Consejo de Seguridad considerare que los intereses de ese miembro del Organismo están especialmente afectados.

5. Cualquier miembro del Organismo que no tuviera asiento en el Consejo de Seguridad, y cualquier Estado que no fuera miembro del Organismo, debería invitarse a participar en la discusión de una controversia si es que ese miembro o Estado es una de las partes en la controversia que está a la consideración del Consejo de Seguridad.

14. Cualquier Miembro de la U.P.N. que no esté representado en el Consejo tiene derecho a nombrar un Delegado cuando el Consejo examine una cuestión que interese directamente a dicho Miembro.

C O M E N T A R I O

El análisis comparado de los textos que acaban de transcribirse permite hacer los siguientes comentarios:

A.- Las disposiciones contenidas en el Apartado A del presente capítulo del Proyecto de Dumbarton Oaks, en cuanto al número de Estados que deben integrar el Consejo de Seguridad (once) difieren muy ligeramente de las formuladas en los artículos 11 y 12 del Proyecto Mexicano en el sentido de que el Organo de que se trata debería constar de doce Miembros. Pero, sí existe entre los dos proyectos una diferencia de importancia por lo que atañe a la calidad de dichos Miembros y al procedimiento para escogerlos. En efecto, el Proyecto de Dumbarton Oaks, estipula que habrá cinco Miembros "permanentes", designados en la Constitución y seis Miembros "no permanentes", elegidos por la Asamblea General. El Proyecto Mexicano, en cambio, hace una división del Consejo, por mitad, entre "delegados semi-permanentes" y "delegados electos", otorgando a la Asamblea en ambos casos la facultad de designarlos, aun cuando fijando desde luego, como período de ejercicio para las funciones de los primeros, el de ocho años. En cuanto a los segundos, en el Proyecto Mexicano se deja a la voluntad de la Asamblea el lapso para el que serán electos, por lo que no hay diferencia substancial, a este respecto, con el Proyecto de Dumbarton Oaks.

El procedimiento establecido en el Proyecto Mexicano ofrece sobre el de Dumbarton Oaks -que sigue el precedente de la Sociedad de las Naciones, aunque suprimiendo la facultad incluída en el Pacto de la Liga de aumentar el número de Miembros permanentes y no permanentes- la trascendental ventaja de conciliar las exigencias del principio democrático de la igualdad jurídica de todos los Estados con la Necesidad de otorgar determinados derechos especiales a algunos de ellos. En efecto, por una parte, da a la Asamblea el poder de elegir a todos los Miembros del Consejo, y no únicamente a un determinado número de ellos; y por la otra, al fijar como norma básica que los Estados con derecho a ser Miembros "semi-permanentes" deben ser aquellos "cuya responsabilidad para el mantenimiento de la paz sea

más considerable dentro de la comunidad internacional", escoge, para fundamentar los derechos especiales de que gocen dichos Miembros con exclusión de todos los demás, el único argumento de verdadero valor jurídico -o sea, la correlación entre derechos y deberes- que no vulnera en nada el principio de la igualdad. Por último, en la práctica, vendrá a traducirse en la obtención de los mismos resultados que se buscan en el Proyecto de Dumbarton Oaks, ya que es seguro que habrá consenso unánime en admitir que aquellos Estados que tendrán mayor responsabilidad en los primeros años de la postguerra serán los que están especificados en el Proyecto de Dumbarton Oaks: Los Estados Unidos de América, la Gran Bretaña, la Unión Soviética, China y Francia.

Además, las disposiciones del Proyecto Mexicano, al negarse a señalar en forma definitiva e inmutable a los Estados Miembros que deben poseer derechos especiales, responden a las lecciones de la experiencia histórica que enseña claramente que no hay Estado alguno cuya importancia internacional relativa deje de sufrir alteración con el transcurso del tiempo. Así, también bajo este punto de vista, resulta mucho más conveniente adoptar la regla flexible del Proyecto Mexicano que faculta a la Asamblea a reelegir o designar sucesores para los puestos semipermanentes cada ocho años, lapso en el que muy bien pudiesen haber ocurrido cambios en la situación internacional que ameritasen alguna modificación en cuanto a los titulares de dichos cargos.

Cabe hacer notar, finalmente, que el procedimiento consagrado en el Proyecto Mexicano, coincide esencialmente con el establecido en los proyectos técnicos americano-canadiense y estadounidense que se han venido citando, como puede comprobarse en seguida:

"Plan Técnico AmericanoCanadiense"

"Para la selección de los Estados que hayan de estar representados en el Consejo Ejecutivo, se deberá acordar atención especial a la importancia del papel desempeñado por cada uno de ellos en el campo internacional. Al instalarse el Consejo se deberá designar por sus nombres a los Estados con derecho a representación en el Consejo. De los nombrados algunos tendrán derecho a re

presentación hasta que sean escogidos sus sucesores; y otros, por un determinado período o períodos de años. La selección de los sucesores, y posiblemente la de otros Estados que hayan de tener derecho a representación, deberá ser encomendada a la Asamblea General".

(Proposición 4, párrafo 1).

"Plan Técnico Estadounidense":

"El Consejo se compondría de los representantes de once Estados. Después de un período inicial de cinco años la Asamblea tendría facultades obrando de acuerdo con el Consejo para aumentar a quince el número de los Estados representados.

"Los Estados que estarían representados en el Consejo por el período inicial de cinco años serían designados en la Constitución; los Estados designados en la Constitución como teniendo la mayor responsabilidad para el mantenimiento de la paz deberían seguir estando representados después de la expiración del período inicial hasta que uno o más de ellos pudieran ser reemplazados por la Asamblea, en consideración a cambios esenciales en la responsabilidad relativa.

"Con apego a las anteriores estipulaciones, los Estados que deban estar representados en el Consejo en forma contínua, o por períodos limitados de tiempo, deberían ser escogidos por la Asamblea, de acuerdo con la importancia de su posición y responsabilidad en asuntos internacionales".

(Artículo 7, párrafos b c y d)

B.- No parece difícil aceptar que se confieran al Consejo de Seguridad la "autoridad y funciones principales" que se especifican en los artículos 1-4 del Apartado B del presente capítulo del Proyecto de Dumbarton Oaks, siempre que se hagan las modificaciones necesarias en la redacción de los mismos y en los artículos respectivos del anterior capítulo V a fin de que quede a salvo el carácter y las atribuciones de la Asamblea del Organismo Internacional General. A este respecto, el procedimiento delineado en el Proyecto Mexicano, artículos 21, 22, 23 y 24 (éste último reproducido paralelamente al capítulo V del Proyecto de Dumbarton Oaks, por referirse específicamente a las atribuciones de la Asamblea),

152

ofrece la doble ventaja de no vulnerar la autoridad del órgano plenamente representativo, la Asamblea, y de permitir al mismo tiempo una actividad eficiente del Consejo. En efecto, después de establecerse, en el artículo 21, que tanto la primera como el segundo tienen competencia sobre todos los problemas de que se ocupará el Organismo, se da, en el artículo 22, prioridad al Consejo para ocuparse de dichos problemas. ya que, tanto por la mayor frecuencia de sus reuniones (trimestrales, según el Proyecto Mexicano) como por ser más reducido el número de sus Miembros, ésto está capacitado para desarrollar una acción más rápida que la Asamblea. Sin embargo, se otorga a la Asamblea a renglón seguido, en el artículo 23, la facultad de servir de Cuerpo de Apelación, aun cuando estableciendo un procedimiento —el de que tal apelación debe ser solicitada por la mitad más uno de los Miembros del Organismo- que impida que se abuse de dicho recurso.

A mayor abundamiento, se estipula que la decisión que al respecto tome la Asamblea deberá ser aprobada por las tres cuartas partes de los delegados presentes en ella, "y siempre que dentro de esas tres cuartas partes figuren los votos de todos los Miembros del Consejo". Completando lo anterior, el artículo 24 faculta a la Asamblea para ocuparse también en primera instancia de las cuestiones a que se refiere el Artículo 21, pero sólo cuando así lo solicite la mitad más uno de los Miembros del Organismo. Queda también estipulado que en las decisiones que en parecidos casos tome la Asamblea será necesario que haya una aprobación de tres cuartas partes de las delegaciones presentes y que "dentro de esas tres cuartas partes figuren todos los delegados al Consejo". Por último, cuando no se logren llenar las condiciones prescritas, se establece el procedimiento de constituir una "comisión paritaria" integrada por los delegados que nombren respectivamente la Asamblea y el Consejo, la cual resolverá "mediante el voto de las tres cuartas partes de sus Miembros", las medidas que deban adoptarse.

Como se ve, el procedimiento propuesto en el Proyecto Mexicano no entorpece el funcionamiento eficiente del Organismo Internacional General; deja en el puesto que de derecho le corresponde como órgano plenamente representativo, a la Asamblea, preservando a los Estados que no sean Miembros del Consejo, contra una eventual decisión inaceptable del Organo Ejecutivo de integración limitada; y garanti

za, al mismo tiempo, a los Estados representados en el Consejo que no llegará nunca a tomarse una decisión definitiva en la Asamblea si no están comprendidos en la mayoría de la misma sus propios votos.

El método establecido en los artículos 21-24 del Proyecto Mexicano no es, por lo demás, sino la pauta general para situaciones normales en las que, si bien es de desearse que el Organismo pueda actuar con suficiente eficacia, su intervención no reclama excesiva premura como es el caso en las situaciones de emergencia para las que, en el artículo 32 -que se analizará al examinar el capítulo VIII del Proyecto de Dumbarton Oaks se establece un procedimiento especial que permite la acción inmediata del Consejo.

La redacción actual de los artículos 1-4 del Proyecto de Dumbarton Oaks, a los que se ha venido haciendo referencia, se presta a las mismas objeciones y críticas que, con relación al Apartado B del capítulo V, ya fueron ampliamente expuestas en el Comentario anterior. Baste añadir que, ateniéndose a la letra del presente capítulo -aunque seguramente no fué tal la intención de quienes lo redactaron- el Consejo de Seguridad tendría poderes para llevar a cabo a su arbitrio cambios de fronteras y reajustes territoriales sin necesidad de tomar en cuenta el parecer de todos los demás Estados, ya que se encuentra facultado para adoptar decisiones definitivas para la "conservación de la paz y la seguridad internacionales". La única limitación que se le impone es que ejercite sus poderes "de conformidad con los fines y principios del Organismo". Ahora bien, ni en los primeros ni en los segundos -enumerados respectivamente en los capítulos I y II del Proyecto de Dumbarton Oaks- figura nada que impida al Consejo proceder como queda apuntado, a menos que se incluya, sea entre los principios, como ya antes se sugirió en el Comentario relativo a dichos capítulos, o sea en el Capítulo VI que se viene analizando, la norma explícita del respeto a la integridad territorial y la independencia política de los Miembros.

C.- El artículo 5 del Apartado B corresponde esencialmente al Artículo 37 del Proyecto Mexicano y parece llenar bien los fines para los que ha sido formulado..

2

D.- En el Proyecto de Dumbarton Oaks no se estipula ningún procedimiento para votar en el Consejo de Seguridad, ya que, según lo expresado en el Apartado C del presente Capítulo, es ésta una de las cuestiones que no se han determinado todavía. El Proyecto Mexicano, en cambio, propone que el Consejo tome sus decisiones por unanimidad, "salvo en las cuestiones de simple procedimiento o en los casos en que expresamente se estipule lo contrario", por ejemplo, en la eventualidad de agresión prevista en el artículo 34 que se examinará al analizar el Capítulo VIII del Proyecto de Dumbarton Oaks.

La norma en cuestión parece ser la más ventajosa acerca del punto de que se trata, ya que siendo el Consejo un cuerpo de integración reducida y estando representados en él los Estados que mayor responsabilidad tienen en el mantenimiento de la paz, parece muy útil que las medidas que tome lo sean por unanimidad. Por otra parte, la excepción antes mencionada, o sea la de que si un Estado acusado de recurrir "a la guerra o a medidas susceptibles de acarrear la guerra" está representado en el Consejo, su voto no se computará para la unanimidad, impedirá que dicho Estado pretenda paralizar la acción del Consejo, y permitirá a éste tomar las medidas que las circunstancias requieran, aun contra la voluntad de tal Estado.

E.- Los artículos 1, 2 y 3 del Apartado D del presente Capítulo del Proyecto de Dumbarton Oaks no discrepan esencialmente del Artículo 13 del Proyecto Mexicano. Si en éste último se dispone que el Consejo se reúna "cuatro veces al año" en sesiones ordinarias, además de las extraordinarias, ello es sólo porque se ha pensado que probablemente no haya materia para que el órgano en cuestión trabaje en forma constante.

Tal cosa no se opone en forma alguna a la previsión incluída en el artículo 1 que se viene comentando -la cual, por el contrario, se considera acertada- en el sentido de que cada Estado Miembro del Consejo "debería estar representado permanentemente en la sede del Organismo". Parcialmente oportunas son las demás disposiciones incluídas en éste

y en los dos siguientes artículos ya antes aludidos.

F.- Con relación a las disposiciones de l[os] artículos 4 y 5 del Apartado D, se estima que es preferible la redacción del artículo 14 del Proyecto Mexicano, como más precisa y categórica, pues conviene entender, como ahí se dice, que cualquier Miembro del Organismo Internacional General que no esté representado en el Consejo "tiene derecho" -sin que sea esta cosa que pueda quedar al arbitrio del Consejo a nombrar un delegado al mismo, siempre que éste examine una cuestión que interese directamente a dicho Miembro.

G.- Convendría insertar en el Proyecto de Dumbarton Oaks un artículo respecto a los privilegios e inmunidades diplomáticos de los Miembros del Consejo, que correspondiese al número 19 del Proyecto Mexicano.

2. El Consejo de Seguridad debería tener autoridad para establecer las dependencias o entidades que considerare necesarias para el desempeño de sus funciones, inclusive subcomisiones regionales de la Comisión de Estado Mayor.

2 -61-

147

156

PROYECTO DE DUMBARTON OAKS

Capítulo VII

TRIBUNAL INTERNACIONAL DE JUSTICIA

1. Debería haber un tribunal internacional de justicia que debería ser el principal cuerpo judicial del Organismo.

2. El tribunal debería constituirse y funcionar de acuerdo con un estatuto que debería unirse al Estatuto del Organismo y ser parte de éste.

3. El estatuto del tribunal de justicia internacional debería ser, bien (a) el Estatuto del Tribunal Permanente de Justicia Internacional, cuya vigencia continuaría con las modificaciones que conviniere hacerle, o (b) un nuevo estatuto para preparar el cual debería servir de base el Estatuto del Tribunal Permanente de Justicia Internacional.

2 -70-

PROYECTO MEXICANO

26.- Para los efectos (arreglo judicial de las diferencias internacionales) del artículo procedente, se acuerda la subsistencia de la Corte Permanente de Justicia Internacional, a cuyo Estatuto deberán hacerse las modificaciones que la Asamblea estime adecuadas para el mejor desempeño de sus funciones.

4. Los miembros del Organismo deberían ser ipso facto partes en el estatuto del tribunal internacional de justicia.

5. Las condiciones bajo las cuales los Estados que no fueren miembros del Organismo pudieran llegar a ser partes en el estatuto del tribunal internacional de justicia las debería determinar en cada caso la Asamblea General a recomendación del Consejo de Seguridad.

166

No eficaz de las responsabilidades de éste exigieren que dicho estado debiera participar en sus labores. Las ---

COMENTARIO

El análisis comparado de los textos que acaban de transcribirse permite hacer los siguientes comentarios:

A.- Los artículos 1 y 2 del presente Capítulo del Proyecto de Dumbarton Oaks, deben compartir las observaciones que se formularon en el Comentario al Capítulo IV, al hablar de la conveniencia de suprimir el Tribunal Internacional de Justicia en la enumeración de los órganos principales del Organismo Internacional General.

B.- El artículo 3 tiene una redacción apropiada y su contenido coincide con el del artículo 26 del Proyecto mexicano.

C.- No hay observación que formular al artículo 4 que encierra una prescripción muy conveniente.

D.- La eventualidad examinada en el artículo 5 no llegaría a presentarse, conforme al procedimiento de integración universal obligatoria sostenido en el Proyecto Mexicano.

PROYECTO DE DUMBARTON OAKS

Capítulo VIII

DISPOSICIONES PARA LA CONSERVACION DE LA PAZ Y LA SEGURIDAD INTERNACIONALES INCLUSO LA PREVENCION Y SUPRESION DE LA AGRESION.

Apartado A: SOLUCION PACIFICA DE CONTROVERSIAS

1. El Consejo de Seguridad debería tener autoridad para investigar cualquier controversia o cualquier situación que pudiera derivar en una fricción internacional o dar origen a una controversia, a fin de determinar si su existencia continuada podría poner en peligro la conversación de la paz y la seguridad internacionales.

2. Cualquier estado, sea miembro o no del Organismo, podría traer a la atención de la Asamblea General o del Consejo de Seguridad, cualquier controversia o situación de esa naturaleza.

3. Una controversia cuya existencia pudiera poner en peligro la conservación de la paz y la seguridad interna-

PROYECTO MEXICANO

21.- Tanto la Asamblea como el Consejo tienen competencia sobre todos los problemas que afecten o puedan afectar la independencia política y la integridad territorial de todas las Naciones, la seguridad colectiva o el bienestar general de los Miembros de la U.P.N.

25.- Todos los Miembros de la U.P.N. convienen en someter las diferencias que surjan entre ellos, ya sea al examen del Consejo o de la Asamblea, o al arbitraje o al arreglo judicial.

27.- En caso de que una diferencia entre dos o más Miembros de la U.P.N., que no haya podido resolverse en forma amistosa, no se someta ni al examen del Consejo o de la Asamblea, ni al arbitraje o

ci nales, debiera obligar a las partes, antes que nada, a buscar una solución mediante la negociación, la mediación, la conciliación, el arbitraje o arreglo judicial, u otro medio pacífico que ellas mismas determinaren. El Consejo de Seguridad debería pedir a las partes que arreglaran su controversia por los medios indicados.

4. Si a pesar de todo, las partes en una controversia de la naturaleza descrita en el párrafo 3 precedente no lograran dirimirla por los medios indicados en dicho párrafo, deberían comprometerse a referirla al Consejo de Seguridad. En cada caso el Consejo de Seguridad debería decidir si la existencia continuada de la controversia en cuestión podría en efecto poner en peligro el mantenimiento de la paz y la seguridad internacionales, y de consiguiente, si el Consejo de Seguridad debería intervenir en ella y, de hacerlo, si debería tomar acción de conformidad con el párrafo 5 siguiente.

5. El Consejo de Seguridad debería tener autoridad para recomendar procedimientos o métodos de ajuste adecuados en cualquier etapa en que se encontrare una controversia de la naturaleza a que se refiere el párrafo 3 de este Capítulo.

6. Las controversias justiciables se deberían referir por lo general al tribunal internacional de justicia. El Consejo de Seguridad debería tener autoridad para obtener la opinión del tribunal sobre cuestiones legales relacionadas con otras controversias.

7. Las disposiciones de los párrafos 1 al 6 de este Apartado, no deberían aplicarse a situaciones o controversias orginadas de cuestiones que, según el derecho internacional son únicamente de la jurisdicción interna del Estado que sea del caso.

Apartado B: DETERMINACION DE AMENAZAS A LA PAZ O DE ACTOS DE AGRESION Y ACCION QUE DEBE TOMARSE RESPECTO A ELLOS

1. Si el Consejo de Seguridad creyere que el fracaso en la solución de una controversia mediante los procedimientos indicados en el párrafo 3 del Aparto A anterior o de acuerdo con

al arreglo judicial, el Consejo se avocará el examen de la misma a solicitud del Secretario General o de cualquier Miembro de la U.P.N., procediendo en seguida como si lo hubiera sido a instancia por cualquiera de las partes directamente interesadas.

28.-Los Miembros de la U.P.N. se comprometen solemnemente a acatar las decisiones del Consejo, de la Asamblea, de las Comisiones paritarias a que se refieren los artículos 23 y 24, lo mismo que los fallos arbitrales o las sentencias judiciales.

29.- Los Miembros de la U.P.N. recurrirán al arbitraje o a la jurisdicción de la Corte Permanente de Justicia Internacional para la solución de sus conflictos cuando así lo resuelva el Consejo o la Asamblea.

30.-En caso de que un Estado, sin recurrir a la guerra o a medidas susceptibles de acarrear la guerra no acate una decisión del Consejo o de la Asamblea, o un fallo arbitral o una sentencia judicial, el Consejo o la Asamblea dictarán las medidas necesarias para que se dé cumplimiento a las estipulaciones contenidas en el presente Pacto.

31.- En caso de que un Estado recurra a la guerra o a medidas susceptibles de acarrear la guerra, no obstante una decisión del Consejo o de la Asamblea, o un fallo arbitral o una sentencia judicial,

sus recomendaciones al amparo del pá-- rrafo 5 de dicho Apartado A, constitu- ye una amenaza a la conservación de la paz y la seguridad internacionales, de- bería tomar cualesquiera medidas nece- sarias para la conservación de la paz y la seguridad internacionales que es- tuvieren de acuerdo con los fines y -- principios del Organismo.

2. En general, el Consejo de Seguri- dad debería determinar la existencia - de cualquier amenaza a la paz, quebran- tamiento de la paz, o acto de agresión, y debería hacer recomendaciones o deci- dir cuáles serían las medidas a tomar- se para mantener o restaurar la paz y la seguridad.

3. El Consejo de Seguridad debería- tener autoridad para determinar qué me- didas diplomáticas, económicas, o de - otra clase que no comprendieran el uso de la fuerza armada, deberían emplear- se para hacer efectivas sus decisiones; y para pedirle a los miembros del Orga- nismo que aplicaran dichas medidas. Dichas medidas podrían incluir la inte- rrupción total o parcial de las comuni- caciones ferroviarias, marítimas, aé- reas, postales, telegráficas, radioteo- legráficas, y otros medios de comunica- ción, y la ruptura de relaciones diplo- máticas y económicas.

todos los Miembros de la U.P.N. se consi- derarán en estado de guerra con el Miem- bro culpable y -previa decisión de la Asamblea- romperán con él sus relacio-- nes diplomáticas y consulares y harán -- que cesen todas las relaciones financie- ras y comerciales o de cualquiera otra - índole entre sus nacionales y los del re- ferido Estado.

32.- En los casos de emergencia, ta-- les como la agresión flagrante, además - de las medidas a que se refiere el párra fo anterior, y que son aplicables a to-- dos los Miembros de la U.P.N., los Miem- bros semipermanentes del Consejo y los - Gobiernos directamente interesados, se - comprometen a poner a la disposición de- aquél contingentes militares navales y - aéreos para hacer respetar las disposi-- ciones contenidas en el presente Pacto. Tales contingentes estarán bajo la dire- ción de un Estado Mayor Internacional -- que deberá tener carácter permanente y funcionará bajo la dependencia del Con- sejo y la supervisión de la Asamblea y se integrarán de acuerdo con las reso- luciones específicas que, en cada caso, apruebe el Consejo teniendo en cuenta los factores que concurran.

33.- Los Miembros de la U.P.N. convienen, en prestarse ayuda mutua en la aplicación de las medidas que se adop-

4. Si el Consejo de Seguridad consi- derare dichas medidas inadecuadas, él debería tener autoridad para tomar la acción que fuere necesaria para mante- ner o restaurar la paz y la seguridad internacionales mediante el uso de fuer- zas aéreas, navales o terrestres. Di- cha acción podría incluir demostracio- nes, bloqueos y otras operaciones por fuerzas aéreas, navales o terrestres - de miembros del Organismo.

5. A fin de que todos los miembros del Organismo contribuyeran a la con-- servación de la paz y la seguridad in- ternacionales, deberían comprometerse a poner a disposición del Consejo de - Seguridad, cuando éste lo solicite y - de conformidad con un convenio espe--- cial o con convenios especiales concor tados entre ellos, las fuerzas armadas, las facilidades y la ayuda necesarias para mantener la paz y la seguridad in ternacionales. Dicho convenio o conve nios deberían disponer la cantidad y - la clase de las fuerzas y la naturale- za de las facilidades y la ayuda que - debieran proporcionarse. El convenio especial o los convenios especiales de- berían celebrarse tan pronto como fue- ra posible, y en cada caso deberían es- tar en virtud de los artículos 31 y 32, a fin de reducir al mínimo las pérdidas o inconvenientes que puedan resultar de la aplicación de dichas medidas. Igual mente se darán apoyo mutuo con objeto - de resistir y de contrarrestar cualquier acción especial dirigida en contra de -- uno de ellos por el Estado que haya roto el presente Pacto. Asimismo, adoptarán las disposiciones necesarias para facili tar el tránsito a través de su territo-- rio de las fuerzas de cualquier Miembro de la U.P.N. que participe en una acción conjunta para hacer respetar los compro- misos señalados por el Pacto.

tar sujetos a la aprobación del Consejo de Seguridad y a la ratificación de los Estados signatarios de acuerdo con sus procedimientos constitucionales.

6. A fin de que el Organismo pueda tomar medidas militares urgentes, los miembros del Organismo deberían mantener contingentes de fuerzas aéreas nacionales, a disposición inmediata, para usarlos en acciones internacionales compulsivas combinadas. La magnitud y el grado de preparación de dichos contingentes y los planes para las acciones combinadas los debería determinar el Consejo de Seguridad con la ayuda de la Comisión de Estado Mayor con arreglo a los límites establecidos en el convenio especial o los convenios especiales a que se hace referencia en el párrafo 5 precedente.

7. La acción que se requiera para hacer efectivas las decisiones tomadas por el Consejo de Seguridad con el objeto de mantener la paz y la seguridad internacionales debería ser acción conjunta por parte de todos los miembros del Organismo o de algunos de ellos, según lo determinare el Consejo de Seguridad. Esto lo deberían hacer los miembros del Organismo por acción propia y mediante acción por parte de los

organismos y entidades especializados competentes de que fueren miembros.

8. Los planes para aplicar la fuerza armada los debería hacer el Consejo de Seguridad con la ayuda de la Comisión de Estado Mayor a que se refiere el párrafo 9 siguiente.

9. Debería establecerse una Comisión de Estado Mayor cuyas funciones deberían ser las de asesorar y ayudar al Consejo de Seguridad en todas las cuestiones relativas a las necesidades militares del Consejo de Seguridad para la conservación de la paz y la seguridad internacionales, al empleo y comando de las fuerzas puestas a su disposición, a la regulación de armamentos, y al posible desarme. Sujeta esta Comisión al Consejo de Seguridad, debería ser responsable de la dirección estratégica de cualesquiera fuerzas armadas puestas a la disposición del Consejo de Seguridad. La Comisión debería componerse de los Jefes de Estado Mayor de los miembros permanentes del Consejo de Seguridad o de sus representantes. La Comisión debería invitar a cualquier miembro del Organismo que no estuviere representado permanentemente en ella, a que se uniera a la Comisión cuando el desempe

ño oficaz de las responsabilidades de-
ésta exigieron que dicho estado debiera participar en sus labores. Las --- cuestiones sobre el comando de las fuerzas deberían solucionarse subsiguientemente.

10.- Los miembros del Organismo deberían unirse en la prestación de ayuda mutua para llevar a cabo las medidas que decidiera el Consejo de Seguridad.

11. Cualquier Estado, fuere miembro o no del Organismo, que se confrontare con problemas económicos especiales -- por llevar a cabo las medidas que hubiere decidido el Consejo de Seguridad, debería tener derecho a consultar el Consejo de Seguridad con respecto a la solución de dichos problemas.

34.-En la adopción de las medidas a que se refieren los artículos 31 y 32 - no se tendrá en cuenta el voto del Estado agresor.

Apartado C: ARREGLOS REGIONALES

1. Nada en el Estatuto del Organismo debería impedir la existencia de ---- arreglos regionales o de entidades que traten de aquellos asuntos relativos a la conservación de la paz y la seguridad internacionales que se presten a - soluciones regionales, siempre que dichos arreglos o entidades y sus actividades fueren compatibles con los fines y principios del Organismo. El Consejo de Seguridad debería alentar la solución de controversias locales mediante dichos arreglos regionales o por dichas entidades regionales, bien a iniciativa de los estados interesados o - porque se las refiera el Consejo de Seguridad.

2. El Consejo de Seguridad debería utilizar, donde esta práctica fuere aconsejable, dichos arreglos o entidades para tomar acciones compulsivas bajo su autoridad, pero no se debería tomar acción compulsiva alguna a tenor - con arreglos regionales o por parte de entidades regionales, sin la autorización del Consejo de Seguridad.

5.- La U.P.N. será compatible con - las organizaciones regionales existentes o que lleguen a crearse de acuerdo con afinidades geográficas, culturales o económicas, debiendo coordinarse las actividades de los órganos de aquélla - con las de los órganos de éstas.

3. En todo momento se debería mantenor al Consejo de Seguridad completamente informado sobre las actividadesllevadas a cabo o que se contemplaronllovar a cabo a tenor con arreglos regionales o por parte de entidades regionales con el propósito de conservar las paz y la seguridad internacionales.

C O M E N T A R I O

El análisis comparado de los textos que acaban de transcribirse permite hacer los siguientes comentarios:

A.- Para que la redacción del Artículo 1 del Apartado A del presente capítulo del Proyecto de Dumbarton Oaks fuese aceptable,, sería necesario que se colocase a la Asamblea General en el mismo plano que al Consejo de Seguridad para las funciones que ahí se especifican. Las razones para ello han quedado ya expuestas al analizarse los capítulos V y VI. Además, resulta contradictorio que en el Artículo 2 queden investidos de facultades análogas la Asamblea General y el Consejo de Seguridad, en tanto que en el 1, a pesar de la semejanza de la materia en cuestión, sólo se hable del segundo.

B. - No hay ninguna observación que formular a la redacción del artículo 2.

C. - Tampoco hay observaciones respecto al artículo 3 cuyo contenido coincide esencialmente con el del artículo 27 del Proyecto Mexicano, aun cuando este último es más preciso.

D. - Lo mismo que ya se dijo respecto al Artículo 1, debe repetirse con relación a los 4, 5 y 6 del Apartado del Proyecto de Dumbarton Oaks que aquí se examina, o sea que es necesario reemplazar en ellos la expresión "el Consejo de Seguridad" todas las veces que esta se emplea, por la de "el Consejo de Seguridad o (y) la Asamblea General", según el método adoptado en el Proyecto Mexicano, que coincide con las estipulaciones incluídas al respecto, tanto en el Pacto de la Sociedad de las Naciones, como en el "Plan Técnico Estadounidense", según puede apreciarse en seguida:

Pacto de la Sociedad de las Naciones:

"El Consejo podrá en todos los casos previstos en el presente artículo llevar la cuestión ante la Asamblea. También podrá la Asamblea encargarse del examen de cualquier desacuerdo o requerimiento de cualquiera de las Partes; este requerimiento deberá ser formulado dentro de los catorce días siguientes a la fecha en que la cuestión haya sido presentada al Consejo.

"En todo asunto sometido a la Asamblea, las disposiciones del presente artículo y del artículo 12 relativas a la acción y a los poderes del Consejo, serán igualmente aplicables a la acción y a los poderes de la Asamblea. Queda entendido que todo dictamen emitido por la Asamblea, con la aprobación de

los representantes de los Miembros de la Sociedad representados en el Consejo y de una mayoría de los demás Miembros de la Sociedad, con exclusión en cada caso de los representantes de las Partes, tendrá el mismo efecto que un dictamen del Consjo aprobado por la totalidad de sus Miembros, salvo los representantes de las Partes".

(Artículo 15, párrafos 9 y 10).

"Plan Técnico Estadounidonso":

"El Consejo estaría autorizado a trasladar un desacuerdo a la Asamblea y la Asamblea estaría facultada para pronunciarse sobre él y dictar, por el voto de sus dos terceras partes incluyendo los votos de los Estados continuamente representados en el Consejo, una decisión obligatoria para las Partes en desacuerdo.

"Al ocuparse de un desacuerdo, el Consejo o la Asamblea estarían facultados, por voto de mayoría simple, para solicitar una opinión consultiva de la Corte Permanente de Justicia Internacional sobre cualquier cuestión legal vinculada con el desacuerdo".

(Artículo 22, párrafos b y c)

E. - El artículo 7 debería suprimirse, ya que en la nueva Organización de la comunidad de los Estados las cuestiones especificadas en el artículo 1 ---- "cualquier controversia o cualquier situación que pudiera derivar en una fricción internacional o dar origen a una contraversia" ---- a cuyos diversos aspectos hacen referencia los artículos 2-6 del Apartado en cuestión, no podrían ser nunca consideradas como exclusivamente "de la jurisdicción interna del Estado que sea del caso", sino que, por su esencia misma y tomando en cuenta las finalidades del Orgánismo Internacional General, deberían ser forzosamente de la competencia de éste o de la Corte Permanente de Justicia Internacional.

F. - Al decidirse el procedimiento de votación, que está todavía pendiente, para el Consejo de Seguridad,

convendría que se insertase un artículo estipulando que en los casos en que el Consejo tenga que dictar alguna resolución referente a una controversia internacional en la que sea parte alguno de sus miembros no deberá computarse el voto de dicha parte. (Por una omisión involuntaria no figuró esta disposición en el Proyecto Mexicano original).

G. - Los once artículos del Apartado B del presente Capítulo del Proyecto de Dumbarton Oaks son - con la salvedad que más abajo se indicará - merecedores de cálidos elogios. En efecto, en una materia en la que todo lo que tienda a obtener mayor precisión en los compromisos internacionales para conseguir un mecanismo que funcione con toda eficiencia a fin de prevenir o paralizar las agresiones resulta sumamente valioso, tales artículos desarrollan acertadamente las ideas básicas expuestas en el Proyecto Mexicano para alcanzar dicha finalidad.

No obstante, adolecen estos artículos, lo mismo que el Apartado anterior y los dos Capítulos precedentes, y en grado aún mayor que éstos, del defecto capital de ignorar a la Asamblea. Sería, pues, indispensable, para ponerlos de acuerdo con los principios que deben regir a un Organismo Internacional democrático, hacerles las modificaciones necesarias para que respondieran a las dos siguientes ideas básicas que inspiraron el Proyecto Mexicano:

1. - En los casos en los que la acción que el Organismo deba tomar respecto a "amenazas a la paz" no sea de urgencia extrema, dicha acción debería someterse previamente - según lo previsto en el artículo 31 del Proyecto Mexicano - a la decisión de la Asamblea.

2. - En los casos de emergencia, o sea, de agresión flagrante y repentina, el Consejo podría tomar acción inmediata, pero quedando dicha acción sometida a la supervisión posterior de la Asamblea como lo previene el artículo 32 del Proyecto Mexicano.

Tales ideas, coinciden, por lo demás, con las expuestas en los tres proyectos técnicos que se han venido citando en el curso del presente estudio, según puede verse a continuación:

"Plan Técnico Británico":

"Habrá un Comité de Defensa de la Autoridad Internacional integrado, en primer término, por los Miembros

permanentes del Consejo, los cuales se comprometerán a usar toda su fuerza para prevenir o detener cualquier acto de agresión, esto es, cualquier acto llevado a cabo por un Estado sin autorización de la Autoridad Internacional y encaminado a atacar o disminuir la seguridad de cualquier otro Estado. La Asamblea puede, cuando lo juzgue deseable para el mantenimiento de la paz, admitir a cualquier otro Estado en el Comité de Defensa, por una mayoría de votos en la que deberán estar comprendidos los Miembros permanentes del Consejo. Puede también, por recomendación de los Miembros permanentes constituir Subcomités que se ocupen de las agresiones en regiones especiales. Tales Subcomités estarán formados por uno o más de los Miembros permanentes, junto con aquellos representantes de las potencias interesadas en la región de que se trate que la Asamblea designe por mayoría. Cualquier Estado que desee ser admitido en calidad de Miembro del Comité de Defensa o de cualquiera de los Subcomités de éste debe contraer el compromiso indicado al principio.

"En casos de emergencia, como una agresión súbita y flagrante, el Comité de Defensa puede actuar, o puede autorizar a cualquiera de sus Subcomités a que actúe, inmediatamente; informando posteriormente al Consejo, tan pronto como sea posible, respecto a las medidas tomadas por él. En todos los demás casos, el Comité de Defensa y sus Subcomités deberán actuar solamente después de obtener la aprobación del Consejo o de la Asamblea por mayoría de votos. El Comité deberá informar a la Asamblea, cuando menos una vez al año, acerca de cualesquiera medidas que haya tomado. Cualquier moción presentada en la Asamblea para desaprobar total o parcialmente tales medidas requerirá una mayoría de dos terceras partes.

"Además de las obligaciones que corresponden especialmente al Comité de Defensa, cualquiera guerra o amenaza de guerra, ya sea que afecte inmediatamente o no a cualquiera de los Miembros de la Autoridad Internacional, será considerada como un asunto que interesa a todos los Miembros de la Autoridad Internacional y éstos deberán tomar todas las medidas que el Consejo o la Asamblea consideren prudentes y efectivas para salvaguardar la paz internacional. Ningún Miembro de la Autoridad Internacional deberá prestar nunca ayuda o apoyo de cualquier clase que sea a ninguna potencia culpable de cualquier agresión presente o eventual".

(Artículos IX, X y XIII, párrafo 2).

"Plan Técnico Americano-Canadiense":

"El Consejo Ejecutivo tendrá autoridad para adoptar, con el acuerdo de la Asamblea General, disposiciones generales para la prevención o supresión del empleo de la fuerza por los Estados en sus relaciones recíprocas".

(Proposición 9, párrafo 1).

"Plan Técnico Estadounidense":

"Un Comité Permanente de Seguridad del Consejo tendría la responsabilidad de suprimir el empleo de la fuerza por parte de los Estados en sus relaciones con otros Estados y la de poner en práctica todas las medidas preventivas que el Consejo o la Asamblea autorizaran.

"El Comité de Seguridad se compondría de los representantes de los Estados representados continuamente en el Consejo, y de los representantes de aquellos otros Estados que puedan ser electos por la Asamblea mediante una mayoría de dos terceras partes en la que estén incluídos los votos de los Estados continuamente representados en el Consejo.

"El Comité de Seguridad del Consejo estaría facultado para actuar por su propia iniciativa en cualquier caso de amenaza inminente para la paz. En todos los demás casos, el Comité de Seguridad debería actuar únicamente con la autorización específica del Consejo de la Asamblea.

"La Asamblea estaría facultada para adoptar disposiciones generales para la prevención y supresión del empleo de la fuerza por los Estados en sus relaciones recíprocas".

(Artículos 8, párrafos a y b; 18, párrafo a, y 16, párrafo b).

Conviene además, con objeto de que todas las medidas preconizadas en este Apartado del Proyecto de Dumbarton Oaks, especialmente en el artículo 5, puedan ser llevadas a la práctica inmediatamente, cada vez que la ocasión se presente, y surtan los mejores resultados, que, mediante la "incorporación del Derecho Internacional a los derechos internos" que ya ha sido examinada en el Comentario de los tres primeros capítulos del Proyecto de Dumbarton Oaks, todos los Miembros incorporen en sus respectivas constituciones y leyes las estipulaciones

necesarias, a fin de que no haya necesidad de someter a ratificación de los Congresos o Parlamentos respectivos, en cada caso, las medidas que el Poder Ejecutivo tuviese necesidad de tomar para dar cumplimiento a los compromisos contraídos en la Constitución del Organismo Internacional General.

H. - Por lo que atañe al Apartado C de este Capítulo del Proyecto de Dumbarton Oaks en el que se trata de "arreglos regionales", se considera que la redacción del artículo 5 del Proyecto Mexicano, resulta preferible a la de la primera parte del artículo 1 de dicho Apartado, ya que aquél estipula claramente que el Organismo Internacional General, o "Unión Permanente de Naciones", como ahí se le designa, será compatible con las organizaciones regionales "existentes o que lleguen a crearse". Aun cuando la idea implícita en el Proyecto de Dumbarton Oaks parece ser la misma, o sea, que al hablar de "la existencia" se hace referencia a existencia presente o futura, sería mejor que ello quedase explícitamente precisado.

Además, sería necesario, lo mismo que en los anteriores Apartados, substituir en los cuatro artículos de éste la expresión "el Consejo de Seguridad", cada vez que se le emplea, por "el Consejo de Seguridad o la Asamblea General".

Finalmente, convendría, dada la importancia que la cuestión de la compatibilidad y coordinación de los organismos regionales con el Organismo Internacional General entraña para las Repúblicas del Nuevo Mundo, que forman, todas, parte del Sistema Interamericano, que el tema de que aquí se trata quedase incluído en un capítulo especial que figurase al principio de la Constitución, inmediatamente después del Capítulo III, por ejemplo.

I. - Al aprobarse el procedimiento de votación para el Consejo habría que insertar un artículo parecido al 34 del Proyecto Mexicano; ya que, de lo contrario, si se fija el requisito de unanimidad sin tomar una precaución análoga, cualquier Estado Miembro del Consejo podría, con su solo voto, impedir que el Consejo adoptase medidas para prevenir o reprimir una agresión planeada o perpetrada por él.

PROYECTO DE DUMBARTON OAKS

PROYECTO MEXICANO

Capítulo IX

DISPOSICIONES PARA LA COOPERACION INTERNACIONAL EN LA SOLUCION DE LOS PROBLEMAS ECONOMICOS Y SOCIALES.

Apartado A: PROPOSITO Y RELACIONES

1. Con el propósito de crear las condiciones de estabilidad y bienestar necesarias para mantener relaciones de paz y amistad entre las naciones, el Organismo debería facilitar la solución de problemas de carácter económico y social, y de otros problemas humanitarios internacionales, y promover el respeto a los derechos humanos y a las libertades fundamentales. La responsabilidad para el desempeño de esta función debería descansar en la Asamblea General y, sujeto a la autoridad de la Asamblea General, en un Consejo Económico y Social.

2. Las distintas organizaciones y entidades especializadas de carácter económico, social y de otra naturaleza, ---

39.-Para el mejor desempeño de su labor tendiente a garantizar y promover el bienestar general, en todas aquellas

2

175

tendrían en sus campos respectivos las responsabilidades que estipularan sus estatutos. Deberían establecerse relaciones entre cada una de dichas organizaciones o entidades y el Organismo, conforme a los términos que se determinaron por acuerdo entre el Consejo Económico y Social y las autoridades competentes de las organización o entidad especializada que sea del caso, sujeto a la aprobación de la Asamblea General.

cuestiones que interesen a la comunidad internacional, la U.P.N. creará o adaptará todos los organismos necesarios, los cuales quedarán bajo su autoridad y entre los que deberán existir con carácter permanente, los destinados especialmente a las siguientes materias:

a) Protección de los Derechos Internacionales del Hombre;
b) Desarrollo de la economía y del comercio internacional;
c) Fomento y coordinación de las comunicaciones terrestres, marítimas y aéreas;
d) Mejoramiento de las condiciones de los trabajadores y abolición del desempleo;
e) Alimentación y salubridad;
f) Agricultura;
g) Problemas financieros y de inversiones;
h) Problemas demográficos y migraciones;
i) Cooperación intelectual;
j) Protección de la infancia;
k) Protección de los pueblos en tutela;
l) Tráfico de mujeres.

El Consejo propondrá a la Asamblea las medidas necesarias para dar cumplimiento a lo dispuesto en el presente artículo.

38.- Los Miembros de la U.P.N. reconocen que el bienestar y el desarrollo de los pueblos que habitan determinados territorios y que no son todavía capaces de dirigir libremente sus propios destinos, representan una misión sagrada de la comunidad internacional. En consecuencia, incorporan en el presente Pacto las siguientes garantías mínimas para la realización conjunta de esta misión:

a) A fin de que la U.P.N. pueda poner todos sus recursos en beneficio de dichos pueblos, se le confía un mandato sobre los mismos;
b). El carácter del mandato diferirá según el grado de desarrollo del territorio sobre el cual deba ejercerse, de su situación geografica y de sus condiciones culturales y económicas;
c) El Consejo nombrará una Comisión encargada de la aplicación del presente artículo;
d) La Comisión a que se refiere el anterior inciso rendirá anualmente un informe de sus labores al Consejo el que lo turnará a la Asamblea con las observaciones que estime pertinentes;
e) El Consejo resolverá, a medida que lo considere conveniente, cuáles territorios (colonias) deben salir de la jurisdicción de un Estado, para ser confiados a un mandato internacional;
f) A medida que un territorio bajo mandato alcance, en opinión del Consejo, el grado de adelanto necesario para re-

gir sus propios destinos, el Consejo, tomará las medidas necesarias para que dicho territorio se convierta en Estado soberano.

g) Ninguno de los Estados soberanos que existan en el momento de suscribirse el presente Pacto podrá ser confiado en mandato.

Apartado B: COMPOSICION Y VOTACION

El Consejo Económico y Social debería componerse de representantes de -- diez y ocho miembros del Organismo. La Asamblea General debería elegir por -- términos de tres años los Estados que han de tener representación en dicho - Consejo. Cada uno de dichos Estados - debería tener un representante con derecho a un voto. Las decisiones del - Consejo Económico y Social deberían tomarse por simple mayoría de votos de - los representantes que estuvieran presentes y votaban.

Apartado C: FUNCIONES Y AUTORIDAD DEL CONSEJO ECONOMICO Y SOCIAL

1. El Consejo Económico y Social debería tener autoridad:

a. para llevar a cabo, dentro del - marco de sus funciones, recomendaciones de la Asamblea General;

b. para hacer recomendaciones, a iniciativa propia, con respecto a - asuntos económicos y sociales y a otros asuntos humanitarios de carácter internacional;
c. para recibir y considerar informes de las organizaciones o entidades económicas, sociales y de otra naturaleza, que mantuvieran relaciones con el Organismo, y - para coordinar las actividades - de dichas organizaciones o entidades mediante consultas o recomendaciones;
d. para examinar los presupuestos - administrativos de dichas organizaciones o entidades especializadas a fin de someter recomendaciones a su consideración;
e. para disponer lo necesario para que el Secretario General pueda suministrar informes al Consejo de Seguridad;
f. para ayudar al Consejo de Seguridad cuando éste lo solicitare; y
g. para desempeñar las demás funciones que dentro del marco general de su competencia le pudiera asignar la Asamblea General.

Apartado D: ORGANIZACION Y PROCEDIMIENTO

1. El Consejo Económico y Social debería establecer una comisión económica, una comisión social, y las demás comisiones que fueren necesarias. Dichas comisiones deberían estar constituidas por peritos. Debería haber un cuerpo permanente de empleados que debería formar parte de la Secretaría del Organismo.

2. El Consejo Económico y Social debería hacer arreglos adecuados para que los representantes de las organizaciones o entidades especializadas participaran sin voto en las deliberaciones de aquél y en las de las comisiones que él estableciere.

3. El Consejo Económico y Social debería adoptar sus propias reglas de procedimiento y el método de elegir su Presidente.

C O M E N T A R I O

El análisis comparado de los textos que acaban de transcribirse permite hacer los siguientes comentarios:

A.- El capítulo IX del Proyecto de Dumbarton Oaks es merecedor del más entusiasta aplauso, tanto por la innovación que constituye el Consejo Económico y Social cuyo establecimiento ahí se preconiza -y cuya utilidad como coordinador de los distintos organismos especializados de carácter humanitario, económico y social a nadie escapará- como por el método democrático estipulado para su integración y su funcionamiento, en contraste con el que en el capítulo VI se dejó consignado por lo que se refiere al Consejo de Seguridad.

B.- En caso de que por cualquier circunstancia no se incluyese en el capítulo IV del Proyecto de Dumbarton Oaks, según se sugirió en el Comentario respectivo, una enumeración especificada de los organismos humanitarios y económico-sociales que deban crearse o adaptarse, ésto sería otro capítulo en el que tal especificación podría muy bien hacerse, en forma que correspondiese a los términos del Artículo 39 del Proyecto Mexicano, y con apoyo en las razones que ya antes han quedado expuestas en el aludido comentario del Capítulo IV.

C.- En este mismo capítulo, o en uno suplementario que se agregase, convendría tratar el punto relativo a los "pueblos dependientes" que se ha pasado totalmente en silencio en el Proyecto de Dumbarton Oaks. Es de primera importancia reparar tal omisión, ya que, si ello no se hiciese, quedarían sin solución jurídica todos los problemas que se derivan de la existencia de los actuales Mandatos; y el nuevo Pacto internacional, estaría en posición regresiva sobre esta materia respecto al de la Sociedad de las Naciones que, como se sabe, consagró a la misma uno de sus más extensos artículos, el 22.

En dicho artículo se ha inspirado el número 38 del Proyecto Mexicano que entraña las siguientes innovaciones:

1.- El Mandato de los territorios que no sean todavía capaces de dirigir libremente sus propios destinos tendrá, no solo en cuanto al titular del derecho de tutela, sino también en el ejercicio de tal derecho, carácter

internacional, y ya no nacional, pues el ejercicio en cuestión estará a cargo de una Comisión designada por el Consejo y no de una potencia individualmente, como era el caso en el Pacto de la Liga.

2.- Se consagra implícitamente -alprever normas de aplicación general para la transición de Colonia a Mandato y de Mandato a Estado Soberano- el principio de que la meta a que debe tenderse es la de lograr la aplicación universal del principio de autodeterminación.

3.- Se toma la precaución de dejar claramente estipulado que "ninguno de los Estados soberanos que existan en el momento de suscribirse el presente Pacto podrá ser confiado en Mandato", para evitar la eventual repetición de pretensiones análogas a las del régimen fascista en el caso de Etiopía.

Estas modificaciones al sistema establecido por la Liga, representan un adelanto bajo el punto de vista democrático y están de acuerdo con las ideas dominantes que, a partir de la Carta del Atlántico, se han venido sosteniendo en el curso de la guerra.

En efecto, la Carta del Atlántico, en su punto tercero proclama enfáticamente que los Gobiernos signatarios "respetan el derecho de todos los pueblos a elegir el régimen de gobierno bajo el cual han de vivir, y desean que se restituyan los derechos soberanos y la independencia a los pueblos que han sido despojados de ellos por la fuerza".

En el "Acta sobre Administración Provisional de Colonias y posesiones Europeas en América", aprobada en La Habana por la Segunda Reunión de Consulta entre los Ministros de Relaciones Exteriores de las Repúblicas Americanas, en julio de 1940, se reafirma explícitamente el mismo principio, en lo que atañe especialmente al Nuevo Mundo, al declararse:

> "Que tan pronto como dejen de existir los motivos que hicieron necesaria dicha medida, y si ello no fuera perjudicial a la seguridad de las Repúblicas Americanas, los territorios serán, de acuerdo con el principio que por la presente Declaración se reafirma, de que los pueblos de este Continente tienen el derecho de disponer libremente de sus propios destinos, o bien organizados como Estados autónomos si apareciera que son capaces de constituirse y mantenerse en esa condición, o bien restaurados a su situación anterior, según parezca más factible y equitativa una u otra de estas alternativas".

Parecida reafirmación se encuentra en la "Convención sobre Administración Provisional de Colonias y Posesiones Europeas en América" suscrita en la misma Reunión de Consulta de La Habana y cuyo artículo III estipula:

> "Cuando se establezca la administración sobre una región, ésta se ejercerá en interés de la seguridad de América y en beneficio de la región administrada, propendiendo a su bienestar y desarrollo, hasta que la región se encuentre en condición de gobernarse a sí misma o vuelva a su situación anterior, cuando esto último sea compatible con la seguridad de las Repúblicas Americanas".

La Tercera Conferencia Interamericana de Abogados, efectuada en México en agosto último, fué aún más lejos en este sentido, ya que aprobó una Resolución textualmente redactada como sigue:

> "La Federación Interamericana de Abogados expresa sus votos por el imperi y aplicación efectiva del principio de autodeterminación de los pueblos en el mundo entero y de modo especial en América y recomienda que tan pronto como sea posible y preferiblemente al terminarse la actual guerra, se adopten las medidas necesarias para que dicho principio se vea aplicado de un modo completo en nuestro Continente, como natural derivación de los ideales por los que hoy luchan las Naciones Unidas".

Por último, mientras se efectuaba la primera etapa de la Conferencia de Dumbarton Oaks, en septiembre pasado, la prensa dió a la publicidad una síntesis del Programa detalladamente expuesto sobre la cuestión de que aquí se trata por el Subsecretario de Relaciones Exteriores de China, Doctor Wang-Chung-Hui y en el que las ideas dominantes son las siguientes: La política colonial es una de las causas de la guerra. Por lo tanto debe tenderse a abolir el sistema colonial y el de protectorados y mandatos. Habrá que dictar, al menos, normas que obliguen sin excusa a las Potencias signatarias a elevar el nivel de vida de los pueblos a su cargo y a conceder a éstos autonomía gradual hasta hacerlos del todo independientes.

El Artículo 38 del Proyecto del Gobierno de México, que responde al principio consagrado por todas las Naciones Unidas en la Carta del Atlántico, y sustentado con especial énfasis por todas las Repúblicas americanas

desde antes de la firma del histórico documento del 14 de agosto de 1941, propone un procedimiento internacional adecuado para dar satisfacción a esa exigencia mínima que ha expresado al alto funcionario chino a quien acaba de citarse.

14

cia

PROYECTO DE DUMBARTON OAKS

Capítulo X

LA SECRETARIA

1. Debería haber una Secretaría que consistiera de un Secretario General y del personal que fuere necesario. El Secretario General debería ser el funcionario administrativo principal del Organismo; y debería elegirlo la Asamblea General, a recomendación del Consejo de Seguridad, por el término y sujeto a las condiciones que se especificaren en el Estatuto.

2. El Secretario General debería actuar en esa capacidad en todas las reuniones de la Asamblea General, del Consejo de Seguridad, y del Consejo Económico y Social, y debería rendir a la Asamblea General un informe anual de la labor del Organismo.

3. El Secretario General debería tener derecho a llevar ante el Consejo de Seguridad cualquier asunto que en su opinión amenazare la paz y la seguridad internacionales.

PROYECTO MEXICANO

16.- La Secretaría General se establecerá permanentemente en el sitio que determine la Asamblea a proposición del Consejo por mayoría de votos.

17.- El Secretario General será electo por la Asamblea a proposición de la mayoría de los Miembros del Consejo y durará en su encargo diez años. Le corresponde actuar como Secretario de la Asamblea y del Consejo.

18.- El personal de la Secretaría General será designado por el Secretario General, de acuerdo con el Estatuto del Personal que oportunamente apruebe el Consejo por mayoría de votos. Los funcionarios y empleados nombrados antes de la aprobación del Estatuto continuarán en sus puestos si reúnen los requisitos establecidos por el mismo.

2

36. Los Tratados y compromisos internacionales deberan ser registrados por el Secretario General de la U.P.N. y publicados por éste a la mayor brevedad posible. No tendrán ningún valor ni serán obligatorios aquellos que no hayan sido registrados en la forma prescrita en el presente artículo.

20. Entre los funcionarios de la Secretaría General únicamente gozarán de los privilegios e inmunidades diplomáticos a que se refiere el artículo anterior, aquéllos que determine el Estatuto del Personal.

C O M E N T A R I O

El análisis comparado de los textos que acaban de transcribirse permite hacer los siguientes comentarios:

A.- Los artículos 1 y 2 del presente capítulo del Proyecto de Dumbarton Oaks corresponden, en su contenido, con ligeras diferencias de detalle, a los 16, 17 y 18 del Proyecto Mexicano.

B.- La idea concretada en el artículo 3 de Dumbarton Oaks, se encuentra comprendida en los números 13 y 27 del Proyecto Mexicano que han sido reproducidos en las secciones de este estudio relativas a los capítulos VI y VIII, respectivamente, del Proyecto de Dumbarton Oaks.

C.- No existe en el Proyecto de Dumbarton Oaks ninguna estipulación que corresponda a la incluída en el Artículo 35 del Proyecto Mexicano. Probablemente sea ésta una de las cuestiones que, según se lee en la nota final del documento que se viene analizando, "se están considerando todavía". De todas maneras convendría reparar esta omisión incluyendo en el Proyecto de Dumbarton Oaks una disposición idéntica o análoga a la del Proyecto Mexicano -ya que ésta constituye el freno para la diplomacia secreta, abiertamente condenada desde la pasada Guerra Mundial- que coincide con las insertas, tanto en el Pacto de la Sociedad de las Naciones, como en los tres proyectos técnicos que repetidas veces se han citado, como puede verse a continuación:

Pacto de la Sociedad de las Naciones:

"Todo tratado o compromiso internacional que se celebre en lo sucesivo por cualquier Miembro de la Sociedad, deberá ser inmediatamente registrado por la Secretaría y publicado por ella lo antes posible. Ninguno de estos tratados o compromisos internacionales será obligatorio antes de haber sido registrado".

(Artículo 18)

"Plan Técnico Británico":

"Todo tratado o compromiso internacional existente o que se celebre en lo sucesivo por cualquier Miembro de la Autoridad Internacional deberá, a menos que el Consejo lo declare inconsistente con el presente Pacto, ser inmediatamente registrado en la Secretaría y deberá, tan pronto como sea posible, ser publicado por ella. Ningún tratado o compromiso internacional será obligatorio hasta que haya sido registrado".

(Artículo XV, párrafo 1)

"Plan Técnico Americano-Canadiense":

"Deberá requerirse que todo tratado o compromiso internacional celebrado por cualquier Estado, sea registrado en la Secretaría General al momento de entrar en vigor. La Secretaría General deberá publicar el texto de todo tratado o compromiso que fuere registrado".
(Proposición 19)

"Plan Técnico Estadounidense":

"La Constitución debería establecer que todo convenio celebrado entre Estados después de que la Constitución entre en vigor deberá ser registrado en la Secretaría.

"La Constitución debería establecer que cualquier órgano de la Organización Internacional General puede considerar inexistente cualquier convenio entre Estados que no esté registrado en la Secretaría de acuerdo con la estipulación anterior.

"La Secretaría debería publicar los textos de todos los convenios registrados".
(Artículo 31, párrafos a b y c)

D. Convendría incluir en el Proyecto de Dumbarton Oaks una estipulación que corresponda al Artículo 20 del Proyecto Mexicano en lo que se refiere a los privilegios e inmunidades diplomáticos de algunos de los funcionarios de la Secretaría General.

PROYECTO DE DUMBARTON OAKS

Capítulo XI

ENMIENDAS

Las enmiendas deberían entrar en vigor respecto a todos los miembros del Organismo, cuando las hubiere adoptado las Asamblea General por el voto de dos terceras partes de sus miembros, y ratificadas de acuerdo con sus procedimientos constitucionales respectivos por los miembros del Organismo que fueren miembros permanentes del Consejo de Seguridad y por una mayoría de los demás miembros del Organismo.

PROYECTO MEXICANO

41. Las reformas al presente Pacto deberán ser aprobadas por las tres cuartas partes de las Delegaciones presentes en la Asamblea, y entrarán en vigor cuando las hayan ratificado las tres cuartas partes de los Miembros de la U.P.N., inclusive los Miembros que integran el Consejo en el momento en que se haga el depósito de ratificaciones.

C O M E N T A R I O

El análisis comparado de los textos que acaban de transcribirse permite hacer los siguientes comentarios:

A. El artículo unico de este capítulo del Proyecto de Dumbarton Oaks presenta las dos siguientes diferencias respecto al artículo que corresponde en el Proyecto Mexicano a las cuestiones ahí tratadas, o sea el número 41:

1. Tocante a aprobación de las enmiendas, el Proyecto de Dumbarton Oaks estipula que éstas deben ser votadas por las dos terceras partes de los Miembros de la Asamblea, en tanto que, según el Proyecto Mexicano, debería requerirse aprobación por las tres cuartas partes de dichos Miembros.

2. En lo que atañe a ratificación, el Proyecto de Dumbarton Oaks exige que la lleven a cabo los Miembros permanentes del Consejo de Seguridad y una mayoría de los demás Miembros de la Asamblea General; en tanto que el Proyecto Mexicano prescribe una ratificación por idéntica mayoría que la aprobación, o sea, las tres cuartas partes de los Miembros del Organismo Internacional General, a condición que en dicha mayoría queden incluídos todos los Miembros que integren el Consejo "en el momento en que se haga el depósito de ratificaciones".

Por lo que se refiere al punto 1 antes indicado, parece preferible el procedimiento del Proyecto Mexicano con objeto de mantener la uniformidad en el método de votación de la Asamblea, que se ha fijado en tres cuartas partes por las razones que se expresaron en la sección F del Comentario correspondiente al Capítulo V del Proyecto de Dumbarton Oaks.

Con relación al punto 2, también se considera mejor la redacción del Proyecto Mexicano, ya que resulta más de acuerdo con el principio de la igualdad jurídica de los Estados incluir en la mayoría requerida para la ratificación de las enmiendas a todos los Miembros del Consejo y no únicamente a los llamados "Miembros permanentes" en el Proyecto de Dumbarton Oaks y "Miembros semi-permanentes" en el Proyecto Mexicano.

PROYECTO DE DUMBARTON OAKS

PROYECTO MEXICANO

Capítulo XII

SOLUCIONES TRANSITORIAS

1. En tanto empezaren a regir el acuerdo o los acuerdos especiales a que se refiere el párrafo 5, Apartado B -- del capítulo VIII, y a tenor con las - disposiciones del párrafo 5 de la De-- claración de las Cuatro Potencias firmada en Moscú el 30 de octubre de 1943, los Estados que son parte en dicha Declaración deberían consultarse entre - sí y consultar también con otros miembros del Organismo, cuando la ocasión- surgiere, a fin de tomar on nombre del Organismo la acción conjunta que fuere necesaria para conservar la paz y la- seguridad internacionales.

2. Ninguna disposición del Estatuto debería impedir acción alguna con respecto. a Estados enemigos tomada o autorizada como resultado de la presente - guerra por los Gobiernos que tuvieren- responsabilidad para tomar o autorizar dicha acción.

NOTA

Además de la cuestión del procedi-- miento de votación en el Consejo de Seguridad a que se refiere el Capítulo - VI, hay otras cuestiones que se están- considerando todavía.

2

40. El presente Pacto entrará en vigor cuando haya sido ratificado por todos los Miembros que integren el Consejo en el momento de ser constituída la --- U.P.N. y por las tres cuartas partes de los Miembros restantes, una vez que las ratificaciones hayan sido depositadas en la Secretaría General.

42. La Vigencia del presente Pacto implica la disolución automática de la - Sociedad de las Naciones, cuyo activo y - pasivo, así como todos los asuntos que - tenga pendientes, pasarán a la U.P.N. - El Consejo adoptará las medidas necesarias para el cumplimiento de esta disposición.

43. El ..... convocará a una Asamblea Constitutiva que apruebe el presente Pacto, designe al Consejo de la misma y nombre al Secretario - General.

C O M E N T A R I O

El análisis comparado de los textos que acaban de transcribirse permite hacer los siguientes comentarios:

A.- Tomando en cuenta la materia de los dos artículos del presente capítulo del Proyecto de Dumbarton Oaks, no es conveniente que estos se incluyan en la Constitución del Organismo Internacional General ni siquiera como "soluciones transitorias", sino que las cuestiones de que ahí se trata deberían ser reglamentadas en un Protocolo por separado. El incorporarlas como se ha hecho, en el Pacto del Organismo Internacional General que va a crearse, entrañaría, para éste, una falta original de tanta o mayor trascendencia que la que, tan a menudo se reprochó al Pacto de la Sociedad de las Naciones debido a su vinculación con el Tratado de Versalles.

B.- Además de esta modificación, relativa a la forma en que sería aconsejable que los Estados que van a ser Partes en la Constitución del Organismo internacional General contrajesen aquellos compromisos que estimen necesarios "para consolidar la paz y la seguridad internacionales" durante el período de transición que siga inmediatamente al cese de las hostilidades, conviene igualmente que en la redacción del Protocolo a que más arriba se ha aludido, se modifique la que actualmente tienen los dos artículos del presente capítulo del Proyecto de Dumbarton Oaks, en forma que corresponda a las siguientes pautas:

1.- Que las cuatro Potencias firmantes de la Declaración de Moscú a las que se menciona en el artículo 1, se obliguen a que, al "consultarse entre sí y consultar también" con cualquier otra Potencia directamente interesada, y al tomar la acción conjunta que fuere necesaria "para conservar la paz y la seguridad internacionales", se apegarán a los principios y los fines estipulados en el Pacto del Organismo Internacional General.

2.- Que la acción a que acaba de aludirse no podrá ser desarrollada "en nombre del Organismo", sino cuando antes de iniciarla se hubiese obtenido el mandato o la autorización de los órganos competentes del mismo,

debiendo considerarse, en caso contrario, que dicha acción se lleva a cabo con carácter de emergencia y por un período transitorio, bajo la exclusiva responsabilidad de los Estados de que se trata.

3.- Que debe fijarse una fecha límite para que empiecen a regir "el acuerdo o acuerdos especiales" que se citan al principio del artículo 1 ya que, en el capítulo VIII del Proyecto de Dumbarton Oaks, se precisó que dichos Convenios "deberían celebrarse tan pronto como fuere posible", cosa muy plausible, pues es de desear que el período de transición sea lo más corto posible y que el orden y la seguridad mundiales queden normalizados y sometidos a la reglamentación colectiva del Organismo Internacional General en la fecha más próxima.

4.- Que la acción, "con respecto a Estados enemigos tomada o autorizada como resultado de la presente guerra", deberá ser precisada en el sentido de que dicha acción se refiere a la que sea indispensable para conseguir el cumplimiento de las obligaciones directa y específicamente derivadas para tales Estados enemigos de los armisticios, ya celebrados o que en lo sucesivo puedan celebrarse, y de los tratados de paz que se firmen en su oportunidad.

C.- Sería necesario insertar en el Proyecto de Dumbarton Oaks una disposición análoga a la del Artículo 40 del Proyecto Mexicano, pues resulta extraño que, en su redacción actual, se hayan previsto las enmiendas al Pacto del Organismo Internacional General, en el capítulo anterior, y no se haya estipulado nada respecto a la entrada en vigor del mismo Pacto.

D.- Parece igualmente de importancia incorporar en el Proyecto de Dumbarton Oaks una estipulación similar a la del Artículo 42 del Proyecto Mexicano, ya que es opinión unánime de los especialistas, compartida además por todos los hombres de Estado que han externado su opinión al respecto, que la Organización Internacional General que se cree no deberá hacer tabla rasa del pasado sino aprovechar la experiencia y el acervo de la Sociedad de las Naciones.

E.- Convendría, por último, que se previese quién deberá tener a su cargo la convocación de la Asamblea Constitutiva de la futura Organización - en la que se designe al Consejo de la misma y se nombre al Secretario General - , cosa que podría hacerse en términos semejantes a los empleados en el Artículo 43 del Proyecto Mexicano.

C O N C L U S I O N E S

Conforme se indicó al principio del presente Memorandum, se ha estimado conveniente concretar aquí, procediendo a una síntesis, las conclusiones generales que pueden formularse, como resultado del análisis comparativo del Proyecto aprobado en las Reuniones de Dumbarton Oaks y del Proyecto Mexicano.

Tales conclusiones se encuentran, en opinión de la Secretaría de Relaciones Exteriores de México, tanto más sólidamente fundadas, cuanto que en el análisis del que son fruto se ha procurado apoyar todos los juicios emitidos al respecto, no solo en el Pacto de la Sociedad de las Naciones que constituye el precedente más cercano en la materia, sino, y principalmente, ya en instrumentos internacionales que cuentan con la adhesión unánime de las Naciones Unidas, ya en otros que forman parte del Sistema Interamericano -que, según el parecer del mismo Gobierno de los Estados Unidos, encierra en muchos de sus aspectos instituciones dignas de ser utilizadas como ejemplo para la Organización mundial-, ya en las autorizadas opiniones del señor Presidente de la Unión Americana y de sus principales colaboradores, o en las de numerosos grupos de los más distinguidos internacionalistas de ese mismo país y de la Gran Bretaña, o, a veces, simultáneamente, en dos, tres o en las cuatro categorías de documentos aludidos.

Precisamente, con el fin de que resulte del todo inobjectable la solidez de los razonamientos de este estudio, se ha prescindido en él de las opiniones, coincidentes con la de la Secretaría de Relaciones Exteriores de México, expresadas en múltiples ocasiones por hombres de Estado y tratadistas de las Repúblicas Latinoamericanas, de los países europeos a los que se acostumbra aplicar la denominación genérica de "pequeñas Potencias", y de otras Naciones que no estuvieron presentes en las discussiones efectuadas en Dumbarton Oaks.

Precisado lo anterior, a guisa de preámbulo, se asientan a continuación las anunciadas conclusiones, que, procediendo metódicamente, se han agrupado en tres diferentes secciones: ventajas, deficiencias y enmiendas:

A.- Ventajas.

El Proyecto de Dumbarton Oaks ofrece, fundamentalmente, las tres siguientes ventajas trascendentales:

1.- En primer término, comprender un mecanismo eficiente y que cuenta ya con el consenso unánime de las cuatro grandes Potencias que mayor responsabilidad tendrán para el mantenimiento de la paz en los años de la inmediata postguerra -los Estados Unidos, la Gran Bretaña, la Unión Soviética y China- para prevenir o paralizar las agresiones, así como para sancionar con efectividad a los eventuales infractores del orden internacional que se establezca.

2.- Estipular el abandono del principio de la unanimidad para la adopción de decisiones por la Asamblea, evitando así que la acción del Organismo Internacional General se vea paralizada como sucedía frecuentemente en la Sociedad de las Naciones.

3.- Preconizar la acertada innovación de crear un Consejo Económico y Social, de integración y funcionamiento genuinamente democráticos, destinado a dirigir la labor del Organismo Internacional General para conseguir la "liberación de la necesidad", y a coordinar con tal objeto las actividades de todos los organismos especializados complementarios de carácter económico y social.

En los tres puntos indicados, el Proyecto Mexicano coincide, en líneas generales, con el Proyecto de Dumbarton Oaks.

B.- Deficiencias.

Al lado de las ventajas que acaban de indicarse, el Proyecto de Dumbarton Oaks presenta varias deficiencias, de las que, algunas, resulta imprescindible subsanarlas, ya que establecen situaciones que no se compadecen con los principios fundamentales por los que han venido luchando durante cinco años las Naciones Unidas; y las demás, sería muy conveniente que fuesen también eliminadas, con objeto de que, aprovechando la experiencia de la Sociedad de las Naciones, el Organismo Internacional General que se cree esté capacitado para actuar en la forma más eficaz posible.

No se hace una enumeración de todas esas deficiencias, porque bastará, para identificarlas, consultar las enmiendas que en la siguiente sección se especifican.

C.- Enmiendas.

Para corregir las deficiencias a que acaba de aludirse, deberían hacerse determinadas modificaciones en

el Proyecto de Dumbarton Oaks. Para todas y cada una de ellas, la Secretaría de Relaciones Exteriores de México se ha permitido proponer en el presente documento, con apoyo en el Proyecto que había anteriormente sometido al Gobierno de los Estados Unidos de América, las soluciones que considera adecuadas y que se encuentran someramente explicadas en los comentarios formulados en el cuerpo del estudio comparativo de los dos planes que se ha realizado en este Memorandum.

Tales soluciones son las siguientes:

1.- Otorgar a la Asamblea las facultades que deben corresponderle en un sistema democrático, por reunir los atributos plenamente representativos del Organismo Internacional General.

(Véanse secciones B y D del Comentario al capítulo V, págs. 79-96 y 100-104; sección A del Comentario al capítulo VI, Pags. 116-120; secciones A, D, G y H del Comentario al capítulo VIII, Pags. 150, 151-153 y 154-161.)

2.- Poner las atribuciones del Consejo en consonancia con la ampliación de facultades a que se refiere el anterior inciso.

(Véase sección B del Comentario al capítulo VI, Pags. 121-125; así como las secciones que acaban de citarse abajo del inciso precedente).

3.- Establecer un procedimiento democrático para la designación de los miembros del Consejo, aunque haya dos categorías entre éstos de acuerdo con su grado de responsabilidad internacional para el mantenimiento de la paz.

(Véase sección A del Comentario al capítulo VI, Pags. 116-120).

4.- Estipular claramente que el derecho de cualquier Miembro del Organismo a participar en el Consejo, cuando éste examine una cuestión que le interese directamente, no depende de lo que el Consejo pueda decidir al respecto.

(Véase sección F del Comentario al Capítulo VI, Pag. 127).

5.- Desvincular del Pacto del Organismo Internacional General las cuestiones tratadas en el Capítulo XII del Proyecto de Dumbarton Oaks, las cuales, para el

período de transición exclusivamente, deberían reglamentarse en un Protocolo por separado.

(Véanse secciones A y B del Comentario al capítulo XII, Págs. 195-197).

6.- Adoptar el sistema de integración universal y obligatoria, aun cuando temporalmente se restrinjan los derechos de los Estados vencidos.

(Véase sección E del Comentario a los capítulos I, II y III, Págs. 43-49).

7.- Precisar la compatibilidad del Organismo Internacional General, no sólo con los organismos regionales existentes sino también con aquellos que lleguen a crearse en el futuro, a condición, naturalmente, de que sus objetivos no sean incompatibles con los principios y los fines del primero.

(Véase sección H del Comentario al capítulo VIII, Págs. 160-161).

8.- Incluir en la Constitución del Organismo Internacional General el compromiso de todos los Estados para la incorporación del Derecho Internacional en sus respectivos Derechos nacionales.

(Véase sección D del Comentario a los capítulos I, II y III, Págs. 36-43).

9.- Invertir el orden establecido entre los fines y los principios del Organismo Internacional General, de

manera que estos pasen a ocupar el primer lugar.

(Véase sección A del Comentario a los capítulos I, II y III, Págs. 15-16).

10.- Completar los principios enumerados en el capítulo II del Proyecto de Dumbarton Oaks e incorporarlos en una Declaración de Derechos y Deberes de los Estados que figure como Anexo a la Constitución.

(Véase sección B del Comentario a los capítulos I, II y III, Págs. 16-29; y sección C del mismo Comentario, Pag. 35).

11.- Incorporar los derechos humanos esenciales en una Declaración de Derechos y Deberes Internacionales del Hombre, que, lo mismo que la anterior, figure como Anexo al Pacto.

(Véase sección B del Comentario a los capítulos I, II y III, Págs. 29-35).

12.- Crear un órgano internacional especializado que vele por la observancia de los principios contenidos en la Declaración a que se refiere el anterior inciso.

(Véase sección B del Comentario al capítulo IV, Págs. 63-66).

13.- Reafirmar los principios ya internacionalmente sancionados respecto a pueblos dependientes y organizar un sistema apropiado para la aplicación práctica de tales principios.

(Véase sección C del Comentario al capítulo IX, Págs. 175-180).

14.- Establecer un mecanismo eficiente para que puedan realizarse los "cambios pacíficos" sin que ello quede al arbitrio de las partes.

(Véase sección C del Comentario al capítulo V, Págs. 96-103).

15.- En caso de que se adopte el procedimiento de unanimidad para las decisiones del Consejo, estipular que, cuando alguno de sus miembros sea acusado de intenciones o actos de agresión, no se computará su voto para dicha unanimidad.

(Véase sección I del Comentario al capítulo VIII, Pág. 161).

16.- En la misma hipótesis, de adopción de la regla de unanimidad para la votación en el Consejo, establecer que, cuando alguno de los Miembros de éste sea parte en una controversia internacional, no se computará su voto.

(Véase sección F del Comentario al capítulo VIII, Págs. 153-154).

17.- Suprimir toda restricción a la competencia del Organismo en los casos de controversias internacionales a fin de que pueda siempre aplicarse alguno de los procedimientos de solución pacífica previstos en el Pacto.

(Véase sección E del Comentario al capítulo VIII, Pág. 153).

18.- Estipular el registro de todos los tratados en la Secretaría del Organismo Internacional General, como requisito indispensable para su validez.

(Véase, sección C del Comentario al capítulo X, Págs. 184-187).

19.- Cambiar la denominación propuesta para el Organismo Internacional General por la de "Unión Permanente de Naciones" u otra similar que no implique discriminación contra ningún Estado.

(Véase sección F del Comentario a los capítulos I, II y III, Págs. 49-50).

20.- Incluir entre los órganos esenciales del Organismo Internacional General al Consejo Económico y Social y excluir de tal enumeración a la Corte Permanente de Justicia Internacional, que sería un órgano autónomo, aunque vinculado con el Organismo.

(Véase sección A del Comentario al capítulo IV, Págs. 55-63; y Comentario al capítulo VII, Pág. 131).

21.- Especificar las principales materias para las que deberán existir órganos especializados complementarios dependientes del Organismo Internacional General.

(Véanse sección B del Comentario al capítulo IV, Págs. 63-66; y sección B del Comentario al capítulo IX, Págs. 174-176).

22.- Precisar que, si bien el Consejo deberá estar integrado en forma que pueda funcionar constantemente, en principio se reunirá cada tres meses.

(Véase sección E del Comentario al capítulo VI, Págs. 126-127).

23.- Cambiar la mayoría de dos terceras partes establecida para las votaciones de la Asamblea por la de tres cuartas partes.

(Véase sección E del Comentario al capítulo V, Págs. 104-105).

24.- Incluir en un artículo el otorgamiento de privilegios e inmunidades diplomáticas a los funcionarios de la Asamblea, del Consejo y a los de la Secretaría General que se estime conveniente.

(Véanse sección E del Comentario al capítulo V, Pág. 104; sección G del Comentario al capítulo VI, Pág. 127; y sección D del Comentario al capítulo X, Pág. 187).

25.- Estipular las condiciones requeridas para que entre en vigor el Pacto del Organismo Internacional General.

(Véase sección C del Comentario al capítulo XII, Págs. 197-198).

26.- Precisar que, en el caso de ratificación a enmiendas, la calidad de miembro del Consejo se tomará en cuenta en el momento en que se haga el depósito de ratificaciones.

(Véase sección A del Comentario al capítulo XI, Págs. 189-190).

27.- Prever un procedimiento para la disolución de la Sociedad de las Naciones y la disposición de su activo y pasivo.

(Véase sección D del Comentario al capítulo XII, Pág. 198).

28.- Acordar quién convocará a la Asamblea Constitutiva del Organismo Internacional General.

(Véase sección E del Comentario al capítulo XII, Pág. 198).

x

x x

El Presidente de los Estados Unidos de América, señor Franklin D. Roosevelt, en el reciente discurso que pronunció el 12 del actual con motivo de la celebración del aniversario del Descubrimiento de América, puso de relieve el derecho y el deber que tienen las Repúblicas del Continente de contribuir a la construcción del Organismo encargado de mantener la paz sobre bases de justicia y de garantizar la seguridad colectiva, manifestando textualmente:

"No hemos laborado larga y lealmente para edificar en el Nuevo Mundo un sistema de seguridad y cooperación internacionales sólo para verlo malograr en un período de indiferencia después de la guerra. En la estructura del Organismo Internacional de las Naciones Unidas que los gobiernos y pueblos de las Repúblicas Americanas están ayudando a crear, el sistema Interamericano puede y debe desempeñar un papel de vital importancia."

La historia de la política internacional de México constituye una demostración y una garantía del espíritu de absoluto desinterés y de franca cooperación con que invariablemente ha tratado de ser útil a la causa de la humanidad y de la civilización.

Fiel a esta limpia y generosa trayectoria, y tomando en cuenta la cordial invitación que entrañan las palabras del Primer Mandatario estadounidense que acaban de citarse -y que no son sino la reiteración de la que tanto él como sus más allegados colaboradores en asuntos internacionales habían formulado ya varias veces con anterioridad- la Secretaría de Relaciones Exteriores de México ha preparado el presente estudio, con la esperanza de que sus conclusiones sean de utilidad para ayudar a que el Organismo Internacional General que se cree responda plenamente a los principios y los fines por los que desde hace cinco años han venido luchando las Naciones Unidas.

México, D.F., 31 de octubre de 1944.

ANEXO

PROYECTO PARA LA CONSTITUCION DE UNA "UNION PERMANENTE DE NACIONES" SOMETIDO POR LA SECRETARIA DE RELACIONES EXTERIORES DE MEXICO AL GOBIERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA CON FECHA 5 DE SEPTIEMBRE DE 1944.

1.- Se reconoce como regla fundamental de conducta de los Gobiernos el Derecho Internacional. Con objeto de precisar los principios esenciales del mismo, todos los Miembros de la comunidad de naciones se comprometen a observar las normas enunciadas en la "Declaración de Derechos y Deberes de los Estados" y en la "Declaración de Derechos y Deberes Internacionales del Hombre", que figuran como anexo al presente Pacto (1), las que deberán ser revisadas de tiempo en tiempo con objeto de que correspondan a las necesidades y aspiraciones de la convivencia internacional.

2.- Para facilitar la aplicación práctica de tales normas, en el terreno nacional, así como la de todas las disposiciones del presente Pacto, sin necesidad de someterlas nuevamente a los organismos constitucionales respectivos, todos los Gobiernos se obligan a adoptar, a la mayor brevedad, las medidas legislativas que sean necesarias.

3.- Para ayudar al logro del mismo objetivo, en el orden internacional, y con el fin de regular la convivencia de los Estados, dentro de una paz permanente que garantice la seguridad colectiva y el bienestar general, se crea una Unión Permanente de Naciones de la que deben ser Miembros todos los Estados, Dominios y Colonias que se gobiernen libremente.

4.- Se exceptúa de la obligación anterior a aquellos Estados que, por su escasa extensión territorial, no puedan asumir - en opinión de la Asamblea - las obligaciones estipuladas en el presente Pacto.

5.- La U.P.N. será compatible con las organizaciones regionales existentes o que lleguen a crearse de acuerdo con afinidades geográficas, culturales o económicas, debiendo coordinarse las actividades de los órganos de aquella con las de los órganos de éstas.

6.- La U.P.N. realizará sus propósitos mediante tres órganos fundamentales: la Asamblea, el Consejo y la Secretaría General.

(1) Con suficiente antelación a la firma del Pacto deberán elaborarse sendos proyectos de las declaraciones en cuestión por un Comité de Expertos de las Naciones Unidas.

7.- La Asamblea se compone de tres Delegados, cuando más, de cada uno de los Miembros de la U.P.N., los que no disponen sino de un voto.

8.- La Asamblea se reúne en sesión ordinaria una vez al año en la sede de la U.P.N. y, en sesiones extraordinarias, a las que sea convocada por el Secretario General o a solicitud del Consejo, o de la mitad más uno de los Miembros de la U.P.N.

9.- La Asamblea adoptará sus decisiones por la mayoría de las tres cuartas partes de los votos de las Delegaciones presentes.

10.- Los gastos de la U.P.N. se repartirán entre los Miembros de la misma en la proporción que determine la Asamblea.

11.- El Consejo se compone de seis Delegados semipermanentes y de seis Delegados electos mediante el procedimiento que determine la Asamblea.

12.- Los Delegados semipermanentes representan a los Estados cuya responsabilidad para el mantenimiento de la paz es más considerable dentro de la comunidad internacional. Corresponde a la Asamblea fijar, cada ocho años, cuáles son estos Estados.

13.- El Consejo se reúne cuatro veces al año en sesiones ordinarias y en las extraordinarias para las que sea convocado por el Secretario General o a solicitud de uno de los Miembros de la U.P.N., siempre que, en este último caso, estén de acuerdo en ello la mitad más uno de los Miembros del Consejo.

14.- Cualquier Miembro de la U.P.N. que no esté representado en el Consejo tiene derecho a nombrar un Delegado cuando el Consejo examine una cuestión que interese directamente a dicho Miembro.

15.- Las decisiones del Consejo se votarán por unanimidad, salvo en las cuestiones de simple procedimiento o en los casos en los que expresamente se estipule lo contrario en el presente Pacto.

16.- La Secretaría General se establecerá permanentemente en el sitio que determine la Asamblea a proposición del Consejo por mayoría de votos.

17.- El Secretario General será electo por la Asamblea a proposición de la mayoría de los Miembros del Consejo y durará en su encargo diez años. Le corresponde actuar como Secretario de la Asamblea y del Consejo.

18.- El personal de la Secretaría General será designado por el Secretario General, de acuerdo con el Estatuto del Personal que oportunamente apruebe el Consejo por mayoría de votos. Los funcionarios y empleados nombrados antes de la aprobación del Estatuto continuarán en sus puestos si reúnen los requisitos establecidos por el mismo.

19.- Los Delegados al Consejo y a la Asamblea gozan, en el ejercicio de sus funciones, de privilegios e inmunidades diplomáticos, privilegios e inmunidades que se hacen extensivos a las actividades y edificios de la U.P.N.

20.- Entre los funcionarios de la Secretaría General únicamente gozarán de los privilegios e inmunidades a que se refiere el artículo anterior, aquellos que determine el Estatuto del Personal.

21.- Tanto la Asamblea como el Consejo tienen competencia sobre todos los problemas que afecten o puedan afectar la independencia política y la integridad territorial de todas las Naciones, la seguridad colectiva o el bienestar general de los Miembros de la U.P.N.

22.- El Consejo examinará las cuestiones a que se refiere el artículo anterior, a solicitud de cualquier Miembro de la U.P.N. y sus resoluciones serán obligatorias para todos los Miembros de la misma, salvo la excepción a que se refiere el artículo siguiente.

23.- No obstante lo indicado en el artículo anterior, la Asamblea, a solicitud de la mitad más uno de los Miembros de la U.P.N., examinará cualquier resolución aprobada por el Consejo, la que tendrá definitivamente fuerza obligatoria si la aprueban las tres cuartas partes de las Delegaciones presentes en la Asamblea, y siempre que, dentro de esas tres cuartas partes, figuren los votos de todos los Miembros del Consejo.

24.- La Asamblea podrá examinar igualmente las cuestiones a que se refiere el artículo 21 siempre que así lo solicite la mitad más uno de los Miembros de la U.P.N. y sus relaciones serán obligatorias para todos los Miembros de la misma, cuando sean aprobadas por las tres cuartas partes de las Delegaciones presentes y que dentro de esas tres cuartas partes figuren todos los Delegados al Consejo. En caso contrario, ya sea que la resolución no haya sido aprobada por las tres cuartas partes de las Delegaciones presentes en la Asamblea o que dentro de esas tres cuartas partes no figuren los votos de todos los Delegados al Consejo, la Asamblea y el Consejo nombrarán una Comisión paritaria a fin de que resuelva mediante el voto de las tres cuartas partes de sus Miembros, las medidas que deban adoptarse.

25.- Todos los Miembros de la U.P.N. convienen en someter las diferencias que surjan entre ellos, ya sea al examen del Consejo o de la Asamblea, o al arbitraje o al arreglo judicial.

26.- Para los efectos del artículo precedente, se acuerda la subsistencia de la Corte Permanente de Justicia Internacional, a cuyo Estatuto deberán hacerse las modificaciones que la Asamblea estime apropiadas para el mejor desempeño de sus funciones.

27.- En caso de que una diferencia entre dos o más Miembros de la U.P.N., que no haya podido resolverse en forma amistosa, no se someta ni al examen del Consejo o de la Asamblea, ni al arbitraje o al arreglo judicial, el Consejo se avocará el examen de la misma a solicitud del Secretario General o de cualquier Miembro de la U.P.N., procediendo en seguida como si le hubiera sido sometida por cualquiera de las partes directamente interesadas.

28.- Los Miembros de la U.P.N. se comprometen solemnemente a acatar las decisiones del Consejo, de la Asamblea, de las Comisiones paritarias a que se refieren los artículos 23 y 24, lo mismo que los fallos arbitrales o las sentencias judiciales.

29.- Los Miembros de la U.P.N. recurrirán al arbitraje o a la jurisdicción de la Corte Permanente de Justicia Internacional para la solución de sus conflictos cuando así lo resuelva el Consejo o la Asamblea.

30.- En caso de que un Estado, sin recurrir a la guerra o a medidas susceptibles de acarrear la guerra no acate una decisión del Consejo o de la Asamblea, o un fallo arbitral o una sentencia judicial, el Consejo o la Asamblea dictará las medidas necesarias para que se dé cumplimiento a las estipulaciones contenidas en el presente Pacto.

31.- En caso de que un Estado recurra a la guerra o a medidas susceptibles de acarrear la guerra, no obstante una decisión del Consejo o de la Asamblea o un fallo arbitral o una sentencia judicial, todos los Miembros de la U.P.N. se considerarán en estado de guerra con el Miembro culpable y -previa decisión de la Asamblea- romperán con él sus relaciones diplomáticas y consulares y harán que cesen todas las relaciones financieras y comerciales o de cualquiera otra índole entre sus nacionales y los del referido Estado.

32.- En los casos de emergencia, tales como la agresión

flagrante, además de las medidas a que se refiere el párrafo anterior, y que son aplicables a todos los Miembros de la U.P.N., los Miembros semipermanentes del Consejo y los Gobiernos directamente interesados, se comprometen a poner a la disposición de aquel contingentes militares navales y aéreos para hacer respetar las disposiciones contenidas en el presente Pacto. Tales contingentes estarán bajo la dirección de un Estado Mayor Internacional que deberá tener carácter permanente y funcionará bajo la dependencia del Consejo y la supervisión de la Asamblea y se integrarán de acuerdo con las resoluciones específicas que, en cada caso, apruebe el Consejo teniendo en cuenta los factores que concurran.

33.- Los Miembros de la U.P.N. convienen, en prestarse ayuda mutua en la aplicación de las medidas que se adopten en virtud de los artículos 31 y 32, a fin de reducir al mínimo las pérdidas e inconvenientes que puedan resultar de la aplicación de dichas medidas. Igualmente se darán apoyo mutuo con objeto de resistir y de contrarrestar cualquier acción especial dirigida en contra de uno de ellos por el Estado que haya roto el presente Pacto. Así mismo, adoptarán las disposiciones necesarias para facilitar el tránsito a través de su territorio de las fuerzas de cualquier Miembro de la U.P.N. que participe en una acción conjunta para hacer respetar los compromisos señalados por el Pacto.

34.- En la adopción de las medidas a que se refieren los artículos 31 y 32 no se tendrá en cuenta el voto del Estado agresor.

35.- Los Tratados y compromisos internacionales deberán ser registrados por el Secretario General de la U.P.N. y publicados por éste a la mayor brevedad posible. No tendrán ningún valor ni serán obligatorios aquellos que no hayan sido registrados en la forma prescrita en el presente artículo.

36.- La Asamblea recomendará a los Miembros la revisión de aquellos tratados o compromisos internacionales que resulen inaplicables o que puedan poner en peligro el orden internacional o la paz entre las naciones. En el caso de que los Miembros interesados, o alguno de ellos, no den cumplimiento a la recomendación de la Asamblea, esta resolverá sobre las medidas que deban adoptarse.

37.- Los Miembros de la U.P.N, reconocen que el mantenimiento de la paz exige la reducción de los armamentos nacionales al mínimum compatible con la seguridad de sus respectivos territorios y con la ejecución de las obligaciones internacionales contraídas en el Presente Pacto. El Consejo tendrá a su cargo preparar los planes y tomar las resoluciones pertinentes para que tal reducción sea llevada a la práctica.

38.- Los Miembros de la U.P.N. reconocen que el bienestar y el desarrollo de los pueblos que habitan determinados territorios y que no son todavía capaces de dirigir libremente sus propios destinos, representan una misión sagrada de la comunidad internacional. En consecuencia, incorporan en el presente Pacto las siguientes garantías mínimas para la realización conjunta de esta misión:

a) A fin de que la U.P.N. pueda poner todos sus recursos en beneficio de dichos pueblos, se le confía un mandato sobre los mismos;

b) El carácter del mandato diferirá según el grado de desarrollo del territorio sobre el cual deba ejercerse, de su situación geográfica y de sus condiciones culturales y económicas;

c) El Consejo nombrará una Comisión encargada de la aplicación del presente artículo;

d) La Comisión a que se refiere el anterior inciso rendirá anualmente un informe de sus labores al Consejo el que lo turnará a la Asamblea con las observaciones que estime pertinentes;

e) El Consejo resolverá a medida que lo considere conveniente, cuales territorios (colonias) deben salir de la jurisdicción de un Estado, para ser confiados a un mandato internacional;

f) A medida que un territorio bajo mandato alcance, en opinión del Consejo, el grado de adelanto necesario para regir sus propios destinos, el Consejo tomará las medidas necesarias para que dicho territorio se convierta en Estado soberano.

g) Ninguno de los Estados soberanos que existan en el momento de suscribirse el presente Pacto podrá ser confiado en mandato.

39.- Para el mejor desempeño de su labor tendiente a garantizar y promover el bienestar general, en todas aquella cuestiones que interesen a la comunidad internacional, la U.P.N. creará o adaptará todos los organismos necesarios, los cuales quedarán bajo su autoridad y entre los que deberán existir con carácter permanente, los destinados especialmente a las siguientes materias:

a) Protección de los Derechos Internacionales del Hombre;

b) Desarrollo de la economía y del comercio internacional;

c) Fomento y coordinación de las comunicaciones terrestres, marítimas y aéreas;

d) Mejoramiento de las condiciones de los trabajadores y abolición del desempleo;

e) Alimentación y salubridad;

f) Agricultura;

g) Problemas financieros y de inversiones;

h) Problemas demográficos y migraciones;

i) Cooperación intelectual;

j) Protección de la infancia;

k) Protección de los pueblos en tutela;

l) Tráfico de mujeres,

El Consejo propondrá a la Asamblea las medidas necesarias

para dar cumplimiento a lo dispuesto en el presente artículo.

40.- El presente Pacto entrará en vigor cuando haya sido ratificado por todos los Miembros que integren el Consejo en el momento de ser constituida la U.P.N. y por las tres cuartas partes de los Miembros restantes, una vez que las ratificaciones hayan sido depositadas en la Secretaría General.

41.- Las reformas al presente Pacto deberán ser aprobadas por las tres cuartas partes de las Delegaciones presentes en la Asamblea, y entrarán en vigor cuando las hayan ratificado las tres cuartas partes de los Miembros de la U.P.N., inclusive los Miembros que integren el Consejo en el momento en que se haga el depósito de ratificaciones.

42.- La vigencia del presente Pacto implica la disolución automática de la Sociedad de las Naciones, cuyo activo y pasivo, así como todos los asuntos que tenga pendientes, pasarán a la U.P.N. El Consejo adoptará las medidas necesarias para el cumplimiento de esta disposición.

43.- El . . . . . convocará a una Asamblea Constitutiva que apruebe el presente Pacto, designe al Consejo de la misma y nombre al Secretario General.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/7 (c) (1)
May 5, 1945

GENERAL

AMENDEMENTS AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS SOUMIS PAR LA DELEGATION DU MEXIQUE

Le Secrétaire Général de la Conférence a publié et distribué aux Délégations un document intitulé "Opinion du Ministère des Affaires Etrangères du Mexique sur les Propositions de Dumbarton Oaks pour la création d'une Organisation Internationale Générale" (Doc. 2 G/7(c)).

En raison de l'étendue du document en question, et afin de faciliter son étude par les différentes Commissions et Comités, le Secrétariat Général de la Délégation du Mexique a demandé que le présent document soit imprimé et distribué; il contient seulement: 1) celles des conclusions du document sus-mentionné qui constituent des amendements aux Propositions de Dumbarton Oaks, et 2) les observations presentées par le Mexique à la Conférence Inter-Américaine sur les problèmes de la guerre et de la paix. Parmi les Amendements mentionnés ci-dessus, on a choisi les plus importants qui sont présentés, article par article, en regard des Propositions de Dumbarton Oaks respectives.

A.- AMENDEMENTS PROPOSES COMME CONCLUSIONS DU DOCUMENT INTITULE "OPINION DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DU MEXIQUE SUR LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS POUR LA CREATION D'UNE ORGANISATION INTERNATIONALE GENERALE" (1)

1. Donner à l'Assemblée les pouvoirs qui doivent lui appartenir dans un système démocratique, étant donné qu'elle possède les attributs d'une institution pleinement représentative de l'Organisation Internationale.

(1) Voir, à l'appui de ces Amendements, les commentaires qui figurent dans les diverses Sections du document en question (Document 2 G/7(c)). (Texte anglais et espagnol seulement - Trad.)

2. Mettre les attributions du Conseil en harmonie avec l'extension des pouvoirs de l'Assemblée visés au paragraphe précédent.

3. Etablir une procédure démocratique pour la nomination des membres du Conseil, même s'il existe deux catégories de membres correspondant à des degrés différents de responsabilité internationale dans le maintien de la paix.

4. Stipuler clairement que le droit de tout membre de l'Organisation de siéger au Conseil, si ce dernier examine une question qui intéresse directement ce membre, ne dépend pas de la décision du Conseil sur ce point.

5. Séparer du Pacte de l'Organisation Internationale les questions traitées au Chapitre XII des Propositions de Dumbarton Oaks et qui, du fait qu'elles se rapportent exclusivement à la période de transition, devraient faire l'objet d'un protocole distinct.

6. Adopter le système de la participation universelle et obligatoire, bien que les droits des Etats vaincus puissent être temporairement limités.

7. Déterminer la compatibilité de l'Organisation Internationale Générale, non seulement avec les organisations régionales existantes, mais aussi avec celles qui pourraient être créées à l'avenir, étant bien entendu, que leurs objectifs ne seront pas en désaccord avec les principes et buts de la première.

8. Introduire, dans la Constitution de l'Organisation Internationale générale, l'engagement, de la part de tous les Etats, d'incorporer le droit international dans leurs législations nationales respectives.

9. Intervertir l'ordre des buts et principes de l'Organisation Internationale, afin que les seconds occupent la première place.

10. Compléter les principes énumérés au Chapitre II des Propositions de Dumbarton Oaks et les incorporer dans la Déclaration des Droits et Obligations des Etats qui sera annexée à la Constitution.

11. Enumerer les droits essentiels de l'être humain dans une déclaration internationale des Droits et Obligations de l'Homme, qui, comme la précédente, sera annexée au Pacte.

12. Créer un organe international specialisé qui surveillera l'observation des principes contenus dans la Déclaration mentionnée à la clause précédente.

13. Réaffirmer les principes qui ont maintenant reçu une sanction internationale relatifs aux nations dépendantes et établir un système approprié pour l'application pratique de ces principes.

14. Etablir un mécanisme efficace pour que des "changements pacifiques" puissent être effectués sans que l'initiative en soit laissée à la discrétion des parties.

15. Au cas où la procédure d'unanimité pour les décisions du Conseil serait adoptée, stipuler que, au cas où l'un quelconque de ses membres serait accusé d'intentions ou d'actes d'agression, sa voix n'entrera pas en ligne de compte dans la détermination de cette unanimité.

16 Dans cette hypothèse (celle de la règle d'unanimité des voix du Conseil), établir que au cas où l'un quelconque des membres du Conseil serait partie à un différend international, sa voix ne sera pas comptée.

17 Eliminer toutes les restrictions mises à la compétence de l'Organisation dans les cas de différends internationaux, afin qu'il soit toujours possible d'appliquer certaines des procédures de règlement pacifique prévues dans le Pacte.

18. Stipuler que l'enregistrement de tous les traités au Secrétariat de l'Organisation Internationale est une condition indispensable de leur validité.

19. Changer le nom proposé pour l'Organisation Internationale en "Union Permanente des Nations" ou toute appellation similaire qui n'implique pas de discrimination à l'égard d'un Etat quelconque.

20 Inclure le Conseil Economique et Social parmi les organes essentiels de l'Organisation Internationale et exclure de cette liste la Cour Internationale de Justice, qui serait un organe autonome bien qu'ayant certains liens avec l'Organisation.

21. Spécifier les domaines principaux pour lesquels il existera des organes complémentaires spécialisés dépendant de l'Organisation Internationale.

22. Spécifier que, bien que le Conseil doive être composé de manière à pouvoir fonctionner d'une façon permanente, il se réunira, en principe, tous les trois mois.

23. Porter la majorité des deux-tiers des voix prévue dans la procédure de vote de l'Assemblée au chiffre de trois quarts.

24. Inclure dans un article l'octroi des privilèges et immunités diplomatiques aux fonctionnaires de l'Assemblée, du Conseil et à ceux du Secrétariat Général que l'on jugera devoir être mis au bénéfice de cette mesure.

25. Stipuler les conditions requises pour que le Pacte de l'Organisation Internationale entre en vigueur.

26. Spécifier que, dans le cas de ratification d'amendements, il sera tenu compte de la qualité de Membre du Conseil au moment où l'instrument de ratification sera déposé.

27. Etablir une procédure pour la dissolution de la Société des Nations et pour la liquidation de son actif et de son passif.

B - OBSERVATIONS SUR LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS PRESENTEES PAR LA DELEGATION DU MEXIQUE A LA CONFERENCE INTER-AMERICAINE SUR LES PROBLEMES DE LA GUERRE ET DE LA PAIX (2)

TEXTE DES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	TEXTE SUGGERE PAR LA DELEGATION MEXICAINE
Chapitre I	Chapitre I
BUTS	BUTS
Les buts de l'Organisation devraient être les suivants:	Les buts de l'Organisation devraient être les suivants:
1. Maintenir la paix et la sécurité internationales; et à cette fin...	1. Maintenir la paix et la sécurité internationales, dans un système de Droit, de Justice et d'Equité, et à cette fin...
3. Réaliser une coopération internationale en vue de résoudre les problèmes humanitaires internationaux tels que ceux d'ordre économique et social.	3. Réaliser une coopération internationale en vue de résoudre les problèmes humanitaires internationaux tels que ceux d'ordre économique et social, et développer le respect des droits et libertés fondamentales de l'être humain.

(2) Ces Observations présentées le 27 février 1945, ont été rédigées selon la méthode suivante:

a) Elles sont limitées à ce qui ressort de l'analyse de celles des Propositions de Dumbarton Oaks qui ont déjà été formulées et publiées, et ne mentionnent pas les omissions que la Délégation Mexicaine a notées dans le Docu-

Chapitre II	Chapitre II
PRINCIPES	PRINCIPES
2. Tous les membres...	2. L'Organisation garantit l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les Etats Membres, de même que le respect des traités, dans les limites imposées par toute réadaptation et révision qui pourraient être rendues nécessaires par l'évolution des conditions de la vie internationale commune.
	3. Aucun Etat n'a le droit d'intervenir, directement ou indirectement, dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre Etat.
6. Tous les membres de l'Organisation s'abstiendront de prêter assistance à un Etat contre lequel l'Organisation aura entrepris une action d'ordre préventif ou coercitif.	6. Tous les membres de l'Organisation s'abstiendront de prêter assistance à un Etat contre lequel l'Organisation aura entrepris une action d'ordre préventif ou coercitif.
En vue de maintenir la	En vue de maintenir la

---

ment en question.

b) Sélection, parmi les Propositions de Dumbarton Oaks qui sont déjà connues, de celles qui sont considérées essentielles.

c) Présentation de ces observations, article par article et en regard des dispositions contenues dans le texte actuel des Propositions de Dumbarton Oaks selon l'ordre de ces dernières; les parties des textes suggérés par la Délégation Mexicaine qui modifient les articles correspondants du document à l'étude sont soulignés.

d) En insistant sur le fait que la Délégation Mexicaine se réserve toute liberté d'action pour présenter et défendre à la Conférence de San Francisco, outre les points faisant l'objet des présentes observations, toutes autres modifications qu'elle estimerait opportunes.

paix et la sécurité internationales, l'Organisation devrait prendre toutes les mesures qu'elle jugerait nécessaires pour que les Etats non-membres agissent conformément à ces principes.

paix et la sécurité internationales l'Organisation devrait prendre toutes les mesures qu'elle jugerait nécessaires pour que les Etats non-membres agissent conformément à ces principes, selon un régime de Droit de Justice et d'Equité.

Chapitre III

MEMBRES

1. Devrait pouvoir être membre de l'Organisation tout Etat épris d'un idéal de paix.

Chapitre III

MEMBRES

1. Devrait pouvoir être membre de l'Organisation tout Etat épris d'un idéal de paix et l'on devrait tendre à ce que l'organisation comprenne le moment venu, tous les membres de la communauté des nations, sans qu'un Etat puisse légitimement rester hors de l'Organisation.

Chapitre V

L'ASSEMBLEE GENERALE

Section B. Fonctions et Pouvoirs

1. L'Assemblée Générale devrait avoir le droit de prendre en considération les principes généraux de coopération ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris les principes régissant le désarmement et la règlementation des armements; de discuter toutes questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui seraient soumises par un ou plusieurs membres de l'Organisation ou par le Conseil de Sécurité et de faire des recommandations sur ces principes ou questions Toutes questions de ce genre qui entraîneraient une action quelconque, devraient être soumises au Conseil de Sécurité

Chapitre V

L'ASSEMBLEE GENERALE

Section B. Fonctions et Pouvoirs

1. L'Assemblée sera compétente pour traiter de toute question affectant la paix et la sécurité internationales. Elle aura en particulier le droit d'étudier les principes généraux de coopération, relatifs à ces questions, y compris la règlementation des armements; d'examiner tout principe régissant le désarmement, la question des traités qui se révèlent inapplicables et toute situation internationale devenue inéquitable; de discuter toutes questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui seraient soumises par un ou plusieurs membres de l'Organisation ou par le Conseil de Sécurité et de faire des recommandations aux Gouvernements et au Conseil

par l'Assemblée Générale avant ou après délibération. L'Assemblée Générale ne devrait de sa propre initiative, faire aucune recommandation sur une question, quelle qu'elle soit, ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales, lorsque le Conseil de Sécurité s'occupe de cette question.

de Sécurité sur ces principes ou questions. Toute question de ce genre, qui entraînerait une action quelconque, sera soumise au Conseil de Sécurité par l'Assemblée Générale avant ou après délibération. L'Assemblée Générale aura néanmoins le droit de présenter des recommandations au Conseil de Sécurité au sujet de ces questions et de demander aux Membres du Conseil de comparaître devant elle, le moment venu, pour lui rendre compte de toute mesure que le Conseil de Sécurité pourrait avoir prise ou se proposerait de prendre en l'occurence. Sauf dans le cas d'affaires considérées comme urgentes et nécessitant une action immédiate, l'Assemblée Générale à la requête de la moitié plus un des Membres de l'Organisation, examinera toute décision adoptée par le Conseil de Sécurité, et, dans ce cas, ladite décision ne deviendra exécutoire que si elle est approuvée par les trois-quarts des délégations présentes à l'Assemblée.

2. L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir d'admettre de nouveaux membres dans l'Organisation, sur la recommandation du Conseil de Sécurité.

2. L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir d'admettre de nouveaux membres dans l'Organisation, de sa propre initiative ou sur la recommandation du Conseil de Sécurité, cependant dans le premier de ces deux cas le Conseil de Sécurité, pendant les huit premières années d'existence de l'Organisation, aura le droit d'opposer son veto à l'admission d'un nouveau membre par un vote unanime de ses membres semi-permanents.

3. L'Assemblée Générale devrait, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, avoir le pouvoir de suspendre l'exercice de tous les droits et privilèges conférés aux membres de l'Organisation pour tout membre contre lequel auraient été prises des mesures préventives ou coercitives par le Conseil de Sécurité. L'exercice des droits et privilèges ainsi suspendu, pourrait être restitué par décision du Conseil de Sécurité. L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir sur recommandation du Conseil de Sécurité, d'exclure de l'Organisation tout membre qui persisterait à violer les principes de la Charte.

3. L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir de suspendre l'exercice de tous les droits et privilèges conférés aux membres de l'Organisation pour tout membre contre lequel auraient été prises des mesures préventives ou coercitives par le Conseil de Sécurité. L'exercice des droits et privilèges ainsi suspendu pourra être restitué par l'Assemblée Générale aussitôt que les conditions qui ont donné lieu à la suspension auront cessé d'exister.

4. L'Assemblée Générale devrait élire les membres non-permanents du Conseil de Sécurité et les membres..

4. L'Assemblée Générale devra en se conformant aux dispositions de la Section A du Chapitre VI, élire les membres temporaires et les membres semi-permanents du Conseil de Sécurité et les membres...

Section C - Vote

2. Les décisions importantes de l'Assemblée Générale, y compris les recommandations relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales, les décisions concernant l'élection des membres du Conseil de Sécurité, l'élection des membres du Conseil Economique et Social, l'admission de membres, la suspension de l'exercice des droits et privilèges des membres, l'exclusion de

Section C - Vote

2. Les décisions importantes de l'Assemblée Générale (excepté l'examen, à la suite d'un appel, de toute décision du Conseil tombant sous la définition du paragraphe 1 de la Section B ci-dessus) y compris les recommandations aux Gouvernements et au Conseil de Sécurité relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales, à la revision de traités inapplicables au réajustement de situations inéquitables et aux demandes de renseignements extraordinaires

membres ....

adressés au Conseil de Sécurité; l'élection des membres du Conseil de Sécurité; l'élection des membres du Conseil Economique et Social; l'admission de membres, la suspension de l'exercice des droits et privilèges des membres et la restitution de cet exercice, enfin ....

Section D - Procédure

1. L'Assemblée Générale devrait se réunir en sessions annuelles régulières, et chaque fois que les circonstances l'exigeraient en sessions spéciales.

Section D - Procédure

1. L'Assemblée Générale se réunira en sessions annuelles régulières et, chaque fois que les circonstances l'exigeront, en sessions extraordinaires qui seront convoquées par le Secrétaire Général, ou sur la demande du Conseil de Sécurité ou de la moitié plus un des membres de l'Organisatio

Chapitre VI

LE CONSEIL DE SECURITE

Chapitre VI

LE CONSEIL DE SECURITE

Section A - Composition

Le Conseil de Sécurité devrait être composé de représentants de onze membres de l'Organisation, à raison d'un par membre. Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord, de L'Union Soviétiques Socialistes, de la République de la Chine et, le moment venu, de la France, devraient avoir des sièges permanents. L'Assemblée Générale devrait désigner six Etats pour occuper les sièges non-permanents. Ces six Etats devraient être élus pour une période de deux ans; trois d'entre eux se retirant chaque année. Ils ne devraient pas être immédiatement rééligibles. A la première élection des

Section A - Composition

Le Conseil de Sécurité sera composé des représentants de douze membres de l'Organisation, à raison d'un par membre. De ces douze membres, six qui seront connus sous le nom de membres semi-permanents, seront les Etats sur lesquels reposera surtout, au sein de la communauté des Nations, le soin de maintenir la paix; il appartiendra à l'Assemblée de choisir tous les huit ans les Etats qui seront rangés dans cette catégorie. Pendant la première période de huit ans, les pays suivants seront considérés comme répondant aux conditions requises: Etats-Unis d'Amérique, Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques Soviétiques Socialistes, La Chine, La France, et.. (une république

220

membres non-permanents, trois devraient être choisis par l'Assemblée Générale pour une période d'un an, et trois pour une période de deux ans.

latino-américaine. L'Assemblée Générale élira six autres pays désignés sous le nom de membres temporaires, qui occuperont les six autres sièges au Conseil de Sécurité. Et six pays parmi lesquels figureront, en tout temps, deux pays latino-américains jusqu'à l'expiration du premier mandat des membres semi-permanents seront élus, pour une période de deux ans, trois d'entre eux se retirant chaque année. Ils ne seront pas immédiatement rééligibles. A la première élection des membres temporaires, trois seront choisis par l'Assemblée Générale pour une période d'un an et trois pour une période de deux ans.

Section B - Principaux pouvoirs et fonctions

Section B - Principaux pouvoirs et fonctions

1. Afin de permettre à l'Organisation d'agir promptement et efficacement, les membres de l'Organisation devraient, dans la Charte, conférer au Conseil de Sécurité la responsabilité essentielle en ce qui concerne le maintien de la paix et la sécurité internationales, et convenir que, dans l'exercice des fonctions lui incombant de ce fait, le Conseil agit en leur nom.

1. Afin de permettre à l'organisation d'agir promptement et efficacement, les membres de l'Organisation devraient, dans la Charte conférer au Conseil de Sécurité, pour une période de huitans, la responsabilité essentielle en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales et convenir que dans l'exercice des fonctions lui incombant de ce fait, le Conseil agit en leur nom, au cours de la période en question, mais dans les limites spécifiées au paragraphe 1 de la section B du chapitre V.

4. Tous les membres de l'Organisation devraient s'engager à accepter les décisions du Conseil de Sécurité et à les exécuter conformément aux dispositions de la Charte.

4. Tous les membres de l'Organisation s'engagent à accepter les décisions du Conseil de Sécurité et à les exécuter conformément aux dispositions de la Charte toutefois, dans le cas de questions qui n'appelleraient pas des

	mesures immédiates, ils auront le droit d'en appeler à l'Assemblée avec les restrictions prévues au paragraphe 1 de la Section B du Chapitre V.
Section D - Procédure	Section D - Procédure
4. Tout membre de l'Organisation devrait participer à la discussion de toute question soumise au Conseil de Sécurité chaque fois que le Conseil de Sécurité juge que les intérêts de ce membre de l'Organisation se trouvent particulièrement affectés.	4. Tout membre de l'Organisation participera à la discussion de toute question soumise au Conseil de Sécurité, lorsque la question en cause affectera particulièrement ses intérêts; il suffira, pour qu'il soit décidé que cette condition est remplie, que deux membres du Conseil, plus le membre intéressé de l'Organisation, soient de cet avis.
5. Tout membre de l'Organisation qui n'est par représenté au Conseil de Sécurité et tout Etat non-membre de l'Organisation, s'il est pa partie à un différend examiné par le Conseil de Sécurité, devrait être invité à participer à la discussion ayant trait à ce différend.	5. Tout membre de l'Organisation qui n'est pas représenté au Conseil de Sécurité ou tout Etat non-membre, s'il est partie à un différend examiné dans le Conseil de Sécurité, devra être invité à participer à la discussion ayant trait à ce différend. Pour décider si cette condition est remplie, on appliquera la procédure prévue au paragraphe précédent.
CHAPITRE VIII	CHAPITRE VIII
ARRANGEMENTS POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALE Y COMPRIS LA PREVENTION ET LA REPRESSION DE L'AGRESSION.	ARRANGEMENTS POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALE Y COMPRIS LA PREVENTION ET LA REPRESSION DE L'AGRESSION.
Section A - REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS	Section A - REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS
-. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir...	1. Le Conseil de Sécurité et l'Assemblée Générale auront le pouvoir...

3. ...Le Conseil de Sécurité devrait enjoindre aux parties de régler leur différend par de tels moyens.	3. ...Le Conseil de Sécurité ou l'Assemblée Générale devra enjoindre aux parties de régler leur différend par de tels moyens.
4. ...ils devraient s'engager à le soumettre au Conseil de Sécurité. Le Conseil de Sécurité devrait, dans chaque cas, décider ...	4. ...ils devront s'engager à le soumettre au Conseil de Sécurité ou à l'Assemblée Générale. Le Conseil de Sécurité ou l'Assemblée Générale devra, dans chaque cas, décider ...
5. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir ...	5. Le Conseil de Sécurité ou l'Assemblée Générale auront le pouvoir ...
6. ...Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir ...	6. Le Conseil de Sécurité et l'Assemblée Générale auront le pouvoir ...
7. Les dispositions des paragraphes 1 et 6 de la Section A ne devraient pas être applicables aux situations ou différends nés de questions que le droit international laisse à la compétence nationale exclusive de l'Etat intéressé.	7. Les dispositions des paragraphes 1 et 6 de la Section A ne s'appliqueront pas aux différends nés de questions que le droit international laisse à la compétence nationale exclusive de l'Etat intéressé. En cas de divergence d'opinions à ce sujet, la question sera réglée par la Cour Internationale de Justice.
Section B - DETERMINATION DE L'EXISTENCE DE MENACES A LA PAIX OU D'ACTES D'AGRESSION ET MESURES A PRENDRE A CE SUJET.	Section B - DETERMINATION DE L'EXISTENCE DE MENACES A LA PAIX OU D'ACTES D'AGRESSION ET MESURES A PRENDRE A CE SUJET.
1. Au cas où un différend ne serait pas résolu, conformément aux procédures indiquées dans le paragraphe 3 de la Section A, ou conformément aux recommendations faites selon le paragraphe 5 de la Section A par le Conseil de Sécurité, celui-ci, s'il juge que la situation ainsi créée	1. Au cas où un différend ne serait pas résolu conformément aux procédures indiquées au paragraphe 3 de la Section A ou conformément aux recommandations faites en vertu du paragraphe 5 de la Section A, si le Conseil de Sécurité ou l'Assemblée Générale juge que la situation ainsi créée présente un danger pour le

présente un danger pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, devrait prendre toutes mesures nécessaires à ce maintien, en conformité avec les buts et principes de l'Organisation.

2. D'une manière générale, le Conseil de Sécurité devrait déterminer....

3. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir de déterminer ....

9....Le Comité serait composé des Chefs d'Etat-Major des Etats membres permanents du Conseil de Sécurité...

Section C - Arrangements régionaux

1. Rien dans la Charte ne devrait s'opposer à l'existence d'arrangements ...

CHAPITRE X

SECRETARIAT

1. Il devrait y avoir un Secrétariat composé d'un Secrétaire Général et du personnel nécessaire,...

maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de Sécurité prendra toutes mesures nécessaires à ce maintien, en conformité avec les buts et principes de l'Organisation.

2. D'une manière générale le Conseil de Sécurité ou l'Assemblée Générale devra déterminer ...

3. Le Conseil de Sécurité, après décision de l'Assemblée Générale, aura le droit de déterminer ...

9. ...Le Comité sera composé des Chefs d'Etat-Major des membres semi-permanents du Conseil de Sécurité....

Section C - Arrangements régionaux

1. Le système inter-américain que l'on peut considérer aujourd'hui comme l'organisation internationale d'un continent la plus complète et la plus avancée, sera compatible avec l'Organisation. Rien, dans la Charte ...

CHAPITRE X

SECRETARIAT

1. Il y aura un Secrétariat composé d'un Secrétaire Général et du personnel nécessaire qui sera choisi de manière à avoir un caractère aussi international que possible.

CHAPITRE XI

AMENDEMENTS

....les membres de l'Organisation ayant un siège permanents au Conseil de Sécurité...

CHAPITRE XI

AMENDEMENTS

...Les membres de l'Organisation ayant des sièges semi-permanents au Conseil de Sécurité...

CHAPITRE XII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

1. En attendant l'entrée en vigueur de l'accord spécial ou des accords spéciaux dont il est question au Chapitre VIII, Section B, paragraphe 5, et conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la Déclaration des Quatre Nations, signée à Moscou le 30 Octobre 1943, les Etats parties à cette Déclaration devraient se consulter entre eux et, s'il y a lieu, avec d'autres membres de l'Organisation, en vue de telle action commune au nom de l'Organisation, qui pourrait être nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

2. Aucune disposition de la Charte ne devrait faire obstacle aux mesures prises ou autorisées, vis-à-vis des Etats ennemis et comme suite à la présente guerre, par les Gouvernements responsables de ces mesures.

CHAPITRE XII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

La Délégation mexicaine estime que, étant donné le sujet traité par les deux articles de ce chapitre, dans les propositions de Dumbarton Oaks, il y aurait intérêt à ne pas les faire figurer dans la Charte, même à titre de dispositions transitoires, mais a en faire l'objet d'un protocole distinct. Les insérer dans la Charte de l'Organisation internationale future serait commettre une faute originelle aussi grande ou même plus grande que celle que l'on a si souvent reprochée au Pacte de la Société des Nations, du fait de ses liens avec le Traité de Versailles.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (SPANISH)
G/7 (c) (1)
May 5, 1945

GENERAL

ENMIENDAS A LAS PROPOSICIONES DE DUMBARTON OAKS PRESENTADAS POR LA DELEGACION DE MEXICO

La Secretaría General de la Conferencia ha editado y distribuído entre los miembros de las Delegaciones que en ella participan--DOC. 2 G/7 (c)-- el estudio intitulado "Opinión de la Secretaría de Relaciones Exteriores de México sobre el Proyecto de Dumbarton Oaks para la Creación de una Organización Internacional General".

Tomando en cuenta la extensión de dicho documento y con objeto de facilitar su consideración por las Comisiones y Comités en sus labores respectivas, la Secretaría General de la Delegación de México ha solicitado que se imprima y distribuya el presente documento que contiene exclusivamente, por una parte, aquellas conclusiones del estudio en cuestión, en las que se proponen determinadas Enmiendas al Proyecto de Dumbarton Oaks; y, por la otra, las Observaciones presentadas por México a la Conferencia Interamericana sobre Problemas de la Guerra y de la Paz, escogiendo entre las anteriores Enmiendas aquellas que mayor trascendencia revisten y redactándolas en forma articulada y paralela a las Proposiciones de Dumbarton Oaks.

4.- ENMIENDAS PROPUESTAS COMO CONCLUSIONES DEL ESTUDIO INTITULADO "OPINION DE LA SECRETARIA DE RELACIONES EXTERIORES DE MEXICO SOBRE EL PROYECTO DE DUMBARTON OAKS PARA LA CREACION DE UNA ORGANIZACION INTERNACIONAL GENERAL". (1)

1.- OTORGAR a la Asamblea las facultades que deben corresponderle en un sistema democrático, por reunir los atributos plenamente representativos del Organismo Internacional General.

2.- PONER las atribuciones del Consejo en consonancia con la ampliación de facultades a que se refiere el anterior inciso.

---

(1) Para el fundamento de estas Enmiendas, véanse los Comentarios de las Secciones respectivas del estudio en cuestión (DOC. 2 G/7 (c).

3.- ESTABLECER un procedimiento democrático para la designación de los miembros del Consejo, aunque haya dos categorías entre éstos de acuerdo con su grado de responsabilidad internacional para el mantenimiento de la paz.

4.- ESTIPULAR claramente que el derecho de cualquier Miembro del Organismo a participar en el Consejo, cuando éste examine una cuestión que le interese directamente, no depende de lo que el Consejo pueda decidir al respecto.

5.- DESVINCULAR del Pacto del Organismo Internacional General las cuestiones tratadas en el Capítulo XII del Proyecto de Dumbarton Oaks, las cuales, para el período de transición exclusivamente, deberían reglamentarse en un Protocolo por separado.

6.- ADOPTAR el sistema de integración universal y obligatoria, aun cuando temporalmente se restrinjan los derechos de los Estados vencidos.

7.- PRECISAR la compatibilidad del Organismo Internacional General, no sólo con los organismos regionales existentes sino también con aquellos que lleguen a crearse en el futuro, a condición, naturalmente, de que sus objetivos no sean incompatibles con los principios y los fines del primero.

8.- INCLUIR en la Constitución del Organismo Internacional General el compromiso de todos los Estados para la incorporación del Derecho Internacional en sus respectivos Derechos nacionales.

9.- INVERTIR el orden establecido entre los fines y los principios del Organismo Internacional General, de manera que éstos pasen a ocupar el primer lugar.

10.- COMPLETAR los principios enumerados en el Capítulo II del Proyecto de Dumbarton Oaks e incorporarlos en una Declaracion de Derechos y Deberes de los Estados que figure como Anexo a la Constitución.

11.- INCORPORAR los derechos humanos esenciales en una Declaración de Derechos y Deberes Internacionales del Hombre, que, lo mismo que el anterior, figure como Anexo al Pacto.

12 - CREAR UN ÓRGANO INTERNACIONAL especializado que vele por la observancia de los principios contenidos en la Declaración a que se refiere el anterior inciso.

13.- REAFIRMAR los principios ya internacionalmente sancionados respecto a pueblos dependientes y organizar un sistema apropiado para la aplicación práctica de tales principios.

14.- ESTABLECER un mecanismo eficiente para que puedan realizarse los "cambios pacíficos" sin que ello quede al arbitrio de las partes.

15.- ESTIPULAR en el caso de que se adopte el procedimiento de unanimidad para las decisiones del Consejo, que, cuando alguno de sus Miembros sea acusado de intenciones o actos de agresión, no se computará su voto para dicha unanimidad.

16.- EN LA MISMA HIPOTESIS, de adopción de la regla de unanimidad para la votación en el Consejo, establecer que, cuando alguno de los Miembros de éste sea parte en una controversia internacional, no se computará su voto.

17.- SUPRIMIR toda restricción a la competencia del Organismo en los casos de controversias internacionales a fin de que pueda siempre aplicarse alguno de los procedimientos de solución pacífica previstos en el Pacto.

18.- ESTIPULAR el registro de todos los tratados en la Secretaría del Organismo Internacional General, como requisito indispensable para su validez.

19.- CAMBIAR la denominación propuesta para el Organismo Internacional General por la "Unión Permanente de Naciones" u otra similar que no implique discriminación contra ningún Estado.

20.- INCLUIR entre los órganos esenciales del Organismo Internacional General al Consejo Económico y Social y excluir de tal enumeración a la Corte Permanente de Justicia Internacional, que sería un órgano autónomo, aunque vinculado con el Organismo.

21.- ESPECIFICAR las principales materias para las que deberán existir órganos especializados complementarios dependientes del Organismo Internacional General.

22.- PRECISAR que, si bien el Consejo deberá estar integrado en forma que pueda funcionar constantemente, en principio se reunirá cada tres meses.

23.- CAMBIAR la mayoría de dos terceras partes establecida para las votaciones de la Asamblea por la de tres cuartas partes.

24.- INCLUIR EN UN ARTÍCULO el otorgamiento de privilegios e inmunidades diplomáticas a los funcionarios de la Asamblea, del Consejo y a los de la Secretaría General que se estime conveniente.

25.- ESTIPULAR las condiciones requeridas para que entre en vigor el Pacto del Organismo Internacional General.

26.- PRECISAR que, en el caso de ratificación o enmiendas, la calidad de Miembro del Consejo se tomará en cuenta en el momento en que se haga el depósito de ratificaciones.

27.- PREVER UN PROCEDIMIENTO para la disolución de la Sociedad de las Naciones y la disposición de su activo y pasivo.

B.- OBSERVACIONES A LAS PROPOSICIONES DE DUMBARTON OAKS PRESENTADAS POR LA DELEGACIÓN DE MÉXICO A LA CONFERENCIA INTERAMERICANA SOBRE PROBLEMAS DE LA GUERRA Y DE LA PAZ (2).

TEXTO DEL PROYECTO DE DUMBARTON OAKS	TEXTO SUGERIDO POR LA DELEGACIÓN DE MÉXICO
CAPÍTULO I	CAPÍTULO I
FINES	FINES
Los fines del Organismo deberían ser:	Los fines del Organismo deberían ser:
1.- Mantener la paz y la seguridad internacionales; y a ese fin...	1.- Mantener la paz y la seguridad internacionales, dentro de un régimen de Derecho, de Justicia y de Equidad; y a ese fin...
3.- Lograr la cooperación internacional en la solución de problemas económicos y sociales y otros problemas humanitarios internacionales; y...	3.- Lograr la cooperación internacional en la solución de problemas económicos y sociales y otros problemas humanitarios internacionales, y promover el respeto a los derechos humanos y a las libertades fundamentales; y...

---

(2) Estas Observaciones, presentadas con fecha 27 de febrero de 1945, fueron redactadas con apego al siguiente método:

a) Limitándose a las que se desprenden del análisis de la parte ya redactada y hasta entonces dada a la publicidad del Proyecto de Dumbarton Oaks, sin hacer mención alguna de las omisiones de que, en opinión de la Delegación de México, adolece dicho documento;

b) Seleccionando entre dichas Observaciones, relativas a la parte ya conocida del Proyecto de Dumbarton Oaks, aquellas que se juzgan esenciales;

c) Presentando tales Observaciones en forma articulada y paralelamente a las disposiciones contenidas en el Proyecto de Dumbarton Oaks, respetando, hasta donde es posible, la presente redacción de este último y subrayando, además, en los textos sugeridos por la Delegación de México las partes que entrañan una innovación sobre los artículos correspondientes del documento que se examina;

d) Haciendo hincapié en el hecho de que tales Observaciones se formulan reservando la entera libertad de acción de la Delegación de México para presentar y defender en la Conferencia de San Francisco todos aquellos puntos suplementarios que se estime oportuno.

230

CAPÍTULO II

PRINCIPIOS

Para lograr los fines puestos en el capítulo I, el Organismo y sus Miembros deberían actuar de acuerdo con los principios siguientes:

1.- El Organismo se fundamenta en el principio de la igualdad soberana de todos los Estados amantes de la paz.

2.- A fin de...

6.- Los Miembros del Organismo se abstendrán de prestar ayuda a Estado alguno contra el cual el Organismo esté tomando acción preventiva o compulsiva.

El Organismo debería garantizar que los Estados que no son Miembros del Organismo actuaran de acuerdo con los principios expuestos, hasta donde fuere

CAPÍTULO II

PRINCIPIOS

Para lograr los fines expuestos en el capítulo I, el Organismo y sus Miembros deberían actuar de acuerdo con los principios siguientes:

1.- El Organismo se fundamenta en el principio de la igualdad soberana de todos los Estados amantes de la paz.

2.- El Organismo garantiza la integridad territorial y la independencia política de todos los Estados Miembros, lo mismo que el respeto a los tratados, dentro de las limitaciones impuestas por los reajustes y revisiones que exija la evolución de las condiciones de convivencia internacional.

3.- Ningún Estado tiene derecho a intervenir, directa o indirectamente, en los asuntos interiores o exteriores de otro.

4.- A fin de...

6.- Los Miembros del Organismo se abstendrán de prestar ayuda a Estado alguno contra el cual el Organismo esté tomando acción preventiva o compulsiva.

El Organismo debería garantizar que los Estados que no son Miembros del Organismo actuaran de acuerdo con los principios expuestos, hasta donde fuere

necesario para mantener la paz y la seguridad internacionales.

CAPÍTULO III

MIEMBROS

1.- Todos los Estados amantes de la paz deberían tener la oportunidad de ser Miembros.

CAPÍTULO V

LA ASAMBLEA GENERAL

APARTADO B:

FUNCIONES Y AUTORIDAD

1.- La Asamblea General debería tener derecho a considerar los principios generales de cooperación para la conservación de la paz y la seguridad internacionales, inclusive los principios que rijan el desarme y regule los armamentos; a discutir todas las cuestiones relativas a la conservación de la paz y la seguridad internacionales que traigan a su consideración cualquier Miembro o Miembros del Organismo o el Consejo de Seguridad; y a hacer recomendaciones con respecto a cual-

necesario para mantener la paz y la seguridad internacionales, dentro de un régimen de Derecho, de Justicia y de Equidad.

CAPÍTULO III

MIEMBROS

1.- Todos los Estados amantes de la paz deberían tener la oportunidad de ser Miembros, debiendo tenderse a que el Organismo llegue a englobar, a su debido tiempo, a todos los Miembros de la Comunidad de las Naciones, sin que ningún Estado pueda permanecer legítimamente apartado de él.

CAPÍTULO V

LA ASAMBLEA GENERAL

APARTADO B:

FUNCIONES Y AUTORIDAD

1.- La Asamblea General tendría competencia para tratar cualquier cuestión que afecte la paz y la seguridad internacionales. En especial, debería tener derecho a considerar los principios generales de cooperación referentes a tales cuestiones, inclusive los principios que rijan el desarme y regulen los armamentos; a examinar los tratados que resulten inaplicables y las situaciones internacionales que se hayan tornado injustas; a

quiera de dichos principios o cuestiones. Cualquier cuestión sobre la cual sea necesario tomar acción, la debería referir la Asamblea General al Consejo de Seguridad ya sea antes de discutirla o después de hacerlo. La Asamblea General no debería hacer, a iniciativa propia, recomendaciones sobre materia alguna relativa a la conservación de la paz y la seguridad internacionales en que el Consejo de Seguridad estuviere interviniendo.

discutir todas las cuestiones relativas a la conservación de la paz y la seguridad internacionales que traigan a su consideración cualquier Miembro o Miembros del Organismo o el Consejo de Seguridad; y a hacer recomendaciones a los Gobiernos y al Consejo de Seguridad con respecto a cualquiera de dichos principios o cuestiones. Cualquier cuestión sobre la cual sea necesario tomar acción la debería referir la Asamblea General al Consejo de Seguridad, ya sea antes de discutirla o después de hacerlo. La Asamblea General tendría no obstante el derecho de presentar también recomendaciones al Consejo de Seguridad sobre tales cuestiones y de hacer que los Miembros de éste comparezcan ante ella, a su debido tiempo, para informarla acerca de cualesquiera medidas que el Consejo de Seguridad haya tomado o piense tomar al respecto. Salvo en las cuestiones consideradas como de emergencia, que requieran acción inmediata, la Asamblea General, a solicitud de la mitad más uno de los Miembros del Organismo, podrá examinar cualquiera resolución adoptada por el Consejo de Seguridad, la que, en tal caso, sólo tendrá definitivamente fuerza obligatoria si la aprueban las tres cuartas partes de las Delegaciones presentes en la Asamblea.

2.- La Asamblea General debería tener autoridad para admitir nuevos Miembros al Organismo a recomendación del Consejo de Seguridad.

2.- La Asamblea General debería tener autoridad para admitir nuevos Miembros al Organismo, por iniciativa propia o a recomendación del Consejo de Seguridad, aunque, en el primero de estos casos, el Consejo de Seguridad, durante los ocho primeros años del Organismo, podría vetar la admisión de un nuevo Miembro, mediante el voto unánime de sus Miembros Semipermanentes.

3.- La Asamblea General debería tener autoridad para, a recomendación del Consejo de Seguridad, suspender del ejercicio de cualesquiera derechos o privilegios inherentes a su condición de Miembros del Organismo, a cualquiera de éstos contra quien el Consejo de Seguridad haya tenido que tomar acción preventiva o compulsiva. El ejercicio de los derechos y privilegios de esa manera suspendido podrá restablecerse mediante decisión del Consejo de Seguridad. La Asamblea General debería tener autoridad para expulsar del Organismo, a recomendación del Consejo de Seguridad, a cualquier Miembro del Organismo que infrinja de manera persistente los principios estipulados en el Estatuto.

3.- La Asamblea General debería tener autoridad para suspender del ejercicio de cualesquiera derechos o privilegios inherentes a su condición de Miembros del Organismo, a cualquiera de éstos contra quien el Consejo de Seguridad haya tenido que tomar acción preventiva o compulsiva. El ejercicio de los derechos y privilegios de esa manera suspendido podrá ser restablecido por la Asamblea General una vez que hayan desaparecido las condiciones que motivaron la suspensión.

4.- La Asamblea General debería elegir los Miembros no permanentes del Consejo de Seguridad y los Miembros...

4.- La Asamblea General debería elegir, apegándose a lo dispuesto en el apartado A del capítulo VI, tanto los Miembros Temporales como los Miembros Semipermanentes del Consejo de Seguridad y los Miembros...

234

APARTADO C: VOTACIÓN

2.- Las decisiones importantes de la Asamblea General, inclusive las recomendaciones con respecto a la conservación de la paz y la seguridad internacionales; la elección de Miembros del Consejo de Seguridad; la elección de Miembros del Consejo Económico y Social; la admisión de Miembros, la suspensión del ejercicio de los derechos y privilegios inherentes a los Miembros, y la expulsión de Miembros; y...

APARTADO C: VOTACIÓN

2.- Las decisiones importantes de la Asamblea General (aparte del examen, en apelación, de las decisiones del Consejo a que se refiere el párrafo 1 del apartado B anterior) inclusive las recomendaciones a los Gobiernos y al Consejo de Seguridad con respecto a la conservación de la paz, y la seguridad internacionales, a la revisión de tratados inaplicables y el reajuste de situaciones injustas, y a la solicitud de información extraordinaria del Consejo de Seguridad; la elección de Miembros del Consejo de Seguridad; la elección de Miembros del Consejo Económico y Social; la admisión de Miembros, la suspensión del ejercicio de los derechos y privilegios inherentes a los Miembros, y el restablecimiento de dicho ejercicio; y...

APARTADO D: PROCEDIMIENTO

1.- La Asamblea General debería celebrar sesiones regulares todos los años, y sesiones especiales cuando la situación lo exigiera.

APARTADO D: PROCEDIMIENTO

1.- La Asamblea General debería celebrar sesiones regulares todos los años, y, cuando la situación lo exigiera, sesiones especiales a las que sería convocada por el Secretario General o a solicitud del Consejo de Seguridad o de la mitad más uno de los Miembros del Organismo.

CAPÍTULO VI

EL CONSEJO DE SEGURIDAD

APARTADO A: COMPOSICIÓN

El Consejo de Seguridad debería componerse de un representante de cada uno de once Miembros del Organismo. Los representantes de los Estados Unidos de América, del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, de la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas, de

CAPÍTULO VI

EL CONSEJO DE SEGURIDAD

APARTADO A: COMPOSICIÓN

El Consejo de Seguridad debería componerse de un representante de cada uno de doce Miembros del Organismo. De éstos, seis, a los que se llamaría Miembros Semipermanentes, deberían ser los Estados cuya responsabilidad para el mantenimiento de la paz

la República de China, y oportunamente, de Francia deberían tener asientos permanentes. La Asamblea General debería elegir seis Estados para cubrir los asientos no permanentes. Estos seis Estados deberían elegirse por un término de dos años, tres de ellos se retirarían cada año, y no podrían sucederse a sí mismos. En la primera elección de los Miembros no permanentes, la Asamblea General debería seleccionar tres miembros para servir un término de un año cada uno de ellos, y tres por un término de dos años.

APARTADO B: AUTORIDAD Y FUNCIONES PRINCIPALES

1.- A fin de asegurar que el Organismo actúe con prontitud y eficacia, los

sea más considerable dentro de la Comunidad Internacional, correspondiendo a la Asamblea General fijar, cada ocho años, cuales son esos Estados. Para el primer período de ocho años, se consideraría que los Estados que reúnen la condición exigida son los Estados Unidos de América, el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas, la República de China, Francia y... (una República de la América Latina.) La Asamblea General debería elegir otros seis Estados a los que se designaría bajo el título de Miembros Temporales para ocupar los seis asientos restantes del Consejo de Seguridad. Estos seis Estados, entre los cuales, hasta la expiración del primer período de los Miembros Semipermanentes, deberían figurar siempre dos de la América Latina, se elegirían por un término de dos años, tres de ellos se retirarían cada año, y no podrían sucederse a sí mismos. En la primera elección de los Miembros Temporales la Asamblea General debería seleccionar tres Miembros para servir un término de un año cada uno de ellos, y tres por un término de dos años.

APARTADO B: AUTORIDAD Y FUNCIONES PRINCIPALES

1.- A fin de asegurar que el Organismo actúe con prontitud y eficacia, los

Miembros del Organismo deberían conferir al Consejo de Seguridad, por medio del Estatuto, responsabilidad original en la conservación de la paz y la seguridad internacionales, y deberían aceptar que en el desempeño de dichas obligaciones de acuerdo con dicha responsabilidad, el Consejo actuaría en su nombre.

Miembros del Organismo deberían conferir al Consejo de Seguridad, por medio del Estatuto, y por un período de ocho años, responsabilidad original en la conservación de la paz y la seguridad internacionales, y deberían aceptar que en el desempeño de dichas obligaciones de acuerdo con dicha responsabilidad, el Consejo actuaría en su nombre durante el período en cuestión, aunque con las limitaciones fijadas en el párrafo 1 del apartado B del capítulo V.

4.- Los Miembros del Organismo deberían comprometerse a aceptar las decisiones del Consejo de Seguridad y a llevarlas a cabo de acuerdo con las disposiciones del Estatuto del Organismo.

4.- Los Miembros del Organismo deberían comprometerse a aceptar las decisiones del Consejo de Seguridad y a llevarlas a cabo de acuerdo con las disposiciones del Estatuto del Organismo, aunque, para aquellas cuestiones que no exijan acción inmediata, podrían recurrir en apelación a la Asamblea, con las restricciones que estipula el párrafo 1 del apartado B del capítulo V.

APARTADO D: PROCEDIMIENTO.

4.- Cualquier Miembro del Organismo debería participar en la discusión de las cuestiones que se trajeran a la consideración del Consejo de Seguridad, cuando el Consejo de Seguridad considerare que los intereses de ese Miembro de Organismo están especialmente afectados.

APARTADO D: PROCEDIMIENTO.

4.- Cualquier Miembro del Organismo debería participar en la discusión de las cuestiones que se trajeran a la consideración del Consejo de Seguridad cuando éstas afecten especialmente a sus intereses, bastando para decidir que tal condición se encuentra cumplida con que, además del Miembro del Organismo en cuestión, así lo estimasen dos de los Miembros del Consejo.

230

5.- Cualquier Miembro del Organismo que no tuviera asiento en el Consejo de Seguridad y cualquier Estado que no fuera Miembro del Organismo, debería invitarse a participar en la discusión de una controversia si es que ese Miembro o Estado es una de las partes en la controversia que está a la consideración del Consejo de Seguridad.

5.- Cualquier Miembro del Organismo que no tuviera asiento en el Consejo de Seguridad, y cualquier Estado que no fuera Miembro del Organismo, debería invitarse a participar en la discusión de una controversia si es que ese Miembro o Estado es una de las partes en la controversia que está a la consideraión del Consejo de Seguridad. Para decidir si llena esa condición, se aplicará el mismo procedimiento indicado en el párrafo anterior.

CAPÍTULO VIII

DISPOSICIONES PARA LA CONSERVACIÓN DE LA PAZ Y LA SEGURIDAD INTERNACIONALES, INCLUSO LA PREVENCIÓN Y SUPRESIÓN DE LA AGRESIÓN

APARTADO A: SOLUCIÓN PACÍFICA DE CONTROVERSIAS

1.- El Consejo de Seguridad debería tener autoridad...

3.- ...El Consejo de Seguridad debería pedir a las partes que arreglaran su controversia por los medios indicados.

4.- ...deberían comprometerse a referirla al Consejo de Seguridad. En cada caso el Consejo de Seguridad debería decidir...

CAPÍTULO VIII

DISPOSICIONES PARA LA CONSERVACIÓN DE LA PAZ Y LA SEGURIDAD INTERNACIONALES, INCLUSO LA PREVENCIÓN Y SUPRESIÓN DE LA AGRESIÓN

APARTADO A: SOLUCIÓN PACÍFICA DE CONTROVERSIAS

1.- El Consejo de Seguridad y la Asamblea General deberían tener autoridad...

3.- ... El Consejo de Seguridad o la Asamblea General debería pedir a las partes que arreglaran su controversia por los medios indicados.

4.- ...deberían comprometerse a referirla al Consejo de Seguridad o a la Asamblea General. En cada caso el Consejo de Seguridad o la Asamblea General debería decidir...

5.- El Consejo de Seguridad debería tener autoridad...	5.- El Consejo de Seguridad y la Asamblea General deberían tener autoridad...
6.- ...El Consejo de Seguridad debería tener autoridad...	6.- ...El Consejo de Seguridad y la Asamblea General deberían tener autoridad...
7.- Las disposiciones de los párrafos I al 6 de este apartado, no deberían aplicarse a situaciones o controversias originadas de cuestiones que, según el Derecho Internacional, son únicamente de la jurisdicción interna del Estado que sea del caso.	7.- Las disposiciones de los párrafos I al 6 de este apartado, no deberían aplicarse a situaciones o controversias originadas de cuestiones que, según el Derecho Internacional, son únicamente de la jurisdicción interna del Estado que sea del caso. Si hubiera divergencia de opiniones al respecto le tocaría decidir a la Corte Internacional de Justicia.
APARTADO B: DETERMINACIÓN DE AMENAZAS A LA PAZ O DE ACTOS DE AGRESIÓN Y ACCIÓN QUE DEBE TOMARSE RESPECTO A ELLOS	APARTADO B: DETERMINACIÓN DE AMENAZAS A LA PAZ O DE ACTOS DE AGRESIÓN Y ACCIÓN QUE DEBE TOMARSE RESPECTO A ELLOS
1.- Si el Consejo de Seguridad creyere que el fracaso en la solución de una controversia mediante los procedimientos indicados en el párrafo 3 del apartado A anterior o de acuerdo con sus recomendaciones al amparo del párrafo 5 de dicho apartado A, constituye una amenaza a la conservación de la paz y la seguridad internacionales, debería tomar cualesquiera...	1.- Si el Consejo de Seguridad o la Asamblea General creyere que el fracaso en la solución de una controversia mediante los procedimientos indicados en el párrafo 3 del apartado A anterior o de acuerdo con sus recomendaciones al amparo del párrafo 5 de dicho apartado A, constituye una amenaza a la conservación de la paz y la seguridad internacionales, el Consejo de Seguridad debería tomar cualesquiera...
2.- En general, el Consejo de Seguridad debería determinar...	2.- El Consejo de Seguridad o la Asamblea General debería determinar...

3.- El Consejo de Seguridad debería tener autoridad...

9.-...La Comisión debería componerse de los Jefes de Estado Mayor de los Miembros Permanentes del Consejo de Seguridad...

APARTADO C: ARREGLOS REGIONALES

1.- Nada en el Estatuto del Organismo debería impedir la existencia...

CAPÍTULO X

LA SECRETARÍA

1.- Debería haber una Secretaría que consistiera de un Secretario General y del personal que fuere necesario...

CAPÍTULO XI

ENMIENDAS

...que fueren Miembros Permanentes del Consejo de Seguridad.

3.- El Consejo de Seguridad, previa decisión de la Asamblea General, debería tener autoridad...

9.-...La Comisión debería componerse de los Jefes de Estado Mayor de los Miembros Semipermanentes del Consejo de Seguridad.

APARTADO C: ARREGLOS REGIONALES

1.- El sistema Interamericano, que puede hoy considerarse como la Organización internacional continental más completa y adelantada, será compatible con el Organismo. Nada, en el Estatuto de éste, debería impedir tampoco la existencia...

CAPÍTULO X

LA SECRETARÍA

1.- Debería haber una Secretaría que consistiera de un Secretario General y del personal que fuere necesario y que sería seleccionado con miras a integrarlo sobre la base de la más amplia representación internacional.

CAPÍTULO XI

ENMIENDAS

...que fueren Miembros Semipermanentes del Consejo de Seguridad.

CAPÍTULO XII

SOLUCIONES TRANSITORIAS

1.- En tanto empezaren a regir el acuerdo o los acuerdos especiales a que se refiere el párrafo 5, apartado B del capítulo VIII, y a tenor con las disposiciones del párrafo 5 de la Declaración de las Cuatro Potencias firmada en Moscú el 30 de octubre de 1943, los Estados que son parte en dicha Declaración deberían consultarse entre sí y consultar también con otros miembros del Organismo, cuando la ocasión surgiere, a fin de tomar en nombre del Organismo la acción conjunta que fuere necesaria para conservar la paz y la seguridad internacionales.

2.- Ninguna disposición del Estatuto debería impedir acción alguna con respecto a Estados enemigos tomada o autorizada como resultado de la presente guerra por los Gobiernos que tuvieren responsabilidad para tomar o autorizar dicha acción.

(Tomando en cuenta la materia de los dos artículos del presente capítulo de Dumbarton Oaks, la Delegación de México estima inconveniente que éstos se incluyan en la Constitución del Organismo Internacional General, ni siquiera como "soluciones transitorias", sino que las cuestiones de que ahí se trata deberían ser reglamentadas en un Protocolo por separado. El incorporarlas como se ha hecho, en el Pacto del Organismo Internacional General que va a crearse, entrañaría, para éste, una falta original de tanta o mayor trascendencia que la que, tan a menudo, se reprochó al Pacto de la Sociedad de las Naciones debido a su vinculación con el Tratado de Versalles.)

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 2 (FRENCH)*
G/7 (d) (1)
May 5, 1945

GENERAL

VENEZUELA
31 octobre 1944

(TRADUCTION)

OBSERVATIONS DU GOUVERNEMENT DU VENEZUELA SUR LES RECOMMANDATIONS ADOPTEES A LA CONFERENCE DE DUMBARTON OAKS

Le Gouvernement du Vénézuéla a fait étudier par ses organismes qualifiés les recommandations adoptées à la Conférence de Dumbarton Oaks par les délégations des Etats-Unis d'Amérique, de Grande-Bretagne, d'URSS et de Chili, sur la création d'une organisation à qui seront confiées le maintien de la paix générale et la décision sur les litiges internationaux susceptibles de menacer ou de détruire cette paix. Elle se formule à cet égard les observations suivantes:

INTRODUCTION

L'organisme qu'il est question de fonder est, en principe, fondé sur l'expérience de la S. D. N., avec un certain nombre de modifications et d'amplifications que ces auteurs ont estimé opportun d'apporter pour l'adapter aux circonstances actuelles. Il n'y a aucune doute que les bases de la nouvelle organisation de la paix démontrent la bonne volonté qui existe pour perfectionner et renforcer les relations internationales et que, par conséquent, elles méritent dans leur ensemble une ferme adhésion. Mais, si l'on étudie certains de leurs détails, ces bases semblent marquées plutôt un retour à un système d'alliance permanente des grandes puissances représentées au Conseil, sans tenir suffisamment compte des droits et aspirations de ce qu'on appelle moyennes ou petites nations. Pour justifier cette tendance on invoque la nécessité d'éviter la dispersion de pouvoirs de la nouvelle institution, en les concentrant dans des organismes comprenant un nombre de membres plus restreint, et, par conséquent, plus efficaces pour remédier aux défauts qu'on attribue à la S. D. N. Cette thèse est défendable, mais il n'est que plus important d'indiquer d'emblée dans le projet qu'il a l'intention de concentrer tous les pouvoirs entre les mains d'un petit nombre de nations, sans porter pour cela

*[Une première édition de ce document, moins complète que celle-ci, portant le symbole G/7 (d) a paru en langue anglaise seulement.]

préjudice aux intérêts légitimes des autres nations. Là réside le défaut fondamental que nous trouvons dans le projet.

La nouvelle institution n'a pas été conçue, ainsi que l'ensemble du système le démontre, comme un centre d'action pour rétablir et réglementer la paix telle qu'elle résulte des traités qui pourront être conclus, ni même comme un organisme de coopération entre les grands pays en guerre contre l'Axe, pour formuler les conditions de cette paix. Ainsi qu'on l'a fait à Versailles, les Nations Unies se réservent pleine liberté d'action pour résoudre les questions sur lesquelles il faudra se prononcer à la fin de la guerre, et les dispositions transitoires prévoient que "Aucune disposition de la Charte ne devrait faire obstacle aux mesures prises ou autorisées, vis-a-vis des Etats ennemis et comme suite à la présente guerre, par les Gouvernements responsables de ces mesures" c'est-à-dire que la tâche de défendre et de maintenir la paix est laissée à la nouvelle institution bien qu'elle ne joue aucun rôle dans les négociations qui auront abouti à cette paix; d'autre part, on ne voit aucune possibilité de reviser les traités ou de modifier des situations qui pourraient menacer à nouveau la paix ou porter atteinte à la justice. Telle est la critique fondamentale qui avait été adressée à juste titre aux travaux de Versailles et qu'il faut adresser à nouveau aux propositions actuelles.

Bien que nous sachions parfaitement qu'il est impossible à l'heure actuelle, et dans les conditions où se trouve le monde, que l'organisme futur intervienne dans la détermination des conditions de paix, il semble que tout ce qui permettrait à cet organisme d'exercer une action modératrice, de prévenir certains excès et d'exercer un contrôle éventuel sur l'application des grands principes humanitaires de la Charte de l'Atlantique et de la déclaration de Moscou, soit désirable. On pourrait aussi contribuer efficacement à éviter de retomber dans certaines erreurs notoires.

Un des reproches les plus sévères que l'on ait adressé à l'organisation de Genève au sujet du texte du Pacte, sur le caractère diffus et vague de ses termes et l'imprécision de ses principes fondamentaux. Cette méthode a de chauds défenseurs parce qu'elle laisse au fonctionnement de l'institution une grande souplesse et permet la constitution d'une jurisprudence adaptée aux conditions changeantes de la vie internationale; d'autres lui attribuent la faiblesse et l'inefficacité de la Société des Nations. La controverse se poursuit. Dans le projet de Dumbarton Oaks, on a adopté volontairement semble- t-il la formule souple au lieu de la formule rigide et beaucoup des dispositions qu'il contient sont sujettes à des interprétations variées et peuvent être appliquées de manière tres différentes. La méthode a des avantages

parce qu'elle peut s'adapter à des situations différentes, mais on peut aussi lui reprocher de ne pas préciser la portée de certains des devoirs et des obligations essentiels des membres de l'organisation, qui sont ainsi laissés à l'interprétation peut-être arbitraire que pourront leur donner les organismes chargés d'appliquer la Charte.

On peut signaler avec satisfaction l'ampleur et l'importance que donne ce projet, dans la vie de l'organisation à créer, aux préoccupations sociales et économiques; en effet leur exécution est confiée à un organisme indépendant du Conseil de Sécurité et du Secrétariat général, et qui ne dépend que de l'Assemblée. On peut donc être assuré que cet organisme sera en mesure d'accomplir un travail efficace. Cependant, il est à remarquer que le projet ne parle pas de l'organisation du travail et nous avons l'intention de revenir plus loin sure cette question. Nous constatons également que le projet ne traite pas d'un certain nombre de questions dont la décision avait été confiée à l'institution de Genève ou à des organismes connexes ni d'un certain nombre d'autres questions qu'une fraction importante de l'opinion publique considérait comme essentielle. Nous citerons par exemple les très importantes questions des mandats, de la protection des pays dépendants, de la coopération dans le domaine intellectuel, financier, monétaire, ou dans celui de l'hygiène, du trafic des stupéfiants, de la traite des blanches. Un certain nombre de ces questions pourraient, à strictement parler, rentrer dans le cadre des principes formulés, si l'on veut leur donner une large application; il vaudrait intérêt cependant à mentionner la compétence de l'organisation générale dans ces différents domaines, afin de lui permettre de poursuivre avec une ardeur renouvelée l'oeuvre féconde déjà accomplie à Genève.

EXAMEN DES PROPOSITIONS

Nom de l'Organisation Internationale

On a adopté l'expression de "Nations Unies", pour essayer de perpétuer ainsi en temps de paix l'organisation ou entente créée pour la guerre par la Déclaration de Washington du 1er Janvier 1942--déclaration qui a été signée par vingt-sept Etats et qui s'est accru par la suite de nouvelles adhésions. Sans doute, pour une institution de ce genre, le titre n'a qu'une importance secondaire. Il convient cependant de se rappeler que des organisations internationales n'existent surtout que par l'appui général de l'opinion publique et que celle-ci est extrêmement sensible aux facteurs psychologiques. Pour cette raison, alors que nous tentons de créer une union pour l'avenir et que nous espérons lui donner un caractère permanent, il ne semble pas très approprié de donner à une organisationde paix une appellation qui perpétue le souvenir d'une association de guerre.

D'autre part, il est permis de supposer que le nom propose implique la suppression de la distinction qui existe

aujourd'hui entre "les Nations Unies" et "les Nations associées" et qu'il découle du principe de l'égalité de toutes les nations. Mais même s'il en est ainsi, étant donné les précédents connus, le titre adopté ne correspond pas à l'universalité de l'institution.

CHAPITRE I

B U T S

Dans l'exposé des buts de l'organisation, on donne une liste qui paraît être limitative. Or il peut en exister d'autres tout aussi importants mais qui ne sont pas mentionnés dans le texte même, si l'on tient compte du fait que les expressions utilisées dans ce chapitre ont un sens très large. Il ne semble pas opportun de laisser aux membres ou aux organismes autorisés des pouvoirs discrétionnaires d'interprétation sur des questions primordiales telles que celles qui sont mentionnées à la fin de l'introduction. En tout cas toute liste qui donne l'impression d'être limitative semble dangereuse, car il est impossible de prévoir tous les cas et l'on peut craindre que l'application restrictive vienne à prévaloir.

CHAPITRE II

PRINCIPES

Le principe de base de l'organisation (NO 1) est celui de l'égalité souveraine de tous les Etats "épris d'un idéal de paix" et, d'après le chapitre III, seuls ces Etats "devraient pouvoir être membres de l'organisation." Ce concepte des "états épris de paix", souvent exprimé par les chefs des principales nations unies, paraît juste et naturelle en temps de guerre, mais une fois la guerre terminée elle se révèle vague et imprécise étant donné que, la paix une fois créée, aucun Etat n'aura le désir et la possibilité de reconnaître, sans se déshonorer qu'il n'est pas "épris d'un idéal de paix". Qui donc devra déterminer quels sont les Etats épris de paix? Les principales Nations unies, agissant conformément à leur propre critère? Sera-ce l'assemblée générale? Le projet ne le précise pas et c'est là une lacune importante. Il ne faut pas que les préjugés et les haines qui ont surgi dans la chaleur du combat se projettent indéfiniment sur l'avenir et viennent falsifier ou fausser, dans la période d'après guerre, les fondements mêmes d'une coopération internationale sincère.

L'idéal serait d'établir une institution de caractère universel, au sein de laquelle tous les Etats régulièrement

reconnus auront le droit d'occuper une place à condition qu'ils soient disposées à se soumettre aux obligations at à pratiquer des principes qui sont à la base même de l'institution. De même aucun Etat ne devrait avoir le droit de rester en dehors de la communauté internationale organisée, par retrait volontaire ou par voie d'expulsion. Les Etats agresseurs qui ont provoqué le conflit actuel se verraient en principe accorder le droit de devenir membres de l'institution lorsqu'ils auraient satisfait aux conditions nécessaires qui on aurait pu leur imposer (désarmement integral, democratisation de leurs institutions, démonstration de leur volonté sincère de collaborer avec la communauté des nations, etc.) et de devenir membres au moment que déciderait l'Assemblée. Du point de vue politique, le meilleur moyen de surveiller les Etats dangereux est précisément de les admettre parmi les membres de l'organisation chargés de maintenir la paix et de les soumettre, en leur qualité de membres, à toutes les conditions nécessaires pour déceler et prévenir toute infraction aux principes de paix. Du point de vue moral, on peut dire que tout Etat exclu se sentirait blessé dans son amour-propre et ne serait jamais disposé à coopérer de bonne foi avec les autres. Les exemples de Versailles et de Genève sont à cet égard concluants. La majorité des juristes anglo-saxons qui ont étudié la question ont préconisé la solution bienveillante.

En outre, le principe énoncé au paragraphe final de ce chapitre, qui obligerait les Etats non-membres à se conformer aux règles de l'institution et à en assumer les obligations, s'avère contraire aux postulats juridiques, tout au moins aussi longtemps que la paix n'est pas troublée, et donnerait lieu à des controverses qu'il serait très difficile de trancher dans l'état présent du droit international. La difficulté serait automatiquement éliminée si l'universalité de l'organisation était reconnue, même si certains Etats se voyaient imposer des conditions pour l'exercice de leur plein droit d'adhésion.

Au cas où l'idée proposée dans le projet devait prévaloir, il serait nécessaire d'attribuer de façon expresse à l'Assemblée le pouvoir de décider si un Etat doit être ou non considéré comme entrant dans le cadre des dispositions du Statut.

CHAPITRE III

Membres

Il est inutile de répéter ici ce qui vient d'être énoncé sur la constitution même de l'organisation et le droit d'y adhérer. Il est nécessaire, par contre, de demander ce que

l'on entend ici par le terme "tout Etat". Cette question a fait l'objet de discussions nourries à Versailles, en raison de l'opposition de plusieurs thèses. Certains prétendaient que seuls des Etats jouissant d'une pleine indépendance pouvaient être représentés; selon d'autres avis, il suffisait que le gouvernement soit autonome, comme dans le cas des Dominions Britanniques, alors que selon une troisième thèse, des colonies ou possessions ayant atteint un certain degré de développement ou d'autonomie administrative, telles que l'Inde, par exemple, devaient être admises. Le Pacte de la Société des Nations a reconnu qu'outre les Etats, Dominions ou colonies expressément nommés dans l'annexe, dont certains ne jouissaient pas d'une complète indépendance, "tout Etat, Dominion ou Colonie, qui se gouverne librement" peut être admis, selon ce que décide l'Assemblée. Le projet ne précise et ne détermine pas le concept d'Etat, pas plus qu'il ne parle des dominions, colonies, etc. Un certain nombre d'Etats semi-indépendants chercheront sans doute à faire partie de l'institution et, il est à prévoir qu'étant donné les intérêts politiques en jeu, l'ancienne controverse ne manquera pas de se rouvrir.

Si la formule indéterminée adoptée dans le projet subsiste, le devoir de déterminer si une nation est ou non un "etat" devra expressément incomber à l'Assemblée.

CHAPITRE IV

Principaux Organes

Le Conseil Economique et Social, qui apparaît comme un organe autonome, dépendant seulement de l'Assemblée, est omis, peut-être involontairement, de la liste des principaux organes.

CHAPITRE V

L'Assemblée Générale

Section A.- Tous les Etats Membres seront représentés à l'Assemblée Générale, comme c'était le cas à la Société des Nations. Le projet laisse au Statut de la nouvelle organisation le soin de déterminer le nombre de représentants que chaque membre pourra nommer à l'Assemblée. Dans le Pacte de Versailles, ce nombre était limité à un maximum de trois; mais en fait, la majorité des Délégations avaient une représentation plus nombreuse par la désignation d'adjoints, de conseillers, d'experts, etc. La limitation du nombre des représentants était motivée par la crainte que les grands Etats puissent envoyer des Délégations comprenant

un nombre important de délégués, et que les petits Etats ne puissent en faire autant, ce qui risquait de blesser leur amour-propre. En fait, trois délégués n'étaient pas suffisants pour représenter un Etat qui était membre des 6 commissions générales, des commissions spéciales et des nombreuses sous-commissions. L'expérience de Genève a démontré que cet argument n'était pas exact. C'est le fait de n'accorder qu'une voix à chaque membre, quel que soit le nombre de délégués, qui est important. Il serait donc préférable de ne pas limiter le nombre de représentants à l'Assemblée, et de laisser ce point à la discrétion de chaque Etat, afin qu'il puisse accorder une représentation aux différents partis, tendances au sein du Gouvernement ou de l'opposition, et assurer ainsi une plus grande stabilité de la politique suivie par l'organisation. Le fait que chaque membre ne dispose que d'une seule voix est assuré par le paragraphe C.

Section B. Fonctions et pouvoirs.

Nº 1. - L'Assemblée examinera les principes généraux de coopération ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris le sujet des armements, ne discutera des questions intéressant la paix et la sécurité internationales qu'à la requête du Conseil de Sécurité ou d'un membre. Elle aura, dans ce cas, le pouvoir de décision, selon le projet, mais devra soumettre la question au Conseil de Sécurité. De même, l'Assemblée ne pourra pas, de sa propre initiative, faire aucune recommandation sur une question ayant trait au maintien de la paix lorsque le Conseil de Sécurité s'occupe de cette question. L'Assemblée sera donc convertie en un organe purement consultatif, pour des questions théoriques et des principes généraux. Elle ne pourra agir que par voie de recommandations, jamais de sa propre initiative lorsqu'il s'agit de questions politiques importantes, et il suffira au Conseil de commencer une enquête sur l'une quelconque de ces questions pour la soustraire à la compétence de l'Assemblée. Tous les pouvoirs réels seront concentrés entre les mains du Conseil, et l'Assemblée deviendra un organe pratiquement inutile.

On peut en déduire, en conséquence, que la formule adoptée dans le projet est excessive à l'égard de l'Assemblée, et qu'il faudra chercher un meilleur équilibre entre les deux organes. Un manque de confiance dans les possibilités d'agir d'organes composés d'un grand nombre de membres s'explique, et il est compréhensible que, dans le cas de questions ayant une grande importance politique, on juge préférable de donner des pouvoirs plus étendus au Conseil de Sécurité; mais cette

tendance ne devrait pas aller jusqu'à retirer l'efficacité et tout pouvoir d'action aux representants de l'ensemble des Etats pour les concentrer dans les mains de quelques-uns d'entre eux. Parmi les attributions de l'Assemblée qui pourraient faire obstacle à l'efficacité du Conseil de Sécurité, et à l'action exclusive de ce Conseil, il faudrait trouver un compromis qui établierait un meilleur équilibre entre ces deux organes et reserverait à l'Assemblée au moins le pouvoir d'exercer un contrôle sur certaines décisions du Conseil, soit de sa propre initiative, soit à la suite d'un appel émanant d'une partie intéressée.

N° 2 - Cette partie du projet dispose que l'admission de nouveaux membres dans l'institution aura lieu en vertu d'une résolution votée à la majorité des deux-tiers par l'assemblée et d'une recommandation du Conseil. L'Assemblée est ainsi dépouillée de toute initiative en matière d'admission de nouveaux membres et il semble qu'on ne lui ait laissé que le droit d'opposer son veto à l'admission d'un nouveau membre recommandé par cet organisme. La règle traditionnelle et invariable dans ce genre d'organisation est que l'admission du nouveau membre appartient exclusivement à l'organisme ayant pouvoir de décision, c'est à dire à l'Assemblée Générale, et il n'y a rien là que de naturel et de logique. C'était le cas à la Société des Nations. En supprimant le droit d'initiative de l'assemblée et le subordonnant à une recommandation du Conseil de Sécurité, on semble donc introduire une mutilation inutile et peu opportune des pouvoirs de l'assemblée.

Nº 3. Le projet prevoit deux dégrés de pénalisations pour les membres qui ne respectent pas les décisions de l'Organisation, à savoir: 1°-la suspension de l'exercice des droits et privilèges des membres, décidée à l'assemblée à la majorité des deux tiers, le Conseil de Sécurité conservant le droit de reintégration, au cas ou les mesures preventives ou coercitives de l'Organisation sont entrées en application; 2°-l'expulsion prononcée par l'Assemblée Générale sur recommendation du Conseil de Sécurité pour violation persistante des principes inscrits dans l'accord. Le texte ne precise pas si l'expulsion sera définitive ou si, au contraire, elle peut être prononcée pour une certaine période, ou si elle peut être révoquée au cas où l'Etat interessé se soumettrait à certaines exigences ou à certaines restrictions. C'est là une omission qui semble d'importance.

La suspension des droits et des privilèges est une pénalisation qui correspond à des fautes graves telles que celles qui déclenche l'application de mesures préventives ou de sanctions, et il est naturel qu'une mesure aussi sévère soit du domaine de

150

l'Assemblée Générale. Il apparait, en revanche, illogique et incompatible avec les pouvoirs conférés à chaque organisme que la réintegration d'un membre qui s'est rendu coupable de manquements d'une telle gravité puisse être prononcée par le Conseil de Sécurité sans la moindre intervention de l'Assemblée. Ce qui serait naturel et normal serait que le Conseil propose à l'Assemblée de révoquer la mesure qu'elle a prise elle-même, et qu'il appartienne à cette dernière de statuer. On ne saurait objecter qu'une telle procédure pourrait retarder la réintégration d'un membre important jusqu'à la réunion de l'assemblée, car il suffirait de faire remarquer que l'éventualité d'une mesure d'une telle conséquence justifierait amplement la convocation d'une assemblée extraordinaire.

La suspension ayant été décidée, pour une durée plus ou moins longue et assortie des pénalisations correspondantes, les conditions d'une réintégration éventuelle ayant été établies, nous ne voyons pas quelle est la raison d'être de l'expulsion. Lorsqu'un Etat persiste à violer ses obligations de membre de l'Organisation internationale, il est logique de le pénaliser de la façon la plus sévère, au point de vue militaire, pour le contraindre à respecter les principes de l'institution et pour suspendre l'exercice de ses droits et privilèges jusqu'à ce qu'il se plie aux conditions qui lui ont été imposées. Une expulsion définitive signifierait le rejet permanent d'un Etat hors de la société internationale; ce serait pour lui la mort civile avec toutes ses conséquences. L'exclusion pour une période déterminée ou l'exclusion conditionelle n'ajouteraient rien à la suspension. Bien plus, l'exclusion définitive est contraire a l'idéal d'universalité de l'institution.

Nº 5. L'Assemblée devra répartir les dépenses entre les membres et approuver le budget; toutefois aucun principe n'est fixé comme base de cette répartition. C'est là en effet une des questions les plus délicates et les plus sujettes à controverse dans des organisations de cette nature. On a proposé différents systèmes de répartition fondés: (a) sur l'étendue du territoire--mais on objecte alors qu'il y a des pays dont le territoire est étendu mais qui sont peu peuplés et pauvres; par conséquent, ce système ne peut pas être pris comme base; (b) la population--mais de même on objecte qu'il y a des pays de population nombreuse et qui sont peu prospères, alors que d'autres sont riches tout en comptant peu d'habitants; (c) un pourcentage du budget de chaque pays--mais on objecte qu'il y a des pays dont les budgets sont gonflés par des circonstances particulières; (d) un pourcentage du revenu national;--mais il est généralement difficile dans la pratique d'évaluer ce revenu--; (e) le chiffre des échanges commerciaux internationaux,--

mais là encore, il se produit cette difficulté que certains pays, comme le Vénézuéla, voient le volume de leur commerce augmenté par des conditions particulieres à leur économie, tandis que d'autres, comme la Grande-Bretagne, possèdent d'énormes sources de richesses, recettes invisibles, qui sont indépendantes de leur commerce. En général aucun système ne peut suffire à lui seul à déterminer une répartition équitable des dépenses; à la Société des Nations, il avait été admis que l'on devait avoir recours à des méthodes empiriques qui approcheraient autant que possible le barême idéal et qui consistaient a etablir des pro rata au moyen d'unités calculées d'après une combinaison de ces divers systèmes. Cette méthode paraît être la plus juste et la plus à recommander. En tout cas, le Vénézuéla ne pourrait accepter, en raison des particularités de son économie, une répartition fondée soit sur l'étendue de son territoire, soit sur le montant de son budget, soit sur le chiffre de son commerce extérieur; il serait plutôt favorable à une répartition fixee sur la base d'unites calculées a Genève.

Section C. Votes. Nº 2. Quand l'Assemblée a à connaître de différends susceptibles d'affecter la paix ou d'affaires qui intéressent directement certains Etats, ces Etats ne devraient pas être admis à voter sur leurs propres cas, en vertu de ce principe du droit naturel qui ne permet pas d'être à la fois juge et partie.

Section D. Nº 7. Procédure. L'Assemblée Générale se réunira une fois par an en session ordinaire et, quand la situation l'exigera, en sessions extraordinaires. Il paraît expédient, afin d'éviter toute tendance parmi les membres a empêcher le recours à l'Assemblée, au cas où celle-ci ne serait pas en session, d'indiquer qu'elle se réunira en session extraordinaire sur convocation du Secrétaire-Général toutes les fois qu'un nombre minimum de ses membres, à déterminer, le demandera.

CHAPITRE VI

Le Conseil de Sécurité

Certaines des questions les plus importantes qui, d'après le projet de Dumbarton Oaks, doivent être étudiées, se rapportent à la composition et aux principaux pouvoirs et fonctions du Conseil de Sécurité, ainsi qu'aux modalités de vote ou de procédure. Aucune décision n'a été prise à l'égard de certains problèmes discutés au cours des conférences--yc compris celui qui est peut-être le plus important pour l'avenir de l'Organisation internationale.

Le texte du projet de Dumbarton Oaks nous suggère les observations particulières ci-après:

Section A. Composition. Le nombre total de membres est fixé; 5 d'entre eux sont permanents et non soumis à élection; la Grande Bretagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'Union des Républiques Soviétiques-Socialistes, la Chine et, le moment venu, la France (nous supposons que la récente reconnaissance du gouvernement de ce dernier pays permettra de l'incorporer immédiatement dans ce groupe), et six seront élus par l'Assemblé Générale à la majorité des deux-tiers des Membres présents et votant, pour occuper les sièges non-permanents pendant une période de deux ans, trois d'entre eux se retirant chaque année. A la première élection, trois seront choisis pour une période d'un an, afin de permettre le renouvellement de la moitié des membres non-permanents. Ces derniers ne seront pas immédiatement rééligibles; mais la durée de cette période de non rééligibilité n'est pas précisée. D'après le texte, il semble qu'ils seront rééligibles après une période de deux ans.

Le nombre de onze membres suffirait à éviter l'inconvénient d'un Conseil limité aux quatre ou cinq grandes puissances, et d'un élargissement excessif de cet organisme, qui pourrait entraver ou même paralyser son action au moment d'un conflit. Le Traité de Versailles prévoyait un Conseil composé de huit membres (dont quatre permanents et quatre élus à tour de rôle), et permettait au Conseil moyennant l'approbation de la majorité de l'Assemblée, d'augmenter le nombre de ses membres et même de créer de nouveaux sièges permanents. A la suite de demandes successives de la part de divers pays, le Conseil décida de porter le nombre de ses membres à onze Etats, puis à quatorze, et enfin à seize. De plus, après la signature du Traité de Locarno, un nouveau siège fut créé en faveur de l'Allemagne, qui obtient un siège permanent au Conseil, à condition de donner son adhérence à la Société des Nations. Le sytème fut complété par la création de sièges quasi-permanents à l'intention de certaines Puissances qui étaient considérées comme des Puissances moyennes. La tendance à l'élargissement de la composition du Conseil se manifestait constamment et ses effets n'étaient pas toujours bienfaisants.

Le système rigide qui nous est proposé présente des avantages et des inconvénients. Il ferme la porte à certaines revendications, généralement injustifiées, de la part de certains Etats qui voudraient se faire représenter au Conseil, surtout pour des considérations de prestige; mais il s'oppose également à des revendications de droits ou de positions qui ne sont pas toujours fondés sur des raison secondaires. Cela pourrait décourager certains Etats et empêcher le retour sincère à l'Union internationale de certains autres qui n'accepteraien pas de collaborer sans avoir une représentation permanente.

Si nous ne voulons pas retomber dans les erreurs de

Genève, il ne serait pas prudent de stimuler des revendications nationales d'ordre secondaire et de transformer ainsi le Conseil en organisme incapable de prendre des décisions. Il ne serait pas utile non plus de fermer la porte à l'avenir. Il nous resterait le remède qui consisterait à porter des amendements au Statut--ce qui n'est pas toujours possible ou opportun.

L'exemple de Genève montre que la répartition des sièges soulèvera des difficultés. Il existe deux tendances bien connues à cet égard. Celle de la répartition universelle, si possible par tirage au sort, des sièges revendiqués par certains pays qui se figurent qu'ils n'auraient pas autrement, et dont ils seraient privés en raison de leur situation ou de leur force; celle d'une répartition fondée sur une région, une race, une religion, un régime politique ou juridique, ou sur une tradition culturelle ou linguistique, etc...Tel fut le principe de la Société des Nations, et l'expérience a démontré qu'il était approprié. La difficulté réside dans son application. Il serait juste de donner au moins trois sièges aux pays de l'Amérique latine, et d'en réserver d'autres aux Etats moyens ou petits de l'Europe occidentale et orientale, ainsi qu'à tout les Dominions britanniques, les pays de la Confédération arabe naissante et, si possible, à d'autres systèmes régionaux. Nous examinerons ces problèmes régionaux et leurs conséquences dans une autre section de ces observations. La seule question à poser ici est celle de savoir s'il y aura assez de place pour tant de pays.

Section B. Principaux Pouvoirs et Fonctions.

No 1. Cette section prévoit une si vaste délégation de pouvoirs par l'Organisation internationale au Conseil de Sécurité que, sous sa forme actuelle, elle semble pratiquement inacceptable. Il est inutile de revenir sur les arguments qui avaient été présentés sur ce point; mais nous devons toutefois répéter qu'une telle délégation de pouvoirs peut être reconnue si l'Organisation centrale--c'est à dire, l'Assemblée Générale--est dotée des facultés de surveillance nécessaires, et si les Etats membres ont la possibilité d'y faire appel; d'autant plus que tous le membres du Conseil seront représentés à l'Assemblée. Pour un conflit de caractère juridique, ou susceptible d'être réglé par des moyens judiciaires, il faudrait tenir compte des observations respectives contenues dans le présent rapport.

Section C. Vote. On doit remarquer que, sur cette question, deux tendances diverses sont apparues. Si les conclusions de Dumbarton Oaks sont adoptées, le Conseil de Sécurité, comme on

l'a dit, deviendra l'axe de l'Organisation. Indépendamment de l'action de l'Assemblée Générale et du Conseil, le projet américain et anglais maintiendrait apparemment le principe suivant lequel l'un quelconque des Etats permanents pourrait opposer son veto à l'application de sanctions à un Etat agresseur, s'il avait l'appui de deux membres non-permanents. On peut apprécier toute la portée de cette proposition si l'on considère que l'Etat membre permanent ne pourra pas voter au cas où la plainte aurait été portée contre lui; et que, d'autre part, il suffirait pour les membres non-permanents de réunir cinq voix sur les six qui leur reviennent pour s'opposer de la même manière à toute action coercitive. Nous savons que les Russes n'ont pas admis que l'une des quatre ou des cinq grandes puissances puisse se voir refuser le droit de vote même dans le cas où elle serait l'agresseur éventuel. Selon les communiqués officiels, la Conférence s'est séparée sans être arrivée à un accord complet. Izvestia, le journal soviétique officiel, a publié à l'arrivée de Churchill à Moscou la thèse russe en vertu de laquelle les membres permanents désiraient avoir les mains libres et agir comme ils l'entendraient sans être soumis à un contrôle quelconque. L'opposition anglo-américaine à une telle thèse est plus que justifiée.

Section D. Procédure. No. 1. Il est prévu que le Conseil de Sécur serait organisé de telle manière qu'il pourrait fonctionner sans interruption et que chaque Etat serait représenté d'une manière "permanente" au siège de l'Organisation. Le Conseil pourrait tenir des réunions en d'autres lieux quand il estimerait que sa tâche s'en trouverait facilitée. Il tiendrait également des sessions périodiques auxquelles chacun des membres pourrait être représenté, s'il le désirait, par un membre du Gouvernement ou par quelqu'autre représentant spécialement désigné.

L'idée ne semble pas claire et pourrait faire naître des doutes sur la continuité des réunions du Conseil ou leur périodicité.

L'expérience de Genève indique clairement que lorsque des questions graves étaient en cause, les chefs de gouvernements, les ministres des Affaires Etrangères ou des personnages pleinement autorisés à représenter leur pays, assistaient aux travaux du Conseil. En d'autres circonstances, la présence des seuls délégués permanents était suffisante. Il était ainsi facile d'éluder les engagements en envoyant à certaines discussions des hommes de second plan qui ne pouvaient agir sans instructions de leur gouvernement. La même difficulté apparaît à nouveau. La permanence du Conseil est souhaitable en principe; mais elle peut présenter ce danger qui caractérise toutes les institutions politiques nationales et internationales, de faire naître ou d'entretenir les différends en raison de la nécessité de justifier son existence. Entre les deux tendances, l'une qui consiste à éluder les questions afin de ne/s'engager sur le plan politique et l'autre qui consiste

pas

à intervenir dans les différends qui relèveraient du domaine d'autres institutions, le choix est difficile. Le problème serait beaucoup moins grave pour l'Amérique si nos méthodes particulières de règlement pacifique demeuraient intactes. La valeur que présenterait le Conseil, qu'il soit permanent ou qu'il se réunisse d'une manière occasionnelle, dépendra des pouvoirs qui lui seront conférés, et non de la manière dont on fixera ses réunions.

Le projet ne comporte aucune disposition relative au nombre des représentants qu'un Etat membre pourrait avoir au Conseil de Sécurité. Le principe appliqué à Genève était de n'en prévoir qu'un. Il suffirait de lui donner les suppléants nécessaires.

Nos. 4 et 5. Il est prévu que si le Conseil estime que tel membre de l'Organisation est particulièrement intéressé à une cause, il peut être invité à participer à la discussion. De même, tout membre qui n'est pas représenté au Conseil et qui est partie à un différend international, doit être invité par le Conseil de Sécurité à prendre part à la discussion relative à ce différend. Cette idée ne correspond à aucun précédent connu. Il faut l'étendre afin d'éviter qu'il appartienne exclusivement au Conseil de Sécurité d'admettre ou d'exclure un Etat qu'il considère comme ayant ou non un intérêt dans l'affaire en discussion. Il y a deux possibilités, à savoir que l'Etat ou les Etats qui se considèrent eux-mêmes comme directement intéressés abusent de la bonne foi du Conseil, afin d'éviter une action préventive ou coercitive, et compliquent la question par leur présence injustifiable; ou que le Conseil ne tienne pas compte des droits d'un Etat non représenté au Conseil. L'expérience de Genève ne laisse pas beaucoup d'illusions pour le cas où il est nécessaire d'appliquer aux grandes puissances certains principes. Quelle que soit la répartition envisagée, il paraîtrait opportun de chercher à garantir les droits des nations moyennes et petites sans entraver l'action du Conseil dans l'Organisation Générale. Si le Conseil imposait une décision sans entendre les parties intéressées, il courrait le risque de négliger des droits évidents. Il s'agit, tout en sauvegardant l'exercice de ses droits, d'éviter de paralyser l'action du Conseil. Deux moyens peuvent être indiqués: soit que l'Etat qui juge que ses intérêts sont mis en jeu par le différend puisse en appeler à l'Assemblée de la décision du Conseil qui refuse de l'entendre, ce qui a pour conséquence inévitable de ralentir ou d'arrêter l'action du Conseil; ou que soit prévue, afin d'éviter de retarder le règlement d'affaires qui peuvent avoir des effets graves sur la paix internationale, la possibilité pour une minorité spéciale de deux ou trois membres permanents ou non permanents, de contraindre le Conseil à entendre les arguments de l'Etat qui n'est pas représenté dans son sein.

CHAPITRE VII

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Nos. 1 et 2. Le Chapitre VII du Projet, estime qu'on doit créer une Cour Internationale de Justice qui sera le principal organe judiciaire de l'Organisation. Cette Cour sera constituée en vertu d'un statut qui fera partie du statut de l'Organisation.

Or, ce Chapitre laisse de côté l'importante question de savoir quel sera le caractère de la juridiction de cette Cour. Il serait opportun d'établir d'une façon définitive le caractère obligatoire de la juridiction de la Cour pour les conflits d'ordre juridique.

On a dit que l'insertion de cette clause, qui aurait pour effet d'imposer à chaque membre l'obligation de recourir à la Cour pour régler une controverse juridique avec un autre membre, constituerait un obstacle à l'adhésion de certains pays. Cependant, le moment semble propice, et il est peu probable qu'une des Nations Unies renonce à devenir membre de l'Organisation pour échapper à cette obligation, puisqu'à d'autres égards, l'Organisation impose des restrictions individuelles beaucoup plus grandes, au profit de la communauté. En tout cas, si cela arrivait, on pourrait atténuer le caractère obligatoire de cette clause, en admettant, par exemple, qu'elle ne deviendrait effective qu'après une date déterminée. En tout cas, la Cour elle-même devrait déterminer, en présence d'un différend, si le conflit est de nature juridique ou politique.

No. 3. Ici, le projet considère deux possibilités: (a) le statut de la Cour serait le statut actuel de la Cour Permanente de Justice Internationale, qui resterait ainsi en vigueur avec les modifications qu'on jugerait opportun d'y introduire; (b) on ferait un nouveau statut pour la préparation duquel le statut de la Cour de La Haye servirait de base.

La première solution semble plus pratique et plus efficace.

Dans son ensemble, l'Organisation de la Cour actuelle est excellente, et il suffirait d'y introduire quelques modifications, telle que la réduction du nombre des Juges qui est généralement considéré comme très élevé, l'octroi d'une autonomie financière, etc.

Nos. 4 et 5. Si l'universalité est un caractère désirable pour toute institution d'ordre international, il n'en est aucune où sa nécessité se fasse sentir avec plus de force que dans la Cour Permanente de Justice. Il semble que le projet de Dumbarton Oaks l'a compris lorsqu'il déclare que "les conditions dans lesquelles les Etats non membres de l'Organisation pourraient devenir parties au Statut de la Cour Internationale de Justice devraient, dans chaque cas, être déterminées par l'Assemblée Générale, sur la recommandation du Conseil de Sécurité."

en alléguant qu'elle porte atteinte à sa souveraineté,

Nous estimons que la condition d'une recommandation préalable de la part du Conseil pourrait faire obstacle à de nouvelles adhésions au statut de la Cour; pour cette raison, il semble indiqué de préciser que l'Assemblée Générale déterminera dans chaque cas les conditions auxquelles les Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation pourront devenir parties au Statut de la Cour Internationale de Justice.

CHAPITRE VIII

Arrangements pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris la prévention et la répression de l'agression.

Il est inutile d'insister sur l'importance des points qui sont discutés dans ce chapitre. Les chapitres précédents énoncent les principes généraux de l'Organisation et règlent sa structure intérieure. Le Chapitre VIII établit les règles d'action de cette Organisation dans ses fonctions les plus sérieuses et les plus importantes, c'est-à-dire dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, la prévention et la suppression de l'agression.

Le lien étroit qui existe entre les diverses recommandations de ce Chapitre, ainsi que l'opportunité et la nécessité de parvenir à une compréhension unitaire et intégrale des problèmes qu'il soulève, nous incitent à rédiger un commentaire général que nous compléterons d'observations relatives à chacun des points qui méritent une attention particulière.

Lorsqu'on l'étudie dans son ensemble, le Chapitre inspire les réflections suivantes:

1) les pouvoirs essentiels de l'Organisation internationale pour le règlement des litiges internationaux sont concentrés entre les mains du Conseil de Sécurité, c'est-à-dire entre les mains d'un instrument politique qui subira forcément quel que soit le système de vote adopté, une forte influence, par la volonté et les intérêts des Etats membres permanents.

2) Les pouvoirs du Conseil ne sont pas seulement larges du point de vue du caractère presque exclusif de sa compétence, mais aussi du point de vue de l'emploi discrétionnaire qu'il peut en faire. En effet, il a implicitement pleins pouvoirs pour décider dans chaque cas, s'il existe ou non une controverse, et si la controverse exige ou non l'intervention de l'Organisation.

3) L'ignorance qui existe encore sur le système de vote au Conseil confère un caractère provisoire et aléatoire à tout jugement sur le système actuel de solution de conflits. En tout cas, le principe préconisé dans le projet, aux termes duquel le Conseil est le principal organe en l'occurence, soulève cette question, aussi importante que difficile: si l'unanimité est exigée,

l'organisme peut être privé d'efficacité; si c'est une simple majorité qui est exigée, ces décisions seront privées d'autorité morale et d'assistance matérielle effective.

4) Les pouvoirs du Conseil, dans ce domaine, sont difficiles à limiter d'une manière générale en faveur de l'Assemblée qui, en raison du nombre des parties qui la composent, est moins capable de fonctionner d'une façon décisive et active, et au sein de laquelle, en outre, les oppositions politiques qui se sont manifestées au Conseil se dessineront avec beaucoup plus de relief.

5) Par contre, s'il s'agit de la solution des différends, les pouvoirs du Conseil sont plus susceptibles de limitation en faveur de la compétence de la Cour Internationale, en tant que le Conseil représente un organisme qui examine ces controverses d'après un criterium de droit et d'équité. Ce fait est plus évident encore si l'on considère qu'une augmentation des pouvoirs de l'Assemblée vis-à-vis des pouvoirs du Conseil, peut apparaître comme une augmentation des pouvoirs relatifs des petites et moyennes puissances, c'est-à-dire des puissances qui auront la plus petite responsabilité dans le maintien de la paix, alors qu'une augmentation des attributions de la Cour en face de celles du Conseil apparaîtrait comme un renforcement du principe du droit, et du sentiment de solidarité internationale.

Il est opportun de signaler que le criterium idéal consisterait à déférer la solution des controverses internationales devant la Cour Internationale ou un organisme indépendant d'arbitrage, et de confier au Conseil la mission de discuter de telles décisions et d'imposer à n'importe quel Etat présent au conflit l'intervention de l'organisme indiqué ci-dessus. Toutefois, nous reconnaissons les difficultés que cette solution idéale pourrait présenter dans la situation internationale actuelle. A toute éventualité, nous indiquons les orientations générales suivantes:

Premièrement: L'intervention du Conseil de Sécurité et de la Cour Internationale de Justice doit être exclue dans les cas où d'autres moyens pacifiques de solution des conflits sont en cours, soit qu'ils proviennent d'accords particuliers signés par les Etats, soit qu'ils proviennent de l'existence de groupes régionaux.

Deuxièmement: Tous les conflits de nature juridique doivent être soumis obligatoirement à la Cour Internationale de Justice, lorsque les moyens pacifiques ont échoué; de même, en cas de désaccord, on doit attribuer à la Cour le pouvoir de déterminer la nature du conflit.

Troisièmement: On doit organiser une possibilité d'intervention aussi grande que possible pour la Cour de Justice Internationale dans les autres conflits, c'est-à-dire dans les conflits dits politiques, au moyen de la publication d'avis juridiques qui pourront être demandés par le Conseil, l'Assemblée, ou tel ou tel Etat, sur des points que la Cour elle-même estime susceptibles de faire l'objet d'un avis juridique.

Quatrièmement: Il conviendra de favoriser les mesures nécessaires de coercition prises par le Conseil de Sécurité pour l'exécution des décisions de la Cour et des autres organismes qui, d'après le statut, peuvent être considérés comme une expression de la volonté de la communauté internationale, ainsi que pour obliger les Etats à respecter l'intervention des organes internationaux.

Nous aborderons maintenant l'analyse des Sections et Paragraphes du Chapitre; étant donné les liens essentiels existant entre toutes ces Sections et le caractère excessivement vague de plusieurs de leurs expressions, on doit considérer qu'elles sont complétées et interprétées par ce que nous venons de dire plus haut.

Section A

No.1. Ce paragraphe soulève la question que certains des paragraphes suivants reprennent, à savoir: si un pouvoir inquisitorial excessif du Conseil peut devenir un moyen d'activer et d'enflammer les litiges plutôt qu'un système de garantir la paix. Dans ce sens, et sans négliger le principe qui sert de base à ces préceptes, on estime préférable de donner au Conseil autorité de faire une enquête sur les litiges où les moyens pacifiques ordinaires ont échoué et où le maintien de la paix et de la sécurité internationales est mis en péril. En tout cas, l'interprétation raisonnable de ces principes accorderait au Conseil des pouvoirs plus que suffisants pour qu'il puisse exercer efficacement ses attributions.

No.3. Conformément à ce qui a été exprimé ci-dessus, la dernière phrase de cet alinéa semble inutile, car il semble plus prudent de déterminer que le Conseil doit s'abstenir de prendre connaissance des cas où une procédure de règlement pacifique est en cours.

No.4. On devrait y établir une distinction entre les controverses juridiques, que les Etats devraient s'engager à soumettre à la Cour Internationale, et les autres litiges, que les Etats devraient envoyer au Conseil de Sécurité, avec cette réserve expresse et importante que, si l'on ne pouvait parvenir à un accord, la Cour doit déterminer la nature du litige.

No.5. Conformément à ce qui a été dit aux Nos.1 et 3, il semble opportun d'indiquer que l'intervention du Conseil se produira après que les moyens ordinaires de règlement du litige auront échoué.

No.6. Pour que ce texte soit en harmonie avec celui du No.4, les litiges relevant d'un règlement juridique doivent être renvoyés dans tous les cas devant la Cour Internationale de Justice. De même, l'Assemblée et tout Etat membre de la communauté des Nations doivent avoir également le droit d'obtenir l'avis de la Cour, et, en cas de désaccord sur la nature d'un conflit, ou sur la compétence de la Cour, celle-ci devra être le seul organe qualifié pour déterminer sa propre compétence.

No.7. Ce paragraphe ne soulève aucune observation si, comme on peut le croire, l'autorité internationale correspondante, c'est-à-dire, la Cour Internationale, l'Assemblée ou le Conseil, est l'organisme autorisé, pour déterminer quelles questions, aux termes du droit international, relèvent de la juridiction intérieure d'un Etat. En tout cas, étant donné l'importance du problème, un amendement semble nécessaire pour rendre évidente cette interprétation.

Section B

No.1. Ce paragraphe détermine les règles d'action du Conseil en cas d'échec dans la recherche d'une solution d'un litige. Il rend évident une fois de plus le caractère discrétionnaire des actes du Conseil. Dans ce sens, il semblerait opportun de le compléter en attribuant au Conseil le devoir d'exécuter les décisions de la Cour Internationale et d'imposer sa juridiction aux Etats qui refusent de la respecter. De même, il semble que le Conseil devrait avoir la mission d'imposer sa propre intervention et les décisions, prises par lui ou par l'Assemblée, qui ont force juridique obligatoire, même si l'importance et l'opportunité de cette mission sont largement conditionnées par la structure et les fonctions qu'on donnera en dernier ressort à ces deux organismes.

No.3. Le Gouvernement venezuelien estime que le Conseil devrait avoir qualité pour déterminer quelles mesures, d'ordre diplomatique, économique ou autre, mais exclusives du recours à la force armée, seront employées pour donner effet à ses décisions, ainsi que pour inviter les membres de l'Organisation à appliquer lesdites mesures. Celles-ci pourraient comprendre l'interruption totale ou partielle des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radiotélégraphiques et autres, de même que la rupture des relations diplomatiques et économiques. On pourrait y ajouter des mesures financières qui renforceraient les mesures diplomatiques et économiques. En outre, l'énumération qui a été faite est complète et elle comprend tout ce qu'on peut souhaiter dans cet ordre d'idées.

No.4. Au cas où les mesures indiquées ne conviendraient pas ou seraient insuffisantes, le Conseil devrait avoir qualité pour adopter toutes autres mesures qu'il jugerait nécessaires pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales--c'est-à-dire, le recours à la force. Ce genre de mesures pourrait consister en démonstrations en un blocus et en d'autres opérations aériennes, navales ou terrestres par les armées des membres de l'Organisation.

La charge que ferait peser sur les membres de l'Organisation la stipulation qui vient d'être énoncée pose une question grave et délicate tout particulièrement pour les petits pays qui n'ont, d'ordinaire, qu'un potentiel militaire restreint. Cette circonstance, ainsi que d'autres qui pourraient également être notées, devrait être prise spécialement en considération.

No.5. Aux fins du paragraphe précédent, l'on a imposé aux membres de l'Organisation l'obligation de mettre à la disposition du Conseil de Sécurité, lorsque celui-ci le demande, et conformément à l'accord général ou à des accords spéciaux conclus entre eux, les forces armées, les facilités et l'assistance nécessaires au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Ledit accord ou lesdits accords prévoiront l'ampleur et la nature des forces, le genre de facilités et l'aide qui sera fournie. L'accord général ou les accords spéciaux seraient conclus aussitôt que possible et, dans chaque cas, soumis à l'approbation du Conseil de Sécurité et à la ratification des Etats signataires conformément à leur procédure constitutionnelle.

L'on devrait déterminer, aussi approximativement que possible, dans ces accords, quel genre de collaboration militaire

pourrait être requise de façon que l'Etat intéressé connaisse l'étendue de ses obligations. Si nous comprenons bien, lesdits accords indiqueraient la manière dont les dépenses afférentes aux opérations militaires seraient réparties.

La conclusion d'accords spéciaux exigeant dans chaque cas des mesures d'ordre législatif pourrait constituer un obstacle sérieux au point de vue de l'efficacité des mesures édictées par le Conseil de Sécurité. C'est ainsi que le refus de la part de quelques Etats de ratifier ces accords ou les retards qui pourraient survenir de ce fait pourrait avoir pour effet de suspendre une action répressive rapide et opportune. C'est pour cette raison qu'un accord de portée générale, annexé au pacte, serait préférable sous réserve, bien entendu, des règles constitutionnelles des Etats intéressés, un tel accord prévoyant, une fois pour toutes, lacollaboration militaire que doivent fournir les Etats. Cela n'empêcherait pas, toutefois, la conclusion d'accords spéciaux non soumis à la ratification législative et inspirés du même esprit.

No.6. Une autre obligation est imposée aux membres de l'Organisation qui devront tenir des contingents de forces aériennes nationales en état de disponibilité immédiate pour être utilisés dans des actions de coercition internationales. L'importance et le degré de préparation de ces contingents ainsi que les plans d'action seraient déterminés par le Conseil de Sécurité avec l'aide d'un Comité d'Etat-Major et selon les dispositions de l'accord, ou des accords spéciaux, visés au No.5 ci-dessus. En ce qui concerne la contribution d'ordre militaire, le critère pourrait être, entre autres éléments d'appréciation et pour des raisons évidentes, la proximité géographique, l'intérêt légitime et le potentiel militaire de chaque Etat.

No.7. Il est prévu dans ce paragraphe que l'action qui est nécessaire pour donner effet aux décisions prises par le Conseil de Sécurité en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales devrait être une action concertée de la part de tous les membres de l'Organisation ou de certains d'entre eux, selon ce que déciderait le Conseil de Sécurité. Cette action incomberait aux membres de l'Organisation agissant "de leur propre chef et par l'intermédiaire des organismes spécialisés et offices appropriés dont ils sont membres".

Le sens de la dernière partie de ce paragraphe a besoin d'être précisé.

No.8. Les plans pour l'utilisation des forces armées devraient être établis par le Conseil de Sécurité avec l'aide

du Comité d'Etat-Major visé au paragraphe 9 ci-dessous.

Afin de doter le Conseil de Sécurité d'un organisme consultatif compétent en matières militaires qui pourrait en même temps prendre le commandement des forces mises à sa disposition et assurer la direction stratégique des opérations, un Comité d'Etat-Major a été créé dont les fonctions et les attributions sont fixées par le paragraphe suivant.

No.9. Le Comité d'Etat-Major aurait donc pour fonctions de conseiller et d'aider le Conseil de Sécurité dans toutes les questions ayant trait aux besoins militaires impliqués par le maintien de la paix et de la sécurité internationales, dans l'utilisation et le commandement des forces mises à sa disposition ainsi que dans la règlementation des armements et, le cas échéant, dans le désarmement. Le Comité en question dépendant du Conseil de Sécurité, il devrait avoir la responsabilité de la direction stratégique de toute force armée mise à la disposition du Conseil. Le Comité devrait être composé des Chefs d'Etat-Major, des membres permanents du Conseil de Sécurité ou de leurs représentants. De même, il devrait inviter tout membre de l'Organisation non représenté en permanence auprès du Comité de se joindre à celui-ci lorsque l'intérêt de la tâche qu'il a à accomplir exige qu'il participe à ces travaux. Les questions relatives au commandement des forces devraient être tranchées ultérieurement.

A part le fait qu'une objection pourrait être formulée à la composition restreinte de l'Etat-Major général, réservé aux membres permanents du Conseil de Sécurité, le Gouvernement venezuelien estime indispensable que tout Etat apportant sa collaboration militaire soit représenté et dispose d'une voix au sein dudit Comité.

No. 11. Le dernier paragraphe de la Section B prévoit que tout Etat, membre ou non de l'Organisation, qui se trouverait en présence de problèmes économiques spéciaux résultant de l'application de mesures adoptées par le Conseil de Sécurité, devrait avoir le droit de consulter ledit Conseil pour la solution de ces problèmes.

Dans le cas prévu par cette disposition, il apparaît nécessaire non seulement que l'Etat intéressé ait un droit de consultation mais encore que le Conseil de Sécurité ait le devoir d'adopter des mesures tendant à résoudre les difficultés où se trouve ledit Etat.

Section C . Arrangements régionaux.

No.1 En matière d'organisation régionale, le projet s'écarte résolument de la formule timide du pacte de la Société des Nations qui déclarait à l'Article 21 que les engagements internationaux, tels que les traités d'arbitrage, et les ententes régionales, comme la Doctrine de Monroe, qui assurent le maintien de la paix, n'étaient considérés comme incompatibles avec aucune des disposition du pacte. Il était donc à peine reconnu que des engagements de cette nature pussent continuer à subsister entre les membres de la Société des Nations parce qu'ils ne tombaient pas sous le coup des abrogations automatiques prévues à l'Article 20 du pacte et l'on n'encourageait nullement le genre de fonction que les groupements partiels--régionaux ou continentaux--sont appelés à remplir en vue de régler certaines affaires qui leur sont particulières et d'unifier les différents groupes nationaux afin de consolider l'action morale et matérielle du tout pour le plus grand bien des idéals défendus par l'Organisation mondiale. Le principe de l'acceptation des organisations régionales n'avait pas été formulé alors dans des termes précis et son domaine d'application n'avait pas été délimité, ce qui fut une erreur qu'il s'agit maintenant de corriger.

D'autre part, le projet indique qu'aucune des dispositions du Statut ne devrait s'opposer à l'existence d'arrangements et d'organismes régionaux dont l'activité est compatible avec les buts et les fins de l'Organisation générale et qui ont été créés pour traiter des questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales et se prêtant à des solutions régionales. De cette façon, se trouvent reconnues des situations de fait créées par des groupes de pays qui, en vertu de liens naturels de solidarité et d'intérêts communs, ou mus par d'autres causes contingentes, cherchent à unifier leur action dans le domaine des relations internationales et à facilité le règlement de leurs propres différends dans les limites de cette organisation partielle.

Le Conseil de Sécurité devrait "encourager", comme il est dit dans le projet lui-même, le règlement des conflits locaux par l'intermédiaire de ces institutions régionales soit sur l'initiative des Etats intéressés ou soit parce qu'ils ont été portés devant eux par le Conseil lui-même. La proposition est trop vague pour être accueillie sans objection. On ne sait pas exactement quelle serait l'étendue des pouvoirs du Conseil en l'espèce, c'est-à-dire si son intervention serait limitée à une simple recommandation et à un appui donné à l'action régionale pour le règlement du conflit en question,

le Conseil s'abstenant de toute intervention directe dans la question pendant que se déroule la procédure sur le plan national ou si au contraire il lui serait loisible, en prenant texte de l'expression "encourager" qui ne le lierait pas nécessairement à l'inaction, prendre le parti d'agir immédiatement en faisant valoir que la question en litige requiert impérieusement son intervention directe. Nous comprenons que, dans le projet, les détails de l'organisation des groupes ou des systèmes régionaux dans le cadre de l'Organisation générale ne soient pas indiqués mais il est nécessaire de s'étendre sur certains aspects fondamentaux de cette question afin d'assurer le bon fonctionnement des entités régionales à l'intérieur du système mondial. Il faut tenir compte des difficultés inhérentes à la coordination du Statut et du mécanisme des organisations partielles avec ceux de l'Organisation générale, et s'efforcer d'éviter des conflits de juridiction qui pourraient compromettre la stabilité et le prestige de l'ensemble du système. Il est donc nécessaire de mettre l'accent sur ce qui a déjà été dit, à savoir que lorsqu'il s'agit d'une question locale, le Conseil de Sécurité doit s'abstenir de toute intervention si une procédure de règlement régional est en cours et se limiter à remplir le rôle d'instance suprême au cas où la méthode suivie se révélerait incapable de conduire au règlement du différend.

No.2 Il est prévu que le Conseil de Sécurité se servira des organisations régionales pour appliquer les mesures coercitives qui dépendent de lui, c'est-à-dire pour mettre en vigueur n'importe quelle mesure, si cette voie lui paraît convenable, mais que l'autorisation du Conseil est indispensable pour toute action ou pour toute mesure fondée sur les accords régionaux.

Il ne s'agit plus maintenant du fonctionnement de procédures pacifiques, mais de l'application de sanctions d'ordre militaire, économique ou autre. On reconnaît fort bien la nécessité d'établir une coopération serrée entre l'Organisation générale et les organisations régionales afinde prévenir les conflits et de favoriser le succès matériel de ces organisations. On reconnaît aussi la nécessité de subordonner l'action des groupes régionaux à l'autorité du système, de façon à empêcher que la stabilité de celui-ci ne soit compromise par cette action qui doit lui être intégrée et le consolider. Toutefois, la proposition sous examen, dans le cadre général du projet qui tend à donner des pouvoirs excessifs au Conseil de Sécurité, ne laisse pas de présenter certaines difficultés pour tout régime qui, à l'instar du régime inter-américain, se trouve

lui-même en situation d'étudier et d'adopter des mesures destinées à préserver ou à rétablir la paix régionale ou continentale. En fait, les intérêts contraires ou l'indifférence d'une grande puissance membre du Conseil suffiraient pour que ces mesures restent lettre morte. L'affaire tomberait alors automatiquement dans la sphère d'activité du système général sans qu'ait été réalisée la condition sus-indiquée d'incapacité, de la part du groupe régional, de résoudre le conflit et d'écarter la menace à la paix. Un tel état de choses ébranlerait l'autorité morale de l'Organisation régionale, provoquerait son affaiblissement et sa désagrégation progressive ou, tout au moins diminuerait son esprit de coopération en faveur de l'Organisation mondiale.

Il y a plus, l'autorisation préalable du Conseil pourrait entrainer des retards capables de neutraliser les effets de mesures de caractère impératif. Pour écarter cette objection, il serait sage d'envisager les possibilités d'application de ces mesures sous réserve de réexamen de la part du Conseil.

Il est vrai, en outre, qu'une totale indépendance accordée aux organisations régionales en matière d'application de sanctions d'un caractère local comporterait de grandes difficultés et pourrait donner lieu à des oppositions entre continents et régions ou susciter une politique dangereuse d'isolement continental. Le goût de la domination et de la prépondérance sur le reste du monde ou la théorie de l'équilibre des pouvoirs entre différentes organisations régionales renaîtraient; en conséquence, il convient d'étudier soigneusement le problème; il pourrait être résolu peut-être par le recours à un mode de vote spécial au sein du Conseil et lorsqu'il s'agit d'autoriser des mesures régionales de coercition. Une méthode semblable pourrait être appliquée en matière de révision de mesures coercitives en cours sur le plan local. La répartition des sièges dans les fonctions électives dont nous avons parlé ci-dessus est en rapport étroit avec cette question. Au reste, il conviendrait de tenir compte, en dépit des difficultés que rencontre son application, de la thèse qui veut que les petits Etats, membres du Conseil, doivent représenter convenablement les différentes régions du globe car cette condition, conjuguée avec l'établissement de règles spéciales concernant les décisions à prendre dans les matières dont nous venons de parler, enlèverait de leur force aux objections que nous avons rapportées et offrirait peut-être les meilleures garanties qui pourraient être fournies dans ce domaine aux organisations régionales.

CHAPITRE IX

Dispositions relatives à la coopération économique et sociale sur le plan international

Section A. But et relations.

No.2 Les auteurs du projet reconnaissent, dans ce Chapitre, la nécessité d'améliorer les conditions de vie économiques, sociales et spirituelles des peuples comme prélude à l'établissement et au maintien des relations pacifiques et amicales entre eux et confient ces tâches à l'Assemblée Générale en premier lieu puis, sous son autorité, à un Conseil Economique et Social. Ils prévoient également l'établissement de relations entre l'Organisation et chacune des institutions spécialisées en matière économique, sociale et autre, dans des conditions qui seraient définies par un accord entre le Conseil Economique et Social et les autorités compétentes de l'institution spécialisée, sous réserve de l'approbation de l'Assemblee Générale. Il est prévu, en outre, que les institutions en question posséderont, dans leurs domaines respectifs, les responsabilités que stipulent leurs statuts.

Ainsi qu'on pourra l'observer, aucune distinction n'est faite entre les organisations déjà existantes et celles qui pourraient être créées pour renforcer l'action du Conseil Economique et Social en vue d'atteindre les buts qu'il lui appartient d'atteindre. Il semble donc que le Bureau International du Travail nouerait des relations avec le Conseil de la facon envisagée dans le projet. Il n'est pas dit quels principes directeurs devraient orienter ces relations et,dans des cas comme celui qui vient d'être cité, la question n'est pas sans importance. L'oeuvre accomplie par le Bureau International du Travail est bien connue de tous et il est manifeste que son activité inspire confiance au monde entier. La preuve en est facile à trouver dans la récente charte de Philadelphie qui confère des pouvoirs étendus à l'Organisation Internationale du Travail. Dans ces conditions, il semble indiqué d'étudier la possibilité de déterminer les relations devant exister entre le Conseil Economique et Social et les diverses organisations spécialisées. Ces dernières garderont-elles en tout ou en partie leur autonomie d'action, en se bornant à faire rapport périodiquement au Conseil Economique et Social sur leurs activités et à coordonner ces activités avec celles du Conseil ? Existera-t-il plusieurs catégories parmi ces offices ou organisations, du point de vue de leur autonomie, ou seront-elles subordonnées entièrement au Conseil Economique et Social qui en sera, en quelque sorte, le couronnement ? Quel sera le statut juridique des décisions de Philadelphie concernant le Bureau International du Travail au point de vue de la concurrence pouvant se manifester entre cette institution et le Conseil Economique et Social ? La solution de toutes ces questions et de nombre d'autres devrait au moins être indiquée à l'avance afin de faciliter les accords ultérieurs et l'éta-

blissement d'une autorité véritable dans ce domaine.

Section B. Composition et vote.

Il appartiendrait à l'Assemblée Générale d'élire, pour un mandat de trois ans, les dix-huit Etats qui seront représentés au Conseil Economique et Social où chacun disposera d'un siège avec le droit de vote. Les décisions seront prises à la majorité simple des représentants présents et votants.

Aucun critère n'est prévu pour choisir les Etats qui seront membres du Conseil et c'est ainsi que surgira le conflit entre les deux tendances discutées à propos du Chapitre VI. Adoptera-t-on le système de la répartition universelle par voie de tirage au sort ou bien préférera-t-on une répartition par régions, races, religions, régimes politiques et juridiques, traditions culturelles ou linguistiques ? Ces deux systèmes seront-ils combinés ? En tout état de cause, le problème se posera au moment de l'élection et il serait bon d'en hâter la solution.

En outre, l'effectif nombreux du Conseil Economique et Social et le caractère temporaire du mandat de ses membres ne garantirait pas toujours une représentation directe ou indirecte à un Etat dans les discussions qui le concernent ou qui l'intéressent d'une façon quelconque. En conséquence, il devrait être admis que les Etats intéressés par une question auront droit à un siège et à une voix au sein du Conseil lors de l'examen de cette question. Ainsi, chaque Etat n'aura pas à redouter qu'une décision soit prise dans son dos et il sera plus facile de déterminer le critère applicable à l'élection des membres du Conseil Economique et Social.

Afin de déclancher la participation en question, il serait décidé que l'Etat qui s'estime intéressé devrait s'adresser au Conseil et pourrait faire appel à l'Assemblée en cas de refus, avec les retards ou les interruptions qu'impliquerait un tel recours, ou bien que le vote favorable émis par une minorité des membres du Conseil est suffisant pour faire recevoir la demande de l'Etat en cause.

Section D. Organisation et Procédure.

No.1 Le Conseil Economique et Social créerait une Commission Economique, une Commission Sociale et telles autres Commissions qu'il jugerait nécessaires, toutes ces Commissions seraient composées d'experts. Il aurai t aussi son Secrétariat doté d'un personnel permanent.

Le projet ne précise pas le nombre des membres ni la composition des commissions à créer mais, comme il est naturel, il formule la condition indispensable de compétence. Néanmoins, le projet devrait souligner qu'il serait souhaitable d'indiquer expressément le droit de tout Etat membre de l'Organisation de participer aux travaux desdites Commissions conformément à la tradition suivie avec d'heureux résultats à Genève.

No.2 Le projet prévoit également la conclusion d'accords prévoyant que les institutions spécialisées participeront "sans voter" aux délibérations du Conseil Economique et Social et à celles des Commissions qu'il pourrait créer.

Cette proposition semble se rattacher directement avec ce qui a été dit sur la détermination des principes directeurs applicables aux relations entre les institutions spécialisées et le Conseil Economique et Social. Nous avons l'impression que la formule tend à préserver l'autonomie des institutions tout en leur recommandant de participer aux activités du Conseil sur une base uniquement consultative. De cette facon, elles n'interviendraient que comme conseillers dans les questions de leur compétence. Et l'on pourrait se demander si un tel système est suffisant pour permettre au Conseil de s'acquitter de ses fonctions coordinatrices telles qu'elles sont prévues dans la Charte et si l'apparente autonomie laissée aux institutions serait compatible avec l'évidente subordination qu'impliquerait l'exercice de ces attributions. C'est pour ce motif qu'il est bon d'insister sur les observations formulées au sujet du No. 2 de la Section A du Chapitre afin que soit établi, dans le projet définitif, un régime clair et précis destiné à permettre le succès du mécanisme prévu dans le domaine économique et social par le moyen d'une centralisation réelle des efforts conjugués des institutions et de leurs Comités sans oublier, bien entendu, le rôle que le régionalisme devra jouer dans les activités d'ordre technique. De cette facon, la subordination des organismes techniques à l'institution politique internationale garantira leur unité de fonctionnement et la coordination de leurs activités.

CHAPITRE X

Secrétariat

No.1 Le Secrétariat serait composé du Secrétaire Général et du personnel nécessaire. Le Secrétaire Général serait le principal fonctionnaire administratif de l'Organisation et serait élu par l'Assemblée Générale sur la recommandation du Conseil de Sécurité pour une période et à des conditions à déterminer dans la Charte.

Sans aucun doute il appartiendra au rédacteurs du Règlement de préciser quel sera le personnel du Secrétariat mais peut-être l'attention pourrait-elle être attirée sur la nécessité d'admettre dès maintenant un poste de Secrétaire ou des postes de Secrétaire-adjoint étant donné les importantes fonctions qui devront être confiées à ces agents et de façon à ne pas laisser cette question aux seuls rédacteurs du Règlement. Nous rappellerons,à cet égard, que l'Article 6 du Pacte de la Société des Nations mentionnait expressément ces fonctionnaires. En outre, la question de la durée du mandat du Secrétaire pourrait être étudiée et mise en pleine lumière. Il semble que dans le plan qui a été proposé on ait admis l'hypothèse qu'une durée sera assignée aux fonctions du Secrétaire et que par là on se soit écarté du précédent de la Société des Nations dont le Pacte ne prévoyait aucune durée quelle qu'elle fût.

En ce qui concerne le mode d'élection du Secrétaire, il convient d'observer que le choix d'une personne qui ne serait pas recommandée par le Conseil de Sécurité resterait sans efficacité puisque cette recommandation est requise pour que l'Assemblée puisse exercer la fonction qui lui est confiée. Ainsi, le pouvoir attribué à l'Assemblée est très relatif et il reviendrait presque, dans certains cas, à une élection du Secrétaire par le Conseil de Sécurité. Le Pacte de la Société des Nations confiait cette nomination au Conseil, avec l'approbation de la majorité de l'Assemblée, sauf dans le cas du premier Secrétaire qui se trouvait désigné dans l'annexe au Pacte. L'idée de l'élection du Secrétaire par l'Assemblée est accueillie avec satisfaction mais, pour le motif qui a été indiqué, il serait peut-être bon que le Conseil présentât un choix de trois candidats.

No.3 Nous avons déjà signalé dans le présent texte qu'un meilleur équilibre doit être ménagé entre les pouvoirs conférés au Conseil et ceux, très peu nombreux, qui sont laissés à l'Assemblée et nous nous sommes élevés contre l'éventualité rendue possible par cette circonstance que l'on aboutisse à une organisation pour ainsi dire morte, dépourvue de tout droit si ce n'est celui d'énoncer des principes et des recommandations d'ordre général sans valeur réelle. En conséquence, et pourvu que les pouvoirs de l'Assemblée soient élargis, nous verrions avec plaisir que le droit du Secrétaire Général de prendre en mains toute affaire qui, à son avis, comporterait une menace pour la paix ou la sécurité internationales, soit exercé devant le Conseil ou devant l'Assemblée

CHAPITRE XI

Amendements

Le projet prévoit que les amendements devraient entrer en vigueur, "à l'égard de tous les membres de l'Organisation", après leur adoption par un vote des deux-tiers des membres de l'Assemblée Générale et leur ratification par les membres de l'Organisation ayant un siège permanent au Conseil de Sécurité et par une majorité des autres membres de l'Organisation selon leurs procédures constitutionnelles respectives.

Le Pacte de la Société des Nations exigeait en premier lieu l'unanimité des Etats membres présents à la séance de l'Assemblée et ensuite la ratification des membres représentés au Conseil. Chaque membre avait en outre la faculté de refuser les amendements en quel cas il cessait de faire partie de la Société.

L'idée de donner force et vigueur aux amendements à l'égard de tous les membres de l'Organisation après qu'aient été remplies les conditions énoncées par le projet discuté à Dumbarton Oaks, améliore le principe du Pacte de la Société des Nations et se trouve en accord avec la notion d'universalité défendue dans le présent document. Toutefois, comme nous ne préconisons ni l'exclusion ni la démission, nous considérons comme indispensable de modifier les conditions de l'entrée en vigueur des amendements de façon à réduire la minorité dissidente et de donner à chaque Etat une meilleure garantie contre les amendements qu'il juge inacceptables. Il est possible qu'une ratification anticipée, obtenue non par une majorité simple des membres de l'Organisation mais par une majorité des deux-tiers serait préférable. Pour s'en persuader, il suffit de penser que le veto de l'un des membres permanents du Conseil, au moment de la ratification, réussirait, en dépit du vote favorable des autres Etats membres de l'Organisation, à faire écarter n'importe quel amendement adopté par l'Assemblée.

CHAPITRE XII

Dispositions transitoires

No.1 L'obligation qui est faite aux quatre Puissances signataires de la déclaration de Moscou du 30 octobre 1943 de se consulter entre elles et, s'il y a lieu, avec d'autres membres de l'Organisation, en vue de telle action commune au nom de l'Organisation, qui pourrait être nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité internationales, en attendant l'entrée en vigueur de l'accord spécial ou des accords spéciaux dont il est question au Chapitre VIII, Section B paragraphe 5

devrait être rendue conforme au sens des observations formulées sur ledit paragraphe. Il est évident que s'il était possible de conclure des accords généraux et de les annexer au Statut, il ne serait plus nécessaire d'exprimer l'obligation sus-mentionnée car le pacte entrerait en vigueur dans sa totalité sans attendre de nouvelles adhésions.

No.2 En ce qui concerne cette partie du projet, il y a lieu de répéter ce qui a été dit dans l'introduction aux présentes observations. Nous y avons défendu la thèse que les dispositions du Statut ne devraient faire obstacle à aucune mesure prise contre les Etats ennemis comme suite à la présente guerre, par les Gouvernements responsables de ces mesures. Ce sont les grandes puissances qui ont porté le poids de la guerre qui ont tenu à faire cette réserve pour garantir leur liberté d'action, et la porte est ainsi fermée à toute intervention modératrice que pourrait tenter l'Organisation qui sera créée en vue de faire régner la paix et de liquider la guerre.

Il semble que le rôle de cette Organisation serait de maintenir la paix dictée par les grandes puissances sans écouter la voix des petits Etats cependant intéressés à l'établissement de la paix et à la reconstruction de la société internationale pour l'après-guerre. Nous ne méconnaissons pas la responsabilité qui pèse sur les hommes de ces Etats, mais la question à l'étude est universelle et non seulement les grandes nations mais les moyennes et les petites ont souffert du conflit et ont le droit d'être entendues lors du règlement de paix. Leur voix, loin de constituer un obstacle lorsqu'il s'agira de décider des questions de politique vitales pour les grandes puissances, sera une garantie de justice, d'équité et d'équilibre et consolidera le règne du droit en même temps qu'elle évitera les solutions de force. Dans l'intervention de l'Organisation que l'on cherche à créer, la tragique expérience de Versailles pourra sans aucun doute être utilisée et l'on aboutira ainsi à autre chose qu'à un nouveau "Diktat". Les conditions imposées à celui ou à ceux qui violent l'ordre international doivent l'être par l'intermédiaire d'une institution appropriée et les sanctions qui leur sont appliquées au nom d'une nette majorité de la communauté doivent apporter une base ferme pour le triomphe de l'idéal de justice dans le domaine des relations entre Etats. Ce serait là, de la part des grandes puissances, l'attitude la plus noble et la plus perspicace qui se puisse adopter en même temps que la meilleure preuve de leur bonne volonté et de leur désir de créer et de maintenir des conditions de paix stables pour les générations à venir.

Observations additionnelles

Il est dit, dans la note qui clot le projet, qu'outre la question de la procédure de vote au sein du Conseil de Sécurité et à laquelle il est fait allusion au Chapitre VI, il en est d'autres qui sont encore à l'étude. Il est probable que parmi ces questions l'on doive compter les suivantes qui méritent d'être prises en considération dans le Statut:

(a) Les principes qui guideront l'administration des colonies et des protectorats, le changement éventuel de souveraineté sur lesdites colonies et protectorats, selon leur position géographique et par la libre volonté de leurs habitants, ou les conditions de leur reconnaissance, en fin de compte, comme Etats membres de la communauté des nations, avec droit à se gouverner eux-mêmes et autres prérogatives attachées à cette qualité, doivent être précisés dans le Statut. Toute omission en cette matière constituerait un recul par rapport aux dispositions du Pacte de la Société des Nations.

(b) La bonne foi dans les relations entre Etats importe essentiellement au développement de la coopération et de la solidarité internationales dans une atmosphère de confiance et de loyauté réciproques. Comme conséquence de cette bonne foi, les traités et accords internationaux doivent revêtir le caractère de pactes publics et l'on devrait prévoir, dans le texte du Statut, une disposition conférant un caractère obligatoire à leur publication. L'enregistrement de tout traité par le Secrétariat de l'Organisation pourrait être exigé comme condition préalable de la reconnaissance du caractère obligatoire des traités et desaccords. Une stipulation analogue se trouve à l'Article 18 du Pacte de la Société des Nations.

(c) Les règles concernant la révision des traités devraient aussi avoir leur place dans le Statut. A tout le moins, le principe général de la révision devrait y figurer, comme il figurait à l'Article 19 du Pacte de la Société des Nations, mais on devrait le subordonner à un changement de circonstances à déterminer par l'autorité judiciaire de l'Organisation. Les recommandations et les procédures à employer dans des questions aussi délicates au point de vue du maintien de la paix doivent être étudiées avec soin afin de parvenir à une solution qui soit an accord à la fois avec la justice, la stabilité et la permanence que doivent comporter les accords internationaux.

(d) Le siège de la future Organisation présente également une très grande importance . La désignation de Genève, en dépit du fait que certaines objections, notamment de caractère psychologique, peuvent être formulées contre ce choix, permettrait d'utiliser ce qui existe déjà. Le choix de la

capitale d'une des grandes puissances ne serait pas heureux à cause des susceptibilités qu'il pourrait éveiller et de la possibilité que certaines influences s'exercent dans cette capitale sur les activités de l'Institution.

(e) La question des langues officielles devrait être également traitée dans le Statut. A la Société des Nations, seuls le Français et l'Anglais étaient langues officielles. L'Union soviétique demandera probablement que le Russe soit admis comme autre langue officielle et il est possible que le Brésil et le Portugal aient les mêmes désirs en ce qui concerne le Portugais. En pareil cas, un grand nombre de pays auraient le droit de demander que l'Espagnol soit également accepté comme l'une des langues de l'Institution. Sans parler de la Chine, il serait préférable d'aborder le problème dès maintenant et avec franchise. Le résultat des discussions et des expériences faites à Genève montre que l'Anglais et le Français suffisaient. La grande majorité des représentants des pays de l'Europe continentale s'expriment en Français, de même que la majorité des Latins américains. Les débats n'auront point de fin si une interprétation est demandée dans plus de deux langues.

(f) Il devrait être précisé, dans le Statut, que les obligations antérieures incompatibles avec les stipulations actuelles sont abrogées et l'on devrait y affirmer également l'obligation, de la part de tous les Etats membres, de ne contracter aucun engagement allant à l'encontre de ceux qui ont inscrits dans le présent Statut.

Caracas, le 31 octobre 1944.

RESUME DES POINTS PRINCIPAUX DES OBSERVATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT DU VENEZUELA AU SUJET DES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

1. Parmi les buts énumérés au chapitre 1, ajouter "le développement de la justice et de la bonne foi dans les relations internationales."

2. Chapitre I, paragraphe 3, ajouter: "le développement du respect des droits de l'homme et de ses libertés fondamentales."

3. Parmi les principaux organismes composant l'Organisation, faire figurer un Conseil Economique et Social.

4. Chapitre V, Section B, no 3: "reconnaître à l'Assemblée le droit de rétablir, dans ses droits et prérogatives, tout membre qui aurait été suspendu. Ce pouvoir serait exercé par le Conseil, pendant les inter-sessions de l'Assemblée; dans ce cas, la décision du Conseil serait soumise à la ratification de l'Assemblée."

5. Chapitre V, Section B, no 3: supprimer "la disposition relative à l'exclusion des membres, cette exclusion étant contraire au principe d'universalité de l'Organisation, idéal auquel il est indispensable de tendre."

6. Chapitre V, Section D, no 1: stipuler que l'Assemblée pourra être convoquée en session spéciale par le Secrétaire général, sur la demande d'un nombre déterminé de ses membres, ou toutes les fois que le Conseil en fera la demande.

7. Chapitre VI, Section A: étant donné la difficulté d'établir des règles précises pour l'élection des membres non permanents du Conseil, il y aurait lieu de se borner à indiquer l'opportunité d'accorder à l'Amérique latine, au sein du Conseil, une représentation adéquate.

8. Chapitre VI, Section C: préciser que l'Etat qui aura un siège au Conseil n'y aura pas le droit de vote, lorsqu'il sera partie à un différend.

9. Chapitre VI, Section D, no 4: il y aurait lieu de prévoir que, le vote favorable d'une minorité déterminée de membres du Conseil, permanents ou autres, suffira pour permettre à un Etat intéressé à une question, de participer aux discussions de ladite question, sans avoir le droit de vote. (Chapitre VI, Section D, no 5).

10. Préciser explicitement que tout Etat qui, n'étant pas représenté au Conseil, serait partie à un différend, aura le droit de participer aux débats du Conseil à ce sujet, sans pourtant avoir le droit de vote.

11. A propos du Statut de la Cour Internationale de Justice, décider que le Statut de la nouvelle Cour sera fondé sur celui de la Cour Permanente de La Haye, avec les modifications nécessaires, entre autres:

a. la Cour Internationale de Justice aura juridiction obligatoire dans tous les différends de caractère juridique, si les autres moyens pacifiques de régler le litige ont échoué, (Chapitre VII, no 30.);

b. la Cour devra avoir le droit de fixer sa propre compétence (Chapitre VII, no.5).

12. Le Statut de la Cour devra fixer les conditions dans lesquelles les Etats non membres de l'Organisation pourront se soumettre à la juridiction de la Cour et quand ils auraient le droit d'y avoir recours.

13. Chapitre VIII, Section A, no 6: le droit de demander à la Cour un avis consultatif dans certains cas devrait être reconnu à l'Assemblée, aux organisations internationales et aux Etats individuellement.

14. Chapitre VIII, Section A, no 6: confier au Conseil de Sécurité le soin de veiller à la mise à effet des décisions prises par la Cour, en lui donnant le droit d'utiliser à cette fin les moyens qu'il jugera nécessaires.

15. Chapitre VIII, section A, no 7: le soin de décider si une question donnée relève ou non de la juridiction intérieure de l'Etat ou doit appartenir soit à la Cour soit au Conseil, selon la nature de l'affaire.

16. Tout Etat fournissant une contribution militaire aura le droit d'être représenté au Comité des chefs d'Etat-Major avec voix délibérative; il sera représenté, avec le droit de vote, dans les mêmes cas, au Sous-comité régional du Comité prévu au paragraphe 2 de la Section D du Chapitre VI (Chapitre VIII, Section B, no 9).

17. Chapitre VIII, Section C, no 1: Lorsqu'il s'agira d'affaires régionales, le Conseil de Sécurité s'abstiendra de toute intervention directe, si une procédure de règlement régional est en cours;

il n'interviendra directement que lorsque la procédure régionale aura échoué et que cet échec constituera une menace à la paix et à la sécurité internationales.

18. Chapitre IX, Section B: tout Etat particulièrement intéressé à une question soumise à l'examen du Comité Economique et social aura le droit d'assister aux discussions avec voix délibérative.

19. L'enregistrement de tous les traités au Secrétariat de l'Organisation sera considéré comme condition indispensable pour que les accords internationaux deviennent obligatoires.

20. Déclarer que la Charte de l'Organisation constitue la loi suprême de la communauté internationale et que toute obligation antérieure, incompatible avec elle, doit être abrogée: tous les Etats membres devront s'engager à ne contracter à l'avenir aucune obligation qui ne soit pas compatible avec les obligations de la Charte.

21. Engisager l'établissement d'un régime juridique spécial pour le territoire où l'Organisation internationale sera appelée à fonctionner.

BASES DE L'ORGANISATION D'UNE COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE - PROPOSITION PRESENTEE PAR LE GOUVERNEMENT DU VENEZUELA

I. Questions générales

1. La Cour doit constituer un des éléments essentiels de l'organisation internationale.

2. Les membres de l'Organisation Internationale seront également membres de la Cour. Les Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation ne seront pas non plus membres de la Cour en ce sens qu'ils ne participeront pas à son organisation ni à la désignation de ses membres; toutefois, ils seront en rapports avec la Cour dans la mesure où ils se soumettront ou tomberont sous sa juridiction.

3. Le statut de la Cour sera, dans ses grandes lignes, semblable à celui de la Cour permanente de justice internationale; il y sera apporté toutes les modifications qui répondent aux nouvelles conditions internationales.

4. Le statut de la Cour sera approuvé et ratifié en même temps que l'accord portant création de la nouvelle organisation internationale et elle en constituera un instrument complémentaire.

5. Il n'existera qu'une seule Cour dont les décisions seront sans appel. Il ne sera cependant pas impossible de rouvrir la procédure, comme c'était le cas pour la Cour permanente de Justice internationale.

6. Bien que la question soit d'importance secondaire, il y aurait intérêt à ce que la Cour siège en un endroit différent de celui ou se réuniront les organismes politiques de l'Organisation. Le siège pourrait donc rester à La Haye. L'appellation adoptée à Dumbarton Oaks parait satisfaisante: Cour ou Tribunal de Justice Internationale.

II. Questions relatives à l'organisation et à la procédure de la Cour.

1. Il y a intérêt à conserver la même durée de mandat pour les juges (neuf ans); toutefois, on pourrait prévoir le remplacement partiel tous les trois ans, c'est-à-dire qu'il y aurait trois juges élus tous les trois ans.

2. Nous recommandons une procédure d'élection d'après les grandes lignes suivantes:

1) Le gouvernement de chaque Etat membre désignera deux représentants. Les gouvernements seront invités à désigner des juristes d'une compétence technique indiscutable et d'une réputation reconnue; ils s'entoureront des avis des écoles de droit, des tribunaux supérieurs et, en général, de toutes les organisations représentant la science du droit.

2) Les représentants désignés par les gouvernements constitueront un collège électoral international; ils seront nommés pour neuf ans et ils auront toute liberté d'exprimer au sein de ce collège, leur opinion personnelle.

3) Le collège électoral désignera cinq candidats pour chaque vacance à la Cour de Justice. Ces candidats seront désignés à la suite d'un vote, à la majorité des voix, chaque représentant ayant une voix. Lorsqu'il faudra remplir une vacance résultant du départ d'un juge arrivé au terme de son mandat, le collège mettra le nom de ce juge en haut de la liste qu'il sera appelé à établir. Les votes des représentants pourront avoir lieu soit par vote direct soir par correspondance. Le Secrétariat de la Cour constituera le Secrétariat du Collège Electoral.

4) L'Assemblée Générale nommera un juge titulaire et deux remplaçants, sur la liste des cinq candidats qui lui aura été présentée par le Collège.

5) Les candidats présentés par le Collège pourront ou non être membres du Collège; ils seront choisis uniquement en raison de leur compétence technique et de leur réputation personnelle.

3. Dans le cas où, lorsqu'une affaire est soumise à la Cour, l'un des juges a la même nationalité qu'une des parties, l'autre partie aura le droit de désigner un juge supplémentaire dans le Collège Electoral.

4. La Cour ne pourra avoir plus de deux juges appartenant à la même nationalité.

III. Devoirs et fonctionnement de la Cour

A. Juridiction

1. La Cour sera compétente pour toute question que les parties soumettront à sa juridiction.

2. La juridiction de la Cour sera obligatoire pour les membres de l'Organisation Générale, dans les conflits d'un caractère juridique. A cet égard, il y aurait intérêt à donner

un titre général à ces conflits et à mentionner les cas prévus à l'article 36 du statut de la Cour permanente de Justice Internationale, le second paragraphe de l'article 13 du Pacte de la Société des Nations.

3. La Cour déterminera les limites de sa compétence. Par conséquent les affaires relatives à des conflits politiques et à des questions relevant de la juridiction intérieure d'un Etat ne seront portées devant la Cour que comme cas exceptionnels.

4. La Cour sera saisie d'une affaire lorsque tous les autres moyens de règlement pacifique auront échoués ou n'auront pas eu d'effet. Elle sera également saisie d'une affaire à la requête de l'une quelconque des parties.

5. La Cour pourrait également être saisie d'une affaire qui lui serait renvoyée par le Conseil.

6. En cas de conflit entre Etats qui ne sont pas membres de l'organisation,-en supposant que l'Organisation Générale ne devienne pas universelle - il importe de prévoir une disposition permettant aux Etats non membres de souscrire une déclaration par laquelle ils s'engageraient à se soumettre à la juridiction de la Cour, de façon que:

a. un Etat qui n'est pas membre de l'organisation puisse recourir à la Cour dans une affaire contre un Etat membre;

b. un Etat membre puisse porter devant la Cour une affaire impliquant un Etat non membre;

c. le Conseil puisse soumettre à la Cour des différends juridiques auxquels sont parties des Etats non membres.

7. Le Conseil aura le droit de formuler des mesures précises afin d'imposer la juridiction de la Cour ou de mettre ses décisions à effet. Dans ce cas, les conditions relatives à un vote unanime ou à un vote "qualifié" seront soit supprimées soit réduites au minimum; en tout cas il y aurait lieu de supprimer le droit de veto suspensif, de la part d'une grande puissance intéressée.

8. Il y aurait lieu d'étudier la façon d'établir une différence nette de traitement entre un Etat qui se sera soumis à la juridiction et aux décisions de la Cour et un Etat qui aura refusé de le faire. Un Etat refusant de reconnaître la juridiction ou décision de la Cour devra être suspendu de l'exercice des droits inhérent à la qualité de membre de l'Organisation Internationale.

Il y aurait intérêt à recommander que les obligations du Conseil, en ce qui concerne la reconnaissance de la juridiction et des décisions de la Cour, soient particulièrement strictes dans toutes les affaires où le Tribunal sera intervenu sur la proposition du Conseil.

10. Dans les déclarations par lesquelles un Etat s'engage à se soumettre à la juridiction de la Cour - cet engagement étant expressément constitué par la signature de l'instrument qui organise la Cour - il y aurait lieu d'éviter autant que possible d'insérer des réserves.

Dans le cas où celles-ci seraient inévitables, ces réserves devront se borner à une ou deux formules générales. On pourrait, par exemple, admettre les réserves suivantes:

a. Réserve concernant des évènements qui ont eu lieu avant une certaine date, par exemple avant le début des hostilités ou avant la signature des traités de paix; et

b. Réserve concernant les relations avec les Etats qui peuvent être considérés comme n'admettant pas la juridiction de la Cour.

11. En ce qui concerne la loi applicable, la stipulation de l'article 38 du statut de la Cour Internationale de Justice ne donne lieu à aucune objection fondamentale.

B. Avis consultatifs

12. La Cour aura le droit de donner des avis consultatifs dans des questions juridiques ou sur des points juridiques ou certains aspects des questions politiques.

13. Le droit de demander des avis consultatifs sera reconnu:

a. A l'Assemblée;

b. Au Conseil;

c. A l'Organisation Internationale; et

d. Aux Etats, avec certaines prescriptions garantissant un usage raisonnable de ce droit.

14. La Cour décidera de sa compétence, pour formuler un avis, d'après l'objet, la personne ou l'organisme international qui le lui aura demandé.

15. Sur certains points soulevés au cours de conflits politiques il y aurait lieu de rendre obligatoire la demande d'avis consultatifs de la part de la Cour. On pourrait peut-être stipuler que cette demande pourrait être adressée à la Cour par une minorité qualifiée du Conseil.

C. Devoirs complémentaires

16. La Cour aura les devoirs complémentaires suivants:

a. Elle constituera un Tribunal suprême à l'intérieur de l'organisation administrative internationale. A cet égard, elle aura le droit de régler des conflits de compétence entre les organismes internationaux et pourra se constituer en Cour d'Appel pour les questions qui ressortiraient tout d'abord à la juridiction d'autres tribunaux internationaux dont la création serait décidée ultérieurement.

D. Procédure

17. La Cour fixera sa propre procédure qui sera analogue à celle de la Cour Permanente de Justice Internationale.

18. Les décisions seront prises à la majorité absolue des voix des membres de la Cour.

19. La Cour sera considérée comme succédant à la Cour permanente de Justice internationale. Les Etats signataires de l'Accord indiqueront que tous les pouvoirs et attributions assignés par les Conventions antérieures à la Cour Permanente de Justice Internationale devront être considérés comme reconnus à la Cour qui sera créée dans le cadre de la nouvelle Organisation.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 2 (SPANISH)
G/7 (d) (1)
May 5, 1945

GENERAL

OBSERVACIONES DEL GOBIERNO DE VENEZUELA SOBRE LAS RECOMENDACIONES ADOPTADAS EN LAS CONFERENCIAS DE DUMBARTON OAKS PARA LA CREACION DE UN ORGANISMO DE LA PAZ

El Gobierno de Venezuela, por medio de sus organismos autorizados, ha estudiado las Recomendaciones adoptadas en la Conferencia de Dumbarton Oaks por las delegaciones de los Estados Unidos de América, Gran Bretaña, Unión de las Repúblicas Socialistas Soviéticas y China, acerca de la creación de un organismo al cual será confiada la conservación de la paz general y la resolución de las controversias internacionales que puedan amenazarla o perturbarla, y formula las observaciones siguientes:

INTRODUCCIÓN

El organismo que trata de crearse esté, en principio, basado en la experiencia de la Sociedad de Naciones, con cierto número de modificaciones y ampliaciones que los autores han creído conveniente establecer para su adaptación a las actuales circunstancias. No hay duda de que las bases de la nueva organización de la paz demuestran la buena voluntad que existe de perfeccionar y robustecer las relaciones internacionales y que, por lo tanto, en su conjunto, merecen decidido apoyo. Pero, si se consideran algunos de sus detalles, dichas bases parecen marcar más bien regresión hacia un sistema de alianza permanente de las grandes Potencias representadas en el Consejo, sin suficiente estimación de los derechos y las aspiraciones de las llamadas medianas y pequeñas naciones. Se invoca para justificar esta tendencia la necesidad de evitar la dispersión de fuerzas de la nueva institución, concentrándolas en organismos más reducidos en su composición y más eficaces para remediar los defectos que se atribuyen a la Sociedad de las Naciones. Tal tesis puede defenderse, pero no es menos

cierto que importa sobremanera señalar desde luego, en el proyecto, la voluntad de concentrar todos los poderes en un pequeño número de naciones con perjuicio de los legítimos intereses de las demás. Es el defecto fundamental que se encuentra en el proyecto de Dumbarton Oaks.

La nueva institución no ha sido concebida, por cuanto se desprende del conjunto del sistema, como centro de acción para el restablecimiento y la regulación de la paz tal cual resulte de los tratados que se celebren, ni siquiera como organismo cooperador con los grandes países en guerra contra el Eje para formular condiciones de esa paz. Como se hizo en Versalles, las Naciones Unidas se reservan total libertad de acción para la resolución de las cuestiones por decidirse al concluir la guerra y se establece en las disposiciones transitorias que: "Ninguna disposición del estatuto debería impedir acción alguna con respecto a Estados enemigos tomada o autorizada como resultado de la presente guerra por los Gobiernos que tuvieron responsabilidad para tomar o autorizar dicha acción." Es decir, se deja a la nueva institución la tarea de defender y perpetuar la paz que se celebre, sin intervención alguna en su negociación, y nada se dice respecto a la posibilidad de revisión de tratados o situaciones que puedan resultar peligrosas o injustas. Fué la crítica fundamental que se dirigió, con razón, a la obra de Versalles y que hoy habría que reproducir.

Sin creer que sea asequible actualmente, dadas las condiciones del mundo, obtener la intervención decisiva del organismo que va a crearse en la formulación de la paz, parece deseable todo cuanto pueda permitir que aquél ejerza una acción moderadora que evite ciertos excesos y haga posible la vigilancia en la aplicación de los grandes y humanitarios principios de la Carta del Atlántico y de la Declaración de Moscú. Ello podría contribuir eficazmente a evitar que se incurra de nuevo en errores notorios.

Una de las censuras más severas hechas a la organización ginebrina, en cuanto se refiere a la redacción del Pacto, consiste en la amplitud y vaguedad de los términos de éste y en la poca precisión de sus conceptos. Algunos defienden calurosamente ese método, que dejó gran flexibilidad al funcionamiento de la institución y la creación de una jurisprudencia adecuada a las circunstancias cambiantes de la vida internacional. Otros atribuyen a ese método la falta de fuerza de la Sociedad de Naciones y su ineficacia. La controversia dura aún. En el proyecto de Dumbarton Oaks se ha adoptado también, voluntariamente al

parecer, el tipo de instrumento flexible en vez del rígido y muchos de los conceptos quedan sujetos a posterior interpretación y variedades de aplicación muy amplias. El método tiene ventajas, porque permite adaptarse a diferentes situaciones; pero tiene igualmente el inconveniente de no aclarar el alcance de algunos de los derechos y de las obligaciones más importantes de los miembros, que se abandonan así a la interpretación eventualmente arbitraria que puedan darle los organismos encargados de aplicar el estatuto.

Hay que señalar con satisfacción la amplitud e importancia que da el proyecto a las nociones económicas y sociales en la vida de la institución por crear, atribuyendo su aplicación a un cuerpo independiente del Consejo de Seguridad y de la Secretaría General y sólo dependiente de la Asamblea. Ello aseguraría una labor efectiva en tal materia. Sin embargo, se observa que nada se dice en el proyecto acerca de la Organización del Trabajo, asunto que es objeto de estudio en estas observaciones. Adviértese, también, que el proyecto no menciona ciertas cuestiones cuya decisión estaba atribuída al instituto ginebrino o ligadas a él, o tenidas como esenciales por gran parte de la opinión mundial. Tal sucede, por ejemplo, con las muy notables de los mandatos, de la protección de los países dependientes, de la cooperación intelectual, sanitaria, financiera y monetaria, del tráfico de estupefacientes, de la trata de blancas. Algunos de estos temas podrían, en rigor, considerarse como comprendidos en la enunciación general de principios si éstos se aplicasen extensivamente; mas sería de desear que se enunciase al menos la jurisdicción del organismo general sobre tales materias, a fin de poder continuar desenvolviendo con más vigor aun la fecunda labor realizada en Ginebra.

EXAMEN DE LAS PROPUESTAS

El nombre del organismo internacional

Se adopta el de "Las Naciones Unidas" (The United Nations), tratando así de perpetuar en la paz el organismo o liga creada para la guerra por la Declaración de Washington de 1º de enero de 1942 suscrita por 27 Estados y ampliada después por la adhesión de otros. Puede decirse que en instituciones de esta índole el nombre es de valor secundario. Conviene, sin embargo, recordar que las organizaciones internacionales viven principalmente del consenso que obtengan de la opinión pública mundial y que ésta es en extremo sensible

a los factores psicológicos. Por ello, al tratar de establecer la unión destinada al futuro y con carácter que se supone permanente, no parece muy adecuado a una organización de paz el nombre que perpetúe una asociación de guerra.

Cabe presumir, por lo demás, que el nombre propuesto implica la eliminación de la distinción hoy existente entre "Naciones Unidas" y "Naciones Asociadas" y que se parte del principio que las equipara. Aun así, y en virtud de antecedentes conocidos, la designación adoptada no favorece la generalización y universalidad de la institución.

CAPÍTULO I

Fines

Al exponer los fines del organismo internacional se hace una enumeración de ellos que da la impresión de ser taxativa. Es de observarse que pueden existir otros no menos importantes no incluídos allí, aun considerando la amplitud de términos empleados en la redacción del capítulo. No es aconsejable dejar a la interpretación discrecional de los miembros o de los organismos autorizados cuestiones tan primordiales como las señaladas en el final de la introducción. En todo caso, cualquier enumeración que tenga apariencia de taxativa resulta peligrosa, por la imposibilidad de prever todos los casos y el temor de que prevalezcan aplicaciones restrictivas.

CAPÍTULO II

Principios

El principio básico de la organización (No. 1) es el de la igualdad soberana de todos los Estados amantes de la paz y, como aparece del Capítulo III, sólo éstos "Deberían tener oportunidad de ser miembros". El concepto de "Estados amantes de la paz", usado con frecuencia por los conductores de las principales Naciones Unidas en sus declaraciones, parece justo y natural en tiempo de guerra, pero resulta vago e impreciso una vez concluída ésta, ya que establecida la paz ningún Estado querrá ni podrá admitir sin desdoro que no es amante de ella. ¿A quién le corresponderá determinar cuáles son los Estados amantes de la paz? ¿A las principales Naciones Unidas, actuando conforme a su propio criterio? ¿Se atribuiría la función a la Asamblea General? El proyecto no lo determina y es éste uno de sus vacíos notables. No será nunca conveniente que los naturales rencores y prevenciones surgidos al calor de la lucha se proyecten

indefinidamente en el porvenir y falseen o deformen los fundamentos de una sincera cooperación internacional en la postguerra.

El ideal sería que se lograse una institución de carácter universal, en que todos los Estados regularmente reconocidos tengan derecho a ocupar puesto, siempre que estén dispuestos a someterse a las obligaciones y a practicar los principios que a aquélla sirven de base. Asimismo, ningún Estado tendría derecho a aislarse de la comunidad internacional organizada, por separación voluntaria o por expulsión. Los Estados agresores que provocaron la presente contienda verían reconocido en principio su derecho a incorporarse en la institución cuando hubieren cumplido las condiciones necesarias que se pautasen (desarme integral, democratización de sus instituciones, demostración de su buena fe para cooperar con la comunidad de naciones, etc.) y en la oportunidad que determinaría la Asamblea. Políticamente, el mejor modo de controlar a Estados peligrosos es precisamente incluirlos en el seno de la organización encargada de la conservación de la paz y someterlos como miembros de ella a todas las condiciones necesarias de vigilancia y prevención. Moralmente, todo Estado excluído quedaría herido en su amor propio y no estaría presto nunca para cooperar de buena fe con los otros. El ejemplo de Versalles y Ginebra es concluyente a ese respecto. La mayoría de los juristas anglosajones que han estudiado el asunto ha aconsejado la solución benévola.

Por otra parte, el principio contenido en el párrafo final de este capítulo, que obligaría a los Estados no miembros a obedecer a las reglas de la institución y a cumplir sus obligaciones, resultaría contrario a postulados jurídicos, al menos mientras no ocurriese perturbación de la paz, y daría motivo a controversias de difícil decisión en el estado actual del derecho internacional. La dificultad se eliminaría automáticamente si se reconociese la universalidad de la organización, aunque se sometiera a ciertos Estados a condiciones para el ejercicio de su derecho pleno de pertenecer a ella.

En el caso de que la idea propuesta en el proyecto prevaleciere, sería necesario atribuir a la Asamblea, de modo expreso, la facultad de determinar si un Estado debe ser considerado o no como comprendido dentro de las previsiones del Estatuto.

CAPÍTULO III

Miembros

No es del caso repetir aquí lo que se acaba de exponer acerca de la constitución misma de la organización y del derecho a ser miembro de ella. Es necesario, en cambio, preguntar qué se entenderá como Estado, a los efectos de este título. El asunto fué calurosamente debatido en Versalles, en razón de la contraposición de diferentes tesis. Unos mantenían que sólo podían ser representados los Estados plenamente independientes, otros que bastaba el self-government, como en el caso de los Dominios británicos, y algunos que debía admitirse a las colonias o posesiones que tuvieran cierto grado de desarrollo o de autonomía administrativa, como el imperio de la India. El Pacto de la Sociedad de las Naciones admitió, además de los Estados, dominios o colonias expresamente nombrados en el anexo, entre los cuales figuraban algunos no independientes totalmente, que "todo Estado, Dominio o colonia que se gobierne libremente" podía llegar a ser admitido como miembro, a juicio de la Asamblea.

El proyecto no aclara ni fija el concepto de Estado, ni habla de dominios, colonias, etc. Cierto número de naciones semi-independientes procurará seguramente ingresar a la institución, por lo cual es de prever que la controversia se renueve, en virtud de los intereses políticos en juego.

La determinación de si una nación es Estado o no en el sentido del proyecto, si subsistiere la forma indeterminada en él adoptada, deberá corresponder a la Asamblea, de modo expreso.

CAPÍTULO IV

Cuerpos principales

En la enumeración de los cuerpos principales del organismo se omitió, tal vez involuntariamente, el Consejo Económico y Social, que resulta ser un cuerpo autónomo, solo dependiente de la Asamblea.

CAPÍTULO V

La Asamblea General

Inciso A. En la Asamblea General estarán representados, como en la Sociedad de las Naciones, todos los Estados miembros.

El proyecto deja al Estatuto del organismo la determinación del número de representantes que cada miembro puede designar en la Asamblea. En el Pacto de Versalles dicho número estaba limitado a un máximum de tres; pero, en realidad, la mayoría de las delegaciones estaban compuestas por una representación más numerosa, en virtud de la designación de suplentes, consejeros, técnicos, etc. La razón de la limitación del número de representantes fundábase en el temor de que grandes Estados enviasen delegaciones numerosas y que los pequeños no pudieran hacer lo mismo, lo cual podía herir su delicadeza. De hecho, tres delegados no bastaban para representar a un miembro en las 6 comisiones generales, las comisiones especiales y las numerosas subcomisiones. La práctica de Ginebra demostró la inconsistencia del argumento. Lo que importa es la unidad del voto cualquiera que sea el número de delegados. Así, sería preferible no limitar el número de representantes en la Asamblea y dejar el asunto a la voluntad de cada Estado, a fin de que cada uno pueda dar representación a los diferentes partidos o tendencias en el Gobierno o la oposición y asegurar mayor estabilidad a la política que siga en el organismo. La unidad del voto de cada miembro está asegurada en el inciso C.

Inciso B. Funciones y autoridad.

No. 1. La Asamblea consideraría los principios generales de cooperación para la conservación de la paz y la seguridad internacionales, inclusive en materia de armamentos, y discutiría las cuestiones relativas a la paz y la seguridad internacionales solamente cuando el Consejo de Seguridad o un miembro lo solicite, con facultad de hacer recomendaciones. Si se tratare de cuestiones sobre las cuales fuere necesario tomar alguna acción, la Asamblea no debería decidir, según el proyecto, sino referir el asunto al Consejo de Seguridad. Tampoco podría la Asamblea dictar de propia iniciativa recomendaciones sobre materias relativas a la paz o seguridad de que estuviere conociendo el Consejo. La Asamblea quedaría así convertida en simple cuerpo consultivo o mero asesor para cuestiones teóricas y principios generales. Sólo podría actuar por recomendaciones y nunca por propia iniciativa en asuntos políticos importantes, y bastaría al Consejo asumir su conocimiento para desasir a la Asamblea de cualquiera de ellos. Todos los poderes efectivos quedarían concentrados en el Consejo, y la Asamblea vendría a ser un cuerpo prácticamente inútil.

En tal virtud puede deducirse que la fórmula del proyecto es excesiva respecto del Consejo e insuficiente respecto de la Asamblea, y que habría necesidad de buscar mayor

equilibrio entre uno y otro órgano. Es explicable cierta desconfianza del poder de acción de los cuerpos numerosos y que, en las cuestiones complicadas y de trascendencia política, se prefiera dar mayor poder al Consejo de Seguridad; pero esa tendencia no debería llegar hasta privar de efectividad y de toda acción a la representación de la totalidad de los Estados para concentrarla en un pequeño grupo de éstos. Entre las atribuciones de la Asamblea que puedan poner trabas a la eficacia del Consejo de Seguridad y la exclusiva acción del Consejo, sería menester encontrar una transacción que permita el equilibrio y que reservase al menos a la Asamblea General la facultad de controlar algunas decisiones del Consejo, bien sea por propia iniciativa o por vía de apelación cuando alguna parte interesada lo solicitare.

No. 2. Este número del proyecto establece que la admisión de nuevos miembros de la institución será hecha por la Asamblea, por mayoría especial de dos tercios y recomendación del Consejo. Se quita así a la Asamblea toda iniciativa para admitir nuevos miembros y, al parecer, sólo le quedaría la facultad de vetar la proposición de un nuevo miembro recomendada por aquel cuerpo. La regla tradicional e invariable en tal índole de organismos ha sido la de que la admisión de miembros corresponde exclusivamente al cuerpo deliberante o Asamblea General y ello es natural y lógico. Así se practicaba en la Sociedad de las Naciones. La supresión de la iniciativa de la Asamblea y su sujeción a la recomendación del Consejo de Seguridad parece, en consecuencia, una mutilación innecesaria o inconveniente de los poderes de la primera.

No. 3. El proyecto prevé dos grados de sanciones para los miembros que no acaten las decisiones del organismo: la. la suspensión del ejercicio de los derechos o privilegios de miembros decretada por la Asamblea por dos tercios de mayoría, con facultad de readmisión por el Consejo de Seguridad, en el caso de que a tales miembros les haya sido aplicada la acción preventiva o compulsiva del organismo; y 2a. la expulsión por la Asamblea General, mediante recomendación del Consejo de Seguridad, por infracción persistente de los principios estipulados en el pacto. No se determina si la expulsión será definitiva o si, por el contrario, podrá decretarse a término o bajo condición de someterse a ciertos requisitos o disposiciones. La omisión parece importante.

La suspensión de un miembro en el ejercicio de sus derechos y privilegios es una sanción adecuada para faltas graves, como son las que determinan la aplicación de medidas preventivas o de aplicación de sanciones, y es

natural que tan severa medida corresponda a la Asamblea General. Parece, en cambio, ilógico e inconsecuente con los poderes de cada cuerpo que la readmisión de un miembro que haya incurrido en faltas de tal significación pueda ser hecha por el Consejo de Seguridad, sin intervención alguna de la Asamblea. Lo natural y conveniente sería que el Consejo propusiese a la Asamblea que derogara la medida que ella misma hubiese decretado y que ésta decidiera. No deberá objetarse que este procedimiento podría retardar la readmisión de un miembro importante hasta tanto se reúna la Asamblea, porque bastaría reargüir que ante la eventualidad de una medida de tanta consecuencia habría motivo suficiente para convocar extraordinariamente a la Asamblea.

Admitida la suspensión, a mayor o menor término y con las correspondientes sanciones, y establecidas las condiciones de posible restitución de derechos al miembro suspendido, no se ve el objeto de la expulsión. Cuando un Estado viole persistentemente sus obligaciones como miembro de la organización internacional, lo lógico es sancionarlo del modo económico más severo, y llegado el caso, militarmente, obligarlo a someterse a los principios de la institución y suspenderlo en el ejercicio de sus derechos y privilegios hasta que cumpla las condiciones que se le impongan. La expulsión definitiva sería el rechazo permanente de un Estado del seno de la sociedad internacional: la muerte civil con todas sus consecuencias. La expulsión a término o condicional no agregaría nada a la suspensión. En cambio, la expulsión definitiva es contraria al ideal de la universalidad de la institución.

No. 5. Corresponderá a la Asamblea prorratear los gastos entre los miembros y aprobar los presupuestos, pero no se fija ningún principio que pueda servir de base al prorrateo. Es esta una de las cuestiones más delicadas y debatidas en tal clase de organizaciones. Se han propuesto diversos sistemas de distribución:

a) según el territorio, al cual se objeta que hay países con extenso territorio y pequeña población y riqueza, por lo cual no puede aquel tomarse como base;

b) la población, al cual se opone igualmente la existencia de países de gran población y poca

riqueza y otros de gran riqueza y poca población;

c) un porcentaje del presupuesto de cada país, con la observación de que hay países que tienen presupuestos inflados por circunstancias especiales;

d) un porcentaje de la renta nacional, que resulta generalmente difícil de determinar en la práctica;

e) la consideración del comercio internacional, con la dificultad de que ciertos países, como Venezuela, tienen las cifras de su comercio infladas por circunstancias peculiares de su economía, mientras que otros, como Gran Bretaña, tienen enormes fuentes de riqueza--entradas invisibles--que son independientes de su comercio.

En general, ningún sistema puede bastar por sí solo para determinar una distribución equitativa de los gastos, y en la Sociedad de las Naciones se reconoció que había que apelar a métodos empíricos que se acercasen a la equidad lo más posible, prorrateando por unidades calculadas según sistemas combinados. Este método parece el más justo y recomendable. En todo caso, Venezuela no podría aceptar, debido a las peculiaridades de su economía, la repartición basada en la extensión del territorio, en el monto del presupuesto ni en la cifra de su comercio exterior y sería más bien partidaria de la distribución por unidades aplicada en Ginebra.

Inciso C. Votación.

No. 2. Cuando la Asamblea debiere conocer de controversias capaces de perturbar la paz y de asuntos que interesen directamente a ciertos Estados, éstos no deberían ser admitidos a votar en sus respectivos casos, en virtud del principio de derecho natural que no permite tener a la vez las condiciones de juez y de parte.

Inciso D. No. 1.- Procedimiento.- La Asamblea General se reunirá todos los años en sesiones ordinarias, y cuand la situación lo exija, en sesiones extraordinarias. Considérase conveniente, para evitar toda tendencia a obstruir el recurso de los miembros a la Asamblea, en caso de no estar ésta reunida, establecer que será convocada a sesiones extraordinarias por el Secretario General, cada vez que un mínimum de miembros que se fijaría así lo solicitase.

CAPÍTULO VI

El Consejo de Seguridad

A la composición, poderes, sistema de votación y procedimientos del Consejo de Seguridad se refieren algunas de las más importantes cuestiones cuyo examen requiere el proyecto de Dumbarton Oaks. Algunos de los problemas discutidos en las conferencias--entre ellos el más importante quizá para la suerte de la Unión--no han sido resueltos.

El proyecto de Dumbarton Oaks sugiere las siguientes observaciones concretas:

Inciso A.- Composición.- Se adopta un número de 11 miembros, de los cuales 5 permanentes no elegibles (Gran Bretaña, Estados Unidos de América, U.R.S.S., China y oportunamente Francia--se supone que el reciente reconocimiento del Gobierno de ésta permitirá incorporarla inmediatamente al grupo--) y seis no permanentes que serían elegidos por la Asamblea General por el término de dos años, con renovación por mitad, mediante una mayoría de 2/3 de los votos de los miembros presentes que voten. De los seis primeros miembros elegibles la mitad sólo cumplirá mandato de un año, a fin de permitir la renovación por mitad. Los miembros sujetos a elección serían irrelegibles inmediatamente; pero no se establece nada acerca del término de irregibilidad. Parece desprenderse del texto que ellos serían reelegibles pasado un período de dos años.

El número de 11 miembros sería adecuado para evitar la dificultad de un Consejo restringido a las cuatro o cinco Grandes Potencias, y la de una extensión excesiva de ese Cuerpo que pueda llegar a poner trabas o paralizar su acción en momentos de conflicto. El pacto de Versalles preveía un Consejo de 8 miembros-cuatro permanentes y cuatro elegibles- y permitía al Consejo, con la aprobación de la mayoría de la Asamblea, aumentar su número y aun crear nuevos miembros permanentes. Lo primero se practicó, con vista de sucesivos

reclamos de diversos Estados, elevando el número de miembros primero a 11, luego a 14 y finalmente a 16. Lo segundo se realizó dando a Alemania, después de Locarno, y como condición de su adhesión a la Sociedad de las Naciones, un puesto permanente en el Consejo. El sistema fué completado con la creación de puestos semi-permanentes para ciertas Potencias llamadas o conceptuadas medianas. La tendencia a la expansión fué permanente en la composición del Consejo, y su resultado no siempre benéfico.

El sistema rígido propuesto tiene ventajas e inconvenientes. Cierra el camino a ciertas pretensiones, generalmente injustificadas, de algunos Estados a formar parte del Consejo por razones principalmente de prestigio; pero impide igualmente hacer valer derechos o posiciones que no son siempre circunstanciales. Podría desanimar a ciertos Estados e impedir el regreso sincero a la unión internacional de algunos otros que no colaborarían sin tener representación permanente.

No sería prudente estimular pretensiones nacionalistas circunstanciales y convertir de tal manera al Consejo en cuerpo incapaz de adoptar decisiones, si no se quiere reincidir en los errores de Ginebra. Tampoco es útil cerrar la puerta al porvenir. Quedaría el recurso de las enmiendas al Estatuto, no siempre posible ni aconsejable.

El ejemplo de Ginebra demuestra que habrá dificultades para la distribución de representaciones. Dos tendencias son bien conocidas en esa materia. La de distribución universal, si posible por sorteo, de los puestos elegibles reclamada por ciertos países que creen encontrar en ella ventajas y oportunidades que de otro modo no obtendrían y que su posición y su fuerza les niegan; y la de distribución por regiones, razas, religiones, sistemas políticos y jurídicos, tradiciones culturales o lingüísticas, etc. Este fué el principio en la Sociedad de las Naciones, y la experiencia probó su conveniencia. La dificultad está en su aplicación. Sería justo dar al menos tres puestos a los países latino-americanos, y atribuir otros a los medianos y pequeños Estados europeos de occidente y de oriente; a los miembros del Commonwealth británico; a los países de la naciente confederación arábiga y, eventualmente, a otros sistemas regionales. En otra sección de estas observaciones se hablará de los problemas regionales y de sus derivaciones. Cabe sólo preguntar aquí: ¿Habrá puesto para tantos?

Inciso B.- Autoridad y funciones principales.-No. 1.- Esta sección contiene una delegación tan amplia de los poderes de la Unión internacional en el Consejo de Seguridad que parece, prácticamente, inaceptable en su forma actual. Es inútil volver sobre los argumentos expuestos acerca del asunto. Necesario es repetir, sin embargo, que una delegación tal de poderes puede ser admitida si se atribuyen al organismo central, o sea a la Asamblea General, las facultades de control necesarias y si se da a los Estados miembros un recurso de apelación ante la misma; tanto más cuanto que en ella estarán representados todos los miembros del Consejo. Para los conflictos de carácter jurídico o susceptibles de ser resueltos judicialmente, deberían tenerse en cuenta las observaciones correspondientes del presente informe.

Inciso C.- Votación.- Debe advertirse que en esta materia se han manifestado dos tendencias. Si se adoptaren las conclusiones de Dumbarton Oaks, el Consejo de Seguridad sería, como se ha dicho, el eje de la institución. Independientemente de la acción de la Asamblea General y del Consejo, los proyectos americanos e ingleses mantendrían, al parecer, el principio según el cual uno cualquiera de los miembros permanentes podría vetar la aplicación de sanciones a un Estado agresor, siempre que lo apoyasen dos miembros no permanentes. Se comprende todo el valor de la ponencia, si se considera que el Estado miembro permanente no podría votar, si él mismo es el acusado; y que bastaría a los miembros no permanentes vetar igualmente toda acción compulsiva, si reunieren cinco votos de los seis que les corresponden. Sabíamos que los rusos no admitían que se excluyera del voto a uno de los cuatro o cinco grandes países, aun en el caso de que él fuera el posible agresor. La Conferencia se rompió, según comunicados oficiales, sin llegar al acuerdo total. "Izvestia", órgano oficial soviético, publicó, a la llegada del señor Churchill a Moscú, la tesis rusa, en virtud de la cual los miembros permanentes tendrían manos libres para hacer cuanto quisiesen sin control posible. La oposición anglo-americana a dicha tesis está más que justificada.

Inciso D.- Procedimiento.- No. 1.- Se prevé que el Consejo de Seguridad debería organizarse de modo que pudiera funcionar sin interrupción y que cada Estado debería estar representado "permanentemente" en la sede del Organismo.

El Consejo podría celebrar reuniones en otros lugares, cuando a su juicio ello pueda facilitar su trabajo. Deberían celebrarse igualmente, sesiones periódicas del Consejo de Seguridad en las cuales cada miembro podría estar representado, si así lo deseare, por un miembro del Gobierno o por algún otro representante especial.

La idea no aparece clara y podría dar lugar a dudas acerca de la continuidad de las reuniones del Consejo o de su periodicidad.

La experiencia de Ginebra demostró claramente que cuando se trataba de cuestiones graves asistían al Consejo los Jefes de Gobierno, los Ministros de Relaciones Exteriores o personas autorizadas a hablar con plenitud de representación de sus países. Para otras ocasiones los delegados permanentes bastaban. Era fácil evitar compromisos enviando a dilucidar ciertos asuntos a hombres de segunda categoría sujetos a instrucciones.

La dificultad reaparece. El Consejo permanente es deseable, en principio, pero puede ofrecer el peligro, propio de todos los cuerpos políticos, nacionales o internacionales, de crear o de cultivar las diferencias por la necesidad de justificar su existencia. Entre las dos tendencias, la de eludir cuestiones para no comprometerse políticamente y la de intervenir en controversias confiadas a otros organismos, es difícil la elección. El problema sería mucho menos grave para América, si nuestros métodos peculiares de resolución pacífica de las controversias quedaren a salvo. El Consejo, permanente u ocasional, valdrá en realidad por sus poderes y no por su modo de reunirse.

No se prevé en el proyecto el número de representantes que un miembro podrá tener en el Consejo de Seguridad. El principio de Ginebra establecía uno solamente. Bastaría darle los suplentes necesarios.

Nos. 4 y 5.- Se prevé que cualquier miembro de la organización, especialmente interesado en un asunto, a juicio del Consejo, podrá ser invitado a participar en la discusión del mismo. Igualmente, cualquier miembro no representado en el Consejo, y que sea parte de una controversia internacional, deberá ser invitado a participar en la discusión de ella por el Consejo de Seguridad. La idea corresponde a los antecedentes conocidos. Es necesario ampliarla a fin de evitar que

esté dentro de las exclusivas facultades del Consejo de Seguridad admitir o no un Estado que juzgue tener interés en alguna cuestión. Hay dos posibilidades: que el Estado o Estados que se crean interesados puedan abusar de la buena fe del Consejo para evitar una acción preventiva o compulsiva y complicar una cuestión con su presencia no justificada; o que el Consejo pueda pretermitir los derechos de los Estados no representados en el Consejo. La experiencia ginebrina no deja muchas ilusiones para cuando haya necesidad de aplicar ciertos principios a grandes potencias. En vista de una u otra posibilidad, convendría buscar una garantía de los derechos de las medianas y pequeñas naciones, sin obstaculizar la acción del Consejo en la organización general. No podría imponer el Consejo una decisión sin oir a las partes interesadas, sin correr el riesgo de desconocer derechos inmanentes. La cuestión consiste en evitar que el ejercicio de esos derechos pueda paralizar la acción del Consejo. Dos caminos pueden señalarse: o que el Estado que se diga interesado en la disputa pueda apelar a la Asamblea de la decisión del Consejo que se niegue a oirlo, con la consecuencia inevitable de retardar o paralizar la acción del mismo; o que se establezca, para evitar dilaciones en asuntos que puedan ser graves para la paz internacional, la posibilidad de que una minoría especial de dos o tres miembros permanentes o no permanentes obligue al Consejo a oir las razones del Estado no representado en su seno.

CAPÍTULO VII

Tribunal Internacional de Justicia

Nos. 1 y 2.- En su capítulo VII el proyecto considera que debería haber un Tribunal Internacional de Justicia que sería el principal cuerpo judicial del Organismo. Dicho Tribunal debería constituirse de acuerdo con un Estatuto que formaría parte del Estatuto del Organismo.

Se pasa por alto en este capítulo la importante cuestión de saber cual será el carácter de la jurisdicción de este Tribunal. Convendría establecer de manera definitiva la jurisdicción obligatoria de la Corte para los conflictos de orden jurídico.

Se ha dicho que la inclusión de esta disposición, cuyo efecto sería imponer a cada miembro la obligación de recurrir a la Corte para resolver una controversia jurídica con otro cualquiera de los miembros, sería obstáculo para la adhesión de algunos países. Sin embargo, el momento parece propicio,

y es poco probable que alguna Nación Unida renuncie a formar parte del Organismo para evitar esta obligación, alegando que es atentatoria a su soberanía, ya que en otros aspectos el Organismo implica limitaciones mucho mayores en beneficio de la comunidad. De todos modos, si ello sucediese, podría atenuarse la cláusula obligatoria admitiendo, por ejemplo, su vigencia a partir de una fecha determinada. En todo caso, la Corte misma debería determinar, cuando hubiere desacuerdo, si el conflicto es de naturaleza jurídica o política.

No. 3.- En este número el proyecto considera dos posibilidades, a saber: a) que el Estatuto del Tribunal sea el actual de la Corte Permanente de Justicia Internacional cuya vigencia continuaría con las modificaciones que conviniere hacerle; b) un nuevo Estatuto para preparar el cual serviría de base el de la citada Corte.

Se considera más práctica y eficaz la primera solución.

El mecanismo de la Corte actual es en su conjunto excelente, y bastaría hacerle algunas modificaciones tales como la disminución del número de jueces, considerado en general como muy elevado; concederle autonomía financiera, y otras.

Nos. 4 y 5.- Si la universalidad es un <u>desideratum</u> para toda institución de carácter internacional, en ninguna se hace sentir con más fuerza que en la Corte Permanente de Justicia. Así parece entenderlo el proyecto de Dumbarton Oaks al establecer que "las condiciones bajo las cuales los Estados que no fueren miembros del Organismo podrían llegar a ser partes en el Estatuto del Tribunal Internacional de Justicia, deberían determinarse en cada caso por la Asamblea General, según recomendación del Consejo de Seguridad".

Se considera que la previa recomendación del Consejo como necesaria en esta cuestión podría poner trabas a nuevas adhesiones al Estatuto de la Corte, por lo cual convendría establecer que la Asamblea General determinara en cada caso las condiciones en las cuales los Estados que no fueren miembros de la Organización podrían llegar a ser partes en el Estatuto del Tribunal Internacional de Justicia.

CAPITULO VIII

DISPOSICIONES PARA LA CONSERVACION DE LA PAZ Y LA SEGURIDAD INTERNACIONALES, Y PARA LA PREVENCION Y LA SUPRESION DE LA AGRESION.

Es innecesario subrayar la importancia de los temas que se ventilan en el presente capítulo. Los anteriores enuncian los principios generales del organismo y regulan su estructura interior. El Capítulo VIII expone las normas de actuación de ese organismo en la más grave y trascendental de sus funciones, esto es, en la conservación de la paz y la seguridad internacionales y en la prevención y supresión de la agresión.

La estrecha conexión que existe entre las diversas recomendaciones de este capítulo, así como la conveniencia y la necesidad de obtener una visión unitaria e integral de sus problemas, impulsa a realizar un comentario general, el cual será complementado con observaciones referentes a cada uno de los puntos que merecen consideración especial.

Examinado en su conjunto, el capítulo inspira las reflexiones siguientes:

1a).- Los poderes esenciales del organismo internacional, en lo relacionado con la resolución de las controversias internacionales, están concentrados en el Consejo de Seguridad, esto es, en un instrumento político cuya actuación ha de estar poderosamente influida, sea cualquiera el sistema de votación que se acoja, por la voluntad y los intereses de los Estados que sean miembros permanentes del mismo.

2a).- Los poderes del Consejo no sólo son amplios en lo que respecta al carácter casi exclusivo de su competencia, sino también en lo que respecta al uso discrecional que podía hacer de sus atribuciones, ya que estaría implícitamente facultado para decidir, en cada caso, si existe o no una controversia y si la controversia requiere o no la intervención del organismo.

3a).- La incógnita que todavía existe sobre el sistema de votación del Consejo da carácter provisional y aleatorio a todo juicio sobre el presente sistema de solución de conflictos. De todos modos, el principio sustentado en el proyecto de que el Consejo sea el órgano principal para ello, suscita la cuestión, tan importante como ardua, de que si se exigiere la unanimidad podría privarse de eficacia al organismo, y si se exigiere la simple mayoría se privaría a sus decisiones de autoridad moral y de asistencia material efectiva.

4a).- Los poderes del Consejo son en esta materia difíciles de limitar de manera general en favor de la Asamblea, que, en razón del número de sus componentes, está menos capacitada para una

función decisoria y activa, y en la cual, por lo demás, pueden precisarse con carácter igualmente agudo las contraposiciones políticas que se hayan manifestado en el Consejo.

5a).- Los poderes del Consejo son, por el contrario, en cuanto a la solución de controversias, más susceptibles de limitación en favor de la competencia del Tribunal Internacional, como órgano que conoce de aquellas controversias conforme a criterios de derecho y de equidad. Esa realidad es más evidente si se considera que un aumento de poderes de la Asamblea frente a los poderes del Consejo puede aparecer como aumento del poder relativo de las potencias pequeñas y medianas, esto es, de las potencias que han de tener menor responsabilidad en la conservación de la paz, en tanto que un aumento de las atribuciones del Tribunal frente a las del Consejo aparecería como fortalecimiento del principio del derecho y del sentimiento de solidaridad internacional.

Es oportuno señalar que el criterio ideal sería encomendar la solución de conflictos internacionales al Tribunal Internacional o a un órgano arbitral independiente, y encomendar al Consejo la misión de ejecutar tales decisiones y de imponer a cualesquiera Estados en conflicto la intervención del órgano referido. Sin embargo, no se ignoran las dificultades que podría presentar la citada solución ideal en la situación internacional contemporánea. En todo caso se trazan las siguientes orientaciones generales:

Primera: Convendría excluir la intervención del Consejo de Seguridad y del Tribunal Internacional de Justicia en los casos en que estén en curso otros medios pacíficos de solución de conflictos, que procedan de convenios particulares suscritos por los Estados, o que provengan de la existencia de agrupaciones regionales libremente concertadas por ellos.

Segunda: Convendría someter obligatoriamente al Tribunal Internacional de Justicia, cuando fracasen los referidos medios pacíficos, todos los conflictos de naturaleza jurídica atribuyendo igualmente al Tribunal, en caso de desacuerdo, la facultad de determinar naturaleza del conflicto.

Tercera: Convendría establecer la mayor intervención posible del Tribunal de Justicia Internacional en los demás conflictos, esto es, en los llamados conflictos políticos, mediante la formulación de dictámenes que sean requeridos por el Consejo, por la Asamblea, o por cualesquiera Estados individuales sobre aquellos puntos que el propio Tribunal juzgue susceptibles de un dictámen de derecho.

Cuarta: Convendría propugnar la actuación necesaria y obligatoria del Consejo de Seguridad para ejecutar las decisiones del Tribunal y las demás que, conforme al Estatuto, puedan estimarse expresión de la voluntad de la comunidad, así como para obligar a los Estados a acatar la intervención de los órganos internacionales.

Con arreglo a tales ideas generales, se entra en el análisis de los incisos y parágrafos del capítulo, en la inteligencia de que, dada la esencial conexión de todos ellos y la excesiva vaguedad de muchas de sus expresiones, deben entenderse complementados e interpretados por lo dicho anteriormente.

Inciso A.

Nº 1.- Este parágrafo suscita la cuestión, que se reitera en algunos de los siguientes, de que un excesivo poder inquisitivo del Consejo puede llegar a ser medio de activar y encender disputas antes que sistema de afianzamiento de la paz. En tal sentido, sin desconocer el acertado principio inspirador del precepto, se juzga más conveniente establecer la autoridad del Consejo para investigar aquellas controversias en que hayan fracasado los medios pacíficos ordinarios y en que se ponga en peligro la conservación de la paz y de la seguridad internacionales. En todo caso, la razonable interpretación de esos principios otorgaría sobrados poderes al Consejo para ejercer eficazmente sus atribuciones.

No. 3.- En concordancia con lo expuesto en el número anterior parece innecesaria la última frase de éste, ya que resulta más prudente determinar que el Consejo debería abstenerse de conocer en los casos en que cursara un procedimiento de arreglo pacífico.

No. 4.- En este parágrafo debería deslindarse la separación entre controversias jurídicas, que los Estados se comprometerían a referir al Tribunal Internacional, y las demás controversias que los Estados referirían al Consejo de Seguridad, con la expresa e importante salvedad de que, en caso de desacuerdo, el Tribunal debería determinar la naturaleza de la controversia.

No. 5.- En concordancia con lo expresado en los números 1 y 3, parecería conveniente señalar que la intervención del Consejo tendría lugar una vez fracasados los medios ordinarios de arreglo.

No. 6.- En concordancia con lo expuesto en el número 4, las controversias "justiciables" deberían referirse en todos los casos al Tribunal Internacional de Justicia. Asimismo, el derecho a obtener la opinión del Tribunal debería corresponder también a la Asamblea y a cualquier Estado miembro de la comunidad de naciones y, en caso de desacuerdo sobre la naturaleza de un conflicto o sobre la competencia del Tribunal para emitir una opinión, el Tribunal habría de ser el único órgano adecuado para determinar su competencia.

No. 7.- Este parágrafo no suscita observación alguna si, según puede creerse, es la autoridad internacional correspondiente esto es, Tribunal Internacional, Asamblea o Consejo, el órgano autorizado para determinar cuáles cuestiones atribuye el derecho internacional a la jurisdicción interna del Estado. En todo caso, parece necesaria, dada la importancia del problema, una reforma que haga evidente esta interpretación.

Inciso B.

No. 1.- Este número traza las normas de actuación del Consejo en caso de mal éxito en la busca de la solución de una controversia que constituya amenaza para la conservación de la paz y la seguridad internacionales. Ponen de manifiesto una vez más el carácter facultativo y discrecional de las actuaciones del Consejo. En tal sentido, parecería oportuno que se las completase atribuyendo al Consejo el deber de ejecutar las decisiones del Tribunal Internacional y de imponer la jurisdicción de éste a los Estados que se negasen a acatarla. Asimismo parece que el Consejo debería tener la misión de imponer su propia intervención y aquellas decisiones ya suyas, ya de la Asamblea, que tengan fuerza jurídica obligatoria, si bien la trascendencia y oportunidad de esta misión está condicionada en gran parte por la estructura y funciones, que en definitiva, se otorgue a los referidos cuerpos del organismo.

No. 3.- Se considera que el Consejo debería tener autoridad para determinar qué medidas diplomáticas, económicas, o de otra clase que no comprendieran el uso de la fuerza armada se emplearían para hacer efectivas sus decisiones, y para pedir a los miembros del organismo que aplicaran dichas medidas. Estas podrían incluir la interrupción total o parcial de las comunicaciones ferroviarias, marítimas, aéreas, postales, telegráficas, radiotelegráficas y otros medios de comunicación, y la ruptura de relaciones diplomáticas y económicas. Podrían agregarse, junto con las diplomáticas y económicas, las medidas "financieras". Por lo demás la enumeración establecida es completa y comprende cuanto puede desearse en ese orden de ideas.

No. 4.- Para el caso de que las providencias indicadas fuesen inadecuadas o insuficientes, el Consejo debería tener autoridad para adoptar las demás que juzgase necesarias para mantener o restaurar la paz y la seguridad internacionales, o sea el uso de la fuerza. Dicha acción podría consistir en demostraciones, bloqueos y otras operaciones por fuerzas aéreas, navales, o terrestres de miembros del organismo.

La carga que pudiere derivarse para los miembros del organismo en virtud de tal estipulación constituye cuestión grave y delicada, en especial para los países pequeños que de ordinario tienen capacidad militar muy limitada. Esta circunstancia, así como otras que también podrían apuntarse, deberían tomarse especialmente en consideración.

No. 5.- A los fines indicados en el párrafo precedente, se establece para los miembros del organismo el compromiso de poner a disposición del Consejo de Seguridad, cuando éste lo solicite y de conformidad con un convenio general o convenios especiales concertados entre ellos, las fuerzas armadas, las facilidades y la ayuda necesarias para mantener la paz y la seguridad internacionales. Por dicho convenio, o convenios, se dispondría la cantidad y la clase de las fuerzas, la naturaleza de las facilidades y la ayuda que deberían proporcionar. El convenio general o los convenios especiales se celebrarían tan pronto como fuera posible y en cada caso estarían sujetos a la aprobación del Consejo de Seguridad y a ratificación por los Estados signatarios de acuerdo con sus procedimientos constitucionales.

Sería conveniente que en los convenios se determinara, de la manera más aproximada posible, qué clase de colaboración militar podría ser exigida, a fin de que el Estado interesado conociese el alcance de sus obligaciones. En los expresados convenios, según se entiende, quedaría determinada la forma en que serían distribuídos los gastos de las operaciones militares.

La celebración de convenios especiales, sujetos a ratificación legislativa en cada caso, podría constituir obstáculo serio para la eficacia de las medidas dictadas por el Consejo de Seguridad. En efecto, la negativa de algunos Estados a ratificar

esos convenios o las demoras que por tal motivo ocurriesen, detendrían la acción represiva rápida y oportuna. Por tal razón, sería preferible un convenio de tipo general, anexo al Pacto, sujeto naturalmente a las disposiciones constitucionales de los Estados interesados, pero que previese de una vez la colaboración militar a que se está obligado. Ello no obstaría, sin embargo, para que pudiesen celebrarse convenios especiales no sujetos a la ratificación legislativa e inspirados en el mismo espíritu.

No. 6.- Se establece otra obligación a cargo de los miembros del organismo quienes mantendrían contingentes de fuerzas aéreas nacionales, a disposición inmediata, para usarlos en acciones internacionales compulsivas. La magnitud y el grado de preparación de dichos contingentes y los planes para las acciones, serían determinados por el Consejo de Seguridad con la ayuda de una Comisión de Estado Mayor y con arreglo a lo establecido en el convenio o convenios especiales a que se hace referencia en el número 5 precedente. En cuanto a la contribución militar debería establecerse un criterio para regularla de la mejor manera posible. A la determinación de tal criterio podrían contribuir, entre otros elementos y por razones obvias, la vecindad geográfica, el interés legítimo y la capacidad militar de cada Estado.

No. 7.- En este número se establece que la acción que se requiere para hacer efectivas las decisiones tomadas por el Consejo de Seguridad con el objeto de mantener la paz y la seguridad internacionales, debería ser acción conjunta por parte de todos los miembros del organismo o de algunos de ellos, según lo determinare el Consejo de Seguridad. Esto lo deberían hacer los miembros del organismo por acción propia y "mediante acción por parte de los organismos y entidades especializados competentes de que fueren miembros."

El sentido de la parte final de este número necesita aclararse.

No. 8.- Los planes para aplicar la fuerza armada deberían ser hechos por el Consejo de Seguridad con la ayuda de la Comisión de Estado Mayor a que se refiere el párrafo 9 siguiente.

A fin de dotar al Consejo de Seguridad de un cuerpo asesor en cuestiones militares, que comande al propio tiempo las fuerzas puestas a su disposición, y asuma la dirección estratégica de las operaciones, se ha creado la Comisión de Estado Mayor, cuyas atribuciones quedan determinadas en el número siguiente.

No. 9.- Las funciones de la Comisión de Estado Mayor consistirían, pues, en asesorar y ayudar al Consejo de Seguridad en todas las cuestiones relativas a las necesidades militares para la conservación de la paz y la seguridad internacionales, en el empleo y mando de las fuerzas puestas a su disposición,

la regulación de armamentos y el posible desarme. Sujeta esta Comisión al Consejo de Seguridad, debería ser responsable de la dirección estratégica de cualesquiera fuerzas armadas puestas a la disposición de aquél. La Comisión debería componerse de los Jefes de Estado Mayor de los miembros permanentes del Consejo de Seguridad o de sus representantes. Igualmente debería invitar a cualquier miembro del organismo que no estuviere representado permanentemente en ella, a que se uniera a la Comisión cuando el desempeño eficaz de las funciones de ésta exigieran que dicho Estado participase en sus labores. Las cuestiones sobre el mando de las fuerzas deberían resolverse subsiguientemente.

Aparte de que pudiera objetarse la estrecha composición de la Jefatura de Estado Mayor, circunscrita a los miembros permanentes del Consejo de Seguridad, se concidera indispensable que se dé representación con derecho a voz, en la dicha Comisión, a todo Estado que preste su colaboración militar.

No. 11.- El último párrafo de la parte en consideración establece que cualquier Estado, fuere o no miembro del organismo, que tuviese problemas económicos especiales por llevar a cabo las medidas que hubiere decidido el Consejo de Seguridad, debería tener derecho a consultar al Consejo de Seguridad con respecto a la solución de dichos problemas.

En el caso que plantea esta disposición se estima necesario, no solamente la simple consulta del Estado interesado, sino que también el Consejo de Seguridad debería adoptar medidas destinadas a resolver la situación de dicho Estado.

Inciso C

Arreglos regionales

No. 1.- En materia de organizaciones regionales el proyecto se aparta sin duda alguna de la fórmula tímida del Pacto de la Sociedad de las Naciones, el cual, en su artículo 21, declaraba que los acuerdos internacionales, tales como los tratados de arbitraje y las "ententes" regionales, e igualmente, la doctrina de Monroe, que aseguraban el mantenimiento de la paz, no se consideraban incompatibles con ninguna de las disposiciones de aquél. Así, apenas se reconocía que los compromisos de ese tipo continuarían en vigor entre los miembros de la Sociedad por no pertenecer al grupo de acuéllos cuya abrogación automática disponía el artículo 20 del mismo Pacto, pero no se estimulaba la función que están llamadas a desempeñar las agrupaciones parciales--regionales o continentales--para resolver ciertos asuntos peculiares y unificar los diversos grupos nacionales a fin de consolidar la acción moral y material del conjunto en apoyo de los ideales sustentados por la organización universal. El principio de la admisión de las organizaciones regionales no fué entonces planteado en forma precisa ni se delimitó su campo de aplicación, error que ahora podría remediarse.

En cambio, el proyecto indica que ninguna de las disposiciones del Estatuto impediría la existencia de convenios regionales o de sistemas cuya actividad fuere compatible con los fines y principios de la organización general, y destinados a conocer de los problemas relacionados con la paz y la seguridad internacionales que se presten a soluciones regionales. De esta manera se reconocen las situaciones de hecho creadas por conjuntos de países que, en virtud de vínculos naturales de solidaridad e intereses comunes, o movidos por otras causas contingentes, procuren uniformar su acción en el campo de las relaciones internacionales y facilitar el arreglo de las cuestiones propias en la esfera de esa organización parcial.

El Consejo de Seguridad debería "alentar", según se expresa en el mismo proyecto, la resolución de las controversias locales mediante esas instituciones regionales, bien a iniciativa de los Estados interesados o porque se las refiera el mismo Consejo. La proposición es demasiado vaga para que pueda ser recibida sin objeciones. No se sabe a ciencia cierta hasta donde llegaría la facultad del Consejo en tales casos, es decir, si su intervención se limitaría a una simple recomendación y a prestar el apoyo necesario a la acción regional para el arreglo del conflicto de que se trate, absteniéndose de toda actuación directa en el asunto mientras se desenvuelve el procedimiento regional, o si podría, dentro de la facultad genérica de "alentar", la cual no lo obligaría necesariamente a la inhibición, optar por su acción inmediata alegando que la cuestión controvertida requiere la indispensable y directa intervención del Consejo. Se comprende que en el proyecto no se encuentran determinados los detalles de la estructura de los grupos o sistemas regionales dentro de la organización general, pero es necesario insistir en algunos aspectos fundamentales de ese asunto, a fin de obtener el buen funcionamiento de las células regionales dentro del sistema universal. Es preciso considerar las dificultades inherentes a la coordinación del estatuto y del mecanismo de las organizaciones parciales con los de la organización general, y tratar de evitar los conflictos de competencia los cuales amenazarían la estabilidad y autoridad de todo el sistema. Por ello conviene hacer hincapié en lo que se ha dicho anteriormente, a saber: que cuando se trate de asuntos locales el Consejo de Seguridad debería abstenerse de toda intervención, si está en curso cualquier procedimiento de arreglo regional, y limitarse a desempeñar la función de organismo de última instancia, si el método seguido resulta impropio para resolver la controversia.

No. 2.- Se establece que el Consejo de Seguridad debería utilizar los organismos regionales para ejercer acciones compulsivas bajo su autoridad, o sea, para poner en vigor cualquier medida, si ello fuere aconsejable, pero se exige la necesidad de la autorización del Consejo para toda acción o medida que pueda tener fundamento en los acuerdos regionales.

Aquí no se trata ya del funcionamiento de métodos pacíficos, sino de la aplicación de sanciones de carácter militar, económico o de otra índole. Bien se entiende la necesidad de establecer estrecha cooperación entre el sistema general y las organizaciones regionales, a fin de evitar conflictos y facilitar el éxito práctico de aquéllas. También se reconoce la necesidad de subordinar la actuación de los grupos regionales a la autoridad del sistema, para evitar que aquéllos comprometan la estabilidad de éste, en lugar de integrarse en él y fortalecerlo. Pero la proposición que se examina, dentro de las líneas generales del proyecto, que tienden a dar poder excesivo al Consejo de Seguridad, no deja de presentar inconvenientes para cualquier régimen que, como el interamericano, se encuentre en capacidad de estudiar y adoptar medidas que preserven o restablezcan la paz regional o continental. Bastarían, en efecto, el interés contrario y la falta de apoyo de una gran potencia en el seno del Consejo para que fracasara la aplicación de aquéllas. La cuestión caería entonces automáticamente dentro de la esfera de acción del sistema general, sin que se cumpliera la condición ya expresada de incapacidad del grupo regional para resolver el conflicto e impedir toda amenaza a la paz. Tal estado de cosas quebrantaría la autoridad moral del organismo regional, provocaría su debilitamiento y progresiva disolución, o cuando menos la disminución de su ánimo cooperativo en favor del organismo mundial.

Por otra parte, la autorización previa del Consejo podría provocar retardos que posiblemente neutralizarían los efectos de las medidas de carácter perentorio. Para evitar ese inconveniente, sería aconsejable considerar la posible aplicación de las mismas sujeta a la revisión del Consejo.

Es cierto, además, que la independencia absoluta de las organizaciones regionales en la aplicación de sanciones de carácter local, traería graves dificultades y podría ocasionar la oposición entre continentes y regiones, o dar lugar a alguna peligrosa política de aislamiento continental. Surgirían nuevamente la ambición de preponderancia y dominio mundial o la teoría del equilibrio de fuerzas entre diversas organizaciones regionales.

Por tanto, el problema debe estudiarse cuidadosamente, y quizás se resolvería mediante el establecimiento de un método especial de votación en el seno del Consejo cuando vaya a concederse la autorización de cualquier acción compulsiva regional. Igual método podría aplicarse si se tratare de la revisión de medidas perentorias locales en ejecución. La distribución de representaciones en los puestos elegibles, de que más arriba se ha hablado, tiene íntima conexión con la cuestión que se propone. Además conviene tener en cuenta, a pesar de las dificultades que presenta su aplicación, la tesis según la cual los pequeños Estados participantes en el Consejo deben representar adecuadamente las diversas regiones del mundo, pues ella, combinada con reglas especiales para decidir sobre el particular de que se viene hablando, atenuaría los inconvenientes apuntados y ofrecería, tal vez, las mayores garantías que podrían prestarse en ese campo a las organizaciones regionales.

Capítulo IX

Disposiciones para la cooperación internacional en la solución de los problemas económicos y sociales

Inciso A.- Propósito y Relaciones.

No. 2.- El Proyecto, en este Capítulo, reconoce la necesidad de mejorar las condiciones económicas, sociales y espirituales en la vida de los pueblos como requisito para mantener relaciones de paz y amistad entre ellos, y confía el desempeño de la función correspondiente a la Asamblea General, en primer lugar, y luego a un Consejo Económico y Social sujeto a la autoridad de aquélla. También dispone el establecimiento de relaciones entre el Organismo y cada uno de los diversos entes especializados de carácter económico, social y de otra naturaleza, conforme a los acuerdos que al efecto deberán celebrar el Consejo Económico y Social y las autoridades competentes del ente de que se trata, sometidos a la aprobación de la Asamblea General. Por otra parte, se estatuye que los referidos entes tendrían en sus campos respectivos la responsabilidad que estipularen sus estatutos.

Como puede notarse, no se distingue entre las organizaciones ya existentes y las que puedan crearse para consolidar la acción del Consejo Económico y Social a fin de conseguir los objetos que se le confiarían. Parece, pues, que la Oficina Internacional del Trabajo establecería relaciones con aquél en la forma prevista en el proyecto. No se dice cuales serían las líneas directrices que se seguirían para determinar esas relaciones, y en casos como el señalado, el asunto no deja de tener importancia. Bien conocida de todos es la obra que realiza la O. I. T. y es evidente asimismo la confianza que su actividad inspira al mundo entero. Prueba de ello es la reciente Carta de Filadelfia, que confiere amplias facultades económicas a la expresada organización. En tales condiciones, se juzga conveniente estudiar la posibilidad de determinar las relaciones entre dicho Consejo Económico y Social y los diversos organismos especializados. Conservarían éstos completa o sólo alguna autonomía de funcionamiento, limitándose a informar periódicamente al Consejo Económico y Social de sus actividades o coordinando las mismas con las de aquél? Existirían diversas categorías entre esos entes u organismos desde el punto de vista de su autonomía, o se los subordinaría por entero al Consejo Económico y Social, resumiéndolos en él? Cuál sería el status jurídico de las decisiones de Filadelfia sobre la Oficina Internacional del Trabajo ante el concurso de competencia entre ella y el Consejo Económico y Social? La resolución de todas estas cuestiones y de muchas otras, debería cuando menos indicarse previamente, para facilitar los acuerdos posteriores y el establecimiento de una verdadera autoridad en la materia.

Inciso B.- Composición y Votación.

A la Asamblea General tocaría elegir por término de tres años los diez y ocho Estados que han de tener representación en el Consejo Económico y Social y cada uno de aquéllos tendría un representante con derecho a voto. Las decisiones serían adoptadas por simple mayoría de los representantes que estuvieren presentes y votaren.

No se establece criterio alguno para escoger cuáles serían los Estados miembros del Consejo, y de esta manera surgiría la lucha entre las dos tendencias de que se trató en el Capítulo VI. Se adoptaría el sistema de distribución universal por sorteo, o se optaría por el de la distribución por regiones, razas, religiones, regímenes políticos y jurídicos, tradiciones culturales o linguísticas...? Se combinarían ambos sistemas? En todo caso, el problema se planteará llegado el momento de la elección y sería conveniente adelantar su solución.

Por otra parte, el crecido número de miembros del Consejo Económico y Social y su carácter temporal, no garantizarían siempre la representación directa o indirecta de un Estado en asunto que le concierna o interese en cualquier forma. En tal virtud, debería admitirse que los Estados interesados en una cuestión tendrán derecho a asiento en el Consejo con voto para la consideración de aquélla. De esta manera se protegería cualquier Estado contra una decisión tomada a espaldas suyas, y se facilitaría la determinación del criterio para la elección de los miembros de dicho Consejo.

Para obtener la expresada participación se decidiría que el Estado que se crea interesado se dirija al Consejo y pueda apelar a la Asamblea en caso de negativa, con el retardo o paralización consecuenciales; o que basta el voto favorable de una minoría del Consejo para admitir la petición del respectivo Estado.

Inciso D.- Organización y Procedimiento.-

Nº1.- El Consejo Económico y Social establecería una comisión económica, una social, y las demás necesarias, todas constituídas por peritos. Igualmente tendría una Secretaría con un cuerpo permanente de empleados.

Se deja en el proyecto latitud en cuanto al número de miembros y composición de las comisiones por crearse, pero se exige como es natural la condición indispensable de competencia. No obstante, cabe indicar como conveniente que se consagre de manera expresa la facultad de cualquier Estado miembro de la organización para participar en los trabajos de las referidas comisiones, conforme a la tradición practicada con buen resultado en Ginebra.

Nº2.- También se prevé en el proyecto la celebración de acuerdos para que las organizaciones o entes especializados participen "sin voto" en las deliberaciones del Consejo Económico y Social y en las de las comisiones que él estableciere.

Esa proposición parece tener relación directa con lo que ya se ha dicho sobre la determinación de las líneas directrices de las relaciones entre los entes indicados y el Consejo Económico y Social. Se tiene la impresión de que la fórmula tiende a conservar la autonomía de aquéllas pero aconsejando su participación en las actividades del Consejo a título meramente consultivo. De esta manera, desempeñarían apenas la función de asesores en las materias de su competencia. Y cabe preguntar si tal sistema sería suficiente para que el Consejo desempeñara sus atribuciones de coordinador previstas en el estatuto, y si la aparente autonomía de las mismas se compadecería con la evidente subordinación que implicaría el ejercicio de aquéllas. Por eso es bueno insistir en las observaciones formuladas respecto al Nº 2 del Inciso A del Capítulo, a fin de que se procure establecer en el proyecto final un régimen claro y preciso que permita el mayor éxito del Organismo en el campo económico y social, mediante una verdadera centralización de los esfuerzos conjuntos de los entes referidos y de las comisiones dependientes de aquél, sin olvidar desde luego el papel que toca desempeñar al regionalismo en el ejercicio de atribuciones técnicas. En esa forma, la subordinación de los órganos técnicos frente a la institución política internacional, garantizaría la unidad de su funcionamiento y la coordinación de sus actividades.

Capítulo X

La Secretaría

Nº 1.- La Secretaría se compondría del Secretario General y del personal que fuere necesario. Aquél sería el funcionario administrativo principal del Organismo y su elección correspondería

a la Asamblea General por recomendación del Consejo de Seguridad. El término y las condiciones del mandato se dejan a especificación ulterior en el estatuto.

Indudablemente que la determinación del personal de la Secretaría es cuestión de carácter reglamentario, pero quizás convenga advertir la necesidad de admitir desde ahora la existencia de un Sub-Secretario o de Secretarios, en virtud de la función importante que les tocaría desempeñar y para no dejar la materia al arbitrio del reglamento. Puede recordarse al efecto, que el artículo 6 del Pacto de la Sociedad de las Naciones hacía mención especial de aquéllos. Además, podría considerarse la cuestión del término del mandato del Secretario con toda claridad. En el plan propuesto parece presumirse que se fijará lapso para su ejercicio, apartando así el antecedente de la Sociedad de las Naciones, cuyo estatuto no establecía término alguno.

Respecto a la forma de elección del Secretario, es de observar que la recaída en una persona no recomendada por el Consejo de Seguridad carecería de toda eficacia, desde el momento que se exige la recomendación de éste para que la Asamblea ejerza la función que se le confía. De esta manera, la facultad que se concede a la Asamblea es muy relativa, y casi equivaldría en ciertos casos a la elección del Secretario por el Consejo de Seguridad. En el Pacto de la Sociedad de las Naciones el nombramiento correspondía al Consejo con aprobación de la mayoría de la Asamblea, hecha excepción del primer Secretario, que fué designado en el anexo respectivo. La idea de la elección del Secretario, por parte de la Asamblea, se acoge de buen grado, pero, por la razón anotada, acaso convendría la formación de una terna de candidatos por el Consejo.

Nº 3.- Ya en este informe se ha asentado que es menester buscar mayor equilibrio entre los poderes confiados al Consejo y los muy escasos dejados a la Asamblea, y se ha combatido la posibilidad de que ésta venga a resultar un cuerpo prácticamente muerto, sin más facultad que la de enunciar principios generales y recomendaciones sin valor efectivo alguno. Por ese motivo, se vería con agrado y siempre que se ampliaran los poderes de la Asamblea, que el derecho del Secretario General de llevar cualquier asunto que en su opinión amenazare la paz y la seguridad internacionales, pudiera ser ejercido ante el Consejo o ante la Asamblea.

Capítulo XI

Enmiendas

El proyecto propone que las enmiendas entrarían en vigor "respecto a todos los miembros del Organismo", si las adoptare la Asamblea General por el voto de dos terceras partes de sus miembros y fueren ratificadas de acuerdo con sus procedimientos constitucional-

les respectivos, por los miembros permanentes del Consejo de Seguridad y por una mayoría de los demás miembros del Organismo.

El sistema del Pacto de la Sociedad de las Naciones exigía en primer lugar la unanimidad de los Estados miembros presentes en la reunión respectiva de la Asamblea, y luego, la ratificación de los representados en el Consejo y de la mayoría de los representados en aquélla. Y además se daba a todo miembro de la Sociedad la libertad de no aceptar las enmiendas, caso en el cual dejaba de ser parte en la misma.

La idea de establecer la vigencia de las enmiendas para todos los miembros del Organismo, después de cumplidas las condiciones que expresa el proyecto discutido en Dumbarton Oaks, mejora el principio del Pacto de la Sociedad de las Naciones, y está conforme con la idea de universalidad sustentada en el presente informe; pero por lo mismo que no se propugna la expulsión de miembros ni el retiro de ellos, se considera indispensable modificar las condiciones exigidas para que las enmiendas entren en vigor, de manera que la minoría disidente sea reducida y que cualquier Estado se encuentre más garantizado contra modificaciones que estime inaceptables.

Sería tal vez preferible la ratificación previa no por simple mayoría de los miembros del Organismo, sino por la de dos terceras partes. Bastaría para admitirlo pensar que el veto de uno de los miembros permanentes del Consejo llegado el momento de la ratificación, a pesar del voto favorable de los demás Estados miembros de la organización, sería suficiente para echar por tierra cualquier enmienda adoptada por la Asamblea.

Capítulo XII

Soluciones transitorias

Nº 1.- El deber que se impone a las cuatro Potencias que firmaron la Declaración de Moscú, el 30 de octubre de 1943, de consultarse entre sí y consultar también con otros miembros del Organismo, cuando la ocasión surgiere, a fin de tomar en nombre de éste la acción conjunta necesaria para conservar la paz y la seguridad internacionales, mientras empezaren a regir el acuerdo o los acuerdos especiales a que se refiere el párrafo 5, inciso B del Capítulo VII, debería conformarse al resultado de las observaciones formuladas a dicho párrafo. Es evidente, que si fuera posible incluir un acuerdo general como anexo al estatuto, sería inútil establecer el mencionado deber, pues el Pacto empezaría a funcionar en su totalidad sin espera de nuevos convenios.

Nº 2.- En cuanto a este punto del proyecto, debe repetirse lo que se dijo en la introducción de estas observaciones. Se defiende en aquél la tesis de que las disposiciones del estatuto no deben impedir acción alguna contra Estados enemigos, ejercida o autorizada como resultado de la presente guerra por los Gobiernos

que tuvieren la responsabilidad de proceder así. Es la reserva de las grandes Potencias que han soportado el peso del conflicto, para conservar su libertad de acción, y la puerta cerrada a toda posible intervención moderadora del Organismo que va a crearse, en el establecimiento de la paz y la liquidación de la guerra.

El papel de ese Organismo parecería el de sustentar la paz que dictaran las grandes Potencias sin tomar en cuenta la voz de los pequeños Estados, también interesados en el establecimiento de aquélla y en la reconstrucción de la sociedad internacional para el período de la posguerra. No se desconoce la responsabilidad que pesa sobre los hombros de aquéllas, pero la materia por considerar es universal y tanto las naciones grandes como las intermedias y las pequeñas han sufrido las consecuencias del conflicto y tienen el derecho de hacerse oir para el arreglo de la paz. Su voz lejos de constituir obstáculo para la decisión de las cuestiones políticas vitales de las grandes Potencias, sería garantía de justicia, equidad y equilibrio, fortalecería el imperio del derecho y apartaría las imposiciones de la fuerza. En la intervención del Organismo que se procura crear podría sin duda aprovecharse la trágica experiencia de Versalles y su resultado sería no ya un nuevo y mero "diktat". Las condiciones impuestas al transgresor o transgresores del orden internacional deben serlo por medio de una institución apropiada; y la sanción aplicada a los mismos en nombre de una mayoría calificada de la comunidad debe ser base firme para el triunfo de la idea de justicia en el campo de las relaciones entre Estados. Sería la actitud más noble y hábil que podrían adoptar las grandes Potencias y la mejor prueba de su buena voluntad y disposición para crear y mantener condiciones estables de paz a favor de las generaciones venideras.

Observaciones Adicionales

En la nota final del proyecto se dice que además de la cuestión del procedimiento de votación en el Consejo de Seguridad, a que se refiere el Capítulo VI, hay otras que están aun en consideración. Es probable que entre ellas se encuentren las siguientes, que merecen atención expresa del estatuto, a saber:

a) Los principios que regirán la administración de las colonias y de los protectorados, el posible cambio de soberanía de dichas colonias y protectorados según su posición geográfica y en virtud de la libre voluntad de sus habitantes, o bien las condiciones necesarias para reconocerlos eventualmente como Estados miembros de la comunidad de naciones, con derecho a gobierno propio y a las demás prerrogativas inherentes, deberán determinarse en dicho estatuto. Cualquier omisión en este particular constituiría un paso atrás en relación con las disposiciones del Pacto de la Sociedad de las Naciones.

b) La buena fe en el campo de las relaciones entre Estados es esencial para desenvolver la cooperación y la solidaridad internacional en un ambiente de confianza y lealtad recíprocas. Como consecuencia de esa buena fe, los tratados y acuerdos internacionales deben tener el carácter de pactos públicos, a cuyo efecto cabe disponer el reconocimiento de esa publicidad, con carácter obligatorio, en el texto del estatuto. Podría exigirse el registro de todo tratado en la Secretaría del Organismo como requisito formal para dar carácter obligatorio a tales tratados y acuerdos. Una estipulación análoga se encuentra en el artículo 18 del Pacto de la Sociedad de las Naciones.

c) Las reglas para la revisión de los tratados deberían también ocupar un lugar en el estatuto. Por lo menos debería admitirse el principio general de la revisión como lo hacía el artículo 19 del Pacto de la Sociedad de las Naciones, pero sometiéndola al cambio de circunstancias determinables por la autoridad judicial del Organismo. Las recomendaciones y procedimientos aconsejables en materia tan delicada para el mantenimiento de la paz, habrían de estudiarse cuidadosamente con vista a una solución que acuerde o armonice la justicia con la estabilidad y permanencia que deben tener los pactos entre las naciones.

d) La sede del futuro organismo constituye asimismo materia de singular importancia. La designación de Ginebra, a pesar de que puedan alegarse en su contra ciertos inconvenientes, sobre todo de índole psicológica, presentaría indudables ventajas de aprovechamiento de lo ya existente. La elección de una de las capitales de las grandes Potencias no convendría por las susceptibilidades que produciría y por la posibilidad de ciertas influencias en las actividades de la institución.

e) La cuestión de las lenguas oficiales debería incluirse igualmente en el estatuto. En la Sociedad de las Naciones sólo el francés y el inglés lo eran. Ahora, la Unión Soviética reclamará tal vez el ruso como otro idioma oficial, y posiblemente Brasil y Portugal tendrán igual aspiración respecto al portugués. En tales casos, un crecido número de países tendría derecho a pedir que se aceptase también el castellano como una de las lenguas de la institución. Sin contar con China. Sería preferible abordar de una vez y francamente el problema. El resultado de las discusiones y de la experiencia de Ginebra fué que bastaban el inglés y el francés. La gran mayoría de representantes continentales europeos se expresan en francés, así como la mayor parte de los latino-americanos. No terminarán nunca los debates si se impone la traducción obligatoria en más de dos lenguas.

f) Convendría estipular de manera expresa en el estatuto la abrogación de las obligaciones anteriores incompatibles con éste,

y consagrar también la obligación de todos los Estados miembros de no contraer compromisos que deroguen los contenidos en dicho estatuto.

Caracas, 31 de octubre de 1944.

RESUMEN DE LAS OBSERVACIONES MAS IMPORTANTES HECHAS POR EL GOBIERNO DE VENEZUELA AL PLAN DE DUMBARTON OAKS

1.- Incluir entre los fines la promoción de la buena fe y la justicia en las relaciones internacionales (Capítulo I).

2.- Incluir la promoción del respeto de los derechos del hombre y de sus libertades fundamentales (Capítulo I, No. 3).

3.- Incluir, entre los cuerpos principales de la Organización, el Consejo Económico y Social (Capítulo IV).

4.- Otorgar a la Asamblea la facultad de restituir, en sus derechos y prerrogativas, al miembro que haya sido suspendido, la cual sería ejercida por el Consejo cuando la Asamblea no se encuentre reunida. En este caso la decisión del Consejo sería sometida a la ratificación de aquella (Capítulo V, B, No. 3).

5.- Suprimir la cláusula relativa a la expulsión de miembros, por ser contraria al ideal de la universalidad del Organismo, al cual debe tenderse como máxima aspiración (Capítulo V, B, No. 3).

6.- Establecer que la Asamblea será convocada a sesiones extraordinarias por el Secretario General cuando un determinado número de miembros lo solicitare o cuando el Consejo así lo requiriere (Capítulo V, D, No. 1).

7.- Ante las dificultades de establecer normas para la elección de miembros no permanentes del Consejo, limitarse a señalar la conveniencia de dar en él representación adecuada a la América Latina (Capítulo VI, A).

8.- Establecer que el Estado o Estados, miembros del Consejo y partes en una controversia, tendrán sólo el derecho a ser oídos (Capítulo VI, C).

9.- Establecer la posibilidad de que el voto favorable de una minoría especial de miembros permanentes o no del Consejo sea suficiente para que un Estado interesado en una cuestión participe en las deliberaciones respectivas sin derecho a voto (Capítulo VI, D, No. 4).

10.- Estipular, en forma categórica, el derecho de cualquier Estado no representado en el Consejo, que fuese parte

en una controversia, a participar en las correspondientes deliberaciones del Consejo, sin derecho a voto (Capítulo VI, D, No. 5).

11.- Acordar que el estatuto del Tribunal de Justicia Internacional se base en el de la Corte Permanente de La Haya, con las modificaciones convenientes, entre las cuales se indican las más fundamentales:

a) Conceder jurisdicción obligatoria al Tribunal Internacional de Justicia, en todas las controversias de naturaleza jurídica, cuando fracasen otros medios pacíficos de solución de conflictos; y

b) Otorgar al mismo Tribunal la facultad de decidir acerca de su propia competencia (Capítulo VII, No. 3).

12.- Sugerir que los estatutos del Tribunal determinen las condiciones en que los Estados no miembros de la Organización quedarían sujetos a la jurisdicción de aquél y en que podrían recurrir al mismo (Capítulo VII, No. 5).

13.- Establecer que el derecho a obtener la opinión del Tribunal en determinados casos debería corresponder también a la Asamblea, a los organismos internacionales y a los Estados en particular (Capítulo VIII, A, No. 6)

14.- Propugnar que el Consejo de Seguridad vele por el cumplimiento de las decisiones del Tribunal, haciendo uso para ello de los medios que considere convenientes (Capítulo VIII, A, No. 6).

15.- Establecer que corresponde al Tribunal o al Consejo, según la naturaleza del conflicto, determinar si el asunto de que se trate corresponde o no a la jurisdicción interna del Estado (Capítulo VIII, A, No. 7).

16.- Dar representación en la Comisión de Estado Mayor, con derecho a voz, a todo Estado que preste cooperación militar, y representación con derecho a voto, en el mismo caso, en las Subcomisiones regionales de aquélla previstas en el No. 2 del inciso D del Capítulo VI (Capítulo VIII, B, No. 9).

17.- Estipular que, cuando se trate de asuntos regionales, el Consejo de Seguridad debería abstenerse de toda intervención directa, si está en curso cualquier procedimiento de arreglo regional; y que actuaría en forma directa sólo cuando haya fracasado el mecanismo regional y resulte de este

fracaso una amenaza para la paz y la seguridad internacionales (Capítulo VIII, C, No. 1).

18.- Acordar que todo Estado, que esté particularmente interesado en un asunto sometido a la consideración del Consejo Económico y Social, pueda asistir, con derecho a voz, a las deliberaciones respectivas (Capítulo IX, B).

19.- Exigir el registro de todo tratado en la Secretaría del Organismo, como requisito formal para dar carácter obligatorio a los acuerdos internacionales.

20.- Establecer que los estatutos de la Organización constituyen la ley suprema de la comunidad internacional, y estipular de manera expresa la abrogación de las obligaciones anteriores incompatibles con aquéllos, y el compromiso de todos los Estados miembros de no contraer otras que contraríen las estipuladas en los mismos.

21.- Contemplar el establecimiento de un régimen jurídico adecuado para el territorio donde habrá de funcionar la Organización Internacional.

BASES PARA LA ORGANIZACION DE LA CORTE DE JUSTICIA INTERNACIONAL PRESENTADAS POR EL GOBIERNO DE VENEZUELA

I.- PROBLEMAS GENERALES.-

1.- La Corte debería ser elemento integrante esencial de la organización internacional.

2.- Los miembros de la organización internacional serían, para todos los efectos, miembros de la Corte. Los Estados que no fuesen miembros de la organización no lo serían tampoco de la Corte, en cuanto a que no participarían en su constitución ni en la designación de sus componentes; sin embargo, deberían tener relación con dicho organismo, para someterse o quedar sometidos a su jurisdicción.

3.- El Estatuto de la Corte debería ser en sustancia el mismo de la Corte Permanente de Justicia Internacional, con las modificaciones exigidas por las nuevas circunstancias internacionales.

4.- El Estatuto de la Corte debería aprobarse y ratificarse con el convenio general constitutivo de la organización, como instrumento complementario del mismo.

5.- La Corte debería ser única y sus decisiones deberían ser inapelables. Ello no obstaría al recurso de revisión, en forma similar a como funcionaba en la Corte Permanente de Justicia Internacional.

6.- No obstante el carácter secundario de estos problemas, parece conveniente recomendar que la Corte tenga su sede en un territorio distante de aquél donde se reunen normalmente los órganos políticos de la organización, y que podría seguir siendo La Haya. Asimismo, parece adecuado el nombre adoptado en Dumbarton Oaks: Corte o Tribunal de Justicia Internacional.

II.- PROBLEMAS RELATIVOS A LA ORGANIZACION Y CONSTITUCION INTERNA DE LA CORTE.

1.- Convendría conservar el mismo lapso de duración de los Jueces (9 años), pero determinar que se remuevan parcialmente cada tres años, esto es, que cada 3 años se proceda a la elección de tres jueces.

2.- Sería igualmente aconsejable recomendar un sistema de elección basado en el esquema que a continuación se expone:

1.- Cada Gobierno de Estado miembro de la organización designará dos representantes. Deberá recomendarse a los Gobiernos que designen juristas de competencia técnica y de reputación consagradas, y que consulten, a los efectos de realizar el referido nombramiento, la opinión de las Facultades de Derecho, de los Colegios de Abogados, del Tribunal de mayor categoría y, en general, de los organismos representativos de la ciencia jurídica nacional.

2.- Los representantes designados por los Gobiernos constituirán un colegio electoral internacional, tendrán en su cargo una duración de 9 años y actuarán en el seno del colegio conforme a su libre criterio individual.

3.- El colegio electoral mencionado designará cinco candidatos para cada una de las vacantes de Jueces que se hayan de cubrir. Tales candidatos se designarán por mayoría de votos, para lo cual cada representante tendrá un voto. En el caso de que se trate de llenar una vacante producida por la terminación del período de un Juez, el colegio deberá encabezar la mencionada lista con el nombre de Juez saliente. La votación de los representantes podrá realizarse personalmente o por correspondencia, y la Secretaría de la Corte actuará como Secretaría del Colegio.

4.- La Asamblea General designará un Juez titular y dos Jueces suplentes, dentro de la lista de cinco candidatos que le hubiere presentado el colegio.

5.- Los candidatos designados por el colegio podrán ser o no miembros de éste, y serán elegidos en razón exclusiva de su competencia técnica y de su reputación personal.

3.- En el caso de que, en un litigio ventilado ante la Corte, hubiere un Juez de la nacionalidad de una sola de las partes, la otra parte tendría derecho a designar un Juez suplementario en el seno de los miembros que integren el colegio electoral.

4.- La Corte no podría tener dos a más Jueces de una misma nacionalidad.

III.- PROBLEMAS RELATIVOS A LAS ATRIBUCIONES Y FUNCIONAMIENTO DE LA CORTE.

A) JURISDICCION.

1.- La Corte tendría competencia para todo asunto que las partes sometieren a su jurisdicción.

2.- La jurisdicción de la Corte sería obligatoria para los miembros de la organización general en los conflictos de naturaleza jurídica. En tal sentido, es recomendable mencionar tales conflictos con una denominación de carácter general, y referirse seguidamente, a título enunciativo, a los casos previstos en el artículo 36 de los Estatutos de la Corte Permanente de Justicia Internacional y en el párrafo segundo del artículo 13 del Pacto de la Sociedad de las Naciones.

3.- La Corte decidiría los límites de su competencia. En consecuencia, las salvedades relativas a conflictos políticos y a cuestiones que corresponden a la jurisdicción interna del Estado deberían alegarse como excepciones ante la propia Corte.

4.- La Corte conocería de un asunto cuando haya fracasado, o no se haya logrado poner en curso, cualquier otro modo pacífico de la solución y lo podría hacer a petición de cualquiera de las partes.

5.- Parece conveniente admitir que la Corte pueda conocer de un asunto a instancias del Consejo.

6.- Cuando se tratare de conflictos en que intervinieren Estados que no fueren miembros de la organización, en caso de que no se lograre el principio de universalidad en la organización general, parece recomendable establecer que se prevea la posibilidad de que los Estados no miembros suscriban una cláusula de sometimiento a la jurisdicción de la Corte a fin de que:

a) un Estado no miembro de la Organización pueda recurrir a la Corte contra un Estado miembro;

b) un Estado miembro pueda recurrir a la Corte contra un Estado no miembro de la Organización;

c) el Consejo pueda remitir a la Corte conflictos jurídicos en que intervengan Estados no miembros.

7.- El Consejo debería estar encargado de dictar las medidas precisas para imponer la jurisdicción de la Corte, o para ejecutar sus decisiones. En estas actuaciones del Consejo deberían suprimirse, o reducirse en lo posible, las exigencias de procedimientos referentes a la unanimidad o a una mayoría calificada, y debería eliminarse, en todo caso, la posible existencia del veto suspensivo de la gran potencia interesada.

8.- Debería estudiarse la manera de diferenciar claramente, en cuanto a tratamiento, el Estado que acatara la jurisdicción y decisiones de la Corte y el Estado que las desacatara. Parece conveniente recomendar que el Estado que desacatare la jurisdicción, o las decisiones, sea suspendido en el ejercicio de los derechos inherentes a la condición de miembro de la organización internacional.

9.- Parece recomendable que la obligación del Consejo, en lo que se refiere a la imposición de la jurisdicción y de las decisiones de la Corte, sea especialmente intensa en los casos en que ésta hubiere obrado a instancias de él.

10.- Debería evitarse en lo posible toda formulación de reservas, en los compromisos de sometimiento a la jurisdicción de la Corte que vayan implícitos en la firma de su instrumento constitutivo.

En caso de que fuere irremediable, debería aspirarse a que se concretaran las reservas en una o dos fórmulas generales. En tal sentido, podrían estimarse admisibles las siguientes:

a) la reserva que se refiera a actos anteriores a una fecha determinada, por ejemplo, el comienzo de las hostilidades o las firmas de los tratados de paz; y

b) la reserva que se refiera a relaciones con Estados que puedan estimarse no sometidos a la jurisdicción de la Corte.

11.- En lo relativo al derecho aplicable, la disposición del artículo 38 del Estatuto de la Corte Permanente de Justicia Internacional no suscita ninguna objeción fundamental.

B) DICTAMENES CONSULTIVOS.

12.- La Corte debería estar facultada para emitir dictá-

menes consultivos en cuestiones jurídicas, o en puntos o aspectos jurídicos de cuestiones políticas.

13.- Tendrían derecho a solicitar tales dictámenes:

a) La Asamblea;
b) El Consejo;
c) Los organismos internacionales; y
d) Los Estados en particular, mediante restricciones que garanticen un uso adecuado de esa facultad.

14.- La Corte decidiría acerca de su competencia para emitir el dictamen, en razón de la materia o de la persona u organismo internacional que lo solicite.

15.- Debería tratarse de que sea obligatoria la solicitud del dictamen de la Corte, en los puntos pertinentes que se susciten en los conflictos políticos. La obligación podría tal vez hacerse efectiva estableciendo que una minoría calificada del Consejo pueda provocar la solicitud correspondiente.

C) FUNCIONES COMPLEMENTARIAS.

16.- La Corte debería ser una Corte Suprema en el seno del orden administrativo internacional. En tal sentido tendría la función de dirimir los conflictos de competencia entre organismos internacionales, y podría constituirse como tribunal de apelación en aquellos asuntos de los que otros Tribunales administrativos internacionales que se crearen conociesen en primera instancia.

D) PROCEDIMIENTO.

17.- La Corte debería determinar sus reglas procesales internas, las cuales podrían ser similares a las de la Corte Permanente de Justicia Internacional.

18.- Las decisiones deberían requerir una mayoría absoluta de los miembros de la Corte.

19.- La Corte debería considerarse sucesora de la Corte Permanente de Justicia Internacional. En tal virtud, los Estados firmantes del convenio deberían expresar que todas aquellas facultades y atribuciones, que en convenciones anteriores se concedieron a la Corte Permanente de Justicia Internacional, deberían estimarse concedidas a la Corte que habrá de crearse dentro de la nueva organización.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH) *
G/7(e)
May 6, 1945

GENERAL

Brésil,
4 novembre 1944

OBSERVATIONS DU GOUVERNEMENT BRESILIEN SUR LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

TRADUCTION

1. Le Ministre des Affaires Etrangères en exercice a bien reçu le memorandum que le Chargé d'Affaires en intérim, comme suite à des instructions de son Gouvernement, lui a remis, en date du 9 octobre, avec les propositions en vue de l'établissement d'une Organisation Internationale, dans le texte original anglais, accompagné d'une traduction officielle portuguaise. Le Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique exprimait au Ministre des Affaires Etrangères le désir de son gouvernement de recevoir toute proposition que le Gouvernement Brésilien voudrait lui soumettre au sujet du Plan de Dumbarton Oaks afin de les communiquer à la Conférence Internationale qui serait chargée de les discuter.

2. Le Ministre des Affaires Etrangères du Brésil remercie le Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique d'avoir bien voulu lui soumettre cet important document en exprimant le désir de son Gouvernement de recevoir les observations brésiliennes sur le texte; il se permet en conséquence de présenter ci-dessous les vues du Gouvernement brésilien.

3. Le Gouvernement brésilien, convaincu de la nécessité urgente d'établir une nouvelle Organisation Internationale capable de maintenir d'une manière effective la paix et la sécurité du monde, et considérant les sérieuses difficultés auxquelles se heurte une telle entreprise, estime que, dans les circonstances actuelles, le projet soumis à son examen est satisfaisant. Il serait heureux, cependant, de voir indiquer d'une manière expresse, conformément aux fins élevées qui l'inspirent, la possibilité d'améliorer ultérieurement la charte qui va être établie, afin que tous les membres de l'Organisation Internationale qui participeront à son activité puissent, dans un avenir prochain, prendre une part plus grande à ses décisions.

*Une première édition de ce document comprenant uniquement les quatre premières pages, portant par erreur le même symbole au lieu de G/7 (e)(2), a été omise.

4. Il considère essentiel de faire figurer parmi les principes de l'Organisation actuelle le respect et le maintien, par tous les membres, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque état et sa protection contre toute agression extérieure.

5. Il y a intérêt, semble-t-il, à ce que la charte future mentionne que, lorsque un litige visé aux paragraphes 4, 5 et 6 de la section A du Plan, ne peut être résolu par accord entre les parties, le Conseil de Sécurité devra soumettre la question à la Cour Internationale de Justice ou à un Tribunal d'arbitrage qui serait constitué conformément aux méthodes prévues dans le Protocole de Genève du 2 octobre 1924, selon qu'elle se rapporte ou non à un conflit de caractère juridique, à l'exception toutefois, des questions visées au paragraphe 7, que le Droit International laisse à la compétence exclusive de chaque état. Il semble que le Conseil de Sécurité, dans des questions de ce genre, ne doive intervenir que pour maintenir et rétablir la paix ou pour assurer l'exécution d'une sentence.

6. Il est indispensable, à notre avis, qu'au cours d'un différend mettant la paix en danger, on ne laisse pas à la partie intéressée le soin de décider si ce différend doit ou non être considéré comme rentrant dans les questions que le Droit International laisse à la compétence exclusive de l'état intéressé (Paragraphe 7, Section A, Chapitre VIII); il y aurait intérêt à ce que, dans chaque cas, la décision quant à la classification de telles questions, soit, sur la demande de l'une des parties ou du Conseil de Sécurité, renvoyée à la Cour de Justice Internationale. Il est entendu que si la décision de la Cour est affirmative, le Conseil de Sécurité devra, en cas de besoin, prendre les mesures nécessaires pour empêcher que la paix et la sécurité internationales ne soient mises en danger et que si la Cour décide que le différend ne revêt pas ce caractère, le Conseil le soumettra à la procédure prescrite dans la charte pour le règlement pacifique des différends internationaux.

7. Le gouvernement brésilien estime qu'un état convoqué en qualité de Membre "ad hoc" du Conseil de Sécurité, (paragraphe 4

et 5, section D, chapitre VI du plan) parce qu'il est impliqué ou parti dans un différend soumis à cet organisme, devrait avoir, du point de vue du vote, le même statut que celui des membres titulaires, ces derniers, croit-on, ne devant pas, dans ces conditions avoir le droit de vote.

8. Le Conseil de Sécurité dont l'organisation est prévue à la section A du chapitre VI du plan devrait tenir compte des courants d'opinion et des intérêts du monde civilisé tout entier afin de pouvoir s'acquitter d'une manière rapide et complète de ses importants devoirs, l'un des principaux étant de maintenir la paix et la sécurité internationales, par délégation, de tous les membres de l'organisation aux noms desquels il agit. (Section B, paragr. 1, chapitre VI) Il semble donc que le Conseil, pour assurer la promptitude et l'efficacité de l'action, dont il est chargé, (aux termes de la section B, paragraphe I) ne saurait se passer de la coopération constante de l'Amérique du Sud auquel il est essentiel d'accorder un siège permanent.

9. Le gouvernement brésilien est d'avis que les questions intéressant les groupes exclusivement régionaux, mentionnés aux paragraphes 1, 2 et 3, section C, chapitre VIII du plan, doivent être résolues par eux-mêmes, l'intervention du Conseil ne se justifiant que dans le cas ces où ces questions mettraient en danger la paix de plus d'un groupe régional.

10. Il suggère que dans l'établissement du texte définitif du paragraphe 4, chapitre II, il soit précisé que tous les membres de l'organisation, dans leurs relations internationales, s'abstiendront d'avoir recours à des menaces ou à la force, sauf en conformité des méthodes et décisions de l'organisation.

11. Il semble opportun que les rapports du Conseil de Sécurité soumis à l'Assemblée en exécution du paragraphe VIII, section B, chapitre V, ne soient pas seulement étudiés à l'Assemblée mais qu'ils y soient également mis en discussion.

12. Il semble également opportun de faire figurer dans la Charte le principe de la publicité des traités.

13. Il croit également qu'il y aurait avantage à ce que l'Assemblée de l'organisation ait le même siège permanent que celui de Conseil de Sécurité et du Secrétariat, tout en conservant le droit de se réunir en un autre lieu, si elle en décidait ainsi.

14. Le gouvernement brésilien estime qu'il serait utile que l'organisation adopte comme langues officielles l'anglais et le français.

15. Le gouvernement brésilien formulera son opinion en temps utile sur les autres questions relatives à l'organisation internationale, qui ne sont pas soulevées dans le présent mémorandum et qui ne figurent pas dans le projet actuel. Il se réserve d'exprimer son opinion définitive au moment où il sera en possession du plan complet d'organisation de la paix et de la sécurité internationales.

COMMENTAIRES DU BRESIL SUR DES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS, PRESENTES A LA CONFERENCE INTER-AMERICAINE SUR LES PROBLEMES DE GUERRE ET DE PAIX.

La Délégation de Brésil désire souligner tout d'abord qu'à son point de vue les Propositions de Dumbarton Oaks représentent un grand pas vers l'Organisation future de la paix; elles démontrent qu'on a accordé beaucoup d'attention à la nécessité de faciliter et de consolider les futures relations internationales. Toutefois la Délégation considère que certaines parties des propositions peuvent encore être améliorées de façon à devenir plus effectives.

La Délégation reconnaît pourtant que quelques uns des défauts les plus fragrants du système préconisé à Dumbarton Oaks ne sauraient être modifiés par la Conférence de San Francisco. En effet c'est seulement avec le temps que ces défauts disparaîtront.

Quoi qu'il en soit, la Délégation du Brésil, désirant contribuer dans une certaine mesure à l'amélioration de ces propositions si importantes pour l'avenir du monde, sans vouloir en aucune façon les remplacer, fait ici quelques suggestions dont on pourrait tirer profit.

Les suggestions ci-après comprennent non seulement celles que le Gouvernement Brésilien a soumis directement au gouvernement des Etats-Unis en réponse à une communication d'octobre 1944, mais d'autres encore qui paraissent maintenant opportunes.

CHAPITRE II

En ce qui concerne le Chapitre II concernant les principes, il semble au Gouvernement Brésilien qu'il y aurait lieu d'y introduire non seulement le principe de non-intervention qui a déjà été reconnu dans une large mesure par les nations de l'Amérique (conventions de Montevideo sur les droits et obligations des Etats; traite de Buenos Aires relatif à la non-intervention; déclaration de Lima de 1938) et même accepté en quelque sorte par l'Assemblée de la Société des Nations (résolution adoptée le 10 octobre 1936) mais aussi le principe du respect scrupuleux des traités, qui constitue l'une des bases du droit international.

La Délégation du Brésil propose en conséquence que le paragraphe 2 du Chapitre II soit rédigé comme suit:

"2. Tous les membres de l'Organisation s'engagent à respecter et à observer scrupuleusement les conventions et traités auxquels ils pourraient être parties contractantes, y compris les obligations acceptées par eux aux termes de la présente Charte."

En outre le paragraphe 4 du même chapitre devrait être rédigé ainsi:

"4. Tous les membres de l'Organisation s'abstiendront dans leurs relations internationales d'intervenir dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre membre de l'Organisation, et de recourir aux menaces ou à l'emploi de la force lorsqu'ils ne sont pas d'accord avec les méthodes et les décisions de l'Organisation. Dans l'interdiction de toute intervention, on doit comprendre celles qui menacent la sécurité nationale d'un autre membre de l'Organisation, qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à son integrité territoriale ou qui comportent une trop grande influence étrangère sur ses destinées."

Pour les raisons indiquées ci-dessous la Délégation du Brésil propose la suppression du dernier paragraphe du Chapitre II.

CHAPITRE III

La Délégation du Brésil estime qu'il serait opportun d'adopter le principe de l'universalité de la nouvelle Organisation Internationale Celle-ci en effet devrait représenter complètement la communauté des Etats de sorte qu'aucun Etat jouissant d'une existence indépendante ne puisse en être exclu ou s'en exclure lui-même.

De même que, dans le domaine intérieur, tout individu est subordonné à la juridiction d'un Etat, de même, dans le domaine extérieur, tout Etat devrait faire partie de l'Organisation Internationale

La Délégation du Brésil propose en conséquence que le Chapitre III des propositions soit remplacé par le suivant:

"1. L'Organisation Internationale devrait comprendre tous les Etats souverains qui existent actuellement ou qui pourraient exister à l'avenir, avec leurs propres conditions de vie indépendante.

"2. Aucun Etat ne peut être exclu de l'Organisation ou s'en retirer volontairement."

CHAPITRE V

D'après les Propositions de Dumbarton Oaks, les fonctions et les pouvoirs de l'Assemblée dans la nouvelle Organisation seront un peu moins étendus que ceux du Conseil de Sécurité. Il serait donc désirable de renforcer le premier de ces deux organismes, dans le-

quel tous les membres de l'Organisation seront représentés.

Mais c'est là un des points sur lesquels on éprouvera des difficultés à modifier les dispositions adoptées à la Conférence de Dumbarton Oaks.

C'est pourquoi la Délégation du Brésil se borne à remarquer que, si l'on retenait la suggestion ci-dessus concernant l'universalité de la nouvelle Organisation, il conviendrait de supprimer le paragraphe 2 et la dernière phrase du paragraphe 3 de la section B de ce chapitre ainsi que la disposition concernant l'expulsion, contenue au paragraphe 2 de la section C; la Délégation propose en outre d'introduire une disposition concernant la revision des traités.

Il s'agit là d'une question très grave. Souvent, en effet, un Etat qui est partie à une convention ou à un traité international s'estime en droit de le dénoncer unilatéralement sous prétexte que les conditions qui l'ont motivé n'existent plus. Cette prétention est fondée sur la supposition que tous les traités sont soumis à une condition tacite d'annulation ou qu'ils contiennent implicitement une clause rebus sic stantibus.

Cette doctrine est dangereuse mais, d'autre part, l'absence de la possibilité de reviser certains traités peut avoir des conséquences désastreuses et en tous cas injustes.

Le Pacte de la Société des Nations a essayé de résoudre la question, mais d'une manière insuffisante. En fait, l'article 19 du Pacte prévoit seulement que de temps à autre l'Assemblée pourra inviter les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités reconnus inapplicables et à considérer les situations internationales dont la prolongation pourrait compromettre la paix mondiale. Cette disposition est devenue lettre morte parce que l'invitation de l'Assemblée, déjà difficile en elle-même à obtenir, n'avait pas un caractère obligatoire. La Convention de la Havane de 1938 sur les traités prévoyait l'hypothèse de la dénonciation d'un traité permanent et stipulait que, si cette dénonciation n'obtenait pas l'assentiment de l'une ou de l'autre des parties contractantes, la question serait soumise à une décision arbitrale.

La Délégation du Brésil estime qu'une règle analogue devrait être établie pour l'Organisation mondiale en remplaçant la décision arbitrale par le recours à la Cour permanente de justice internationale, suivant une procédure adaptée à la nouvelle Organisation Internationale. Cette disposition ne viserait que les traités dits permanents ou exécutoires, c'est-à-dire ceux dont les effets se font sentir dans l'avenir et qui, précisément donnent lieu parfois à de sérieuses difficultés.

La Délégation du Brésil propose d'insérer comme dernier paragraphe de la section B du chapitre V une disposition conçue approximativement comme suit:

> "A la requête de toute partie à un traité exécutoire, invoquant la caducité totale ou partielle de ce traité ou l'injustice qui résulte de son maintien, l'Assemblée devra, par une décision prise à la majorité des deux-tiers, inviter l'une ou l'autre des parties contractantes à se mettre d'accord avec l'autre en vue de la revision ou de l'annulation de ce traité. Si l'une des parties contractantes n'accepte pas ladite revision ou annulation, l'autre ou les autres parties seront autorisées à recourir à la Cour permanente de justice internationale afin que celle-ci décide par un jugement si le traité en question a perdu tout ou partie de sa force obligatoire en raison du fait que les conditions qui l'avaient motivé ont changé ou que le traité lui-même a des conséquences trop lourdes pour l'une ou l'autre des parties."

CHAPITRE VI

La composition du Conseil de Sécurité est l'un des points des Propositions de Dumbarton Oaks qui a provoqué les critiques les plus sérieuses et les plus justifiées, avec raison d'ailleurs, puisque les attributions de ce Conseil seront celles d'un organe exécutif tout puissant.

Le Brésil est d'avis, comme plusieurs autres Etats, que sauf peut-être pendant la période de transition entre la fin de la présente guerre et la phase future de la réadaptation du monde à de nouvelles conditions internationales, la composition du Conseil devrait s'inspirer de principes plus démocratiques et être fondée véritablement sur l'égalité juridique des Etats souverains, sans perdre de vue le fait que, dans certains cas, des droits spéciaux devraient être accordés à quelques membres de la communauté internationale.

Toutefois la Délégation du Brésil, se rendant pleinement compte des difficultés du moment, ne fait aucune proposition contraire à la règle déjà établie de la permanence des cinq grandes puissances alliées au sein du Conseil de Sécurité.

Cependant, si l'on s'efforce de maintenir le principe de la permanence de certains Etats au Conseil, la Délégation du Brésil estime qu'il serait juste d'attribuer un des sièges permanents à l'Amérique latine.

S'il est vrai que ce principe est fondé sur la nécessité d'accorder à l'Organisation mondiale la possibilité de fournir un concours militaire efficace à l'effort collectif tendant à préserver la paix et la sécurité mondiale, il semble que cet argument devrait s'appliquer à l'Amérique latine dont les bases militaires, aériennes, terrestres ou navales et la participation sur les champs de bataille au cours de la guerre actuelle ont joué un rôle si important dans le succès des opérations militaires de longue haleine.

La Délégation du Brésil ne désire pas insister sur ce point, son gouvernement ayant déjà en temps voulu attiré l'attention du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique à ce sujet.

En ce qui concerne le présent chapitre, la Délégation du Brésil se borne donc: a) à manifester le désir que dans les dispositions du plan définitif de l'Organisation mondiale concernant la procédure de vote au Conseil de Sécurité, on adopte la règle d'après laquelle l'Etat qui violerait les obligations contenues dans la Charte fondamentale serait privé du droit de vote lorsqu'il s'agirait de se prononcer sur cette violation; b) à indiquer la nécessité de supprimer

au paragraphe 5 de la Section D les mots "et tout Etat non membre de l'Organisation" au cas où le principe de l'universalité de la nouvelle Organisation Internationale serait accepté; c) à proposer de compléter la Section D par un nouveau paragraphe portant le numéro 6 et ainsi conçu:

"6. Dans les cas prévus aux deux paragraphes précédents (numéros 4 et 5) un membre de l'Organisation admis à participer à la discussion devrait, pour les questions de vote, être placé sur le même pied que les membres du Conseil."

CHAPITRE VII

La Délégation du Brésil fait remarquer que le paragraphe 5 de ce Chapitre devrait être supprimé au cas où l'on adopterait les propositions relatives à l'universalité de l'Organisation.

CHAPITRE VIII

La Délégation du Brésil estime que, dans les cas visés au paragraphe 7 de la Section A du Chapitre VIII, la détermination des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive d'un Etat devrait être laissé à la Cour Permanente de Justice Internationale afin d'éviter toute interprétation trop large en cette matière. La Délégation propose donc d'ajouter à la Section A, un paragraphe 8 ainsi conçu:

"Si, au cours d'un différend, l'une des parties au litige prétend que la question controversée relève uniquement de sa juridiction nationale, il appartiendra à la Cour Permanente de Justice Internationale de se prononcer sur ce point, à la demande de l'une des parties, ou du Conseil de Sécurité. Si la décision de la Cour est affirmative et que les parties n'aboutissent pas à un accord par des négociations diplomatiques, le litige sera soumis à la procédure de Conciliation. Si cette méthode échoue, la question sera tranchée par voie d'arbitrage."

En ce qui concerne la Section C du Chapitre VIII relatif aux arrangements régionaux, la Délégation du Brésil est d'avis qu'il convient d'approuver sans réserve la proposition présentée par la Conférence et distribuée aux Deuxième Comité (Document No.38, CI-PR-18).

Il y aurait donc lieu d'insérer dans la Section C un paragraphe conçu approximativement dans ces termes:

"La solution des questions intéressant exclusivement un groupe régional déjà organisé, comme par exemple le groupe inter-Américain, devrait être recherchée par les méthodes utilisées entre les membres de ce groupe, de sorte que l'intervention du Conseil de Sécurité ne se justifierait qu'au cas où ces questions pourraient compromettre la paix d'un autre groupe de nations."

CHAPITRE XI

La Délégation du Brésil désirerait que la procédure d'amendement de la Charte de la nouvelle organisation soit moins rigide que ne le prévoit le présent Chapitre. Toute modification future des points essentiels est en effet rendue difficile du fait que l'on exige que les amendements déjà adoptés par l'Assemblée à la majorité des deux-tiers ne puissent entrer en vigueur avant d'avoir été ratifiés par tous les membres permanents du Conseil de Sécurité et par la majorité des autres membres de l'Organisation. La Délégation du Brésil propose qu'un amendement entre en vigueur lorsqu'il a été adopté par une majorité des deux-tiers à l'Assemblée et au Conseil.

En conséquence, la fin de ce Chapitre devrait être rédigée ainsi:

" . . . et ratification selon leur procédure constitutionnelle respective, par les deux-tiers des pays représentés au Conseil de Sécurité et par les deux-tiers de tous les membres de l'Organisation."

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc 2. (FRENCH) *
G/7 (e) (1)
May 3, 1945

GENERAL

AMENDEMENTS AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS PRÉSENTÉS PAR LA DÉLÉGATION BRÉSILIENNE

No.1

La Délégation brésilienne propose d'amender comme suit le paragraphe I du Chapitre I (Buts) des Provisions de Dumbarton Oaks.

1. Proscrire la guerre comme instrument de politique nationale; maintenir la paix, etc....

No.2

La Délégation brésilienne propose d'amender comme suit le paragraphe 2 du Chapitre I (buts) des Propositions de Dumbarton Oaks:

2. Développer les relations amicales entre les Nations; prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde et définir les questions qui constituent le domaine du droit international, c'est-à-dire, qui dépassent la compétence intérieure des états; voter, dans le cadre de cette définition, les lois secondaires pour en réglémenter l'application.

No.3

La Délégation brésilienne propose d'amender comme suit le paragraphe 2 du Chapitre II (Principes) des Propositions de Dumbarton Oaks.

*[Publié par erreur avec le symbole S/7 (e) (1)]

2. Tous les membres de l'Organisation, afin d'assurer à chacun d'eux la jouissance des droits et avantages résultant de sa qualité de membre de l'Organisation, s'engagent à respecter et à exécuter scrupuleusement les traités et accords auxquels ils sont parties, et à remplir les obligations assumées par eux aux termes de la Charte.

No.4

La Délégation brésilienne propose d'amender comme suit le paragraphe 8 de la Section B du Chapitre V (l'Assemblée Générale) des Propositions de Dumbarton Oaks:

8. L'Assemblée Générale devrait recevoir et <u>discuter</u>... etc.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (PORTUGUESE)
G/7(e)(2) *
May 4, 1945

GENERAL

Ministério das Relações
Exteriores, Rio de Janeiro

OBSERVAÇÕES DO BRASIL SOBRE O PLANO DE DUMBARTON OAKS NOTA DO MINISTRO INTERINO DAS RELAÇÕES EXTERIORES DO BRASIL DIRIGIDA AO ENCARREGADO DE NEGÓCIOS DOS ESTADOS UNIDOS, 1 DE NOVEMBRO DE 1944

O Ministro de Estado, interino, das Relações Exteriores recebeu, no devido tempo, o memorandum com que, em data de 9 de outubro último, o Senhor Encarregado de Negócios dos Estados Unidos da América, de acôrdo com instruções de seu Governo, submeteu à sua consideração as "Propostas para o estabelecimento de uma Organização internacional geral", em seu texto original inglês, acompanhado de uma tradução não oficial em português. Nesse memorandum o Senhor Encarregado de Negócios dos Estados Unidos da América comunicou ao Ministro de Estado, interino, das Relações Exteriores o desejo de seu Govêrno de considerar quaisquer sugestões do Govêrno brasileiro a respeito das referidas Propostas antes da reunião da conferência internacional que as deverá discutir.

2. O Ministro de Estado, interino, das Relações Exteriores, agradecendo ao Senhor Encarregado de Negócios dos Estados Unidos da América a remessa daquele importante documento, bem como os desejos manifestados pelo seu Govêrno de considerar as observações do Govêrno brasileiro sôbre o texto, passa a expor-lhe os pontos de vista dêste a respeito.

3. O Governo brasileiro, convencido da necessidade imperiosa e urgente de estabelecer-se uma nova organização internacional capaz de manter efetivamente a paz e a segurança no mundo, e levando em conta as sérias dificuldades a vencer em tão complexo empreendimento, considera satisfatório, nas difíceis circunstâncias atuais, o projeto submetido à sua consideração; estimaria, no entanto, nele se deixasse expressamente consignada, de acôrdo com o elevado pensamento que o inspira, a possibilidade de aperfeiçoamento do pacto a celebrar-se entre as Nações, de maneira que todos os membros da Organização internacional a instituir-se viessem a ter, em futuro próximo, participação maior em suas decisões.

*[Voir la note au bas de la page 324.]

RESTRICTED

4. Reputa necessário figure entre os princípios da Organização a fundar-se o do respeito e manutenção, por todos os seus membros, contra qualquer agressão externa, da integridade territorial e da independência política de cada um dêles.

5. Julga conveniente se consigne no pacto a subscrever-se que, quando uma controvérsia, nos casos dos #4, 5 e 6, secção A, capítulo VIII do Projeto, não chegar a resolver-se por acôrdo entre as partes, o Conselho de Segurança deverá submetê-la à Côrte de Justiça Internacional, ou a um tribunal de arbitragem que organizará segundo os métodos previstos no Protocolo de Genebra, de 2 de outubro de 1924, conforme se trate ou não de conflito de ordem jurídica, ressalvadas, porém, as questões de que trata o #7 - questões que o direito internacional deixa à competência exclusiva de cada Estado. Parece-lhe que a ação do Conselho de Segurança só se deve fazer sentir, nesses casos, para aquêle fim, o para manter e restaurar a paz, ou para assegurar o cumprimento da sentença.

6. Tem por indispensável não fique ao arbítrio da parte interessada, no curso de uma controvérsia que ponha em perigo a paz, a sua inclusão entre as questões que o direito internacional deixa à competência exclusiva do Estado interessado (#7, secção A, Capítulo VIII), julgando conveniente que, em cada caso, a qualificação dessas questões seja atribuída à Côrte de Justiça Internacional a pedido de uma das partes ou do Conselho de Segurança. Entende que, se for afirmativa a decisão da Côrte, o Conselho de Segurança deverá tomar medidas, sendo o caso, para impedir qualquer perturbação da paz e segurança internacionais, e que, reconhecendo a Côrte que a questão não tem aquêle caráter, o Conselho deverá submetê-la aos processos preconizados pelo pacto a subscrever-se, para solução pacífica dos conflitos internacionais.

7. Considera que o Estado convocado como membro ad hoc do Conselho de Segurança, nos casos dos #4 e 5, secção D, do capítulo VI do Projeto, por ser interessado ou parte em controvérsia submetida a êsse órgão, deve ter, na votação, situação igual à que for atribuída aos membros titulares do mesmo, parecendo-lhe que êstes, quando em tais condições, não devem ter direito a voto.

8. Entende que o Conselho da segurança, de cuja composição trata a secção A do capítulo VI do Projeto, deve refletir as correntes de opinião e de interêsses de todo o mundo civilizado a fim de poder dar rápido e cabal desempenho aos pesados encargos que lhe incumbem, sobrelevando entre êstes a da responsabilidade primária da manutenção da paz e segurança internacionais, por delegação, segundo o Projeto (secção B,

#1, capítulo VI), de todos os membros da Organização, em cujo nome age. Parece-lhe, assim, que êsse orgão, atentas a presteza e eficácia da ação que dêle se requer (secção B, #1), não pode prescindir da constante cooperação da América do Sul, à qual reputa indispensável se atribua lugar permanente em seu seio.

9. É de opinião que as questões de interêsse exclusivo dos grupos regionais a que se referem os # 1, 2 e 3, secção C, do capítulo VIII do Projeto, devem ser por êles resolvidas, só se justificando a intervenção do Conselho de Segurança na solução dessas questões quando elas ponham perigo a paz em mais de um grupo regional.

10. Sugere que na redação do #4, do capítulo II, se deixe bem claro que todos os membros da Organização se absterão em suas relações internacionais de recorrer a ameaças ou à fôrça, a não ser de acôrdo com os métodos e com as decisões da mesma.

11. Estima conveniente que os relatórios do Conselho de Segurança submetidos à Assembléia, de acôrdo com o #6, secção B, do capítulo V do Projeto, sejam alí não só estudados senão também postos em discussão.

12. Tem igualmente por vantajoso se consigne no pacto a celebrar-se o princípio da publicidade dos tratados.

13. Acha, outrossim, conveniente que a Assembléia da Organização, tenha sede fixa, a mesma do Conselho de Segurança e do Secretariado, ainda que se lhe faculte reunir-se em outro lugar quando assim o decidir.

14. Julga útil que a Organização adote como sua línguas oficiais o inglês e o francês.

15. O Govêrno brasileiro opinará oportunamente sôbre as demais questões relativas à Organização internacional, não consideradas no presente memorandum, e a respeito das quais o Projeto é omisso, reservando-se, ainda, para pronunciar-se em definitivo sôbre tão relevante matéria quando tiver de apreciar, em seu conjunto, o plano integral de organização da paz e da segurança internacionais.

Rio de Janeiro, em 4 de novembro de 1944.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/7 (e) (3)
May 6, 1945.

GENERAL

AMENDEMENTS DE LA DELEGATION BRESILIENNE AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

No. 5

La Délégation brésilienne soumet l'amendement ci-après au Chapitre IX, "DISPOSITIONS RELATIVES A LA COOPERATION ECONOMIQUE ET SOCIALE SUR LE PLAN INTERNATIONAL", Section A, BUTS ET RELATIONS paragraphe 1 des Propositions de Dumbarton Oaks (page 17, ligne 18, du Doc. 1, G/1):

problèmes humanitaires internationaux d'ordre économique, social, sanitaire et autres.... etc.

No. 6

La Délégation brésilienne soumet l'amendement ci-après au Chapitre IX, "DISPOSITIONS RELATIVES A LA COOPERATION ECONOMIQUE ET SOCIALE SUR LE PLAN INTERNATIONAL", Section D, ORGANISATION ET PROCEDURE, paragraphe 1, des Propositions de Dumbarton Oaks (page 19, ligne 15, du Doc. 1, G/1):

une Commission des questions sociales, une Commission des questions d'hygiène et toute autre commission....etc.

No. 7

La Délégation brésilienne soumet l'amendement ci-après aux Propositions de Dumbarton Oaks:

Remplacement du Chapitre XI (page 20 ligne 20, et page 21, lignes 1 et 2, du Doc. 1, G/1) par le Chapitre suivant:

Chapitre XI - Revision de la Charte

L'Assemblée Générale se réunira tous les cinq ans, à compter de la date de la première réunion officielle de l'Organisation, soit avant soit pendant la session annuelle, en vue de procéder à une revision de la Charte; les décisions, au cours de ces sessions extraordinaires, seront prises à la majorité des deux-tiers.

COMMENTAIRES

La procédure d'amendement de la Charte telle qu'elle figure au Chapitre XI des Propositions de Dumbarton Oaks, rend presque impossible tout amendement, étant donné qu'elle prévoit la ratification par les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité, et par la majorité des autres membres de l'Organisation, en plus d'une majorité des deux-tiers des membres votants de l'Assemblée Générale. La revision périodique n'impliquerait pas nécessairement que la Charte serait modifiée tous les cinq ans; mais elle allègerait quatre Assemblées sur cinq de toute l'agitation que crée la présentation d'amendements. En outre l'adoption d'une telle procédure dissiperait le mécontentement ressenti par les diverses délégations qui considèrent comme excessifs les pouvoirs conférés aux membres permanents du Conseil de Sécurité.

342

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/7 (e) (4)
May 6, 1945.

GENERAL

No. 8

La délégation brésilienne propose l'addition suivante au Chapitre XII, "Arrangements transitoires", des Propositions de Dumbarton Oaks:

> Tout gouvernement membre de l'Organisation aura le droit de désigner un représentant qui fera partie d'une commission provisoire chargée d'étudier la création d'une organisation internationale d'hygiène et de faire des recommandations à ce sujet.
>
> La commission provisoire aura son siège dans une ville qui sera désignée par les Présidents de la Conférence dans les deux mois qui suivront la nomination des membres.
>
> En préparant le plan d'une organisation permanente d'hygiène la commission provisoire accordera une attention toute spéciale à la question des rapports et des modes de collaboration à établir entre cette organisation permanente et les autres institutions, nationales ou internationales qui existent déjà ou qui pourraient être créées à l'avenir dans le domaine de l'Hygiène.
>
> La commission provisoire fera, dès que possible, son rapport sur le résultat de ses études et le communiquera à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

No. 9

La délégation brésilienne présente l'amendement suivant aux Propositions de Dumbarton Oaks:

Insérer dans le Chapitre II (Principes), à une place appropriée, le paragraphe suivant:

"Tous les membres de l'Organisation s'efforceront de pratiquer une politique de bon voisinage."

Exposé des motifs

Cette doctrine simple, saine et profondément morale devrait amener la disparition de la violence et de la guerre comme instruments de la politique internationale. Les leçons tirées du présent conflit constituent l'exemple le plus frappant de la portée de ce principe.

L'adoption d'un tel principe par la Conférence serait un hommage mérité à la mémoire de la grande personnalité internationale qui en fut l'initiateur.

No. 14

La délégation brésilienne présente l'amendement suivant aux Propositions de Dumbarton Oaks:

Intituler le Chapitre IX: Arrangements relatifs à la coopération économique, sociale et intellectuelle sur le plan international.

Ajouter à la fin du chapitre le paragraphe suivant:

En vue de préserver, d'accroître et de répandre la culture, héritage commun de l'humanité, l'Organisation devra favoriser le développement des sciences et des arts, la diffusion des connaissances et l'utilisation des moyens de communication perfectionnés dont nous disposons maintenant pour l'enseignement afin d'arriver à un mode de vie plus paisible et plus heureux. Ces fonctions devront être confiées à l'Assemblée Générale et, sous l'autorité de celle-ci, au Conseil des relations intellectuelles. Ce Conseil serait organisé, dans ses grandes lignes, sur le modèle économique et social.

Exposé des motifs

La culture intellectuelle n'est pas un privilège, c'est l'héritage commun à tous. Un mauvais emploi des instruments fournis par la science constitue une source de danger et d'inquiétude. La perversion de la jeunesse dans les pays agresseurs fournit un exemple frappant de la nécessité d'orienter l'enseignement vers un genre de vie pacifique. Les institutions qui, dans les pays dévastés par la guerre, servaient la culture devront être reconstruites et réorganisées.

No. 15

La délégation brésilienne présente l'amendement suivant au paragraphe 4 du Chapitre II (Principes), des Propositions de Dumberton Oaks (page 2, lignes 13 à 15 du Doc. 1 G/1):

> ..... de recourir aux menaces ou à l'emploi de la force, ou aux menaces ou à l'emploi de mesures d'ordre économique, incompatibles, en toute hypothèse ..... etc.

No. 16

La délégation brésilienne présente l'amendement suivant au paragraphe 2 de la Section A (Buts et relations) du Chapitre IX (Dispositions relatives à la coopération économique et sociale sur le plan international), des Propositions de Dumberton Oaks (page 18, ligne 4 du Doc. 1 G/1):

> ..... sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale. L'Organisation devrait avoir le droit de connaître, par l'entremise du Conseil économique et social et après examen par celui-ci, de toutes questions d'ordre économique, social ou humanitaire dont sont chargés les organisations et offices spécialisés susmentionnés.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/7 (f)
6 mai, 1945.

GENERAL

OBSERVATIONS DU GOUVERNEMENT DE GUATEMALA CONCERNANT LES PROPOSITIONS POUR L'ETABLISSEMENT D'UN ORGANISME GENERAL INTERNATIONAL POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE MONDIALES

GUATEMALA
Le 14 novembre 1944.

Après avoir étudié les Propositions de Dumbarton Oaks, le Gouvernement de Guatemala déclare les trouver, en général, satisfaisantes et acceptables, pour l'établissement dans le monde d'après-guerre d'une paix juste et équitable, basée sur l'égalité juridique des Etats et le respect mutuel de la souveraineté et des droits de chacune des nations libres, éprises de paix et de justice.

Le Gouvernement de Guatemala accepte dès à présent les principes fondamentaux qui forment la base de l'Organisation. En outre, il se déclare satisfait de la création des quatre organismes proposés.

En ce qui concerne la Cour Internationale de Justice, le Gouvernement de Guatemala croit devoir insister sur la nécessité d'accorder à cet organisme juridique, le droit d'exiger la comparution devant lui de tout Etat quel que soit le caractère du litige et de lui assurer, dans l'exécution de ses jugements, l'appui complet de la communauté des Nations bien que la cour agisse en toute indépendance. Tant que les Etats, après l'échec des moyens directs, des bons offices, de la médiation et de la conciliation de leurs différends, auront la faculté de soumettre ou non ces différends à un tribunal international de justice ou d'arbitrage, et de limiter à leur gré la compétence du tribunal et l'objet du jugement, on aura réalisé peu de progrès vers la suppression des guerres à l'avenir. L'expérience nous a demontré que, quand un Etat craint un jugement défavorable, il fait tout son possible pour éviter de soumettre le différend à un tribunal: la déclaration "la dignité de la nation ne permet pas que son droit soit mis en doute ou discuté" est classique. Lorsque, dans de pareils cas, l'Etat finit par accepter le règlement judiciaire ou arbitral du différend, il restreint de telle sorte les pouvoirs

des juges et l'objet du jugement que tout effort tenté pour arriver à une solution juste et équitable reste vain. La juridiction obligatoire du Tribunal éviterait le retour de pareils procédés.

Le Gouvernement du Guatemala accepte dès à présent que les Statuts de la nouvelle Cour s'inspirent de ceux de la Cour de La Haye; il lui semble qu'il y aurait intérêt à donner au nouveau Tribunal le droit d'émettre des avis consultatifs. Cette procédure permettrait de résoudre à l'amiable des conflits, alors que toute autre solution serait inacceptable aux parties en cause. L'intervention de la Cour Internationale permettrait ainsi d'obtenir une interprétation juridique, fort précieuse pour les parties. D'autre part, il y aurait avantage à prévoir au sein du tribunal une représentation des différents systèmes juridiques, afin que les procédures du Tribunal soient mises en harmonie avec les particularités de ces systèmes. Le Gouvernement du Guatemala donne son adhésion à la constitution prévue et aux attributions du Conseil de Sécurité; il propose seulement que les Républiques Latino-américaines y soient représentées par deux ou trois membres non-permanents, élus alternativement, par ordre alphabétique ou par tout autre système de roulement. En assignant le reste des membres non-permanents aux autres nations du monde, le Conseil aura une représentation complète et constante des différents systèmes actuels, ce qui assurerait à l'Organisation les conditions nécessaires au maintien de la paix. Il serait logique que les membres du Conseil de Sécurité, ainsi que ceux des autres organismes conservent une voix, mais non le droit de vote, lors des règlements des différends, ou lorsqu'il faudra avoir recours aux moyens nécessaires pour protéger, de manière particulière, les intérêts des nations participantes, à défaut de quoi ces pays auraient l'avantage sur les autres.

Le Gouvernement du Guatemala pense qu'il serait peut-être conseillable de restreindre un peu l'amplitude illimitée des pouvoirs du Conseil de Sécurité par la Délégation de l'Assemblée Générale et en soumettant les décisions du Conseil à la revision et à l'approbation de l'Assemblée. De cette façon, le Conseil de Sécurité ne formerait pas un corps complètement autonome, mais il serait l'organe principal de la Communauté, à laquelle il aurait à rendre compte périodiquement de ses actes et de ses décisions. On pourrait établir comme précédent de ce système les premier et second projets de l'accord de l'Administration des Nations Unies pour les secours et la réhabilitation, établis le 9 novembre 1943. Le second projet avait soumis à l'approbation du Conseil d'Administration tout le travail fait par le Comité Central durant la suspension des séances, alors que le premier projet donnait au Comité des pouvoirs aussi amples que ceux qui sont donnés au Conseil de Sécurité par les Propositions de Dumberton Oaks.

Le Gouvernement du Guatemala serait disposé à maintenir des forces armées dans la mesure de ses possibilités et à les placer à la disposition de l'Organisme lorsque cela sera nécessaire pour préserver la paix et empêcher une agression internationale quelconque.

Le Gouvernement du Guatemala croit que conformément aux statuts de l'organisation proposée, il faudra maintenir les principes américains de collaboration et de solidarité continentale et perpétuer les consultations et les conférences périodiques Inter-américaines.

Enfin le Gouvernement du Guatemala donne son adhésion enthousiaste aux propositions de Dumbarton Oaks pour la réalisation desquelles il est disposé à coopérer dans la mesure de ses possibilités; il souhaite et espère que l'organisation proposée, formée par tous les pays libres et basée sur les principes de respect mutuel et sur la justice juridique des Etats grands et petits, sera la source efficace d'une paix durable créée par la coopération générale internationale, tracée dans la Charte de l'Atlantique, et ayant à sa base les principes des Droits Internationaux.

Washington, D.C.
Le 14 novembre, 1944.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 2 [Spanish]
G/7 (f)
April 23, 1945

GENERAL

SECRET

GUATEMALA
November 14, 1944

Observaciones del Gobierno de Guatemala a la Propuesta para el Establecimiento de un Organismo Internacional General para el Mantenimiento de la Paz y Seguridad en el Mundo

El Gobierno de Guatemala ha dedicado a las propuestas de Dumbarton Oaks preferente y cuidadoso estudio y, en principio, y de manera general, las encuentra aceptables y muy adecuadas - en su concepto - a los altos fines de asegurar al mundo de la postguerra una paz justa y estable, basada en la igualdad jurídica de los Estados y en el respeto mutuo a la soberanía y a los derechos de cada una de las naciones libres, amantes de la justicia y de la paz.

El Gobierno de Guatemala acepta, desde luego, los principios fundamentales conforme a los cuales deberá actuar la organización y estima muy conveniente la creación de los cuatro organismos que se propone.

En cuanto a la Corte Internacional de Justicia, le parece indispensable insistir en la conveniencia de que se otorgue a ese organismo jurídico plena jurisdicción para obligar la comparecencia de cualquier Estado demandado, sin restricciones con respecto a la materia del litigio, y que, actuando en completa independencia en relación a la Comunidad, tenga todo el respaldo de ésta para el cumplimiento fiel de los fallos. Mientras los Estados, una vez fracasados los medios directos, los buenos oficios, la mediación y la conciliación para resolver sus litigios, estén en libertad de someterse, o dejar de hacerlo, a un tribunal internacional de justicia o de arbitraje, y puedan restringir a su antojo los procedimientos de dicho tribunal y la materia del juicio, -- muy poco se habrá avanzado en la extirpación de las guerras en el futuro. Ha enseñado la experiencia que cuando un Estado teme un fallo desfavorable, hace cuanto está a su alcance para eludir el sometimiento del litigio a un tribunal: es ya clásica la declaración de que "la dignidad de la nación no permite que pueda ponerse en duda su derecho, o abrirse a discusión".

Cuando, en esos casos, llega el Estado a convenir en la ventilación judicial o arbitral de la diferencia, restringe a tal grado los poderes de los jueces o la materia objeto del juicio, que hace nugatorio todo esfuerzo por llegar a una solución justa y equitativa. La jurisdicción compulsiva del Tribunal evitaría la repetición de semejantes maniobras.

Es aceptable, desde luego, que los Estatutos de la nueva Corte se inspiren en los de la actual de la Haya, y al Gobierno de Guatemala le parece que sería muy conveniente que el nuevo tribunal goce de capacidad para emitir votos de consulta, porque ello contribuiría grandemente a la solución amistosa de conflictos que, por cualquier razón, no deseaen las partes resolver mediante un laudo, sino, por sí mismas. La intervención de la Corte Internacional, en estos casos, resultaría en una interpretación jurídica muy valiosa para orientar a los solicitantes.

Por otra parte, parece muy recomendable que, en la elección de los jueces se incluyan juristas que representen todos los sistemas del pensamiento jurídico mundial, a fin de que el funcionamiento del tribunal armonice con la idiosincracia jurídica de cualquier litigante.

Con respecto al Consejo de Seguridad, el Gobierno de Guatemala está de acuerdo en la forma propuesta de constituírlo y en el alcance y magnitud de sus atribuciones, y sugiera, sólamente, que se dé representación en él a las Repúblicas latinoamericanas, mediante la elección, entre ellas, de dos o tres miembros no permanentes, que se turnarían, cada período, entre sí, por órden alfabético o en cualquier otra forma rotativa. Distribuyendo el resto de los miembros no permanentes entre las demás naciones del mundo, se obtendría en el consejo completa y constante representación de los diferentes sistemas de pensamiento prevalecientes en la actualidad, con lo que se asegurarían, lo más posible, los buenos resultados de la organización, en cuanto al mantenimiento de la paz. Parece lógico, que los miembros del Consejo de Seguridad, así como los de los

otros organismos, debieron conservar la voz, pero no el voto, cuando se discutan asuntos, o se trate de tomar medidas, que atañan de manera particular los intereses de sus respectivas naciones; pués de lo contrario, estarían tales países en ventajosa posición con respecto a los demás.

Piensa el Gobierno de Guatemala que convendría, quizás, reducir un tanto la amplitud ilimitada de los poderes del Consejo de Seguridad, por ejemplo, adjudicándoselos por delegación de la Asamblea General, y supeditando la acción del Consejo a revisión y aprobación de la Asamblea. Así, el Consejo de Seguridad no formaría un cuerpo completamente autónomo, sino sería el órgano principal de la Comunidad, a quien tendría que dar cuenta periódicamente de sus actos y decisiones. Podría invocarse como precedente en esta cuestión, el primero y el segundo proyectos del convenio de la Administración de las Naciones Unidas para socorros y rehabilitación, suscrito el 9 de noviembre de 1943. El segundo proyecto mencionado supeditó a la aprobación del Consejo de la Administración toda la labor que, durante su receso, ejecute el Comité Central, en tanto que el primer proyecto daba a tal Comité, en relación al Consejo, poderes tan amplios como los que en las proposiciones de Dumbarton Oaks, se dan al Consejo de Seguridad en relación con la Asamblea General.

El Gobierno de Guatemala estaría anuente en mantener fuerzas armadas, de conformidad con sus posibilidades, y ponerlas a disposición del Organismo, para emplearlas en acción conjunta, cuando fuere necesario para preservar la paz o impedir cualquier agresión internacional.

Cree el Gobierno de Guatemala que, en relación con la organización propuesta y la cooperación internacional para conservar la paz, deben mantenerse los principios americanos de colaboración y solidaridad continental, así como los procedimientos de consulta y las conferencias periódicas interamericanas.

Finalmente el Gobierno de Guatemala otorga su entusiasta adhesión a las proposiciones surgidas de la Conferencia de Dumbarton Oaks, para cuya realización está dispuesto a cooperar en la medida de sus posibilidades; expresando su fé y confianza en que la Organización que se propone, con participación de todos los países libres, basada en el respeto mutuo y en la igualdad jurídica de los Estados, grandes y pequeños, será un medio eficiente para mantener la paz y asegurar que no se vea alterada, mediante una cooperación general internacional, de acuerdo con los postulados de la Carta del Atlántico y teniendo los principios del Derecho Internacional como norma que regule las relaciones y la interdependencia mutua.

Washington, D. C.,
14 de noviembre de 1944.

352

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/7 (f) (1)
May 2, 1945

GENERAL

COMMENTAIRES DU GUATEMALA SUR LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

La Délégation du Guatemala a étudié avec une attention particulière les Propositions de Dumbarton Oaks relatives à la création d'une Organisation internationale générale. Dans l'ensemble et en principe, elle trouve ces propositions acceptables et très suffisantes pour mener au noble but que l'on envisage et qui est d'assurer au monde d'après-guerre une paix juste et stable, fondée sur l'égalité juridique des Etats et sur le respect de la souveraineté et des droits de chacune des nations libres attachées à la paix et à la justice.

Le gouvernement du Guatemala adhère aux principes fondamentaux de l'Organisation et il considère comme très satisfaisante la création des quatre organes prévus.

La Délégation estime que l'Organisation en question jouirait d'une base plus solide si elle était universelle, et si tous les Etats en devenaient automatiquement membres. L'organisation engloberait alors toute la communauté internationale.

En ce qui concerne le Conseil de Sécurité, le gouvernement accepte qu'il soit composé de membres permanents et non permanents, qu'il comprenne parmi les premiers les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, la Chine et la France. Ce gouvernement est d'avis qu'un certain nombre de sièges non-permanents devraient être attribués aux Républiques de l'Amérique latine qui les occuperaient à tour de rôle soit par ordre alphabétique, soit suivant un autre système d'alternance.

Il semble logique que les membres du Conseil de Sécurité et ceux des autres organes conservent le droit de prendre la parole dans les discussions ou à propos des décisions qui touchent les intérêts de leur pays, mais ne puissent prendre

part aux votes dans ce cas, car s'ils pouvaient le faire ils jouiraient ainsi d'avantages particuliers.

Il conviendrait de restreindre l'étendue des pouvoirs du Conseil de Sécurité. Le gouvernement du Guatemala accepterait que ces pouvoirs fussent octroyés au Conseil par délégation de l'Assemblée Générale, toute décision prise par le Conseil étant soumise à l'examen et à l'approbation de l'Assemblée.

Le gouvernement du Guatemala entretiendrait une armée et la mettrait à la disposition de l'Organisation dans la limite où les pouvoirs de cette dernière lui permettraient de recourir à une action concertée lorsqu'il serait nécessaire de maintenir la paix et d'empêcher une agression internationale.

Le gouvernement du Guatemala croit qu'en ce qui concerne l'organisation proposée et la coopération internationale pour le maintien de la paix, on devrait renforcer le système Pan-Américain et les principes de collaboration et de solidarité continentales et maintenir la procédure de consultation et les conférences périodiques interaméricaines. Ceci sans préjudice de la création d'organisations régionales entre pays unis par le lien d'intérêts particuliers d'ordre géographique, économique, social, etc., à la condition que ces intérêts ne portent pas atteinte à l'organisation mondiale.

En ce qui concerne la Cour Internationale de Justice, il paraît nécessaire de donner à cette Cour des pouvoirs non limités pour qu'elle puisse exiger la comparution de tout Etat contre lequel une plainte a été formulée, quel que soit le sujet de cette plainte.

Non seulement la Cour devrait jouir d'une indépendance complète à l'égard de la communauté, mais cette dernière devrait lui accorder un appui permettant d'assurer l'exécution fidèle de ses décisions. Il est nécessaire pour le bon fonctionnement de l'institution qu'elle puisse trancher certains litiges ex aequo et bono à la requête des parties intéressées.

Il va sans dire que l'on peut accepter que le statut de la nouvelle cour soit inspiré de celui de la cour actuelle. Notre gouvernement est d'avis qu'il serait extrêmement souhaitable que la nouvelle cour pût donner son avis sur les questions au sujet desquelles l'Assemblée ou le Conseil de Sécurité de l'organisation mondiale la consulteront.

Le gouvernement du Guatemala a résumé dans les paragraphes ci-dessus les remarques générales que lui suggèrent les Propositions de Dumbarton Oaks, mais il se réserve le droit d'en faire de complémentaires sur divers autres points de ces Propositions, au moment où ils seront discutés.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (Spanish)
G/7 (f) (1)
April 29, 1945

GENERAL

"Comentarios de la Delegación de Guatemala sobre las propuestas de Dumbarton Oaks"

La Delegación guatemalteca ha dedicado, a las Propuestas de Dumbarton Oaks para el establecimiento de una organización general internacional, preferente y cuidadoso estudio y, en principio, y de manera general, las encuentra aceptables y muy adecuadas a los altos fines de asegurar al mundo de la post-guerra una paz justa y estable, basada en la igualdad jurídica de los Estados y en el respeto mutuo a la soberanía y a los derechos de cada una de las naciones libres, amantes de la justicia y de la paz.

El Gobierno de Guatemala acepta, desde luego, los principios fundamentales conforme a los cuales deberá actuar la organización y estima muy conveniente la creación de los cuatro organismos que se proponen.

Cree esta Delegación que se cimentaría sobre bases más firmes el organismo que se tiene en proyecto, si se le diera absoluta universalidad, en forma de que todo Estado, por el hecho de serlo, quedara incluído como miembro, con lo cual el organismo abarcaría a toda la comunidad internacional.

Con respecto al Consejo de Seguridad, el Gobierno de Guatemala admite que se integre con miembros permanentes y transitorios, y está de acuerdo en que entre los primeros figuren Estados Unidos, Inglaterra, la Unión de Repúblicas Soviéticas, China y Francia. Es punto de vista del Gobierno que, como miembros no permanentes, se dé representación en el Consejo a varias repúblicas latinoamericanas, las cuales se turnarían entre sí, cada período, por orden alfabético o en cualquiera otra forma rotativa.

Parece lógico que los miembros del Consejo de Seguridad, así como los de los otros organismos, debieran conservar la voz, pero no el voto, cuando se discutan asuntos, o se trate de tomar medidas, que afecten de manera particular los intereses de sus respectivas naciones; pues de lo contrario, estarían tales países en ventajosa posición con respecto a los demás.

Convendría reducir la amplitud de los poderes del Consejo de Seguridad. Una fórmula aceptable sería la de adjudicárselos por delegación de la Asamblea General, supeditando su acción a revisión y aprobación de ésta.

El Gobierno de Guatemala estaría anuente en mantener fuerzas armadas, y ponerlas a disposición del organismo, de conformidad con sus posibilidades, para emplearlas en acción conjunta,

cuando fuere necesario para preservar la paz e impedir cualquier agresión internacional.

Cree el Gobierno que, en relación con la organización propuesta y la cooperación internacional para conservar la paz, deben vigorizarse el sistema panamericano y mantenerse los principios de colaboración y solidaridad continental, así como los procedimientos de consulta y las conferencias periódicas interamericanas; sin perjuicio de que puedan crearse organismos regionales, entre países vinculados por particulares intereses geográficos, económicos, sociales o de otro orden, que no sean incompatibles con el organismo mundial.

En cuanto a la Corte Internacional de Justicia, parece indispensable insistir en la conveniencia de que se otorgue, a ese organismo, plena jurisdicción para obligar la comparecencia de cualquier Estado demandado, sin restricciones con respecto a la materia del litigio, y que, actuando en completa independencia en relación a la comunidad, tenga todo el respaldo de ésta para el cumplimiento fiel de los fallos. Para la eficacia del Instituto, se estima que es condición imprescindible la de que tenga capacidad para resolver ex aequo et bono determinadas controversias, a petición de una de las partes.

Es aceptable, desde luego, que los estatutos de la nueva Corte se inspiren en los de la actual de La Haya, y a este Gobierno le parece que sería muy conveniente que el nuevo Tribunal goce de capacidad para emitir votos de consulta, a instancias de la Asamblea o del Consejo de Seguridad de la organización mundial.

En los párrafos precedentes sintetiza la Delegación de Guatemala sus observaciones generales al proyecto de Dumbarton Oaks; reservándose, para el momento de la discusión, el hacer cualquier otra observación con respecto a los demás puntos propuestos.

México, D. F., 27 de febrero de 1945

The United Nations Conference on International Organization

Doc.2 (FRENCh)
G/7 (g)
May 2, 1945.

GENERAL

COMMENTAIRES DU GOUVERNEMENT DU PANAMA SUR LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

(Traduction)

Les enseignements, tant de la période postérieure à la guerre de 1914-1918 que du présent conflit avec les puissances totalitaires de l'Axe, ont doublement démontré la nécessité d'un accord préalable relativement aux bases générales de l'organisation internationale pour le maintien de la paix et de la sécurité. L'adoption au moyen de consultations préalables d'un plan et d'une méthode d'action concertée en vue de faire face aux problèmes qui se présenteront au monde d'après-guerre, présente des avantages qui sont déjà évidents aux peuples et aux gouvernements des Nations Unies. Personne n'ignore que la victoire des armes de la démocratie sur les champs de bataille serait irrémédiablement sacrifiée si les nations qui ont combattu, aidé et coopéré dans la lutte contre le nazisme étaient incapables de réaliser et de maintenir leur unité d'action dans la reconstruction du monde.

L'organisation et la sauvegarde de la paix future implique en premier lieu la connaissance des causes de la présente guerre et une étude des rapports entre ces causes et leurs effets. L'examen des évènements internationaux survenus au cours des vingt années qui suivirent 1919 révèle que les causes politiques de la guerre ne peuvent être isolées de ses facteurs et motifs économiques. On peut affirmer que l'une des premières causes du conflit qui englobe aujourd'hui l'humanité toute entière est le fait que l'on n'a pas réussi à liquider les conséquences économiques, sociales et politiques du conflit précédent. Il faut reconnaître, à ce propos, que les déséquilibres sociaux qui, pendant 20 ans se sont manifestés dans beaucoup de pays, ont soit engendré soit encouragé les forces qui ont provoqué le nouveau conflit. L'instabilité du marché mondial, provoquée par les obstacles opposés à l'échange des produits et des services - tels que barrières douanières, contingentements, rivalités monétaires, restrictions et obstacles de tous genres apportés au libre jeu des forces économiques du monde - a été sans conteste un élément puissant d'irritation,

créateur de divergences politiques intérieures et extérieures qui, à leur tour, ont développé l'insécurité dans la vie internationale. De ce fait, tout effort tendant à créer un ordre international à l'abri de controverses susceptibles de déchaîner de nouvelles conflagrations est condamné à l'avance si l'on n'établit ces conditions telles que toutes les nations, grandes et petites, soient mises à même de développer leurs ressources économiques de manière à assurer le plus grand bien-être possible à tous leurs habitants. Il ne saurait exister de paix ou de sécurité dans le monde, au sens du programme des quatre libertés du Président Roosevelt et de la Charte de l'Atlantique, tant que les hommes ne jouiront pas, dans la plus grande mesure possible et d'une façon de plus en plus complète, du confort et de la liberté qui peuvent leur assurer les perfectionnements présents et futurs des moyens de production. L'organisation et le maintien de la paix sont donc des problèmes étroitement liés à celui de l'établissement d'un système économique mondial, fondé sur la conviction que le monde est un ensemble d'éléments interdépendants dont l'équilibre et le progrès dépendent d'une répartition équitable entre tous les pays des matières premières et ressources du monde entier. La stabilité économique et la sécurité politique ne sont donc que deux aspects du même problème. C'est certainement cette idée qui a inspiré les négociations qui se sont traduites par la Conférence de Hot Springs sur l'Alimentation, la Conférence Monétaire de Bretton Woods, et, surtout, la création de l'Organisation des Nations Unies pour l'assistance et la reconstruction (U.N.R.R.A.). Les travaux de la 26e Conférence Internationale du Travail, tenue à Philadelphie (Etats-Unis) s'inspirent de la même idée. Mais il reste à examiner et à résoudre le problème de la coordination d'efforts et d'activités qui, jusqu'à présent, sont restés sans liens organiques entre eux.

En ce qui concerne le plan fondamental et le fonctionnement de l'organisation internationale pour le maintien de la paix, les problèmes dont les petites nations se préoccupent le plus sont celui de concilier le principe de l'égalité des états avec l'attribution aux grandes puissances d'une plus grande responsabilité dans la prévention et la punition des violations de l'ordre international, et celui des restrictions à la souveraineté nationale nécessaire pour l'application efficace des moyens d'action collective. La question a été exposée avec beaucoup de vigueur à la Conférence de Dumbarton Oaks, à en juger par les premiers discours des délégués des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Union Soviétique, et par les décisions préliminaires qui ont été adoptées.

Tout examen objectif de ces problèmes amène à la conclusion que, dans l'état actuel du monde, il se trouve, au sein des Nations Unies, plusieurs puissances de première importance auxquelles incombe principalement la tâche d'empêcher toute menace d'agression qui signifierait le retour à l'insécurité

internationale dont nous avons été les témoins de 1919 à 1939 et, par suite, la destruction de la paix: d'où la nécessité de constituer un pouvoir collectif, capable de prévenir ou de punir toute violation des principes et instruments juridiques qui doivent guider et régir la vie internationale dans l'avenir immédiat. L'organisation de ce pouvoir, ainsi que l'ont souligné les dirigeants des Nations Unies, devrait être prévue de façon que les petits pays ne se sentent pas juridiquement diminués ni relégués au second plan dans l'organisation mondiale. L'accord des grandes puissances sur les buts, la procédure et la portée de l'organisation internationale est précisément l'une des conditions indispensables pour éviter une telle situation. Si la vieille politique de l'équilibre des puissances réapparaissait sous une forme ou une autre au sein de l'organisation, les petites nations non seulement se trouveraient dans une situation difficile, mais elles seraient exposées au risque de devoir s'appuyer sur l'une ou l'autre des puissances, ou groupes de puissances, avec toutes les conséquences regrettables qui pourraient en découler pour la stabilité et la sécurité de la vie internationale.

En conséquence, le Gouvernement de la République du Panama est d'avis, que l'organisation internationale pour le maintien de la paix et de la sécurité dans la période d'après-guerre doit tenir compte des points fondamentaux suivants:

I.- Reconnaissance et garantie de l'égalité juridique de tous les états. Tous les membres de l'organisation qui font aujourd'hui partie du groupe des Nations Unies doivent avoir les mêmes droits et compétences.

II.- Cependant, la réalité internationale impose la nécessité de conférer aux grandes puissances mondiales la plus grande part des responsabilités du maintien de la paix et de la sécurité; ces responsabilités, qui devront être assumées conjointement, présupposent une complète identité des vues, entre les grandes puissances, sur les buts et moyens d'une action internationale, vis-à-vis des puissances capables de se livrer à de nouvelles agressions.

III.- Les limitations de la souveraineté des états qui procèderont à la constitution d'une force internationale collective, capable d'agir avec rapidité pour prévenir la violation des principes qui régissent la vie internationale, devront être définies aussi clairement et exactement que possible.

IV.- L'attribution susmentionnée d'une part plus grande de responsabilité à un certain groupe de puissances ne devra en aucun cas mener à la constitution de coalitions ou groupes de nations opposés l'un à l'autre, étant donné que le maintien de la paix et de la sécurité est une tâche commune à laquelle toutes les nations, grandes et petites, sont également intéressées et à laquelle elles doivent participer conjointement.

Panama, le 16 novembre 1944.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (Spanish)
G/7 (g)

GENERAL

PANAMA

November 16, 1944

COPY

Secretaría de Relaciones Exteriores
DEPARTAMENTO DIPLOMATICO

AIDE-MEMOIRE

La necesidad de un previo acuerdo sobre las bases generales de la organización internacional para el mantenimiento de la paz y la seguridad, ha sido doblemente demostrada por la experiencia posterior a la guerra de 1914-1918 y en el proceso de la actual contienda con el Eje totalitario. Es ya obvia para los pueblos y gobiernos de las Naciones Unidas la conveniencia de adoptar mediante consultas preliminares, un plan y un modo de acción conjunta para encarar los problemas que presenta el mundo de la trasguerra. Nadie desconoce que la victoria de las armas de la democracia en los campos de batalla se lograría fatalmente si las naciones que han conducido, soportado y cooperado a la lucha contra el nazismo no pudieran lograr y conservar su unidad de acción en la reconstrucción mundial.

La organización y preservación de la paz futura supone el conocimiento de las causas de la actual guerra y de la recíproca influencia entre ellas y sus efectos. El examen de la vida internacional en los veinte años siguientes a 1919 revela que las causas políticas de la guerra no pueden separarse de sus factores o motivos económicos. En tesis general puede aseverarse que el fracaso en liquidar las consecuencias económicas, sociales y políticas del anterior conflicto armado fué la causa primera del que ahora envuelve a la humanidad. En este sentido precisa reconocer que el desequilibrio económico-social que existió en numerosos países durante dos decadas engendró y estimuló en el interior de los mismos las fuerzas que provocaron la nueva contienda. La desarticulación

del mercado mundial, ocasionada por los impedimentos del intercambio de productos y servicios como son las barreras aduanales, los sistemas de cuotas, las rivalidades monetarias y toda una serie de limitaciones y obstáculos semejantes al libre juego de las fuerzas económicas mundiales, fué indudablemente poderoso elemento de exacerbación de las divergencias políticas internas y exteriores, que a su vez produjeron la inseguridad de la vida internacional. En consecuencia, resultará nugatorio el intento de crear un órden internacional a cubierto de controversias susceptibles de transformarse en nuevas conflagraciones si no se establecen las condiciones adecuadas para que todas las naciones, grandes y pequeñas, puedan desarrollar sus recursos económicos de modo que asegure el mayor bienestar a todos sus habitantes. No habrá paz ni seguridad en el mundo, como lo reconocen el programa de las cuatro libertades del Presidente Roosevelt, y la Carta del Atlántico, mientras no disfruten los hombres, en la mayor medida de lo posible y en forma cada vez mas completa, de la comodidad y seguridad que puede otorgarles el desarrollo actual y futuro de las técnicas de producción. El problema de la organización y mantenimiento de la paz se identifica así con el de la creación de un sistema económico mundial fundado en el entendimiento de que el mundo es una unidad de interdependencias cuyo equilibrio y progreso dependen de una equitativa participación de todos los paises en los recursos productivos de toda la tierra. Estabilidad económica y seguridad política son, en consecuencia, aspectos distintos de un mismo problema. El reconocimiento de esta realidad se encuentra sin duda en la base de las gestiones que han tenido su concresión en la conferencia de Hot Springs, sobre alimentación, en la conferencia monetaria de Bretton Woods y, sobre todo, en el establecimiento de la Administración de las Naciones Unidas para la Ayuda y Rehabilitación (UNRRA). En la misma dirección se encuentra la labor de la XXVI Conferencia Internacional del Trabajo, celebrada en Filadelfia, EE.UU. Perd queda por considerar y resolver el problema de coordinar esfuerzos y actividades que hasta ahora se realizan fuera de una relación orgánica.

En lo que respecta a las líneas fundamentales y el funcionamiento de la organización internacional para el mantenimiento de la paz el problema que mayor preocupación causa a los paises pequenos es el de conciliar el principio de la igualdad jurídica de los Estados con la atribución de una mayor responsabilidad a las grandes potencias en la prevención y sanción de las violaciones del órden internacional, así como las limitaciones a la soberanía nacional imprescindibles para un ejercicio eficaz de los instrumentos de

acción colectiva. Esta cuestión se presentó con todo relieve en las conferencias de Dumbarton Oaks, según lo indican los discursos iniciales de los representantes de los Estados Unidos, la Gran Bretaña y la Union Soviética y el contenido de las conclusiones preliminares allí adoptadas.

Todo exámen objetivo de estos problemas conduce a aceptar que en la actual realidad del mundo hay dentro del conjunto de las Naciones Unidas varias potencias de primer órden sobre las cuales recae parte principalísima de la responsabilidad de impedir la reproducción de las condiciones de un resurgimiento de las potencias agresoras, que implicaría el retorno del estado de inseguridad internacional dominante desde 1919 a 1939 y la consiguiente destrucción de la paz. Resulta así indudable la necesidad de constituir un poder colectivo capacitado para prevenir las violaciones y sancionar el quebrantamiento de los principios e instrumentos jurídicos que hayan de normar y regir la vida internacional en el futuro inmediato. La organización de este poder, como lo han recalcado los dirigentes de las Naciones Unidas, debe delinearse de modo que los paises pequenos no puedan nunca sentirse disminuidos en su personalidad jurídica ni ser relagados a u. papel secundario en el organismo mundial. El acuerdo de las potencias mayores sobre los fines, el procedimiento y la extensión de la organización internacional, es justamente, una de las condiciones necesarias para que tal situación no llegue a presentarse. Si dentro del organismo mundial reapareciera en una u otra forma la antigua política de balanza de poderes, no solo sería sumamente incómoda la posición de las naciones menores, sino que estarían expuestas a gravitar hacía uno u otro poder o grupo de poderes, con todas las consecuencias lamentables que ello implicaría para la estabilidad y la seguridad de la vida internacional.

El Gobierno de la Republica de Panama cree pues, a la luz de los razonamientos anteriores, que la organización internacional para el mantenimiento de la paz y la seguridad en la postguerra debe considerar los siguientes puntos fundamentales:

I.- El reconocimiento y aseguramiento de la igualdad jurídica de los estados. Todos los miembros de la organización que hoy forman parte del conjunto de las naciones unidas tendrán los mismos derechos y capacidades.

II.- No obstante, la realidad internacional impone la necesidad de conferir a las principales potencias

mundiales la mayor suma de responsabilidades en el mantenimiento de la paz y la seguridad. Responsabilidades que deben asumir conjuntamente, lo cual exige que' procedan siempre en completa identificación de criterio respecto a los fines y los medios de la acción internacional frente a las potencias susceptibles de realizar nuevas agresiones.

III.- Las limitaciones a la soberanía de los estados que acarrea la formación de un poder internacional colectivo capacitado para actuar rapidamente en provisión de violaciones a los principios que rijan la vida internacional, deben establecerse con la mayor claridad y exactitud posible.

IV.- La atribución de una mayor responsabilidad a cierto grupo de potencias de que habla el punto II no debe conducir en ningún tiempo a la constitución sobre ese plano de coaliciones o grupo de naciones opuestas unas a otras ya que el mantenimiento de la paz y la seguridad es una tarea conjunta en la cual están igualmente interesadas y deben participar conjuntamente todas las naciones, grandes y pequenas.

Panamá, 16 de Noviembre de 1944.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 2 (FRENCH)*
G/7 (g) (1)
May 3, 1945.

GENERAL

COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES DE LA DELEGATION DU PANAMA AU SUJET DES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

La Délegation du Panama propose, comme organismes permanents dépendant du Conseil Economique et Social prévu dans les Propositions de Dumbarton Oaks.

1. L'établissement d'un Bureau International de Transport Maritime, dont les fonctions seraient les suivantes :

(a). Aider au rétablissement des services maritimes, veiller à l'intérêt des exportateurs et importateurs, aux changements produits par la guerre dans les marines marchandes, les routes, les installations portuaires, etc.;

(b). Examiner les taux de transport et les conditions établies par les compagnies maritimes et par leurs "Conférences" (cartels commerciaux à caractère de monopoles), pour éviter l'exploitation injuste de certaines régions, de certains pays ou groupes de producteurs et de consommateurs par l'établissement de tarifs préférentiels.

2. L'établissement d'un Bureau International des Migrations, dont les fonctions seraient les suivantes :

*Publié par erreur avec le symbole G/7 (g) (a).

(a). Etudier la nécessité de certaines migrations et les possibilités de colonisation en diverses parties du monde, du point de vue économique, social, culturel, politique, éthnique, etc.;

(b). Aider les gouvernements et autres organismes des divers pays à organiser des entreprises de colonisation sur des bases scientifiques; faciliter le financement des projets de colonisation étudiés antérieurement et coopérer à l'encouragement et à la coordination d'autres activités consacrées au développement économique, social et culturel de régions relativement arriérées, par le moyen d'une immigration et d'entreprises de colonisation scientifiquement organisées.

3. L'établissement d'un Bureau International de l'Education destiné à encourager et à coordonner les études propres à favoriser une meilleure entente et un rapprochement entre les nations et entre les groupes culturels, ethniques et religieux, à tous les niveaux de l'enseignement, par les moyens suivants:

(a). Aider à la préparation de programmes et de plans d'études, à la rédaction de livres de classe; à l'échange d'étudiants et de professeurs, à l'échange de publications et au développement des biblicthèques, à des recherches scientifiques, médicales et économiques de caractère international et à la publication d'études et de travaux d'intérêt international.

(b). Aider au développement d'institutions du genre de l'Université Inter-américaine du Panama, destinées à faciliter aux étudiants de faculté l'étude des problèmes internationaux.

(c). L'assimilation par l'école, des colonies étrangères afin d'éviter qu'elles ne deviennent des minorités de langue et de mentalité étrangères au pays.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 2 (SPANISH)*
G/7 (g) (1)
May 3, 1945

GENERAL

COMENTARIOS ADICIONALES DE LA DELEGACIÓN DE PANAMÁ SOBRE LAS PROPUESTAS DE DUMBARTON OAKS

Como dependencia del Consejo Económico y Social previsto en el plan de Dumbarton Oaks y como organizaciones permanentes, la Delegación de Panamá propone:

1º.- El establecimiento de una OFICINA INTERNACIONAL DE TRANSPORTES MARÍTIMOS, cuyos fines serán los siguientes:

a)- Ayudar al restablecimiento de los servicios marítimos, vigilar los intereses de exportadores e importadores, los cambios causados por la guerra en las marinas mercantes, rutas, facilidades portuarias, etc.;

b)- Fiscalizar las tarifas y condiciones de transportes establecidos por las compañías navieras y las "Conferencias" de ellas (carteles comerciales con fines monopolistas) para evitar la explotación injustificada de ciertas áreas, países o grupos de productores y consumidores, mediante la fijación de tarifas discriminatorias.

2º.- El establecimiento de una OFICINA DE MIGRACIONES INTERNACIONALES con los siguientes fines:

a)- Estudiar las necesidades de migración y las posibilidades de la colonización en las diversas partes del mundo, desde los puntos de vista económico, social, cultural, político, étnico, etc.;

b)- Ayudar a los gobiernos y otras entidades de los diversos países a organizar empresas de colonización sobre bases científicas, facilitar el

*Publié par erreur avec le symbole G/7 (g) (a).

financiamiento de proyectos de colonización previamente estudiados y cooperar al fomento y coordinación de otras actividades destinadas al desarrollo económico, social y cultural de áreas relativamente atrasadas, mediante empresas de inmigración y colonización científicamente planeadas.

3º.- El establecimiento de una OFICINA INTERNACIONAL DE EDUCACIÓN, destinada a estimular y coordinar los estudios que promuevan un mejor entendimiento y acercamiento en las naciones y agrupaciones culturales, étnicas y religiosas, en todos los niveles de la enseñanza, por los siguientes medios:

a)- La ayuda en la elaboración de programas y planes de estudios, en la redacción de libros de texto, en el intercambio de estudiantes y profesores, en el canje de publicaciones y fomento de bibliotecas, en las investigaciones científicas, sanitarias, económicas, etc., de significado internacional y la divulgación de sus estudios y resultados.

b)- La ayuda en el desarrollo de instituciones de la índole de la Universidad Interamericana de Panamá, dedicadas a investigaciones para postgraduados sobre problemas internacionales.

c)- La nacionalización por la escuela de los grupos o colonias extranjeros de modo que no se conviertan en minorías con ideales y lenguas extraños.

The United Nations Conference on International Organization

UNRESTRICTED
DOC. 2 (FRENCH)
G/7 (g)(2)
MAY 5, 1945

GENERAL

PROJETS D'AMENDEMENTS AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

PRESENTES PAR LA DELEGATION

DU PANAMA

Sans vouloir pour le moment présenter de commentaires sur les projets d'amendements qu'il soumet ci-dessous, et tout en se réservant le droit d'exposer ses observations lorsque le texte même de la Charte sera établi par les différentes Commissions ou Comités Techniques, la Délégation du Panama croit devoir soumettre dès maintenant à l'examen de la Conférence les Propositions ci-dessous:

(A) Le paragraphe 1 du Chapitre I devrait etre modifié comme suit:-

CHAPITRE I - BUTS

Les buts de l'Organisation devraient être les suivants:

1. Maintenir la paix et la sécurité internationales conformément aux principes fondamentaux du droit international; maintenir et observer les principes formulés dans la Déclaration des Droits et des Devoirs des Nations et dans la Déclaration des Droits Essentiels de l'Homme, joints à la présente Charte dont ils constituent une partie intégrante.

(B) Insérer un paragraphe 2 ainsi conçu:

2. En conformité des fins sus-mentionnées, prendre des mesures collectives efficaces pour empecher ou supprimer toute menace à la paix, réprimer les actes d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, le reglement de différends internationaux de nature à provoquer une rupture de la paix.

(C) Le paragraphe ci-dessus sera suivi des paragraphes 2, 3 et 4 des Propositions de Dumbarton Oaks, qui seront numérotés 3, 4 et 5 respectivement.

(D) "La Déclaration des Droits et Devoirs des Nations," mentionnée au paragraphe 1, sera la Déclaration adoptée par l'Institut Américain de Droit International le 6 janvier 1916, à Washington.

(E) "La Déclaration des Droits Essentiels de l'Homme" mentionnée au paragraphe 1 sera la suivante:

DECLARATION DES DROITS ESSENTIELS DE L'HOMME

PREAMBULE

De la liberté de l'individu dépendent le bien-être des peuples, la sécurité de l'Etat et la paix du monde.

La liberté absolue ne saurait exister dans la société humaine; la liberté de l'un se trouve limitée par les libertés des autres et la liberté ne peut exister que si tous les individus reconnaissent et accomplissent leurs devoirs en tant que membres de la collectivité.

L'Etat a le devoir de créer les conditions qui assureront à chaque individu le maximum de liberté.

La présente déclaration a pour objet de préciser les libertés auxquelles chaque être human a droit et de donner l'assurance que tous les hommes vivront sous un gouvernement du peuple, nommé par le peuple et pour le peuple.

Article 1 - Liberté de religion

Tout homme a droit à la liberté de religion et de culte et l'Etat a le devoir de protéger cette liberté.

Article 2 - Liberté d'opinion -

Tout homme est libre de se former et de conserver ses opinions de même qu'il est libre d'entendre les opinions et de recevoir des informations d'autres hommes.

Article 3 - Liberté de parole -

Tout homme a le droit a la liberté d'expression.

L'Etat a le devoir de ne procéder à aucune limitation arbitraire de cette liberté et de veiller à ce que l'usage des moyens de communication ne soit pas refuse à l'individu.

Article 4 - Liberté de se grouper -

Tout homme a le droit de se grouper avec d'autres pourvu qu'il ne trouble pas la paix.

L'Etat a le devoir de protéger cette liberté.

Article 5 - Liberté de constituer des associations -

Tout homme doit être libre de constituer avec d'autres des associations de caractère politique, économique, religieux, social, culturel ou autre, dont les buts ne sont pas incompatibles avec le present article.

L'Etat a le devoir de protéger cette liberté.

Article 6 - Protection contre toute intervention illégale

Tout homme a le droit d'être protégé contre toute intervention illegale vis-à-vis de sa personne, de son foyer, de sa réputation, de sa vie privée, de ses occupations et de ses biens.

L'Etat a le devoir de veiller à cette protection.

Article 7 - Droit au jugement équitable -

Tout homme a le droit de voir ses responsabilités en matière criminelle ou civile et ses droits déterminés, sans délais injustifiés, dans un jugement rendu publiquement par un tribunal competent devant lequel il aura eu la possibilitié de se faire entendre.

Le devoir de l'Etat est d'assurer le fonctionnement de tribunaux compétents et de procédures propres à assurer ce droit.

Artilce 8 - Protection contre la détention arbitraire.

Toute personne privée de liberté a le droit d'exiger que la legalité de sa detention fasse l'objet d'une décision judiciaire immédiate.

L'Etat a le devoir d'assurer le fonctionnement de procédures propres a assurer le respect effectif de ce droit.

Article 9 - Application rétroactive des lois

Il ne peut avoir délit que par infraction à une loi effectivement en vigueur au moment où l'acte considéré comme reprehensible aura été commis, et il ne peut lui être appliqué une sanction plus lourde que celle qui était applicable au moment où le délit a été commis.

Article 10 - Droit de propriété -

Tout homme a le droit de posséder des biens en vertu du droit général. L'Etat ne privera personne de ses biens, sauf pour des raisons d'intérêt public et après un dédommagement équitable.

Article 11 - Education -

Tout homme a droit à l'éducation.

L'Etat a le devoir d'exiger que tout enfant, sous sa juridiction, reçoive l'instruction primaire; il doit entretenir ou faire entretenir toutes les institutions nécessaires a cette éducation, où l'enseignement sera donné a titre gratuit; il favorisera la création d'établissements d'enseignement supérieur dont l'accès sera permis à tous les citoyens.

Article 12 - Travail -

Tout homme a droit au travail.

L'Etat a le devoir de prendre toutes les mesures nécessaires pour fournir aux citoyens la possibilité de se livrer à un travail utile.

Article 13 - Conditions de travail -

Tout homme a le droit à des conditions raisonnables de travail.

L'Etat a le devoir de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer des salaires, des heures de travail et toutes autres conditions de travail raisonnables.

Article 14 - Alimentation et logement -

Tout homme a droit à une alimentation et à un logement convenables.

L'Etat a le devoir de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les citoyens puissent obtenir

ces biens essentiels.

Article 15 - Sécurité sociale -

Tout homme a droit à la sécurité sociale.

L'Etat a le devoir d'entretenir ou de veiller à ce qu'existe toutes les dispositions nécessaires pour protéger la santé publique, empecher les maladies et les accidents, fournir des soins médicaux et verser une compensation en cas de perte des moyens d'existence.

Article 16 - Participation au gouvernement -

Tout homme a le droit de participer au gouvernement de son pays.

L'Etat doit se conformer à la volonté du peuple, telle qu'elle se manifeste par des élections démocratiques.

Article 17 - Egalité de protection

Tout homme a le droit d'être protégé contre des discriminations arbitraires dans l'application des lois, en raison de sa race, de sa religion, de son sexe et de toute autre raison.

Article 18 - Limites à l'exercice des droits -

Dans l'exercice de ses droits, chacun est limité par les droits des autres et par les justes exigences de l'Etat démocratique.

(F) Le Chapitre II - Principes - doit être modifié comme suit:

CHAPITRE II - PRINCIPES

En conformité des faits mentionnés au chapitre I, le (à insérer ici le nom qui sera donné à l'Organisation) et ses membres devront, dans leurs actes, appliquer les principes suivants:-

1. Chaque Etat a le devoir de s'acquitter, en toute bonne foi, de ses obligations en vertu du droit international; il ne saurait justifier un manquement a ce devoir en invoquant des dispositions de sa Constitution ou de ses lois

2. Chaque Etat a le devoir de veiller à ce que les conditions existant sur son territoire ne constituent pas une menace à la paix et a l'ordre

internationaux; a cette fin, il devra traiter sa population d'une façon qui ne viole pas les regles de l'humanité et de la justice, qui ne choquent pas la conscience de l'humanité.

3. Chaque Etat a le devoir de s'abstenir de toute intervention dans les affaires extérieures de tout autre Etat.

4. Chaque Etat a le devoir d'interdire, sur son territoire, toutes activités de nature à favoriser des luttes intérieures sur le territoire d'un autre Etat.

5. Chaque Etat a le devoir de coopérer avec les autres Etats pour créer et maintenir des organismes de (insérer ici le nom de l'Organisation) chargés de questions intéressant l'Organisation et de collaborer à leurs travaux.

6. Chaque Etat a le devoir d'employer des moyens pacifiques, à l'exclusion de tous autres, pour le reglement de ses différends avec d'autres Etats; en cas d'échec de ces moyens, il sera tenu d'accepter que son différend soit réglé par l'organe compétent de (nom de l'Organisation).

7. Chaque Etat a le devoir de s'abstenir de tout recours à la force ou de toute menace d'utiliser la force dans ses relations avec un autre Etat, sauf s'il y est autorisé par la présente Charte; toutefois, sous réserve d'en aviser immédiatement l'organisme compétent (nom de l'Organisation) et d'obtenir son autorisation, un Etat pourra s'opposer par la force à l'usage illégitime de la force que ferait contre lui un autre Etat.

8. Chaque Etat a le devoir de prendre, en coopération avec les autres Etats, toutes les mesures qui pourront etre prescrites par l'organe compétent de (nom de l'Organisation) en vue d'empêcher ou de réprimer l'emploi de la force par un Etat quelconque, dans ses relations avec un autre Etat.

9. Chaque Etat a le devoir de se conformer aux limitations prescrites par l'organe compétent de (nom de l'Organisation) et d'accepter la surveillance et le contrôle de cet organe en tout ce qui concerne l'importance et le genre de ses armements.

10. Tout Etat a le devoir de s'abstenir de conclure avec un autre Etat aucun accord dont l'application serait incompatible avec les obligations

qu'il a assumées en vertu de la loi internationale.

Le (nom de l'Organisation) veillera à ce que les Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation agissent conformément à ces principes dans la mesure où il serait nécessaire de le faire pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

(G) Le présent Chapitre II des Propositions serait numéroté Chapitre III et rédigé comme suit:-

Chapitre III - Obligations des membres

En conformité des faits mentionnés au Chapitre I, et afin de garantir à tous les membres de (nom de l'Organisation) les droits et avantages découlant de leur participation à l'Organisation, tous les membres s'engagent:

1. A conformer leurs actes aux principes, règles et dispositions de la présente Charte.

2. A donner toute l'assistance nécessaire à (Nom de l'Organisation) dans toute action qu'elle entreprendrait conformément aux dispositions de la Charte.

3. A s'abstenir de prêter assistance à tout Etat contre lequel le (Nom de l'Organisation) aurait engagé une action préventive ou coercitive.

(H) A la suite de l'adjonction d'un chapitre, ainsi qu'il a été proposé plus haut, les Chapitres III à XII des Propositions seraient numérotés de IV à XIII dans leur ordre actuel.

(I) Au Chapitre IX, Section A, paragraphe 1, les derniers mots de la première phrase "promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales" seront modifiés de la manière suivante: "Sauvegarder et protéger les droits et libertés humaines" conformément à la Déclaration des Droits Essentiels de l'Homme, mentionnée au paragraphe 1, Chapitre I de la présente Charte.

DECLARATION DES DROITS ET DES DEVOIRS DES NATIONS, ADOPTEE PAR L'INSTITUT AMERICAIN DU DROIT INTERNATIONAL, A SA PREMIERE SESSION TENUE A WASHINGTON, LE 6 JANVIER 1916

CONSIDERANT que le droit interne des nations civilisées reconnaît et protege le droit à la vie, le droit à la liberté et le droit au bonheur, que la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique ajoute au droit à l'égalité juridique, au droit de propriété et au droit de jouir des droits susmentionnés; et

CONSIDERANT que l'existence de ces droits fondamentaux, qui sont ainsi universellement reconnus, impose aux peuples de toutes les nations le devoir de les respecter; et

CONSIDERANT que, dans l'esprit de philosophie politique de la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis, et conformément à la pratique constante des Républiques Américaines, les nations et le gouvernement sont considérés comme étant créés par le peuple comme ne tirant leurs justes pouvoirs que du consentement des citoyens et n'étant institués par les hommes que pour assurer leur sécurité et leur bonheur et pour permettre aux peuples de jouir de leurs droits fondamentaux; et

CONSIDERANT que la nation est une personne morale et juridique, une créature du droit soumise au droit comme l'est une personne physique dans la société politique; et

CONSIDERANT que nous estimons que ces droits fondamentaux peuvent être transposés, en termes de droit international et appliqués aux relations des membres de la communauté des nations, comme ils l'ont été aux relations entre les citoyens ou les sujets des pays qui forment cette communauté de nations; et

CONSIDERANT que ce patrimoine fondamental que la jurisprudence nationale reconnaît à l'individu, à savoir le droit à la vie, le droit à la liberté, le droit à la recherche du bonheur, le droit à l'égalité devant la loi, le droit de propriété, et le droit au respect de ce patrimoine, transposé sur le plan international devient le droit de la nation à l'existence, à la protection et au maintien de cette existence, le droit à l'indépendance et à la liberté de se développer sans l'ingérence ou le contrôle d'autres nations; le droit à l'égalité devant la loi; le droit au territoire situé à l'intérieur de frontières déterminées et celui d'y exercer complète juridiction; ainsi que le droit au respect de ces droits fondamentaux; et

CONSIDERANT que, du fait de la participation de ces nations à la communauté mentionnée ci-dessus, elles doivent exercer leurs droits et s'acquitter de leurs devoirs en tenant compte de leur interdépendance mutuelle, telle qu'elle est reconnue dans le Préambule de la Convention pour le Règlement pacifique des Conflits internationaux, adoptée par la première et la seconde Conférences de La Haye, reconnaissant enfin la solidarité qui unit les membres de la communauté des nations civilisées;

L'Institut Américain de Droit International adopte à sa première session, tenue dans la ville de Washington, Etats-Unis d'Amérique, le 6 janvier 1916, les six articles suivants ainsi que le commentaire qui y est joint; ces six articles seront désignés sous le titre de DECLARATION DES DROITS ET DES DEVOIRS DES NATIONS.

I. Toute nation a le droit d'exister ainsi que le droit de se protéger et de se défendre; mais ce droit n'implique pas pour un Etat celui de protéger et de défendre son existence en commettant des actes illicites et qui porteraient préjudice à des Etats innocents, pas plus qu'il ne justifie ces actes.

II. Toute nation a droit à l'indépendance, en ce sens qu'elle a le droit de rechercher le bonheur et doit être libre de se développer sans l'ingérence ou le contrôle des autres nations, à la condition que, ce faisant, elle ne lèse ni ne viole les droits d'autres Etats.

III. Toute nation est, en droit, et devant la loi, l'égale de toute autre nation appartenant à la communauté des Nations et elles ont toutes le droit de se prévaloir et, aux termes de la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis, de bénéficier, parmi les nations du monde, du statut d'indépendance et d'égalité que leur ont conféré les lois de la nature et les lois de Dieu.

IV. Toute nation a le droit d'occuper le territoire que limitent ses frontières et d'exercer sur ce territoire et sur toutes les personnes qui y vivent, qu'il s'agisse de ses propres ressortissants ou d'étrangers, une juridiction complète.

V. Toute nation à qui la loi internationale reconnaît un droit déterminé est fondée à demander aux autres nations de respecter et de protéger ce droit; car à tout droit correspond un devoir et il est du devoir de tous de respecter le droit de chacun.

VI. Le droit international est à la fois national et

international: national en ce sens qu'il fait partie du droit d'un pays et que, de ce fait, il est applicable à toute question qui met en jeu ses principes; international en ce sens qu'il constitue le droit de la communauté des nations et qu'il est applicable à toute question qui met en jeu ses principes et qui peut surgir parmi les membres de cette communauté

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (SPANISH)
G/7 (g)(2)
June 8, 1945

GENERAL

ENMIENDAS ADICIONALES PROPUESTAS POR LA DELEGACIÓN DE PANAMÁ AL PROYECTO DE DUMBARTON OAKS

(Enmiendas y Adiciones a los Capítulos I y II)

Sin adelantar comentario alguno en este momento sobre los fundamentos de las enmiendas que se especifican a continuación, y reservándose el derecho de expresar dichos fundamentos plenamente cuando las delegaciones estén redactando la Carta Constitucional de la Comunidad de Naciones en las distintas Comisiones y Comités Técnicos, la Delegación de la República de Panamá somete a la consideración de la Conferencia las siguientes proposiciones:

A) Que se enmiende el párrafo 1, Capítulo I, de manera que lea como sigue:

CAPÍTULO I - FINES

Los fines del Organismo son:

1. Mantener la paz y la seguridad internacionales, de conformidad con los principios fundamentales del Derecho Internacional y mantener y observar las normas establecidas en la "Declaración de los Derechos y Deberes de las Naciones" y en la "Declaración de los Derechos Humanos Esenciales", que se anexan al presente Capítulo, como parte integrante del mismo:

****

B) Que se inserte un nuevo párrafo número 2, redactado como sigue:

2. En cumplimiento del propósito antes expresado, adoptar medidas conjuntas para prevenir y suprimir las amenazas a la paz y para eliminar los actos de agresión y otras violaciones de la paz, procurando, por medio de recursos pacíficos, el ajuste o arreglo de las controversias internacionales que

pudieran conducir a una violación de la paz;

C) Que a continuación del párrafo precedente se coloquen los párrafos 2, 3 y 4 de las Propuestas de Dumbarton Oaks y que se numeren de nuevo, respectivamente, 3, 4 y 5.

****

D) Que se adopte como la "Declaración de los Derechos y Deberes de las Naciones" a que se refiere el párrafo 1, según se propone antes, la Declaración adoptada por el Instituto Americano de Derecho Internacional, en Washington, el 6 de enero de 1916. (Va adjunto el texto).

****

E) Que la "Declaración de los Derechos Humanos Esenciales" a que se refiere el párrafo 1, antes propuesta, sea la siguiente:

DECLARACIÓN DE DERECHOS HUMANOS ESENCIALES

Preámbulo

De la libertad del individuo dependen el bienestar del pueblo, la seguridad del estado y la paz del mundo. No se puede gozar de libertad completa en sociedad; las libertades de cada uno están limitadas por las libertades de los otros, y el mantenimiento de la libertad exige que el individuo cumpla con sus deberes como miembro de la sociedad.

La función del Estado es promover las condiciones bajo las cuales puede ser más libre el individuo.

Para expresar las libertades a que tiene derecho todo ser humano, y para asegurar que todos vivan bajo gobiernos del pueblo, por el pueblo y para el pueblo, se hace la presente declaración.

****

Artículo 1º. LIBERTAD RELIGIOSA

La libertad de conciencia y de culto es derecho de toda persona.

El Estado tiene el deber de proteger esta libertad.

Artículo 2º. LIBERTAD DE PENSAMIENTO

La libertad de formarse y de sostener opiniones y de recibir opiniones e información, es derecho de toda persona.

El Estado tiene el deber de proteger esta libertad.

Artículo 3º. LIBERTAD DE EXPRESIÓN

La libertad de expresión es derecho de toda persona.

El Estado tiene el deber de abstenerse de limitar arbitrariamente esta libertad y de impedir que se niegue acceso razonable a los medios de comunicación.

Artículo 4º. LIBERTAD DE REUNIÓN

La libertad de reunirse pacíficamente con otros es derecho de toda persona.

El Estado tiene el deber de proteger esta libertad.

Artículo 5º. LIBERTAD DE ASOCIACIÓN

La libertad de formar con otras asociaciones de carácter político, económico, religioso, social, cultural, o de cualquier otro carácter para fines que no sean incompatibles con esta declaración, es derecho de toda persona.

El Estado tiene el deber de proteger esta libertad.

Artículo 6º. SEGURIDAD CONTRA MOLESTIAS INJUSTAS

Toda persona tiene el derecho de vivir libre de toda molestia injustificada a su persona, su hogar, su reputación, su vida privada, sus actividades y sus bienes.

El Estado tiene el deber de proteger esta libertad.

Artículo 7º. PROCESO JUSTO

Toda persona tiene derecho a que sus responsabilidades criminales y civiles, así como también sus derechos sean determinados sin demora indebida y mediante proceso justo y público, por un tribunal competente ante el cual haya tenido plena oportunidad de ser oída.

El Estado tiene el deber de mantener tribunales y procedimientos adecuados para hacer efectivo este derecho.

Artículo 8º. LIBERTAD INDIVIDUAL

Toda persona detenida tiene derecho a que se determine judicialmente y sin demora la legalidad de su detención.

El Estado tiene el deber de establecer procedimientos adecuados para la efectividad de este derecho.

Artículo 9º. IRRETROACTIVIDAD DE LAS LEYES

Nadie puede ser sentenciado criminalmente salvo que sea por infracción de una ley vigente al tiempo de ejecutarse el acto definido como delito, ni puede ser sometido a una pena mayor que la aplicable al tiempo de la comisión del delito.

Artículo 10º. DERECHO DE PROPIEDAD

Toda persona tiene el derecho de poseer bienes conforme a la ley general.

El Estado no podrá privar a nadie de sus bienes, salvo que sea para fines de utilidad pública y mediante justa indemnización.

Artículo 11º. EDUCACIÓN

Toda persona tiene derecho a la educación.

El Estado tiene el deber de exigir que todo niño dentro de su jurisdicción reciba enseñanza primaria; el de mantener o velar por el mantenimiento de instituciones para la educación que sean a la vez adecuadas y gratuitas; y el de promover el desarrollo de instituciones para la educación superior que sean adecuadas y que puedan aprovechar todos los habitantes.

Artículo 12º. TRABAJO

Toda persona tiene derecho al trabajo.

El Estado tiene el deber de tomar las medidas necesarias para asegurar que todos los habitantes tengan oportunidad de trabajo útil.

Artículo 13º. CONDICIONES DE TRABAJO

Toda persona tiene el derecho de trabajar en condiciones equitativas.

El Estado tiene el deber de tomar las medidas que sean necesarias para asegurar que los salarios, horas y otras condiciones de trabajo sean equitativas.

Artículo 14º. ALIMENTACIÓN Y VIVIENDA

Toda persona tiene derecho a alimentos y vivienda adecuados.

El Estado tiene el deber de tomar las medidas que sean necesarias para asegurar que todos los habitantes tengan oportunidad de satisfacer estas necesidades esenciales.

Artículo 15º. SEGURIDAD SOCIAL

Toda persona tiene derecho a la seguridad social.

El Estado tiene el deber de mantener o asegurar el mantenimiento de medidas adecuadas para la conservación de la salud, para la prevención de enfermedades y accidentes, para el suministro de asistencia médica y para el pago de indemnizaciones por la pérdida de la capacidad de ganar la vida.

Artículo 16º. PARTICIPACIÓN EN EL GOBIERNO

Toda persona tiene el derecho de tomar parte en el gobierno de su Estado.

El Estado tiene el deber de obrar conforme a la voluntad del pueblo, manifestada en elecciones democráticas.

Artículo 17º. IGUALDAD ANTE LA LEY

Toda persona tiene el derecho de ser protegida contra diferencias arbitrarias en los mandatos y en la aplicación de la ley por motivo de raza, religión, sexo o cualquier otro.

Artículo 18º. LIMITACIONES EN EL EJERCICIO DE LOS DERECHOS

Toda persona está limitada en el ejercicio de sus derechos por los derechos de los demás y por los justos requerimientos del estado democrático.

****

F) Que se enmiende el Capítulo II sobre PRINCIPIOS en la forma siguiente:

CAPÍTULO II.- PRINCIPIOS.

Con el propósito de lograr los fines mencionados en el Capítulo I la (aquí se anotará el nombre oficial que se acuerde dar a la Organización) y sus miembros deberían proceder de conformidad con los principios siguientes:

1.- Cada Estado tiene el deber legal de cumplir de

buena fe las obligaciones que le impone el derecho internacional, y no puede invocar las limitaciones señaladas en su propia constitución o leyes, para justificar el incumplimiento de ese deber.

2.- Cada Estado tiene el deber legal de impedir que las condiciones existentes en su territorio constituyan amenaza contra la paz y el orden internacionales, y con tal fin deberá tratar a su propio pueblo en forma que no viole los dictados de la humanidad y de la justicia, y que no ofenda la conciencia humana.

3.- Cada Estado tiene el deber legal de abstenerse de toda intervención en los asuntos internos de otros Estados.

4.- Cada Estado tiene el deber legal de impedir dentro de su territorio la organización de actividades tendientes a fomentar contiendas civiles en el territorio de otros Estados.

5.- Cada Estado tiene el deber legal de cooperar con los demás en la creación y mantenimiento de agencias de la Comunidad de los Estados destinadas a tratar materias de interés para la Comunidad, así como el deber de colaborar en los trabajos de tales agencias.

6.- Cada Estado tiene el deber legal de emplear medios pacíficos, exclusivamente, para la solución de sus controversias con otros Estados, y a falta de solución por otros medios pacíficos, el de aceptar el arreglo de tales controversias por la agencia competente de la Comunidad de los Estados.

7.- Cada Estado tiene el deber legal de abstenerse de todo empleo de la fuerza, o amenaza de emplearla, en sus relaciones con otros Estados, salvo que la agencia competente de la Comunidad de los Estados autorice tal recurso; no obstante lo cual, mediante informe dado inmediatamente a la agencia competente de la Comunidad de los Estados y con aprobación de la misma, un Estado podrá recurrir a la fuerza para resistir el empleo no autorizado de la fuerza por otro Estado.

8.- Cada Estado tiene el deber legal de tomar, en colaboración con otros Estados, las medidas que prescriba la agencia competente de la Comunidad de los Estados para la prevención o supresión del empleo de la fuerza por parte de un Estado en sus relaciones con otro.

9.- Cada Estado tiene el deber legal de mantenerse dentro de las limitaciones que prescriba la agencia competente de la Comunidad de los Estados, y el de someterse a la vigilancia y control de esa agencia en lo referente a la extensión y tipo

de sus armamentos.

10.- Cada Estado tiene el deber legal de abstenerse de concertar con otros Estados convenios cuya ejecución sería incompatible con el cumplimiento de sus obligaciones conforme a las reglas generales del derecho internacional.

La (aquí se especificará el nombre de la Organización) debería garantizar que los estados que no fueren miembros, actuarán de acuerdo con estos principios en cuanto pudiera ser necesario para el mantenimiento de la paz y la seguridad internacionales.

G) Que se vuelva a numerar como Capítulo III, el presente Capítulo II de las Propuestas de Dumbarton Oaks, reformándose conforme al tenor siguiente:

CAPÍTULO III. - OBLIGACIONES DE LOS MIEMBROS

Para obtener los fines mencionados en el Capítulo I, y a fin de garantizar a todos los miembros de la (aquí se especificará el nombre de la Organización) los derechos y ventajas resultantes del hecho de ser miembros, todos los que lo sean asumirán las obligaciones siguientes:

1.- Actuar de acuerdo con los principios generales, normas y disposiciones de esta Carta;

2.- Impartir toda la ayuda necesaria a la (aquí se especificará el nombre de la Organización) en toda acción emprendida por ésta, de acuerdo con lo dispuesto en esta Carta;

3.- Abstenerse de dar ayuda a cualquier estado contra el cual se ejerza acción preventiva o coercitiva por la (aquí se especificará el nombre de la Organización).

H) Que como resultado de la adición de un Capítulo, según se propone más arriba, vuelvan a numerarse los Capítulos del III al XII de las Propuestas de Dumbarton Oaks, del IV al XIII, en el orden correspondiente.

I) Que se enmienden en el Capítulo IX, Sección A, Párrafo 1, las palabras finales de la primera oración: "Promover el respeto a los derechos humanos y a las libertades fundamentales", en la forma siguiente: "Salvaguardar y proteger las libertades y los derechos humanos", de conformidad con la Declaración de los Derechos Humanos Esenciales a que se hace referencia en el Párrafo 1, Capítulo I, de esta Carta.

DECLARACIÓN DE LOS DERECHOS Y DEBERES DE LAS NACIONES, ADOPTADA POR EL INSTITUTO AMERICANO DE DERECHO INTERNACIONAL, EN SU PRIMERA SESIÓN VERIFICADA EN LA CIUDAD DE WASHINGTON EL 6 DE ENERO DE 1916.

CONSIDERANDO que el derecho nacional de las naciones civilizadas reconoce y protege el derecho a la vida y a la libertad, a los cuales la Declaración de Independencia de los Estados Unidos agrega el derecho a la felicidad, el de igualdad jurídica, el de propiedad y el del libre goce de todos estos derechos; y

CONSIDERANDO que estos derechos fundamentales, así reconocidos universalmente, crean para los habitantes de todos los países el deber de observarlos; y

CONSIDERANDO que de acuerdo con la filosofía política consignada en la Declaración de Independencia de los Estados Unidos y con la práctica universal de las Repúblicas Americanas, se considera a las naciones o gobiernos como creados por el pueblo y que derivan sus facultades justas del consentimiento de los gobernados y han sido instituídas entre los hombres para promover su seguridad y bienestar, y garantizar al pueblo el disfrute de sus derechos fundamentales; y

CONSIDERANDO que la nación es una persona moral o jurídica, prohijada por el derecho, y subordinada a éste como lo está la persona natural a la sociedad política; y

CONSIDERANDO que estimamos que estos derechos fundamentales pueden definirse en términos del Derecho Internacional y aplicarse a las relaciones de los miembros de la Sociedad de las Naciones entre sí, como han sido aplicados en las relaciones de los ciudadanos o súbditos de los estados que forman la Sociedad de las Naciones; y

CONSIDERANDO que estos derechos fundamentales de jurisprudencia nacional, a saber: el derecho a la vida, a la libertad, a la felicidad, a la igualdad jurídica, el derecho a la propiedad y el derecho a la observancia de éstos cuando se expresan en términos de Derecho Internacional, el derecho de cada nación a existir y a proteger y conservar su existencia; el derecho a la independencia y la libertad de desarrollarse sin intervención ni tutela de otras naciones; el derecho de igualdad en la ley y ante la ley; el derecho al territorio dentro de fronteras definidas y a ejercer jurisdicción exclusiva dentro del mismo, y el derecho a la observancia de estos derechos fundamentales; y

CONSIDERANDO que, en virtud de su calidad de miembros de la Sociedad de las Naciones, los derechos y deberes de éstas deberán ejercerse y cumplirse de acuerdo con las exigencias de su interdependencia expresada en el preámbulo a la Convención para el Arreglo Pacífico de las Controversias Internacionales, aprobada en la primera y segunda Conferencias de la Paz celebradas en La Haya, reconociendo la solidaridad que liga a los miembros de la sociedad de las naciones civilizadas;

POR LO TANTO, el Instituto Americano de Derecho Internacional en su primera sesión, verificada en la ciudad de Washington, Estados Unidos de América, el día 6 de enero de 1916, adopta los seis artículos siguientes, juntamente con el comentario sobre los mismos, que se conocerán bajo el título de "Declaración de Derechos y Deberes de las Naciones":

I. Toda nación tiene derecho a existir, y a proteger y preservar su existencia, pero este derecho no implica el derecho ni justifica los actos del estado para protegerse a sí mismo o para conservar su existencia mediante la perpetración de actos ilícitos contra estados inocentes e inofensivos.

II. Toda nación tiene derecho a la independencia en el sentido de que tiene el derecho a la felicidad y de que es libre de su propio desarrollo sin intervención o tutela por parte de otros estados, siempre que al hacerlo así no intervenga en los derechos de otros estados ni los viole.

III. Toda nación, en la ley y ante la ley, en el derecho y ante el derecho, es igual a todas las otras naciones pertenecientes a la Sociedad de las Naciones, y todas éstas poseen el derecho de reclamar, y de acuerdo con la Declaración de Independencia de los Estados Unidos, "de asumir, dentro de las potencias del orbe, la situación separada e igual a que les dan derecho las leyes naturales y las divinas."

IV. Toda nación tiene derecho al territorio comprendido dentro de fronteras definidas, y a ejercer exclusiva jurisdicción sobre su territorio y sobre todas las personas, ya sean nacidas en él o extranjeras, que se encuentren en el mismo.

V. Toda nación a la que la ley de las naciones le conceda un derecho, merece que se respete y proteja ese derecho por todas las demás naciones puesto que derecho y deber son correlativos y todos están obligados a respetar el derecho de cada nación.

VI. El Derecho Internacional es a la vez nacional e internacional: nacional en el sentido de que constituye la ley del del territorio y como tal se aplica a la resolución de todas las cuestiones que afecten sus principios; e internacional en el sentido de que es la ley de la Sociedad de las Naciones y como tal, aplicable a todas las cuestiones suscitadas entre los miembros de la Sociedad de las Naciones que afecten sus principios.

The United Nations Conference on International Organization

Doc.2 (FRENCH)
G/7 (h)
May 1, 1945

GENERAL

COMMENTAIRES DU GOUVERNEMENT DE COSTA RICA SUR LA CONSTITUTION D'UNE ORGANISATION INTERNATIONALE

Le Gouvernement de Costa Rica estime qu'il est indispensable de chercher à fixer sans délai les principes fondamentaux de l'organisation internationale; il accueille de ce fait avec une vive sympathie, les propositions qui lui ont été soumises en vue de la création d'une Organisation Internationale Générale.

Il n'hésite pas à accepter ces propositions comme base de travail et espère qu'avec le concours de tous les spécialistes de ces questions, et en tirant profit des leçons de l'expérience, on pourra faire de l'organisation projetée un instrument de justice et d'harmonie entre toutes les nations civilisées.

C'est pour bien montrer combien il approuve l'effort qui a été fait pour créer une telle organisation que le Gouvernement de Costa Rica formule les observations suivantes:

1. Nous devons avoir pour but, même si la réalisation n'en est pas actuellement possible, l'institution d'une organisation de caractère universel auquel chaque Etat appartiendra par le fait même qu'il est un Etat, de même qu'il n'y a pas d'individu qui n'appartienne à une nation.- Chapitre III. Ce n'est qu'à cette condition qu'il sera possible édifier une organisation englobant toutes les nations, ayant sa structure propre et disposant de moyens suffisants pour réprimer, en recourant à des règles acceptées par tous, les infractions à la loi commises par les membres.

Les dispositions des quatrième, cinquième, sixième et dernier principes du Chapitre II se trouveraient ainsi garanties. La dernière partie du paragraphe 4 devrait être omise afin quele principe de non-recours à la force fûtabsolu.

2. Bien qu'il importe de confier aux mêmes organes toutes les fonctions de sécurité, ce qui a conduit à donner des pouvoirs résolutoires au Conseil de Sècurité, il nous paraît qu'il y aurait lieu de conférer à l'Assemblée Générale les pouvoirs nécessaires au moins pour recommander sur la proposition de l'un de ses membres et après un vote acquis à la majorité, l'adoption de mesures tendant à sauvegarder la paix et à maintenir les principes qui sont la base même de l'Organisation. Par ce moyen qui était prévu dans le Pacte de la Société des Nations, tous les Etats auraient la possibilité d'exprimer leur volonté et leur opinion, et le ré sultat serait sanctionné par la majorité de l'Assemblée Générale. Une telle mesure parait plus opportune encore lorsqu'il s'agit de sanctions à prendre contre un Etat qui viole les principes fondamentaux de l'Organisation. Il faut se rappeler que la vitalité d' un groupement est accrue par l'initiative qui est laissée à ses membres et sans laquelle ceux-ci finissent par s'en désintéresser.

3. Quant à la constitution du Conseil de Sécurité, il semblerait opportun de proposer l'attribution d'un siège aux Etats Américains en plus de celui qui est prévu pour les Etats-Unis. Il y a là un groupe de nations dont l'attitude a cessé d'être fermement conforme aux règles du droit international et qui ont participé en outre aux fournitures de matières premières et de produits alimentaires. En raison de la part qu'elles ont prises à l'effort de guerre, de l'énorme étendue de leur territoire, de la nombreuse population qu'elles représentent, de leur importante économique et politique et en raison aussi de leur culture, ces nations peuvent apporter à la nouvelle organisation une précieuse contribution;leur apport spirituel aux travaux et décisions du Conseil serait également appréciable. Il est donc suggéré qu'un siège au Conseil soit accordé aux Républiques Américaines, en plus de celui des Etats-Unis. Chapitre VI.

4. En ce qui concerne la Cour de Justice,le système proposé est analogue à celui de la Société des Nations et mérite d'être agréé sans réserve. On pourrait examiner la possibilité de soumettre à cette Cour non seulement les questions d'ordre juridique mais aussi les questions de toute nature, même celles qui ont un caractère politique, pouvant intéresser la sécurité et la paix générale. On pourrait de même envisager la possibilité de créer des Cours de Justice régionales complétant l'oeuvre de la Cour centrale et facilitant l'accès de la procédure judiciaire. Chapitre VII.

5. La méthode de solution pacifique des différends que prévoient les Propositions est satisfaisante. Il serait préférable de prévoir que le Conseil de Sécurité "exigera" des parties et ne se contentera pas de leur "demander" le règlement pacifique de leurs différends, ce qui fortifierait l'intervention du Conseil en faveur de la paix. Paragraphe 4. Chapitre VIII. Section A.

6. Le pouvoir, conféré à l'Organisation, d'adopter des mesures matérielles de coercition à l'appui de ses décisions et pour maintenir la paix dans le monde donne pleinement satisfaction à la conscience universelle. Dans ces cas, recourir à la force n'est pas faire la guerre mais défendre la paix. Chapitre VIII. Section B.

7. En ce qui concerne la coopération internationale en matière de problèmes économiques et sociaux, il serait peut-être bon d'incorporer à l'Organisation le Bureau International du Travail fondé par la Société des Nations à Genève. Ses travaux se sont poursuivis et ont été efficaces et la sympathie de tous les Etats lui est acquise. Si le précédent de la Société des Nations a été invoqué à propos du Tribunal ou de la Cour de Justice, il peut être invoqué avec d'autant plus de raison en ce qui concerne le Bureau International du Travail. Chapitre IX.

8. Dans ce chapitre IX, il serait possible de préciser la signification des mots "promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales". Dans ce domaine la propagande des idées et des principes a pour l'humanité une très grande importance mais il est certain que si le mot "promouvoir" est entendu comme impliquant le pouvoir de contraindre les ETats ou de provoquer un mouvement social à l'intérieur de leurs frontières, qu'elle qu'en soit l'orientation, un tel principe ne pourrait être admis par aucun d'eux. On devrait spécifier que l'activité de l'Organisation dans ce domaine sera d'une nature exclusivement spirituelle.

9. Par analogie avec les règles généralement acceptées pour les entités collectives privées les amendements aux Statuts de l'Organisation pourraient être votés à une majorité des deux - tiers.

10. Quoique les Propositions ne fixent pas le nombre de suffrages nécessaires pour qu'une proposition ou une résolution présentées au Conseil de Sécurité puissent être admises et considérées comme valides, il semblerait que l'on ne puisse exiger plus d'une majorité des deux-tiers. Pour donner plus de poids aux décisions prises on élèverait ainsi le chiffre habituelle-

ment exigé lorsque des amendements constitutionnels sont apportés aux organismes publics et même aux groupements privés. Chapitre VI.

On pourrait également examiner l'opportunité tant à l'Assemblée Générale qu'au sein du Conseil de Sécurité, de demander aux Délégués des Etats auxquels sont reprochés des actes d'agression contre d'autres membres de l'Organisation, de s'abstenir de voter sur la décision prise, tout en leur laissant la liberté de prendre part aux délibérations sur ce sujet.

11. Il est utile de reconnaître les accords régionaux qui coordonnent les intérêts des Etats dans des domaines qui leur sont communs et qui sont généralement fonction de leur voisinage géographique. Section C. Chapitre VIII.

Dans l'ensemble le Gouvernemat de Costa Rica se déclare prêt à accepter les propositions concernant la création de l'Organisation Internationale qui ont été formulées, ces propositions constituant un progrès sensible sur les efforts précédemment faits pour maintenir l'harmonie entre les nations civilisées; il espère que la coopération de tous les gouvernements permettra de perfectionner les projets présents et de les réaliser dans le plus proche avenir.

Washington, D.C. le 5 décembre 1944.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (Spanish)
G/7 (h)

GENERAL

COSTA RICA
December 5, 1944

EMBASSY OF COSTA RICA
WASHINGTON, D. C.

ESTABLECIMIENTO DE UN ORGANISMO INTERNACIONAL

El Gobierno de Costa Rica estima indispensable procurar desde ahora la fijación de normas constitutivas de la comunidad internacional y por eso mira con intensa simpatía el proyecto sometido a su estudio para el establecimiento de un Organismo Internacional General.

No duda en aceptarlo como base inicial y espera que con el contingente de todos los entendidos y con el fruto de la experiencia, se llegue a perfeccionarlo como instrumento de justicia y de concordia entre todos los pueblos civilizados.

Con el fin de demostrar la voluntad decidida en el esfuerzo de creación de ese organismo, el Gobierno de Costa Rica formula las siguientes observaciones:

No. 1.- Debe considerarse como una aspiración, ya que no como una realidad posible actualmente, la institución de este organismo con un carácter universal, de modo que todo estado, por el hecho de serlo, pertenezca a la sociedad internacional creada tal como no hay individuo que no pertenezca a una nación determinada.- Capítulo III.- Sólo sobre esa premisa podrá construirse la comunidad de todos los pueblos, con estructura propia y medios de controlar las trasgresiones de sus miembros a las normas por todos aceptadas.- Esa sería la garantía de los principios 4, 5, 6 y final del Capítulo II.- En el párrafo 4 debe suprimirse el final, a fin de que el principio de abstención de uso de la fuerza sea absoluto.

No. 2.- Si bien se juzga conveniente la centralización de las funciones de seguridad y por lo mismo, la atribución de poderes resolutivos al Consejo de Seguridad, se estima también que podría concederse a la Asamblea General, a iniciativa de cualquiera de sus miembros por votación de mayoría, la facultad de proponer, al menos, alguna medida tendiente al resguardo de la paz y efectividad de los principios admitidos como bases del organismo. En esa forma, comprendida en el estatuto de la Sociedad de las Naciones, se daría oportunidad de manifestarse a la voluntad y pensamiento de todos los estados y se dejaría sujeto el resultado al criterio del mayor número en la Asamblea General. Esa atribución parece más aconsejable en cuanto a las sanciones que deban imponerse a los estados contraventores de las bases orgánicas admitidas. Obsérvese que a la entidad se la vigoriza dándole acción a todos sus componentes, que de otro modo, llegan a perder interés en su funcionamiento.- Capítulo V.-

No. 3.- En lo que hace a la formación del Consejo de Seguridad podría sugerirse la conveniencia de conferir a los estados americanos otro puesto además del señalado a los Estados Unidos. Es un grupo de naciones que ha mantenido una actitud resuelta en pro de los cánones de justicia internacional, aparte de la colaboración en el suministro de materias primas y subsistencias. Por esos merecimientos en la decisión del conflicto, por la gran extensión de territorio y la numerosa población que representan, por su importancia política y económica y por la cultura que poseen, estas naciones son un valor para el nuevo organismo y podrían llevar a sus deliberaciones y decisiones un contingente espiritual apreciable. De ahí que se insinúe el que se asigne una posición fija en el Consejo a una de las Repúblicas Americanas, además de los Estados Unidos.- Capítulo VI.-

No. 4.- En lo que hace al Tribunal de Justicia, el plan sigue el de la Sociedad de las Naciones y merece toda aceptación. Talvez podría pensarse en la posibilidad de que sean materia de su conocimiento, no sólo las cuestiones de orden jurídico, sino todas, aun las de naturaleza política que puedan afectar la seguridad o la paz generales; y también en crear tribunales regionales a más del central, con el objeto de facilitar el acceso a la vía judicial.- Capítulo VII.-

No. 5.- Para la solución pacífica de las controversias, el plan resulta acertado. Sería preferible estatuir que el Consejo de Seguridad exija, no pida simplemente, a las partes el arreglo de su divergencia por los medios pacíficos, con el fin de fortalecer su intervención en bien de la paz.- Párrafo 4. Capítulo VIII.- Aparte A.

No. 6.- Satisface plenamente a la conciencia universal la potestad conferida al Organismo para adoptar medidas de compulsión material a fin de hacer efectivas sus decisiones y mantener la concordia en el mundo. Usar de la fuerza en tales casos, no es hacer la guerra sino conservar la paz.- Capítulo VIII.- Aparte B.

No. 7.- Respecto de la cooperación internacional en la solución de los problemas económicos y sociales, quizá convendría incorporar en el Organismo a la Oficina Internacional del Trabajo fundada por la Sociedad de las Naciones en Ginebra. Su funcionamiento ha subsistido y ha sido eficiente, y cuenta con la simpatía de todos los Estados. Si para el Tribunal o Corte de Justicia se ha citado el antecedente de la Sociedad de las Naciones, con igual o mayor razón habría que hacerlo en cuanto a la Oficina del Trabajo.- Capítulo IX.

No. 8.- En el mismo Capítulo IX, sería posible concretar el significado de la expresión: "promover el respeto a los derechos humanos y a las libertades fundamentales". Bien enorme a la humanidad es la propaganda de ideas y principios con esos fines; pero es seguro que si la palabra "promover" se tomara como facultad para compeler a los Estados o para iniciar dentro de éstos algún movimiento social, aun dentro de esa orientación, no sería admitido por ninguno ese precepto. Debe definirse que la gestión del Organismo en este aspecto debe ser exclusivamente cultural.

No. 9.- Las enmiendas al estatuto del Organismo, por analogía con las normas generalmente aceptadas para entidades particulares colectivas, podrían acordarse por una mayoría de dos tercios de votos.

No. 10.- Si bien el proyecto no fija número de votos para tener por admitida y valedera una proposición o resolución en el Consejo de Seguridad, parece que a lo más que podría llegarse es a establecer para ese efecto la mayoría de dos tercios. Se eleva así en beneficio de un mayor respaldo la porción que en los organismos públicos y aun en

las colectividades privadas se requiere para cualquier enmienda constitutiva.- Capítulo VI.-

También podría examinarse la conveniencia de que, tanto en la Asamblea General como en el Consejo de Seguridad, los delegados de los Estados a los cuales se atribuyeran actos de agresión contra otros Miembros del Organismo, se abstengan de emitir su voto en la decisión correspondiente, si bien disfruten de toda libertad para intervenir en las deliberaciones que provoque el asunto.

No. 11.- El reconocimiento de arreglos regionales es útil para la coordinación de los intereses de los Estados, ya que facilita el entendimiento para fines comunes derivados especialmente de la situación geográfica.- Aparte C.- Capítulo VIII.-

En general, Costa Rica se adhiere con la lealtad más completa al plan de fundación del Organismo Internacional formulado, que contiene innovaciones saludables sobre los anteriores esfuerzos realizados para el mantenimiento de la armonía entre los pueblos civilizados; y espera que con el concurso de todos los Gobiernos se llegue a perfeccionar lo propuesto y se inicie pronto su funcionamiento.

Washington, D.C., 5 de diciembre de 1944

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/7 (h) (1)
May 4, 1945

GENERAL

OBSERVATIONS DU GOUVERNEMENT DE COSTA RICA CONCERNANT LE PLAN DE DUMBARTON OAKS.

La délégation de Costa-Rica renouvelle, en vue de leur discussion par la Conférence, les observations concernant le plan de Dumbarton Oaks, déjà présentées par son Gouvernement au Département d'Etat des Etats-Unis. Ces observations sont les suivantes:

I. Le Gouvernement de Costa Rica estime indispensable de chercher dès maintenant à fixer les règles fondamentales de la communauté internationale; c'est pourquoi il considère avec grande sympathie le plan en question qui vise à créer une Organisation internationale générale. Il n'hésite pas à l'accepter comme point de départ et espère que, grâce à l'appui de toutes les compétences et aux résultats de l'expérience, il sera possible de perfectionner cette organisation et d'en faire un instrument de justice et de concorde entre les peuples civilisés.

II. Le caractère universel d'une telle organisation, en vertu duquel tout Etat, du fait même qu'il existe, appartiendrait à ladite organisation, doit être considéré comme le but à atteindre puisqu'il n'est pas encore actuellement possible d'en faire une réalité. Ce n'est que sur ce principe que pourra être fondée la communauté des peuples, ayant sa structure propre et disposant des moyens nécessaires pour réprimer les infractions de ses membres aux règles acceptées par eux. Une telle règle constituerait la garantie des paragraphes 4, 5, 6 et du paragraphe final du Chapitre II. Au paragraphe 4, le dernier membre de phrase devrait être supprimé, afin que le principe de l'abstention dans l'emploi de la force reste absolu.

III. Bien que le Gouvernement de Costa-Rica estime utile la centralisation des fonctions concernant la sécurité et, par là même, l'attribution du pouvoir de décision au Conseil de Sécurité, il croit également qu'il y aurait intérêt à accorder à l'Assemblée Générale, sur la demande de l'un quelconque de ses

membres, la faculté de proposer, par une décision prise à la majorité, des mesures déterminées tendant à sauvegarder la paix et à faire appliquer les principes admis comme base de l'Organisation. Sous cette forme, qui était prévue dans les statuts de la Société des Nations, on permettrait à la volonté et à l'opinion de tous les Etats de se manifester et le résultat dépendrait de la décision de la majorité de l'Assemblée Générale. Il paraît tout à fait opportun d'accorder ce pouvoir à l'Assemblée en ce qui concerne les sanctions. Il y a lieu d'observer que l'on renforcerait la communauté entière en donnant à tous les membres qui la composent la possibilité d'agir alors, qu'autrement, ces membres perdraient tout intérêt dans le fonctionnement de l'organisme. Chapitre V.

IV. Au sujet de la composition du Conseil de Sécurité, le gouvernement de Costa Rica propose de donner aux Etats américains un autre siège, indépendamment de celui qui est attribué aux Etats-Unis. Il s'agit là en effet, d'un groupe de nations qui a adopté une attitude résolue en faveur des principes de la justice internationale et l'une d'entre elles, le Brésil, a pris une part effective à la guerre sur les champs de bataille, indépendamment de sa collaboration pour la fourniture de matières premières et de vivres. En raison donc de ces titres acquis dans le conflit, de la grande étendue de son territoire, de la population nombreuse qu'elle représente, de son importance politique et de sa culture, cette partie du Continent représente une valeur pour la nouvelle Organisation et elle serait susceptible de fournir dans les délibérations et les décisions de celle-ci, un apport spirituel appréciable. C'est pourquoi nous suggérons qu'un siège fixe au Conseil de Sécurité soit réservé à l'une des Républiques américaines, en plus du siège des Etats-Unis. Chapitre VI.

V. Pour la Cour de Justice, le plan suit celui de la Société des Nations, et peut être accepté sans réserve. Peut-être pourrait-on envisager la possibilité de donner à la Cour compétence non seulement pour les questions d'ordre juridique, mais pour toutes les questions, même celles ayant un caractère politique, qui pourraient affecter la sécurité ou la paix en général. Il pourrait être opportun également de créer, à côté de la Cour centrale, des cours régionales afin de faciliter l'accès à la justice. Chapitre VII.

VI. Pour la solution pacifique des conflits, le plan paraît habile. Cependant, il serait préférable, afin de renforcer l'intervention du Conseil de Sécurité pour le maintien de la paix, de stipuler que ce Conseil, au lieu simplement de leur demander, exigera des parties qu'elles règlent leurs différends par des moyens pacifiques. Chapitre VIII, Section A, paragraphe 4.

VII. Le pouvoir conféré à l'Organisation d'adopter des mesures coercitives en vue de donner effet à ses décisions et de maintenir la paix dans le monde, paraît pleinement satisfaisant pour la conscience universelle. Employer la force dans des cas de ce genre, n'est pas faire la guerre, mais conserver la paix. Chapitre VIII, Section D.

VIII. Au sujet de la coopération internationale en vue du règlement des problèmes économiques et sociaux, il y aurait peut-être intérêt à intégrer dans l'Organisation le Bureau International du Travail créé par la Société des Nations, à Genève. Ce bureau subsiste, son action s'est montrée efficace et il a gagné la sympathie de tous les Etats. Puisque, à propos de la Cour de Justice, on a cité le précédent de la Société des Nations, on peut en faire de même, avec d'aussi bonnes ou de meilleures raisons, pour le Bureau International du Travail. Chapitre IX.

IX. Dans le même chapitre IX, il serait possible de concrétiser la signification de l'expression: "encourager le respect des droits des hommes et des libertés fondamentales". La diffusion de tels principes et idées causerait un bien considérable à l'humanité. Mais il est certain que si l'on interprète le mot "encourager" comme une possibilité de contraindre les Etats ou de susciter à l'intérieur de ces Etats un mouvement social quelconque, même dirigé dans ce sens, ce principe ne serait admis par aucun d'eux. Il faut préciser que l'action de l'Organisation dans ce domaine doit être exclusivement d'ordre éducatif.

X. Les amendements au Statut de l'Organisation, par analogie avec les règles généralement acceptées pour les organismes collectifs privés pourraient être adoptés à une majorité des deux-tiers des voix.

XI. Bien que le projet ne fixe pas le nombre de voix nécessaire pour qu'une décision du Conseil de Sécurité soit acceptée et considérée comme valable, il semble qu'il y aurait intérêt à fixer à cet effet une majorité des deux-tiers. On augmenterait ainsi, en obtenant un appui plus solide, la majorité qui est exigée en général pour l'adoption des amendements statutaires dans les organismes publics et même privés. Chapitre VI.

XII. La reconnaissance des arrangements régionaux est utile en vue de la coordination des intérêts des Etats, car elle facilite les accords conclus à des fins communes dérivant notamment de leur situation géographique. Section C, Chapitre VIII.

D'une façon générale, Costa Rica se rallie très loyalement au plan envisagé d'une Organisation Internationale; ce plan contient des innovations salutaires et constitue un progrès sur les efforts antérieurs réalisés en vue du maintien de la paix entre les peuples civilisés. Le Gouvernement de Costa Rica espère, qu'avec le concours de tous les gouvernements, ce plan pourra être amélioré et mis rapidement en pratique.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (SPANISH)
G/7 (h) (1)
May 4, 1945

GENERAL

OBSERVACIONES DEL GOBIERNO DE COSTA RICA SOBRE EL PLAN DE DUMBARTON OAKS

La Delegación de Costa Rica reitera por este medio, y para que sean tomadas en cuenta en las deliberaciones de la Conferencia de las Naciones Unidas sobre Organización Internacional, las observaciones formuladas por el Gobierno de su país ante el Departamento de Estado de los Estados Unidos respecto al plan de Dumbarton Oaks. Esas observaciones son las siguientes:

I. El Gobierno de Costa Rica estima indispensable procurar desde ahora la fijación de normas constitutivas de la comunidad internacional, y por eso mira con intensa simpatía el plan en referencia para el establecimiento de un Organismo Internacional General. No duda en aceptarlo como base inicial y espera que con el contingente de todos los entendidos y con el fruto de la experiencia, se llegue a perfeccionarlo como instrumento de justicia y de concordia entre los pueblos civilizados.

II. Debe considerarse como una aspiración, ya que no como una realidad posible actualmente, la institución de este organismo con un carácter universal, de modo que todo Estado, por el hecho de serlo, pertenezca al propio organismo. Sólo sobre esa premisa podrá construirse la comunidad de todos los pueblos, con estructura propia y medios de controlar las transgresiones de sus miembros a las normas por todos aceptadas. Ésa sería la garantía de los principios 4, 5, 6 y final del Capítulo II. En el párrafo 4 debería suprimirse el final, a fin de que el principio de abstención de uso de la fuerza sea absoluto.

III. Si bien se juzga conveniente la centralización de las funciones de seguridad y, por lo mismo, la atribución de poderes resolutivos al Consejo de Seguridad, se

estima también que podría concederse a la Asamblea General, a iniciativa de cualquiera de sus miembros, por votación de mayoría, la facultad de proponer, al menos, alguna medida tendiente al resguardo de la paz y efectividad de los principios admitidos como base del organismo. En esa forma, comprendida en el estatuto de la Sociedad de las Naciones, se daría oportunidad de manifestarse a la voluntad y pensamiento de todos los Estados y se dejaría sujeto el resultado al criterio del mayor número en la Asamblea General. Esa atribución parece más aconsejable en cuanto a las sanciones admitidas. Obsérvese que a la entidad se la vigoriza dándole acción a todos sus componentes que, de otro modo, llegan a perder interés en su funcionamiento. Capítulo V.

IV. En lo que hace a la formación del Consejo de Seguridad, podría sugerirse la conveniencia de conferir a los Estados Americanos otro puesto además del señalado a los Estados Unidos. Es un grupo de naciones que ha mantenido una actitud resuelta en pro de los cánones de justicia internacional y alguna de ellas, el Brasil, está ya participando de lleno en los campos de batalla, aparte de la colaboración en el suministro de materias primas y subsistencias. Por esos merecimientos en la decisión del conflicto, por la gran extensión de territorio y la numerosa población que representa, por su importancia política y por la cultura que posee, esta parte del Continente es un valor para el nuevo organismo y podría llevar a sus deliberaciones y decisiones un contingente espiritual apreciable. De ahí que se insinúe el que asigne una posición fija en el Consejo a una de las Repúblicas Americanas, además de los Estados Unidos. Capítulo VI.

V. En lo que hace al Tribunal de Justicia, el plan sigue el de la Sociedad de las Naciones y merece toda aceptación. Tal vez podría pensarse en la posibilidad de que sean materia de su conocimiento, no sólo las cuestiones de orden jurídico, sino todas, aun las de naturaleza política que puedan afectar la seguridad o la paz generales; y también en crear tribunales regionales a más del central, con el objeto de facilitar el acceso a la vía judicial. Capítulo VII.

VI. Para la solución pacífica de las controversias, el plan resulta acertado. Sería preferible estatuir que el Consejo de Seguridad exija, no pida simplemente, a las partes el arreglo de su divergencia por los medios

pacíficos, con el fin de fortalecer su intervención en bien de la paz. Párrafo 4, Capítulo VIII, aparte A.

VII. Satisface plenamente a la conciencia universal la potestad conferida al organismo para adoptar medidas de compulsión material a fin de hacer efectivas sus decisiones y mantener la concordia en el Mundo. Usar de la fuerza en tales casos no es hacer la guerra sino conservar la paz. Capítulo VIII, aparte B.

VIII. Respecto de la cooperación internacional en la solución de los problemas económicos y sociales, quizás convendría incorporar en el organismo a la Oficina Internacional del Trabajo fundada por la Sociedad de las Naciones en Ginebra. Su funcionamiento ha subsistido y además ha sido eficiente y cuenta con la simpatía de todos los Estados. Si para el Tribunal o Corte de Justicia se ha citado el antecedente de la Sociedad de las Naciones, con igual o mayor razón habría que hacerlo en cuanto a la Oficina del Trabajo. Capítulo IX.

IX. En el mismo Capítulo IX será posible concretar el significado de la expresión: "Promover el respeto a los derechos humanos y a las libertades fundamentales". Bien enorme a la Humanidad es la propaganda de ideas y principios con esos fines; pero es seguro que si la palabra "promover" se tomara como facultad para compeler a los Estados o para iniciar dentro de éstos algún movimiento social, aun en tal orientación, no sería admitido por ninguno ese precepto. Debe definirse que la gestión del organismo en ese aspecto debe ser exclusivamente cultural.

X. Las enmiendas al Estatuto del organismo, por analogía con las normas generalmente aceptadas para entidades colectivas particulares, podrían acordarse por una mayoría de dos tercios de votos.

XI. Si bien el proyecto no fija número de votos para tener por admitida y valedera una proposición en el Consejo de Seguridad, parece que a lo más que podría llegarse es a establecer para ese efecto la mayoría de dos tercios. Se eleva así en beneficio de un mayor respaldo la porción que en los organismos públicos y aun en las colectividades privadas se requiere para cualquier enmienda constitutiva. Capítulo VI.

XII. El reconocimiento de arreglos regionales es útil para la coordinación de los intereses de los estados,

ya que facilita el entendimiento para fines comunes derivados especialmente de la situación geográfica. Aparte C. Capítulo VIII.

En general, Costa Rica se adhiere, con la lealtad más completa, al plan de fundación del Organismo Internacional formulado, que contiene innovaciones saludables sobre los anteriores esfuerzos realizados para el mantenimiento de la armonía entre los pueblos civilizados; y espera que con el concurso de todos los gobiernos se llegue a perfeccionar lo propuesto y se inicie pronto su funcionamiento.

The United Nations Conference on International Organization

Doc.2 (FRENCH)
G/7 (1)
May 2, 1945

GENERAL

OBSERVATIONS DU GOUVERNEMENT DU CHILI
SUR LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS.

M E M O R A N D U M

Fidèle à sa politique traditionnelle, le Gouvernement du Chili désire coopérer à l'établissement d'une Organisation Internationale pour le maintien de la paix et de la sécurité mondiales.

Il a pris connaissance avec intérêt des PROPOSITIONS RELATIVES A L'ÉTABLISSEMENT D'UNE ORGANISATION INTERNATIONALE GÉNÉRALE qui ont été remises au Ministre des Affaires Etrangères du Chili par l'Ambassade des Etats-Unis, d'ordre de son Gouvernement, en date du 9 octobre de la présente année.

Il a constaté avec satisfaction que, d'après les termes des dites Propositions, "dans la poursuite des buts visés au Chapitre I, l'organisation et ses membres devront agir conformément" à des principes dont le premier est que" l'organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats épris d'un idéal de paix."

Le Gouvernement du Chili est certain que l'on se conformera à ce principe, si fondamental et si juste, lorsqu'on règlera la question du "mode de vote au Conseil de Sécurité" et les "autres questions encore à l'étude"; sur ces questions, le gouvernement chilien se voit obligé de réserver son opinion, comme il la réserve en ce qui touche les projets d'amendements pouvant faire l'objet de propositions ultérieures.

Le Gouvernement du Chili ne doute pas non plus que d'autres principes fondamentaux de bonne entente internationale, toujours conformes à l'esprit de sa politique, ne soient pris en considération dans l'étude de ces problèmes. A ce sujet, il réitère les déclarations du Mémorandum transmis à l'Ambassade des Etats-Unis en date du 22 août dernier, et tout particulièrement les suivants: a) Egalité juridique des Etats et respect de leur

souveraineté; b) solution pacifique des litiges et des différends et renonciation à la guerre en tant qu'instrument de politique nationale; respect du système juridique existant en matière de règlement judiciaire, d'arbitrage et de toute autre forme de règlement pacifique de différends internationaux; c) non-intervention dans les questions de politique intérieure ou extérieure d'un autre Etat; d) observation scrupuleuse des traités; e) caractère universel de toute société ou organisation internationale pour le maintien de la paix et de la sécurité mondiale; f) maintien et perfectionnement du système Pan-américain; g) application, en fin de cause, des mesures coercitives pour éviter la guerre ou y mettre obstacle, sans toutefois que cette mesure comporte l'acceptation d'un super-Etat, mais plutôt qu'elle implique la participation des Etats épris de paix à un système qui, dans ses mesures coercitives, tiendra compte de la situation géographique, militaire et économique des divers pays, aussi bien que des circonstances politiques dans lesquelles ils se trouvent.

Conformément à ce qui a été dit plus haut, le Chili approuve toutes les propositions qui, s'inspirant de ces principes, constituent des normes pour le maintien de la paix et de la sécurité, et pour la création, avec l'aide d'une coopération internationale, des conditions de stabilité et de bien-être nécessaires aux relations pacifiques et amicales entre les nations. (Discours du Président Roosevelt en date du 15 juin de l'année en cours.)

Conformément à ce même critère, il propose les amendements indiqués dans le paragraphe 10 du présent mémorandum, au plan connu sous le nom de "Proposition de Dumbarton Oaks."

Il désire une fois encore, comme il l'indique au paragraphe 5, réaffirmer son adhésion au système inter-américain et son profond désir de voir l'esprit, les bases et les procédures de ce système renforcées et mises en harmonie avec l'organisation générale proposée.

Il est proposé, au Chapitre VI, Section A, de reporter à 10 le nombre de membres non-permanents du Conseil de Sécurité, c'est-à-dire de créer quatre nouveaux sièges. Cette requête répond au désir des pays latino-américains d'obtenir au Conseil une représentation en rapport avec leur nombre et leur importance et au voeu que ces quatre sièges leur soient attribués.

Pour plus de clarté nous donnons ci-dessous le texte complet des paragraphes amendés ou ajoutés, en soulignant les modifications proposées. Nous indiquons, entre parenthèses le genre d'amendement suggéré et signalons également les phrases dont nous proposons la suppression.

Chapitre I

BUTS

Les buts de l'Organisation devront être les suivants:

1. Maintenir la paix et la sécurité internationales; et à cette fin prendre des mesures collectives efficaces en vue d'assurer le respect des traités internationaux, de prévenir et éliminer les dangers qui menacent la paix, de réprimer les actes d'agression ou autres atteintes portées à la paix, et de préparer ou de réaliser, par des moyens pacifiques, le règlement des différends internationaux qui risquent d'entraîner la rupture de la paix. (Phrase intercalée.)

Chapitre II

PRINCIPES

5. Tous les membres de l'Organisation seconderont, conformément aux dispositions de sa Charte, toute action entreprise par l'Organisation en accord avec cette Charte. Toutefois, lorsque des différends concernent un continent ou une région en particulier et ne constituent pas un danger à la paix générale du monde, les Etats d'autres continents ou d'autres régions ne seront pas obligés de participer aux opérations militaires qui seraient décidées par le Conseil et l'Assemblée. (Ce paragraphe a été complètement modifié à partir de la première phrase. La deuxième phrase est une addition.)

Chapitre III

MEMBRES

1. Devrait pouvoir être membre de l'Organisation tout Etat épris d'un idéal de paix et du système démocratique. (Mots ajoutés)

Chapitre V

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Section B

FONCTIONS ET POUVOIRS

1. L'Assemblée Générale devrait avoir le droit de prendre en considération les principes généraux de coopération ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris les principes régissant le désarmement et la réglementation des armements en vue de rendre effectifs les buts et les énumérés aux Chapitres I et II; de discuter toutes questions

relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui seraient soumises par un ou pluseurs membres de l'Organisation ou par le Conseil de Sécurité et de faire des recommandations à ce sujet. Toutes questions de ce genre, qui entraîneraient une action quelconque, devraient être soumises au Conseil de Sécurité par l'Assemblée Générale avant ou après discussion, mais l'Assemblée devrait se prononcer sans délai à ce sujet. L'Assemblée Générale ne devrait, de sa propre initiative, faire aucune recommandation sur une question, quelle qu'elle soit, ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales lorsque le Conseil de Sécurité s'occupe de cette question; toutefois elle retiendra le droit d'exprimer son avis, lorsque le Conseil aura terminé ses travaux. (Les deux premières phrases sont intercalées, la dernière est ajoutée.)

6. L'Assemblée Générale devrait entreprendre des études et faire des recommandations destinées à promouvoir la coopération internationale dans les domaines politique, économique et social, et à régler les situations susceptibles de porter préjudice au bien-être général, conformément aux buts et principes énumérés aux Chapitres I et II (Phrase ajoutée)

Section C

VOTE

2. Les décisions se rapportant à toute action militaire de l'Organisation devront être adoptées à l'unanimité, sans qu'il soit tenu compte du vote des membres parties au litige en question; les recommandations relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales, les décisions concernant l'élection des membres du Conseil de Sécurité, l'élection des membres du Conseil Economique et Social, l'admission des membres, l'exclusion de membres, enfin les questions d'ordre budgétaire, seront réglées à la majorité des deux-tiers des membres présents et votants. Quant aux autres questions, y compris la détermination de celles devant faire l'objet d'un vote de l'Assemblée à la majorité des deux-tiers, les décisions devraient être prises à la majorité simple. (Les mots 'Les décisions importantes de l'Assemblée Générale"ont été supprimés et la partie soulignée ajoutée.)

Section D

PROCEDURE

1. L'Assemblée Générale se réunira en sessions annuelles régulières, et chaque fois que les circonstances l'exigeront, en session spéciale, et ainsi qu'il en aura été décidé par le Conseil, ou demandé par les deux-tiers des membres de l'Assemblée. (Phrase ajoutée.)

Chapitre VI

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ

Section A

COMPOSITION

Le Conseil de Sécurité sera composé d'un représentant de chacun de quinze membres de l'Organisation. Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, de la République de Chine et, le moment venu de la France, auront des sièges permanents. L'Assemblée Générale désignera dix Etats pour occuper les sièges non-permanents. Ces dix Etats devront être élus pour une période de deux ans, cinq d'entre eux se retirant chaque année. Ils ne seront pas immédiatement rééligibles. A la première élection des membres non-permanents, cinq devront être choisis par l'Assemblée Général pour une période d'un an, et cinq pour une période de deux ans. (Il est proposé que le nombre des membres du Conseil de Sécurité soit porté de onze à quinze, et les chiffres du présent article ont été changés en conséquence.)

Section B

PRINCIPAUX POUVOIRS ET FONCTIONS

1. Afin de permettre à l'Organisation d'agir promptement et efficacement, les membres de l'Organisation devront, dans la Charte, conférer au Conseil de Sécurité la responsabilité essentielle en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et convenir que dans l'exercice des fonctions lui incombant de ce fait, le Conseil agit en leur nom. Cette responsabilité incomberait au Conseil tant que l'Assemblée ne sera pas en session. (Phrase ajoutée).

6. Les décisions du Conseil qui tendent à imposer, à l'égard des cas déterminés, des obligations spécifiques aux membres de l'Organisation, ou à certains d'entre eux exigent également l'approbation de l'Assemblée, la majorité devant comprendre, outre les voix des Etats membres du Conseil, les voix d'autres Etats, jusqu'à concurrence des deux-tiers des membres présents à l'Assemblée. (Nouveau paragraphe).

7. Dans le cas où des décisions du Conseil, prises conformément aux buts et principes exposés aux Chapitres I et II, ne recueilleraient pas les deux-tiers des voix de l'Assemblée, rien n'empêchera les membres du Conseil et les membres de l'Assemblée qui auraient voté en faveur de ces décisions ou qui volontairement accepteraient de participer à leur application, de mettre à effet les dites décisions. (Nouveau paragraphe).

8. En ce qui concerne les mesures coercitives et les mesures de caractère militaire, ne seront obligés d'y participer que les Etats qui, par un accord dûment ratifié, y auront donné leur adhésion, ainsi qu'il est prévu au Chapitre VIII, Section A, Paragraphe 5. (Nouveau Paragraphe).

9. Dans le cas où des membres de l'Organisation ne participeraient pas aux mesures prises par l'Organisation ou par ses membres, conformément aux paragraphes 6, 7, et 8 ci-dessus, Il leur sera interdit d'adopter une attitude ou de prendre une position de nature à entraver l'application de ces mesures. (Nouveau paragraphe).

Section D

PROCÉDURE

5. Tout membre de l'Organisation qui n'est pas représenté au Conseil de Sécurité et tout Etat non membre de l'Organisation, s'il est partie à un différend examiné par la Conférence de Sécurité ou si, sans être partie au différend, il est intéressé aux décisions qui pourraient être prises à ce propos, devra être invité à participer aux discussions. (Une phrase ajoutée).

Chapitre VIII

ARRANGEMENTS POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES, Y COMPRIS LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DE L'AGRESSION

Section A

RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS

3. Les parties à un différend dont la prolongation semble devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales devront s'engager, avant tout, à en rechercher la solution par voie de négociations, d'enquête et d'examen, de médiations, de conciliations, d'arbitrage, ou de règlement judiciaire, ou par tout autre moyen pacifique de leur choix. Le Conseil de Sécurité enjoindra aux parties de régler leurs différends par les moyens indiqués. (Une phrase insérée).

7. Les dispositions des paragraphes 1 et 6 de la Section A ne devront pas être applicables aux situations ou différends dont les traités en vigueur permettent déjà la solution, ou à ceux qui ont leur origine dans des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive de l'Etat intéressé.

Section B

DETERMINATION DE L'EXISTENCE DE MENACES A LA PAIX OU D'ACTES D'AGRESSION ET MESURES A PRENDRE A CE SUJET

1. Au cas où un différend ne serait pas résolu conformément aux procédures indiquées dans le paragraphe 3 de la Section A, ou conformément aux recommandations faites selon le paragraphe 5 de la Section A par le Conseil de Sécurité, celui-ci, s'il juge que la situation ainsi créée présente un danger pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, devra prendre toutes mesures nécessaires à ce maintien, en conformité avec les buts, principes et Charte de l'Organisation (le mot Charte est ajouté).

5. Pas de changement dans le texte français.

7. Les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil de Sécurité en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales devront être prises par tous les membres de l'Organisation agissant de concert ou par certains d'entre eux, selon l'appréciation du Conseil de Sécurité et selon les accords mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus.

(Le reste sans changement)

Il a été ajouté la phrase "et selon les accords mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus."

9. A la dernière phrase du paragraphe 9 il est proposé d'introduire l'adjonction suivante (mots soulignés).

"Tout membre de l'Organisation qui n'aurait pas de représentation permanente au Comité devra être invité par le Comité à s'associer à lui lorsque l'affaire en cause ou les mesures qui pourraient être décidées l'intéressent ou doivent le toucher ou lorsque la bonne exécution des travaux du Comité exige une telle participation."

10. Ajouter les mots soulignés:

"Les Membres de l'Organisation devront, dans la mesure du possible, se prêter une assistance mutuelle, en conformité des dispositions de la Charte, pour l'application des mesures décidées par le Conseil."

Section C

ARRANGEMENTS RÉGIONAUX

1. Il est proposé d'ajouter les mots soulignés:

"Rien dans la Charte ne devra s'opposer à l'existence et au fonctionnement de systèmes ou d'accords continentaux ou régionaux ou d'organismes ayant pour but de traiter les questions

relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales et de nature à pouvoir faire l'objet d'une action de caractère régional, à condition que ces accords ou organismes et leurs activités soient compatibles avec les buts et les principes de L'Organisation. Le Conseil de Sécurité devra encourager le règlement des différends de caractère local par l'intermédiaire de ces accords ou organismes régionaux, soit sur l'initiative des Etats intéressés, soit sur la suggestion du Conseil de Sécurité (le mot "accords" remplace le mot arrangements).

2. Insérer les mots soulignés:

"Le Conseil de Sécurité devra, chaque fois qu'il convient, faire usage de ces accords ou organismes en vue de l'application, sous son autorité, de mesures coercitives; par conséquent il ne devra prendre aucune mesure concernant des questions ou des endroits qui intéressent un continent ou une région dans lesquels le système continental ou régional pourrait trouver une application efficace; mais aucune mesure coercitive ne devra être appliquée en vertu d'accords régionaux ou par des organismes régionaux sans l'autorisation du Conseil de Sécurité." (Le mot arrangements est remplacé ici encore par le mot "accords").

4. Les mesures coercitives et la participation militaire des membres de l'Organisation ne seront pas obligatoires pour tous lorsqu'il s'agira d'affaires intéressant des continents autres que le leur, sauf dans les cas et dans les limites fixés aux paragraphes 5 à 9 du Chapitre 6, Section B (Paragraphe nouveau).

Chapitre XII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

3. Lorsque, soit en vertu des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, soit pour répondre aux exigences de la situation, il y aura lieu de prendre des dispositions transitoires, celles-ci ne devront pas constituer un précédent de nature à porter préjudice aux droits des états membres de l'Organisation. (Paragraphe nouveau).

4. Ainsi qu'il est prévu au Chapitre III, les Membres de l'Organisation inviteront à adhérer à sa Charte et à faire partie de l'Organisation tous les Etats qui aiment la paix et les principes démocratiques et qui donneront la garantie qu'ils seront fidèles aux accords internationaux. (Nouveau paragraphe).

5. La présente Charte sera ratifiée; elle entrera en vigueur pour chacun des signataires ou des Etats adhérents au moment du dépôt de l'instrument de ratification et jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la date à laquelle elle aura été dénoncée par une note écrite adressée au Secrétaire Général. (Paragraphe nouveau).

Le Gouvernement du Chili se réserve le droit de soumettre des contre-propositions et de formuler son opinion sur les points qui n'ont pas encore été réglés dans le projet communiqué par le Gouvernement des Etats-Unis.

☆ U. S. Government Printing Office—640451

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (Spanish)
G/7 (1)

GENERAL

EMBAJADA DE CHILE
WASHINGTON 8

CHILE
December 11, 1944

MEMORANDUM

PRIMERO - Conforme a su política tradicional, el Gobierno de Chile desea cooperar al establecimiento de un organización internacional para la preservación de la paz y seguridad mundiales.

SEGUNDO - Ha Tomado nota con interés de las PROPUESTAS PARA EL ESTABLECIMIENTO DE UN ORGANISMO INTERNACIONAL GENERAL, que fueron presentadas al Ministerio de Relaciones Exteriores de Chile por la Embajada de Estados Unidos, de acuerdo con instrucciones de su Gobierno el 9 de Octubre del año en curso.

TERCERO - Ha visto con satisfacción que, según dichas propuestas "para lograr los fines expuestos en el Capítulo I, el Organismo y sus miembros deberían actuar" de acuerdo con principios, el primero de los cuales es que" el Organismo se fundamenta en la igualdad soberana de todos los Estados amantes de la paz".

CUARTO - El Gobierno de Chile confía en que se obrarán conformidad con tan fundamental y justo principio al resolverse en cuanto "al procedimiento para votar en el Consejo de Seguridad" y "otras cuestiones que se están considerando todavía", y que según el texto comunicado, aún no han sido resueltas; materias sobre las cuales se ve obligado a reservar su opinión, lo mismo que acerca de disposiciones del proyecto presentado que puedan verse afectadas por lo que al respecto se proponga con posterioridad.

QUINTO - Confía, además, el Gobierno de Chile que otros principios fundamentales de convivencia internacional incorporados siempre en el espíritu de su actuación política, se tendrán en cuenta en la consideracion de estos problemas. A este respecto, reitera lo manifestado en el Memorandum entregado a la Embajada de Estados Unidos el 22 de agosto pasado, y en especial lo siguiente: a) Igualdad jurídica de los Estados y respeto de su soberanía; b) solución pacífica de controversias y conflictos y abandono de la guerra como intrumento de política nacional, respetandose el sistema jurídico existente sobre arreglo judicial, arbitraje y otros medios de dar solucion pacífica a los diferendos internacionales; c) no intervención en los asuntos internos o externos de otro Estado; d) respeto escrupuloso de los Tratados; e) base de universalidad de toda sociedad u organismo internacional para el resguardo de la paz y seguridad mundiales; f) mantenimiento y perfeccionamiento del sistema panamericano; g) aplicación, en último término del poder coercitivo para prevenir o impedir la guerra, sin que esto implique aceptación de un super-Estado, sino participación de los Estados amantes de la paz dentro de un sistema en que para la acción coercitiva se tome en cuenta la situación geográfica, militar y económica de los respectivos países. Así como las circunstancias políticas en que se encuentran.

SEXTO - En conformidad con lo anteriormente dicho, estima del caso manifestar su complacencia con todas aquellas proposiciones del proyecto que, ateniéndose a dichos principios, ofrecen normas para mantener la paz y seguridad y ayudar a la creación, por medio de la cooperacion internacional, de condiciones de estabilidad y bienestar que son necesarias para las relaciones de paz y amistad entre las naciones". (Discurso del Presidente Roosevelt de 15 de junio del presente año).

SEPTIMO - Dentro de ese mismo criterio, sugiere las modificaciones que se detallan en el párrafo 10 del presente Memorándum al plan comúnmente llamado de Dumbarton Oaks.

OCTAVO - Abundando en lo expresado en el párrafo 5, desea una vez más reiterar su adhesión al sistema interamericano y su decidido anhelo que el espíritu, bases y procedimientos de este sistema se refuercen y concierten con la organización general propuesta.

NOVENO - En el Capítulo VI, Apartado A), se propone aumentar a diez el número de miembros no-permanentes del Consejo de Seguridad, con lo cual se crearían cuatro nuevos asientos dentro de dicho Consejo. Esto se solicita en el deseo que los países latinoamericanos tengan en el Consejo una representación adecuada a su número e importancia y como una manifestación del anhelo de que esos cuatro asientos les fueran asignados.

DECIMO - Para mayor claridad se inserta a continuación el enunciado completo de los párrafos modificados o agregados, subrayándose la frase o acápite que el Gobierno de Chile propone en substitución. Entre paréntesis se especifica la clase de enmienda introducida y se señala si hay frases suprimidas del proyecto original.

Capítulo I.

FINES

Los fines del Organismo deberían ser:

1. Mantener la paz y la seguridad internacionales; a ese fin, tomar medidas colectivas efectivas <u>para asegurar el respeto a los Tratados internacionales,</u> la prevención y eliminación de amenazas a la paz y la supresión de actos de agresión u otros quebrantamientos de la paz, y para lograr por medios pacíficos el ajuste y la solución de controversias internacionales que pudieran derivar en quebrantamientos de la paz. (frase intercalada)

Capítulo II

PRINCIPIOS

5. Los miembros del Organismo <u>le prestarán ayuda de conformidad con las disposiciones de su Estatuto en cualquiera acción que el Organismo</u>

414

tome conforme al mismo Estatuto. Pero cuando los conflictos afecten a un Continente o región y no constituyan un peligro para la paz general del mundo, los Estados de otros Continentes o regiones no estarán obligados a participar en operaciones de caracter militar acordadas por el Consejo y la Asamblea. (Este párrafo se ha modificado completamente por medio de la primera oracion. La segunda oración es un nuevo agregado).

Capítulo III

MIEMBROS

1. Todos los Estados amantes de la paz y del sistema democrático deberían tener la oportunidad de ser miembros. (Frase intercalada)

Capítulo V

LA ASAMBLEA GENERAL

Apartado B
FUNCIONES Y AUTORIDAD

1. La Asamblea General debería tener derecho a considerar los principios generales de cooperación para la paz y seguridad internacionales, inclusive los principios que rijan el desarme y regulen los armamentos, a fin de hacer efectivos los fines y principios expuestos en los Capítulos I y II; a discutir todas las cuestiones relativas a la conservación de la paz y la seguridad internacionales que traigan a su consideracion miembro o miembros del Organismo o el Consejo de Seguridad; y a hacer recomendaciones con respecto a cualquiera de dichos principios o cuestiones. Cualquiera cuestión sobre la cual sea necesario tomar accion, la debería referir la Asamblea General al Consejo de Seguridad ya sea antes de discutirla o después de hacerlo, pero la Asamblea deberá pronunciarse sin demora al respecto. La Asamblea General no debería hacer, a iniciativa propia, recomendaciones sobre materia alguna relativa a la conservación de la paz y la seguridad internacionales en que el Consejo de Seguridad

estuviese interviniendo, pero conservará su derecho a pronunciarse una vez que lo hubiere hecho el Consejo. (Las dos primeras frases intercaladas; la última agregada)

6. La Asamblea General debería iniciar estudios y hacer recomendaciones para promover la cooperación internacional en materias políticas, económicas y sociales, y para ajustar situaciones que pudieran perjudicar el bienestar general, conforme alos fines y principios indicados en los Capítulos I y II. (Frase agregada)

Apartado C
VOTACION

2. Las decisiones referentes a una acción militar del Organismo se adoptarán por unanimidad, sin tomarse en cuenta para el efecto el voto de los miembros que sean parte en la cuestión respectiva; las recomendaciones con respecto a la conservación de la paz y la seguridad internacionales; la elección de miembros del Consejo de Seguridad; la elección de miembros del Consejo Económico y Social, la admisión de miembros, la suspensión del ejercicio de los derechos y privilegios inherentes a los miembros, y la expulsión de miembros; y las cuestiones de presupuesto, se deberían tomar por una mayoría de votos de dos terceras partes de los miembros presentes que voten. En las demás cuestiones, inclusive la determinación de categorías adicionales de cuestiones a decidirse por una mayoría de dos terceras partes de votos, las decisiones de la Asamblea General se deberían tomar por simple mayoría de votos. (Se suprime la frase "Las decisiones importantes de la Asamblea General", y se inserta lo subrayado)

Apartado D
PROCEDIMIENTO

1. La AsambleaGeneral debería celebrar sesiones regulares todos los años, y sesiones especiales cuando la situación lo exigiera y así lo resuelva el Consejo o lo pidan dos tercios de los miembros de la Asamblea.
(Frase agregada)

Capítulo VI

EL CONSEJO DE SEGURIDAD

Apartado A
COMPOSICION

El Consejo de Seguridad debería componerse de un representante de cada uno de quince miembros del Organismo. Los representantes de los Estados Unidos de América, del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, de la Unión de las Repúblicas Socialistas Soviéticas, de la República de China, y oportunamente de Francia, deberían tener asientos permanentes. La Asamblea General debería elegir diez Estados para cubrir los asientos no-permanentes. Estos diez Estados deberían elegirse por un término de dos años cinco de ellos se retirarían cada año, y no podrían sucederse a sí mismos. En la primera elección de miembros no-permanentes, la Asamblea General debería seleccionar cinco miembros para servir un término de un año cada uno de ellos, y cinco miembros por un término de dos años. (Se propone que los miembros del Consejo de Seguridad sean quince en lugar de once, y por consiguiente se han modificado en este artículo los números respectivos)

Apartado B
AUTORIDAD Y FUNCIONES PRINCIPALES

1. A fin de asegurar que el Organismo actúe con prontitud y eficacia, los miembros del Organismo deberían conferir al Consejo de Seguridad, por medio del Estatuto, responsabilidad original en la conservación de la paz y la seguridad internacionales, y deberían aceptar que en el desempeño de dichas obligaciones de acuerdo con dicha responsabilidad, el Consejo actuaría en su nombre. La misma responsabilidad subsistiría mientras no funcione la Asamblea y hasta que ella sea convocada. (Frase agregada)

6. Los acuerdos del Consejo tendientes a imponer con relación a casos determinados obligaciones específicas a los miembros del Organismo o a algunos de ellos requieren también aprobación por la Asamblea con mayoría en que, además de

los votos de los Estados miembros del Consejo, participen otros Estados hasta enterar los dos tercios de los miembros presentes en la Asamblea. (Párrafo nuevo agregado)

7. En los casos de acuerdos del Consejo que correspondan a los fines y principios indicados en los Capítulos I y II y no alcancen a tener los dos tercios de los votos de la Asamblea, nada impide que procedan conforme a los mismos acuerdos los miembros del Consejo y los miembros de la Asamblea que hubieren votado a favor de ellos o voluntariamente acordaren dicha participación. (Párrafo nuevo agregado)

8. Respecto a acciones compulsivas y colaboraciones de carácter militar, sólo estarán obligados a participar en ellas los Estados que así lo hubieren acordado por Convenio ratificado, según lo establecido en el Capítulo VIII, Apartado A, Párrafo 5. (Párrafo nuevo agregado)

9. En los casos de no participación de miembros del Organismo en acciones de él o de otros de sus miembros conforme a los párrafos 6, 7 y 8 precedentes, los miembros no participantes no podrán tomar posiciones o actitudes que dificulten o contraríen dichas acciones. (Párrafo nuevo agregado)

Apartado D
PROCEDIMIENTO

5. Cualquier miembro del Organismo que no tuviere asiento en el Consejo de Seguridad, y cualquier Estado que no fuere miembro del Organismo, debería invitarse a participar en la discusión de una controversia si es que ese miembro o Estado es una de las partes en la controversia que está a la consideración del Consejo de Seguridad, o sin ser parte en esa controversia los acuerdos que pudieran tomarse sobre ella hubieran de afectarle. (Frase agregada)

Capitulo VIII

DISPOSICIONES PARA LA CONSERVACION DE LA PAZ Y LA SEGURIDAD INTERNACIONALES, INCLUSO LA PREVENCION Y SUPRESION DE LA AGRESION.

Apartado A
SOLUCION PACIFICA DE CONTROVERSIAS

3. Una controversia cuya existencia pudiera poner en peligro la conservacion de la paz y seguridad internacionales, debiera obligar a las partes, antes que nada, a buscar una solucion mediante la negociacion, la investigación y examen, la mediacion, la conciliacion, el arbitraje o arreglo judicial, u otro medio pacifico que ellas mismas determinaren. El Consejo de Seguridad debería pedir a las partes que arreglaran su controversia por los medios indicados. (Frase intercalada)

7. Las disposiciones de los parrafos 1 al 6 de este Apartado, no deberían aplicarse a situaciones o controversias ya resueltas por Tratados vigentes u originadas de cuestiones que, según el derecho internacional, son unicamente de la jurisdiccion interna del Estado que sea del caso. (Frase intercalada)

Apartado B
DETERMINACION DE AMENAZAS A LA PAZ O DE ACTOS DE AGRESION Y ACCION QUE DEBE TOMARSE RESPECTO A ELLOS.

1. Si el Consejo de Seguridad creyere que el fracaso en la solución de una controversia mediante los procedimientos indicados en el parrafo 3 del Apartado A) anterior o de acuerdo con sus recomendaciones al amparo del parrafo 5 de dicho Apartado A), constituye una amenaza a la conservación de la paz y la seguridad internacionales, debería tomar cualesquiera medidas necesarias para la conservacion de la paz y la seguridad internacionales que estuvieren de acuerdo con los fines, principios y Estatuto del Organismo. (Se modifica la frase "fines y principios

del Organismo" por la de "fines, principios y Estatuto del Organismo")

5. A fin de que todos los miembros del Organismo puedan contribuir a la conservacion de la paz y seguridad internacionales, deberían comprometerse a poner a disposición del Consejo de Seguridad, cuando este lo solicite y de conformidad con un convenio especial o con convenios especiales concertados entre ellos, las fuerzas armadas, las facilidades y la ayuda necesaria para mantener la paz y la seguridad internacionales. Dicho convenio o convenios deberían disponer la cantidad y la clase de las fuerzas y la naturaleza de las facilidades y la ayuda que debieran proporcionarse. El convenio especial o los convenios especiales deberían celebrarse tan pronto como fuera posible, y en cada caso deberían estar sujetos a la aprobación del Consejo de Seguridad y a la ratificacion de los Estados signatarios de acuerdo con sus procedimientos constitucionales. (Se substituye la palabra "contribuyeran" por la frase "puedan contribuir")

7. La accion que se requiera para hacer efectivas las decisiones tomadas por el Consejo de Seguridad con el objeto de mantener la paz y la seguridad internacionales deberia ser acción conjunta por parte de todos los miembros del Organismo o de algunos de ellos, segun lo determinaren el Consejo de Seguridad y los convenios a que se refiere el parrafo 5 precedente. Esto lo deberían hacer los miembros del Organismo por acción propia y mediante acción por parte de los organismos y entidades especializados competente de que fueren miembros. (Se substituye la frase "lo determinare el Consejo de Seguridad por la frase lo determinaren el Consejo de Seguridad y los Convenios a que se refiere el parrafo 5 precedente".)

9. Debería establecerse una Comisión de Estado Mayor cuyas funciones deberían ser las de asesorar y ayudar al Consejo de Seguridad en todas las cuestiones relativas a las necesidades militares del Consejo de Seguridad para la conservación de la paz y la seguridad internacionales, al empleo y comando de las fuerzas puestas a su disposición, a la regulación de armamentos, y al posible desarme.

Sujeta esta Comision al Consejo de Seguridad debería ser responsable de la direccion estratégica de cualesquiera fuerzas armadas puestas a la disposición del Consejo de Seguridad. La Comisión debería componerse de los jefes de Estado Mayor de los miembros permanentes del Consejo de Seguridad o de sus representantes. La Comisión debería invitar a cualquier miembro del Organismo que no estuviere representado permanentemente en ella, a que se uniera a la Comisión cuando el caso o medidas que se pudieren tomar a su respecto le concernieren o hubieren de afectarle o el desempeño eficaz de las responsabilidades de esta exigieran que dicho Estado debiera participar en sus labores. Las cuestiones sobre el Comando de las Fuerzas deberian solucionarse subsiguientemente. (Frase intercalada)

10. Los miembros del Organismo deberian unirse, segun fuere posible, en la prestacion de ayuda mutua, conforme al presente Estatuto, para llevar a cabo las medidas que decidiera el Consejo de Seguridad. (Dos frases intercaladas)

Apartado C
ARREGLOS REGIONALES

1. Nada en el Estatuto del Organismo deberia impedir la existencia y funcionamiento de sistemas o acuerdos continental o regionales, o de entidades que traten de aquellos asunto relativos a la conservacion de la paz y la seguridad internacionales que se presten a soluciones regionales, siempre que dichos arreglos o entidades y sus actividades fueron compatibles con los fines y principios del Organismo. El Consejo de Seguridad debería alentar la solución de controversias locales mediante dichos acuerdos regionales o por dichas entidades regionales, bien a iniciativa de los Estados interesados o porque se las refiera el Consejo de Seguridad. (Se reemplaza la frase "existencia de arreglos regionales por la frase "existencia y funcionamiento de sistemas o acuerdos continentales o regionales". Tambien se substituye la palabra "arreglos" por "acuerdos")

2. El Consejo de Seguridad debería utilizar, donde está práctica fuera aconsejable, dichos acuerdos o entidades para tomar acciones compulsivas bajo su autoridad, y en consecuencia no debería tomar acción alguna respecto de asuntos o casos concernientes a un Continente o región a cuyo respecto pudiera aplicarse eficazmente el sistema continental o regional correspondiente, pero no se debería tomar acción compulsiva alguna a tenor con acuerdos regionales o por parte de entidades regionales, sin la autorización del Consejo de Seguridad. (Frase intercalada y reemplazo de la palabra "arreglos" por "acuerdos")

4. ..... Las acciones compulsivas y colaboraciones de carácter militar de miembros del Organismo no serán obligatorios para cada uno de ellos respecto de casos correspondientes a Continentes distintos al suyo, sino en los casos y con las limitaciones determinados en los párrafos 5 a 9 del Capítulo VI, Apartado B. (Párrafo nuevo agregado)

Capítulo XII

SOLUCIONES TRANSITORIAS

3. En los casos en que, de conformidad con los párrafos 1 y 2 precedentes o por exigencias de las circumstancias, se tomen medidas provisionales, ellas no constituirán precedente para menoscabar ninguno de los derechos de los Estados miembros del Organismo. (Párrafo nuevo agregado)

4. Conforme a lo establecido en el Capítulo III, los miembros del Organismo invitan a adherir a su Estatuto y a ingresar en el mismo Organismo a todos los Estados amantes de la paz y de los principios democráticos y que den garantía de cumplir los Convenios internacionales. (Párrafo nuevo agregado)

5. El presente Estatuto será ratificado; regirá para cada Estado signatario o adherente desde el momento del depósito del respectivo instrumento de ratificación y hasta seis meses

después de la fecha en que haga denuncia de el por comunicación escrita dirigida al Secretario General.

UNDECIMO El Gobierno de Chile se reserva el derecho a presentar contraproyecto y a pronunciarse sobre los puntos que aun no han sido resueltos en el proyecto comunicado por la Embajada de Estados Unidos, en el momento oportuno.

Washington, D. C., 11 de
Diciembre de 1944.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/7 .(i) (I)[i.e. 1]
May 6, 1945

GENERAL

AMENDEMENTS ET PROPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES PRESENTES PAR LA DELEGATION DU CHILI

La Délégation du Chili propose que le préambule de la Charte de l'Organisation des Nations Unies, où sont exprimés les principes fondamentaux de l'Organisation, soit intitulé "Roosevelt Memorium", en hommage à l'ancien Président des Etats-Unis qui a consacré sa vie au service de cet idéal.

Commission I

Chapitre II - PRINCIPES

Afin d'atteindre les buts mentionnés au Chapitre I, l'Organisation et ses membres, s'inspireront dans leurs actes, des principes suivants :

(1) Communauté internationale

(1) L'Organisation de la communauté internationale est fondée sur la coopération de tous les Etats. Aucun Etat n'aura le droit de se dégager des liens qui le lient à l'Organisation internationale.

(2) L'interdépendance des Etats conditionne leurs relations mutuelles; elle oblige chaque pays à mettre sa culture, sa science et les résultats de son travail au service de la communauté.

(3) Cette interdépendance doit être fondée sur la justice en vue d'établir, au sein de la Communauté internationale, l'unité morale et de réaliser un équilibre harmonieux entre la souveraineté et l'interdépendance des Etats.

(4) Les groupes régionaux ont la faculté d'adopter, pour les relations entre leurs membres, des règles spéciales, pourvu que celles-ci ne soient pas incompatibles avec les intérêts

supérieurs de la communauté internationale.

(2) Notion de souveraineté

(1) Tous les Etats sont souverains et égaux devant la loi. L'Etat est maître de son territoire; il peut se donner la forme démocratique de gouvernement qu'il désire, sur la base du respect des droits inaliénables de l'homme; il peut fixer ses propres lois et entrer en relations avec tous les autres Etats.

(2) Les Etats s'engagent à respecter les principes de la moralité internationale. Leur souveraineté est limitée par les droits des autres Etats et par les règles du droit international.

(3) Tout acte d'agression commis contre un Etat sera considéré comme un acte d'agression commis contre tous les membres de la communauté internationale. En conséquence, la notion de neutralité est abolie et les Etats ne pourront reconnaître l'égalité de traitement aux diverses parties à un conflit une fois que l'organisation compétente aura déterminé celle qui est l'agresseur.

(3) Répudiation de l'emploi de la force.

(1) La paix constitue la vie normale des Etats. La communauté internationale répudie la guerre, non seulement en tant qu'instrument de politique nationale et expansionniste, mais aussi en tant que procédure pour le règlement des différends internationaux.

(2) La Communauté internationale seule, par l'intermédiaire de ses diverses organisations, peut employer la force pour prévenir ou réprimer l'agression, et maintenir la règle du droit.

(4) Règlement des différends internationaux

(1) Les Etats sont tenus de régler leurs différends par des moyens pacifiques.

(2) Le respect et l'observation loyale des traités est une des règles nécessaires au développement de relations pacifiques entre les Etats; les traités ne pourront être revisés qu'avec l'agrément de tous les Etats qui y sont parties.

(5) Limitation des Armements

(1) La solution équitable du problème des armements

est une condition essentielle du maintien de la paix.

(2) La fabrication des matériels de guerre et le commerce des armes doivent être reconnus comme étant exclusivement une fonction de l'Etat.

(6) Elimination des causes de conflits

(1) L'élimination des nationalismes politiques et économiques--origine des Etats totalitaires--est une condition essentielle de la paix.

(2) La justice sociale et le relèvement du niveau de vie des peuples sont des conditions essentielles au maintien de la paix.

(3) Les impérialismes politiques et économiques seront mis hors la loi.

(4) Les Gouvernements sont tenus de garantir à leurs peuples la liberté de la presse et l'accès libre et impartial à toutes les sources d'information.

(7) Droits fondamentaux de l'individu

(1) Chaque Etat doit garantir à l'individu la protection pleine et entière de son droit à l'existence, à la liberté et au travail sans distinction de nationalité, de race, de sexe ou de religion.

(2) Chaque Etat doit reconnaître à l'individu le droit au libre exercice, en public et en privé, de sa religion, de sa profession, à la libre pratique des sciences et des arts tant que cet exercice ou cette pratique ne sera pas incompatible avec la morale publique.

(8) Droit d'asile

(1) Tous les Etats sont tenus de se reconnaître mutuellement le droit d'asile pour les réfugiés politiques, sociaux, religieux et raciaux. Toutefois, ce droit ne sera pas reconnu dans le cas des criminels de guerre, considérés comme tels par le Conseil de Sécurité.

(9) Défense de la démocratie

(1) Les principes démocratiques sont essentiels à la paix.

(2) Aucun Etat ne pourra, sans l'agrément de la communauté internationale, accorder la reconnaissance à un gouvernement de facto jusqu'à ce que celui-ci ait prouvé qu'il remplit toutes ses obligations internationales et qu'il est résolu à permettre le fonctionnement de ses institutions sur une base démocratique.

(10) Interdépendance économique

(1) La coopération et la collaboration économique sont indispensables à la prospérité commune de toutes les nations. Un niveau de vie peu élevé dans la population de l'un d'eux exerce une influence sur chacun des autres et, par conséquent, sur l'ensemble de la communauté.

Commission II (Assemblée Générale)

Le Chili a soumis à la Conférence de Mexico un certain nombre d'observations concernant les propositions de Dumbarton Oaks, entre autres il a exprimé le désir que l'on examine les points relatifs au système de recommandations formulées dans ces propositions, qui a déjà fait l'objet d'un examen de la part du Comité juridique inter-américain, à Rio de Janeiro, dans différentes sections de ses commentaires et recommandations en date du 8 décembre 1944.

Les Délégués du Chili insistent donc sur le point de vue du Gouvernement chilien à propos de ce sytème de recommandations.

A l'appui de son opinion le Chili se bornera à citer ici les divers paragraphes du rapport.

A propos de la section B du chapitre V le rapport déclare:

"Aux termes des dispositions relatives aux fonctions et pouvoirs (No 1) l'Assemblée Générale a le droit de faire des recommandations concernant les principes généraux de coopération en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales et en ce qui concerne toutes questions relatives au même sujet, dont elle pourrait être saisie par un membre de l'Organisation ou par le Conseil de Sécurité. Ces dispositions auraient besoin d'être précisées. Il semble que la compétence de l'Assemblée Générale dans ce domaine doit être exercée de manière à ne pas gêner l'action du Conseil de Sécurité qui est essentiellement chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales: c'est pourquoi il est fait une distinction entre les questions qui entraînent une action quelconque et celles qui n'en entraînent pas, les premières doivent

être renvoyées au Conseil de Sécurité avant ou après discussion. En conséquence, il n'est pas fixé de limitation aux discussions qui peuvent avoir lieu dans l'Assemblée Générale sur une question affectant le maintien de la paix. Toutefois, si une certaine question est déjà traitée par le Conseil de Sécurité, l'Assemblée Générale ne doit pas, de sa propre initiative, formuler de recommandations sur le même sujet. Le Comité Juridique interprète cette disposition comme signifiant que c'est du Conseil de Sécurité que doit, dans ce cas, venir l'initiative, autrement la limitation imposée pour la protection du Conseil de Sécurité n'aurait point d'effet.

Il n'est pas dit dans le texte à qui doivent être adressées les recommandations de l'Assemblée Générale. On peut considérer qu'une recommandation visant une question qui entraine une action quelconque devra être adressée au Conseil de Sécurité, toutefois le point n'est pas précisé. Il n'existe qu'une disposition négative déclarant qu'il n'y a pas lieu de formuler une recommandation si la question est déjà examinée par le Conseil de Sécurité. En ce qui regarde les autres recommandations, c'est-à-dire celles qui n'entrainent pas d'action le Comité juridique suppose quelles seront adressées aux Gouvernements, ou, le cas échéant, aux Parties à un différend; ces recommandations ne feraient en fait qu'exprimer l'opinion de l'Assemblée sur la politique qu'il y aurait interêt à suivre dans le cas particulier. Comme les dispositions du paragraphe 1 visent les recommandations relatives "aux principes généraux de coopération ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationale" le Comité juridique interprète la phrase comme signifiant plus que de simples recommandations visant des différends particuliers et il suppose qu'elles seraient classées avec les recommandations prévues, pour les questions politiques, par les dispositions du paragraphe 6.

" Comme il a déjà été dit plus haut, les dispositions du paragraphe 1 interdisent à l'Assemblée Générale de faire des recommandations relatives au maintien de la paix et de la sécurité cour toute question dont le Conseil de Sécurité s'est déjà saisi. Cette interdiction semble nécessaire dans le cas d'une recommandation adressée à des Gouvernements individuels, afin d'éviter tout conflit avec une décision du Conseil de Sécurité. Mais il ne semble pas qu'il y ait de raisons pour que cette recommandation ne puisse être adressée par l'Assemblée Générale au Conseil de Sécurité en tant que expression de l'opinion publique de l'ensemble des Etats, sur l'affaire en question. Le Conseil de Sécurité conserverait toute liberté de donner à la recommandation la suite qu'il jugerait opportune."

Plus loin, le rapport déclare:

"L'Assemblée Générale, aux termes du paragraphe 6, a le droit de faire "des recommandations" destinées à promouvoir la coopération internationale dans les domaines politique, économique et social, et à régler les situations susceptibles de porter préjudice au bien-être général. C'est là une compétence assez étendue et, comme elle pourrait faire l'objet d'interprétations différentes, elle aurait besoin d'être précisée. Tout d'abord, on ne voit pas clairement à qui l'Assemblée doit faire ses recommandations. (Le même question s'est posée pour les recommandations que l'Assemblée Générale a le droit de faire d'après le paragraphe 1.) Dans ce cas, il n'y a qu'une alternative: que la recommandation soit adressée au Conseil de Sécurité ou bien directement aux Gouvernements. Mais le Chapitre VI, Section B, qui traite des pouvoirs du Conseil de Sécurité, ne mentionne pas la suite que le Conseil de Sécurité devra donner aux recommandations de l'Assemblée Générale dans le domaine de la coopération politique, économique et sociale. Il faudrait donc en conclure que les recommandations de l'Assemblée Générale dans ce domaine ne doivent pas être faites au Conseil de Sécurité, puisque ce dernier n'a pas le pouvoir de leur donner suite.

"Les recommandations de l'Assemblée Générale seraient donc adressées directement aux Gouvernements. Mais, si l'on applique cette interprétation à toutes les recommandations, on réduit l'Assemblée Générale à n'être plus qu'un organe purement consultatif, obligé, à tous moments, de soumettre son opinion aux différents Etats afin d'obtenir l'accord de chacun d'eux. Une telle position ne serait guère compatible avec le rôle que l'on donne à l'Assemblée, en tant qu'un des organes principaux de l'Organisation. D'autre part, cette interprétation serait en conflit avec les termes du Chapitre IX, Section A, d'après lesquels, l'Assemblée Générale est chargée de développer la coopération internationale dans les domaines économique et social et, par conséquent, est plus qu'un simple organe consultatif.

" Il y aurait donc intérêt à ajouter au paragraphe 6 une phrase précisant la nature des recommandations que l'Assemblée Générale a le droit de faire dans les domaines qui y sont mentionnés. Si les recommandations de l'Assemblée Générale doivent, de toute manière, avoir le caractère de "Résolution", prenant effet dès leur adoption, il y aurait lieu de le préciser.

" Quel sera le caractère des recommandations ou "résolutions" que l'Assemblée Générale pourrait être autorisée à

formuler sans avoir besoin de les soumettre à chaque Gouvernement pour approbation? La question est complexe étant donné que l'Assemblée Générale peut adopter ses décisions par une majorité des deux tiers, ce qui aurait pour effet d'obliger les autres Etats à appliquer les recommandations. Le Comité Juridique propose de faire une distinction entre les recommandations prévoyant une coopération internationale dans des domaines d'intérêt général et les recommandations qui modifient les règles du droit international. La coopération internationale - en laissant de coté le règlement de litige - semble être le but particulier envisagé au paragraphe 6 et, dans les domaines de la coopération économique et sociale au moins, l'Assemblée Générale devrait avoir le droit de prendre des décisions sans qu'il soit nécessaire de soumettre les mesures proposées à la ratification de chacun des Etats. Le fait que l'Assemblée Générale soit tenue de prendre "d'importantes décisions" à la majorité des deux-tiers laisse penser qu'il y aura des décisions qui seront plus que de simples recommandations; on constate également que les recommandations visant à faciliter la solution de problèmes économiques et sociaux, prévus au Chapitre IX doivent être mises à effet par le Conseil Economique et Social. Le Comité Juridique recommande en conséquence de rendre la rédaction du paragraphe 6 plus claire afin que l'Assemblée soit autorisée à adopter des recommandations de cette nature sans avoir à les soumettre pour approbation, aux divers Gouvernements.

" A côté de ces recommandations, visant la coopération internationale dans les questions d'intérêt général, il y en aura d'autres qui auront pour effet de modifier les règles du droit international.Il ne semble pas que les dispositions du paragraphe 6 prévoient, dans ce domaine, l'intervention de l'Assemblée Générale. Mais, étant donné que les termes de ce paragraphe semblent très larges. Il est indispensable de préciser que si le droit de l'Assemblée Générale de formuler des recommandations doit également comprendre le droit d'adopter des résolutions prenant effet automatiquement, ces résolutions ne peuvent aller jusqu'à modifier les règles du droit international, c'est-à-dire changer les droits et devoirs bien établis des Etats. Dans ce domaine, l'Assemblée Générale pourrait peut-être faire des recommandations et remplir le rôle d'une Conférence Internationale pour la codification du droit international. Toutefois, toutes les recommandations de cette nature devraient être soumises aux différents Etats en vue de leur ratification conformément à leur procédure constitutionnelle. Telle était sans doute l'intention des propositions; on ne peut croire en effet qu'une question aussi importante

puisse être réglée dans un sens contraire par une simple interprétation de la compétence très large reconnue à l'Assemblée Générale aux termes du paragraphe 6.

" Qui fera la distinction entre les recommandations visant une coopération dans des questions d'interêt général et des recommandations modifiant les regles existantes du droit international? La distinction pourra parfois être difficile à faire. En effet des mesures de coopération impliqueront le plus souvent des obligations nouvelles dans le domaine en cause. Le Comité Juridique recommande que l'Assemblée Générale soit autorisée à faire la distinction et qu'une disposition soit insérée dans la Charte pour préciser le point.

" Si les recommandations de l'Assemblée Générale entrainent des modifications aux règles du droit international et que ces recommandations doivent en conséquence être ratifiées par les différents Etats, il y aurait lieu d'introduire une disposition portant que, ces recommandations prendront effet lorsqu'elles auront été ratifiées par un nombre déterminé de membres de l'Organisation. L'Assemblée Générale pourrait, au moment où elle adopterait la recommandation fixer le nombre de ratifications nécessaires pour que la nouvelle règle de droit prenne effet pour les Etats qui l'auront ratifiée: cette nouvelle règle pourrait prendre la forme, soit d'une résolution jointe à la recommandation, soit d'une convention générale. La position des Etats qui n'auront pas ratifié la résolution ou la convention, serait momentanément irrégulière comme ce fut le cas dans le passé quand des conventions générales n'ont été ratifiées que par un nombre limité d'Etats. On peut cependant compter que cette nouvelle règle de droit, si elle est en harmonie avec les principes de l'organisation sera, à un certain moment, reconnue comme étant l'expression de la volonté de la communauté internationale. Cette procédure ne répond pas entièrement au désir de beaucoup de juristes qui seraient en faveur d'une méthode plus efficace pour codifier et développer le droit international mais, de l'avis du Comité juridique, les Etats ne sont pas encore disposés à modifier leur procédure constitutionnelle et accepter des obligations légales résultant du vote d'une assemblée de délégués plénipotentiaires. "

A propos du Chapitre IX, Section A (But et relations) le rapport ajoute:

" En ce qui concerne le soin de faciliter la solution des problèmes internationaux d'ordre économique et social, il semble que les dispositions de la Section A, Paragraphe 1,chevauchent sur celles du Chapitre V, B, 6, qui traite du droit de

l'Assemblée Générale de formuler des recommandations dans le domaine dela coopération politique, économique et sociale. Le Comité juridique interprète les dispositions du chapitre V, B, 6, comme signifiant que les recommandations de l'Assemblée Générale doivent être envoyées directement aux gouvernements. D'autre part, le Comité juridique estime devoir proposer que les recommandations de l'Assemblée Générale se rapportant à la coopération économique et sociale aient le caractère de résolutions qui prendraient effet, sans qu'il soit nécessaire de les soumettre à la ratification des gouvernements. Le Comité juridique se fonde sur les dispositions du chapitre IX qui chargent l'Assemblée du soin de faciliter la solution des problèmes économiques et sociaux, et qui donnent au Conseil Economique et Social, le droit de mettre à effet les recommandations de l'Assemblée. Ces deux dispositions permettent de croire que les recommandations de l'Assemblée pourront être mises à éxécution sans qu'il soit nécessaire de les soumettre tout d'abord à la ratification des Etats.

" Le Comité juridique a déjà appelé l'attention sur la nécessité d'établir une distinction entre les recommandations impliquant une coopération internationale dans des questions d'intérêt général et les recommandations qui modifient les règles du droit international en apportant des dispositions nouvelles dans les droits et devoirs des Etats. Les recommandations appartenant à cette dernière catégorie devraient être ratifiées par les différents Etats avant de créer une obligation pour les membres de l'organisation. On pourrait laisser à l'Assemblée Générale le soin de déterminer, sur ces bases, si la recommandation dont elle s'occupe exige la ratification des différents gouvernements, ou ne porte que sur la coopération des Etats dans des questions d'intérêt commun n'impliquant aucun conflit de droits et qui pourrait, par conséquent, être mise à effet sans procédure de ratification. On ne pourra probablement jamais établir une distinction précise et rigide entre les deux catégories; toutefois, il faut en pratique qu'il y en ait une et l'Assemblée semble l'organe le plus qualifié pour ce faire.

En ce qui concerne la section C du Chapitre IX (Fonctions et pouvoirs du Conseil Economique et Social) le rapport déclare:

" Le paragraphe a donné au Conseil Economique et Social le droit de mettre à effet, dans le cadre de ses fonctions, les recommandations de l'Assemblée. Le Comité a déjà signalé la nécessité d'une précision quant à l'effet des recommandations de l'Assemblée; il semble, en effet, qu'il y ait contradiction entre les dispositions du Chapitre V,B, 6 qui prévoit que les recommandations seront faites aux gouvernements, et les dispositions de

de la section C, qui semblent envisager que les recommandations pourront être mises à effet sans être soumises aux Gouvernements.

En ce qui concerne les Recommandations émanant du Conseil de Sécurité, aux termes du Chapitre VIII, Section A, paragraphe 5 il n'y a aucune raison de douter qu'elles ne doivent être adressées aux gouvernements parties au différend sans toutefois qu'elles aient un caractère obligatoire. Il y a lieu aussi de distinguer entre les "recommandations" et les "décisions" du Conseil.

La Délégation chilienne a l'honneur de proposer que l'on fasse figurer dans le texte de la Charte, les précisions susmentionnées au sujet du système des recommandations.

Observations de la Délégation chilienne sur le chapitre IX des Propositions de Dumbarton Oaks envisageant la création d'un Conseil Economique et Social.

Le Programme des Etats-Unis pour l'après-guerre et les discours prononcés à la Conférence montrent clairement l'importance que tous les pays attachent, pour le maintien de la paix, à une coopération économique internationale. Il faut donc que les fonctions et pouvoirs du Conseil Economique et social répondent à ces désirs et que cet organisme soit mis à même de s'acquitter des devoirs qui lui incomberont.

Les Propositions de Dumbarton Oaks ne semblent pas contenir toutes les dispositions nécessaires à cet effet. C'est pourquoi la Délégation chilienne présente les observations suivantes:

I - Chapitre IX, section A, But et Relations.

Les buts du Conseil Economique et social semblent insuffisamment déterminés. En premier lieu, il n'est pas fait mention de l'une des fins principales qu'un organisme de ce genre devrait poursuivre, à savoir: favoriser la collaboration entre les Nations appartenant à l'Organisation pour l'étude et la solution des principaux problèmes économiques et sociaux d'ordre international.

L'absence d'une action concertée dans ce domaine a, au cours des quinze dernières années, été l'un des obstacles les plus sérieux qui se sont opposés à la solution des problèmes economiques et sociaux dans les divers pays.

En conséquence le paragraphe 1 de la Section A doit être rédigé dans le sens suivant:

" En vue de réaliser les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires et de favoriser une action commune en vue d'assurer dans tous les pays et les conditions matérielles indispensables à la paix internationale, l'Organisation devra se préoccuper, d'une manière continue, d'étudier les conditions économiques et sociales des Etats membres, de faciliter la solution des problèmes de ce genre et de tous les autres d'un caractère humanitaire, enfin de développer le respect des droits et des libertés fondamentales de l'homme. Ces devoirs appartiendront à l'Assemblée Générale et à un conseil économique et social qui fonctionnera sous l'autorité de l'Assemblée.

II - On a créé au cours des dernières années toute une série d'Organisations de caractère économique et social, les unes sous l'égide de la Société des Nations, les autres, d'un caractère autonome. Ces organisations, dont la plupart ont un caractère technique ont pu au cours de longues années d'étude, acquérir une grande expérience et une connaissance approfondie des problèmes internationaux de caractère économique et social, Il importe en conséquence que les organismes déjà existants, dont l'objet ou le butest identique ou analogue à ceux du Conseil economique et social, soient intégrés d'une manière satisfaisante dans la nouvelle organisation. Dans le cas d'organismes autonomes, comme le Bureau International du Travail, il conviendrait de s'efforcer de déterminer quelles seront leurs rapports avec l'Organisation; il ne faut pas oublier que le Conseil Economique et Social, en raison de son caractère universel, doit avoir autorité pour déterminer les règles de politique générale.

Il importe enfin quela nouvelle Organisation patronne et encourage les activites des organismes économiques et sociaux d'un caractère régional, ayant les mêmes buts et fins que ceux de l'Organisation mondiale. Grâce à des conditions particulières d'un caractère politique et économique, les organisations régionales peuvent parfois aller plus loin dans les systemes de coopération ou d'aide internationale; c'est un fait qui intéresse tous les pays puisqu'il ne peut manquer d'avoir des répercussions favorables sur l'économie mondiale.

En conséquence, le texte du paragraphe 2 de la Section A, Chapitre IX, pourrait être rédigé comme suit:

" Les divers organismes et bureaux spécialisés, d'un caractère économique, social et autre, existant actuellement,

434

seront intégrés dans l'Organisation conformément à des accords à conclure ultérieurement et ils exerceront, dans leurs domaines respectifs, l'activité prévue par leurs statuts. Les rapports entre chacun de ces organismes ou bureaux, avec l'Organisation, seront fixés par accords entre le Conseil Economique et Social et les autorités compétentes de l'organisme intéressé, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée. Les accords intervenus entre l'Organisation et les dits organismes ou bureaux, ne manqueront pas de réserver à l'Organisation les droits généraux de direction qui lui reviennent pour tout ce qui concerne les directives générales de politique économique et sociale.

"L'Organisation facilitera le fonctionnement ou la création d'organismes régionaux à des fins analogues.

III - Section C, Chapitre IX, Fonctions et pouvoirs du Conseil Economique et Social.

Conformément au point de vue exprimé plus haut, le Conseil Economique et social aura le droit d'étudier les problèmes généraux de caractère économique les plus urgents et les plus sérieux, et de recommander les solutions appropriées. Les recommandations du Conseil economique et social, dans le cadre de sa compétence, seront prises en considération par tous les Etats appartenant à l'Organisation et ceux-ci s'efforceront de mettre à effet ces recommandations.

Il est indispensable à cet effet de changer le texte du paragraphe B, Section C, Chapitre IX pour inclure parmi les pouvoirs du Conseil, celui de formuler des recommandations en vue dela solution des problèmes économiques et sociaux qui troublent ou pourraient troubler les relations pacifiques des nations ou porter préjudice à leur bien-être.

Le paragraphe 2 pourrait être rédigé comme suit:

" (b) De faire des recommandations sur sa propre iniative sur des questions internationales de caractère économique, social et humanitaire, qui affectent ou peuvent affecter le bien-être ou les relations pacifiques des nations. Les membres de l'organisation prendront ces recommandations en considération et s'efforceront de les mettre à effet. "

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (SPANISH)
G/7 (1).(1)
May 6, 1945

GENERAL

PROPUESTAS Y ENMIENDAS ADICIONALES, PRESENTADAS POR LA DELEGACIÓN DE CHILE

La Delegación de Chile propone que al preámbulo de la Carta Constitucional del Organismo Internacional de las Naciones Unidas, que expone los principios fundamentales de la misma, se le titule "Preámbulo Roosevelt", como homenaje al finado ilustre Presidente de los Estados Unidos de América, quien consagró su vida al logro de estos ideales.

Observaciones de la Delegación Chilena sobre el Capítulo IX del Plan de Dumbarton Oaks que contempla la creación de un Consejo Económico y Social.

Los programas de post-guerra de las Naciones Unidas y los discursos que se han oído en el seno de la Conferencia, ponen en evidencia que todos los países atribuyen fundamental importancia a la cooperación económica internacional para el mantenimiento de la paz. Cree la Delegación Chilena, por lo tanto, que las funciones y atribuciones del Consejo Económico y Social que se establezca debe responder a dichas expectativas y capacitar a esa entidad para asumir las responsabilidades que le incumban de acuerdo con las ideas expresadas.

El plan de Dumbarton Oaks no considera todas las disposiciones adecuadas en el sentido indicado. La Delegación Chilena formula, en consecuencia, las siguientes observaciones:

I. Apartado A. del Capítulo IX, Propósitos y Relaciones.

El enunciado contenido en el número primero sobre los propósitos del Consejo Económico y Social parece insuficiente. Primeramente, no se hace mención de uno de los propósitos principales que debe perseguir una entidad de esta naturaleza:

la de promover una acción concertada de las naciones que forman parte del Organismo para el estudio y solución de los principales problemas económicos y sociales de carácter internacional.

La falta de una acción mancomunada para tratar de estos asuntos, ha constituído en los últimos quince años uno de los más graves tropiezos para la adecuada solución de los problemas económicos y sociales que afectan a varios países.

Dentro de las ideas señaladas, el apartado A, número primero podría redactarse en esta u otra forma análoga:

> "Con el propósito de establecer la estabilidad y bienestar necesarios y de propiciar una acción concertada para crear condiciones materiales más favorables en todos los países que aseguren la paz y tranquilidad internacionales, el Organismo deberá preocuparse permanentemente de estudiar la situación económica y social de los países adherentes, facilitar la solución de los problemas de tal carácter o de otros humanitarios internacionales que se le presenten y promover el respeto a los derechos humanos y a las libertades fundamentales. La responsabilidad para el desempeño de esta función debería descansar en la Asamblea General y, sujeto a la autoridad de la Asamblea General, en un Consejo Económico y Social".

II. En el último tiempo se ha creado una serie de organizaciones de carácter económico y social, unas dependientes de la Sociedad de las Naciones y otras con existencia autónoma. Estas organizaciones, en su mayoría de carácter técnico, han logrado adquirir a través de muchos años de estudio un gran conocimiento y experiencia de los problemas internacionales de índole económica y social.

Es así necesario que los organismos ya existentes y cuyas finalidades o propósitos coincidan o sean análogos a los del Consejo Económico y Social, se incorporen al nuevo Organismo Universal en la forma que sea más adecuada. En los casos de entidades autónomas, como la Oficina Internacional del Trabajo, debe propenderse a que se establezca una relación conveniente, no olvidando que el Consejo Económico y Social, por su naturaleza y carácter universales, debe ser el organismo a cuya tuición quede entregada la labor de fijar las normas de política general, base indispensable para la debida coordinación y éxito de toda política económica y social con carácter internacional.

Es también indispensable que el nuevo Organismo patrocine y estimule el funcionamiento de entidades económicas y sociales de carácter regional, que se inspiren en los mismos propósitos y finalidades que abriga el Organismo Mundial. En razón de circunstancias especiales, de orden político y económico,

los organismos de carácter regional pueden a veces llegar más lejos en los sistemas de cooperación o ayuda internacional, situación que interesa a todas las naciones por la favorable repercusión que ello tiene en la economía mundial.

A juicio de esta Delegación, el texto del número 2 del Apartado A del Capítulo IX, podría redactarse en la siguiente forma:

"Las distintas organizaciones y entidades especializadas existentes de carácter económico, social y de otra naturaleza, se incorporarán al Organismo de acuerdo con los arreglos que se convengan y tendrán, en sus campos respectivos, las responsabilidades que estipularen sus estatutos. Se establecerán relaciones entre cada una de dichas organizaciones o entidades y el Organismo, conforme a los términos que se determinarán por acuerdo entre el Consejo Económico y Social y las autoridades competentes de la organización o entidad especializada que sea del caso, sujeto a la aprobación de la Asamblea General. En los arreglos a que se llegue entre el Organismo y las organizaciones o entidades citadas, se cuidará de reservar al Organismo la debida tuición que ejercerá sobre ellas en lo que concierne a las normas generales de política económica y social.
El Organismo deberá facilitar el funcionamiento o creación de entidades regionales que se inspiren en propósitos análogos."

III. Apartado C del Capítulo IX.- Funciones y Autoridad del Consejo Económico y Social.

De acuerdo con los puntos de vista expresados anteriormente, es necesario que el Consejo Económico y Social tenga facultades para estudiar y proponer soluciones en los problemas económicos generales que presenten mayor gravedad y urgencia. Las recomendaciones que formule el Consejo Económico y Social dentro de su esfera de acción, deberán ser consideradas por todas las Naciones que pertenezcan al Organismo quienes procurarán el cumplimiento de sus términos.

Para este efecto, es indispensable redactar en otra forma el párrafo b) del Apartado C del Capítulo IX, incorporando entre las facultades del Consejo la de formular recomendaciones para la solución de los problemas económicos y sociales que perturben o puedan perturbar el bienestar o la convivencia pacífica de las naciones. El párrafo b) podría así redactarse en la siguiente forma:

"b) Para hacer recomendaciones, a iniciativa propia, con respecto a asuntos económicos, sociales y humanitarios de carácter internacional, que afecten o puedan afectar el bienestar o la convivencia pacífica de las naciones. Los miembros del Organismo deberán considerar y procurarán cumplir esas recomendaciones"

PRIMERA COMISIÓN

CAPÍTULO II.- PRINCIPIOS

Para lograr los fines expuestos en el Capítulo I, el Organismo Internacional y sus miembros deberán actuar de acuerdo con los siguientes Principios:

1) La Comunidad Internacional

1) La Comunidad Internacional queda organizada sobre la base de la cooperación de todos los Estados. Ningún Estado podrá desvincularse de la Organización Internacional.

2) La interdependencia de los Estados, base fundamental de sus relaciones recíprocas, obliga a poner la cultura, la ciencia y el trabajo de cada país al servicio de la Comunidad.

3) Esta interdependencia debe fundarse en la Justicia con el objeto de establecer la unidad moral en la Comunidad Internacional y lograr un equilibrio armónico entre la soberanía y la interdependencia de los Estados.

4) Los grupos regionales podrán adoptar normas especiales para las relaciones entre sus miembros, que no contraríen los intereses superiores de la Comunidad Internacional.

2) El Concepto de Soberanía

1) Los Estados son soberanos y jurídicamente iguales. El Estado es dueño de su territorio, puede darse el regimen democrático que desee dentro de normas respetuosas de los derechos inalienables de la persona humana, dictar su legislación y entrar en relaciones con los demás Estados.

2) Los Estados se obligan a respetar los principios de la Moral Internacional. Sus soberanías tienen por límites los derechos de los demás Estados y las prescripciones del Derecho Internacional.

3) Todo acto de agresión contra un Estado será considerado como acto de agresión contra todos los miembros de la Comunidad Internacional. En consecuencia, la neutralidad queda abolida, y los Estados no podrán otorgar igualdad de tratamiento a las partes en conflicto una vez determinado el agresor por el Organismo competente.

3) Repudio del uso de la fuerza

1) La paz es la vida normal de los Estados. La Comunidad Internacional repudia la guerra no sólo como instrumento de política

nacional y expansionista, sino también como procedimiento para dirimir divergencias internacionales.

2) Sólo la Comunidad Internacional, por medio de sus organismos, puede emplear la fuerza para prevenir o rechazar una agresión y mantener el imperio del derecho.

4) Solución de las controversias internacionales.

1) Es obligación de los Estados dar solución a sus divergencias mediante procedimientos pacíficos.

2) El respeto y fiel observancia de los tratados constituyen norma indispensable para el desarrollo de las relaciones pacíficas entre los Estados y ellos sólo podrán ser revisados mediante acuerdo de las Partes.

5) Limitación de los armamentos

1) Una justa solución del problema de los armamentos es condición esencial para el mantenimiento de la paz.

2) La industria bélica y el tráfico de armamentos deben ser función exclusiva del Estado.

6) Eliminación de los factores determinantes de conflictos

1) Es condición esencial de la Paz la eliminación de los nacionalismos políticos y económicos, gérmenes del Estado totalitario.

2) La Justicia social y el mejoramiento de las condiciones de vida de los pueblos es esencial para el mantenimiento de la paz.

3) Queda proscrito el imperialismo político y económico.

4) Es obligación de los gobiernos garantizar a sus pueblos la libertad de prensa y el acceso libre e imparcial a las fuentes de información.

7) Derechos fundamentales del individuo

1) Todo Estado debe asegurar al individuo la plena y entera protección del derecho a la vida, a la libertad y al trabajo, sin distinción de nacionalidad, raza, sexo o religión.

2) Todo Estado debe reconocer al individuo el derecho al libre ejercicio, tanto público como privado, de su fe religiosa y de su profesión, ciencia o arte, cuya práctica no sea incompatible con las buenas costumbres.

8) El asilo y refugio políticos.

1) Los Estados tienen la obligación de reconocerse entre ellos el derecho de asilo y refugio a los perseguidos políticos, sociales, religiosos o raciales. Este derecho no rige respecto a los criminales de guerra calificados de tales por el Consejo de Seguridad.

9) Defensa de la Democracia

1) Los principios democráticos son esenciales para la paz.

2) Ningún Estado puede, sin acuerdo de la Comunidad Internacional, reconocer a un gobierno de hecho antes de que éste demuestre que cumple sus obligaciones internacionales y que está resuelto a devolver a las instituciones su normalidad democrática.

1) Interdependencia económica

1) La colaboración y cooperación económica es esencial a la prosperidad común de las naciones. El bajo nivel de vida de cualquiera de sus pueblos afecta a cada uno de ellos y, por lo tanto, a todos en conjunto.

II Comisión (La Asamblea General)

Chile presentó a la Conferencia de México diversas observaciones al Plan de Dumbarton Oaks. Entre otras manifestó que Chile desearía que se prestase atención a los puntos referentes al sistema de Recomendaciones establecido en el referido Plan, que había sido examinado por el Comité Jurídico Interamericano de Río de Janeiro en las diversas partes pertinentes de su pliego de Observaciones y Recomendaciones, de 8 de diciembre de 1944

En concordancia con esta iniciativa de Chile, sus representantes ante los Comités respectivos de la II Comisión se permiten insistir en el criterio de Chile respecto de dicho sistema de Recomendaciones.

Para cimentar su opinión le bastará reproducir aquí los diversos párrafos del referido informe que se relacionan con la materia.

Al examinar el Apartado B ("Principales funciones y atribuciones") del Capítulo V, el informe expresa:

"Conforme a las disposiciones relativas a las funciones y atribuciones (No. 1), la Asamblea General está autorizada para hacer recomendaciones con respecto a los principios de cooperación en el mantenimiento de la paz y seguridad internacionales, y sobre cualquiera cuestión relacionada con la paz y seguridad que le presenten cualquier miembro de la Organización o el Consejo de Seguridad. Es necesario aclarar estas reglas. Parecería que la competencia de la Asamblea General en este dominio se ejercerá en forma de no obstruir la acción del Consejo de Seguridad, que es investido con la responsabilidad suprema de mantener la paz y la seguridad. En consecuencia, se establece la distinción entre las cuestiones que requieren acción y aquéllas que no la requieren. Las primeras han de ser dirigidas al Consejo de Seguridad, sea antes o después de haberlas discutido. No se pone, por lo tanto, límite a la mera discusión por la Asamblea General, de cualquier cuestión relativa al mantenimiento de la paz. Pero, si alguna está bajo la consideración del Consejo de Seguridad, la Asamblea General no formulará de propia iniciativa recomendación sobre la materia. El Comité Jurídico interpreta que en este caso la iniciativa debe venir del Consejo de Seguridad, pues de otra manera sería írrita la limitación para protección del Consejo de Seguridad.

"Nada se dice para indicar a quién ha de hacer sus recomendaciones la Asamblea General. Puede inferirse que una recomendación a una cuestión respecto de la cual se necesite acción, debería dirigirse al Consejo de Seguridad. Pero esto no está especificado. Lo único que hay es una regla negativa para establecer que no se formulará una recomendación si la materia está siendo tratada por el Consejo de Seguridad. En cuanto a las otras recomendaciones, vale decir las que no requieren acción, el Comité Jurídico entiende que se presentarán a los Gobiernos o, posiblemente, a las partes en controversia; y entiende también que no pasarían de ser sino una expresión de opinión por parte de la Asamblea General respecto de la política que sería conveniente seguir dentro de las circunstancias. Por cuanto lo prescrito en el número 1 se refiere a recomendaciones sobre "los principios generales de cooperación en el mantenimiento de la paz y seguridad", el Comité Jurídico interpreta esta frase en el sentido de que comprende más que meras recomendaciones en controversias específicas, y entiende que ellas estarían incluídas entre las recomendaciones autorizadas por los términos del número 6 respecto de materias políticas.

"Como queda observado, el número 1 prohibe a la Asamblea General hacer recomendaciones sobre cualquier asunto relativo al mantenimiento de la paz y seguridad que esté bajo consideración del Consejo de Seguridad. La prohibición parece que fuera necesaria respecto de una recomendación dirigida a los Gobiernos, en orden a evitar un conflicto con la decisión del Consejo de Seguridad. Pero no parece existir razón alguna por la cual se justifique que la Asamblea General no pueda presentar al Consejo de Seguridad una recomendación que sirva para expresar la pública opinión del conjunto de los Estados sobre la cuestión en debate. El Consejo de Seguridad conservaría su libertad de proceder de acuerdo con su propio criterio respecto del mérito de la recomendación."

Más adelante agrega:

" . . . A la Asamblea General se otorga (No. 6) la facultad de formular 'recomendaciones' con el objeto de promover la cooperación internacional en materias políticas, económicas y sociales, y con el de resolver situaciones susceptibles de perjudicar el bienestar común. La amplitud de estas atribuciones, que se presta a interpretaciones diversas, requiere explicación.

En primer término, no se ve con precisión a quién dirigirá la Asamblea General sus recomendaciones. (Ver el examen de este mismo punto, hecho respecto de las recomendaciones que la Asamblea General puede emitir según el No. 1.) En este caso la alternativa parecería ser que la recomendación se dirigiera o al Consejo de Seguridad o a los Gobiernos directamente. Nada se previene sin embargo, en el Capítulo VI, B, donde se trata de las facultades del Consejo de Seguridad, acerca de la acción de este Consejo en virtud de recomendaciones de la Asamblea General relativas a la cooperación política, económica y social. De aquí ha de colegirse que las recomendaciones de la Asamblea General sobre estos puntos, no serán presentadas al Consejo de Seguridad por carecer este cuerpo de facultades para tomar acción en vista de ellas.

"El otro término de la alternativa es que las recomendaciones de la Asamblea General hayan de hacerse directamente a los Gobiernos. Pero si esta interpretación se aplicase a todas las recomendaciones, la Asamblea quedaría reducida a la categoría de simple cuerpo consultivo, sujeto en todo tiempo a la necesidad de someter sus puntos de vista a cada Estado para su aprobación individual. Esto es escasamente compatible con el rango atribuído a la Asamblea General de ser uno de los órganos principales de la Institución. Parecería, de igual modo, no armonizar con los términos del Capítulo IX, A, que inviste de responsabilidad a la Asamblea General en el adelanto de la cooperación internacional respecto de las cuestiones económicas y sociales, lo cual significa que la Asamblea General es más que un mero cuerpo consultivo.

"De desear sería, entonces, que se agregue una cláusula al número 6 para esclarecer cual es la naturaleza de las recomendaciones que la Asamblea General está facultada para formular según esa disposición. Si las recomendaciones de la Asamblea General han de tener en todo caso el valor de 'resoluciones' de efecto inmediato desde el momento en que sean votadas, esto debería establecerse expresamente.

"Cuál sería el carácter de las recomendaciones o resoluciones para cuya ordenación podría ser autorizada la Asamblea General, sin necesidad de remitirse a los Gobiernos para que individualmente las ratifiquen? El punto es de difícil solución, visto el hecho de que la

Asamblea General tiene autoridad para actuar por mayoría de dos tercios, lo que tendría el efecto de obligar a los otros Estados a ejecutar la recomendación. El Comité Jurídico propondría que se distinga entre las recomendaciones concernientes a la cooperación internacional en materias de interés general y las recomendaciones por las cuales se efectúe alguna modificación o cambio de las reglas de derecho internacional. La 'cooperación internacional' distinta de la acción en materia de intereses en conflicto, parece el objetivo específico del número 6, lo que haría aconsejable que la Asamblea General tuviese la facultad de tomar decisiones a lo menos en cuanto a cooperación social y económica, sin el requisito de que ellas queden sujetas a la ratificación. El hecho de que la Asamblea General sea encargada de tomar 'decisiones importantes' por mayoría de dos tercios, induciría a creer en la posibilidad de decisiones que sean algo más que meras recomendaciones; como también induce a lo mismo el hecho de que las recomendaciones para facilitar solución a los problemas económicos y sociales, contemplados en el Capítulo IX, han de ser puestas en ejecución por el Comité Económico y Social. El Comité Jurídico aconsejaría, por lo tanto, que se esclarezca el contenido del número 6 en forma que haga posible la adopción de recomendaciones de esta naturaleza sin necesidad de someterlas a los Gobiernos para su aprobación.

"En contraste con las recomendaciones antes indicadas--en cuanto a cooperación internacional de interés general--, estarían las recomendaciones cuyo principal propósito fuese el cambio en las reglas de derecho internacional. No parece que esté contemplada en el número 6 la acción de la Asamblea General sobre esa materia; pero en vista de la amplia fraseología de los términos del citado inciso, el Comité Jurídico cree necesario recalcar que, si la facultad de la Asamblea General para hacer recomendaciones está concebida para incluir resoluciones de efectividad inherente, tales resoluciones no podrían ir tan lejos como hasta producir cambios en las reglas de derecho internacional, en el sentido de modificar los derechos y deberes preestablecidos de los Estados. La Asamblea General puede obrar correctamente al hacer recomendaciones en esta materia, siempre que actúe como una conferencia internacional para la codificación del derecho internacional. Pero todas las recomendaciones de esa índole, deberían remitirse para su ratificación de acuerdo con los respectivos procedimientos constitucionales. Fué ésta, sin duda, la

intención del Plan, porque no es verosímil que tan importante materia quede expuesta a la interpretación contraria por simple deducción sacada de la vasta competencia señalada a la Asamblea General en el número 6.

"Quién es llamado a fijar la distinción entre las recomendaciones para cooperación en asuntos de interés general y las recomendaciones modificatorias de las reglas establecidas de derecho internacional? Será difícil a veces trazar la línea divisoria, puesto que las medidas de cooperación envolverían en la mayoría de los casos la aceptación de nuevas obligaciones respecto de la materia que es el objeto de cooperación. El Comité Jurídico recomendaría que se permita a la Asamblea hacer la distinción, sujeta a una regla que para el efecto se introduciría en la Carta.

"La necesidad de ratificación por los Estados de las Recomendaciones de la Asamblea General, en que se propongan cambios respecto de las reglas establecidas de derecho internacional, conduce a estimar deseable la adopción de una disposición según la cual estas recomendaciones entrarían en vigor al ser ratificadas por un determinado número de miembros de la Organización. El Comité Jurídico propondría que la Asamblea General resuelva, al momento de aprobarse la recomendación, acerca del número de ratificaciones necesario para que la nueva regla empiece a regir respecto de los Estados que la hayan ratificado. La regla propuesta puede presentar la forma de una resolución anexa a la recomendación o la forma de una convención general. La situación de los Estados que no ratifiquen la resolución o convención, sería temporalmente anómala, como ha sido siempre, cuando una convención general no obtenía la ratificación de un cierto número de Estados. Pero es de confiar que, si la nueva regla de derecho esté en consonancia con los principios de la Organización, llegaría a ser aceptada como una expresión de voluntad de la comunidad internacional. Aunque el procedimiento arriba propuesto no llena los deseos de muchos juristas en cuanto a un método más efectivo de codificación y desarrollo del derecho internacional, el Comité Jurídico cree que los Estados no están aún dispuestos a enmendar sus métodos constitucionales de modo que les permitan asumir obligaciones jurídicas por obra del voto de una asamblea de representantes plenipotenciarios.

Más adelante, al tratar del Capítulo IX, Apartado A (Fines y Coordinación) añade el informe:

"En lo que respecta a la función de promover el arreglo de problemas internacionales, económicos y sociales, puede acaso pensarse que las disposiciones de la Sección A, 1, son en parte, una réplica redundante de las contenidas en el Capítulo V, B, 6, que tratan de la competencia de la Asamblea para formular recomendaciones en el campo de la cooperación política, económica y social. El Comité Jurídico ha interpretado las estipulaciones del Capítulo V, B, 6, en el sentido de que las recomendaciones de la Asamblea General se harán a los Gobiernos directamente. Al mismo tiempo, el Comité Jurídico ha estimado conveniente proponer que las Recomendaciones de la Asamblea General en el campo de la cooperación económica y social, puedan tener el carácter de resoluciones que entrarían en vigor sin necesidad de referirlas a los Gobiernos para su ratificación. Al adoptar esta conclusión, el Comité Jurídico se siente justificado por las disposiciones del Capítulo IX, que imponen a la Asamblea General la responsabilidad para hacer viables soluciones de problemas económicos y sociales, y que atribuyen al Consejo Económico y Social la facultad de llevar a efecto las recomendaciones de la Asamblea General. Ambas disposiciones permiten conjeturar que las recomendaciones de la Asamblea General pueden tal vez llevarse a la práctica sin necesidad de que previamente sean sometidas a ratificación.

"Al discutir el posible alcance de las recomendaciones de esta clase en relación con las amplias facultades de la Asamblea General, según los términos del Capítulo V, B, 6, el Comité Jurídico ha llamado la atención a la necesidad de distinguir entre recomendaciones encaminadas a la cooperación internacional en materias de interés común y recomendaciones que alteren las normas de derecho internacional en el sentido de que modifican los derechos y deberes de los Estados, previamente establecidos. Si las recomendaciones caen dentro de este último campo, deberán estar sujetas a ratificación en cada Estado por separado antes de que puedan crear obligaciones para los miembros de la Organización. Se estima que sería prudente dejar a cargo de la propia Asamblea General la determinación, basada en la distinción anterior, de si la recomendación particular que proponga es de aquéllas que demandan la ratificación de

los Gobiernos por separado o si se trata tan sólo de una recomendación que tiende a la cooperación en materias de interés común que no implican un conflicto de derecho, y que en consecuencia podrían tener vigencia sin necesidad de ratificación. Es indudable que nunca será posible trazar una línea lógica entre ambas clases de recomendaciones; pero con todo, alguna debe trazarse en atención a las contingencias de la práctica; y lo más acertado parece ser que la Asamblea General sea la institución encargada de proceder a dicha operación."

Y al referirse al Apartado C ("Funciones y Facultades del Consejo Económico Social") del Capítulo IX, dice el informe:

"En el número 1, A, se atribuye al Consejo Económico y Social la facultad de llevar a efecto, dentro del ámbito de sus funciones, las recomendaciones de la Asamblea General. El Comité Jurídico ha señalado ya la necesidad de esclarecer la cuestión del efecto que hayan de tener las recomendaciones de la Asamblea General, en vista del conflicto que existe entre las disposiciones del Capítulo V, B, 6, que parecen contemplar las recomendaciones que deben hacerse a los Gobiernos y las disposiciones de la presente sección, que parecen contemplar las recomendaciones que han de ser puestas en vigor sin referirlas a los Gobiernos."

En cuanto a las Recomendaciones que emanen del Consejo de Seguridad, según el Capítulo VIII, Apartado A, 5, no puede existir duda de que serían dirigidas a los Gobiernos en controversia, sin que tengan carácter obligatorio. Hay que distinguirlas de las "decisiones" del Consejo.

* * *

La Delegación de Chile, en consecuencia, se permite proponer que se incorporen en el texto del estatuto las aclaraciones que con respecto al sistema de Recomendaciones aconseja el Informe del Comité Jurídico Interamericano de Río de Janeiro, de fecha 8 de diciembre de 1944, dándoles la redacción que sea conveniente.

The United Nations Conference on International Organization

Doc.2 (FRENCH)
G/7 (j)
May 1, 1945

GENERAL

SUGGESTIONS DU GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS SUR LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

L'avant projet des propositions relatives à une organisation internationale pour le maintien de la paix et la sécurité, sur lequel les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Union Soviétique et la Chine sont tombés d'accord au cours des conversations de cet été à Dumbarton Oaks, a été d'une manière générale (bien qu'il soit encore sous une forme incomplète) mis à la disposition des peuples de tous les pays, aux fins d'étude et de discussions.

Les peuples qui font partie du Royaume des Pays-Bas, et en particulier, le peuple néerlandais en Europe, ont de tout temps manifesté un intétêt profond et actif à l'égard de toutes les tentatives sérieuses qui ont été faites en vue d'assurer des bases plus fermes à la paix et à la sécurité internationale: La guerre vient de montrer que, pour eux, le maintien de la paix et de la sécurité internationales peut constituer pour eux une question de vie ou de mort. Les propositions qui ont été formulées et celles qui restent à formuler d'après les conclusions des conversations de Dumbarton Oaks recevront donc leur attention la plus approfondie et la plus sympathique.

Malheureusement la situation où se trouvent ces peuples à l'heure actuelle, tant en Europe qu'en Asie, est assez peu favorable à la création d'une opinion publique informée et réfléchie.

En Asie la brutale oppression des Japonais étouffe toute possibilité de débats publics véritables. Dans la partie européenne des Pays-Bas, encore occupée par l'Allemagne, la famine et la terreur empêchent le peuple de prêter attention à d'autres questions que celles de savoir s'il y aura un peu de nourriture aujourd'hui et demain et si le mari ou le fils ne sera pas arrêté par l'ennemi cruel et déporté dans des conditions

inhumaines, pour travailler à des travaux de défense dirigés contre son propre pays. Et dans la région libérée où la tradition néerlandaise d'institutions démocratiques et de liberté de la presse refleurit après avoir été supprimée par la main de plomb des Allemands, les destructions, l'absence de communications et une situation alimentaire encore mauvaise, malgré quelques progrès lents, s'opposant à toute discussion sereine et féconde.

Dans ces conditions, la voix des Pays-Bas ne peut, pour l'instant, se faire entendre que par l'intermédiaire du gouvernement de ce pays.

Jusqu'ici le gouvernement s'est abstenu d'exprimer une opinion sur les propositions de Dumbarton Oaks. La première raison tient au fait qu'au 9 octobre 1944, les gouvernements dont les représentants ont rédigé ces propositions, ont déclaré, qu'après une étude complémentaire de ces propositions, toutes mesures seraient prises, le plus rapidement possible, pour les compléter. Il semblait donc préférable d'attendre les conclusions de ces études. La seconde raison tient au caractère extrêmement délicat de ce problème, dont l'heureuse solution conditionne si largement les destinées futures du monde: des études préliminaires semblaient donc nécessaire. En troisième lieu, et c'est la raison principale, on pouvait espérer, en automne dernier, voir se réaliser assez prochainement la libération de toute la partie européenne du Royaume, ce qui aurait permis à l'opinion publique d'éclairer le gouvernement sur l'opinion et les voeux de la nation, et aurait conféré plus de poids à ses avis.

Comme ces propositions n'ont pas suscité, dans tous les pays libres, une discussion publique aussi ample que l'avait espéré le gouvernement des Pays-Bas et que le moment où leur examen sera activé et celui où les Pays-Bas seront libérés semblent encore incertain, étant donné, par ailleurs, que le gouvernement des Pays-Bas a pu disposer d'un certain temps pour procéder à une étude approfondie de cette importante question, il estime préférable de formuler, tout au moins sur quelques points principaux, une opinion provisoire, mais qui, espère-t-il, représente le point de vue de beaucoup de Hollandais éclairés. Le gouvernement espère que, dans une certaine mesure, tout au moins, il puisse ainsi contribuer à la réalisation de la paix et de la sécurité internationales, dans laquelle il voit l'élément le plus important peut-être de cette libération de la crainte qui, proclamée comme notre but commun par le Président des Etats-Unis d'Amérique et incorporée à ce titre dans la Charte de l'Atlantique, a été universellement adoptée par les Nations Unies comme l'un de leurs objectifs primordiaux dans leurs déclarations de 1942.

450

Il y a là un problème qui présente pour les petites Nations [1] un intérêt vital aussi considérable que pour les grandes Puissances. Pour ces dernières, la guerre peut causer des dommages considérables: pour les premières, elle peut parfaitement signifier leur disparition pure et simple. Par conséquent, si l'on trouve dans ces pages des expressions sceptiques ou critiques, elles ne doivent pas être prises dans un sens désapprobateur ou négatif ou comme exprimant un doute sur la sincérité du but visé par les propositions; de même elles n'impliquent aucune préférence pour une souveraineté sans limite ou pour la résurrection d'une juxtaposition d'états qui ne seraient pas liés librement par l'acceptation unanime d'un code de conduite réciproque. Les déchirantes expériences de cette guerre, et en particulier les iniquités et bestialités des occupations allemande et japonaise ont développé l'esprit de scepticisme et de critique des citoyens des Pays-Bas et, par ailleurs, leur a inspiré un désir profond d'obtenir pour l'avenir de sérieuses garanties. Les considérations du gouvernement des Pays-Bas ne seront donc jamais animées d'un esprit d'exigeante perfection qui rejette le minimum de bien qu'on peut atteindre pour exiger un maximum irréalisable. Ce que désire le gouvernement des Pays-Bas, c'est une discussion entreprise dans un esprit sobre, pratique et constructif; il souhaite qu'on veuille bien considérer ces remarques comme inspirées par cet esprit. Il tient à les faire précéder d'une expression de sa gratitude envers les grandes Puissances qui ont pris l'initiative des conversations de Dumbarton Oaks et envers les hommes d'Etat qui ont participé à ces conversations, car il en est issu un document qui, tout en ayant été désigné par ses promoteurs comme un avant-projet, pourrait parfaitement se révéler comme revêtu d'une valeur bien supérieure.

Ce plan a été appelé à juste titre "la clef de voûte de l'arche", cette arche qui doit représenter l'organisation de la communauté internationale d'après guerre. Quels sont les piliers de cet arche ? La ferme détermination des Etats Membres de faire aboutir l'organisation projetée ? Ou bien tels groupements régionaux qui sont considérés comme compatibles avec ses buts et ses principes ? Ou bien le système de vote qui reste à élaborer et à insérer, et qui, dans une large mesure, sera l'élément décisif qui déterminera la portée des possibilités de cette organisation ? Une chose est certaine: une série de règles, quel que soin qu'on mette à les établir, et quelle que soit leur perfection sur le papier, ne sera jamais suffisante pour maintenir la paix et la sécurité internationales. La

---

1) Le terme "petites nations (ou puissances)" est employé dans ce mémorandum pour désigner, conformément à la pratique courante, les états qui en raison du faible développement de leur territoire, de leur population ou de leur industrie, ou d'une combinaison de ces éléments, ne sont pas supposés appartenir au groupe des grandes puissances.

meilleure organisation est inutile si ses membres n'ont pas la volonté de s'en servir pour le bien de l'humanité. En dehors de cette ferme détermination, rien ne peut renforcer ce plan et lui assurer le fonctionnement qu'il doit avoir; sans elle il s'écrasera sur le sol.

Mais il semble nécessaire que chaque citoyen du monde se rende compte clairement de cette vérité, qu'avec ou sans un tel plan, rien ne viendra en aide au monde si les grandes puissances ne sont pas d'accord. Elles ont eu certainement raison d'avoir cette considération constamment présente à leur esprit lorsqu' elle ont élaboré le plan de Dumbarton Oaks. En même temps, nous croyons avec confiance, que les grandes puissances seront les premières à reconnaître (1) qu'en tout temps elles sont tenues par un devoir non seulement envers elles-mêmes, mais envers tous les autres Etats, de parvenir à un accord sur les questions importantes d'intérêt général; (2) que si elles ne parviennent pas à réaliser un tel accord, même les clauses minutieusement approfondies du plan de Dumbarton Oaks seront dénuées de toute utilité. Par conséquent, un contact continuel, organisé et collectif entre les grandes Puissances, tel que le prévoit ce plan est sans aucun doute utile; les événements prouveront sans doute qu'il complète fort utilement les services que les représentants diplomatiques continueront à rendre à cet égard. Mais quels que soient les moyens employés ou les organismes créés, c'est la volonté de paix par voie d'accord mutuel qui importe tout spécialement, de la part des grandes Puissances.

A cet égard, il est intéressant d'examiner la question suivante: de quel côté devons-nous nous attendre à voir surgir contre la paix mondiale des menaces possibles qui demanderaient l'application du plan de Dumbarton Oaks ?

On peut supposer que le futur règlement de paix contiendra des clauses qui, à la lumière des connaissances actuellement acquises, apporteront des garanties suffisantes pour empêcher dorénavant les grands états agresseurs (Allemagne, Italie, Japon) de devenir encore un sujet de menace. La formation reçue par les jeunes générations dans chacun de ces trois pays, qui se double, tout au moins pour l'Allemagne et le Japon, d'une tendance à la violence organisée vers l'hégémonie mondiale, ont mis les nations unies dans la nécessité, ne fût-ce que pour se préserver elles-mêmes, de ne rien laisser au hasard dans ce domaine. Mais quelque sauvegarde qu'on organise dans le règlement de la paix, nul ne peut être certain que les progrès de la science ou les variations du jeu de la politique internationale ne mettront pas un jour les états agresseurs en mesure de se livrer à de nouvelles manifestations de leur soif de puissance. Si cela devait arriver, une organisation comme celle dont le plan fut tracé à Dumbarton Oaks pourrait se révéler de la plus haute

importance. Cependant, on doit dire que, pour cet objectif particulier, une organisation spéciale qui aurait pour activité exclusive la surveillance des trois états agresseurs serait probablement suffisante.

Pour qui donc, ou plutôt contre quelles contingences devrait-on constituer une organisation générale ? Est-ce pour tenir les petits Etats en échec, en empêchant ainsi que leurs querelles éventuelles viennent troubler la paix du monde ? La réponse, sans aucun doute, est qu'un tel objectif n'aurait pas besoin d'une telle organisation. Dans le cours du siècle, il n'a existé que deux guerres d'une certaine importance entre petits états: les guerres balkariques de 1912 et la guerre du Chaco entre la Bolivie et le Paraguay; l'une et l'autre avaient un caractère strictement local, ni l'une ni l'autre n'a troublé la paix générale. En outre, les derniers développements militaires ont montré que pour faire la guerre avec des armes modernes, on a besoin maintenant de ressources financières et industrielles qui dépassent les moyens de la plupart, sinon de la totalité des petits états. Par conséquent, pour ce qui les concerne, une organisation telle que Dumbarton Oaks l'an conçue, semble à peine nécessaire.

Il reste les cinq grandes puissances éprises de paix, avec toutes leurs ressources, réelles ou potentielles, leur permettant d'employer une force armée selon les exigences de la technique moderne. Aussi longtemps qu'elles sont éprises de paix et qu'elles se refusent à recourir à l'emploi de la force armée (et rien ne permet d'indiquer qu'elles adopteront une autre politique) une organisation compliquée destinée au maintien de la paix et de la sécurité ne semble pas nécessaire. D'un autre côté, s'il arrive jamais (il s'agit sans aucun doute d'une possibilité très peu probable) qu'elles menacent de recourir à l'emploi d'une force armée interdite, tout dépendra des dispositions relatives au vote et de la bonne volonté que pourra mettre la grande Puissance qui s'est tournée vers la guerre, à s'incliner devant ce vote. Un plan tel que celui de Dumbarton Oaks peut ou non être pourvu d'un système de vote susceptible d'être accepté par toutes les parties, mais il ne peut donner la certitude que dans toutes les circonstances, chaque membre obtempérera aux injonctions de ce vote.

Quelles que soient toutes les incertitudes inhérentes à ce plan (incertitudes que d'autres dispositions différentes ou meilleures ne pourront jamais faire disparaître, car elles ne dépendent pas des textes, mais de la volonté de les appliquer) le gouvernement des Pays-Bas a néanmoins le plus sincère espoir que son pays et tous les autres pays auront la possibilité de

participer à une nouvelle expérience de maintien de la paix internationale sur la base de l'ultime résultat des conversations de Dumbarton Oaks. Dans la mesure où ce résultat n'est pas trop imparfait, il sera infiniment meilleur pour tous les états, grands ou petits, que l'absence de toute disposition. Mais en dehors d'un certain nombre de points d'importance secondaire qui pourront être traités ultérieurement, il y a deux questions principales qui intéresseront certainement à tel point les Pays-Bas, que leur adhésion au plan pourra parfaitement être conditionnée par la façon plus ou moins satisfaisante dont elles seront résolues. C'est sur ces deux questions que nous attirons maintenant l'attention.

I

La première question est la base sur laquelle, soit l'Assemblée Générale, soit le Conseil de Sécurité doivent parvenir à des décisions. Le Chapitre 1 du projet prévoit que les buts de l'organisation devraient être notamment: de maintenir la paix et la sécurité internationales et, à cette fin, de prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et éliminer les dangers qui menacent la paix, de réprimer les actes d'agression ou autres atteintes portées à la paix et de préparer par des moyens pacifiques le règlement des différends internationaux qui risquent d'entraîner la rupture de la paix. Quant au chapitre 2 relatif aux principes du plan, il explique que tous les membres de l'organisation doivent s'engager à régler leurs différends par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ne soient pas mises en danger, alors qu'ils doivent s'abstenir dans leurs relations internationales de recourir aux menaces ou à l'emploi de la force d'une façon qui soit compatible avec les buts de l'organisation. Mais nulle part ces propositions ne mentionnent ou n'indiquent la base sur laquelle ces décisions doivent être prises, sauf lorsqu'il s'agit d'un cas à soumettre à la Cour Internationale de Justice, où il est à présumer qu'on appliquera les lois internationales, ou à l'arbitrage qui, d'après la définition classique des conventions de la Haye (1899 et 1907) se prononce sur la base du respect de la loi, formule vague et peu satisfaisante. Mais pour tous les autres cas, (qui peuvent dans la pratique se révéler comme ayant une importance cruciale) aucun critère n'est indiqué qui permette de déterminer le traitement à leur appliquer. On suggère simplement que la paix ne doit pas être mise en danger. Cette proposition semble tout à fait peu satisfaisante pour le gouvernement des Pays-Bas, qui attache la plus grande valeur à la reconnaissance d'une norme de conduite acceptable dans le domaine international. Quelle garantie cette proposition apporte-t-elle aux victimes d'un acte de violence international que leur cause recevra un appui ? Cela ne revient-il pas à accorder une prime à la pression que les états puissants seraient amenés à exercer sur les plus faibles ? Au lieu d'une obligation pour le Conseil de Sécurité

d'imposer aux Etats membres, qu'ils aient tort ou raison, l'obligation de ne recourir en aucun cas à la violence, ce Conseil se trouvera en présence d'une obligation de sauver la paix. Or l'expérience montre avec quelle facilité on peut le faire en cherchant des solutions telles que les puissances qui menacent de recourir à la violence doivent s'abstenir d'exécuter leurs menaces. Mais il se peut que ce soit la puissance menacée, quelle que soit son innocence, qui fasse les frais de telles solutions. Le maintien de la paix et de la sécurité internationales est un but extrêmement désirable. Mais prenons l'hypothèse où la paix est achetée au prix de ce que chacun considérera comme une injustice, ce prix pourra parfaitement sembler déraisonnable à bien des gens; on ne peut donc pas s'attendre à ce qu'un tel règlement inspire le respect et par conséquent soit durable, et si l'on ne trouve pas un autre règlement meilleur, le prestige du Conseil de Sécurité et de l'organisation en souffriront. En d'autres termes, il ne semble pas possible d'abandonner à des solutions d'opportunisme des solutions telles que celles-là. Si, dans des propositions où son absence est extrêmement frappante, on incorporait en bonne et due place une déclaration sur l'obligation d'observer toujours un certain degré de justice, on dissiperait ainsi bien des inquiétudes. Si cela va de soi, il est difficile de voir pourquoi l'on pourrait faire la moindre objection contre une telle déclaration.

La question qui se pose est donc de savoir comment l'on doit déterminer le critère qui devra être appliqué, et comment l'on peut concevoir des mesures appropriées pour en assurer l'application.

Sur le premier point, une référence à la loi internationale semblerait insuffisante, non seulement parce qu'elle exclurait des considérations d'une autre nature, mais aussi parce qu'on peut mettre en doute la possibilité de compter en tout temps et dans toutes les circonstances sur les lois internationales, quoiqu'elles soient sujettes aux changements et à l'évolution, pour y trouver une base tout à fait satisfaisante. Le choix de la légalité comme critère serait sans aucun doute par trop statique lorsqu'on a besoin d'une notion qui tienne compte de la croissance et du développement. Le gouvernement des Pays-Vas ne prétend pas avoir trouvé la solution ultime, mais il s'est demandé si une référence au sentiment du bien et du mal, ces principes moraux innés dans le coeur de tout être normal, ne suffirait pas. Il ne s'agit certainement pas là d'une notion rigide ou statique.

La question d'assurer le respect de ce critère ne serait évidemment pas moins importante. Il est clair qu'on ne pourrait pas laisser au Conseil de Sécurité le soin de décider, car dans ce cas le Conseil serait autorisé à siéger pour prononcer un

jugement sur ses propres propositions. De même, pour des raisons pratiques ce soin ne pourrait pas être laissé à l'Assemblée ou à l'appréciation arbitraire des Etats Membres. Pour le moment, le gouvernement des Pays-Bas se contente de suggérer qu'il faudra trouver une solution à ce problème pour que le plan de Dumbarton Oaks puisse faire l'objet d'une acceptation plus générale. En même temps, il offre à titre de solution, la désignation d'un organisme indépendant, composé d'hommes éminents, originaires d'un certain nombre de pays différents; il s'agirait d'hommes connus pour leur intégrité et leur expérience des affaires internationales, qui seraient prêts à se prononcer sur les décisions du Conseil de Sécurité, chaque fois que le Conseil ou une partie en cause ferait appel à eux. Cet organisme - on doit insister sur ce fait - devrait se prononcer sur le seul point de savoir si la décision du Conseil est ou non conforme aux principes moraux exposés ci-dessus. Il devrait rendre sa décision dans un délai strictement déterminé pour éviter tout retard et pour ne pas entraver le règlement rapide et efficace d'un litige par le Conseil.

On a dit à juste titre que le Conseil de Sécurité devait avoir une liberté d'action aussi grande que possible et que le moment venu de fixer des règles immuables, mais dans la procédure que nous venons d'indiquer, il est nullement question de fixer des règles immuables; le Conseil conserverait la liberté sans limite de prendre n'importe quelle décision, à moins qu'il ne s'agisse d'une décision contre laquelle le plan de Dumbarton Oaks ne contient aucune garantie et qu'il ne régit pas, malgré le soin avec lequel ont été formulés ses principes et ses objectifs.

II

Le second point qui nécessite une attention spéciale, concerne la question particulièrement épineuse des relations entre les grandes et les petites Puissances. Le moment n'est pas venu de procéder à un examen approfondi de ce problème difficile. Il semble cependant opportun de formuler quelques remarques.

Il y avait avant la guerre à peu près 491 millions de Chinois, 166 millions de citoyens de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, 135 millions d'Américains, 48 millions de ressortissants du Royaume-Uni et de l'Irlande du Nord, et 42 millions de Français. Les petites nations d'Europe comprennent ensemble 150 millions, et celles de l'Amérique latine (pour ne donner que ces deux exemples), une centaine de millions. Ce sont là des nombres dignes de considération, tant au point de vue absolu qu'au point de vue relatif. Ils représentent des êtres humains auxquels on doit reconnaître le même droit qu'aux ressortissants des grandes Puissances lorsqu'il s'agit de se libérer de la crainte d'une agression. Nous présentons ce mémorandum avec un sentiment profond de responsabilité

envers près de 80 millions d'humains groupés sous le pavillon néerlandais, dont approximativement 9 en Europe et 70 en Asie.

Ces millions d'hommes des petites Puissances sont en droit de faire entendre leur voix dans les conseil de l'Organisation que l'on va créer. Ils désirent vivre à l'abri de la peur; le fait, déjà noté, qu'ils ne représentent aucune menace pour la paix du monde, et la contribution qu'un si grand nombre d'entr'eux ont apportée au fond commun de la civilisation leur donnent à cet égard des droits irréfutables. Afin que les petites nations puissent avoir la voix qui leur reviendra en toute justice, le fait qu'elles disposeront de six places au Conseil de Sécurité ne semble pas suffisant. Ici, encore une fois, tout dépendra du système de vote qu'on élaborera. Si des décisions, quelle que soit leur importance, doivent être prises sur la base de la majorité, il en résultera que le vote d'une seule petite Puissance suffira pour donner une majorité aux grandes Puissances. N'est-il pas à craindre, dans la dure réalité de la vie internationale, qu'on puisse toujours obtenir un tel vote ? Il semble au gouvernement des Pays-Bas qu'il faudra trouver quelques sauvegardes sur ce point, et une clause spécifiant qu'on exigera le vote affirmatif d'au moins trois des membres non-permanents du Conseil de Sécurité (soit la moitié de ces membres) ferait beaucoup pour dissiper les appréhensions légitimes des petites Puissances à cet égard.

Cette question présente un intérêt particulier pour un Etat comme les Pays-Bas qui, en raison de sa population, de sa situation et de ses ressources, est en mesure, une fois ses territoires d'Europe et d'Asie récupérés, de contribuer d'une manière appréciable au succès de ce plan. Le Gouvernement considère que les Etats qui, sans appartenir à la catégorie des grandes Puissances, se trouvent dans cette situation, doivent toujours recevoir une représentation adéquate au Conseil de Sécurité; à son avis, il conviendrait d'insérer, sous une forme appropriée, une disposition à cet effet. Le Plan de Dumbarton Oaks proclame qu'il est fondé sur l'égalité de souveraineté de tous les Etats épris d'un idéal de paix. En même temps, et en dehors de toute règle à établir sur la question du vote, il sanctionne une situation spéciale et privilégiée pour les grandes Puissances; seules elles doivent être membres permanents du Conseil de Sécurité. Le Comité d'Etat-Major doit être composé exclusivement de leurs représentants. Tous ces privilèges et toutes ces inégalités spéciales sont en opposition avec le principe d'égalité souveraine de tous les Etats épris d'un idéal de paix. Et pourtant, quelque péremptoire que puissent être les objections qu'on peut formuler du point de vue démocratique, juridique et théorique contre ces avantages spéciaux réservés aux Etats les plus puissants, on doit

reconnaître que, dans l'état actuel de la communauté internationale, il est nécessaire que les petites Puissances, si l'on veut qu'il y ait une chance de construire une nouvelle organisation pour le maintien de la paix et de la sécurité, accordent une situation spéciale aux grandes Puissances. En échange, elles seront en droit de demander à ces grandes Puissances de démontrer par la pratique qu'elles sont conscientes des droits et des responsabilités spéciales que ces concessions leur imposent. En tout cas, alors qu'il peut être nécessaire d'investir une Puissance de certains droits spéciaux, la question se pose de savoir dans quelle mesure cela doit jouer. Les petites Puissances qui sont invitées à collaborer au Plan de Dumbarton Oaks pour perpétuer et légaliser une situation d'infériorité de fait peuvent se permettre de faire observer que si l'on accordait des droits spéciaux exorbitants qui placeraient virtuellement les grandes Puissances au-dessus des lois, ce plan serait d'une valeur bien minime pour le reste du monde, pour autant que l'hypothèse d'un retour à l'anarchie mondiale serait loin d'être exclue.

Cela semble tout particulièrement important lorsqu'on vient à discuter le système de vote. On a déclaré qu'une grande Puissance devrait avoir le droit de réserver son attitude, même si toutes les autres sont d'accord sur une certaine ligne de conduite. Le Gouvernement néerlandais ne voit pas clairement si l'exercice de ce droit doit être réservé aux grandes Puissances à l'égard de toutes les décisions du Conseil de Sécurité, de quelque ordre qu'elles soient ou seulement à l'égard de décisions impliquant des mesures coercitives à l'égard de tierses-parties, sous l'une ou l'autre de leurs nombreuses formes. Sur ce point relatif aux mesures de coercition envers les tierces parties (c'est-à-dire envers les Etats autres que l'état votant auquel s'appliquent ces mesures coercitives, qu'il soit ou non membre du Conseil de Sécurité), le Gouvernement des Pays-Bas est enclin à croire que la communauté internationale est dès maintenant suffisamment constituée pour qu'on puisse exiger de chaque membre de l'organisation qu'il s'engage, par sa seule adhésion, à collaborer loyalement à l'application de toute sanction autre que celle qui consiste à employer la force, si ces sanctions sont décrétées par l'organisation, conformément aux règles de la procédure régulière. D'un autre côté, le Gouvernement considère que chaque nation, grande ou petite, doit être libre, en l'absence de stipulations contraires dans les accords régionaux spéciaux, de déterminer dans chaque cas si elle désire ou non participer à l'application de la force armée. On a déclaré à juste titre qu'aucune nation, quelle que soit sa grandeur, ne pourra jamais se laisser engager par un Conseil de Sécurité dans une guerre à laquelle elle ne croit pas; quelque regrettable que ce puisse être, ce fait ne peut pas être passé sous silence. On doit veiller à ne pas répéter la faute faite par le Pacte de la Société des Nations, aux termes duquel chaque Etat membre, s'engageait à appliquer, s'il en était requis, la force armée contre des adversaires qu'il ne pouvait connaître

d'avance, en compagnie d'alliés inconnus et dans des circonstances inconnues. Il y a là, semble-t-il, plus que ce qu'un Etat quelconque, grand ou petit, peut promettre et, si l'on ne tenait pas compte de ce fait, il en résulterait certainement un profond désappointement.

Néanmoins, à l'égard de toutes les questions autres que celles qui concernent l'emploi de la force armée, le Gouvernement des Pays-Bas considère qu'on ne doit accorder à aucun Etat, grand ou petit, le droit de réserver son attitude.

D'un autre côté, le droit de libre appréciation, dans la mesure où il doit être accordé, doit-il jamais revêtir la forme extrême d'un droit de veto ? (C'est-à-dire un droit permettant à des Puissances individuelles d'enrayer le fonctionnement de toute l'organisation lorsqu'une majorité substantielle, ou peut-être tous les membres à une ou deux exceptions près, estiment qu'il est nécessaire d'agir, sont d'accord sur la nature de l'action et disposés à y participer). Il y a là manifestement une question différente. Là également, il peut être utile de faire la distinction entre une décision quelconque du futur organisme et la catégorie strictement limitée des décisions relatives à des mesures coercitives. Il est évident qu'un veto sur une action quelconque ramènerait à peu de chose, sinon à rien, l'utilité de cet organisme, car il signifierait que toute puissance ayant le droit de veto pourrait faire obstacle à la discussion de n'importe quelle question. En conséquence, il ne resterait plus aucun forum international devant lequel l'Etat lésé pourrait légitimement plaider sa cause; en acceptant le plan qui contient un tel droit de veto, il aurait signé sa renonciation à sa liberté d'agir dans ce sens. Par conséquent, le Gouvernement des Pays-Bas estime que s'il doit y avoir une question quelconque de droit de veto, il ne peut s'agir que d'un droit de veto à l'égard des mesures de coercition, bien plus, il considère que si l'on insiste sur ce droit, on doit en restreindre l'exercice aux cas de coercition par la force armée. Le Gouvernement des Pays-Bas ne prévoit pas que l'une quelconque des petites Puissances vienne à réclamer un droit de veto. Quant aux grandes Puissances, le Gouvernement tient simplement à observer sur ce point: a) qu'elles ne peuvent évidemment rester aveugles au fait que si l'on exige l'unanimité entre les grandes Puissances lorsqu'il s'agit d'appliquer la force armée à des tierces parties, cette clause serait, dans certains cas, une garantie substantielle pour les petites Puissances et (b) que le Gouvernement néerlandais éprouve quelque difficulté à comprendre pourquoi une grande Puissance devrait avoir un droit de veto lorsqu'il s'agit de questions auxquelles cette grande Puissance n'est intéressée que d'une façon lointaine. On a également déclaré qu'une grande Puissance devrait avoir un droit de veto non seulement lorsque des tierces parties sont en jeu, mais aussi dans un cas auquel cette grande Puissance est elle-même intéressée. Il y a là un sujet très délicat, et

il n'est pas question que le Gouvernement néerlandais formule sur ce point une déclaration qui rendrait plus difficile le fonctionnement efficace du Plan. Par conséquent, il présente les remarques suivantes, dans l'espoir qu'elles pourront, sans créer de difficultés, jeter tout au moins jeter quelque clarté sur son opinion provisoire, avant qu'on aborde la rédaction définitive du Plan.

Le Gouvernement néerlandais croit comprendre les raisons et les sentiments qui ont conduit à cette décision, et il en respecte pleinement les motifs. Il estime également que n'importe quel pays a le droit - droit indiscutable - de préciser les conditions qu'il désire voir remplir, s'il doit de son plein gré entrer dans une association de nations. Par ailleurs, le gouvernement néerlandais doit préciser deux points: 1. si l'on accorde aux grandes Puissances le droit de veto dans les affaires auxquelles elles sont parties, le plan de Dumbarton Oaks ne servira qu'à résoudre les litiges internationaux entre les petits Etats, et même encore sur une échelle limitée, en raison du droit de veto des grandes Puissances. En cas de litiges entre grandes Puissances ou entre une grande Puissance et un petit Etat, le plan n'apporterait aucune protection. Réaliserait-on ainsi une protection absolue contre toute crainte d'agression ? 2. Le Gouvernement se permet de dire que n'importe quelle grande Puissance aura le droit absolu de déclarer qu'elle n'entrera pas dans une association qui donne à ses membres, dans certaines circonstances, le droit de recourir à l'emploi de la force contre cette Puissance. Mail il est difficile de voir quel avantage ou quel attrait ce plan pourrait présenter pour les Pays-Bas si l'on accordait un droit de veto aux grandes Puissances dans leur propre cause.

Naturellement, il est tout à fait vrai que la coercition d'une grande Puissance par la force armée est une opération d'une très grande ampleur. Ce n'est pas là, cependant une raison suffisante pour qu'un organisme chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales, sIl veut être digne de ce nom, se désiste d'emblée et à priori, du droit d'employer la force contre une grande Puissance. Et cependant, c'est bien une telle limitation du champ d'action de cet organisme qui résulterait du fait d'accorder aux grandes Puissances un veto dans leur propre cause. Ne doit-on pas préférer de beaucoup, si jamais le cas se produit, que les mesures de coercition par la force armée contre une grande Puissance soient méthodiquement décidées et exécutées par un organisme reconnu de la communauté internationale, plutôt que de laisser une fois encore cette action au jeu du hasard des combinaisons du moment ? Si ce Gouvernement peut exprimer un espoir, c'est qu'aucun Etat n'exigera le droit de veto dans un cas où sa propre cause est en jeu. Pour autant, que nous le sachions, ce droit ne peut

être réclamé qu'à trois conditions: la première est que les Puissances intéressées soient réellement éprises de paix, si bien que toute décision prise contre elles serait, en tout temps, injuste et non fondée; la seconde, que leur bonne foi ne puisse être mise en doute, ce qui aurait le même résultat; la troisième, qu'elles aient besoin d'une garantie contre la possibilité d'une coalition des autres états dirigée contre elles-mêmes. En ce qui concerne le premier argument, on peut demander pourquoi il serait nécessaire d'établir un plan de sécurité, si l'on doit exclure l'éventualité de voir un Etat membre, grand ou petit, dans un avenir éloigné peut-être, rompre la paix internationale ? En second lieu, le Gouvernement néerlandais estime que la question de bonne foi ne devrait jouer aucun rôle. Le problème actuel n'a rien à voir avec la bonne foi. Une Puissance pourra - et probablement elle le fera - désirer mettre son veto, en parfaite bonne foi, à l'emploi de la force contre elle, parce qu'elle sera convaincue que sa cause est juste. En outre, si les grandes Puissances demandent, pour elles-mêmes, que l'on croie à leur amour de la paix et à leur bonne foi, les petites Puissances seront en droit de demander quelle bonne raison peut exister de soupçonner qu'elles sont, en fait, moins éprises de paix ou que leur bonne foi est douteuse, ou inexistante. Qu'y a-t-il dans leur histoire passée, en contraste avec l'histoire des grandes Puissances, qui puisse justifier cette prétention que l'application de mesures coercitives sera toujours possible à leur égard, et à leur égard seulement ? Quant à la troisième condition, existe-t-il une Puissance, grande ou petite, qui puisse craindre de devenir la victime d'une coalition des autres du fait même de son adhésion au Plan de Dumbarton Oaks, si bien qu'il serait nécessaire de réserver aux Etats membres un droit de veto sur les questions qui les concernent directement ? Il semble difficile en tout cas, de voir dans quelle mesure une semblable éventualité risque moins de se produire, si le droit de veto est accordé à une Puissance, dans une affaire l'intéressant directement, que si ce droit ne lui est pas accordé. L'exercice de ce droit n'apporte aucune protection réelle.

Les points soulevés dans cet exposé peuvent être résumés ainsi:

(1) le consentement de la moitié des petits Etats représentés au Conseil de Sécurité doit être exigé pour qu'une décision soit prise;

(2) une représentation convenable au Conseil de Sécurité doit être assurée aux Etats qui, par ordre d'importance, viennent immédiatement après les grandes Puissances;

(3) Quant au vote:

(a) Aucun veto ne doit être accordé à un Etat quelconque, sauf si cette mesure était reconnue nécessaire, dans des questions de coercition par les forces armées de tierces parties et dans ce cas, il ne serait reconnu qu'aux grandes Puissances directement intéressées;

(b) aucun droit de libre appréciation des décisions régulièrement prises ne peut être reconnu à un Etat quelconque, sauf en matière de coercition par des forces armées de tierces parties, auquel cas ce droit doit être reconnu à tous les Etats grands ou petits, (à moins que des accords régionaux spéciaux ne contiennent expressément des stipulations contraires), que ces Etats soient ou non membres du Conseil de Sécurité.

Il reste à faire quelques remarques provisoires sur divers points spéciaux.

1. Le plan n'exclut pas la possibilité d'ententes ou d'organismes régionaux pour traiter des questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales susceptibles de faire l'objet d'une action de caractère régional, à condition que ces arrangements ou organismes et leurs activités soient compatibles avec les buts et les principes de l'organisation. Bien au contraire, le Conseil de Sécurité est encouragé à utiliser ces ententes ou ces organismes. Le Gouvernement néerlandais accepte volontiers cette clause sous sa forme actuelle. En effet, rien ne semble plus dangereux pour la paix mondiale que des groupements régionaux qui, si bonnes que soient les intentions qui les ont suscités, pourraient à tout moment, se dresser l'un contre l'autre ou contre un Etat donné, faute d'une coordination appropriée.

2. On a déjà fait observer que, sous sa forme actuelle, ce Plan ne prévoit aucune sauvegarde suffisante qui puisse donner la certitude que le Comité d'Etat-Major tiendra dûment compte des intérêts des petites Puissances. Afin que ces intérêts puissent être dûment sauvegardés, il ne suffit pas que ce Comité d'Etat-Major ait le devoir (ainsi que le prévoit le Plan) d'inviter tout membre de l'organisation qui n'aurait pas de représentation permanente au Comité, à s'associer à lui

lorsque cette participation lui apparaît nécessaire pour l'accomplissement de sa mission, mais il importe également, que tout membre ait le droit, de sa propre initiative, de soumettre au Comité, soit oralement, soit par écrit, des questions qui relèvent de la compétence de cet organisme, afin qu'elles soient discutées par le Comité, sous forme d'un échange de vues, et fassent l'objet d'une réponse.

Quant aux plans effectifs des opérations militaires, le Gouvernement néerlandais suppose que le Comité d'Etat-Major ne pourra effectuer cette partie de sa tâche que dans le cas de Puissances non représentées en son sein, c'est-à-dire contre les Puissances ennemies vaincues, (si l'on ne crée pas à leur intention une organisation spéciale) ou bien contre les petites Puissances, quelqu'invraisemblable qu'il puisse être que celles-ci viennent jamais rompre la paix mondiale. Il est indispensable que des plans de ce genre restent inconnus de ceux contre lesquels ils sont établis, et puisque les grandes Puissances sont toutes représentées au Comité, elles auraient des information précises sur toutes mesures projetées contre une quelconque d'entre elles. Par conséquent, à cet égard, il convient de ne pas surestimer l'utilité du Comité.

3. On comprendra sans aucun doute, que le Gouvernement néerlandais attache un intérêt spécial à la Cour internationale de Justice qu'on propose de créer. Il accueille avec faveur les propositions relatives à cette Cour, en particulier dans la mesure où elles envisagent la continuation, sous réserve des adaptations nécessaires, de la Cour permanente de Justice Internationale existant actuellement. On doit accorder à tous les Etats la possibilité absolue de participer à l'élaboration du Statut de la Cour, et le Gouvernement néerlandais espère que la tâche préparatoire déjà effectuée se révélera des plus utiles. (1)

L'expérience montre que toutes les dispositions possibles de sauvegarde doivent être insérées dans le Statut pour assurer, dans toute la mesure du possible, que les juges composant la Cour, non seulement sont impartiaux et indépendants, mais qu'ils seront également reconnus comme tels. En outre, il semble désirable aux yeux du Gouvernement néerlandais, que dans l'intérêt de la justice internationale, le plan contienne une stipulation expresse que tous les Etats membres (1) reconnaissent

---

1) Un Comité officieux composé d'experts de Belgique, Canada, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, France, Grèce, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne et Tchécoslovaquie, qui se trouvaient à Londres, a établi un projet de rapport sur cette future Cour de Justice Internationale.

à la Cour un droit de juridiction obligatoire dans les litiges auxquels ils ont parties intéressées et pour la solution desquels les parties intéressées ne tombent pas d'accord sur un autre mode de règlement; (2) que tous les Etats membres reconnaissent que les décisions de la Cour sont obligatoires.

4. Le Gouvernement néerlandais accueille avec joie les dispositions du Plan relatives à la collaboration internationale, économique et sociale. Il considère que le Conseil Economique et Social dont la création est projetée rendra de grands services pour susciter une meilleure compréhension des problèmes internationaux d'ordre économique et social. Il espère qu'on dotera ce Conseil d'une section de recherches qui mettra à la disposition du grand public, dans tous les pays, sur une base strictement scientifique, des études permettant d'avoir une idée éclairée des problèmes qui, dans le passé, ont si souvent, par manque de compréhension, risqué de projeter de lourdes ombres sur les rapports entre bien des nations.

Telles sont les observations que le Gouvernement néerlandais, mû par le désir sincère d'une contribution, si modeste soit-elle, au succès de Dumbarton Oaks, peut présenter pour l'instant. Il tient en même temps à faire observer que son attitude doit rester réservée aussi longtemps que le Plan est incomplet et en particulier tant que le système de vote, à insérer dans les propositions, n'aura pas été entièrement élaboré. De même, il ne peut que répéter que la décision définitive que prendra le Gouvernement des Pays-Bas, dépend du peuple néerlandais, qui se formera son opinion en examinant posément et objectivement, les mérites réels du plan une fois terminé.

404

The United Nations Conference on International Organization

Doc.2 (FRENCH)
G/7 (j) (1)
May 7, 1945

GENERAL

AMENDEMENTS SOUMIS PAR LA DÉLÉGATION DES PAYS-BAS À LA CONFÉRENCE DE SAN FRANCISCO, AUX PROPOSITIONS VISANT AU MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ ADOPTÉES À LA CONFÉRENCE DES QUATRE PUISSANCES, A DUMBARTON OAKS, ET COMPLÉTÉES À LA SUITE DE LA CONFÉRENCE DE YALTA.

En janvier 1945, le Gouvernement Néerlandais a présenté certaines suggestions aux Gouvernements des Nations Unies et aux Gouvernements associés, relatives aux propositions visant au maintien de la paix et de la sécurité adoptées à la Conférence des Quatre Puissances, à Dumbarton Oaks et publiées le 9 octobre 1944. Ayant pris connaissance des résultats de la Conférence de Yalta relativement à ces propositions, ainsi que d'un certain nombre d'observations présentées par plusieurs Gouvernements au cours de débats publics, le Gouvernement Néerlandais a chargé sa Délégation de soumettre les amendements suivants à l'examen de la Conférence. Bien que certains de ces amendements soient d'un caractère surtout technique, d'autres portent sur des questions de principe auxquels le Gouvernement Néerlandais attache la plus haute importance.

I

CHAPITRES I (BUTS) ET II (PRINCIPES)

Amendements proposés

A (au cas où B ne serait pas adopté)

Au Chapitre I, paragraphe 1, après les mots "Maintenir la paix et la sécurité internationales", insérer: "conformément aux principes élémentaires de moralité et de justice et en tenant dûment compte du droit international";

B (au cas où A ne serait pas adopté)

Insérer dans ce Chapitre, ou à sa suite, une déclaration qui établisse les droits et les obligations fondamentales des Etats.

Remarques:

Il est déclaré dans les Propositions que l'un des buts de l'Organisation doit être: "Maintenir la paix et la sécurité internationales". Il n'est pas précisé sur quelles bases la paix et la sécurité internationales devront être maintenues. Le Gouvernement Néerlandais considère comme indispensable une indication expresse de ces bases et il est d'avis que l'on atteindrait ce but en adoptant l'un ou l'autre des amendements A et B.

Il est à noter, à ce sujet, que la procédure de vote au sein du Conseil de Sécurité telle qu'elle est proposée donne aux membres permanents des droits exceptionnels qui tendent à affaiblir la position des autres membres d'une Organisation fondée sur le principe de l'égalité souveraine de toutes les nations pacifiques. L'adoption de l'un ou l'autre des amendements mentionnés sous A et B apporterait à ces autres membres, dans une certaine mesure, une compensation et un remède raisonnables à cette inégalité.

Comme exemple de déclaration des droits et des obligations fondamentales des Etats, tels qu'ils sont mentionnés au point B ci-dessus, les "Principes pour le Droit International de l'Avenir" formulés par un groupe de juristes Américains et Canadiens et publiés par la Fondation Carnégie pour la Paix Internationale dans son Bulletin "Conciliation Internationale" d'avril 1944, sont cités en annexe au présent document.

II

CHAPITRE III (MEMBRES)

Au paragraphe 1, après les mots "Devrait pouvoir être membre de l'Organisation tout Etat épris d'un idéal de Paix", insérer: "dont on peut attendre, en raison de leurs institutions et de leur comportement international, qu'ils observeront et respecteront fidèlement les engagements internationaux".

Remarques:

L'insertion de cette règle, si importante soit-elle, ne semble pas nécessaire en ce qui concerne les Etats représentés à la Conférence de San Francisco; mais elle aurait le mérite d'obliger d'autres Etats qui, à des dates ultérieures demanderaient à être admis dans l'Organisation, à prouver de façon concluante, leur ferme attachement à la règle "pacta sunt servanda".

III

CHAPITRE V (ASSEMBLÉE GÉNÉRALE)

SECTION B (FONCTIONS ET POUVOIRS)

A la fin du paragraphe 5, insérer:

"Tout membre de l'organisation qui n'aura pas versé, en

466

temps voulu, sa contribution aux dépenses, perdra son droit de vote à l'Assemblée et, s'il est membre du Conseil de Sécurité, son siège au Conseil."

Remarque:

Une règle de ce genre limitera l'accumulation d'arriérés.

V

CHAPITRE VI (CONSEIL DE SÉCURITÉ)
SECTION C (VOTE)

Remplacer le paragraphe 3 par le texte suivant:

"Les décisions du Conseil de Sécurité relatives à toutes les autres questions devront être prises à la majorité des voix, comprenant l'unanimité des voix des membres permanents et la moitié ou - au cas où le nombre des membres non-permanents ayant le droit de vote serait impair - la majorité des voix des membres non-permanents, sous cette réserve que, pour les décisions visées au Chapitre 8, Section A et dans la 2e phrase ou paragraphe 1 du chapitre VIII, Section C, une partie à un différend devra s'abstenir de voter."

Remarque:

Il semble désirable, afin de sauvegarder les intérêts des membres non-permanents du Conseil de Sécurité, d'éviter qu'une décision puisse être prise à une majorité comprenant les voix des membres permanents plus celles de deux seulement des membres non-permanents.

VI

CHAPITRE VIII

(ARRANGEMENTS POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES, Y COMPRIS LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DE L'AGRESSION)

1. SECTION A (Règlement Pacifique des Différents) Ajouter les deux nouveaux paragraphes suivants à la fin de cette Section:

8. "Au cas où le Conseil de Sécurité déciderait qu'un différend qui n'a pu être résolu conformément à la procédure prévue au paragraphe 3 de la Section A ou conformément aux recommandations qu'il aurait faites en vertu des dispositions du paragraphe 5 de la Section A, mettrait en danger le maintien de la paix et de la justice internationales, il devrait constater l'existence d'un tel danger."

"9. De façon générale, le Conseil de Sécurité devrait déterminer s'il y a danger pour la paix, rupture de la paix, ou acte d'agression."

SECTION B (DETERMINATION DE L'EXISTENCE DE MENACES A LA PAIX OU D'ACTES D'AGRESSION ET MESURES A PRENDRE A CE SUJET)

Remplacer les paragraphes 1 et 2 par le texte suivant:

"1. Au cas où le Conseil de Sécurité constaterait l'existence d'un danger pour la paix et la justice internationales, il devrait prendre les mesures nécessaires au maintien de la paix et de la justice internationales, conformément aux buts et principes de l'Organisation."

"2. De façon générale, au cas où le Conseil de Sécurité constaterait, en vertu des dispositions du paragraphe 3 de la Section A, l'existence d'un danger pour la paix, d'une rupture de la paix, ou d'un acte d'agression quelconques, il devra décider des mesures à prendre en vue de maintenir ou de rétablir la paix et la sécurité."

"3. En relation avec les paragraphes 1 et 2 ci-dessus, la Section A devrait porter le titre suivant: " Règlement pacifique des différends et Détermination de l'existence de menaces à la paix ou d'actes d'agression" et la Section B, ce titre: "Mesures à prendre en cas d'Existence de Menaces à la paix ou d'actes d'agression".

Remarques: Il y aurait lieu de faire une distinction, en ce qui concerne le vote, entre les fonctions quasi-judiciaires du Conseil de Sécurité dans le règlement pacifique de différends, et ses fonctions exécutives lorsqu'il agit en vue de maintenir la paix et la sécurité. Il semble désirable de traiter la fonction du Conseil de Sécurité qui consiste à déterminer l'existence d'une menace à la paix, d'une rupture de la paix, ou d'un acte d'agression, comme faisant partie de ses fonctions quasi-judiciaires et, par conséquent, de stipuler que dans ces cas également, une partie à un différend devra s'abstenir de voter.

VII

CHAPITRE VI (CONSEIL DE SECURITE)

SECTION D (PROCEDURE)

Insérer, à la fin du paragraphe 5: ",et il sera, en ce qui concerne la discussion et le vote, dans une position identique à celle de l'autre partie au différend.

Remarque:L'adoption de cette règle semble nécessaire si, comme il semble désirable, on veut assurer l'égalité des parties au différend.

VIII

CHAPITRE VII

(COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE)

Insérer le nouveau paragraphe suivant:

"La Cour donnera un avis consultatif sur toute question juridique qui lui aura été soumise par l'Assemblée ou le Conseil de Sécurité."

Remarque: L'adoption de cet amendement permettrait de supprimer la seconde phrase du paragraphe 6 de la Section A, Chapitre VIII.

La Délégation Néerlandaise a été chargée de proposer, relativement au Chapitre XII (Dispositions transitoires) qu'une commission internationale soit nommée par l'Assemblée Générale au cours de sa première session pour déterminer jusqu'à quel point et de quelle manière les droits et attributions de la Société des Nations, tels qu'ils ont été déterminés dans plusieurs conventions internationales seront transférés à la nouvelle Organisation, ou pour prendre à cet égard toute décision jugée opportune.

Le Gouvernement Néerlandais recommande que les dispositions du Pacte de la Société des Nations selon lesquelles l'enregistrement des traités est une condition de leur validité soient retenues dans la Charte de la nouvelle Organisation.

Annexe

PRINCIPES POUR LE DROIT INTERNATIONAL DE L'AVENIR

PRINCIPE 1

Chaque Etat a le devoir juridique d'exécuter, en complète bonne foi, ses obligations en vertu du droit international, et il ne peut invoquer de restrictions émanant de sa propre constitution ou législation comme excuse pour n'avoir pas accompli ce devoir.

PRINCIPE 2

Chaque Etat a le devoir juridique de veiller à ce que les conditions existant sur son propre territoire ne constituent pas un danger pour la paix internationale; à cette fin, il doit traiter sa propre population d'une manière qui ne constitue pas une violation des principes d'humanité et de justice ou un défi à la conscience du monde.

PRINCIPE 3

Chaque Etat a le devoir juridique de s'abstenir de toute intervention dans les affaires intérieures d'un autre Etat.

PRINCIPE 4

Chaque Etat a le devoir juridique d'interdire sur son territoire, toutes activités destinées à fomenter des troubles civils dans le territoire de tout autre Etat.

PRINCIPE 5

Chaque Etat a le devoir juridique de collaborer avec d'autres Etats dans l'établissement et le maintien d'organismes appartenant à la Communauté des Etats pour traiter d'affaires qui intéressent la Communauté, et de collaborer aux travaux de ces organismes.

PRINCIPE 6

Chaque Etat a le devoir juridique d'employer des moyens pacifiques, et seulement pacifiques, pour régler ses différends avec d'autres Etats et, en cas d'insuccès d'autres moyens pacifiques, d'accepter le règlement de ses différends par l'organisme compétent de la Communauté des Etats.

PRINCIPE 7

Chaque Etat a le devoir juridique de s'abstenir de faire usage de la force et de toute menace de faire usage de la force dans ses relations avec un autre Etat, sauf s'il y est autorisé par l'Organisme compétent de la Communauté des Etats; mais, sous réserve d'une notification immédiate à l'organisme compétent de la Communauté des Etats, et de son approbation, un Etat peut s'opposer par la force a un usage non autorisé de la force fait contre lui par un autre Etat.

PRINCIPE 8

Chaque Etat a le devoir juridique de prendre, en collaboration avec d'autres Etats, les mesures qui pourront être prescrites par l'organisme compétent de la Communauté des Etats en vue d'empêcher ou de supprimer l'usage de la force par un Etat quelconque dans ses relations avec d'autres Etats.

PRINCIPE 9

Chaque Etat a le devoir juridique de se conformer aux restrictions prescrites par l'organisme compétent de la Communauté des Etats et de se soumettre à la surveillance et au contrôle de cet organisme, en ce qui concerne l'importance et la nature de ses armements.

PRINCIPE 10

Chaque Etat a le devoir juridique de s'abstenir de conclure avec un autre Etat un accord quelconque dont l'exécution serait incompatible avec l'accomplissement de ses devoirs en vertu du droit international général.

The United Nations Conference on International Organization

DOC.2 (FRENCH)
G/7(j)(2)
MAY 8, 1945

GENERAL

PROPOSITION ADDITIONELLE PRESENTEE PAR LA DELEGATION DES PAYS-BAS.

La Délégation des Pays-Bas propose que, parmi les fonctions du Conseil économique et social énumérées au chapitre IX, section C, alinéa 1, des Propositions de Dumbarton Oaks, on insère, soit par voie d'amendement à la clause figurant à l'alinéa e, soit de toute autre façon ou à tout autre endroit approprié, une phrase indiquant que le Conseil aura le devoir "de mettre le Secrétaire général en mesure de fournir à l'Assemblée Générale et aux Etats membres une documentation économique et sociale."

Afin de faciliter la solution des problèmes économiques et sociaux, le Gouvernement néerlandais estime indispensable de poursuivre, dans la nouvelle Organisation, les excellents travaux statistiques entrepris par la Section Economique et Financière de la S.d.N.

472

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 2 [French]
G/7 (k)
April 23, 1945

GENERAL

BELGIQUE

February 5, 1945

SUGGESTIONS DU GOUVERNEMENT BELGE CONCERNANT LES PROPOSITIONS POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE ELABOREES A LA CONFERENCE DES QUATRE PUISSANCES, TENUE A DUMBARTON OAKS, ET PUBLIEES LE 9 OCTOBRE 1944.

I. Les propositions formulees par les representants des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'URSS et de la Chine, à la suite de leurs délibérations à Dumbarton Oaks au sujet de l'Organisation Internationale à créer en vue d'assurer le maintien de la Paix et de la Sécurité, ont été rendues publiques et soumises à l'examen de l'opinion de tous les pays. Le Gouvernement belge croit répondre aux intentions de ceux qui ont pris l'initiative de ces propositions, en essayant de dégager les premières impressions de l'opinion belge à leur sujet.

II. La Belgique a toujours manifesté un profond intéret à l'égard des efforts accomplis en vue de consolider la paix. Un tel objectif n'est pas moins important pour les petits ou moyens Etats que pour les Grandes Puissanes; la guerre peut imposer d'énormes charges à celles-ci, elle peut mettre en jeu l'existence même de ceux-là et leur causer des dommagessans remède. Aussi, les suggestions ou les observations que le Gouvernement belge serait amené à formuler seront-elles concues dans un esprit constructif et inspirées par le désir d'apporter une contribution utile à l'oeuvre entreprise. Il tient en même temps à exprimer sa sincère gratitude aux Grandes Puissances pour l'initiative qu'elles ont prise dans l'intéret commun de toutes les Nations.

III. La Paix ne peut être maintenue que par un effort commun et constant des Etats pacifiques. En particulier, la paix ne saurait être assurée si les grandes Puissances ne parvenaient pas à s'entendre sur les principaux problèmes d'intéret commun.

Elles ont, vis-à-vis d'elles-mêmes, comme vis-à-vis des autres Etats, la responsabilite de réaliser et de maintenir cette entente. Si l'efficacité du plan de Dumbarton Oaks en dépend, inversement celui-ci peut contribuer à assurer cet accord indispensable. Il est permis de se demander si ce n'est

pas là le résultat le plus important qu'une organisation semblable à celle qui est projetée puisse réaliser.

IV. Quelles que soient les limites que la nature des choses trace à l'efficacité d'une organisation générale de la sécurité, le Gouvernement belge est convaincu que la Belgique pourra apporter son concours à la réalisation de l'oeuvre entreprise à Dumbarton Oaks. Il doit cependant attirer l'attention sur deux questions qu'il considère comme essentielles à cette fin.

a) La première est de savoir quels seront les principes sur lesquels seront fondées les décisions de l'organisation. Le projet ne les définit pas. A leur défaut, quelle garantie auront les Etats exposés aux entreprises de la force, que leur cause sera entendue dans un esprit de justice ? Le projet devrait fournir l'assurance que certaines normes seront observées: que les décisions s'inspireront des règles de l'équité et qu'elles respecteront l'indépendance politique et les autres droits vitaux des Etats.

Au cas où un différend constituant, de l'avis du Conseil de Sécurité, une menace pour la paix et la sécurité internationales, ne serait pas réglé par les moyens indiqués au paragraphe 3 Section A, Chapitre VIII, le role du Conseil de Sécurité devrait principalement avoir pour objet de mettre en oeuvre les procédures ou les méthodes d'ajustement les plus susceptibles de provoquer un règlement pacifique. Le Conseil pourrait aussi avoir le droit d'imposer au besoin aux Parties les mesures provisoires qui lui paraitraient requises.

Enfin, au cas où les procédures recommandées par lui seraient inopérantes, où il jugerait la situation ainsi créée comme dangereuse pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de Sécurité aurait à prendre toute décision équitable de nature à régler pacifiquement le différend. Cependant, avant qu'un projet de règlement du différend élaboré par le Conseil ou par toute autre instance n'acquière un caractère définitif, chacun des Etats en cause devrait pouvoir demander à la Cour de Justice un avis consultatif sur le point de savoir si ce règlement respecte son indépendance et ses droits vitaux.

b) La seconde question considéré comme essentielle par le Gouvernement belge concerne les relations entre les Grandes Puissances et les autres Etats.

Il conviendrait tout d'abord de donner dans une large mesure accès aux sièges nonpermanents du Conseil à des

Etats qui, comme la Belgique, sont en mesure, en raison de leur position géographique et de leurs ressources économiques, d'apporter une contribution substantielle au maintien de la paix, et sont prêts à consentir de larges sacrifices à cette fin.

Il semble d'autre part, au Gouvernement belge, que plusieurs dispositions du plan sont en contradiction avec les principes de l'égalité de droits souveraine (Sovereign Equality) dont il procède, abstraction étant faite des règles - cependant essentielles - qui n'ont pas encore été énoncées et suivant lesquelles le Conseil de la Sécurité prendrait ses décisions.

Le Gouvernement belge suggère que les règles suivantes soient adoptées en ce qui concerne les décisions de l'Organisation:

1) chacun des membres permanents du Conseil pourrait se voir reconnaître un droit de veto, mettant obstacle à ce qu'une décision du Conseil soit rendue exécutoire; mais ce veto devrait être restreint au seul cas où la décision aurait pour objet de mettre en oeuvre des mesures de coercition prévues par un accord spécial régional auquel ce membre permanent du Conseil serait partie (Chap. VIII, Section B 5). Il se concoit, en effet, qu'un membre permanent du Conseil sur lequel reposerait en grande partie l'exécution des mesures de coercition d'un accord régional ne puisse admettre de se trouver soumis à des charges considérables par une decision qu'il n'aurait pas approuvée. Par contre, les décisions du Conseil seraient obligatoires pour les Etats qui ne sont pas membres permanents du Conseil, conformement aux dispositions de l'accord spécial régional dont ils font partie (Chap. VIII, Section B 5).

2) Toute décision du Conseil de Sécurité pour laquelle une majorité qualifiée serait requise, devrait également comporter le vote de la majorité des membres non permanents.

V. A ces remarques de portée générale, le Gouvernement belge désire ajouter quelques observations visant des points particuliers:

a) il approuve dans l'ensemble les dispositions qui placent les ententes régionales sous la dépendance

de l'Organisation Internationale. Cependant dans le cas où une action immédiate serait nécessaire, l'application des mesures de coercition prévue par des arrangements spéciaux régionaux ne devrait pas être tenue en suspens en attendant l'autorisation du Conseil de Sécurité; il appartiendrait évidemment au Conseil de Sécurité de garder à tout moment le contrôle de l'action entreprise et il aurait le droit d'en suspendre l'exécution;

b) Il suggère que chacun des Membres ait la faculté de conférer avec le Comité d'Etat-Major au sujet de toute question de la compétence de celui-ci et que ce Membre jugera opportun de lui soumettre.

c) Les Membres de l'Organisation devraient reconnaître la compétence obligatoire de la Cour Permanente de Justice Internationale à l'égard de toute question de droit pour laquelle ils n'ont pas fait usage d'un autre mode de règlement pacifique; ils devraient se reconnaître liés par les décisions de la Cour.

d) La création d'un Conseil Economique et Social paraît hautement opportune. Ce Conseil devrait disposer de services d'études dont les travaux devraient contribuer à l'information de l'opinion publique dans tous les pays.

VI. Telles sont les observations et suggestions que le Gouvernement belge croit devoir formuler en ce moment, en vue de contribuer autant qu'il le peut au succès de la grande oeuvre entreprise dont les Gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, d'URSS et de Chine ont pris l'initiative. Il se réserve de les compléter quand auront été formulées les règles suivant lesquelles interviendront les décisions du Conseil de la Sécurité.

5 février 1945

476

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/7 (k) (1)
May 5, 1945

GENERAL

AMENDEMENTS PRESENTES PAR LA DELEGATION BELGE AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS RELATIVES A L'ETABLISSEMENT D'UNE ORGANISATION INTERNATIONALE GENERALE.

La Délégation Belge est heureuse de constater que plusieurs des observations formulées par le Gouvernement belge en février 1945 au sujet des propositions de Dumbarton Oaks concordent avec des amendements déjà déposés par certaines Nations Unies, notamment la France et les Pays-Bas. Elle juge superflu de fixer dès à présent par écrit les modifications de détail ou de forme qu'elle souhaiterait voir apporter à ces amendements, de même qu'à diverses dispositions du projet de Dumbarton Oaks.

Certaines des suggestions contenues dans le présent document s'inspirent des observations déjà formulées par la Délégation belge. Les autres tendent à remédier aux lacunes ou imperfections qu'un nouvel examen a permis de déceler.

La Délégation Belge n'a pas cherché à donner une forme définitive à ses propositions, non plus qu'à fixer la place précise qu'elles pourraient éventuellement occuper dans la Charte. Il a paru suffisant au stade actuel des travaux d'indiquer la portée générale des modifications que le Gouvernement belge souhaiterait voir apporter au projet de Dumbarton Oaks.

PARAGRAPHE I.-

Règlement pacifique des différends.

Le chapitre VIII, Section A, relatif au règlement pacifique des différends devrait contenir deux

dispositions conçues comme suit:

a) "Le Conseil de Sécurité veille au respect "des engagements pris par les Etats en vue "du règlement pacifique de leurs différends. "En cas d'inobservation de tels engagements "ou d'inexécution des sentences ou décisions "judiciaires rendues suivant les procédures "prévues, le Conseil de Sécurité avise aux "mesures qui doivent en assurer l'effet".

b) "Tout Etat partie à un différend dont est "saisi le Conseil de Sécurité est en droit "de demander à la C.P.J.I. un avis consul- "tatif sur le point de savoir si une recom- "mandation faite ou une décision prise par "le Conseil ou qui y sont proposées portent "atteinte à ses droits essentiels. "Si la Cour estime que ces droits ont été "méconnus ou sont menacés, il appartient "au Conseil, soit de reconsidérer la ques- "tion, soit de renvoyer le différend pour "décision devant l'Assemblée".

JUSTIFICATION.

A côté de la sécurité politique, il y a la sécurité juridique ou judiciaire. Diverses délégations ont exprimé le souci qu'aucune influence ou pression politique ne puisse induire le Conseil de Sécurité à imposer à un Etat des modifications aux droits essentiels qui découlent pour cet Etat des règles générales du droit des gens ou des traités.

Les propositions de Dumbarton Oaks soulignent du reste déjà l'opportunité d'engagements des Etats relatifs aux méthodes de règlement pacifique, et la compétence particulière de la C.P.J.I. pour le règlement des différends juridiques.

La Délégation Belge estime désirable que ces encouragements reçoivent une forme plus précise en conférant directement au Conseil de Sécurité la charge de veiller à l'observation des engagements qui seraient pris à cet égard et à l'exécution des sentences ou décisions qui seraient rendues.

Elle croit aussi qu'il importe de donner aux Etats, dont les différends seraient soumis à l'examen du Conseil de Sécurité, la possibilité de faire entendre l'avis de la Cour sur l'existence des droits essentiels qu'ils jugeraient

menacés ou méconnus par les délibérations ou décisions du Conseil de Sécurité. Si la Cour estimait que de tels droits sont effectivement menacés ou méconnus, il appartiendrait au Conseil soit de revoir la question et de maintenir ou modifier ses conclusions soit de renvoyer l'affaire devant l'Assemblée.

PARAGRAPHE 2.-

Relations avec les Etats tiers.

Le dernier alinéa du chapitre II des propositions de Dumbarton Oaks devrait être conçu comme suit:

"Les Etats Membres considérant que leur association
"représente l'expression autorisée de la communauté
"juridique internationale expriment l'intention de
"s'inspirer également dans leurs rapports avec les
"Etats tiers des principes définis ci-dessus et de
"toutes autres règles qui seraient reconnues par
"l'Organisation Internationale comme d'application
"générale. Réciproquement l'Organisation veille à
"ce que les Etats tiers agissent conformément aux
"dits principes et règles, dans toute la mesure re-
"quise pour le maintien de la paix internationale
"et de la sécurité"

JUSTIFICATION.

Le projet de Dumbarton Oaks affirme le droit pour l'organisation d'imposer aux Etats tiers, dans toute la mesure requise pour le maintien de la paix, le respect des principes énumérés au chapitre II comportant notamment l'obligation dans certains cas de renoncer aux prérogations de la neutralité.

La délégation belge est favorable à cette proposition, mais elle croit qu'il serait utile, pour prévenir certaines critiques, d'en indiquer le fondement moral et juridique, et de lui donner une portée moins unilatérale.

La Charte en voie d'élaboration n'est pas une convention particulière, mais une convention générale appelée, nous l'espérons, à devenir un jour universelle et qui, en tous cas, apparaîtra dès son entrée en vigueur comme l'expression de la volonté de la plupart des Etats civilisés -- d'aucuns diront de la conscience collective de l'humanité.

Il est dès lors parfaitement légitime que les Etats adhérents se libèrent à l'égard des quelques Etats tiers des règles que ceux-ci prétendraient leur opposer en vertu d'un droit des gens traditionnel réputé immuable. Mais il est convenable que dans la mesure où les principes énumérés à la Charte sont rendus obligatoires aux Etats-tiers, ceux-ci soient admis au bénéfice de leur application.

On constatera que la rédaction proposée par la délégation Belge ne fait pas seulement mention des principes, mais encore des autres règles qui pourraient être arrêtées par l'organisation et que celle-ci considérerait comme d'application générale. Cette mention se réfère à un autre amendement de la délégation développé ci-après au paragraphe 4.

PARAGRAPHE 3.-

Membres (Suspension et/ou Expulsion).

Il y aurait lieu de supprimer au chapitre V du projet toute mention de l'expulsion des membres, pour se limiter à la suspension de leurs droits.

JUSTIFICATION:-

Le projet de Dumbarton Oaks innove heureusement par rapport au Covenant en octroyant à l'Assemblée le pouvoir de suspendre de l'avis conforme du Conseil de Sécurité les droits et privilèges de tout membre contre lequel le Conseil aurait été amené à prendre des mesures préventives ou coercitives (Chapitre V, B-3).

Concurremment avec cette disposition, il prévoit la faculté d'expulser celui qui "persisterait à violer les principes de la Charte".

La délégation Belge considère cette dernière clause à la fois comme inutile et nuisible. Elle est inutile, car la suspension suffit à enlever tout droit de représentation à l'Etat sous le coup de sanctions. Elle est nuisible, parce qu'elle crée un divorce profond, non pas entre l'organisation et un gouvernement, mais entre l'organisation et un Etat et crée pour l'avenir un obstacle à l'universalité de l'organisation difficile à surmonter.

On constatera au surplus l'illogisme d'un système qui, enlevant - légitimement - aux Etats adhérents le droit de se retirer de l'organisation afin de consacrer son caractère permanent et institutionel, permet à l'Etat dissident

de réaliser la rupture de façon indirecte en provoquant son expulsion.

PARAGRAPHE 4.-

Pouvoirs de l'Assemblée Générale.

Le chapitre V relatif à l'Assemblée Générale devrait contenir les dispositions suivantes:

a) "L'Assemblée Générale a compétence pour interpréter "souverainement les dispositions de la Charte."

b) "L'Assemblée Générale peut soumettre des conventions "générales à la considération des Etats qui font "partie de l'Organisation des Nations Unies et "éventuellement à celle des autres Etats, en vue "d'en obtenir l'approbation selon les procédures "constitutionnellement appropriées."

c) "Si l'Assemblée Générale estime que les engagements "contenus dans un projet de convention générale ne "sont que des corollaires de principes déjà reconnus "par elle comme obligatoires ou que leur observation "générale est requise pour le maintien de la paix "internationale et de la sécurité, elle peut décider "que la dite convention entrera en vigueur à l'égard "de tous les Etats membres de l'Organisation et "éventuellement des Etats tiers une fois qu'elle "aura été ratifiée, dans les conditions prévues "pour l'entrée en vigueur des amendements à la Charte."

JUSTIFICATION.

Le projet de Dumbarton Oaks ne reconnait en principe à l'Assemblée qu'un simple pouvoir de recommandation.

La délégation belge estime que cela ne correspond pas aux besoins de la pratique, et propose de lui accorder de plus certains pouvoirs de décision, étant entendu que chaque fois qu'il s'agit de questions de substance, la décision requerra la majorité des deux tiers des membres présents et votants comme prévu dans le paragraphe relatif au vote.

A) L'expérience de Genève démontre tout d'abord la nécessité de ne pas permettre qu'un Etat isolé puisse imposer son interprétation du Pacte en s'opposant à ce qu'une décision consacrant une interprétation différente soit prise à quelque majorité que ce soit.

B) D'autre part, il est arrivé fréquemment que l'Assemblée de la Société des Nations, saisie d'un projet de convention générale, décide de le soumettre immédiatement à la ratification ou l'adhésion des Etats, éventuellement après

en avoir elle-même revisé le texte. On ne voit pas pourquoi l'Assemblée Générale de l'Organisation n'aurait pas les mêmes droits, et devrait se borner à recommander la réuhion d'une Conférence Internationale distincte. L'amendement proposé donnerait aux deux tiers des membres la faculté de décider la conclusion d'une convention soumise à ratification.

C) Enfin, la proposition belge, s'inspirant de la disposition écrite déjà dans le projet relativement à la procédure d'amendement, suggère que ces modalités d'adoption soient étendues aux règlementations qui ne pourraient, à raison de leur volume, prendre place dans la Charte alors que leur application générale apparaîtrait hautement désirable.

Il suffit de se rapporter aux disposition du chapitre XI du projet de Dumbarton Oaks requérant pour l'entrée en vigueur d'amendements la ratification par tous les Etats occupant un siège permanent au Conseil de Sécurité et par la majorité des autres membres pour se rendre compte de la prudence avec laquelle il serait éventuellement fait usage de la faculté qu'il est proposé d'insérer dans la Charte. Encore convient-il de ne pas imposer à l'Assemblée cette situation paradoxale et pénible d'être en mesure d'inscrire valablement dans la Charte des principes nouveaux consacrant les devoirs des Etats, par exemple en matière de contrôle du trafic des armes, et de les rendre obligatoires pour tous les Membres dès que ces principes auraient recueilli le vote des deux tiers des Membres et les ratifications des Etats Membres permanents du Conseil de Sécurité et de la majorité des autres Membres, alors que, d'autre part, les conventions détaillées faisant application des mêmes principes ne deviendraient obligatoires pour tous les membres de l'Organisation qu'après ratification par l'unanimité d'entre eux.

PARAGRAPHE 5.-

Il est proposé de compléter comme suit le paragraphe 2 de la section C du chapitre VIII:

"Les voix dissidentes de membres permanents du Conseil
"non parties à de tels arrangements ou organismes ne
"feront pas obstacle à la validité d'une décision du
"Conseil en cette matière."

JUSTIFICATION.

Selon le Par. 2 de la section C du Chapitre VIII des recommandations de Dumbarton Oaks, "aucune mesure coercitive ne devrait être appliqués en vertu d'arrangements régionaux ou par des organismes régionaux sans l'autorisation du Conseil de Sécurité".

Or, d'après le par. 3 de la section C du Chapitre VI, les décisions du Conseil sont prises à une majorité qui doit comprendre les voix des membres permanents.

Il semble que, pour ce qui est de l'autorisation dont il s'agit, l'exigence du vote affirmatif des membres permanents ne se justifie que par rapport à ceux de ces membres qui sont parties aux arrangements et organismes régionaux en cause.

AMENDEMENTS TECHNIQUES

1. La délégation belge s'associe aux propositions faites par lesdélégations française et néerlandaise d'inclure, dans la Charte de l'Organisation, un texte relatif à l'enregistrement des traités.

Elle n'aperçoit toutefois pas pourquoi la portée de ce texte devrait être restreinte, comme le suggère le memorandum français, aux seuls traités ou engagements internationaux "ayant un caractère politique". Ceux-ci présentent certes un intérêt considérable pour le développement des relations internationales. Mais on peut souvent en dire autant, à l'heure actuelle, d'autres traités ou engagements, par exemple des accords économiques et commerciaux.

La délégation belge est donc d'avis de s'en tenir à cet égard à la formule générale qui était celle de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, sans y apporter auxun changement.

2. La délégation belge est d'avis qu'il conviendrait de mettre la Charte qui servira de base à l'Organisation des Nations Unies complètement à l'abri du danger que peut présenter, pour son application, l'existence d'accords internationaux antérieurs ou postérieurs incompatibles avec ses termes.

Une disposition de ce genre figurait déjà à l'article 20 du Pacte de la Société des Nations.

La délégation propose d'en retenir l'essentiel.

En outre, elle demande que la Charte soit également protégée contre des mesures unilatérales des Etats, mesures qui peuvent prendre la forme de lois (au sens large) ou de décisions judiciaires internes.

Ce principe n'était pas inscrit dans le Pacte de la S.D.N., mais il fait partie du droit international positif.

A la lumière de l'expérience, la délégation belge croit que le moment est venu d'en réaffirmer l'existence.

Elle suggère dès lors d'introduire, parmi les dispositions finales de la Charte, le texte suivant:

"1) Les Membres de l'Organisation reconnaissent que la présente Charte abroge tous accords internationaux incompatibles avec ses termes et s'engagemt à n'en pas contracter à l'avenir de semblables.

2) Aucun Etat ne peut se dérober à l'empire du droit international et à celui de la présente Charte en invoquant les dispositions de son droit interne."

3. La reconnaissance de la personnalité internationale de l'Organisation des Nations Unies devrait également, selon la délégation belge, faire l'objet d'un texte exprès.

La qualité de sujet du droit international a été autrefois contestée à la Société des Nations. Il en est résulté des difficultés pratiques se manifestant surtout dans la vie administrative de cette dernière. Dans la suite, la tendance dominante de la doctrine et de la jurisprudence a été d'en admettre l'existence.

La délégation belge considère qu'il sied aujourd'hui de consacrer cette évolution et de mettre fin à toute possibilité de controverse.

Elle préconise l'adoption du texte ci-dessous

"Les Parties à la présente Charte reconnaissent que l'Organisation qu'elles établissent possède la personnalité internationale, avec les droits qui en découlent."

Il va de soi que le bénéfice de cette disposition s'étendra, le cas échéant, aux institutions rattachées, à quelque titre que ce soit, à l'Organisation des Nations Unies.

4. La délégation belge considère que des facilités et des immunités devraient être accordées à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions qui s'y rattachent, aux Représentants des Membres dans l'exercice de leurs missions et aux fonctionnaires proprement dits.

Ce statut lui paraît indispensable au bon fonctionnement de l'Organisation.

Les principes généraux en seraient établis par la Charte dans les termes suivants:

"1) En vue de permettre à l'Organisation de remplir les tâches dont elle est chargée, ses Membres s'engagement à lui reconnaître des facilités et des immunités sur leurs territoires respectifs.

2) Les locaux et les archives de l'Organisation seront inviolables.

3) Les Membres de l'Organisation accorderont aux communications officielles de cette dernière le même régime qu'aux communications officielles des autres Membres.

4) L'Organisation, ses avoirs et ses propriétés, jouissent de l'immunité de la juridiction locale, sauf dans le cas où l'Organisation y renoncerait expressément elle-même, et sont exemptés du paiement de tous impôts directs. L'Organisation jouit aussi de la franchise douanière pour les articles destinés à son usage officiel et pour les publications qu'elle édite.

5) Les Représentants des Membres de l'Organisation ont droit, dans l'exercice de leurs fonctions, aux immunités reconnues aux agents diplomatiques.

6) En ce qui concerne les fonctionnaires, les immunités précitées sont assurées, en tout temps, au Secrétaire Général et aux titulaires des postes auxquels l'Organisation attribue un rang supérieur. Les autres fonctionnaires ont droit à l'immunité de juridiction pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions, à moins que cette immunité ne soit levée par le Secrétaire Général ou son représentant autorisé."

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/7 (1)
May 4, 1945

GENERAL

CONFERENCE INTERAMERICAINE
SUR LES PROBLEMES DE GUERRE ET DE PAIX
MEXICO, D.F., MEXIQUE

DELEGATION DU PARAGUAY
27 février 1945

RESUME DES OBSERVATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT DU PARAGUAY SUR LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

Le Gouvernement du Paraguay a accueilli avec grand enthousiasme l'idée de constituer une Association de toutes les Nations, en vue d'assurer la paix et la sécurité collectives ainsi que le bien-être et le bonheur de tous les peuples, dans le cadre de la Loi et de la Justice Internationales, conformément aux Propositions de Dumbarton Oaks.

Il désire cependant présenter quelques observations générales au sujet de ces propositions.

1. L'Assemblée Générale, organe représentant toutes les Nations Associées, dans lequel debront être concentrés tous les pouvoirs, possède en fait un pouvoir très limité; elle ne peut prendre de résolution effective sans l'accord ou le consentement du Conseil de Sécurité, dans lequel seuls les représentants des cinq Puissances ont des sièges permanents, les six autres étant élus par l'Assemblée.

Ses pouvoirs se bornent à "prendre en considération", "discuter" et "recommander".

Elle ne peut intervenir dans les questions relatives au "maintien de la paix et de la sécurité" lorsque le Conseil s'en occupe et, comme le Conseil est un organisme permanent et que l'Assemblée ne l'est pas, le fait que l'Assemblée puisse ou non examiner des questions d'un intérêt collectif aura une influence sur l'activité du Conseil. Dans le cas où une question échapperait au contrôle du Conseil, il est prévu que l'Assemblée ne pourra "agir" avant d'avoir renvoyé la question devant le Conseil "avant ou après délibération".

L'Assemblée, où siègeront des représentants de toutes les nations pacifiques du monde, n'a même pas le droit d'admettre de nouveaux membres dans son sein, sans la recommandation du Conseil On pourrait remédier à ce déséquilibre, de manière à donner satisfaction aux désirs des nations représentées à l'Assemblée, tout en reconnaissant le statut spécial dont le Conseil doit être doté, si l'on adoptait les principes suivants:

(a) L'Assemblée Générale représente l'autorité la plus haute et, par conséquent, sa compétence ne doit pas être limitée par la nature des questions en cause.

(b) Le Conseil de Sécurité ne doit pas être un simple organe exécutif de L'Assemblée. Pendant les intersessions de l'Assemblée, le Conseil serait également compétent pour prendre toutes initiatives, dans des questions concernant la paix et la sécurité collective

(c) Le rôle assigné aux grandes puissances dans les questions relatives à la paix et la sécurité collectives doit se concilier avec la dignité de l'Assemblée Générale et avec fixation raisonnable du nombre de voix nécessaires pour permettre à l'Assemblée de discuter toute action inéquitable qui aurait pu être décidée par le Conseil.

2. Les pays américains devraient avoir plus d'un siège permanent au Conseil de Sécurité.

3. Les propositions ne prévoient pas de système de votation au sein du Conseil de Sécurité; c'est une importante lacune.

4. Le Paraguay donne son adhésion à la proposition d'organisation d'une cour internationale de justice, constituant l'instance obligatoire et suprême pour tous les litiges qui n'auraient pu être réglés par d'autres moyens pacifiques. Elle doit être obligatoire, parce que sa compétence ne doit souffrir aucune excepti lorsque tous les autres moyens ont échoué.

5. Il convient de mentionner que le Conseil Economique et Social n'est pas doté de pouvoirs suffisants pour assurer la mise en application de ses décisions. Tout ce qu'il peut faire est "recommander", "recevoir et mettre à l'étude des rapports", et caetera.

Pour conclure, l'Organisation Internationale doit être fondée sur les principes essentiels suivants:-

(a) Egalité juridique des Etats et possibilités égales pour tous.
(b) Préservation de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des Etats.
(c) Non-intervention.
(d) Inviolabilité des traités internationaux.

(e) Respect des règles du droit international; solution pacifique des litiges internationaux; exécution obligatoire des décisions et sentences arbitrales.

(f) Respect de la dignité humaine et des droits essentiels de l'homme.

II

SYSTEME INTERAMERICAIN

DEVELOPPEMENT ET COORDINATION AVEC L'ORGANISATION MONDIALE

L'Organisation Mondiale ne doit pas exclure les organisations régionales: il faut prévoir la coordination de ces deux systèmes. Signalons à ce propos que le système pan-américain représente une organisation si concrète et si réelle qu'aucun des Etats américains ne pourrait renoncer aux avantages qu'il en retire et qui sont les fruits de cinquante ans d'efforts communs.

En ce qui regarde la paix et la sécurité collectives, le système américain prévoit spécifiquement le règlement des questions internationales (Traité de Gondra en vue d'éviter et de prévenir les conflits entre Etats Américains, 1923; Convention Générale interaméricaine de conciliation, Washington, 5 janvier 1929, etc.) et le maintien des regles du droit international.

Un grand nombre de documents juridiques ont été publiés en Amérique au sujet du maintien de la paix et de la sécurité collectives (Code de Mexico sur la paix; Résolutions visant la procédure de consultation des conférences de ministres des Affaires Etrangères, etc.)

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (Spanish)
G/7 (1)

GENERAL

PARAGUAY

I

El Gobierno del Paraguay acoge con el más vivo entusiasmo la idea de constituir una Asociación de todas las Naciones, que tenga por fin la paz y seguridad colectivas, el bienestar y la felicidad de todos los pueblos, bajo el imperio de las normas del Derecho Internacional y de la Justicia; tal como se expresa en el Proyecto de Dumbarton Oaks.

Sin embargo, pasa a formular algunas observaciones generales sobre dicho proyecto:

1.--La Asamblea General, el órgano representativo de todas las Naciones Asociadas, que debiera concentrar la suma de todos los poderes, no es sino un órgano de muy limitada autoridad, imposibilitada para tomar una resolución efectiva sin el acuerdo o el consentimiento del Consejo de Seguridad en el que toman asiento permanente sólo los representantes de cinco Potencias y otros seis electos por aquélla.

Sus facultades se limitan a "considerar", "discutir", "recomendar".

No puede actuar en asuntos relativos a la "conservación de la paz y seguridad internacionales", en que el Consejo de Seguridad hubiese intervenido; y, como el Consejo es un órgano permanente y la Asamblea no lo es, salta a la vista que del Consejo dependería que la Asamblea pueda o no entender de los asuntos de mayor interés colectivo. Para el caso de que algún asunto hubiere escapado al control del Consejo, se establece que la Asamblea no puede tomar "acción" sin diferirlo, "antes de discutirlo o después de hacerlo", al Consejo de Seguridad.

La Asamblea, en la que podrán tomar asiento representantes de todas las Naciones del mundo, amantes de la paz, es incompetente hasta para admitir el ingreso de un nuevo miembro sin

recomendación del Consejo. Este desequilibrio de atribuciones podría ser subsanado, conciliando el decoro y la autoridad de todas las Naciones representadas en la Asamblea con el papel de preferencia que se atribuye al Consejo, observándose las siguientes normas:

a) La Asamblea General debe ser la autoridad máxima de la Asociación; y, por consiguiente, su competencia no debe ser limitada en razón de la naturaleza de los asuntos.

b) El Consejo de Seguridad no debe ser un simple órgano ejecutivo de la Asamblea. Cuando ésta no se hallare reunida, debería tener competencia originaria, igualmente amplia, en asuntos relativos a la paz y seguridad colectivas.

c) El papel que se conceda a las grandes Potencias, en los asuntos relativos a la seguridad colectiva y la paz mundial, debe ser conciliado con la dignidad de la Asamblea General, regulando convenientemente los porcentajes de votos necesarios para que ésta pueda revisar una posible intervención injusta del Consejo.

2.--En el Consejo de Seguridad los países americanos deben tener más de un representante permanente.

3.--No establece el Proyecto mencionado, y ello es fundamental, el sistema de votación en el Consejo de Seguridad.

4.--El Paraguay apoya la idea de organizar un Tribunal Internacional de Justicia, para juzgar en instancia obligatoria y final todas las cuestiones que no hayan podido ser resueltas por los demás medios pacíficos de solución. Decimos Instancia obligatoria, porque su competencia no debe admitir excepciones, cuando hubieren fallado los demás medios aludidos.

5.--Cabe observar que el Consejo Económico y Social carece de atribuciones suficientes para el cumplimiento de su cometido, pues sólo puede "recomendar", "recibir" y "considerar informes", "hacer consultas", etc., etc.

En conclusión, toda Asociación Internacional debe fundarse sobre los siguientes principios esenciales:

a) Igualdad jurídica de los Estados; igualdad de posibilidades.
b) Garantía de la independencia e integridad territorial de los Estados.
c) No Intervención.
d) Intangibilidad de los Tratados Internacionales.
e) Respeto de las normas del Derecho Internacional; solución pacífica de los conflictos internacionales; ejecución compulsiva de fallos y sentencias arbitrales.
f) Respeto a la dignidad de la persona humana y a sus derechos esenciales.

II

EL SISTEMA INTERAMERICANO

FOMENTO Y COORDINACION CON EL ORGANISMO MUNDIAL

La Organización mundial no excluye la organización regional. Debe buscarse su coordinación. En este sentido, cabe destacar que el sistema panamericano es una realidad, tan viva y concreta que ningún Estado de América podría renunciar a sus beneficios, logrados en más de cincuenta años de labores y esfuerzos conjuntos.

En lo que respecta a la paz y seguridad colectivas, América tiene organizado su sistema para obtener el arreglo pacífico de las cuestiones internacionales (tratado Gondra, para evitar o prevenir conflictos entre los Estados Americanos, 1923, la Convención General de Conciliación Interamericana, suscrita en Washington el 5 de enero de 1929, etc.), y la consagración de las normas del Derecho Internacional.

Existe, además, inmenso material jurídico, elaborado en América para mantener la paz y seguridad colectivas, como el Código Mexicano de la Paz; las Resoluciones sobre sistemas de Consultas de las Conferencias de Cancilleres, etc., etc.

Esto en cuanto a la conservación del Sistema Interamericano y la posibilidad de coordinarlo con el organismo mundial.

Para el desarrollo del sistema de la referencia es aconsejable:

a) el afianzamiento y la ampliación de las funciones de la Unión de las Repúblicas Americanas.

b) la Codificación del Derecho Internacional Americano;

c) La constitución de una Corte de Justicia Interamericana, como Instancia u organismo de la Corte de Justicia Internacional Mundial;

d) el perfeccionamiento de la cooperación económica, financiera y cultural;

e) la coordinación de las actividades de los organismos interamericanos permanentes, por medio de la Unión Panamericana (Proyecto de Resolución presentado por el Paraguay a la Conferencia Interamericana sobre Problemas de la Guerra y de la Paz.)

México, D. F., 27-II-45

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/7 (m)
May 2, 1945

GENERAL

OBSERVATIONS DU GOUVERNEMENT DU HONDURAS SUR LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS.

1. Le Gouvernement du Honduras constate avec une satisfaction toute particuliere que les nations de l'hemisphere occidental participent à un échange de vues au sein de la Conference Internationale qui a pour but de formuler la politique et d'établir les institutions de la coopération internationale. Il est d'avis que le systeme régional inter-amèricains a contribué et contribuera encore à l'établissement, sur des bases solides, des principes du droit international, et il pense que cet échange de vues sur l'organisation generale de la paix et de la sécurité internationales entre les Républiques Amèricaines leur a été extrèmement utile.

2. Le Gouvernement du Honduras accepte les principes et les grandes lignes des propositions relatives à l'établissement d'une organisation internationale destinée à garantir la paix et la sécurité mondiales.

3. Il considère que les buts et les principes de l'organisme projeté, exposés aux Chapitres I et II des propositions, sont éminemment appropries et dignes d'éloge.

Néanmoinsil estime qu'il y aurait lieu de préciser d'une facon plus concrète et plus specifique certains principes figurant dans quelques sections des propositions, même s'ils se trouvent déjà compris dans d'autres concepts d'une nature plus gènérale.

Il est donc opportun de formuler les principes suivants:

(a) Les Républiques amèricaines peuvent s'enorgueillir d'avoir, parmi leurs réalisations les plus importantes dans le domaine du droit international americaine, pu reconnaitre et proclamer le principe de l'égalité juridique des nations. Le Honduras propose donc que ce principe soit spécifiquement exprimé.

(b) Quant à l'affirmation du concept de la confiance internationale, il serait opportun de préciser que l'organisation projetée garantira l'indépendance politiqe aussi bien que l'intègrité territoriale des divers États.

(c) Sur ce même plan d'évaluation des principes juridiques, on pourrait juger opportun de déclarer, dans le projet d'organisation, que toute intervention dans les affaires interieures d'une autre nation est inadmissible, sauf a employer, si on le desire, une autre phraseologie pour exprimer cette idée.

(d) Du point de vue international, il semblerait opportun de stipuler que le respect et l'exécution des traites signés consitue l'un des moyens les plus efficaces de maintenir la paix.

4. Sans prétendre y apporter le moindre amendement, il y aurait peut-etre lieu de faire remarquer que la liste, au Chapitre IV des Propositions, des principaux organismes de l'Organisation ne comprend pas le Conseil Économique et Social qui sera chargé de réaliser la coopération internationale pour resoudre les problèmes internationaux économiques, sociaux ou humanitaires. Bien que cette indication soit déjà esquissee au Chapitre IX, il serait néanmoins utile d'y faire allusion également à ce Chapitre IV.

5. Quant aux fonctions et attributions de l'Assemblée Générale, il est dit, au troisieme paragraphe de la section B du Chapitre V, que l'Assemblée Générale devrait, sur la recommandation du Conseil de Sécurité avoir le pouvoir de suspendre l'exercice de tous les droits et Privilèges conférer aux membres de l'organisation pour tant membre contre lequel auraient été prises des mesures préventives ou coercitives par le Conseil de Sécurité, mais que l'exercice des droits et privileges ainsi suspendus pourrait etre restitué par décision non point de l'Assemblée Générale, mais du Conseil de Sécurité. Il serait cependant naturel que l'Assemblée Générale, si elle a le droit de suspendre, ait de même celui de restaurer dans l'exercice des droits; on éviterait ainsi de donner l'impression que le Conseil de Sécurité restitue ce que l'Assemblée avait supprimé.

Sans vouloir formuler la moindre critique, le Honduras

estime qu'il pourrait être opportun d'indiquer que l'Assemblée Générale aura pleins pouvoirs pour élire le Secrétaire Général de l'Organisation. Ce point pourra d'ailleurs être fondé sur les attributs spéciaux de la personnalité qui sera conférée à cette Assemblée Générale.

7. Le Gouvernement du Honduras est parfaitement d'accord sur le principe selon lequel les Etats Unis d'Amérique, le Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, la République de la Chine et la République Française, qui ont en grande partie porté le fardeau de la guerre et qui vont maintenant engager toutes leurs ressources pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, possèdent des sièges parmanents au Conseil de Sécurité, ainsi que le prévoit le Chapitre VI des Propositions. Mais le Honduras estime également sans que cela implique de sa part la moindre objection qu'une représentation au Conseil de Sécurité doit également être accordée aux Républiques du continent Américain qui n'y sont pas représentées d'une façon permanente. Elles choisiraient entre elles trois membres non-permanents, qui pourraient être choisis par un système de rotation ou par ordre alphabétique. Les autres membres non-permanents pourraient être répartis parmi les autres nations; à cet effet, il serait peut-être utile d'élever à quinze le nombre des membres du Conseil de Sécurité; ce nombre ne constituerait d'ailleurs nullement un obstacle à la rapidité des décisions que le Conseil aurait à prendre.

8. Quoique la procédure de vote au Conseil de Sécurité n'ait pas encore été précisée, on pourrait prévoir que dans le vote du Conseil ou de tout autre organisme créé pour l'Organisation de la paix, le membre qui serait directement et particulièrement interessé à une affaire concernant spécialement son pays, s'abstiendrait de voter, tout en conservant le droit absolu d'expliquer son point de vue à l'égard de toute décision qu'on prendrait sur un point quelconque.

9. Le Gouvernement du Honduras approuve entièrement la création d'une Cour Internationale de Justice, exposée au Chapitre VII des Propositions, sur les bases des statuts de la Cour Permanente de Justice Internationale. Des garanties absolues doivent être prévues pour assurer l'indépendance des juges de cette Cour et leur liberté d'action et d'opinion, ainsi que le respect de leurs décisions. Lorsqu'on discutera les statuts de cette Cour, il y aura lieu de déterminer sa juridiction et sa compétence dans les domains juridique set politique, afin de lui conférer une plus grande sphere d'action et de faire en sorte qu'elle constitue un moyen décisif de résoudre les conflits et les différends internationaux.

Nous constatons que le paragraphe 6 de la Section A du

Chapitre VIII prévoit que les differends juridiques devaient, d'une manière générale, être renvoyés à la Cour internationale de justice.

10. Le Honduras a consacré toute son attention à l'étude des propositions qui visent à maintenir la paix et la sécurité internationales, ainsi qu'a prévenir et supprimer l'agression. Et il note avex satisfaction que le paragraphe 3 de la Section A du Chapitre VIII prévoit queles différends qui semblent devoir manacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales doivent être resolus par des moyens pacifiques et amiables de négociation, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, ou de réglement judiciaire, moyens qui sont tous éfficaces et précieux sur le plan international pour résoudre des différends qui n'ont pu être resolus par d'autres voies.

11. Le Chapitre IX des Propositions contient des dispositions relatives à la cooperation internationale pour résoudre des problemes économiques et sociaux par le création d'un Conseil Économique et Social. L'importance et la portee de ce chapitre sont une question d'opinion.

Dans le Nouveau-Monde, où la même évolution des idées et des efforts vers l'installation définitive du droit et de la justice, au lieu de la force et de la violence, a toujours été prepondérante, les problèmes économiques et sociaux doivent également avoir la même prépondérance, car le bien-être de la collectivité, le maintien de la paix internationale et les relations amicales entre nations dependent on grande partie de la manière dont ces problèmes sont résolus ou des efforts qu'on fair pour les résoudre.

Dans la Section B du même chapitre, relative à la composition et au vote du Conseil Économique et Social, on indique que ce Conseil sera composé de répresentants des dix-huit membres de l'organisation, élus par l'Assemblée Générale pour une periode de trois ans. Il y aurait lieu d'indiquer que ces élections devraient suivre un systeme de rotation, ou une autre procedure qui solon un ordre établi, permettrait à chacun des membres de l'organisation de siéger au Conseil à tour de rôle.

12, Le Gouvernement du Honduras reconnait les efforts deployes afin de constituer une Organisation Générale Internationale qui garantisse la Paix et la sécuritié mondiales; et tenant compte de sa participation à la guerre aux cotes des États Unis d'Amerique et des autres Nations Alliées, il adhere en principe, des maintenant, aux propositions qui ont été publiees dans un si noble esprit de solidarité.

Le Gouvernement du Honduras réitère son offre de forme collaboration pour aider à realiser une organisation mondiale telle que celle dont la création est actuellement envisagée, et qui sera fondée sur des principes de droit, de justice et de respect envers toutes les nations éprises de l'idée de paix, quelles que soient leur importance économique, politique ou territoriale.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (Spanish)
G/7 (m)

GENERAL

HONDURAS

El Gobierno de Honduras ve con especial satisfacción que las naciones de este hemisferio tengan una participación en cambio de opiniones sobre conferencias internacionales, respecto a política e instituciones de cooperación internacional. Estima que el sistema interamericano, creado al través de las conferencias panamericanas, ha contribuído en el pasado, y contribuirá en el futuro, al afianzamiento de los principios del Derecho Internacional; y considera como de la mayor conveniencia, para las repúblicas americanas, el cambio de ideas entre las mismas en cuanto a la organización general para la paz y seguridad internacionales.

2º El Gobierno de Honduras acepta, en principio y en carácter general, las propuestas para el establecimiento de un organismo internacional para la paz y seguridad mundiales.

3º Encuentra muy laudables y pertinentes los fines y principios del organismo que se trata de crear, descritos en los capítulos primero y segundo de las referidas propuestas

No obstante, encuentra que sería del caso que ciertos principios se determinasen más concreta y específicamente, en cualquier acápite al efecto aunque ya estuviesen comprendidos en cualquier otro concepto de carácter genérico.

Vale decir que:

a) Las repúblicas americanas ostentan, como una de sus mayores conquistas en el campo del derecho internacional americano, haber reconocido y proclamado el principio de la igualdad jurídica de las naciones. Por consecuencia, Honduras abogaría porque tal principio se incluyese específicamente.

b) En orden a la afirmación del concepto de la confianza internacional, sería indicado determinar que el organismo garantizará la independencia política de los Estados, así como también su integridad territorial.

c) En esa misma plataforma de apreciación jurídica, podría considerarse, como de oportunidad, en las trayectorias del organismo, que se declarase que es inadmisible la intervención en los asuntos internos de otra nación, usando, si se quiere, cualquier otra fraseología.

d) Asimismo, se encontraría de conveniencia internacional que se estipulase, como uno de los medios eficaces para el mantenimiento de la paz, el respeto, y acatamiento a los tratados suscritos.

4º Sin pretender hacer reforma alguna, se observaría que el capítulo 4, al enumerar los cuerpos principales del organismo, no incluye, aunque aparece por aparte delineado, el Consejo Económico y Social, que precisamente tendrá a su cargo el logro de la cooperación internacional en la solución de problemas económicos y sociales, y otros problemas humanitarios internacionales. Pero se conviene, desde luego en la razón que haya habido para mencionarlo por aparte en el capítulo noveno.

5º Al hablar de las funciones y autoridad de la Asamblea General, se observa en el capítulo quinto, apartado B, párrafo tercero, que la Asamblea General tendrá autoridad, por recomendación del Consejo de Seguridad, suspender, en el ejercicio de derechos y privilegios inherentes, a cualquier miembro del organismo contra quien el Consejo de Seguridad haya tenido que tomar acción preventiva o compulsiva; pero el restablecimiento del ejercicio de esos derechos y privilegios podrá realizarse, no mediante decisión de la Asamblea General, sino del Consejo de Seguridad. Lo natural sería que, si la Asamblea General tiene derecho para lo uno, tenga derecho para lo otro, pues se evitaría así que el Consejo de Seguridad dé la impresión de estar restituyendo lo que la Asamblea General quitó o privó.

6º Sin ningún espíritu de crítica, se podría indicar que la Asamblea General estuviese facultada pura y simplemente para elegir el Secretario General del organismo. La monte de este detalle estribaría en un atributo privativo de la personalidad exclusiva que debía tener la Asamblea General.

7º Honduras está perfectamente de acuerdo en que las naciones de los Estados Unidos de América, del Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte, de la Unión de las Repúblicas Socialistas Soviéticas, de la República de China y

de la República de Francia, que han sobrellevado el peso de la guerra y que empeñarán todos sus recurso para el mantenimiento de la paz y seguridad internacionales, tengan asientos permanentes en el Consejo de Seguridad, tal como lo estipula el capítulo sexto de las propuestas. Pero entendería, sin que esta alusión implicase objeción alguna, que se diese representación en el Consejo de Seguridad a las Repúblicas del Continente Americano que no tengan representación permanente mendiante la elección, entre las mismas, de tres miembros no permanentes, que se determinarían por cualquier procedimiento de rotación, de orden alfabético, debiendo distribuirse el resto de los miembros no permanentes entre las demás naciones del mundo, para lo cual acaso sería indicado elevar el número de miembros del Consejo de Seguridad al número de quince, lo que no sería una rémora para las decisiones rápidas a tomar por el Consejo de Seguridad.

8º Aunque el procedimiento para votar en el Consejo de Seguridad no se ha determinado todavía, se podría anticipar el concepto de que, en la votación en el Consejo o en cualquier otra entidad creada para los fines que constituyen el organismo, procedería que el miembro directa y particularmente interesado en un determinado asunto, de directo interés acerca de su respectivo país, se abstuviese de votar, aunque conservaría toda prerrogativa para exponer sus puntos en todo lo que respecta a decisiones que podrían llegar a tomarse en dicho particular asunto.

9º Honduras da su entero apoyo a la creación de un Tribunal Internacional de Justicia, de que habla el artículo 7 de las propuestas, sobre las bases del estatuto del Tribunal Permanente de Justicia Internacional, debiendo garantizarse, de la manera más absoluta, la independencia de los jueces, su libertad de acción y de opinión y el fiel acatamiento de los fallos. Al discutirse el estatuto que lo constituiría, se determinaría su jurisdicción y competencia sobre asuntos jurídicos y de carácter político, para otorgarle una mayor esfera de acción y hacer del funcionamiento del Tribunal Internacional de Justicia un medio concluyente de las disputas o controversias internacionales.

Es de observar que ya el párrafo seis, del apartado A, capítulo 8, determina que las controversias justiciables se deberán referir, por lo general, al Tribunal Internacional de Justicia.

8º Han merecido t da atención y estudio las disposiciones para la conservación de la paz y seguridad internacionales, incluso la prevención y supresión de la agresión; y se ve con toda satisfacción que, en el apartado A, párrafo 3, se

indican, para la solución de controversias que pudieran poner en peligro la conservación de la paz y seguridad internacionales, los medios pacíficos y amistosos de la negociación, la mediación, la conciliación, el arbitraje o el arreglo judicial, medios eficaces de valía internacional, a que se podrá acudir para controversias que no hayan sido objeto de decisión alguna.

9º El capítulo noveno de las propuestas contiene disposiciones para la cooperación internacional en la solución de los problemas económicos y sociales, mediante la creación de un Consejo Económico y Social. La importancia y trascendencia de este capítulo no es ajena a ningún criterio. Precisamente en el mundo nuevo, en cuya estructura intervienen la misma evolución de las ideas y los esfuerzos por el implantamiento definitivo del Derecho y la Justicia, en oposición a los procedimientos de la fuerza y la violencia, los problemas de carácter económico y social habrán de prevalecer, hasta tal grado que el mismo bienestar colectivo, el mismo mantenimiento de la paz internacional y la misma amistad entre los pueblos dependerán, en gran parte, de la manera como estos problemas se resuelvan o traten de resolverse. Se observa que en el apartado B, al hablar de la composición y votación del Consejo Económico y Social, se estipula que éste se compondrá de representantes de 18 miembros del organismo, electos por el término de tres años por la Asamblea General. Sería de desear que se indicara que esa elección será por sistema rotativo, o por cualquier otro procedimiento que dé lugar a participación en el Consejo Económico y Social, en su oportunidad, a cada uno de los miembros de organismo, en el orden que se establezca.

10º El Gobierno de Honduras reconoce los esfuerzos realizados para el establecimiento de un organismo internacional general, que garantice la paz y seguridad mundiales; y, habida cuenta de su participación en la guerra al lado de los Estados Unidos de América y de las demás Naciones Aliadas, se adhiere, en principio, por ahora, a las propuestas que, con tan noble espíritu de solidaridad, se le han dado a conocer.

El Gobierno de Honduras reitera el ofrecimiento de su cooperación más decidida, al efecto de convertir en realidad un organismo mundial, como el que se trata de crear, fundado en los principios del Derecho y la Justicia y el respeto a todas las naciones amantes de la paz, no importe su significación económica, política, o territorial.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 2 (FRENCH)
G/7 (n)
May 2, 1945

GENERAL

OBSERVATIONS DU GOUVERNEMENT NORVEGIEN SUR LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

Les Propositions faites à Dumbarton Oaks ne sont pas présentées sous une forme complète et définitive. Elles nous sont soumises comme base de discussion et les Gouvernements dont les représentants se sont réunis à Washington ne sont pas tenus de les adopter; et avant que les lacunes que les auteurs eux-mêmes ont signalées aient été comblées, il n'est guère possible d'exprimer une opinion définitive sur tous les problèmes qui s'y rattachent. Mais les Propositions tracent certaines directives principales avec une telle précision, et les Délégations qui les ont rédigées font preuve d'une autorité et d'un caractère représentatif tels que les Propositions Relatives à l'Etablissement d'une Organisation Internationale Générale se présentent comme un des documents internationaux les plus importants qui soient nés de ces années de guerre. Chaque Etat a le plus grand intérêt à contribuer pour sa part à la discussion, à faire ressortir des points de vue et des désirs nationaux, et à élucider les questions qui pourraient paraître obscures.

La nécessité d'une organisation internationale générale est évidente. Toutes les déclarations émanant des Nations Unies et de leurs hommes d'Etat les plus éminents supposent en principe une telle organisation. Leurs buts de guerre et de paix ne peuvent se réaliser sans elle. Notre profonde reconnaissance va vers les hommes qui ont eu la tâche difficile de traduire en propositions concrètes cette unanimité d'opinion dans les limites où il est politiquement possible de les réaliser. La question décisive, aux yeux de ce comité, n'est pas de savoir si les Propositions constituent la solution théoriquement idéale. L'important, c'est que nous ayons devant nous un projet qui, nous avons raison de le croire, recueillera l'adhésion des grandes Puissances car les faits nous enseignent que, sans elles, aucune organisation politique ne peut fonctionner d'une manière efficace. D'autre part, force nous est d'admettre que trois possibilités seulement nous sont offertes: ou adopter une proposition fondée essentiellement sur les principes de Dumbarton Oaks, ou revenir à une Société des Nations à peu près impuissante et nullement universelle, ou affronter les années futures et les difficultés énormes qu'on peut prévoir, sans organisation politique internationale d'aucune sorte. Nous tenons à dire que, seule, la première de ces solutions peut offrir aux petits Etats quelque espoir de sécurité.

500

Les Propositions de Dumbarton Oaks nous présentent une conception nouvelle: elles visent à créer un moyen d'action international au lieu d'un organisme surtout délibératif. Elles s'efforcent de creer la sécurité internationale par une concentration internationale de pouvoir--par un Conseil de Sécurité autorisé à agir de sa propre initiative, par une police internationale permanente et capable d'intervenir directement et énergiquement, en tout temps et en tout lieu, s'il survient une menace à la paix.

Il est évident que ce résultat ne saurait être atteint qu'a condition que les Etats acceptent une certaine limitation de leur liberté de décision, en même temps que l'obligation de participer aux mesures d'exécution.

Nous nous trouvons donc placés devant la question suivante: la sécurité offerte vaut-elle le sacrifice qu'on nous demande d'y apporter? Un petit Etat peut-il risquer de mettre son destin entre les mains du Conseil de Sécurité prévu dans le Plan de Dumbarton Oaks? Nous sommes tentés de dire: Il ne peut pas courir le risque de ne pas le faire. Les guerres mondiales modernes ont prouvé que, dans l'état actuel du progrès technique, aucun pays ne peut, à lui seul, se défendre contre l'attaque d'une Grande Puissance. C'est parce qu'il se rendait pleinement compte de ce fait que le Gouvernement norvégien s'est toujours vivement intéressé a l'idée d'une Société des Nations, et c'est pourquoi également nous accueillons avec sympathie l'initiative qui a abouti aux Propositions de Dumbarton Oaks.

Il est évident que le projet qui nous est proposé aujourd'hui suppose que les grandes Puissances, qui jouiront au Conseil de Sécurité de sièges permanents ont a la fois la volonté et la possibilité de travailler ensemble. Un tel accord constitue une condition très importante pour la pleine réalisation des fins de l'Organisation. Une rupture entre ces puissances ou, en mettant les choses au pire, un conflit armé, en ébranlerait les bases mêmes.

Nous supposons, par conséquent, que le Plan est fondé sur l'assurance qu'une telle collaboration pourra réellement être réalisée. Nous sommes également convaincus que les Propositions sont le fruit de la bonne volonté autant que d'une expérience amère. Telle est l'attitude qui inspirera les observations formulées plus loin. Ces observations, d'une part, portent sur des problèmes qui ne sont pas traités dans les Propositions, et d'autre part visent a éclaircir certains points ou à en modifier la rédaction. Nous suivrons l'ordre des Propositions.

Il serait à désirer que le Chapitre I mentionne le principe qu'en assurant la paix et en réalisant la coopération internationale, la nouvelle organisation défendra la loi et la justice. Il faudrait donner à cette règle une expression formelle, en tant qu'un des principes directeurs de l'Organisation.

Il serait également désirable d'inclure sous la forme d'un nouveau paragraphe de ce Chapitre le principe souligné dans la Déclaration des Nations Unies du 1er janvier 1942. Le texte du paragraphe 3 serait donc comme suit:"Défendre la vie, la liberté, l'indépendance et la liberté de religion, et sauvegarder les droits humains et la justice".

Les paragraphes 3 et 4 de ce Chapitre deviendraient donc les paragraphes 4 et 5.

Le Chapitre II contient une disposition (5) d'après laquelle "tous les membres de l'Organisation seconderont dans toute la mesure de leurs moyens toute action entreprise par l'Organisation conformément aux dispositions de la Charte".

Ce paragraphe doit être interprété dans le sens d'une obligation de participer à une action collective dans les conditions définies par la Charte, ainsi que par la Convention ou les Conventions conclues conformément aux Chapitres VIII.B.5 et VIII.C. Cette idée devrait être formulée expressément dans la Charte.

Le Chapitre V, concernant l'Assemblée Générale, contient une disposition (1) qui pourrait prêter a un malentendu. Il convient de la rendre plus claire. Cette disposition est la suivante: "L'Assemblée Générale ne devrait, de sa propre initiative, faire aucune recommandation sur une question, quelle qu'elle soit, ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales, lorsque le Conseil de Sécurité s'occupe de cette question."

Cette disposition doit être envisagée en tenant compte de la règle générale fixée au début de ce paragraphe, suivant laquelle "l'Assemblée Générale devrait avoir le droit de prendre en considération les principes généraux de coopération ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales". Il n'est pas douteux que l'Assemblée a, en tout temps, le droit d'examiner un problème international et qu'elle peut toujours faire connaître son opinion sur des questions de principe même si, dans certains cas, elle peut être privée du droit de faire des recommandations. Suivant le plan de Dumbarton Oaks, l'Assemblée Générale est pardessus tout destinée à être l'Organe permettant l'expression de l'opinion publique internationale. Il est donc d'autant plus nécessaire d'indiquer clairement que l'Assemblée doit conserver tous ses droits à remplir ce qui est sa tâche la plus importante, bien que le Conseil de Sécurité et, nécessairement ce Conseil seul, soit qualifié pour organiser une action collective.

Le Chapitre V,B,5 stipule: "L'Assemblée Générale devrait répartir les frais de l'organisation entre ses membres et devrait avoir le pouvoir d'approuver les budgets de l'Organisation". L'expérience a démontré qu'une telle disposition n'est pas suffisante. Le Pacte de la Société des Nations ne contenait aucune disposition concernant les mesures à prendre à l'égard des Etats qui ne payaient pas leur cotisation. Le fait que la Société était complètement impuissante à cet égard a certainement contribué à diminuer son prestige. Il y aurait lieu d'examiner s'il ne conviendrait pas de suspendre le droit de vote pour les Etats-membres qui ne paient pas leur cotisation.

L'Assemblée Générale a le pouvoir (V,B.3) de suspendre l'exercice de tous les droits et privilèges sur la recommandation du Conseil de Sécurité. Un pouvoir analogue devrait être accordé à l'Assemblée pour lever cette suspension.

Le droit de demander un avis consultatif à la Cour permanente de Justice Internationale ne figure pas parmi les droits énumérés au Chapitre V,B. L'Assemblée devrait avoir ce droit. Elle devrait pouvoir demander un avis consultatif sur toute question juridique au sujet de laquelle une opinion autorisée est nécessaire, y compris les questions concernant l'interprétation de la Charte. Il est nécessaire de prévoir le droit de soumettre à la Cour les questions concernant l'interprétation de la Charte parce qu'un Etat-membre ne peut se retirer de l'organisation même si la Charte est interprétée d'une manière qu'il estime inexacte.

Il est proposé dans la section C,1, que chaque membre ait une voix. Cette règle doit être considérée comme l'expression de l'égalité des Etats-membres dans leur souveraineté. On pourrait cependant prétendre que l'autorité de l'Organisation serait accrue et que l'Assemblée se trouverait en contact plus étroit avec les réalités politiques s'il était possible d'instituer un système de vote fondé sur les diffférences réelles qui existent entre les Etats au point de vue de leur population, de leur puissance militaire et économique et du niveau intellectuel général.

Le Chapitre V,C, (2), fixe les règles générales fondées sur un droit de vote égal pour tous les Etats. Il est prévu que les décisions importantes de l'Assemblée Générale devraient être prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Pour les questions de très grande importance, il serait sans doute plus sage d'exiger une majorité des deux tiers, non seulement des membres présents et votants, mais de tous les Etats membres. On pourrait même se demander s'il ne serait pas plus prudent d'exiger dans ce cas une majorité des trois-quarts. En outre, le présent comité estime que l'expression "décisions importantes" est trop vague pour être [illegible] dans une disposition concernant le mode de vote à l'Assemblée. Il y aurait lieu d'énumérer les catégories de questions qui devraient être comprises sous cette dénomination. Il semblerait opportun d'adopter une disposition suivant laquelle l'Assemblée pourrait, par une décision prise à la majorité simple, ajouter certaines questions à une telle liste. Il serait également utile de fixer des règles spéciales pour le vote du budget et pour les questions de détails.

Le Chapitre VI, relatif au Conseil de Sécurité, propose que les membres non permanents soient élus pour deux ans. Nous désirons signaler que l'expérience semble prouver qu'une période de trois années paraît mieux appropriée aux organisations internationales. C'est cette période qui est également fixée pour le Conseil économique et Social. Si la durée du mandat est fixée à trois années, deux membres devront être élus pour une année, deux pour deux années et deux pour trois années au cours de la première élection. C'est le Président qui, au moyen de tirage au sort, devrait désigner ceux qui seront élus pour un an, pour deux ans et pour trois ans. Un Etat qui a été élu au Conseil pour une période déterminée ne devrait pas être rééligible avant l'expiration des trois années qui suivent cette période.

Le Chapitre VI,B, stipule dans son paragraphe 2 que le Conseil de Sécurité, en remplissant ses fonctions, devrait agir conformément aux buts et aux principes de l'organisation. Cette disposition devrait être complétée afin d'indiquer clairement que la liberté d'action accordée au Conseil de

Sécurité est déterminée non seulement par ces buts et principes, mais aussi et avant tout par les dispositions de la Charte. Ceci devrait être formellement indiqué dans le texte.

La Section C indique que la procédure de vote au Conseil de Sécurité est encore à l'examen. Nous nous trouvons sur ce point en face d'une question de la plus haute importance.

Sans s'attacher aux règles détaillées qu'il y aura lieu d'établir, le présent comité désire attirer l'attention sur certaines considérations d'ordre plus général. La procédure de vote devrait envisager la possibilité de changer les conditions de validité des décisions suivant la nature des questions en jeu. Par exemple, la même règle ne serait pas nécessaire s'il s'agit de demander à la Cour permanente un avis consultatif (VIII,A,6) ou s'il s'agit de décider des mesures d'action collective (VIII,B).

Dans ce dernier cas, on pourrait exiger l'unanimité des puissances ayant un siège permanent au Conseil de Sécurité. On peut élever de sérieuses objections contre une telle disposition, mais à l'avis du présent comité, ces objections ne paraissent pas assez fortes pour empêcher la création de l'Organisation. Dans tous les cas où, pour qu'une décision obligatoire soit prise, l'on exigerait l'unanimité des Etats ayant un siège permanent au Conseil de Sécurité, il conviendrait d'exiger également le vote favorable de trois membres élus au moins.

Le Chapitre VIII, A,2, propose qu'un Etat quelconque, membre ou non de l'Organisation, puisse attirer l'attention du Conseil de Sécurité sur tout différend ou toute situation susceptible d'entraîner un désaccord entre nations, et donne (X,3,) le même droit au Secrétaire Général.

Ces dispositions tendent à donner à chaque Etat l'assurance qu'il sera procédé à une enquête sur son cas. Le Conseil aura en tout temps le droit de décider à la simple majorité de placer une telle question à son ordre du jour ou de ne pas l'en enlever.

Le Chapitre VI, D,2, autorise le Conseil de Sécurité à instituer des sous-comités régionaux du comité d'Etat-Major. La collaboration militaire envisagée dans cette disposition doit être fondée sur l'accord ou les accords spéciaux proposés au Chapitre VIII,B,5 et VIII,C. La coopération militaire de tout ordre entre les Etats membres est basée sur cet accord ou ces accords et est délimitée par eux. Cette disposition devrait être formellement inscrite dans le projet.

Le Chapitre VI D (4) donne à tout membre le droit de participer à la discussion de toute question soumise au Conseil de Sécurité chaque fois que ce Conseil juge que les intérêts

de ce membre sont particulièrement affectés. Le Conseil décide dans son pouvoir discrétionnaire si cette condition est remplie. Il n'est guère possible de prévoir une autre procédure. Mais tout Etat-membre qui est ainsi invité doit être traité sur un pied d'égalité avec les membres élus du Conseil.

Le paragraphe suivant(VI.D.5) prévoit le cas d'un Etat qui n'est pas membre du Conseil de Sécurité, lorsque ce Conseil examine un différend auquel cet Etat est partie. Cet Etat, qu'il soit ou non membre de l'Organisation devrait être invité à participer à la discussion ayant trait à ce différend. Cette règle doit être appliquée automatiquement. L'invitation ne dépend pas du pouvoir discrétionnaire du Conseil. Cette disposition devrait cependant être complétée. Il faudrait indiquer clairement qu'un membre du Conseil de Sécurité se trouvant dans ce cas devrait être sur un pied d'égalité avec l'autre partie au différend.

Le Présent comité est, en principe, d'avis qu'aucun Etat ne devrait voter dans un différend qui le concerne. L'égalité devant la loi dans tout différend international a toujours été considérée comme une chose allant de soi.

Le chapitre VII relatif à la Cour Internationale de Justice s'inspire du principe que la Cour est l'un des principaux organes de l'Organisation. Il prévoit que la qualité de membre de l'Organisation entraînera automatiquement l'adhésion au statut de la Cour. Nous nous rallions à ce principe.

Le paragraphe (3) propose 2 solutions pour le statut de la Cour: (a) le statut existant de la Cour Permanente de Justice Internationale avec les modifications appropriées ou (b) un nouveau statut basé sur celui qui est actuellement en vigueur.

Nous sommes en faveur de la première de ces solutions parce que nous estimons que, pour des nombreuses raisons, la continuité de la Cour doit être sauveguardée. Il serait notamment opportun de conserver les anciennes règles concernant l'élection des juges y compris celles qui prévoient le droit de désigner des candidats. Ces règles étaient le résultat de discussions approfondies et de délibérations difficiles. Elles se sont révélées satisfaisantes et préférables à tout autre procédure qu'on aurait pu adopter.

Nous présumons qu'une conférence spéciale sera convoquée pour régler toutes les questions concernant l'Organisation de la Cour et sa juridiction suivant les accords présents et futurs.

Nous interprétons le paragraphe VIII A (6) conne accordant au Conseil de Sécurité le pouvoir de porter devant la Cour, en vue de son règlement, tout différend d'ordre juridique soumis au Conseil. Nous sommes d'avis que l'on devrait stipuler que le Conseil sera obligé d'agir ainsi s'il en est requis par une des parties au différend et si aucun traité en vigueur entre les parties ne prévoit une autre procédure. Une telle règle apparaît comme la conséquence naturelle du chapitre VIII A (6) d'après lequel les différends relevant de sa compétence doivent normalement être soumis à la Cour.

Le droit du Conseil de Sécurité de réclamer à la Cour Internationale de Justice un avis consultatif, prévu dans les Propositions doit s'appliquer aux questions juridiques que soulève un différend. Mais le Conseil de Sécurité devrait avoir également le pouvoir de demander à la Cour son opinion concernant les questions juridiques qui ne sont pas liées à un différend déterminé.

Le paragraphe (7) de la même section stipule qu'aucune des dispositions concernant le règlement pacifique des différends ne s'appliquera aux situations ou différends nés de questions que le droit international laisse à la compétence nationale exclusive de l'Etat intéressé. Le présent comité estime qu'un certain nombre de questions qui sont actuellement de la compétence nationale des états devraient à l'avenir être réglementées au moyen de conventions et d'accords de sorte qu'elles deviendraient des questions de droit international. Les différends concernant ces questions devraient par suite être soumis à la compétence de l'Organisation. En outre nous estimons que l'un des problèmes les plus importants pour l'avenir est d'établir une procédure satisfaisante pour le règlement des différends concernant la révision des conditions et droits internationaux. Aucune organisation ne peut assurer une paix durable et une justice sûre si elle ne possède un système permettant de résoudre les conflits de cette nature.

La position priviligiée accordée au Conseil de Sécurité par le chapitre VIII, section B, est nécessaire pour lui permettre d'être le gardien sûr de la paix du monde que nous espérons réaliser. Mais c'est précisément parce que les pouvoirs du Conseil doivent être très étendus et les obligations des membres, avoir une importance correspondante, qu'il y a grand intérêt à ce que chaque disposition soit énoncée de façon précise. Aucune ambiguité ne devrait être tolérée et les termes employés devraient exclure toute interprétation incorrecte. Par exemple le paragraphe 1 de cette section stipule que le Conseil de Sécurité "devrait prendre toutes mesures nécessaires au maintien de la paix et de la sécurité internationales, en conformité avec les buts et principes de l'Organisation". Cependant le Conseil devrait être lié non

seulement par les buts et principes de l'Organisation mais aussi par les dispositions de la Charte, c'est cela qu'il faut indiquer.

Il devrait également être indiqué clairement que le Conseil, le cas échéant, ne devrait pouvoir utiliser les moyens de coercition de l'Organisation que contre un Etat dont la conduite met en péril la paix du monde. Ce moyen ne devrait jamais être employé pour prévenir la rupture de la paix en forçant un Etat menacé à renoncer à ses droits. Le respect de l'intégrité territoriale des membres devrait être expressément mentionné comme contre-partie des pouvoirs qu'il est nécessaire de confier au Conseil.

Il semble conforme au principe fondamental de l'Organisation que le Conseil n'ait pas seulement le droit, mais aussi le devoir de prendre toute mesure militaire nécessaire contre une agression ou une menace d'agression, conformément aux dispositions de la Charte. Le quatrième paragraphe de cette Section stipule que le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir d'engager une action. Cette disposition devrait être considérée comme exprimant une obligation.

Il y aurait lieu de préciser également que l'obligation pour un Etat de mettre à la disposition du Conseil de Sécurité des forces armées en vue d'une action collective, de permettre le passage des troupes et d'accorder sur son territoire des facilités temporaires d'ordre militaire, devrait être déterminée d'une façon détaillée par l'accord ou les accords qui doivent être conclus conformément au paragraphe 5. Nous estimons que ces dispositions devraient être insérées dans un document d'ordre général et collectif. Un tel document formerait ainsi la base et déterminerait l'étendue des obligations des membres en ce qui concerne leur participation aux actions collectives décidées par le Conseil de Sécurité.

L'obligation générale de se prêter une assistance mutuelle, prévue par le paragraphe 10, peut être mal interprétée. Il faudrait préciser le sens exact de cette disposition.

Le paragraphe 11 accorde à tout Etat le droit de consulter le Conseil de Sécurité lorsqu'il se trouve en présence de problèmes économiques spéciaux résultant de l'application des mesures adoptées par le Conseil de Sécurité. Nous sommes d'avis qu'il y aurait lieu de prévoir une disposition en vertu de laquelle tout Etat devrait participer, suivant ses facultés de paiement et après examen par l'Assemblée de sa situation particulière, aux sacrifices financiers extraordinaires qu'une action collective peut imposer à chaque membre en particulier ou à un groupe de membres.

La section C relative aux arrangements régionaux comprend à la fois des accords concernant les règlements pacifiques des différends et l'assistance militaire en cas d'agression. Le fait que des accords de ce dernier type soient placé sous le contrôle de l'Organisation Internationale constitue une amélioration des relations internationales. Il n'est pas dit toutefois que, pour être valable, ces acoords doivent être autorisés par le Conseil. Cependant il est stipulé qu'ils doivent être compatibles avec les buts et les principes de l'Organisation. Nous acceptons la proposition d'après laquelle aucune mesure coercitive ne devrait être appliquée en vertu d'arrangements régionaux ou par les organismes régionaux sans l'autorisation du Conseil de Sécurité. Mais nous désirons faire remarquer que le principe qui nous paraît juste est que, pour ces décisions du Conseil de Sécurité, l'unanimité des membres ayant un siège permanent ne devrait pas être exigée.

Le comité accueille avec faveur la proposition de créer un conseil économique et social, qui fait l'objet du chapitre IX. C'est le rôle du Conseil de Sécurité de régler les différends et de prévenir les conflits armés. Mais il est tout aussi nécessaire pour maintenir la paix entre les nations, de supprimer les causes des conflits. Le meilleur système que l'on puisse imaginer pour le règlement des conflits sera de peu d'utilité si les pays poursuivent chacun dans le domaine économique et social une politique conduisant à des heurts et à des conflits d'intérêt. Comme il est spécifié dans la Charte de l'Atlantique, c'est une tâche importante que d'assurer "la pleine collaboration entre toutes les nations dans le domaine économique avec l'objectif d'obtenir, pour tous, une amélioration des conditions de travail et de sécurité sociale et de faciliter l'adaptation à l'évolution économique". Les questions de cet ordre seront de la plus haute importance dans la collaboration internationale de l'avenir. Les petits Etats sont disposés à accorder aux Grandes Puissances dans l'Organisation de Sécurité une place prépondérante correspondant à leur puissance réelle, mais ils espèrent d'autre part qu'on leur donnera toute latitude de défendre leurs intérêts économiques d'une façon satisfaisante. Il serait désirable de donner suite aux suggestions concernant les fonctions de ce Conseil, contenues dans les Propositions de Dumbarton Oaks et d'élaborer des directives pour les échanges économiques internationaux, les règles principales pour la composition et la procédure des organes économiques et pour leurs relations avec le Conseil économique et social ainsi que pour le règlement des conflits économiques.

A ce propos nous désirons attirer l'attention sur la Commission Centrale pour les questions économiques et sociales que la Société des Nations, en 1939 avait décidé d'instituer

et qui tint sa première et unique séance à la Haye en 1940. Ce comité qui ressemble beaucoup au Conseil économique et social était composé non seulement de représentants de certains Etats (24), mais aussi de particuliers (jusqu'à 8) qui devaient être choisis par le Conseil à titre personnel en raison de leur compétence et de leur autorité en la matière. Cet effort important vers la coordination de la responsabilité de l'Etat et de la responsabilité personnelle et vers l'utilisation des plus hautes compétences techniques fournit des possibilités intéressantes pour le futur développement de la collaboration internationale dans des domaines autres que celui de la politique, et ne devrait pas être laissé de côté.

Nous présumons que le terme "social" employé dans les Propositions se rapporte principalement à certaines activités humanitaires qui sont déjà organisées sur le plan international comme par exemple, la prévention de la traite des femmes et des enfants, la protection de l'enfance, la lutte contre les stupéfiants, les divers services d'hygiène et non pas à l'ensemble complexe des questions du travail qui sont centralisées par l'Organisation internationale du travail. Il y aurait lieu d'examiner à part les relations de cet Organisme autonome avec la nouvelle Organisation.

Le comité désire en outre insister sur la nécessité de la coordination internationale des activités non-spécifiées dans la présente Proposition sous l'autorité suprême de l'Assemblée Générale. Cette nécessité est particulièrement évidente pour les questions qui peuvent être classées sous ce qu'on a appelé la coopération intellectuelle. La prolongation et le nouvel essor de cette coopération intellectuelle présentent une grande importance en vue de créer une atmosphère propice au développement des idées de paix et de sécurité parmi les nations. Nous citerons comme particulièrement importantes les questions concernant l'enseignement primaire et supérieur et la création d'un institut international de l'enseignement.

Le chapitre X considère le personnel du secrétariat comme distinct du personnel permanent du Conseil de Sécurité. Il serait désirable de compléter ce chapitre par des règles concernant le recrutement du personnel, ses fonctions, sa situation juridique et son statut international. Ces règles tendraient à faire du Secrétariat une institution digne d'être le gardien et le promoteur des idées et de l'idéal internationaux. Le personnel doit s'adonner loyalement à ses fonctions internationales. Les termes employés par M. Balfour dans ses recommandations pour la création du Secrétariat de la Société des Nations sont encore valables. Les membres du Secrétariat une fois nommés ne sont plus les serviteurs du pays dont ils sont citoyens et deviennent uniquement les serviteurs de la Société des Nations pour la durée de leurs fonctions. Ces

fonctions ne sont pas nationales mais internationales. La synchronisation des intérêts de l'Organisation et de ceux des Etats considérés individuellement ne peut être obtenue que si les Etats ainsi que le personnel du Secrétariat comprennent les obligations internationales de ce personnel.

Le Secrétariat devrait avoir la possibilité de continuer le travail utile que constituait la publication à Genève, de la série des traités.

Dans les dispositions transitoires le paragraphe 2 devrait être rédigé de façon à indiquer clairement que le Conseil de Sécurité devra lorsqu'il sera en fonction, participer également aux mesures prises comme suite du règlement qui interviendra après la guerre avec les puissances de l'axe.

Au cours des premières années suivant la guerre ce règlement constituera une partie importante de l'oeuvre internationale en faveur de la sécurité et de la paix, et l'Organisation serait très imparfaite si ce règlement n'en faisait pas partie. La disposition en vertu de laquelle le Conseil de Sécurité siégera en permanence indique qu'il exercera une surveillance continuelle sur les développements de la politique, ce qui serait impossible si le Conseil de Sécurité ne prenait pas part à l'application des mesures décidées par les Nations Unies à l'égard des puissances de l'axe. On peut également présumer que l'accord ou les accords spéciaux à conclure, en vertu du chapitre VIII B.5 verraient leur importance très réduite si le règlement à l'égard des Puissances de l'axe devait être appliqué sans le concours du Conseil de Sécurité. En réalité ce règlement est le point de départ de tous les développements politiques qui suivront la guerre. L'accord ou les accords prévus doivent être élaborés en tenant compte de ces développements.

The United Nations Conference on International Organization

Doc.2(FRENCH)
G/7 (n) (1)
May 4, 1945

GENERAL

TEXTES D'AMENDEMENTS AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS ET REMARQUES SUR CES PROPOSITIONS PRESENTES PAR LA DELEGATION NORVEGIENNE, le 3 Mai 1945

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

La Délégation Norvégienne a l'honneur de présenter à la Conférence les amendements (I) et observations (II) suivants:

I
AMENDEMENTS

Doc.1 G/1
P.1,L.15-16 Chapitre I,3

....les problèmes internationaux tels que ceux d'ordre politique, économique, social, humanitaire, éducatif et problèmes culturels divers.

Motifs:

Le texte a été amendé afin de couvrir tout le domaine de la collaboration internationale pacifique, Cf. le Chapitre V,B,6.
Voir également ci-dessous "Observations" (II),8.

P.1, L.18 Chapitre I,4

....en vue de parvenir aux fins communes (le mot "ces" est remplacé par le mot "aux")

Motifs:

Si l'un des objets communs de la collaboration n'a pas été énuméré dans le paragraphe précédent, il se trouvera inclus sous cette nouvelle rédaction qui écartera le danger d'une interprétation inuti-

lement limitative.

P.2, L.13-15 Chapitre II,4

....de recourir aux menaces et à tout emploi de la force non approuvé par le Conseil de Sécurité comme un moyen d'atteindre les buts de l'Organisation.

Motifs :

On pourrait soutenir la thèse que l'usage de la force ou la menace du recours à la force employé par un Etat-membre afin de remplir un engagement de caractère international ou de tenir compte d'une recommandation du Conseil de Sécurité ne serait pas incompatible avec les buts de l'Organisation Cf. Chapitre VIII, C 2 *in fine*.

P.2, L.26 Chapitre II

Ajouter un nouveau paragraphe 7:

Tous les membres de l'Organisation prennent l'engagement de défendre la vie de l'homme, l'indépendance de ses actes et la liberté de croyance religieuse ainsi que les droits de l'homme et la justice.

Motifs :

Cet amendement reproduit la déclaration des Nations Unies du premier Janvier 1942. On pourrait également reproduire ici le texte du Chapitre IX, A 1, et dire: "...promouvoir le respect des droits de l'homme et de ses libertés fondamentales."

P.3, L.3 Chapitre III

....épris d'un idéal de paix et dont on peut être sûr que les Gouvernements agiront conformément aux buts et aux principes de l'Organisation.

Motifs :

Il ne suffit pas qu'un Etat soit considéré comme épris d'un idéal de paix, il faut encore que son Gouvernement remplisse certaines conditions.

P.4, L.5 Chapitre V, B.1

Intercaler après le mot "questions" la phrase suivante: Elle devrait également avoir le droit de

présenter aux Etats Membres des recommandations relatives à la reconnaissance de nouveaux gouvernements ou de nouveaux Etats.

Motifs :

Un Etat ne peut ni assumer normalement ses obligations, ni exercer ses droits, si son gouvernement n'est pas reconnu.

P.4, L.12 Chapitre V, B.1

Ajouter: L'Assemblée générale peut soumettre à la Cour permanente de Justice Internationale tout problème juridique relevant de domaines dans lesquels elle est habilitée à formuler des recommandations afin de recevoir d'elle un avis consultatif.

Motifs :

L'Assemblée peut se trouver placée devant des difficultés de caractère juridique au sujet desquelles elle doit pouvoir demander à la Cour un avis consultatif.

P.4, L.21-23
et 24-26 Chapitre V, B.3

....ou dont le Gouvernement viole d'une manière répétée les principes contenus dans la Charte ou manque aux engagements financiers qui découlent pour lui de cette Charte. L'Exercice des droits et privilèges ainsi suspendu pourrait être restitué à l'Etat par décision de l'Assemblée générale sur la recommandation du Conseil de Sécurité. (Supprimer la dernière phrase)

Motifs :

Il apparaît que, si l'Assemblée a le droit de priver un membre de ses privilèges et de ses droits, elle doit avoir également le pouvoir nécessaire pour les lui restituer. Le fait d'exclure un membre de l'Organisation n'a aucun effet profitable, il n'aboutit qu'à le relever des obligations que la Charte lui imposait. Par contre, on devrait pouvoir appliquer à un Etat qui viole d'une manière répétée ses engagements, une sanction consistant en la suspension de ses droits et de ses privilèges. Il est également indispensable de donner à l'Assemblée le moyen

d'assurer la remise des contributions financières à l'Organisation.

P.5, L.14 Chapitre V, B.6

....La coopération internationale dans les domaines politique, économique, social, humanitaire, éducatif et dans les divers domaines culturels...

Motifs :

Le maintien de la coopération intellectuelle entre les Nations est une des tâches essentielles parmi celles qui relèvent de l'Assemblée générale.

P.6, L.8 Chapitre V, C.2

Supprimer les mots "l'exclusion de membres" et ajouter: la restitution de leurs droits et de leurs privilèges, les demandes d'avis consultatifs adressées à la Cour Permanente de Justice Internationale, les recommandations relatives à la reconnaissance de gouvernements ou d'Etats nouveaux.

Motifs :

Voir les amendements précédents.

P.7, L.20 Chapitre VI, B.

Titre
Supprimer le mot "principaux"

Motifs :

Juridiquement, les fonctions et pouvoirs des divers organes de l'Organisation devraient tous être énumérés dans la Charte.

P.7, L.30 Chapitre VI, B.2

Ajouter: aux dispositions de la Charte et en tenant compte du fait qu'aucune solution ne devrait etre imposée à un Etat, qui soit de nature à diminuer sa confiance en sa securité ou en sa prospérité futures.

Motifs :

Les règles de conduite inspirées par ailleurs des buts et des principes de l'Organisation sont ainsi

précises dans un domaine où il pourrait se produire des interprétations douteuses.

P.8 l.16 Chapitre VI B.

Ajouter le paragraphe suivant : (No 6)

Le Conseil de Sécurité a les pouvoirs nécessaires pour assurer par les moyens appropriés l'exécution de toute décision de caractère définitif prise au cours d'un conflit entre Etats, soit par la Cour permanente de Justice internationale, soit par tout autre tribunal dont la compétence en la matière a été reconnue par les Etats parties au différend.

Motifs :

L'exécution des mesures résultant d'une décision prise pour le règlement d'un conflit ne peut être laissée à l'Etat qui aurait obtenu un jugement en sa faveur; il en résulte que le Conseil de Sécurité peut intervenir même au cas où ni le différend dont il s'agit, ni la non-exécution du jugement, ne menacent la paix.

P.8 l.17 Chapitre VI B

Ajouter le paragraphe suivant : (No 7)

Quant à l'élection des juges de la Cour permanente de Justice internationale, le Conseil de Sécurité accomplira toutes les fonctions dont il pourra être chargé en vertu du Statut de la Cour

Motifs :

Voir la disposition analogue du Paragraphe 4, Section B, Chapitre V.

P.8 1.26 Chapitre VI, C 3

....à la majorité de <u>huit</u> voix

Motifs :

Il paraît nécessaire que, dans tous les cas où un vote unanime des membres permanents est indispensable, ce vote réunisse les suffrages de trois des membres non-permanents du Conseil, car s'il suffisait de deux voix de membres non-permanents, les dé-

cisions du Conseil en arriveraient inévitablement à être considérées comme etant celles des grandes Puissances.

P.10 1.6
P.10 1.26 Chapitre VII

La Cour permanente de Justice internationale

1. La Cour permanente de Justice internationale constituera le principal organe judiciaire de l'organisation.

2. La Cour fonctionnera conformément à un statut qui est une forme revisée du Statut de 1920, revisé en 1929. Ce statut est annexé à la présente Charte et en fait partie intégrante.

3. Tous les membres de l'Organisation devront ipso facto être Parties au Statut de la Cour internationale de Justice.

4. Les conditions auxquelles les Etats non membres de l'Organisation peuvent devenir Parties au Statut de la Cour seront fixées dans chaque cas par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de Sécurité; toutefois, cette disposition ne s'appliquera pas aux Etats qui sont déjà Parties au Statut établi en 1920 et revisé en 1929 et qui, à l'invitation formulée par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de Sécurité, accepteront, dans une déclaration adressée au Secrétaire général de l'organisation, la revision du texte qui figure dans le Statut ci-joint.

MOTIFS :

L'objet de ces amendements est de rendre la Charte conforme au projet de Statut établi par le Comité de juristes qui s'est réuni à Washington D.C., le 20 avril 1945.

P.11 1.11 Chapitre VIII, A 1

Ajouter le texte suivant :

Le Conseil de Sécurité pourra soumettre à la Cour permanente de justice internationale pour avis consultatif tout problème juridique relatif à un tel différend ou à une telle situation.

MOTIFS:

Dans le texte original du chapitre VIII A, 6 la dernière phrase a une portée trop limitée, en ce sens que le Conseil de Sécurité n'est pas autorisé à demander des avis consultatifs sur des conflits qui peuvent faire l'objet d'une procédure de règlement ou sur des problèmes juridiques posés par une "situation susceptible d'entraîner un désaccord entre nations ou d'engendrer un conflit." Ainsi étendue, cette disposition paraît mieux à sa place dans ce cas.

P. 12
l. 12/15

Chapitre VIII, A, 6

Supprimer la dernière phrase de ce paragraphe.

MOTIFS :

Voir l'amendement précédent.

P. 12
l. 16/19

Chapitre VIII, A, 7

Supprimer ce paragraphe.

MOTIFS :

Puisque la procédure instituée par le Conseil de Sécurité est une procédure de règlement pacifique des différends, la Partie de la juridiction intérieure de qui l'affaire relève conservera toujours le droit de se prévaloir de ce fait. Il en résulte que le texte original du projet n'apporte en réalité aucune protection supplémentaire. Par contre, il n'y a pas lieu d'empêcher le Conseil de Sécurité de recommander telle procédure ou telle méthode pour l'unique raison que l'affaire en cause dans le conflit ou la situation en cause relève de la juridiction intérieure d'une partie.

P.13 l.19

Chapitre VIII, B, 3

Ajouter le texte suivant:

Dans les relations entre les membres de l'Organisation, cette obligation a la priorité sur l'exécution des stipulations figurant dans des traités commerciaux ou autres: dans leurs relations avec les Etats non-membres de l'Organisation, les Etats membres doivent, suivant la méthode prévue dans ces traités, prendre des mesures pour retourver le liberté d'action, qui leur

est indispensable.

MOTIFS :

Les Etats demeurent soumis aux règles du droit international dans toute la mesure où la Charte ne les dégage pas. Une stipulation expresse semble nécessaire à cet effet même si une clause de la Charte indique que tous les traités ou toutes les clauses de traités incompatibles avec ses termes sont annulés entre ses membres.

P.13 1.28 Chapitre VIII, B, 4

Ajouter le texte suivant :

Le Conseil de Sécurité peut en outre dans des cas spéciaux et pour la période de temps qui paraîtra nécessaire assumer, au nom de l'Organisation, l'administration de tout territoire qui ne peut, sans danger pour la paix, continuer d'être administré par l'Etat dont il dépend.

MOTIFS :

Il semble que la liste serait incomplète sans cette addition.

P.17 1.17 Chapitre IX, A, 1

...problèmes économiques,sociaux, humanitaires, éducatifs ainsi que les autres problèmes culturels.

MOTIFS :

Voir amendements précédents.

P.18 Chapitre IX, C, 1, b.
1. 21/23

...Soumettre, sous sa propre initiative, à l'attention de l'Assemblée générale des recommandations relatives aux questions internationales économiques, sociales, humanitaires et éducatives et autres questions culturelles.

MOTIFS :

L'objet de cet amendement est de donner à l'Assemblée générale la possibilité d'intervenir en dernier ressort dans tous ces domaines qui, par leur nature, ont une portée mondiale et qui sont interdépendants.

P.18, L.24 Chapitre IX, C, 1, c.
P.19, L.1

*avec les commentaires appropriés

....de recevoir et de transmettre à l'Assemblée générale* les rapports des organismes et offices de caractère économique, social ou autre, mis en relation avec l'Organisation, et de coordonner, sous l'autorité de l'Assemblée générale, leurs activités par le moyen de consultations avec ces organismes ou offices et de recommendations à eux adressées.

MOTIFS :

Voir ci-dessus.

P.19, L.2 - 4 Chapitre IX, C, 1, d.

.....en vue de soumettre à l'Assemblée générale les commentaires appropriés ainsi que, s'il y a lieu, les recommendations à adresser aux organisations ou organismes intéressés.

MOTIFS :

Voir ci-dessus

P.21, L.2 Chapitre XI.

Ajouter: Si l'amendement concerne le chapitre I (Buts) ou le chapitre II (Principes) ou le chapitre VI, section B, 2 (Règles d'action pour le Conseil de Sécurité) et a pour effet d'accroître les obligations d'un Etat membre, cet Etat, ayant voté contre l'amendement, peut déposer une déclaration, accompagnéd'un exposé des motifs, tendant à lui éviter d'être lié par cet amendement.

MOTIFS :

Sur la base des principes du droit constitutionel, l'engagement que prendrait un Etat en souscrivant à des obligations de caractère essentiel qui ne seraient pas déterminées avec précision ne serait pas valide. C'est pourquoi il paraît nécessaire d'introduire dans le texte une sorte de réserve constitutionnelle.

520

II

Observations

La Délégation norvégienne se permet de souligner les points suivants sur lesquels elle ne présentera pas pour le moment de texte précis.

1. La Délégation norvégienne est d'avis que la Charte devrait contenir des dispositions expresses indiquant que l'Organisation sera guidée par les principes de la justice. La Délégation sait que les gouvernements des Nations invitantes appuient un amendement chinois dans ce sens. La question sera discutée en Comité et la Délégation norvégienne s'abstient pour sa part de formuler actuellement un amendement précis à cet égard.

2. Si, dans le chapitre II, 1, on estimait nécessaire, contrairement à l'avis de la Délégation norvégienne, de désigner plus précisément les Etats dont ce paragraphe proclame l'égalité souveraine, il serait peut-être préférable de remplacer les mots "épris d'un idéal de paix" par l'expression plus précise "Etats qui dans leurs relations internationales témoignent de leur attachement à la cause de la paix et de la justice."

3. Au chapitre VI A les termes qui prévoient la composition du Conseil devraient être modifiés afin de faire apparaître clairement que les membres du Conseil sont des Etats et non des personnes.

4. Au chapitre VI A on propose que les membres non permanents du Conseil de Sécurité "ne soient pas immédiatement rééligibles". Cette disposition paraîtrait signifier qu'un membre non permanent pourrait être réélu lors des élections suivantes au Conseil de Sécurité. On arriverait peut-être à une répartition plus équitable des sièges non permanents au Conseil de Sécurité si on indiquait qu'un membre ayant accompli son mandat ne pourrait devenir rééligible qu'à l'expiration de la durée complète d'un nouveau mandat.

5. Au chapitre VI D, 1. Il y aurait lieu d'amender le texte afin d'indiquer que c'est le Conseil, et non ses membres considérés individuellement, qui doit se trouver d'une manière permanente au siège de l'Organisation. Au paragraphe 5, il y aurait lieu peut-être d'ajouter que les

Etats qui ne sont pas Parties au conflit seront invités à participer à la discussion quand le Conseil aura besoin de les entendre pour s'acquitter d'une manière effective de sa tâche (Cf le chapitre VIII, B, 9).

6. Au chapitre VIII, B, les termes employés sont obscurs à certains passages. C'est ainsi que le mot "mesures" est employé, pour désigner d'une part, les décisions relatives à l'affaire en cause et qui fixent les actes qui sont exigés des Parties au différend pour écarter les dangers qui menacent la paix; et d'autre part les dispositions destinées à donner effet à ces décisions, c'est-à-dire les actes (sanctions) qui seront accomplis par l'Organisation elle-même. Le terme employé devrait faire apparaître cette distinction fondamentale.

7. Il serait souhaitable de compléter le chapitre X en y faisant figurer des règlements concernant le recrutement du personnel, sa tâche, sa situation juridique et son statut international. Les règlements concernant le personnel devraient être approuvés par l'Assemblée Générale.

8. A l'avis de la Délégation norvégienne, il est de la plus grande importance que l'on déclare soit dans une annexe à la Charte soit dans une résolution adoptée par la Conférence que l'Organisation dès sa création même devra entrer en collaboration avec un certain nombre d'institutions techniques appartenant aux domaines économique, social, et culturel. Il importe également que sans délai les arrangements nécessaires soient faits pour constituer ou réorganiser certaines institutions techniques qui, ou bien ne sont pas encore complètement constituées, ou bien se trouvent dans une situation transitoire. La Conférence devrait nommer, ou demander au Gouvernement de nommer, des comités provisoires chargés de préparer la constitution ou la réorganisation de ces institutions techniques en collaboration avec les organismes existants. Ces comités fixeraient également la base des relations entre des institutions et organes techniques et l'Organisation elle-même.

522

The United Nations Conference on International Organization

Restricted
Doc. 2 [French]
G/7 (o) [pt.I]
April 23, 1945

GENERAL

COPY

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTRE DES
AFFAIRES ETRANGERES

Paris, le 21 mars 1945

La France se félicite de l'accord réalisé entre les Gouvernements des Etats-Unis, de l'U.R.S.S., de la Grande-Bretagne et de la Chine en tant que ces Gouvernements estiment nécessaire d'établir entre les Nations Unies, après la fin de la présente guerre, une organisation internationale de la paix, de la sécurité, et, dans une certaine mesure, de l'économie du monde.

Elle est d'autant plus favorable à l'inspiration qui a guidé ses quatre Alliés dans l'élaboration du plan de Dumbarton Oaks qu'elle y reconnaît les idées fondamentales dont elle-même s'est fait depuis longtemps le champion, et qui avaient conduit la plupart des nations victorieuses à constituer, en 1919, la Société des Nations.

Le fait que la S.D.N. n'a pas réussi à faire respecter le droit et la justice et à empêcher l'agression qui, une fois de plus, a déchaîné sur l'univers les calamités de la guerre, n'a aucunement détourné la France de l'idéal qui fut et demeure le sien.

Elle estime qu'une paix durable suppose une organisation internationale à la fois plus étendue et plus forte et requiert l'établissement d'une justice et d'une autorité internationales supérieures à celles des divers Etats. Elle serait prête, pour sa part, à s'engager plus avant que le projet de Dumbarton Oaks et à consentir de plus grandes limitations de souveraineté, en échange d'une organisation internationale meilleure. Mais elle admet qu'au cours de la période qui suivra la guerre, le maintien de la paix dépendra surtout de l'accord des grandes Puissances: elle se gardera donc de rien proposer qui puisse, le cas échéant, compromettre un tel accord.

Il lui paraît indispensable que les terribles expériences qui viennent d'être faites par l'humanité et que, pour sa part, elle a payées très cher, entrent en ligne de compte dans la future organisation pour que celle-ci soit réellement solide et efficace. Rien ne serait, en effet, plus dangereux qu'un système qui aurait plus ou moins l'apparence de garantir la paix et la sécurité de chacun sans en avoir la capacité. Car un tel système endormirait la vigilance, ce qui encouragerait l'agression et risquerait même d'accorder à l'injustice, sinon la consécration, tout au moins la tolérance de la loi internationale.

C'est aux fins de contribuer à mieux préciser les conditions susceptibles de donner à l'organisation projetée la plus grande solidité et la plus grande efficacité possibles que le Gouvernement Provisoire de la République française demande que soient apportés au plan de Dumbarton Oaks, complété à Yalta, les amendements dont le texte est ci-joint.

1) Buts de l'Organisation.-

Il paraît indispensable au Gouvernement français d'établir dès l'énoncé des buts de l'Organisation les règles selon lesquelles sera assuré le maintien de la paix et de la sécurité internationale: de spécifier notamment que les solutions des conflits devront être recherchées conformément au droit et à la justice, que les traités engagent ceux qui les ont signés et que leur respect par tous constitue une des conditions essentielles de l'ordre international.

Le rappel de ces principes élémentaires de morale internationale s'impose au moment où les Nations Unies sont invités à reconnaître aux Membres permanents du Conseil de Sécurité des droits et des responsabilités exceptionnellement étendus en considération de l'action décisive qu'ils sont en mesure d'exercer dans l'intérêt de tous.

2) Membres de l'Organisation.-

Il est bon que l'Organisation, limitée tout d'abord aux Nations Unies, puisse ultérieurement s'ouvrir à d'autres Etats, mais il convient de prévoir les conditions auxquelles seront subordonnés les nouvelles admissions. Le Gouvernement français estime nécessaire que ces conditions assurent l'existence entre les Membres anciens et nouveaux de l'Organisation d'une certaine communauté de moeurs politiques et d'idéal.

Il estime en outre que tous les membres de l'Organisation doivent accepter un minimum d'obligations: leur participation ne saurait se concilier par exemple avec le bénéfice d'une neutralité qu'ils prétendraient maintenir en toute éventualité.

3) Conseil - Assemblée.

Le Gouvernement français n'a pas d'observation à présenter au sujet des dispositions générales qui régissent dans le plan de Dumbarton Oaks la composition du Conseil; mais, en ce qui concerne l'attribution des sièges non permanents, il considère, en se rapprochant de la proposition des Gouvernements belge, canadien et néerlandais, qu'il conviendrait de destiner la moitié, au moins d'entre eux à ceux des Etats qui prendraient l'engagement et auraient les moyens de participer, dans une mesure substantielle, à la défense active de l'ordre international.

D'autre part, les attributions de l'Assemblée devraient être étendues. Il est tout au moins nécessaire que celle-ci puisse provoquer l'examen du Conseil de Sécurité au sujet des situations qui apparaîtraient à l'Assemblée comme susceptibles de mettre en péril la paix du monde. Ainsi serait ouverte aux Puissances qui ne siègeront pas au Conseil la possibilité de collaborer plus largement à l'oeuvre de l'organisation.

4) Mode de Vote au Conseil de Sécurité.-

Sans se dissimuler le principe de faiblesse que comporte pour une institution la règle de l'unanimité, le Gouvernement français admet qu'il n'est pas possible, en l'état actuel des choses, de déclancher l'action totale de l'Organisation internationale contre la volonté d'un des membres permanents du Conseil de Sécurité. Il convient donc, à son avis, de distinguer, du point de vue du mode de votation, entre les recommandations du Conseil et ses décisions, les premières ne comportant pas recours à l'emploi de la force. Le Gouvernement français suggère que les recommandations soient prises à la majorité (sans qualification) des 2/3 des membres du Conseil. La majorité qualifiée des 2/3 (majorité comprenant l'unanimité des membres permanents) serait par contre exigée dans les cas de décisions.

Cette procédure oblige à envisager l'éventualité où le Conseil n'arriverait pas à une solution: il paraît nécessaire de déterminer quels seraient alors les droits et les devoirs des membres de l'Organisation.

5) Force internationale.-

Les amendements proposés par le Gouvernement français à la section B du chapitre VIII concernant certaines précisions qui devraient être apportées, en vue d'une plus grande efficacité, aux dispositions relatives à la composition, au stationnement et à l'emploi des forces mises à la disposition

du Conseil de Sécurité ainsi qu'à la composition du Comité des Chefs d'Etat-Major.

6) Arrangements régionnaux.

Le Gouvernement français estime incompatible avec les conditions de la sécurité de certains Etats, qui peuvent exiger l'action immédiate, l'ajournement jusqu'à décision préalable du Conseil, des mesures d'urgence prévues dans certaines éventualités par les traités d'assistance conclus entre Membres de l'Organisation et notifiés au Conseil de Sécurité. En vue de maintenir les droits du Conseil, les Etats signataires devraient lui rendre compte dans le plus bref délai des mesures qu'ils auraient été amenés à prendre en exécution des stipulations de ces traités.

7) Coopération économique et sociale.-

Le Gouvernement français souhaite une extension de l'autorité du Conseil économique et social et l'adoption de procédures lui permettant éventuellement de collaborer avec le Conseil de Sécurité.

8) Cour Internationale de Justice.-

Le Gouvernement français n'a pas cru devoir présenter d'amendement distinct au sujet de la Cour internationale de Justice; il tient cependant à exprimer son désir que les consultations envisagées s'effectuent assez rapidement, pour que la nouvelle Cour soit en fonction lorsque s'ouvriront les Conférences de la paix.

Telles sont les principales observations que l'étude du plan de Dumbarton Oaks a suggérées au Gouvernement de la République. Mais ces observations sont loin d'épuiser l'ensemble des préoccupations que suscite de sa part l'examen d'un sujet aussi essentiel.

Les épreuves par lesquelles le monde est passé depuis que l'Allemagne et le Japon ont entrepris l'agression en déchirant les traités imposent de considérer, dans leur réalité les causes de ces calamités. Parmi ces causes, l'une des plus graves a été la fausse idée que beaucoup ont pu se faire de l'efficacité propre du principe de la sécurité collective.

La sécurité collective constitue une force immense mais, si elle est mal comprise ou mal organisée, elle peut être aussi une cause de faiblesse. Elle est une force en tant qu'elle permet aux Etats attachés à la paix d'assembler

leurs moyens de défense contre un Etat agresseur. Elle devient une cause de faiblesse quand, donnant pour assuré à concours des autres elle est interprétée comme si elle encourageait et même conviait les Etats à se relâcher de la vigilance sans laquelle tout système de sécurité collective serait vain, car l'effort de tous n'est jamais que la somme des efforts de chacun.

L'échec final de l'ancienne Société des Nations n'a pas été dû à un vice des institutions qui, chaque fois qu'on a eu recours à elles, sans essayer d'éluder les conséquences d'un tel recours, ont rempli convenablement leur office. L'échec ne fut imputable qu'au relâchement des volontés.

Il n'est que trop certain que l'échec de la politique des sanctions, qui a déterminé la crise de 1935, aurait pu être évité, que les empiètements de l'Allemagne sur les libertés des peuples voisins auraient pu, dés leur principe, être circonscrits, si les nations qui sont aujourd'hui unies pour réprimer la violence s'étaient déjà trouvées unies pour la prévenir. Mais l'éloignement systématique, où les unes se tenaient alors des affaires d'Europe, le désarmement partiel auquel une confiance prématurée en des institutions dont l'efficacité n'avait pas été éprouvée avait conduit les autres, leur crainte d'assumer dans ces conditions de grands risques immédiats, firent écarter en ces deux circonstances l'adoption de mesures énergiques qui, prises sur le champ, auraient selon toute vraisemblance, épargné au monde le déluge de sang et de larmes qui a submergé l'humanité.

Ces précédents, que les événements ultérieurs ont mis si nettement en relief, méritent d'être rappelés au moment où les Nations Unies sont invitées à s'assembler pour élaborer la charte d'une nouvelle Organisation internationale dans une période où l'évolution confère aux moyens d'agression un caractère d'efficacité et de soudaineté décisif. Il est souhaitable sans doute que cette charte soit établie dans son texte avec tout le soin et toute la minutie possibles, que toutes les précautions soient prises dans les termes pour combler les lacunes et corriger les erreurs qui ont pu être relevées dans les articles du Pacte de l'ancienne Société des Nations. Par les amendements ci-dessus comme par l'envoi d'une délégation qui apportera sa collaboration aux travaux de la Conférence de San Francisco, le Gouvernement français montre assez l'intérêt qu'il attache à cette partie de la tâche. Mais, au delà des questions techniques, si importantes qu'elles soient, le Gouvernement français tient à marquer que l'espirt dans lequel se constituera et fonctionnera la future organisation internationale revêt à ses yeux une importance plus grande encore.

Il lui paraît essentiel que les deux notions de responsabilité et de solidarité prennent désormais leur pleine valeur.

La responsabilité se définit comme le souci que doit avoir tout membre de l'organisation de concourir efficacement, au poste où la géographie l'a placé et dans la mesure de ses moyens, à la défense commune. Ce souci, la nouvelle Organisation doit prendre garde de l'affaiblir, en propageant un faux sentiment de sécurité et en exhortant les peuples à désarmer sans précaution. Il faut au contraire qu'elle sache reconnaître que celles des Nations Unies qui, malgré les besoins de leur reconstruction, feront après la guerre le sacrifice de maintenir une armée forte et de demeurer vigilantes, rempliront bien leur devoir international.

Quant à la solidarité, c'est l'essence même de la sécurité collective. Mais elle ne peut se manifester selon des modalités identiques dans tous les cas. Il est des Etats entre lesquels la proximité de même danger crée un lien plus direct. Il en est d'autres au contraire, dont le concours, également indispensable, ne peut, en raison de leur éloignement, intervenir qu'avec un certain délai. Il faut que le mécanisme adopté soit conçu avec assez de souplesse pour tenir compte de ces situations diverses. Les premiers de ces Etats doivent pouvoir conclure entre eux des traités d'assistance instituant la riposte immédiate au péril. Pour les seconds, des procédures plus lentes peuvent être envisagées. Mais il ne faut en aucun cas que les traités d'assistance soient considérés comme des entorses à la sécurité collective, alors qu'ils en sont au contraire les premier éléments.

C'est en partant de ces données de l'expérience et de la géographie que l'on peut espérer, de l'avis du Gouvernement français, faire de la sécurité collective, non plus seulement une grande espérance des peuples, mais un instrument qui conjure efficacement dans l'avenir le danger d'agression. Le Gouvernement de la République est fermement persuadé que les Nations Unies y parviendront si elles s'inspirent de ces principes et sont décidées à appliquer à la pratique de la paix la solidarité qu'elles ont à la longue affirmée dans la guerre et qui les conduit à la victoire commune./.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 2 [French]
G/7 (o) [pt.II]
Mar. 21, 1945
France

GENERAL

PROJET D'AMENDEMENTS DU GOUVERNEMENT FRANCAIS

AUX PROPOSITIONS RELATIVES A L'ETABLISSEMENT D'UNE

ORGANISATION INTERNATIONALE GENERALE

CHAPITRE I

BUTS

Alinéa 1.- Maintenir la paix et la sécurité internationales conformément au droit et à la justice, et à cette fin, prendre en commun des mesures efficaces en vue de prévenir et éliminer les menaces à la paix et réprimer tout acte d'agression ou autre atteinte portée à la paix, et effectuer, par des moyens pacifiques, l'ajustement ou le règlement de différends internationaux susceptibles de troubler la paix, sans perdre de vue que les traités engagent ceux qui les ont signés, et que leur respect constitue une des conditions essentielles de l'ordre international.

Alinéa 3.- Réaliser la coopération internationale dans la solution des problèmes humanitaires internationaux d'ordre économique, social ou autre; et veiller au respect des libertés essentielles à l'égard de tous, sans distinction de race, de langue et de religion.

CHAPITRE III

MEMBERS

Devrait pouvoir être membre de l'Organisation tout Etat épris de paix et le prouvant par ses institutions, son comportement international et les garanties effectives qu'il donne de respecter ses engagements internationaux. La participation à l'Organisation implique des engagements incompatibles avec le statut de neutralité.

CHAPITRE V

L'ASSEMBLÉE GENÉRALE

Section B.- FONCTIONS ET POUVOIRS.-

Alinéa I.- Remplacer la dernière phrase ainsi conçue:

"L'Assemblée générale ne devrait sur sa propre initiative, faire aucune recommandation relativement à toute question ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales dont le Conseil de Sécurité se préoccupe" par:

"L'Assemblée générale pourra toujours appeler l'attention du Conseil de Sécurité sur les situations capables de mettre en danger la paix."

CHAPITRE VI

LE CONSEIL DE SECURITE

Section A.- COMPOSITION.-

Le Conseil de Sécurité devrait être composé d'un représentant de chacun des onze membre* de l'Organisation. Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, de la République de Chine et (en temps voulu) de la France, devraient avoir un siège permanent. L'Assemblée générale devrait élire six Etats aux sièges non permanents, trois au moins de ces Etats étant choisis parmi ceux qui auront pris l'engagement et auront les moyens de participer dans une mesure appréciable, à déterminer par le Conseil, à la défense active de l'ordre international. Ces six Etats devraient être élus pour une période de deux ans, trois d'entre eux se retirant chaque année. Ils ne devraient pas être immédiatement réeligibles. A la première élection des membres non-permanents, trois devraient être choisis pour une période d'un an, et trois pour une période de deux ans.

Section C.- VOTATION -

1) Pour maintenir et rétablir la paix et la sécurité internationales, le Conseil de Sécurité procédera, selon les cas, par voie de "recommandations" ou par voie de "décisions". Les "recommandations" seront prises à la majorité (sans qualification) des 2/3 des membres du Conseil. Les décisions

* Copyist's footnote: Should probably read: "des onze membres"

seront prises à la majorité qualifiée (comprenant l'unanimité des membres permanents) des 2/3.

Dans le cas où le Conseil ne réussit pas à prendre une résolution, les membres de la Société se reservent le droit d'agir comme ils le jugeront nécessaire dans l'intérêt de la paix, du droit et de la justice.

CHAPITRE VIII

ARRANGEMENTS RELATIFS AU MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALES Y COMPRIS LA PREVENTION ET LA REPRESSION DE L'AGRESSION

Section A.- REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS.-

Alinéa 1.- Le Conseil de Sécurité, sans perdre de vue le respect dû aux traités, devrait avoir le pouvoir d'enquêter sur tout différend ou toute situation susceptible d'entraîner le désaccord entre nations ou d'engendrer un différend, afin de se rendre compte si sa continuation pourrait menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Alinéa 7.- Les dispositions des paragraphes 1 à 6 ne devraient pas être applicables aux situations ou différends découlant de questions qui, en vertu du droit international, relèvent uniquement de la juridiction nationale de l'Etat intéressé, à moins que la violation manifeste des libertés essentielles et des droits des hommes ne constitue par elle-même une menace susceptible de compromettre la paix.

Section B.- DETERMINATION DES MENACES A LA PAIX OU D'ACTES D'AGRESSION ET MESURES A PRENDRE A CE SUJET.-

Alinéa 5.- Afin de pouvoir tous contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales, les membres de l'Organisation devraient s'engager à mettre à la disposition du Conseil de Sécurité, sur la demande de celui-ci et en conformité avec un ou plusieurs accords spéciaux conclus entre eux, les forces armées, les facilités ou l'aide nécessaire en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales, et notamment le droit de passage. Cet accord spécial ou ces accords spéciaux devraient fixer le nombre et le type de ces forces, le délai de leur mise à disposition du Conseil de Sécurité et, s'il y a lieu, la zône de leur stationnement normal, et préciser les facilités, l'aide et les moyens de communication à fournir. Un tel ou de tels accords spéciaux devraient être negociés aussitôt

que possible et devraient, dans chaque cas, etre soumis a l'approbation du Conseil de Sécurité et à la ratification des Etats signataires en conformité avec leurs procédures constitutionnelles.

Alinéa 6.- Afin de permettre à l'Organisation de prendre d'urgence des mesures d'ordre militaire, des contingents nationaux de forces de toutes armes stationnés ou dont le stationnement serait en permanence prévu, s'il y a lieu, dans des zones de sécurité appropriées, devraient pouvoir être en permanence à la disposition du Conseil de sécurité en vue d'une action coercitive conjointe. La puissance et le degré de préparation de ces contingents et les plans pour leur action conjointe devraient être déterminés par le Conseil de sécurité, avec l'assistance du Comité d'Etat-Major, dans les limites prescrites par l'accord spécial ou les accords spéciaux visés au paragraphe 5 ci-dessus.

Alinéa 9.- Il devrait être pourvu à l'établissement d'un Comité d'Etat-Major, dont les attributions seraient de conseiller et d'aider le Conseil de Sécurité relativement à toute question ayant trait aux besoins d'ordre militaire du Conseil de Sécurité en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales, à l'emploi et au commandement des forces mises à sa disposition, à la réglementation des armements, au désarmement éventuel et à toute mesure de contrôle qui serait jugée opportune. Il devrait être responsable, sous l'autorité du Conseil de Sécurité de la direction stratégique de toutes les forces armées mises à la disposition du Conseil de Sécurité. Le Comité devrait être composé des Chefs d'Etat-Major des membres permanents du Conseil de sécurité ou de leurs représentants et d'un délégué des membres de l'Organisation s'étant engagés à mettre des forces constantes à la disposition du Conseil de Sécurité. Tout membre de l'Organisation qui n'aurait pas de représentation permanente au Comité devrait être invité par le Comité à s'associer à lui lorsque la bonne exécution des tâches du Comité exige que cet Etat participe à sa tâche. Les questions relatives au commandement de ces forces devraient être décidées par la suite.

Section C.- ARRANGEMENTS RÉGIONAUX.

Alinéa 2.- Le Conseil de Sécurité devrait, chaque fois qu'il convient, faire usage de ces arrangements ou organismes régionaux en vue de l'application, sous son autorité, de mesures coercitives, mais aucune mesure coercitive ne devrait être appliquée en vertu d'arrangements régionaux ou par des organismes régionaux sans l'autorisation du Conseil de Sécurité.

Il est toutefois fait exception à cette règle dans le cas d'application des mesures d'urgence prévues par les traités d'assistance conclus entre Membres de l'Organisation et notifiés par eux au Conseil de Sécurité. En tout état de cause, les Etats signataires devraient lui rendre compte dans le plus bref délai des mesures qu'ils auraient été amenés à prendre en exécution des stipulations desdits traités.

CHAPITRE IX

ARRANGEMENTS RELATIFS A LA COOPERATION ECONOMIQUE ET SOCIALE SUR UN PLAN INTERNATIONAL

Section A - BUTS ET RELATIONS

Alinea 1. - Dans le but de créer les conditions de stabilité et de bien-être qui sont nécessaires au maintien de relations amicales et pacifiques entre nations, l'Organisation devrait provoquer la solution des problèmes internationaux d'ordre humanitaire, social et autre et contribuer à assurer le respect des droits des hommes et des principales libertés. L'Assemblée Générale et, sous son autorité, le Conseil economique et social devraient collaborer avec le Conseil de Sécurité à l'accomplissement de cette fonction.

Section B. - COMPOSITION ET VOTATION.-

Le Conseil économique et social devrait être composé des représentants de dix-huit membres de l'Organisation parmi lesquels figureraient obligatoirement, au moins pour moitié, les pays dont l'importance économique est la plus considérable. Les Etats devant être représentés à cette fin devraient être élus par l'Assemblée générale pour une période de trois ans. Chacun de ces Etats devrait avoir un représentant, qui aurait droit à une voix. Les décisions du Conseil économique et social devraient être prises à un vote de simple majorité des représentants présents à condition que les deux tiers au moins des membres du Conseil économique et social participent au vote.

Section C.- FONCTIONS ET POUVOIRS DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL.

Alinéa I.- Le Conseil économique et social devrait avoir le pouvoir:

.....

C bis) d'envisager la création et le contrôle d'organismes semblables en ce qui concerne en particulier la répartition des matières premières.

.....

f) d'aider le Conseil de Sécurité, sur la demande de celui-ci, et de le saisir directement en cas d'urgence de toute question humanitaire, économique, sociale ou autre qu'il juge de nature à mettre la paix en danger, à charge pour le le Conseil économique et social de rendre compte à l'Assemblée.

Section D.- ORGANISATION ET PROCEDURE.

Alinéa I.- Le Conseil économique et social devrait instituer une commission économique, une commission sociale et toute autre commission ou sous-commission qu'il jugerait nécessaire d'établir en particulier au titre régional. Ces commissions devraient être composées d'experts. Il devrait y avoir un personnel permanent qui ferait partie du secrétariat de l'Organisation.

o

o o

AMENDEMENT TECHNIQUE

"Tout traité ou engagement international, ayant un caractère politique, conclu à l'avenir par un membre de la Société devra être immédiatement enregistré par le Secrétariat et publié par lui aussitôt que possible. Aucun de ces traités ou engagements internationaux ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré."

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/7 (O) (1)
May 5, 19[illegible]

GENERAL

PROJET D'AMENDEMENTS FRANCAIS AU CHAPITRE IX, SECTION A ET C DES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS RELATIVES A L'ETABLISSEMENT D'UNE ORGANISATION INTERNATIONALE GENERALE

Les modifications proposées sont soulignées :

1°) Titre du Chapitre IX.

"Dispositions relatives à la Coopération économique, sociale et intellectuelle sur un plan international"

2°) Section A - Paragraphe 1.

"En vue de créer les conditions de stabilité, de compréhension mutuelle et de bien-être nécessaires au maintien des relations amicales et pacifiques entre nations, l'Organisation devrait faciliter la solution des problèmes humanitaires internationaux d'ordre économique, social, intellectuel et autres, et promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales".

3°) Section A - Paragraphe 2.

"Les différentes organisations et les offices spécialisés de caractère économique, social, intellectuel et autres, auraient, dans leurs domaines respectifs

4°) Section C - Paragraphe b.

Rédiger la fin du paragraphe b de la manière suivante : "... d'ordre économique, social et intellectuel."

5°) Section C - Paragraphe c.

Rédiger le début du paragraphe c de la manière suivante : "De recevoir et mettre à l'étude les rapports des organismes et offices de caractère économique, social et intellectuel....."....."

La Délégation française se réserve de présenter en séance, sous forme de résolution ou d'annexe à la Charte, des propositions relatives à une Organisation internationale pour les questions intellectuelles et d'éducation, dont l'organisme exécutif serait l'Institut international de Coopération intellectuelle de la Société des Nations, relié à l'Organisation générale dans des conditions à définir conformément au paragraphe 2, Section A du Chapitre IX.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/7(o)(2)
May 6, 1945

GENERAL

/

PROJET D'AMENDEMENT FRANCAIS AU CHAPITRE XII Paragraphe I DES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

I. En attendant l'entrée en vigueur de l'accord spécial ou des accords spéciaux dont il est question au Chapitre VIII, Section B, paragraphe 5, et conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la Déclaration des Quatre Nations, signée à Moscou le 30 octobre 1943, les Etats parties à cette Déclaration et la France devraient se consulter entre eux et, s'il y a lieu, avec d'autres membres de l'Organisation, en vue de telle action commune au nom de l'Organisation, qui pourrait être nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

632 [1]

CHAPITRE VIII - Section C - ALINEA 2.

Le Conseil de Sécurité devrait, chaque fois qu'il convient, faire usage de ces arrangements ou organismes régionaux en vue de l'application, sous son autorité, de mesures coercitives. Mais aucune mesure coercitive ne devrait être appliquée en vertu d'arrangements régionaux ou par des organismes régionaux sans l'assentiment du Conseil de Sécurité excepté les mesures prévues dans les arrangements régionaux dirigés contre le renouvellement de la politique d'agression de la part des Etats agresseurs dans la guerre actuelle. Les Etats signataires devraient rendre compte au Conseil de Sécurité dans le plus bref délai des mesures qu'ils auraient été amenés à prendre en exécution des stipulations des dits arrangements.

632 [2]

536

The United Nations Conference on International Organization

DOC. 2 (FRENCH)
G/7 (p)
MAY 1, 1945

GENERAL

TRADUCTION DE L'ANGLAIS

REPUBLIQUE DE L'EQUATEUR

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Première Partie

COMMENTAIRES ET AMENDEMENTS AUX PROPOSITIONS POUR LA CREATION D'UNE ORGANISATION INTERNATIONALE GENERALE DE LA CONFERENCE DE DUMBARTON OAKS

PRESENTES PAR LA DELEGATION DE L'EQUATEUR A LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES POUR L'ORGANISATION INTERNATIONALE

Considérations préliminaires

Le Gouvernement de l'Equateur a été invité à la Conférence mondiale des Nations Unies qui doit se tenir à San Francisco, (Californie) le 25 Avril 1945, pour examiner et adopter la Charte d'une Organisation internationale générale sur la base des propositions présentées par la Conférence de Dumbarton Oaks.

Cette circonstance et le fait que l'Equateur a accepté de participer à cette Conférence font peser sur le Gouvernement de l'Equateur et sur sa délégation une responsabilité qui se traduit pour eux par l'obligation impérieuse de soumettre à la Conférence, au sujet de ces propositions, les commentaires qui leur paraissent justifiés et de proposer les amendements qui en découlent sous

forme d'un système cohérent qui tienne compte à la fois de l'idéal juridique international de la République et de ses droits imprescriptibles à la vie et au progrès ainsi que des conditions spéciales qui règneront dans le monde dans la prochaine période de paix.

Cependant, à ces considérations qui inspirent notre pensée s'en ajoutent deux autres qui ont été exprimées avec l'autorité morale des Républiques de notre hémisphère, dans la résolution XXX concernant "la Création d'une Organisation internationale générale", adoptée à la Conférence inter-américaine sur les problèmes de la guerre et de la paix, qui s'est tenue récemment à Mexico; le texte de la résolution elle-même est le suivant:

"1 ...que le secrétaire général de la Conférence communique aux Etats qui ont formulé les propositions de Dumbarton Oaks, aux autres nations invitées à la prochaine Conférence de San Francisco, et à la Conférence elle-même, la présente résolution ainsi que le rapport, accompagné de ses annexes, contenant les opinions, commentaires et suggestions qui, à l'avis des Républiques américaines, devront être pris en considérations lorsqu'on élaborera le statut définitif de l'Organisation projetée, et particulièrement les points suivants sur lesquels il existe, parmi les Républiques américaines représentées à la présente Conférence et qui n'ont pas participé aux conversations de Dumbarton Oaks, une complète unité de pensée:

"(a) L'aspiration à l'universalité doit être l'idéal vers lequel l'Organisation doit tendre dans l'avenir;

"(b) Il serait souhaitable d'élargir et de préciser l'énoncé des principes et des buts de l'Organisation;

"(c) Il serait souhaitable d'élargir et de préciser les pouvoirs attribués à l'Assemblée générale afin que son action en tant qu'organe pleinement représentatif de la communauté internationale puisse être efficace; les pouvoirs du Conseil de Sécurité devant également être modifiés pour tenir compte de cette extension;

"(d) Il serait souhaitable d'étendre la juridiction et la compétence de la Cour ou du Tribunal international de Justice;

"(e) Il serait souhaitable de créer un organe international spécialement chargé de développer la coopération intellectuelle et morale entre les Nations;

538

"(f) Il serait souhaitable de résoudre les différends et les problèmes ayant un caractère inter-américain en tenant compte des méthodes et des procédures inter-américaines et en harmonie avec celles de l'Organisation internationale générale;

(g) Enfin, il serait souhaitable de donner une représentation adéquate à l'Amérique latine dans le Conseil de Sécurité.

"2 D'exprimer aux autres Nations Unies invitées à participer à la Conférence de San Francisco le désir commun des Républiques américaines de recevoir d'elles avant la Conférence les vues, les commentaires et les suggestions qu'elles jugeraient de leur côté opportun d'exprimer.

Les Gouvernements signataires de la présente résolution se réservent la pleine liberté de présenter et d'appuyer à la Conférence de San Francisco, en tant que représentants d'Etats souverains, toutes les opinions qui leur paraîtront pertinentes et dont un bon nombre sont exprimées dans les documents-annexes."

Les principes de la résolution précédente qui ont constitué, si l'on peut dire, le dénominateur commun des Républiques américaines à la Conférence de Chapultepec en ce qui concerne le sujet vaste et complexe de l'Organisation mondiale, exigent que les signataires de ce mémorable instrument les réitèrent et les défendent, comme ils en ont le droit et le devoir moral, à la Conférence de San Francisco; y porter atteinte ou y renoncer serait, en effet, abandonner l'esprit d'unité qui doit dominer la participation américaine à cette importante épreuve internationale, même en tenant compte de la pleine liberté laissée aux gouvernements, par le dernier paragraphe de l'article II de la dite résolution, de présenter, en tant que pouvoirs souverains, les suggestions qui leur paraissent pertinentes.

Heureusement, en ce qui concerne l'Equateur, son gouvernement a défendu ces mêmes principes dans le Memorandum qu'il a adressé au gouvernement américain avant la Conférence de San Francisco, puis les a soumis ultérieurement sous une forme brève à l'attention de la Conférence.

Il appartient donc à la Délégation de l'Equateur à la Conférence de San Francisco d'exprimer à nouveau sa foi dans ces principes généreux, de les formuler à nouveau et de leur donner toute la portée nécessaire afin que la Conférence les adopte et les incorpore au texte de la Charte de l'Organisation mondiale.

Par ailleurs, avec ces principes ne sont pas épuisées les aspirations légitimes de l'Amérique car il est nécessaire de

rappeler qu'à la Conférence de Mexico les délégations des Républiques américaines ont estimé devoir se borner à suggérer certains critères qui pourraient servir de bases aux conclusions succintes qui ont été adoptées dans le chapitre concernant l'Organisation mondiale.

Les délégations sont allées à Mexico sachant par avance que ce vaste problème serait traité dans tous ses détails et dans toute sa portée à la Conférence de San Francisco, qu'il était donc superflu de le discuter dans toute son ampleur et qu'on pouvait se borner à esquisser les tendances générales qui permettraient d'arriver à des conclusions également générales.

Cependant, bien qu'elle n'ait fait qu'aborder cette importante question, la résolution XXX de la Conférence de Mexico devrait exercer une influence salutaire et réelle sur les résultats de la Conférence mondiale des Nations Unies si les Républiques américaines parvenaient à discipliner et à unifier leur participation à cette Conférence en évitant que la dispersion de leurs opinions et des positions qu'elles prendront ne les conduisent à la stérilité par le désordre.

La contribution de l'Amérique à la création d'une Charte mondiale s'inspire de points de vues élevés. Les pays américains viennent d'améliorer sensiblement l'Organisation inter-américaine, à la Conférence de Chapultepec et en ont éliminé les principaux défauts. La Conférence a également établi un système de sécurité contre toute agression en définissant l'agresseur et en déterminant les sanctions et les moyens de rétablir l'ordre juridique violé; enfin elle a affirmé et complété l'ensemble des droits des Etats: ainsi, nos républiques, à la Conférence de San Francisco, pourront ne pas se borner au rôle de spectateurs passifs.

Si elle veut être efficace et assurer son existence future, la nouvelle Organisation mondiale ne saurait mieux faire que de s'inspirer de l'esprit et de la lettre des institutions internationales américaines, en prenant garde de ne pas retomber dans les erreurs qui ont provoqué l'effondrement prématuré de l'ancienne Société des Nations.

Commentaires et amendements relatifs au plan de l'Organisation internationale

Nom de l'Organisation

Le titre que l'on donnera à l'Organisation représente plus qu'une question de mots, étant donné qu'il doit en exprimer le caractère et la nature.

Le titre, suggéré dans les Propositions de Dumbarton Oaks, à savoir "Les Nations Unies", semble contraire, d'une part, au principe de l'universalité à laquelle la nouvelle organisation doit tendre et, d'autre part, à son caractère d'institution juridique.

En fait, les Nations Unies constituent une majorité importante des Etats souverains qui, dans les circonstances actuelles, seront les fondateurs et les membres de l'Organisation. Mais il ne faut pas en conclure que les pays qui ne répondent pas à ces conditions ne pourront pas, dans un avenir plus ou moins éloigné, devenir membres de l'Organisation, s'ils répondent aux conditions qui seront déterminées plus tard.

D'un autre point de vue, une "Ligue" ou une "Société des Nations Unies" semble impliquer, par son titre même, l'existence d'un groupe d'Etats liés par un système d'alliance temporaire qui, comme toutes les alliances, sont d'un caractère éminemment politique.

Cette notion ne serait donc pas compatible avec le désir universel de donner à la nouvelle organisation un caractère plutôt juridique, c'est-à-dire d'en faire une "Société d'Etats" régie, dans toute la mesure du possible, par les principes fondamentaux du Droit International Public.

En conséquence, la Délégation de l'Equateur estime qu'il conviendrait de donner à la nouvelle Organisation un titre comme: "Association juridique internationale des Nations" ou "Communauté juridique des Nations", ou encore tout autre titre qui montrerait clairement le véritable caractère de l'Organisation.

Buts de l'Organisation

Le Chapitre 1 des Propositions fixe les buts de l'Organisation. Tous s'inspirent des motifs les plus louables, toutefois, leur énumération est incomplète car il n'est fait mention nulle part des "Règles de la Justice et du Droit" fondement indispensable de la paix et de la sécurité internationales.

En conséquence, la Délégation de l'Equateur estime qu'il y aurait lieu d'introduire, au début du Chapitre 1, un paragraphe ainsi conçu:

"Maintenir la paix et la sécurité internationales par l'adoption de mesures collectives propres à rendre effectives les règles de la Justice et du Droit parmi les Etats."

Il y aurait intérêt, en outre, à faire mention au paragraphe 3 du même Chapitre de la solution des problèmes culturels, en l'indiquant comme l'un des buts de la coopération internationale.

Principes de l'Organisation

Le Chapitre 2 pose les principes qui devront être à la base de l'Organisation; toutefois, comme le Chapitre 1, il présente des regrettables lacunes. Pour les combler et pour donner à la Charte et à l'Organisation internationale qu'elle institue, son plein caractère juridique, il y aurait lieu d'incorporer au texte, à titre d'amendement ou d'addition, les principes suivants:

"La suprématie de la loi morale, base du Droit International qui régit les relations entre Peuples.

"L'égalité juridique de tous les Etats souverains, c'est-à-dire leur situation identique devant la loi commune qui régit leurs relations réciproques. L'énonciation de ce principe permettrait de redresser toute inégalité, pratique ou politique, qui pourrait exister entre eux.

"Le respect fondamental de la personalité et de la souveraineté des Etats, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, dans la mesure ou cette souveraineté n'est pas incompatible avec les droits et pouvoirs de la communauté internationale, représentée juridiquement par l'Organisation internationale établie aux termes de la présente CHarte.

"La condamnation de la mauvaise foi, dans la conduite des relations internationales.

"La liberté des informations, dans les relations internationales, et l'obligation réciproque pour tous les Etats de maintenir libre l'accès à tous leurs moyens de communications et d'informations internationales.

"L'obligation incombant aux Etats d'employer des moyens pacifiques pour régler leurs différends internationaux, quelle qu'en soit la nature.

542

"La renonciation formelle des Etats à l'emploi de la force morale et physique dans leurs relations mutuelles, à moins que ces mesures ne soient le résultat d'une décision prise par l'Organisation internationale, dans le cadre du système international de police."

"L'annulation de toute acquisition de territoire effectué par l'emploi de la force morale ou physique.

"L'interdiction de toute intervention directe ou indirecte, quelle qu'en soit la cause, de la part d'un ou de plusieurs Etats, dans les affaires intérieures ou extérieures d'un ou de plusieurs Etats, sans préjudice des droits et pouvoirs conférés à l'Organisation par la présente Charte, des pactes ou instruments continentaux régionaux et des traités et conventions librement conclus.

"La déclaration portant que toute tentative faite par un Etat contre l'intégrité ou l'inviolabilité territoriale, la souveraineté ou l'indépendance politique d'un autre Etat, sera considérée comme un acte d'agression contre tous les Etats constituant la communauté internationale."

Enfin, la Délégation de l'Equateur se rallie à la proposition de la Délégation Mexicaine à la Conférence de Chapultepec, telle qu'elle figure sous le numéro 2 de l'amendement au Chapitre II des Propositions.

Le texte, qui devrait figurer parmi les principes de l'Organisation, est conçu comme suit:

"L'Organisation garantit l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les Etats membres, ainsi que le respect des traités dans les limites imposées par les nécessités de réadaptation et de révision découlant de l'évolution des conditions internationales."

Il convient de donner expression à la tendance contemporaine, qui se manifeste de plus en plus largement, de considérer l'être humain comme l'un des sujets du droit international public et de reconnaître la nécessité de lui assurer un système satisfaisant de protection international, garantissant le minimum au moins de ses droits individuels et sociaux; d'une part en effet, la communauté internationale, qui représente en somme

l'ensemble de l'humanité ne doit pas manquer d'affirmer la dignité de l'être humain, en tant qu'entité juridique; d'autre part l'expérience a montré que la paix intérieure des Etats, découlant de la reconnaissance et de l'exercice normal des droits de ces Etats, est l'une des conditions essentielles de la paix internationale.

En conséquence la délégation de l'Equateur propose d'insérer au Chapitre II des Propositions, un nouveau paragraphe dont la teneur serait la suivante:

> "L'Organisation reconnait que, au nom des principes supérieurs de l'humanité et de la justice, il est nécessaire d'assurer à l'être humain la protection internationale de ses droits essentiels tels qu'ils seront énumérés et définis dans une Déclaration que l'Assemblée Générale formulera à cet effet."

Membres de l'Organisation

Le Chapitre III des Propositions déclare que l'Organisation sera accessible à tous "les Etats épris d'un idéal de paix."

La deuxième guerre mondiale a évidemment permis de classer les Etats entre ceux qui sont imbus de convictions pacifiques profondes et ceux qui se sont livrés à des actes de violence et d'aggression. Mais cette classification des Etats, et la condition mise à leur admission, à savoir qu'ils soient "épris d'un idéal de paix" représente un critère essentiellement actuel et relatif, incompatible avec la notion d'universalité qui est à la base de la nouvelle organisation internationale.

Il faut donc envisager la question sous sa perspective historique c'est-à-dire que tout en reconnaissant les réalités du moment, il convient de les projeter dans l'avenir.

En principe, il est indiscutable que si la nouvelle Organisation aspire à unir tous les Etats souverains en une seule communauté juridique, il est nécessaire que tous les Etats sans exception, remplissent les conditions indispensables, à cette communauté.

En pratique il est également indiscutable que l'Organisation ne devrait, au début, accepter comme membres que les Etats qui par l'intermédiaire de leurs delegués, auront adopté et signé la charte, puis l'auront ratifiée, conformément à leur procédure constitutionnelle.

Pour tenir compte de ces deux considérations que ne sont pas contradictoires, la délégation de l'Equateur soumet le texte suivant comme premier paragraphe du Chapitre III.

"Seront membres de l'Organisation les Etats qui auront souscrit sans réserve à la présente charte et l'auront ultérieurement ratifiée".

"Tous les Etats souverains actuellement ceux qui pourront ultérieurement le devenir, auront le droit de demander leur admission en qualité de membres de l'Organisation. Ils seront admis s'ils possèdent les qualités et remplissent les conditions qui seront fixées, en temps voulu, par un vote de l'Assemblée générale, acquis à la majorité des deux tiers".

La Délégation de l'Equateur, se ralliant aux observations formulées à ce sujet par la Délégation du Brésil à la Conférence de Mexico, suggère qu'aucun membre de l'Organisation ne devrait en être exclu ni être autorisé à s'en retirer volontairement.

La raison qui inspire ces propositions, c'est l'impérieuse nécessité de garantir l'existence et la force de l'Organisation et d'éviter qu'elle ne soit affaiblie ou entravée dans son action par la diminution de ses membres. De plus, on risque de provoquer une situation anormale, car des membres, en perdant cette qualité, se trouveraient privés des droits et libérés des devoirs qu'implique la participation à une communauté juridique universelle.

En conséquence, la Délégation de l'Equateur propose d'ajouter au Chapitre III, un paragraphe 2 ainsi conçu:

"Aucun Etat Membre ne pourra être exclu de l'Organisation ni s'en retirer volontairement".

Principaux Organes

Le Chapitre IV se borne à énumérer les principaux organes de la nouvelle Organisation.

Il y aurait intérêt à mentionner, dans le texte, deux autres organes, à savoir le Conseil Economique et Social, prévu d'ailleurs dans les propositions et un nouvel organe que l'on pourrait appeler le Conseil de l'Education et de la Culture, dont le but essentiel consisterait à developper un "esprit international", base indispensable d'une société d'Etats vraiment internationale, et à faciliter la diffusion et les échanges de tous les éléments de culture humaine, au sens le plus large du mot.

Le paragraphe 1 du Chapitre IV serait donc rédigé comme suit :

"Les principaux organes de l'Organisation devraient être:

(a) une Assemblée Générale;

(b) un Conseil de Sécurité;

(c) une Cour Internationale de Justice;

(d) un Conseil Economique et Social;

(e) un Conseil de l'Education et de la Culture;

(f) un Secrétariat."

L'Assemblée Générale

Le Chapitre V contient les dispositions qui régiront la composition, les fonctions, et pouvoirs, le vote et la procédure de l'Assemblée Générale de l'Organisation.

Dans l'ensemble, ces dispositions et en particulier celles qui visent les fonctions et pouvoirs de cet organe essentiel, manquent quelque peu de précision; on ne saurait s'en étonner, car les propositions ne représentent, en fait, que l'expression de désirs ou de suggestions d'un caractère général et d'ailleurs la mission des gouvernements qui les ont discutées et adoptées n'allait pas au delà.

Cependant, il semble malheureusement qu'il ait été dans l'intention des gouvernements qui ont rédigé les propositions, de placer l'Assemblée Générale dans une position subordonnée par rapport au Conseil de Sécurité; c'est à celui-ci en effet que l'on veut confier le soin de "maintenir la paix et la sécurité internationales" tandis que l'on ne donne à l'Assemblée qu'un ensemble de pouvoirs limités qui ne correspond pas à son caractère éminemment représentatif. En effet, d'après les règles fixant sa composition, tous les membres de l'Organisation doivent être membres de l'Assemblée, tandis que le Conseil de Sécurité, par une délégation de pouvoirs que lui reconnaîtraient les membres de l'Assemblée, concentrerait en lui tous les pouvoirs et toutes les fonctions correspondant à cette mission essentielle.

Une telle disposition serait naturellement acceptable si tous les membres de l'Organisation étaient représentés au Conseil de Sécurité, mais c'est là une hypothèse irréalisable, étant donné que le Conseil doit être composé d'un nombre limité de membres, afin de pouvoir exercer son action d'une manière plus efficace et plus rapide. Il en résulte que le manque d'équilibre entre les pouvoirs reconnus à l'Assemblée et les pouvoirs reconnus au Conseil constituera une violation sérieuse du principe de l'égalité souveraine

des Etats, reconnu dans les Propositions.

Cette violation ressort encore plus nettement, si l'on considère que les Propositions ne contiennent aucune disposition impliquant le principe de l'élection libre pour la désignation de tous les membres du Conseil, la procédure d'élection ne s'appliquant qu'à un certain nombre de membres les "non-permanents", puisque les autres bénéficient de sièges permanents.

En conséquence, pour rétablir l'équilibre entre l'Assemblée et le Conseil, tout en tenant compte des caractères essentiels de ce dernier, il y aurait lieu d'étendre la juridiction de l'Assemblée, sans pour cela porter préjudice à l'ensemble du système prévu pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Dans une question aussi complexe, il semble que l'idéal serait de donner à l'Assemblée le caractère d'un organe législatif et au Conseil celui d'un organe exécutif, sur le modèle de la constitution intérieure d'un Etat.

Nous ne nous dissimulons pas ce qu'il y a encore d'utopique dans une telle proposition qui dépasse le stade actuel de la "conscience internationale" des Etats; ceux-ci éprouvent encore beaucoup de répugnance à renoncer entièrement au privilège de leur souveraineté extérieure, en admettant même qu'ils soient disposés à en abandonner une partie pour l'édification d'un ordre juridique nouveau qui régira leurs activités internationales.

En conséquence, afin d'établir un compromis entre les nécessités d'une société internationale et l'exercice d'une souveraineté absolue des Etats, on pourrait concevoir un type de communauté juridique dans laquelle l'Assemblée et le Conseil seront dotés de pouvoirs législatifs et exécutifs respectivement, mais avec les limitations nécessitées par la liberté dont jouissent les Etats dans leurs relations extérieures.

Etant donné, par conséquent, les pouvoirs que les Propositions attribuent à l'Assemblée,--ces pouvoirs se limitant au droit de formuler des recommandations et d'accomplir certains actes de caractère politique ou administratif--il y aurait lieu de supprimer le lien de subordination qui existe entre l'Assemblée et le Conseil et d'étendre les pouvoirs législatifs de l'Assemblée.

Pour donner effet à ces idées, la Délégation de l'Equateur, tout en maintenant l'ordre des articles, et en coordonnant ces dispositions avec celles du Chapitre V d'où serait supprimé tout ce qui pourrait être incompatible avec l'esprit

et le texte de la présente proposition, propose l'insertion au Chapitre V du texte suivant:

"L'Assemblée Générale est l'organe qui représente directement l'Organisation".

"L'Assemblée Générale, votant à la majorité des deux tiers de ses membres, aura le pouvoir de déterminer ou de modifier progressivement les principes et les règles de droit qui doit régir les relations entre Etats. Les instruments formulant ces principes et ces règles ne prendront obligatoirement effet pour tous les membres de l'Organisation que lorsqu'ils auront été ratifiés par les deux tiers d'entre eux".

"L'Assemblée Générale, par un vote à la majorité des deux tiers de ses membres, établira une "Déclaration des Droits de l'Homme". Elle aura également le pouvoir de formuler des recommandations aux Etats membres pour que ceux-ci, s'ils ne l'ont déjà fait, incorporent ces droits dans leur législation intérieure et s'efforcent d'en respecter et d'en garantir la jouissance et l'exercice".

"L'Assemblée Générale déterminera, au moment qu'elle jugera opportun, les titres et conditions exigés des Etats souverains qui ne sont pas encore membres de l'Organisation, pour qu'ils soient admis dans l'Organisation. Elle procédera au vote sur ces admissions à la majorité des deux tiers."

"L'Assemblée Générale, par un vote à la majorité des deux tiers de ses membres pourra déclarer l'indépendance de pays, colonies, dépendances, protectorats ou mandats, lorsqu'ils auront atteint un degré de developpement tel qu'ils seront en mesure d'assurer eux-mêmes l'administration de leurs affaires intérieures et extérieures, et d'exercer les droits et de remplir les devoirs qu'implique le statut de souveraineté absolue".

"L'Assemblée Générale, par un vote à la majorité des deux tiers de ses membres pourra, soit sur la recommandation du Conseil de Sécurité, soit sans cette recommandation, suspendre l'exercice de tout droit ou privilège inhérent à sa qualité de membre, dans le cas d'un Etat membre de l'Organisation, contre lequel le Conseil de Sécurité aura adopté des mesures préventives ou coercitives ou lorsque, de l'avis de l'Assemblée, des circonstances graves justifieront cette décision. L'exercice des droits et privilèges ainsi suspendu pourra être restitué par l'Assemblée votant à la majorité prévue

au présent article qu'il y ait ou non recommandation à cet effet du Conseil de Sécurité".

"L'Assemblée Générale, par un vote à la majorité des deux tiers de ses membres, élira les membres non permanents du Conseil de Sécurité, les membres du Conseil Economique et Social, les membres du Conseil de l'Education et de la Culture ainsi que le Secrétaire Général de l'Organisation. En ce qui concerne l'élection des juges de la Cour de Justice Internationale, l'Assemblée s'acquittera des fonctions qui lui sont reconnues par le statut de la Cour".

En ce qui concerne la Section B du Chapitre V, la Délégation de l'Equateur propose l'adjonction du paragraphe soumis par la Délégation du Brésil, lors de la Conférence de Mexico. Le texte en est le suivant :

"Si l'unedes parties contractantes à un traité demande qu'il soit mis fin à ce traité, en totalité ou en partie, ou déclare que la continuation de ce traité constitue pour elle une injustice, l'Assemblée pourra, à la requête de cette partie, et votant à la majorité des deux tiers, inviter l'une ou l'autre des parties contractantes à conclure un accord avec l'autre en vue de réviser ledit traité ou d'y mettre fin. Si l'une des parties contractantes n'accepte pas que ledit traité soit revisé ou qu'il soit mis fin, l'autre partie contractante ou les autres parties auront le droit de soumettre la question à la Cour de Justice Internationale, pour que celle-ci puisse dans une déclaration formelle, décider si le traité en question a perdu tout ou partie de son caractère obligatoire en raison d'un changement dans les conditions qui avaient déterminé son adoption ou parce que son application constitue, pour l'une des parties, une charge injuste".

Le Conseil de Sécurité - Chapitre VI
(Composition, principaux pouvoirs et fonctions, vote et procédure).

La Section A du Chapitre fixe la composition du Conseil et accorde des sièges permanents aux représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume Uni de la Grande Bretagne, et de l'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, de la République de Chine, et le moment venu, de la France. En outre, l'Assemblée Générale est chargée de désigner les six Etats qui occuperontles sièges non permanents, la durée du mandat de ces Etats étant également spécifiée.

Le caractère essentiellement exécutif du Conseil de Sécurité exige, en fait, que le nombre de ses membres ne soit pas excessif, mais que, cependant, ce nombre ne soit pas

limité au point de ne pas permettre une représentation convenable et équitable des membres de l'Organisation.

Il y aurait donc lieu de porter à treize le nombre des membres du Conseil, c'est-à-dire à huit le nombre des Etats occupant des sièges non permanents.

Il conviendrait en outre que trois des huit sièges non permanents fussent réservés aux pays latino-américains pour répondre à un concept de justice élémentaire, si l'on veut bien se rappeler qu'ils représentent approximativement le tiers du nombre total d'Etats souverains possédant la capacité de devenir membres de l'Organisation.

La Section B du même Chapitre traite des principaux pouvoirs et fonctions du Conseil; le premier paragraphe déclare que :

> "Afin de permettre à l'Organisation d'agir promptement et efficacement, les membres de l'Organisation devraient, dans la Charte, conférer au Conseil de Sécurité la responsabilité essentielle en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et convenir que, dans l'exercice des fonctions lui incombant de ce fait, le Conseil agit en leur nom".

Ce paragraphe ne soulèverait pas d'objection si le texte de la Charte définissait cette importante responsabilité, en termes objectifs et précis et établissait les moyens effectifs de la mettre à effet d'une manière pratique.

Si le Conseil doit assumer cette responsabilité, il faut qu'il agisse au nom de tous les membres de l'Organisation; il est donc raisonnable de supposer qu'il appartient à ces membres de rendre cette responsabilité effective au moyen du seul organe directement représentatif de l'Organisation internationale, c'est-à-dire l'Assemblée.

Et comment l'Assemblée pourrait-elle exiger du Conseil qu'il assume cette responsabilité?

La seule manière est peut-être d'obliger le Conseil à rendre compte périodiquement à l'Assemblée de ses activités, d'une manière détaillée, et de donner à l'Assemblée pleins pouvoirs pour confirmer, annuler, développer ou modifier les décisions prises par le Conseil.

Toutefois l'application d'une telle procédure, tout en introduisant dans l'Organisation un souffle puissant de justice et de démocratie, comporte un risque terrible : elle peut en effet compromettre l'efficacité de l'intervention du Conseil,

550

pour le maintien de la paix et de la sécurité, surtout lorsqu'il s'agira de mesures coercitives que le Conseil pourrait avoir à prendre dans le cas de menace ou d'actes d'agression exigeant une action rapide et continue soit pour les prévenir, soit pour les réprimer.

On pourrait cependant trouver une formule de conciliation: d'une part le Conseil aurait le droit de faire rapport à l'Assemblée sur ses activités; d'autre part, l'Assemblée aurait le pouvoir d'adresser au Conseil des recommandations ou des décisions en vue d'obtenir qu'il s'acquitte d'une manière complète des devoirs difficiles et complexes qui lui sont assignés.

De même--et pour assurer la division des pouvoirs entre l'Assemblée et le Conseil--il y aurait intérêt à empêcher le Conseil, ainsi que l'a très sagement suggéré le Comité Juridique inter-américain, de poser ou de modifier des principes ou des règles de droit, surtout si l'on acceptela proposition de l'Equateur d'après laquelle ce pouvoir constituerait un privilège exclusif de l'Assemblée.

La procédure de vote, au sein du Conseil, est fixée à la Section C du Chapitre, quoique que le question ait été examinée et décidée avant la Conférence de Dumbarton Oaks.

Chaque membre doit avoir une voix; les décisions du Conseil, sur les questions de procédure doivent être prises à la majorité de sept voix; sur toutes les autres questions, elles doivent être prises à la majorité de sept voix, dont <u>celles des membres permanents</u>. Il est prévu en outre que, pour les décisions visées au Chapitre VIII, Section A, et dans la deuxième phrase du paragraphe I du Chapitre VIII, une partie à un différend <u>doit s'abstenir de voter</u>.

Ce texte nous paraît à première vue inacceptable; on ne peut admettre que la majorité exigée pour des décisions qui ne concernent pas des questions de procédures, c'est-à-dire en fait les décisions les plus importantes, comprenne tous les membres permanents: en effet, c'est ignorer en principe la présence et le vote des membres non permanents et les mettre dans une situation d'infériorité évidente et injuste.

D'autre part, cette disposition étrange empêcherait souvent le Conseil de prendre des décisions de la plus haute importance étant donné qu'il suffirait qu'un des membres permanents vote contre les autres pour empêcher l'adoption d'un acte ou d'une résolution, même dans le cas où cet acte ou cette résolution répondrait aux nécessités de la justice ou d'une situation urgente.

L'acceptation de cette thèse entraînerait des conséquences

fatales pour la future institution internationale, car elle ne tiendrait aucunement compte du principe de l'égalité juridique des Etats membres et réduirait ceux qui ne possèdent que des sièges non permanents à des fonctions purement décoratives au Conseil. En outre, l'Organisation se trouverait réduite à l'inertie, dans le cas où un seul des membres permanents voudrait lui interdire toute action et la mener à la faillite.

Dans ces conditions, nous n'aurions plus une libre association d'Etats et nous nous trouverions placés devant la volonté omnipotente d'un seul Etat, s'opposant à l'opinion unanime de tous les autres; nous aurions là un exemple frappant d'anarchie sous les apparences d'un monde organisé.

En ce qui concerne la dernière partie de cette section à savoir le retrait du droit de vote des membres qui sont parties à un différend, cette clause d'interdiction s'applique seulement aux questions faisant l'objet des décisions mentionnées à la Section A du Chapitre VIII (Réglement pacifique des conflits) et à la seconde phrase du paragraphe 1, Section C du même chapitre (autorité donnée au Conseil de favoriser le réglement des conflits locaux par le moyen d'arrangements ou par l'intermédiaire d'organismes régionaux).

Pour toutes les autres décisions du Conseil et en particulier pour celles qui sont prévues à la Section B du dit chapitre relativement aux mesures préventives et répressives qu'il pourra avoir à prendre en raison d'événements qui menaceraient la paix ou d'actes d'agression caractérisés, les membres du Conseil qui sont parties au différend en question devraient conserver leur plein droit de vote.

Cette atteinte à l'unité du système, que constitue la suppression du vote dans des décisions qui n'ont qu'une importance mineure alors que ce vote est prévu dans les cas les plus graves et les plus urgents, si on la juge en tenant compte du système de majorité qui doit prévaloir comme nous l'avons dit déjà, amène à envisager l'hypothèse où une agression ou une menace d'agression venant d'un Etat, membre permanent du Conseil, et dirigée contre un ou plusieurs des autres Etats, ne pourrait être repoussée ou neutralisée par le recours aux divers systèmes de sécurité collective qui ont été suggérés dans les Propositions.

Cette atteinte portée au système n'aurait pour résultat que de favoriser une forme d'agression tolérée et libre qui aboutirait, dans l'avenir, à de terribles guerres que l'organisation serait dans l'impossibilité d'empêcher ou d'arrêter puisqu'elle se trouverait dans la situation impuissante du spectateur.

552

Le raisonnement ci-dessus amène à déclarer que les membres du Conseil qui sont parties à un différend soumis à l'examen direct ou indirect de cette haute instance devraient s'abstenir de voter dans les décisions qu'elle pourrait prendre conformément aux attributions et aux pouvoirs qui lui sont conférés par le Chapitre VIII des Propositions.

Etant donné les considérations énumérées ci-dessus, la Délégation de l'Equateur propose que les dispositions suivantes soient insérées au Chapitre VI des Propositions par voie d'amendement, de substitution ou d'addition selon le cas :

"Le Conseil de Sécurité sera composé d'un représentant ou délégué de chacun des treize membres de l'Organisation. Les représentants ou délégués des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, de la République de Chine et de la France auront des sièges permanents. L'Assemblée Générale élira huit Etats qui occuperont les sièges non permanents, dont trois seront réservés à des Etats d'Amérique latine, désignés par un vote de l'ensemble des Etats membres de l'assemblée appartenant à cette région. Ces huit Etats seront élus pour une période de deux ans, quatre d'entre eux arrivant chaque année à l'expiration de leur mandat et n'étant pas immédiatement rééligibles. A la première élection de membres non permanents, l'Assemblée Générale élira quatre membres pour une durée d'une année et quatre pour une durée de deux ans".

"La responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales qui appartient au Conseil de Sécurité entraîne pour ce dernier l'obligation de soumettre à l'examen de l'Assemblée Générale des rapports périodiques et des rapports spéciaux par lesquels il lui rendra compte en détail de ses actes et de ses décisions, ainsi que des motifs qui les ont déterminés".

"L'Assemblée Générale aura, en conséquence, l'obligation d'étudier ces rapports et de les approuver ou de les désapprouver, en partie ou en totalité, selon son libre jugement, et elle pourra en outre adresser des recommandations et des voeux au Conseil de Sécurité afin d'assurer l'accomplissement complet par ce dernier de toutes les tâches résultant du fait qu'il est responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales".

"Dans l'accomplissement des tâches résultant du fait qu'il est responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de Sécurité ne créera pas de nouveaux principes ou règles de droit, ni ne modifiera

ceux qui existent mais observera et appliquera les principes et les règles du droit existant".

"Toutes les décisions du Conseil de Sécurité quel qu'en soit le sujet, devront être approuvées par un vote affirmatif de huit de ses membres".

"Les membres du Conseil qui sont parties à un litige ou à un différend dont le Conseil lui-même a à connaître directement ou indirectement, s'abstiendront de voter sur les décisions que le Conseil prendra du fait des pouvoirs et de l'autorité que lui confère le Chapitre VIII des Propositions, au sujet de ces litiges ou de ces différends".

554

Cour Internationale de Justice

Les dispositions relatives à une Cour Internationale de Justice figurent au Chapitre VII des Propositions.

Le paragraphe dudit chapitre prévoit que "la Cour devrait être constituée et devrait fonctionner conformément à un Statut qui serait annexé à la Charte de l'Organisation et en ferait partie".

La Délégation de l'Equateur, en appuyant une proposition aussi louable, soumet à l'attention de la Conférence de San Francisco ses suggestions et ses propositions relativement à ce Statut:

1. La Délégation de l'Equateur estime désirable d'adopter la première hypothèse de l'alternative qui figure au paragraphe 3 du chapitre VII des propositions de Dumbarton Oaks, à savoir que le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale soit maintenu en vigueur sous réserve des modifications nécessaires , mais qu'on n'établisse pas un nouveau Statut; on économisera ainsi le temps et les efforts qu'il faudrait pour établir un statut nouveau et l'on utilisera toutes les parties du statut actuel dont l'expérience a montré qu'elles sont appropriées à la nouvelle situation du monde, tout en éliminant, en modifiant et en transformant celles qui seront considérées comme incompatibles avec cette situation ou avec les nouveaux idéals de la Loi internationale;

2. La Délégation de l'Equateur appuie également l'idée d'une Cour de Justice de caractère universel, à la condition que son statut comporte les dispositions nécessaires pour que son activité soit coordonnée avec celle des Cours de Justice de caractère continental ou régional qui pourront être créées dans l'avenir, soit que ces dernières aient juridiction exclusive et soient habilitées à connaître en tant qu'instances uniques des affaires de caractère continental ou régional, soit qu'elles puissent les juger sans que disparaisse la possibilité d'en appeler de leur décision à la Cour de Justice Internationale.

3. Tous les membres de l'Organisation Générale Internationale seront ipso facto parties au statut de la Cour Permanente de Justice Internationale; en ce qui concerne les Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation, l'Assemblée Générale fixera les conditions de l'admission;

4. Le système d'élection des membres de la Cour prévu dans le statut existant devra être totalement révisé afin d'adapter d'une manière équitable et fidèle la composition de cette haute instance à la nécessité d'y représenter , sur une base égale, tous les groupements régionaux et sub-régionaux d'Etats;

5. La Cour connaîtra de tous les différends entre Etats, quelle qu'en soit la nature, chaque fois que tous les moyens de réglement prévus dans la Charte de l'Organisation internationale auront été épuisés sans qu'on soit arrivé à une solution définitive, et à la condition que le droit des Etats, parties à un différend, de soumettre ce différend à un moment quelconque et par des moyens directs à la Cour de Justice ait été respecté;

6. La Cour a les pouvoirs nécessaires pour trancher sans appel toutes les questions relatives à l'exercice de sa propre juridiction;

7. La Cour aura également le pouvoir de décider sans appel si l'objet d'un conflit soumis à sa juridiction est d'un caractère national ou international.

8. Les jugements de la Cour seront obligatoires pour les Etats qui sont parties à un différend réglé par la Cour; s'il est nécessaire, il sera pris des mesures coercitives par l'intermédiaire des organismes habilités à appliquer ces mesures, dans le cadre de l'Organisation générale internationale;

9. Il serait nécessaire d'insérer après le paragraphe 3 de l'article 36 du Statut actuel la disposition suivante:

> "Les coutumes internationales et les principes du droit, qu'il soit continental ou régional, applicables aux différends entre Etats appartenant au Continent ou à la région intéressée"

10. Les langues officielles employées à la Cour seront le français, l'anglais et l'espagnol.

<u>Maintien de la Paix et de la Sécurité Internationales et Prévention et Suppression de l'Agression.</u>

Le Chapitre VIII des Propositions est consacré au maintien de la paix et de la sécurité internationales et à la prévention et à la suppression de l'agression.

Ce chapitre est divisé en trois sections: A) Réglement pacifique des différends, B) détermination de l'existence de menaces à la paix ou d'actes d'agression et mesures à prendre à ce sujet. C) arrangements régionaux.

La section A prévoit un système progressif de réglement pacifique des différends internationaux, commançant par une enquête initiale menée par le Conseil, suivie de l'obligation qui est faite aux parties de chercher un accord par voie de négociations, de conciliation, d'arbitrage ou de réglement

judiciaire; vient ensuite une recommandation du Conseil visant le règlement du conflit par ces moyens et le pouvoir donné à cet organe de recommander à tout moment des procédures ou des méthodes de règlement adéquates.

Le paragraphe 6 de cette section prévoit que les différends juridiques devront, d'une manière générale, être soumis à la Cour Internationale de Justice. Le paragraphe 7 stipule que les dispositions"des paragraphes 1 et 6 de la section A ne devraient pas être applicables aux situations et aux différends nés de questions que le droit international laisse à la compétence nationale exclusive de l'Etat intéressé."

La première observation à faire sur ce chapitre vise le paragraphe 2 qui prévoit que "tout Etat, qu'il soit ou non membre de l'Organisation, pourra attirer l'attention de l'Assemblée Générale ou du Conseil de Sécurité sur un différend ou une situation de ce genre'"

Il résulte de ces dispositions que tout Etat est libre de décider s'il désire soumettre le différend à l'Assemblée ou au Conseil; pour conserver au système l'uniformité nécessaire, il faudrait donc donner à l'Assemblée les mêmes pouvoirs que ceux qui sont reconnus au Conseil.

Il serait donc désirable d'insérer, après les mots "le Conseil de Sécurité" dans le paragraphe en question, les mots "ou l'Assemblée Générale".

Afin d'éviter que le Conseil et l'Assemblée aient à connaître, l'un et l'autre, d'une question donnée, il devrait être stipulé que la juridiction appartiendra à celui des deux organes qui aura eu, le premier, à en connaître.

Au paragraphe 3 de la même section, comme il est dit ci-dessus, sont énumérés,dans leur ordre logique et normal, les moyens auxquels les Etats-Membres sont tenus de recourir pour la solution de leurs différends internationaux, qu'ils agissent de leur propre initiative ou sur la recommandation du Conseil deSécurité.

Parmi ces moyens, la conciliation est spécifiquement mentionnée; en effet elle constitue une méthode souple, capable de s'adapter à tous les aspects d'un différend par le jeu des éléments psychologiques et par l'application de critères d'équité; c'est pourquoi elle jouit,parmi les autres méthodes, d'une situation privilégiée.

Il importe donc que les Délégations à la Conférence de San Francisco examinent la nécessité de préciser la structure et la procédure de mise en oeuvre de cette méthode dans le cadre de l'ordre international.

La Délégation de l'Equateur, pleinement consciente de cette nécessité impérieuse, propose que l'on insère, après le paragraphe en question, un autre paragraphe indiquant que l'Assemblée Générale devra approuver, par un vote à la majorité des deux-tiers de ses membres, un statut pour la création de commissions continentales ou régionales qui seraient chargées de faciliter, par tous les recours possibles à la procédure de conciliation, le réglement effectif des conflits et des différends de nature politique qui pourraient se produire entre les Etats appartenant aux continents et aux régions respectifs.

A l'encontre de cette proposition, on peut arguer qu'il appartient aux Etats de ces continents et de ces régions d'accepter individuellement les conventions ou les instruments qui prévoient ou qui perfectionnent la procédure de conciliation, en dehors dela future Organisation internationale; en fait, la Délégation de l'Equateur, en présentant cette suggestion, ne vise qu'à utiliser le prestige et l'autorité morale de l'Organisation pour établir des moyens efficaces de réglement des conflits internationaux, dans un esprit de réalisme vivant et sous toutes les latitudes.

De la sorte, l'ordre juridique universel rejoindrait l'ordre juridique régional et continental par le moyen de commissions qui, soumises à l'Assemblée et représentant ainsi toute la magna civitas organisée, auraient la possibilité d'intervenir promptement et opportunément à l'intérieur des limites géographiques de leur juridiction, dans tous les litiges et conflits qui pourraient mettre en danger la paix et la sécurité des Etats.

Il est évident que la composition de ces commissions devrait tenir compte de la nécessité d'y inclure des personnalités qualifiées des divers continents et des régions intéressés, auxquelles leur connaissance des difficultés et réalités de la région et leur valeur intellectuelle permettront d'accomplir au mieux leurs hautes fonctions.

Il sera nécessaire également de modifier le paragraphe 6 de cette section afin que toutes les catégories de conflits entre Etats puissent être considérées comme devant être soumises à la Cour de Justice internationale, ainsi que la Délégation de l'Equateur l'a déclaré dans ses recommandations concernant le statut de la Cour.

Il serait désirable d'autre part d'ajouter un paragraphe à la même section pour indiquer que la Cour de Justice internationale , à la requête de l'une ou de toutes les parties en conflit, ou du Conseil de Sécurité ou encore de l'Assemblée Générale, pourra décider si l'objet du litige est

de caractère international ou relève de la juridiction intérieure de l'une des parties.

Enfin la Délégation de l'Equateur estime qu'il est opportun d'ajouter à la section C (Arrangements régionaux), chapitre VIII, un nouveau paragraphe qui prendrait acte de l'existence de l'entente régionale interaméricaine et constaterait qu'elle est compatible avec l'Organisation mondiale.

Conformément aux observations ci-dessus, la Délégation de l'Equateur propose d'insérer dans le chapitre VIII des Propositions les dispositions suivantes:

"Dans tous les cas où le Conseil de Sécurité et l'Assemblée Générale ont des fonctions et des pouvoirs égaux en vue du règlement pacifique des différends internationaux, la compétence sera dévolue à celui des deux organismes qui aura été saisi le premier de l'affaire."

"Tous les différends entre Etats, quel que soit leur caractère, relèvent de la compétence de la Cour Internationale de Justice. Le Conseil de Sécurité ou l'Assemblée Générale aura le pouvoir de porter devant la Cour, pour avis, les questions posées par un différend quelconque."

"La Cour Internationale de Justice, à la demande d'une ou de toutes les Parties impliquées dans le différend, ou du Conseil de Sécurité, ou de l'Assemblée Générale, jugera si le point en litige est d'ordre international ou s'il tombe sous la juridiction intérieure d'une des Parties au différend."

"L'existence du système régional inter-américain est reconnu par les présentes comme celle d'une entité historique, politique et géographique régie par les coutumes et le droit faisant l'objet des instruments signés par les républiques de l'hémisphère occidental, et dotée des organes requis pour la réalisation de ses fins de paix, de sécurité et de justice internationales en harmonie avec celles de l'organisation établie en vertu de la présente Charte."

Coopération économique et sociale sur le plan international.

Le Chapitre IX des Propositions contient les dispositions relatives à la collaboration internationale en ce qui concerne les questions économiques et sociaux, et, d'une manière générale, les problèmes humanitaires, afin d'assurer le respect des droits de l'homme et de ses libertés fondamentales.

Dans ce domaine, l'Organisation "devrait faciliter la solution" de ces graves problèmes, en laissant la responsabilité de l'accomplissement des tâches qui en relèvent, à l'Assemblée Générale et en subordonnant l'autorité de cette dernière à un organe qui serait appelé "Conseil Economique et Social".

Le but et les conditions de cette collaboration sont définis à la Section A de ce Chapitre et les Sections B,C et D traitent respectivement de la composition du Conseil Economique et Social, du système d'élection, de ses fonctions et de ses pouvoirs ainsi que de son organisation et de sa procédure.

La Délégation de l'Equateur, conformément aux recommandations qu'elle a formulées, à propos du Chapitre IV, sur les principaux organes de la nouvelle institution internationale exprime à nouveau l'espoir que l'on prévoiera la création d'un "Conseil de l'Education et de la Culture".

L'objet principal de cet organe serait de développer "l'esprit international, par le moyen d'échanges, de contacts reciproques, et par l'unification des plans, des programmes, des méthodes et des systèmes d'enseignement ainsi que des valeurs ethiques, intellectuelles et artistiques de la culture humaine, dans un processus d'universalisation qui, tout en respectant les formes originales, nationales et régionales de ces hautes manifestations de l'esprit, encouragera en même temps les sentiments de concorde et de paix entre les peuples qui mènent à l'unité morale de l'humanité et fortifient la conscience internationale, encore fragile, des peuples.

La création de cet organe indispensable pourrait, dans ses grandes lignes s'inspirer du plan prévu pour le Conseil Economique et Social, avec les modifications nécessaires.

La Délégation de l'Equateur propose donc d'inclure cet organe dans ceux que prévoit la Charte, et d'insérer après le Chapitre X un chapitre nouveau sous le titre: "Dispositions visant la coopération internationale dans les questions éducatives et culturelles", elle se réserve de présenter à la Conférence de San Francisco un texte à ce sujet.

Clause prévoyant la procédure d'amendement à la Charte.

La clause prévoyant la procédure d'amendement à la Charte figure au Chapitre XI des Propositions et son texte indique que "les amendements devraient entrer en vigueur, à l'égard de tous les membres de l'Assemblée Générale et ratification par les membres de l'Organisation ayant un siège permanent au Conseil de Sécurité et par la majorité des autres membres de l'Organisation.

A la place du texte ci-dessus, la Délégation de l'Equateur soumet à l'attention de la Conférence le texte suivant:

> "L'Assemblée Générale, sur l'initiative d'un quelconque de ses membres, ou du Conseil de Sécurité, amendera la Charte de l'Organisation, par un vote à la majorité des deux tiers de ses membres. Les amendements adoptés entreront en vigueur et lieront tous les membres de l'Organisation lorsqu'ils auront été ratifiés, conformément aux procédures constitutionnelles, par les deux tiers des membres."

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS
RELATIVES A L'ETABLISSEMENT D'UNE
ORGANISATION INTERNATIONALE GENERALE

TEXTE ORIGINAL	AMENDEMENTS
Une Organisation Internationale devrait être établie sous le titre "Les Nations Unies", dont la Charte renfermerait les dispositions nécessaires pour mettre en oeuvre les propositions qui suivent.	La Délégation de l'Equateur est d'avis que le titre de la nouvelle organisation devrait être "Association juridique internationale" ou "Communauté juridique d'Etats" ou une appellation analogue qui traduise d'une manière complète son vrai caractère et sa vraie nature.
Chapitre I - Buts	
Les buts de l'Organisation devraient être les suivants:	
1. Maintenir la paix et la sécurité internationales; et à cette fin prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et éliminer les dangers qui menacent la paix, réprimer les actes d'agression ou autres atteintes portées à la paix, et préparer ou réaliser par des moyens pacifiques le règlement des différends internationaux qui risquent d'entraîner la rupture de la paix.	La Délégation de l'Equateur estime que tout en conservant le texte des divers paragraphes du ChapitreI, on devrait insérer en tête de ce chapitre un paragraphe préliminaire rédigé comme suit: "Maintenir la paix et la sécurité internationales par l'adoption de mesures collectives qui rendent effectives le règne de la justice et du droit entre les Etats."
2. Développer les relations amicales entre les Nations et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde.	
3. Réaliser une coopération internationale en vue de résoudre les problèmes humanitaires internationaux tels que ceux d'ordre économique et social.	3. Réaliser une coopération internationale en vue de résoudre les problèmes internationaux économiques, sociaux, éducatifs, culturels et autres problèmes humanitaires.
4. Coordonner et centraliser les efforts des Nations en vue de parvenir à ces fins communes.	

362

Chapitre II - Principes

Dans la poursuite des buts visés au Chapitre I, l'Organisation et ses membres devraient agir conformément aux principes suivants:

1. L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats épris d'un idéal de paix.

1. "L'égalité juridique de tous les Etats souverains, égalité exprimant leur situation identique devant la loi commune qui règle leurs relations réciproques et devenant un moyen de corriger toute inégalité matérielle ou politique existant entre eux et d'y porter remède;

"La suprématie du droit moral, reconnu comme le principe fondamental du droit international positif qui règle les relations entre les Etats;

"Le respect fondamental de la personnalité des Etats sur le plan national etinternational et de leur souveraineté, dans la mesure où cette dernière n'est pas incompatible avec les droits et pouvoirs de la Communauté internationale, représentée juridiquement par l'Organisation internationale créée par la présente Charte;

"Le bannissement de la mauvaise foi en tant que règle de conduite dans les relations internationales;

"La publicité des relations internationales et l'obligation réciproque, pour les Etats, de maintenir leurs moyens internationaux de communications et d'informations;

"La nullité des acquisitions de territoires réalisées grâce au recours à une contrainte morale ou physique quelconque;

"Le renoncement à toute intervention directe ou indirecte d'un ou de plusieurs Etats dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre ou d'autres Etats, et l'interdiction de procéder à de telles interventions, sans toutefois qu'il puisse être porté atteinte aux droits et aux pouvoirs conférés à l'Organisation par la présente Charte; ou aux pactes ou instruments continentaux ou régionaux; ou à des traités et conventions librement conclus;

"La déclaration que toute atteinte portée par un Etat à l'intégrité ou à l'inviolabilité territoriales, à la souveraineté ou à l'indépendance politique d'un autre Etat sera considérée comme un acte d'agression contre tous les Etats qui constituent la Communauté internationale;

"L'Organisation garantit l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les Etats-Membres, ainsi que le respect des traités, dans la limite qu'imposeront les réajustements et les révisions qui pourront être exigés par l'évolution des conditions régnant dans la collectivité internationale."

2. Tous les membres de l'Organisation, afin d'assurer à chacun d'entre eux la jouissance des droits et avantages résultant de sa qualité de membre de l'Organisation s'engagent à remplir les obligations assumées par eux aux termes de la Charte.

3. Tous les membres de l'Organisation régleront leurs différends par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ne soient pas mises en danger.

3. "L'obligation incombant à tous les Etats d'employer des moyens pacifiques pour résoudre leurs différends internationaux, quelle que soit la nature de ces derniers;"

4. Tous les membres de l'Organisation s'abstiendront, dans leurs relations internationales, de recourir aux menaces ou à l'emploi de la force, incompatibles, en toute hypothèse, avec les buts de l'Organisation.

4. "La répudiation formelle par les Etats du recours à la contrainte morale ou physique dans leurs relations mutuelles, à moins que ce recours ne soit la conséquence de mesures prises par l'Organisation internationale, dans le cadre de son organisation de police internationale."

5. Tous les membres de l'Organisation seconderont, dans toute la mesure de leurs moyens, toute action entreprise par l'Organisation conformément aux dispositions de la Charte.

6. Tous les membres de l'Organisation s'abstiendront de prêter assistance à un Etat contre lequel l'Organisation aura entrepris une action d'ordre préventif ou coercitif.

En vue de maintenir la paix et la sécurité internationales, l'Organisation devrait prendre toutes les mesures qu'elle jugerait nécessaires pour que les Etats non-membres agissent conformément à ces principes.

7. "L'Organisation reconnaît qu'il est nécessaire en vertu des grands principes de la justice et de l'humanité, d'assurer aux êtres humains, un système de protection internationale de leurs droits essentiels, tels qu'ils sont énumérés et définis dans la Déclaration que l'Assemblée Générale formulera à cet égard."

Chapitre III - Membres

1. Devrait pouvoir être membre de l'Organisation tout Etat épris d'un idéal de paix.

1. "Les Membres de l'Organisation sont les Etats qui ont souscrit sans réserve aux dispositions de la présente Charte et qui l'ont ratifiée ultérieurement.

Tous les Etats souverains du monde, ainsi que ceux qui acquèreront par la suite la souveraineté pourront demander leur admission à titre de membres dans l'Organisation et y seront admis en effet s'ils possèdent les qualifications et s'ils remplissent les conditions qui seront fixées en temps utile par un vote de l'Assemblée Générale acquis à la majorité des deux-tiers.

2. Aucun Etat-Membre ne peut ni être exclu de l'Organisation ni s'en retirer volontairement."

Chapitre IV - Principaux Organes

1. Les principaux organes de l'Organisation devraient être:

a. Une Assemblée Générale
b. Un Conseil de Sécurité
c. Une Cour internationalede Justice
d. Un Secrétariat

1. Les principaux organes de l'Institution créés par la présente Charte sont les suivants:

a. L'Assemblée Générale;
b. Le Conseil de Sécurité;
c. La Cour Permanente internationale de Justice;
d. Le Conseil économique et social;
e. Le Conseil éducatif et culturel
f. Le Secrétariat."

2. L'Organisation devrait avoir en outre tous les organismes subsidiaires qui pourraient se révéler nécessaires.

Chapitre V - L'Assemblée Générale

Section A - Composition

Tous les membres de l'Organisation devraient être membres de l'Assemblée Générale, et le nombre de représentants de chacun d'eux à l'Assemblée Générale devrait être spécifié par la Charte.

Section B - Fonctions et pouvoirs . 1. L'Assemblée Générale devrait avoir le droit de prendre en considération les principes généraux de coopération ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris les principes régissant le désarmement et la règlementation des armements; de discuter toutes questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui seraient soumises par un ou plusieurs membres de l'Organisation ou par le Conseil de Sécurité et de faire des recommandations sur ces principes ou questions. Toutes questions de ce genre, qui entraîneraient une action quelconque, devraient être soumises au Conseil de Sécurité par l'Assemblée Générale avant ou après délibération. L'Assemblée Générale ne devrait, de sa propre initiative, faire aucune recommandation sur une question, quelle qu'elle soit, ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales, lorsque le Conseil de Sécurité s'occupe de cette question.	La Délégation de l'Equateur propose d'insérer avant le paragraphe I de la Section B, les mots suivants: "L'Assemblée Générale est l'organe qui représente directement l'Organisation."
2. L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir d'admettre de nouveaux membres dans l'Organisation, sur la recommandation du Conseil de Sécurité.	2. "L'Assemblée Générale fixera au moment qui lui paraîtra opportun, les qualifications et les conditions qui seront exigées pour l'admission des Etats souverains qui ne sont pas encore membres de l'Organisation; elle aura également les pouvoirs nécessaires pour décider ces admissions qui exigeront, dans tous les cas, un vote à la majorité des deux-tiers des voix de l'Assemblée."
3. L'Assemblée Générale devrait, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, avoir le pouvoir de suspendre l'exercice de tous les droits et privilèges conférés aux membres de l'Organisation pour tout membre contre lequel auraient été prises des mesures	3. L'Assemblée Générale, par un vote acquis à la majorité des deux-tiers de ses membres et sur la recommandation du Conseil de Sécurité, ou sans cette recommandation, pourra prendre une mesure suspendant l'exercice de tout droit ou privilège découlant de la qualité de membre

préventives ou coercitives par le Conseil de Sécurité. L'exercice des droits et privilèges ainsi suspendu, pourrait être restitué par décision du Conseil de Sécurité. L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir sur recommandation du Conseil de Sécurité, d'exclure de l'Organisation tout membre qui persisterait à violer les principes de la Charte.

4. L' Assemblée Générale devrait élire les membres non-permanents du Conseil de Sécurité et les membres du Conseil Economique et Social prévu au Chapitre IX. Elle devrait avoir le pouvoir de nommer, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, le Secrétaire Général de l'Organisation. Elle devrait exercer, en ce qui concerne la nomination des juges de la Cour de Justice Internationale, les fonctions qui pourraient lui être attribuées par le Statut de la Cour.

5. L'Assemblée Générale devrait répartir lesfrais de l'Organisation entre ses membres et devrait avoir le pouvoir d'approuver les budgets de l'Organisation.

6. L'Assemblée Générale devrait entreprendre des études et faire des recommandations destinées à promouvoir la coopération internationale dans les domaines politique, économique et social, et à régler les situations susceptibles de porter préjudice au bien-être général.

7. L'Assemblée Générale devrait faire des recommandations en vue de coordonner les activités d'organismes internationaux spécialisés, tels que les organismes économiques et sociaux, qui entreraient en relations avec l'Organisation en vertu d'accords conclus entre eux et l'Organisation.

à l'égard de tout Etat-Membre de l'Organisation contre lequel le Conseil de Sécurité aura adopté des mesures préventives ou coercitives, ou toutes les fois que la gravité des faits justifie, à l'avis de l'Assemblée, cette suspension. L'exercice des droits et privilèges ainsi suspendus pourra être rétabli par l'Assemblée au moyen d'un vote pris à la majorité indiquée ci-dessus et avec ou sans recommandation."

4. "L'Assemblée Générale élira à une majorité des deux-tiers les membres non-permanents du Conseil de Sécurité, les membres du Conseil économique et social, les membres du Conseil éducatif et culturel et le Secrétaire Général de l'Organisation. En ce qui concerne l'élection des juges de la Cour Permanente internationale de Justice, l'Assemblée remplira les fonctions qui lui seront assignées par le Statut de la Cour."

8. L'assemblée Générale devrait recevoir et examiner les rapports annuels ou spéciaux émanant du Conseil de Sécurité et d'autres organes de l'Organisation.

"Il appartiendra à l'Assemblée Générale de fixer ou d'amender progressivement par votes acquis à la majorité des deux-tiers de ses membres les principes et les règles de droit qui doivent réglementer les relations entre les Etats. Les instruments par l'intermédiaire desquels ces principes et ces règles entreront dans la réalité ne deviendront obligatoires pour tous les membres de l'Organisation que lorsqu'ils auront été ratifiés par les deux-tiers des membres.

"L'Assemblée Générale approuvera par un vote à la majorité des deux-tiers de ses membres une "Déclaration des Droits de l'Homme". Elle aura également le pouvoir de formuler des voeux et des recommandations aux Etats-Membres afin que ces derniers reconnaissent ces droits dans leur législation intérieure et s'efforcent d'en respecter et d'en garantir la jouissance et l'exercice.

"L'Assemblée Générale pourra, par un vote acquis à une majorité des deux-tiers de ses membres, proclamer l'indépendance des pays soumis à un système colonial, à un système de dépendance, de protectorat ou de mandat et qui ont atteint un développement suffisant pour être à même de régler par leurs propres moyens leurs affires intérieures et extérieures ainsi que d'accomplir les devoirs que leur impose et d'exercer les droits qu'implique le statut d'un Etat pleinement souverain.

"Si l'une quelconque des Parties contractantes à un accord de caractère exécutoire demande la réalisation de certaines dispositions ou de l'ensemble de cet accord, ou déclare qu'en prolonger la durée constituerait une injustice, l'Assemblée pourra, par un vote acquis à la majorité des deux-tiers, inviter l'une quelconque des parties contractantes à s'entendre avec l'autre sur la revision ou la résiliation de l'accord en question. Si l'une des parties contractantes n'est pas disposée à accepter la revision ou la résiliation en question, l'autre ou les autres parties contractantes seront autorisées à soumettre la question à la Cour permanente internationale de Justice afin que cette dernière puisse, par un avis motivé décider si le traité en question a perdu tout ou partie de son pouvoir contraignant en raison d'un changement dans les conditions qui avaient entraîné sa signature et du fait que désormais il lésait injustement les intérêts de l'une quelconque des Parties.

SECTION C. VOTE

1. Chaque membre de l'Organisation devrait avoir une voix à l'Assemblée Générale.

2. Les décisions importantes de l'Assemblée Générale, y compris les recommandations relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales, les décisions concernant l'élection des membres du Conseil de Sécurité, l'élection des membres du Conseil Économique et Social, l'admission de membres, la suspension de l'exercice des droits et privilèges des membres, l'exclusion de membres, enfin les questions d'ordre budgétaire, devraient être prises à la majorité des deux-tiers des membres présents et votants. Quant aux autres questions, y compris la détermination de celles

devant faire l'objet d'un vote de l'Assemblée à la majorité des deux-tiers, les décisions devraient être prises à la majorité simple.

SECTION D. PROCEDURE

1. L'Assemblée Générale devrait se réunir en sessions annuelles régulières, et chaque fois que les circonstances l'exigeraient en sessions spéciales.

2. L'Assemblée Générale devrait adopter ses propres règles de procédure et désigner son Président pour chaque session.

3. L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir d'instituer les organismes et offices qu'elle jugerait nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

Chapitre VI. Le Conseil de Sécurité.

SECTION A. COMPOSITION

Le Conseil de Sécurité devrait être composé de représentants de onze membres de l'Organisation, à raison d'un par membre. Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, de la République de Chine et, le moment venu, de la France, devraient avoir des sièges permanents. L'Assemblée Générale devrait désigner six Etats pour occuper les sièges non-permanents. Ces six Etats devraient être élus pour une période de deux ans, trois d'entre eux se retirant chaque année. Ils ne devraient pas être immédiatement rééligibles. A la première élection des membres non-permanents, trois devraient être choisis par l'Assemblée Générale pour une période d'un an, et trois

"Le Conseil de Sécurité sera composé d'un représentant ou délégué de chacun des treize membres de l'Organisation. Les représentant ou délégués des Etats-Unis d'Amérique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, de la République de Chine et de la France auront des sièges permanents. L'Assemblée Générale élira huit Etat qui occuperont les sièges non-permanents, dont trois seront réservés à des Etats d'Amérique latine, désignés par un vote de l'ensemble des Etats-Membres de l'Assemblée appartenant à cette région. Ces huit Etats seront élus pour une période de deux ans, quatre d'entre eux arrivant chaque année à l'expiration de leur mandat et n'étant pas immédiatement rééligibles. A la première élection de membres non-

pour une période de deux ans.

permanents, l'Assemblée Générale élira quatre membres pour une durée d'une année et quatre pour une durée de deux ans."

SECTION B. PRINCIPAUX POUVOIRS ET FONCTIONS.

1. Afin de permettre à l'Organisation d'agir promptement et efficacement, les membres de l'Organisation devraient, dans la Charte, conférer au Conseil de Sécurité la responsabilité essentielle en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et convenir que, dans l'exercice des fonctions lui incombant de ce fait, le Conseil agit en leur nom.

2. En remplissant ces fonctions, le Conseil de Sécurité devrait agir conformément aux buts et principes de l'Organisation.

3. Les pouvoirs propres accordés au Conseil de Sécurité en vue de lui permettre de remplir ces fonctions sont exposés au Chapitre VIII.

4. Tous les membres de l'Organisation devraient s'engager à accepter les décisions du Conseil de Sécurité et à les exécuter conformément aux dispositions de la Charte.

5. Afin de favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales, en consacrant une proportion aussi faible que possible des ressources humaines et économiques aux armements, le Conseil de Sécurité, avec l'aide du Comité d'Etat-Major visé au Chapitre VIII, Section B, paragraphe 9, devrait être chargé d'élaborer des plans pour l'établissement d'un système de règlementation des armements, et de les soumettre aux membres de l'Organisation.

6. La responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales qui appartient au Conseil de Sécurité entraîne pour ce dernier l'obligation de soumettre à l'examen de l'Assemblée Générale des rapports périodiques et des rapports spéciaux par lesquels il lui rendra compte en détails de ses actes et de ses décisions, ainsi que des motifs qui les ont déterminés.

"L'Assemblée Générale aura, en conséquence, l'obligation d'étudier ces rapports et de les approuver ou de les désapprouver, en partie ou en totalité, selon son libre jugement, et elle pourra en outre adresser des recommandations et des voeux au Conseil de Sécurité afin d'assurer l'accomplissement complet par ce dernier de toutes les tâches résultant du fait qu'il est responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

7. "Dans l'accomplissement des tâches résultant du fait qu'il est responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de Sécurité ne créera pas de nouveaux principes ou règles de droit, ni ne modifiera ceux qui existent mais observera et appliquera les principes et les règles du droit existant."

SECTION C. VOTE

1. Chaque membre du Conseil de Sécurité devrait avoir une voix.

2. Les décisions du Conseil de Sécurité sur les questions de procédure devraient être prises à la majorité de sept voix.

2. "Toutes les décisions du Conseil de Sécurité, quel qu'en soit le sujet, devront être approuvées par un vote affirmatif de huit de ses membres.

3. Les décisions du Conseil de Sécurité sur toutes les autres questions devraient être prises à la majorité de sept voix dont celles des membres permanents, sous cette réserve que, pour les décisions visées au Chapitre VIII, Section A, et dans la deuxième phrase du paragraphe I du Chapitre VIII, Section C, une partie à un différend devrait s'abstenir de voter.

3. "Les membres du Conseil qui sont Parties à un litige ou à un différend dont le Conseil lui-même a à connaître directement ou indirectement, s'abstiendront de voter sur les décisions que le Conseil prendra du fait des pouvoirs et de l'autorité que lui confère le Chapitre VIII des Propositions, au sujet de ces litiges ou de ces différends."

SECTION D. PROCEDURE

1. Le Conseil de Sécurité devrait être organisé de manière à pouvoir fonctionner de façon continue, et chaque Etat membre du Conseil de Sécurité devrait avoir une représentation permanente au siège de l'Organisation. Il pourrait se réunir en tels autres lieux qu'il jugerait les plus propres à faciliter sa tâche. Des réunions auxquelles chaque Etat membre du Conseil de Sécurité pourrait, s'il le désirait, se faire représenter par un membre du gouvernement ou un autre représentant spécial, devraient avoir lieu périodiquement.

2. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir d'instituer les organismes ou offices qu'il juge nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions, y compris des sous-comités régionaux du Comité d'Etat-Major.

3. Le Conseil de Sécurité devrait adopter ses propres règles de procédure, y compris la manière de choisir son Président.

4. Tout membre de l'Organisation devrait participer à la discussion de toute question soumise au Conseil de Sécurité, chaque fois que le Conseil de Sécurité juge que les intérêts de ce membre de l'Organisation se trouvent particulièrement affectés.

5. Tout membre de l'Organisation qui n'est pas représenté au Conseil de Sécurité et tout Etat non-membre de l'Organisation, s'il est partie à un différend examiné par le Conseil de Sécurité, devrait être invité à participer à la discussion ayant trait à ce différend.

Chapitre VII. Cour Internationale de Justice.

1. Il devrait exister une Cour Internationale de Justice, qui formerait l'organe judiciaire principal de l'Organisation.

2. La Cour devrait être constituée et devrait fonctionner conformément à un Statut qui devrait être annexé à la Charte de l'Organisation et en faire partie.

3. Le Statut de la Cour de Justice Internationale devrait être, soit (a) le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale, restant en vigueur avec les modifications qu'il semblerait utile d'y apporter, soit (b) un nouveau Statut, à la préparation duquel le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale devrait servir de base.

3. "Le Statut de la Cour Internationale de Justice sera celui de la Cour susdite auquel on apportera les modifications désirables."

4. Tous les membres de l'Organisation devraient ipso facto être parties au Statut de la Cour Internationale de Justice.

5. Les conditions dans lesquelles les Etats non-membres de l'Organisation pourraient devenir parties au Statut de la Cour Internationale de Justice devraient, dans chaque cas, être déterminées par l'Assemblée Générale, sur la recommandation du Conseil de Sécurité.

5. "Les conditions dans lesquelles les Etats non-membres de l'Organisation peuvent devenir Parties au statut de la Cour de Justice seront fixées dans chaque cas par l'Assemblée Générale."

Chapitre VIII. Arrangements pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris la prévention et la répression de l'agression.

SECTION A. REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS. 1. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir d'enquêter sur tout différend ou toute situation susceptible d'entraîner un désaccord entre nations ou d'engendrer un conflit, afin de déterminer si sa prolongation pourrait menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

2. Tout Etat, qu'il soit ou non membre de l'Organisation, pourrait attirer l'attention de l'Assemblée Générale ou du Conseil de Sécurité sur un différend ou une situation de ce genre.

3. Les Parties à un différend dont la prolongation semble devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales devraient s'engager, avant tout, à en rechercher la solution par la négociation, la médiation, la conciliation, l'arbitrage ou le règlement judiciaire, ou autres moyens pacifiques de leur choix. Le Conseil de Sécurité devrait enjoindre aux Parties de régler leur différend par de tels moyens.

4. Si, toutefois, les Etats séparés par un différend de la catégorie visée au paragraphe 3 ci-dessus ne réussissaient pas à le régler par les moyens indiqués dans ce paragraphe, ils devraient s'engager à le soumettre au Conseil de Sécurité. Le Conseil de Sécurité devrait, dans chaque cas, décider si la prolongation du différend en question est ou n'est pas, en fait, susceptible de menacer le maintien

1. "Le conseil de Sécurité ou l'Assemblée Générale aura le pouvoir d'enquêter sur tout différend ou toute situation susceptible d'entraîner un désaccord entre nations ou d'engendrer un conflit, afin de déterminer si sa prolongation pourrait menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales."

3. "Les Parties à un différend dont la prolongation semble devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales devraient s'engager, avant tout, à en rechercher la solution par la négociation, la médiation, la conciliation, l'arbitrage ou le règlement judiciaire, ou autres moyens pacifiques de leur choix. Le Conseil de Sécurité ou l'Assemblée Générale enjoindra aux Parties de régler leur différend par de tels moyens."

4. "Si, toutefois, les Etats séparés par un différend de la catégorie visée au paragraphe ci-dessus ne réussissaient pas à le régler par les moyens indiqués dans ce paragraphe, ils devront s'engager à le soumettre au Conseil de Sécurité ou à l'Assemblée Générale. Le Conseil de Sécurité ou l'Assemblée Générale devra, dans chaque cas, décider si la prolongation du différend en question est ou n'est

de la paix et de la sécurité internationales, et, par conséquent, si le Conseil de Sécurité doit intervenir dans ce différend, et, le cas échéant, s'il doit agir selon le paragrapne 5.

pas, en fait, susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et, par conséquent, si le Conseil de Sécurité ou l'Assemblée Générale doit intervenir dans ce différend et, le cas échéant, s'il doit agir selon le paragraphe 5."

5. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir, à n'importe quel moment de l'évolution d'un différend tel que celui visé au paragraphe 3 ci-dessus, de recommander les procédures ou méthodes de règlement appropriées.

5. "Le Conseil de Sécurité ou l'Assemblée Générale aura le pouvoir, à n'importe quel moment de l'évolution d'un différend tel que celui visé au paragrapne 3 ci-dessus, de recommander les procédures ou méthodes de règlement appropriées."

"L'Assemblée Générale adoptera à la majorité des deux tiers de ses membres un statut prévoyant la création de commissions continentales ou régionales chargées de provoquer et de réaliser par une procédure de conciliation, le règlement des différends ou des conflits de caractère politique pouvant surgir entre Etats appartenant aux continents et régions envisagés."

"Dans tous les cas où le Conseil de Sécurité et l'Assemblée Générale ont des fonctions et des pouvoirs égaux en vue du règlement pacifique des différends internationaux, la compétence sera dévolue à celui des deux organismes qui aura été saisi le premier de l'affaire."

6. Les différends juridiques devraient, d'une manière générale, être soumis à la Cour Internationale de Justice. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir de porter devant la Cour, pour avis, les questions de droit que soulèveraient d'autres différends.

6. "Tous les différends entre Etats, quel que soit leur caractère, relèvent de la compétence de la Cour Internationale de Justice. Le Conseil de Sécurité ou l'Assemblée Générale aura le pouvoir de porter devant la Cour, pour avis, les questions posées par un différend quelconque."

7. Les dispositions des paragrapnes 1 et 6 de la Section A ne devraient pas être applicables aux situations ou différends nés de questions que le droit international laisse à la compétence nationale exclusive de l'Etat intéressé.

"La Cour internationale de Justice, à la demande d'une ou de toutes les Parties impliquées dans le différend, ou du Conseil de Sécurité, ou de l'Assemblée Générale, jugera si le point en litige est d'ordre international ou s'il tombe sous la juridiction intérieure d'une des Parties au différend."

SECTION B. DETERMINATION DE L'EXISTENCE DE MENACES A LA PAIX OU D'ACTES D'AGRESSION ET MESURES A PRENDRE A CE SUJET. 1. Au cas où un différend ne serait pas résolu, conformément aux procédures indiquées dans le paragrapne 3 de la Section A, ou conformément aux recommandations faites selon le paragraphe 5 de la Section A par le Conseil de Sécurité, celui-ci, s'il juge que la situation ainsi créée présente un danger pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, devrait prendre toutes mesures nécessaires à ce maintien, en conformité avec les buts et principes de l'Organisation.

2. D'une manière générale, le Conseil de Sécurité devrait déterminer s'il y a danger pour la paix, rupture de la paix, ou acte d'agression, et devrait faire des recommandations ou décider des mesures à prendre en vue de maintenir ou de rétablir la paix et la sécurité.

3. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir de déterminer les mesures diplomatiques, économiques ou autres, ne comportant pas le recours à la force armée, qui devraient être prises pour rendre ses décisions efficaces, et de prescrire aux membres de l'Organisation d'appliquer ces mesures. Ces mesures peuvent comporter l'interruption totale ou partielle, des communications ferroviaires, maritimes,

aériennes, postales, télégraphniques, radio-télégraphniques ou autres, et la rupture des relations diplomatiques et économiques.

4. Si le Conseil de Sécurité estimait ces mesures inadéquates, il devrait avoir le pouvoir d'entreprendre telles opérations aériennes, navales ou terrestres, qui pourraient être nécessaires au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales. Ces opérations pourraient comprendre des actions de forces telles que des démonstrations et blocus, aériennes, navales ou terrestres, menées par des membres de l'Organisation.

5. Afin que tous les membres de l'Organisation puissent contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales, chacun des membres de l'Organisation devrait s'engager à mettre à la disposition du Conseil de Sécurité, à la demande de celui-ci et conformément à l'accord spécial ou aux accords qu'ils auraient pu conclure entre eux, les forces armées, les facilités et l'aide nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cet accord ou ces accords devraient fixer le nombre et la nature de ces forces, ainsi que le genre de facilités et d'aide à fournir. Un tel ou de tels accords devraient être negociés aussitôt que possible, et devraient, dans chaque cas, être soumis à l'approbation du Conseil de Sécurité et à la ratification des Etats signataires, selon leurs procédures constitutionnelles.

6. Afin de permettre à l'Organisation de prendre d'urgence des mesures d'ordre militaire, des contingents aériens nationaux devraient être tenus, par ses membres, à la disposition immédiate

de l'Organisation en vue d'une action de coercition internationale combinée. La puissance et le degré de préparation de ces contingents et les plans prévoyant cette action combinée devraient être fixés par le Conseil de Sécurité, avec l'aide du Comité d'Etat-Major, dans les limites prescrites par l'accord spécial ou les accords spéciaux visés au paragraphe 5 ci-dessus.

7. Les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil de Sécurité en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales devraient être prises par tous les membres de l'Organisation agissant de concert ou par certains d'entre eux, selon l'appréciation du Conseil de Sécurité. Pour l'application de ces mesures, les membres de l'Organisation agiraient de leur propre chef et par l'intermédiaire des organismes spécialisés et offices appropriés dont ils sont membres.

8. Des plans pour l'emploi de la force armée devraient être élaborés par le Conseil de Sécurité, avec l'aide du Comité d'Etat-Major visé au paragraphe 9 ci-dessous.

9. Il serait constitué un Comité d'Etat-Major, dont les attributions seraient de conseiller et d'assister le Conseil de Sécurité pour tout ce qui concerne les besoins d'ordre militaire du Conseil en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales, pour l'emploi et le commandement des forces mises à sa disposition pour la réglementation des armements, et le désarmement éventuel. Il devrait être responsable, sous l'autorité du Conseil de Sécurité, de la direction stratégique de toutes les forces armées mises à la disposition du Conseil de

Sécurité. Le Comité serait composé des Chefs d'Etat-Major des Etats membres permanents du Conseil de Sécurité ou de leurs représentants. Tout membre de l'Organisation qui n'aurait pas de représentation permanente au Comité devrait être invité par le Comité à s'associer à lui lorsque la bonne exécution des travaux du Comité exigerait une telle participation. Ensuite de quoi devraient être mises au point les questions relatives au commandement des forces.

10. Les membres de l'Organisation devraient se prêter une assistance mutuelle pour l'application des mesures décidées par le Conseil de Sécurité.

11. Un Etat, membre ou non de l'Organisation, qui se trouverait en présence de problèmes économiques spéciaux résultant de l'application de mesures adoptées par le Conseil de Sécurité, devrait avoir le droit de consulter ledit Conseil pour la solution de ces problèmes.

SECTION C. ARRANGEMENTS REGIONAUX. 1. Rien dans la Charte ne devrait s'opposer à l'existence d'arrangements ou d'organismes régionaux pour traiter des questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales qui peuvent faire l'objet d'une action de caractère régional, à condition que ces arrangements ou organismes et leurs activités soient compatibles avec les buts et les principes de l'Organisation. Le Conseil de Sécurité devrait encourager le règlement des différends de caractère local par l'intermédiaire de ces arrangements régionaux ou par ces organismes régionaux, soit sur l'initiative des Etats intéressés, soit à la suggestion du Conseil de Sécurité.

2. Le Conseil de Sécurité devrait, chaque fois qu'il convient, faire usage de ces arrangements ou organismes en vue de l'application,

sous son autorité, de mesures coercitives, mais aucune mesure coercitive ne devrait être appliquée en vertu d'arrangements régionaux ou par des organismes régionaux sans l'autorisation du Conseil de Sécurité.

3. Le Conseil de Sécurité devrait en tout temps être tenu pleinement au courant des activités entreprises ou envisagées en vertu d'arrangements régionaux ou par des organismes régionaux, en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales.

4. "L'existence du système régional inter-américain est reconnu par les présentes comme celle d'une entité historique, politique et géographique régie par les coutumes et le droit faisant l'objet des instruments signés par les républiques de l'hémisphère occidental, et dotée des organes requis pour la réalisation de ses fins de paix, de sécurité et de justice internationales en harmonie avec celles de l'organisation établie en vertu de la présente Charte."

Chapitre IX. Dispositions relatives à la coopération économique et sociale sur le plan international.

SECTION A. BUT ET RELATIONS. 1. En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires au maintien de relations amicales et pacifiques entre Nations, l'Organisation devrait faciliter la solution des problèmes humanitaires internationaux d'ordre économique, social et autre, et promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'Assemblée Générale et, sous son autorité, un

Conseil Economique et Social, devraient être chargés de l'accompliggement de cette fonction.

2. Les différentes organisations et les offices spécialisés de caractère économique, social et autre, auraient, dans leurs domaines respectifs, des responsabilités spécifiées par leur règlement. Des relations devraient être établies entre l'Organisation et tous organismes et offices de cette nature dans des conditions qui seraient définies par un accord entre le Conseil Economique et Social et les autorités compétentes de l'organisation spécialisée ou office, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale.

SECTION B. COMPOSITION ET VOTE. Le Conseil Economique et Social devrait être composé de représentants de dix-huit membres de l'Organisation. Les Etats destinés à être ainsi représentés devraient être élus par l'Assemblée Générale pour une période de trois ans. Chacun de ces Etats aurait un représentant disposant d'une voix: Les décisions du Conseil Economique et Social devraient être prises à la simple majorité des représentants présents et votants.

SECTION C. FONCTIONS ET POUVOIRS DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. 1. Le Conseil Economique et Social devrait avoir le pouvoir:

a. de mettre à exécution dans la limite de ses fonctions les recommandations de l'Assemblée Générale;
b. de faire des recommandations, sur sa propre initiative, sur des questions humanitaires internationales d'ordre économique, social et autre;
c. de recevoir et mettre à l'étude les rapports des

organismes et offices de caractère économique, social ou autre, mis en relation avec l'Organisation, et de coordonner leurs activités par le moyen de consultations avec ces organismes ou offices, et de recommandations à eux adressées;

d. d'examiner les budgets administratifs de ces organismes spécialisés ou offices en vue de leur faire des recommandations;

e. de mettre le Secrétaire Général à même de fournir des renseignements au Conseil de Sécurité;

f. d'aider le Conseil de Sécurité, sur la demande de celui-ci; et

g. de remplir toutes autres fonctions, dans les limites générales de sa compétence, qui pourraient lui être assignées par l'Assemblée Générale.

SECTION D. ORGANISATION ET PROCEDURE. 1. Le Conseil Economique et Social devrait instituer une Commission Economique, une Commission Sociale et toute autre Commission qu'il jugerait nécessaire d'établir. Ces Commissions devraient être composées d'experts. Il devrait y avoir un personnel permanent qui ferait partie du Secrétariat de l'Organisation.

2. Le Conseil Economique et Social devrait prendre toutes dispositions utiles pour que les représentants des organisations spécialisées ou offices puissent participer, sans voter, à ses délibérations et à celles des Commissions instituées par lui.

3. Le Conseil Economique et Social devrait adopter ses propres

règles de procédure et la métnode selon laquelle il choisira son Président.

Chapitre X. Secrétariat

1. Il devrait y avoir un Secrétariat composé d'un Secrétaire Général et du personnel nécessaire. Le Secrétaire Général devrait être le principal fonctionnaire administratif de l'Organisation. Il devrait être élu par l'Assemblée Générale, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, pour une période et aux conditions déterminées par la Charte.

2. Le Secrétaire Général devrait participer, en cette qualité, à toutes les réunions de l'Assemblée Générale, du Conseil de Sécurité et du Conseil Economique et Social, et devrait présenter à l'Assemblée Générale un rapport annuel sur les travaux de l'Organisation.

3. Le Secrétaire Général devrait avoir le droit d'attirer l'attention du Conseil de Sécurité sur tout ce qui lui semblerait pouvoir menacer la paix et la sécurité internationales.

Chapitre XI. Amendements

Les amendements devraient entrer en vigueure, à l'égard de tous les membres de l'Organisation, après adoption par un vote des deux tiers des membres de l'Assemblée Générale, et ratification par les membres de l'Organisation ayant un siège permanent au Conseil de Sécurité et par une majorité des autres membres de l'Organisation, selon leurs procédures constitutionnelles respectives.

[a]L'Assemblée Générale, à la diligence de ses membres, ou du Conseil de Sécurité, amendera la Charte de l'Organisation à la majorité des deux tiers de ses membres. Les amendements adoptés entreront en vigueur et lieront tous les membres de l'Organisation lorsqu'ils auront été ratifiés, conformément aux procédures constitutionnelles, par les deux tiers des membres.

Chapitre XII. Dispositions Transitoires

1. En attendant l'entrée en vigueur de l'accord spécial ou des accords spéciaux dont il est question au Chapitre VIII, Section B, paragraphe 5, et conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la Déclaration des Quatre Nations, signée à Moscou le 30 octobre 1943, les Etats parties à cette Déclaration devraient se consulter entre eux et, s'il y a lieu, avec d'autres membres de l'Organisation, en vue de telle action commune au nom de l'Organisation, qui pourrait être nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

2. Aucune disposition de la Charte ne devrait faire obstacle aux mesures prises ou autorisées, vis-à-vis des Etats ennemis et comme suite à la présente guerre, par les Gouvernements responsables de ces mesures.

Washington, D.C.

7 octobre, 1944.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (SPANISH)
G/7 (p)
May 3, 1945

GENERAL

Primera Parte

COMENTARIOS Y REFORMAS AL PLAN DE ORGANIZACION INTERNACIONAL GENERAL, PROPUESTO EN LA CONFERENCIA DE DUMBARTON OAKS

CONSIDERACIONES PRELIMINARES

El Gobierno del Ecuador ha sido invitado a la Conferencia Mundial de Naciones Unidas que se celebrará en San Francisco de California, a partir del 25 de abril del presente año, para discutir y aprobar la carta constitutiva de una organización internacional general, sobre la base del plan propuesto en esta materia por la Conferencia de Dumbarton Oaks.

Tal circunstancia y la aceptación ecuatoriana a concurrir a esa Conferencia Internacional engendran una responsabilidad, para el Gobierno del Ecuador y su Delegación ya constituída, que deberá traducirse en la inexcusable obligación de presentar ante aquélla, las observaciones que nos merezca ese plan y de formular sus correspondientes enmiendas, elaborándolas dentro de un sistema firme y orgánico que sopese y concilie por igual los ideales jurídico-internacionales de la República, sus irrenunciables derechos a la vida y a la perfectibilidad, y las peculiares condiciones del mundo en el ciclo venidero de la paz.

Mas a estos criterios inspiradores de nuestro pensamiento deberán sumarse aquéllos que, con la autoridad moral de las Repúblicas del hemisferio, fueron enunciados en la Resolución XXX sobre "Establecimiento de una Organización Internacional General", que hubo de aprobarse y suscribirse en la Conferencia Interamericana sobre Problemas de la Guerra y de la Paz, recientemente celebrada en México, cuya parte estrictamente resolutiva reza así:

"1°. Que la Secretaría General de la Conferencia transmita a los Estados que formularon las Propuestas de Dumbarton Oaks, a las demás Naciones invitadas a la próxima Conferencia de San Francisco, así como a la Conferencia misma, esta Resolución, el informe y los documentos anexos a él, que contienen las opiniones, comentarios y sugestiones que, a juicio de las Repúblicas americanas que los han manifestado, deberían ser tomados en consideración cuando se elabore el Estatuto definitivo de la proyectada organización, en especial los siguientes puntos, sobre los cuales existe consenso entre las Repúblicas Americanas representadas en esta Conferencia que no participaron en las conversaciones de Dumbarton Oaks":

"a) Aspiración a la universalidad como ideal a que debe tender la organización en lo futuro;

"b) Conveniencia de ampliar y precisar la enumeración de los principios y fines de la Organización;

"c) Conveniencia de ampliar y precisar las facultades de la Asamblea General para hacer efectiva su acción, como el órgano plenamente representativo de la comunidad internacional, armonizando con dicha ampliación las facultades del Consejo de Seguridad;

"d) Conveniencia de extender la jurisdicción y competencia del Tribunal o Corte Internacional de Justicia;

"e) Conveniencia de crear un organismo internacional, encargado especialmente de promover la cooperación intelectual y moral entre los pueblos;

"f) Conveniencia de resolver las controversias y cuestiones de carácter interamericano preferentemente según métodos y sistemas interamericanos, en armonía con los de la Organización Internacional General;

"g) Conveniencia de dar adecuada representación a la América Latina en el Consejo de Seguridad".

"2o. Que se exprese a las demás Naciones invitadas a participar en la Conferencia de San Francisco, el deseo común de las Repúblicas americanas de recibir de ellas, antes de la mencionada Conferencia, las opiniones, comentarios y sugestiones que por su parte crean conveniente comunicarlos".

" Los Gobiernos firmantes de la presente Resolución, conservarán la plena libertad de presentar y defender en la Conferencia de San Francisco, como Representantes que son de Estados soberanos, todos los puntos de vista que consideren pertinentes, muchos de los cuales se encuentran en los referidos documentos anexos".

Los postulados de la anterior Resolución que constituyeron, por así decirlo, el común denominador del pensamiento de las Repúblicas Americanas en la Conferencia de Chapultepec, a propósito del vasto y complejo tema de la organización mundial, exigen que los Gobiernos suscriptores de ese memorable instrumento los reiteren y defiendan, por una suerte de inexcusable deber moral, en la Conferencia de San Francisco, pues no se compadecería con el espíritu de unidad que debe presidir al concurso americano en esa magna prueba internacional que se los menoscabare o abandonare, ni aún en ejercicio de la plena libertad que en el párrafo último del Artículo 2º de la propia Resolución, se reconoció a esos Gobiernos, para propugnar soberanamente los puntos de vista individuales que consideren pertinentes.

Afortunadamente, en lo que atañe al Ecuador, su Gobierno sostuvo en el memorándum que dirigió a los Gobiernos Americanos, antes de la celebración de la Conferencia de México, esos altos postulados, y los sometió luego, en forma compendiosa, al conocimiento de esta Reunión.

Cúmplele, por lo mismo, a la Delegación del Ecuador a la Conferencia de San Francisco, renovar su fé en esos generosos principios, formulándolos otra vez y prestándolos toda la amplitud necesaria, para que esa Asamblea los recoja en el texto de la carta constitutiva de la organización mundial.

Por lo demás, esos principios no agotan el inventario de las legítimas aspiraciones de América, pues es menester recordarlo que en la Conferencia de México, las Delegaciones de nuestras Repúblicas apenas juzgaron conveniente anticipar algunos criterios que sirviesen de fundamento a las sucintas conclusiones adoptadas en el capítulo de la estructura mundial.

Las Delegaciones fueron a México conociendo de antemano que ese inmente problema sería tratado en toda su hondura y latitud en la Conferencia de San Francisco, y que, por lo mismo, no urgía debatirlo in extenso, sino sólo esbozar opiniones generales que permitiesen arribar a conclusiones asimismo generales.

Pero, no obstante la forma incipiente de considerar tan capital cuestión, la Resolución XXX de la Conferencia de México debería ejercer una saludable y rectificadora influencia en los resultados de la Conferencia Mundial de Naciones Unidas, si las Repúblicas Americanas lograren disciplinar y unificar su gestión dentro de ella, evitando que la pulverización de sus juicios y posiciones las conduzca anárquicamente a la infecundidad de sus esfuerzos.

La contribución de América a la factura de un estatuto mundial reviste contornos trascendentales. Sus Gobiernos acaban en la Conferencia de Chapultepec de perfeccionar sabiamente la estructura interamericana, purgándola de sus vicios originales; o de proveer a un sistema de seguridad contra toda agresión, mediante la calificación del agresor y el establecimiento de medidas punitivas y restauradoras del orden jurídico quebrantado; o, finalmente, de afirmar y enriquecer el patrimonio de derechos de los Estados, para que en la Conferencia de San Francisco no se confinen nuestras Repúblicas a la misión de complacientes y subalternas espectadoras.

El secreto de la eficacia, y, por ende, de la supervivencia de un organismo mundial dependerá en grado sumo de que éste pueda tomar en préstamo el espíritu y la letra de las instituciones internacionales de América, sin reincidir en los errores que, a la manera de un germen mortal, anticiparon la defunción de la antigua Sociedad de las Naciones.

COMENTARIOS Y ENMIENDAS AL PLAN DE ORGANIZACION

INTERNACIONAL GENERAL

DENOMINACION DEL ORGANISMO

El problema de la denominación del Organismo Internacional General no se reduce meramente a términos formales, ya que el nombre que habrá de atribuírsele deberá por designio lógico revelar su esencia y naturaleza.

La denominación sugerida en el Plan para que la proyectada entidad lo sea "de las Naciones Unidas", conspiraría doblemente contra el principio de universalidad a que debe tender el nuevo organismo, y contra su requerido carácter de estructura jurídica.

En efecto, las Naciones Unidas constituyen una mayoría notable de Estados soberanos en el mundo que, por las circunstancias actuales, serán los fundadores y miembros del Organismo. Mas de ello no deberá deducirse que las Naciones que carezcan de esa calidad no puedan, dentro de un futuro mediato o inmediato, incorporarse al Organismo, satisfaciendo las condiciones que se establezcan oportunamente.

Desde otro punto de vista, una Liga o Sociedad "de Naciones Unidas" parecería acusar con este nombre la existencia de un grupo de Estados, vinculados por un régimen de alianza transitoria que, como toda alianza, posee un alcance eminentemente político.

Esto no sería compatible con la aspiración universal de infundir al nuevo organismo un sentido preferentemente jurídico, esto es, de fundárselo como una sociedad mundial de Estados regida en lo posible por los principios fundamentales del Derecho Internacional Público.

Por las consideraciones precedentes, la Delegación del Ecuador considera que la denominación adecuada para el nuevo organismo sería la de "ASOCIACION JURIDICA INTERNACIONAL",

o "COMUNIDAD JURIDICA DE ESTADOS", o, en fin, otra semejante que pueda traducir en toda su plenitud la referida identidad del mismo.

Fines del Organismo

En el Capítulo I del Plan se determinan los fines del Organismo. Si bien todos ellos responden a una laudable inspiración, su enumeración peca por incompleta, en cuanto se ha omitido en su texto la alusión al imperio de la justicia y el derecho entre los Estados, como antecedente y fundamento de la paz y la seguridad internacionales, pues sin aquella presuposición, estos conceptos carecerían de sentido o derivarían a situaciones peligrosas o injustas.

En conformidad con esta observación, la Delegación del Ecuador estima que se establezca como acápite preliminar del Capítulo I, el siguiente:

"Mantener la paz y la seguridad internacionales mediante la adopción de medidas colectivas que tornen efectivo el imperio de la justicia y el derecho entre los Estados".

Sería conveniente, además, que en el acápite 3) del mismo Capítulo se aluda a la solución de los problemas culturales, como uno de los objetivos de la cooperación internacional.

Principios del Organismo

El Capítulo II del plan establece los principios del organismo, pero adolece como el anterior de deplorables omisiones. Para repararlas y conferir, por lo tanto, a la Carta Constitutiva y a la entidad internacional creada por ella, todo el pleno significado jurídico de que están menesterosas, sería imperioso que se incorporasen a su texto, en forma modificatoria o aditiva, los siguientes principios:

"La supremacía de la ley moral, como inspiradora del Derecho Internacional Positivo que rige la vida de relación entre los Estados".

"La igualdad jurídica de todos los Estados soberanos, como expresión de su idéntica significación ante el derecho común que rige sus relaciones recíprocas y medio correctivo y reparador de toda desigualdad práctí-

342

ca o política que se interpusiere entre ellos".

"El respeto fundamental a la personalidad y soberanía internas o externas de los Estados, en cuanto no fuere incompatible con los derechos y facultades de la Comunidad Internacional, jurídicamente representada por el Organismo Internacional, establecido por la presente Carta".

"La proscripción de la mala fé como norma de conducta en las relaciones internacionales".

"La publicidad de las relaciones exteriores y la obligación recíproca de los Estados para mantener abiertos sus medios de comunicación e información internacionales".

"La obligación que pesa sobre los Estados para resolver por medios pacíficos sus diferencias internacionales, cualquiera que fuere la naturaleza de éstas".

"La renuncia formal de los Estados al ejercicio de la fuerza moral o material en sus relaciones mutuas, a menos que tales medidas fueren el resultado de una acción concertada por el Organismo Internacional, dentro de su sistema de policía internacional".

"La nulidad de la adquisición de territorios, mediante el ejercicio de toda fuerza moral o material".

"El repudio y prohibición de toda intervención directa o indirecta, cualquiera que fuere su motivo, de parte de uno o más Estados en los asuntos interiores o exteriores de ótro u ótros, sin perjuicio de los derechos y facultades que se atribuyen al Organismo en la presente Carta, de los pactos o instrumentos continentales o regionales y de los tratados y convenciones libremente celebrados".

"La declaración de que el atentado de un Estado contra la integridad territorial o la inviolabilidad del territorio, contra la soberanía o independencia política de otro Estado, será considerado como un acto de agresión contra todos los Estados que forman la Comunidad Internacional".

Finalmente, la Delegación del Ecuador presta su adhesión a la sugestión formulada por la Delegación de México en

la Conferencia de Chapultepec, tal como consta del numeral 2) de sus reformas al Capítulo II del Plan, a fin de que se la introduzca entre los principios del Organismo. Su texto dice así:

"El Organismo garantiza la integridad territorial y la independencia política de todos los Estados Miembros, lo mismo que el respeto a los tratados, dentro de las limitaciones impuestas por los reajustes y revisiones que exija la evolución de las condiciones de convivencia internacional".

La progresiva y contemporánea tendencia de considerar a la persona humana como uno de los sujetos del Derecho Internacional Público, aparejada a la necesidad de asegurar al mínimum de sus derechos individuales y sociales, un régimen adecuado de protección internacional, merecería que se la acogiese, no sólo por el respeto debido a la dignidad de su condición jurídica, al que no puede substraerse la Comunidad Internacional que es en definitiva el conglomerado del género humano, sino porque la experiencia ha evidenciado que el régimen de normalidad y paz interna de los Estados, como consecuencia del reconocimiento y práctica de tales derechos, es uno de los cabales antecedentes de la normalidad y paz internacionales.

En esta virtud, la Delegación del Ecuador propone que se añada un último numeral al Capítulo II del Plan; redactado en los siguientes términos:

"El Organismo reconoce que, en nombre de superiores principios de justicia y humanidad, es menester asegurar a la persona humana un régimen de protección internacional de sus derechos esenciales, enumerados y definidos en la Declaración que, al respecto, deberá formular la Asamblea General".

Miembros del Organismo

En el CapítuloIII del Plan se enuncia la aspiración de que el Organismo "debería estar abierto a todos los Estados amantes de la paz".

Si en verdad la segunda guerra mundial ha sustentado la prueba evidente para clasificar a los Estados, diferenciando a aquéllos que profesan arraigadas convicciones pacifistas de aquéllos que las niegan o las han negado con su práctica de agresión y de violencia, la calificación de Estados "amantes de la paz", como calidad exigida para adquirir la

condición de Miembros del organismo, apenas responde a un criterio histórico circunstancial y, por lo mismo, relativo, que riñe con la idea de la universalidad que debe caracterizar a la nueva estructura internacional.

Hace falta, por tanto, contemplar esta cuestión desde una perspectiva histórica que, reconociendo las presentes realidades mundiales, se proyecte generosamente hacia un futuro mediato.

Teóricamente, es irrebatible la tesis de que si el Organismo en ciernes aspira a convertir en comunidad jurídica la sociedad natural de los Estados soberanos, todos ellos, sin excepción alguna, deben tener la capacidad original de pertenecer a su concierto.

Prácticamente, es también irrefutable la tesis de que el Organismo creado por la Carta Constitutiva que se aprobará y suscribirá en la Conferencia de San Francisco, sólo deberá recoger inicialmente en su seno a los Estados que, por medio de sus competentes Delegados, hayan aprobado y suscrito esa Carta y la ratificaren de acuerdo con sus respectivos procedimientos constitucionales.

Recogiendo y coordinando estas dos tesis, entre las que no existe una relación lógica de oposición, la Delegación del Ecuador somete a consideración de la Conferencia, la siguiente redacción del numeral 1), Capítulo III de la Carta:

"Son Miembros del Organismo los Estados que hayan suscrito sin reservas la presente Carta Constitutiva, y luego la hayan ratificado".

"Todos los actuales Estados soberanos del mundo, o los que posteriormente llegaren a serlo, tendrán la facultad de solicitar su admisión como Miembros del Organismo, y serán admitidos efectivamente si reunieren las calidades y cumplieren las condiciones que, mediante el voto de las dos terceras partes de la Asamblea General, se determinarán en la debida oportunidad".

La Delegación del Ecuador sugiere también, haciendo suyas las observaciones presentadas al respecto por la Delegación del Brasil en la Conferencia de México, que ningún Miembro del Organismo podrá ser expulsado de éste, ni retirarse voluntariamente del mismo.

La razón primordial que concurre, para excluir la posibilidad de la exclusión o el retiro de los Miembros del Organismo, no es otra que la imperativa necesidad de garantizar la existencia y solidez de la proyectada estructura mundial, evitando que, por la ocurrencia del primero o segundo de tales casos, el Organismo se debilite o desmedre con la disminución del número de sus Miembros y surja la consiguiente y anómala situación de que éstos, perdiendo su calidad de tales, queden al margen del régimen de derechos y obligaciones que supone una comunidad jurídica universal.

En atención a las consideraciones anteriores, la Delegación del Ecuador propone que se añada un numeral signado con el número 2) al Capítulo III, al tenor de los términos que siguen:

"Ningún Estado Miembro podrá ser excluido del Organismo ni retirarse voluntariamente de su seno".

Organos principales

El Capítulo IV del Plan se contrae a enumerar los órganos principales de la nueva estructura internacional.

La única observación que la Delegación del Ecuador podría deducir al capítulo en cuestión es la de que conviene incluir en su texto la mención de dos órganos: el Consejo Económico y Social, cuya existencia está prevista en el propio Plan, y uno nuevo que bien podría establecerse con el nombre de "Consejo Educativo y Cultural", cuya esencial misión residiría en la promoción del "espíritu internacional", como cimiento necesario de una genuina sociedad internacional de Estados, y, a la vez, como entidad universal destinada a la difusión e intercambio de los valores de la cultura humana, en su más amplia acepción.

De este modo, el numeral 1) del Capítulo IV debería redactarse así:

"Los órganos principales de la institución establecida por la presente carta son los siguientes:

a) la Asamblea General;
b) el Consejo de Seguridad;
c) la Corte Permanente de Justicia Internacional;
d) el Consejo Económico y Social;
e) el Consejo Educativo y Cultural, y
f) la Secretaría.

596

La Asamblea General

El Capítulo V del Plan se contrae a determinar las reglas aconsejables que regirían la composición, las funciones y poderes, el sistema de votación y el procedimiento de la Asamblea General del Organismo.

El cuerpo de esas disposiciones, sobre todo en lo que concierne a las funciones y poderes de este órgano fundamental, adolece de cierta imprecisión, explicable por cierto, si se advierte que el Plan que lo contiene constituye apenas la expresión de deseos o sugestiones generales, pues no otro era el cometido de los Gobiernos que lo negociaron y concluyeron.

Mas aparece lastimosamente que la intención de los Gobiernos autores del Plan, ha sido la de ubicar a la Asamblea General en una posición subalterna frente al Consejo de Seguridad, al que, en el capítulo pertinente, se aspira a atribuír "la responsabilidad de la conservación de la paz y de la seguridad internacionales", confiando apenas a aquélla una suma de restringidas facultades que no puede corresponder, en estricto derecho, a su naturaleza eminentemente representativa, pues según su sistema de composición, todos los componentes del Organismo deberían ser sus Miembros, mientras el Consejo de Seguridad, por una suerte de "delegación de poder" que le conferirían aquéllos, concentraría en sí todas las facultades y funciones atingentes a esa central responsabilidad.

Ello, naturalmente, sería admisible si cupiere que en el Consejo de Seguridad estuvieren representados directamente todos los Miembros del Organismo, pero como esta hipótesis está eliminada, atenta la razón de que este cuerpo debe estar formado por un reducido número de componentes, para dotarle de mayor ejecutividad y celeridad en sus movimientos, el desequilibrio de poderes entre la Asamblea y el Consejo configuraría una grave infracción del principio de "igualdad soberana" de los Estados, inscrito primordialmente en el capítulo respectivo del Plan.

La mencionada infracción cobra mayor relieve si se considera que, de acuerdo con el Plan, no se consagra el principio de libre elegibilidad para la designación de todos los Miembros del Consejo, sino se lo reserva para la de algunos, los "no permanentes", mientras ótros deverán ocupar asientos "permanentes".

De lo precedente se concluye que, para restaurar el equilibrio entre la Asamblea y el Consejo, respetando en sus

líneas capitales a este último, debería ampliricarse la órbita de competencia de la primera, sin que esto deba, por otro lado, comprometer la eficacia de un régimen destinado a preservar la paz y la seguridad internacionales.

Obviamente se comprende que el ideal jurídico, aplicado a tan compleja materia, sería el de atribuir a la Asamblea el carácter de órgano legislativo, y al Consejo, el de órgano ejecutivo, dentro de la estructura mundial, a imagen y semejanza del modelo que nos ofrece el Estado en su sistema doméstico.

Esto significaría una empresa todavía utópica, superior a la actual conciencia internacional de los Estados, aún renuentes a que se les despoje de todo su patrimonio de soberanía exterior, sin perjuicio de su voluntad de enajenarlo parcialmente para la edificación de un orden jurídico que regule sus actividades internacionales.

Pertenece, por lo mismo, a un criterio transaccional entre las exigencias de una sociedad internacional y la vigencia de una irrestricta soberanía, un tipo de comunidad jurídica en el que Asamblea y Consejo, respectivamente, puedan cumplir la función legislativa y ejecutiva, dentro de las naturales limitaciones impuestas por una relativa libertad de poder externo de los Estados.

Dentro de esta secuencia de conceptos, y reconociendo la insuficiencia de facultades que el Plan asigna a la Asamblea, pues éstas se ajustan meramente a su capacidad para formular recomendaciones o para ejecutar determinados actos políticos o administrativos, convendría que se desatase la ligadura de subordinación existente entre ella y el Consejo, y que, perfeccionándose esas facultades, se le confiasen, además, atribuciones legislativas en el orden internacional.

Para materializar estas ideas, la Delegación del Ecuador se permite insinuar que, guardándose el debido orden en su inserción, coordinándolos con los numerales del Capítulo V y suprimiéndose de éstos todo lo que fuere realmente incompatible con su espíritu o su texto, se incluyesen los siguientes numerales en dicho Capítulo:

"La Asamblea General es el órgano directamente representativo del Organismo".

"Compete a la Asamblea General, la facultad de establecer o modificar progresivamente los principios y reglas de derecho que deben regir las relaciones entre los Es-

tados, mediante la mayoría de las dos terceras partes de sus Miembros. Los instrumentos, en los que se recogieren dichos principios y reglas, sólo cobrarán fuerza obligatoria para todos los Miembros del Organismo, desde que fueren ratificados por un número equivalente a sus dos terceras partes".

"La Asamblea General deberá aprobar, con el voto de las dos terceras partes de sus Miembros, una "Declaración de los Derechos del Hombre". Le corresponderá, igualmente, formular votos y recomendaciones dirigidos a los Estados Miembros para que éstos, si no lo hubieren hecho antes, incorporen tales derechos a su legislación interna, y procuren respetar y garantizar su goce y ejercicio".

"La Asamblea General deberá determinar, cuando juzgare oportuno hacerlo, las calidades y condiciones exigibles para que los Estados soberanos, ajenos al Organismo, puedan convertirse en sus Miembros, y queda facultada para decidir su admisión, requiriéndose en uno u otro caso, una mayoría de las dos terceras partes de votos de la Asamblea".

"La Asamblea General, mediante el voto de las dos terceras partes de sus Miembros, podrá declarar la independencia de los países que estuvieren sometidos a un régimen de coloniaje, vasallaje, protectorado o mandato, y que llegaren a capacitarse suficientemente para regir, por sus propios medios, sus destinos internos y externos, y cumplir los deberes que impone y ejercer los derechos que implica la condición de la plena soberanía".

"Compete a la Asamblea General, mediante el voto de las dos terceras partes de sus Miembros y previa la recomendación del Consejo de Seguridad o sin ella, suspender en el ejercicio de cualquier derecho o privilegio inherente a la condición de Miembro, a cualquier Estado perteneciente al Organismo, contra el cual el Consejo de Seguridad haya adoptado una acción preventiva o compulsiva, o cuando graves circunstancias aconsejaren, a juicio de la Asamblea, proceder a dicha suspensión. El ejercicio de los derechos y privilegios así suspendidos puede ser restaurado por la Asamblea, mediante la misma mayoría de votos prevista en este artículo y previa la recomendación del Consejo de Seguridad o sin ella".

"Corresponde a la Asamblea General, mediante el voto de las dos terceras partes de sus Miembros, elegir a los Miembros no permanentes del Consejo de Seguridad, a los

Miembros del Consejo Económico y Social, a los Miembros del Consejo Educativo y Cultural y al Secretario General del Organismo. En cuanto a la elección de los Magistrados de la Corte Permanente de Justicia Internacional, la Asamblea deberá desempeñar las atribuciones que le confiera el Estatuto de esa entidad".

La Delegación del Ecuador propone, por último, que se agregue a los numerales de la Sección B, Capítulo V del Plan, el numeral redactado por la Delegación del Brasil, en sus Observaciones al Plan, presentadas en la Conferencia Interamericana de México. Ese proyecto de disposición reza así:

"A pedido de cualquiera parte contratante de un tratado ejecutorio, que alegare la caducidad total o parcial del mismo, o la injusticia de su continuación, la Asamblea, a mayoría de sus dos terceras partes, podrá invitar a otra u otras partes contratantes, a ponerse de acuerdo con la primera para la revisión o anulación de tal tratado. Si alguna de las partes contratantes no estuviere de acuerdo con la referida revisión o anulación, la otra u otras partes contratantes quedarán autorizadas a recurrir a la Corte Permanente de Justicia Internacional, a fin de que ésta, por sentencia declaratoria, pueda decidir si el tratado en cuestión perdió total o parcialmente su fuerza obligatoria, por haberse modificado las condiciones que habían determinado su celebración y haberse convertido el mismo en injustamente oneroso para alguna o alguna de las partes".

El Consejo de Seguridad

El Capítulo VI del Plan recoge las reglas que deberían establecerse en orden a la composición, funciones y poderes principales; votación y procedimiento relativos al Consejo de Seguridad.

En la Sección A de dicho Capítulo, se determina la composición de ese alto Cuerpo, atribuyendo asientos permanentes a los representantes de los Estados Unidos de América, del Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte, de la Unión de las Repúblicas Soviéticas Socialistas, de la República de China y, oportunamente, al de Francia. Además, se confía a la Asamblea General la designación de seis Estados para ocupar los asientos no permanentes, proveyéndose luego al término de la duración de sus funciones.

El carácter primordialmente ejecutivo del Consejo de Seguridad demanda, en verdad, que el número de sus componentes no sea exorbitante, pero que, al propio tiempo, no sea tan

escaso hasta el extremo de no permitir una conveniente y equitativa representación de los Miembros del Organismo.

Atendiendo a esta última razón, sería deseable que se aumentase a trece el número de componentes del Consejo, convirtiéndose, de esta suerte, en ocho el de los Estados que ocuparían los asientos no permanentes.

Sería, por otro lado, legítimo que tres de los ocho asientos no permanentes se reservasen a los Estados latinoamericanos, para así dar cabida a un concepto de elemental justicia, si se considera que ellos representan aproximadamente la tercera parte del número total de los Estados soberanos del mundo que poseerían la aptitud virtual de adquirir la condición de Miembros del Organismo.

La Sección B del mismo Capítulo trata de las funciones y poderes principales del Consejo, y su numeral 1) se contrae a expresar que "a fin de asegurar al Organismo una acción rápida y eficaz, los Miembros del Organismo deberían conferir al Consejo de Seguridad, por disposición de la Carta, la responsabilidad de la conservación de la paz y de la seguridad internacionales, y deberían convenir en que, al cumplir esos deberes de acuerdo con esa responsabilidad, el Consejo actuaría en nombre de ellos".

Nada sería objetable en el importantísimo enunciado precedente, si a esa magna responsabilidad se la redujere a términos de verdad objetiva, de tal suerte que no sólo se la inscribiere en la letra de la Carta, sino que se estableciere el sistema eficaz para volverla práctica.

Si el Consejo debe asumir esa responsabilidad, porque debe actuar en nombre y representación de todos los Miembros del Organismo, es obvio suponer que a éstos les compete hacerla efectiva, por medio del único órgano directamente representativo de la estructura internacional que es la Asamblea.

¿Y cuál sería el método más adecuado para que la Asamblea pudiere exigirla?

Acaso no quepa otra forma más idónea de hacerlo que estableciendo la obligación del Consejo en orden a la prolija y periódica información de sus actividades a la Asamblea, y la facultad plena que se conferiría a ésta, para confirmar, revocar, ampliar o modificar las decisiones asumidas por el Consejo.

Mas la aplicación de este sistema, si bien infundiría un vigoroso aliento de justicia y de democracia a la organización internacional, comportaría el tremendo riesgo de que se afectase el principio de eficacia para el mantenimiento de la paz y de la seguridad, y mucho más en tratándose de las acciones compulsorias que el Consejo emprendería ante agresiones inminentes o consumadas que exigen urgencia y continuidad en su prevención o represión.

Lo anterior no excluye una fórmula conciliatoria: el establecimiento del deber que le cumpliría al Consejo para informar sobre su conducta general a la Asamblea, y la facultad que le asistiría a ésta para dirigir a aquél, recomendaciones o votos enderezados a obtener la cabal observancia de los arduos y complejos deberes del Consejo.

Del mismo modo y para asegurar la división de la competencia entre la Asamblea y el Consejo, convendría que se prohibiese al Consejo--como sabiamente lo ha insinuado el Comité Jurídico Interamericano--establecer o modificar principios o reglas de derecho, y, con más ponderosa razón, si se aceptare la sugestión ecuatoriana de que ello constituya una atribución privativa de la Asamblea.

El régimen de votación en el Consejo aparece previsto en la Sección C del Capítulo que venimos considerando, aunque se lo haya madurado y convenido con posterioridad a la celebración de la Conferencia de Dumbarton Oaks.

En conformidad con los términos de esa Sección, cada Miembro del Consejo de Seguridad debería tener un voto; las decisiones de este Cuerpo en cuestiones de procedimiento deberían adoptarse con el voto afirmativo de siete de sus Miembros, y las que recayeren sobre todos los restantes asuntos, con el voto afirmativo del mismo número de Miembros, incluyendo el voto concurrente de los Miembros permanentes; disponiéndose, además, que en las decisiones comprendidas en la Sección A del Capítulo VIII, y en la segunda oración del numeral 1º, Sección C del mismo Capítulo, los Miembros que fueren parte en una controversia se abstendrán de votar.

El examen del sentido y texto de esta Sección nos conduce, en primer lugar, a reputar inadmisible que la mayoría requerida para las decisiones que no versaren sobre cuestiones de procedimiento, esto es, sobre las más importantes, deba formarse con el voto de todos los Miembros permanentes, pues aprobarlo equivaldría a desestimar en grado extremo la presencia y voto de los no permanentes, ubicándolos en una posición de flagrante e injusta inferioridad.

Desde otro ángulo visual, esa extraña regla provocaría la frecuentísima imposibilidad de que el Consejo asuma decisiones de fondo, porque bastaría que uno de los Miembros permanentes opusiese su voto al de los demás componentes de esa corporación, para frustrar la aprobación de un acto o resolución, aunque éste responda a motivos de alta justicia o apremiante necesidad.

La aceptación de esta tesis acarrearía, por lo antedicho, consecuencias funestas para los destinos de la institución internacional que se ensaya organizar, ora porque se quebrantaría con ella el principio de la igualdad jurídica de los Estados Miembros, reduciendo a los que alcanzaren puestos no permanentes a una triste y decorativa función dentro del Consejo; ora porque este órgano veríase compelido a la inercia en la hipótesis de que uno solo de los Miembros permanentes deseare malograr la marcha del organismo y condenarlo a la ruina.

En estas condiciones, no habría una asociación libre de Estados, sino la voluntad omnipotente de un Estado solitario contra el consenso unánime de todos los demás, vale decir, un incontestable ejemplo de anarquía dentro de un mundo internacional, aparentemente organizado.

En cuanto a la última parte de la referida Sección, o sea la abstención del voto para los Miembros que fueren parte en una controversia, esta cláusula prohibitiva reza solamente en lo que se refiere a las decisiones comprendidas en la Sección A del Capítulo VIII (solución pacífica de controversias), y en la segunda oración del numeral 1), Sección C del mismo Capítulo, (atribución del Consejo para alentar la solución de diferencias locales por medio de acuerdos regionales o entidades regionales).

En todas las restantes decisiones del Consejo, y, singularmente, en las determinadas en la Sección B del mismo Capítulo, a propósito de las acciones preventivas y represivas que le cumple ejecutar ante las amenazas de perturbación de la paz y los actos típicos de agresión, los Miembros del Consejo que fueren parte en la controversia de que se trate, tendrían la plena facultad de formular su voto.

Esta ruptura de la unidad del sistema, a base de la prohibición del voto en las decisiones menos graves del Consejo, y de su permisión en las más graves y urgentes, coordinada con el régimen de mayoría que debe imperar, tal como queda expuesto anteriormente, plantea la hipótesis de que la agresión o la amenaza de agresión de un Estado que fuere Miembro permanente del Consejo contra otro u otros Estados, no podría ser repelida o neutralizada, respectivamente, me-

diante los recursos del sistema de seguridad colectiva que se han propuesto en el Plan.

El corolario que se derivaría de este desquiciamiento del sistema no sería otro que el de sembrar el germen de la agresión tolerada y libre para la cosecha de futuras y nefastas guerras que el Organismo no podría evitar, ni detener, desde su deplorable posición de mero espectador.

La demostración anterior induce a proclamar la regla universal de que los Miembros del Consejo que fueren parte en una controversia, sometida al conocimiento directo o indirecto de ese alto Cuerpo, deberán abstenerse de votar en las decisiones que adoptare, en conformidad con sus atribuciones y facultades previstas en el Capítulo VIII del Plan.

En atención a los motivos antes expresados, la Delegación del Ecuador propone que, a título de modificación, sustitución o adición, según el caso, se introduzcan las siguientes disposiciones en el Capítulo VI del Plan:

"El Consejo de Seguridad estará compuesto por un Representante o Delegado de cada uno de trece Miembros del Organismo. Los Representantes o Delegados de los Estados Unidos de América, del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, de la Unión de las Repúblicas Soviéticas Socialistas, de la República de China y de Francia tendrán asientos permanentes. La Asamblea General elegirá ocho Estados para los asientos no permanentes, tres de los cuales serán ocupados por Estados latinoamericanos, elegidos por el voto exclusivo de esos países Miembros de la Asamblea. Estos ocho Estados se elegirán por el término de dos años; cuatro de ellos se retirarán cada año y no podrán ser reelectos inmediatamente. En la primera elección de los Miembros no permanentes, la Asamblea General seleccionará cuatro Miembros para el término de un año, y cuatro para el término de dos años".

"La responsabilidad de la conservación de la paz y de la seguridad internacionales, atribuída al Consejo de Seguridad, se resolverá en su obligación de someter a conocimiento de la Asamblea General, informes periódicos y eventuales, en los que rendirá motivada y circunstanciada cuenta de todas sus gestiones y decisiones".

"La Asamblea General tendrá, correlativamente, la obligación de conocer esos informes, y de aprobarlos o

desaprobarlos en forma parcial o total, según su libre criterio, cumpliéndole, además, la facultad de dirigir al Consejo de Seguridad, recomendaciones o votos para la cabal observancia de los deberes inherentes a su responsabilidad de conservación de la paz y de la seguridad internacionales".

"En el cumplimiento de los deberes inherentes a su responsabilidad de conservación de la paz y de la seguridad internacionales, el Consejo de Seguridad no podrá establecer o modificar principios o reglas de derecho, sino respetar, hacer respetar y aplicar los principios o reglas del derecho existente".

"Todas las decisiones del Consejo de Seguridad, cualquiera que fuere la materia sobre la que recayeren, exigirán para ser aprobadas, el voto afirmativo de ocho de sus Miembros".

"Los Miembros del Consejo que fueren parte en una diferencia o controversia, cuyo conocimiento pertenezca directa o indirectamente al propio Consejo, deberán abstenerse de votar en las decisiones que éste adoptare, en conformidad con sus facultades y poderes establecidos en el Capítulo VIII del Plan, a propósito de dicha diferencia o controversia".

Corte Internacional de Justicia

Los enunciados sobre una Corte Internacional de Justicia, constan en el Capítulo VII del Plan.

Como en el numeral 2) de ese Capítulo, se establece que "la Corte debería constituirse y funcionar de acuerdo con un estatuto que debería ser anexado a la Carta del Organismo y formar parte de dicha Carta", la Delegación del Ecuador, comulgando con tal laudable propósito, se permite someter a consideración de la Conferencia de San Francisco, las siguientes sugerencias y proposiciones a propósito de tales enunciados y de las disposiciones de ese Estatuto:

1ª.- La Delegación del Ecuador, considerando la alternativa planteada en el numeral 3 del Capítulo VII del Plan de Dumbarton Oaks en orden a que el Estatuto de la Corte Permanente de Justicia Internacional mantenga su vigencia, con la incorporación de las modificaciones que fueren aconsejables, o que se formule un nuevo Estatuto, en cuya preparación se utilizaría como base el Estatuto de

la misma Corte, juzga conveniente pronunciarse por el primer término de esta alternativa, pues de esta suerte se ahorrarían el tiempo y esfuerzos necesarios para la larga elaboración de un nuevo Estatuto y se aprovecharían del vigente todos aquellos elementos que la experiencia los ha aconsejado como valederos para la nueva situación mundial, eliminando, modificando o reemplazando aquellos otros que vinieren incompatibles con ella o con los nuevos ideales del Derecho de Gentes;

2ª.- La Delegación del Ecuador comuiga con la idea de la existencia de una Corte de Justicia de carácter universal, a condición de que en su Estatuto se establezcan las disposiciones necesarias para coordinarla con Cortes de Justicia de naturaleza continental o regional que en el futuro pudieren organizarse, bien se atribuyan a éstas competencia exclusiva para conocer y decidir en única y definitiva instancia, asuntos continentales o regionales, o bien se las asigne competencia para conocer y decidir tales asuntos, sin perjuicio de la apelación que podría deducirse contra sus fallos ante la Corte de Justicia de carácter universal;

3ª.- Todos los miembros del organismo internacional general serán ipso facto partes en el Estatuto de la Corte Permanente de Justicia Internacional, y en cuanto a los Estados no miembros del Organismo, la Asamblea General determinará las condiciones exigibles para que puedan llegar a serlo;

4ª.- Debe procederse a la revisión total del sistema establecido en el Estatuto vigente para la elección de miembros de la Corte, procurando que la composición de este alto organismo responda fiel y equitativamente a la necesidad de que todos los grupos regionales o sub-regionales de Estados deban estar representados por igual en su seno;

5ª.- La competencia del Tribunal se extenderá a toda controversia entre Estados, cualquiera que fuere su naturaleza, siempre que se hubieren agotado, sin lograr un arreglo total de la cuestión de que se trate, todos los medios de solución establecidos como previos por el pacto del Organismo Internacional General, sin perjuicio de la facultad que asiste a los Estados, entre los cuales mediare una controversia, para someterla directamente y en cualquier momento a la Corte de Justicia;

6ª.- Corresponde a la Corte decidir en definitiva todas las cuestiones concernientes al ejercicio de su propia competencia;

7ª. Pertenece, asimismo, a la Corte resolver en definitiva si el asunto que sea materia de la controversia sometida a su conocimiento y juzgamiento, reviste naturaleza nacional o internacional.

8ª. La jurisdicción de la Corte tendrá fuerza obligatoria para los Estados que sean partes de una controversia resuelta por aquélla, bajo la acción, compulsoria si fuere necesario, del cuerpo o de los cuerpos que tuvieren facultades para emplearla, dentro del organismo internacional general.

9ª. Es indispensable que se incorpore, después del numeral 3º del Artículo 38 del Estatuto vigente, un numeral que diga:

"La costumbre internacional y los principios de derecho, de naturaleza continental o regional, aplicables a controversias entre Estados que pertenecieren al respectivo Continente o Región"; y

10ª. Los idiomas oficiales de la Corte serán el francés, el inglés y el español.

Mantenimiento de la paz y de la seguridad internacionales, inclusive la prevención y supresión de la agresión.

El Capítulo VIII del Plan versa sobre el mantenimiento de la paz y de la seguridad internacionales, inclusive la prevención y supresión de la agresión.

Este Capítulo se divide en tres Secciones: la A, sobre "solución pacífica de las controversias"; la B, sobre "determinación de las amenazas contra la paz o de los actos de agresión, y de la acción que debe adoptarse con respecto a ellos"; y la C, sobre "acuerdos regionales".

La Sección A determina el sistema progresivo de arreglo pacífico de las controversias internacionales, desde la inicial investigación de éstas por el Consejo; pasando por la obligación que concierne a las Partes para buscar su solución por medio de negociación, conciliación, arbitraje o arreglo judicial, con la exhortación pertinente del Consejo a resolverlas por tales medios; hasta la facultad que le compete a este órgano para recomendar procedimientos o métodos adecuados, en cualquier etapa en que se encontraren.

En el numeral 6) de la Sección se establece que "las divergencias susceptibles de ser resueltas jurídicamente deberían ser sometidas normalmente a la Corte Internacional de Justicia", y en el numeral 7) se declara que "las disposiciones de los numerales 1 a 6 no deberían aplicarse a situaciones o divergencias originadas en cuestiones que, según el derecho internacional, corresponden exclusivamente a la jurisdicción interna del Estado afectado".

La primera observación que cabe deducirse sobre el mencionado Capítulo, es la que se refiere al numeral 8), en el que se estatuye que "cualquier Estado, sea o no miembro del Organismo, puede presentar cualquier divergencia o situación de esa naturaleza a la consideración de la Asamblea General o del Consejo de Seguridad".

Por lo mismo, si incumbe a la libre elección de cualquier Estado someter su asunto controvertido a la Asamblea o al Consejo, menester será guardar la debida uniformidad en el sistema, atribuyendo a la Asamblea las mismas facultades que en la Sección se otorgan al Consejo.

Convendría, por tanto, que en los numerales respectivos, después de las palabras: "El Consejo de Seguridad" se pusiese éstas: "o la Asamblea General".

Y para evitar la posible anomalía de que el Consejo y la Asamblea conozcan simultáneamente de un mismo asunto, será preciso expresar la regla de que la competencia quedará fijada en uno de los dos órganos que se hubiere anticipado al otro en su conocimiento.

En el numeral 3) de la misma Sección enuméranse, como lo hemos expresado anteriormente, de acuerdo con su precedencia lógica y normal, los diversos medios a que los Estados Miembros estarían obligados a recurrir para la solución de sus diferencias internacionales, bien por su decisión espontánea, o por exhortación del Consejo de Seguridad.

Entre esos medios se acusa con personalidad inconfundible la conciliación, cuyas características de elasticidad para adaptarse a todas las fases y sutilezas de una controversia, mediante el juego de los elementos psicológicos y la aplicación de los criterios de equidad, le asignan un lugar de privilegio entre todos.

Por ello, sería altamente apetecible que las Delegaciones a la Conferencia de San Francisco meditasen sobre la necesidad de conferir a dicho método una estructura y una for-

ma de ejecución positiva dentro del orden internacional.

La Delegación del Ecuador, penetrada profundamente de esta perentoria necesidad, se permite proponer que, a continuación del referido numeral, se inserte uno nuevo por el que se determine que la Asamblea General deberá aprobar, mediante el voto de las dos terceras partes de sus Miembros, un estatuto de creación de Comisiones continentales o regionales, encargadas de estimular, mediante todos los recursos posibles del procedimiento conciliatorio, el arreglo eficaz de las divergencias o controversias de naturaleza política que se produjeren entre Estados pertenecientes a los respectivos Continentes o Regiones.

Como acaso se pudiere argüír contra esta iniciativa que corresponde a los Estados de tales Continentes o Regiones concertar por separado las convenciones o instrumentos en los que se consagre o perfeccione el método de conciliación, independientemente del Organismo universal que se proyecta, la objeción sería fácilmente refutable si se advirtiere que la Delegación del Ecuador no persigue otro objeto, al formular esa sugestión, que aprovechar el prestigio y la autoridad moral de este Organismo para prestar a tan vigoroso medio de arreglo de los conflictos externos, un sentido de viviente realidad entodas las latitudes del mundo civilizado.

De esta manera, el orden jurídico universal se proyectaría en el orden jurídico continental o regional, mediante esas Comisiones que, subordinadas a la Asamblea, y representando por lo mismo, a toda la magna civitas organizada, estarían capacitadas para actuar con celeridad y acierto, dentro de los límites locales de su competencia, en todo litigio o divergencia que pudiere comprometer la paz y la seguridad de los Estados.

Naturalmente, el criterio de composición de tales Comisiones, obedecería a la exigencia de incorporar a su seno a personalidades calificadas de los respectivos Continentes o Regiones, para que, con el suficiente conocimiento de sus realidades y problemas y la suma de todos los típicos elementos de juicio para considerarles, puedan cumplir su trascendental cometido.

Es indispensable, asimismo, reformar el numeral 6) de la Sección, en el sentido de que todas las controversias entre los Estados, cualquiera que fuere su naturaleza, son susceptibles de someterse a la Corte de Justicia Internacional, como lo ha expresado la Delegación del Ecuador en las recomendaciones concernientes a su Estatuto.

Convendría, igualmente, que se añadiese un numeral a la misma Sección, enunciando que la Corte de Justicia Internacional, a solicitud de una o de todas las Partes envueltas en una controversia, o del Consejo de Seguridad, o de la Asamblea General, posee competencia para decidir si la cuestión a que se refiere dicha controversia, reviste naturaleza internacional o es un asunto que cae bajo la jurisdicción interna de una de aquéllas.

Finalmente, la Delegación del Ecuador consideraría acertada la adición de un último numeral a la Sección C (Acuerdos Regionales) del Capítulo VIII, en el que se reconociesen la existencia y la personalidad del sistema regional interamericano, y su compatibilidad con el organismo mundial.

En función de las anteriores observaciones, la Delegación del Ecuador se digna proponer la incorporación de las siguientes disposiciones al Capítulo VIII del Plan:

"En todos los casos en que el Consejo de Seguridad y la Asamblea General tuvieren las mismas facultades y poderes, tendientes a la solución pacífica de las controversias internacionales, la competencia quedará fijada en uno de los dos órganos que se hubiere anticipado al otro en el conocimiento individual de cada controversia".

"Corresponderá a la Asamblea General aprobar, con una mayoría equivalente al voto afirmativo de las dos terceras partes de sus Miembros, un estatuto por el que se establezcan Comisiones Continentales o Regionales, dependientes de ella, encargadas de promover y obtener, mediante los recursos del procedimiento conciliatorio, la solución de las diferencias o controversias de naturaleza política, que surgieren entre Estados pertenecientes a los respectivos Continentes o Regiones".

"Todas las controversias entre los Estados, cualquiera que fuere su naturaleza, son susceptibles de ser sometidas a la Corte de Justicia Internacional".

"La Corte de Justicia Internacional, a solicitud de una o de todas las Partes envueltas en una controversia, o del Consejo de Seguridad, o de la Asamblea General, decidirá si la cuestión sobre que versa aquélla, reviste naturaleza internacional o es un asunto que cae bajo la jurisdicción interna de uno de los Estados litigantes".

"Reconócese la existencia del sistema regional interamericano, como una estructura histórica, política y geográfica, regida por la costumbre y el derecho que se re-

cogo en los instrumentos celebrados entre las Repúblicas del hemisferio occidental, y dotada de órganos propios para el logro de sus fines de paz, seguridad y justicia internacionales que coinciden con los que persigue el Organismo establecido por la presente Carta".

Cooperación internacional en problemas económicos y sociales.

En el Capítulo IX del Plan se recogen las disposiciones para la cooperación internacional en orden a los problemas económicos y sociales, y los de carácter humanitario en general, a fin de promover el respeto a los derechos humanos y a las libertades fundamentales.

Dentro de esta órbita cooperativa, el Organismo "debería facilitar la solución" de esos graves problemas, asignándose la responsabilidad por el desempeño de las correspondientes funciones a la Asamblea General, y subordinado a la autoridad de ésta, a un órgano que se denominaría "Consejo Económico y Social".

Así definidos los propósitos y relaciones de esa cooperación en la Sección A del Capítulo, sus Secciones B,C y D tratan, respectivamente, de la composición del Consejo Económico y Social, de su régimen de votación, de sus funciones y poderes, y de su organización y procedimiento.

La Delegación del Ecuador, consecuente con la proposición que hubo de formular, a propósito del Capítulo IV del Plan sobre Organos Principales" de la nueva estructura internacional, renueva su aspiración de que se elaboren las disposiciones conducentes a la creación de un nuevo órgano que se denominaría "Consejo Educativo y Cultural".

La preocupación primordial de este órgano consistiría en la promoción del "espíritu internacional", mediante el intercambio, conocimiento recíproco y unificación de los planes, programas, métodos y sistemas de la enseñanza, y a la vez de los valores éticos, intelectuales y artísticos de la cultura humana, dentro de un proceso de universalización que, respetando las formas autóctonas, nacionales o regionales de estas altas manifestaciones, estimulase los sentimientos esenciales de concordia y de paz entre los pueblos, tendiese a la unidad moral del género humano y fortaleciese la todavía inmadura conciencia internacional de los países de la tierra.

El establecimiento de este órgano indispensable podría coincidir en sus líneas originales con las trazadas para el

Consejo Económico y Social, adaptándolas a los fines peculiares suyos.

La Delegación del Ecuador propone, en consecuencia, la inclusión de este órgano dentro de la Carta Constitutiva, mediante un Capítulo que se lo añadiría a continuación del X y que respondería al título de "DISPOSICIONES PARA LA COOPERACION INTERNACIONAL EN ORDEN A LOS PROBLEMAS EDUCATIVOS Y CULTURALES", reservándose, por lo demás, la presentación del proyecto de su articulado a la Conferencia de San Francisco.

Cláusula de reforma de la Carta

La cláusula de reforma de la Carta se encuentra contenida en el Capítulo XI del Plan, cuyo texto expresa que "las enmiendas deberían entrar en vigor respecto a todos los Miembros del Organismo, cuando fueren aprobadas por el voto de las dos terceras partes de los Miembros de la Asamblea General y ratificadas de acuerdo con sus procedimientos constitucionales por los Miembros del Organismo que fueren Miembros permanentes del Consejo de Seguridad y por la mayería de los demás Miembros del Organismo".

En reemplazo del texto citado, la Delegación del Ecuador somete a consideración de la Conferencia, la siguiente redacción:

"Compete a la Asamblea General, a iniciativa de cualquiera de sus Miembros, o del Consejo de Seguridad, proceder a la reforma de la Carta Constitutiva del Organismo, mediante el voto afirmativo de las dos terceras partes de los Estados que la componen. Las enmiendas aprobadas entrarán en vigor y tendrán fuerza obligatoria para todos los Miembros del Organismo, desde que fueren ratificadas, de acuerdo con sus procedimientos constitucionales, por un número equivalente a sus dos terceras partes".

TEXTO DE LAS PROPOSICIONES PARA EL ESTABLECIMIENTO DE UNA ORGANIZACION INTERNACIONAL GENERAL

TEXTO ORIGINAL	MODIFICACIONES
Debería establecerse una organización internacional con el nombre de las Naciones Unidas, cuya Carta debería contener las disposiciones necesarias para hacer efectivas las proposiciones siguientes:	La Delegación del Ecuador considera que la denominación adecuada para el nuevo Organismo sería la de "Asociación Jurídica Internacional", o "Comunidad Jurídica de Estados", o, en fin, otra semejante que pueda traducir en toda su plenitud su naturaleza y carácter.
CAPITULO I **FINES**	La Delegación del Ecuador estima que, sin perjuicio de conservarse el texto de los numerales correspondientes al Capítulo I, se establezca como su numeral preliminar el siguiente:
Los fines de la Organización deberían ser:	"Mantener la paz y la seguridad internacional mediante la adopción de medidas colectivas que tornen efectivo el imperio de la justicia y el derecho entre los Estados".
1. Mantener la paz y la seguridad internacionales; y a ese fin adoptar medidas colectivas eficaces para prevenir y eliminar las amenazas a la paz y suprimir los actos de agresión u otros quebrantamientos de la paz, y para lograr, por medios pacíficos, el ajuste o la solución de las divergencias internacionales que pudieran conducir al quebrantamiento de la paz;	
2. Fomentar relaciones amistosas entre las naciones y adoptar otras medidas adecuadas para fortalecer la paz universal.	
3. Lograr la cooperación internacional en la solución de los problemas internacionales de carácter económico, social y otros de carácter humanitario; y	3. "Lograr la cooperación internacional en la solución de los problemas internacionales de carácter económico, social, <u>educativo</u>, <u>cultural</u> y otros de carácter humanitario; y"
4. Disponer de un centro para armonizar la actividad de las naciones en la consecución de estos	

fines comunes.

CAPITULO II

PRINCIPIOS

Para los fines mencionados en el Capítulo I, la Organización y sus miembros deberían actuar de acuerdo con los principios siguientes:

1. La Organización está basada en el principio de la igualdad soberana de todos los Estados amantes de la paz;

1. "la igualdad jurídica de todos los Estados soberanos, como expresión de su idéntica significación ante el derecho común que rige sus relaciones recíprocas y medio correctivo y reparador de toda desigualdad práctica o política que se interpusiere entre ellos";

"La supremacía de la ley moral, como inspiradora del Derecho Internacional Positivo que rige la vida de relación entre los Estados";

"El respeto fundamental a la personalidad y soberanía internas o externas de los Estados, en cuanto no fuere incompatible con los derechos y facultades de la Comunidad Internacional, jurídicamente representada por el Organismo Internacional, establecido por la presente Carta";

"La proscripción de la mala fé como norma de conducta en las relaciones internacionales";

"La publicidad de las relaciones exteriores y la obligación recíproca de los Estados para mantener abiertos sus medios de comunicación e información internacionales";

"La nulidad de adquisición de territorios, mediante el ejercicio de toda fuerza moral o material";

"El repudio y prohibición de toda

intervención directa e indirecta, cualquiera que fuere su motivo, de parte de uno o más Estados en los asuntos interiores o exteriores de ótro u ótros, sin perjuicio de los derechos y facultades que se atribuyen al Organismo en la presente Carta, de los pactos o instrumentos continentales o regionales y de los tratados y convenciones libremente celebrados";

"La declaración de que el atentado de un Estado contra la integridad territorial o la inviolabilidad del territorio, contra la soberanía o independencia política de otro Estado, será considerado como un acto de agresión contra todos los Estados que forman la Comunidad Internacional";

"El Organismo garantiza la integridad territorial y la independencia política de todos los Estados Miembros, lo mismo que el respeto a los tratados, dentro de las limitaciones impuestas por los reajustes y revisiones que exija la evolución de las condiciones de convivencia internacional";

2. Todos los Miembros de la Organización se comprometen, a fin de asegurar a todos ellos los derechos y beneficios inherentes a su condición de Miembros de la Organización, a cumplir las obligaciones asumidas por ellos de conformidad con la Carta;

3. Todos los Miembros de la Organización resolverán sus divergencias por medios pacíficos, de manera que no peligren la paz y la seguridad internacionales;

3. "La obligación que pesa sobre los Estados para resolver por medios pacíficos sus diferencias internacionales, cualquiera que fuere la naturaleza de éstas";

4. Todos los Miembros de la Organización se abstendrán de usar en sus relaciones internacionales la amenaza o la fuerza en forma alguna incompatible con los fines de la Organización;

4. "La renuncia formal de los Estados al ejercicio de la fuerza moral o material en sus relaciones mutuas, a menos de que tales medidas fueren el resultado de una acción concertada por el Organismo, dentro de su sistema de policía internal";

5. Todos los Miembros de la Organización prestarán toda clase de ayuda a la Organización en cualquier acción que ella emprenda de conformidad con las disposiciones de la Carta;

6. Todos los Miembros de la Organización se abstendrán de prestar ayuda a Estado alguno contra el cual la Organización adopte medidas preventivas o compulsivas.

La Organización debería asegurar que los Estados no miembros de la Organización actúen de acuerdo con los principios expuestos, hasta donde sea necesario para el mantenimiento de la paz y de la seguridad internacionales.

7. "El Organismo reconoce que, en nombre de superiores principios de justicia y humanidad, es menester asegurar a la persona humana un régimen de protección internacional de sus derechos esenciales, enumerados y definidos en la Declaración que, al respecto, deberá formular la Asamblea General".

CAPITULO III

MIEMBROS

1. La Organización debería estar abierta a todos los Estados amantes de la paz.

1. "Son Miembros del Organismo los Estados que hayan suscrito sin reservas la presente Carta Constitutiva, y luego la hayan ratificado".

510

"Todos los actuales Estados soberanos del mundo, o los que posteriormente llegaren a serlo, tendrán la facultad de solicitar su admisión como Miembros del Organismo, y serán admitidos efectivamente si reunieren las calidades y cumplieren las condiciones que, mediante el voto de las dos terceras partes de la Asamblea General, se determinarán en la debida oportunidad".

2. "Ningún Estado Miembro podrá ser expulsado del Organismo, ni retirarse voluntariamente de su seno".

CAPITULO IV

ORGANOS PRINCIPALES

1. La Organización debería tener como órganos principales:

a) Una Asamblea General;
b) Un Consejo de Seguridad;
c) Una Corte Internacional de Justicia; y
d) Un Secretariado.

1. "Los órganos principales de la Institución establecida por la presente Carta son los siguientes:

a) la Asamblea General;
b) el Consejo de Seguridad;
c) la Corte Permanente de Justicia Internacional;
d) el Consejo Económico y Social;
e) el Consejo Educativo y Cultural, y
f) la Secretaría".

2. La Organización debería tener las dependencias subsidiarias que se considere necesario.

CAPITULO V
LA ASAMBLEA GENERAL

Sección A
COMPOSICION
Todos los Miembros de la Organización deberían ser miembros de la Asamblea General y deberían tener

el número de representantes que se especifique en la Carta.

Sección B
FUNCIONES Y PODERES

1. La Asamblea General debería tener derecho a considerar los principios generales de la cooperación para la conservación de la paz y de la seguridad internacionales, incluso los principios que rijan el desarme y regulen los armamentos; a deliberar sobre todas las cuestiones relativas a la conservación de la paz y de la seguridad internacionales que traigan a su consideración cualquier miembro o miembros de la Organización o el Consejo de Seguridad; y a formular recomendaciones con respecto a cualquiera de dichos principios o cuestiones. Cualquiera de esas cuestiones que requiere adoptar medidas debería la Asamblea General referirla al Consejo de Seguridad, ya sea antes o después de discutirla. La Asamblea General no podría, por propia iniciativa, formular recomendaciones sobre asunto alguno relativo a la conservación de la paz y de la seguridad internacionales en que el Consejo de Seguridad esté interviniendo.

La Delegación del Ecuador juzga que antes del numeral 1 de la Sección B debería hacerse constar el siguiente:

"La Asamblea General es el órgano directamente representativo del Organismo".

2. La Asamblea General debería estar facultada para admitir nuevos miembros a la Organización por recomendación del Consejo de Seguridad.

2. "La Asamblea General deberá determinar, cuando juzgare oportuno hacerlo, las calidades y condiciones exigibles para que los Estados soberanos, ajenos al Organismo, puedan convertirse en sus Miembros, y queda facultada para decidir su admisión, requiriéndose en uno u otro caso, una mayoría de las dos terceras partes de votos de la Asamblea".

3. La Asamblea General debería

3. "Compete a la Asamblea General,

estar facultada para suspender, por recomendación del Consejo de Seguridad, el ejercicio de cualquier derecho o privilegio inherente a la condición de miembro a cualquier miembro de la Organización contra el cual el Consejo de Seguridad haya adoptado una acción preventiva o compulsiva. El ejercicio de los derechos y privilegios así suspendidos puede ser restaurado mediante decisión del Consejo de Seguridad. La Asamblea General debería estar facultada para expulsar de la Organización, por recomendación del Consejo de Seguridad, a cualquier miembro de la Organización que viole persistentemente los principios contenidos en la Carta.

4. La Asamblea General debería elegir los miembros no permanentes del Consejo de Seguridad y los miembros del Consejo Económico y Social a que se refiere el Capítulo IX. Ella debería estar facultada para elegir, por recomendación del Consejo de Seguridad, al Secretario General de la Organización. Y con respecto a la elección de los jueces de la Corte Internacional de Justicia, ella debería desempañar las funciones que la confiera el Estatuto de la Corte.

5. La Asamblea General debería repartir proporcionalmente los gastos entre los miembros de la Organización y debería estar facultada para aprobar los presupuestos de la Organización.

6. La Asamblea General debería iniciar estudios y hacer recomendaciones para promover la cooperación internacional en el terre-

mediante el voto de las dos tercera partes de sus Miembros y previa la recomendación del Consejo de Seguridad o sin élla, suspender en el ejercicio de cualquier derecho o privilegio inherente a la condición de Miembro, a cualquier Estado perteneciente al Organismo, contra el cual el Consejo de Seguridad haya adoptado una acción preventiva o compulsiva, o cuando graves circunstancias aconsejaren, a juicio de la Asamblea, proceder a dicha suspensión. El ejercicio de los derechos y privilegios así suspendidos pueden ser restaurado por la Asamblea, mediante la misma mayoría de votos prevista en este artículo y previa la recomendación del Consejo de Seguridad o sin ella".

4. "Corresponde a la Asamblea General, mediante el voto de las dos terceras partes de sus Miembros, elegir a los Miembros no permanentes del Consejo de Seguridad, a los Miembros del Consejo Económico y Social, a los Miembros del Consejo Educativo y Cultural y al Secretario General del Organismo. En cuanto a la elección de los Magistrados de la Corte Permanente de Justicia Internacional, la Asamblea deberá desempañar las atribuciones que le confiera el Estatuto de esa entidad".

no político, económico y social, y para ajustar situaciones que pudieran perjudicar el bienestar general.

7. La Asamblea General debería formular recomendaciones para coordinar la política de las entidades de carácter económico y social y de otras entidades internacionales especializadas que tengan relación con la Organización, de conformidad con acuerdos entre dichas entidades y la Organización.

8. La Asamblea General debería recibir y considerar informes anuales y especiales del Consejo de Seguridad e informes de otras dependencias de la Organización.

"Compete a la Asamblea General, la facultad de establecer o modificar progresivamente los principios y reglas de derecho que deben regir las relaciones entre los Estados, mediante la mayoría de las dos terceras partes de sus Miembros. Los instrumentos, en los que se recogieren dichos principios y reglas, sólo cobrarán fuerza obligatoria para todos los Miembros del Organismo, desde que fueren ratificados por un número equivalente a sus dos terceras partes".

"La Asamblea General deberá aprobar, con el voto de las dos terceras partes de sus Miembros, una "Declaración de los Derechos del Hombre". Le corresponderá, igualmente, formular votos y recomendaciones dirigidos a los Estados Miembros para que éstos, si no lo hubieren hecho antes, incorporen tales derechos a su legislación interna, y procuren respetar y garantizar su goce y ejercicio".

620

"La Asamblea General, mediante el voto de las dos terceras partes de sus Miembros, podrá declarar la independencia de los países que estuvieren sometidos a un régimen de coloniaje, vasallaje, protectorado o mandato, y que llegaren a capacitarse suficientemente para regir, por sus propios medios, sus destinos internos y externos, y cumplir los deberes que impone y ejercer los derechos que implica la condición de la plena soberanía".

"A pedido de cualquiera parte contratante de un tratado ejecutorio, que alegare la caducidad total o parcial del mismo, o la injusticia de su continuación, la Asamblea, a mayoría de sus dos terceras partes, podrá invitar a otra u otras partes contratantes, a ponerse de acuerdo con la primera para la revisión o anulación de tal tratado.

Si alguna de las partes contratantes no estuviere de acuerdo con la referida revisión o anulación, la otra u otras partes contratantes quedarán autorizadas a recurrir a la Corte Permanente de Justicia Internacional, a fin de que ésta, por sentencia declaratoria, pueda decidir si el tratado en cuestión perdió total o parcialmente su fuerza obligatoria, por haberse modificado las condiciones que habían determinado su celebración y haberse convertido el mismo en injustamente oneroso para alguna o algunas de las partes".

Sección C
VOTACION

1. Cada miembro de la Organización debería tener un voto en la Asamblea General.

2. Las decisiones importantes de la Asamblea General, incluso las recomendaciones con respecto a la conservación de la paz y de la seguridad internacionales, la elección de los miembros del Consejo de Seguridad, la elección de los miembros del Consejo Económico y Social; la admisión de miembros, la suspensión del ejercicio de los derechos y privilegios inherentes a los miembros y la expulsión de miembros, y las cuestiones de presupuesto, deberían ser adoptados por una mayoría de votos de las dos terceras partes de los miembros presentes y que voten. En las demás cuestiones, incluso la determinación de categorías adicionales de cuestiones a ser decididas por mayoría de dos terceras partes de votos, las decisiones de la Asamblea General deberían adoptarse por simple mayoría de votos.

Sección D
PROCEDIMIENTO

1. La Asamblea General debería celebrar sesiones regulares todos los años y sesiones especiales cuando la situación la requiera.

2. La Asamblea General debería adoptar sus propias reglas de procedimiento y elegir un Presidente para cada sesión.

3. La Asamblea General debería estar facultada para establecer los cuerpos y entidades que considere necesarios para el desempeño de sus funciones.

CAPITULO VI

EL CONSEJO DE SEGURIDAD

Sección A

COMPOSICION

El Consejo de Seguridad debería componerse de un representante de cada uno de once miembros de la Organización. Los representantes de los Estados Unidos de América, del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, de la Unión de las Repúblicas Soviéticas Socialistas, de la República de China y, oportunamente, de Francia, deberían tener asientos permanentes. La Asamblea General debería elegir seis Estados para ocupar los asientos no permanentes. Estos seis Estados deberían ser elegidos por el término de dos años, retirándose tres cada año, y no podrían ser reelectos inmediatamente. En la primera elección de los miembros no permanentes tres serían elegidos por la Asamblea General por un período de un año, y tres por un período de dos años.

"El Consejo de Seguridad estará compuesto por un Representante o Delegado de cada uno de trece Miembros del Organismo. Los Representantes o Delegados de los Estados Unidos de América, del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte de la Unión de las Repúblicas Soviéticas Socialistas, de la República de China y de Francia tendrán asientos permanentes. La Asamblea General elegirá ocho Estados para los asientos no permanentes, tres de los cuales serán ocupados por Estados latinoamericanos, elegidos por el voto exclusivo de esos países Miembros de la Asamblea. Estos ocho Estados se elegirán por el término de dos años; cuatro de ellos se retirarán cada año y no podrán ser reelectos inmediatamente. En la primera elección de los Miembros no permanentes, la Asamblea General seleccionará cuatro Miembros para el término de un año, y cuatro para el término de dos años".

Sección B

FUNCIONES Y PODERES PRINCIPALES

1. A fin de asegurar a la Organización una acción rápida y eficaz, los miembros de la Organización deberían conferir al Consejo de Seguridad, por disposición de la Carta, la responsabilidad de la conservación de la paz y de la seguridad internacionales, y deberían convenir en que, al cumplir esos deberes de acuerdo con esa responsabilidad, el Consejo actuaría en nombre de ellos.

2. En el desempeño de esos debe-

res, el Consejo de Seguridad debería actuar de conformidad con los fines y principios de la Organización.

3. Los poderes específicos conferidos al Consejo de Seguridad para desempeñar dichos deberes están contenidos en el Capítulo VIII.

4. Todos los miembros de la Organización estarían obligados a aceptar las decisiones del Consejo de Seguridad y a cumplirlas de acuerdo con las disposiciones de la Carta.

5. A fin de promover el establecimiento y la conservación de la paz y de la seguridad internacionales con la mínima desviación de recursos humanos y económicos mundiales en armamentos, el Consejo de Seguridad, con la colaboración de la Comisión de Estado Mayor Militar a que se refiere el Capítulo VIII, Sección B, inciso 9º, tendría la obligación de formular planes para la creación de un sistema de regulación de los armamentos que se sometería a los miembros de la Organización.

6. "La responsabilidad de la conservación de la paz y de la seguridad internacionales, atribuída al Consejo de Seguridad, se resolverá en su obligación de someter a conocimiento de la Asamblea General, informes periódicos y eventuales, en los que rendirá motivada y circunstanciada cuenta de todas sus gestiones y decisiones".

"La Asamblea General tendrá, correlativamente, la obligación de conocer esos informes, y de aprobarlos o desaprobarlos en forma parcial o

total, según su libre criterio, cumpliéndole, además la facultad de dirigir al Consejo de Seguridad, recomendaciones o votos para la cabal observancia de los deberes inherentes a su responsabilidad de conservación de la paz y de la seguridad internacionales".

7. "En el cumplimiento de los deberes inherentes a su responsabilidad de conservación de la paz y de la seguridad internacionales, el Consejo de Seguridad no podrá establecer o modificar principios o reglas de derecho, sino respetar, hacer respetar y aplicar los principios o reglas del derecho existente".

Sección C
VOTACION

1.- Cada miembro del Consejo de Seguridad debería tener un voto.

2.- Las decisiones del Consejo de Seguridad en cuestiones de procedimiento deberían tomarse con el voto afirmativo de siete de los miembros.

2. "Todas las decisiones del Consejo de Seguridad, cualquiera que fuere la materia sobre la que recayeren, exigirán para ser aprobadas, el voto afirmativo de ocho desus Miembros."

3.- Las decisiones del Consejo de Seguridad en todas las demás cuestiones deberían tomarse con el voto afirmativo de siete de los miembros incluyendo el voto concurrente de los miembros permanentes; disponiéndose que en las decisiones comprendidas en el Apartado A del Capítulo 8º y en la segunda oración del Párrafo 1º del Apartado C del Capítulo 8º, los miembros que fueren parte en una controversia se abstendrán de votar".

3. "Los Miembros del Consejo que fueren parte en una diferencia o controversia, cuyo conocimiento pertenezca directa o indirectamente al propio Consejo, deberán abstenerse de votar en las decisiones que éste adoptare, en conformidad con sus facultades y poderes establecidos en el Capítulo VIII del Plan, a propósito de dicha diferencia o controversia".

Sección D
PROCEDIMIENTO

1.El Consejo de Seguridad debería organizarse de manera que pueda funcionar continuamente, y ca-

da Estado miembro del Consejo de Seguridad debería estar representado permanentemente en la sede de la Organización. El Consejo de Seguridad podría celebrar reuniones en cualquier otro lugar que, a su juicio, facilite su labor. Habría reuniones periódicas en las cuales cada Estado miembro del Consejo de Seguridad podría, si así lo desea, estar representado por un miembro de su gobierno o por algún otro representante especial.

2. El Consejo de Seguridad estaría facultado para establecer las dependencias o entidades que considerare necesarias para el desempeño de sus funciones, incluso subcomisiones regionales de la Comisión de Estado Mayor Militar.

3. El Consejo de Seguridad debería adoptar sus propias reglas de procedimiento, incluso el método para la elección de su Presidente.

4. Cualquier miembro de la Organización podría participar en la discusión de toda cuestión llevada ante el Consejo de Seguridad cuando éste considere que están especialmente afectados los intereses de ese miembro de la Organización.

5. Cualquier miembro de la Organización que no tenga asiento en el Consejo de Seguridad, y cualquier Estado que no sea miembro de la Organización, si es parte de una divergencia bajo consideración del Consejo de Seguridad, debería ser invitado a participar en la discusión relativa a ella.

CAPITULO VII

UNA CORTE INTERNACIONAL DE JUSTICIA

1. Debería haber una Corte Internacional de Justicia que debería ser el principal órgano judicial de la Organización.

2. La Corte debería constituírse y funcionar de acuerdo con un estatuto que debería ser anexado a la Carta de la Organización y formar parte de dicha Carta.

3. El estatuto de la Corte Internacional de Justicia debería ser:

a) el Estatuto de la Corte Permanente de Justicia Internacional, mantenido en vigor con las modificaciones que sean deseables, o b) un nuevo estatuto, para preparar el cual sería utilizado como base el Estatuto de la Corte Permanente de Justicia Internacional.

3. "El Estatuto de la Corte Internacional de Justicia será el mismo que rige la existencia de dicha Corte, con la incorporación de las modificaciones que fueren aconsejables".

4. Todos los miembros de la Organización deberían ipso facto ser parte en el Estatuto de la Corte Internacional de Justicia.

5. Las condiciones bajo las cuales los Estados no miembros de la Organización podrían hacerse parte en el Estatuto de la Corte Internacional de Justicia deberían ser determinadas en cada caso por la Asamblea General por recomendación del Consejo de Seguridad.

5. "Las condiciones bajo las cuales los Estados no miembros del organismo podrán ser parte en el Estatuto de la Corte Internacional de Justicia deberán ser determinadas por la Asamblea General".

CAPITULO VIII

DISPOSICIONES PARA EL MANTENIMIENTO DE LA PAZ Y DE LA SEGURIDAD INTERNACIONALES, INCLUSO LA PREVENCION Y SUPRESION DE

LA AGRESION

Sección A

SOLUCION PACIFICA
DE LAS DIVERGENCIAS

1. El Consejo de Seguridad estaría facultado para investigar cualquier divergencia o cualquier situación que pudiera conducir a una fricción internacional o dar origen a una divergencia a fin de determinar si su continuación podría poner en peligro la conservación de la paz y de la seguridad internacionales.

1. "El Consejo de Seguridad o la Asamblea General estará facultada para investigar cualquier divergencia o cualquier situación que pudiera conducir a una fricción internacional o dar origen a una divergencia a fin de determinar si su continuación podría poner en peligro la conservación de la paz y de la seguridad internacionales".

2. Cualquier Estado, sea o no miembro de la Organización, puede presentar cualquier divergencia o situación de esa naturaleza a la atención de la Asamblea General o del Consejo de Seguridad.

3. Las partes en toda divergencia cuya continuación pudiera poner en peligro la conservaión de la paz y de la seguridad internacionales, estarían obligadas, ante todo, o buscar su solución por medio de negociación, mediación, conciliación arbitraje o arreglo judicial, o por otro medio pacífico de su propia elección. El Consejo de Seguridad debería exhortar a las partes a resolver por tales medios sus divergencias.

3. "Las partes en toda divergencia cuya continuación pudiera poner en peligro la conservación de la paz y de la seguridad internacionales, estarán obligadas, ante todo, o buscar su solución por medio de negociación, mediación, conciliación, arbitraje o arreglo judicial, o por otro medio pacífico de su propia elección. El Consejo de Seguridad o la Asamblea General deberá exhortar a las partes a resolver por tales medios sus divergencias."

4. Si, a pesar de todo, las partes en una divergencia de la naturaleza referida en el inciso 3 precedente no lograran dirimirla por los medios indicados en dicho inciso, estarían obligadas a someterla al Consejo de Seguridad. En cada caso el Consejo de Seguridad debería decidir si la continuación de la divergencia en cuestión puede poner de hecho en peligro la

4. "Si, a pesar de todo, las partes en una divergencia de la naturaleza referida en el inciso 3 precedente no lograran dirimirla por los medios indicados en dicho inciso, estarán obligadas a someterla al Consejo de Seguridad o a la Asamblea General. En cada caso el Consejo de Seguridad o la Asamblea General deberá decidir si la continuación de la divergencia en cues-

conservación de la paz y de la seguridad internacionales y, de consiguiente si el Consejo de Seguridad debe entender en la divergencia, y en tal caso debería actuar de acuerdo con el inciso 5 siguiente.

tión puede poner de hecho en peligro la conservación de la paz y de la seguridad internacionales y, de consiguiente si el Consejo de Seguridad o la Asamblea General debe entender en la divergencia, y en tal caso deberá actuar de acuerdo con el inciso 5 siguiente".

5. El Consejo de Seguridad debería estar facultado para recomendar procedimientos o métodos de ajuste adecuados, en cualquier etapa en que se encontrare una divergencia de la naturaleza a que se refiere el inciso 3.

5. "El Consejo de Seguridad o la Asamblea General deberá estar facultada para recomendar procedimientos o métodos de ajuste adecuados, en cualquier etapa en que se encontrare una divergencia de la naturaleza a que se refiere el inciso 3".

"Corresponderá a la Asamblea General aprobar, con una mayoría equivalente al voto afirmativo de las dos terceras partes de sus Miembros, un Estatuto por el que se establezcan Comisiones Continentales o Regionales, encargadas de promover y obtener, mediante los recursos del procedimiento conciliatorio, todas las diferencias o controversias de naturaleza política que surgieren entre los Estados pertenecientes a los respectivos Continentes o Regiones".

"En todos los casos en que el Consejo de Seguridad y la Asamblea General tuvieren las mismas facultades y poderes, tendientes a la solución pacífica de las controversias internacionales, la competencia quedará fijada en uno de los dos órganos que se hubiere anticipado al otro en el conocimiento individual de cada controversia".

6. Las divergencias susceptibles de ser resueltas jurídicamente deberían ser sometidas normalmente a la Corte Internacional de Justicia. El Consejo de Seguridad debería tener facultad para dirigirse

6. "Todas las controversias entre los Estados, cualquiera que fuere su naturaleza, son susceptibles de ser sometidas a la Corte de Justicia Internacional. El Consejo de Seguridad o la Asamblea General tendrán

a la Corte, a fin de obtener su dictamen, con respecto a las cuestiones jurídicas relacionadas con otras divergencias.

7. Las disposiciones de los incisos 1 a 6 de la Sección A no deberían aplicarse a situaciones o divergencias originadas en cuestiones que, según el derecho internacional, corresponden exclusivamente a la jurisdicción interna del Estado afectado.

Sección B

DETERMINACION DE LAS AMENAZAS A LA PAZ O DE LOS ACTOS DE AGRESION Y ACCION QUE DEBE ADOPTARSE CON RESPECTO A ELLOS

1. En caso de que el Consejo de Seguridad considere que la no solución de una divergencia, mediante los procedimientos indicados en el inciso 3 de la Sección A o de acuerdo con sus recomendaciones formuladas según el inciso 5 de la Sección A, constituye una amenaza para la conservación de la paz y de la seguridad internacionales, debería adoptar todas las medidas necesarias para la conservación de la paz y de la seguridad internacionales que estuvieren de acuerdo con los fines y principios de la Organización.

2. En general, el Consejo de Seguridad debería determinar la existencia de cualquier amenaza a la

la facultad de dirigirse a la Corte, a fin de obtener su dictamen, con respecto a las cuestiones planteadas en toda controversia".

"La Corte de Justicia Internacional, a solicitud de una o de todas las Partes envueltas en una controversia, o del Consejo de Seguridad, o de la Asamblea General, decidirá si la cuestión sobre que versa aquélla, reviste naturaleza internacional o es un asunto que cae bajo la jurisdicción interna de uno de los Estados litigantes".

paz, quebrantamiento de la paz o acto de agresión, ye debería formular recomendaciones o decidir cuáles serían las medidas a adoptarse para mantener o restaurar la paz y la seguridad.

3. El Consejo de Seguridad debería estar facultado para determinar qué medidas diplomáticas, económicas o de otra naturaleza que no impliquen el uso de la fuerza armada, deberían emplearse para hacer efectivas sus decisiones, y para exhortar a los miembros de la Organización a aplicar tales medidas. Esas medidas podrán incluír la interrupción total o parcial de las comunicaciones ferroviarias, marítimas, aéreas, postales, telegráficas, radiofónicas y otros medios de comunicación, y la ruptura de relaciones diplomáticas y económicas.

4. En caso de que el Consejo de Seguridad considerara inadecuadas dichas medidas, debería estar facultado para adoptar, mediante el empleo de fuerzas aéreas, navales o terrestres, las acciones que se estime necesarias para mantener o restaurar la paz y la seguridad internacionales. Esas medidas pueden incluír demostraciones, bloqueo y otras operaciones a cargo de las fuerzas aéreas, navales o terrestres de los miembros de la Organización.

5. A fin de que todos los miembros de la Organización contribuyan a la conservación de la paz y de la seguridad internacionales, ellos deberían comprometerse a poner a disposición del Consejo de Seguridad, cuando éste lo solicite y de conformidad con un convenio o convenios especiales concertados entre ellos, las fuerzas armadas, las facilidades y la ayuda necesarias

para mantener la paz y la seguridad internacionales. Dicho convenio o convenios deberían reglar la cantidad y la clase de las fuerzas y la naturaleza de las facilidades y de la ayuda que debieran proporcionarse. El convenio o convenios especiales deberían celebrarse tan pronto como fuera posible, y en cada caso deberían estar sujetos a la aprobación del Consejo de Seguridad y a la ratificación por los Estados signatarios, de acuerdo con sus procedimientos constitucionales.

6. A fin de permitir que la Organización pueda adoptar medidas militares urgentes, los miembros de la Organización deberían mantener contingentes de su fuerza aérea nacional a disposición inmediata para realizar en forma combinada en acciones internacionales compulsivas combinadas. La magnitud y el grado de preparación de estos contingentes y los planes para su acción combinada deberían ser determinados por el Consejo de Seguridad con la ayuda de la Comisión de Estado Mayor Militar dentro de los límites establecidos en el convenio o convenios especiales a que se hace referencia en el precedente inciso 5.

7. La acción necesaria para hacer efectivas las decisiones del Consejo de Seguridad con el objeto de mantener la paz y la seguridad internacionales debería ser adoptada por todos los miembros de la Organización en conjunto o por alguno de ellos, según lo resuelva el Consejo de Seguridad. Esto deberían hacerlo los miembros de la Organización por acción propia y mediante la acción de los organismos y entidades especializados de que fuesen miembros.

8. Los planes para el empleo de la fuerza armada deberían ser trazados por el Consejo de Seguridad con ayuda de la Comisión de Estado Mayor Militar a que se refiere el inciso 9 que va a continuación.

9. Debería establecerse una Comisión de Estado Mayor Militar cuyas funciones deberían consistir en asesorar y ayudar al Consejo de Seguridad en todas las cuestiones relativas a las necesidades militares del Consejo de Seguridad para la conservación de la paz y de la seguridad internacionales, el empleo y comando de las fuerzas puestas a su disposición, a la regulación de los armamentos y el posible desarme. Ella debería ser responsable ante el Consejo de Seguridad de la dirección estratégica de cualesquiera fuerzas armadas puestas a la disposición del Consejo de Seguridad. La Comisión debería componerse de los Jefes de Estado Mayor de los miembros permanentes del Consejo de Seguridad o de sus representantes. Todo miembro de la Organización que no esté representado permanentemente en la Comisión debería ser invitado por ésta para unirse a las deliberaciones cuando el desempeño eficaz de las funciones que corresponden a la Comisión exigiere que dicho Estado participe en sus trabajos. Las cuestiones sobre el comando de las fuerzas deberían solucionarse más adelante.

10. Los miembros de la Organización deberían unirse en la prestación de ayuda mutua para llevar a cabo las medidas decididas por el Consejo de Seguridad.

11. Cualquier Estado, miembro o no de la Organización, que se encuentre frente a problemas económicos

especiales, como consecuencia de la ejecución de las medidas adoptadas por el Consejo de Seguridad debería tener derecho a consultar al Consejo de Seguridad con respecto a la solución de esos problemas.

Sección C

ACUERDOS REGIONALES

1. Nada debería haber en la Carta que pueda impedir la existencia de acuerdos regionales o de entidades relativas a asuntos relacionados con la conservación de la paz y de la seguridad internacionales que se presten a soluciones regionales, siempre que esos acuerdos o entidades y sus actividades sean compatibles con los fines y principios de la Organización. El Consejo de Seguridad debería alentar la solución de las divergencias locales por medio de dichos acuerdos regionales o entidades regionales, bien por iniciativa de los Estados interesados o porque les sean encomendadas por el Consejo de Seguridad.

2. El Consejo de Seguridad debería utilizar, cuando fuere adecuado, tales acuerdos o entidades para actuar bajo la autoridad del Consejo pero no debería adoptarse ninguna acción compulsiva que emane de acuerdos regionales o de entidades regionales, sin autorización del Consejo de Seguridad.

3. En todo momento debería mantenerse al Consejo de Seguridad completamente informado sobre las actividades realizadas o que se contemple realizar en virtud de acuerdos regionales, o por entidades regionales con el propósito de conservar la paz y la seguridad internacionales.

4. "Reconócese la existencia del sistema regional interamericano, como una estructura histórica, política y geográfica, regida por la costumbre y el derecho que se recoge en los instrumentos celebrados entre las Repúblicas del hemisferio occidental, y dotada de órganos propios para el logro de sus fines de paz, seguridad y justicia internacionales que coinciden con los que persigue el Organismo establecido por la presente Carta".

CAPITULO IX

DISPOSICIONES PARA LA COOPERACION INTERNACIONAL EN LO RELATIVO A LOS PROBLEMAS ECONOMICOS Y SOCIALES

Sección A: PROPOSITOS Y RELACIONES

1. Con el propósito de crear las condiciones de estabilidad y bienestar que son necesarias para mantener relaciones de paz y amistad entre las naciones, la Organización debería facilitar las soluciones de los problemas internacionales de carácter económico y social, así como de los de carácter humanitario, y promover el respeto a los derechos humanos y a las libertades fundamentales. La responsabilidad por el desempeño de estas funciones correspondería a la Asamblea General, y, sujeto a la autoridad de ésta, a un Consejo Económico y Social.

2. Las distintas organizaciones y entidades especializadas, de carácter económico, social y de otra naturaleza, tendrían en sus campos respectivos los deberes que definan sus estatutos. Cada una de esas organizaciones o entidades debería entrar en relación con la Organización, según los términos que

se establezcan, mediante acuerdos entre el Consejo Económico y Social y las autoridades competentes de la organización o entidad especializada que sea del caso, sujetos a la aprobación de la Asamblea General.

Sección B:

COMPOSICION Y VOTACION

El Consejo Económico y Social debería componerse de representantes de dieciocho miembros de la Organización. Los Estados que han de estar representados para este fin deberían ser elegidos por la Asamblea General por períodos de tres años. Cada uno de esos Estados debería tener un representante, que tendría un voto. Las decisiones del Consejo Económico y Social deberían adoptarse por simple mayoría de votos de los representantes que estuvieran presentes y votaran.

Sección C:

FUNCIONES Y PODERES DEL CONSEJO ECONOMICO Y SOCIAL

1. El Consejo Económico y Social debería tener facultades para:

a. llevar a cabo, dentro de la esfera de sus funciones, las recomendaciones de la Asamblea General.

b. formular recomendaciones, a iniciativa propia, con respecto a asuntos económicos y sociales y a otros asuntos humanitarios de carácter internacional;

c. recibir y considerar informes de organizaciones o entidades

económicas, sociales y de otra naturaleza que se pongan en relación con la Organización, y coordinar las actividades de dichas organizaciones o entidades mediante consultas y recomendaciones a ellas;

d. examinar los presupuestos administrativos de dichas organizaciones o entidades especializadas a fin de formular recomendaciones a las organizaciones o entidades interesadas;

e. disponer lo necesario para que el Secretario General pueda suministrar informaciones al Consejo de Seguridad;

f. ayudar al Consejo de Seguridad, cuando éste lo solicitare; y

g. desempeñar las demás funciones que dentro del marco general de su competencia le pudiera asignar la Asamblea General.

Sección D:

ORGANIZACION Y PROCEDIMIENTO:

1. El Consejo Económico y Social debería establecer una comisión económica, una comisión social y las demás comisiones que sean necesarias. Dichas comisiones deberían estar constituídas por peritos. Debería haber un cuerpo permanente que debería formar parte del Secretariado de la Organización.

2. El Consejo Económico y Social debería concertar acuerdos adecuados para que los representantes de

las organizaciones o entidades especializadas participen sin voto en las deliberaciones de aquél y en las de las comisiones que él estableciere.

3. El Consejo Económico y Social debería adoptar su propio reglamento y el método para la elección de su Presidente.

CAPITULO X

EL SECRETARIADO

1. Debería haber un Secretariado que consistiera de un Secretario General y del personal que fuere necesario. El Secretario General debería ser el principal funcionario administrativo de la Organización. Debería ser elegido por la Asamblea General, a recomendación del Consejo de Seguridad, por el tiempo y sujeto a las condiciones que se especificaren en la Carta.

2. El Secretario General debería actuar como tal en todas las reuniones de la Asamblea General, del Consejo de Seguridad y del Consejo Económico y Social y debería rendir a la Asamblea General un informe anual de la labor de la Organización.

3. El Secretario General debería tener derecho a llevar ante el Consejo de Seguridad cualquier asunto que en su opinión amenazare la paz y la seguridad internacionales.

CAPITULO XI

ENMIENDAS

Las enmiendas deberían entrar en vigor respecto a todos los miembros de la Organización cuando fueren aprobadas por el voto de las

"Compete a la Asamblea General, a iniciativa de cualquiera de sus Miembros, o del Consejo de Seguridad, proceder a la reforma de la

dos terceras partes de los miembros de la Asamblea General y ratificadas de acuerdo con sus respectivos procedimientos constitucionales por los miembros de la Organización que fueren miembros permanentes del Consejo de Seguridad y por la mayoría de los demás miembros de la Organización.

Carta Constitutiva del Organismo, mediante el voto afirmativo de las dos terceras partes de los Estados que la componen. Las enmiendas aprobadas entrarán en vigor y tendrán fuerza obligatoria para todos los Miembros del Organismo, desde que fueren ratificadas, de acuerdo con sus procedimientos constitucionales, por un número equivalente a sus dos terceras partes".

CAPITULO XII

DISPOSICIONES TRANSITORIAS

1. En tanto empezaren a regir el convenio o convenios especiales a que se hace referencia en el Capítulo VIII, Sección B, inciso 5 y de acuerdo con las disposiciones del párrafo 5 de la Declaración de las Cuatro Potencias firmada en Moscú el 30 de Octubre de 1943, los Estados que son parte en dicha Declaración deberían consultarse entre sí, con otros miembros de la Organización cuando la ocasión surgiere, a fin de adoptar, en nombre de la Organización, la acción conjunta que fuere necesaria para conservar la paz y la seguridad internacionales.

2. Ninguna disposición de la Carta debería impedir, con respecto a los Estados enemigos, la acción adoptada o autorizada como resultado de la guerra actual por los gobiernos a los cuales incumbe tal acción.

Washington D.C., 7 de Octubre de 1944.

El Jefe de la Delegación del Ecuad

C. Ponce Enríquez,

Ministro de Relaciones Exteriores del Ecuador.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/7 (q)
May 1, 1945

GENERAL

SUGGESTIONS DU GOUVERNEMENT EGYPTIEN RELATIVEMENT AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

I. A l'occasion de la Conférence des Nations Unies, le Gouvernement Egyptien tient à exprimer sa gratitude aux Grandes Puissances premièrement pour avoir conçu le plan d'une Organisation mondiale dans l'intérêt général de tous les pays, deuxièmement pour avoir rédigé sa Charte, et troisièmement pour avoir pris l'initiative de convoquer cette réunion à San Francisco.

Le Gouvernement Egyptien tient à déclarer que l'Egypte s'associe sans réserve à l'idée d'une Organisation unissant toutes les nations éprises de paix dans le but de maintenir la paix mondiale et la sécurité internationale .

La création d'une organisation qui permet la réunion de tant d'Etats, poursuivant des buts identiques et une action commune, ne manquera pas de rencontrer quelques difficultés dans la conciliation de tendances divergentes et de conflits d'intérêts. La collaboration sincère de toutes les parties en cause sera donc essentielle si les difficultés inhérentes à la nature et au but mêmes de l'Organisation envisagée doivent être surmontées.

C'est animé de cet esprit de coopération et du désir d'appuyer un plan dont il approuve entièrement le principe, que le Gouvernement Egyptien s'estime obligé de soumettre les suggestions suivantes, inspirées par une étude des Propositions adoptées à Dumbarton Oaks. Ces dernières ont été définies par leurs auteurs. comme n'ayant qu'un caractère purement préliminaire et provisoire.

II. Plusieurs Gouvernements ont déjà fait observer que le projet d'Accord ne fait pas mention des principes de Droit International servant de base à la nouvelle Organisation. Le Gouvernement Egyptien, non seulement s'associe à ces critiques, mais il estime également que le projet devrait contenir une référence expresse aux principes énoncés dans la Charte de l'Atlantique.

10

Nous devons admettre que la réalisation de ces idéaux implique un effort prolongé qui peut être considéré comme outrepassant les limites tracées dans les Propositions de Dumbarton Oaks. Mais les principes de la Charte de l'Atlantique ont soulevé de tels espoirs dans le monde que, indubitablement, ils doivent être mis au premier plan en tant que buts de la nouvelle Organisation mondiale.

Ceci est d'autant plus désirable que, outre le Conseil de Sécurité dont le but principal est le maintien de la paix, l'Organisation comprend un Conseil Economique et Social dont le champ d'activité embrasse presque tous ces principes de la Charte de l'Atlantique.

III. Il serait également recommandable que la nouvelle Organisation s'efforce d'étendre et de développer le Droit International, par l'intermédiaire soit d'un organe spécial dépendant de L'Assemblée, soit du Conseil Economique et Social déjà créé. Les règles qui sont aujourd'hui généralement acceptées comme Droit des Nations, issues de l'évolution de la pratique internationale au cours des siècles, ont souvent contribué à éviter des conflits armés et à développer des relations pacifiques entre différents Etats.

La faiblesse du Droit International était que, contrairement aux autres branches du Droit, ses règles n'étaient pas forcément exécutoires.

Aujourd'hui, enfin, la puissance militaire est mise à la disposition d'une Organisation mondiale qui est l'expression la plus récente du Droit des Nations et l'aboutissement d'une longue évolution de la pensée internationale. Il est plus que jamais nécessaire de déterminer et définir ces règles de Droit International, maintenant qu'on leur donne l'élément essentiel d'autorité qui leur faisait défaut jusqu'ici.

IV. Les Propositions de Dumbarton Oaks sont basées sur une distinction entre les Grandes Puissances, ou Membres permanents du Conseil, et les autres puissances, ces dernières composées de moyens ou petits Etats.

Le fait que les Grandes Puissances jouissent d'une situation privilégiée est sans doute normal, et justifié par les responsabilités plus grandes qu'elles assument dans le maintien de la paix.

L'expérience de la Société des Nations devrait nous permettre d'éviter les erreurs du passé, dûes à une division excessive des responsabilités. Mais ce serait une faute d'aller d'un extrême à l'autre en adoptant un plan selon lequel toute la puissance serait concentrée dans les mains de quelques Etats.

Le groupe des moyens et petits Etats, considéré dans son ensemble, constitue un élément important dans l'organisation de la paix mondiale; il ne compte pas moins de quarante Etats, répartis sur l'ensemble du globe et dont certains occupent des positions géographiques vitales, qui ont tous leur propre vie nationale et une indépendance acquise par des années, sinon des siècles, d'efforts et de luttes.

Leur adhésion à la nouvelle Organisation implique que, dans l'intérêt général, elles devraient abandonner certaines de leurs prérogatives fondamentales au Conseil de Sécurité. Elles pourraient aussi être appelées à appliquer ses décisions par la force des armes ou en accordant des facilités sur leurs territoires. Il serait donc difficile de justifier un plan selon lequel ces Etats ne seront pas en mesure d'exprimer leur avis au sein du Conseil ni de participer aux débats relatifs à la politique qu'elles devront suivre, bien que cette politique puisse quelquefois être préjudiciable à leurs propres intérêts.

L'appui donné à l'Organisation mondiale par l'ensemble du groupe des petits Etats devrait leur valoir une plus large représentation au sein du Conseil, dont le nombre de membres devrait être porté à quatorze, par exemple. Ceci ne porterait pas atteinte aux privilèges des membres permanents du Conseil. Malgré l'augmentation du nombre des membres, les décisions du Conseil seraient prises à une majorité de huit voix, qualifiées ou non, selon le cas examiné.

De cette manière, l'augmentation du nombre des membres du Conseil ne ferait pas obstacle à une action rapide du Conseil de Sécurité, et les membres permanents ne perdraient pas l'influence à laquelle ils ont droit.

D'autre part, si le choix des membres non-permanents du Conseil ne repose pas sur un critère positif si leur élection est laissée au hasard du scrutin, à des combinaisons temporaires ou à une lutte d'influences, alors, malgré l'élargissement du Conseil, la représentation de l'ensemble du groupe des petits Etats pourrait se révéler complètement inadéquate.

Le critère le plus sûr et le plus objectif serait la représentation permanente au Conseil de toutes les régions principales du monde.

Au sein d'une Organisation qui exerce ses fonctions et pouvoirs sur toute la surface du globe, le choix des membres élus devrait être basé sur la représentation territoriale, afin qu'aucune région importante du monde--autre que les territoires des cinq Grandes Puissance--ne soit privée d'une part effective aux travaux du Conseil.

La représentation des Etats devrait être répartie en zones régionales correspondant à des circonscriptions électorales, ayant chacune un siège au Conseil; les Etats, dans les limites d'une zone déterminée, nommeraient leur représentant au Conseil au moyen d'accords purement régionaux.

Cette proposition, non seulement permettrait de surmonter la difficulté venant du fait que des membres considèrent qu'ils représentent uniquement leur propre pays, elle assurerait aussi une juste représentation aux petites Nations en général.

V. Le Conseil, pour que son activité soit efficace, devrait agir de sa propre initiative, sans devoir consulter l'Assemblée, comme un Pouvoir Exécutif auquel l'Assemblée Législative a donné pleins pouvoirs.

De même que dans les affaires nationales, on ne devrait pas s'opposer, dans les affaires internationales, à ce que les décisions du Conseil soient soumises à la ratification de l'Assemblée, à condition que cela n'entrave pas leur exécution immédiate.

Le projet prévoit que le Conseil présentera un rapport à la session annuelle de l'Assemblée. Mais dans les cas où le Conseil prendrait des décisions importantes entraînant l'usage de la force armée, il semblerait raisonnable que le Conseil doive référer la question à l'Assemblée en session extraordinaire.

L'approbation de l'action du Conseil par une institution dans laquelle l'opinion publique du monde entier est représentée ne peut que renforcer l'autorité du Conseil.

Il pourrait être prévu, en outre, que l'Assemblée ne pourrait intervenir dans l'action du Conseil que par une importante majorité, trois-quarts des voix, par exemple.

VI. De même, il serait à conseiller que les réunions périodiques des Ministres des Affaires Etrangères ou Envoyés Extraordinaires des Etats membres du Conseil (Chapitre VI, Section D, paragraphe 1) soient complétées par des réunions des représentants de tous les Etats membres de l'Organisation, tenues au même moment que les réunions plus limitées prévues par le projet.

Les résultats satisfaisants des fréquents contacts des hommes d'état de différents pays qui se rencontraient sous les auspices de la Société des Nations sont à porter au crédit de cette institution. Il serait regrettable que la nouvelle Organisation, avec l'accroissement de ses pouvoirs et possibilités, renonce à de telles réunions générales qui peuvent se montrer aujourd'hui plus profitables encore que dans le passé.

VII. Le Conseil Economique et Social, qui devrait être considéré comme un organe de la nouvelle Organisation mondiale, tout comme l'Assemblée, le Conseil de Sécurité, la Cour Internationale de Justice et le Secrétariat, a des attributions plus compliquées et beaucoup plus étendues que le Conseil de Sécurité.

Alors que l'objet de ce dernier est limité à un but essentiel, mais unique, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil Economique et Social sera appelé à traiter beaucoup de questions présentant des aspects fort différents d'un pays à l'autre.

Même si un système de rotation était établi parmi les petites Puissances, beaucoup d'entr'elles n'auraient pas la possibilité de participer aux activités du Conseil Economique.

Et, alors qu'il existe peut-être des motifs de limiter le nombre des sièges du Conseil de Sécurité, tel n'est pas le cas en ce qui concerne le Conseil Economique et Social. Les buts de ce dernier, qui ont un caractère permanent, et qui sont en outre variés et compliqués, nécessitent un nombre suffisant de membres pour être poursuivis avec succès.

Certaines des petites Puissances pourraient contribuer à la solution des problèmes soumis au Conseil Economique et Social dans une mesure qui serait hors de proportion avec leur rang parmi les Puissances.

La représentation de chaque région importante du monde au sein du Conseil Economique permettrait de recueillir toute documentation nécessaire et faciliterait l'adaptation des décisions du Conseil à tous les différents pays.

Le nombre des membres du Conseil Economique et Social devrait être doublé. Les Grandes Puissances pourraient chacune avoir deux représentants au lieu d'un, de façon à ce que leur représentation reste proportionnée à l'importance de leurs intérêts.

Ici encore, il va de soit que le système de représentation par groupes régionaux devrait être adopté en ce qui concerne le Conseil Economique et Social.

VIII. Bien qu'il ait une signification définie, le terme "accords régionaux" semble être l'objet de malentendus et il serait indiqué de le déterminer de façon plus précise, afin qu'il soit bien entendu que les facteurs principaux sont la proximité géographique et la communauté d'intérêts.

IX. Bien que la liquidation de la Société des Nations ne soit pas du domaine des propositions de Dumbarton Oaks, il est probable que la Conférence de San Francisco sera appelée à examiner cette question.

644

On ne saurait simplement ignorer le passé, ni annuler tout ce qui a été accompli sous les auspices de la Société des Nations.

Beaucoup de traités qui ont été élaborés par cette institution, agissant en qualité soit de conseiller technique, soit d'Administration Centrale, continuent d'être appliqués par leurs signataires.

Il ne semble pas possible de prétendre que la Société des Nations a été remplacée, automatiquement et à toutes fins, par la Nouvelle Organisation mondiale, particulièrement dans le cas d'Accords Internationaux qui contiennent des références expresses à la Société, au Pacte, ou à ses organes respectifs.

Les deux institutions présentent trop de différences pour que l'une puisse remplacer l'autre, autrement qu'à la suite d'un accord spécial.

La Charte qui incorporera les résultats de la Conférence de San Francisco devrait prévoir l'abrogation de tous les accords antérieurs, pour autant qu'ils sont incompatibles avec cette Charte, ou leur revision pour les mettre en harmonie avec ses principes fondamentaux.

X. Telles sont les grandes lignes des suggestions que le Gouvernement Egyptien a estimé opportun de soumettre à l'examen des Membres de la Conférence des Nations Unies, réservant d'autres suggestions pour le moment où le texte des Propositions rédigées à Dumbarton Oaks sera l'objet de la discussion générale.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/7 (q) (1)
May 5, 1945

645

GENERAL

AMENDEMENTS AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS
PROPOSES PAR LA DELEGATION EGYPTIENNE

CHAPITRE I

Buts

Page 1 Parag. 1.

Ligne 1 : Ajouter après les mots "Maintenir la paix et la Sécurité internationales", les mots "conformément au Droit et à la justice".

Paragraphe 3:

Ligne 3 : Ajouter un nouveau paragraphe : "Promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales."

Après le paragraphe 4, insérer deux nouveaux paragraphes:

a) " Viser les buts et se conformer aux principes incorporés dans la déclaration commune en date du 14 Août 1942, connue sous le nom de Charte Atlantique."

b) " Déterminer, définir, codifier et développer les règles de droit international et de morale internationale."

Commentaire - Les principes énoncés dans la "Charte Atlantique" auxquels ont souscrit toutes les Nations Unies par la Déclaration des Nations Unies en date du 1er Janvier 1942, devraient être mis en évidence et expressément formulés parmi les buts de la Nouvelle Organisation Mondiale.

646

CHAPITRE II
PRINCIPES

Page 2 Paragraphe I.

Ligne 2 : Remplacer les mots " tous les Etats épris d'un idéal de paix " par les mots " tous les membres ". Après le paragraphe 2, insérer un nouveau paragraphe:

" Les membres de l'Organisation s'engagent à respecter l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les Membres de l'Organisation ". Après le paragraphe 3, insérer un nouveau paragraphe:

"Tous les membres de l'Organisation s'engagent à respecter les accords et les traités auxquels ils ont été parties contractantes, sans préjudice du droit de révision prévu au Chapitre V, Section B et au Chapitre XIII de la Charte."

Commentaire - Il faut inserer une clause sur la révision des Traités internationaux. A cette fin, la Délégation Egyptienne a proposé un amendement à la Section B du Chapitre V. Elle a également proposé une disposition générale qui serait insérée dans un nouveau Chapitre (Chapitre XIII).

CHAPITRE III

MEMBRES

Page 3 Ligne 1 Commentaire: La tendance générale devrait être telle que l'organisation comprenne, en temps opportun, tous les membres de la Communauté des Nations. Ce but ne peut dès à présent se réaliser, mais il serait désirable d'éviter toutes clauses se rapportant à l'admission limitée de membres dans l'avenir, ainsi que toute clause visant à l'expulsion de certains membres.

CHAPITRE IV

PRINCIPAUX ORGANES

Paragraphe 1, Ajouter aux principaux organes, après "Un Conseil de Sécurité":

c. "Un Conseil Economique et Social".
Commentaire: En raison de l'importance des problèmes économiques et sociaux

se rapportant à la paix et au bien-être internationaux, la Délégation Egyptienne propose de considérer le Conseil Economique et Social comme l'un des principaux organes de l'Organisation, sur pied d'égalité avec les autres organes. Cette proposition explique les divers amendements suggérés par la Délégation Egyptienne aux Chapitres suivants.

CHAPITRE V
L'ASSEMBLEE GENERALE

Section B - Fonctions et Pouvoirs

Page 4 Ligne 1 Après les mots "règlementation des armements", insérer:
"de suggérer, à la demande de tout membre intéressé, la révision des traités qui sont devenus inapplicables et la prise en considération des conditions internationales dont l'existence prolongée serait susceptible de mettre en danger la paix; de discuter toutes autres questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui seraient soumises par un ou plusieurs membres de l'Organisation ou par le Conseil de Sécurité, et de faire des recommandations sur ces principes ou questions. Toutes questions de ce genre, qui entraîneraient une action quelconque devraient être soumises au Conseil de Sécurité."

Commentaire: La dernière partie du paragraphe 1 devrait être omise, de manière à se conformer aux propositions faites par la Délégation Egyptienne au Chapitre VIII, Section B, aux termes desquelles les décisions du Conseil de Sécurité sur des mesures coercitives devraient être portées pour révision devant l'Assemblée Générale.

Paragraphe 2 Le paragraphe 2 devrait être ainsi conçu:
"L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir, après avoir demandé l'avis du Conseil de Sécurité, d'admettre de nouveaux membres dans l'Organisation."

Paragraphe 3 Le paragraphe 3 devrait être ainsi conçu:
"Tout membre de l'Organisation contre lequel des mesures préventives ou coercitives ont été décidées sera considéré comme privé de l'exercice

de tous droits et privilèges appartenant aux membres. L'Assemblée Générale aura le pouvoir de rétablir dans ses droits et privilèges tout membre qui aurait été suspendu, après avoir demandé l'avis du Conseil de Sécurité."

Page 5 Paragraphe 4 Ligne 3

Après les mots "Economique et Social", omettre les mots "prévu au Chapitre IX".

Paragraphes 5 et 7

Fondre ces deux paragraphes en un seul qui serait ainsi conçu:
"L'Assemblée Générale surveillera la promotion de la coopération internationale dans les domaines politique, juridique, économique, social, et humanitaire."

Page 6 Section C-Vote

Paragraphe 2 Ligne 6

Remplacer les mots "Suspension de l'exercice des droits et privilèges des membres, l'exclusion des membres," par les mots suivants: "restauration des membres suspendus dans leurs droits et privilèges."

Section D - Procédure

Paragraphe 1. Le paragraphe 1 devrait être ainsi conçu:

"L'Assemblée générale se réunira en sessions régulières annuelles ainsi qu'en sessions spéciales prévues au présent chapitre, ou que la situation pourra nécessiter."

CHAPITRE VI

LE CONSEIL DE SECURITE

Page 7. Section A - Composition.

Paragraphe 1. Ce paragraphe devrait être ainsi amendé: "Le Conseil de Sécurité sera composé d'un représentant de chacun des quatorze membres de l'Organisation. Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, de la Répu-

tlique de Chine, et, le moment venu, de la France, auront des sièges permanents. Les autres Etats seront groupés en neuf zones. L'Assemblée Générale désignera un Etat-Membre pour représenter chaque zone pour une période de trois ans, trois des Etats se retirant chaque année. Ils ne seront pas immédiatement rééligibles. A la première élection des membres non permanents, trois d'entre eux seront choisis par l'Assemblée Générale pour une période d'un a, trois pour une période de deux ans, et trois pour une période de trois ans."

Commentaire: Les petites Puissances devraient avoir droit à une plus grande représentation au Conseil dont le nombre des membres devrait être porté à quatorze. Dans une Organisation exerçant ses fonctions et ses pouvoirs sur la face entière du globe, on ne devrait laisser subsister aucune grande étendue du monde qui ne participe pas aux travaux du Conseil.

Section B - Principaux Pouvoirs et Fonctions

Page 7 Paragraphe 2 et
Page 8 Paragraphe 4

Commentaire: Les paragraphes 1 et 4 de cette section devraient être modifiés pour se conformer à l'amendement au chapitre VIII Section B, paragraphe 4, proposé par la délégation Egyptienne et ayant pour objet de référer à l'examen de l'Assemblée Générale toutes décisions prises par le Conseil de Sécurité, impliquant l'adoption de mesures coercitives.

Section C - Vote

Page 9 - Paragraphe 1

Commentaire - La Délégation Egyptienne estime que certains changements au "droit de veto" formulé à Yalta, pourraient inspirer une plus grande confiance aux buts démocratiques de la nouvelle organisation mondiale. Elle forme le voeu que les Grandes Puissances puissent trouver les moyens de reconsidérer le problème du veto tel qu'on l'envisage actuellement. En tout cas, la Délégation Egyptienne estime que le mode de vote du Conseil de Sécurité devrait être amendé de manière à permettre au Conseil de prendre des décisions à une majorité qui ne comprendrait que quatre des cinq membres permanents, dans toutes les questions ou ceux-ci ne seraient pas en cause. Celui des membres permanents qui serait dissident et qui n'aurait pas approuvé l'adoption des mesures coercitives pourrait ne pas être appelé à participer aux débats

généraux mais devrait éviter de donner le moindre appui ou la moindre assistance à l'Etat contre lequel ces mesures coercitives auraient été décidées.

Paragraphes 2 et 3 Ces paragraphes devraient être ainsi conçus:

"2. Les décisions du Conseil de Sécurité sur les questions de procédure devraient être prises à la majorité de huit voix.

3. Les décisions du Conseil de Sécurité sur toutes les autres questions devront être prises à la majorité de huit voix dont celle des membres permanents, ou tout au moins de quatre d'entre eux, étant entendu qu'une partie à un litige devrait s'abstenir de voter pendant que ce différend est à l'étude."

Section D - Procédure

Paragraphe 2 La nature et les fonctions des organismes ou offices mentionnés à la ligne 2, devrait être précisées et définies.

CHAPITRE VIII

ARRANGEMENTS POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALES, Y COMPRIS LA PREVENTION ET LA REPRESSION DE L'AGRESSION

Section B - DETERMINATION DE L'EXISTENCE DE MENACE A LA PAIX OU D'ACTES D'AGRESSION ET MESURES A PRENDRE A CE SUJET

Page 13 Paragraphe 2

Commentaire On devrait donner une définition générale du terme "Agression".

Paragraphe 4 Ajouter au paragraphe 4 un nouvel alinéa ainsi conçu:
" Au cas où le Conseil de Sécurité prendrait les mesures mentionnées au paragraphe 4, il devrait, après un laps de temps raisonnable, référer la question à la révision de l'Assemblée Générale réunie en session spéciale. Seul un vote pris à la majorité des trois-quarts des membres de l'Assemblée Générale pourrait suspendre ou annuler les décisions prises par le Conseil de Sécurité."

Commentaire L'importance de la décision et le fait

que tous les Etats-Membres seraient dans l'obligation de contribuer à l'exécution de ces décisions avec l'aide de leur force armée ou par l'octroi de certaines facilités, justifie amplement le droit de l'Assemblée de procéder à la révision de telles décisions. D'autre part, les débats de l'Assemblée seront l'expression de l'opinion publique mondiale sur la question.

Page 16 Section C Arrangements Régionaux

Commentaire Les propositions de Dumbarton Oaks se rapportant à des arrangements régionaux en tant que leurs buts sont compatibles avec les objectifs de l'Organisation Générale. Ces groupes régionaux présenteront un avantage considérable, en agissant en pleine collaboration avec le Conseil de Sécurité, pour le maintien de la paix, dans leurs zones respectives. Mais les termes "Arrangements Régionaux" n'ont pas toujours été bien compris et la Délégation Egyptienne estime qu'ils devraient être plus clairement définis.

A en juger d'après le texte, la nature et la teneur des dispositions de cette section des Propositions, les termes "Arrangements Régionaux" impliquent (a) le voisinage des Etats liés par de tels arrangements, (b) le caractère permanent de l'accord, (c) les affinités de culture, de race et de religion, (d)une organisation commune à tous les Etats du groupe. Les Propositions suggèrent ces caractéristiques en se référant à une action régionale et à des organismes régionaux dotés d'attributions spécifiques dans leur circonscription particulière, telles que des mesures d'arbitrage et coercitives.

Il ne serait donc pas juste d'appliquer les termes "d'Arrangements Régionaux" employés au chapitre VII, section C des Propositions, aux alliances d'ordre purement militaire entre deux ou plusieurs puissances. Les alliances militaires n'ont rien de commun avec les arrangements régionaux; elles résultent de circonstances politiques fortuites et ne se fondent généralement pas sur les affinités qui leur servent de base. Ces alliances, essentiellement temporaires, même lorsqu'elles sont conclues pour de longues périodes, sont l'expression de l'ancien principe de l'équilibre des puissances. La Nouvelle Organisation se propose de maintenir la paix au moyen de mesures collectives et d'abandonner l'ancien principe. Une définition plus précise de ces "Arrangements Régionaux" est par conséquent nécessaire pour éviter toute comparaison avec les alliances militaires modernes. De toute façon le mot "Permanents" devrait être ajouté à l'expression "Arrangements Régionaux" de la section C.

Il semble également que les dispositions concernant les "Arrangements Régionaux" devraient être séparées du chapitre sur le Maintien de la Paix et de la Sécurité In-

ternationale et faire l'objet d'un chapitre spécial. Les avantages qui découlent de ces arrangements ne sont pas limités au maintien de la paix et au règlement pacifique des différends régionaux mais peuvent aussi s'avérer d'une grande utilité pour promouvoir la coopération économique, sociale, et intellectuelle entre les Etats et encourager les relations de bon voisinage.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS RELATIVES A LA COOPERATION ECONOMIQUE ET SOCIALE SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Ce chapitre devrait devenir le chapitre VII et les numéros des chapitres suivants devraient être changés en conséquence.

Section A - Buts et Relations

Paragraphe 1

a) Supprimer la première phrase

b) Modifier comme suit la deuxième phrase:
"Il devrait exister des organisations et des offices spécialisés de caractère économique, juridique, social, et humanitaire, telles que des Organisations Internationale du Travail, une Organisation Monétaire Internationale, une Organisation Sanitaire Internationale, une Organisation pour la Coopération Intellectuelle et une Organisation Internationale pour la nourriture et l'agriculture. Les organismes et offices de cette nature existant actuellement devraient se mettre en rapport avec l'Organisation...

Section B - Composition et Vote

Page 18 - Ligne 2

a) Remplacer "Dix-huit" par "Vingt-quatre".
b) Supprimer les deux phrases qui suivent le mot "Organisation" et les remplacer par ce qui suit :

"Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, de la République de Chine, et, le moment venu, de la France, auront des sièges permanents. Les autres Etats seront groupés en neuf zones. L'Assemblée Générale élira deux Etats membres pour représenter chaque zone pour une période de deux ans, neuf des Etats se retirant chaque année. Ils ne seront pas immédiatement éligibles. A la première élec-

tion, l'un des représentants de chaque zone sera choisi par l'Assemblée Générale pour une période d'un an et l'autre représentant pour une période de deux ans."

Section C - Fonctions et Pouvoirs

Page 18 - Paragraphe 1

Ce paragraphe devrait être conçu comme il suit:

"1. Le conseil économique et social aura la responsabilité essentielle de déterminer la politique économique et sociale de l'organisation sous l'autorité de l'Assemblée Générale.

2. A cet effet il aura le pouvoir

a) de mettre à exécution les recommandations de l'Assemblée Générale.

b) de faire des recommandations, sur sa propre initiative, sur des questions humanitaires internationales d'ordre économique, juridique, social, et autres;

c) de recevoir et de mettre à l'étude les rapports des organismes et offices de caractère économique, juridique, social, etc....

d) etc ....

CHAPITRE XIII
DISPOSITIONS GENERALES

La Charte de la Nouvelle Organisation Mondiale constituera le droit suprême de la Communauté Internationale; elle devrait en conséquence déclarer de façon expresse dans un chapitre spécial, que :

"Toutes les obligations internationales antérieures qui seraient incompatibles avec la Charte seront abrogées ou revisées de manière à s'accorder avec les principes énumérés dans la Charte."

NOTE: LES AMENDEMENTS QUI PRECEDENT SONT CONFORMES AUX SUGGESTIONS GENERALES PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT EGYPTIEN PAR L'INTERMEDIAIRE DU DEPARTEMENT D'ETAT ET DU SECRETARIAT DE LA CONFERENCE.

654

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (French)
G/14 (a)
May 2, 1945

GENERAL

MEMORANDUM DU GOUVERNEMENT DU LIBERIA
SUR LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

Le Gouvernement du Libéria soumet le projet suivant de ses vues et recommandations au sujet du Plan de Dumbarton Oaks:

Le Gouvernement approuve la majorité des dispositions du Plan, sur lesquelles il ne fait aucune remarque; le présent memorandum ne renferme donc de remarques spécifiques que sur les points auxquels ce Gouvernement juge utile d'apporter des modifications, des revisions ou autres changements.

En ce qui concerne le paragraphe trois (3) du premier chapitre, il est proposé ce qui suit: Il devrait être pourvu, par rapport à la détermination détaillée des méthodes de solution de tous problèmes économiques, sociaux ou humanitaires projetées par la Conférence, des moyens définis et spécifiques, afin d'eviter toute interférence non justifiée des nations.

Sous ce rapport, les requêtes d'avis et d'assistance etc. devraient émaner de la nation qui cherche la solution de ce ou ces problèmes.

L'un des buts de l'organisation étant le maintien d'un niveau universel d'actions humanitaires et de conduite sociale parmi les nations, ce a quoi le gouvernement du Liberia souscrit sans réserve, ce gouvernement propose que, dans le cas où il serait indiqué que des conditions contraires à ce but ont été remarquées chez un Etat membre, l'Etat intéressé en devrait immédiatement être informé aux fins d'enquête et pour lui permettre de prendre telle action jugée appropriée.

En ce qui concerne le Chapitre V, Section B, sous-section 1, le gouvernement du Liberia recommende que les mots: "ne devrait, de sa propre initiative faire aucune recommandation" de la dernière phrase soit éliminés et remplacés par les mots, "pourrait faire toute recommandation utile".

273

En ce qui concerne le Chapitre V, Section B, sous-section 6, le gouvernement du Liberia recommande d'insérer comme second paragraphe les mots suivants: "l'Assemblée générale devra également entreprendre l'étude de la codification du droit international".

En ce qui concerne le Chapitre VI, Section A (Composition), ce gouvernement recommande d'éliminer les phrases qui suivent les mots, "siège permanent" et de les remplacer par ce qui suit: "L'Assemblée Générale devrait choisir par ordre alphabétique sur la liste des Etats membres n'ayant pas droit a des sièges permanents, six Etats dont le mandat serait de deux ans et cette procédure devrait être suivie jusqu'à épuisement total de la liste de ces Etats".

En ce qui concerne le Chapitre VI, Section B, sous-section 4, le gouvernement du Liberia recommande de remplacer le point final (.) par un point-virgule (;) et d'y ajouter les mots suivants: "pourvu, toutefois, que ces décisions puissent faire l'objet d'un nouvel examen de l'Assemblée Générale".

En ce qui concerne le Chapitre VI, ce gouvernement recommande d'ajouter à la Section D (Procédure) la sous-section suivante "6. Tout membre du Conseil de Sécurité ressortissant d'un gouvernement qui serait partie à un différend ou à toute autre problème soumis au Conseil ou en instance de celui-ci devrait être exclu de toute participation aux débats se rapportant à ce problème ou à ce différend."

En ce qui concerne le Chapitre IX, Section B, le gouvernement du Liberia recommande l'application des suggestions faites pour le Chapitre VI, Section A.

En ce qui concerne le Chapitre X, Section 1, ce gouvernement recommande d'éliminer les mots qui suivent: sur la recommandation du Conseil de Sécurité pour une période et aux conditions déterminées par la Charte."

ce 25 avril 1945

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
DOC.2 (FRENCH)
G/14 (b)
May 2, 1945

GENERAL

OBSERVATIONS DU GOUVERNEMENT TCHECOSLOVAQUE SUR LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

Le Gouvernement de la République tchécoslovaque souscrit entièrement à la Déclaration de la Conférence de Crimée qui a reconnu la nécessité de créer, le plus tôt possible, une Organisation Internationale pour le maintien de la paix et de la sécurité, tant pour prévenir toute agression que pour éliminer les causes politiques, économiques et sociales de guerre, grâce à une collaboration étroite et continue de tous les peuples pacifiques. Les Propositions de Dumbarton Oaks constituent, certainement, une base excellente pour les délibérations de la Conférence de San Francisco et le Gouvernement Tchécoslovaquie exprime ses chaleureux remerciements aux Puissances dont les représentants ont déjà accompli des travaux préparatoires si utiles. Ces Propositions, jointes aux observations et aux suggestions présentées par les autres gouvernements, permettront à la Conférence d'examiner tous les problèmes soulevés et d'arriver à des conclusions de la plus haute utilité pour la collaboration future de tous les Etats pacifiques.

Animé du désir le plus sincère de contribuer au succès de la Conférence, le Gouvernement Tchécoslovaque soumet ses observations et suggestions suivantes.

I

L'idée essentielle des propositions de Dumbarton Oaks est que le maintien de la paix et de la sécurité internationales ne peut être mieux assuré que par un seul organisme, capable de délibérations promptes et de décisions rapides. En

conséquence, elles confient essentiellement cette responsabilité au Conseil de Sécurité et lui conférent les pouvoirs les plus étendus. Il est simplement déclaré, au Chapitre VII, Section B, paragraphe 2, que "le Conseil de Sécurité devrait agir conformément aux buts et principes de l'Organisation". Les Chapitres I et II qui énumèrent ces buts et principes sont par conséquent de la plus haute importance et la Conférence en soumettra certainement le texte à un examen approfondi et minutieux.

Le Gouvernement tchécoslovaque reconnaît que la nouvelle Organisation doit posséder les pouvoirs les plus étendus et être en même temps assez souple pour se développer et pour faire face à toutes les situations qui peuvent se présenter - l'expérience a montré que des dispositions trop rigides et trop détaillées ne donnent pas toujours les résultats désirés. Il y a cependant certains principes fondamentaux que, de l'avis du Gouvernement Tchécoslovaque, il importe de formuler dans la Charte de la nouvelle Organisation. Les discussions de la Conférence révèleront l'opinion des Délégations sur ce sujet important. Il semble au Gouvernement tchécheslovaque que ces principes doivent au moins comprendre, outre ceux qui sont déjà mentionnées au Chapitre I et II des Propositions, le respect du droit international et des obligations créées par les traités, en même temps que le respect de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des Etats membres.

Dans le cas où le Conseil de Sécurité en viendrait à conclure que le maintien de la paix et de la sécurité nationales ne peut être assuré que par des mesures non conformes à ces principes fondamentaux, et en particulier par des modifications territoriales, la question devra être soumise à l'Assemblée. Sur la demande de l'une des parties au différend, la question sera également portée devant l'Assemblée. Dans ces cas, l'Assemblée décidera à la majorité des deux-tiers.

Le Conseil aura toujours le droit et le devoir de prendre toutes les mesures conservatoires nécessaires au maintien de la paix et de la sécurité.

II.

Le Chapitre VIII, Section A, traite du règlement pacifique des différends. Le Gouvernement tchécoslovaque est d'avis que ce Chapitre très important mérite plusieurs observations:

1.Il est certainement désirable et nécessaire de conférer au Conseil de Sécurité tous les pouvoirs possibles en ce qui concerne les mesures préventives. Le Gouvernement tchécoslovaque reconnaît cependant que ce Conseil ne devrait intervenir que lorsque tous les autres moyens de règlement pacifique, qu'il s'agisse de mesures prévues d'avance ou de mesures ad hoc acceptées par les parties intéressées, auront été épuisés. Les paragraphes (3) et (4) semblent confirmer cette interprétation. Le paragraphe (3) stipule que les parties devraient,en premier lieu,s'engager avant tout à rechercher la solution du différend par voie de négociation, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire,ou par tout autre moyen pacifique de leur choix. Le paragraphe (4) oblige les parties à soumettre leur différend au Conseil de Sécurité mais seulement dans le cas où elles ne réussiraient pas à le régler par d'autres moyens. Toutefois le paragraphe (5) peut prêter à confusion car il confère au Conseil de Sécurité le droit d'intervenir à n'importe quel moment de l'évolution du différend. Il est vrai que, d'après le paragraphe (1) le Conseil doit se borner à déterminer si la prolongation du désaccord peut ou non menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Mais quel est le sens de cette restriction ? Devons-nous en déduire que tant qu'une procédure spéciale est en cours, le Conseil doit limiter son intervention à recommander les mesures conservatoires propres à écarter toute menace à la paix et à la sécurité ? Le Gouvernement tchécoslovaque est en faveur de cette interprétation. Le fond même du litige doit être réglé tout d'abord au moyen des procédures spéciales et le Conseil ne doit se saisir de la question que dans le cas où les parties n'auraient pas réussi à trouver une solution par les moyens spéciaux indiqués. Le texte du paragraphe (5) devrait donc être rédigé de façon à indiquer clairement la nature de l'intervention du Conseil, pendant et après la procédure spéciale.

2. Le Gouvernement tchécoslovaque constate avec satisfaction que les dispositions du Chapitre VIII, Section A, ne visent que les différends "susceptibles de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales". Cette limitation semble à la fois raisonnable et nécessaire. L'obligation pour le Conseil de décider dans chaque cas,si un litige appartient à cette catégorie empêchera,espérons-le, que l'on n'encombre le Conseil d'affaires secondaires ou qu'on en abuse en lui soumettant des demandes ou des différends dénués de fondement.

3. Le rôle à attribuer à la Cour internationale de Justice apparaît au Gouvernement tchécoslovaque, une question d'une très grande importance. La Cour s'est révélée

comme une institution d'une grande utilité et elle devra non seulement conserver ses fonctions mais encore les développer et y ajouter, dans les limites du possible. Le paragraphe (6) prévoit que"les différends juridiques devront, d'une manière générale, être soumis à la Cour Internationale de Justice." Nous proposons la suppression des mots "d'une manière générale". S'il existe des doutes sur la question, de savoir si le différend relève de la compétence de la Cour, c'est la Cour elle-même qui devra en décider, dans une déclaration préalable.

Le renvoi à la Cour par le Conseil des "questions de droit que soulèveraient d'autres différends" doit être considéré comme une question de procédure.

4. Le paragraphe (7) stipule que le Conseil ne doit pas connaître des questions que le droit international laisse à la compétence nationale exclusive de l'Etat intéressé. Cette clause est parfaitement justifiée et sera particulièrement bien accueillie par les petits Etats. Ils y verront, à juste titre, une garantie importante contre toute possibilité pour d'autres Etats, de s'immiscer dans leurs problèmes intérieurs S'il existe une divergence d'opinion sur le point de savoir si une question quelconque relève ou non de la compétence nationale, cette divergence devra être considérée comme un différend juridique et, en conséquence, transmise, pour décision, à la Cour Internationale de Justice.

III

Le Gouvernement tchécoslovaque accueille avec une sympathie particulière les propositions contenues au Chapitre VIII, Section B, visant la "Détermination de l'existence de menaces à la paix ou d'actes d'agression, et mesures à prendre à ce sujet". Elles forment avec les mesures préventives indiquées au Chapitre VIII, Section A, la seconde base sur laquelle est bâti l'édifice tout entier. Les auteurs des Propositions de Dumbarton Oaks, ayant encore fraîche à la mémoire l'expérience du passé, se sont efforcés de construire en matériaux solides. Ils proposent de conférer au Conseil des pouvoirs aussi étendus que possible. Le paragraphe (2) prévoit avec raison que le Conseil devra non seulement "faire des recommandations", mais encore "décider" des mesures à prendre en vue de maintenir ou de rétablir la paix et la sécurité. Ici encore, le texte est rédigé en termes généraux et ne contient aucune précision, de sorte que le Conseil aura pour ainsi dire toute liberté de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires. Cette entière liberté d'action a certes l'avantage de permettre au Conseil d'adapter ses décisions à toutes les situations. Cependant, il reste à savoir si cette absence de précision présentera les mêmes avantages dans

les cas qui paraîtront parfaitement clairs, et lorsque seule l'application de règles préalablement déterminées semble pouvoir garantir une action suffisamment rapide pour empêcher tout agresseur sans scrupule de créer en sa faveur une situation dont le redressement pourrait être très long et très compliqué. Par le passé, le Gouvernement tchécoslovaque a conclu avec certains autres gouvernements une convention pour définir le terme "agresseur". L'Article 2 de cette convention était conçu comme suit:

"L'agresseur, dans un conflit international, sera, conformément aux dispositions en vigueur entre les parties au différend, considéré comme étant l'Etat qui aura commis le premier l'un des actes suivants:

1) Déclaration de guerre à un autre Etat;

2) Invasion par la force armée, avec ou sans déclaration de guerre, du territoire d'un autre Etat;

3) Attaque par ses forces militaires, navales ou aériennes, avec ou sans déclaration de guerre, du territoire, des navires ou des aéronefs d'un autre Etat;

4) Blocus naval des côtes ou ports d'un autre Etat;

5) Appui donné à des bandes armées constituées sur son territoire et ayant envahi le territoire d'un autre Etat, ou refus, malgré la requête de l'Etat envahi, de prendre sur son territoire les mesures dont il dispose pour priver ces bandes armées de toute aide ou protection."

IV

Le Chapitre VIII, Section C, concernant les accords régionaux sera très utile pour développer et renforcer la paix et la sécurité internationales. Les nécessités peuvent être différentes selon les régions et il peut se produire des situations que des conventions ou des organismes régionaux seraient les mieux à même de régler. Il sera indispensable d'intégrer ces conventions dans le cadre général de l'Organisation. Les Propositions de Dumbarton Oaks prévoient, à juste titre, qu'ils devront être"compatibles avec les buts et les principes de l'Organisation".

Elles stipulent en outre que, "aucune mesure coercitive

ne devra être appliquée en vertu d'arrangements régionaux ou par des organismes régionaux sans autorisation du Conseil de Sécurité." Le Gouvernement tchécoslovaque considère que cette autorisation devrait être donnée à l'avance et, en règle générale, dans tous les cas de danger immédiat où la suspension de mesures coercitives jusqu'au moment de l'intervention du Conseil de Sécurité risquerait de provoquer des retards irrémédiables. Les mesures prises, dans de tels cas, pourraient être ultérieurement soumises à l'approbation du Conseil.

V.

Les dispositions relatives à la coopération économique et sociale sur le plan international (Chapitre IX) et en particulier la création d'un Conseil Economique et Social mérite l'approbation générale. La paix et la sécurité futures dépendent dans une mesure toujours croissante du progrès économique et social et celui-ci ne peut être realisé que par des relations et une collaboration internationales continues et amicales. Avant la guerre, et même durant les hostilités, beaucoup d'organisations et organismes internationaux ont fait d'excellent travail dans ce sens. Il importe de coordonner leurs activités et de constituer à cet effet un nouvel organisme central, doté d'une autorité suffisante pour en assurer la direction générale. Les pays qui ont souffert le plus de l'occupation ennemie ou du développment des hostilités seront parmi les premiers à participer à cette collaboration économique et sociale. Ils auront à traverser une période de transition et de réadaptation, difficile et dangereuse. Le nouvel organisme central pourra être très utile pour accélérer le retour à des conditions normales et acceptables dans le monde entier.

VI

Le Chapitre X confère au nouveau Secrétaire Général le droit et le devoir importants d'appeler l'attention du Conseil de Sécurité sur toute question qui, à son avis, serait de nature à menacer la paix et la sécurité internationales. Cette disposition pourrait être très utile dans les cas où les Gouvernements, pour des raisons diplomatiques ou autres, hésiteraient à agir. Le Secrétaire Général et ses conseillers auront donc à assumer de lourdes responsabilités.

Le choix du personnel du Secrétariat devra certainement être fait avec le plus grand soin et la plus grande prudence. Il y a cependant toute raison de croire que l'on pourra trouver les personnes les plus hautement qualifiées pour ces postes. L'expérience a prouvé que, quelles qu'aient pu être les causes des échecs des institutions internationales

662

de récente création, ils n'ont certainement pas été dus au personnel. Le secrétariat des organisations internationales a, d'une manière générale, fait preuve de hautes qualités professionelles et morales; ils ont été les promoteurs actifs de ce véritable esprit de solidarité internationale, indispensable à toute organisation nouvelle.

25 avril 1945

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/14 (c)
May 5, 1945

GENERAL

SUGGESTIONS SUR LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS PRÉSENTÉES PAR LE LIBAN À L'EXAMEN DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ORGANISATION INTERNATIONALE.

(1) Le Liban désire exprimer sa reconnaissance aux grandes puissances invitantes de la Conférence des Nations Unies pour la juste invitation qu'elles lui ont adressée. Le Liban, en tant que représentant l'une des Nations Unies, apprécie et partage entièrement les hautes raisons qui les ont conduites à tenir cette Conférence. Il se présente ici pour les nations éprises de liberté, une occasion, unique dans l'histoire, d'organiser la paix; certes, si l'on considère la gravité des questions qui sont en cause, personne ne peut courir le risque de laisser échapper cette occasion. Le Liban est entièrement prêt à jouer son rôle dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales sur la base des Propositions de Dumbarton Oaks, qui sont inspirées par les principes de droit et d'égalité souveraine pour toutes les nations éprises de paix.

(2) Le maintien de la paix et de la sécurité internationales est certainement un but digne des Nations Unies. Il n'y a pas de prix trop élevé pour l'atteindre. Mais il faut remarquer qu'en soi la paix et la sécurité ne sont que des termes formels, négatifs et statiques. Il est évident que certaines situations qui ont une apparence extérieure de paix et de sécurité, n'ont pas leur source dans une justice réelle, et par conséquent ne méritent pas d'être maintenues. De ce fait, à moins que le contenu positif de la paix ne repose sur des bases de justice réelle, il n'y aura pas de paix véritable. Par conséquent, les Nations Unies, à cette Conférence, doivent consacrer une partie de leurs travaux à déterminer une conception dynamique et positive de l'existence du monde civilisé, conception qui justifiera l'organisation qu'elles vont établir. La paix en qui l'homme a foi, et pour la défense de laquelle il prendra spontanément les armes, ne peut être que celle qui repose sur les droits et les libertés élémentaires de l'homme, et sur la réalité de la justice.

(3) Les propositions de Dumbarton Oaks envisagent des mesures politiques, militaires, juridiques, économiques et sociales pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il y est à peine fait mention des questions d'ordre intellectuel et éducatif à l'exception des mots "problèmes humanitaires" qui figurent à l'Article 3 du Chapitre I et aux Sections A et C du Chapitre 9 où ces problèmes pourraient être implicitement contenus. Et cependant, l'accroissement de la compréhension des idées et des croyances entre les nations est loin de constituer une question dénuée d'importance, lorsqu'il s'agit d'assurer une paix durable. Par conséquent la collaboration éducative et intellectuelle entre les nations présente une importance primordiale. Un libre échange d'idées orientera les esprits vers la compréhension de la paix et rapprochera les nations. Les Nations Unies peuvent s'épargner bien des guerres si elles accordent aux arts libéraux de la paix l'attention qu'ils méritent. A cet égard, certaines petites nations, encore qu'elles puissent en soi présenter peu d'importance militaire et politique, peuvent avoir la plus grande importance au point de vue intellectuel et éducatif. Leur modeste contribution à la paix et à la sécurité internationales est toutà fait hors de proportions avec l'étendue de leur territoire ou leur importance matérielle. Des nations telles que le Liban, en raison de leurs traditions, de leurs institutions éducatives, de leur puissance virtuelle et de leur situation géographique, doivent être considérées comme particulièrement qualifiées pour une représentation de premier rang au Conseil économique et social ou dans une commission éducative dépendant de ce Conseil.

(4) Le Liban suggère l'addition des principes suivants aux buts visés par l'organisation des Nations Unies : "Créer un comité permanent de juristes qui aura pour fonctions de codifier et de consolider périodiquement les principes de droit international en vigueur et d'y apporter les modifications qui pourront être jugées nécessaires à certains moments." Il est évident que l'expression précise des lois des nations, constamment mise à jour à mesure que leur théorie et leur pratique se développent constituera un instrument puissant du maintien de la paix et de la sécurité internationales. De cette façon, les aspects plus particulièrement politiques et militaires de l'organisation projetée sur lesquels les propositions de Dumbarton Oaks semblent insister à si juste titre, seront équilibrés et tempérés par les exigences tout aussi importantes de la justice internationale.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 2 (French)
G/14 (d)
May 2, 1945

GENERAL

La Délégation de l'Union Sud-Africaine, à la date du vingt-six avril 1945, a fait savoir que son Président proposera à la Conférence l'adoption d'un préambule à la Charte qui serait formulé dans les termes suivants:

P R O J E T

"PREAMBULE A LA CHARTE DES NATIONS UNIES"

Les Hautes Parties Contractantes

Résolues

à prévenir une reprise de la lutte fratricide qui, par deux fois en notre génération, a affligé l'humanité de douleurs et de pertes indicibles,

et

à faire renaître au cœur des hommes et des femmes la croyance aux droits humains fondamentaux, au caractère sacré, à la valeur essentielle et à l'intégrité de la personnalité humaine, aux droits égaux des individus et des nations individuelles grandes et petites, à l'encouragement du progrès social et à la possibilité d'élever le niveau de vie dans le monde entier,

et, dans ce but, résolues

à pratiquer la tolérance, à vivre en paix les unes avec les autres et à entretenir des relations paisibles de bons voisins,

Afin de rendre possible, entre nations, la coopération pour le maintien de la paix internationale et de la sécurité nécessaires pour que ces buts se réalisent,

666

Par l'acceptation de certains principes et par l'institution de mesures pour assurer qu'il n'y ait recours à la force armée que dans l'intérêt de la communauté des nations et non pas dans un but purement national,

Par l'établissement de moyens pour régler tout différend susceptible de menacer la paix et la sécurité internationales,

Par la création de conditions telles, que la justice, le respect des obligations selon le droit international et les traités, les droits imprescriptibles et les libertés fondamentales de l'homme, pourront se maintenir,

Par l'emploi d'un mécanisme international pour encourager le progrès économique et social de tous les peuples,

Approuvent cette Charte des Nations Unies."

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/24 (d) (1)
May 3, 1945

GENERAL

"PREAMBULE A LA CHARTE DES NATIONS UNIES
TEXTE PROPOSE PAR LA DELEGATION DE L'UNION SUD-AFRICAINE
EN AMENDEMENT AU PROJET DU 26 AVRIL 1945

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES:

DETERMINEES

A empêcher tout nouveau recours aux luttes fratricides qui, deux fois au cours de cette génération, ont apporté à l'humanité des souffrances indicibles et lui ont infligé des pertes incalculables,

et afin
de rétablir la foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la sainteté et la valeur de la personnalité humaine, dans l'égalité des droits entre les hommes et les femmes et entre les grandes et petites nations

et
d'instaurer le progrès social et d'assurer un niveau de vie plus élevé et une liberté plus grande

et pour y parvenir
de pratiquer la tolérance et d'entretenir dans la paix des relations de bon voisinage,
Afin que les nations puissent collaborer au maintien de la paix et de la sécurité internationales
Par l'adoption de principes et l'institution de méthodes qui permettront d'éviter avec certitude le recours à la force armée sauf dans les cas où elle serait employée dans l'intérêt général
Par des dispositions permettant de régler tous les conflits qui menacent la paix et la sécurité internationales
Par l'établissement de conditions dans lesquelles la justice, le respect des obligations découlant du droit international et des traités ainsi que celui des libertés et des droits fondamentaux de l'homme seront assurés,
Par le recours à une organisation internationale chargée de promouvoir le progrès économique et social de tous les peuples
Adhèrent à la présente Charte des Nations Unies."

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/14(d)(2)
May 5, 1945

GENERAL

AMENDEMENT COMPLEMENTAIRE AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

PROPOSE PAR LA DELEGATION DE L'UNION SUD-AFRICAINE.

La Délégation Sud-Africaine propose l'amendement suivant au plan de Dumbarton Oaks.

Après le paragraphe 10 de la section B, Chapitre VIII insérer un nouveau paragraphe conçu comme suit:

"Tout Etat qui n'aura pas réussi à résoudre ou à régler un différend par des moyens pacifiques, en conformité des dispositions de la section A, Chapitre VIII et contre qui, en conséquence, des mesures auront été prises en vertu des paragraphes 3 et 4 de la dite section, sera tenu de payer les frais de ces mesures coercitives et de réparer les pertes et dégats qui en auraient été la conséquence. Les pays participant aux mesures coercitives présenteront leurs réclamations, soit pour les frais encourus soit pour les pertes et dommages subis au Conseil de Sécurité qui les approuvera et prendra toutes mesures nécessaires pour en assurer le paiement".

La délégation de l'Union Sud-africaine se rend compte que les frais entraînés par l'application des décisions du Conseil de Sécurité peuvent constituer une lourde charge pour les pays qui seront tenus d'exécuter ces décisions.

Il semble raisonnable , en conséquence, d'obliger le pays contre qui l'organisation mondiale se sera vue forcée d'appliquer des sanctions économiques ou militaires, à payer les frais entraînés par les pertes et dégats subis par suite

de l'application de ces décisions.

De l'avis de la Délégation de l'Union Sud-Africaine cet amendement aurait pour effet:

a) de constituer un encouragement de plus pour les petits pays à s'associer à toute décision du Conseil de Sécurité, pour le maintien de la paix et de la sécurité,

b) de faciliter l'obtention de la sanction législative nécessaire dans les pays membres qui n'auraient pas été associés à la décision du Conseil de Sécurité, tendant à la prise de mesures coercitives,

c) de fournir une raison supplémentaire, pour les agresseurs éventuels, de ne pas mettre leurs plans à exécution.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
DOC. 2 (French)
G/14 (e)
May 1, 1945

GENERAL

Suggestions du Gouvernement Turc relativement aux propositions adoptées à la Conférence des quatre Puissances de Dumbarton Oaks, en vue de maintenir la Paix et la Sécurité.

La Turquie a toujours compté parmi les militants les plus fervents de l'idée de sécurité collective. Il est donc tout naturel que le Gouvernement de la République Turque ait examiné avec une attention minutieuse et une sympathie toute particulière le projet réalisé à Dumbarton Oaks entre les représentants du Royaume-Uni, des Etats-Unis, de l'U.R.S.S. et de la République de Chine pour l'organisation internationale de la paix, de la sécurité et de l'économie du monde.

Le Gouvernement Turc se félicite d'autant plus vivement de l'accord ainsi réalisé entre les quatre grandes nations que, fermement attaché lui-même à l'idéal élevé qui avait présidé à la création de la Société des Nations, il voit ainsi la consécration du but vers lequel ont tendu tous les efforts de bonne volonté pour assurer l'évolution indispensable de cette institution vers une forme plus complète et plus perfectionnée moyennant l'introduction dans le Pacte du principe de l'action efficace et préventive, dont le défaut l'a fait sombrer dans la passivité. C'est également en s'inspirant de ces éléments du passé et de l'expérience douloureuse que l'humanité a subi au cours de ces

dernières années, qu'il se permet, dans le but d'apporter sa modeste contribution au travail de paix qui exige l'effort commun de tous les peuples, de soumettre à la Conférence certaines suggestions d'ordre général qu'il souhaite voir prises en considération lors de l'amendement et de la refonte du texte définitif.

I

Au paragraphe I du chapître II, il est précisé que l'Organisation est basée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats aimant la paix. En vue de permettre à la nouvelle association des nations de réaliser plus facilement les buts assignés à son activité, de donner un réconfort plus adéquat à la conscience des peuples et de conférer au principe de l'égalité souveraine sa pleine valeur, il serait souhaitable, ainsi que c'était le cas dans le Pacte de la Société des Nations, de préciser expressément que les solutions des différends seront recherchées conformément à la justice et au droit.

Les principes du droit international n'étant pas encore de nature à embrasser avec toute la plénitude et l'efficacité nécessaires l'ensemble des relations internationales, la suggestion ci-dessus proposée serait, semble-t-il, le seul remède propre à éviter aux décisions de la future Organisation d'être considérées comme arbitraires.

II

Pour ce qui concerne les attributions de l'Assemblée Générale, la Délégation Turque constate que les pouvoirs conférés à celle-ci se limitent, dans le domaine des décisions, à des questions se rapportant à l'activité sociale et économique, alors que dans les

problèmes essentiels se rapportant à la sauvegarde de la paix et de la sécurité, l'Assemblée Générale ne semble devoir jouer aucun rôle actif.

Le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats devrait avoir comme conséquence de réunir, en dernier lieu, dans les mains de l'Assemblée Générale tous les pouvoirs de contrôle au sujet des décisions touchant au maintien de la paix et de la sécurité.

Cette extension des pouvoirs de l'Assemblée, dans le domaine du contrôle, ne signifie, bien entendu, aux yeux de la Délégation Turque, ni un empiètement sur les attributions du Conseil de Sécurité ni une limitation des pouvoirs originellement conférés à cet organe.

En conséquence, la Délégation Turque estime qu'il serait utile que la Conférence veuille bien soumettre le chapître V du Projet de Dumbarton Oaks à un nouvel examen en s'inspirant des considérations exposées ci-dessus.

III

Le centre de gravité de la nouvelle Organisation se trouve placé au sein du Conseil de Sécurité avec les larges pouvoirs qui lui sont conférés, y compris l'usage de la force pour prévenir l'agression. Ce dernier trait caractéristique du Projet comble une lacune essentielle du Pacte de la Société des Nations et constitue une nouvelle période heureuse dans le domaine de la paix. Elle se révèle aussi bien comme un instrument matériel mis au service de la tranquillité du monde que comme un élément moral de la plus haute importance, par la condamnation publique et universelle qu'elle entraîne contre toute tentative de menacer la paix et la sécurité des peuples.

Il est tout à fait normal que les Puissances qui prennent sur elles de grandes obligations et de lourdes responsabilités, dans l'application des mesures coercitives, soient représentées d'une façon permanente au sein du Conseil de Sécurité et qu'elles bénéficient dans ce domaine de pouvoirs plus étendus que les autres Etats.

Il n'en reste pas moins vrai que le nombre de sièges non-permanents du Conseil est nettement insuffisant. Cette disproportion revêt un caractère plus accentué par le fait que dans les décisions se rapportant à l'action, l'unanimité des votes des principales Puissances [illegible] indispensable. Dans le but de respecter le principe de l'égalité des Etats, qui est à la base de l'Organisation, et d'assurer un équilibre plus réel au sein du Conseil de Sécurité, une augmentation sensible des sièges non-permanents s'avère nécessaire. L'élévation à dix des sièges non-permanents ainsi que le minimum de onze voix pour entraîner les décisions, paraissent, aux yeux de la Délégation Turque, des amendements utiles pour la réalisation d'une représentation plus équilibrée au sein du Conseil.

IV

En ce qui concerne les attributions du Conseil de Sécurité, la Délégation Turque croit devoir émettre les observations suivantes:

Dans le paragraphe 5 de la Section A du chapître VIII, il est dit que le Conseil de Sécurité doit avoir le pouvoir de recommander à n'importe quel stade d'un litige tel qu'il est défini au

paragraphe 3, la procédure et les méthodes appropriées pour le règlement de ce litige. Il est plus conforme aux principes du droit que toute affaire portée en instance judiciaire suive son cours normal par devant cette instance. Elle ne devrait donc pas, par une intervention du Conseil de Sécurité, être soustraite à la compétence du Tribunal pour être déférée à d'autres organes. Non seulement la procédure judiciaire, une fois déclanchée, devrait suivre son cours normal pour aboutir à une sentence, mais en outre, le Conseil devrait protéger la partie au conflit qui se soumettrait à cette sentence.

Aux termes du paragraphe 7, Section A du chapître VIII, les dispositions des paragraphes 1 à 6 du chapître VIII, Section A, ne s'appliqueront pas aux situations ou aux différends portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats intéressés. Le droit international positif n'ayant pas encore définitivement fixé les matières qui doivent demeurer dans le domaine de la souveraineté exclusive, il serait nécessaire de trouver une formule plus explicite pour déterminer si un conflit est ou non du domaine réservé, surtout dans le cas où les deux parties ne seraient pas d'accord sur cette question; la Cour de Justice devrait être compétente pour connaître de cette question et en donner la solution.

V

Le Gouvernement Turc estime que dans les cas d'urgence, l'action immédiate que le jeu des arrangements régionaux est en mesure de déclancher automatiquement, ne devrait pas être ajournée jusqu'à la décision du Conseil de Sécurité car, toute lenteur de procédure serait, dans ces cas, néfaste au pays attaqué.

En conséquence, la Délégation Turque souhaite chaleureusement l'admission des arrangements régionaux à action automatique, comme élément constitutif de la sécurité collective à condition qu'ils soient prévus dans le but exclusif de défense et que les Etats signataires qui seraient amenés à en user soient tenus de rendre compte au Conseil, dans le plus bref délai, des mesures d'urgence qu'ils auraient été contraints de prendre en exécution de ces arrangements, ainsi que de justifier l'urgence de ces mesures.

Le Projet ne contient aucune disposition au sujet de la légitime défense. Bien que ce droit ait un caractère évident, il serait utile d'insérer dans la Charte une disposition justifiant la légitime défense pour répondre à une attaque par surprise par un autre Etat. Toutefois, même dans ce cas, le Conseil doit avoir toute latitude et liberté pour juger des circonstances dans lesquelles cette légitime défense a eu lieu, ainsi que de la justification des mesures prises par la partie qui s'est trouvée contrainte de se défendre.

La délégation Turque présente ses premières suggestions à titre de simple aperçu général qu'elle se réserve de compléter au cours des travaux de la Conférence, soit sous forme de propositions additionnelles, soit sous forme d'observations sur les dispositions contenues dans le Projet ou à y insérer éventuellement.

676

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc.2 (FRENCH)
G/14(e) (1)
May 5, 1945.

GENERAL

AMENDEMENTS AU PLAN DE DUMBARTON OAKS PRESENTES PAR LA DELEGATION TURQUE A LA CONFERENCE DE SAN FRANCISCO

C h a p i t r e I

BUTS

Les buts de l'Organisation devraient être les suivants:

1.- Maintenir la paix et la sécurité internationales CONFORMEMENT AU DROIT ET A LA JUSTICE; et à cette fin prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et éliminer les dangers qui menacent la paix, réprimer les actes d'agression ou autres atteintes portées à la paix, et préparer ou réaliser par des moyens pacifiques le règlement des différends internationaux qui risquent d'entrainer la rupture de la paix.

Commentaire: Il paraît utile à la Délégation Turque de préciser dans le Chapitre I établissant les buts de la nouvelle Organisation les principes selon lesquels la paix et la sécurité internationales seront maintenues.

C h a p i t r e V

L'ASSEMBLEE GENERALE

Section B-Fonctions et pouvoirs

1.- à insérer après, ... avant ou après délibération.

LE CONSEIL DE SECURITE FERA RAPPORT A L'ASSEMBLEE GENERALE RELATI-

VEMENT A TOUTE AFFAIRE INTERESSANT LA PAIX ET LA SECURITE INTERNATIONALES AU SUJET DE LAQUELLE IL AURA PRIS ET APPLIQUE LES MESURES JUGEES NECESSAIRES.

Commentaire: L'Assemblée Générale est l'organe représentatif par excellence de la nouvelle Organisation. Par une délégation de pouvoirs, l'Assemblée Générale confère au Conseil de Sécurité des attributions et des responsabilités très étendues. Il est donc normal que, en retour, le Conseil de Sécurité fasse rapport à l'Assemblée Générale de toute décision qu'il aura prise et appliquée en vertu de ces pouvoirs, pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

C h a p i t r e VIII

ARRANGEMENTS POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALES, Y COMPRIS LA PREVENTION ET LA REPRESSION DE L'AGRESSION.

Section A.-
Règlement pacifique des différends.-

A ajouter après alinéa 5 :

TOUTEFOIS LES RECOMMANDATIONS DU CONSEIL DE SECURITE NE DOIVENT PAS AVOIR POUR EFFET D'ENTRAVER LA PROCEDURE JUDICIAIRE DANS LES CAS OU LE LITIGE SE TROUVE AVOIR DEJA ETE SOUMIS A UN REGLEMENT JUDICIAIRE.

Commentaire: En tout état de cause, le règlement pacifique d'un litige doit être le but final de l'activité de l'Organisation. C'est pourquoi une fois le conflit déféré à une instance judiciaire, il faut que le procès puisse suivre son cours normal à l'abri de toute intervention susceptible de le soustraire à l'instance en cours.

C h a p i t r e VIII

Section B.-
Détermination de l'existence de menaces à la paix ou d'actes d'agression et mesures à prendre à ce sujet.

A ajouter à l'alinéa 1er :

EN TOUT ETAT DE CAUSE, LE CONSEIL PRETERA SON ASSISTANCE A LA PARTIE AU CONFLIT QUI AURA ACCEPTE DE SE SOUMETTRE A UN REGLEMENT JUDICIAIRE ET LE CAS ECHEANT A LA SENTENCE DU TRIBUNAL.

Commentaire: L'assistance à apporter par l'Organisation à la partie au conflit qui se soumet à la procédure du règlement pacifique y compris la sentence du Tribunal est une nécessité évidente. Néanmoins, l'insertion de l'amendement proposé est de nature à apporter plus de clarté et de précision au texte du Plan de Dumberton Oaks.

The United Nations Conference on International Organization

DOC. 2 (French)
G/14 (f)

May 2, 1945.

GENERAL

AMENDEMENTS AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS (DOCUMENT I G/1) SOUMIS PAR LA DELEGATION DE LA NOUVELLE-ZELANDE

CHAPITRE I - BUTS:

I Page 1, ligne 4, Insérer après les mots "sécurité internationale" les mots "et préserver de toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les membres de l'Organisation."

CHAPITRE II - PRINCIPES:

II Page 2, ligne 2, Insérer après le paragraphe 1 le nouveau paragraphe suivant:
"1a. Tous les membres de l'Organisation réaffirment solennellement les principes de la Charte de l'Atlantique du 12 Août 1941 et de la Déclaration des Nations Unies du 1 janvier 1942, et se portent garants de ces principes."

III Page 2, ligne 7, Insérer après le paragraphe 2 le paragraphe suivant:
"2a. Tous les membres de l'Organisation s'engagent à maintenir, protéger et promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales, particulièrement la liberté de vivre à l'abri du besoin, la liberté de vivre à l'abri de la crainte, la liberté de parole et la liberté de croyance."

IV Page 2, ligne 15, Insérer après le paragraphe 4 le paragraphe suivant:
"4a. Tous les membres de l'Organisation s'engagent collectivement a résister à tout acte d'agression dirigé contre l'un de ses membres."

CHAPITRE IV - PRINCIPAUX ORGANES:

V Page 3, ligne 10, Insérer après l'alinéa b, l'alinéa suiva:

b) "Un Conseil Economique et Social."

CHAPITRE V - L'ASSEMBLEE GENERALE:

VI Page 3, ligne 22, Insérer après le mot "pouvoirs" le paragraphe suivant:
"0 1. L'Assemblée Générale aura le droit d'examiner toutes les questions relevant du domaine des relations internationales."

VII Page 3, ligne 22, Insérer au début du paragraphe 1 les mots "En particulier".

VIII Page 4, ligne 8, Supprimer les mots "L'Assemblée Générale ne devrait, de sa propre initiative, faire aucune recommandation sur une question, quelle qu'elle soit, ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationale, lorsque le Conseil de Sécurité s'occupe de cette question."

IX Page 4, ligne 14, Supprimer les mots "sur la recommandation du Conseil de Sécurité."

X Page 4, ligne 21, Insérer après le mot "Sécurité" les mots:
"ou qui d'une façon quelconque aurait violé les obligations qu'il assumait en qualité de membre."

XI Page 4, ligne 22, Insérer après le mot "décision" les mots:
"de l'Assemblée Générale sur la recommandation,"

CHAPITRE VI - LE CONSEIL DE SECURITE:

XII Page 7, ligne 12, Insérer avant le mot "Ces" les mots:
"A moins qu'elle n'en décide autrement."

XIII Page 7, ligne 14, Insérer après le mot "année" le mot "et".

CHAPITRE VIII - ARRANGEMENTS POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALE, Y COMPRIS LA PREVENTION ET LA REPRESSION DE L'AGRESSION:

XIV Page 13, ligne 27, Insérer après le paragraphe 4 le paragraphe suivant:
"4a (a) Toute décision du Conseil de Sécurité entraînant l'application des mesures mentionnées aux paragraphes (3) et (4) du

317

Chapitre VIII, Section B, devra faire l'objet d'un vote favorable de l'Assemblée acquis a la majorité simple.

(b) Cependant, dans tous les cas que le Conseil de Sécurité considère comme étant d'extrême urgence, il peut décider l'application immédiate de ces mesures sans vote favorable de l'Assemblée Générale; il doit alors communiquer sans délai sa décision à l'Assemblée Générale.

(c) Toute décision prise en vertu des alinéas (a) et (b) de ce paragraphe engage tous les membres de l'Organisation."

XV Page 14, ligne 6, Supprimer les mots "Entre eux" et les remplacer par les mots: "avec lui".

XVI Page 16, ligne 19, Supprimer les mots "soient compatibles avec les buts et les principes de l'Organisation" et y substituer les mots suivants: "soient approuvés par l'Organisation comme étant compatibles avec ses buts et ses principes."

CHAPITRE IX - DISPOSITIONS RELATIVES A LA COOPERATION ECONOMIQUE ET SOCIALE SUR LE PLAN INTERNATIONAL:

XVII Page 18, ligne 7, Insérer au début de la section B les mots:
"A moins que l'Assemblée Générale n'en décide autrement, les dispositions suivantes seront en vigueur: "

XVIII Page 20, ligne 14, Supprimer les paragraphes 1, 2, et 3 de la Section D et les remplacer par les mots suivants:
"Le Conseil Economique et social aura les pouvoirs nécessaires pour décider la création d'organes dépendant de lui et pour prendre relativement à son organisation et à sa procédure toute décision qu'il jugera opportune."

The United Nations Conference on International Organization

.Doc. 2 (French)
G/14 (f) (1)
May 4, 1945

GENERAL

AMENDEMENT AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS
PRESENTE PAR LA DELEGATION DE NOUVELLE-ZELANDE

CHAPITRE X - SECRETARIAT

Page 21 ligne 21 Insérer à la fin du chapitre X les deux paragraphes suivants:

"4 Les attributions du Secrétaire général et du personnel de l'Organisation auront un caractère exclusivement international. Ils ne solliciteront ni ne recevront d'instructions concernant l'exécution de leur tâche d'aucune autorité extérieure à l'Organisation et éviteront tout acte qui serait de nature à porter atteinte au caractère de leur fonction."

Les membres de l'Organisation s'engagent à respecter le caractère international des attributions du Secrétaire général et du personnel et à ne jamais chercher à exercer une pression sur ceux de leurs ressortissants qui occuperaient de telles fonctions.

"5 Lors du recrutement des membres du personnel de l'Organisation, le Secrétaire général ne devra pas perdre de vue l'intérêt qu'il y a à choisir ce personnel sur une base géographique aussi large que possible, compte tenu de la nécessité de donner à l'Organisation les garanties les plus sûres de rendement et de compétence technique."

682

The United Nations Conference on International Organization

Doc.2 (FRENCH)
G/14 (f) (2)
May 6, 1945

GENERAL

AMENDEMENTS COMPLEMENTAIRES AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS PRESENTES PAR LA DELEGATION DE NOUVELLE ZELANDE

La Délégation de Nouvelle Zélande désire ajouter le paragraphe suivant à l'amendement à la Section D du Chapitre IX des Propositions de Dumbarton Oaks, amendement qu'elle a présenté sous le numero XVIII dans le document communiqué à la Conférence sous la référence 2, G.14 (F) :

"Les organisations de caractère mondial qui sont spécialisées dans les questions relatives à l'industrie, à l'agriculture, au travail et aux autres domaines relevant de la compétence du Conseil Economique et Social, y compris l'Organisation Internationale du Travail et tous les organismes techniques qui pourront être mis en relations avec l'Organisation seront représentées dans les organes appropriés constitués par le Conseil Economique et Social."

The United Nations Conference on International Organization

DOC.2 (FRENCH)
G/14(g)
MAY 2, 1945

GENERAL

AMENDEMENTS AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS PRESENTES PAR LA DELEGATION DE CUBA

La délégation de Cuba soumet ci-dessous à l'examen de la Conférence un projet d'amendements au préambule des propositions de Dumbarton Oaks.

CONSIDERANT QUE l'appellation de "NATIONS UNIES" proposée comme nom du nouvel organisme international dans le projet de Dumbarton Oaks a un sens historique très précis et limité et comprend les Nations qui ont été étroitement unies dans la guerre contre l'Axe, que ce sens mérite d'être conservé indéfiniment et ne doit pas être confondu avec celui d'aucune autre organisation si importante soit elle; que, en outre, l'appellation de NATIONS UNIES ne répond peut-être pas au caractère de l'institution qu'il s'agit d'établir, du fait qu'il ne donne pas l'idée de l'universalité à laquelle doit aspirer la future institution.

DECIDE

que le nouvel organisme portera le nom de COMMUNAUTE MONDIALE DES NATIONS

DELEGATION DE CUBA

La délégation de Cuba soumet ci-dessous à l'examen de la Conférence un

PROJET D'AMENDEMENT AU CHAPITRE I (BUTS) DU PROJET DE DUMBARTON OAKS

CONSIDERANT QUE l'exposition des buts de l'organisme international dans le projet de Dumbarton Oaks en fait une énumération qui peut donner l'impression d'être limitée et restrictive et d'exclure d'autres buts de nature similaire tel que celui du développement de la justice dans les relations internationales,

DECIDE

de donner au Chapitre I du projet de Dumbarton Oaks la rédaction suivante:

CHAPITRE I

BUTS

Les buts de l'organisation devraient être les suivants:

1. Maintenir la paix et la sécurité internationales, développer la justice dans les relations entre les Etats et dans la sécurité internationale; et à cette fin prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'éliminer les dangers qui menacent la paix, réprimer les actes d'agression ou autres atteintes portées à la paix et préparer ou réaliser par des moyens pacifiques le règlement des différends internationaux qui risquent d'entraîner la rupture de la paix.

2. Développer les relations amicales entre les nations et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix et la justice internationales.

3. Réaliser une coopération entre les Etats en vue de résoudre les problèmes humanitaires internationaux ainsi que ceux d'ordre économique et social.

4. Coordonner et centraliser les efforts des Nations en vue de parvenir à ces fins communes.

5. L'énumération des buts indiqués ci-dessus n'est pas limitative et n'exclut pas d'autres buts de nature similaire dérivant du but général de l'organisme qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales, de réaliser et d'assurer le bien-être collectif des peuples.

DELEGATION DE CUBA

La Délégation de Cuba soumet ci-dessous à l'examen de la conférence un

PROJET D'AMENDEMENT AU CHAPITRE II (PRINCIPES) DU PROJET DE DUMBARTON OAKS

CONSIDERANT QU'en vue d'assurer la co-existence harmonieuse des Etats en rendant possible la paix universelle et le progrès humain indéfini, il est nécessaire d'une part que les Etats membres de l'organisme conforment leurs actes à des principes de caractère général réglementant leurs relations mutuelles et, d'autre part, que l'on garantisse à l'individu en sa qualité de premier élément de la société, les droits internationaux qui lui sont indispensables pour se développer et progresser; tous principes qui devraient être fixés et reconnus par l'Assemblée Générale à titre d'organe suprême et représentatif du nouvel organisme,

DECIDE

que le CHAPITRE II du projet de Dumbarton Oaks sera rédigé comme suit:

CHAPITRE II

PRINCIPES

Dans la poursuite des buts visés au Chapitre I, l'organisation et ses membres devront agir conformément aux principes contenus dans la "déclaration des droits et devoirs des nations" et dans "la déclaration des droits et devoirs internationaux de l'individu" qui seront approuvées par l'Assemblée Générale dès que celle-ci aura été constituée.

(La Délégation de Cuba joint "un projet de déclaration des droits et devoirs des nations" et un autre "projet de déclaration des droits et devoirs internationaux de l'individu" --annexe A et B qui pourraient être utilisés comme base lorsqu'on donnera suite à cette proposition.)

DELEGATION DE CUBA

ANNEXE A

Considérant: 1.- Que l'identité profonde des formes démocratiques de gouvernement est l'idéal commun de paix et de justice des nations qui ont été exprimés au cours de la guerre ainsi que dans les différents traités de déclarations conclus par celles-ci, ont abouti à la constitution d'un système international visant au maintien de la paix, à la proscription de la guerre, au développement harmonieux de leur économie et de leurs aspirations dans tous les domaines de la rapidité politique, sociale, scientifique et intellectuelle;

2.- Que l'existence d'intérêts humains généraux supérieurs aux intérêts particuliers de chaque Etat nécessite que l'on maintienne la solidarité des principes comme base des relations entre toutes les nations;

3.- Qu'en vue de maintenir la paix mondiale, l'union morale de toutes les nations démocratiques du monde est indispensable afin de défendre leurs intérêts communs en se conformant au principe de l'égalité la plus parfaite et du respect réciproque de leurs droits à l'autonomie, à l'indépendance et au libre développement, ce qu'exige la proclamation de principes fondamentaux de droit international;

4.- Que la constitution et le développement du droit international entrepris par les conférences internationales et qui seront continués progressivement au cours des générations doivent avoir comme base la reconnaissance des droits et devoirs fondamentaux des Etats qui forment la communauté des nations;

5.- Que la déclaration de ces droits et devoirs ainsi que des grands principes dont elle s'inspire serviront de base pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales ainsi que pour toutes les conventions qui seront conclues conformément à la pratique internationale et pour la codification du droit international; l'Assemblée Générale de l'Organisation Internationale décide d'adopter le texte suivant:

Déclaration des droits et devoirs des nations.

1.- Tout Etat a le droit d'exister, de protéger et de conserver son existence. Cette liberté n'implique pas le droit de protéger ou c nserver son existence en se livrant à des actes illégaux contre les Etats innocents ou qui ne se livrent pas à l'agression.

(87)

L'existence politique d'un Etat est indépendante de sa reconnaissance par les autres Etats. Un Etat a le droit, même avant d'être reconnu, de défendre son intégrité et son indépendance, de veiller à son existence et à sa prospérité, de s'organiser comme il l'entend, de prendre des mesures législatives conformes à ses intérêts, d'administrer ses services et de déterminer la juridiction et la compétence de ses tribunaux.

L'exercice de ses droits n'a d'autre limite que le respect des droits des autres Etats conformément au droit international.

II. Tout Etat a droit à l'indépendance, à la recherche de son bien-être et de son libre développement sans ingérence de la part des autres Etats, à la seule condition que la poursuite de ces buts ne viole pas ou ne lèse pas les droits des autres Etats.

C'est pourquoi l'intervention directe ou indirecte d'un Etat, quel qu'en soit le motif, dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre Etat, ne peut être admise.

III. Tous les Etats sont égaux devant la loi et chacun d'eux a les mêmes droits que tout autre Etat faisant partie de la communauté internationale. Tous les Etats ont également le droit de réclamer et de maintenir parmi les puissances du monde la situation d'égalité et d'indépendance qui leur est attribuée par les lois naturelles et divines.

IV. Tout Etat a droit au territoire compris entre des frontières déterminées et il a le droit d'exercer une juridiction exclusive sur ce territoire ainsi que sur toutes les personnes qui s'y trouvent, ressortissants du pays ou étrangers.

Ce droit (après qu'auront été adoptées les mesures appropriées à l'égard des pays agresseurs en vue d'éviter de nouvelles agressions et qu'auront été adoptés les traités de paix qui suivront la deuxième guerre mondiale), comporte le devoir de ne pas reconnaître la validité ni les conséquences juridiques de l'acquisition de territoires, de règlements de frontières, ou d'autres avantages spéciaux qui auraient été obtenus par la conquête ou au moyen de la force que celle-ci se soit manifestée par l'emploi des armes, par des démarches diplomatiques comminatoires ou par tout autre moyen de coercition. Le territoire des Etats est inviolable et ne peut faire l'objet d'un occupation militaire ni d'autres mesures de violence imposées par un autre Etat directement ou indirectement pour quelque motif que ce soit, même à titre provisoire.

V. Un Etat n'a le droit d'intervenir auprès d'un autre Etat en faveur de ses nationaux que par la voie diplomatique sous une forme modérée et courtoise. Au cas où les autorités administratives de l'Etat dans lequel réside un étranger auraient refusé à celui-ci l'exercice matériel de ses droits devant les tribunaux judiciaires, ou au cas où il serait prouvé qu'il y a eu déni de justice de la part de ces tribunaux, il conviendra d'avoir recours aux méthodes prévues pour le règlement pacifique des différends internationaux.

VI. Tous les Etats ont droit, dans des conditions égales, à l'accès au commerce, aux marchés et aux matières premières du monde dans la mesure où ils en ont besoin pour leur prospérité économique.

L'indépendance économique des Etats leur fait une obligation d'éliminer de leur activité économique toute mesure artificielle tendant à établir une discrimination à l'égard des produits naturels du sol d'un autre état, à contrôler les moyens de transport à restreindre le commerce, à limiter le crédit commercial ou à établir des restrictions à l'égard des devises monétaires de cet autre Etat.

Le principe de la réciprocité en matière économique est le fondement et l'expression de la solidarité mondiale.

VII. Tout Etat investi d'un droit en vertu des principes du droit international peut exiger que ce droit soit soutenu et protégé par tous les autres Etats. Le droit et le devoir sont corrélatifs et il appartient à chaque Etat de respecter le droit des autres et d'accomplir les devoirs qui lui incombent.

Les droits de chaque Etat ne dépendent pas du pouvoir dont il dispose pour en assurer l'exercice, mais seulement du fait même de son existence comme sujet de droit international. Les droits fondamentaux des Etats ne peuvent être affectés d'aucune manière.

VIII. Les nations membres de l'Organisation condamnent la guerre en tant qu'instrument de toute action internationale.

Tous différends et conflits, quelles qu'en soient la nature et l'origine, qui surgiront entre les nations devront être réglés obligatoirement par la conciliation, l'arbitrage ou la justice internationale.

IX. Les nations membres de l'Organisation proclament la nécessité de se conformer aux décisions de celle-ci en acceptant les mesures prises à la majorité, de respecter

strictement la souveraineté des Etats respectifs et la solidarité entre tous les peuples de l'univers; elles affirment leur volonté de maintenir et de défendre ces principes contre toute intervention ou activité étrangère qui pourrait les menacer.

X. Tout Etat a le devoir d'employer tous les moyens spirituels et matériels dont il dispose pour maintenir et renforcer la paix et l'harmonie et les échanges économiques entre toutes les nations du monde, conditions indispensables pour remplir le devoir qui leur incombe dans le développement historique universel de la civilisation et de la culture.

ANNEXE B

CONSIDERANT: 1.- Que la conscience juridique du monde civilisé exige que l'on reconnaisse à l'individu des droits auxquels l'Etat ne peut porter atteinte;

2.- Que les déclarations de droit inscrites dans un grand nombre de constitutions et notamment dans les constitutions américaines et françaises de la fin du XVIIIème siècle et dans la constitution allemande de 1919 n'ont pas été proclamées seulement pour les citoyens mais aussi pour l'individu;

3.- Que l'amendement no.14a de la Constitution des Etats-Unis stipule qu'aucun Etat ne pourra disposer de la vie, de la liberté, ou de la propriété d'un individu sans une décision judiciaire, il ne pourra priver une personne quelconque de la protection des lois sur son territoire;

4.- Que la Cour Suprême des Etats-Unis a décidé à l'unanimité que, conformément aux dispositions de cet amendement, celui-ci est applicable dans les territoires sous la juridiction des Etats-Unis "à toute personne, sans distinction de race, de couleur, ou de nationalité" et que la protection égale des lois est une garantie;

5.- Que les constitutions des Républiques progressistes établissent presque toutes ces mêmes principes d'égalité et de garantie pour les individus;

6.- Qu'il existe également plusieurs traités qui stipulent la reconnaissance des droits de l'homme;

7.- Qu'il importe d'étendre au monde entier la reconnaissance internationale des droits de l'homme;

L'Assemblée Générale de l'Organisation Internationale décide d'adopter ce qui suit:

DECLARATION DES DROITS ET DEVOIRS INTERNATIONAUX DE L'INDIVIDU

I. Tous les individus sont égaux devant la loi et dans toutes les manifestations de l'avenir.

Aucun Etat ne reconnaîtra de statut ni de privilège personnel ni ne permettra que des discriminations soient faites pour des raisons de secte, de race, de religion, de couleur, de langue, de classe sociale, ou pour toute autre raison et

garantira l'égalité absolue dans l'exercice des différentes activités économiques professionnelles et industrielles.

Des lois détermineront les sanctions à appliquer à ceux qui contreviendront à ce principe.

II. Tout individu a le droit d'avoir une nationalité. S'il l'a perdue conformément à la loi de son pays ou si elle lui est refusée dans son pays d'origine, il pourra obtenir celle de l'Etat où il réside après avoir satisfait aux conditions exigées par la loi.

III. Tout individu a droit à la sécurité de sa personne de ses papiers et de ses effets personnels dans les mêmes conditions que les nationaux du pays où il réside.

IV. Tout individu jouit des droits civils établis par la législation pour les nationaux (à l'exception de ceux qui appartiennent aux étrangers en vertu de leur statut personnel) et notamment des droits suivants dans les domaines politiques et économiques:

a) L'inviolabilité de la propriété, c'est-à-dire que nul ne pourrait être privé de son domicile ou d'un autre droit de propriété quelconque que par décision judiciaire rendue publiquement, légalement certifiée conforme et moyennant une indemnité équitable.

b) La liberté de pénétrer au point quelconque du territoire, d'y rester et d'en partir à condition d'observer les lois locales et les règlements de police, sans préjudice des dispositions des lois d'immigration ou du droit d'expulsion.

c) La liberté de professer librement la religion de son choix, et de pratiquer son culte sans autre restriction que le respect de l'ordre public et des bonnes moeurs.

d) La liberté d'énoncer librement ses idées et ses opinions en se servant de tous moyens d'expression quels qu'ils soient, à condition d'observer les lois du pays et sous réserve des exceptions justifiées par des motifs de sécurité sociale.

e) La liberté du commerce de la navigation et de l'industrie à condition d'observer les lois du pays et sous réserve des exceptions justifiées par des motifs de sécurité sociale.

f) La liberté d'adresser des réclamations aux autorités en vue de la réparation des dommages subis.

g) La liberté de se réunir pacifiquement et sans armes et de s'associer entre eux pour tous les buts légitimes de la vie.

692

V. Tout individu a les mêmes droits sociaux que les nationaux du pays sous réserve de réciprocité en matière de sécurité sociale et notamment::

a) Le droit de se libérer à un travail utile et constructif pendant les années productives.

b) Le droit à une rétribution raisonnable permettant d'assurer les nécessités et le bien-être de la vie en échange de travail, d'idées, d'épargne ou d'autres services sociaux ayant une certaine valeur.

c) Le droit à la nourriture, aux vêtements, au logement et à l'assistance médicale nécessaire.

d) Le droit à la tranquilité, à l'exemption de souci de la vieillesse, la misère, de maladie, du chômage et des accidents.

e) Le droit de vivre dans un système de travail libre, à l'exclusion du travail obligatoire, de ne pas être soumis à des pouvoirs privés déraisonables, à une autorité publique arbitraire et à des monopoles non-réglementés.

f) Le droit à l'enseignement en vue de pouvoir travailler, d'être un citoyen utile et de connaître le bonheur personnel.

g) Le droit au repos, à la distraction, aux déplacements, le droit de jouir de la vie et de participer au progrès de la civilisation.

VI. Tout individu a le droit d'être jugé par les tribunaux compétents en vertu de la loi de l'Etat où il réside et institués, antérieurement au jugement. Nul ne peut être condamné qu'en vertue d'une loi promulguée antérieurement au fait à juger et par une procédure légale.

VII. Tout individu a le droit d'être protégé et assisté par l'Etat auquel il appartient, dans les conditions fixées par les traités et le droit international. Toutefois il perd le droit à cette protection s'il intente une action contre l'Etat dont il est citoyen.

VIII. Tout individu a le droit d'asile dans les légations et a droit à la protection de représentants diplomatiques d'une nation quelconque dans le cas et dans les formes fixées par les traités ou par le droit international.

IX. Tout individu est obligé de contribuer aux dépenses publiques du pays où il réside et de le servir en cas de

nécessité, dans les formes prévues par la loi.

X. Aucun étranger n'a le droit de s'immiscer directement ou indirectement dans la politique du pays où il réside et ne peut prétendre jouir d'autres droits que ceux qui sont prévus pour les nationaux, par la Constitution et par les lois.

XI. Les étrangers sont tenus de respecter le régime politique, économique et social de l'Etat où ils résident, de se conformer aux lois et dispositions en vigueur et de se soumettre à l'autorité et aux décisions des autorités gouvernementales et des tribunaux judiciaires du pays.

La Délégation de Cuba soumet à l'examen de la Conférence le projet d'amendement suivant.

PROJET D'AMENDEMENT CONCERNANT L'EMPLOI DE LA LANGUE ESPAGNOLE DANS L'ORGANISATION INTERNATIONALE

CONSIDERANT QUE le nombre de républiques américaines où l'on parle la langue espagnole et qui seront membres de l'Organisation Internationale s'élève à 18 et que ce chiffre est supérieur à celui de tout autre groupe de nations ayant une même langue nationale

DECIDE

Les langues officielles de l'Organisation Internationale seront l'anglais, le français et l'espagnol.

DELEGATION DE CUBA

La délégation de Cuba soumet à l'examen de la Conférence le projet d'amendement suivant.

PROJET D'AMENDEMENT TENDANT A AJOUTER CERTAINES DISPOSITIONS AU STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

CONSIDERANT: 1.- Que la future organisation mondiale, en vue d'atteindre ces buts élevés consistant à maintenir la paix, à développer la coopération internationale et à assurer le progrès de l'humanité doit être nécessairement fondé sur la seule méthode qui puisse garantir la coexistence pacifique des peuples.

2.- Que la manifestation la plus élevée de la vie publique internationale est le règlement des différends entre les nations par la Cour Permanente de Justice Internationale et l'application des décisions de cette cour par les parties aux différends.

3.- Que, bien que les décisions édictées par la Cour Permanente de Justice Internationale qui existe actuellement aient été dûment observées, il faut prévoir le cas où dans l'avenir, l'une des parties refuserait de se conformer à un jugement prononcé contre elle, ainsi que le prévoit d'ailleurs le paragraphe 4 de l'article 13 du pacte de la Société des Nations.

4.- Que ni le projet de Dumbarton Oaks, ni le statut de la Cour élaboré par la commission des juristes qui s'est réunie à Washington du 9 au 20 avril, 1945, ne contient de dispositions prévoyant les mesures à adopter au cas où l'une des parties affectées par un jugement refuserait de s'y conformer; toutefois cette commission a décidé d'attirer l'attention de la Conférence de San Francisco sur ces problèmes en lui recommandant de les résoudre d'une façon appropriée.

5. Que même si une disposition à cet effet peut être insérée dans le Statut de l'Organisation ou dans celui de la Cour, du moment que le premier de ces statuts prévoit le cas où des Etats non-Membres de l'Organisation accepteraient de faire partie de la cour, il paraît préférable d'introduire une disposition de ce genre dans le Statut de la Cour afin qu'elle puisse s'appliquer également à ces Etats,

DECIDE

d'ajouter au Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale les dispositions suivantes:

CHAPITRE_____

Exécution des sentences

1. Les membres de l'Organisation et les Etats qui sont parties au présent statut s'engagent à se conformer strictement et de bonne foi aux sentences ou décisions rendues par la Cour.

2. En cas d'inobservation totale ou partielle d'une sentence ou décision rendue par la Cour, la partie intéressée pourra recourir au Conseil de Sécurité et celui devra adopter les mesures nécessaires pour assurer l'exécution effective de la dite sentence ou décision.

DELEGATION DE CUBA

La délégation de Cuba soumet à l'examen de la Conférence le projet d'amendement suivant:

PROJET D'AMENDEMENT CONCERNANT LA CREATION DU CONSEIL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

CONSIDERANT:

1.- Que le projet de Dumbarton Oaks institue les Organes politiques de la nouvelle organisation mondiale (Assemblée Générale et Conseil de Sécurité), l'organe judiciaire (Cour

de Justice Internationale) et l'organe chargé de s'occuper des intérêts matériels de l'humanité (Conseil Economique et Social), mais qu'il manque un organe ayant pour but de veiller aux intérêts moraux et intellectuels pour l'avenir.

2.- Que le succès de la nouvelle organisation mondiale dépendra en grande partie du fait que toutes les nations lui prêteront un concours sincère et amical, fondé sur la conviction des peuples que cet organisme est la meilleure garantie de la paix et du progrès; que cette paix et ce progrès ne peuvent être obtenus que si les dirigeants intellectuels de chaque pays, dans une étroite coopération intellectuelle, travaillent de toutes leurs forces à créer, renforcer et répandre dans tous les pays cet esprit international, absolument indispensable.

3.- Que le conflit actuel a démontré que le monde ne peut vivre en paix ni dans le domaine économique ni dans le domaine politique s'il n'existe pas en même temps une entente réciproque et profonde des peuples permettant de créer une conscience morale de l'humanité tout entière puisque, comme on l'a déjà proclamé, "une Société des Nations est une Société d'esprits."

4.- Que l'enseignement à retirer de la présente guerre est que de nos jours les entreprises belliqueuses ne se limitent pas au choc des armées mais que les masses civiles y prennent une part active et essentielle dans chaque pays, raison pour laquelle il est nécessaire d'avoir leur assentiment et leur appui effectif; que le triomphe des armes est le résultat d'une étroite collaboration des Nations Unies; que de tels enseignements doivent être mis à profit pour l'organisation de la paix afin que celle-ci soit fondée toujours davantage sur l'entente mutuelle des peuples plutôt que sur le seul règne de la force.

5.- Que la création d'un Conseil de coopération intellectuelle et des intérêts moraux contribuerait puissamment à atteindre ce but; que ce Conseil, grâce à l'action conjointe des grands esprits de chaque pays, représentant la conscience nationale, pourrait réaliser cette oeuvre de rapprochement et de compréhension en veillant sur les grands intérêts moraux de l'humanité, pour les protéger et les développer.

6.- Que la Conférence inter-américaine sur les questions soulevées par la guerre et la paix tenue à Mexico pendant l'année 1945, a décidé à l'unanimité de recommander à la présente Conférence des Nations Unies à San Francisco la création d'un "organe international chargé spécialement de de développer la coopération intellectuelle et morale entre les peuples"; que, étant donné l'importance qu'auront dans

le monde futur le Conseil Economique et Social ainsi que le Conseil de la Coopération intellectuelle et des intérêts moraux, ces Conseils doivent être considérés comme des organes de la nouvelle organisation mondiale et mentionnés au Chapitre IV du Statut en ajoutant à celui-ci un nouveau Chapitre indiquant les fonctions du Conseil projeté.

DECIDE :

PREMIEREMENT, que le Chapitre IV sera rédigé ainsi:

Chapitre IV - Organes

1. Les principaux organes de l'organisation seront:

a) une Assemblée Générale
b) un Conseil
c) une Cour Internationale de Justice
d) un Conseil Economique et Social
e) un Conseil de coopération intellectuelle et des intérêts moraux
f) un Comité de Sécurité
g) un Secrétariat Général

2. L'organisation devrait avoir, en outre, tous les organismes subsidiaires nécessaires ainsi que les organismes techniques qui pourront lui paraître opportuns.

DEUXIEMEMENT: Que le Statut de l'organisation sera complété par un nouveau Chapitre conçu comme suit:

Chapitre IX bis - Dispositions concernant la coopération intellectuelle et la défense des intérêts moraux.

Section A.- Buts.

1. En vue de créer des conditions propices à l'entente entre les nations et pour que les organes politiques, économiques et sociaux puissent atteindre leurs buts, l'organisation mondiale devra faciliter l'échange des idées et la coopération intellectuelle, s'efforcer de régler les problèmes humanitaires et philantropiques et de faire respecter les hautes valeurs de l'humanité.

2. Ces fonctions seront confiées au Conseil de coopération intellectuelle, et de la défense des intérêts moraux, placé sous l'autorité de l'Assemblée Générale.

3. Les diverses organisations et entités chargées de la coopération intellectuelle et de la défense des valeurs morales de l'humanité auront, dans leurs domaines respectifs, les obligations établies par leurs statuts. Leurs relations entre elles et avec l'organisation mondiale seront réglées conformément à la convention qu'elle concluront avec le Conseil de la coopération intellectuelle et de la défense des intérêts moraux sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale.

Section B.- Composition et Vote.

Le Conseil de Coopération intellectuelle et de défense des intérêts moraux sera composé des représentants de 18 membres de l'organisation élus par l'Assemblée Générale pour une période de trois ans et renouvelable par tiers chaque année. A la première élection six devront être désignés pour une année, six pour deux années et six pour trois années. Chaque représentant aura une voix et les décisions seront prises à la majorité simple des représentants présents à la séance.

Section C - Fonctions

Le Conseil de la coopération intellectuelle et de la défense des intérêts moraux aura les fonctions suivantes:

a) organiser, favoriser et développer la coopération intellectuelle entre les nations afin de contribuer à les rapprocher dans toute la mesure possible et de leur permettre de mieux se connaître dans le but de développer la compréhension mutuelle et l'esprit international sous sa forme la plus élevée.

b) faire aboutir, dans le cadre de ses fonctions, les recommandations de l'Assemblée Générale et, de sa propre initiative, addresser à cette Assemblée, les propositions qu'il estimerait opportunes en ce qui concerne la coopération intellectuelle et la défense des intérêts moraux de l'humanité.

c) recevoir et examiner les rapports des organisations ou entités dont l'activité se rapporte aux buts du Conseil et qui sont en relations avec l'organisation; coordonner l'activité de ces organisations au moyen de conseils ou de recommandations.

d) examiner les budgets administratifs de ces organisations ou entités en vue de leur soumettre des recommandations.

e) fournir au Secrétaire Général de l'organisation les rapports dont celui-ci a besoin pour présenter à son tour un rapport au Conseil de Sécurité.

f) assister le Conseil de Sécurité quand celui-ci le demande

g) remplir toutes les autres fonctions que l'Assemblée Générale pourrait lui assigner dans les limites de sa compétence.

Section D - Organisation et procédure

1. Le Conseil de Coopération Intellectuelle et de Défense des intérêts moraux fixera les détails de son fonctionnement et à cet effet pourra établir les sections ou sous-commissions qu'il jugera utiles en attribuant à chacune des fonctions déterminées. Il organiserait également ses bureaux et ses services annexes.

2. Le Conseil de Coopération Intellectutelle et de Défense des intérêts moraux adoptera son propre règlement dans lequel sera prévu le mode de nomination de son Président et des autres fonctionnaires.

DELEGATION DE CUBA

La Délégation de Cuba soumet à l'examen de la Conférence le projet suivant:

PROJET CONCERNANT L'ABSORPTION PAR L'ORGANISATION INTERNATIONALE DES ORGANISMES TECHNIQUES ET SUBSIDIAIRES DE LA SOCIETE DES NATIONS

CONSIDERANT: Que plusieurs organismes techniques et autres services annexes de la Société des Nations ont montré pendant des années une compétence et des aptitudes remarquables dans l'accomplissement des travaux particulièrement techniques et spécialisés dont ils étaient chargés; qu'il serait, en conséquence, de la plus grande utilité que l'Organisation internationale qui sera créée à la Conférence de San Francisco puisse profiter de l'expérience acquise par ces organismes et services, en y introduisant les modifications qu'elle jugerait opportunes ou nécessaires.

DECIDE

Que les organismes techniques et services annexes de la Société des Nations qui pourraient être absorbés par l'Organisation internationale feront partie intégrante de celle-ci et que cette Organisation prendra les mesures nécessaires et opportunes en vue de les adapter à leurs nouvelles fonctions.

DELEGATION DE CUBA

The United Nations Conference on International Organization

GENERAL

RESTRICTED
DOC. 2 (SPANISH)
G/14 (g)
May 2, 1945

SIETE PROPOSICIONES RESPECTO DE LAS PROPUESTAS DE DUMBARTON OAKS, PRESENTADAS POR LA DELEGACION DE CUBA.

La Delegación de Cuba somete a la consideración de la Conferencia el siguiente

PROYECTO DE PROPOSICION DE MODIFICACIÓN AL PREAMBULO DEL PROYECTO DE DUMBARTON OAKS

CONSIDERANDO: Que la denominación de LAS NACIONES UNIDAS, propuesta para el nombre del nuevo Organismo internacional en el Proyecto de Dumbarton Oaks, tiene un sentido histórico bien preciso y circunscrito, comprendiendo a las Naciones que han sostenido estrechamente unidas la guerra contra el Eje, sentido que es digno de perpetua memoria y no debe confundirse con el de ninguna otra organización por importante que ésta sea; y que, además, la denominación de LAS NACIONES UNIDAS puede estimarse que no responde al carácter de la institución que se intenta establecer por el hecho de que carece del sentido de universalidad a que debe aspirar en lo futuro dicha institución.

SE RESUELVE:

Que el nuevo Organismo se denomine COMUNIDAD MUNDIAL DE LAS NACIONES.

DELEGACION DE CUBA

La Delegación de Cuba somete a la consideración de la Conferencia el siguiente

PROYECTO DE PROPOSICION DE MODIFICACIONES AL CAPITULO I (FINES) DEL PROYECTO DE DUMBARTON OAKS

CONSIDERANDO: Que al exponerse los fines del Organismo Internacional en el Proyecto de Dumbarton Oaks se hace de ellos una enumeración que puede dar la impresión de ser limitada y restrictiva, quedando excluídos otros fines de naturaleza análoga, como el de la promoción de la justicia en las relaciones internacionales.

SE RESUELVE:

Que el CAPITULO I del Proyecto de Dumbarton Oaks

quede redactado en la forma siguiente:

CAPITULO I

FINES

Los fines del Organismo serán:

1.- Mantener la paz, promover la justicia en las relaciones entre los Estados y la seguridad internacionales; y a ese fin, tomar medidas colectivas efectivas para la prevención y eliminación de amenazas a la paz y la supresión de actos de agresión u otros quebrantamientos de la paz, y para lograr por medios pacíficos el ajuste y la solución de controversias internacionales que pudieran derivar en quebrantamiento de la paz.

2.- Fomentar relaciones de amistad entre las Naciones y tomar otras medidas adecuadas para fortalecer la paz y la justicia internacionales.

3.- Fomentar la cooperación entre los Estados para la solución de problemas económicos, sociales y humanitarios internacionales.

4.- Ser un centro para coordinar y asegurar la unidad de acción de las Naciones en la consecución de objetivos comunes internacionales.

5.- La enumeración de los fines antes expresados no excluye otros de naturaleza análoga que se deriven del fin último del Organismo de mantener la paz y la seguridad internacionales y de promover y asegurar el bienestar colectivo de los pueblos.

DELEGACION DE CUBA

La Delegación de Cuba somete a la consideración de la Conferencia el siguiente

PROYECTO DE PROPOSICION DE MODIFICACIONES AL CAPITULO II (PRINCIPIOS) DEL PROYECTO DE DUMBARTON OAKS

CONSIDERANDO: Que para asegurar una armónica convivencia de los Estados, haciendo posible la paz universal y el indefinido progreso humano, es necesario, por una parte, que los Estados miembros del Organismo ajusten sus actos a principios de carácter general reguladores de sus relaciones mutuas; y por otra, que el individuo, como valor primario de la sociedad, tenga garantizados los derechos

internacionales que le son indispensables para desenvolverse y mejorar; principios, unos y otros, que deben ser establecidos por la Asamblea General, como órgano supremo y representativo del Organismo.

SE RESUELVE:

Que el CAPITULO II del Proyecto de Dumbarton Oaks quede redactado en la forma siguiente:

CAPITULO II

PRINCIPIOS

Para lograr los fines expuestos en el CAPITULO I, los Estados miembros del Organismo ajustarán sus actos a los principios contenidos en la "Declaración de los Deberes y Derechos de las Naciones" y en la "Declaración de los Deberes y Derechos Internacionales del Individuo", que deberá acordar la Asamblea General a la mayor brevedad posible, tan pronto ésta quede constituída.

(La Delegación de Cuba acompaña un "Proyecto de Declaración de Deberes y Derechos de las Naciones" y otro "Proyecto de Declaración de Deberes y Derechos Internacionales del Individuo"--Anexos A y B-- a fin de que se utilicen como antecedentes al dar cumplimiento a este precepto).

DELEGACION DE CUBA.

ANEXO A

Considerando: 1.- Que la identidad esencial de las formas democráticas de gobierno y los ideales comunes de paz y justicia de las Naciones, exteriorizados en la guerra y en los diferentes tratados y declaraciones que han subscrito, han llegado a constituir un sistema internacional tendiente a la conservación de la paz, a la proscripción de la guerra, al desarrollo armónico de su economía y de sus aspiraciones en todos los órdenes de las actividades políticas, sociales, científicas y culturales;

2.- Que la existencia de intereses humanos superiores a los particulares de cada Estado, obliga a mantener la solidaridad de principios como fundamento de la vida de relación de todas y cada una de las Naciones;

3.- Que para el mantenimiento de la paz mundial es indispensable la unión moral de todas las Naciones democráticas del mundo, en la defensa de sus intereses comunes, sobre la base de la más perfecta igualdad y recíproco respeto a sus derechos de autonomía, independencia y libre desenvolvimiento, lo que exige la proclamación de principios básicos de Derecho Internacional;

4.- Que la formulación y desarrollo del Derecho Internacional, que han iniciado las Conferencias Internacionales y que continuarán gradualmente en el curso de las generaciones, deben tener como base el reconocimiento de los deberes y derechos fundamentales de los Estados que forman la Comunidad de las Naciones;

5.- Que la declaración de estos deberes y derechos y los grandes principios en que se inspira, servirán de guía de conducta para el mantenimiento de la paz y la seguridad internacionales, y de base para todos los convenios que se celebren conforme a la práctica internacional y la vigencia y codificación del Derecho Internacional.

La Asamblea General del Organismo Internacional acuerda adoptar la siguiente:

Declaración de Deberes y Derechos de las Naciones

I.- Todo Estado tiene derecho a existir y a proteger y conservar su existencia. Esta facultad no implica el derecho ni justifica el acto del Estado a proteger o a conservar su existencia cometiendo actos ilegales contra Estados inocentes o que no son agresores.

La existencia política del Estado es independiente de su reconocimiento por los demás Estados. El Estado tiene derecho, aún antes de ser reconocido, a defender su integridad e independencia, proveer a su conservación y prosperidad, organizarse como mejor lo entendiere, legislar sobre sus intereses, administrar sus servicios y determinar la jurisdicción y competencia de sus tribunales.

El ejercicio de estos derechos no tiene otros límites que el respeto a los derechos de otros Estados, conforme al Derecho Internacional.

II.- Todo Estado tiene derecho a la independencia, a procurar su bienestar y a su libre desarrollo sin ingerencia de otros Estados, siempre que en la persecusión de esos objetivos no viole o lesione los derechos de otros Estados.

Por tanto, es inadmisible la intervención directa o indirecta de un Estado, sea cual fuere el motivo, en los asuntos interiores o exteriores de cualquier otro Estado.

III.- Todos los Estados son iguales ante la Ley, y cada uno tiene los mismos derechos que cualquier otro que forme parte de la Comunidad Internacional. Así mismo, todos los Estados tienen el derecho a reclamar y asumir, entre las potencias del mundo, la posición igual e independiente a que las leyes naturales y divinas lo facultan.

IV.- Todo Estado tiene derecho al territorio comprendido dentro de fronteras definidas y a ejercer exclusiva jurisdicción sobre ese territorio y sobre todas las personas, ya sean nativas o extranjeras, que se encuentren en él.

Este derecho (después de que se hayan adoptado las medidas adecuadas respecto de las Naciones agresoras, para evitar la recurrencia a la agresión, y se hayan concertado los tratados de paz que sean consecuencia de la II guerra mundial), envuelve el deber de no reconocer la validez ni los efectos jurídicos de la adquisición de territorios, de arreglos de fronteras o de ventajas especiales que se obtengan por conquista o por medio de la fuerza, ya consista esta en el uso de armas, en representaciones diplomáticas conminatorias o en cualquier otro medio de coacción efectiva. El territorio de los Estados es inviolable, y no puede ser objeto de ocupaciones militares ni de otras medidas de fuerza impuestas por otro Estado, directa o indirectamente, por ningún motivo, ni aún de manera temporal.

V.- Ningún Estado tiene derecho a interponer su acción ante otro Estado en favor de sus nacionales, sino por la vía diplomática, en forma razonada y cortés. En el caso en que se alegue que las autoridades administrativas del Estado en que resida el extranjero, le hayan impedido a éste materialmente el ejercicio de su derecho ante los tribunales de justicia, o que se demuestre que ha existido denegación de justicia por parte de dichos tribunales, deberán utilizarse los procedimientos para el arreglo pacífico de los conflictos internacionales.

VI.- Todos los Estados tienen derecho al acceso, en igualdad de condiciones, al comercio, a los mercados y a las materias primas del mundo que necesiten para su prosperidad económica.

La independencia económica de las Naciones obliga a eliminar, de sus actividades de esa índole, toda medida artificial que tienda a la discriminación contra los productos naturales o espontáneos del suelo de otro Estado, a controlar los medios de transporte, a restringir el comercio recíproco o a producir contracciones en el crédito mercantil o en las divisas monetarias de otro país.

El principio de reciprocidad económica es el fundamento y la guía de la solidaridad mundial.

VII.- Todo Estado investido de un derecho por el Derecho Internacional, puede exigir que aquél sea respaldado y protegido por todos los demás Estados. El derecho y el deber son correlativos, e incumbe a todos respetar el derecho de cada uno y cumplir los deberes que le corresponden.

Los derechos de cada Estado no dependen del poder de que disponga para asegurar su ejercicio, sino tan sólo del hecho de su existencia como sujeto de Derecho Internacional. Los derechos fundamentales de los Estados no pueden ser afectados en modo alguno.

VIII.- Las Naciones miembros del Organismo condenan la guerra como instrumento de acción internacional.

Todas las diferencias o disputas entre las Naciones, de cualquier naturaleza que sean y cualquiera que sea su origen, serán resueltas obligatoriamente por la conciliación, el arbitraje o la justicia internacional.

IX.- Las Naciones miembros del Organismo proclaman la necesidad de acatar las decisiones de éste mediante la acep-

tación de los acuerdos de la mayoría, el respeto irrestricto a las soberanías nacionales respectivas y la solidaridad entre todos los pueblos del universo, y afirman su decisión de mantener y defender estos principios contra toda intervención o actividad extraña que pueda amenazarlos.

X.- Todo Estado tiene el deber de emplear todos los medios espirituales y materiales de que disponga para conservar y fortalecer la paz, la armonía y el intercambio económico entre todas las Naciones del mundo, como requisitos indispensables para que puedan cumplir con eficiencia el deber que les corresponde en el proceso histórico universal de la civilización y la cultura.

ANEXO B

Considerando: 1. Que la conciencia jurídica del mundo civilizado exige el reconocimiento al individuo de derechos substraídos a toda lesión de parte del Estado;

2.- Que las declaraciones de derechos inscritas en gran número de Constituciones, y especialmente en las Constituciones americana y francesa de fines del siglo XVIII y la alemana de 1919, no han sido instituídas solamente para el ciudadano, sino también para el individuo;

3.- Que la Enmienda 14a. de la Constitución de los Estados Unidos dispone que ningún Estado privará a ninguna persona de su vida, su libertad y su propiedad sin el debido proceso judicial y no negará a ninguna persona, cualquiera que éste sea, la igual protección de las leyes dentro de su jurisdicción;

4.- Que el Tribunal Supremo de los Estados Unidos ha decidido por unanimidad que, de acuerdo con los términos de esta enmienda, resulta que es aplicable dentro de la jurisdicción de los Estados Unidos "a toda persona sin distinción de raza, de color o nacionalidad y que la igual protección de las leyes es una garantía de la protección de las leyes iguales";

5.- Que las Constituciones de las Repúblicas progresistas establecen casi todos estos mismos principios de igualdad y garantía para las actividades individuales;

6.- Que existen también varios Tratados que estipulan el reconocimiento de los derechos del individuo;

7.- Que importa extender al mundo entero el reconocimiento internacional de los derechos del hombre;

La Asamblea General del Organismo Internacional acuerda adopter la siguiente:

Declaración de Deberes y Derechos Internacionales del Individuo

I.- Todos los individuos son iguales ante la Ley y ante todas las manifestaciones de la vida.

Ningún Estado reconoce fueros ni privilegios personales ni permitirá discriminaciones por razón de sexo, raza, religión, color, idioma, clase, ni por ningún otro concepto, y garantizará la absoluta igualdad de oportunidades, en el ejercicio de las diferentes actividades económicas, profesionales e industriales.

Las leyes establecerán las sanciones en que incurrirán los infractores de este precepto.

II.- Todo individuo tiene el derecho a tener una ciudadanía. Cuando la haya perdido conforme a su ley nacional o le sea negada en su país de origen, podrá obtener la del Estado en que resida, previo el cumplimiento de los requisitos exigidos por la ley.

III.- Todo individuo tiene derecho a la seguridad de su persona, documentos y efectos en la misma forma que los nacionales del país en que resida.

IV.- Todo individuo tiene los mismos derechos civiles establecidos por las leyes para los nacionales -excepto los que por el estatuto personal correspondan a los extranjeros y especialmente los siguientes derechos políticos y económicos:

a) La inviolabilidad de la propiedad, sin que nadie pueda ser privado de su domicilio o de otro derecho patrimonial cualquiera, salvo por sentencia judicial pública, legalmente comprobada y mediante una justa indemnización.

b) La libertad de entrar, permanecer y salir de cualquier punto del territorio, siempre que observe las leyes locales y los reglamentos de policía, sin perjuicio de lo que dispongan las leyes de inmigración o del derecho de expulsión.

c) La libertad de profesar la religión que escoja libremente y ejercer su culto, sin otra limitación que el respeto al orden público y a las buenas costumbres.

d) La libertad de emitir libremente sus ideas y opiniones, valiéndose de cualquier medio de difusión, siempre que no se atente contra el honor de las personas, el orden social o la tranquilidad pública.

e) La libertad de comercio, navegación e industria, siempre que se observen las leyes del Estado y salvo excepciones por motivos de seguridad social.

f) La libertad de dirigir peticiones a las autoridades en busca de reparación por los perjuicios sufridos.

g) La libertad de reunirse pacíficamente y sin armas, y de asociarse con otros para todos los fines lícitos de la vida.

V.- Todo individuo tiene los mismos derechos sociales establecidos para los nacionales, bajo reserva de reciprocidad o de seguridad social, y especificaciones:

a) El derecho a trabajar útil y constructivamente en los años productivos.

b) El derecho a una retribución razonable, adecuada a la satisfacción de las necesidades y amenidades de la vida, a cambio de trabajo, ideas, ahorro y otros servicios sociales valiosos.

c) El derecho a alimentos, vestidos, albergue y asistencia médica adecuados.

d) El derecho a la tranquilidad, libre del temor de la vejez, la penuria, la dependencia, las enfermedades, el desempleo y los accidentes.

e) El derecho a vivir en un sistema de libre empresa, libre del trabajo obligatorio, de poderes privados irresponsables, de la autoridad pública arbitraria y de los monopolios sin regulación.

f) El derecho a la educación para trabajar, para ser ciudadano útil, y para el engrandecimiento y felicidad personales, y

g) El derecho al descanso, a la recreación, a las aventuras, a la oportunidad de gozar de la vida y a tomar parte en el progreso de la civilización.

VI.- Todo individuo tiene el derecho a ser juzgado por los tribunales que las leyes del Estado de su residencia reconozcan como competentes y que hayan sido establecidos con anterioridad al hecho de que se trate. Nadie puede ser condenado mas que por procedimiento legal y en virtud de una ley promulgada con anterioridad al hecho imputado.

VII.- Todo individuo tiene el derecho a ser protegido y asistido por el Estado a que pertenece, en la forma establecida por los tratados y por el Derecho Internacional. No tendrá derecho a esa protección el individuo que, según la Ley del Estado contra que reclame, sea ciudadano de ese mismo Estado.

VIII.- Todo individuo tiene el derecho de asilo en las Legaciones y a la protección de los representantes diplomáticos de cualquier Nación, en los casos y en las formas establecidos en los Tratados o el Derecho Internacional.

IX.- Todo individuo está obligado a contribuir a los gastos públicos del país en que se encuentra y a servirlo en los casos de necesidad en la forma que dispongan las leyes.

X.- Ningún extranjero puede inmiscuirse directa ni indirectamente en la política del país en que se encuentra, ni pretender gozar de otros derechos u otro ejercicio de los mismos que los previstos para los nacionales por la Constitución y las leyes.

XI.- Los extranjeros están obligados a acatar el régimen político, social y económico del Estado en que residan, a observar y cumplir las leyes y disposiciones vigentes en él, y a someterse a la potestad y a las resoluciones de sus autoridades gubernativas y de sus tribunales de justicia.

La Delegación de Cuba somete a la consideración de la Conferencia el siguiente

PROYECTO DE PROPOSICIÓN SOBRE EL USO DEL IDIOMA ESPAÑOL EN EL ORGANISMO INTERNACIONAL

CONSIDERANDO: Que el número de Repúblicas de las Américas que habla el idioma español y que serán miembros del organismo internacional se eleva al número de 18, cifra esta mayor que la de cualquier otro número de Naciones que usen como idioma nacional una misma lengua,

SE RESUELVE:

Los idiomas oficiales del organismo internacional serán el inglés, el francés y el español.

DELEGACIÓN DE CUBA

La Delegación de Cuba somete a la consideración de la Conferencia el siguiente

PROYECTO DE PROPOSICIÓN PARA ADICIONAR ALGUNOS PRECEPTOS AL ESTATUTO DEL TRIBUNAL PERMANENTE DE JUSTICIA INTERNACIONAL

CONSIDERANDO: 1.- Que la futura organización mundial, para alcanzar sus altos objetivos de mantener la paz, fomentar la cooperación de las Naciones y propender al mejoramiento humano, tiene que basarse imprescindiblemente en la práctica, única que puede garantizar la pacífica convivencia de los pueblos;

2.- Que la manifestación más elevada de la vida pública internacional es la decisión de las controversias entre Naciones por el Tribunal Permanente de Justicia Internacional, y el consiguiente acatamiento de sus resoluciones por los que hayan sido partes en la disputa;

3.- Que si bien las resoluciones dictadas por el actual Tribunal Permanente de Justicia Internacional, de la Sociedad de las Naciones, fueron debidamente cumplidas, debe preverse la posibilidad de que, en el futuro, alguno de los litigantes rehuse acatar una sentencia dictada en contra suya, tal como se hizo en el párrafo 4 del artículo 13 del Pacto de la mencionada Sociedad;

4.- Que ni el Proyecto de Dumbarton Oaks ni el Estatuto Tribunal, confeccionado éste por la Comisión de Juristas que se reunió en Washington del 9 al 20 de Abril de 1945,

contienen precepto alguno regulador de las medidas que deban adoptarse en el caso de que una de las partes afectadas por un fallo se niegue a cumplirlo; pero la mencionada Comisión acordó llamar la atención de la Conferencia de San Francisco sobre este problema y recomendar sea resuelto en forma adecuada;

5.- Que si bien el precepto pertinente puede insertarse en el Estatuto del Organismo o en el del Tribunal, desde el momento en que éste admite la posibilidad de que haya Estados que acepten el Tribunal sin ser miembros del Organismo, parece más conveniente incluirlos en el Estatuto del Tribunal, a fin de que pueda aplicarse también a dichos Estados;

SE RESUELVE:

Adicionar al Estatuto del Tribunal Permanente de Justicia Internacional con las siguientes disposiciones:

CAPÍTULO____

Ejecución de las Sentencias

1.- Los miembros del Organismo y los Estados que sean parte de este Estatuto se obligan a cumplir fielmente y de buena fe las sentencias o decisiones dictadas por el Tribunal.

2.- En caso de incumplimiento total o parcial de una sentencia o decisión dictada por el Tribunal, la parte interesada podrá acudir al Consejo de Seguridad, y éste deberá adoptar las medidas necesarias para asegurar el cumplimiento y efectividad de dicha sentencia o decisión.

DELEGACIÓN DE CUBA

La Delegación de Cuba somete a la consideración de la Conferencia el siguiente

PROYECTO DE PROPOSICIÓN SOBRE CREACIÓN DEL CONSEJO DE COOPERACIÓN INTELECTUAL

CONSIDERANDO:

1.- Que el Proyecto de Dumbarton Oaks establece los órganos políticos de la nueva Organización Mundial (Asamblea General y Consejo de Seguridad), el judicial (Tribunal de Justicia Internacional) y el encargado de los intereses

materiales de la humanidad (Consejo Económico y Social); pero falta uno que cuide de los intereses morales e intelectuales del futuro.

2.- Que el éxito del nuevo Organismo Mundial dependerá, en gran parte, de que todas las Naciones le presten una sincera y cordial cooperación, basada en el convencimiento que tengan los pueblos de que él es la mejor garantía de la paz y del progreso, cosa que no puede lograrse sin proveer a que los dirigentes del pensamiento de cada país, por medio de una estrecha cooperación intelectual, laboren intensamente por crear, fortificar y difundir por todas partes ese espíritu internacional indispensable.

3.- Que el actual conflicto ha demostrado que no puede haber un mundo de paz, ni en lo económico ni en lo político, si no hay, al propio tiempo, un mundo cimentado en el entendimiento recíproco y profundo de los pueblos, que permita organizar la conciencia moral de toda la humanidad, pues, como ya se ha proclamado, "una sociedad de naciones es una sociedad de espíritus".

4.- Que enseñanza valiosa de la presente guerra ha sido que hoy las empresas bélicas no se limitan al choque de los ejércitos, sino que en ellas toman parte activa y esencial las masas civiles de cada población, razón por la cual es necesario tener su asentimiento y apoyo decidido; y además, que el triunfo ha sido el producto de la estrecha colaboración de las Naciones Unidas; y tales enseñanzas deben aprovecharse para la organización de la paz y hacer que ésta se base cada vez más en el recíproco entendimiento de los pueblos, y no en el solo imperio de la fuerza.

5.- Que a la consecución de ese fin contribuiría poderosamente la creación de un Consejo de Cooperación Intelectual e Intereses Morales, el cual, mediante la acción conjunta de las grandes mentalidades de cada país, encauzadoras de las conciencias nacionales respectivas, realizara esa obra de acercamiento y comprensión, y cuidase de los grandes intereses morales de la humanidad, para protegerlos y mejorarlos.

6.- Que la Conferencia Interamericana sobre Asuntos de la Guerra y de la Paz, celebrada en México en el presente año de 1945, por unanimidad aprobó recomendar a esta Conferencia de las Naciones Unidas, de San Francisco, la creación de "un organismo internacional encargado especialmente de promover la cooperación intelectual y moral entre los pueblos"; y dada la importancia que en el futuro del mundo han de tener tanto el Consejo Económico y Social como el Consejo de Cooperación Intelectual e Intereses Morales,

deben ser considerados como órganos del nuevo Organismo Mundial y enumerados en el Capítulo IV del Estatuto, adicionándose éste con un nuevo capítulo que fije las funciones del Consejo cuya creación se propone.

SE RESUELVE:

PRIMERA.- Que el Capítulo IV quedará redactado así:

Capítulo IV.- Órganos

1.- El Organismo Mundial ejercerá sus funciones mediante:

a) Una Asamblea General
b) Un Consejo
c) Un Tribunal de Justicia Internacional
d) Un Consejo Económico y Social
e) Un Consejo de Cooperación Intelectual e Intereses Morales
f) Un Comité de Seguridad
g) Una Secretaría General

2.- El Organismo tendrá también las dependencias necesarias, y, además, los organismos técnicos que considere conveniente establecer.

SEGUNDA.- Adicionar el Estatuto del Organismo con un nuevo capítulo, redactado en la siguiente forma:

Capítulo IX-bis.- Disposiciones sobre Cooperación Intelectual y Defensa de los Intereses Morales

Apartado A.- Propósitos

1.- Con el propósito de crear un ambiente propicio para el entendimiento de las Naciones, a fin de que los organismos políticos, económicos y sociales puedan realizar sus objetivos, el Organismo Mundial deberá facilitar el intercambio y la cooperación intelectuales, y tratar de solucionar los problemas humanitarios, filantrópicos y progresistas, promoviendo el respeto a los altos valores de la humanidad.

2.- El desempeño de esas funciones estará a cargo del Consejo de Cooperación Intelectual e Intereses Morales, el cual actuará bajo la autoridad de la Asamblea General.

3.- Las diversas organizaciones y entidades consagradas a la cooperación intelectual y a la defensa de los valores morales de la humanidad, tendrán, en sus respectivos campos, las responsabilidades que establecieren sus estatutos. Las relaciones que se establezcan entre ellas y el Organismo Mundial se ajustarán a los términos del convenio que celebren con el Consejo de Cooperación Intelectual e Intereses Morales, sujeto a la aprobación de la Asamblea General.

Apartado B.- Composición y Votación.

El Consejo de Cooperación Intelectual e Intereses Morales estará integrado por los representantes de diez y ocho miembros del Organismo, electos por la Asamblea General por un período de tres años, y que se renovarán anualmente por terceras partes. En la primera elección serán designados seis por un año, seis por dos y seis por tres años. Cada representante tendrá derecho a un voto, y las decisiones se tomarán por simple mayoría de votos de los representantes presentes en la sesión.

Apartado C.- Funciones

El Consejo de Cooperación Intelectual e Intereses Morales tendrá las funciones siguientes:

a) Promover, organizar y fomentar la cooperación intelectual entre las Naciones, a fin de propender al mayor acercamiento de las mismas y a su mejor conocimiento, con objeto de desarrollar su mutua comprensión y el espíritu internacional en su forma más elevada.

b) Llevar a cabo, dentro del marco de sus funciones propias, las recomendaciones que le haga la Asamblea General, y a iniciativa propia, hacer a ésta las que estime convenientes respecto de la cooperación intelectual y a la defensa y el fomento de los intereses morales de la humanidad.

c) Recibir y considerar los informes de las organizaciones o entidades cuyas actividades se relacionen con los fines del Consejo y que mantengan relaciones con el Organismo, y coordinar las actividades de las mismas mediante consultas o recomendaciones.

d) Examinar los presupuestos administrativos de dichas organizaciones o entidades, a fin de someter recomendaciones a su consideración.

e) Suministrar al Secretario General del Organismo los informes que éste necesite para informar, a su vez, al Consejo de Seguridad.

f) Ayudar al Consejo de Seguridad cuando lo solicite.

g) Desempeñar las demás funciones que, dentro del marco de su competencia, le pudiera asignar la Asamblea General.

Apartado D.- Organización y Procedimiento

1.- El Consejo de Cooperación Intelectual e Intereses Morales determinará la forma de su funcionamiento, y a ese efecto, podrá establecer las secciones o subcomisiones que estime convenientes, determinando las funciones propias de cada una. También organizará sus oficinas y dependencias.

2.- El Consejo de Cooperación Intelectual e Intereses Morales adoptará su reglamento, en el cual fijará la formal de elegir su Presidente y demás funcionarios.

DELEGACIÓN DE CUBA

La Delegación de Cuba somete a la consideración de la Conferencia el siguiente

PROYECTO DE PROPOSICIÓN SOBRE ASIMILACIÓN POR EL ORGANISMO INTERNACIONAL DE ORGANISMOS TÉCNICOS Y DEPENDENCIAS DE LA SOCIEDAD DE LAS NACIONES

CONSIDERANDO: Que diversos organismos técnicos y otras dependencias de la Sociedad de las Naciones han demostrado durante años una capacidad y una habilidad muy efectivas en la realización de los trabajos altamente técnicos y especializados que han tenido a su cargo, y que sería sumamente útil que la experiencia acumulada por tales organismos y dependencias pudiera ser aprovechada por el organismo internacional que creará la Conferencia de San Francisco, introduciéndose en los citados organismos técnicos y dependencias las modificaciones que se estimasen convenientes y necesarias,

SE RESUELVE:

Los organismos técnicos y dependencias de la Sociedad de las Naciones que puedan ser asimilados por el organismo internacional, pasarán a ser parte integrante de éste, el cual adoptará las medidas necesarias y convenientes para la más adecuada adaptación de los mismos a las nuevas funciones que les correspondan.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/14.(g) (1)
MAY 11, 1945

GENERAL

PROPOSITIONS COMPLEMENTAIRES DES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS PRESENTEES PAR LA DELEGATION DE CUBA LE 3 MAI 1945

La Délégation de Cuba soumet à la Conférence :

UN PROJET D'AMENDEMENT A LA SECTION A DU CHAPITRE VI

Considérant :

1. Qu'il serait opportun de porter à quinze le nombre des membres du Conseil, afin que celui-ci comprenne, non seulement les délégués des Grandes Puissances, mais aussi, dans la proportion voulue, des représentants des diverses civilisations et des divers intérêts régionaux ;

2. que les Propositions de Dumbarton Oaks en distinguant deux catégories de nations, les unes ayant droit à des sièges permanents au Conseil et les autres ne possédant pas ce droit, établissent une différence contraire aux principes de l'égalité juridique de tous les Etats, principe qui a été et qui est encore l'un des principes fondamentaux de la vie internationale;

3. Si l'on doit reconnaître la nécessité pour certaines nations, en raison de leur plus grande puissance, de faire partie du Conseil d'une façon permanente, afin que les décisions dudit Conseil acquièrent plus de poids et que son action soit plus efficace, il serait néanmoins désirable que les sièges de ces nations au Conseil ne soient pas permanents, ce qui aurait pour effet de rendre la Charte corrigible mais qu'ils soient soumis à des réélections et que le choix soit fait conformément à une règle générale et non pas d'après une simple énumération.

4. Que le Conseil devrait être composé comme suit :
(1) Sept Etats qui ont assumé des obligations spéciales pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales et qui possèdent les ressources nécessaires pour remplir ces obligations ;

ces Etats pourraient être réélus indéfiniment afin que le Conseil puisse disposer de leur collaboration contimue ;

(b) Huit Etats élus parmi les autres membres de l'Organisation qui ne peuvent pas être réélus immédiatement afin qu'un système de roulement permette à tous les Etats de participer aux fonctions du Conseil.

5. Que cette règle a pour effet de supprimer l'objection signalée ci-dessus car dans ce cas la distinction entre les membres qui peuvent être réélus et ceux qui ne peuvent l'être est fondée sur un principe général reposant sur des raisons solides et non pas seulement sur un simple choix dû aux circonstances ; que cette règle a également l'avantage que, dans le cas où le groupe actuel des grandes puissances serait modifié à l'avenir, comme cela est déjà arrivé dans le passé, ces modifications pourraient être reconnues et acceptées sans qu'il soit nécessaire d'adopter un amendement à la Charte de l'Organisation Internationale;

6. Que, malgrè les déclarations précédentes, et à titre de mesure opportune et même nécessaire pour la période préliminaire pendant laquelle la nouvelle Organisation fera ses débuts, et qui sera une difficile période de transition entre la guerre et la paix il y aurait lieu de désigner maintenant, au moyen d'une disposition transitoire ajoutée à la Charte, les Nations qui doivent occuper les sièges soumis à une réélection ; que, parmi ces Nations devraient figurer la Chine, les Etats-Unis, le Royaume-Uni de Grande Bretagne et l'Irlande du Nord, et l'Union des Republiques Soviétiques Socialistes, en plus de celles qu'il pourrait y avoir interêt à choisir.

DECIDE

Que la Section A du Chapitre VI sera rédigée comme suit :

Section A Composition

1. Le Conseil sera composé de quinze membres désignés de la manière suivante :

(a) Sept membres seront élus parmi les Etats qui ont assumé des obligations spéciales pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales et qui possèdent les ressources nécessaires pour remplir ces obligations. Ces membres pourront être réélus indefiniment.

(b) Les autres membres seront élus parmi les autres nations appartenant à l'Organisation. Ces membres ne pourront être reélus immédiatement.

(c) Tous les membres seront élus pour une période de deux ans. La moitié de ceux qui sont visés au paragraphe b) seront remplacés chaque année ; parmi ceux qui sont visés au paragraphe a) trois seront remplacés la première année et quatre l'année suivante. La durée du mandat de chaque membre sera fixée au moment de la première élection.

2. Tous les membres du Conseil seront élus par l'Assemblée Générale qui déterminera également les obligations spéciales que doivent assumer les sept membres mentionnés au paragraphe a) de l'Article précédent ainsi que l'aptitude de ces membres à remplir ces obligations.

Disposition transitoire concernant l'Article précédent

Tous les membres de l'Organisation Internationale décident d'un commun accord d'élire au moment de la signature du pacte qui la créera les pays suivants pour les sept sièges visés au paragraphe a) no. 1 de la Section A, du Chapitre VI de la présente Charte : Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques Soviétiques Socialistes ..... et .....(ici les noms des deux autres Etats qui seront désignés).

Les huit membres restant seront élus par l'Assemblée Générale au cours de sa première session.

PROPOSITIONS COMPLEMENTAIRES DES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS PRESENTEES PAR LA DELEGATION DE CUBA LE 3 MAI 1945

La Délégation de Cuba soumet à la Conférence:

PROJET D'AMENDEMENTS A LA SECTION C DU CHAPITRE VI PARAGRAPHES 2 ET 3

CONSIDERANT:

1. Que la Section C du Chapitre VI, en établissant les règlements concernant la procédure de vote au Conseil, décide que les décisions de celui-ci devront être prises à la majorité de sept voix dont celles des cinq membres permanents, c'est-à-dire de toutes les puissances qualifiées de Grandes Puissances;

2. Qu'avec cette regle il devient possible pour une seule des grandes Puissances d'empecher toute action au Conseil même, si tous ces autres membres sont d'accord; qu'on aboutit ainsi au même résultat que si l'on avait adopté la regle de l'unanimité qui avait donné de si mauvais résultats dans le fonctionnement de la Société des Nations; que le fait que les Propositions de Dumbarton Oaks stipulent qu'un Etat partie à un différend devra s'abstenir de voter, ne constitue pas un obstacle puisque cet Etat peut être directement intéressé au différend sans y etre partie;

3. Que l'un des principes essentiels de la démocratie est la regle de la volonté de la majorité, que si, même dans certains cas, il est nécessaire d'exiger une majorité qualifiée afin de donner plus de poids aux décisions adoptées, il n'y a jamais lieu de demander l'unanimité parce que cette dernière règle tendrait à prouver qu'une seule voix a plus de pouvoir réel que les voix concordentes de tous les autres membres de l'Organisme en question;

4. Que s'il paraît opportun que les Grandes Puissances en raison de leur responsabilité plus grande dans le maintien de la paix, jouissent de privileges spéciaux quand le Conseil prend des décisions importantes, ces puissances doivent néanmoins se conformer dans leur action internationale aux principes de la majorité des voix; que ces deux principes peuvent être conciliés si l'on décide que les décisions seront prises suivant une procédure de double vote, c'est-à-dire à la majorité des voix du groupe des Grandes Puissances d'une part, et à la majorité des voix des autres Etats membres du Conseil,d'autre part;que, de cette manière, en

respecterait le principe de l'égalité juridique de toutes les nations dont le maintien est indispensable au développement harmonieux des relations internationales et qu'en même temps on obtiendrait de la part des petites puissances une coopération plus sincère et plus cordiale ;

DECIDE QUE :

Les paragraphes 2 et 3 de la Section C du Chapitre VI des statuts de la nouvelle Organisation Internationale seront rédigés de la façon suivante :

2. Les décisions du Conseil devraient être prises à la majorité des deux-tiers de ses membres, sauf pour les questions de procédure où la majorité simple serait suffisante. Dans les cas douteux, le Conseil déciderait par une majorité des deux-tiers si la question à trancher est ou non une question de procédure.

3. Pour les questions concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales qui sont visées au Chapitre VIII, les décisions devraient être prises à la majorité des deux-tiers des sept Etats mentionnés à l'alinéa a) du paragraphe 1 de la Section A du Chapitre VI et à la majorité des deux-tiers des autres membres du Conseil.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (SPANISH)*
G/14 (g) (1)
May 10, 1945

GENERAL

PROPOSITAS ADICIONALES PRESENTADAS POR LA DELEGACION DE CUBA, SOBRE EL PLAN DE DUMBARTON OAKS, EL 3 DE MAYO DE 1945

La Delegación de Cuba somete a la consideración de la Conferencia el siguiente

PROYECTO DE PROPOSICION SOBRE MODIFICACIONES A LA SECCION A DEL CAPITULO VI

CONSIDERANDO:

1.- Que es conveniente aumentar el número de los miembros del Consejo a quince, a fin de que no sólo figuren en él los delegados de las grandes potencias, sino también, proporcionalmente, representantes de las diversas civilizaciones e intereses regionales;

2.- Que el Proyecto de Dumbarton Oaks, al establecer dos categorías de Naciones, unas con el derecho a asientos permanentes en el Consejo y otras sin él, crea una diferencia contraria al principio de igualdad jurídica de todos los Estados, principio que ha sido y es una de las bases cardinales de la vida internacional;

3.- Que si bien es de reconocerse la necesidad de que determinadas Naciones, por su mayor poder, formen constantemente parte del Consejo, pues de ese modo las decisiones que éste tome tendrán más fuerza y su acción será más eficaz, sus puestos en el Consejo no deben ser permanentes, pues ello haría demasiado rígido el Estatuto, sino indefinidamente reelegibles, y su selección debe hacerse obedeciendo a una regla general, y no a una simple enumeración individual;

4.- Que lo procedente es que el Consejo quede integrado:

a) Por siete Estados que hayan asumido obligaciones especiales para el mantenimiento de la paz y de la seguridad internacionales, y que tengan los elementos necesarios para cumplir ese compromiso, los cuales podrán ser reelectos indefinidamente, a fin de permitir su continuada cooperación en el Consejo;

b) Por ocho Estados elegidos de entre los restantes miembros del Organismo, los cuales no podrán ser reelectos para el período siguiente, a fin de que la rotación permita a todos los Estados ir participando de las funciones del

*[Une première édition de ce document ne comprenant pas la section intitulée "Proyecto de proposición sobre enmiendas a la sección C del capitulo VI, párrafos 2 y 3" portant le même symbole et la date "May 4,1945" a été omise.]

5.- Que esa régla, a más de eliminar la objeción antes expuesta, pues conforme a ella la distinción entre miembros reelegibles y no reelegibles se basa en una norma general, fundada en sólidas razones, y no en una mera selección circunstancial y particularizada, tiene también la ventaja de que si el grupo de las Grandes Potencias actuales sufre cambios en el futuro, como ha ocurrido en el pasado, esos cambios podrán ser reconocidos y aceptados sin necesidad de llegar a una reforma del Estatuto del Organismo Mundial;

6.- Que no obstante lo anteriormente dicho, y como medida conveniente, y hasta necesaria, en los primeros tiempos, durante los cuales el nuevo Organismo va a inaugurar sus funciones, precisamente en el difícil período de transición de la guerra a la paz, deben desde ahora designarse, por medio de una disposición transitoria adicionada al Estatuto, las Naciones que han de ocupar los cargos reelegibles, e incluirse entre ellas a China, los Estados Unidos, el Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte y la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas, a más de las otras que se estime oportuno escoger.

SE RESUELVE:

Que la Sección A del Capítulo VI quede redactada en la siguiente forma:

Sección A. Composición.-

1.- El Consejo estará integrado por quince miembros, designados en la siguiente forma:

a) Siete de los miembros serán electos entre los Estados que hayan asumido obligaciones especiales para el mantenimiento de la paz y la seguridad internacionales y que posean los elementos necesarios para cumplir ese compromiso. Estos miembros podrán ser reelegidos indefinidamente.

b) Los demás miembros serán electos entre el resto de las Naciones integrantes del Organismo. Estos miembros no podrán ser reelectos para el período siguiente.

c) Todos los miembros serán electos por un período de dos años. Los comprendidos en el párrafo b) se renovarán de por mitad cada año; y los comprendidos en el párrafo a), un año se renovarán tres y al año siguiente cuatro. Al tiempo de hacerse la primera

elección se determinará el tiempo por el cual cada miembro es electo.

2.- Todos los miembros del Consejo serán electos por la Asamblea General, la cual resolverá también sobre las obligaciones especiales que han de asumir los siete miembros a que se refiere el párrafo a) del número anterior y sobre su capacidad para cumplir ese compromiso.

Disposición transitoria relacionada con el precepto anterior

Por acuerdo unánime de todos los Miembros que integran el Organismo Mundial, quedan electas, en el momento de ser firmado el Pacto que lo establece, para los siete cargos comprendidos en el párrafo a) del número 1 del Apartado A, del Capítulo VI de este Estatuto, las siguientes naciones: China, los Estados Unidos de América, Francia, el Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte y la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas,..... y .....
(aquí los dos otros Estados que se designen)

Los restantes ocho miembros serán electos por la Asamblea General en la primera sesión que celebre.

La Delegación de Cuba somete a la consideración de la Conferencia el siguiente

PROYECTO DE PROPOSICIÓN SOBRE ENMIENDAS A LA SECCIÓN C DEL CAPITULO VI, PARRAFOS 2 Y 3

CONSIDERANDO:

1. Que la Sección C del Capítulo VI, al regular el sistema de votación del Consejo, establece que sus acuerdos deben adoptarse por el voto de siete de sus miembros, siempre que entre ellos estén los de los cinco miembros permanentes, o sea, la totalidad de las llamadas Grandes Potencias;

2.- Que con esa regla se hace posible que una sola de las Grandes Potencias impida la acción del Consejo, aunque todos los otros miembros estén de acuerdo, y esto equivale a adoptar, en cierto modo, la regla de la unanimidad, que dió resultados tan poco satisfactorios en el funcionamiento de la Sociedad de las Naciones, sin que a ello obste el hecho de que en el Proyecto de Dumbarton Oaks se establezca que el Estado que sea parte en una disputa no podrá votar, pues pudiera él no ser parte en el conflicto y tener, sin embargo, un interés directo;

3.- Que uno de los principios esenciales de la democracia es el imperio de la voluntad de las mayorías, y si bien en ciertos casos es conveniente exigir mayorías especiales, para darle más fuerza a los acuerdos que se adopten, nunca debe llegarse al requisito de la unanimidad, porque tal cosa entraña el que un solo voto tenga más valor que los concurrentes de todos los demás miembros del organismo;

4.- Que si bien es conveniente que las grandes potencias, por su mayor responsabilidad en el mantenimiento de la paz, tengan una posición especial al tomarse acuerdos importantes, deben también adaptarse, en su funcionamiento internacional, al principio de las mayorías, y ambas cosas pueden armonizarse haciendo que tales acuerdos sean adoptados por una doble votación, esto es, por el voto de la mayoría del grupo de las Grandes Potencias, por una parte, y el de la mayoría de los demás Estados que formen parte del Consejo, por la otra; pues de ese modo se respeta el principio de la igualdad jurídica de todas las Naciones, cuyo mantenimiento es indispensable para el armónico desarrollo de la vida internacional, y se obtiene una más sincera y cordial cooperación de los pueblos pequeños;

SE RESUELVE:

Que los párrafos 2 y 3 de la Sección C del Capítulo VI del Estatuto del nuevo Organismo Mundial, queden redactados en la siguiente forma:

2.- Las decisiones del Consejo deberán adoptarse por el voto favorable de las dos terceras partes de sus componentes. Exceptúanse los acuerdos de mera tramitación, para los cuales bastará la mayoría absoluta. En caso de duda, el Consejo, por el voto de las dos terceras partes de sus componentes, determinará si el asunto es o no de mera tramitación.

3.- En los asuntos relacionados con el mantenimiento de la paz y de la seguridad internacionales, a que se refiere el Capítulo VIII, el acuerdo deberá adoptarse por el voto de las

dos terceras partes de los siete Estados comprendidos en el inciso a) del número 1, del Apartado A del Capítulo VI, y por el voto de las dos terceras partes de los demás miembros del Consejo.

726

The United Nations Conference on International Organization

GENERAL

DOC. 2 (FRENCH)
G/14 (g) (2)
MAY 9, 1945

PROJET DE STATUT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE, SOUMIS PAR LA DELEGATION DE CUBA, A LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES

L'une des tâches les plus importantes confiées à la Conférence de San Francisco est l'organisation de la Cour Internationale de Justice qui devra résoudre, conformément aux principes juridiques, les différends surgissant entre Etats.

La Commission des Juristes qui s'est reunie à Washington du 9 au 20 Avril dernier a preparé un projet de Statut de cette Court, completant ainsi le plan de Dumbarton Oaks.

Ce projet sera soumis à la Conférence des Nations Unies pour y etre discuté, modifié et éventuellement approuvé définitivement. Dans ce but, et pour contribuer à un travail d'une telle importance, la Délégation de Cuba a l'honneur de présenter sur cette même question un projet dont l'auteur est le Dr. Antonio Sanchez de Bustamente, éminent juriste d'une renommés universelle, professur de droit international à l'Université de La Havana depuis de longues années, et qui possède une grande expérience personnelle en la matière puisqu'il a été lui-même juge de la Cour Permanente de Justice Internationale depuis la creation de celle-ci, en 1920.

La Délégation de Cuba estime que le projet du Dr. Bustamente apporte une contribution de valeur à l'oeuvre de la Conference, et c'est pourquoi elle n'hesite pas a le soumettre à celle-ci pour examen.

Ce projet est le suivant:

PROJET DE STATUT CONCERNANT L'ORGANISATION ET LES FONCTIONS D'UNE NOUVELLE COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

Art. 1.-La Cour Permanente de Justice Internationale continuera à fonctionner conformément aux dispositions et aux modifications prévues ci-après, indépendamment du tribunal d'arbitrage créé par les Conventions de La Haye, de 1899 et de 1907, et

des tribunaux spéciaux d'arbitrage prévus ou non dans les Conventions en vigueur, auxquels les parties restent libres de soumettre le règlement de leurs différends.

CHAPITRE I

Organisation du tribunal

Art. 2.- La Cour Permanente de Justice Internationale se compose d'un corps de juges indépendants élus parmi les personnes qui jouissent de la plus haute considération morale et qui réunissent les conditions requises dans leur propre pays pour les plus hautes fonctions judiciaires ou qui sont des jurisconsultes possédant une compétence notoire en matière de droit international.

Art. 3.- Le tribunal comprendra deux Chambres, composées chacune de neuf juges. Le quorum sera de cinq.

Art. 4.- Une des Chambres siégera normalement à La Haye, Pays-Bas, et l'autre à La Havane, République de Cuba. Chacune de ces Chambres pourra entrer en fonctions, sans attendre que l'autre ait fait de même.

Art. 5.- La Chambre de La Haye connaîtra des litiges qui s'élèvent entre les Etats d'Europe, d'Asie, d'Afrique ou d'Océanie.

Art. 6.- La Chambre de La Havane connaîtra des litiges qui s'élèvent entre les Etats de l'Amérique.

Art. 7.- Lorsque des Etats de l'Amérique et des Etats d'autres continents seront partie à un même litige, on constituera pour étudier ou résoudre ce litige une troisième Chambre qui sera composée de quatre juges désignés par la Chambre de La Haye, de quatre autres désignés par la Chambre de La Havane et d'un Président désigné conformément à l'article 8.

Art. 8.- La troisième Chambre sera présidée par le Président en fonctions de l'une ou l'autre des deux premières Chambres, désigné par tirage au sort la première fois; par la suite, les deux Présidents alterneront. Ce tirage au sort sera effectué par les soins du Président de la Cour Suprême de Justice de Cuba, au cours d'une séance publique dûment convoquée à cet effet; le résultat de ce tirage au sort sera communiqué immédiatement aux deux autres Chambres par l'intermédiaire de leurs Présidents respectifs ainsi qu'aux Etats intéressés.

Art. 9.- Cette troisième Chambre siégera à l'endroit où la Chambre dont le Président a été désigné a son siège permanent.

Art 10.- Chacune des Chambres de La Haye et de La Havane désignera au scrutin secret les juges qu'elle doit choisir pour la troisième Chambre.

Art. 11.- L'élection des juges des deux Chambres de la Haye et de La Havane aura lieu de la façon suivante:

Le Président de la Cour Suprême de chacun des Etats adhérents établira une liste de neuf juges pour la Chambre qui le concerne et l'enverra sous pli fermé et scellé au Président de la Cour Suprême de l'Etat dans lequel ladite Chambre doit siéger.

Les Présidents de la Cour Suprême de la Haye et de la Cour de La Havane établiront également une liste sous pli fermé et scellé et la conserveront en leur pouvoir.

Sur ces listes, ne pourra figurer qu'un seul candidat de la nationalité de la personne qui les établit.

Art. 12.- Ces plis devront être dans les mains du Président compétent trois mois avant la date fixée par lui pour l'élection.

Art. 13.- Le jour fixé pour l'élection, le Président de la Cour Suprême de l'Etat intéressé ouvrira les plis et donnera lecture des listes en séance publique.

Art. 14.- Le Président déclarera élus les nouveaux candidats qui auront obtenu le plus grand nombre de voix, conformément aux règles indiquées ci-après.

Art. 15.- Dans chaque Chambre, ne pourra siéger qu'un seul juge pour chaque Etat relevant de ladite Chambre. Si plusieurs candidats d'un même Etat ont obtenu le même nombre de voix, le tirage au sort les départagera.

Art. 16.- En cas d'égalité de voix pour les autres sièges des juges de la Cour, seront considérés comme élus tous les candidats se trouvant dans ces conditions qui auront obtenu un plus grand nombre de voix que les autres candidats. S'il ne s'agit que de pourvoir un seul siège, la question sera tranchée au moyen d'une autre méthode.

Art. 17.- La Chambre, une fois au complet, le Président de la Cour Suprême compétent la réunira au jour et à l'heure fixés par lui en vue de sa constitution; ce Président présidera la séance et fera désigner le Président de la Chambre par les juges élus et au scrutin secret.

Art. 18.- En prenant possession de leurs fonctions, les magistrats élus s'engageront à remplir fidèlement et loyalement leurs devoirs. Ceux d'entre eux qui ne seraient pas présents au cours de la séance de constitution de la Chambre prendront cet engagement devant le Président de celle-ci.

Art. 19.- Les Juges de la Cour sont élus pour une durée de dix ans et sont rééligibles. Si l'élection a lieu pour pourvoir une ou plusieurs postes vacants, et non pour un renouvellement total, le juge élu le sera pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Art. 20.- Les Juges de la Chambre ne pourront être révoqués que par une décision unanime et motivée des autres Juges de la même Chambre.

Art. 21.- Chaque Chambre élit son président et son vice-président pour neuf ans et procède à de nouvelles élections en cas de poste vacant.

Art. 22.- Chaque Chambre nomme également son Secrétaire et, sur la proposition de celui-ci, le personnel du Secrétariat.

Art. 23.- Les Chambres siègeront en permanence, sauf durant les vacances judiciaires qui seront d'une durée de trois mois pendant l'été.

Art. 24.- Si un Juge estime qu'il ne doit pas siéger dans une affaire déterminée, il en fera part au Président, qui décidera; ce dernier, à son tour, pourra décider de sa propre initiative ou à la demande de l'une des parties, qu'un Juge n'interviendra pas dans une affaire.

Art. 25.- Les Juges de même nationalité que l'une des parties au litige pourront connaître de ce litige; toutefois, l'autre partie, si elle n'a pas dans la Chambre de Juge de sa nationalité, aura le droit de désigner un Juge "ad hoc". Lorsque plusieurs Etats ont partie liée, ils seront considérés à cet effet comme une seule partie.

Art. 26.- Les Juges permanents de la Cour recevront la rémunération annuelle maximum qui avait été fixée pour ceux de la Cour de la Haye. Il en sera de même pour le Président de chaque Chambre qui bénéficiera, en outre, d'une indemnité spéciale Quand le vice-président remplacera le président, cette indemnité lui sera payée pour chaque journée pendant laquelle il exerce les fonctions de ce dernier. Chaque Chambre fixera la rémunération de ses Secrétaires et de ses autres employés.

Art. 27.- Les dépenses totales de chaque Chambre permanente y compris les frais de matériel et d'impression, seront calculées chaque année à l'avance par ladite Chambre. Le montant de ces dépenses sera divisé en autant de parties égales qu'il y a d'Etats adhérents et son recouvrement incombera au Président de chaque Chambre sans préjudice du droit pour la Chambre de La Havane d'utiliser l'Union Pan-Américaine.

Art. 28.- Les dépenses effectuées par la troisième Chambre quand elle doit se réunir, seront réparties également entre les parties au litige.

CHAPITRE II

Compétence du Tribunal

Art. 29.- Seuls les Etats ou les territoires peuvent se constituer partie devant les Chambres de la Cour.

Art.30.- La compétence de chaque Chambre s'étend à tous les différends qui surgissent entre les Etats soumis au présent statut lorsque ceux-ci n'ont pas pu les résoudre par la voie diplomatique ou que, en vertu d'accords ou de conventions en vigueur entre ces Etats, ces différends doivent être réglés par un autre moyen.

Art. 31.- Les Chambres appliqueront:

1. Les conventions internationales générales ou spéciales qui établissent des règles expressément reconnu. par les Etats parties au litige.

2. La coutume internationale.

3. Les principes généraux du droit reconnus par les Etats civilisés.

4. Les règles du droit international, en se servant, pour les établir, de décisions judiciaires de caractère international et des doctrines des juristes les plus qualifiés.

CHAPITRE III

Procédure judiciaire

Art. 32.- Les langues officielles pour la Chambre de La Haye seront le français et l'anglais, et pour la Chambre de La Havane l'espagnol, l'anglais, le portugais et le français.

Art. 33.- Les Chambres pourront, à la demande de l'une quelconque des parties, autoriser l'emploi d'une langue qui n'est pas prévue à l'article précédent; toutefois, la partie qui utilise une telle langue pour les écrits et documents qu'elle soumet à la Chambre devra en présenter une traduction dans une langue officielle, qui sera considérée à toutes fins comme authentique. Il en sera de même des débats oraux qui seront dans tous les cas sténographiés.

Art. 34.- La procédure comporte deux phases: l'une écrite, et l'autre orale.

La procédure écrite comprend les demandes, réponses, répliques et dupliques ainsi que toutes les preuves à l'appui.

Tout document qui sera présenté, au cours de la procédure écrite, au Secrétaire de la Cour sera communiqué par ledit Secrétaire à l'autre ou aux autres parties, sous la forme d'une copie certifiée conforme.

La procédure orale comportera l'audition par la Cour des témoins et experts des parties ainsi que de leurs avocats.

Art. 35.- La partie qui portera la première devant la Cour la question en litige avec un autre Etat sera considérée comme le demandeur.

Si les deux parties comparaissent en même temps, ou notifient ensemble leur intention de le faire dans un document écrit par elles, sans indiquer qui est le demandeur, la Cour tranchera la question par voie de tirage au sort.

Art. 36.- A la demande qui contiendra un exposé des faits et des arguments juridiques, le demandeur devra joindre la preuve préliminaire.

Art. 37.- La demande devra faire l'objet d'une réponse de la part de l'autre partie qui devra également joindre à cette réponse la preuve préliminaire, laquelle sera communiquée sous la même forme au demandeur.

Art. 38.- Les documents écrits mentionnés aux articles précédents seront suivis l'un d'une réplique et l'autre d'une duplique, du demandeur et du défendeur et ces répliques et dupliques pourront également être accompagnées de preuves préliminaires qui seront communiquées sous la même forme.

Dans ces deux derniers documents écrits, les parties indiqueront la preuve orale qu'ils ont l'intention de soumettre au tribunal.

Toute exception dilatoire fera également l'objet d'une discussion dans la réplique et la duplique.

La procédure écrite sera ainsi terminée et la Cour passera à la procédure orale dans les délais qu'elle déterminera; dans ce délai, les témoins et les experts seront entendus en premier lieu suivant la réglementation qui devra être établie à cet effet par chaque Chambre.

Art. 39.- Au cours de l'audience publique, après que la preuve aura été faite et que le délai prévu à cet effet sera expiré, les avocats et parties prendront la parole dans l'ordre signalé ci-dessus et chacun d'eux pourra parler une seconde fois après l'autre.

Art. 40.- Lorsque la procédure orale sera terminée, la Cour déclarera l'affaire prête à être jugée.

Art. 41.- Les débats publics seront dirigés par le Président de la Chambre.

Art. 42.- L'audience sera publique à moins que le tribunal en décide autrement ou que les deux parties le demandent.

Art. 43.- De chaque audience sera dressé un procès-verbal que signeront le Secrétaire et le Président de la Chambre.

Art. 44.- La Cour édicte des arrêts concernant la procédure et prend les mesures qu'entraîne l'admission des preuves. La Cour aura le pouvoir d'ordonner d'office la vérification des preuves lorsqu'elle l'estime nécessaire.

Art. 45.- La sentence sera édictée à la majorité des voix. En cas d'égalité de voix, la voix du Président sera prépondérante.

Art. 46.- La sentence sera motivée et mentionnera les noms des juges par qui elle a été prononcée.

Art. 47.- Si la sentence, dans sa totalité ou en partie, ne représente pas l'opnion unanime des juges, les juges de la minorité auront le droit de faire mentionner leur vote au procès-verbal et d'exposer leurs opinions particulières.

Art. 48.- La sentence sera signée par le Président et par le Secrétaire de la Chambre et sera lue en audience publique, en présence des avocats des parties.

Art. 49.- La décision du tribunal ne lie que les parties au litige et seulement pour le cas qui a été tranché.

Art. 50.- La sentence ne peut faire l'objet d'aucun recours mais la Chambre peut l'interpréter au moyen d'un arrêt, à la demande de l'une des parties.

Art. 51.- A moins que le tribunal en décide autrement, chacune des parties supportera sa part dans les frais du procès.

CHAPITRE IV

Exécution des sentences

Art. 52.- Les Etats soumis au présent statut s'engagent à exécuter fidèlement les décisions de leur Chambre respective.

Art. 53.- En cas d'inexécution de la sentence, la Chambre, à la demande de l'une des parties, peut s'adresser aux autres Etats qui, à son avis, sont qualifiés pour agir, afin que ceux-ci adoptent à l'égard de l'Etat réfractaire les mesures nécessaires de caractère commercial et économique. Elle pourra s'adresser également à l'autre Chambre afin que celle-ci fasse une démarche analogue auprès des Etats de son ressort.

Art. 54.- Si la procédure prévue à l'Article précédent n'aboutit pas à l'exécution de la sentence, la Chambre pourra demander aux Etats de son ressort les contingents militaires nécessaires à cet effet ceux-ci devant être fixés par l'Etat intéressé à l'exécution de cette sentence.

CHAPITRE V

Dispositions générales

Art. 55.- Chaque Chambre édictera un règlement prévoyant les détails d'application des dispositions du présent statut. Ce règlement sera à la disposition de tous les Etats du ressort de la Chambre qui l'a établie et pourra être modifié par ladite Chambre chaque fois qu'elle l'estime opportun ou utile.

Art. 56.- La troisième Chambre adoptera également son propre règlement la première fois qu'elle se réunira dans les conditions prévues pour les autres Chambres par l'article précédent.

Gmo Belt

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (SPANISH)
G/14 (g) (2)
May 5, 1945

GENERAL

PROYECTO DE ESTATUTO DEL TRIBUNAL DE JUSTICIA INTERNACIONAL QUE LA DELEGACION DE CUBA SOMETE A LA CONFERENCIA DE LAS NACIONES UNIDAS

Una de las tareas más importantes confiadas a la Conferencia de San Francisco, es la organización del Tribunal de Justicia Internacional, que ha de resolver, dentro de normas jurídicas, las diferencias que surjan entre los Estados.

La Comisión de Juristas que se reunió en Washington, D. C., del 9 al 20 de abril próximo pasado, ha preparado un proyecto de Estatuto de dicho Tribunal, completando de esa manera el plan de Dumbarton Oaks.

Ese proyecto será sometido a la Conferencia de las Naciones Unidas para su discusión, modificación, en su caso, y aprobación definitiva. Para esa oportunidad, y como contribución a tan importante labor, la Delegación de Cuba se complace en presentar un proyecto sobre el mismo asunto, del cual es autor el Dr. Antonio Sánchez de Bustamante, eminente jurista de renombre universal, profesor de Derecho Internacional en la Universidad de la Habana desde hace muchos años, quien posee gran experiencia personal sobre la materia, porque ha sido Juez del actual Tribunal Permanente de Justicia Internacional desde su fundación en 1920.

La Delegación de Cuba estima que el proyecto del Dr. Bustamante es una valiosa contribución a la obra de la Conferencia, razón por la cual no ha vacilado en someterlo a su consideración.

Dicho proyecto es el siguiente:

PROYECTO DE ESTATUTO PARA LA ORGANIZACION Y FUNCIONES DE UN NUEVO TRIBUNAL PERMANENTE DE JUSTICIA INTERNACIONAL

Art. 1.- Independientemente del Tribunal de Arbitraje organizado por los convenios de El Haya de 1899 y de 1907 y de los Tribunales especiales de Arbitraje previstos o no en convenios vigentes, y a que las partes ouedan en libertad de

someter la solución de sus diferencias, continuará funcionando, de acuerdo con las disposiciones y reformas que a continuación se establece, el Tribunal Permanente de Justicia Internacional.

CAPITULO I

Organización del Tribunal

Art. 2.- El Tribunal Permanente de Justicia Internacional es un cuerpo de magistrados independientes, elegidos entre personas que gocen de la más alta consideración moral y que reúnan las condiciones requeridas en sus países respectivos para las más altas funciones judiciales, o que sean jurisconsultos que posean una competencia notoria en materia de Derecho Internacional.

Art. 3.- El Tribunal se compondrá de dos Salas, cada una de nueve jueces. El quorum mínimo será de cinco.

Art. 4.- Una de las Salas funcionará normalmente en El Haya, Países Bajos, y la otra en la Habana, República de Cuba. Cada una de las Salas podrá constituirse en funciones, aunque no lo haya hecho la otra.

Art. 5.- La Sala de El Haya conocerá de las cuestiones que se susciten entre Estados europeos, asiáticos, africanos u oceánicos.

Art. 6.- La Sala de la Habana conocerá de las cuestiones que se susciten entre Estados de América.

Art. 7.- Cuando en un mismo asunto fueren partes Estados de América y Estados de otros Continentes, se constituirá para sustanciarlo o resolverlo una tercera Sala, compuesta de cuatro Jueces designados por la Sala de El Haya, otros cuatro designados por la Sala de la Habana y un Presidente designado según el artículo 8.

Art. 8.- La tercera Sala será presidida por el Presidente en funciones de una de las otras dos, designado por sorteo en el primer caso que ocurra y después alternativamente. Dicho sorteo se efectuará por el Presidente del Tribunal Supremo de Justicia de Cuba, en sesión pública debidamente convocada al efecto, y su resultado se hará saber inmediatamente a ambas Salas por conducto de sus Presidentes, y a los Estados interesados.

Art. 9.- Dicha Tercera Sala funcionará en el lugar donde actúe permanentemente la Sala a que su Presidente pertenezca.

Art. 10.- Cada una de las Salas del Haya y de la Habana designarán en votación secreta los Magistrados de su seno que le correspondan para la tercera Sala.

Art. 11.- La Elección de los Magistrados de las dos Salas de El Haya y de la Habana se efectuará en la forma siguiente:

El Presidente del Tribunal Supremo de cada uno de los Estados adheridos formulará una lista de nueve Magistrados para la Sala que le corresponda y la enviará bajo sobre cerrado y sellado al Presidente del Tribunal Supremo del Estado en que dicha Sala ha de actuar.

El Presidente del Tribunal Supremo de El Haya y el de la Habana formularán también su lista en sobre cerrado y sellado que conservarán en su poder.

En dichas listas no podrá figurar más que un candidato de la nacionalidad del que la formula.

Art. 12.- Dichos sobres deberán estar en poder del correspondiente Presidente tres meses antes de la fecha que el mismo haya señalado para la elección.

Art. 13.- Llegada dicha fecha, el Presidente del respectivo Tribunal Supremo procederá a abrir y leer las listas en sesión pública.

Art. 14.- El Presidente declarará electos a los nuevos candidatos que hayan obtenido mayor número de votos, con sujeción a las reglas que a continuación se detallan.

Art. 15.- No podrá formar parte de cada Sala sino un nacional de cada Estado sujeto a la misma, respecto del que ejerza su competencia. Si dos o más de un mismo Estado hubieran obtenido igual número de votos, se designará por sorteo cuál ha de ser designado.

Art. 16.- En caso de igualdad de votos para otros puestos de Magistrados del Tribunal, se tendrán por electos todos si tuvieren mayor número de votos que los restantes. Cuando se trate en este caso de la provisión de un solo cargo se decidirá por partes.

Art. 17.- Completada la Sala, se constituirá el día y hora que designe al efecto el respectivo Presidente del Tribunal Supremo, que presidirá el acto y que hará elegir por votación secreta entre los Magistrados electos el Presidente de la Sala

Art. 18.- Los Magistrados electos, al tomar posesión, prometerán cumplir fiel y lealmente sus deberes. Cualquiera de

ellos que no concurriese el primer día de la constitución de la Sala, lo hará ante el Presidente de esta última.

Art. 19.- Los Magistrados del Tribunal se eligen por diez años y son reelegibles. Si la elección se hubiese hecho para cubrir una o más vacantes y no para renovación total, el electo lo será por el tiempo que le quedaba a su predecesor.

Art. 20.- Los Magistrados de la Sala no podrán ser separados de sus cargos sino por resolución fundada y unánime de los demás Magistrados de la misma Sala.

Art. 21.- Cada Sala elige por nueve años su Presidente y su Vicepresidente y cubre esos cargos en caso de vacantes.

Art. 22.- Cada Sala nombra también su Secretario y, a propuesta de ésta, el personal de la Secretaría.

Art. 23.- Las Salas estarán siempre en función, excepto durante las vacaciones judiciales, que serán en el verano y durarán tres meses.

Art. 24.- Cuando un Magistrado estime que no debe actuar en un asunto, lo comunicará al Presidente para que decida este último, a su vez, puede disponer que no intervenga en un asunto algún Magistrado, bien por su propia iniciativa, o bien a solicitud de cualquiera de las partes.

Art. 25.- Los Magistrados de la nacionalidad de alguna de las partes litigantes podrán actuar en el asunto; pero la otra parte, si no hubiere en la Sala ninguno de su nacionalidad, tendrá el derecho de designar el mismo un Magistrado "ad-hoc". Cuando varios Estados hagan causa común, se considerarán a ese efecto como una sola parte.

Art. 26.- Los Magistrados permanentes del Tribunal recibirán la misma retribución anual máxima que han tenido los del Tribunal de El Haya. Lo mismo se hará con el Presidente de cada Sala, que disfrutará además de una asignación especial. Cuando el Vicepresidente sustituya al Presidente, se le pagará esa asignación por cada día que ejerza sus funciones. Cada Sala fijará la retribución de sus Secretarios y de los demás empleados de la misma.

Art. 27.- El total de gastos de cada Sala permanente, incluyendo los de material y los de impresos, se calcularán de antemano cada año por la misma. Su importe se dividirá en tantas partes iguales como sean los Estados adheridos, y su cobro estará a cargo del Presidente de cada Sala, sin perjuicio de utilizar para la de la Habana, a la Unión Panamericana.

Art. 28.- Los gastos de la tercera Sala, cuando haya de reunirse, se satisfarán por igual entre las partes litigantes.

CAPITULO II

Competencia del Tribunal

Art. 29.- Solamente los Estados o los dominios pueden ser parte ante las Salas del Tribunal.

Art. 30.- La competencia de cada Sala se extiende a todas las diferencias que surjan entre los Estados para los cuales rija este Estatuto, siempre que no hayan podido resolverse por la vía diplomática, o por virtud de acuerdos o convenios vigentes entre dichos Estados, hayan de decidirse en otra forma.

Art. 31.- Las Salas aplicarán:

1) Los convenios internacionales generales o especiales que establezcan reglas expresamente reconocidas por los Estados litigantes.

2) La costumbre internacional.

3) Los principios generales del derecho reconocidos por los Estados civilizados.

4) Las reglas del Derecho Internacional, sirviéndose para establecerlas de las decisiones judiciales de orden internacional y de las doctrinas de los publicistas más calificados.

CAPITULO III

Procedimiento Judicial

Art. 32.- Los idiomas oficiales para la Sala de El Haya serán el francés y el inglés, y para la Sala de la Habana el español, el inglés, el portugués y el francés.

Art. 33.- Las Salas podrán, a solicitud de cualquiera de las partes, autorizar el empleo de algún idioma que no esté comprendido en el artículo anterior; pero la parte que lo use deberá presentar una traducción, que a todos los efectos se estimará auténtica, de los escritos y documentos que lleve a la Sala, a uno de dichos idiomas, y lo mismo de los informes orales, que en todo caso se tomarán taquigráficamente.

Art. 34.- El procedimiento tiene dos fases, una escrita y otra oral.

El procedimiento escrito comprende las demandas, contestaciones, réplicas y dúplicas, así como toda prueba constituída en su apoyo.

Todo documento del procedimiento escrito, que se presentare al Secretario del Tribunal, será comunicado a la otra o a las otras partes por dicho Secretario en copia certificada conforme.

El procedimiento oral consiste en que el Tribunal oiga a los testigos y peritos de las partes y a sus abogados.

Art. 35.- Tendrá el carácter de demandante el que primero lleve al Tribunal la cuestión pendiente con otro Estado.

Si los dos comparecieren al mismo tiempo, o notificaren el propósito de hacerlo en documento escrito por ambos y no determinaren quién ha de ser demandante, lo decidirá el Tribunal mediante sorteo.

Art. 36.- A la demanda, que contendrá relación de los hechos y de los fundamentos de derecho, se acompañará por el demandante la prueba pre-constituída.

Art. 37.- Seguirá a la demanda la contestación por la otra parte, que también acompañará a ella la prueba pre-constituída, que se comunicará en la misma forma al demandante.

Art. 38.- A los escritos mencionados en los artículos anteriores, seguirán uno de réplica y otro de dúplica, del demandante y el demandado, a los que también podrán acompañarse pruebas pre-constituídas y que se comunicarán en la misma forma.

En estos dos últimos escritos propondrán las partes la prueba oral que haya de practicarse ante el Tribunal.

Cualquiera excepción dilatoria será objeto de discusión también en los escritos de réplica y dúplica.

Terminado con ésto el procedimiento escrito en su primera fase, se pasará al procedimiento oral por el término que la Sala señale, y dentro del mismo serán oídos en primer término los testigos y los peritos, mediante la reglamentación que al efecto debe establecer cada Sala.

Art. 39.- En la vista, que se señalará después de terminada la prueba y expirado el plazo para la misma, usarán de la palabra los abogados de las partes en el mismo orden antes señalado, y pudiendo cada uno de ellos hablar por segunda vez después del otro.

Art. 40.- Terminado el procedimiento oral, el Tribunal declarará concluso el asunto para sentencia.

Art. 41.- Los debates públicos se dirigen por el Presidente de la Sala.

Art. 42.- La vista es pública, a menos que el Tribunal decida lo contrario o que las dos partes lo soliciten.

Art. 43.- De cada audiencia oral se levantará un acta que firmarán el Secretario y el Presidente de la Sala.

Art. 44.- El Tribunal dicta autos para la dirección del procedimiento y toma las medidas que traiga consigo la admisión de las pruebas. El Tribunal tendrá la potestad para poder ordenar de oficio la práctica de las pruebas que estime convenientes.

Art. 45.- La sentencia se dictará por mayoría de votos. En caso de empate, lo decidirá el voto del que presida la Sala.

Art. 46.- La sentencia será motivada y mencionará los nombres de los Jueces que hayan tomado parte en ella.

Art. 47.- Si la sentencia no contiene en todo o en parte la opinión unánime de los Jueces, los disidentes tienen el derecho de que se haga constar su voto, así como el de formular opiniones particulares.

Art. 48.- La sentencia será firmada por el Presidente, y por el Secretario de la Sala, y se leerá en audiencia pública, para la que deben citarse los abogados de las partes.

Art. 49.- La decisión del Tribunal no es obligatoria sino para las partes litigantes y para el caso que haya sido decidido.

Art. 50.- Contra la sentencia no cabe recurso alguno, pero la Sala puede interpretarla por un auto, a solicitud de cualquiera de las partes.

Art. 51.- Si el Tribunal no ha decidido otra cosa, cada parte satisface sus gastos del procedimiento.

CAPITULO IV

Ejecución de las sentencias

Art. 52.- Los Estados para quienes rija el presente Estatuto se obligan a cumplir fielmente las decisiones de las Salas respectivas.

Art. 53.- En caso de incumplimiento, la Sala, previa solicitud de una parte, puede dirigirse a los demás Estados que ante ella están capacitados para actuar, a fin de que adopten respecto del Estado que no la cumple, las medidas de carácter comercial y económico que sean necesarias.

También podrá dirigirse a la otra Sala, para que haga igual solicitud a los Estados de cuyos asuntos conoce.

Art. 54.- Si el procedimiento establecido en el artículo anterior no diere como resultado la ejecución de la sentencia, la Sala podrá solicitar de los Estados sujetos a la misma los contingentes militares necesarios a dicha ejecución, y que serán dirigidos por el Estado interesado en la misma.

CAPITULO V

Disposiciones generales

Art. 55.- Cada Sala dictará un Reglamento que detalle las disposiciones del Presente Estatuto que lo requieran. Dicho Reglamento estará a disposición de todos los Estados sujetos a la Sala que lo prepare, y podrá reformarse por esta última cada vez que lo estime oportuno o conveniente.

Art. 56.- La Sala Tercera establecerá también su propio Reglamento cuando se reúna por primera vez, en las mismas condiciones determinadas para las otras Salas en el artículo Precedente.

Gmo Belt

742

The United Nations Conference on International Organization

Doc 2 (FRENCH)
G/14 (g) (3)
May 6, 1945

GENERAL

DISPOSITIONS ADDITIONNELLES, CONCERNANT LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS, PRESENTEES PAR LA DELEGATION CUBAINE

La Délégation de Cuba soumet à l'attention de la Conférence

LE PROJET CI-APRES DES ARTICLES ADDITIONNELS A LA SECTION C DU CHAPITRE VIII

ATTENDU:

1.- que le projet de Dumbarton Oaks (Section C du Chapitre VIII) reconnait l'utilité de favoriser les arrangements ou les organismes régionaux pour "traiter des questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales qui peuvent faire l'objet d'une action de caractère régional, à condition que ces arrangements ou organismes et leurs activités soient compatibles avec les buts et les principes de l'Organisation"; qu'il est dit en outre, dans ce projet, que "le Conseil de Sécurité devrait encourager le règlement des différends de caractère local par l'intermédiaire de ces arrangements régionaux ou par ces organismes régionaux, soit sur l'initiative des Etats intéressés, soit à la suggestion du Conseil de Sécurité."

2.- que ces recommandations tendent, à juste titre, à encourager le règlement de différends de caractère local par des organismes composés de spécialistes possédant une connaissance approfondie des problèmes à résoudre, à même de prendre des décisions équitables et propres à assurer le maintien de la paix.

3.- que, d'autre part, ces dispositions visent à éviter, dans la mesure du possible, qu'un conflit quelconque de caractère local ne dégénère en conflit mondial par l'intervention inopportune d'autres nations.

IL EST DECIDE:

d'ajouter à la Section C du Chapitre VIII les paragraphes ci-dessous:

4.- Les principes fondamentaux de tout règlement régional devront être approuvés par l'Assemblée Générale, qui ne pourra refuser sa sanction que dans le cas où ces principes ne seraient pas conformes aux dispositions de la présente charte.

5.- Les organismes chargés du règlement régional des conflits auront, une fois que les principes fondamentaux en seront approuvés par l'Assemblée, les pouvoirs nécessaires pour régler les différends pouvant surgir entre les membres du système régional. Ils pourront adopter, tout en se conformant aux principes arrêtés en matière de règlement, les mesures qu'ils considéreront comme les plus propres à conduire à une solution. Le Conseil de Sécurité n'interviendra dans les différends régionaux que si les organismes régionaux le demandent ou si le conflit risque de s'étendre à des nations qui ne font pas partie du système. Dans l'éventualité d'un désaccord entre les organismes régionaux et le Conseil de Sécurité relativement à l'intervention éventuelle de ce dernier, le différend sera soumis sans retard à l'Assemblée Générale qui le tranchera sans appel.

6.- Le système interaméricain est dès aujourd'hui reconnu comme étant un des organismes de règlements régionaux visés par le présent article.

La Délégation de Cuba soumet à l'attention de la Conférence le projet suivant d'article additionnel à insérer dans la Charte de l'organisation mondiale:

ATTENDU:

1.- que conformément à l'objet auquel répond la création de l'organisation mondiale et qui est d'assurer la paix et la sécurité internationales par une collaboration sincère de toutes les nations, les relations entre nations devront tendre à éliminer à jamais les traités secrets qui risqueraient, comme dans le passé, d'aboutir à des alliances militaires, et qui n'auraient plus de raison d'être aujourd'hui, puisqu'il incombe au nouvel organisme de prêter son appui aux nations;

2.- qu'il devra être adopté une règle générale selon laquelle tous les traités conclus entre les membres de l'organisation devront être enregistrés au Secrétariat Général, faute de quoi ils seront sans valeur;

3.- Attendu que le Pacte de l'ancienne Société des Nations contenait à l'article 18 une disposition sur cette même question qui est demeurée vaine parce qu'on n'avait pas prévu les mesures à prendre au cas où elle serait violée.

IL EST DECIDE:

Que l'article suivant sera ajouté à la charte du nouvel organisme mondial:

" Tout traité ou accord international, quel que soit son caractère, auquel un membre de l'organisation internationale sera partie, devra être immédiatement enregistré au Secrétariat et publié aussitôt que possible. L'enregistrement sera fait à la diligence d'une des Parties contractantes.

" Si le Conseil de Sécurité apprend qu'un traité international a été conclu entre un des membres de l'organisation et qu'il n'a pas été enregistré au Secrétariat Général, il devra exiger que le ou les membres en question se conforment à l'obligation prévue au paragraphe précédent en leur indiquant les délais dans lequel l'enregistrement doit avoir lieu.

Il devra, en outre, s'il l'estime nécessaire, infliger une sanction aux auteurs de ce manquement.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (SPANISH)
G/14(g)(3)
May 6, 1945

GENERAL

PROPUESTAS ADICIONALES DE LA DELEGACION DE CUBA A LAS PROPOSICIONES DE DUMBARTON OAKS

La Delegación de Cuba somete a la consideración de la Conferencia el siguiente

PROYECTO DE ADICIONES AL APARTADO C DEL CAPITULO VIII

CONSIDERANDO:

1. Que en el Proyecto de Dumbarton Oaks (Sección C del Capítulo VIII) se reconoce la conveniencia de alentar los arreglos regionales o entidades "que traten de aquellos asuntos relativos a la conservación de la paz y la seguridad internacionales que se presten a soluciones regionales, siempre que dichos arreglos o entidades y sus actividades fueran compatibles con los fines y principios del Organismo"; y dispone que "el Consejo de Seguridad deberá alentar la solución de controversias locales mediante dichos arreglos regionales o por dichas entidades regionales, bien a iniciativas de los Estados interesados o porque se las refiera el Consejo de Seguridad".

2. Que esos preceptos sabiamente tienden a que las cuestiones locales sean resueltas por órganos integrados por quienes posean un conocimiento más íntimo y completo de los problemas, y que, por lo tanto, puedan hallar una solución más justa y adecuada para el mantenimiento de la paz.

3. Que, por otra parte, esas medidas persiguen el fin de evitar, en cuanto sea posible, que un conflicto cualquiera, que inicial y fundamentalmente afecte sólo intereses locales, pueda convertirse en uno de carácter mundial por la prematura intervención de Naciones ajenas a él.

SE RESUELVE:

Adicionar el Apartado C del Capítulo VIII con los siguientes párrafos:

4. Las bases fundamentales en que descanse cada arreglo regional deberán ser aprobadas por la Asamblea General, la cual no podrá negar su aprobación sino en el caso de que dichas bases sean contrarias a las normas del presente Estatuto.

5. Los órganos correspondientes de un arreglo regional, una vez aprobadas las bases de éste por la Asamblea, serán los competentes para resolver los conflictos que surjan entre los miembros del sistema regional. A ese efecto, podrán adoptar dentro de las normas del arreglo, las medidas que estimen más adecuadas para su solución. El Consejo de Seguridad sólo intervendrá en los asuntos regionales cuando los órganos regionales lo soliciten, o cuando el conflicto amenace extenderse a Naciones que no pertenezcan al sistema. En caso de discrepancia entre los órganos regionales y el Consejo de Seguridad sobre si éste debe o no intervenir, la cuestión se someterá, sin dilación, a la Asamblea General para su definitiva solución.

6. El sistema interamericano queda, desde ahora, reconocido como uno de los arreglos regionales a que se refiere este Apartado.

(fdo.) Guillermo Belt
DELEGACION DE CUBA

La Delegación de Cuba presenta a la consideración de la Conferencia la siguiente

PROPOSICION DE ARTICULOS ADICIONALES AL ESTATUTO DE LA ORGANIZACION MUNDIAL

CONSIDERANDO:

1. Que dada la finalidad perseguida con la creación del Organismo Mundial, de asegurar la paz y la seguridad mundiales por medio de la cooperación franca de todas las Naciones, regla general de las futuras relaciones debe ser la de eliminar por completo los tratados secretos, con los cuales generalmente se formaron en el pasado alianzas militares, que no tendrían hoy razón de ser, si es que el nuevo Organismo va a llenar sus funciones y sus miembros a prestarle su apoyo sincero;

2. Que, por lo tanto, debe adoptarse la regla de que todos los tratados que celebren entre sí los miembros del Organismo deban ser registrados en la Secretaría General de éste, requisito sin el cual carecerán de valor;

3. Que el Estatuto de la antigua Sociedad de las Naciones contenía, en su artículo 18, una disposición sobre esta materia, pero el precepto resultaba imperfecto, porque nada decía para el caso de que la prohibición fuera violada;

SE RESUELVE:

Que el Estatuto del nuevo Organismo Mundial quede adicionado con el siguiente artículo:

"Todo tratado o compromiso internacional, cualquiera que fuese su índole, que se celebre en lo sucesivo con cualquier Miembro del Organismo, deberá ser registrado inmediatamente por la Secretaría de éste y publicado lo antes posible. La inscripción se hará a petición de cualquiera de las partes contratantes.

Si el Consejo de Seguridad tuviere noticia de haberse celebrado algún tratado o compromiso internacional por cualquiera de los Miembros del Organismo, el cual no hubiere sido presentado para su registro en la Secretaría General, reclamará de dicho Miembro o Miembros el cumplimiento de la obligación establecida en el párrafo anterior, señalando el plazo dentro del cual deberá hacerse el registro del tratado o compromiso de que se trate.

Así mismo, deberá acordar, si lo estima conveniente o necesario, la sanción adecuada para los infractores.

(fdo.) Guillermo Belt
DELEGACION DE CUBA

The United Nations Conference on International Organization

UNRESTRICTED
DOC. 2 (FRENCH)
G/14 (h)
May 5, 1945

GENERAL

PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS AU PLAN DE DUMBARTON OAKS

SOUMISES PAR LE GOUVERNEMENT DE

L'INDE

I. CHAPITRE I - BUTS

(a) Observations:

Les buts exprimés aux paragraphes 2 et 3 du texte original et celui qui est exprimé dans le nouveau paragraphe 2 dont nous proposons l'adjonction, constituent les conditions préalables indispensables pour réaliser la paix et la sécurité internationales. Ces paragraphes devraient donc logiquement venir avant le paragraphe 1 du texte original. Nous avons donc remanié l'ordre des paragraphes originaux en insérant un paragraphe 2 nouveau pour énoncer, comme l'un des buts de l'Organisation, un principe élémentaire auquel il est fait allusion au Chapitre IX, Section A, paragraphe 1.

(b) Projets d'amendements

Le Chapitre I serait remanié comme suit:

"CHAPITRE I - BUTS "

Les buts de l'Organisation devraient être les suivants:

1. Développer les relations amicales entre les Nations et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde.

2. Développer la reconnaissance des droits fondamentaux de l'homme, sans distinction de race, de couleur ou de croyance, dans toutes les nations, dans toutes les relations internationales et dans les associations de peuples,

3. Réaliser une coopération internationale en vue de résoudre les problèmes humanitaires internationaux tels que ceux d'ordre économique et social.

4. Maintenir la paix et la sécurité internationales; et, à cette fin, prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et éliminer les dangers qui menacent la paix, réprimer les actes d'agression ou autres atteintes portées à la paix, et préparer ou réaliser par des moyens pacifiques le reglement des différends internationaux qui risquent d'entrainer la rupture de la paix.

5. Coordonner et centraliser les efforts des nations en vue de parvenir à ces fins communes.

2. CHAPITRE V - SECTION C - VOTE

(c) Observations:

L'expérience du fonctionnement de la Société des Nations montre qu'il y aurait intérêt à prévoir des sanctions pour un Etat membre qui ne s'acquitterait pas de ses obligations financières; nous proposons donc l'adjonction du paragraphe cité plus loin au paragraphe 1 de la Section C

Au paragraphe 2 visant les élections des membres du Conseil de Sécurité et du Conseil Economique et Social, nous proposons de supprimer tout ce membre de phrase; en effet, si l'on exige pour l'élection une majorité des deux tiers, on pourrait souvent se trouver dans une impasse. La pratique habituelle d'une majorité simple obvierait à cet inconvénient.

(b) Amendements proposés

(i) Ajouter au paragraphe 1 la phrase suivante:

"Tout membre de l'Organisation qui serait en retard de plus de deux ans dans le paiement de ses contributions sera privé du droit de vote dans toutes les élections prévues par la Charte.

(ii) Au paragraphe 2, lignes 3 et 4, supprimer les mots "l'élection des membres du Conseil de Sécurité, l'élection des membres du Conseil Economique et Social".

3. CHAPITRE VI. - CONSEIL DE SECURITE

(a) Observations

L'attribution des sieges permanents au Conseil de

Sécurité a déjà reconnu le principe qu'aux responsabilités doit correspondre le pouvoir. Il y aurait intérêt, à notre avis, à étendre ce principe au choix des membres non permanents. L'amendement (i) ci-dessous vise à donner effet à ces propositions.

Le projet de texte ne tient pas suffisamment compte de l'importance qu'il y a à assurer une certaine continuité d'expérience, au sein du Conseil de Sécurité, en ce qui concerne les membres non permanents. Nous proposons donc de donner à des observateurs le droit de siéger au Conseil de Sécurité, sans leur reconnaître le droit de vote. Ainsi, sans augmenter les membres actifs du Conseil de Sécurité, on aurait la certitude qu'à tout moment il comprendrait dans son sein une proportion de membres actifs ayant déjà l'expérience de son fonctionnement, plus grande que ce ne serait le cas autrement.

Nous avons remplacé le mot "élection" par le mot "désignation" afin de laisser à l'Assemblée Générale la faculté de décider quel est le meilleur moyen de donner effet aux principes dont doit s'inspirer le choix des membres non permanents du Conseil de Sécurité.

Ces deux amendements ont pour objet, tout d'abord, de donner l'assurance que le Conseil de Sécurité comprendra toujours un nombre suffisant de membres représentant des pays qui ont, non seulement la volonté, mais aussi la possibilité de fournir des forces suffisantes pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et ensuite de garantir la présence au Conseil en tout temps d'un nombre suffisant de membres non permanents qui auront déjà eu quelqu'expérience de son fonctionnement.

(b) Amendements proposés

(i) A la SECTION A - COMPOSITION - remplacer les quatre dernières phrases par le texte suivant:-

"L'Assemblée Générale désignera six Etats pour occuper les sièges non permanents; pour procéder à ces désignations, l'Assemblée Générale tiendra dûment compte des chiffres relatifs de la population, de la capacité industrielle et économique et de la contribution en forces armées, assistance de tout genre que chaque Etat s'engage à mettre à la disposition du Conseil, conformément au paragraphe 5 de la Section B, Chapitre VIII; il sera également tenu compte de la contribution qu'il aura pu apporter, à cet égard, au cours de la guerre mondiale.

Ces six Etats seront désignés pour une période de deux ans, trois d'entre eux se retirant chaque année. Ils ne pourront pas faire immédiatement l'objet d'une deuxième désignation. A la première désignation des membres non permanents, trois devront être choisis par l'Assemblée Générale pour une période d'un an, et trois pour une période de trois ans."

(ii) Numéroter le paragraphe ci-dessus avec le chiffre 1 et ajouter le paragraphe 2 ci-dessous:

"2. L'Assemblée Générale désignera également par les mêmes méthodes et sur les mêmes bases que dans le cas des membres non permanents, un représentant de chacun des six autres Etats pour participer, sans avoir le droit de vote, aux délibérations du Conseil de Sécurité."

752

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/14 (1)
May 4, 1945.

GENERAL

AMENDEMENTS PRESENTES PAR LA DELEGATION HELLENIQUE LE 3 MAI 1945 AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS COMPLETEES PAR LES TEXTES ADOPTES A YALTA

Dans son discours d'ouverture, prononcé à la Séance Plénière de la Conférence, le 28 avril, M. John Sofianopoulos, Chef de la Délégation de Grèce, a communiqué à la Conférence les observations de son Gouvernement sur les principes et les procédures formulés dans les Propositions de Dumbarton Oaks et de Yalta.

Il a réservé le droit de sa Délégation de soumettre à l'examen des organes compétents de la Conférence des amendements particuliers.

Conformément aux règles de procédure adoptées par la Conférence, la Délégation grecque a l'honneur de remettre au Secrétaire Général de la Conférence, pour examen et adoption éventuelle, les amendements suivants:

-1-

CHAPITRES I et II

Buts et Principes de l'Organisation.

Au paragraphe 1, du Chapitre I, ajouter après les mots "Maintenir la paix et la sécurité internationale" les mots: "en tenant duement compte des accords contractuels et des principes généralement acceptés du droit, de la justice et de la moralité internationale."

La Délégation grecque estime que L'adoption de l'amendement ci-dessus dissiperait toute inquiétude quant à la mise à

effet du Chapitre VIII. Notamment, les derniers mots du paragraphe 1 de la Section B de ce Chapitre rappellent un peu la politique suivie durant les tristes années qui précédèrent la guerre, de "la paix à tout prix", et ils ont besoin d'être précisés afin qu'il ne subsiste aucun doute sur les buts de l'Organisation.

-2-

CHAPITRE V, SECTION B

A la fin du paragraphe 8, ajouter les mots suivants: "L'Assemblée aura le droit de formuler des recommandations sur toute question soit en cours d'examen, soit déjà traitée par le Conseil."

Il conviendrait par conséquent de supprimer la dernière partie du paragraphe 1, Section B du Chapitre V.

Selon l'avis de la Délégation grecque, le rôle assigné à l'Assemblée semble bien peu important si on le compare aux pouvoirs délégués au Conseil de Sécurité. Ce rôle devrait être élargi et approfondi, étant donné que tous les membres de l'Organisation sont représentés à l'Assemblée.

-3-

CHAPITRE VI, SECTION C

Tel qu'il est à présent, avec les dispositions de Yalta sur le vote non modifiées, le code des relations internationales, qui résulterait de la Conférence de San Francisco, créerait un droit positif en faveur du criminel éventuel au détriment de sa victime. Car, du fait de l'exercice du droit de veto par l'un quelconque de ses membres permanents, le Conseil de Sécurité pourrait se trouver empêché de procéder à un examen pour déterminer s'il a été commis un acte d'agression. Pour remédier à cette lacune, la Délégation grecque se réserve le droit d'appuyer l'un des nombreux amendements déjà soumis pour examen par d'autres Délégations. De plus, elle propose l'insertion, entre les paragraphes 2 et 3 des textes élaborés à Yalta, d'un nouveau paragraphe 3 conçu comme suit :

"Paragraphe 3 - Les recommandations du Conseil de Sécurité, en vertu du paragraphe 2 de la Section B du Chapitre VIII, devront être adoptées à la majorité des voix."

Le paragraphe 3 du texte original deviendrait ainsi le paragraphe 4.

-4-

CHAPITRE VIII, SECTION A, PARAGRAPHE 5

Ajouter au paragraphe 5 les mots suivants: "Si aucune solution ne peut être trouvée et si le Conseil de Sécurité considère qu'un tel échec constitue une menace à la paix du monde, le Conseil, par une majorité de sept voix, devra déclarer l'existence d'une menace à la paix."

-5-

CHAPITRE VIII, SECTION A, PARAGRAPHE 7

Ajouter les mots suivants à la fin du paragraphe 7 :
" Il appartiendra à la Cour Permanente de décider, sur la demande de l'une des parties, si la situation ou le différend est né de questions qui, en vertu du droit international, sont de la compétence nationale exclusive de l'Etat intéressé."

-6-

CHAPITRE VIII, SECTION B, PARAGRAPHE 2

Ajouter à la fin du paragraphe 2 les mots suivants:
" Notamment, dans le cas de différend entre deux ou plusieurs pays, autres que les membres permanents du Conseil de Sécurité, celui-ci devra prendre ses décisions pour déterminer s'il existe une rupture de paix ou un acte d'agression, par une majorité de sept voix."

The United Nations Conference on International Organization

755

Doc.2 (FRENCH)
G/14 (j)
May 5, 1945

GENERAL

Adjonction au texte des Propositions de Dumbarton Oaks complété à la Conférence de Crimée.

Proposition de la Délégation du Salvador

CHAPITRE VI

Section C

Vote

Après le paragraphe 3, ajouter un paragraphe 4 ainsi conçu:

4. Dans les questions qui ne sont pas des questions de procédure, si le vote affirmatif de sept membres du Conseil de Sécurité ou plus, comprend les voix d'une majorité mais non de l'unanimité des membres permanents du Conseil, le Conseil de Sécurité renverra la question pour décision finale, à l'Assemblée, et agira ensuite conformément à cette décision de l'Assemblée qui devra être prise à la majorité des deux-tiers des membres de l'Assemblée.

756

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (SPANISH)
G/14 (j)
May 5, 1945

GENERAL

Adición al texto de las Propuestas de Dumbarton Oaks, que propone la Delegación de El Salvador a la Conferencia de las Naciones Unidas sobre Organización Internacional, para que se incluya como párrafo 4 (después del párrafo 3) de la "Sección C - VOTACIÓN" de las Propuestas de Dumbarton Oaks, complementadas en la Conferencia de Crimea.

"4. Al tratar los asuntos que no sean de forma, si el voto afirmativo de siete o más miembros del Consejo de Seguridad incluye los votos concurrentes de una mayoría de los miembros permanentes del Consejo, pero no el voto unánime de dichos miembros permanentes, el Consejo de Seguridad turnará el asunto que se estudia a la Asamblea General para su resolución definitiva, y a su debido tiempo actuará de conformidad con la referida resolución de la Asamblea General la cual, en este caso exigirá un voto mayoritario de las dos terceras partes."

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/14(k)
May 5, 1945

GENERAL

TEXTE DES AMENDEMENTS AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS PRESENTES PAR LA DELEGATION DES PHILIPPINES (1)

I

p. 1. Chapitre 1. Buts

11 2. Développer les relations amicales et l'esprit de fraternité et d'égalité raciale entre les nations et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde.

II

p. 1. Chp. 1. Buts

14 3. Realiser une coopération internationale en vue de résoudre les problèmes internationaux économiques, culturels, sociaux et autres problèmes humanitaires

III

p. 1. Chap. II Principes

1.21 Dans la poursuite des buts visés au Chapitre 1, l'Organisation et ses membres devraient agir conformément aux principes proclamés dans la Charte de l'Atlantique aux

---

(1) Dans un désir de clarté et de commodité on a souligné toutes les insertions et les additions au texte tandis que les mots et les lignes dont la suppression est demandée sont barrés. Les nos de pages et de lignes sont ceux du texte français ronéographié des propositions de Dumbarton Oaks, Document 1.)

principes suivants:

IV

p. 2 Chap. II. Principes

1.1 L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats épris d'un idéal de paix et respectueux du droit.

V

p. 3. Chap. III Membres

1.1 Devrait pouvoir être membre de l'Organisation tout
1.2 Etat épris d'un idéal de paix.
1.1 Devraient être membres de l'Organisation:
1. Les signataires originaux de la présente Charte
2. Toute nation éprise d'un idéal de paix et respectueuse du droit et qui pourra y être admise ultérieurement en application des dispositions de la Charte

VI

p. 3 Chapitre V, L'ASSEMBLEE GENERALE

1.17 Section A Composition Tous les membres de l'Organisation devraient être membres de l'"Assemblée générale et le nombre de représentants de chacun d'eux à l'Assemblée générale devrait être spécifié par la Charte y avoir un représentant.

VII

p. 4 Chapitre V. L'Assemblée Générale, Fonctions et Pouvoirs

1.7 .... Générale avant ou après délibération. L'Assemblée générale ne devrait de sa propre initiative, faire aucune recommandation sur une question, quelle qu'elle soit, ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales, lorsque le Conseil de Sécurité s'occupe de cette question.

VIII

p. 5 Chapitre V. L'ASSEMBLEE GENERALE, SECTION B. FONCTIONS ET POUVOIRS

1.22 L'Assemblée générale devrait recevoir et examiner les rapports annuels ou spéciaux émanant du Conseil de

Sécurité et d'autres organes de l'Organisation.

1.7 9 L'Assemblée générale aurait le pouvoir de promulguer des règles de droit international qui entreraient en vigueur et prendraient pour les membres de l'Organisation un caractère d'obligation après leur approbation par un vote à la majorité du Conseil de Sécurité. S'il arrivait que le Conseil de Sécurité ne prit aucune décision relativement aux règles adoptées par l'Assemblée générale dans un délai de trente (30) jours après en avoir été saisi, les règles en question entreraient en vigueur et prendraient pour les membres un caractère contraignant comme si elles avaient été approuvées par le Conseil de Sécurité. Dans l'exercice de cette fonction législative, l'Assemblée générale pourrait procéder à la codification des règles existantes du droit international en y apportant tous les changements qui pourraient lui paraître opportuns.

IX

p. 7 Chapitre VI--Le Conseil de Sécurité

SECTION A, COMPOSITION.--Le Conseil de Sécurité devrait être composé de représentants de onze membres de l'Organisation à raison d'un par membre. Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, de la République de Chine et, le moment venu, de la France, devraient avoir des sièges permanents. L'Assemblée générale ~~devrait désigner six Etats pour occuper les sièges non permanents.~~ Ces devrait élire six Etats ~~devraient être élus~~ qui occuperaient les sièges non permanents, sur la base des régions géographiques, chaque région ayant un représentant. Ces régions géographiques seraient 1* l'Amérique du Nord et l'Amérique Centrale, 2* l'Amérique du Sud 3* l'Europe 4* l'Afrique 5* l'Asie Occidentale 6* la Communauté des Etats du Pacifique occidental. L'Assemblée générale désignera les nations qui devront être considérées comme faisant partie de chaque région géographique. Ces six représentants devraient être élus pour une période de deux ans, trois d'entre eux se retirant chaque année. Ils ne devraient pas être immédiatement rééligibles à la première élection des membres non permanents trois devraient être choisis par l'Assemblée générale pour une période d'un an et trois pour une période de deux ans.

X

p.8. Chapitre VI LE CONSEIL DE SECURITE
Section C VOTE

1.25 **Les décisions du Conseil de Sécurité sur toutes les autres questions devraient être prises à la majorité de sept voix dont celles des membres permanents,**

1.25 Les Décisions du Conseil de Sécurité sur toutes les autres questions devraient être prises à la majorité des membres permanents et à la majorité des membres non permanents, votant séparément sous cette réserve que pour les décisions visées au Chapitre VIII, Section A, et dans la deuxième partie du paragraphe I du Chapitre VIII, Section C une partie à un différend devrait s'abstenir de voter.

XI

p. 9 Chapitre VI, Le Conseil de Sécurité, Section C, VOTE

1.4 .... voter. Dans toutes les décisions entraînant le recours à des forces armées pour le maintien de la paix, un vote favorable des quatre cinquièmes (4/5) des membres permanents et des trois quarts (3/4) des membres non permanents du Conseil de Sécurité serait nécessaire.

XII

p. 10 Chap. VII, COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

1.10 2. La Cour devrait être constituée et devrait fonctionner conformément à un Statut qui devrait être annexé à la Charte de l'Organisation et en faire partie; à condition, toutefois que les décisions de la Cour aient un caractère obligatoire.

XIII

p. 13--Chapitre VIII, Arrangements pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris la prévention et la répression de l'agression.

SECTION B, DETERMINATION DE L'EXISTENCE DE MENACES A LA PAIX OU D'ACTES D'AGRESSION ET MESURES A PRENDRE A CE SUJET.

1.9 ..... décider des mesures à prendre en vue de maintenir ou de rétablir la paix et la sécurité. Une nation serait

considérée comme menaçant la paix, ou qualifiée d'agresseur si elle commettait sans qu'il y ait conflit, un des actes suivants: 1) déclaration de guerre à une autre nation; 2) invasion ou attaque avec ou sans déclaration de guerre d'un territoire, d'un navire, d'un transport aérien appartenant à une autre nation; 3) blocus maritime, terrestre ou aérien imposé à une autre nation; 4) ingérence dans les affaires intérieures d'une autre nation par fourniture d'armes, de munitions, de fonds ou d'autres contributions à toute faction, tout groupe ou toute bande armé ou par organisation d'une propagande portant atteinte à la sécurité des institutions de cette nation sur son territoire.

XIV

Page 15. Chapitre VIII, Arrangements pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris la prévention et la répression de l'agression. SECTION B. DETERMINATION DE L'EXISTENCE DE MENACES A LA PAIX OU D'ACTES D'AGRESSION ET MESURES A PRENDRE A CE SUJET

1.21 9. ..... de toutes les forces armées mises à la disposition du Conseil de Sécurité. Le Comité serait composé des Chefs d'Etat-Major de tous les membres permanents du Conseil de Sécurité ou de leurs représentants.

XV

PAGE 15 - Chapitre VIII. Arrangements pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris la prévention et la répression de l'agression. SECTION B. DETERMINATION DE L'EXISTENCE DE MENACES A LA PAIX OU D'ACTES D'AGRESSION ET MESURES A PRENDRE A CE SUJET.

1.25 Tout membre de l'organisation qui n'aurait pas de représentation permanente au Comité devrait être invité par le Comité

XVI

PAGE 17 - Chapitre IX. Dispositions relatives à la coopération économique et sociale sur le plan international.

SECTION A, BUT ET RELATIONS

L.15 1. En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires au maintien des relations amicales

762

et pacifiques entre nations, l'Organisation devrait faciliter la solution des problèmes humanitaires internationaux d'ordre économique, culturel, social et autre .....

XVII

PAGE 17 - Chapitre IX, Dispositions relatives à la coopération économique et sociale sur le plan international
SECTION A, BUT ET RELATION

L.23 2. Les différentes organisations et les offices spécialisés de caractère économique, culturel, social et autre, auraient dans leurs domaines respectifs des responsabilités spécifiées par leur règlement.

XVIII

PAGE 18 - Chapitre IX, Dispositions relatives à la coopération économique et sociale sur le plan international
SECTION B, COMPOSITION ET VOTE.

L.7 Le Conseil Economique et Social devrait être composé de représentants de ~~18 membres de l'Organisation~~ de tous les membres de l'Organisation. ~~Les Etats destinés à être ainsi représentés devraient être élus par l'Assemblée Générale pour une période de trois ans. Chacun de ces Etats aurait un représentant disposant d'une voix.~~ Les décisions du Conseil Economique et Social devraient être prises à la simple majorité des représentants présents et votants.

XIX

PAGE 18 - Chapitre IX - Dispositions relatives à la coopération économique et sociale sur le plan international:
SECTION C, FONCTIONS ET POUVOIRS DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL.

L.21 (b) de faire des recommandations sur sa propre initiative sur des questions humanitaires, internationales, d'ordre économique, culturel, social et autre.

XX

PAGE 19 - Chapitre IX - Dispositions relatives à la coopération économique et sociale sur le plan international
SECTION D, ORGANISATION ET PROCEDURE

L.14 1. Le Conseil Economique et Social devrait instituer une Commission économique, une Commission sociale, une Commission de l'Enseignement et de la Culture et toute autre Commission qu'il jugerait nécessaire d'établir. Ces Commissions devraient être composées d'experts. Il devrait y avoir un personnel permanent qui ferait partie du Secretariat de l'Organisation.

XXI

PAGE 20 - Chapitre X, Secrétariat.

1.14 3. Le Secrétaire Général devrait avoir le droit d'attirer l'attention du Conseil de Sécurité sur tout ce qui lui semblerait pouvoir menacer la paix et la sécurité internationales.

4. Tous les membres de l'Organisation devraient soumettre au Secrétariat, en vue de leur enregistrement et de leur publication, un exemplaire de tous les traités, conventions, ou accords conclus par lui avec un autre ou d'autres Etats dans les trente jours qui suivent la ratification par les Gouvernements intéressés. Aucun traité, convention ou accord n'aurait un caractère contraignant si cette condition n'était remplie. Aucun membre de l'Organisation ne pourrait conclure un traité, une convention ou un accord contraire à l'esprit ou aux principes de la présente Charte.

ANNEXE
AU TEXTE DES AMENDEMENTS PROPOSES

Textes de substitution pour deux des amendements proposés

I. Procédure de vote au Conseil de Sécurité
(Chapitre VI, Section C)

II. Composition du Conseil Economique et Social
(Chapitre IX, Section B)

La Délégation philippine demande que, si les amendements aux paragraphes ci-dessus, qui figurent dans le présent document, ne sont pas acceptés, la Conférence veuille bien examiner les textes suivants:

I

PAGE 8 - Chapitre VI - Le Conseil de Sécurité, SECTION C, Vote.

4. Si le Conseil de Sécurité, par suite d'un vote contraire d'un membre permanent, ne pouvait parvenir à une décision dans les conditions prévues par le paragraphe 3 de cette Section, le cas serait soumis à l'Assemblée Générale. Les décisions de l'Assemblée Générale sur les questions qui lui seraient soumises par le Conseil de Sécurité aux termes du présent paragraphe

764

devraient être acquises par un vote affirmatif à la majorité des trois quarts des voix de l'ensemble des membres.

II

PAGE 18 - Chapitre IX - Dispositions relatives à la coopération économique et sociale sur le plan international
SECTION B - COMPOSITION ET VOTE.

L.7 Le Conseil Economique et Social devrait être composé de représentants de 18 membres de l'Organisation. Les ~~Etats~~ nations destinées à être ainsi représentées devraient être élues par l'Assemblée Générale pour une période de trois ans, étant entendu qu'aucun membre de ce Conseil ne sera investi de deux mandats successifs. Chacune de ces ~~Etats~~ nations aurait un représentant disposant d'une voix. Les décisions du Conseil Economique et Social devraient être prises à la simple majorité des représentants présents et votants. Pour l'élection des membres du Conseil, on adoptera la procédure suivante: 1) six membres seront choisis parmi les nations qui ont atteint le plus haut degré de développement industriel; 2) six membres seront choisis parmi les nations qui ont atteint le plus haut degré de développement agricole; enfin, 3) six membres seront choisis pour représenter les six régions dont la liste figure à la Section A, Chapitre VI, chaque région ayant droit à un siège.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (SPANISH)
G/14 (k)
May 5, 1945

GENERAL

ENMIENDAS QUE LA DELEGACIÓN FILIPINA PROPONE A LAS PROPUESTAS DE DUMBARTON OAKS.

(NOTA -- Para fines de claridad y de conveniencia, se han subrayado todas las inserciones y adiciones que se proponen al texto, y se han tachado con guiones todas las líneas que se desea suprimir. La numeración de las páginas se refiere al texto impreso en español Documento 1 (Spanish) G/1.)

PÁGINA 1. Capítulo I. Fines

2. Fomentar las relaciones de amistad y el espíritu de fraternidad y de igualdad racial entre las naciones y tomar otras medidas adecuadas para fortalecer la paz universal;

II

PÁGINA 1. Capítulo I. Fines

3. Lograr la cooperación internacional en la solución de problemas económicos, culturales, sociales y otros problemas humanitarios internacionales; y

III

PÁGINA 1. Capítulo II. Principios

Para lograr los fines expuestos en el Capítulo I, el Organismo y sus miembros deberían actuar de acuerdo con los principios declarados en la Carta del Atlántico y con los principios siguientes:

IV

PÁGINA 1. Capítulo II. Principios

1. El Organismo se fundamenta en el principio de la igualdad soberana de todas las ~~estados~~ naciones amantes de la paz y respetuosas de la ley.

PÁGINA 2. Capítulo III. Miembros

1. Todos los estados amantes de la paz deberían tener la oportunidad de ser miembros.
Deberían ser miembros del Organismo:
1. Los signatarios originales de esta Carta;
2. Cualquiera otra nación amante de la paz y respetuosa de la ley que pueda admitirse de aquí en adelante de conformidad con las disposiciones de esta Carta.

VI

PÁGINA 2. Capítulo V. La Asamblea General

SECCIÓN A. COMPOSICIÓN. Todos los miembros del Organismo deberían ser miembros de la Asamblea General y cada uno debería tener el número de representantes que prescriba el Estatuto del Organismo un representante en la misma.

VII

PÁGINA 3. Capítulo V. La Asamblea General, SECCIÓN B. FUNCIONES Y AUTORIDAD. 1

la Asamblea ... antes de discutirla o después de hacerlo. La Asamblea General no debería hacer, a iniciativa propia, recomendaciones sobre materia alguna relativa a la conservación de la paz y la seguridad internacionales en que el Consejo de Seguridad estuviere interviniendo.

VIII

PÁGINA 4. Capítulo V. La Asamblea General, SECCIÓN B. FUNCIONES Y AUTORIDAD.

8. La Asamblea General debería recibir y considerar informes anuales y especiales del Consejo de Seguridad e informes de otras dependencias del Organismo.
9. La Asamblea General debería estar investida de autoridad legislativa para promulgar reglamentos de derecho internacional que serían efectivos y obligatorios sobre los miembros del Organismo después de aprobados por una mayoría de votos del Consejo de Seguridad. Si el Consejo de Seguridad no actuare respecto de cualquiera de estos reglamentos dentro de un período de treinta (30) días a partir de su presentación, los mismos deberían ser efectivos y obligatorios, como si los hubiera aprobado el Consejo de Seguridad. En el ejercicio de esta autoridad legislativa la Asamblea General podrá codificar los reglamentos actuales del derecho internacional con los cambios que

la Asamblea estimare convenientes.

IX

PÁGINA 4. Capítulo VI. El Consejo de Seguridad, SECCIÓN A. COMPOSICIÓN.

SECCIÓN A. COMPOSICIÓN. El Consejo de Seguridad debería componerse de un representante de cada uno de once miembros del Organismo. Los representantes de los Estados Unidos de América, del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, de la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas, de la República de China, y oportunamente, de Francia deberían tener asientos permanentes. La Asamblea General debería **elegir seis estados para cubrir los asientos no permanentes. Estos seis** elegir los seis representantes para cubrir los asientos no permanentes sobre la base de regiones geográficas, cada una con derecho a un representante. Estas regiones geográficas serían: (1) América Central y América del Norte, (2) América del Sur, (3) Europa, (4) Africa, (5) Asia Occidental y (6) la Comunidad del Pacífico Occidental. La Asamblea General determinaría qué naciones deberían incluirse en cada región geográfica. Estos seis estados representantes deberían elegirse por un término de dos años, tres de ellos se retirarían cada año, y no podrían sucederse a sí mismos. En la primera elección de los miembros no permanentes, la Asamblea General debería seleccionar tres miembros para servir un término de un año cada uno de ellos, y tres por un término de dos años.

X

PÁGINA 6. Capítulo VI. El Consejo de Seguridad, SECCIÓN C. VOTACIÓN.

3. Las decisiones del Consejo de Seguridad en todos los demás asuntos deberían tomarse por el voto afirmativo de siete miembros incluyendo los votos concurrentes de los miembros permanentes;

3. Las decisiones del Consejo de Seguridad en todos los demás asuntos deberían tomarse por el voto afirmativo de una mayoría de los miembros permanentes y una mayoría de los miembros no permanentes, en votación por separado, disponiéndose que en las decisiones respecto de la Sección A del Capítulo VIII y de la segunda oración del Párrafo 1 de la Sección C del Capítulo VIII, un Estado parte en una disputa debería abstenerse de votar.

XI

PÁGINA 6. Capítulo VI. El Consejo de Seguridad, SECCIÓN C. VOTACION 3.

En todas las decisiones que impliquen el uso de las fuerzas armadas para mantener la paz, se exigirá un voto afirmativo de cuatro quintas partes de los miembros permanentes y tres cuartas partes de los miembros no permanentes del Consejo de Seguridad.

XII

PÁGINA 7. Capítulo VII. Tribunal de Justicia Internacional.

2. El tribunal debería constituirse y funcionar de acuerdo con un estatuto que debería unirse al Estatuto del Organismo y ser parte de éste; disponiéndose, sin embargo, que el tribunal tendrá jurisdicción obligatoria.

XIII

PÁGINA 8. Capítulo VIII. Disposiciones para la conservación de la paz y la seguridad internacionales, incluso la prevención y supresión de la agresión, SECCIÓN B. DETERMINACION DE AMENAZAS A LA PAZ O DE ACTOS DE AGRESIÓN Y ACCIÓN QUE DEBE TOMARSE RESPECTO A ELLOS. 2

decidir cuáles serían las medidas que deberían tomarse para mantener o restaurar la paz y la seguridad. A cualquiera nación se la considerará como amenazadora de la paz, o como agresora, si fuere primera en cometer cualesquiera de los actos siguientes: (1) declarar la guerra contra otra nación; (2) invadir o atacar, previa declaración de guerra o sin ella, al territorio, a los buques o aviones del gobierno de otra nación; (3) imponer sobre otra nación un bloqueo naval, aéreo o terrestre; y (4) inferirse en los asuntos internos de otra nación facilitando armas, municiones, dinero u otros medios de ayuda a cualquier facción, bando o grupo armados, o estableciendo en esa nación agencias para llevar a efecto una propaganda subversiva de las instituciones de esa nación.

XIV

PÁGINA 10. Capítulo VIII. Disposiciones para la Conservación de la Paz y la seguridad internacionales, Incluso la prevención y supresión de la agresión. SECCION B. DETERMINACION DE AMENAZAS A LA PAZ O

DE ACTOS DE AGRESIÓN Y ACCIÓN QUE DEBE TOMARSE RESPECTO A ELLOS. 9

fuerzas armadas puestas a la disposición del Consejo de Seguridad. La Comisión debería componerse de los Jefes de Estado Mayor de todos los miembros permanentes del Consejo de Seguridad o de sus representantes.

XV

PÁGINA 10. Capítulo VIII. Disposiciones para la conservación de la paz y la seguridad internacionales, inclusa la prevención y supresión de la agresión, SECCIÓN B. DETERMINACIÓN DE AMENAZAS A LA PAZ O DE ACTOS DE AGRESIÓN Y ACCIÓN QUE DEBE TOMARSE RESPECTO A ELLOS. 9.

representantes. La Comisión debería invitar a cualquier miembro del Organismo que no estuviere representado permanentemente en ella.

XVI

PÁGINA 11. Capítulo IX. Disposiciones para la cooperación internacional en la solución de los problemas económicos y sociales, SECCIÓN A. PROPÓSITO Y RELACIONES.

SECCIÓN A. PROPÓSITO Y RELACIONES. 1. Con el propósito de crear las condiciones de estabilidad y bienestar necesarias para mantener relaciones de paz y amistad entre las naciones, el Organismo debería facilitar la solución de los problemas de carácter económico, cultural y social y de otros problemas humanitarios internacionales.

XVII

PÁGINA 11. Capítulo IX. Disposiciones para la cooperación internacional en la solución de los problemas económicos y sociales, SECCIÓN A. PROPÓSITO Y Y RELACIONES. 2.

2. Las distintas organizaciones y entidades especializadas de carácter económico, cultural, social y de otra naturaleza tendrían en sus campos respectivos las responsabilidades que estipularan sus estatutos.

XVIII

PÁGINA 11. Capítulo IX. Disposiciones para la cooperación

internacional en la solución de los problemas económicos y sociales, SECCIÓN B. COMPOSICIÓN Y VOTACIÓN.

SECCIÓN B. COMPOSICIÓN Y VOTACIÓN. El Consejo Económico y Social debería componerse de representantes de diez y ocho todos los miembros del Organismo. La Asamblea General debería elegir por términos de tres años los estados que han de tener representación en dicho Consejo. Cada uno de dichos estados debería tener un representante con derecho a un voto. Las decisiones del Consejo Económico y Social deberían tomarse por simple mayoría de votos de los representantes que estuvieran presentes y votaran.

XIX

PÁGINA 12. Capítulo IX. Disposiciones para la cooperación internacional en la solución de los problemas económicos y sociales, SECCIÓN C. FUNCIONES Y AUTORIDAD DEL CONSEJO ECONÓMICO Y SOCIAL. 1.

b. para hacer recomendaciones, a iniciativa propia, con respecto a asuntos económicos, culturales, sociales, y a otros asuntos humanitarios de carácter internacional;

XX

PÁGINA 12. Capítulo IX. Disposiciones para la cooperación internacional en la solución de los problemas económicos y sociales, SECCIÓN D. ORGANIZACIÓN Y PROCEDIMIENTO.

SECCIÓN D. ORGANIZACIÓN Y PROCEDIMIENTO. 1. El Consejo Económico y Social debería establecer una comisión económica, una Comisión Social, una comisión educacional y cultural y las demás comisiones que fueren necesarias. Dichas comisiones deberían estar constituídas por peritos. Debería haber un cuerpo permanente de empleados que debería formar parte de la Secretaría del Organismo.

XXI

PÁGINA 13. Capítulo X. La Secretaría.

3. El Secretario General debería tener derecho a llevar ante el Consejo de Seguridad cualquier asunto que en su opinión amenazare la paz y la seguridad internacionales.

4. Todo miembro del Organismo debería presentar a

la Secretaría, para su registro y publicación, un ejemplar de todo tratado, convención o acuerdo, que haya celebrado con cualquier o cualesquiera otros estados, dentro de un plazo de treinta (30) días a partir de su ratificación por los gobiernos interesados. Ningún tratado, convención o acuerdo será obligatorio a menos que se cumpla con este requisito. Ningún miembro del Organismo debería celebrar tratado, convención o acuerdo alguno que viole el espíritu y los principios de esta Carta Constitucional.

APÉNDICE AL PROYECTO DE ENMIENDAS.

PROPUESTAS ALTERNATIVAS.

I. Sobre el Procedimiento de Votación en el Consejo de Seguridad. (Capítulo VI. Sección C.)

II. Sobre la Composición del Consejo Económico y Social (Capítulo IX, Sección B.)

Se propone que en el caso de no ser aceptables las enmiendas que se proponen acerca de los dos asuntos enumerados en el encabezamiento de este apéndice, se tomen en consideración las siguientes propuestas alternativas:

I

PÁGINA 6. Capítulo VI. El Consejo de Seguridad, SECCIÓN C. VOTACIÓN.

votación.

4. Si el Consejo de Seguridad, por razón de no haber concurrido uno de los miembros permanentes, no pudiere llegar a una decisión de conformidad con el párrafo 3 de esta Sección, el asunto en cuestión debería someterse a la Asamblea General para su decisión final. Las decisiones de la Asamblea General sobre los asuntos que, de conformidad con este párrafo, le sean presentados por el Consejo de Seguridad, deberían tomarse por el voto afirmativo de las tres cuartas partes de todos los miembros.

II

PÁGINA 11. Capítulo IX. Disposiciones para la cooperación internacional en la solución de los problemas económicos y sociales, SECCIÓN B. COMPOSICIÓN Y VOTACIÓN.

SECCIÓN B. COMPOSICIÓN Y VOTACIÓN. El Consejo Económico

y Social debería componerse de representantes de diez y ocho miembros del Organismo. ... los estados las naciones que han de tener representación. La Asamblea General debería elegir por términos de tres años, disponiéndose que ningún miembro de este Consejo podrá servir durante dos términos consecutivos. Cada uno de dichos estados dichas naciones debería tener un representante con derecho a un voto. Las decisiones del Consejo Económico y Social deberían tomarse por simple mayoría de votos de los representantes que estuvieran presentes y votaran. Al hacerse la elección de los miembros del Consejo, debería seguirse el procedimiento siguiente: (1) se elegirían seis miembros de entre las naciones que hayan adquirido el desarrollo máximo industrial; (2) seis miembros de entre las naciones que hayan adquirido el máximo desarrollo agrícola; y (3) seis miembros para representar las seis regiones geográficas que se clasifican en la Sección A, Capítulo VI, reconociéndosele a cada región derecho a un miembro.

The United Nations Conference on International Organization

DOC. 2 (FRENCH)
G/14 (1)
MAY 5, 1945

GENERAL

AMENDEMENTS AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS PRESENTES PAR L'AUSTRALIE

Dans le mémorandum ci-dessous, relatif aux amendements qui doivent être présentés au nom de l'Australie, les propositions ont été réparties entre les quatre Commissions de la Conférence. Le mémorandum ne traite pas des points de pure rédaction.

COMMISSION I (Dispositions générales)

CHAPITRE 1 (Buts)

1. Le paragraphe 2 devrait être amendé de la façon suivante:

"2. Développer les relations amicales entre les nations et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde ainsi qu'à faire régner la justice et le droit dans les affaires internationales."

2. Le paragraphe 3 devrait être amendé de la façon suivante:

"3. Donner le bien-être aux hommes de tous les pays et, à cette fin, réaliser une coopération internationale en vue de résoudre les problèmes économiques, sociaux, culturels et les autres problèmes analogues."

CHAPITRE II (Principes)

3. Le paragraphe 4 devrait être amendé de la façon suivante:

"4. Tous les membres de l'organisation s'abstiendront, dans leurs relations internationales, de recourir aux menaces ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout membre ou de tout Etat, ou de toute autre façon incompatible avec les buts des Nations Unies,

CHAPITRE III (Membres)

4. Texte à amender de la façon suivante:

"Devrait pouvoir faire partie des Nations Unies tout Etat qui accepte les obligations inscrites dans la présente Charte et qui est admis comme membre conformément à celle-ci."

Note:(Il y aura lieu d'adopter une référence précise concernant les membres fondateurs des Nations Unies.)

CHAPITRE IV (Principaux organes)

5. Nouveau paragraphe (d) à insérer (avec les changements entraînés par cette addition):

"(d) Un Conseil Economique et Social".

CHAPITRE XI (Amendements)

6. Le Chapitre XI (Amendements) devrait être amendé de la façon suivante:

"La présente Charte peut être amendée en vertu d'une résolution de l'Assemblée Générale a condition qu'elle soit

(a) adoptée à la majorité des deux-tiers par l'Assemblée Générale, confirmée par la même majorité au cours de la session suivante de l'Assemblée Générale et

(b) approuvée, à chaque occasion, par trois au moins des membres permanents du Conseil de Sécurité.

COMMISSION II (Assemblée Générale)

Chapitre V (Assemblée Générale)

7. Le paragraphe 1 de la Section B (Fonctions et Pouvoirs) devrait etre amendé de la façon suivante: (avec les changements entraînés par cette modification)

"(1) L'Assemblée Générale peut examiner toute question affectant les relations internationales (y compris les principes régissant le désarmement et la réglementation des armements), et présenter à ce sujet toute recommandation qu'elle juge utile. Toutefois, lorsque le Conseil de Sécurité exerce, relativement à un conflit ou à une situation quelconques,les fonctions qui lui sont attribuées par le Chapitre VIII, l'Assemblée Générale ne formulera aucune recommandation concernant ce conflit ou cette situation à moins qu'elle n'y soit invitée par le Conseil de Sécurité.

"(2) Lorsque le Conseil de Sécurité commence à exercer ses fonctions relativement à un conflit ou à une situation quelconques, de même que lorsqu'il a cessé de le faire, le Secrétaire Général en informe immédiatement l'Assemblée par l'intermédiaire de son Président. Le Président de l'Assemblée Générale peut, à un moment quelconque, inviter le Secrétaire Général à faire rapport sur l'état d'un conflit quelconque ou sur le développement d'une situation quelconque au Conseil de Sécurité. Si l'Assemblée Générale, statuant à la majorité des trois-quarts, et après avoir examiné le rapport du Secrétaire Général, émet l'avis que le Conseil de Sécurité a cessé d'exercer ses fonctions relativement à ce conflit ou à cette situation, elle peut formuler à leur sujet toute recommandation qu'elle juge utile."

8. Le paragraphe(2) devrait etre amendé de la façon suivante:

"(2) L'Assemblée Générale peut admettre de nouveaux membres dans les Nations Unies. Toutefois, elle ne pourra pas, sans une recommandation du Conseil de Sécurité dans ce sens, admettre un Etat qui, postérieurement au 1er septembre 1939, s'est trouvé à un moment quelconque, en guerre avec l'un des membres des Nations Unies."

9. La dernière phrase du paragraphe (3) devrait être amendée de la façon suivante:-

"L'Assemblée Générale peut exclure des Nations Unies tout membre qui violerait délibérément un principe ou un engagement quelconques inscrit dans la présente Charte."

10. La seconde phrase du paragraphe (4) devrait être amendée de la façon suivante: (avec introduction, au Chapitre X, des changements entraînés par cette modification)

"Elle peut élire le Secrétaire Général des Nations Unies, mais cette élection doit être confirmée par une majorité de sept membres du Conseil de Sécurité ** et par une majorité de dix membres du Conseil Economique et Social."

** Si l'amendement proposé au paragraphe 20 ci-dessous est accepté, l'allusion à "une majorité de sept membres" du Conseil de Sécurité deviendra inutile dans le présent amendement.

11. Le paragraphe 5 devrait être amendé ainsi qu'il suit:

"L'Assemblée Générale dirigera la préparation du budget des Nations Unies par le Secrétaire Général, elle pourvoiera à l'examen du budget par un organe consultatif expert en la matière, elle approuvera le budget et répartira les dépenses entre les membres des Nations Unies."

776

12. Le paragraphe (6) devrait être amendé ainsi qu'il suit:

"L'Assemblée Générale ordonnera des études et formulera des recommandations en vue -

(a) de redresser les situations de nature a nuire au bien-être général;

(b) de réaliser, notamment par l'entremise du Conseil Economique et Social lorsqu'il y aura lieu, une coopération internationale dans les domaines politique, économique, social, culturel et autres, dans l'intérêt du bien-être de l'homme, et

(c) de favoriser le développement et la revision des règles et des principes du droit international."

13. Après le paragraphe (2) de la Section C, insérer le nouveau paragraphe suivant:

"(3) Un membre des Nations Unies se verra retirer le droit de voter lors d'une élection à une vacance dans les sièges non permanents du Conseil de Sécurité si -

(a) en vertu du paragraphe (4) de la Section A du Chapitre VI **, il est lui-même inéligible au Conseil de Sécurité, ou

(b) sa contribution aux dépenses des Nations Unies est en retard d'une période à déterminer par l'Assemblée Générale."

** dans le texte amendé qui est proposé, voir le paragraphe (19) ci-dessous.

CHAPITRE IX (Dispositions relatives à la coopération économique et sociale sur le plan international)

14. Le paragraphe 1 de la Section (A) devrait être amendé de la façon suivante:

"En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires au maintien de relations amicales et pacifiques entre nations, les Nations Unies devront ordonner des études ininterrompues des conditions économiques et sociales; il leur incombera de faciliter la solution des problèmes internationaux, économiques, sociaux, culturels et autres problèmes analogues, ainsi que de favoriser le règne du respect des droits de l'homme et l'observation par tous les membres des libertés fondamentales. La responsabilité de ces tâches sera confiée a l'Assemblée Générale et, sous son autorité, à un Conseil Economique et Social".

15. A la fin de la Section A, insérer les nouveaux paragraphes suivants:-

"(3) Tous les membres des Nations Unies s'engagent à prendre des mesures sur le plan national comme sur le plan international en vue d'assurer à tous les peuples, y compris le leur, de meilleures conditions de travail, une plus grande prospérité économique, la sécurité sociale, et du travail pour ceux qui en recherchent. En vertu de cet engagement, ils conviennent de prendre les mesures appropriées à cet effet par l'intermédiaire de l'Assemblée Générale, du Conseil Economique et Social, de l'Organisation Internationale du Travail et de tels autres organismes qui pourront être affiliés aux Nations Unies.

"(4) Tous les membres des Nations Unies s'obligent à présenter chaque année un rapport à l'Assemblée Générale au sujet des mesures qu'ils ont prises pour donner effet à l'engagement inscrit au paragraphe (3) et, d'une façon générale, sur les mesures qu'ils ont prises relativement aux recommandations du Conseil Economique et Social."

16. Le paragraphe 1 de la Section C devrait être amendé de la façon suivante:

"(1) Le Conseil Economique et Social aura le pouvoir :

(a) de mettre à exécution, dans la limite de ses fonctions, les recommandations de l'Assemblée Générale;

(b) de formuler, de sa propre initiative, des recommandations à l'Assemblée Générale ou aux membres des Nations Unies, à titre individuel, concernant des questions économiques, sociales, culturelles et autres questions analogues, sur le plan international, en vue d'améliorer le bien-être de l'homme.

(c) de recevoir et mettre à l'étude les rapports des organismes et offices de caractère économique, social ou autre, mis en relation avec les Nations Unies, ou de coordonner leurs activités par le moyen de consultation avec ces organismes ou offices, et de recommandations à eux adressées.

(d) de provoquer, en vue d'atteindre les objectifs d'ordre économique et social envisagés dans la présente Charte, la conclusion de conventions (sous réserve toujours de la ratification des membres des Nations Unies conformément à leur droit constitutionnel) relatives à des questions qui ne sont du domaine d'aucun des organismes ou offices mis en relation avec les Nations Unies.

(e) d'examiner les budgets administratifs de ces organismes ou offices spécialisés en vue de leur présenter des recommandations.

(f) de convoquer, par l'entremise du Président de l'Assemblée Générale, dans le cas où surviendraient des circonstances qui, de l'avis du Conseil Economique et Social, créeraient un danger économique, tous les membres des Nations Unies ou tel de ses membres qu'il paraîtrait nécessaire, en vue d'examiner et de recommander des mesures destinées à sauvegarder et à atteindre les objectifs économiques et sociaux de la présente Charte;

(g) de fournir des renseignements au Conseil de Sécurité par l'entremise du Secrétaire Général;

(h) d'aider le Conseil de Sécurité sur la demande de celui-ci, et

(i) de remplir toutes autres fonctions, dans les limites générales de sa compétence, qui pourraient lui être assignées par l'Assemblée Générale.

17. Au paragraphe 1 de la Section D, insérer la phrase de début suivante:

"Le Conseil Economique et Social sera organisé de façon à pouvoir fonctionner de manière ininterrompue, chaque Etat membre de ce Conseil devant être représenté en permanence au siège des Nations Unies."

Trusteeship territorial

Nouveau chapitre proposé

18. Insérer le nouveau chapitre ci-après:

"Chapitre ___ (Peuples dépendants)

1. Tous les membres des Nations Unies auxquels il incombe d'administrer des territoires dépendants reconnaissent, relativement à ces territoires, le principe du trusteeship, à savoir que l'objet principal de cette administration est le bien-être des peuples dépendants ainsi que leur développement économique, social et politique.

2. Tout membre des Nations Unies administrant un territoire dépendant quelconque auquel s'applique le présent paragraphe, s'engage à présenter des rapports sur son administration de ce territoire à une Commission d'experts, de caractère consultatif, qui sera créée par l'Assemblée Générale ou en vertu de l'autorité de celle-ci. Cette Commission tiendra les Nations

Unies au courant, par l'intermédiaire du Conseil Economique et Social, du bien-être et du développement des peuples des territoires auquel s'applique le présent paragraphe.

3. Les territoires auquels le paragraphe 2 s'applique seront proclamés soit par un acte volontaire de la part du membre qui les administre ou par l'Assemblée Générale après examen des recommandations formulées par une ou plusieurs conférences, réunies spécialement à cet effet par les Nations Unies, des membres chargés de l'administration de territoires dépendants.

4. L'Assemblée Générale peut autoriser l'acceptation de mandats conférés par les Nations Unies en vue de l'administration de territoires particuliers par un membre qui sera spécifié dans chaque cas.

5. Les termes du mandat seront définis dans chaque cas par un accord entre l'Assemblée Générale et l'Etat mandataire et comporteront le principe du Trusteeship tel qu'il est défini au paragraphe 1 ainsi que l'obligation de faire un rapport prévu au paragraphe 2.

6. Le paragraphe 2 ne s'appliquera pas aux bases ou régions situées dans des territoires dépendants mais que l'Assemblée Générale, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, déclare présenter une importance spéciale au point de vue du maintien de la paix et de la sécurité internationale.

7. L'Assemblée Générale, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, peut supprimer, dans les mandats existants, les restrictions d'ordre militaire qui, à son avis, nuisent à la sécurité du territoire sous mandat ou des Nations Unies en général.

COMMISSION III (Conseil de Sécurité)

Chapitre VI (Conseil de Sécurité)

19. La Section A. (Composition) devrait être amendée de la façon suivante:

"(1) Le Conseil de Sécurité comprendra onze membres appartenant aux Nations Unies.

(2) Les Etats-Unis d'Amérique,
La Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord,
L'Union des Republiques Soviétiques Socialistes,
La République de Chine,
La République Française,
seront membres permanents du Conseil

(3) L'Assemblée Générale élira six membres aux sièges non permanents. Ces membres seront choisis parmi les Etats membres qui par la contribution militaire qu'ils ont apportée à la cause de la sécurité mondiale se sont montrés capables et désireux d'assumer des responsabilités importantes en matière de sécurité ou qui sont désireux et, en raison de leur situation géographique par rapport à des régions d'une importance stratégique primordiale, sont capables d'apporter une contribution importante au maintien de la paix et de la sécurité internationale.

(4) Aucun membre ne pourra être élu à un siège non permanent s'il n'a, dans les deux années de l'entrée en vigueur de la présente Charte, ou dans le délai que le Conseil de Sécurité aura jugé raisonnable, contracté un engagement spécial en conformité avec les dispositions du paragraphe 5 de la Section B du Chapitre VIII.

(5) La durée du mandat des six membres du Conseil de Sécurité élus aux sièges non permanents sera de deux ans. Néanmoins, trois des membres originaux, à tirer au sort immédiatement après la première élection, ne resteront en fonctions qu'une année seulement.

(6) Aucun membre sortant du Conseil de Sécurité ne pourra être réélu pour un nouveau mandat succédant immédiatement au précédent sans l'autorisation de l'Assemblée Générale.

(7) Chaque membre du Conseil de Sécurité sera représenté au sein de ce Conseil par une personne que ce membre nommera de temps à autre."

2e. La Section C (Vote) devrait être amendée de la façon suivante :

"(1) Chaque membre du Conseil de Sécurité disposera d'une voix.

(2) Sauf disposition contraire expressément prévue, les décisions du Conseil de Sécurité sont prises à la majorité de sept membres.

(3) Dans les décisions du Conseil de Sécurité relevant de la Section A du Chapitre VIII ou du premier paragraphe de la Section C du même Chapitre VIII, une partie à un différend s'abstiendra de voter.

(4) En vertu de la Section B du Chapitre VIII, toute décision du Conseil de Sécurité exige une majorité de sept membres comprenant les cinq membres permanents. En vertu du paragraphe 2 de la Section C du Chapitre VIII, toute décision du Conseil de Sécurité exige une majorité de sept membres comprenant au moins trois des membres permanents."

Chapitre VIII (Maintien de la paix et de la sécurité internationales)

21. Le paragraphe 5 de la Section A devrait être amendé de la façon suivante :

"(5) A n'importe quel stade de l'évolution d'un différend relevant du paragraphe 3 ci-dessus, le Conseil de Sécurité peut recommander aux parties telle procédure ou conditions de règlement qui lui semblent justes."

22. Le paragraphe 6 de la Section A devrait être modifié de la façon suivante , sous réserve de l'adoption de l'amendement proposé au paragraphe 29 ci-dessous :

"(6) Dans les cas pertinents, le Conseil de Sécurité veillera à ce que la Cour internationale de justice soit saisie en vertu du paragraphe 4 du Chapitre VII; d'une façon générale, il appartiendra au Conseil de Sécurité d'utiliser au maximum les services de la Cour dans le règlement des différends de caractère juridique, dans les consultations dont il peut avoir besoin au sujet des questions juridiques soulevées par d'autres différends et dans l'établissement de faits contestés."

23. Après le paragraphe 6 de la Section A, insérer le nouveau paragraphe (avec les modifications qui découlent de cette insertion):

"(7) Si le Conseil de Sécurité déclare que la continuation d'une situation risque de mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales, il disposera des mêmes pouvoirs, relativement à cette situation, que si elle avait déjà donné lieu à un différend."

24. Le paragraphe 1 de la Section B devrait être amendé de la façon suivante :

"(1) Si le Conseil considère que l'échec de la tentative

de régler un différend par les procédures prévues au paragraphe 3 de la Section A ou par les recommandations qu'il a formulées en vertu du paragraphe 5 de la Section A, constitue une menace au maintien de la paix et de la sécurité internationales, il fixera, conformément aux objectifs et aux principes des Nations Unies, de justes conditions pour le règlement du différend et prendra toutes les mesures nécessaires pour exécuter ce règlement et maintenir la paix et la sécurité internationales."

25. Après le paragraphe 2 de la Section B, insérer le nouveau paragraphe ci-après:

"(3) Si une situation exigeant des mesures préventives ou coercitives relevant du paragraphe 1 et du paragraphe 2 ci-dessus a été provoquée par une question qui, selon le Droit International, ne concerne que la juridiction interne de l'Etat intéressé, le Conseil ne formulera pas de recommandations ni ne prendra de décision pouvant entraver la légitime liberté d'action de cet Etat, mais il prendra, conformément à la présente section, telles mesures préventives ou coercitives exigées par le maintien ou le rétablissement de la paix et de la sécurité internationales."

26. Le paragraphe 5 de la Section B devrait être amendé de la façon suivante :

"(5) Afin que tous les membres des Nations Unies puissent contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales, ils s'engagent à mettre à la disposition du Conseil de Sécurité, à la demande de celui-ci, et conformément à l'accord spécial ou aux accords qu'ils auraient pu conclure entre eux, les forces armées, les facilités et l'aide nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cet accord ou ces accords devraient fixer le nombre et la nature de ces forces, ainsi que le genre de facilités et d'aide à fournir. Un tel ou de tels accords devraient être négociés à la diligence du Conseil de Sécurité et devraient être conclus entre le Conseil de Sécurité et les membres ou les groupes de membres. Ils devraient être négociés aussitôt que possible, et devraient, dans chaque cas, être soumis à la ratification des Etats signataires selon leur droit constitutionnel.

27. La première phrase du paragraphe 6 de la Section B devrait être amendée ainsi qu'il suit :

"(6) Afin de permettre aux Nations Unies de prendre d'urgence des mesures d'ordre militaire, des forces aériennes nationales ou des contingents mixtes devraient être tenus à leur disposition immédiate en vue de mesures concertées de coercition internationale."

28. Après la Section C, insérer la nouvelle section ci-après;

"Section D : Autres arrangements visant à maintenir la paix

et la sécurité internationales.

Si le Conseil de Sécurité ne prend pas de mesures lui-même et ne permet pas que des mesures soient prises en vertu d'un arrangement ou d'un mécanisme régional en vue de maintenir ou de rétablir la paix internationale, aucune disposition de la présente Charte ne sera considérée comme abrogeant le droit des parties à contracter tout arrangement compatible avec la présente Charte ou d'adopter toute mesure paraissant juste et nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales en vertu de cet arrangement."

COMMISSION IV (Organisation judiciaire)

CHAPITRE VII - Cour de Justice Internationale

29. Le paragraphe 4 devrait être amendé ainsi qu'il suit :

"4) Tous les membres des Nations Unies seront ipso facto parties au statut de la Cour de justice internationale et reconnaîtront comme obligatoire, entre eux, et sans accord spécial à cet effet, la juridiction de la Cour en matière de différends juridiques spécifiés dans le statut et sous réserve des termes et conditions qui y sont inscrits.

30. Les nouveaux paragraphes ci-après devraient être insérés:

" Tous les membres des Nations Unies s'engagent à se soumettre à toute décision de la Cour de justice internationale qui les concerne.

" Tous les membres des Nations Unies s'engagent à ne contracter aucun accord incompatible avec la présente Charte et conviennent que celle-ci aura pour effet d'abroger tout accord, présent ou futur, conclu entre eux et qui serait incompatible avec la Charte.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/14(m)
May 5, 1945

GENERAL

AMENDEMENTS PRESENTES PAR LA DELEGATION DE L'IRAN
AU PROJET DE DUMBARTON OAKS

Préface

La nécessité d'etablir une paix solide et durable ne peut donner lieu à nul doute. Les bases d'une telle paix ont été jetées par les plans de Dumbarton Oaks, élaborés par les quatre Puissances invitantes. Pour donner à ces plans un caractère plus universel, presque tous les Etats participant à la conférence de San Francisco ont présenté leurs points de vue. La Délégation Iranienne animée du désir d'y apporter sa collaboration présente les amendements ci-dessous et espère que ses suggestions seront prises en considération et que l'oeuvre accomplie par la conférence sera une oeuvre solide, durable et universelle.

CHAPITRE I

BUTS

Rédiger le paragraphe 1 de la façon suivante:
1. "Maintenir la paix et la sécurité internationales sur les bases du droit, de la justice et des principes de droit international . . ."

Intercaler un nouveau paragraphe entre les paragraphes 3 et 4 dans les termes suivants:
"Sauvegarder l'intégrité territoriale et l'indépendence des Etats membres."

CHAPITRE II

PRINCIPES

Rédiger le paragraphe 4 de la manière suivante:
"Tous les Etats membres de l'organisation s'abstiendront, dans leurs relations internationales, d'intervenir, soit directement soit indirectement, dans les affaires intérieures des autres Etats et de recourir aux menaces, etc.

CHAPITRE V

L'ASSEMBLEE GENERALE

SECTION B - Fonctions et pouvoirs:

Remplacer le dernier alinea du paragraphe 1 par l'alinea suivant:
"L'Assemblée Générale pourra tounours attirer l'attention du Conseil sur un différend ou toutes situations capables de mettre en danger la paix et fixer un délai adéquat durant lequel le Conseil devra se prononcer sur la question qui lui a été soumise. Si à l'expiration de ce délai le Conseil ne parvient pas à se prononcer l'Assemblée pourra s'en saisir et donner la suite qu'elle comporte."

CHAPITRE VI

LE CONSEIL DE SECURITE

SECTION A - Composition

Remplacer la section A par les termes suivants:
"Le Conseil de Sécurité sera composé de représentants de quinze membres de l'Organisation, à raison d'un par membre. Les représntants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, de la République de Chine et de la France, auront des sièges permanents. L'Assemblée Générale désignera dix Etats pour occuper les sièges non-permanents. Ces dix Etats devront être élus pour une période de deux ans, cinq d'entre aux se retirant chaque année. Ils ne seront pas immédiatement rééligibles. A la première élection des membres non-permanents, cinq seront choisis par l'Assemblée Générale pour une période d'un an, et cinq pour une période de deux ans."

SECTION C - Vote

Rédiger cette Section comme suit:
1. "Chaque membre du Conseil de Sécurité devra avoir une voix."
2. "Les décisions du Conseil de Sécurité sur toutes les questions seront prise à la majorité de 9 voix sous cette reserve que, pour les décisions visées au Chapitre VIII, Section A, et dans la deuxième phrase du paragraphe I, du Chapitre VIII, Section C, une partie à un différend devrait s'abstenir de voter."

CHAPITRE VII

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

La délégation iranienne se prononce pour la compétence obligatoire de la Cour Internationale de Justice dans les termes proposés par le Comité de Juristes des Nations-Unies réuni au Washington, D. C.

CHAPITRE VIII

ARRANGEMENTS POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALE" Y COMPRIS LA PREVENTION ET LA REPRESSION DE L'AGRESSION

SECTION A - Règlement Pacifique des différends.

Ajouter un second alinéa au paragraphe 4 dans les termes suivants:
"Toute atteinte portée à l'intégrité territoriale ou à l'indépendence d'un Etat membre constitue une menace pour le maintien de la paix et de la Sécurité internationale."

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS RELATIVES A LA COOPERATION ECONOMIQUE ET SOCIALE SUR LE PLAN INTERNATIONAL'

SECTION B -

Remplacer la Section B par les termes suivants:
"Le Conseil Economique et Social sera composé de représentants de dix-huit membres de l'Organisation. Les Etats destinés è être ainsi représentés seront élus par l'Assemblée Générale pour une période de trois ans. Six d'entre eux se retirant chaque année. Ils ne seront pas immédiatement rééligible. A la première élection six seront choisis pour, une période d'un an, six pour une période de deux ans et six pour une période de trois ans . . ."

CHAPITRE XII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Ajouter les paragraphes suivants:
"Tout traité ou engagement international conclu par un membre de l'organisation devra être immédiatement enregistré par le sécrétariat et publié par lui aussitôt que possible."
"Un Comité de Juristes qualifiés sera constitué afin de proceder à la codification du 'droit international'".

* * *

Il est hautement souhaitable de créer un Institut de Coopération intellectuelle en vue d'établir une meilleure compréhension entre les differentes nations.

* * *

Il est à souhaiter que l'organisation donne une définition claire et précise de "Agresseur". Cette definition devra être inscrite dans la charte.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/14 (n)
May 7, 1945

GENERAL

AMENDEMENTS SOUMIS PAR LA DELEGATION D'ETHIOPIE AUX PROPOSITIONS POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE CONVENUES A LA CONFERENCE DES QUATRE PUISSANCES A DUMBARTON OAKS ET SUPPLEMENTEES PAR LA CONFERENCE DE YALTA.

La Délégation d'Ethiopie a l'honneur de soumettre à la Conférence des Nations Unies, pour étude, les projets d'amendements suivants aux propositions de Dumbarton Oaks. Toutes les citations se réfèrent au Doc. 1 G/1 des propositions.

CHAPITRE II

Page 2, paragraphe 2

Ce paragraphe pourrait être numéroté 2A et un paragraphe supplémentaire 2B serait insére avec le texte suivant :

" Tous les membres de l'Organisation s'engagent à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de chaque membre de l'Organisation."

Page 2, paragraphe 3

Ligne 13, les mots "sur la base du respect de la Justice, des Traités et de la Loi Internationale" seraient ajoutés après les mots "ne sont pas en danger."

CHAPITRE VI

Section C

Page 2, paragraphe 3.

Ligne 10 - 'Insérer les mots "et Section B, paragraphe 3" après les mots "Chapitre VIII, Section A."

OBSERVATIONS

Bien que la Délégation d'Ethiopie estime que le droit de veto devrait en principe être proscrit, surtout si l'on envisage l'éventualité qu'un ancien ennemi soit un jour élu membre du Conseil de Sécurité, elle trouve néanmoins que l'on pourrait arriver à un accord général sur la possibilité de prendre des mesures diplomatiques, économiques et autres ne comportant pas le recours à la force armée.

Section D

Page 10, paragraphe 5

Ligne 16, insérer les mots "sur la même base que l'autre ou les autres parties au différend." après les mots "ayant trait à ce différend."

CHAPITRE VIII

Section A

Page 12, paragraphe 2

Lignes 1 et 2, les mots "à l'attention de" seraient remplacés par le mot "devant" et après les mots "Conseil de Sécurité", ajouter les mots "pour telles mesures qu'il jugera* appropriées."

Page 12, paragraphe 3

Ce paragraphe pourrait être modifié comme suit :

" Les parties à un différend dont la prolongation semble devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales devront s'engager à en rechercher la solution par voie de négociation, de médiation, de conciliation, d'arbitrage ou de règlement judiciaire, ou d'autres moyens pacifiques de leur choix. Le Conseil de Sécurité enjoindra aux parties de régler leur différend par de tels moyens, s'il décide que ces différends sont de nature à compromettre, en se prolongeant, le maintien de la paix et de la sécurité sans préjudice, cependant, de l'adoption de toutes autres mesures de règlement que le Conseil de Sécurité pourrait, à un moment quelconque, juger nécessaires.

OBSERVATIONS

Cette modification semble nécessaire pour éviter de créer une situation dans laquelle le Conseil se verrait obligé

*[Corrigendum voir p.791]

de retarder l'examen d'un différend de nature à mettre en danger la paix et la sécurité internationales jusqu'à ce que les négociations directes, la médiation, la conciliation, l'arbitrage, le règlement judiciaire aient échoué.

Section B

Page 14, paragraphe 2

Ligne 2, ajouter à ce paragraphe une phrase conçue comme suit:

" Tant qu'un différend sera sujet à la procédure des paragraphes 3, 4 et 5 de la présente Section, les parties au différend ne devront recourir à aucune mesure d'ordre militaire et le Conseil de Sécurité prendra les mesures qu'il jugera nécessaires pour s'acquitter de cette obligation."

CHAPITRE IX

Section C

Page 20

Ajouter un paragraphe 2, conçu comme suit:

" Tout membre de l'Organisation participera à la discussion et au vote pour toute question déférée au Conseil Economique et Social lorsque le Conseil jugera que les intérêts de ce membre de l'Organisation sont en jeu."

Ajouter un autre Chapitre, sous le No. XIII, comprenant les deux paragraphes suivants :

" 1. Tout traité ou engagement international conclu à l'avenir par l'un des membres devra être enregistré immédiatement au Secrétariat et publié par lui le plus vite possible. Ces traités ou engagements internationaux ne seront valides qu'autant qu'ils auront été enregistrés.

" 2. Tous les membres, conjointement et solidairement, conviennent que la présente Charte doit être considérée comme abrogeant toutes les obligations ou conventions inter se que l'Assemblée Générale aura jugées incompatibles avec les termes de la Charte. Ils s'engagent, en outre, solennellement à ne conclure par la suite aucun engagement incompatible avec les termes de la Charte et ne se prévaudront d'aucune disposition d'engagements internationaux quelconques qui puisse porter préjudice aux obligations assumées par eux aux termes de la présente Charte."

The United Nations Conference on International Organization

GENERAL

Doc. 2 (FRENCH)
G/14 (n) (a)
May 8, 1945

ERRATA AU DOCUMENT 2 (FRENCH) G/14 (n) : AMENDEMENTS PRESENTES PAR LA DELEGATION D'ETHIOPIE

A la onzième ligne de la page 2 du document ci-dessus, les mots "qu'il jugera" doivent être remplacés par les mots "qu'ils jugeront".

A la dixième ligne de la page 3 du même document, remplacer les mots "paragraphes 3, 4 et 5 de la présente section" par les mots: "paragraphes 3, 4 et 5 de la section A".

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/14 (o)
[illegible] 1945.

GENERAL

MEMORANDUM DE LA DELEGATION DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE CONCERNANT LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS POUR UNE ORGANISATION INTERNATIONALE.

27 février 1945

I

Le 12 septembre 1944, le Ministère des Affaires Etrangères de la République Dominicaine a adressé à l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Ciudad Trujillo, en réponse à une communication du 13 juillet de la même année, le mémorandum suivant dans lequel sont exposés les points essentiels concernant directement l'organisation internationale devant faire l'objet des conversations de Dumbarton Oaks.

"1. L'extension au monde entier des principes, normes et pratiques qui forment aujourd'hui la politique de bon voisinage adoptée par le Gouvernement des Etats-Unis dans ses relations avec les autres pays d'Amérique, et la consécration définitive de la même politique en tant que doctrine fondamentale des relations internationales.

"2. La réaffirmation et l'application stricte du principe de la non-intervention tel qu'il a été reconnu dans les assemblées internationales des Etats américains et mis en pratique à l'époque actuelle par la politique de bon voisinage du Gouvernement des Etats-Unis.

"3. Une organisation mondiale de la paix, de la justice et de la sécurité tenant compte, comme le Gouvernement des Etats-Unis l'a exprimé par différentes voies, des liens particuliers qui unissent les républiques américaines et trouveront leur traduction la plus exacte dans la création d'une ligue des nations américaines.

"4. La reconnaissance expresse de l'égalité de toutes

les nations, grandes ou petites, dans l'organisation qui est créée, en vue d'assurer la paix, de telle façon que le conseil composé des quatre grandes nations et d'un nombre suffisant d'autres états - selon la suggestion du Président Roosevelt - puisse assurer aux petites nations un droit de participation égale aux activités de cet organisme selon un système de roulement équitable.

"5, La reconnaissance du principe de l'égalité d'accès aux marchés qui, du fait de la situation géographique et de la nature de la production de ces marchés, peut comporter un traitement équitable pour un nombre déterminé de pays sans entraîner de préférence parmi eux.

Le même mémorandum ajoutait encore ceci:

"Le Gouvernement de la République Dominicaine présentera toutes autres suggestions ou observations concernant les principes, les organes, les procédures, la juridiction, la compétence ou toute autre question, après avoir été informé des résultats des conversations de Dumbarton Oaks ou à tout moment qui paraîtra propice par rapport à l'organisation d'après-guerre."

II

Le programme de la Conférence Inter-américaine sur les problèmes de la guerre et de la paix contient la suggestion suivante:

"II. Etude des problèmes ayant trait à l'organisation internationale pour le maintien de la paix et la sécurité collective. a) Organisation mondiale. b) Développement du système inter-américain actuel et coordination de ce système avec l'organisation mondiale."

En ce qui concerne le premier point, c'est-à-dire l'organisation mondiale, qui est la question principale traitée dans le présent mémorandum, le Gouvernement de la République Dominicaine considère que les propositions formulées en conclusion des conversations de Dumbarton Oaks constituent indubitablement un noble effort pour créer un système international présentant les garanties nécessaires pour le maintien et le renforcement de la paix et de la sécurité. Considérant cet effort et sans perdre de vue la tendance constante et évidente de la politique étrangère de la République d'agir dans un esprit de coopération sincère avec celle des Etats-Unis d'Amérique, la seule nation du nouveau monde prenant part aux réunions de Dumbarton Oaks, le Gouvernement dominicain approuve en principe les propositions sus-mentionnés au sujet desquelles il présente,

néanmoins, les observations suivantes:

1) L'exposé des buts de l'organisation internationale qu'on chercher à créer est présenté de façon satisfaisante au premier chapitre des Propositions. Toutefois, en ce qui concerne le paragraphe 3, il serait été bon d'indiquer, comme moyen efficace de réaliser la coopération internationale, en vue de la solution des problèmes économiques et sociaux, la nécessité de l'existence de l'égalité de traitement et de l'adoption de procédés justes et équitables dans le commerce international, idées que la République Dominicaine a expressément préconisées à la Conférence des Nations Unies sur l'alimentation et l'agriculture.

2) Quant aux principes d'après lesquels l'organisation internationaleet ses membres devraient agir d'un commun accord afin d'atteindre les buts exposés dans les Propositions, le Gouvernement dominicain pense, avec le Comité Juridique, que l'expression "égalité souveraine" employée par les auteurs des propositions de Dumbarton Oaks dans l'expression du premier de ces principes, comporte la garantie que le domaine de l'application de ces droits essentiels à la permanence de la personnalité juridique de l'Etat, ne sera pas violé . En bref, ce concept forme la base du mémorandum transmis, comme il a été indiqué ci-dessus, le 12 septembre 1944, par le Ministère Dominicain des Affaires Etrangères aux Etats-Unis d'Amérique, et il constitue l'un desprincipes américains du droit international inscrits dans les propostions adoptées par la Conférence des Juristes à Rio de Janeiro en 1937.

En fait, l'on est fondé à dire que de la notion d'égalité souveraine des Etats procède la nécessité d'une organisation internationale et que toutes les obligations que ces Propositions entraînent pour les Etats membres sont infiniment liées à ce principe essentiel et tout spécialement l'obligation concernant l'abstention,de la part de chaque Etat, de toute intervention dans les affaires d'un autre, abstention qui ne prendrait fin qu'au bénéfice de l'Organisation Internationale et uniquement dans la mesure et dans l'étendue qui résultent de la réserve déjà exprimée au sujet des droits essentiels de chaque membre.

D'autre part, ainsi que le Comité Juridique l'a également indiqué, il serait souhaitable que le second des principes inscrit dans ces Propositions soit complété par la réaffirmation du principe général de la bonne foi dans l'observation des traités. La politique de bon voisinage, adoptée par le Gouvernement des Etats-Unis dans ses relations avec les autres pays d'Amérique, et les principes fondamentaux du panaméricanisme, reposent sur l'observation de ce précepte qui de-

vrait faire partie des fondements mêmes de l'organisation internationale envisagée.

La règle pacta sunt servanda devrait être inscrite dans ce qui vient d'être déclaré ci-dessus, cette règle qui, à la troisième réunion des Ministres des Affaires Etrangères des Républiques Américaines, a fait l'objet d'une déclaration élogieuse et a une portée si essentielle lorsqu'il s'agit de questions relatives aux frontières entre Etats.

3) Dans les Propositions visant l'établissement de l'organisation internationale sus-mentionnée on déclare que tous les Etats pacifiques devraient avoir la possibilité de devenir membres de cette organisation. Il est donc souhaitable d'exprimer le caractère universel mais non obligatoire de cette institution.

En pratique cela n'entraine pas de conséquences graves car les Etats, outre qu'ils se sentiront moralement obligés, tiendront compte, d'abord, des avantages que leur apportera leurs participation à l'organisation internationale et ensuite des inconvenients qui resulteraient pour eux du fait qu'ils se seraient imaginés que leur retrait de l'organisation pourrait donner de la vigueur à une volonté contraire aux buts essentiels et aux principes fondamentaux de la communauté des nations libres du globe.

Il serait opportun toutefois de préciser le caractère général de l'organisation en déclarant clairement que tous les Etats seront invités à participer à sa creation et, à ses activités, reserve faite d'un régime special qui sera temporairement appliqué aux Etats ennemis actuels.

4) Il est dit, dans les Propositions de Dumbarton Oaks, que l'organisation comportera, comme "organes principaux" une Assemblée Générale, un Conseil de Sécurité, une Cour Internationale de Justice et un Secretariat ainsi que des organismes subsidiaires.

S'il n'y a pas d'objection sur la composition de l'Assemblée Générale, il n'en va pas de même pour ce qui est de celle du Conseil de Sécurité.

Sans aucun doute, la nécessité de conferer une efficacité maximum aux décisions du Conseil et de leur assurer l'appui le plus effectif conseille d'octroyer un caractère permanent, au moins pendant la periode de debut de l'organisation, aux sièges reserves aux quatre nations dont les grands efforts ont permis d'empêcher le règne de la force sur toute l'étendue du monde et, le moment venu, à la France. Mais il n'est pas

moins certain que ce système n'exclut pas et qu'au contraire il implique la possibilité d'une plus grande collaboration au sein du Conseil de Sécurité des autres nations également désireuses que l'ordre juridique international soit établi, qu'il existe et qu'il persiste sur des bases indestructibles.

Se fondant sur cette double considération le Gouvernement Dominicain estime devoir présenter certains amendements concernant la question traitée dans le présent mémorandum.

Quant au premier de ces amendements, il serait opportun de voir s'il existe sur le continent américain une autre nation qui, à divers égards, et en particulier au point de vue des efforts déployés pour amener la cause des Nations Unies à une fin victorieuse, se trouve dans une situation de responsabilités et de sacrifices identique ou analogue à celle des Nations auxquelles les propositions de Dumbarton Oaks attribuent des sièges permanents. Cet examen aurait pour but de lui faire accorder, en ce cas, le même traitement que ces nations ou une situation identique au Conseil.

La seconde suggestion concerne les sièges non permanents. Sur ce point, il serait juste de formuler la proposition qu'un tiers au moins des sièges non permanents au Conseil de Sécurité soit attribué aux nations d'Amérique Latine, soit que le nombre des sièges soit porté à neuf ou dix, ce qui semble préférable, ou soit que le nombre actuellement prévu reste inchangé. Une telle mesure entraînerait non seulement la prise en considération du grand nombre de ces nations, de leur signification politique, sociale, économique, mais aussi, et tout spécialement, de ce qu'elle représente pour l'existence et le développement de l'esprit international que est si indispensable à la vie et au fonctionnement de l'Organisation projetée.

L'expérience de la Société de Nations créée par le Traité de Versailles en 1919, est favorable à la dernière de ces suggestions: en effet, aux termes d'une résolution prise par l'Assemblée le 8 septembre 1926, le nombre des membres du Conseil tel que l'avait constitué le Traité fut porté de six à neuf. Outre l'attribution de trois de ces sièges non permanents aux Etats d'Amérique Latine, cette décision reconnue conformément à la pratique de la Société des Nations, l'un de ces sièges était destiné à la représentation des Etats d'Amérique Centrale et des Antilles.

5) Un point qui présente une importance primordiale pour les buts élevés et le bon fonctionnement de l'Organisation Internationale à laquelle se réfère ce mémorandum concerne les rapports qui doivent exister entre l'Assemblée Générale et le Conseil de Sécurité.

Si, comme conséquence de ce que nous avons exposé par ailleurs, il est vrai qu'il est nécessaire de créer un Conseil de Securité doué des attributs et pouvoirs nécessaires pour qu'il puisse inspirer le respect des principes constituant la base de l'Organisation Internationale, il n'en est pas moins vrai que ce Conseil doit etre amené à l'opportunité et à la nécessité de reconnaitre d'une maniere aussi large que possible le caractère d'assemblée délibérante que la nature même de l'Assemblée Générale semble exiger.

On doit accorder au Conseil de Securité des attributs et des pouvoirs qui soient en rapport avec la responsabilité considerable qu'il assume dans le maintien de la paix et de la legalité internationales; mais on ne doit pas considérer que cela constitue de la part de l'Assemblée une délégation en faveur du Conseil de Securité, de la totalité ou des plus importants des pouvoirs qui lui sont dévolus. C'est dans ce sens qu'on doit comprendre le Chapitre VI, Section B, paragraphe 1.

D'un autre coté,même en acceptant la forme actuelle des Propositions, la République Dominicaine considère que les formules qu'elles emploient pour exposer les attributs de chacun des organismes et pour exprimer les rapports qui doivent exister entre eux, doivent être specifiquement et clairement determinés. Cela est tout particulièrement vrai lorsqu'il s'agit du sens et de la portée du mot "recommandation" qui figure dans la liste des attributs de l'Assemblée et du Conseil de Securité. Dans l'un et l'autre cas, on estime qu'il est desirable de préciser que les recommandations n'auront pas le pouvoir d'abolir ou de diminuer la capacité de l'organisme qui les recevra, mais qu'elles constitueront seulement des avis ou des propositions qui devront etre formulées dans certains cas comme mesure préalable à l'action que fera l'organisme auquel elles s'addressent. Par conséquent, lorsque ces cas se presenteront, il est donc opportun d'indiquer sans équivoque la nature inévitable de l'obligation incombant à l'organisme qui a le devoir de transmettre ces avis ou de formuler ces propositions.

6) On a jugé tout particulièrement nécessaire de rendre plus claire et de déterminer avec précision la regle établie par le Chapitre V, Section B, paragraphe 1 des Propositions de Dumbarton Oaks, en adoptant a cet effet le criterium posé par le Comite Juridique dans le premier paragraphe de ces commentaires sur les principales fonctions et les principaux attributs de l'Assemblée Générale, ainsi que dans les paragraphes suivants.

7) Dans la liste de sanctions énumérées dans ces Propositions comme applicables aux membres qui enfreindraient les principes établis par laCharte, figure l'expulsion de ses membres.

Il semble opportun de supprimer ces sanctions car, d'une part le caractère de l'Organisation Internationale doit être universel en principe, et d'autre part, la suspension de l'exercice des droits et privilèges inhérents à la participation à l'Organisation Internationale, associée aux sanctions que prévoit le Chapitre VIII. Section B, paragraphe 3, des Propositions ci-dessus mentionnées, permettraient tout au moins d'obtenir tous les effets de l'expulsion sans offrir aucun de ses aspects regrettables.

8) Pour les nations sincèrement et profondément intéressées comme l'est la République Dominicaine, au maintien de la règle du droit dans les relations entre Etats, il est évident que l'Organisation Générale en question doit avoir à sa disposition les forces armées pour défendre l'existence de l'ordre juridique international.

Il serait donc nécessaire de choisir, pour ce faire, un système qui en pratique remplirait les conditions exposées par l'Organisation Internationale, sans oublier pour cela qu'une action coercitive par la force armée dépendrait exclusivement de l'avis d'un nombre d'Etats relativement minime, et que, par conséquent, il serait désirable de spécifier aussi exactement que possible dans la Charte de l'Association quelles sont les conditions qui caractérisent une agression par les armes. En fait, il est souhaitable que le but que cherchent à atteindre les Propositions de Dumberton Oaks ne puissent pas créer parmi les membres de l'Organisation une crainte quelconque, surtout parmi les petits Etats, qu'on puisse revenir dans un proche avenir à ce que l'on a appelé "le droit d'intervention".

Il est possible d'exercer une police internationale efficace sans porter atteinte aux principes fondamentaux d'égalité entre nations en employant des forces militaires qui appartiennent à tous les Etats désireux de maintenir la paix, mais qui seraient mises à la disposition de l'Organisation Internationale à créer. A cet effet, les accords spéciaux appropriés, peuvent être aisément négociés, car il ne semble pas qu'il y ait nécessité, tout au moins pour le présent, de créer une armée internationale.

9) Le Chapitre VII des Propositions traite de l'établissemen d'une Cour Internationale de Justice et, au cours des réunions tenues à Dumberton Oaks, les projets établis démontrent nettement la tendance à élargir l'importance de cette Cour.

A tous les points de vue et surtout si l'on maintient les caractéristiques attribuées par les Propositions, qui font du Conseil de Sécurité l'autorité suprême dans l'Organisation

Internationale, il conviendra de conférer à la Cour de Justice la plus grande participation possible qui soit compatible avec la haute signification qui lui est spécialement dévolue pour le maintien de la paix et de la sécurité.

A cet égard, il convient d'insister, ainsi que l'a fait le Comité Juridique dans ses commentaires, sur le fait qu'"aucune décision n'a été prise sur le point de savoir si tel ou tel différend relève ou non d'un reglement juridique; il est hors de doute que la Conférence de Dumbarton Oaks a ajourné cette question pour en réserver le reglement au Statut de la Cour."

L'importance de ce point est essentielle lorsqu'on étudie le rôle qui devait être attribué à la Cour Internationale dans l'Organisation mondiale et, pour cette raison, le Gouvernement dominicain adhère à l'opinion suivante exprimée par le Comité de Juristes:

"Néanmoins, étant donné que la juridiction de la Cour sera établie par la Charte elle-même, il semblerait opportun d'ajouter une clause déclarant que la détermination de sa propre juridiction sera formulée dans le Statut de la Cour. Si les controverses susceptibles de recevoir une solution décisive désignent des litiges ou un conflit surgi parmi les Etats sur leurs droits respectifs et si, par conséquent, de par leur nature même, de tels conflits sont susceptibles d'être résolus par l'application des principes du droit, la Cour doit être compétente pour décider quels litiges doivent être inclus dans cette catégorie. D'une manière générale, tous les litiges que les parties ne peuvent résoudre elles-mêmes doivent être soumis à la Cour. Si la Cour refuse d'exercer sa juridiction, en fondant ce refus sur l'opinion que ce différend n'admet pas une solution judiciaire, le litige devra être déféré au Conseil de Sécurité, auquel il appartiendra de prendre une décision finale".

Par conséquent, rien ne justifie l'établissement d'une règle qui laisserait à la Cour le soin de traiter des affaires de nature politique, mais la chargerait de se prononcer sur la nature juridique des différends que les parties intéressées ne peuvent résoudre par elles-mêmes. En effet, la détermination du criterium qui doit servir à différencier les questions juridiques et politiques est aussi importante que délicate et difficile, et c'est la Cour elle-même qui doit avoir autorité de déterminer sa propre compétence.

L'Article XIII du pacte de la Société des Nations tenait compte de ce que nous venons d'indiquer au sujet de ce criterium, car au lieu d'établir une regle d'ordre général, les auteurs du Pacte ont préféré formuler les suggestions suivantes, qui laissent un très large champ d'action à la procédure judiciaire: "Parmi ceux qui sont généralement susceptibles d'une

solution arbitrale ou judiciaire, on déclare tels les différends relatifs à l'interprétation d'un traité, à tout point de droit international, à la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international, ou à l'étendue ou à la nature de la réparation due pour une telle rupture."

Cependant, il se présente une complication dont on doit tenir compte: il s'agit des cas qui nécessitent des mesures immédiates, et dont le reglement est réservé au Conseil de Sécurité. En l'occurrence, l'élément dominant semble bien être l'urgence, mais, même en pareil cas, la Cour doit être protégée dans toute la mesure possible afin qu'elle puisse examiner la question et conformément à la compétence qui lui est reconnue.

Le point délicat réside en ceci que le soin de déterminer les cas qui exigent des mesures immédiates incombera au Conseil, et à ce sujet, il ne semble pas que les Propositions de Dumbarton Oaks aient prévu le moindre contrôle.

Finalement, ainsi que l'indique le Comité de Juristes, il conviendrait que le protocole annexé au Statut de la Cour Permanente Internationale de Justice - qui est actuellement un traité indépendant - soit incorporé dans la Charte. De cette façon, cet Acte continuerait à être en vigueur, avec telles modifications qui pourraient sembler désirables.

10) Un autre point d'une importance considérable dans les Propositions de Dumbarton Oaks concerne la règle de procédure de vote à l'Assemblée Générale. D'après ces Propositions, les décisions les plus importantes seront prises à la majorité des deux-tiers et les autres à la majorité simple des membres présents et votant, sous réserve des exceptions instituées par la Charte (Chapitre V, Section C, paragraphe 2).

La règle adoptée par le Pacte de 1919 était la même que celle qui préside aux Conférences diplomatiques: l'unanimité, sauf dans des cas dûment précisés. Néanmoins, il est évident que cette règle rend fréquemment impossible l'adoption des décisions nécessaires; c'est pour cela qu'on devrait adopter l'innovation proposée, sans toutefois dissimuler le moins du monde le fait qu'il est souhaitable d'adopter une proportion plus grande à la place de la majorité des deux-tiers, ce qui permettra de continuer les avantages de deux systèmes et d'atténuer les quelques aspects moins heureux qu'ils contiennent l'un et l'autre.

Quant à la coopération internationale pour la solution des problèmes économiques et sociaux, il serait souhaitable que

la Charte contienne des dispositions permettant de déterminer la situation ultérieure des organismes qui dépendent, à l'heure actuelle, de la Société des Nations, tel que le Bureau International du Travail et tels autres dont le fonctionnement a donné des résultats appréciables.

En outre, il serait souhaitable de préciser la question de savoir si le Conseil Economique et Social qu'on propose d'instituer va prendre en charge toutes les fonctions qui appartiennent actuellement à ces organismes et à ceux qui ont été créés à la suite d'autres Conférences importantes tenues pendant la guerre actuelle.

12) Il convient de noter que la procédure de vote du Conseil de Sécurité n'a pas encore été déterminée, et que les Propositions de Dumbarton Oaks déclarent dans leur note finale qu'il reste encore à examiner plusieurs autres questions. On peut donc compter que les Propositions relatives à ces procédés de vote et aux autres questions viendront en temps utile.

EN RESUME, le Gouvernement dominicain approuve en principe les Propositions de Dumbarton Oaks sur lesquelles il a l'honneur de faire les suggestions suivantes:

A. Afin d'assurer la collaboration internationale dans le reglement des problèmes économiques et sociaux (Chapitre I, paragraphe 3), on devrait stipuler dans la Charte de l'Organisation Internationale la nécessité de l'égalité de traitement et de l'adoption de procédures justes et équitables en matière de commerce international.

B. Le second des principes énoncés dans les Propositions (Chapitre II, paragraphe 2) devrait être complété par la réaffirmation du principe de la bonne foi dans l'observation des traités à propos desquels sera dûment consacrée la regle pacta sunt serganda, regle d'une importance fondamentale particulièrement dans les questions de frontières entre Etats.

C. Le caractère général de l'Organisation devrait être défini de la manière la plus précise (Chapitre III, paragraphe 1); à cette fin tous les Etats devraient etre invités à participer à la création et au fonctionnement de l'Organisation à l'exception du système spécial qui sera temporairement appliqué aux Etats actuellement ennemis.

D. On devrait prévoir dans la Charte de l'Organisation une collaboration plus importante aux travaux du Conseil de Sécurité des Nations qui ne sont pas désignées dans le projet sous le titre de membres permanents dudit Conseil; à

cet effet, on devrait déterminer si, dans le continent américain, cette qualité de membre permanent sera attribuée à quelque autre nation en raison de considérations diverses et, particulièrement, de ses efforts en faveur de la victoire de la cause des Nations Unies (Chapitre VI, Section A).

E. Afin d'assurer une plus grande collaboration des Etats qui ne sont pas membres permanents du Conseil de Sécurité (Chapitre VI, Section A), le nombre des membres non permanents devrait être élevé de neuf à dix.

F. Etant donné le nombre des Etats d'Amérique latine, et pour tenir compte particulièrement de leur grande importance politique, sociale et économique, et du rôle qu'ils ont joué dans la création et le développement de l'esprit international, on devrait accorder à ces Etats au moins un tiers du nombre des sièges non permanents au Conseil de Sécurité (Chapitre VI, Section A).

G. On devrait étudier l'amendement au Chapitre VI, Section B, paragraphe 1, afin que les pouvoirs à accorder au Conseil de Sécurité, si l'on désire que l'Organisation projetée soit efficace, soient conciliés avec le caractère délibératif de l'Assemblée Générale. Cependant, si l'on ne voit pas l'opportunité de cet amendement, il serait en tout cas souhaitable de fixer avec une plus grande précision les attributions spéciales de ces organismes, en particulier aux deux points de vue suivants: a) la validité qu'on doit donner aux recommandations de l'Assemblée Générale ou du Conseil de Sécurité, puisque le projet n'indique pas si elles seront ou non de nature impérative; b) la nature impérative qui doit être conférée aux obligations de l'Organisme qui aura pour devoir de formuler des avis ou des propositions.

H. On devrait préciser les dispositions du Chapitre V, Section B, paragraphe 1, et tout particulièrement les harmoniser avec l'opinion formulée par les Comités de Juristes au début de ses commentaires sur les fonctions et les devoirs principaux de l'Assemblée Générale.

I. Pour les raisons expliquées plus haut, l'exclusion ne devrait pas figurer au nombre des sanctions dont le projet prévoit l'application aux membres qui auront enfreint les principes de la Charte (Chapitre V, Section C)

J. Les tâches de police internationale devraient être accomplies par les forces militaires appartenant à tous les Etats intéressés au maintien de la paix, mais mises à la disposition de l'Organisation Internationale; à cet effet, il

faudra conclure des accords spéciaux; à moins qu'à l'époque actuelle la création d'une armée internationale ne puisse sembler souhaitable (Chapitre VIII, Section B, paragraphes 4 et suivants).

K. Dans la Charte de l'Organisation Internationale, on devrait accorder à la Cour Internationale de Justice la plus grande participation possible qui soit compatible avec sa haute signification spéciale pour le maintien de la paix et de la sécurité. En particulier, il conviendrait de déterminer que cette Cour aura pleine capacité pour décider si tel litige relève ou non d'un règlement judiciaire. En outre, le Statut de la Cour Internationale de Justice devrait être incorporé dans la Charte.

L. On devrait prendre en considération l'opportunité d'adopter pour les décisions plus importantes à prendre (conformément au Chapitre V, Section C, paragraphe 2), une plus grande proportion de voix que la majorité des deux-tiers.

M. Dans la Charte de l'Organisation Internationale, on devra déterminer la situation future des organismes dépendant actuellement de la Société des Nations, tel que le Bureau International du Travail, qui fonctionne avec un succès notable; en outre, on devrait préciser si le Conseil Economique et Social absorbera ou non toutes les fonctions de ces organismes et des autres organismes qui auraient pu être créés par les Conférences tenues au cours de la guerre actuelle.

Mexico, 27 février 1945

(Signé) M.A. PEÑA BATTLE
Président de la Délégation de la
République Dominicaine
à la Conférence Interaméricaine sur les
problèmes de la guerre et de la paix

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (SPANISH)
G/14 (o)
May 5, 1945

GENERAL

MEMORÁNDUM DE LA DELEGACIÓN DOMINICANA A LA CONFERENCIA SOBRE PROBLEMAS DE LA GUERRA Y DE LA PAZ RELATIVO AL PROYECTO DE DUMBARTON OAKS

27 de febrero de 1945

El 12 de septiembre de 1944, la Secretaría de Estado de Relaciones Exteriores de la República Dominicana dirigió a la Embajada de los Estados Unidos de América en Ciudad Trujillo, para referirse al que, el 13 de julio del mismo año, había recibido de ésta, un Memorándum en el cual se encuentra expuesto, como criterio sobre los puntos básicos que directamente se relacionan con la organización internacional que tenían como objeto las conferencias de Dumbarton Oaks, lo siguiente:

"1. La extensión al mundo entero de los principios, las normas y las prácticas que constituyen actualmente la política del Buen Vecino adoptada por el Gobierno de los Estados Unidos en sus relaciones con los demás países de América, y la consagración definitiva de la misma política como doctrina fundamental de las relaciones internacionales.

"2. La reafirmación y estricta aplicación del principio de no intervención, tal como ha sido reconocido en las asambleas internacionales americanas y como lo realiza en la práctica actualmente la política de Buena Vecindad del Gobierno de los Estados Unidos.

"3. La organización universal de la paz, la justicia y la seguridad, teniendo presente, según lo ha expresado por diferentes vías el Gobierno de los Estados Unidos, los especiales vínculos que unen a las Repúblicas Americanas, los cuales pueden alcanzar su más adecuado instrumento con la creación de la Liga de Naciones Americanas.

"4. El expreso reconocimiento de la igualdad de todas las naciones, grandes o pequeñas, en la organización que se cree para asegurar la paz, de tal modo que en el Consejo de las cuatro naciones mayores y un adecuado número de las demás --sugerido por el Presidente Roosevelt--, se asegure a las naciones menores idéntica vocación para participar en los trabajos de dicho organismo, de acuerdo con un equitativo sistema de rotación.

"5. El reconocimiento de la igualdad de acceso a los mercados que por su situación geográfica y en razón de las características de su producción puedan otorgar un tratamiento equitativo a determinado número de países sin preferencias entre ellos."

A ello se agregaba, por el mismo Memorándum, que:

"El Gobierno de la República Dominicana hará cualquier otra sugestión y observación, tanto en materia de principios de organismos, de procedimiento, de jurisdicción, de competencia o de cualquier otro asunto, después de conocer los resultados de las conversaciones que se llevan a cabo en Dumbarton Oaks, o cuando sea oportuno, en relación con la organización mundial de postguerra."

II

El programa de la Conferencia Interamericana sobre Problemas de la Guerra y de la Paz contiene la siguiente indicación:

"II. Examen de los problemas relativos a la organización internacional para el mantenimiento de la Paz y de la Seguridad colectiva. (a) Organización Mundial. (b) Fomento del actual Sistema Interamericano y su coordinación con la organización mundial."

En cuanto al primer punto, esto es, el relativo a la organización mundial, que es el que interesa al presente Memorándum, el Gobierno de la República Dominicana considera que los proyectos formulados por las conferencias de Dumbarton Oaks constituyen, sin duda alguna, un elevado esfuerzo para crear un sistema internacional que ofrezca las garantías necesarias para el mantenimiento y el fortalecimiento de la Paz y de la Seguridad. Debido a ello, y sin perder de vista la constante y evidente tendencia de la política exterior de

la República a actuar en plano de sincera cooperación con la de los Estados Unidos de América, única de las Naciones del Nuevo Mundo que participó en las reuniones de Dumbarton Oaks, el Gobierno Dominicano aprueba en principio el referido proyecto, con respecto al cual formula, sin embargo, las observaciones siguientes:

(1) La exposición de los fines de la organización internacional cuyo establecimiento se persigue se hace de manera satisfactoria en el capítulo del proyecto. Se considera, no obstante, que, en cuanto al apartado 3, hubiera sido conveniente indicar, como eficiente medio para el logro de la cooperación internacional en la solución de los problemas económicos y sociales, la necesidad de la existencia de la igualdad de tratamiento y de la adopción de procedimientos justos y equitativos en el comercio internacional, por lo cual la República Dominicana abogó, de manera decidida, en la Conferencia de las Naciones Unidas sobre Alimentación y Agricultura.

(2) En lo que concierne a los principios de acuerdo con los cuales la organización internacional y sus miembros deberán actuar para el logro de los fines expuestos en el proyecto, estima el Gobierno Dominicano con el Comité Jurídico, que la expresión "igualdad soberana" empleada por los autores de las proposiciones de Dumbarton Oaks al exponer el primero de aquellos principios, contiene una garantía de que no se verá invadida la esfera reservada a los derechos esenciales para la subsistencia de la personalidad jurídica de los Estados. Tal concepto forma, en síntesis, la base del Memorándum dirigido, como se ha dicho, el 12 de septiembre de 1944, por la Cancillería dominicana a la Embajada de los Estados Unidos de América, y constituye uno de los principios americanos de Derecho Internacional, incorporados en los proyectos aprobados por la Conferencia de Jurisconsultos de Río de Janeiro, en 1927.

Se puede decir que, en efecto, de la igualdad soberana de los Estados surge la necesidad de la organización internacional y que todas las obligaciones que el proyecto de que se trata señala a los Estados miembros de aquélla se encuentran estrechamente relacionados con dicho principio esencial, especialmente, la obligación que entraña la exclusión de toda intervención por un Estado en los asuntos de otro, exclusión que no cesaría sino en beneficio del organismo internacional y solamente en la medida y con el alcance determinados por la reserva ya enunciada de los derechos esenciales de cada miembro.

Por otra parte, como también lo expresa el Comité Jurídico, sería conveniente que el segundo de los principios enunciados en las mencionadas propuestas fuese completado con la reafirmación del principio general de la buena fe en la observancia de los tratados. La política del Buen Vecino, adoptada por el Gobierno de los Estados Unidos en sus relaciones con los demás países de América y las normas fundamentales del Panamericanismo, descansan sobre la observancia de ese principio, el cual debe encontrarse en la base misma de la organización internacional que se proyecta.

En lo que acaba de ser anotado, deberá encontrar su consagración la regla pacta sunt servanda, que ha sido objeto, en la Tercera Reunión de Consulta de los Ministros de Relaciones Exteriores de las Repúblicas americanas, de una plausible declaración, y que tiene, especialmente, en materia de límites de los Estados, un alcance esencial.

(3) En las proposiciones para el establecimiento de la organización internacional a que se hace referencia, se expresa que todos los Estados amantes de la paz deberían tener la oportunidad de ser miembros de dicha organización. Por ello, se ha querido exponer el carácter universal aunque no obligatorio de ésta.

Lo último no entrañará, en la práctica, graves consecuencias porque los Estados considerarán, además de la existencia de una obligación moral, en primer lugar, los beneficios que podrían derivar de su participación en la organización internacional, y, en segundo lugar, la desventaja que, para ellos, crearía la presunción de que su alejamiento de la organización conlleve la existencia de una voluntad contraria a los fines esenciales y a los principios fundamentales de la comunidad de los pueblos libres del universo.

Sería aconsejable, sin embargo, que se expresara de manera más precisa el carácter general de la organización disponiéndose, para ello, claramente, que todos los Estados serían invitados a participar en el establecimiento y en el funcionamiento de aquella, salvo el régimen especial que correspondería, temporalmente, a los actuales Estados enemigos.

(4) En el proyecto de Dumbarton Oaks se expone que el organismo tendrá, como "cuerpos principales", una

Asamblea General, un Consejo de Seguridad, un Tribunal Internacional de Justicia y una Secretaría, además de las dependencias subsidiarias.

Si, en cuanto a la composición, de la Asamblea General, ninguna objeción parece procedente, no sucede lo mismo en lo que concierne a la del Consejo de Seguridad.

Ciertamente, la necesidad de que las decisiones del Consejo estén rodeadas de la mayor eficacia y tengan el respaldo más efectivo, aconseja que se atribuya carácter permanente, a lo menos en el período inicial de la organización, a los puestos que se reservan a las cuatro naciones que mayores esfuerzos han realizado para impedir que el imperio de la fuerza subsista y se extienda sobre el mundo y, oportunamente, a Francia; pero, no es menos cierto que ello no excluye sino que, al contrario, implica que se contemple una mayor colaboración, en el seno del Consejo de Seguridad, de las demás naciones que se encuentran igualmente empeñadas en que el orden jurídico internacional se establezca, exista y subsista sobre bases inquebrantables.

Debido a la doble consideración que acaba de ser expuesta, el Gobierno Dominicano cree conveniente sugerir determinadas enmiendas en la materia de que se trata.

Para la primera de ellas, habría que considerar si en el continente americano alguna otra nación se encuentra, desde diversos puntos de vista y, especialmente, desde el relativo al esfuerzo realizado para conducir a un fin victorioso la causa de las Naciones Unidas, en la misma o en análoga condición de responsabilidad y de sacrificio que las naciones a las cuales se atribuyen, en el proyecto, sitiales permanentes; y esto, con el fin de que se consagre, en su favor, si procediera, igual tratamiento o idéntica situación en el Consejo.

La segunda sugestión se refiere a los puestos no permanentes. En relación con ello, sería procedente formular la proposición de que se atribuya a las naciones latinoamericanas a lo menos la tercera parte de los puestos no permanentes en el Consejo de Seguridad, sea que se aumente el número de los miembros que tengan este carácter, a nueve o a diez, como parece preferible, o sea que no se altere el número actualmente previsto para ellos. Tal medida correspondería, no solamente a la consideración de lo numeroso de dichas naciones y a su significación política, social y

económica, sino también y sobre todo, a lo que ellas representan para la existencia y para el desarrollo del espíritu internacional que es tan esencial a la vida y al funcionamiento de la organización que se proyecta.

Los antecedentes de la Sociedad de las Naciones instituída por el Tratado de Versalles de 1919, son favorables a la última de las sugestiones formuladas. En efecto, por resolución de la Asamblea, tomada en fecha 8 de septiembre de 1926, el número de los miembros del Consejo escogibles por aquella fué llevado de seis hasta nueve. Además de que se atribuyeron a los Estados de la América Latina tres de esos sitiales no permanentes, se reconoció, a lo menos en la práctica de la Sociedad, que uno de esos puestos correspondería a la representación de los Estados de América Central y Antillana.

(5) Un punto de capital importancia para los elevados fines y para el conveniente funcionamiento de la organización internacional a que se contrae el presente Memorándum, es el constituído por las relaciones que deben existir entre la Asamblea General y el Consejo de Seguridad.

Si es cierto, como se desprende de lo que ha sido expuesto en otro lugar, que se estima necesaria la creación de un Consejo de Seguridad con atribuciones y facultades suficientes para imponer el respeto de los principios que servirán de base a la organización internacional, no es menos cierto que ello debe ser conciliado, de la manera más amplia posible, con la conveniencia y con la necesidad de reconocer, en favor de la Asamblea General, el carácter deliberativo que parece requerir su propia naturaleza.

Al Consejo de Seguridad deben ser conferidas atribuciones y facultades de acuerdo con su considerable responsabilidad en la conservación de la paz y del orden jurídico internacionales; pero, ello no puede ser apreciado como constitutivo de una delegación de la Asamblea General, en favor de aquel organismo, de todos o de los más importantes poderes que deben corresponderle. En tal sentido, debiera entenderse el número 1 del apartado B) del capítulo VI en las proposiciones de Dumbarton Oaks.

Por otra parte, aún tomando el proyecto tal cual es, procedería sugerir que las fórmulas o expresiones que en él se emplean para exponer las atribuciones de cada uno de aquellos organismos o para expresar las relaciones que entre ellos deberán existir sean precisadas y aclaradas. Esto es especialmente así en lo que se refiere al valor y al alcance de la

palabra recomendación que figura en la enumeración de las atribuciones de la Asamblea, lo mismo que en las del Consejo de Seguridad. En ambas situaciones, se considera conveniente que se exprese que las recomendaciones no tendrán el valor de suprimir o de disminuir la capacidad que corresponde al organismo que las debe recibir y constituirán solamente elevadas opiniones o proposiciones que en determinados casos deberán ser presentadas como requisito previo a la actuación del organismo que las reciba. En estos casos, convendría, por consiguiente, que se indicara de manera inequívoca el carácter ineludible que tiene la obligación existente a cargo del organismo a quien corresponda emitir esas opiniones o hacer esas proposiciones.

(6) Especialmente, se estima que sería necesario aclarar y precisar la regla establecida por el número 1 del apartado B), capítulo V, de las propuestas de Dumbarton Oaks, adoptando para ello el criterio establecido por el Comité Jurídico en el párrafo inicial de sus comentarios sobre las funciones y atribuciones principales de la Asamblea General, lo mismo que en los párrafos que siguen a aquél.

(7) Entre las sanciones que figuran en las proposiciones de que se trata, para ser aplicadas a los miembros que infrinjan los principios establecidos en los Estatutos de la Organización, se encuentra la exclusión de aquellos del seno de la Asociación.

Parece aconsejable que dicha sanción sea suprimida debido a que, por una parte, el carácter de la organización internacional debe ser, en principio, universal y, por otra parte, la suspensión del ejercicio de los derechos privilegios inherentes a la condición de miembro del organismo, unida a las sanciones que figuran en el número 3 del apartado B), capítulo VIII, de las proposiciones susodichas, asegurarían, a lo menos, todos los efectos de la expulsión sin presentar los inconvenientes de ésta.

(8) Es evidente, para las naciones interesadas, como la República Dominicana, sincera y profundamente, en el mantenimiento del reino del Derecho en las relaciones de los Estados, la necesidad de que la organización general de que se trata pueda disponer de fuerzas armadas para defender la existencia del orden jurídico internacional.

Sería, pues, necesario escoger, para ello, un sistema que, en la práctica, pueda satisfacer las necesidades de la organización internacional, sin que se olvide que dependiendo la acción coercitiva armada del parecer exclusivo de un número de Estados relativamente reducido, conviene que

se establezca, con la mayor precisión posible, en el Estatuto de la Asociación, los casos en que aquella acción pueda ser ejercida, lo mismo que las condiciones que caracterizan la agresión armada. Es, en efecto, aconsejable que el fin perseguido por las proposiciones de Dumbarton Oaks no envuelva causa alguna de temor para los miembros del organismo y, especialmente, para los pequeños Estados, de que se retorne a lo que, en época no lejana, fué designado como "derecho de intervención".

La policía internacional podría ejercerse, con suficiente eficacia, y sin peligro para los principios fundamentales en que descansa la igualdad de las naciones, por fuerzas militares que pertenezcan a todos los Estados interesados en el mantenimiento de la paz pero que se encuentren a disposición de la organización internacional que va a ser estructurada. Para esto, serían celebrados los convenios especiales correspondientes sin que parezca aconsejable, en la actualidad, a lo menos, la creación de un Ejército Internacional propiamente dicho.

(9) El capítulo VII de las proposiciones se encuentra consagrado al establecimiento de un Tribunal Internacional de Justicia y, en los planes que se elaboraron en las reuniones de Dumbarton Oaks, se haya virtualmente consignado el propósito que en ellas dominó de extender la importancia de dicho Tribunal.

Desde todo punto de vista, y sobre todo en el caso de que se mantenga definitivamente el carácter que se ha atribuído, en las propuestas, al Consejo de Seguridad, como organismo al cual corresponde la autoridad suprema en la organización internacional, sería procedente conferir al Tribunal de que se trata la mayor participación posible, compatible con su propia y elevada significación, en el mantenimiento de la paz y la seguridad.

En este sentido, conviene subrayar, como lo hace el Comité Jurídico en sus mencionados comentarios, que "nada se ha determinado con respecto a la decisión de si esta o aquella controversia es o no susceptible de solución judicial, debiendo entenderse sin duda que la Conferencia de Dumbarton Oaks pospuso esta cuestión para que fuese reglamentada por el Estatuto de la Corte".

La importancia del punto así presentado, es esencial para las consideraciones que se han hecho acerca del papel

que debiera ser atribuído al Tribunal Internacional en la organización mundial y, debido a ello, el Gobierno Dominicano se adhiere al criterio que expone el referido Comité en el párrafo siguiente:

> "Sin embargo, supuesto que en la Carta misma habrá de establecerse la jurisdicción de la Corte, parecería conveniente que se añadiese una cláusula en la que se haga referencia al Estatuto de la Corte para la determinación de su jurisdicción. Si por "controversias susceptibles de solución judicial", quiere significarse las disputas en que hay un conflicto entre los Estados sobre sus respectivos derechos y que, por consiguiente, son por su propia naturaleza susceptibles de decisión mediante la aplicación de los principios de derecho, en ese caso la Corte debería ser competente para decidir cuáles son las disputas que habrán de quedar incluídas en esa categoría. Hablando en general, todas las disputas que las partes no puedan resolver por sí mismas, deberían someterse a la Corte. Si ésta declina su jurisdicción, fundándose en que la controversia no admite solución judicial, entonces la disputa debería llevarse ante el Consejo de Seguridad para su decisión final."

No se sostiene, pues, que se debe establecer como regla que a la Corte corresponda el conocimiento de los asuntos de carácter político, sino que es ella la que deberá decidir acerca del carácter judicial o nó de las disputas que las partes no puedan resolver por sí mismas. En efecto, la fijación del criterio que deba servir para diferenciar lo judicial de lo político es obra tan importante como delicada y difícil, y es al Tribunal a quien debe ser atribuída la determinación de su propia competencia.

En el artículo 13 del Pacto de la Sociedad de las Naciones, se tuvo en cuenta lo que se acaba de anotar en cuanto al aludido criterio puesto que, lejos de establecer una regla general en la materia, los autores del Pacto prefirieron formular las siguientes indicaciones que dejan abierto un amplísimo campo al procedimiento judicial: "Entre los que son generalmente susceptibles de una solución arbitral o judicial, se declaran los diferendos relativos a la interpretación de un tratado, a todo punto de derecho internacional, a la realidad de todo hecho que, si se encontrare establecido, constituiría la ruptura de un compromiso internacional, o a la

extension o a la naturaleza de la reparación debida por dicha ruptura".

Se presenta, sin embargo, una complicación que habría que tener en cuenta: es la que constituyen los casos que exijan acción, reservados al conocimiento del Consejo de Seguridad. En esos casos, la urgencia parece ser el elemento dominante; pero, aún en dicha situación, la Corte debiera ser amparada del asunto, desde que fuere posible, para que lo examine de acuerdo con su competencia.

Lo delicado de este aspecto es que es al Consejo a quien corresponderá determinar cuáles son los casos que exijirán acción y, con respecto a esto, no parece existir, en el proyecto de Dumbarton Oaks, control alguno.

Es aconsejable, por último, como lo indica el Comité Jurídico, que el Protocolo anexo al Estatuto de la Corte Permanente de Justicia Internacional, que es, en la actualidad, un Tratado independiente, sea incorporado a la Carta de la Organización General que se proyecta. La vigencia de aquel acto continuaría así pero, con las modificaciones que conviniera hacerle.

(10) Otro punto de considerable importancia en las propuestas de Dumbarton Oaks es el que se refiere a la regla que deberá dominar la votación en la Asamblea General. Según dichas propuestas, salvo las excepciones que se establezcan en la Carta, las decisiones más importantes serán tomadas por mayoría de dos terceras partes y, las otras, por simple mayoría de los votantes (Apartado C, número 2, del capítulo III).

La regla adoptada por el Pacto de 1919 fué la misma que la que domina en las conferencias diplomáticas: la de la unanimidad, salvo excepciones debidamente establecidas. Es evidente, sin embargo, que esta regla imposibilita frecuentemente que se adopten deseables o necesarias decisiones y es por ello por lo que procedería aceptar la innovación propuesta, sin que esto impida que se pondere la conveniencia de que, en lugar de los dos tercios de los votantes se adopte una proporción mayor, lo que permitiría asociar las ventajas de ambos sistemas y disminuir sus inconvenientes respectivos.

(11) En lo relativo a la cooperación internacional en la solución de los problemas económicos y sociales, sería aconsejable que la Carta de la Organización Internacional

a que se hace referencia contuviera las disposiciones necesarias para determinar la futura situación de organismos dependientes, en la actualidad, de la Sociedad de las Naciones, tales como la Oficina Internacional del Trabajo y otros que han funcionado con notable eficacia.

Sería conveniente determinar, además, si el Consejo Economico y Social cuyo establecimiento se propone, comprendera todas las funciones que se encuentran atribuídas a esos organismos y las que se han derivado para otros de importantes conferencias celebradas en el curso del actual conflicto.

(12) Es procedente hacer notar que el procedimiento para votar en el seno del Consejo de Seguridad, no ha sido aún determinado y el propio proyecto de Dumbarton Oaks expresa, en su nota final, que "hay otras cuestiones que se están considerando todavía". Sobre aquel procedimiento a determinar y sobre estas últimas cuestiones se deben pues, esperar las correspondientes propuestas.

EN SINTESIS, el Gobierno Dominicano aprueba, en principio, las propuestas de Dumbarton Oaks, con respecto a las cuales, sin embargo, tiene a honra sugerir:

A) Que para el logro de la cooperación internacional en la solución de los problemas económicos y sociales (Capítulo I, No. 3), se consagre en la Carta de la Organización Internacional, la necesidad de la existencia de la igualdad de tratamiento y de la adopción de procedimientos justos y equitativos en el comercio internacional.

B) Que el segundo de los principios enunciados en las propuestas (Capítulo II, No. 2) sea completado con la reafirmación del principio general de la buena fe en la observancia de los tratados, en lo cual encontrará la debida consagración la regla pacta sunt servanda que tiene, especialmente, en materia de límites entre los estados, una importancia fundamental.

C) Que se exprese de manera más precisa el carácter general de la Organización (Capítulo III, No. 1), disponiéndose, con este fin, que todos los estados serán invitados a participar en el establecimiento y el funcionamiento de aquella, salvo el régimen especial que corresponda, temporalmente, a los actuales estados enemigos.

D) Que se establezca en la Carta de la Organización una mayor colaboración, en el seno del Consejo de Seguridad, de las naciones no señaladas en el proyecto con el carácter de

miembros permanentes de dicho Consejo, y que, con ese motivo, se determine si, en el Continente Americano, tal carácter debe ser atribuído a alguna otra nación debido a diversas consideraciones y, especialmente, a la que concierne al esfuerzo por ella realizado para la victoria de la causa de las Naciones Unidas (Capítulo VI, Apartado A).

E) Que, para asegurar la mayor colaboración de los estados a quienes no corresponda el referido carácter de miembros permanentes del Consejo de Seguridad (Capítulo VI, Apartado A), se aumente el número de los miembros no permanentes a nueve o a diez.

F) Que, en consideración de lo numeroso de los estados latinoamericanos y, especialmente, en consideración tanto de su elevada significación política, social y económica, como de lo que ellos representan para la existencia y para el desarrollo del espíritu internacional, se atribuya a dichos Estados la tercera parte, a lo menos, del número de los sitiales no permanentes del Consejo de Seguridad (Capítulo VI, Apartado A).

G) Que se considere procedente la modificación del Capítulo VI, Apartado B, No. 1, con el fin de que las facultades que deberán ser atribuídas al Consejo de Seguridad, si se desea que la organización proyectada resulte eficaz, se concilien con el carácter deliberativo que corresponde a la Asamblea General, de acuerdo con su propia naturaleza. Si esa modificación, sin embargo, no se estima conveniente, sería, en todo caso, deseable que las atribuciones privativas de aquellos organismos se establezcan con mayor precisión, particularmente en lo que respecta a los dos puntos siguientes: (a) al valor que deba darse a las recomendaciones de la Asamblea General o del Consejo de Seguridad, las cuales no se indica en el proyecto si tendrán o no alcance imperativo, y, (b) al carácter ineludible que debería tener la obligación que pesa sobre el organismo a quien corresponde emitir esas opiniones o hacer esas proposiciones.

H) Que procede aclarar y precisar, de acuerdo con el criterio sustentado por el Comité Jurídico, en los primeros párrafos de sus comentarios sobre las funciones y atribuciones principales de la Asamblea General, las disposiciones contenidas en el No. 1, Apartado B, del Capítulo V.

I) Que, por las razones expuestas en otro lugar del presente Memorándum, no figure la exclusión entre las sanciones que se establecen en el proyecto para ser aplicadas a los miembros que infrinjan los principios establecidos en los

estatutos de la Organización (Capítulo V, Apartado C).

J) Que la policía internacional se ejerza por fuerzas militares que pertenezcan a todos los Estados interesados en el mantenimiento de la paz pero que se encuentren a la disposición de la Organización Internacional, con cuyo fin se celebrarán los convenios especiales correspondientes sin que, para ello, parezca aconsejable, en la actualidad, a lo menos, la creación de un ejército internacional propiamente dicho (Capítulo VIII, Apartado B. Núms. 4 y siguientes).

K) Que, en la Carta de la Organización Internacional, se confiera al Tribunal Internacional de Justicia la mayor participación posible compatible con su propia y elevada significación en el mantenimiento de la paz y de la seguridad. Especialmente, debería ser establecido que corresponde a dicho tribunal entera capacidad para determinar el carácter judicial o nó de las disputas, de acuerdo con lo expresado ya en este Memorándum. Además, debería disponerse que el estatuto de la Corte de Justicia Internacional sea incorporado a la Carta de la Organización General que se estructura.

L) Que se pondere la conveniencia de que, en lugar de los dos tercios de votantes, necesarios para que las decisiones más importantes sean tomadas, según el Capítulo III, Apartado C, No. 2, de las Propuestas de Dumbarton Oaks, se adopte una proporción mayor, debido a las razones expuestas en la página 16 del presente Memorándum.

LL) Que se determine en la Carta de la Organización General la futura situación de organismos que dependen, en la actualidad, de la Sociedad de las Naciones, tales como la Oficina Internacional del Trabajo, que funcionan con notable eficacia, y que se determine, además, si el Consejo Económico y Social comprenderá todas las funciones que se encuentran atribuídas a dicho organismo y las que se han derivado para otros de conferencias celebradas durante el actual conflicto.

México, D.F., 27 de febrero de 1945.

M.A. Peña Batlle,
Presidente de la Delegación de la República Dominicana a la Conferencia Interamericana sobre Problemas de la Guerra y de la Paz.

The United Nations Conference on International Organization

Doc.2 (FRENCH)
G/14/(p)
May 5, 1945

GENERAL

AMENDEMENTS AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS PRESENTES PAR LA DELEGATION DU ROYAUME UNI

PROJET D'AMENDEMENT AU CHAPITRE IX

SECTION A. But et Relations

(Les passages modifiés sont soulignés)

"1. En vue de créer les conditions de stabilité et de bien être nécessaires au maintien de relations amicales et pacifiques entre Nations, l'Organisation devrait, en collaboration avec le Bureau International du Travail et des autres organismes intéressés, faciliter la solution des problèmes humanitaires internationaux d'ordre économique, social et autre, et promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'Assemblée Générale et, sous son autorité, un Conseil Economique et Social devraient être chargés de l'accomplissement de cette fonction.

2. Les différentes organisations et les offices spécialisés de caractère économique, social et autre, auraient dans leurs domaines respectifs des responsabilités spécifiées par leur règlement. Des relations devraient être établies entre l'Organisation et tous organismes et offices de cette nature dans des conditions qui seraient définies par un accord entre le Conseil Economique et Social et les autorités compétentes de l'organisation specialisée ou, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Generale.

3. Etant donné sa constitution tripartite, l'Organisation Internationale du Travail, devrait être mise, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-dessus, en relations particulièrement directes avec l'Organisation et devenir un instrument de grande importance grâce auquel il serait possible d'assurer à tous l'amélioration des conditions du travail, le progrès économique et la sécurité sociale."

Amendement proposé au Paragraphe 2, Section (C) Chapitre VIII

2. Le Conseil de Sécurité devrait, chaque fois qu'il convient, faire usage de ces arrangements ou organismes en vue de l'application, sous son autorité, de mesures coercitives; mais aucune mesure coercitive ne devrait être appliquée en vertu d'arrangements régionaux ou par des organismes régionaux sans l'autorisation du Conseil de Sécurité, à l'exception des mesures prises contre les pays ennemis dans la guerre actuelle prévues au Chapitre 12 paragraph 2, ou dans des arrangements régionaux destinés à empêcher de nouveaux recours à une politique d'agression de la part de tels Etats, jusqu'à ce que l'Organisation puisse, avec le consentement des Gouvernements intéressés, assumer la responsabilité d'empêcher toute nouvelle agression de la part d'un des Etats actuellement en guerre avec les Etats-Unis.

Projet de nouveau paragraphe à insérer après le paragraphe 6 de la Section B du Chapitre V

6(a)* L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir de recommander des mesures de règlement pacifique de toutes les situations, quelle qu'en soit l'origine, qu'elle considère comme préjudiciables au bien-être général ou aux relations amicales entre les nations et des situations qui résultent de la violation des dispositions et des Principes de cette Charte.

*[Corrigendum voir p.819]

The United Nations Conference on International Organization

DOC. 2 (FRENCH)
G-14 (P) (1)
May 6, 1945.

GENERAL

ERRATUM POUR LE DOCUMENT 2 (FRENCH)

G/14 (P)

Le dernier paragraphe du Document 2 (Anglais), G/14 (p), "Projets d'amendements aux propositions de Dumbarton Oaks, soumis par la délégation du Royaume Uni" devrait être corrigé comme suit :

Insérer entre "6(a) et "Le", les mots suivants:

"Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de cette Section,"

The United Nations Conference on International Organization

Doc.2 (FRENCH)
G/14 (Q)
May 5, 1945.

GENERAL

AMENDEMENT PRESENT* PAR LA DELEGATION CHINOISE

Paragraphe à insérer après le paragraphe 6, Section (B), Chapitre V :

Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de la présente Section, l'Assemblée Générale aura le pouvoir de recommander des mesures pour le règlement pacifique de toute situation, quelle qu'en soit l'origine, qui pourrait mettre en péril le bien-être général ou les relations amicales entre les nations, y compris celles qui pourraient résulter d'une violation des buts et des principes proclamés dans la Charte.

*[i.e. présenté]

The United Nations Conference on International Organization

Doc.2 (FRENCH)
G/14 (r)
May 5, 1945

GENERAL

PROPOSITIONS POUR L'ETABLISSEMENT D'UNE ORGANISATION DE PAIX ET DE SECURITE SOUMISES PAR LA DELEGATION DE LA REPUBLIQUE DE BOLIVIE

1. Le Gouvernement de la République de Bolivie estime que l'établissement d'une paix durable et juste est fondé sur trois conditions:

a) l'adoption d'un système de sécurité mondiale

b) l'organisation d'un mécanisme de justice internationale

c) le bien-être économique et social des masses populaires.

2. Les grandes Puissances qui ont supporté les plus lourds sacrifices dans cette guerre et qui l'ont menée à sa conclusion victorieuse, assument la plus grande part de la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité mondiales. C'est pourquoi la surveillance exercée par les grandes Puissances, jointe à la possibilité de prendre des mesures efficaces de défense dans l'éventualité d'une menace à la paix, est la garantie principale du système de sécurité, surtout pour les pays qui ne peuvent assurer cette sécurité en raison de leurs ressources militaires et économiques limitées.

En conséquence, l'existence du Conseil de Sécurité, dans lequel les grandes Puissances ont un siège permanent, mérite l'appui sans réserve du Gouvernement de Bolivie qui apprécie tout particulièrement ses pouvoirs accrus permettant de résoudre, dans un bref délai, les différends qui pourraient surgir entre les membres de la communauté internationale.

3. Pour être efficace, le système de sécurité doit pouvoir bénéficier du concours de tous les Etats participant à l'Organisation internationale. La participation de tous les Etats souverains aux obligations et aux droits de l'Organisation internationale contribuera, en rendant celle-ci universelle,

à l'efficacité du système. De ce fait, les Etats souverains qui ne font pas partie actuellement de la communauté des Nations Unies pourrait être admis dans l'organisation, en contractant l'engagement de se soumettre aux obligations suivantes:

a) respecter les principes, les buts et les obligations de l'Organisation;

b) renoncer à l'emploi de la force comme instrument de la politique internationale;

c) remplir les conditions spécifiques d'admission stipulées par l'Organisation.

4. La Sécurité mondiale est fondée sur le principe que toute tentative d'agression est considérée comme contraire à la bonne entente et au bon voisinage des Etats ainsi qu'aux buts visant au maintien de la paix. Ce principe ne peut être appliqué que si toutes les nations, grandes et petites, acceptent qu'un acte de violence commis par l'une d'elles déclanche immédiatement une action collective de toutes les autres.

A cet effet, la Charte de l'Organisation doit prévoir une garantie double et réciproque pour ses membres: la première, relative à l'inviolabilité territoriale des Etats, ne reconnaîtrait pas la validité juridique des acquisitions de territoires ayant leur origine dans un acte de force ou d'autres moyens de coercition; et la seconde, concernant le respect de l'indépendance politique des Etats et leur droit de poursuivre librement, à l'intérieur de leurs frontières, leur existence nationale, sans l'intervention d'aucun autre Etat.

Dès que l'attitude d'un Etat à l'égard des principes énumérés ci-dessus laisserait percevoir des signes précurseurs d'une agression contre l'existence pacifique d'un autre Etat, une action collective devra intervenir immédiatement.

5. Pour que l'application du système soit efficace, il convient de définir le terme "agression" et de préciser ce qu'on entend par "Etat agresseur": ce sont là des points dont il devra être tenu compte dans la Charte de l'Organisation générale. Il importe de déterminer à l'avance les actes d'agression nettement caractérisés, afin que les Etats membres de la communauté internationale sachent ce qu'ils doivent éviter dans leurs relations internationales pour ne pas provoquer des sanctions collectives. A cet égard, la Charte devrait poser comme postulat qu'une invasion armée constitue en elle-même

une agression qui doit entraîner des sanctions immédiates, sans consultation préalable.

La qualification d'agresseur résulte de l'un quelconque des actes suivants:

a) invasion armée d'un territoire étranger;

b) déclaration de guerre;

c) attaque par des forces terrestres, navales ou aériennes;

d) appui prêté à des bandes armées en vue de l'invasion d'un autre pays;

e) intervention d'un Etat dans la politique intérieure ou extérieure d'un autre Etat.

f) refus de soumettre la cause de belligérance à la procédure de règlement pacifique des conflits;

g) refus d'exécuter le jugement rendu par une Cour Internationale de Justice.

6.- L'existence des attributions du Conseil de Sécurité à tous les litiges qui pourraient surgir entre Etats membres de l'Organisation, ou entre ces derniers et des Etats non-membres, supprime le paragraphe 7 de la Section A du Chapitre VIII des Propositions de Dumbarton Oaks; en effet ce paragraphe, en écartant les questions qui, d'après le Droit International, relèvent uniquement de la juridiction d'un Etat, enlève toute efficacité au système de sécurité général. Le Gouvernement bolivien est d'avis qu'aucun conflit ne devrait être exclus de la compétence des organes principaux prévus par le Projet de Dumbarton Oaks, lorsque ce conflit ne peut être réglé à l'amiable par les parties.

A cet effet, tout différend de caractère politique entre deux ou plusieurs Etats devrait être soumis au Conseil de Sécurité en vue de son règlement au moyen d'enquêtes et de conciliation, si possible, et tout litige de caractère juridique devrait être renvoyé à la Cour Internationale de Justice.

7.- En ce qui concerne les mesures militaires, le Comité d'Etat-Major prévu au paragraphe 9 de la Section B du Chapitre VIII, devrait être composé des chefs d'Etat-Major de toutes les Nations Unies, ou de leurs représentants; des

organismes militaires régionaux dépendant du Comité d'Etat-Major, et ayant un rôle consultatif devraient être créés.

8.- L'Organisation Internationale doit assurer le règne de la justice et du droit dans les relations internationales. Si les Etats ne se soumettent pas entièrement aux règles du droit, il ne saurait exister de justice internationale; et sans une justice internationale, organisée et fonctionnant efficacement, il ne saurait régner de paix durable dans le monde.

9.- Afin d'appliquer la justice entre les Nations, la Charte devra préciser les méthodes suivant lesquelles seront réglées les situations injustes qui existent ou qui pourraient surgir en dépit des nobles intentions qui ont inspiré l'action des Nations Unies dans cette guerre.

10.- Le maintien de relations pacifiques entre Etats dépend de l'adoption de méthodes régulières qui permettent de conclure ou de modifier des accords internationaux établissant un ordre meilleur dans la communauté des Nations.

Quand des accords internationaux créent des situations injustes, ou maintiennent un état de choses préjudiciable à l'une des parties, et quand la prolongation d'un tel état de choses risque de compromettre l'harmonie existant entre les membres de la communauté des Nations, il est indispensable de mettre fin à ces situations.

Une telle procédure n'est pas contraire au respect et à l'observation fidèle des traités internationaux, principe et tradition juridique que la Bolivie a toujours approuvés et suivis dans ses relations internationales, comme elle continuera à le faire à l'avenir.

Toutefois, on ne saurait concevoir que les engagements internationaux qui régissent la vie harmonieuse des Etats se perpétuent, alors que surviennent des conditions et des situations nouvelles qui diffèrent radicalement de celles qui furent à l'origine de ces engagements. Il faut donc perfectionner sans cesse ces engagements pour les mettre en harmonie avec l'évolution des conditions qui résultent de la marche des événements. Ces adaptations sont nécessaires pour renforcer l'esprit de collaboration entre les Nations.

Tout traité international, portant la clause implicite "rebus sic standibus", peut être revisé d'un commun accord par les parties; C'est seulement dans le cas où un tel accord

se révélerait impossible, et où il en résulterait une menace grave pour la paix et l'harmonie internationale, que l'opportunité d'une revision devrait être décidée par la Cour Internationale de Justice pour les questions juridiques et par le Conseil de Sécurité pour les questions politiques qui ne sont pas susceptibles d'être résolues par la voie judiciaire.

Le Conseil de Sécurité pourrait alors proposer l'application d'une procédure d'enquêtes et de conciliation en vue d'aboutir à une adaptation satisfaisante.

11.- La Cour Internationale de Justice prévue au Chapitre VII du Plan de Dumbarton Oaks, devrait être organisée sur les bases fondamentales du Statut de la Cour Permanente de La Haye, avec les modifications nécessaires à l'efficacité de son action judiciaire.

Cette Cour aurait une juridiction universelle et serait compétente pour tous les litiges de caractère juridique qui pourraient surgir dans les relations internationales.

Les jugements rendus par cette Cour auraient un caractère obligatoire pour les parties, et aucune de celles-ci ne pourrait refuser d'exécuter ces jugements sous peine d'être qualifiée d'Etat agresseur.

Outre ses fonctions juridiques, la Cour aurait des fonctions consultatives pour les questions de caractère légal, à l'égard de l'Organisation internationale et des Etats membres.

12.- Le Gouvernement de Bolivie estime que le maintien d'une paix permanente et le développement des bonnes relations interhationales dépendent de la possibilité d'assurer des conditions de bien-être réel aux grandes masses des peuples représentés dans la future Organisation, moyennant l'élévation du niveau de vie des nations les moins favorisées, la protection des droits internationaux de l'individu, le perfectionnement des assurances sociales, la fourniture de matériaux de travail, la solution des problèmes sanitaires, démographiques et autres.

PROPOSITIONS RELATIVES AU PLAN DE DUMBARTON OAKS

En raison des considérations qui précèdent, la Délégation de Bolivie a l'honneur de soumettre à la Conférence des Nations Unies, pour une Organisation Internationale, les propositions suivantes, qui complètent et modifient celles de Dumbarton Oaks:

CHAPITRE I - BUTS

1.- Maintenir la paix et la sécurité, sous le règne de la justice, dans les relations internationales; et, à cette fin, prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et éliminer les dangers qui menacent la paix, ainsi que pour réprimer les actes d'agression ou autres atteintes à la paix et pour réaliser par des moyens pacifiques le règlement des différends et litiges internationaux.

2.- Développer les relations amicales entre les nations et prendre les mesures propres à consolider la paix du monde, en conformité avec les recommandations prévues au paragraphe ci-dessus.

CHAPITRE II - PRINCIPES

1.- L'Organisation est fondée sur les principes d'égalité souveraine de tous les Etats épris de paix et de justice dans les relations des Etats membres.

3.- Les membres de l'Organisation seront obligés de régler leurs différends par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix, la sécurité et la justice internationales ne soient pas mises en danger.

4.- Les membres de l'Organisation s'abstiendront dans leurs relations internationales de recourir aux menaces ou à l'emploi de la force, incompatibles, en toute hypothèse, avec les buts de l'Organisation. Toute menace ou tout acte de violence de la part d'un Etat envers un autre sera qualifié d'acte d'agression contre tous les autres membres de l'Organisation.

5.- Les membres de l'Organisation se garantiront mutuellement le respect de l'inviolabilité de leurs territoires et ne reconnaîtront pas de valeur juridique aux acquisitions territoriales qui auraient leur origine dans des actes de violence ou d'autres moyens de coercition.

Les membres de l'Organisation se garantiront mutuellement le respect de leur indépendance politique et le droit de se développer librement sans l'intervention d'un autre Etat dans leurs relations intérieures ou extérieures.

6.- Les membres de l'Organisation s'engagent à qualifier d'Etat agresseur, tout Etat auteur d'une menace ou d'un acte de violence envers un autre Etat, incompatible avec les engagements susmentionnés et à adopter immédiatement les mesures

collective de sécurité prévues pour le maintien de la paix et de l'harmonie internationales.

CHAPITRE III - MEMBRES

1.- Tout Etat souverain devrait pouvoir être membre de l'Organisation. Les Etats qui actuellement ne sont pas membres de l'Organisation pourront le devenir, moyennant un engagement formel de respecter les buts et les obligations du Statut, de répudier l'emploi de la force comme instrument de politique internationale et de satisfaire à toutes les conditions imposées à ses membres par l'Organisation.

CHAPITRE V - L'ASSEMBLEE GENERALE

Section B.

1.- L'Assemblée Générale devrait avoir le droit de prendre en considération les principes généraux de coopération ayant trait au maintien de la paix, de la sécurité et de la justice internationales.

CHAPITRE VII - COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Le Statut de la Cour de Justice Internationale est fondé sur le Statut en vigueur de la Cour Permanente de Justice Internationale, qui figure en annexe, avec les modifications qui y ont été apportées. Les jugements de cette Cour auront un caractère obligatoire et définitif pour tous les litiges de caractère juridique qui n'ont pu être réglés de manière pacifique. Les Etats qui s'opposeraient à l'exécution de tels jugements seront déclarés Etats agresseurs.

CHAPITRE VIII - MAINTIEN DE LA PAIX

Section A.

1. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir d'enquêter sur tout différend ou toute situation susceptible d'entraîner un désaccord entre nations ou d'engendrer un conflit, en proposant les moyens qu'il estime nécessaires et en déterminant les mesures propres à éviter que la prolongation de ces différend ou situation ne constitue une menace pour le maintien de la paix, de la sécurité et de la justice internationales.

2.- Le Conseil de Sécurité recommandera la révision des traités ou des engagements internationaux dont la prolongation constituerait une menace pour les bonnes relations des Etats ou compromettrait l'harmonie internationale. Au cas où les parties ne pourraient arriver à un accord, le Conseil de Sécurité décidera s'il y a lieu de procéder à une revision et veillera à l'application de moyens pacifiques prévus au paragraphe 3.

2.- Tout Etat, qu'il soit ou non membre de l'Organisation, pourrait attirer l'attention de l'Assemblée Générale ou du Conseil de Sécurité sur tout différend, situation ou accord de la nautre indiquée aux paragraphes précédents.

3.- Les parties à un différend dont l'existence semble devoir menacer le maintien de la paix, de la sécurité et de la justice internationales devraient s'engager à en rechercher la solution par la négociation directe, l'enquête, la conciliation, pour les questions d'ordre politique, ou par le règlement judiciaire pour les conflits d'ordre juridique, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix.

7.- Le paragraphe 7 du Chapitre VIII du Plan de Dumbarton Oaks devrait être supprimé.

Section B.

2.-D'une manière générale, le Conseil de Sécurité devrait déterminer s'il y a danger pour la paix ou acte d'agression, et devrait faire des recommandations ou décider des mesures à prendre en vue de maintenir ou de rétablir la paix et la sécurité. Si un Etat est l'auteur d'un acte d'agression, tel que le définit au paragraphe suivant, les mesures devraient être appliquées immédiatement au moyen de l'action collective.

3.- La qualification d'agresseur sera attribuée pour les actes suivants commis par un Etat à l'égard d'un autre:

a) Invasion armée du territoire d'un Etat.

b) Déclaration de guerre.

c) Attaque par des forces terrestres, navales ou aériennes, avec ou sans déclaration de guerre, contre le territoire, les navires ou les avions d'un Etat.

d) Appui prêté à des bandes armées en vue de l'invasion.

e) Intervention d'un Etat dans la politique intérieure ou extérieure d'un autre Etat.

f) Refus de soumettre la cause du litige à la procédure de règlement pacifique prévue pour sa solution.

g) Refus d'exécuter le jugement rendu légalement par une Cour de Justice Internationale.

9.- La Commission devrait être composée des chefs d'Etat-Major des Membres Permanents du Conseil de Sécurité, ou de leurs représentants, sans préjudice de la possibilité d'y adjoindre les chefs d'Etat-Major de tous les Etats-Membres de l'Organisation, ou leurs représentants, par la création dans les zones géographiques de leur nationalité respective, d'organismes militaires subordonnés, dont les attributions seraient consultatives.

Section C.

1.- Rien dans la Charte de l'Organisation ne devrait s'opposer à l'existence de systèmes, d'arrangements ou d'organismes régionaux destinés à coopérer à la solution des questions relatives au maintien de la paix, de la sécurité et de la justice internationales, à condition que leurs activités soient compatibles avec les buts et principes de l'Organisation. Le Conseil de Sécurité devrait encourager le règlement des différends de caractère local par l'intermédiaire de ces systèmes, arrangements ou organismes régionaux sans négliger d'adopter les mesures qu'il estimerait opportunes pour le maintien de la paix mondiale ou pour la répression d'un acte d'agression.

2.- Le Conseil de Sécurité devrait, chaque fois qu'il convient, faire appel à ces systèmes, arrangements ou organismes régionaux en vue de l'application, sous son autorité de mesures coercitives. Ces systèmes, arrangements ou organismes régionaux ne pourront, en aucun cas, adopter des mesures de sanctions, économiques ou militaires, sans l'autorisation formelle du Conseil de Sécurité.

CHAPITRE IX - PROBLEMES D'ORDRE ECONOMIQUE ET SOCIAL

Section B.

Le Conseil Economique et Social devrait être composé de représentants de dix-huit membres de l'Organisation. Les

Etats qui devraient être ainsi représentés devraient être élus par l'Assemblée Générale pour une période de trois ans. Chacun de ces Etats aurait un représentant disposant d'une voix. Les décisions du Conseil Economique et Social devraient être prises à la simple majorité des représentants présents et votant. Il y aurait lieu de prévoir un système qui permettrait de donner aux travailleurs organisés du monde une représentation adéquate au Conseil Economique et Social.

Section C. Paragraphe b.

De faire des recommandations, de sa propre initiative, sur des questions humanitaires internationales, d'ordre économique et social, susceptibles, de préférence, d'assurer le bien-être des peuples des Etats membres de l'Organisation, et la solution d'autres problèmes humanitaires de caractère international.

Paragraphe C.

De combiner des actions coordonnées tendant au développement économique, à l'industrialisation et à l'élévation du niveau de vie des nations les moins favorisées, ainsi qu'à la protection des droits internationaux de l'individu, au perfectionnement des assurances sociales, à la fourniture de matériaux de travail, à la solution de problèmes sanitaires et démographiques, ou d'autres problèmes de même nature.

The United Nations Conference on International Organization

DOC 2 (SPANISH)
G/14(r)
May 5, 1945

GENERAL

PROPOSICIONES DE LA DELEGACION DE LA REPUBLICA DE BOLIVIA PARA LA ORGANIZACION DE UN SISTEMA DE PAZ Y SEGURIDAD

1. El Gobierno de la República de Bolivia considera que el establecimiento de una paz duradera y justa se funda en tres postulados:

   a) El afianzamiento del sistema de seguridad mundial.

   b) La organización de un mecanismo de justicia internacional.

   c) El bienestar económico-social de las grandes mayorías populares.

2. Las grandes potencias, que han soportado el mayor sacrificio en esta guerra y han decidido con su esfuerzo la victoriosa conclusión de la misma, tienen la mayor responsabilidad en el mantenimiento de la paz y del sistema de seguridad mundial. Por ello, la función vigilante de las grandes potencias, unida a la posibilidad de realizar una oportuna acción de defensa en los casos de amenaza de alteración de la paz, es la principal garantía del sistema de seguridad, especialmente para los países que no pueden afirmar dicha seguridad con sus propios recursos militares y económicos.

   En tal virtud, la existencia del Consejo de Seguridad, con asientos permanentes para las grandes potencias, merece un apoyo sin reservas por parte del Gobierno de Bolivia, particularmente en lo que se refiere a la amplitud de las facultades que le permitan liquidar en breve plazo las disputas que pudieran presentarse entre los miembros de la comunidad internacional.

3. El sistema de seguridad, para ser efectivo, requiere

del concurso de todos los Estados participantes en la organización internacional. La extensión de los obligaciones y derechos de la Organización Internacional a todos los Estados soberanos para su universalización, contribuiría a la eficacia del sistema. En tal virtud, los Estados soberanos que no integren actualmente la comunidad de las Naciones Unidas, podrían ingresar al organismo mediante un compromiso formal que los obligue a lo siguiente:

a) Acatamiento de los principios, fines y obligaciones de la organización.

b) Repudio del uso de la fuerza como instrumento de política internacional.

c) Cumplimiento de las condiciones específicas determinadas por la Organización para su ingreso.

4. La seguridad mundial reposa en el principio de que la simple tentativa de una agresión es político contrario al buen entendimiento, a la buena vecindad y a los fines de la permanencia de la paz. Este principio solo podrá ponerse en práctica si todas las naciones, grandes y pequeñas, admiten que un acto violento de su parte, sería inmediatamente contrarrestado con medidas colectivas.

Para tal fín debe existir en la carta de la Organización una doble y recíproca garantía entre sus miembros: la primera, relativa a la inviolabilidad territorial de los Estados, no reconociéndose la validez jurídica de las adquisiciones de territorio que tuvieren orígen en actos de fuerza u otros medios de coacción; y la segunda, pertinente al respeto de la independencia política de los Estados y al derecho que ellos tienen de desenvolverse libremente en su vida interna, sin la intervención de cualquier otro Estado.

Tan pronto como la actitud de un Estado contra las garantías arriba expresadas altere la pacífica existencia de otro, mostrando síntomas precursores de una agresión, la acción colectiva debería ponerse en juego inmediato.

5. La eficacia del mecanismo de seguridad tiene directa relación con la necesidad de calificar la agresión y definir lo que se entiende por Estado agresor, punto que debe ser contemplado en la Carta de la Organización General. La discriminación previa de los actos típicamente agresivos es imprescindible para que los Estados componentes de la Comunidad Internacional, conozcan lo que deben

evitar en su conducta internacional para no dar lugar a sanciones colectivas.

Es postulado previo, en este orden, que el hecho de la invasión armada fisonomiza la agresión, por su objetividad, y debería obligar a la adopción de sanciones inmediatas, sin necesidad de consulta previa.

La calificación del agresor se caracteriza por la comisión de cualesquiera de los siguientes actos:

a) Invasión, por fuerza armada, de territorio ajeno.

b) Declaración de guerra.

c) Ataque con fuerzas terrestres, navales o aéreas.

d) Apoyo prestado a bandos armados para fines de invasión.

e) Intervención de un Estado en la política interna o externa de otro.

f) Negativa de someter la causa de la beligerancia y procedimientos de solución pacífica.

g) Negativa de cumplimiento de un fallo pronunciado por un Tribunal de Justicia Internacional.

6.- La ampliación de las atribuciones del Consejo de Seguridad a todas las controversias que pudieran suscitarse entre los Estados miembros de la Organización y entre éstos y los no comprendidos en ella, elimina la reserva 7, apartado a) del Capítulo VIII del plan de Dumbarton Oaks que, al separar las cuestiones que según el Derecho Internacional son únicamente de la jurisdicción de un Estado, resta eficacia al Sistema de Seguridad General. A juicio del Gobierno de Bolivia ningún conflicto debe ser excluído del conocimiento de los organismos principales previstos en el plan de Dumbarton Oaks cuando aquél no pueda ser resuelto por acuerdo de partes.

Desde este punto de vista, toda disputa de carácter político entre dos o más Estados debería ser referída al Consejo de Seguridad para su solución mediante los procedimientos de investigación y conciliación hasta donde ello sea posible, y todo litigio de naturaleza jurídica debería ser sometido al Tribunal Internacional de Justicia.

7.- En lo relativo a medidas militares, la Comisión de Estado Mayor prevista en el inciso 9, apartado b) del Capítulo VIII, debería ser integrada por los Jefes de Estado Mayor de todas las Naciones Unidas, o sus representantes, mediante la creación de organismos militares regionales dependientes de la Comisión de Estado Mayor, para fines de asesoramiento.

8.- Los fines del organismo internacional general deben asegurar el imperio de la justicia y del Derecho en las relaciones internacionales. Sin un completo sometimiento de los Estados a las normas jurídicas no puede conseguirse una justicia internacional; sin una justicia internacional debidamente organizada y eficazmente administrada no puede asegurarse una paz duradera en el mundo.

9.- Para la aplicación de la justicia entre las naciones, la Carta constitutiva del organismo debe especificar con claridad la forma de eliminar aquellas situaciones evidentemente injustas que existen o que pudiesen crearse a pesar de los nobles propósitos que inspiraron la acción de las Naciones Unidas en la presente guerra.

10.- El mantenimiento de la pacífica convivencia entre los Estados depende de la adopción de procedimientos regulares, mediante los cuales puedan adoptarse o reajustarse acuerdos internacionales de cuya vigencia se derive un mejor orden para la Comunidad de las Naciones.

Cuando los acuerdos internacionales crean situaciones injustas, o mantienen un estado de cosas oneroso para una de las partes, y cuando su prolongada existencia pudiera poner en peligro la armonía entre los miembros de la Comunidad de Naciones, se impone como necesaria la eliminación de esas situaciones.

Este planteamiento no es opuesto al respeto y fiel cumplimiento de los Tratados Internacionales, norma de tradición jurídica que ha merecido, merece y merecerá en todo momento la más plena aceptación de parte de la República de Bolivia en su conducta internacional.

Empero, la perpetuidad de los instrumentos internacionales que regulan la vida armónica de los Estados, no se conforma con la creación de nuevas circunstancias y nuevas condiciones que difieren fundamentalmente de aquellas que dieron origen a los acuerdos. De ahí que ellos deban ir perfeccionándose frente a las condiciones evolutivas creadas por la dinámica de la Historia.

Estos reajustes son necesarios para robustecer el espíritu de colaboración entre los países.

Todo Tratado Internacional--que lleva implícita la cláusula "recbus sic stantibus"--, puede ser revisado por acuerdo de partes; sólo en el caso en que tal acuerdo sea imposible, con grave amenaza para la paz y la armonía internacionales, la procedencia de la revisión debe ser resuelta por la Corte Internacional en todo lo concerniente a cuestiones jurídicas, y por el Consejo de Seguridad en los casos de naturaleza política que no fuesen susceptibles de una decisión de carácter judicial.

El Consejo de Seguridad podría proponer entonces la aplicación de procedimientos de investigación y conciliación para un reajuste satisfactorio.

11.- El Tribunal de Justicia Internacional previsto en el Capítulo VII del proyecto de Dumbarton Oaks, debería ser organizado sobre las bases fundamentales del Estatuto del Tribunal Permanente de La Haya, con las modificaciones necesarias para la debida eficacia de su acción judicial. Este Tribunal tendría jurisdicción universal y competencia para todas las disputas de naturaleza jurídica que pudieran suscitarse en la vida de relación internacional.

Los fallos dictados por dicho tribunal tendrían carácter obligatorio para las partes, no pudiendo ninguna de ellas rehusar su cumplimiento bajo pena de calificación de Estado agresor.

Además de sus funciones judiciales, el Tribunal tendría las de asesoramiento en materia legal tanto para el organismo internacional como para los Estados integrantes de aquél.

12. El Gobierno de Bolivia considera que el mantenimiento de una paz permanente y el desarrollo de la buena convivencia internacional, dependen de asegurar positivas condiciones de bienestar a las grandes mayorías de los pueblos representados en la futura Organización, mediante la elevación del nivel de vida en las naciones menos favorecidas, la protección de los derechos internacionales del hombre, el perfeccionamiento del seguro social, la provisión de materiales de trabajo, la solución de problemas sanitarios, demográficos y otros de igual índole.

PROPOSICIONES RELATIVAS AL PLAN DE DUMBARTON OAKS

En mérito a las consideraciones precedentes, la Delegación de Bolivia tiene el honor de someter a conocimiento de la Conferencia de las Naciones Unidas sobre Organización Internacional, las siguientes proposiciones adicionales y modificatorias del proyecto de Dumbarton Oaks:

CAPITULO I - FINES

1.- Mantener la paz y la seguridad, bajo el imperio de la justicia, en las relaciones internacionales; y a ese fín, tomar medidas colectivas efectivas para la prevención y eliminación de todos los factores susceptibles de alteración de la paz, así como para suprimir toda amenaza o acto de agresión y lograr por medios pacíficos la solución de situaciones y controversias internacionales.

2.- Fomentar relaciones de amistad entre las naciones y adoptar las medidas adecuadas para fortalecer, de conformidad con las prescripciones establecidas en el párrafo precedente, la paz universal.

CAPITULO II - PRINCIPIOS

1.- El Organismo se fundamenta en los principios de igualdad soberana de todos los estados amantes de la paz, y de la justicia en las relaciones de los Estados que lo integran.

3.- Los miembros del Organismo dirimirán obligatoriamente sus controversias por medios pacíficos, de forma que no se quebrante la paz, la seguridad y la justicia internacionales.

4.- Los miembros del Organismo se abstendrán de usar en sus relaciones internacionales la amenaza o la fuerza en forma alguna que sea incompatible con los fines del Organismo. Toda amenaza o acto de violencia realizado por un Estado en detrimento de otro, será reputado como un acto de agresión contra todos los demás miembros de la Organización.

5.- Los miembros del Organismo garantizarán recíprocamente el respeto a la inviolabilidad de sus territorios, no reconociendo valor jurídico a las adquisiciones territoriales que tengan origen en actos de fuerza u otros medios de coacción. Igual garantía recíproca se otorgan para el respeto a su independencia política para desenvolverse libremente sin la intervención de otro Estado en sus asuntos internos o externos.

6.- Los miembros del Organismo acuerdan que toda amenaza o acto de violencia de un Estado en detrimento de otro, contra las garantías arriba expresadas, bastará para la calificación de Estado agresor y para la adopción inmediata de las medidas colectivas de seguridad previstas para el mantenimiento de la paz y de la armonía internacionales.

CAPITULO III - MIEMBROS.

1.- Todos los Estados soberanos deberían tener la oportunidad de ser miembros. Los Estados que en la actualidad no son parte del Organismo, podrán ingresar a él mediante un compromiso formal de acatar los principios, fines y obligaciones del Estatuto, de repudiar el el uso de la fuerza como instrumento de política nacional y de cumplir con las condiciones específicas impuestas por la Organización para su ingreso.

CAPITULO V - LA ASAMBLEA GENERAL

Apartado B.

1.- La Asamblea General debería tener derecho a considerar los principios generales de cooperación para la conservación de la paz, la seguridad y la justicia internacionales.

CAPITULO VII - TRIBUNAL DE JUSTICIA.

1.- El Estatuto del Tribunal de Justicia Internacional se funda en el Estatuto vigente del Tribunal Permanente de Justicia Internacional, que figura como anexo a este pacto, con las modificaciones que en él se introduzcan. Los fallos de dicho Tribunal tendrán carácter obligatorio y definitivo sobre todas las controversias de naturaleza jurídica que no hayan podido ser resueltos por otros medios pacíficos. Los Estados que rehuyesen el cumplimiento de tales fallos serán declarados Estados agresores.

CAPITULO VIII - CONSERVACION DE LA PAZ

Apartado A.

1.- El Consejo de Seguridad debería tener autoridad para investigar cualquier controversia o cualquier situación que pudiera derivar en una fricción internacional o dar origen a una controversia, proponiendo los medios que considere necesarios y determinando las medidas destinadas a evitar que la existencia continuada de aquellas ponga en peligro la conservación de la paz, la seguridad y la justicia internacionales.

2.-El consejo de Seguridad recomendará la revisión de aquellos tratados o compromisos internacionales, cuya prolongada existencia pondría en peligro el buen entendimiento de los Estados o destruiría la armonía internacional. En el caso en que no fuera posible el acuerdo de partes, el Consejo de Seguridad resolverá sobre la oportunidad de la revisión y fomentará la aplicación de los medios pacíficos previstos en el párrafo 3.

2.-Cualquier Estado, sea miembro o no del Organismo, podría traer a la atención de la Asamblea General o del Consejo de Seguridad, cualquier controversia, situación o acuerdo de la naturaleza indicada en los párrafos precedentes.

3.-Una controversia cuya existencia pudiera poner en peligro la conservación de la paz, la seguridad y la justicia internacionales, debiera obligar a las partes, antes que nada, a buscar una solución mediante la negociación directa, la investigación y la conciliación, en las cuestiones de naturaleza política, o por el arreglo judicial en los conflictos de naturaleza jurídica, u otros medios pacíficos que ellas mismas determinaren.

7.-El inciso 7 del Capítulo VIII del proyecto de Dumbarton Oaks debería suprimirse.

Apartado B.

2.-En general, el Consejo de Seguridad debería determinar la existencia de cualquier amenaza, quebrantamiento de la paz o acto de agresión, y debería hacer recomendaciones o decidir cuales serían las medidas a tomarse para mantener o restaurar la paz y la seguridad. Si la naturaleza de los actos determinase la calificación de Estado agresor, en la forma indicada en el párrafo siguiente, las medidas deberían ser inmediatamente aplicadas mediante la acción colectiva.

3.-La calificación de agresor será hecha de acuerdo a los signuientes actos realizados por un Estado en detrimento de otros:

a) Invasión de su territorio con fuerzas armadas

b) Declaración de guerra.

c) Ataque con fuerzas terrestres, navales o aéreas, con o sin declaración de guerra, contra su territorio, bucues o aeronaves.

d) Apoyo prestado a bandos armados para fines de

invasión.

e) Intervención en su política interna o exterior.

f) Negativa de someter el asunto, causa de la controversia, a los procedimientos pacíficos indicados para su solución.

g) Negativa de cumplimiento de una sentencia judicial legalmente pronunciada por un tribunal internacional.

9.-La Comisión debería componerse de los Jefes de Estado Mayor de los Miembros Permanentes del Consejo de Seguridad o de sus representantes, sin perjuicio de ser ampliada con los Jefes de Estado Mayor o sus representantes, de todos los Estados miembros del Organismo, mediante la creación de organismos militares dependientes en las zonas geográficas de sus respectivas nacionalidades, para fines de asesoramiento.

Apartado C.

1.-Nada en el Estatuto del Organismo debería impedir la existencia de sistemas, arreglos o entidades regionales que puedan cooperar en la solución de aquellos asuntos relativos a la conservación de la paz, la seguridad y la justicia internacionales, siempre que las actividades de ellos fueren compatibles con los fines y principios del Organismo. El Consejo de Seguridad debería alentar la solución de controversias locales mediante dichos sistemas, arreglos o entidades regionales, sin descuidar la adopción de las medidas que estimare adecuadas para el mantenimiento de la paz mundial o la eliminación de un acto de agresión.

2.-El Consejo de Seguridad debería utilizar, donde esta práctica fuere aconsejable, la cooperación de dichos sistemas, arreglos o entidades regionales, para tomar acciones compulsivas bajo su autoridad. En ningún caso tales sistemas, arreglos o entidades regionales podrán adoptar medidas de sanción, económicas o militares, sin la expresa autorización del Consejo de Seguridad.

CAPITULO IX - PROBLEMAS ECONOMICOS Y SOCIALES

Apartado B.

El Consejo Económico y Social debería componerse de representantes de diez y ocho miembros del Organismo. La Asamblea General debería elegir por términos de tres años los Estados que deberían tener representación en dicho Consejo. Cada uno de dichos Estados de-

bería tener un representante con derecho a un voto. Las decisiones del Consejo Económico y Social deberían tomarse por simple mayoría de votos de los representantes que estuvieran presentes y votaran. Debería establecerse un procedimiento para dar representación efectiva a los obreros organizados del mundo en el Consejo Económico y Social.

Apartado C, inciso b)

Para hacer recomendaciones, a iniciativa propia, con respecto a asuntos económicos y sociales, relativos, preferentemente, a asegurar condiciones de bienestar a las poblaciones de los Estados miembros del Organismo, y a la solución de problemas humanitarios de carácter internacional.

Inciso c)

Para lograr acciones concertadas destinadas al desarrollo económico, la industrialización y la elevación de los niveles de vida en las naciones menos favorecidas, así como a la protección de los derechos internacionales del hombre, el perfeccionamiento del seguro social, la provisión de materiales de trabajo, la solución de problemas sanitarios y demográficos u otros de igual índole.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/14 (s)
May 8, 1945

GENERAL

PROJETS D'AMENDEMENT AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS, PRESENTES PAR LA DELEGATION COLOMBIENNE.

Les Hautes Parties Contractantes,

animées du désir d'établir la cooperation entre les nations et de garantir à celles-ci la paix et la sécurité,

Considérant qu'il importe:

I. De déclarer que la reconnaissance et la protection internationales des droits essentiels de l'individu est une condition nécessaire de la paix, tant à l'intérieur des états que dans les relations entre états;

II. De reconnaître que la pratique de la démocratie à l'intérieur de l'état et dans les relations internationales est un élément nécessaire de paix et de bonne entente entre les peuples du monde;

III. D'observer scrupuleusement les préceptes du droit international ainsi que ceux de la moralité et de la justice internationale.

IV. De considérer la bonne foi et l'observation sincère des traités internationaux comme le principe et la norme de toute communauté internationale organisée;

V. De bannir l'esprit de conquête territoriale et le syatème des faits accomplis;

VI. D'établir le principe de l'égalité de tous les états devant la loi, quelles que soient leur population, leur richesse ou leur étendue, mais admettre en même temps, que les grandes puissances qui assument une responsabilité internationale plus grande doivent de même exercer une influence plus grande sur l'organisation du monde;

VII. De condamner toute intervention d'un état dans les affaires intérieures d'un autre;

VIII. De renoncer à l'emploi de la force, comme moyen de régler les différends entre états, et de déclarer que la guerre d'agression constitue un crime en droit international qui engage non seulement la responsabilité de l'état agresseur mais aussi la responsabilité personnelle des chefs politiques et militaires de cet état;

IX. De s'engager à régler par des moyens pacifiques (négociation, enquêtes, conciliation, arbitrage, ou règlement judiciaire) tous les conflits qui peuvent survenir entre les états, quelles que soient leur origine ou leur nature;

X. De déclarer que toute tentative dirigée contre l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance politique d'un état, constitue en acte d'agression commis également contre tous les autres membres de la communauté internationale;

XI. De proclamer que les principes de la solidarité et de la collaboration internationales qui sont inscrits dans le document connu sous le nom de Charte de l'Atlantique, signé le 14 août 1941, par le Président des Etats-Unis d'Amérique et le premier ministre du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, constituent un ensemble minimum de règles de conduite que chaque état civilisé doit observer et respecter;

Sont convenues d'adopter le présent Pacte des Nations Unies.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (SPANISH)
G/14 (s)
May 6, 1945

GENERAL

PROYECTO DE ENMIENDA AL PLAN DE DUMBARTON OAKS PRESENTADO POR LA DELEGACION DE COLOMBIA

Las Altas Partes Contratantes, CONSIDERANDO que para desarrollar la cooperación entre las naciones y garantizarles la paz y la seguridad es necesario:

I. Declarar que el reconocimiento y protección internacionales de los derechos esenciales de la persona humana es condición indispensable de la paz en el interior de los estados y en sus relaciones mutuas;

II. Admitir que la práctica de la democracia en el interior del Estado y en sus relaciones internacionales es un elemento necesario para la paz y para la buena inteligencia entre los pueblos;

III. Observar rigurosamente los mandatos del Derecho de Gentes y los preceptos de la moral y de la justicia internacionales;

IV. Aceptar la buena fe y el fiel cumplimiento de los tratados internacionales como principio normativo de toda comunidad internacional organizada;

V. Proscribir la conquista territorial y la doctrina de los hechos cumplidos;

VI. Establecer el principio de la igualdad jurídica de los Estados sin consideración a su población, su riqueza, su fuerza y su extensión territorial, pero admitiendo al mismo tiempo que las grandes potencias, por tener una mayor responsabilidad internacional, deben tener igualmente una mayor influencia funcional en la organización del mundo;

VII. Condenar la intervención de un Estado en los asuntos internos o externos de otro;

VIII. Renunciar al empleo de la violencia como medio para resolver los conflictos entre los Estados y declarar que la guerra de agresión constituye un crímen internacional que compromete no sólo la responsabilidad del Estado agresor sino también la responsabilidad personal de los jefes políticos y militares de tal Estado;

IX. Obligarse a resolver por medios pacíficos (arreglos directos, investigación, conciliación, arbitraje, justicia internacional) todos los conflictos que surjan entre los Estados cualesquiera que sean su origen y su carácter;

X. Declarar que todo atentado contra la integridad territorial, contra la soberanía o la independencia política de un Estado constituye una agresión contra todos los demás miembros de la comunidad internacional;

XI. Proclamar que los principios de solidaridad y de cooperación entre los pueblos, incorporados en el documento conocido con el nombre de la Carta del Atlántico firmado el 14 de agosto de 1941 por el Presidente de los Estados Unidos de América y por el Primer Ministro del Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte, constituyen un mínimum de las normas de conducta que todo Estado civilizado debe observar y respetar.

Han resuelto adoptar el presente <u>Pacto Constitucional de las Naciones Unidas</u>.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/14 (t)
May 6, 1945

GENERAL

AMENDEMENTS AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS PRESENTES PAR LA DELEGATION CANADIENNE.

Introduction

En proposant les amendements qui vont suivre, la Délégation canadienne a tenu compte de ceux qui ont été présentés par un certain nombre d'autres délégations. Elle n'a pas inséré dans ses propres suggestions plusieurs amendements déjà soumis et qu'elle se propose d'appuyer.

Composition du Conseil de Sécurité

(Chapitre VI, Section A)

1. A la seconde phrase du Chapitre VI A, supprimer les mots " le moment venu" devant "de la France".

2. A la troisième phrase du Chapitre VI A, substituer la suivante :

> " L'Assemblée Générale élira six Etats aux sièges non permanents. Elle adoptera des règles relatives au choix des membres non permanents en vue d'assurer qu'il soit dûment tenu compte de la contribution des membres au maintien de la paix et de la sécurité internationales ainsi que de l'exécution de leurs obligations envers les Nations Unies."

Vote au sein du Conseil de Sécurité*

(Chapitre VI, Section C)

*Cet amendement est en relation avec les amendements proposés par la Délégation canadienne à la Section D du Chapitre VI et à la Section B du Chapitre VIII.

Les premières lignes du paragraphe 3 devraient être amendées de la façon suivante:

" Les décisions du Conseil de Sécurité sur toutes les autres questions seront prises à une majorité représentant au moins les deux tiers de tous les membres du Conseil de Sécurité et comprenant les voix des membres permanents."

Membres temporaires du Conseil de Sécurité *

(Chapitre VI, Section D)

Les paragraphes 4 et 5 devraient être amendés de la façon suivante:

" 4. Tout membre des Nations Unies non représenté au Conseil de Sécurité sera invité à envoyer un représentant qui siégera en qualité de membre à toute séance du Conseil de Sécurité lors de l'examen de questions affectant particulièrement les intérêts de ce membre.

" 5. Tout membre des Nations Unies non représenté au Conseil de Sécurité et tout Etat non membre des Nations Unies, s'ils sont parties à un différend soumis à l'examen du Conseil de Sécurité, seront invités à envoyer un représentant qui siégera en qualité de membre à toute séance du Conseil de Sécurité lors de l'examen du différend".

Conseil de Sécurité : Procédure

(Chapitre VI, Section D)

Le nouveau paragraphe 6 suivant devrait être inséré:

" Le Conseil de Sécurité soumettra chaque année, et quand le besoin s'en fera sentir, des rapports spéciaux à l'étude de l'Assemblée Générale."

Détermination de l'existence de menaces à la paix ou d'actes d'agression et mesures à prendre à ce sujet*

(Chapitre VIII, Section B)

* Cet amendement est en relation avec ceux qui ont été proposés par la Délégation canadienne aux Sections C et D du Chapitre 6.

Insérer le nouveau paragraphe ci-dessous entre les paragraphes 7 et 8 :

" Tout membre des Nations Unies non représenté au Conseil de Sécurité sera invité à envoyer un représentant qui siégera en qualité de membre à toute séance du Conseil de Sécurité où sera discuté, en vertu du paragraphe 4 ci-dessus, l'emploi des forces qu'il s'est engagé à mettre à la disposition du Conseil de Sécurité aux termes de l'accord ou des accords spéciaux prévus au paragraphe 5 ci-dessus."

Dispositions relatives à la coopération économique et sociale sur le plan international

Chapitre IX

NOTE: La Délégation canadienne est d'avis que les diverses dispositions du Chapitre IX des propositions pourraient utilement être remaniées et clarifiées. Elle soumet donc pour ce Chapitre un projet revisé qui tient compte de certains amendements présentés par d'autres délégations. (On trouvera, entre parenthèses, à la fin de chaque disposition, un renvoi aux dispositions correspondantes des Propositions de Dumbarton Oaks faisant l'objet du Document 1 de la Conférence).

Section A, But. (La déclaration concernant le but pourrait peut-être, lors de la rédaction finale, être transportée de ce Chapitre au Chapitre I et jointe à l'exposé général des buts de la Charte.)

En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires aux relations pacifiques et amicales entre nations (page 17, lignes 14 à 17), les membres conviennent de coopérer entièrement entre eux et avec les Nations Unies (nouvelle disposition) afin :

(a) de réaliser des niveaux de vie plus élevés et de favoriser le progrès et le développement en matière économique et sociale (nouvelle disposition)

(b) de faciliter la solution des problèmes économiques sociaux et autres problèmes analogues se posant sur le plan international (page 17, lignes 21-24).

(c) d'instaurer le respect des droits et des libertés fondamentales de l'homme (page 17, lignes 19,20).

Section B - Organisation.

1. En vue de développer la coopération internationale dans les domaines économique, social et dans les autres domaines analogues, ainsi que de redresser les situations de nature à nuire au bien-être général, l'Assemblée Générale ordonnera des études et formulera des recommandations (page 5, lignes 12-17), dans la forme qu'elle jugera convenable, aux membres des Nations Unies et aux organismes et offices interhationaux de caractère officiel mis en relation avec les Nations Unies (dénommés ci-dessous "organisations et offices affiliés"). (Disposition nouvelle). Les Nations Unies provoqueront, en tant que de besoin, des négociations entre les nations intéressées, en vue de la création de toute organisation ou office spécialisés dans les domaines économique, social ou autres, pour l'accomplissement des tâches visées ci-dessus (disposition nouvelle).

2. Afin de l'assister dans l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées, l'Assemblée Générale constituera un Conseil Economique et Social (page 18, lignes 24 et seq.) qui, en plus des fonctions plus spécifiquement visées par les Sections D et E ci-dessous (disposition nouvelle), recevra des rapports des membres des Nations Unies et des organisations et offices affiliés sur les mesures prises pour mettre à effet les recommandations de l'Assemblée Générale (page 18, lignes 19, 20 et 24-26) et communiquera les observations que lui inspireront ces rapports à l'Assemblée Générale (disposition nouvelle).

3. Le Conseil Economique et Social aura la faculté de nommer les Comités et Commissions dont il pourrait avoir besoin dans l'accomplissement de ses tâches (page 19, lignes 14-17).

4. Un personnel permanent qui fera partie du Secrétariat des Nations Unies assistera le Conseil Economique et Social ainsi que les Comités et Commissions qui pourraient être nommés par ce Conseil (page 19, lignes 18-20).

Section C - Constitution du Conseil Economique et Social (page 18, ligne 6)

1. L'Assemblée Générale élira dix-huit membres des Nations Unies dont les représentants constitueront le Conseil Economique et Social (page 18, lignes 8-10). En procédant à cette élection, l'Assemblée Générale tiendra dûment compte de la nécessité d'accorder une représentation suffisante aux Etats ayant une grande importance économique (disposition nouvelle). Les membres qui seront ainsi représentés recevront

un mandat de trois ans (page 18, lignes 8-10), toutefois, lors de la première élection, six membres ne seront élus que pour un an, six autres pour deux ans et six autres enfin seront élus pour une durée de trois ans (disposition nouvelle) (page 18, lignes 9-10). Chacun de ces membres aura un représentant qui disposera d'une voix. Les décisions du Conseil Economique et Social seront prises à la majorité simple, à condition que douze membres au moins prennent part au vote (page 18, lignes 10-13). Le Conseil Economique et Social adoptera son propre règlement intérieur et fixera le mode d'élection de son Président (page 19, trois dernières lignes).

Section D - Fonctions et pouvoirs du Conseil Economique et Social.

En dehors des fonctions énumérées ailleurs (disposition nouvelle), le Conseil Economique et Social aura qualité pour (page 18, lignes 17-18):

(a) recevoir et examiner les rapports émanant des organismes et offices affiliés (page 18, lignes 24-26).

(b) communiquer à l'Assemblée Générale et aux membres des Nations Unies les observations qu'il aurait à formuler sur les questions générales de politique économique et sociale internationale après étude de ces rapports (disposition nouvelle).

(c) faire, de sa propre initiative, des études, des rapports (disposition nouvelle) et des recommandations touchant les questions économiques, sociales et autres questions analogues sur le plan international (page 18, lignes 21-23) à l'intention de l'Assemblée Générale, des membres des Nations Unies et des organismes et offices affiliés (disposition nouvelle).

(d) ...aider le Conseil de Sécurité, sur la demande de celui-ci, et de mettre le Secrétaire Général à même de fournir des renseignements au Conseil de Sécurité (page 19, lignes 5-8).

(e) accomplir les tâches que lui confieraient les membres des Nations Unies ainsi que les organismes et offices affiliés en ce qui concerne les questions économiques, sociales et les autres questions analogues, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale (disposition nouvelle).

(f) s'acquitter de toutes fonctions dont il pourrait être chargé en vertu d'un accord intergouvernemental, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale (dispo-

sition nouvelle).

(g) s'acquitter de toutes autres fonctions, dans les limites générales de sa compétence, qui pourraient lui être assignées par l'Assemblée Générale (page 19, lignes 9-11).

Section X - Relations avec d'autres organisations internationales de caractère officiel (disposition nouvelle)

1. Des organismes et offices intergouvernementaux de caractère économique, social et analogue chargés, dans leur domaine, de tâches spéciales définies dans leurs statuts, seront mis en relations avec les Nations Unies dans des conditions qui seront définies par une convention entre le Conseil Economique et Social et les autorités compétentes de ces organismes et offices spécialisés, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale (page 17, lignes 23-27, et page 18, lignes 1-4). Il appartiendra au Conseil Economique et Social de provoquer la conclusion de telles conventions (nouvelle disposition.

2. Le Conseil Economique et Social coordonnera les activités des organismes et offices affiliés en se concertant avec ces organismes et offices et en leur adressant des recommandations (page 18, lignes 27-28 et page 19, ligne 1) ainsi qu'à l'Assemblée Générale et aux membres des Nations Unies (disposition nouvelle).

3. Le Conseil Economique et Social prendra avec les organismes et offices affiliés les arrangements nécessaires en vue de la participation, lorsque celle-ci sera utile, de représentants de ces organismes et offices à ses délibérations ainsi qu'à celles de tout Comité ou Commission constitué par lui (page 19, ligne 21-24) de même que pour la participation de représentants du Conseil Economique et Social aux délibérations de ces organismes et offices (disposition nouvelle).

Secrétariat

(Chapitre X)

Ajouter les paragraphes ci-dessous :

4. Le Secrétaire Général et le personnel des Nations Unies s'abstiendront de demander ou de recevoir des instructions émanant d'un Gouvernement ou d'une autorité quelconque extérieure à l'Organisation des Nations Unies au sujet de l'accomplissement de leurs fonctions. Le Secrétaire Général et le personnel s'abstiendront de tout acte et en particulier de toute déclaration publique incompatible avec leur situation de

fonctionnaires internationaux, soit dans leur propre pays, soit ailleurs. Chaque membre s'engage à respecter intégralement le caractère international des fonctions du Secrétaire Général et du personnel et de ne pas chercher à influencer des fonctionnaires dans l'accomplissement de leurs devoirs.

5. La nomination et les conditions d'engagement du personnel des Nations Unies seront conçues de façon à permettre la création d'une administration véritablement internationale douée des plus hautes qualités de rendement, de compétence et d'intégrité. Le personnel sera choisi par le Secrétaire Général selon des règles qui seront établies par l'Assemblée Générale. Les emplois seront également accessibles aux hommes et aux femmes. Sous réserve de la considération primordiale du rendement, de la compétence et de l'intégrité, il sera dûment tenu compte du fait qu'il importe de recruter le personnel sur une base géographique aussi large que possible.

6. Afin d'assurer l'indépendance des Nations Unies, les organismes et offices internationaux et officiels mis en relation avec elles, ainsi que le personnel des Nations Unies et des offices affiliés, leur statut juridique et les immunités qu'il y aura lieu de leur conférer par rapport à leurs autorités nationales seront définis par une convention que l'Assemblée Générale adoptera en vue de la soumettre aux membres des Nations Unies. Ces derniers s'engagent à n'intenter en aucun cas une action judiciaire visant des actes accomplis par ces fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions officielles, à moins que cette immunité ne soit levée par les Nations Unies.

AMENDEMENTS

(Chapitre XI)

Insérer dans ce Chapitre les additions suivantes:

1. "Aucun amendement ne sera examiné par l'Assemblée Générale si son texte n'a pas été communiqué par le Secrétaire Général à tous les membres au moins trois mois avant l'ouverture de l'Assemblée Générale.

2. Dans le courant de la dixième année à compter du jour où la Charte entrera en vigueur, une Conférence spéciale des Nations Unies sera convoquée aux fins d'étudier la revision générale de la Charte à la lumière de l'expérience acquise."

852

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/14 (u)
May 6, 1945

GENERAL

MODIFICATIONS DE LA DELEGATION PERUVIENNE SUR LES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

LA DELEGATION DU PEROU PROPOSE:

(COMMISSION I)

D'ajouter la phrase suivante à la fin du paragraphe 1 du Chapitre II des Propositions de Dumbarton Oaks:

> "Dans l'ordre international, qui comporte essentiellement le respect de la personnalité des Etats, y compris leurs attributs de souveraineté, d'indépendance et d'intégrité territoriale, ainsi que l'observation fidèle des traités internationaux."

Le paragraphe mentionné devrait donc être ainsi conçu:

> "1. L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats épris d'un idéal de paix, dans l'ordre international, qui comporte essentiellement le respect de la personnalité des Etats, y compris leurs attributs de souveraineté, d'indépendance et d'intégrité territoriale, ainsi que l'observation fidèle des traités internationaux."

(COMMISSION II)

D'insérer au paragraphe 6 de la Section B du Chapitre V des Propositions de Dumbarton Oaks, cité ci-dessous, les mots qui y sont soulignés:

> "6. L'Assemblée Générale devrait entreprendre des études et faire des recommandations en vue de promouvoir la coopération internationale dans les domaines politique,

Economique et social, en prévenant toute agression économique, et de régler les situations susceptibles de porter préjudice au bien-être général."

(COMMISSION III)

De substituer au paragraphe 6 de la Section A du Chapitre VIII des Propositions de Dumbarton Oaks le mot "obligatoirement" aux mots "D'une manière générale."

2. D'insérer au même paragraphe, après les mots "Les différends juridiques devraient, d'une manière générale (obligatoirement) être soumis à la Cour Internationale de Justice," la phrase suivante: "Dans le cas où l'une des parties ou le Conseil de Sécurité soutiendrait que la question n'est pas justiciable d'un tribunal, la Cour elle-même décidera de sa compétence."

3. D'ajouter ce qui suit au paragraphe 7 de la Section A du même chapitre: "La Cour Internationale de Justice, sur la requête de l'une des parties ou sur l'initiative du Conseil de Sécurité, décidera si la question en litige relève de la compétence internationale ou de la compétence intérieure."

San Francisco, le 4 mai, 1945

Manuel C. Gallagher

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (SPANISH)
G/14 (u)
May 6, 1945

GENERAL

MOCIÓN DE LA DELEGACIÓN DEL PERÚ

(COMISIÓN I)

LA DELEGACIÓN DEL PERÚ PROPONE:

Agregar al final del párrafo 1o. del Capítulo II del Plan de Dumbarton Oaks, la siguiente frase:

"Dentro del orden internacional, que está cons-
"tituído esencialmente por el respeto a la per-
"sonalidad de los Estados, con sus atributos
"de soberanía, independencia e integridad terri-
"torial, y por la fiel observancia de los Trata-
"dos internacionales".

En consecuencia, el mencionado párrafo quedaría redactado en la siguiente forma:

"1. El organismo se fundamenta en el principio de la igualdad soberana de todos los Estados amantes de la paz, dentro del orden internacional, que está constituído esencialmente por el respeto a la personalidad de los Estados, con sus atributos de soberanía, independencia e integridad territorial, y por la fiel observancia de los Tratados internacionales."

San Francisco, 4 de mayo de 1945.

(Firmado) Manuel C. Gallagher

MOCIÓN DE LA DELEGACIÓN DEL PERÚ

(COMISIÓN II)

LA DELEGACIÓN DEL PERÚ PROPONE:

Insertar, en el párrafo 6 del Apartado B del Capítulo V del Plan de Dumbarton Oaks que se trascribe a continuación, las palabras que en él aparecen subrayadas:

"6.- La Asamblea General debería iniciar estu-
"dios y hacer recomendaciones para promover la
"cooperación internacional en materias políticas,
"económicas y sociales, evitando la agresión econó-
"mica, y para ajustar situaciones que pudieran
"perjudicar el bienestar general".

San Francisco, 4 de mayo de 1945.

(Firmado) Manuel C. Gallagher

MOCION DE LA DELEGACIÓN DEL PERÚ

(COMISIÓN III)

LA DELEGACIÓN DEL PERÚ PROPONE:

1o.- Substituir en el párrafo 6 de la Sección A del Capítulo VIII del Plan de Dumbarton Oaks las palabras "por lo general" con la palabra "obligatoriamente".

2o.- Insertar en ese mismo párrafo después de la frase "Las controversias justiciables se deberían referir por lo general (obligatoriamente) al Tribunal Internacional de Justicia", lo siguiente: "En caso de que una de las Partes o el Consejo de Seguridad alegaren que la materia no es justiciable, el Tribunal resolverá su propia competencia."

3o.- Agregar en el párrafo 7 de la Sección A del mismo Capítulo, lo siguiente: "El Trbiunal de Justicia Internacional resolverá, a petición de cualquiera de las Partes o por iniciativa del Consejo de Seguridad, si la materia controvertida es de la jurisdicción internacional o de la jurisdicción doméstica."

San Francisco, 4 de mayo de 1945.

(Firmado) Manuel C. Gallagher

-2-

856

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/14 (v)
May 6, 1945.

GENERAL

AMENDEMENTS ADDITIONNELS AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS PROPOSES PAR LES ETATS-UNIS

CHAPITRE V. L'ASSEMBLEE GENERALE

SECTION B - FONCTIONS ET POUVOIRS

Nouveau paragraphe à insérer après l'article 6:

Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la présente section, l'Assemblée Générale devrait avoir le droit de recommander les mesures nécessaires au règlement pacifique de toute situation, quelle que soit son origine, qu'elle jugerait susceptible de nuire au bien-etre général ou aux relations amicales entre les Nations, y compris les situations résultant d'une infraction aux Buts et Principes qui font l'objet de la présente Charte.

CHAPITRE VIII. ACCORDS VISANT LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALES Y COMPRIS LA PREVENTION ET LA REPRESSION DE TOUTE AGRESSION.

Section C - ACCORDS REGIONAUX

2. Le conseil de Sécurité devrait, chaque fois qu'il convient, faire usage de ces accords ou organismes en vue de l'application, sous son autorité, de mesures coercitives, mais aucune mesure coercitive ne devrait être appliquée en vertu d'arrangements régionaux ou par des organismes régionaux sans l'autorisation du Conseil de Sécurité, à l'exception des mesures prises contre les Etats ennemis au cours de la présente guerre, conformément au Chapitre XII, paragraphe 2 ou à des accords régionaux s'opposant au renouvellement de la politique d'agression de la part de ces Etats, jusqu'à ce qu'il ait été possible, avec le consentement des Gouvernements intéressés, d'attribuer à l'Organisation la responsabilité de prévenir toute agression future de la part d'un état

actuellement en guerre avec les nations unies.

(NOTE: Les amendements sont indiqués en soulignant les passages ajoutés et en rayant les passages omis.)

ARRANGEMENTS CONCERNANT LE TRUSTEESHIP INTERNATIONAL

Chapitre additionnel proposé par les Etats-Unis

(Note)- Le présent projet n'a trait qu'aux principes et au mécanisme et ne préjuge en rien de son application à tel ou tel territoire particulier.

1. L'Organisation devrait établir sous son autorité un système de Trusteeship international pour l'administration et le contrôle des territoires qui pourraient être placés sous ce régime en vertu d'un accord ultérieur.

2. Les objectifs fondamentaux du système du Trusteeship devraient être: (a) d'assurer la paix et la sécurité internationales, (b) de favoriser l'avancement politique, économique et social des territoires sous trust ainsi que de leurs habitants et d'amener progressivement ceux-ci à pouvoir se gouverner eux-mêmes et (c) à instaurer dans les territoires sous trust, un traitement non différentiel en matière d'activités économiques et d'autres activités civiles appropriées des ressortissants de tous les Etats membres.

3. Le système du Trusteeship ne serait applicable qu'aux territoires entrant dans les catégories suivantes et qui pourraient être placés sous ce régime par des arrangements de Trusteeship: (a) territoires actuellement sous mandat; (b) territoires qui pourraient être détachés d'Etats ennemis comme conséquence de la présente guerre et (c) territoires qui seraient placés volontairement sous ce régime par les Etats responsables de leur administration. La question de savoir quels territoires devraient faire l'objet du système de Trusteeship et à quelles conditions devra être réglée par un accord ultérieur.

4. Il appartiendrait aux Etats directement intéressés de se mettre d'accord sur l'arrangement de Trusteeship relatif à chaque territoire à placer sous trust et cet arrangement devrait être approuvé ainsi qu'il est prévu dans les paragraphes 7 et 8 ci-dessous.

5. Les arrangements de Trusteeship devraient comprendre, dans chaque cas les conditions dans lesquelles le territoire sera administré.

858

6. Il pourra être prévu, dans l'arrangement de Trusteeship, une zone ou des zones stratégiques pouvant comprendre tout ou partie du territoire auquel s'applique l'arrangement.

7. Toutes les fonctions de l'Organisation touchant les zones stratégiques, y compris l'approbation des arrangements de Trusteeship, leur modification ou amendement, devraient être exercées par le Conseil de Sécurité.

8. Les fonctions de l'Organisation relatives aux arrangements de Trusteeship concernant toutes les autres régions devraient être exercées par l'Assemblée Générale.

9. Afin d'aider l'Assemblée Générale à s'acquitter des fonctions qui, en vertu du système de Trusteeship, ne sont pas réservées au Conseil de Sécurité, un Conseil de Trusteeship devrait être institué et travailler sous son autorité. Ce Conseil devrait être formé de représentants spécialement qualifiés, désignés (a) à raison d'un chacun par les Etats administrant des territoires sous trust et (b) à raison d'un chacun par un nombre égal d'autres Etats nommés pour des périodes de trois ans par l'Assemblée Générale.

10. L'Assemblée Générale et, sous son autorité, le Conseil de Trusteeship devraient être habilités, dans l'exercice de leurs fonctions, à examiner les rapports soumis par les autorités d'administration, à accepter des pétitions, à instituer des enquêtes et à prendre d'autres mesures de leur compétence telle que celle-ci est définie par les arrangements de Trusteeship.

11. Les autorités d'administration dans chaque territoire sous trust ressortissant de la compétence de l'Assemblée Générale devraient présenter chaque année un rapport à ladite Assemblée sur la base d'un questionnaire établi par le Conseil de Trusteeship.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2(RUSSIAN)
G/14 (w)
May 5, 1945

GENERAL

ГЛАВА VIII РАЗДЕЛ С ПУНКТ 2

Совет Безопасности должен, где это уместно, использовать такие мероприятия или региональные органы для принудительных действий под его руководством. • Но никакие принудительные действия не могут быть предприняты в соответствии с региональными соглашениями без полномочий от Совета Безопасности, за исключением мер, предусмотренных в региональных соглашениях, направленных против возобновления агрессивной политики со стороны государств-агрессоров этой войны. Государства - стороны должны сообщать Совету Безопасности в кратчайший срок меры, которые они намерены предпринять в целях выполнения условий указанных договоров

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)*
G/14 (w)(1)
May 6, 1945.

GENERAL

Texte d'un amendement aux Propositions de Dumbarton Oaks

présenté par la Délégation de l'U.R.S.S.

CHAPITRE VIII, SECTION C

2. Le Conseil de Sécurité devra, chaque fois qu'il convient, faire usage de ces arrangements ou organismes régionaux en vue de l'application, sous son autorité, de mesures coercitives; mais aucune mesure coercitive ne pourra être appliquée, en vertu d'arrangements régionaux, sans l'autorisation du Conseil de Sécurité, à l'exception des mesures prévues dans les dits arrangements, et qui sont destinées à empêcher de nouveaux recours à une politique d'agression de la part des Etats agresseurs qui sont à l'origine de la présente guerre. Les Etats parties /à des accords régionaux/ doivent faire connaître au Conseil de Sécurité, dans le délai le plus bref, les mesures qu'ils comptent prendre en vue de remplir les engagements qu'ils auront contractés du fait qu'ils ont signé les arrangements en question.

Note: Les mots entre parenthèses ont été insérés dans la traduction anglaise. Ils n'étaient pas dans l'original.

*Ce document remplace le document 2 G/14 (w) identique quant au contenu

The United Nations Conference on International Organization

861
DOC. 2(FRENCH)
G/25
MAY 5, 1945.

GENERAL

AMENDEMENTS AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS SOUMIS PAR LES DELEGATIONS DU BRESIL, DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE ET DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE.

Les délégations du Brésil, de la République Dominicaine, et des Etats-Unis du Mexique proposent les amendements suivants aux Propositions de DUmbarton Oaks:

Insérer, en un endroit quelconque du Chap.1, Buts, le paragraphe suivant:

Assurer le respect des droits de l'être humain et des libertés fondamentales, sans distinction de race, de sexe, de conditions ou de religion.

JUSTIFICATION.

A l'appui de ce qui précède, nous faisons remarquer que cette proposition est conforme au progrès et au développement du droit et de la politique internationaux récemment affirmé par l'Acte Final de la Conférence Inter-Américaine sur les problèmes de Guerre et de Paix, approuvé à Chapultepec, Mexico, le 7 mars 1945.

Les Délégations du Brésil, de la République Dominicaine et des Etats-Unis du Mexique soumettent l'amendement suivant aux propositions de Dumbarton Oaks:

Insérer, à un endroit quelconque du Chap.V, le paragraphe suivant:

La Représentation et la participation à l'Organisation Internationale seront ouvertes, dans les mêmes conditions, aux hommes et aux femmes.

JUSTIFICATION.

A l'appui de ce qui précède, nous faisons remarquer que cette proposition est conforme au développement

du droit et de la politique internationaux fréquemment affirmés et tout récemment encore déclarés dans l'Acte Final de la Conférence Inter-Américaine sur les problèmes de Guerre et de Paix, approuvé à Mexico, le 7 mars 1945.

Les Délégations du Brésil, de la République Dominicaine et des Etats-Unis du Mexique, soumettent l'amendement suivant au Chapitre IX des Propositions de Dumbarton Oaks, Dispositions relatives à la coopération économique et sociale, Section A, But et relations, paragraphe 1. (Ligne 5) (Doc.1 G/1).... promouvoir le respect des droits de l'être humainet des libertés fondementales, encourager le principe démocratique d'égalité de statut, de facilités et de responsabilités pour les hommes et pour les femmes. L'Assemblée générale etc.....

JUSTIFICATION.

Le présent amendement est conforme au développement de la Politique et du Droit Internationaux, tel qu'il apparait dans les instruments juridiques antérieurs et qu'il a été récemment affirmé à nouveau à la Conférence Inter-Américaine.

Les Délégations du Brésil, de la République Dominicaine et des Etats-Unis du Mexique soumettent l'amendement suivant au Chapitre X, Secrétariat, paragraphe 1, des Propositions de Dumbarton Oaks:(Lignes 1 à 6, Doc.1,G/1).

1. Il devrait y avoir un Secrétariat composé d'un Secrétaire Général et du Personnel nécessaire, toutes les fonctions étant également accessibles aux hommes et aux femmes. Le Secrétaire -Général, etc.....

JUSTIFICATION.

Cette proposition est conforme au progrès

continu du droit et de la Politique Internationaux, tel qu'il a déjà été exprimé dans le Pacte de la Société des Nations, Article 7, para.3, ainsi conçu: " Toutes les fonctions de la Société ou des Services qui s'y rattachent, y compris le Secrétariat, sont également accessibles aux hommes et aux femmes" et qu'il a été plus récemment affirmé à nouveau par la Conférence Inter-Américaine sur les problèmes de la Guerre et de la Paix.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (SPANISH)
G/25
May 5, 1945

GENERAL

ENMIENDAS A LAS PROPUESTAS DE DUMBARTON OAKS SOMETIDAS POR LAS DELEGACIONES DEL BRASIL, LA REPÚBLICA DOMINICANA, Y LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS

Las Delegaciones del Brasil, la República Dominicana, y los Estados Unidos Mexicanos presentan las siguientes enmiendas a las Propuestas de Dumbarton Oaks:

Que se inserte en el sitio pertinente del Capítulo I, Fines, el siguiente párrafo: Asegurar el respeto a los derechos del hombre y a las libertades fundamentales, sin distinción de raza, sexo, condición o religión.

FUNDAMENTO

En apoyo de lo anteriormente expresado, sostenemos que la propuesta está de acuerdo con el progreso y desenvolvimiento del derecho y las normas internacionales, según quedaron recientemente establecidos en el Acta Final de la Conferencia Interamericana sobre Problemas de la Guerra y la Paz, aprobada en Chapultepec, México, el 7 de marzo de 1945.

Las Delegaciones del Brasil, la República Dominicana, y los Estados Unidos Mexicanos presentan la siguiente enmienda a las Propuestas de Dumbarton Oaks:

Que se inserte en el sitio pertinente del Capítulo V, el siguiente párrafo:

El hombre y la mujer tendrán representación y participación, en pie de igualdad, en el Organismo Internacional.

FUNDAMENTO

En apoyo de lo anteriormente expresado, sostenemos que la propuesta está de acuerdo con la evolución del derecho y las normas internacionales ratificadas frecuentemente, y más

recientemente en el Acta Final de la Conferencia Interamericana sobre Problemas de la Guerra y la Paz, aprobada en Chapultepec, México, el 7 de marzo de 1945.

Las Delegaciones del Brasil, la República Dominicana y los Estados Unidos Mexicanos presentan la siguiente enmienda a. Capítulo IX, Disposiciones para la Cooperación Internacional en la Solución de los Problemas Económicos y Sociales, Sección A, Propósitos y Relaciones, Párrafo 1 de las Propuestas de Dumbarton Oaks (Doc. I G/1):

> ... y para promover el respeto a los derechos del hombre y a las libertades fundamentales, y fomentar el principio democrático de la igualdad de condiciones, oportunidades, y responsabilidades para hombres y mujeres. La responsabilidad para el desempeño de esta función... etc.

FUNDAMENTO

Esta enmienda está de acuerdo con el desenvolvimiento de las normas y el derecho internacionales, según ha quedado ratificado en instrumentos jurídicos anteriores y se ratificó recientemente en la Conferencia Interamericana sobre Problemas de la Guerra y la Paz.

Las Delegaciones del Brasil, la República Dominicana y los Estados Unidos Mexicanos presentan la siguiente enmienda al Capítulo X, La Secretaría, Párrafo 1 de las Propuestas de Dumbarton Oaks (Documento 1 G/1):

> I. Debería haber una Secretaría que consistiera de un Secretario General y del personal que fuere necesario, proporcionándoseles oportunidades iguales para ocupar cargos al hombre y la mujer. El Secretario General etc...

FUNDAMENTO

Esta propuesta está de acuerdo con el desarrollo constante del derecho y de las normas internacionales, según se desprende del Pacto de la Sociedad de Naciones, Artículo VII, Párrafo 3, que lee como sigue: "Los cargos de la Sociedad y de los servicios anejos a la misma, incluso los de la Secretaría, serán accesibles a los hombres y a las mujeres por igual"; principio que se ratificó recientemente en la Conferencia Interamericana sobre Problemas de la Guerra y la Paz.

86

The United Nations Conference on International Organization

DOC.2 (FRENCH)
G/26 (a)
MAY 5, 1945

GENERAL

CHAPITRE_____

REGIME DE TUTELLE INTERNATIONALE

AVANT PROJET FRANÇAIS

Note 1/ Le présent projet ne se réfère qu'à des questions de principe et de méthode et ne préjuge en rien la mise sous tutelle internationale d'un territoire particulier.

Note 2/ Si le présent projet doit être inclus à titre de chapitre dans la Charte d'organisation, les paragraphes et les clauses de la Charte qui s'y réfèrent devront être revisés en vue de leur mise en harmonie avec les dispositions du système de tutelle internationale.

Article 1er. L'organisation devrait établir, sous son autorité, un système de tutelle internationale en vue de l'administration et de la surveillance de tels territoires qui pourraient être placés sous ce régime par accord particulier ultérieur.

Article 2. Les buts essentiels du régime devraient donc être les suivants:

a) favoriser la paix et la sécurité internationales;
b) promouvoir l'avancement politique, économique et social des territoires sous tutelle internationale et de leurs habitants, ainsi que le développement progressif de leurs institutions politiques;

560

c) assurer dans ces territoires un traitement non discriminatoire pour ce qui concerne les activités légitimes, civiles et économiques des nationaux des Etats membres de l'Organisation et, par réciprocité, assurer à ces territoires un traitement économique équitable de la part des Etats membres de l'Organisation.

Article 3. Le régime de tutelle internationale s'appliquera seulement à ceux des territoires qui, rentrant dans les catégories suivantes, viendraient à être placés sous ce régime en vertu d'accords subséquents:

a) territoires actuellement sous mandat;
b) territoires qui, à la suite de la guerre, pourraient être détachés des Etats ennemis.

Seul un accord ultérieur à conclure dans chaque cas particulier pourrait déterminer quels territoires seraient placés sous tutelle et à quelles conditions.

Article 4. Pour chaque territoire à placer sous tutelle, un traité particulier de tutelle devrait être conclu d'accord entre les Etats directement intéressés et devrait faire l'objet, suivant le cas, de l'approbation prévue à l'Article 7 ou à l'Article 8 ci-après.

Article 5. Chaque traité particulier de tutelle devrait énoncer les conditions, variables suivant les caractéristiques des territoires et des peuples considérés, dans lesquelles s'exercerait la tutelle.

Article 6. On pourrait désigner, dans l'accord de tutelle, une ou des zones stratégiques. Ces zones pourraient inclure tout ou partie du territoire auquel s'applique l'accord.

Article 7. Toutes les attributions de l'Organisation au sujet des zones stratégiques, y compris l'approbation des accords de tutelle visés à l'Article 6 ci-dessus, ainsi que leur modification, seront exercées par le Conseil de sécurité.

Article 8. Les attributions de l'Organisation relatives aux accords de tutelle relatifs à tous autres territoires seront exercées par l'Assemblée générale.

868

Article 9. Pour aider l'Assemblée générale dans l'exercice de ses attributions prévues à l'Article 8, un Conseil de tutelle internationale sera établi sous son autorité. Ce Conseil sera composé de représentants spécialement qualifiés désignés de la manière suivante:

a) un par chacun des Etats chargés d'administrer des territoires sous tutelle;

b) un par un nombre égal d'autres Etats nommés pour 3 ans par l'Assemblée générale.

Article 10. L'Assemblée générale et, sous son autorité, le Conseil de tutelle, auraient les pouvoirs nécessaires d'examiner les rapports qui leur seraient soumis par les autorités responsables de l'administration des territoires sous tutelle et, de façon générale, d'exercer les attributions de leur compétence telles qu'elles auraient été définies par les accords particuliers de tutelle.

Article 11. L'autorité responsable de l'administration des territoires visés à l'Article 8 fera à l'Assemblée générale un rapport annuel sur la base d'un questionnaire établi par le Conseil de tutelle.

The United Nations Conference on International Organization

Doc.2 (FRENCH)
G/26 (c)
May 5, 1945.

GENERAL

ARRANGEMENTS CONCERNANT LE TRUSTEESHIP INTERNATIONAL

Chapitre additionnel proposé par les Etats-Unis

(Note)- Le présent projet n'a trait qu'aux principes et au mécanisme et ne préjuge en rien de son application à tel ou tel territoire particulier.

1. L'Organisation devrait établir sous son autorité un système de Trusteeship international pour l'administration et le contrôle des territoires qui pourraient être placés sous ce régime en vertu d'un accord ultérieur.

2. Les objectifs fondamentaux du système du Trusteeship devraient être : (a) d'assurer la paix et la sécurité internationales, (b) de favoriser l'avancement politique, économique et social des territoires sous trust ainsi que de leurs habitants et d'amener progressivement ceux-ci à pouvoir se gouverner eux-mêmes et (c) à instaurer, dans les territoires sous trust, un traitement non différentiel en matière d'activités économiques et d'autres activités civiles appropriées des ressortissants de tous les Etats membres.

3. Le système du Trusteeship ne serait applicable qu'aux territoires entrant dans les catégories suivantes et qui pourraient être placés sous ce régime par des arrangements de Trusteeship: (a) territoires actuellement sous mandat; (b) territoires qui pourraient être détachés d'Etats ennemis comme conséquence de la présente guerre et (c) territoires qui seraient placés volontairement sous ce régime par les Etats responsables de leur administration. La question de savoir quels territoires devraient faire l'objet du système de Trusteeship et à quelles conditions devra être réglée par un accord ultérieur.

870

4. Il appartiendrait aux Etats directement intéressés de se mettre d'accord sur l'arrangement de Trusteeship relatif à chaque territoire à placer sous trust et cet arrangement devrait être approuvé ainsi qu'il est prévu dans les paragraphes 7 et 8 ci-dessous.

5. Les arrangements de Trusteeship devraient comprendre, dans chaque cas, les conditions dans lesquelles le territoire sera administré.

6. Il pourra être prévu, dans l'arrangement de Trusteeship, une zone ou des zones stratégiques pouvant comprendre tout ou partie du territoire auquel s'applique l'arrangement.

7. Toutes les fonctions de l'Organisation touchant les zones stratégiques, y compris l'approbation des arrangements de Trusteeship, leur modification ou amendement, devraient être exercées par le Conseil de Sécurité.

8. Les fonctions de l'Organisation relatives aux arrangements de Trusteeship concernant toutes les autres régions devraient être exercées par l'Assemblée Générale.

9. Afin d'aider l'Assemblée Générale à s'acquitter des fonctions qui, en vertu du système de Trusteeship, ne sont pas réservées au Conseil de Sécurité, un Conseil de Trusteeship devrait être institué et travailler sous son autorité. Ce Conseil devrait être formé de représentants spécialement qualifiés désignés (a) à raison d'un chacun par les Etats administrant des territoires sous trust et (b) à raison d'un chacun par un nombre égal d'autres Etats nommés pour des périodes de trois ans par l'Assemblée Générale.

10. L'Assemblée Générale et, sous son autorité, le Conseil de Trusteeship devraient être habilités, dans l'exercice de leurs fonctions, à examiner les rapports soumis par les autorités d'administration, à accepter des pétitions, à instituer des enquêtes et à prendre d'autres mesures de leur compétence telle que celle-ci est définie par les arrangements de Trusteeship.

11. Les autorités d'administration dans chaque territoire sous trust ressortissant de la compétence de l'Assemblée Générale devraient présenter chaque année un rapport à ladite Assemblée sur la base d'un questionnaire établi par le Conseil de Trusteeship.

The United Nations Conference on International Organization

Doc.2 (FRENCH)
G/26 (d)
May 7, 1945

GENERAL

TRUSTEESHIP DE CERTAINS TERRITOIRES

PROJET DE CHAPITRE A INSERER DANS LA CHARTE DES NATIONS UNIES

PROPOSITION DU ROYAUME-UNI

Chapitre....."Trusteeship"

1. Les Etats-Membres des Nations Unies qui ont la charge d'administrer des territoires dépendants, habités par des populations qui ne sont pas encore en état de se diriger elles-mêmes, dans les conditions difficiles du monde moderne, reconnaissent le principe fondamental d'après lequel les pays civilisés ont pour mission sacrée de développer au maximum le bien-être des habitants des dits territoires, dans le cadre de la communauté internationale. Cette mission implique, en particulier,(i) le progrès économique et social des peuples dépendants en question et (ii) le développement du "self-government", sous des formes appropriées aux conditions différentes de chaque territoire. En outre, les dits Etats conviennent que leur politique, vis-à-vis de ces territoires, au même titre que leur politique vis-à-vis de leurs territoires métropolitains, doit être fondée sur le principe général de bon voisinage, compte tenu des intérêts et du bien-être des autres membres de la communauté internationale pour tout ce qui concerne la défense des territoires et les questions économiques, sociales et commerciales.

2. Pour certains des territoires figurant dans chacune des catégories mentionnées ci-dessous, il importe d'établir un mécanisme particulier afin d'assurer l'application des principes définis au paragraphe 1 du présent chapitre. Ces catégories sont les suivantes:

(a) les territoires administrés par des Etats-Membres des Nations Unies, en vertu d'un mandat confié par la Société des Nations

(b) certains territoires qui, à la suite de la présente guerre pourront être enlevés à la souveraineté ou au mandat d'Etats qui ne sont pas membres des Nations Unies

(c) tout autre territoire auquel l'Etat sous la souveraineté ou la protection duquel il est placé, déciderait volontairement d'appliquer le système spécial prévu dans le présent chapitre.

3. Afin de donner effet, pour les catégories de territoires mentionnés au paragraphe 2 ci-dessus, au principe formulé au paragraphe 1, la tutelle de ces populations doit devenir ou rester la mission de peuples plus développés, qui sont les plus qualifiés pour s'acquitter de cette tâche et qui sont disposés à l'accepter; ils exerceront cette tutelle au nom des Nations Unies.

4. Le caractère de cette tutelle variera nécessairement selon le degré de développement atteint par le peuple en question, la situation géographique du territoire, les conditions économiques et autres éléments analogues. Les détails feront l'objet d'un accord ultérieur entre l'Etat auquel aura été confiée l'administration du territoire et les Nations Unies. Il ne sera procédé à aucune révision des mandats actuels de la Société des Nations, exercés par des Etats-Membres des Nations Unies, sans le consentement de la puissance mandataire intéressée.

5. L'Etat qui administrera un territoire quelconque auquel pourrait s'appliquer le mécanisme spécial prévu aux paragraphes 2 à 8 du présent chapitre, aura le devoir de veiller à ce que le territoire apporte sa contribution au maintien de la paix et de la sécurité internationales. A cette fin, l'Etat aura le droit d'utiliser les forces, les facilités et l'aide du territoire pour s'acquitter des obligations qu'il aura contractées à cet égard envers le Conseil de Sécurité, pour assurer la défense locale et maintenir l'ordre et faire respecter la loi à l'intérieur du territoire.

6. L'Etat qui administrera un territoire quelconque auquel pourrait s'appliquer le mécanisme spécial prévu aux paragraphes 2 à 8 du présent chapitre, communiquera au Conseil de Sécurité tous lesrenseignements que celui-ci, sur l'avis du Comité des Chefs d'Etat-Major, pourrait demander sur les forces, les facilités ou l'assistance que l'Etat en question pourrait obtenir dans les territoires, comme contribution aux obligations qu'il a contractées, en vertu de la présente Charte, pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

7. L'Etat qui administrera un territoire quelconque auquel pourrait s'appliquer le mécanisme spécial prévu aux paragraphes 2 à 8 du présent chapitre, fournira chaque année au Conseil économique et social un rapport sur les progrès réalisés dans ces domaines et sur l'administration civile des territoires.

8. Il sera institué une Commission permanente qui décidera de la forme à donner aux rapports annuels mentionnés aux paragraphes précédents, qui les recevra et les examinera et, enfin, qui fournira au Conseil économique et social des avis sur toutes questions relatives à l'application des termes du "Trusteeship" prévus pour chaque territoire, à l'exclusion des questions de sécurité.

"TRUSTEESHIP" TERRITORIAL

Note explicative sur le projet de chapitre présenté par la
DELEGATION DU ROYAUME-UNI

1. Dans le problème du "Trusteeship", le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni part du point de vue que le but essentiel de tout système de "Trusteeship" est le bien-être des habitants des territoires qui ne sont pas encore en état de s'administrer eux-mêmes. A cet égard, son point de vue se rapproche étroitement de celui qui inspire l'article 22 du Pacte de la Société des Nations. Toutefois, il est inévitable que des questions de sécurité se posent où seront intéressés les territoires faisant l'objet d'un "Trusteeship"; il importe en conséquence de prévoir dans le système certaines dispositions répondant à cette nécessité. Le projet communiqué par la Délégation du Royaume-Uni essaie de répondre pleinement aux besoins de sécurité tout en précisant clairement que l'objet essentiel du système est d'assurer le bien-être des habitants.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni établit une distinction entre le principe du "Trusteeship" dont devraient s'inspirer toutes les puissances coloniales pour l'administration de leurs territoires dépendants (et qui devrait par conséquent recevoir une application universelle) et la création d'un mécanisme international spécial qui s'appliquerait à certains territoires déterminés. Le fait que tel ou tel territoire ne soit pas soumis à ce mécanisme particulier n'implique pas que l'Etat qui en est responsable ne s'inspire pas ou ne soit pas tenu de s'inspirer, dans l'administration des territoires non soumis à ce système, des principes généreux qui sont à la base du "Trusteeship".

3. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni estime que, en ce qui concerne l'élaboration d'un système quelconque de "Trusteeship", il importe d'éviter, autant que possible, de formuler dans la Charte de l'Organisation des Nations Unies une politique dont les détails seraient trop précis ou trop rigides. Les temps changent et il se peut que telle politique que l'on aura en 1945 considérée comme une politique progressive et satisfaisante soit reconnue plus tard, lorsque les conditions mondiales auront changé, comme préjudiciable aux habitants du territoire ou contraire à leurs désirs lorsqu'ils seront devenus mieux à même d'exprimer une opinion politique. Tout système doit par conséquent permettre que l'on y apporte facilement, de temps à autre, les modifications exigées par les circonstances. Si l'on fait figurer dans la Charte de l'Organisation des dispositions précises et détaillées, on se trouvera dans l'impossibilité de les mettre à

jour sans amender la Charte elle-même. Par conséquent, celle-ci doit être rédigée dans les termes les plus généraux possibles et les précisions que l'on jugera nécessaires devront figurer soit dans les mandats, soit dans les autres documents analogues, qui pourraient faire l'objet d'une procédure de révision moins compliquée que celle qu'exige un amendement à la Charte elle-même.

4. Commentaires sur le Projet du Royaume-Uni, paragraphe par paragraphe.

Paragraphe 1.

Ce paragraphe ne semble appeler aucune observation complémentaire.

Paragraphe 2.

La classification par catégorie des territoires auxquels pourra s'appliquer le mécanisme international du "Trusteeship", est conforme aux conclusions adoptées par la Conférence de Yalta: seuls quelques amendements de forme ont été apportés, pour préciser le texte. Le paragraphe n'appelle aucune observation particulière.

Paragraphe 3.

Ce paragraphe est inspiré de l'article 22 du Pacte; il n'a été modifié que pour tenir compte de la classification des différents territoires qui pourront être soumis au système prévu, en vertu du paragraphe 2 du projet.

Paragraphe 4.

Ce paragraphe est également fondé d'une manière générale, sur l'article 22 du Pacte; il reconnaît que les divers "mandats" ne seront pas nécessairement rédigés en termes identiques et qu'il sera nécessaire de réviser dans une certaine mesure les mandats actuels.

Paragraphes 5 et 6.

Ces paragraphes traitent des questions de sécurité. Pour les raisons indiquées au paragraphe 1 de la présente note, le point de vue du Royaume-Uni, à cet égard, diffère sensiblement de celui qui est adopté dans le projet des Etats-Unis; toutefois, la Délégation du Royaume-Uni estime que son projet fournit toutes les garanties que contiennent sous une autre forme les propositions américaines. Celles-ci envisagent la répartition en deux catégories des territoires auxquels s'appliquerait le "Trusteeship", à savoir (a) les zones stratégiques administrées par les États et qui ne feraient l'objet de la part du Conseil de Sécurité que d'un contrôle limité et (b) les autres régions qui seraient pla-

cées sous le contrôle d'un Conseil du "Trusteeship", responsable devant l'Assemblée Générale. De l'avis du Gouvernement du Royaume-Uni, cette distinction est peu satisfaisante, pour trois raisons. Tout d'abord, aux yeux du Gouvernement du Royaume-Uni, l'intérêt des indigènes doit constituer une considération primordiale; et, dans la mesure où les questions sociales et économiques intéressant les habitants des territoires, dans les catégories mentionnées au protocole de Yalta, doivent être soumises à un certain contrôle international, ce contrôle est tout aussi nécessaire dans les zones stratégiques que dans les autres. En fait, c'est probablement dans les zones d'importance stratégique que les problèmes de caractère social tels que l'habitation, les conditions de travail, etc. vont prendre une importance toute particulière. En deuxième lieu, surtout dans les territoires étendus, il ne semble pas possible d'établir une séparation nette et précise entre les zones stratégiques et les zones non stratégiques; par conséquent, si l'on veut, dans le projet de classification des Etats-Unis garantir d'une manière convenable les intérêts de la sécurité, il faudra peut-être souvent déclarer zones stratégiques la totalité d'un territoire étendu, habité par des peuples dépendants et cette décision, satisfaisante sans doute du point de vue purement militaire, pourrait provoquer des critiques sur d'autres plans étant donné qu'elle aurait pour effet de soustraire au contrôle du Conseil de "Trusteeship" beaucoup de domaines pour lesquels le système a précisément été institué il y a vingt-cinq ans. Troisièmement, il est du plus haut intérêt qu'une puissance mandataire soit autorisée à mobiliser le potentiel de guerre des territoires placés sous son mandat au même titre que celui de ses colonies, en temps qu'élément de sa contribution au maintien de la paix et de la sécurité internationales, pourvu toutefois que la politique militaire de tous les États soit conforme aux obligations auxquelles ils ont souscrit, dans l'organisation des Nations Unies. Le texte du Royaume-Uni, en évitant toute distinction entre les <u>zones</u> stratégiques et les autres zones, et en établissant seulement une différence entre les <u>questions</u> d'ordre civil et les questions de sécurité répond à l'avance à toute accusation éventuelle d'annexion ou d'infraction à la Charte de l'Atlantique et, en outre, déclare, d'une façon plus positive que ne le fait la proposition américaine que les territoires placés sous le système du "Trusteeship" seront appelés à contribuer, au moyen des ressources dont ils disposent, à la paix et à la sécurité internationales. D'autre part, la proposition du Royaume-Uni ne causera aucun embarras aux Puissances "mandataires" lorsqu'elles auront à s'acquitter de leurs obligations de sécurité dans les territoires en question.

<u>Paragraphe 7.</u>

Ce paragraphe ne traite que des Rapports à fournir sur

l'administration civile des territoires. Il laisse de côté les questions de sécurité qui figurent séparément aux paragraphes 5 et 6.

Paragraphe 8.

Ce paragraphe précise également que le nouvel organisme international, analogue à la Commission permanente des Mandats, n'aura pas qualité pour intervenir dans les questions de sécurité. Il pourra cependant s'occuper de tout ce qui concerne l'administration civile des territoires. Le texte du Royaume-Uni diffère ici de celui des Etats-Unis en ce qu'il n'entre pas dans les détails sur les méthodes de procédure ou la composition de l'organe en question. A cet égard, le texte du Royaume-Uni suit l'article 22 du Pacte. Il prévoit cependant que cet organe sera une Commission fonctionnant sous l'autorité du Conseil Economique et Social: les questions dont il aura à s'occuper seront d'ordre économique, social et humanitaire: il importe donc qu'il soit directement responsable devant le Conseil Social et Economique qui sera chargé de coordonner dans ces différents domaines, les activités de l'Organisation des Nations Unies et de tous les organismes techniques associés.

G/6

The United Nations Conference on International Organization

Doc.2 (Fran. Cn)
G/26 (c)
May 10, 1945.

GENERAL

PROPOSITIONS DE LA DELEGATION CHINOISE AU SUJET DU TRUSTEESHIP INTERNATIONAL

1. L'Organisation établira un système de Trusteeship international (mandats) pour l'administration et le contrôle des territoires qui pourront être placés sous ce régime par accord ultérieur et créera le mécanisme nécessaire à cette fin.

2. Le système de Trusteeship (mandats) a pour fins essentielles :

(a) de contribuer à maintenir la paix et la sécurité internationales;

(b) de favoriser les progrès politiques, économiques et sociaux des territoires sous mandat et de leurs habitants et de les préparer progressivement à l'indépendance ou de leur apprendre peu à peu à s'administrer eux-mêmes selon des modalités adaptées aux conditions particulières de chaque territoire et de sa population;

(c) d'assurer un traitement égal, dans les territoires sous mandat, à toutes les activités civiles, d'un caractère économique ou autre, des ressortissants de tous les Etats membres;

3. Le système du Trusteeship (mandats) ne s'appliera qu'aux territoires des catégories suivantes qui pourront être placés sous ce régime à la suite d'accords de Trusteeship (mandats): (a) les territoires actuellement administrés en vertu d'un mandat de la S.D.N., (b) les territoires qui, à la suite de cette guerre, pourront être soustraits à l'autorité d'Etats ennemis, (c) les territoires volontairement placés sous ce régime par les pays responsables chargés de leur administration. Un accord ultérieur déterminerait les territoires qui seront soumis à ce régime et fixera les conditions dans chaque cas.

4. Tout territoire classé dans l'une des trois catégories ci-dessus pourra être administré soit directement par l'Organisation internationale, par l'intermédiaire d'un de ses organismes, soit indirectement par l'une ou plusieurs des Nations Unies, et après accord des Etats intéressés.

5. L'accord relatif à chaque territoire qui doit être placé sous le régime du Trusteeship (mandats) sera signé par les Etats intéressés et approuvé ainsi qu'il est prévu aux paragraphes 10 et 11 ci-dessous.

6. Les accords relatifs au Trusteeship (mandats) fixeront, dans chaque cas, les conditions dans lesquelles le territoire sera administré. Il doit être entendu que de tels accords devront reconnaître à la population de chaque territoire la liberté civile et le droit d'être représenté dans les assemblées locales, soit délibératives soit législatives.

7. Toute violation des termes de l'accord de mandat, commise par l'autorité chargée d'administrer le territoire en question sera considérée comme une question d'intérêt international et comme telle elle pourra être soumise par l'une quelconque des Nations Unies à l'attention de l'Assemblée Générale ou du Conseil de Sécurité ainsi qu'il est prévu auxparagraphes 10 et 11 ci-dessous.

8. L'accord de Trusteeship (mandats) pourra fixer, comme élément d'un plan général de sécurité internationale, une ou plusieurs zones stratégiques qui pourront comprendre une partie ou la totalité des territoires faisant l'objet de l'accord de Trusteeship. L'étendue de la zone ou des zones ainsi déterminées sera le minimum exigé par les plans de défense et de sécurité.

9. En laissant de côté les considérations de défense et de sécurité, les fins essentielles mentionnées au paragraphe 2 ci-dessus s'appliqueront à la population de chaque zone stratégique, compte tenu au degré de leur développement politique, de la position géographique de la zone, de ses conditions économiques et de toutes autres circonstances pertinentes.

10. Toutes les fonctions de l'Organisation relatives aux zones stratégiques, y compris l'approbation des accords de mandats, et leur modification éventuelle, seront exercées par le Conseil de Sécurité.

11. Les fonctions de l'Organisation relatives aux accords de mandats pour toutes les autres zones seront exercées par l'Assemblée Générale.

12. Afin d'aider l'Assemblée Générale à remplir les

fonctions qui lui sont assignées en vertu du système des mandats et qui ne sont pas réservées au Conseil de Sécurité, il sera créé un Conseil de Mandats qui exercera son activité sous le contrôle de l'Assemblée. Ce Conseil sera composé de représentants particulièrement qualifiés désignés de la façon suivante:(a) un par chacun des pays chargés d'administrer les territoires sous mandat et (b) un par chacun desEtats désignés, en nombre égal, pour une période de trois ans par l'Assemblée Générale.

13. L'Assemblée Générale,et le Conseil des Mandats fonctionnant sous son autorité,auront le droit dans l'exercice de leurs fonctions de demander, d'examiner et de publier des rapports émanant des autorités administrant chaque territoire, de recevoir des pétitions, de faire procéder à des enquêtes, de formuler des recommandations et de prendre toutes autres mesures dans le cadre de leur compétence tel qu'il est défini par des accords de Trusteeship (mandats).

14. L'autorité chargée d'administrer un territoire sous mandat rentrant dans la compétence de l'Assemblée Générale ou du Conseil de Sécurité soumettra chaque année un rapport à l'Assemblée Générale ou au Conseil de Sécurité,selon le cas, en conformité des paragraphes 10 et 11, sur la base d'un questionnaire établi respectivement par le Conseil des Mandats et le Conseil de Sécurité. Un représentant de la population d'un territoire sous mandat ne tombant pas sous le coup des dispositions du paragraphe 10 ci-dessus aura le droit d'assister aux séances du Conseil des Mandats lorsque celui-ci examinera des questions intéressant ce territoire.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 2 (French) *
G/28 (f)
May 11, 1945.

GENERAL

Amendements proposés par la Délégation soviétique au projet américain concernant le Trusteeship international.

(Les additions sont soulignées, les suppressions sont biffées)

ARRANGEMENTS
CONCERNANT LE TRUSTEESHIP INTERNATIONAL

Chapitre additionnel proposé par les Etats-Unis

(Le présent projet n'a trait qu'aux principes et au mécanisme et ne préjuge en rien de son application à tel ou tel territoire particulier)

1. L'Organisation devrait établir sous son autorité un système de Trusteeship international pour l'administration et le contrôle des territoires qui pourraient être placés sous ce régime en vertu d'un accord ultérieur.

2. Les objectifs fondamentaux du système du Trusteeship devraient être: (a) d'assurer la paix et la sécurité internationales, (b) de favoriser l'avancement politique, économique et social des territoires sous trust ainsi que de leurs habitants et d'amener progressivement ceux-ci à pouvoir se gouverner eux-mêmes et à disposer d'eux-mêmes, avec la participation active des peuples de ces territoires qui aspirent à accélérer la réalisation, par eux, de leur pleine indépendance nationale et (c) à instaurer, dans les territoires sous trust, un traitement non différentiel en matière d'activités économiques et d'autres activités civiles appropriées des ressortissants de tous les Etats membres.

3. Le système du Trusteeship ne serait applicable qu'aux territoires entrant dans les catégories suivantes et qui pourraient être placés sous ce régime par des arrangements de trusteeship : (a) territoires actuellement sous mandat, (b)

*[Publié originellement avec le numéro Doc.237]

territoires qui pourraient être détachés d'Etats ennemis comme conséquence de la présente guerre et (c) territoires qui seraient placés volontairement sous ce régime par les Etats responsables de leur administration.

La question de savoir quels territoires devraient faire l'objet du système de Trusteeship et quels Etats seraient habilités à assumer ce Trusteeship, devra être réglée par un accord ultérieur.

4. Il appartiendrait aux Etats qui étaient ou qui sont directement intéressés en cette matière de se mettre d'accord sur l'arrangement de Trusteeship relatif à chaque territoire à placer sous trust et cet arrangement devrait être approuvé ainsi qu'il est prévu dans les paragraphes 7 et 8 ci-dessous.

5. Les arrangements de Trusteeship devraient comprendre, dans chaque cas, les conditions dans lesquelles le territoire sera administré.

6. Sur la recommandation du Conseil de Sécurité, il devra être prévu, dans l'arrangement de Trusteeship, une zone ou des zones stratégiques pouvant comprendre tout ou partie du territoire auquel s'applique l'arrangement.

7. Toutes les fonctions de l'Organisation touchant les zones stratégiques, y compris l'approbation des arrangements de Trusteeship, leur modification ou amendement, devraient être exercées par le Conseil de Sécurité.

8. Les fonctions de l'Organisation relatives aux arrangements de Trusteeship concernant toutes les autres régions devraient être exercées par l'Assemblée Générale.

9. Afin d'aider l'Assemblée Générale à s'acquitter des fonctions qui, en vertu du système de Trusteeship, ne sont pas réservées au Conseil de Sécurité, un Conseil de Trusteeship devrait être institué et travailler sous son autorité. Ce Conseil devrait être formé de représentants spécialement qualifiés désignés (a) à raison d'un chacun par les Etats administrant des territoires sous trust et par les membres permanents du Conseil de Sécurité n'administrant pas des territoires sous trust et(b) à raison d'un chacun par un nombre égal d'autres Etats nommés pour des périodes de trois ans par l'Assemblée Générale.

10. L'Assemblée Générale et, sous son autorité, le Conseil de Trusteeship, devraient être habilités, dans l'exercice de leurs fonctions et en ce qui concerne les territoires dépourvus d'importance stratégique, à examiner les rapports soumis par les autorités d'administration, à recevoir des

pétitions, à instituer des enquêtes, à contrôler l'exécution des instructions et des recommandations données par eux, en envoyant leurs représentants ou leurs inspecteurs dans les territoires sous trust et à prendre d'autres mesures de leur compétence telle que celle-ci est définie par les arrangements de Trusteeship.

11. Les autorités d'administration dans les territoires sous trust ressortissant à la compétence de l'Assemblée Générale devraient présenter chaque année un rapport à ladite Assemblée sur la base d'un questionnaire établi par le Conseil de Trusteeship.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/28
May 6, 1945

GENERAL

PROJET COMMUN D'AMENDEMENT AU CHAPITRE VIII, SECTION C, DES PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS, SOUMIS PAR LES DELEGATIONS DU CHILI, DE LA COLOMBIE, DE COSTA RICA, DE L'EQUATEUR ET DU PEROU

Les principes formulés au Chapitre VIII, Section C, des propositions de Dumbarton Oaks pourraient être développés de la manière suivante:

I. Il est reconnu que l'existence de systèmes de caractère régional fondés sur des accords permanents et ayant les mêmes buts, fins et objectifs que l'Organisation des Nations Unies peut être d'une grande utilité pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale.

II. Le Conseil de Sécurité sera tenu au courant, d'une manière permanente et détaillée, de toutes les activités de ces systèmes régionaux.

III. Tout accord qui pourrait être conclu en vue d'établir des systèmes d'ententes regionales pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale devra être soumis au Conseil de Sécurité pour examen et approbation; le conseil, avant de donner cette approbation, pourra inspecter et surveiller, pendant la période qu'il jugera convenable, l'organisation et les activités de ce système.

IV. Les litiges ou conflits qui pourraient s'élever entre Etats membres d'un système d'ententes régionales seront réglés conformément aux accords ou statuts dudit système, pourvu que celui-ci ait été approuvé par le Conseil de Sécurité ou déclaré dans le présent instrument, en harmonie avec les fin et buts des Nations Unies; toutefois, ceci n'empêchera pas le Conseil de Sécurité de remplir les fonctions qui lui ont été assignées lorsque l'application des mesures envisagées dans l'accord ou le statut régional en question, n'aura pas permis de régler

le litige ou le conflit d'une manière satisfaisante; l'organisme régional aura le devoir de déterminer, conformément à la procédure fixée dans ses statuts, l'existence d'un cas de ce genre.

V. Il est déclaré expressément que le système panaméricain est compatible avec les buts, fins et objectifs de l'Organisation des Nations Unies; en conséquence, il continuera à fonctionner d'une manière autonome, ainsi qu'il est stipulé au paragraphe précédent.

VI. Le fait qu'un Etat est membre d'un organisme régional ne le dégage d'aucune des obligations qu'il peut assumer dans le présent instrument, à l'égard des autres Nations Unies considérées individuellement ou collectivement.

886

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (SPANISH)
G/28
May 6, 1945

GENERAL

PROYECTO DE ENMIENDA AL CAPÍTULO 8, SECCIÓN C, DE LAS PROPUESTAS DE DUMBARTON OAKS, QUE SOMETEN LAS DELEGACIONES DE CHILE, COLOMBIA, COSTA RICA, ECUADOR Y PERÚ.

Se propone la siguiente redacción como desarrollo de los principios enunciados en el Capítulo VIII, Sección C, del Proyecto de Dumbarton Oaks:

I.- Se reconoce la utilidad, para el mantenimiento de la paz y la seguridad internacionales, de la existencia de sistemas de carácter regional, basados en convenios permanentes que tengan los mismos fines, los mismos propósitos y el mismo objeto de la Organización de las Naciones Unidas.

II.- El Consejo de Seguridad estará permanente y ampliamente informado de las actividades de dichos sistemas regionales.

III.- Los convenios que se celebren con el fin de establecer sistemas de carácter regional para el mantenimiento de la paz y de la seguridad internacionales deberán ser sometidos al estudio y aprobación del Consejo de Seguridad, el cual podrá, antes de impartir su aprobación, inspeccionar y vigilar, durante el término que estime prudencial, la organización y las actividades del correspondiente sistema.

IV.- Las controversias o conflictos que se susciten entre Estados pertenecientes a un determinado sistema regional se resolverán de acuerdo con los convenios o estatutos de tal sistema cuando este haya sido aprobado por el Consejo de Seguridad o declarado por el presente Pacto compatible con los fines y propósitos de las Naciones Unidas, sin perjuicio de que el Consejo de Seguridad ejerza las funciones que le han sido atribuídas, cuando la controversia o el conflicto no hayan podido o no puedan ser resueltos satisfactoriamente mediante la aplicación de las medidas previstas en los correspondientes convenios o estatutos regionales. Corresponde al respectivo organismo regional decidir, de acuerdo con el procedimiento establecido en sus estatutos, cuándo se produce ese hecho.

V.- Se declara expresamente que el sistema panamericano es compatible con los fines, con los propósitos y con el objeto de la Organización de las Naciones Unidas y que en consecuencia continuará funcionando con la autonomía expresada en el párrafo anterior.

VI.- El hecho de que un Estado pertenezca a un organismo regional no lo releva de ninguna de las obligaciones que por medio del presente pacto contrae con respecto a todas y cada una de las demás Naciones Unidas.

888

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH)
G/29
May 5, 1945

GENERAL

AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES GOUVERNEMENTS DES ETATS-UNIS, DU ROYAUME-UNI, DE L'UNION SOVIETIQUE ET DE LA CHINE

Les Délégations des quatre gouvernements ayant participé aux conversations de Dumbarton Oaks, c'est-á-dire ceux des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Union Soviétique et de la Chine, se sont consultés au sujet des Amendements aux Propositions de Dumbarton Oaks que chacun d'eux désirait soumettre. Les amendements proposés sur lesquels tous les quatre se trouvent d'accord sont soumis á la Conférence comme propositions conjointes. Les amendements supplémentaires que chacun de ces gouvernements pourrait désirer proposer seront présentés séparément.

(Remarque: Les passages ajoutés sont soulignés et les passages éliminés sont rayés.)

CHAPITRE I - BUTS

1. Maintenir la paix et la Sécurité internationales; et à cette fin, prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et éliminer les dangers qui menacent la paix, réprimer les actes d'agression ou autres atteintes portés á la paix, et préparer ou réaliser par des moyens pacifiques, en tenant dument compte des principes de la justice et du droit international, le règlement des différends internationaux qui risquent d'entrainer la rupture de la paix.

2. Développer les relations amicales entre les nations, fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples, y compris celui de disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres á consolider la paix du monde.

3. Réaliser une coopération internationale en vue de résoudre les problèmes humanitaires internationaux d'ordre économique, social culturel; développer et encourager le respect des droits de l'être humain et des libertés essentielles pour tous, sans distinction de race, de langue, de culte ou de sexe;

CHAPITRE II - PRINCIPES

1. L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ~~les Etats épris d'un idéal de paix~~ ses membres.

3. Tous les membres de l'Organisation règleront leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ne soient pas mises en danger.

Nouvel alinéa à ajouter après l'alinéa 6 pour remplacer l'alinéa 7 du Chapitre VIII, Section A, qui serait rayé:

Rien dans la présente Charte n'autorisera l'Organisation à intervenir dans des questions qui sont essentiellement de la compétence nationale de l'Etat intéressé, ni n'obligera les membres à soumettre ces questions pour règlement en vertu de la Charte; mais ce principe ne portera pas atteinte à l'application du Chapitre VIII, Section B.

CHAPITRE V - L'ASSEMBLEE GENERALE
Section B, Fonctions et Pouvoirs

6. L'Assemblée Générale devrait entreprendre des études et faire des recommandations destinées à promouvoir la coopération internationale dans les domaines politique, économique, social et culturel pour aider à réaliser les droits de l'être humain et les libertés essentielles pour tous, sans distinction de race, de langue, de culte ou de sexe, ainsi que pour encourager le développement du droit international ~~et à régler les situations susceptibles de porter préjudice au bien-être général~~.

Nouvel alinéa à insérer après l'alinéa 7:

L'Assemblée Générale ~~devrait~~ examinera les budgets administratifs de ces Organismes spécialisés en vue de faire des recommandations aux dits Organismes ~~intéressés~~.

CHAPITRE VI- LE CONSEIL DE SECURITE
Section A. Composition

Le Conseil de Sécurité devrait être composé de représentants de 11 membres de l'Organisation, à raison d'un par membre. Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, de la République de la Chine et, le moment venu, de la France devraient avoir des sièges permanents. L'Assemblée Générale devrait désigner six Etats pour occuper les sièges non-permanents, en tenant compte, en premier lieu, de la contribution des membres de l'Organisation au maintien de la paix et de la sécurité internationales et aux autres fins de l'Organisation, ainsi que d'une répartition géographique équitable. Ces six Etats devraient être élus pour une période de deux ans, trois d'entre eux se retirant chaque année. Ils ne devraient pas

être immédiatement rééligibles. A la première élection, des membres non-permanents, trois devraient être choisis par l'Assemblée Générale pour une période d'un an, et trois pour une période de deux ans.

Section D. Procédure.

2. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir d'instituer les organismes ou bureaux qu'il juge nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions, ~~y compris des sous-comités régionaux du Comité d'Etat-Major~~.

Tout membre de l'Organisation qui n'est pas représenté au Conseil de Sécurité et tout Etat non membre de l'Organisation, s'il est partie à un différend examiné par le Conseil de Sécurité, devrait être invité à participer à la discussion ayant trait à ce différend. Dans le cas d'un Etat non-membre, le Conseil de Sécurité stipulera les conditions qu'il estimera devoir formuler à la participation de cet Etat.

CHAPITRE VII

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Les dispositions du Chapitre VII des Propositions de Dumbarton Oaks devront être mises en harmonie avec les recommandations de la Commission IV sur la base du rapport du Comité des Juristes.

CHAPITRE VIII

ARRANGEMENT POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALES, Y COMPRIS LA PREVENTION ET LA REPRESSION DE L'AGRESSION

Section A. Règlement pacifique des différends

Le nouvel alinéa ci-dessous devrait être inséré avant l'alinéa 1 de la Section A du Chapitre VIII:

Sans préjudice des dispositions des alinéas 1 à 5 ci-dessous, le Conseil de Sécurité aura le pouvoir, si toutes les parties le demandent, de faire des recommandations aux parties à un différend, en vue de le régler conformément aux principes stipulés au Chapitre II, alinéa 3.

Tout Etat, qu'il soit ou non membre de l'Organisation, pourrait attirer l'attention de l'Assemblée Générale ou du Conseil de Sécurité sur un différend ou une situation de ce genre. Dans le cas d'un Etat non-membre, il sera tenu d'accepter, en ce qui concerne ce différend, les obligations d'un règlement pacifique

conformément à la Charte.

4. Si toutefois, les Etats séparés par un différend de la catégorie visée au Paragraphe 3 ci-dessus ne réussissaient pas à le régler par les moyens indiqués dans ce paragraphe, ils devraient s'engager à le soumettre au Conseil de Sécurité. Si le Conseil de Sécurité ~~devrait, dans chaque cas, décider si oui ou~~ non estime que la prolongation du différend en question est en fait susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, ~~par conséquent, si le Conseil de Sécurité doit intervenir dans ce différend, et, le cas échéant, s'il doit agir~~ selon le paragraphe 5 il décidera s'il doit agir selon le paragraphe 5 ou s'il doit, de lui-même, recommander les termes d'un règlement qu'il jugera appropriés.

7. ~~Les dispositions des paragraphes 1 à 6 de la Section A ne devraient pas être applicables aux situations ou différends née de questions que le droit international laisse à la compétence nationale exclusive de l'Etat intéressé.~~

(Remarque: Cet alinéa serait remplacé par le nouvel alinéa proposé après l'alinéa 6 du Chapitre II - Principes.)

Section B - Détermination de l'Existence de Menaces à la Paix ou d'Actes d'Agression et Mesures à prendre à ce sujet.

1. Au cas ou un différend ne serait pas résolu, conformément aux procédures indiquées dans le Paragraphe 3 de la Section A, ou conformément auxrecommandations faites selon les paragraphes 4 ou 5 de la Section A par le Conseil de Sécurité, celui-ci, s'il juge que la situation ainsi créée présente un danger pour le maintien de lapaix et de la sécurité internationales, devrait prendre toutes mesures nécessaires à ce maintien, en conformité avec les buts et principes de l'Organisation.

2. D'une manière générale, le Conseil de Sécurité devrait déterminer s'il y a danger pour la paix, rupture de la paix, ou acte d'agression, et devrait faire des recommandations ou décider des mesures stipulées aux alinéas 3 et 4 de la présente Section qu'il doit prendre en vue de maintenir ou de rétablir la paix et la sécurité.

Insérer l'alinéa suivant entre les alinéas 2 et 3:

Avant de faire les recommandations ou de décider des mesures à prendre en vue de maintenir ou de rétablir la paix et la sécurité conformément aux dispositions de l'alinéa 2, le Conseil de Sécurité peut inviter les parties intéressées à se conformer aux mesures provisoires qu'il estime être nécessaires ou désirables en vue d'empêcher une aggravation de la situation. Ces mesures provisoires ne porteront pas préjudice aux droits, demandes ou à la position des parties intéressées. Au cas ou les Etats

n'appliqueraient pas ces mesures provisoires le Conseil de Sécurité tiendra dûment compte de cette défaillance.

9. Il serait constitué un Comité d'Etat-Major, dont les attributions seraient de conseiller et d'aider le Conseil de Sécurité pour tout ce qui concerne les besoins d'ordre militaire du Conseil en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales, pour l'emploi et le commendement des forces mises à sa disposition pour la règlementation des armements, et le désarmement éventuel. Il devrait être responsable, sous l'autorité du Conseil de Sécurité, de la direction stratégique de toutes les forces armées mises à la disposition du Conseil de Sécurité. Le Comité serait composé des chefs d'Etat-Major des Etats membres permanents du Conseil de Sécurité ou de leurs représentants Tout membre de l'Organisation qui n'aurait pas de représentants permanents au Comité devrait être invité par le Comité à s'associer à lui lorsque labonne exécution des travaux du Comité exigerait une telle participation. En suite de quoi devraient être mises au point les questions relatives au commandement des forces. Le Comité d'Etat-Major, avec l'autorisation du Conseil de Sécurité, pourra créer des sous-comités régionaux.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS RELATIVES A LA COOPERATION ECONOMIQUE ET SOCIALE SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Section A - Buts et Relations

1. En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires au maintien de relations amicales et pacifiques entre nations, fondées sur le respect de l'égalité des droits des peuples, et de leur droit de disposer d'eux-mêmes, l'Organisation devrait faciliter la solution des problèmes humanitaires internationaux d'ordre économique, social, culturel, et autres, et promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de langue, de culte ou de sexe. L'Assemblée Générale et sous son autorité un Conseil Economique et Social devrait être chargés de l'accomplissement de cette fonction.

Section C - Fonctions et Pouvoirs du Conseil Economique et Social

1. Le Conseil Economique et Social devrait avoir le pouvoir:

Insérer après le paragraphe a, un nouveau paragraphe conçu comme suit:

De faire des recommandations pour promouvoir le respect des

droits et des libertés fondamentales de l'être humain.

b. De faire des recommandations, de sa propre initiative, sur des questions humanitaires internationales, d'ordre économique, social, culturel et autres.

c. De recevoir et mettre à l'étude les rapports des organismes et offices de caractère économique, social, culturel ou autres, mis en relation avec l'Organisation, et de coordonner leurs activités au moyen de consultations avec ces organismes ou offices, et de recommandations à eux adressées;

Section D - Organisation et Procédure

1. Le Conseil Economique et Social devrait instituer une Commission Economique, une Commission Sociale et toute autre Commission qu'il jugerait nécessaire d'établir. des commissions pour les questions économiques, sociales et culturelles, le développement des droits de l'être humain et pour toute autre question de la compétence du Conseil. Ces commissions seront composées d'experts; elles disposeront d'un personnel permanent qui fera partie du Secrétariat de l'Organisation.

CHAPITRE X

SECRETARIAT

1. Il devrait y avoir un Secrétariat composé d'un Secrétaire Général, de quatre Secrétaires Généraux adjoints et du personnel nécessaire. Le Secrétaire Général devrait être le principal fonctionnaire administratif de l'Organisation. Il devrait être élu par l'Assemblée, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, pour une période et aux conditions déterminées par la Charte. Le Secrétaire Général et les Secrétaires Généraux adjoints seront élus par l'Assemblée Générale, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, pour une période de trois ans. Le Secrétaire Général sera rééligible. Le Secrétaire Général sera le principal fonctionnaire administratif de l'Organisation.

4. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Secrétaire Général et le personnel ne seront responsables qu'envers l'Organisation. Leurs responsabilités auront un caractère exclusivement international et, en les accomplissant, ils ne devront ni demander ni recevoir d'ordre d'aucune autorité en dehors de l'Organisation. Les membres devront s'engager à respecter pleinement le caractère international des fonctions du Secrétariat et ne chercher à influencer aucun de leurs ressortissants, dans l'accomplissement de ces fonctions.

CHAPITRE XI

AMENDEMENTS

La présente Charte entrera en vigueur dès qu'elle aura été ratifiée par les membres de l'Organisation ayant un siège permanent au Conseil de Sécurité et par la majorité des autres membres de l'Organisation, conformément aux procédures prévues par les constitutions respectives de ces Etats.

Remarque: Le texte actuel du Charitre XI deviendrait l'alinéa 2.

2. Une Conférence Générale des membres des Nations Unies pourra être convoquée à une date et en un lieu fixés par un vote, à la majorité des trois-quarts des membres de l'Assemblée Générale avec l'assentiment du Conseil de Sécurité votant conformément aux dispositions du Chapitre VI, Section C, alinéa 2, en vue de réviser la Charte. Chaque membre aura une voix à la Conférence. Toute modification à la Charte recommandée à la majorité des deux-tiers des membres de la Conférence entrera en vigueur dès qu'elle aura été ratifiée selon les procédures constitutionnelles respectives des membres de l'Organisation ayant un siège permanent au Conseil de Sécurité et par la majorité des autres membres de l'Organisation.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 2 (FRENCH) *
G/29 (a)
11 mai 1945

GENERAL

AMENDEMENTS ADDITIONNELS AUX PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS ADOPTES PAR LES GOUVERNEMENTS DES ETATS-UNIS, DU ROYAUME-UNI, DE L'UNION SOVIETIQUE ET DE LA CHINE.

Les délégations des quatre Gouvernements ayant participé aux conversations de Dumbarton Oaks: Les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Union Soviétique et la Chine se sont maintenant mises d'accord sur deux autres amendements aux Propositions de Dumbarton Oaks, à ajouter à ceux qui font déjà l'objet du Document 2, G/29, du 5 mai 1945. Ces amendements additionnels sont les suivants:

CHAPITRE V. ASSEMBLEE GENERALE

Section B. Fonctions et pouvoirs.

Nouveau paragraphe à insérer après le paragraphe 6:

Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de la présente Section, l'Assemblée Générale aura qualité pour recommander des mesures tendant au redressement pacifique de toutes situations, quelle que soit leur origine, qui, à son avis, risquent de compromettre le bien-être général ou les relations amicales entre nations, y compris les situations résultant d'une violation des buts et des principes énoncés dans le présent Chapitre.

CHAPITRE VIII. ARRANGEMENTS POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALES, Y COMPRIS LA PREVENTION ET LA REPRESSION DE L'AGRESSION.

Section C. Arrangements régionaux.

2. Le Conseil de Sécurité devra, chque fois qu'il convient, faire usage de ces arrangements ou organismes en vue

*«Ce document ne figure pas dans le "Tableau des amendements,observations et propositions..." Doc.288 G/38»

de l'application, sous son autorité, de mesures coercitives, mais aucune mesure coercitive ne devra être appliquée en vertu d'arrangements régionaux ou par des organismes régionaux sans l'autorisation du Conseil de Sécurité, exception faite des mesures visant des Etats ennemis de la présente guerre et prévues au paragraphe 2 du Chapitre XII ou découlant d'arrangements régionaux dirigés contre la reprise, par ces Etats, de leur politique agressive, jusqu'au moment où l'organisation pourra, en vertu du consentement des gouvernements intéressés, être chargée de la responsabilité d'empêcher toute nouvelle agression de la part d'un Etat actuellement en guerre avec les Nations Unies.

(Note: Les amendements sont indiqués de la façon suivante: les additions sont soulignées et les passages supprimés sont biffés.)

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 448 (FRENCH)*
G/82
May 19, 1945

GENERAL

PROPOSITION SOUMISE PAR LES DELEGATIONS DU BRESIL ET DE LA CHINE*

Conformément aux règles de procédure qui soumettent à l'agrément du Comité Exécutif l'acceptation des propositions formelles déposées après le 4 mai 1945, le Secrétaire Général communique la proposition ci-dessous qui a été présentée par la Délégation Chinoise, le 12 mai 1945, et agréée par le Comité Exécutif, le 18 mai 1945.

PROPOSITION DE LA DELEGATION CHINOISE CONCERNANT L'AMENDEMENT AU CHAPITRE XII PRESENTEE PAR LA DELEGATION BRESILIENNE

La proposition de la Délégation Brésilienne d'établir une Commission provisoire en vue de la création d'une organisation internationale d'hygiène est en accord avec les tendances de la Délégation Chinoise.

Cependant, bien que nous soyons tous d'accord sur l'objectif élevé que nous voulons atteindre, la procédure proposée -- et qui consiste à en faire une addition au Chapitre XII -- n'est pas forcément le seul et unique moyen d'y parvenir.

Au cas où la proposition de la Délégation Brésilienne n'obtiendrait pas la majorité requise, la Délégation Chinoise proposerait la résolution suivante qui pourrait être présentée à la Conférence sous forme de recommandation du Comité. Nous estimons que, bien que notre proposition ait presque exactement le même objet que celle de la Délégation Brésilienne, elle permettra d'atteindre le but souhaité par une méthode qui sera plus généralement acceptée.

---

*Note: Après que le Comité Exécutif eut consenti à ce que la proposition ci-dessus fut distribuée comme document officiel de la Conférence, la Délégation du Brésil qui avait retiré son amendement No.8 au Chapitre XII des Propositions de Dumbarton Oaks, Doc.2, G/7(c)(4), 6 mai 1945, a suggéré que la proposition ci-dessus fut présentée au nom des deux pays et la délégation de la Chine a accédé à ce désir.

1746

*Ce document ne figure pas dans le "Tableau des amendements, observations et propositions..." Doc.288 G/38.

PROJET DE RESOLUTION:

1. Une Commission provisoire sera nommée pour étudier et formuler des recommandations concernant la constitution d'une organisation internationale d'hygiène;

2. Chacun des gouvernements représentés à la Conférence aura le droit de désigner un représentant à la Commission provisoire. Le siège de la Commission provisoire sera choisi par les Présidents de la Conférence dans les trois mois qui suivront la désignation du représentant;

3. Le gouvernement sur le territoire duquel se réunira la Commission provisoire, sera tenu de la convoquer et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'organisation de ces réunions

4. La Commission provisoire, dans la préparation du plan de l'organisation permanente, portera une attention particulière aux relations de l'organisation permanente avec les autres institutions de caractère national ou international déjà existantes ou qui pourront être créées dans le domaine de l'hygiène, ainsi qu'aux moyens d'associer l'organisation à l'activité de ces institutions.

5. La Commission temporaire présentera un rapport sur le résultat de ses études au Conseil Economique et Social.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 447 (FRENCH) *
G/53
May 19, 1945

GENERAL

PROPOSITIONS SOUMISES PAR LA

DELEGATION DE LA REPUBLIQUE SOVIETIQUE SOCIALISTE DE L'UKRAINE

Conformément aux règles de procédure qui soumettent à l'agrément du Comité Exécutif l'acceptation des propositions formelles déposées après le 4 mai 1945, le Secrétaire Général communique ci-dessous une proposition du Délégué de la République Soviétique Socialiste de l'Ukraine, en date du 14 mai 1945, qui a été acceptée par le Comité Exécutif, le 18 mai 1945.

AMENDEMENT

Etant donné que, dans le texte du Paragraphe 1 de la Section A du Chapitre IX, le facteur social fondamental qu'est le "droit au travail" n'est pas mentionné, la Délégation de la République Soviétique de l'Ukraine propose d'ajouter à ce paragraphe un amendement à ce sujet. Ce paragraphe devrait être rédigé comme suit: "Dans le but de créer les conditions de stabilité et de bien-être qui sont nécessaires au maintien de relations pacifiques et amicales entre les Nations, basées sur le respect des principes d'égalité et du droit qu'ont les Nations de disposer d'elles-mêmes, l'Organisation devrait faciliter la solution des problèmes humanitaires internationaux d'ordre économique, social, intellectuel et autres et promouvoir le respect des droits de l'homme, du droit au travail et des libertés fondamentales accordés à tous sans distinction de race, de langue, de religion ou de sexe.

"L'Assemblée Générale et, sous son autorité, un Conseil Economique et Social devraient être chargés de l'accomplissement de cette tâche".

*Ce document ne figure pas dans le "Tableau des amendements, observations et propositions..." Doc.288 G/38.

900

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
DOC. 447 (RUSSIAN)*
G/53
May 19, 1945

GENERAL

ПРЕДЛОЖЕНИЕ, СДЕЛАННОЕ ДЕЛЕГАЦИЕЙ УКРАИНСКОЙ СОВЕТСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ РЕСПУБЛИКИ

Согласно с правилами порядка ведения дел, на основании которых требуется согласие Исполнительного Комитета на принятие формальных предложений, сделанных после 4-го мая 1945 года, Генеральный Секретарь распространяет предложение Делегации Украинской Советской Социалистической Республики от 14-го мая 1945 года, которое было принято Исполнительным Комитетом 18-го мая 1945 года.

ДОПОЛНЕНИЕ

В связи с тем, что в §1, раздела А, главы IX не указано о таком важнейшем социальном вопросе, как право на труд, делегация Украинской Советской Социалистической Республики вносит предложение, чтобы было в этот параграф внесено дополнение о праве на труд. Параграф этот должен быть таков: "С целью создания условий стабильности и благополучия, необходимых для мирных и дружественных отношений между нациями, базирующихся на соответствующих принципах равных прав и самоопределения народов, организация должна содействовать разрешению международных экономических, социальных, культурных и других гуманитарных проблем и поощрять уважение человеческих прав, права на труд и основных свобод для всех без различия расы, языка, религии и пола.

Ответственность за выполнение этой функции возлагается на Генеральную Ассамблею и на находящийся под руководством Генеральной Ассамблеи Экономический и Социальный Совет".

*[Ce document ne figure pas dans le "Tableau des amendements, observations et propositions..." Doc.288 G/38]

1750

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 510 (FRENCH)*
G/62
May 23, 1945

GENERAL

PROJET DE FUSION DES AMENDEMENTS
PROPOSES AU CHAPITRE VIII, SECTION C
PREPARE PAR LA DELEGATION DES ETATS-UNIS
EN CONSULTATION AVEC LES AUTRES PUISSANCES INVITANTES ET LA FRANCE

21 Mai 1945

1959

CHAPITRE VIII, SECTION A, PARAGRAPHE 3

3. Les parties à un différend dont la prolongation semble devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales devront s'engager, avant tout, à en rechercher la solution par la négociation, la médiation, la conciliation, l'arbitrage ou le règlement judiciaire, le recours aux organismes ou arrangements régionaux, ou à d'autres moyens pacifiques de leur choix. Le Conseil de Sécurité devra enjoindre aux Parties de régler leur différend par de tels moyens.

1959

*Ce document ne figure pas dans le "Tableau des amendements, observations et propositions..." Doc.288 G/38.

CHAPITRE VIII, SECTION B

NOUVEAU PARAGRAPHE 12

Rien dans la Charte ne s'oppose au droit naturel de légitime défense individuelle ou collective, si une agression armée est commise contre un Etat-Membre, jusqu'à ce que le Conseil de Sécurité ait pris les mesures nécessaires au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les mesures prises dans l'exercice de ce droit de légitime défense devront être immédiatement signalées au Conseil de Sécurité et n'affecteront en aucune façon l'autorité et la responsabilité incombant au Conseil, en vertu de la Charte, pour prendre en tout temps telles mesures qu'il pourra juger nécessaires au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales.

CHAPITRE VIII, SECTION C, PARAGRAPHE 1

1. Rien dans la Charte ne devra s'opposer à l'existence d'arrangements ou d'organismes régionaux pour toutes les questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales qui peuvent faire l'objet d'une action de caractère régional, à condition que ces arrangements ou organismes et leurs activités soient compatibles avec les buts et les principes de l'Organisation. Les Etats Membres constituant de tels organismes, ou parties à de tels arrangements, devront faire tous leurs efforts pour aboutir au règlement pacifique des différends de caractère local, par l'intermédiaire de ces organismes ou arrangements, avant de les soumettre au Conseil de Sécurité. Le Conseil de Sécurité devra encourager le développement du règlement pacifique des différends de caractère local par l'intermédiaire de ces arrangements régionaux ou par ces organismes régionaux, soit sur l'initiative des Etats intéressés, soit à la suggestion du Conseil de Sécurité.

Ce paragraphe ne s'oppose en aucune manière à l'application des paragraphes 1 et 2 de la Section A de ce Chapitre.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 288 (FRENCH)
G/38
May 14, 1945

GENERAL

Tableau des
Amendements, Observations et Propositions
concernant les
Propositions de Dumbarton Oaks
relatives à l'établissement d'une
Organisation Internationale Générale

(à l'usage des délégués)

Conformément aux instructions du Comité de Direction, ce document est présenté sur trois colonnes, à savoir: Colonne 1 — Propositions de Dumbarton Oaks; Colonne 2 — Amendements proposés par les quatre gouvernements invitants; Colonne 3 — Index détaillé des amendements, observations et propositions. Cet index ne se rapporte qu'aux documents figurant dans le volume relié intitulé "Commentaires des Propositions de Dumbarton Oaks et Projets d'Amendements".

Table des Matières

(par Comité)

	Page
Comité I/1	2, 4
Comité I/2	6, 8, 12, 60, 62
Comité II/1	10, 12, 14, 16, 18
Comité II/2	10, 12, 14, 16
Comité II/3	14, 16, 52
Comité II/4	66
Comité III/1	20
Comité III/2	34
Comité III/3	40, 64
Comité III/4	48
Comité IV/1	30
Comité IV/2	70

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
(Comité I/1)	[**Note**: Les amendements adoptés par les quatre gouvernements invitants, le 4 Mai 1945, ont été présentés de la façon suivante: les passages ajoutés figurent en italiques et les passages supprimés, en caractères rayés.]
Une Organisation Internationale devrait être établie sous le titre "Les Nations Unies", dont la Charte renfermerait les dispositions nécessaires pour mettre en oeuvre les propositions qui suivent.	
(Comité I/1)	
Chapitre I. Buts	
Les buts de l'Organisation devraient être les suivants:	
1. Maintenir la paix et la sécurité internationales; et, à cette fin, prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et éliminer les dangers qui menacent la paix, réprimer les actes d'agression ou autres atteintes portées à la paix, et préparer ou réaliser par des moyens pacifiques, le règlement des différends internationaux qui risquent d'entraîner la rupture de la paix.	1. Maintenir la paix et la sécurité internationales; et, à cette fin, prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et éliminer les dangers qui menacent la paix, réprimer les actes d'agression ou autres atteintes portées à la paix, et préparer ou réaliser par des moyens pacifiques, *en tenant dument compte des principes de la justice et du droit international*, le règlement des différends internationaux qui risquent d'entrainer la rupture de la paix.
2. Développer les relations amicales entre les Nations, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde.	2. Développer les relations amicales entre les nations, *fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples, y compris celui de disposer d'eux-mêmes*, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde.
3. Réaliser une coopération internationale en vue de résoudre les problèmes humanitaires internationaux tels que ceux d'ordre économique et social.	3. Réaliser une coopération internationale en vue de résoudre les problèmes humanitaires internationaux d'ordre économique, social, *culturel* et autres; *développer et encourager le respect des droits de l'être humain et des libertés essentielles pour tous, sans distinction de race, de langue, de culte ou de sexe.*
4. Coordonner et centraliser les efforts des Nations en vue de parvenir à ces fins communes.	

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

Chili. Doc. 2, G/7 (i) (1)
Préambule, p. 1.
Colombie. Doc. 2, G/14 (a)
Projet de préambule, pp. 1-2.
Cuba. Doc. 2, G/14 (g)
Titre de l'Organisation, p. 1.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Titre de l'Organisation, pp. 4-5.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Titre de l'Organisation, p. 3.
Union Sud-Africaine. Doc. 2, G/14 (d)
Projet de préambule, pp. 1-2.
Union Sud-Africaine. Doc. 2, G/14 (d) (1)
Projet de préambule, pp. 1-2.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Titre de l'Organisation, p. 1.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Titre de l'Organisation, pp. 3-4

(Les observations se rapportent à l'ensemble du chapitre)

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Justice et règne du droit, p. 1.
Bien être de l'homme, p. 1.
Coopération internationale comme solution des problèmes en matières économique, sociale, culturelle et autres, p. 1.
Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
Assure le règne de la justice, p. 4.
Projet de modifications suggérées, p. 6.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Proscrit la guerre en tant qu'instrument de politique nationale, p. 1.
Brésil, République Dominicaine, et Mexique. Doc. 2, G/25
Respect des droits et des libertés fondamentales de l'être humain, p. 1.
Chili. Doc. 2, G/7 (i)
Respect des traités, p. 3.
Cuba. Doc. 2, G/14 (g)
Projet de propositions, pp. 1-2.
Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Droit et justice, p. 1.
Droits et libertés fondamentales de l'être humain, p. 1.
Charte de l'Atlantique, p. 1.
Droit et moralité internationaux, pp. 1-2.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Règne de la justice et du droit, p. 5.
Etats-Unis, Royaume-Uni, Union Soviétique et Chine. Doc. 2, G/29
Egalité souveraine, p. 2.
Juridiction interne, p. 2.
France. Doc. 2, G/7 (o) [p. 1.
Modification de texte aux paragraphes 1 et 3, Partie II,
Grèce. Doc. 2, G/14 (i)
Respect des Traités et des Principes du Droit international, de la Justice et de la Moralité, p. 1.
Inde. Doc. 2, G/14 (h)
Droits fondamentaux de l'être humain, p. 1.
Changement dans l'ordre des paragraphes, p. 1.
Iran. Doc. 2, G/14 (m)
Justice et Droit international, p. 1.
Intégrité territoriale et indépendance, p. 1.
Liban. Doc. 2, G/14 (c)
Ordre intellectuel et éducatif, p. 2.
Libéria. Doc. 2, G/14 (a)
Pas d'intervention injustifiable dans les affaires intérieures, p. 1.
Action humanitaire et politique sociale, p. 1.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Respect des droits et des libertés fondamentales de l'être humain, p. 4.
Régime du droit, de la justice et de l'équité, p. 4
Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Solution des problèmes politiques, économiques, sociaux, humanitaires et culturels, p. 1.
Centre de coordination, p. 1.
Nouvelle-Zélande. Doc. 2, G/14 (f)
Maintien de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des Etats Membres, p. 1.
Panama. Doc. 2, G/7 (g) (2)
Maintien des principes du droit international et des normes de conduite nationale, p. 1.
Prévenir l'agression et assurer le règlement pacifique, p. 1.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j) (1)
Moralité et Justice, p. 2.
Droits et devoirs des Etats, p. 2.
Principes du droit international, p. 2.
Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (k)
Esprit de fraternité et d'égalité raciale, p. 1.
Coopération concernant les problèmes culturels, p. 1
Turquie. Doc. 2, G/14 (e) (1)
Conformité avec le droit et la justice, p. 1.
Paix et Sécurité internationales, p. 1.
Règlement des différends internationaux, p. 1
Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Maintien de la justice et emploi des moyens équitables de règlement des différends, p. 1.
Règne de la moralité et du droit, p. 1.
Libertés et droits de l'être humain, pp. 1-2.
Charte de l'humanité, pp. 1-2
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Limitations des fins énoncées, p. 4.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
(Comité I/1)	
Chapitre II. Principes	
Dans la poursuite des buts visés au Chapitre I, l'Organisation et ses membres devraient agir conformément aux principes suivants:	
1. L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats épris d'un idéal de paix.	1. L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ~~les Etats epris d'un ideal de paix~~ *ses membres.*
2. Tous les membres de l'Organisation, afin d'assurer à chacun d'entre eux la jouissance des droits et avantages résultant de sa qualité de membre de l'Organisation, s'engagent à remplir les obligations assumées par eux aux termes de la Charte.	
3. Tous les membres de l'Organisation règleront leurs différends par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ne soient pas mises en danger.	3. Tous les membres de l'Organisation règleront leurs différends *internationaux* par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ne soient pas mises en danger.
4. Tous les membres de l'Organisation s'abstiendront, dans leurs relations internationales, de recourir aux menaces ou à l'emploi de la force, incompatibles, en toute hypothèse, avec les buts de l'Organisation.	
5. Tous les membres de l'Organisation seconderont, dans tout la mesure de leurs moyens, toute action entreprise par l'Organisation conformément aux dispositions de la Charte.	
6. Tous les membres de l'Organisation s'abstiendront de prêter assistance à un Etat contre lequel l'Organisation aura entrepris une action d'ordre préventif ou coercitif. En vue de maintenir la paix et la sécurité internationales, l'Organisation devrait prendre toutes les mesures qu'elle jugerait nécessaires pour que les Etats non-membres agissent conformément à ces principes.	[Nouveau paragraphe à ajouter après l'alinéa 6 pour remplacer l'alinéa 7 du Chapitre VIII, Section A, qui serait rayé:] *7. Rien dans la présente Charte n'autorisera l'Organisation à intervenir dans des questions qui sont essentiellement de la compétence nationale de l'Etat intéressé, ni n'obligera les membres à soumettre ces questions pour règlement en vertu de la Charte; mais ce principe ne portera pas atteinte à l'application du Chapitre VIII, Section B.*

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

(Les observations se rapportent à l'ensemble du chapitre)

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Abstention de menaces ou emploi de force contre intégrité territoriale ou indépendance politique, p. 1.

Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Application aux Etats non membres, pp. 3-4.

Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
Principes de l'Organisation, p. 1.
Paix et Justice, p. 6.
Sécurité collective, pp. 6-7.
Inviolabilité du territoire, p. 6.
Non reconnaissance des gains acquis par la force, pp. 6-7.
Définition de l'agression, p. 7.

Brésil. Doc. 2, G/7 (e)
Menace ou emploi de la force, p. 3.

Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Respect des traités, p. 1.

Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (2)
Intégrité territoriale et indépendance politique, p. 2.

Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (4)
Les principes devraient contenir référence à la politique de bon voisinage, pp. 1-2.

Chili. Doc. 2, G/7 (i) (1)
Assistance aux membres de l'Organisation, p. 3.
Participation aux mesures militaires dans des conflits régionaux ou continentaux, p. 3.

Chine. Doc. 1, G/1 (n)
Respect des principes de la justice et du droit international, p. 1.

Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h)
Infractions doivent tomber sous lois universelles, p. 1.
Renonciation à l'emploi de la force, p. 1.

Cuba. Doc. 2, G/14 (g)
Déclaration des droits et devoirs des individus, pp. 7-10.
Déclaration des droits et devoirs des Nations, pp. 3-7.

Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Remplacer le concept des Etats pacifiques, pp. 1-2.
Respect de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique, p. 2.
Respect des Traités, p. 2.
Revision des Traités, p. 2.
Charte, loi suprême, p. 11.

Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Principes de Chapultepec, pp. 1-3, 6.
Suprématie de la loi morale, p. 5.
Egalité juridique des Etats, p. 5.
Respect de la personnalité et de la souveraineté des Etats, p. 5.
Publicité et accessibilité, p. 5.
Obligation de recourir aux moyens pacifiques, p. 6.
Répudiation de la pression morale ou de la force physique, p. 6.
Intégrité territoriale ou inviolabilité, p. 6.

Etats-Unis, Royaume-Uni, Union Soviétique et Chine. Doc. G/29
Justice et droit international, p. 1.
Egalité de droits et libre disposition, p. 1.
Droits et libertés fondamentales de l'être humain, p. 1.
Non-discrimination, pp. 1-2.

Ethiopie. Doc. 2, G/14 (n)
Respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des Etats Membres, p. 7.
Respect de la justice des traités et du droit international, p. 1.

Guatémala. Doc. 2, G/7 (f)
Egalité juridique des Etats, p. 3.
Charte de l'Atlantique, p. 3.
Droit international en tant que norme, p. 3.

Haïti. Doc. 2, G/7 (h) (1)
Non discrimination raciale et religieuse, p. 1.

Honduras. Doc. 2, G/7 (m)
Principes déterminés plus positivement, pp. 1-2.

Iran. Doc. 2, G/14 (m)
Non intervention, p. 1.
Pas d'emploi de la force incompatible avec buts de l'Organisation, p. 1.

Mexique. Doc. 2, G/7 (c) (1)
Respect des traités, p. 5.
Intégrité territoriale et indépendance politique, p. 5.
Non intervention, p. 5.
Régime de droit, justice et équité, p. 6.

Norvège. Doc. 2, G/7 (m) (1)
Pas de menace ni d'emploi de la force non approuvés par Conseil de Sécurité, p. 2.
Droits et libertés de l'être humain, p. 2.
Introduire le principe de la justice, p. 9.
Principes régissant la qualité de membre, p. 10.

Nouvelle-Zélande. Doc. 2, G/14 (f)
Charte de l'Atlantique, p. 1.
Quatre libertés, p. 1.
Résistance collective à l'agression, pp. 1-2.

Panama. Doc. 2, G/7 (g)
Relations entre la stabilité économique et la sécurité politique, pp. 1-2
Egalité juridique, pp. 2-3.

Panama. Doc. 2, G/7 (g) (2)
Déclaration des droits essentiels de l'être humain, pp. 2-5.
Déclaration de principes, pp. 5-6.
Obligations des membres, p. 7.
Droits et devoirs des Nations, pp. 1, 2, 8-9.

Paraguay. Doc. 2, G/7 (i)
Principes essentiels, p. 3.

Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j)
Normes de justice, p. 7
Relations entre petits et grands Etats, pp. 9-10.

Pérou. Doc. 2, G/14 (u)
Respect de la personnalité des Etats, p. 1.

Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (k)
Charte de l'Atlantique, p. 1.
Nations respectueuses du droit, p. 1.

Tchécoslovaquie. Doc. 2, G/14 (h)
Respect du droit et des traités internationaux, p. 2
Intégrité territoriale et indépendance politique, p. 2.

Turquie. Doc. 2, G/14 (e)
Règlement des différends selon le droit et la justice, p. 2.

Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Egalité juridique, p. 2.
Indépendance politique et intégrité territoriale, p. 2.
Respect du Droit international, p. 2.
Droits essentiels de l'humanité, p. 2.
Respect des Traités et obligations, p. 2.
Adaptation du régime constitutionnel aux principes de l'Organisation, p. 2.
Accessibilité et information, p. 2.
Application aux Etats non membres, p. 3.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Concept des Etats pacifiques, pp. 4-5.
Universalité, pp. 5-6.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
(Comité I/2)	
Chapitre III. Membres	
1. Devrait pouvoir être membre de l'Organisation tout Etat épris d'un idéal de paix.	

CHAPITRE III

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

(Les observations se rapportent à l'ensemble du chapitre)

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Conditions attachées à la qualité de membre, p. 1.
Allusion spéciale aux fondateurs, p. 1.
Admission, p. 3.
Participation des Etats ex-ennemis, p. 3.
Expulsion, p. 3.
Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
Admission, pp. 2, 7.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e)
Universalité de la participation, p. 6.
Exclusion ou retrait, p. 7.
Chili. Doc. 2, G/7 (i)
Participation pour les Etats pacifiques et démocratiques, p. 3.
Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h)
Universalité, p. 1.
Admission de nouveaux membres, p. 4.
Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (a)
Universalité, p. 3.
Admission de nouveaux membres, p. 4.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Membres fondateurs et dispositions visant les membres nouveaux, pp. 7-8.
Exclusion ou retrait, pp. 8-9.
Conditions d'admission à déterminer par l'Assemblée, p. 12.
Suspension et rétablissement des droits, p. 12.
France. Doc. 2, G/7 (o)
Admission de nouveaux membres, p. 2.
Obligations minimum, p. 3.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f)
Participation des pays libres, p. 3.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f) (1)
Universalité, p. 1.
Honduras. Doc. 2, G/7 (m)
Suspension et rétablissement des droits, p. 2.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Participation universelle et obligatoire, pp. 2, 6
Admission de nouveaux membres, pp. 7-8.
Suspension et rétablissement des droits, p. 8.
Norvège. Doc. 2, G/7 (m) (1)
Définition des Etats pacifiques, p. 2.
Réadmission des membres, p. 4.
Obligation des membres, p. 10.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j) (1)
Les Membres doivent respecter et exécuter les engagements internationaux, p. 3.
Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (k)
Participation ouverte aux signataires fondateurs et aux Nations pacifiques et respectueuses du droit admises ultérieurement, p. 2.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Qualité de membre: portée, p. 1.
Egalité des membres, p. 2.
Permanence, p. 2.
Retrait, p. 2.
Universalité, p. 3.
Suspension des droits de membre, p. 3.
Admission, p. 5.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Universalité, pp. 5-6, 36.
Détermination des Etats pacifiques, pp. 6-7.
Etats non-membres, p. 6.
Notion d'état à préciser, pp. 6-7.
Suspension et réintégration, p. 36.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
(Comité I/2)	
Chapitre IV. Principaux Organes	
1. Les principaux organes de l'Organisation devraient être: a. Une Assemblée Générale b. Un Conseil de Sécurité c. Une Cour Internationale de Justice d. Un Secrétariat.	
2. L'Organisation devrait avoir en outre tous les organismes subsidiaires qui pourraient se révéler nécessaires.	

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

(Les observations se rapportent à l'ensemble du chapitre)

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Conseil économique et social, p. 2.
Cuba. Doc. 2, G/14 (g)
Organes principaux, p. 14.
Conseil de la coopération intellectuelle et des intérêts moraux, pp. 14-16.
Incorporation des organismes de la Société des Nations, p. 17.
Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Conseil économique et social, p. 3.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Conseil Economique et Social, p. 9.
Conseil de l'Enseignement et de la Culture, pp. 9, 24, 31.
Panama. Doc. 2, G/7 (g) (a)
Transports maritimes, migrations, et enseignement, pp. 1-2.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Participation des hommes et des femmes sur un pied d'egalité p. 4.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Conseil Economique et Social, pp. 7, 36.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
(Comité II/1)	
Chapitre V. L'Assemblée Générale	
Section A. Composition. Tous les membres de l'Organisation devraient être membres de l'Assemblée Générale, et le nombre de représentants de chacun d'eux à l'Assemblée Générale devrait être spécifié par la Charte.	
(Comité II/2)	
Section B. Fonctions et pouvoirs. 1. L'Assemblée Générale devrait avoir le droit de prendre en considération les principes généraux de coopération ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris les principes régissant le désarmement et la réglementation des armements; de discuter toutes questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui seraient soumises par un ou plusieurs membres de l'Organisation ou par le Conseil de Sécurité et de faire des recommandations sur ces principes ou questions. Toutes questions de ce genre, qui entraîneraient une action quelconque, devraient être soumises au Conseil de Sécurité par l'Assemblée Générale avant ou après délibération. L'Assemblée Générale ne devrait, de sa propre initiative, faire aucune recommandation sur une question, quelle qu'elle soit, ayant trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales, lorsque le Conseil de Sécurité s'occupe de cette question.	

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

Australie. Doc. 2, G/14 (e)
Admission de nouveaux membres, proposition, p. 3.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e)
Admission de tous les Etats, suggestion, p. 7.
Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Admission de nouveaux membres, proposition, p. 4.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Pouvoir de l'Assemblée Générale de fixer les qualifications nécessaires pour l'admission, proposition, p. 12.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f) (1)
Admission de tous les Etats, observation, p. 1.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e)
Nombres de représentants, proposition, p. 40.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Admission de nouveaux membres, proposition, p. 7.
Paraguay. Doc. 2, G/7 (1)
Admission de nouveaux membres, observation, p. 2.
Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (k)
Nombre de représentants, proposition, p. 2.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Admission de nouveaux membres, proposition, p. 5.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Admission de nouveaux membres, proposition, p. 8.
Nombre de représentants, proposition, pp. 6, 7.

Australie. Doc. 2, G/14 (1)
Objet des recommandations de l'Assemblée, p. 2.
Conséquences du défaut de fonctionnement du Conseil de Sécurité sur le pouvoir de recommandation de l'Assemblée, pp. 2-3.
Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Interprétation de la Charte par l'Assemblée, p. 5.
Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
Principes dont tiendra compte l'Assemblée pour le maintien de la justice, p. 7.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e)
Rapport entre les pouvoirs de l'Assemblée et ceux du Conseil de Sécurité, p. 7.
Chili. Doc. 2, G/7 (i)
Buts qui sont à la base de l'exercice du pouvoir de l'Assemblée, p. 4.
Déclarations concernant les questions soumises au Conseil de Sécurité et les mesures prises par ce dernier, p. 4.
Chine. Doc. 1, G/1 (a)
Le règlement des différends doit s'inspirer de la justice et du droit international.
Enquêtes, recommandations à faire concernant le droit international.
Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h) (1)
Relations entre l'Assemblée et le Conseil de Sécurité, pp. 1-2.
Pouvoir de l'Assemblée de proposer des mesures pour sauvegarder la paix et les principes de l'organisation, pp. 1-2.
Dominicaine (République). Doc. 2, G/14 (o)
Relations entre le Conseil de Sécurité et l'Assemblée, pp. 6-7, 11.
Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Examen par l'Assemblée des traités et des situations internationales mettant la paix en danger, pp. 3-4.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Représentation directe de l'Organisation par l'Assemblée, pp. 32, 41-42.
France. Doc. 2, G/7 (o)
Pouvoirs de l'Assemblée concernant les situations susceptibles de compromettre la paix, p. 3.
Grèce. Doc. 2, G/14 (l)
Recommandations de l'Assemblée sur les questions qui lui sont soumises et mesures prise par le Conseil de Sécurité, p. 2.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f)
Rapports entre les pouvoirs de l'Assemblée et ceux du Conseil de Sécurité, p. 3.
Guatémala. Doc. 2, G/14 (l)
Revision et approbation par l'Assemblée des mesures prises par le Conseil de Sécurité, p. 2.
Iran. Doc. 2, G/14 (m)
Pouvoirs de l'Assemblée concernant les différends ou situations susceptibles de compromettre la paix, p. 2.
Intervention de l'Assemblée en cas d'impossibilité pour le Conseil de Sécurité d'aboutir à une décision dans le délai spécifié, p. 2.
Libéria. Doc. 2, G/14 (a)
Recommandations de l'Assemblée sur des questions traitées par le Conseil de Sécurité, p. 1.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Rapports entre les pouvoirs de l'Assemblée et ceux du Conseil de Sécurité, pp. 1-2.
Recommandations de l'Assemblée concernant les questions soumises au Conseil de Sécurité, p. 7.
Rapports du Conseil de Sécurité à l'Assemblée au sujet des mesures envisagées ou adoptées, p. 7.
Révision des décisions du Conseil de Sécurité par l'Assemblée, p. 7.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
(Comités I/2 et II/1)*	
2. L'Assemblée Générale devrait avoir la pouvoir d'admettre de nouveaux membres dans l'Organisation, sur la recommandation du Conseil de Sécurité.	
(Comités I/2 et II/2)**	
3. L'Assemblée Générale devrait, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, avoir le pouvoir de suspendre l'exercice de tous les droits et privilèges conférés aux membres de l'Organisation pour tout membre contre lequel auraient été prises des mesures préventives ou coercitives par le Conseil de Sécurité. L'exercice des droits et privilèges ainsi suspendu, pourrait être restitué par décision du Conseil de Sécurité. L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, d'exclure de l'Organisation tout membre qui persisterait à violer les principes de la Charte.	
(Comité II/1)	
4. L'Assemblée Générale devrait élire les membres non-permanents du Conseil de Sécurité et les membres du Conseil Economique et Social prévu au Chapitre IX. Elle devrait avoir le pouvoir de nommer, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, le Secrétaire Général de l'Organisation. Elle devrait exercer, en ce qui concerne la nomination des juges de la Cour de Justice Internationale, les fonctions qui pourraient lui être attribuées par le Statut de la Cour.	

*I/2—Questions relatives aux conditions d'admission; II/1—Questions de procédure.

**I/2—Questions relatives aux conditions touchant la suspension et le rétablissement des droits ainsi que l'exclusion; II/2—Questions de procédure.

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

Section B 1 (Cont.)

Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Recommandations de l'Assemblée sur la reconnaissance de nouveaux gouvernements, p. 2.
Renvoi par l'Assemblée de certaines questions juridiques à la Cour, p. 3.

Nouvelle-Zélande. Doc. 2, G/14 (f)
Pouvoirs de l'Assemblée concernant les questions du domaine des relations internationales, p. 2.
Recommandations de l'Assemblée sur les questions traitées par le Conseil de Sécurité, p. 2.

Paraguay. Doc. 2, G/7 (1)
Rapports entre les pouvoirs de l'Assemblée et ceux du Conseil de Sécurité, pp. 1-2.

Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (k)
Recommandations de l'Assemblée sur les questions traitées par le Conseil de Sécurité, p. 2.

Turquie. Doc. 2, G/14 (e)
Autorité de l'Assemblée sur les décisions relatives au maintien de la paix et de la sécurité, pouvoirs de l'Assemblée dans leurs rapports avec ceux du Conseil de Sécurité, p. 2.

Turquie. Doc. 2, G/14 (e) (1)
Rapports du Conseil de Sécurité à l'Assemblée, p. 1

Uruguay Doc. 2, G/7 (a) (1)
Recommandations de l'Assemblée, p. 5.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Relations entre l'Assemblée et le Conseil, p. 8.

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Raisons de l'exclusion par l'Assemblée, p. 3.

Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Suppression du droit d'exclusion, p. 4.

Brésil. Doc. 2, G/7 (e)
Suppression du droit d'exclusion, p. 7.

Dominicaine (République). Doc. 2, G/14 (o)
Suppression du droit d'exclusion, pp. 7, 12.

Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Suspension et rétablissement des droits, p. 4.

Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Suspension et rétablissement des droits par l'Assemblée, pp. 32-33.

Honduras. Doc. 2, G/7 (m)
Rétablissement des droits suspendus par l'Assemblée, p. 2.

Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Suppression du droit d'exclusion, p. 8. [p. 8.
Suspension et rétablissement des droits par l'Assemblée,

Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Raisons de la suspension, rétablissement des droits suspendus, p. 3.

Nouvelle-Zélande. Doc. 2, G/14 (f)
Raisons de la suspension des droits, p. 2.
Suspension par l'Assemblée, p. 2.

Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j) (1)
Rétablissement des droits suspendus par l'Assemblée, p. 3.

Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Suspension et rétablissement des droits, p. 5.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Rétablissement des droits suspendus, pp. 9, 36.
Suppression du droit d'exclusion, pp. 9, 36.

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Election du Secrétaire général, proposition, p. 3.

Canada. Doc. 2, G/14 (t)
Adoption par l'Assemblée Générale de règles concernant l'élection des membres non permanents du Conseil de Sécurité, proposition, p. 1.

Etats-Unis d'Amérique. Doc. 2, G/26 (e)
Désignation par l'Assemblée Générale de représentants au Conseil du Trusteeship, proposition, p. 2.

Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, U.R.S.S. et Chine. Doc. 2, G/29
Election du Secrétaire général pour une durée de trois ans, proposition, p. 6.

Honduras. Doc. 2, G/7 (m) [proposition, pp. 2-3
Election du Secrétaire général par l'Assemblée Générale.

Inde. Doc. 2, G/14 (h)
Nominations par l'Assemblée Générale des membres non permanents du Conseil de Sécurité, proposition, pp. 3-4.
Nomination par l'Assemblée Générale d'un représentant au Conseil de Sécurité sans droit de vote, p. 4.

Mexique. Doc. 2, G/7 (1)
Election des membres non permanents du Conseil de Sécurité, proposition, p. 8.

Mexique. Doc. 2, G/7 (e)
Election du Secrétaire général, proposition, p. 42.

Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Election du Secrétaire général, proposition, p. 5.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
(Comité II/1) 5. L'Assemblée Générale devrait répartir les frais de l'Organisation entre ses membres et devrait avoir le pouvoir d'approuver les budgets de l'Organisation.	
(Comités II/2 et II/3)* 6. L'Assemblée Générale devrait entreprendre des études et faire des recommandations destinées à promouvoir la coopération internationale dans les domaines politique, économique et social, et à régler les situations susceptibles de porter préjudice au bien-être général.	6. L'Assemblée Générale devrait entreprendre des études et faire des recommandations destinées à promouvoir la coopération internationale dans les domaines politique, économique, social *et culturel, pour aider à sauvegarder les droits de l'être humain et les libertés essentielles pour tous, sans distinction de race, de langue, de culte ou de sexe, ainsi que pour encourager le développement du droit international* ~~et a régler les situations susceptibles de porter préjudice au bien-être general.~~ [Nouveau paragraphe à insérer après l'article 6:] *Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de la présente section, l'Assemblée Générale devrait avoir le droit de recommander les mesures nécessaires au règlement pacifique de toute situation, quelle que soit son origine, qu'elle jugerait susceptible de porter préjudice au bien-être général ou aux relations amicales entre les Nations, y compris les situations résultant d'une infraction aux buts et principes qui font l'objet de la présente Charte.*

*II/2—Questions relatives à la coopération politique et au règlement des situations de nature à compromettre le bien-être général.

II/3—Questions de coopération dans le domaine économique et social.

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

Australie. Doc. 2, G/14 (l) (1)
Préparation et contrôle du budget de l'Organisation, proposition, p. 3.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Repartition des dépenses, observation et proposition, p. 9.

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Buts et objet des études et rapports de l'Assemblée, p. 4.
Limites de l'activité de l'Assemblée Générale dans le domaine économique et social, p. 4.

Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Présentation de conventions par l'Assemblée, p. 5.

Brésil. Doc. 2, G/7 (e)
Révision ou annulation des traités, p. 8.

Canada. Doc. 2, G/14 (t)
Transfert au Chapitre IX, Section A, des questions qui font l'objet du Chapitre V, Section B, paragraphe 6, p. 14.

Chili. Doc. 2, G/7 (i)
Caractère des études et recommandations de l'Assemblée, p. 4.
Études et recommandations conformément aux buts et principes de l'Organisation, p. 4.

Chine. Doc. 2, G/14 (q)
Recommandations de l'Assemblée au sujet de situations susceptibles de compromettre le bien-être général, etc.

Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Fusion proposée des paragraphes 6 et 7, développement de la coopération dans le domaine juridique, p. 5.
Combinaison des paragraphes 6 et 7, p. 4.

Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Institution et modification par l'Assemblée des règles du droit international, pp. 11, 34.
Fonctions de l'Assemblée concernant les "droits de l'homme", p. 34.

Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, U.R.S.S. et Chine. Doc. 2, G/14 (v)
Recommandations par l'Assemblée au sujet de situations susceptibles de compromettre le bien être général, etc, p. 1.

Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, U.R.S.S. et Chine. Doc. 2, G/29
Études et recommandations de l'Assemblée sur les droits de l'homme, les libertés et le droit international, p. 2.
Limites de l'activité de l'Assemblée Générale dans les domaines économique, social et intellectuel, p. 2.
Organisations spéciales, examen de leurs budgets par l'Assemblée Générale, p. 2.

Libéria. Doc. 2, G/14 (a)
Études à entreprendre par l'Assemblée en vue de la codification du droit international, p. 2.

Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Coopération intellectuelle entrant dans le domaine de l'activité de l'Assemblée Générale, p. 4.

Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (k)
Adoption par l'Assemblée de règles de droit international qui seront soumises au Conseil de Sécurité, pp. 2-3.

Royaume-Uni. Doc. 2, G/14 (p), corrigé par G/14 (p) (1)
Recommandations de l'Assemblée au sujet des situations susceptibles de compromettre le bien-être général, p. 2.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
(Comité II/3) 7. L'Assemblée Générale devrait faire des recommandations en vue de coordonner les activités d'organismes internationaux spécialisés, tels que les organismes économiques et sociaux, qui entreraient en relations avec l'Organisation en vertu d'accords conclus entre eux et l'Organisation.	[Nouveau paragraphe à insérer après le paragraphe 7:] *L'Assemblée Générale devrait examiner les budgets administratifs de ces Organismes spécialisés en vue de faire des recommandations aux dits Organismes interesses.*
(Comité II/2) 8. L'Assemblée Générale devrait recevoir et examiner les rapports annuels ou spéciaux émanant du Conseil de Sécurité et d'autres organes de l'Organisation.	
(Comité II/1) **Section C. Vote.** 1. Chaque membre de l'Organisation devrait avoir une voix à l'Assemblée Générale.	
2. Les décisions importantes de l'Assemblée Générale, y compris les recommandations relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales, les décisions concernant l'élection des membres du Conseil de Sécurité, l'élection des membres du Conseil Économique et Social, l'admission de membres, la suspension de l'exercice des droits et privilèges des membres, l'exclusion de membres, enfin les questions d'ordre budgétaire, devraient être prises à la majorité des deux-tiers des membres présents et votants. Quant aux autres questions, y compris la détermination de celles devant faire l'objet d'un vote de l'Assemblée à la majorité des deux-tiers, les décisions devraient être prises à la majorité simple.	

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

Egypte. Doc. 2, G/7 (g) (1)
Combinaison des paragraphes 6 et 7, p. 4.

Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Assemblée, réception et discussion de rapports par l', p. 2.

Australie. Doc. 2, G/14 (1)
Perte du droit de vote à l'Assemblée par des membres qui sont inéligibles au Conseil ou qui n'ont pas rempli leurs obligations financières, p. 4.
Chili. Doc. 2, G/7 (i)
Abstention de voter de la part d'Etats, sur des questions impliquant une action militaire à laquelle elles sont parties, proposition, p. 4.
Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h)
Abstention de voter par des parties à un différend, proposition, p. 3.
Inde. Doc. 2, G/14 (h)
Perte du droit de vote en cas de non payement des contributions à l'Organisation, proposition, p. 2.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j) (1)
Perte du droit de vote à l'Assemblée et du siège au Conseil en cas de non-payement de la contribution aux dépenses, proposition, pp. 2, 3.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Abstention de voter de la part d'Etats, sur des questions auxquelles ils sont directement intéressés, proposition, p. 10.

Australie. Doc. 2, G/14 (1)
Majorité requise pour le vote de rapports du Secrétaire Général sur le statut de différends examinés par le Conseil de Sécurité, proposition, p. 3.
Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Omission de la liste des questions qui nécessitent une majorité spéciale, expulsion de membres, p. 4.
Chili. Doc. 2, G/7 (i) [militaire, proposition, p. 4.
Majorité requise pour le vote de décisions sur une action
Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h) [p. 2.
Vote de mesures pour le maintien de la paix, proposition,
Dominicaine (République). Doc. 2, G/14 (o)
Vote de questions importantes, proposition, pp. 9, 12.
Egypte. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Omission de la liste des questions qui nécessitent une majorité spéciale, expulsion de membres, p. 4.
Egypte. Doc. 2, G/7 (q) [du Conseil de Sécurité, p. 4.
Majorité devant voter pour intervenir dans une decision
Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Majorité requise pour réadmettre les membres suspendus, omission de la provision de vote sur la suspension et l'expulsion, proposition, p. 5.
El Salvador. Doc. 2, G/14 (j)
Majorité requise pour le vote de questions référées par le Conseil de Sécurité, autres que celles qui ont un caractère de procédure, proposition, p. 1.
Equateur. Doc. 2, G/7 (o)
Majorité requise pour le vote de questions relatives à l'indépendance des états non-autonomes, proposition, p. 12.
Majorité requise pour restituer les droits de membres, proposition, p. 12.
Majorité requise pour l'élection de membres du Conseil Educatif et Culturel, proposition, p. 13.
Majorité requise pour le vote de propositions relatives à la revision de traités, propositions, p. 13.
Vote de questions importantes, proposition, p. 11, 12.
Indes. Doc. 2, G/14 (h)
Election des membres du Conseil de Sécurité et du Conseil Economique et Social, proposition, p. 2.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Vote de questions importantes, proposition, p. 3.
Majorité requise pour le vote de questions importantes additionnelles, proposition, pp. 8, 9.
Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Majorité requise pour le vote de l'expulsion de membres, de demandes d'avis consultatifs, la reconnaissance de nouveaux gouvernements et de nouveaux Etats, propositions, p. 4.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (s) (1)
Omission de la liste des questions qui nécessitent une majorité spéciale, expulsion de membres, pp. 5, 6.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS (Comité II/1)	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
Section D. Procédure. 1. L'Assemblée Générale devrait se réunir en sessions annuelles régulières et, chaque fois que les circonstances l'exigeraient, en sessions spéciales.	
2. L'Assemblée Générale devrait adopter ses propres règles de procédure et désigner son Président pour chaque session.	
3. L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir d'instituer les organismes et offices qu'elle jugerait nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.	

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS
METHODES DE CONVOCATION DES SESSIONS

Chili. Doc. 2, G/7 (i)
Convocation de Sessions spéciales par le Conseil et l'Assemblée, proposition, p. 5.

Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Sessions spéciales, p. 5.

Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Convocation de sessions annuelles et spéciales, méthodes facultitives, proposition, page 9.

Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Procédure de demande de sessions régulières et spéciales, p. 6.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d)
Méthode de demande de sessions spéciales, proposition, p. 11.

Brésil. Doc. 2, G/7 (e)
Lieu de Réunion, proposition, p .3.

Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (3)
Sessions quinquiennales pour réviser la Charte, proposition, p. 2.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
(Comité III/1) *Chapitre VI. Le Conseil de Sécurité*	
Section A. Composition. Le Conseil de Sécurité devrait être composé de représentants de onze membres de l'Organisation, à raison d'un par membre. Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, de la République de Chine et, le moment venu, de la France, devraient avoir des sièges permanents. L'Assemblée Générale devrait désigner six Etats pour occuper les sièges non-permanents. Ces six Etats devraient être élus pour une période de deux ans, trois d'entre eux se retirant chaque année. Ils ne devraient pas être immédiatement rééligibles. A la première élection des membres non-permanents, trois devraient être choisis par l'Assemblée Générale pour une période d'un an, et trois pour une période de deux ans.	**Section A. Composition.** Le Conseil de Sécurité devrait être composé de représentants de onze membres de l'Organisation, à raison d'un par membre. Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, de la République de Chine et, le moment venu, de la France, devraient avoir des sièges permanents. L'Assemblée Générale devrait désigner six Etats pour occuper les sièges non-permanents, *en tenant compte, en premier lieu, de la contribution des membres de l'Organisation au maintien de la paix et de la sécurité internationales et aux autres fins de l'Organisation, ainsi que d'une répartition géographique équitable.* Ces six Etats devraient être élus pour une période de deux ans, trois d'entre eux se retirant chaque année. Ils ne devraient pas être immédiatement rééligibles. A la première élection des membres non-permanents, trois devraient être choisis par l'Assemblée Générale pour une période d'un an, et trois pour une période de deux ans.

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

(Les observations se rapportent à l'ensemble du chapitre)

Bolivie. Doc. 2, G/14 (r) [garantie de la sécurité, p. 1.
La responsabilité des Grandes Puissances, principale
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
La contribution de l'Amérique à la création d'une Charte mondiale, pp. 3-4. [pp. 2-3.
Résolution XXX, conférence Inter-Américaine de Mexico,
Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1) Titre de la Section B, p. 4.
Panama. Doc. 2, G/7 (g)
Coalitions ou groupes de nations, p. 3.
Egalité juridique et responsabilité des Grandes Puissances, pp. 2-3.
Souveraineté, limitation de la, p. 3.
Paraguay. Doc. 2, G/7 (i)
Assemblée et Conseil, inégalité des pouvoirs, pp. 1-2.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j)
Dangers de commettre des injustices dans le maintien de la paix, pp. 6-7.
Grandes Puissances, responsabilités spéciales des; ne dominant pas le droit, p. 9.
Mécanisme, moins important que la volonté de l'utiliser, pp. 3-5.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Grandes Puissances au sein du Conseil, tendance à une alliance permanente des, pp. 1-2.

(Les observations portent sur les dispositions spécifiques)

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Eligibilité pour l'élection et la réélection, p. 8.
Membres non-permanents, contribution militaire et géographique à la sécurité en tant que base pour l'élection des, p. 8.
Membres permanents, p. 7.
Représentation des membres, p. 8.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e) [dans les, p. 3.
Sièges permanents, une place pour l'Amérique du Sud
Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (2) [nent à l', p. 3.
Amérique du Sud, essentiel d'accorder un siège perma-
Canada. Doc. 2, G/14 (t)
"Le moment venu", supprimer, p. 1.
Membres non-permanents, mûres considérations de leur capacité de contribuer, comme critère de l'élection des, p. 1.
Chili. Doc. 2, G/7 (i)
Inéligibilité pour réélection, p. 5.
Amérique Latine, représentation des Etats de l', p. 2.
Membres non-permanents, nombre des, pp. 2, 5.
Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h) [sus des Etats-Unis, p. 2.
Membres permanents, au moins un Etat américain en
Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h) (1)
Membres permanents, au moins un Etat américain en sus des Etats-Unis, p. 2.
Dominicaine (République). Doc. 2, G/14 (o)
Nations Américaines, pp. 5, 11.
Considérations fondamentales, pp. 4-5.
Sièges, augmentation du nombre total des, pp. 5, 11.
Sièges non-permanents, les Nations de l'Amérique Latine et les, pp. 5, 11.
Sièges permanents, examen de l'addition d'un autre Etat Américain aux, pp. 5, 11.
Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Sièges, augmentation du chiffre total à quatorze, pp. 4-5.
Membres non-permanents, comme ci-dessus, pp. 4-5.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Sièges du Conseil, augmentation du chiffre total, à treize, cinq permanents et huit non-permanents, pp. 13-14, 35-36.
Amérique Latine, Etats de l', trois à élire par les membres Latino-Américains de l'Assemblée, pp. 14, 35. (Cf. "représentation adéquate," p. 3.)
Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, U.R.S.S. et Chine. Doc. 2, G/29
Membres non-permanents, considération en vue de leur élection, de leur contribution à la paix et à la sécurité ainsi que de leur distribution géographique, p. 2.
France. Doc. 2, G/7 (o), Partie 1.
Sièges non-permanents, allocation d'au moins un demi à ceux qui acceptent et sont en mesure de contribuer activement à la sécurité, p. 3. (Pour le texte complet de l'amendement proposé, voir document 2, G/7 (o), partie II).
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f)
Sièges non-permanents, plusieurs, à allouer aux Républiques de l'Amérique Latine, peut être à tour de rôle, p. 1.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f) (1)
Sièges non-permanents, plusieurs, à allouer aux Républiques de l'Amérique Latine, peut-être à tour de rôle, p. 1.
Honduras. Doc. 2, G/7 (m) [des, p. 3.
Sièges du Conseil, augmentation à quinze du chiffre total
Membres non-permanents, les Républiques Américaines devraient élire trois, p. 3.
Membres permanents, propositions de Dumbarton Oaks au sujet des, approuvées, p. 3.
Inde. Doc. 2, G/14 (h)
Sièges du Conseil, éligibilité pour réélection, p. 4.
Membres non-permanents, "nomination" des, p. 3.
Membres non-permanents, qualifications des, p. 3.
Observateurs, nommés par l'Assemblée, pp. 3, 4.
Iran. Doc. 2, G/14 (m)
Sièges, augmentation à quinze du total des, p. 2.
Sièges non-permanents, dix, p. 2.
Libéria. Doc. 2, G/14 (a)
Membres non-permanents, élection des, p. 2.
Mexique. Doc. 2, G/7 (c) (1)
Procédure démocratique dans l'élection des membres, p. 2.
Sièges, augmentation du chiffre total (six "temporaires" et six "semi-permanents"), pp. 9, 10.
Amérique Latine, Etats de l', participation des, pp. 9-10.
Membres semi-permanents, plus grande responsabilité dans le maintien de la paix comme base de l'élection des; détermination par l'Assemblée tous les huit ans, p. 9.
Membres temporaires, comment les choisir, p. 10.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
Section B. Principaux pouvoirs et fonctions. 1. Afin de permettre à l'Organisation d'agir promptement et efficacement, les membres de l'Organisation devraient, dans la Charte, conférer au Conseil de Sécurité la responsabilité essentielle en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et convenir que, dans l'exercice des fonctions lui incombant de ce fait, le Conseil agit en leur nom.	

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

Section A (Cont.)

Nouvelle-Zélande. Doc. 2, G/14 (f)
Membres non permanents, l'Assemblée peut changer la durée de leurs fonctions, (amendement textuel), p. 2.
Paraguay. Doc. 2, G/7 (1)
Membres permanents, les pays de l'Amérique devraient en avoir plus d'un, p. 2.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j)
Membres non permanents, petits Etats qui peuvent contribuer au succès du plan, devraient être représentés de façon adéquate parmi les, pp. 9-10, 13.
Petites Puissances, représentation inadéquate des, p. 9.
Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (k)
Membres non permanents, région géographique prise comme base d'élection, p. 3.
Représentation régionale, p. 3.
Turquie. Doc. 2, G/14 (e)
Sièges non permanents, augmentation du nombre des jusqu'à dix, p. 4.
Sièges permanents, avec pouvoirs plus étendus; droit des puissances auxquelles il incombe des obligations et responsabilités sérieuses à des, pp. 3-4.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Sièges non permanents, représentation régionale prise comme base de; tour de rôle dans chaque région, p. 13.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Composition proposée, ses avantages et désavantages, pp. 11-12.
Etats Latino-Américains, représentation adéquate des, p. 34.
Membres non-permanents, élections à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, p. 11.
Représentation régionale et autre, discussion de la, p. 12.
Sièges; onze serait un nombre adéquat de, pp. 11, 12.

Chili. Doc. 2, G/7 (i)
Assemblée, renvoi des décisions à l', p. 5.
Obligations incombant aux Etats membres de l'Organisation, pp. 5-6.
Membres non-participants, attitude des, p. 6.
Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h)
Renvoi à l'Assemblée des mesures du Conseil visant le maintien de la paix et l'application de sanctions, p. 2.
Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h) (1)
Renvoi à l'Assemblée des mesures du Conseil visant le maintien de la paix et l'application de sanctions, pp. 1-2.
Dominicaine (République). Doc. 2, G/14 (o)
Protection des intérêts de la Cour dans les questions entraînant une action, pp. 9, 11.
Homologation des pouvoirs du Conseil avec ceux de l'Assemblée, pp. 6, 11.
Définition plus précise des devoirs de l'Assemblée et du Conseil, pp. 6, 11.
Eclaircissement de la déclaration de la validité des recommandations, pp. 6 et 11.
Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Assemblée, décisions du Conseil sujettes à ratification par l', p. 5.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Assemblée et Conseil, devraient respectivement remplir des fonctions législatives et exécutives, pp. 10, 11.
Plein contrôle du Conseil par l'Assemblée, p. 14.
Le Conseil doit soumettre ses compte-rendus à l'Assemblée, pp. 14, 15, 37.
Pouvoirs essentiellement exécutifs, pp. 11, 13.
Principes ou règles de droit, établissement des, pp. 15, 37.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f)
Décisions du Conseil sujettes à revision et approbation par l'Assemblée, p. 2.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f) (1)
Décisions du Conseil sujettes à révision et approbation par l'Assemblée, p. 2.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Appel à l'Assemblée des décisions du Conseil, pp. 7, 10-11.
Autorité du Conseil égale à celle de l'Assemblée, pp. 6, 7, 10.
Limitation des responsabilités fondamentales, p. 10.
Norvège. Doc. 2, G/7, (n) (1)
Fonctions se rapportant à l'élection des juges de la Cour, p. 5.
Paraguay. Doc. 2, G/7 (1)
L'Assemblée, suprême autorité, mais le Conseil a la même compétence lorsque l'Assemblée n'est pas en séance, p. 2.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j)
Proposition d'appel du Conseil au nouvel organisme sur des questions de principe de morale, pp. 7-8.
Pérou. Doc. 2, G/14 (u)
Compétence internationale ou intérieure, prises de décisions relatives aux résolutions sur la, p. 2.
Revendications au sujet de différends non justiciables, p. 2.
Tchécoslovaquie. Doc. 2, G/14 (b)
Droit et devoir de prendre certaines mesures pour assurer le maintien de la paix et de la sécurité, p. 2.
Turquie. Doc. 2, G/14 (e)
Contrôle du Conseil par l'Assemblée, p. 3.
Turquie. Doc. 2, G/14 (e) (1)
Contrôle du Conseil au moyen de compte-rendus à l'Assemblée, p. 2.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Contrôle des pouvoirs du Conseil par l'Assemblée; droit d'appel à l'Assemblée, p. 11.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
2. En remplissant ces fonctions, le Conseil de Sécurité devrait agir conformément aux buts et principes de l'Organisation.	
3. Les pouvoirs propres accordés au Conseil de Sécurité en vue de lui permettre de remplir ces fonctions sont exposés au Chapitre VIII.	
4. Tous les membres de l'Organisation devraient s'engager à accepter les décisions du Conseil de Sécurité et à les exécuter conformément aux dispositions de la Charte	
5. Afin de favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales, en consacrant une proportion aussi faible que possible des ressources humaines et économiques aux armements, le Conseil de Sécurité, avec l'aide du Comité d'Etat-Major visé au Chapitre VIII, Section B, paragraphe 9, devrait être chargé d'élaborer des plans pour l'établissement d'un système de règlementation des armements, et de les soumettre aux membres de l'Organisation.	

CHAPITRE VI

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Buts et principes de l'Organisation, stipulations supplémentaires, p. 4.
Tchécoslovaquie. Doc. 2, G/14 (b)
Mesures conformes aux buts et principes de l'organisation, p. 2.

Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Cour, droit d'appel à la, p. 2.
Chili. Doc. 2, G/7 (i)
Membres participants et non-participants, obligations des, pp. 5-6.
Libéria. Doc. 2, G/14 (a)
Assemblée, revue des décisions de, p. 2.
Mexique. Doc. 2, G/7 (c) (1)
Résolutions liant tous les membres, à moins d'examen requis par l'Assemblée, en certains cas, pp. 10-11.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j)
Force armée, liberté de chaque membre de décider sur la participation à l usage de la, pp. 10, 11, 14.
Sanctions, à l'exclusion de l'usage de la force armée, et toutes autres questions, coopération loyale requise dans l'application de, pp. 10, 11, 14.

Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Décisions de la Cour, pouvoir d'appliquer les, p. 2.
Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Décisions de la Cour, pouvoir d'appliquer les, pp. 4, 5.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Armements, production par le gouvernement d', p. 14.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
[Ci-dessous le texte de la Section C proposé à la Conférence de Yalta:]	
Section C. Vote. 1. Chaque membre du Conseil de Sécurité devrait avoir une voix.	
2. Les décisions du Conseil de Sécurité sur les questions de procédure devraient être prises à la majorité de sept voix.	
3. Les décisions du Conseil de Sécurité sur toutes les autres questions devraient être prises à la majorité de sept voix, dont celles des membres permanents, sous cette réserve que, pour les décisions visées au Chapitre VIII, Section A, et dans la deuxième phrase du paragraphe 1 du Chapitre VIII, Section C, une partie à un différend devrait s'abstenir de voter.	

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Vote favorable de 7 membres, cas de, p. 8.
Majorités qualifiées (VIII, A, B, C, 1 et 2), p. 9.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e)
Les parties au litige n'ont pas le droit de voter, p. 3.
Canada. Doc. 2, G/14 (t)
Vote favorable des deux-tiers, pour les questions autres que les questions de procédure, p. 2.
Cuba. Doc. 2, G/14 (g) (1)
Unanimité des grandes puissances, résultat pratique équivalent à la majorité absolue; non-démocratique, p. 4.
Questions de procédure, simple majorité requise pour les, p. 5.
Questions de paix et de sécurité (Ch. VIII), majorité des deux-tiers des membres permanents et non-permanents requise pour les, p. 5.
Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Mode de vote des grandes puissances, revision proposée du, pp. 5-6.
Majorité de huit membres, qualifiée ou non, pp. 5-6.
El Salvador. Doc. 2, G/14 (j)
Majorité qualifiée, soumission à l'Assemblée en cas d'impossibilité d' obtenir, p. 1.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Vote favorable de huit membres pour toutes les décisions, p. 37.
Parties en litige, pp. 16, 38.
Membres permanents, unanimité des, pp. 15, 16.
Ethiopie. Doc. 2, G/14 (n)
Sanctions ne comportant pas l'usage de la force armée, nombre de votes requis pour l'application de, pp. 1, 2.
France. Doc. 2, G/7 (o), Première Partie.
Recommandations à accepter à la majorité des deux-tiers sans qualifications: décisions à l'unanimité des deux-tiers, y compris celle des membres permanents, p. 3 (texte proposé, Doc. 2 (Anglais), G/7 (o), Deuxième Partie, p. 2).
Liberté d'action, réserve de, en cas de dissentiment (texte proposé, Doc. 2 (Anglais), G/7, (o), Deuxième Partie, p. 3.
Grèce. Doc. 2, G/14 (i)
Vote favorable de sept membres Chapitre VIII, B,2, p. 2.
Honduras. Doc. 2, G/7 (m)
Les membres intéressés ne voteront pas, mais auront voix consultative, p. 3.
Iran. Doc. 2, G/14 (m)
Vote favorable de neuf membres, décisions au, p. 2.
Les parties à un litige n'ont pas droit de vote, p. 3.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Les parties à un litige n'ont pas droit au vote, p. 3.
Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Vote favorable de huit membres, pp. 5, 6.
Paraguay. Doc. 2, G/7 (1)
Mode fondamental de vote, p. 2.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j)
Discussion des droits de vote des grandes puissances, pp. 10-11.
Petites puissances, au moins trois votes favorables requis, pp. 9, 13.
Objection au veto d'une puissance quelconque; n'est autorisé qu'en ce qui concerne les mesures coercitives, pp. 11, 13, 14.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j) (1)
Membres non-permanents, nombre de votes favorables requis, p. 3.
Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (k)
Vote favorable requis, en cas de décision d'employer la force armée, p. 4.
Majorité des membres permanents et non-permanents votant séparément, p. 4.
Turquie. Doc. 2, G/14 (e)
Vote favorable de onze membres, décision au, p. 4.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Partie à un litige, abstention de vote d'une; disposition concernant la question d'appliquer à l'avenir cette règle à toutes les décisions, p. 14.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Veto d'un membre permanent, valide seulement lorsqu'il est appuyé par deux membres permanents, pp. 12-13.
Tout membre, partie à un litige, aura seulement droit d'être entendu, p. 34.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
Section D. Procédure. 1. Le Conseil du Sécurité devrait être organisé de manière à pouvoir fonctionner de façon continue, et chaque État membre du Conseil de Sécurité devrait avoir une représentation permanente au siège de l'Organisation. Il pourrait se réunir en tels autres lieux qu'il jugerait les plus propres à faciliter sa tâche. Des réunions auxquelles chaque État membre du Conseil de Sécurité pourrait, s'il le désirait, se faire représenter par un membre du gouvernement ou un autre représentant spécial, devraient avoir lieu périodiquement.	
2. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir d'instituer les organismes ou offices qu'il juge nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions, y compris des sous-comités régionaux du Comité d'État-Major.	2. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir d'instituer les organismes ou offices qu'il juge nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions, ~~y compris des sous-comités régionaux du Comité d'État Major.~~
3. Le Conseil de Sécurité devrait adopter ses propres règles de procédure, y compris la manière de choisir son Président.	
4. Tout membre de l'Organisation devrait participer à la discussion de toute question soumise au Conseil de Sécurité, chaque fois que le Conseil de Sécurité juge que les intérêts de ce membre de l'Organisation se trouvent particulièrement affectés. 5. Tout membre de l'Organisation qui n'est pas représenté au Conseil de Sécurité et tout État non-membre de l'Organisation, s'il est partie à un différend examiné par le Conseil de Sécurité, devrait être invité à participer à la discussion ayant trait à ce différend.	5. Tout membre de l'Organisation qui n'est pas représenté au Conseil de Sécurité et tout Etat non-membre de l'Organisation, s'il est partie à un différend examiné par le Conseil de Sécurité, devrait être invité à participer à la discussion ayant trait à ce différend. *Dans le cas d'un Etat non-membre, le Conseil de Sécurité stipulera les conditions qu'il estimera devoir formuler à la participation de cet Etat.*

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Sessions ordinaires, quatre fois par an, p. 3.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Permanence, principe et pratique de la, justiciable de la critique, pp. 13-14.
Représentants, nombre de, pour chaque membre, p. 14.

Chine. (Voir également les propositions des quatre gouvernements, Doc. 2, G/29)
Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Organes ou bureaux, définition précise des, p. 6.
Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, U.R.S.S. et Chine. Doc. 2, G/29
Sous-comités régionaux du Comité d'Etat-Major Militaire, p. 3.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j)
Arrangements régionaux acceptés favorablement, mais groupements régionaux considérés dangereux, p. 14.

Brésil. Doc. 2, G/7 (e)
Membres *ad hoc*, même statut que les membres titulaires, pp. 2-3.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (2)
Membres *ad hoc*, même statut que les membres titulaires, pp. 2-3.
Parties intéressées, droit de vote refusé aux, p. 3.
Canada. Doc. 2, G/14 (t)
Membres *ad hoc*, invitation des, p. 2.
Assemblée, compte-rendus annuels et spéciaux à l', p. 2.
Chili. Doc. 2, G/7 (i)
Membres *ad hoc*, p. 6.
Etats-Unis, Royaume-Uni, Union Soviétique et Chine. Doc. 2, G/29
Membres *ad hoc*, conditions de participation des, p. 3.
Ethiopie. Doc. 2, G/14 (n)
Membres *ad hoc*, base de participation des, p. 2.

Guatémala. Doc. 2, G/7 (f)
Partie intéressée, a le droit d'être entendue mais n'a pas le droit de vote, p. 2.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f) (1)
Partie intéressée, a le droit d'être entendue mais n'a pas le droit de vote, pp. 1-2.
Libéria. Doc. 2, G/14 (a)
Parties intéressées à un litige, ne participent pas aux discussions, p. 2.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Droit de représentation des nations intéressées, p. 2; application de ce droit, p. 11.
Membre *ad hoc*, moment et mode de nomination, p. 11.
Parties intéressées, droits des, à participer aux discussions, détermination de ce droit, p. 11.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Partie intéressée, tout particulièrement dans le cas d'une petite nation, garanties des droits d'une, pp. 14, 34-35.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS (Comité IV/1)	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
Chapitre VII. Cour Internationale de Justice	Les dispositions du Chapitre VII des Propositions de Dumbarton Oaks devront être mises en harmonie avec les recommandations de la Commission IV, sur la base du rapport du Comité des Juristes.
1. Il devrait exister une Cour Internationale de Justice, qui formerait l'organe judiciaire principal de l'Organisation. 2. La Cour devrait être constituée et devrait fonctionner conformément à un Statut qui devrait être annexé à la Charte de l'Organisation et en faire partie.	
3. Le Statut de la Cour de Justice Internationale devrait être, soit (a) le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale, restant en vigueur avec les modifications qu'il semblerait utile d'y apporter, soit (b) un nouveau Statut, à la préparation duquel le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale devrait servir de base.	
4. Tous les membres de l'Organisation devraient *ipso facto* être parties au Statut de la Cour Internationale de Justice. 5. Les conditions dans lesquelles les État non-membres de l'Organisation pourraient devenir parties au Statut de la Cour Internationale de Justice devraient, dans chaque cas, être déterminées par l'Assemblée Générale, sur la recommandation du Conseil de Sécurité.	

CHAPITRE VII

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

(Les observations portent sur les dispositions spécifiques)

Cuba. Doc. 2, G/14 (g) (2)
Deux chambres, l'une à la Haye et l'autre à la Havane, p. 2.
Troisième chambre, *ad hoc*, pour traiter des litiges entre un état de l'Amérique et un état d'un autre continent, pp. 2, 3.
Dominicaine (République). Doc. 2, G/14 (o)
Le Statut devrait faire partie de la Charte, pp. 9, 12.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f) (1)
La Cour devrait être un organe de l'Organisation, p. 1.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1) [p. 3.
La Cour ne devrait pas être un organe de l'Organisation,
Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
La Cour devrait être un organe de l'Organisation, p. 6.
Le Statut devrait faire partie de la Charte, pp. 6.
Paraguay. Doc. 2, G/7 (l)
Une cour Inter Américaine devrait être établie comme section de la Cour Internationale, p. 4.
Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (z)
Le Statut devrait faire partie de la Charte, p. 4.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
La Cour devrait être un organe faisant partie intégrante de l'Organisation, pp. 15, 37.
Le Statut devrait être un instrument complémentaire de la Charte, pp. 15, 37.
En faveur d'une Cour unique, p. 37.
Cour d'Appel: en cas de conflit de compétence entre organes internationaux; à l'égard des décisions des tribunaux administratifs internationaux, p. 41.

Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
La Cour devrait être établie d'après les dispositions de l'ancien Statut, auxquelles seraient apportées les modifications nécessaires, pp. 5, 7.
Cuba. Doc. 2, G/14 (g) (2)
En faveur de la continuation de la Cour Permanente de Justice Internationale, p. 1.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
En faveur de la continuation de l'ancienne Cour, p. 19.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f) (1)
Le Statut devrait s'inspirer de celui de la Cour Permanente de Justice Internationale, p. 2.
Honduras. Doc. 2, G/7 (m)
En faveur d'une nouvelle Cour, p. 3.
Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
En faveur de la continuation de la Cour Permanente de Justice Internationale, avec les modifications nécessaires, p. 6.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j)
En faveur de la continuation de la Cour Permanente de Justice Internationale, avec les modifications nécessaires, p. 15.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
En faveur de la continuation de la Cour Permanente de Justice Internationale, avec modifications, p. 15.

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Les membres de l'Organisation devraient être membres de la Cour, p. 11.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
L'Assemblée Générale déterminera les conditions d'admission à la Cour des Etats non-membres de l'Organisation, p. 19.
Les membres de l'Organisation seront de plein droit membres de la Cour, p. 19.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f) (1)
Admission universelle de membres est souhaitable, p. 1.
Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Les membres de l'Organisation seront de plein droit parties au Statut, p. 6.
Les dispositions du Paragraphe 5 ne s'appliqueront pas aux Etats membres de l'ancienne Cour qui acceptent les revisions, p. 6.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Les membres de l'Organisation seront de plein droit membres de la Cour, p. 37.
L'Assemblée seule devrait déterminer l'éligibilité, pp. 15-16.
L'admission universelle des membres à la Cour est souhaitable, p. 15.

Observations et Propositions Supplementaires au Sujet de la Cour de Justice Internationale

Avis Consultatifs

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
A la demande du Conseil de Sécurité, sur les aspects juridiques de différends non-juridiques, p. 9.

Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Une partie peut demander à la Cour de déterminer si les décisions du Conseil de Sécurité empiètent sur ses droits, p. 2.

Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
La Cour doit donner ses avis aussi bien à l'Organisation elle-même qu'aux Etats membres, p. 5.

Guatémala. Doc. 2, G/7 (f) (1) [p. 2.
A la demande de l'Assemblée ou du Conseil de Sécurité,

Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
L'Assemblée devrait avoir le droit d'en demander, p. 12.

Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
L'Assemblée Générale peut en demander, au sujet des questions juridiques sur lesquelles elle a le droit de faire des recommandations. [p. 4.
Dans V.C (2) ajouter "demande d'avis consultatif,"

Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j) (1)
Devraient être donnés sur toutes questions juridiques à la demande de l'Assemblée ou du Conseil, p. 5.
Le Conseil de Sécurité peut demander un avis consultatif sur les questions juridiques, p. 5.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Droit de donner avis consultatif sur des questions juridiques ou sur les aspects juridiques de questions politiques, p. 40.
A la demande de l'Assemblée, du Conseil, de l'Organisation ou des Etats, p. 40. [tiques, p. 4.
Obligatoire sur les aspects juridiques des questions poli-

Execution des Jugements

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Est en faveur d'ajouter l'obligation de se conformer aux décisions, p. 11.

Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Le Conseil de Sécurité donnera son avis sur les mesures à prendre, p. 2.

Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
Définition de l'agresseur devrait comprendre l'Etat qui refuse d'obtempérer à un jugement, pp. 3 et 7.

Brésil. Doc. 2, G/7 (o)
Le Conseil de Sécurité devrait prendre des mesures pour exécuter les jugements, p. 2.

Cuba. Doc. 2, G/14 (g) (2)
Pouvoir donné à la Cour de demander directement aux Etats membres de prendre des mesures pour exécuter les jugements, p. 8.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Mesures nécessaires devraient être prises par le Conseil, p. 39.
Suspension des membres qui refusent de reconnaitre la juridiction ou qui n'obtempèrent pas aux décisions de la Cour, pp. 39 et 40.

Juges — Generalites

Cuba. Doc. 2, G/14 (g) (2)
Un ressortissant seulement de chaque Etat peut être juge, p. 3.
Juges nationaux *ad hoc*, p. 4.

Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Exécution des décisions, p. 20.

Guatémala. Doc. 2, G/7 (f) (1)
Représentation de tous les systèmes juridiques, p. 2.

Honduras. Doc. 2, G/7 (m)
L'indépendance des juges devrait être assurée, p. 3.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
En faveur de dispositions prévoyant des juges nationaux *ad hoc*, p. 38.
Préfère n'avoir pas plus de deux juges de la même nationalité, p. 38.
En faveur d'une réduction du nombre des juges, p. 15.
En faveur d'un mandat de neuf ans, avec remplacement par tiers tous les trois ans, pp. 37, 38.

Juges — Nomination et Election

Cuba. Doc. 2, G/14 (g) (2)
Nomination et élection par les présidents des Cours suprêmes des Etats Membres, pp. 3 et 4.

Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Représentation par régions, p. 19.

Guatémala. Doc. 2, G/7 (f) (1)
Représentation de tous les systèmes juridiques, p. 2.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Propose un collège électoral qui ferait les nominations, p. 38.

Competence — Generalites

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Enquête par la Cour à la demande du Conseil de Sécurité, p. 9.

Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Compétence à l'égard de toutes questions non réglées par d'autres moyens, p. 20.

Turquie. Doc. 2, G/14 (e)
Conseil de Sécurité ne devrait pas avoir le droit d'après VIII A (5), d'interrompre le cours de la procédure judiciaire, p. 5.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Pas de compétence de la cour tant que d'autres moyens pacifiques sont en cours, pp. 17 et 18.
Il devrait y avoir des dispositions pour rendre la Cour compétente à l'égard des non-membres, pp. 39-41.
Formules limitant les exceptions quant à la compétence, p. 40.

Competence obligatoire

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
En faveur de la compétence obligatoire entre membres, p. 11.

Cuba. Doc. 2, G/14 (g) (2)
La compétence s'étend à tous les différends entre Etats membres à moins de dispositions contraires dans un traité, p. 5.

Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
En faveur de la compétence obligatoire, p. 20.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f) (1)
En faveur de la compétence obligatoire, p. 2.
Iran. Doc. 2, G/14 (m)
En faveur de la compétence obligatoire selon les termes proposés par le Comité des Juristes, p. 3.
Paraguay. Doc. 2, G/7 (1)
En faveur de la compétence obligatoire dans tous les cas, p. 2.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j)
En faveur de la compétence obligatoire pour les différends d'ordre juridique, p. 15.
Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (k)
En faveur de la compétence obligatoire, p. 4.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
En faveur de la compétence obligatoire à l'égard des différends juridiques entre membres de l'Organisation. pp. 15, 17, 18, 39, 40.

Competence — Differends d'Ordre Juridique

Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
Tous différends juridiques devraient etre soumis à la Cour, les différends politiques au Conseil, pp. 3, 4, 5.
Revision des traités, différends juridiques, p. 5.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (2)
Le Conseil de Sécurité devrait renvoyer devant la Cour les différends visés au Chap. VIII, A (4) (5) et (6) si ces différends sont d'ordre juridique, p. 2.
Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h) (1)
En faveur d'une extension de compétence à toutes questions pouvant influer sur la sécurité et la paix, p. 2.
Cuba. Doc. 2, G/14 (g) (2)
La compétence devrait s'étendre à tous différends entre Etats membres à moins de dispositions contraires dans un traité, p. 5.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f) (1)
En faveur d'une compétence illimitée, p. 2.
Honduras. Doc. 2, G/7 (m)
La compétence devrait être étendue, p. 3.
Paraguay. Doc. 2, G/7 (1)
En faveur de la compétence obligatoire dans tous les cas, p. 2.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j)
En faveur de la compétence obligatoire quant aux différends d'ordre juridique, pp. 15-16.
Tchécoslovaquie. Doc. 2, G/14 (b)
Les différends d'ordre juridique devraient être renvoyés devant la Cour par le Conseil de Sécurité, p. 3.
Les questions juridiques connexes aux différends pendant devant le Conseil peuvent être soumises à la Cour, p. 3.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Le Conseil de Sécurité devra renvoyer les différends d'ordre juridique à la Cour; il peut lui référer les questions juridiques connexes aux différends politiques, p. 14.
Si la Cour décide qu'un litige n'est pas d'ordre juridique, elle peut établir un tribunal arbitral; le Conseil de Sécurité peut faire de même en pareil cas, pp. 14 et 15.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
En faveur de la compétence obligatoire à l'égard de tous différends d'ordre juridique, pp. 15, 17, 19, 38, et 39.
En faveur d'une compétence illimitée pour toute question entre parties, p. 38.

Competence — Renvoi des Litiges

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Le Conseil assurera le renvoi devant la Cour des litiges d'ordre juridique, p. 9.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (2)
Le Conseil de Sécurité devra renvoyer les différends visés au chapitre VIII A (4) (5) et (6) à la Cour si ces différends sont d'ordre juridiques, p. 2.
Tchécoslovaquie. Doc. 2, G/14 (b)
Les différends d'ordre juridique devront être renvoyés à la Cour par le Conseil de Sécurité, p. 4.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
es différends d'ordre juridique devront être renvoyés devant la Cour; les questions juridiques connexes aux différends d'ordre politique peuvent l'être, p. 14.
Le Conseil de Sécurité peut établir un Tribunal arbitral dans le cas ou il déciderait qu'un litige n'est pas juridique, p. 14.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Renvoi des différends à la Cour quand tous autres moyens pacifiques ont échoué, p. 39.
La Cour devrait avoir le droit de connaître des différends qui lui sont renvoyés par le Conseil, p. 39.

Competence — Qui déterminera la

Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Une partie peut demander à la Cour de déterminer si les décisions du Conseil de Sécurité empiètent sur ses droits, p. 2.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (2)
La Cour devrait décider si une question tombe sous le coup de la compétence nationale d'ordre interne, p. 2.
Dominicaine (République). Doc. 2, G/14 (o)
La Cour devrait déterminer si oui ou non les différends sont d'ordre juridique, à l'exception de ceux qui demandent une action immédiate, pp. 8 et 12.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
La Cour devra décider de toutes questions se rapportant à sa compétence, p. 20.
La Cour devra décider si les questions qui lui sont soumises, tombent sous le coup de la compétence nationale d'ordre interne, p. 20.
Grèce. Doc. 2, G/14 (i)
La Cour devrait décider si les questions qui lui sont soumises tombent sous le coup de la compétence nationale d'ordre interne, p. 3.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
La Cour devra décider si une question tombe sous le coup de la compétence nationale d'ordre interne, p. 12.
Tchécoslovaquie. Doc. 2, G/14 (b)
La Cour devrait déterminer si les litiges sont d'ordre juridique, p. 4.

Turquie. Doc. 2, G/14 (e)
La Cour devrait déterminer si les litiges sont d'ordre juridique, pp. 4 et 5.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Dans le cas ou la Cour décide qu'un litige n'est pas d'ordre juridique, elle peut établir un Tribunal arbitral; le Conseil de Sécurité peut faire de même en pareil cas, pp. 14 et 15.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
La Cour devra décider si les litiges sont d'ordre juridique, pp. 17, 19, 39.
La Cour devra décider si une question tombe sous le coup de la compétence nationale d'ordre interne, pp. 19, 39.

Loi a appliquer

Cuba. Doc. 2, G/14 (g) (3)
Comprend les traités, les usages internationaux, les principes généraux de droit reconnus par les Etats civilisés, les règles du droit international, p. 5.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Application de la loi régionale, p. 20.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f) (1)
A la demande des parties, la Cour doit avoir le droit de statuer *ex aequo et bono*, p. 2.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
L'article 38 de la C.P.J.I. est reconnu suffisant, p. 40.

Procedure

Cuba. Doc. 2, G/14 (g) (2)
Propositions concernant la procédure, pp. 6-8.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
La Cour doit établir sa propre procédure, semblable à celle de la C.P.J.I., p. 41.
Le vote, à la majorité simple, p. 41.

Cours Regionales

Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h) (1)
L'établissement de cours régionales devrait être envisagé, p. 2.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Coordination de la Cour mondiale avec les cours régionales éventuelles, p. 19.
Paraguay. Doc. 2, G/7 (1)
Une Cour Interaméricaine devrait être établie comme section de la Cour Internationale, p. 4.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
En faveur d'une Cour unique, p. 37.

Siege

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Le siège de la Cour devrait se trouver ailleurs que celui des organes politiques, p. 37.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
Chapitre VIII. Arrangements Pour le Maintien de la Paix et de la Sécurité Internationales, y Compris la Prévention et la Répression de l'Agression **(Comité III/2)** **Section A. Réglement pacifique des différends.**	
1. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir d'enquêter sur tout différend ou toute situation susceptible d'entraîner un désaccord entre nations ou d'engendrer un conflit, afin de déterminer si sa prolongation pourrait menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales.	[Le nouveau paragraphe ci-dessous devrait être inséré avant le paragraphe 1 de la Section A du Chapitre VIII:] *Sans préjudice des dispositions des paragraphes 1 à 5 ci-dessous, le Conseil de Sécurité aura le pouvoir, si toutes les parties le demandent, de faire des recommandations aux parties à un différend, en vue de le règler conformément aux principes stipulés au Chapitre II, paragraphe 3.*

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

(Les observations portent sur la Section A en entier)

Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Différends: principes des décisions du Conseil, p. 2.
Avis consultatif: requête d'un Etat, avant décision finale par le Conseil, pp. 2-3.
Différends: rôle de l'Assemblée, p. 5.
Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
Procédure pour le règlement pacifique, pp. 4-5, 8.
Révision des traités, pp. 4-5.
Définition de l'agression, pp. 2-3, 5.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e)
Règlement judiciaire des différends, p. 2.
Chili. Doc. 2, G/7 (i) (1)
Obligations de régler pacifiquement les différends, p. 2.
Respect des traités, pp. 2-3.
Revision des traités, pp. 2-3.
Rôle de l'Assemblée dans les différends, pp. 5-9.
Chili. Doc. 2, G/28 [pp. 1-2.
Arrangement pour le règlement des différends régionaux,
Chine. Doc. 2, G/1 (a)
Principes pour le règlement des différends, p. 1.
Chine. Doc. 2, G/14 (q)
Rôle de l'Assemblée dans le règlement pacifique, p. 1.
Colombie. Doc. 2, G/14 (s)
Règlement de différends par des moyens pacifiques, p. 2.
Colombie. Doc. 2, G/28 [pp. 1-2.
Arrangements régionaux pour le règlement des différends,
Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h)
Rôle du Conseil dans les différends, p. 2.
Costa Rica. Doc. 2, G/28 [pp. 1-2.
Arrangements régionaux pour le règlement de différends,
Cuba. Doc. 2, G/14 (g) [rends, p. 6.
Obligations des Etats de régler pacifiquement les diffé-
Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Rôle de l'Assemblée dans les différends, p. 4.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Modification des règles du droit international, p. 17.
Equateur. Doc. 2, G/28 [rends, pp. 1-2.
Arrangements régionaux pour le règlement des diffé-
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f)
Application à tous les différends de la juridiction obligatoire de la Cour, pp. 1-2. [rends, p. 2.
L'utilité des avis consultatifs pour le règlement des diffé-
Rôle de l'Assemblée dans les différends, p. 3.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f) (1) [sultatifs, p. 2.
Demande par l'Assemblée et le Conseil d'avis con-
Juridiction obligatoire de la Cour, p. 2.
Rôle de l'Assemblée dans les différends, p. 2.
Honduras. Doc. 2, G/7 (m) [Tribunal, p. 3.
Référence à la Cour des différends justifiables d'un
Procédures pour le règlement pacifique des différends, p. 3.
Iran. Doc. 2, G/14 (m)
Rôle de l'Assemblée dans les différends, p. 2.
Juridiction obligatoire de la Cour, p. 3.
Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Rôle du Conseil dans les différends, p. 6.
Vote du Conseil au sujet d'avis consultatifs, p. 6.
Révision du droit international, pp. 7-8.
Panama. Doc. 2, G/7 (g) (2)
Devoir pour les Etats de régler des différends, p. 6.
Paraguay. Doc. 2, G/7 (l)
Rôle de l'Assemblée dans les différends, p. 2.
Respect du droit international, p. 3.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j)
Base des décisions de l'Organisation, pp. 6-7.
Le droit international, mesure de justice, p. 8.
Les principes moraux, mesures de justice, p. 8.
Appel des décisions du Conseil, p. 8.
Droit de veto des grandes puissances sur les décisions du Conseil, pp. 11-13.
Pérou. Doc. 2, G/28 [pp. 1-2.
Arrangements régionaux pour le règlement de différends,
Royaume-Uni. Doc. 2, G/14 (p) [pacifique, p. 2.
Recommandation par l'Assemblée en vue d'un règlement
Tchécoslovaquie. Doc. 2, G/14 (b)
Juridiction du Conseil dans les différends, p. 3.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Respect des droits des nations, pp. 3-4. [p. 4.
Distinction entre les différends politiques et juridiques,
Procédure en vue du règlement des différends, p. 4.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1) [19-20.
Principes fondamentaux de règlement pacifique, pp.
Rôle de l'Assemblée dans les différends, pp. 19-20, 34.
Juridiction obligatoire de la Cour dans les questions juridiques, p. 20.
Principes de règlement pacifique, pp. 20-21.

(Les observations portent sur les dispositions spécifiques)

Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
Rôle du Conseil dans le règlement pacifique, p. 8.
Chine. Doc. 2, G/29
Rôle du Conseil dans les différends, p. 3.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Rôle de l'Assemblée dans les différends, pp. 20-21, 22, 41.
Etats-Unis, Royaume-Uni, Union Soviétique et Chine. Doc. 2, G/29
Rôle du Conseil dans les différends, p. 3.
Ethiopie. Doc. 2, G/14 (n)
Rôle du Conseil dans les différends, p. 2.
France. Doc. 2, G/7 (o)
Respect des traités, section II, p. 3.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Rôle de l'Assemblée dans les différends, p. 12.
Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Avis consultatif: renvoi à la Cour par le Conseil, p. 6.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Rôle du Conseil dans les différends, p. 21.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
2. Tout État, qu'il soit ou non membre de l'Organisation, pourrait attirer l'attention de l'Assemblée Générale ou du Conseil de Sécurité sur un différend ou une situation de ce genre.	2. Tout Etat, qu'il soit ou non membre de l'Organisation, pourrait attirer l'attention de l'Assemblée Générale ou du Conseil de Sécurité sur un différend ou une situation de ce genre. *Dans le cas d'un Etat non-membre, il sera tenu d'accepter, en ce qui concerne ce différend, les obligations d'un règlement pacifique conformément à la Charte.*
3. Les parties à un différend dont la prolongation semble devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales devraient s'engager, avant tout, à en rechercher la solution par la négociation, la médiation, la conciliation, l'arbitrage ou le règlement judiciaire, ou autres moyens pacifiques de leur choix. Le Conseil de Sécurité devrait enjoindre aux Parties de régler leur différend par de tels moyens.	
4. Si, toutefois, les Etats séparés par un différend de la catégorie visée au paragraphe 3 ci-dessus ne réussissaient pas à le régler par les moyens indiqués dans ce paragraphe, ils devraient s'engager à le soumettre au Conseil de Sécurité. Le Conseil de Sécurité devrait, dans chaque cas, décider si la prolongation du différend en question est ou n'est pas, en fait, susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et, par conséquent, si le Conseil de Sécurité doit intervenir dans ce différend, et, le cas échéant, s'il doit agir selon le paragraphe 5.	4. Si toutefois, les Etats séparés par un différend de la catégorie visée au Paragraphe 3 ci-dessus ne réussissaient pas à le régler par les moyens indiqués dans ce paragraphe, ils devraient s'engager à le soumettre au Conseil de Sécurité. *Si* le Conseil de Sécurité ~~devrait, dans chaque cas, décider~~ *si estime que* la prolongation du différend en question est ou n'est pas, en fait, susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, ~~et par conséquent, si le Conseil de Sécurité doit intervenir dans ce différend, et, le cas échéant, s'il doit agir selon le paragraphe 5.~~ *il décidera s'il doit agir selon le paragraphe 5 ou s'il doit, de lui-même, recommander les termes d'un règlement qu'il jugera appropriés.*

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
Traités (Révision des), p. 8.
Règlement pacifique (Procédure), p. 8.
Chine. Doc. 2, G/29
Conflits, Etats non membres, pp. 3-4.
Etats-Unis, Royaume-Uni, Union Soviétique et Chine. Doc. 2, G/29
Conflits, Etats non membres, pp. 3, 4.
Ethiopie. Doc. 2, G/14 (m)
Conflits, rôle de l'Assemblée, pp. 2-3.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Conflits, rôle de l'Assemblée, p. 12.

Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Conflits, rôle du Conseil, p. 2.
Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
Conflits (Procédure de règlement des), pp. 8-9.
Chili. Doc. 2, G/7 (i)
Conflits (Procédure de règlement des), p. 7.
Chine. Doc. 2, G/29
Conflits, rôle du Conseil, p. 3.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Conflits, rôle de l'Assemblée, p. 41.
Etats-Unis, Royaume-Uni, Union Soviétique et Chine. Doc. 2, G/29
Conflits, rôle du Conseil, p. 3.
Ethiopie. Doc. 2, G/14 (n)
Conflits, rôle du Conseil, pp. 2-3.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j) (1)
Menace pour la paix, détermination par le Conseil p. 5.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Conflits, rôle du Conseil, p. 21.

Brésil. Doc. 2, G/7 (e)
Conflits (Procédure en cas d'échec du règlement des), p. 2.
Chine. Doc. 2, G/29
Conflits, rôle du Conseil, p. 4.
Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h)
Conflits, rôle du Conseil, p. 2.
Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h) (1)
Conflits, rôle du Conseil, p. 2.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Conflits, rôle de l'Assemblée, p. 40.
Etats-Unis, Royaume-Uni, Union Soviétique et Chine. Doc. 2, G/29
Conflits, rôle du Conseil, p. 4.
Iran. Doc. 2, G/14 (m)
Menace pour la paix (définition de la), p. 3.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Conflits, rôle de l'Assemblée, p. 12.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Conflits, politiques et juridiques (Distinction entre les), p. 18.
Conflits, rôle de la Cour, pp. 19-20.
Conflits, rôle du Conseil, p. 20.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
5. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir, à n'importe quel moment de l'évolution d'un différend tel que celui visé au paragraphe 3 ci-dessus, de recommander les procédures ou méthodes de règlement appropriées.	
6. Les différends juridiques devraient, d'une manière générale, être soumis à la Cour Internationale de Justice. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir de porter devant la Cour, pour avis, les questions de droit que soulèveraient d'autres différends.	
7. Les dispositions des paragraphes 1 à 6 de la Section A ne devraient pas être applicables aux situations ou différends nés de questions que le droit international laisse à la compétence nationale exclusive de l'Etat intéressé.	~~7. Les dispositions des paragraphes 1 à 6 de la Section A ne devraient pas être applicables aux situations ou différends nés de questions que le droit international laisse à la compétence nationale exclusive de l'Etat intéressé.~~ [**Remarque**: Ce paragraphe serait remplacé par le nouveau paragraphe proposé après le paragraphe 6 du Chapitre II, Principes.]

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Conflits, rôle du Conseil, p. 9.
Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Conflits (Principes pour le règlement des), p. 2.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e)
Conflits (Procédure en cas d'échec du règlement des), p. 2.
Chili. Doc. 2, G/7 (i) (1)
Conflits, rôle du Conseil, p. 9.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Conciliation (Commissions régionales de), pp. 21-23, 42.
Grèce. Doc. 2, G/14 (i)
Menaces pour la paix (Détermination des), pp. 2-3.
Mexique. Doc. 2, G/7 (c) (1)
Conflits, rôle de l'Assemblée, p. 12.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (jg) (1) [p. 5
Menaces pour la paix (Détermination par le Conseil des),
Tchécoslovaquie. Doc. 2, G/14 (h)
Conflits, rôle du Conseil, pp. 2-3.
Turquie. Doc. 2, G/14 (e)
Conflits justiciables d'un tribunal, rôle du Conseil, p. 3.
Turquie. Doc. 2, G/14 (e) (1)
Conflits, rôle du Conseil, p. 2.
Conflits, rôle de la Cour, p. 2.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Conflits, rôle du Conseil, p. 22.

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Avis consultatif de la Cour, p. 9.
Conflits, rôle du Conseil, p. 9.
Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Avis consultatif, Demande par un Etat avant décision du Conseil, pp. 2-3. [diques, p. 4.
Juridiction obligatoire de la Cour dans les questions juri-
Bolivie. Doc. 2 ,G/14 (r)
Conflits justiciables des Tribunaux, procédure, pp. 3, 5, 7.
Brésil. Doc. 2. G/7 (e) [p. 2.
Conflits (Procédure en cas d'échec du règlement des),
Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h)
Juridiction de la Cour, p. 2.
Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h) (1)
Juridiction obligatoire de la Cour (Etendue de la), p. 2.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Juridiction de la Cour, pp. 22-23, 43.
Conflits, rôle de l'Assemblée, p. 43.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f)
Juridiction obligatoire de la Cour, pp. 1-2. [p. 2.
Avis consultatifs, utilité dans le règlement des conflits,
Mexique. Doc. 2, G/7 (c) (1)
Conflits, rôle de l'Assemblée, p. 12.
Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Conflits, rôle de la Cour, p. 6.
Avis consultatifs, demandés par le Conseil, p. 5.
Paraguay. Doc. 2, G/7 (1)
Juridiction obligatoire de la Cour, p. 2.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j) [pp. 15-16.
Juridiction obligatoire de la Cour en matière juridique,
Pérou. Doc. 2, G/14 (u)
Conflits justiciables des tribunaux, renvoi obligatoire à la Cour, p. 2.
Conflits justiciables des tribunaux, rôle de la Cour, p. 2.
Tchécoslovaquie. Doc. 2, G/14 (b)
Conflits justiciables des tribunaux, procédure, p. 3.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Juridiction obligatoire de la Cour, p. 14.
Conflits justiciables des tribunaux, avis consultatif de la Cour, p. 14.
Conflits, tribunal arbitral chargé de les trancher, p. 14.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Juridiction obligatoire de la Cour en matière juridique, pp. 17, 37.
Avis consultatif, demande par l'Assemblée, p. 18.
Avis consultatif, demande par les Etats, pp. 22, 37.

Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
Juridiction interne (définition de la), pp. 3, 8.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e)
Ju .diction interne, détermination par la Cour, p. 2.
Juridiction interne, rôle du Conseil, p. 2.
Juridiction interne, (solution des litiges concernant la), p. 10.
Chili. Doc. 2, G/7 (i)
Traités (relation avec les paragraphes 1 à 6), p. 6.
Chine. Doc. 2, G/29
Juridiction interne, rôle de l'Organisation, p. 2.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Juridiction interne, détermination par la Cour, pp. 22-23, 43.
Juridiction interne (rôle de l'Assemblée dans la détermination de la), p. 42.
Etats-Unis, Royaume-Uni, U.R.S.S. et Chine. Doc. 2, G/29
Juridiction interne, rôle de l'Organisation, p. 2.
France. Doc. 2, G/7 (o)
Menace pour la paix, violation des libertés fondamentales et des droits de l'être humain, Partie II, p. 4.
Grèce. Doc. 2, G/14 (i)
Juridiction interne, détermination par la Cour, p. 3.
Mexique. Doc. 2, G/7 (c) (1)
Juridiction interne, détermination par la Cour, p. 12.
Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Juridiction interne (étendue de la), p. 7.
Pérou. Doc. 2, G/14 (u)
Juridiction interne, décision de la Cour, p. 2.
Tchécoslovaquie. Doc. 2, G/14 (h)
Juridiction interne, détermination par la Cour, p. 3.
Turquie. Doc. 2, G/14 (e)
Juridiction interne, rôle de la Cour, pp. 4-5.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Juridiction interne, détermination par la Cour, pp. 22, 37.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

(Comité III/3)

Section B. Détermination de l'existence de menaces à la paix ou d'actes d'agression et mesures à prendre à ce sujet.

[Les textes des paragraphes sont sur les pages suivantes.]

AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS

Section B. Détermination de l'existence de menaces à la paix ou d'actes d'agression et mesures à prendre à ce sujet. 1. Au cas où un différend ne serait pas résolu, conformément aux procédures indiquées dans le paragraphe 3 de la Section A, ou conformément aux recommandations faites selon les paragraphes *4 ou* 5 de la Section A par le Conseil de Sécurité, celui-ci, s'il juge que la situation ainsi créée présente un danger pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, devrait prendre toutes mesures nécessaires à ce maintien, en conformité avec les buts et principes de l'Organisation.

2. D'une manière générale, le Conseil de Sécurité devrait déterminer s'il y a danger pour la paix, rupture de la paix, ou acte d'agression, et devrait faire des recommandations ou décider des mesures *stipulées aux paragraphes 3 et 4 de la présente Section*, qu'il doit prendre en vue de maintenir ou de rétablir la paix et la sécurité.

[Insérer le paragraphe suivant entre les paragraphes 2 et 3:]

Avant de faire les recommandations ou de décider des mesures à prendre en vue de maintenir ou de rétablir la paix et la sécurité, conformément aux dispositions du paragraphe 2, le Conseil de Sécurité peut inviter les parties intéressées à se conformer aux mesures provisoires qu'il estime être nécessaires ou désirables en vue d'empêcher une aggravation de la situation. Ces mesures provisoires ne porteront pas préjudice aux droits, aux demandes ou à la position des parties intéressées. Au cas où des Etats n'appliqueraient pas ces mesures provisoires, le Conseil de Sécurité tiendra dument compte de cette défaillance.

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

(Les observations se rapportent à l'ensemble de la Section B)

Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Accord entre les Grandes Puissances (nécessité de l'), pp. 1, 2.
Mesures coercitives, relations entre les mesures régionales et les générales, p. 4.

Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
Responsabilité des Grandes Puissances dans la sécurité mondiale, p. 1.

Brésil. Doc. 2, G/7 (e)
Mesures de coercition, relations entre les mesures régionales et les générales, p. 3.
Emploi unilatéral de la force en dehors de l'Organisation des Nations Unies (menace de), p. 3.

Chili. Doc. 2, G/7 (i)
Changement de formule concernant la contribution des Etats chargées de maintenir la paix, p. 3.
Assistance mutuelle aussi large que possible et en conformité avec la Charte, p. 3.

Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h)
Emploi de la force par le Conseil de Sécurité afin de sauvegarder la paix, p. 3.

Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h) (1)
Mesures coercitives (approbation des), p. 3.

France. Doc. 2, G/7 (o)
Sécurité collective (danger d'un système inefficace de), Partie I, pp. 2, 6.
Mesures urgentes de coercition, amendements proposés à l'Article VIII, C, afin de prévenir les retards, Partie II, pp. 4, 5.

Guatémala. Doc. 2, G/7 (f)
Mesures prises par le Conseil de Sécurité, approbation ou révision de ces mesures par l'Assemblée, p. 3.
Pouvoirs du Conseil (limitation des), p. 2.

Haïti. Doc. 2, G/7 (b)
Force pour sauvegarder la paix (emploi de la), p. 1.

Mexique. Doc. 2, G/7 (c)
Propositions mexicaines relatives aux questions visées au Chapitre VIII, B, des Propositions de Dumbarton Oaks, pp. 74-77.
Assemblée, observations concernant son rôle dans les mesures de coercition, pp. 81-85.
Sanctions, mécanisme efficace pour leur application, dans les Propositions de Dumbarton Oaks, p. 106.
Projet d'amendement tendant à accorder à l'Assemblée les pouvoirs qui lui seraient dévolus en régime démocratique, p. 107.
Mesures transitoires, additions proposées au Chapitre XII, p. 111.

Mexique. Doc. 2, G/7 (c) (1)
Compétence de l'Organisation, suppression des restrictions sur ce point, p. 3.
Changements pacifiques, création d'un mécanisme pour leur réalisation, p. 3.
Pouvoirs du Conseil de Sécurité, leurs relations avec ceux de l'Assemblée, p. 1.

Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Mesures, question de terminologie, p. 11.

Nouvelle-Zélande. Doc. 2, G/14 (f)
Accords spéciaux à conclure avec le Conseil de Sécurité et non entre les Etats, p. 3.

Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j)
Caractère moral de l'action du Conseil de Sécurité, Organisme d'appel en la matière, pp. 7, 8.
Coercition, position spéciale des Grandes Puissances à cet égard, pp. 9-13.

Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j) (1)
Modification suivante au titre: "Mesures concernant l'existence de menaces pour la paix ou d'actes d'agression," p. 4.

Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Super-Etat ayant sa propre force de police, commentaires à ce sujet, p. 4.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Droits et aspirations des petites puissances dans les réseaux d'alliance des grandes puissances, p. 1.
Droits et obligations des membres, formule précise à utiliser, p. 3.
Action du Conseil de Sécurité, relation avec d'autres procédures de règlement pendantes, p. 20.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
1. Au cas où un différend ne serait pas résolu, conformément aux procédures indiquées dans le paragraphe 3 de la Section A, ou conformément aux recommandations faites selon le paragraphe 5 de la Section A par le Conseil de Sécurité, celui-ci, s'il juge que la situation ainsi créée présente un danger pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, devrait prendre toutes mesures nécessaires à ce maintien, en conformité avec les buts et principes de l'Organisation.	
2. D'une manière générale, le Conseil de Sécurité devrait déterminer s'il y a danger pour la paix, rupture de la paix, ou acte d'agression, et devrait faire des recommandations ou décider des mesures à prendre en vue de maintenir ou de rétablir la paix et la sécurité.	
3. Le Conseil de Sécurité devrait avoir le pouvoir de déterminer les mesures diplomatiques, économiques ou autres, ne comportant pas le recours à la force armée, qui devraient être prises pour rendre ses décisions efficaces, et de prescrire aux membres de l'Organisation d'appliquer ces mesures. Ces mesures peuvent comporter l'interruption, totale ou partielle, des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radio-télégraphiques ou autres, et la rupture des relations diplomatiques et économiques.	
4. Si le Conseil de Sécurité estimait ces mesures inadéquates, il devrait avoir le pouvoir d'entreprendre telles opérations aériennes, navales ou terrestres, qui pourraient être nécessaires au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales. Ces opérations pourraient comprendre des actions de forces telles que des démonstrations et blocus, aériennes, navales ou terrestres, menées par des membres de l'Organisation.	

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

(Les observations portent sur les dispositions spécifiques)

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Règlement des différends (étendue des pouvoirs discrétionnaires du Conseil à cet égard), pp. 9, 10.

Chili. Doc. 2, G/7 (i) [aux), p. 7.
Stipulations de la Charte (interdiction des infractions
Menaces pour la paix (mesures du Conseil pour prévenir les), p. 7.

Etats-Unis, Royaume-Uni, U.R.S.S. et Chine. Doc. 2, G/29
Echec dans le règlement d'un différend (détermination des cas d'), p. 4.

Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Assemblée Générale (son rôle pour déterminer les cas d'échec dans le règlement d'un différend), p. 12.

Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Renonciation aux droits (interdiction proposée contre l'action du Conseil tendant à maintenir la paix en imposant la), pp. 7, 8.

Turquie. Doc. 2, G/14 (o) (1)
Aide du Conseil à la partie qui a accepté de soumettre le différend à un règlement judiciaire, p. 2.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Attributions du Conseil (caractère obligatoire des), pp. 19, 20.

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Souveraineté nationale dans les affaires intérieures (attitude du Conseil à l'égard de la), p. 10.

Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
"Etat agresseur" (identification de l'), pp. 2, 3, 8, 9.

Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
"Agression" (définition de l'), p. 6.

Etats-Unis, Royaume-Uni, U.R.S.S. et Chine. Doc. 2, G/29
Mesures prises par le Conseil (définitions des), p. 4.

Ethiopie. Doc. 2, G/14 (n) [rend), p. 3.
Mesures militaires (leur emploi par les parties au différ-

Grèce. Doc. 2, G/14 (i)
Procédure de vote en vue de déterminer l'état de rupture de paix ou un acte d'agression, p. 3.

Iran. Doc. 2, G/14 (m)
Agresseur (définition de l'), p. 4.

Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Assemblée Générale (son rôle pour définir une menace pour la paix), p. 13.

Nouvelle-Zélande. Doc. 2, G/14 (f)
Accord de l'Assemblée requis pour les décisions prises par le Conseil en vertu des paragraphes 3 et 4 sauf dans les cas d'extrême urgence, p. 3.

Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j) (1)
Revision du texte en vue de renforcer ou supprimer la disposition concernant les recommandations du Conseil, p. 4.

Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (k)
Agresseur (définition de l'), pp. 4, 5.

Tchécoslovaquie. Doc. 2, G/14 (b)
Agresseur (definition de l'), p. 4.

Dominicaine (République). Doc. 2, G/14 (o)
Nécessité de l'exclusion (évitée par les sanctions), p. 7.

Etats-Unis, Royaume-Uni, U.R.S.S. et Chine. Doc. 2, G/29
Mesures provisoires (cas ou l'on y a recours), pp. 4-5.

Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Rôle de l'Assemblée pour la détermination des mesures ne comportant pas l'emploi de la force armée qui devraient être utilisées, p. 13.

Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Obligation de prendre les mesures décidées par le Conseil (priorité sur les autres obligations de l'), pp. 7, 8.

Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j)
Sanctions non coercitives (obligation d'appliquer des), pp. 10, 11.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Sanctions non coercitives (étendue des), p. 20.

Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Assemblée (contrôle de l'action du Conseil par l'), pp. 6-7.

Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Territoire (droit du Conseil d'administrer un), p. 7.

Nouvelle-Zélande. Doc. 2, G/14 (f)
Décisions du Conseil (contrôle par l'Assemblée des), p. 3.
Accords spéciaux, p. 3.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Charges des petites nations (considération pour les), p. 20.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
5. Afin que tous les membres de l'Organisation puissent contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales, chacun des membres de l'Organisation devrait s'engager à mettre à la disposition du Conseil de Sécurité, à la demande de celui-ci et conformément à l'accord spécial ou aux accords qu'ils auraient pu conclure entre eux, les forces armées, les facilités et l'aide nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cet accord ou ces accords devraient fixer le nombre et la nature de ces forces, ainsi que le genre de facilités et d'aide à fournir. Un tel ou de tels accords devraient être négociés aussitôt que possible, et devraient, dans chaque cas, être soumis à l'approbation du Conseil de Sécurité et à la ratification des États signataires, selon leurs procédures constitutionnelles.	
6. Afin de permettre à l'Organisation de prendre d'urgence des mesures d'ordre militaire, des contingents aériens nationaux devraient être tenus, par ses membres, à la disposition immédiate de l'Organisation, en vue d'une action de coercition internationale combinée. La puissance et le degré de préparation de ces contingents et les plans prévoyant cette action combinée devraient être fixés par le Conseil de Sécurité, avec l'aide du Comité d'État-Major, dans les limites pre[illegible]ites par l'accord spécial ou les accords spéciaux visés au paragraphe 5 ci-dessus.	
7. Les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil de Sécurité, en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales, devraient être prises par tous les membres de l'Organisation agissant de concert ou par certains d'entre eux, selon l'appréciation du Conseil de Sécurité. Pour l'application de ces mesures, les membres de l'Organisation agiraient de leur propre chef et par l'intermédiaire des organismes spécialisés et offices appropriés dont ils sont membres.	
8. Des plans pour l'emploi de la force armée devraient être élaborés par le Conseil de Sécurité, avec l'aide du Comité d'État-Major visé au paragraphe 9 ci-dessous.	

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Accords militaires spéciaux (négociations des), p. 10.
Contingents militaires (disposition et types de), p. 10.
Canada. Doc. 2, G/14 (t)
Représentation au Conseil des nations participant à une action militaire, pp. 2, 3.
Nouveau paragraphe à insérer après le paragraphe 7 du Chapitre VIII, B, en vue de prévoir cette représentation, pp. 2, 3.
Chili. Doc. 2, G/7 (i)
Participation à une action coercitive déterminée par des accords spéciaux ainsi que par le Conseil, p. 7.
Dominicaine (République). Doc. 2, G/14 (o)
Forces militaires (composition des), pp. 7, 11-12.
France. Doc. 2, G/7 (o)
Droit de passage (amendement concernant le), p. 3 de la Partie II.
Accords spéciaux sur l'emploi de sanctions coercitives (amendement spécifiant les détails des), p. 4 de la Partie II.
Contingents nationaux (amendement concernant les), p. 4 de la Partie II.
Accords spéciaux sur l'emploi de sanctions coercitives (amendement spécifiant les détails des), p. 4 de la Partie II.
Contingents nationaux (amendement concernant leur stationnement dans des zones de sécurité appropriées), p. 4 de la Partie II.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f)
Forces armées à la disposition de l'Organisation des Nations Unies, p. 2.
Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Collaboration militaire (son étendue sera déterminée par des accords spéciaux), p. 6.
Accords spéciaux (proposition dans l'accord collectif général pour remplacer les), p. 9.
Status des accords spéciaux si le paragraphe 2 du Chapitre XII n'envisage pas la participation du Conseil), p. 12.
Nouvelle-Zélande. Doc. 2, G/14 (f)
Action (procédure relative aux décisions concernant une), p. 3.
Accords spéciaux avec le Conseil, p. 3.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j)
Sanctions coercitives (droit d'appréciation concernant les), p. 12.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
9. Il serait constitué un Comité d'État-Major, dont les attributions seraient de conseiller et d'assister le Conseil de Sécurité pour tout ce qui concerne les besoins d'ordre militaire du Conseil, en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales, pour l'emploi et le commandement des forces mises à sa disposition, pour la réglementation des armements, et le désarmement éventuel. Il devrait être responsable, sous l'autorité du Conseil de Sécurité, de la direction stratégique de toutes les forces armées mises à la disposition du Conseil de Sécurité. Le Comité serait composé des Chefs d'État-Major des États membres permanents du Conseil de Sécurité ou de leurs représentants. Tout membre de l'Organisation qui n'aurait pas de représentation permanente au Comité devrait être invité par le Comité à s'associer à lui, lorsque la bonne exécution des travaux du Comité exigerait une telle participation. Ensuite de quoi devraient être mises au point les questions relatives au commandement des forces.	9. Il serait constitué un Comité d'Etat-Major, dont les attributions seraient de conseiller et d'assister le Conseil de Sécurité pour tout ce qui concerne les besoins d'ordre militaire du Conseil, en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales, pour l'emploi et le commandement des forces mises à sa disposition, pour la règlementation des armements, et le désarmement éventuel. Il devrait être responsable, sous l'autorité du Conseil de Sécurité, de la direction stratégique de toutes les forces armées mises à la disposition du Conseil de Sécurité. Le Comité serait composé des chefs d'Etat-Major des Etats membres permanents du Conseil de Sécurité ou de leurs représentants. Tout membre de l'Organisation qui n'aurait pas de représentation permanente au Comité devrait être invité par le Comité à s'associer à lui lorsque la bonne exécution des travaux du Comité exigerait une telle participation. Ensuite de quoi devraient être mises au point les questions relatives au commandement des forces. *Le Comité d'Etat-Major, avec l'autorisation du Conseil de Sécurité, pourra créer des sous-comités régionaux.*
10. Les membres de l'Organisation devraient se prêter une assistance mutuelle pour l'application des mesures décidées par le Conseil de Sécurité.	
11. Un Etat, membre ou non de l'Organisation, qui se trouverait en présence de problèmes économiques spéciaux résultant de l'application de mesures adoptées par le Conseil de Sécurité, devrait avoir le droit de consulter ledit Conseil pour la solution de ces problèmes.	

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
Composition du Comité d'Etat Major Militaire, pp. 3, 4.
Rapports du Comité d'Etat Major Militaire avec les organisations régionales militaires, pp. 3, 4, 9.
Chili. Doc. 2, G/7 (i)
Invitation des représentants d'autres Etats à se joindre au Comité d'Etat Major Militaire en cas de débat les concernant ou les touchant, p. 7.
Etats-Unis, Royaume-Uni, Union Soviétique et Chine. Doc. 2, G/29
Sous-comités régionaux du Comité d'Etat Major Militaire, p. 5.
France. Doc. 2, G/7 (o)
Amendement se rapportant aux fonctions du Comité d'Etat Major Militaire, pp. 3, 4 de la Ière partie
Amendement concernant l'addition de délégués au Comité d'Etat-Major militaire, p. 9 de la IIè partie.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Composition du Comité d'Etat-Major Militaire, p. 13.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j)
Droit des petites puissances de se consulter avec le Comité d'Etat Major Militaire, p. 15.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Composition du Comité d'Etat Major Militaire, p. 6.
Sous-comités régionaux, p. 6.
Commandement, pp. 6, 7.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Droit de tout Etat collaborateur à la représentation au Comité d'Etat Major Militaire, p. 22.

Union Sud-Africaine. Doc. 2, G/14 (d) (2)
Frais des mesures coercitives, pp. 1, 2.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Coût des bases, p. 7.

Union Sud-Africaine. Doc. 2, G/14 (d) (2)
Dispositions au sujet des réparations, pp. 1, 2.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Obligations du Conseil de résoudre les problèmes économiques aussi bien que de les discuter, p. 22.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
(Comité III/4)	
Section C. Arrangements régionaux.	
1. Rien dans la Charte ne devrait s'opposer à l'existence d'arrangements ou d'organismes régionaux pour traiter des questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales qui peuvent faire l'objet d'une action de caractère régional, à condition que ces arrangements ou organismes et leurs activités soient compatibles avec les buts et les principes de l'Organisation. Le Conseil de Sécurité devrait encourager le règlement des différends de caractère local, par l'intermédiaire de ces arrangements régionaux ou par ces organismes régionaux, soit sur l'initiative des Etats intéressés, soit à la suggestion du Conseil de Sécurité.	

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

(Les observations se rapportent à l'ensemble de la Section C)

Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Mesures coercitives prévues par les arrangements régionaux; droit de vote des membres permanents du Conseil sur les résolutions s'y rapportant, pp. 6 et 7.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (2)
Non intervention du Conseil dans les questions de caractère exclusivement régional, p. 3.
Chili. Doc. 2, G/7 (i)
Disposition concernant l'usage de forces militaires au delà des limites continentales, p. 8.
Consolidation du système interaméricain et intégration de ce système dans l'organisation mondiale, p. 2.
Limitation des pouvoirs du Conseil lorsque le système régional peut traiter efficacement des différends, p. 8, par. 2.
Fonctionnement des systèmes ou accords continentaux ou régionaux, pp. 7-8, par. C-1.
Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h)
Utilité des arrangements régionaux, p. 4.
Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h) (1)
Utilité des arrangements régionaux, p. 3.
Cuba. Doc. 2, G/14 (g) (3)
Approbation par l'Assemblée des principes fondamentaux d'accords régionaux, p. 2. [régionaux, p. 2.
Compétence des organes régionaux à règler les litiges
Reconnaissance du système interaméricain, p. 2.
Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Définition des arrangements régionaux, p. 7.
Disposition du texte du chapitre propre aux arrangements régionaux, pp. 7-8.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Création par l'Assemblée de commissions continentales ou régionales, p. 22 (texte du projet d'amendement à la section A, p. 41).
Reconnaissance du système régional interaméricain, p. 23 (texte du projet d'amendement à la section C, pp. 24, 46).
France. Doc. 2, G/7 (o)
Rapports des arrangements régionaux à la sécurité collective, p. 6.
Autorisation du Conseil au sujet de mesures coercitives par l'organisme régional, exception proposée en cas d'urgence, p. 4 de la note, pp. 4-5 des amendements.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f)
Nécessité de maintenir les principes et la procédure du système inter-américain, p. 3.
Guatémala. Doc. 2, G/7 (f) (1)
Nécessité de maintenir les principes et la procédure du système inter-américain, p. 2.
Mexique. Doc. 2, G/7 (c) (1)
Compatibilité de l'Organisation Générale Internationale avec les organisations internationales présentes et futures, p. 2.
Paraguay. Doc. 2, G/7 (1)
Accord du système interaméricain avec l'organisation mondiale, p. 3.
Nécessité de promouvoir le développement du système inter-américain, p. 4.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j)
Coordination entre les arrangements régionaux; homologation des arrangements régionaux à l'organisation mondiale, p. 14.
Tchécoslovaquie. Doc. 2, G/14 (b)
Mesures coercitives prévues par les arrangements régionaux; autorisation du Conseil en cas de danger immédiat, pp. 5-6.
Turquie. Doc. 2, G/14 (e)
Mesures coercitives prévues par les arrangements régionaux; autorisation du Conseil en cas d'urgence, p. 5.
Rapport des arrangements régionaux à la sécurité collective, p. 6.

(Les observations portent sur les dispositions spécifiques)

Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
Existence des systèmes, arrangements ou organes régionaux, p. 9.
Chili. Doc. 2, G/7 (1)
Fonctionnement des systèmes ou arrangements continentaux ou régionaux, pp. 7-8, paragraphe C, 1.
Mexique. Doc. 2, G/7 (c) (1)
Compatibilité du système américain avec l'Organisation, p. 13.
Nouvelle-Zélande. Doc. 2, G/14 (f)
Uniformité des arrangements régionaux, approuvés par l'Organisation, p. 3.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
2. Le Conseil de Sécurité devrait, chaque fois qu'il convient, faire usage de ces accords ou organismes en vue de l'application, sous son autorité, de mesures coercitives, mais aucune mesure coercitive ne devrait être appliquée en vertu d'arrangements régionaux ou par des organismes régionaux, sans l'autorisation du Conseil de Sécurité.	2. Le Conseil de Sécurité devrait, chaque fois qu'il convient, faire usage de ces accords ou organismes en vue de l'application, sous son autorité, de mesures coercitives, mais aucune mesure coercitive ne devrait être appliquée en vertu d'arrangements régionaux ou par des organismes régionaux, sans l'autorisation du Conseil de Sécurité, *à l'exception des mesures prises contre les Etats ennemis au cours de la présente guerre, conformément au Chapitre XII, paragraphe 2 ou à des accords régionaux s'opposant au renouvellement de la politique d'agression de la part de ces Etats, jusqu'à ce qu'il ait été possible, avec le consentement des Gouvernements intéressés, d'attribuer à l'Organisation la responsabilité de prévenir toute agression future de la part d'un Etat actuellement en guerre avec les nations unies.*
3. Le Conseil de Sécurité devrait en tout temps être tenu pleinement au courant des activités entreprises ou envisagées en vertu d'accords régionaux ou par des organismes régionaux, en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales.	

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Droit de vote des membres permanents du Conseil en ce qui concerne les résolutions se référant aux mesures coercitives prévues par les arrangements régionaux, pp. 6, 7.

Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
Autorisation du Conseil en ce qui concerne les mesures coercitives prévues par les arrangements régionaux, p. 9.

Chili. Doc. 2, G/7 (l)
Limitation des pouvoirs du Conseil lorsqu'un système régional peut traiter efficacement des litiges, p. 2., paragraphe 2.

Etats-Unis. Doc. 2, G/14 (v)
Autorisation du Conseil en ce qui concerne les mesures coercitives prévues par les arrangements régionaux; cas d'exception des mesures prises contre les Etats ennemis au cours de la présente guerre, pp. 1, 2.

France. Doc. 2, G/7 (o) (2)
Autorisation du Conseil en ce qui concerne les mesures coercitives prévues par les arrangements régionaux; cas d'exception des mesures prises contre les Etats ennemis au cours de la présente guerre, p. 1.

Royaume-Uni. Doc. 2, G/14 (p)
Autorisation du Conseil en ce qui concerne les mesures coercitives prévues par les arrangements régionaux; cas d'exception des mesures prises contre les Etats ennemis au cours de la présente guerre, p. 2.

Tchécoslovaquie. Doc. 2, G/14 (b)
Autorisation du Conseil en ce qui concerne les mesures coercitives prévues par les arrangements régionaux, cas de danger immédiat, pp. 5-6.

Union Soviétique. Doc. 2, G/14 (w) (1)
Autorisation du Conseil en ce qui concerne les mesures coercitives prévues par les arrangements régionaux; cas d'exception des mesures prises contre les agresseurs actuels.

(Les observacions se rapportent à la nouvelle section ou au nouveau paragraphe envisagées pour le Chapitre VIII)

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Projet de Section D:
Droit de conclure d'autres arrangements, pp. 10-11.
Droit de conclure d'autres arrangements, projet de Section D, p. 10.

Brésil. Doc. 2, G/7 (e)
Projet d'addition d'un nouveau paragraphe a la Section C:
Non-intervention du Conseil dans les questions exclusivement régionales, p. 11.

Chili. Doc. 2, G/7 (i)
Projet d'addition d'un nouveau paragraphe a la Section C:
Disposition concernant l'emploi de force militaire au-delà des limites continentales, p. 8.

Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Pérou. Doc. 2, G/28
Projet de substitution a la Section C:
Existence de systèmes régionaux, p. 1.
Informations imparties au Conseil concernant les activités des systèmes régionaux, p. 1.
Subordination du Conseil aux arrangements régionaux, p. 1.
Règlement des différends régionaux; fonctions respectives des organes régionaux et du Conseil, pp. 1, 2.
Compatibilité du système pan-américain, p. 2.
Obligations des membres des organes régionaux, p. 2.

Cuba. Doc. 2, G/14 (j) (3)
Approbation par l'Assemblée des principes fondamentaux des arrangements régionaux, p. 2.
Compétence des organes régionaux pour régler les différends régionaux, p. 2.
Reconnaissance du système inter-américain, p. 2.

Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Projet d'addition d'un nouveau paragraphe a la Section C:
Reconnaissance du système régional inter-américain, p. 23.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
(Comité II/3)	
Chapitre IX. Dispositions Relatives à la Coopération Economique et Sociale Sur le Plan International	
Section A. But et relations. 1. En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires au maintien de relations amicales et pacifiques entre Nations, l'Organisation devrait faciliter la solution des problèmes humanitaires internationaux d'ordre économique, social et autres, et promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'Assemblée Générale et, sous son autorité, un Conseil Economique et Social, devraient être chargés de l'accomplissement de cette fonction.	**Section A. But et relations.** 1. En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires au maintien de relations amicales et pacifiques entre Nations, *fondées sur le respect de l'égalité des droits des peuples et de leur droit de disposer d'eux-mêmes*, l'Organisation devrait faciliter la solution des problèmes humanitaires internationaux d'ordre économique, social, *culturel*, et autres, et promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales *pour tous sans distinction de race, de langue, de culte ou de sexe*. L'Assemblée Générale et, sous son autorité, un Conseil Economique et Social devraient être chargés de l'accomplissement de cette fonction.

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

(Les observations se rapportent à l'ensemble du chapitre)

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Buts, pp. 4-5.
Chine. Doc. 1, G/1 (a)
Coopération en matière éducative et culturelle, p. 1.
Cuba. Doc. 2, G/14 (g)
Coopération intellectuelle et intérets moraux, pp. 15-17.
Dominicaine (République). Doc. 2, G/14 (o)
Egalité d'accès aux marchés, p. 2.
Principes du commerce international, p. 3.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Création du Conseil Educatif et Culturel, pp. 24, 30.
France. Doc. 2, G/7 (o) Section 1.
Conseil Economique et Social, extension de son autorité et collaboration avec le Conseil de Sécurité, p. 4.
Haïti. Doc. 2, G/7 (b) (1)
Insertion du mot "éducatif" après les mots "économique et social" dans tout le chapitre IX, p. 2.
Honduras. Doc. 2, G/7 (m)
Inclusion du Conseil Economique et Social parmi les organes principaux, p. 2.
Nouvelle-Zélande. Doc. 2, G/14 (f)
Inclusion du Conseil Economique et Social parmi les organes principaux, pp. 1-2.
Panama. Doc. 2, G/7 (g)
Importance de la stabilité économique pour la paix du monde, pp. 1-2.
Panama. Doc. 2, G/7 (g) (1)
Création d'organismes spécialisés, pp. 1-3.
Paraguay. Doc. 2, G/7 (1)
Question de savoir si les pouvoirs du Conseil Economique et Social sont suffisants, p. 2.
Pérou. Doc. 2, G/14 (n)
Prévention de l'agression économique, pp. 1-2.
Tchécoslovaquie. Doc. 2, G/14 (b)
Utilité du Conseil Economique et Social durant la période transitoire, p. 6.

(Les observations se rapportent à chacune des dispositions

Australie. Doc. 2, G/14 (1)
Fonctions du Conseil Economique et Social, p. 4.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (3)
Problèmes d'hygiène, fonctions de l'organisation compétente, p. 1.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (4)
Addition du mot "culturel" dans le titre du chapitre IX, p. 2.
Brésil, République Dominicaine et Mexique. Doc. 2, G/25
Buts du Conseil Economique et Social, p. 2.
Canada. Doc. 2, G/14 (t)
But, p. 3.
Chili. Doc. 2, G/7 (i) (1)
Buts du Conseil Economique et Social, énoncé revisé, p. 11.
Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h)
Droits et libertés fondamentales de l'être humain, précisions à donner aux moyens à employer pour les faire respecter, p. 3.
Etats-Unis, Royaume-Uni, Union Soviétique et Chine. Doc. 2, G/29
Responsabilités du Conseil Economique et Social, p. 5.
France. Doc. 2, G/7 (e) Section 2
Coopération avec le Conseil de Sécurité, p. 5.
France. Doc. 2, G/7 (o) (1)
Addition du mot "intellectuel" dans la titre du chapitre IX, p. 1.
Problèmes intellectuels, p. 1.
Compréhension mutuelle, p. 1.
Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Coopération intellectuelle, à inclure dans les activités du Conseil Economique et Social, p. 8.
Panama. Doc. 2, G/7 (g) (2)
Droits et libertés de l'être humain: sauvegarde, protection et développement, p. 7.
Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (k)
Questions de culture, à étudier par l'Organisation, pp. 5-6.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
But des arrangements concernant la coopération économique et sociale, pp. 9-11.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
2. Les différentes organisations et les offices spécialisés de caractère économique, social et autre, auraient, dans leurs domaines respectifs, des responsabilités spécifées par leur règlement. Des relations devraient être établies entre l'Organisation et tous organismes et offices de cette nature, dans des conditions qui seraient définies par un accord entre le Conseil Economique et Social et les autorités compétentes de l'organisation spécialisée ou office, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale.	
Section B. Composition et vote. Le Conseil Economique et Social devrait être composé de représentants de dix-huit membres de l'Organisation. Les Etats destinées à être ainsi représentés devraient être élus par l'Assemblée Générale pour une période de trois ans. Chacun de ces Etats aurait un représentant disposant d'une voix. Les décisions du Conseil Economique et Social devraient être prises à la simple majorité des représentants présents et votants.	

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (4)
Problèmes économiques, sociaux et humanitaires (l'Organisation en prendra connaissance après examen par le Conseil économique et social), p. 3.

Canada. Doc. 2, G/14 (t)
Organisations spéciales et leurs rapports avec le Conseil économique et social, p. 6.
Transfert au Chapitre IX, Section A, des questions qui font l'objet du Chapitre X, Section B, paragraphe 5, p. 4.

Chili. Doc. 2, G/7 (i) (1)
Organisations spéciales et leurs rapports avec le Conseil économique et social, pp. 11-12.

Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h)
Organisations spéciales (incorporation de l'Organisation internationale du travail dans l'Organisation), p. 3.

Dominicaine (République). Doc. 2, G/14 (o)
Organismes spéciaux dependant actuellement de la Société des Nations (leurs relations avec la nouvelle Organisation), p. 12.

Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Organisations spéciales, p. 8.

France. Doc. 2, G/7 (o) (1)
Organisations intellectuelles (attributions des), p. 1.

Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (k)
Organisations intellectuelles (attributions des), pp. 5-6.

Royaume-Uni. Doc. 2, G/14 (p)
Organisation internationale du travail (ses relations spéciales avec l'Organisation), p. 1.
Organisations spéciales (leurs relations avec le Conseil économique et social), p. 1.

Tchécoslovaquie. Doc. 2, G/14 (b)
Organismes spéciaux (coordination de leurs activités par le Conseil économique et social), p. 6.

Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Questions de travail (rôle de l'Organisation internationale du travail pour les), p. 11.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Organisations spéciales (nécessité de préciser leurs relations avec l'Organisation), p. 26.

Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
Travail organisé (sa représentation au Conseil économique et social), p. 10.

Canada. Doc. 2 ,G/14 (t)
Composition, durée du mandat et mode de vote du Conseil économique et social, pp. 4-5.

Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Admission, pp. 8-9.

Ethiopie. Doc. 2, G/14 (n)
Participation aux séances du Conseil économique et social des pays non membres et vote de ces pays, p. 3.

France. Doc. 2, G/7 (o), deuxième partie.
Composition, représentation des pays les plus importants au point de vue économique, p. 5.
Procédure de vote, quorum exigé, p. 5.

Honduras. Doc. 2, G/7 (m)
Composition du Conseil économique et social, opportunité d'élire les membres par roulement, p. 4.

Iran. Doc. 2, G/14 (m)
Membres du Conseil économique et social (nombre, mode d'election et durée du mandat), p. 3.

Liban. Doc. 2, G/14 (c)
Petites nations (leur représentation au Conseil économique et social et à la Commission de l'enseignement), p. 2.

Libéria. Doc. 2, G/14 (a)
Composition et vote (procédure à suivre), p. 2.

Nouvelle-Zélande. Doc. 2, G/14 (f)
Composition et procédure de vote du Conseil économique et social (pouvoirs de l'Assemblée Générale concernant la), p. 3.

Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (k)
Composition et procédure de vote du Conseil économique et social, p. 6 (autre disposition proposée, p. 8).

Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Composition et procédure de vote (mise au point des Propositions de Dumbarton Oaks concernant la), pp. 11-13.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Conseil économique et social (composition, représentation et procédure de vote), p. 27.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
Section C. Fonctions et pouvoirs du Conseil Economique et Social. 1. Le Conseil Economique et Social devrait avoir le pouvoir: a. de mettre à exécution, dans la limite de ses fonctions, les recommandations de l'Assemblée Générale; b. de faire des recommandations, de sa propre initiative, sur des questions humanitaires internationales d'ordre économique, social et autres; c. de recevoir et mettre à l'étude les rapports des organismes et offices de caractère économique, social ou autre, mis en relation avec l'Organisation, et de coordonner leurs activités par le moyen de consultations avec ces organismes ou offices, et de recommandations à eux adressées; d. d'examiner les budgets administratifs de ces organismes spécialisés ou offices, en vue de leur faire des recommandations; e. de mettre le Secrétaire Général à même de fournir des renseignements au Conseil de Sécurité; f. d'aider le Conseil de Sécurité, sur la demande de celui-ci; et g. de remplir toutes autres fonctions, dans les limites générales de sa compétence, qui pourraient lui être assignées par l'Assemblée Générale.	**Section C. Fonctions et pouvoirs du Conseil Economique et Social.** 1. Le Conseil Économique et Social devrait avoir le pouvoir: [Insérer après le paragraphe a, un nouveau paragraphe conçu comme suit:] *De faire des recommandations pour développer le respect des droits et des libertés fondamentales de l'être humain.* b. de faire des recommandations, de sa propre initiative, sur des questions humanitaires internationales, d'ordre économique, social, *culturel* et autres. c. de recevoir et mettre à l'étude les rapports des organismes et offices de caractère économique, social, *culturel* ou autre, mis en relation avec l'Organisation, et de coordonner leurs activités par le moyen de consultations avec ces organismes ou offices, et de recommandations à eux adressées;
Section D. Organisation et procédure. 1. Le Conseil Économique et Social devrait instituer une Commission Économique, une Commission Sociale et tout autre Commission qu'il jugerait nécessaire d'établir. Ces Commissions devraient être composées d'experts. Il devrait y avoir un personnel permanent qui ferait partie du Secrétariat de l'Organisation.	**Section D. Organisation et procédure.** 1. Le Conseil Economique et Social devrait instituer ~~une Commission Economique, une Commission Sociale et toute autre Commission qu'il jugerait nécessaire d'établir~~, *des commissions pour les questions économiques, sociales et culturelles, le développement des droits de l'être humain et pour toute autre question de la compétence du Conseil.* Ces commissions devraient être composées d'experts; il devrait y avoir un personnel permanent qui ferait partie du Secrétariat de l'Organisation.

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

Australie. Doc. 2, G/14 (1)
Fonctions et pouvoirs (addition aux), pp. 5-6.
Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
Bien-être de la population, p. 10.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (4)
Conseil des Relations culturelles, création et fonctions, p. 2.
Canada. Doc. 2, G/14 (t)
Fonctions et pouvoirs, pp. 5-6.
Chili. Doc. 2, G/7 (i) (1)
Recommandations du Conseil Economique et Social, p. 12.
Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Pouvoirs et responsabilités du Conseil Social et Economique, p. 9.
Etats-Unis, Royaume Uni, Union Soviétique et Chine. Doc. 2, G/29
Fonctions et pouvoirs du Conseil Economique et Social en matière culturelle, p. 6.
Droits et libertés fondamentales de l'être humain (sauvegarder), pp. 5-6.
France. Doc. 2, G/7 (o), Section 2
Matières premières (organisme chargé de s'occuper des), pp. 5-6.
Conseil de Sécurité (questions portées devant le), p. 6.
France. Doc. 2, G/7 (o) (1)
Questions intellectuelles, recommandations à ce sujet, p. 2.
Organisations intellectuelles, examen de leurs rapports et coordination de leurs activités, p. 1.
Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Assemblée Générale, soumission des recommandations et du rapport du Conseil Economique et Social, p. 9.
Organisations spécialisées, coordination par le Conseil Economique et Social sous la direction de l'Assemblée Générale, p. 9.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j)
Fonctions de recherches du Conseil Economique et Social, p. 16.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j) (2)
Obligation du Conseil Economique et Social de fournir des informations d'ordre économique et social, p. 1.
Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (k)
Recommandations concernant les questions de culture, p. 6.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Recommandations et projet de conventions à proposer par l'Assemblée Générale, p. 12.

Australie. Doc. 2, G/14 (1)
Fonctionnement continu du Conseil Economique et Social et représentation permanente des Etats-membres auprès de son siège, p. 6.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (3)
Commissions sociales et d'hygiène (création de), p. 1.
Canada. Doc. 2, G/14 (t)
Commissions, comités et personnel du Conseil Economique et Social, p. 4.
Cuba. Doc. 2, G/14 (g)
Organe technique de la Société des Nations (incorporation dans l'Organisation des), p. 17.
Etats-Unis, Royaume Uni, Union Soviétique et Chine. Doc. 2, G/29
Commissions à établir par le Conseil Economique et Social, p. 6.
France. Doc. 2, G/7 (o) Section 2
Commissions ou sous-commissions régionales, p. 6.
Sous-commissions, p. 6.
Haïti. Doc. 2, G/7 (b) (1)
Création d'une commission de l'éducation, p. 2.
Nouvelle-Zélande. Doc. 2, G/14 (f)
Organisme subsidiaire, pouvoirs du Conseil Economique et Social les concernant, p. 4.
Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (k)
Commission culturelle et éducative (création d'une), p. 6.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Commission de coopération intellectuelle (fonctions), p. 9.
Commission de coopération intellectuelle (principes à appliquer dans son organisation), pp. 8-9.
Commissions (composition des), p. 13.
Commissions, personnels et experts, p. 8.
Commission éducative et culturelle (création d'une), p. 13.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Commissions, participation à leurs travaux, p. 28.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS
2. Le Conseil Économique et Social devrait prendre toutes dispositions utiles pour que les représentants des organisations spécialisées ou offices puissent participer, sans voter, à ses délibérations et à celles des Commissions instituées par lui.	
3. Le Conseil Économique et Social devrait adopter ses propres règles de procédure et la méthode selon laquelle il choisira son Président.	

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

Canada. Doc. 2, G/14 (t)
Institutions spécialisées, relations avec le Conseil Economique et Social, p. 6.
Nouvelle-Zélande. Doc. 2, G/14 (f)
Organisme subsidiaire, pouvoirs du Conseil Economique et Social les concernant, p. 3.
Nouvelle-Zélande. Doc. 2, G/14 (f) (2)
Organisation spécialisée: représentation dans les organismes subsidiaires crées par le Conseil Economique et Social, p. 1.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Organisations spécialisées, subordination à l'Organisation, p. 28.

Nouvelle-Zélande. Doc. 2, G/14 (f)
Organismes subsidiaires, pouvoirs du Conseil Economique et Social les concernant, p. 3.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

(Comité I/2)

Chapitre X. Secrétariat

1. Il devrait y avoir un Secrétariat composé d'un Secrétaire Général et du personnel nécessaire. Le Secrétaire Général devrait être le principal fonctionnaire administratif de l'Organisation. Il devrait être élu par l'Assemblée Générale, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, pour une période et aux conditions déterminées par la Charte.

2. Le Secrétaire Général devrait participer, en cette qualité, à toutes les réunions de l'Assemblée Générale, du Conseil de Sécurité et du Conseil Économique et Social, et devrait présenter à l'Assemblée Générale un rapport annuel sur les travaux de l'Organisation.

3. Le Secrétaire Général devrait avoir le droit d'attirer l'attention du Conseil de Sécurité sur tout ce qui lui semblerait pouvoir menacer la paix et la sécurité internationales.

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS

1. Il devrait y avoir un Secrétariat composé d'un Secrétaire Général, *de quatre Secrétaires Généraux adjoints* et du personnel nécessaire. ~~Le Secrétaire Général devrait être le principal fonctionnaire administratif de l'Organisation. Il devrait être élu par l'Assemblée, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, pour une période et aux conditions déterminées par la Charte.~~ *Le Secrétaire Général et les Secrétaires Généraux adjoints seraient élus par l'Assemblée Générale, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, pour une période de trois ans. Le Secrétaire Général serait rééligible. Le Secrétaire Général devrait être le principal fonctionnaire administratif de l'Organisation.*

4. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Secrétaire Général et le personnel ne seront responsables qu'envers l'Organisation. Leurs responsabilités auront un caractère exclusivement international et, en les accomplissant, ils ne devront ni demander ni recevoir d'ordre d'aucune autorité en dehors de l'Organisation. Les membres devront s'engager à respecter pleinement le caractère international des fonctions du Secrétariat et ne chercher à influencer aucun de leurs ressortissants, dans l'accomplissement de ces fonctions.

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

(Les observations se rapportent à l'ensemble du chapitre)

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Choix du Secrétaire Général, p. 3.
Préparation du budget par le Secrétaire Général, p. 3.
Brésil, République Dominicaine et Mexique. Doc. 2, G/25
Egalité des hommes et des femmes, p. 2.
Canada. Doc. 2, G/14 (t)
Caractère international, pp. 6-7.
Egalité des hommes et des femmes, p. 7.
Conditions du service, p. 7.
Base géographique, p. 7.
Immunités, p. 7.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Choix du Secrétaire Général, pp. 12, 33.
Etats-Unis, Royaume-Uni, Union Soviétique et Chine. Doc. 2, G/29
Personnel du Secrétariat, p. 6.
Choix et durée du mandat du Secrétaire Général et de ses adjoints, p. 6.
Statut et responsabilités du Secrétariat, pp. 6-7.
Honduras. Doc. 2, G/7 (m)
Choix du Secrétaire Général, p. 2.
Libéria. Doc. 2, G/14 (a)
Choix du Secrétaire Général, p. 2.
Mexique. Doc. 2, G/7 (c)
Choix du Secrétaire Général, pp. 42, 96, 115, 121.
Siège permanent, pp. 96, 115.
Personnel du Secrétariat, pp. 96, 115.
Privilèges et immunités diplomatiques, pp. 96, 98, 111, 115.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Privilèges et immunités diplomatiques, p. 4.
Personnel international, p. 13.
Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Recrutement, tâches, statut juridique, pp. 8-11.
Nouvelle-Zélande. Doc. 2, G/14 (f) (1)
Caractère international du Secrétariat, p. 1.
Représentation géographique, p. 2.
Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j) (2)
Information économique et sociale à fournir par le Secrétaire Général, p. 1.
Tchécoslovaquie. Doc. 2, G/14 (b)
Responsabilité du Secrétaire Général et des principaux conseillers, pp. 5-6.
Uruguay. Doc. 2, G/7 (a) (1)
Caractère international, p. 4.
Egalité des hommes et des femmes, p. 4.
Choix du Secrétaire Général, p. 4.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Personnel du Secrétariat, p. 31.
Choix du Secrétaire Général, pp. 31-32.
Prérogatives du Secrétaire Général, pp. 32, 36.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

(Comité I/2)

Chapitre XI. Amendements

Les amendements devraient entrer en vigueur, à l'égard de tous les membres de l'Organisation, après adoption par un vote des deux tiers des membres de l'Assemblée Générale et ratification par les membres de l'Organisation ayant un siège permanent au Conseil de Sécurité et par une majorité des autres membres de l'Organisation, selon leurs procédures constitutionnelles respectives.

AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS

1. La présente Charte entrera en vigueur dès qu'elle aura été ratifiée par les membres de l'Organisation ayant un siège permanent au Conseil de Sécurité et par la majorité des autres membres de l'Organisation, conformément aux procédures prévues par les constitutions respectives de ces Etats.

[Remarque: Le texte actuel du Chapitre XI deviendrait le paragraphe 2.]

3. Une Conférence Générale des membres des Nations Unies pourra être convoquée à une date et en un lieu fixés par un vote, à la majorité des trois-quarts des membres de l'Assemblée Générale, avec l'assentiment du Conseil de Sécurité votant conformément aux dispositions du Chapitre VI, Section C, paragraphe 2, en vue de réviser la Charte. Chaque membre aura une voix à la Conférence. Toute modification à la Charte recommandée à la majorité des deux-tiers des membres de la Conférence entrera en vigueur dès qu'elle aura été ratifiée selon les procédures constitutionnelles respectives des membres de l'Organisation ayant un siège permanent au Conseil de Sécurité et par la majorité des autres membres de l'Organisation.

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

(Les observations se rapportent à l'ensemble du chapitre)

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Procédure d'amendement, p. 2.
Brésil. Doc. 2, G/7 (e)
Procédure d'amendement, p. 11.
Canada. Doc. 2, G/14 (t)
Procédure d'amendement, p. 7.
Revision de la Charte, p. 7.
Costa Rica. Doc. 2, G/7 (h)
Procédure d'amendement, p. 3.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Procédure d'amendement, pp. 24-25, 51.
Etats-Unis, Royaume-Uni, U.R.S.S. et Chine. Doc. 2, G/89
Procédure d'amendement, p. 7.
Ratification de la Charte, p. 7.
Revision de la Charte, p. 7.
France. Doc. 2, G/7 (o)
Procédure d'amendement, Partie II, p. 1.
Mexique. Doc. 2, G/7 (c) (1)
Ratification des amendements, p. 4.
Procédure d'amendement, p. 13.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Procédure d'amendement, pp. 32 33.

PROPOSITIONS DE DUMBARTON OAKS

(Comité III/3)

Chapitre XII. Dispositions Transitoires

1. En attendant l'entrée en vigueur de l'accord spécial ou des accords spéciaux dont il est question au Chapitre VIII, Section B, paragraphe 5, et conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la Déclaration des Quatre Nations, signée à Moscou le 30 octobre 1943, les Etats parties à cette Déclaration devraient se consulter entre eux et, s'il y a lieu, avec d'autres membres de l'Organisation, en vue de telle action commune au nom de l'Organisation, qui pourrait être nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

2. Aucune disposition de la Charte ne devrait faire obstacle aux mesures prises ou autorisées, à l'égard des Etats ennemis et comme suite à la présente guerre, par les Gouvernements responsables de ces mesures.

AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES QUATRE GOUVERNEMENTS INVITANTS

INDEX DES AMENDEMENTS, OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

(Les observations se rapportent à l'ensemble du chapitre)

Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (4)
Organisation internationale d'hygiène (commission provisoire à instituer), p. 1.
Chili. Doc. 2, G/7 (i)
Disposition transitoire (paragraphes additionnels concernant les), p. 8.
Etats-Unis. Doc. 2, G/14 (v)
Guerre actuelle (attitude du Conseil à l'égard des accords régionaux pendant la), pp. 1-2.
France. Doc. 2, G/7 (o) (2)
Adjonction de la France aux quatre nations dans la déclaration de Moscou en vue d'une action provisoire, p. 1.
Iran. Doc. 2, G/14 (m)
Traités (enregistrement des), p. 3.
Droit international (préparation d'un code de), pp. 3, 4.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Dispositions transitoires (document distinct pour les), p. 14.
Dispositions transitoires (leur séparation des autres propositions), p. 2.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Dispositions transitoires, pp. 30, 31.

Propositions de Chapitres Supplementaires Concernant le Regime de Trusteeship

[Note: Ni les propositions de Dumbarton Oaks ni les amendements proposées par les Quatre Gouvernements invitantes ne contiennent de dispositions concernant le régime de trusteeship mais cette question a été placée à l'ordre du jour de la conférence avec l'approbation des Quatre Gouvernements invitantes et attribuée au Comité II/4.

Dans ces conditions, il est impossible de préparer un dossier de références et un index détaillé identiques à ceux qui sont imprimés ailleurs au cours du présent document en ce qui concerne les divers chapitres et paragraphes des Propositions de Dumbarton Oaks, mais les commentaires et les propositions contenues dans le volume relié en date du 7 mai 1945 sont énumérés ci-dessous par ordre alphabétique. Les propositions subséquemment reçues, jusqu'à la date de la préparation du présent index, c'est-à-dire celles de la Chine (Doc. 2, G/26 (e)) et celles de l'Union Soviétique (Doc. 237, G/26 (f)) ont également été incorporées.]

PRINCIPES GENERAUX

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Définition de principes, p. 6, par. 18 (1)
Reconnaissance de principe pour tous les territoires dépendants, p. 6, par. 18 (1).
Chine. Doc. 2, G/26 (e)
Nécessité d'un régime international de trusteeship, p. 1, par. 1.
Etats-Unis. Doc. 2, G/26 (e)
Nécessité d'un régime de trusteeship, p. 1, par. 1.
France. Doc. 2, G/26 (a)
Nécessité d'un régime de trusteeship, p. 1, par. 1.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Nécessité de réaffirmer les principes, pp. 2-3, par. A13.
Royaume-Uni. Doc. 2, G/26 (d)
Acceptation des principes généraux, p. 1, par. 1.
Définition de principe, p. 1, par. 1.
Union Soviétique. Doc. 237, G/26 (f)
Nécessité d'un régime de trusteeship, p. 1.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Nécessité d'une déclaration de principes, p. 32.

BUTS ET FINS

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Bien-être et progrès des peuples, p. 6, par. 18(1).
Chine. Doc. 2, G/26 (e)
Paix et sécurité internationales, p. 1.
Développement des territoires et avancement des populations, p. 1.
Progrès achevé vers l'indépendance ou l'autonomie, p. 1.
Traitement non différentiel, p. 1.
Etats-Unis. Doc. 2, G/26 (e)
Paix et sécurité internationales, p. 1.
Développement des territoires et avancement des populations, p. 1.
Progrès achevés vers l'autonomie, p. 1,
Traitement non différentiel, p. 2.
France. Doc. 2, G/26 (a)
Paix et sécurité internationales, p. 1.
Développement des territoires et avancement des populations, p. 1.
Développement des institutions politiques, p. 1.
Traitement non différentiel, p. 2.
Traitement économique équitable des territoires, p. 2.
Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Nécessité d'un régime concernant les nations dépendantes, pp. 2-3.
Royaume-Uni. Doc. 2, G/26 (d)
Le bien-être des habitants en tant que "trust" sacré, p. 1.
Avancement des populations, p. 1.
Développement de gouvernement autonome, p. 1.
Bon voisinage, p. 1.
Union Soviétique. Doc. 237, G/26 (f)
Paix et sécurité internationales, p. 1.
Développement des territoires et avancement des populations, p. 1.
Progrès achevés vers l'autonomie et le droit de libre disposition en vue de hâter l'indépendance, p. 1.
Traitement non différentiel, p. 1.

APPLICATION DES ACCORDS

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Action volontaire de la puissance administrante, p. 7.
Action de l'Assemblée Générale sur la base des recommandations d'une conférence, p. 7.
Autorisation de l'Assemblée Générale d'accepter, p. 7.
Chine. Doc. 2, G/26 (e)
Catégorie des territoires sous mandat, p. 1.
Catégorie des territoires détachés, p. 1.
Catégorie des territoires soumis volontairement au régime, p. 1.
Accords de trusteeship pour déterminer l'application du régime aux territoires des diverses catégories, p. 1.
Arrangements ultérieurs pour déterminer les territoires particuliers et les conditions applicables, p. 1.
Etats-Unis. Doc. 2, G/26 (e)
Catégorie des mandats existants, p. 1.
Catégorie des territoires détachés, p. 1.
Catégorie des territoires soumis volontairement au régime, p. 1.
Arrangements ultérieurs pour déterminer les territoires particuliers et les conditions applicables, p. 1.
France. Doc. 2, G/26 (a)
Catégorie des territoires sous mandat, p. 2.
Catégorie des territoires détachés, p. 2.
Accords de trusteeship pour déterminer l'application du régime aux territoires des diverses catégories, p. 2.
Arrangements ultérieurs pour déterminer les territoires particuliers et les conditions applicables, p. 2.
Royaume-Uni. Doc. 2, G/26 (d)
Catégorie des territoires sous mandat de la Société des Nations administrés par les Nations Unies, p. 1.
Catégorie des territoires détachés des Etats non-membres, p. 2.
Territoires soumis volontairement au régime, p. 2.
Dispositions spéciales s'appliquant à certains territoires de chaque catégorie, p. 1.

Union Soviétique. Doc. 237, G/26 (f)
Catégorie des territoires actuellement sous mandat, p. 1.
Catégorie des territoires détachés, p. 2.
Territoires soumis volontairement au régime, p. 2.
Arrangements ultérieurs pour déterminer les territoires particuliers et les autorités chargées d'un trust, pp. 1, 2.

CONDITIONS D'ADMISSION DES TERRITOIRES AU REGIME DE TRUSTEESHIP

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Action volontaire de l'Etat administrant, p. 7.
Décision de l'Assemblée Générale sur la recommandation d'une conférence des puissances coloniales, p. 7.
Termes du mandat défini par l'accord entre l'Assemblée Générale et l'Etat exerçant un mandat, p. 7.
L'Assemblée Générale peut autoriser un Etat à accepter l'administration de territoires particuliers, p. 7.
Chine. Doc. 2, G/26 (e)
Accords de trusteeship pour chaque territoire soumis au régime devraient être convenus par les Etats intéressés, p. 2.
Etats-Unis. Doc. 2, G/26 (e)
Les accords particuliers de chaque territoire soumis au régime devraient être convenus par les Etats directement intéressés et approuvés par l'Assemblée Générale ou le Conseil de Sécurité, p. 2.
France. Doc. 2, G/26 (a)
Traités entre les Etats directement intéressés sous réserve d'approbation soit par l'Assemblée Générale soit par le Conseil de Sécurité, p. 2.
Union Soviétique. Doc. 237, G/26 (f)
Les accords particuliers de chaque territoire soumis au régime devraient être convenus par les Etats qui étaient ou qui sont intéressés à la question, et approuvés par l'Assemblée Générale ou par le Conseil de Sécurité, p. 2.

NATURE DE L'AUTORITE CHARGEE DU TRUST

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Administration par un Etat membre spécifié, p. 7.
Chine. Doc. 2, G/26 (e)
Administration internationale ou nationale, p. 2.
Royaume-Uni. Doc. 2, G/26 (d)
Administration nationale par les Etats à développement avancé, p. 2.

OBLIGATION DE L'AUTORITE CHARGEE DU TRUST

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Compte-rendu à la Commission Consultative Technique, p. 6.
Chine. Doc. 2, G/26 (e)
Compte-rendus annuels à l'Assemblée Générale ou au Conseil de Sécurité, p. 3.
Questionnaires des Conseils de Trusteeship et de Sécurité, p. 3.
Etats-Unis. Doc. 2, G/26 (e)
Compte-rendu à l'Assemblée Générale, p. 2.
Questionnaire du Conseil de Trusteeship, p. 2.
France. Doc. 2, G/26 (a)
Compte rendu à l'Assemblée Générale, p. 3.
Questionnaire du Conseil de Trusteeship, p. 3.
Royaume-Uni. Doc. 2, G/26 (d)
Assurer l'assistance du territoire pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, p. 2.
Fournir toutes informations requises par le Conseil de Sécurité, p. 2.
Comptes rendus annuels au Conseil Economique et Social, p. 3.
Union Soviétique. Doc. 237, G/26 (f)
Compte rendu annuel à l'Assemblée Générale, p. 3.
Questionnaire du Conseil de Trusteeship, p. 3.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Nécessité de l'établissement de principes d'Administration, p. 32.

NATURE DES CONDITIONS DE TRUST

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Définie par accord entre l'Assemblée Générale et l'Etat chargé du Trust, p. 7.
Chine. Doc. 2, G/26 (e)
Définie par accords de Trusteeship, p. 2.
Etats-Unis. Doc. 2, G/26 (e)
Termes à incorporer dans les accords de Trusteeship, p. 2.
France. Doc. 2, G/26 (a)
Conditions à spécifier par accord de Trusteeship, p. 2.
Royaume-Uni. Doc. 2, G/26 (d)
Détails à définir par accord entre l'Etat chargé du Trust et les Nations Unies, p. 2.
Union Soviétique. Doc. 237, G/26 (f)
Stipulations à inclure dans les accords de Trusteeship, p. 2.

COMPOSITION DE L'ORGANE SPECIAL DE TRUSTEESHIP

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Commission technique, p. 6.
Chine. Doc. 2, G/26 (e)
Conseil de Trusteeship, p. 3.
La moitié des membres choisis par les Etats chargés du Trusteeship, p. 3.
La moitié des membres choisis par les Etats nommés par l'Assemblée Générale, p. 3.
Etats-Unis. Doc. 2, G/26 (e)
Conseil de Trusteeship, p. 2.
La moitié des membres choisis par les Etats chargés du Trusteeship, p. 2.
La moitié des membres choisis par les Etats nommés par l'Assemblée Générale, p. 2.
France. Doc. 2, G/26 (a)
Conseil International de Trusteeship, p. 3.
La moitié des membres choisis par les Etats chargés du Trusteeship, p. 3.
La moitié des membres choisis par les Etats nommés par l'Assemblée Générale, p. 3.
Royaume-Uni. Doc. 2, G/26 (d)
Commission permanente, p. 3.

Union Soviétique. Doc. 237, G/26 (f)
Conseil de Trusteeship, p. 2.
La moitié des membres choisis par les Etats chargés du Trusteeship et par certains membres permanents du Conseil de Sécurité, p. 2.
La moitié des membres choisis par les Etats nommés par l'Assemblée Générale, p. 2.

FONCTIONS DES ORGANES DES NATIONS UNIES COMPETENTS EN MATIERE DE TRUSTEESHIP

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Commission consultative d'experts, p. 6.
Conseil économique et social comme organisme d'information, p. 7.
Chine. Doc. 2, G/26 (e)
Conseil de trusteeship fonctionnant comme organisme de contrôle sous l'autorité de l'Assemblée Générale, p. 3.
Les violations des accords de trusteeship peuvent être portées devant l'Assemblée Générale ou le Conseil de Sécurité, p. 2.
Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
L'Assemblée Générale peut proclamer l'indépendance dans des conditions déterminées, p. 12.
Etats-Unis. Doc. 2, G/26 (e)
L'Assemblée Générale et, sous son autorité le Conseil de Trusteeship, devraient être habilités à étudier les rapports, recevoir les pétitions et instituer des enquêtes, p. 2.
France. Doc. 2, G/26 (a)
L'Assemblée Générale devrait avoir qualité pour examiner les rapports et pour exercer les prérogatives définies dans les accords de trusteeship, p. 3.
Le Conseil de Trusteeship devrait avoir qualité pour examiner les rapports et pour exercer les prérogatives définies dans les accords de trusteeship, p. 3.
Panama. Doc. 2, G/7 (g) (a)
Création d'un office international des migrations pour favoriser la colonisation scientifique, p. 1, paragraphe 2b.
Royaume-Uni. Doc. 2, G/26 (d)
Commission permanente chargée de recevoir et d'examiner les rapports et de conseiller le Conseil économique et social en matière de trusteeship, p. 2.
Union Soviétique. Doc. 237, G/26 (f)
L'Assemblée Générale et, sous son autorité, le Conseil de Trusteeship, devraient avoir autorité pour examiner les rapports, recevoir les pétitions et instituer des enquêtes, p. 2.
Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Nécessité de créer une juridiction au sein de l'Organisation internationale, p. 3.

MODE DE TRAITEMENT DU FACTEUR SECURITE

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Exclusion de certaines bases ou zones des cadres du rapport, p. 7.
Recommandation de l'Assemblée Générale et du Conseil de Sécurité désignant les bases ou les zones, p. 7.
Importance au point de vue de la paix et de la sécurité comme critère pour la désignation, p. 7.
Abrogation de certaines restrictions militaires dans les mandats actuels, p. 7.
Chine. Doc. 2, G/26 (e)
L'accord de trusteeship peut prévoir des zones stratégiques, p. 2.
Comme partie du plan général de sécurité internationale, p. 2.
Les zones peuvent comprendre tout ou partie d'un territoire sous trust, p. 2.
Les zones indiquées doivent constituer un minimum pour la défense et la sécurité, p. 2.
Etats-Unis. Doc. 2, G/26 (e)
Désignation, dans l'accord de trusteeship, de zones stratégiques, p. 2.
Les zones stratégiques peuvent comprendre tout ou partie du territoire sous trust.
Fonctions du Conseil de Sécurité concernant les zones stratégiques, p. 2.
France. Doc. 2, G/26 (a)
Les zones stratégiques peuvent être spécifiées dans l'accord de trusteeship, p. 2.
Les zones stratégiques peuvent comprendre tout ou partie d'un territoire sous trust, p. 2.
Fonctions du Conseil de Sécurité à l'égard des zones stratégiques, p. 2.
Royaume-Uni. Doc. 2, G/26 (d)
L'Etat qui administre doit s'assurer que le territoire collabore au maintien de la paix et de la sécurité internationales, p. 2.
Les forces, les facilités et l'assistance fournis par le territoire peuvent être utilisés par l'état chargé du trust à certaines fins, p. 2.
Informations concernant l'emploi des forces et facilités ou de l'assistance fournis, par le territoire, à communiquer par le Conseil de Sécurité, p. 2.
Le Conseil de Sécurité doit exiger certaines informations ou certains avis du Comité d'Etat Major, p. 2.
Union Soviétique. Doc. 237, G/26 (f)
Désignation de zones stratégiques, sur recommandation du Conseil de Sécurité, p. 2.
Les zones stratégiques peuvent comprendre tout ou partie des territoire soumis au trusteeship, p. 2.
Fonctions du Conseil de Sécurité concernant les zones stratégiques, p. 2.

MODE DE TRAITEMENT DES QUESTIONS CIVILES ET DE BIEN-ETRE

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
Rapports de l'autorité administrative à une Commission consultative d'experts, p. 6.
Conseil économique et social doit être informé par la commission du bien-être et du développement des peuples des territoires sous trust, pp. 6-7.

Chine. Doc. 2, G/26 (e)
Pouvoirs à conférer à l'Assemblée Générale, p. 2.

Etats-Unis. Doc. 2, G/26 (c)
Accomplissement par l'Assemblée Générale des fonctions qui lui sont dévolues, p. 2.

France. Doc. 2, G/26 (a)
Prérogatives de l'Assemblée Générale, p. 2.

Royaume-Uni. Doc. 2, G/26 (d)
Rapports annuels au Conseil économique et social, p. 3.
Rapports annuels à une Commission permanente qui formulera des avis à l'intention du Conseil économique et social sur l'exécution des dispositions du trust, p. 3.

Union Soviétique. Doc. 237, G/26 (f)
Accomplissement par l'Assemblée Générale des fonctions qui lui sont dévolues, p. 2.

EXPIRATION DU TRUST

Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
L'Assemblée Générale peut proclamer l'indépendance dans des conditions déterminées, p. 12.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Conditions requises pour l'indépendance, p. 32.

Questions Juridiques Relatives a une Organisation Internationale Generale

(Comité IV/2)

[Les observations et propositions ci-après se rapportent aux questions juridiques qui ne sont pas spécialement traitées dans les Propositions de Dumbarton Oaks.]

PRIVILEGES ET IMMUNITES

Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)

Les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions affiliées, des représentants des membres et des fonctionnaires (texte sur l'inviolabilité des locaux et des archives, des communications officielles, sur l'immunité fiscale et les immunités judiciaires), pp. 8-9.

Canada. Doc. 2, G/14 (t)

Immunités des organisations internationales et de leur personnel à définir par une convention rédigée par l'Assemblée pour être soumise ensuite aux membres des Nations Unies, p. 7.

Statut juridique des organisations internationales et de leur personnel, à définir par une convention rédigée par l'Assemblée pour être soumise ensuite aux membres des Nations Unies, p. 7.

Engagement de ne soumettre le personnel des Nations Unies à aucune action judiciaire en raison d'actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions, à moins que l'immunité ne soit levée par les Nations Unies, p. 7.

Mexique. Doc. 2, G/7 (c) (1)

Privilèges et immunités diplomatiques proposés pour les fonctionnaires de l'Assemblée, du Conseil de Sécurité et certains membres du Secrétariat, p. 4.

Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)

Statut international et situation juridique du Secrétariat, approbation du règlement concernant le personnel par l'Assemblée, p. 11.

ENREGISTREMENT ET PUBLICATION DES TRAITES ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)

Enregistrement des traités: insertion dans la Charte d'un texte fondé sur l'Article 18 du Pacte de la Société des Nations, p. 8.

Brésil. Doc. 2, G/7 (e)

Traités: principe de la publicité, à inscrire dans le pacte, p. 3.

Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (2)

Traités: principe de la publicité, à inscrire dans le pacte, p. 3.

Cuba. Doc. 2, G/14 (g) (3)

Traités et accords, publication requise, p. 3.

Traités et accords conclus entre les membres de l'Organisation, leur enregistrement par le Secrétariat, condition de leur validité, pp. 2, 3.

Traités et accords, invitation aux membres d'enregistrer ceux qui ne le sont pas encore, dans un délai à fixer, p. 3.

Traités et accords, sanctions à prévoir en cas de non enregistrement, p. 3.

Ethiopie. Doc. 2, G/14 (n)

Traités et accords, sans force obligatoire jusqu'à leur enregistrement par le Secrétariat, p. 3.

Traités et accords, enregistrement et publication par le Secrétariat sont requis, p. 3.

France. Doc. 2, G/7 (o), IIme Partie

Les traités ne seront pas obligatoires avant leur enregistrement, Annexe, p. 7.

Traités, enregistrement et publication sont requis, Annexe, p. 6.

Iran. Doc. 2, G/14 (m)

Traités ou engagements internationaux doivent être enregistrés et publiés par le Secrétariat, p. 3.

Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)

Traités, enregistrement par le Secrétariat, condition de leur validité, p. 3.

Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j) (1)

Enregistrement des traités, condition de leur validité, disposition du pacte de la S.D.N. à retenir, p. 5.

Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (k)

Traités, conventions et accords, les membres doivent les faire enregistrer et publier par le Secrétariat dans les trente jours de leur ratification par les parties, p. 7.

Traités, conventions et accords ne seront pas obligatoires avant leur présentation pour l'enregistrement et leur publication dans les trente jours qui suivent la notification, p. 7.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)

Traités et accords, enregistrement et publication requis comme condition de leur validité, p. 36.

OBLIGATIONS INCOMPATIBLES AVEC LA CHARTE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Australie. Doc. 2, G/14 (l)

Les accords incompatibles avec la Charte, actuels ou futurs, abrogés par la Charte, p. 11.

Accords incompatibles avec la Charte ne doivent pas être conclus par les membres, p. 11.

Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)

Accords incompatibles avec la Charte, insertion dans la Charte de l'engagement de n'en pas conclure, pp. 8-9.

Accords incompatibles avec la Charte, insertion dans la Charte d'une disposition les abrogeant, pp. 7-8.

Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)

Obligations antérieures incompatibles avec la Charte à abroger ou à reviser, p. 9.

Ethiopie. Doc. 2, G/14 (n)

Engagements internationaux incompatibles avec la Charte, engagement de n'en pas conclure, p. 4.

Engagements internationaux ne seront pas invoqués pour mettre obstacle aux obligations assumées dans la Charte, p. 3.

Obligations et accords incompatibles avec la Charte d'après l'avis du Conseil de Sécurité ou de l'Assemblée, abrogés par la Charte, p. 3.

Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Traités, commerciaux ou autres, si leurs stipulations gênent les mesures économiques prises par le Conseil de Sécurité, les membres doivent s'en dégager, p. 7.
Traités, commerciaux ou autres, subordonnés aux obligations de la Charte dans l'application de mesures économiques prises par le Conseil de Sécurité, pp. 7, 8.

Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (k)
Traités, conventions et accords contraires à l'esprit et aux principes de la Charte ne doivent pas être conclus par les membres de l'Organisation, p. 6.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Obligations contraires à la Charte ne doivent pas être souscrites par les membres, pp. 35, 38.
Obligations antérieures, incompatibles avec la Charte, abrogées, p. 36.

REVISION DES TRAITES

Bolivie. Doc. 2, G/14 (r)
Revision des traités ou accords, droit de tout état d'attirer l'attention de l'Assemblée ou du Conseil de Sécurité, p. 8.
Revision des traités ou accords, le Conseil de Sécurité doit dire s'il y a lieu d'y procéder au cas ou le consentement des états intéressés ne peut être obtenu, et il doit également favoriser l'emploi de moyens pacifiques, p. 8.
Traités ou accords, le Conseil de Sécurité doit recommander la revision de ceux qui compromettent la bonne entente ou l'harmonie internationale, p. 8.
Traités, revision, pp. 4, 5, 8.

Brésil. Doc. 2, G/7 (e)
Traités, revision ou annulation soumises à l'examen sur demande des deux-tiers de l'Assemblée, pp. 7, 8.
Traités, perte de leur force obligatoire par suite d'un changement de conditions, par décision de la Cour internationale de justice, p. 8.

Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Traités: l'Assemblée doit recommander le ré-examen de ceux qui sont devenus inapplicables, à la demande de tout membre de l'Organisation; à renvoyer au Conseil de Sécurité si des mesures sont nécessaires, p. 3.

Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Cour permanente de justice internationale, jugement constatant qu'un traité a perdu sa force obligatoire lorsque deux-tiers de l'Assemblée demandent sa revision, pp. 13, 34.
Traités, revision ou abrogation sur demande de l'Assemblée à la majorité des deux-tiers, pp. 13, 34.
Traités, retouches et revisions requises par l'évolution des relations internationales, pp. 7, 28.

Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Traités se revélant inapplicables, compétence de l'Assemblée pour les examiner et présenter des recommandations, pp. 6, 8.

Vénézuela. Doc. 2, G/7 (d) (1)
Traités, revision à prévoir par la Charte, p. 32.

LIQUIDATION DE LA SOCIETE DES NATIONS

Cuba. Doc. 2, G/14 (g)
Société des Nations, organes techniques et bureaux à intégrer autant que possible dans la nouvelle organisation internationale, p. 17.

Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Dissolution de la Société des Nations, procédure à prévoir, p. 4.

Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j) (1)
Succession aux droits et aux devoirs appartenant à la Société des Nations selon diverses conventions, Commission à nommer par l'Assemblée pour régler cette question à sa première réunion, p. 5.

STATUT JURIDIQUE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE

Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
Statut international de l'Organisation, à reconnaître explicitement dans la Charte, p. 8.
Privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions affiliées, des représentants des membres, et des fonctionnaires (texte sur l'inviolabilité des locaux et des archives, des communications officielles, sur l'immunité fiscale et les immunités judiciaires), p. 9.

Canada. Doc. 2, G/14 (t)
Statut juridique des organisations et du personnel international, à définir par une convention que rédigera l'Assemblée et qui sera soumise aux membres des Nations Unies, p. 7.

Norvège. Doc. 2, G/7 (n) (1)
Statut international et situation juridique du personnel du Secrétariat, approbation du règlement concernant le personnel par l'Assemblée, p. 11.

DEVELOPPEMENT DU DROIT INTERNATIONAL

Australie. Doc. 2, G/14 (l)
L'Assemblée fera entreprendre des études et formulera des recommandations pour le développement et la revision des règles et des principes du droit international, p. 4.

Belgique. Doc. 2, G/7 (k) (1)
L'Assemblée décidera de l'entrée en vigueur des conventions pour tous les Etats, y compris les Etats-tiers, dans certaines circonstances, selon les conditions prévues pour les amendements à la Charte, pp. 5, 6.
Disposition spécifiant qu'aucun Etat ne peut éluder ses obligations internationales en invoquant son droit interne, p. 8.

Brésil. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Définition des questions entrant dans le cadre du droit international c'est-à-dire celles qui dépassent la compétence interne des Etats, p. 1.
Vote de lois pour règlementer l'application de cette définition, p. 1.

Chili. Doc. 2, G/7 (i) (1)
Codification du droit international: l'Assemblée déterminera le nombre des ratifications nécessaires pour qu'une règle nouvelle entre en vigueur, p. 8.
Codification du droit international: recommandation de l'Assemblée à soumettre à la ratification des différent Etats, pp. 7-8.

Chine. Doc. 1, G/1 (a)
Règles et principes du droit international: l'Assemblée fera procéder à des études et formulera des recommandations concernant leur développement et leur revision, p. 1.

Egypte. Doc. 2, G/7 (q) (1)
Détermination, définition, codification et développement des règles du droit international à mentionner dans l'énoncé des buts, p. 1.
Questions juridiques internationales, recommandations à faire par le Conseil économiques et social, p. 9.
Coopération internationale dans le domaine juridique, rôle de l'Assemblée, p. 4.
Organisme juridique à prévoir dans les arrangements pour la coopération à prévoir en matière économique et sociale, p. 8.
Examen par le Conseil économique et social de rapports sur les questions juridiques internationales, p. 9.

Equateur. Doc. 2, G/7 (p)
Etablissement et modification des règles de droit par l'Assemblée à la majorité des deux-tiers, p. 34.

Iran. Doc. 2, G/14 (m)
Droit international, comité de juristes chargé de rédiger un code, p. 3.

Liban. Doc. 2, G/14 (e)
Comité permanent de juristes pour codifier, consolider et modifier périodiquement le droit international, p. 2.

Libéria. Doc. 2, G/14 (a)
L'Assemblée fera entreprendre des études en vue de la codification du droit international, p. 2.

Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Engagement d'incorporer le droit international dans le droit national, p. 2.

Panama. Doc. 2, G/7 (g) (2)
Accords incompatibles avec le droit international, engagement de n'en pas souscrire, pp. 6-7.
Droit international, déclaré à la fois national et international, pp. 9-10.
Devoir juridique de l'état d'exécuter les obligations découlant du droit international en dépit des dispositions de sa constitution ou de ses lois, p. 5.
Devoir juridique de l'état de s'abstenir d'accords incompatibles avec le droit international, pp. 6-7.

Paraguay. Doc. 2, G/7 (1)
Codification du droit international américain, p. 3.

Pays-Bas. Doc. 2, G/7 (j) (1)
Devoir juridique des Etats de ne pas contracter d'accords incompatibles avec le droit international, p. 7.
Devoir juridique de chaque état de respecter le droit international quelles que soient sa constitution et ses lois, p. 6.

Philippines (Commonwealth des). Doc. 2, G/14 (k)
Les règles de droit international adoptées par l'Assemblée deviennent effectives si le Conseil de Sécurité ne prend pas de décision à leur sujet dans les trente jours, p. 3.
L'Assemblée doit être revêtue de pouvoirs législatifs lui permettant de formuler des règles de droit international avec l'approbation de la majorité du Conseil de Sécurité, p. 3.
Pouvoirs législatifs de l'Assemblée comprennent la codification et les modifications des règles du droit international, p. 3.

ENTREE EN VIGUEUR DE LA CHARTE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Chili. Doc. 2, G/7 (1)
Charte à ratifier, entrera en vigueur pour chaque signataire à dater du dépot de la ratification et jusqu'au sixième mois suivant sa dénonciation, p. 8.

Mexique. Doc. 2, G/7 (e) (1)
Entrée en vigueur, stipulation à ce sujet, p. 4.

UNITED NATIONS INFORMATION ORGANIZATION
610 Fifth Avenue, New York
2841 McGill Terrace, N. W., Washington, D. C.

An agency of the Governments of AUSTRALIA, BELGIUM, CANADA, CHINA, CZECHOSLOVAKIA, DENMARK, FRANCE, GREAT BRITAIN, GREECE, INDIA, LUXEMBOURG, THE NETHERLANDS, NEW ZEALAND, NORWAY, THE PHILIPPINES, SOUTH AFRICA, YUGOSLAVIA and THE UNITED STATES OF AMERICA

3389838

UNITED NATIONS INFORMATION ORGANIZATION
38 Russell Square, London, W. C. 1.

Representatives from the Official Information Services of AUSTRALIA, BELGIUM, CANADA, CHINA, CZECHOSLOVAKIA, DENMARK, FRANCE, GREAT BRITAIN, GREECE, INDIA, LUXEMBOURG, THE NETHERLANDS, NEW ZEALAND, NORWAY, POLAND, UNION OF SOUTH AFRICA, THE UNITED STATES OF AMERICA and YUGOSLAVIA

Photo-Lithoprinted from original documents by
Edwards Brothers, Inc., Ann Arbor, Michigan, U.S.A.